Journal

Journal du Grand Conseil du canton de Berne

Session du 18 au 26 mars 2013

Procès-verbal des délibérations au sens des articles 105 et 106 du Règlement du Grand Conseil

Année 2013 / Cahier 2

www.be.ch/journaldugrandconseil

Chancellerie d'Etat du canton de Berne
ISSN 1662-9299

Généralités

Allocutions présidentielles 289

2013.0173 Entrée d'un nouveau membre du Grand Conseil. Monsieur Reto Müller (PS) 289

2013.0174 Entrée d'un nouveau membre du Grand Conseil. Monsieur Markus Wenger (PEV) 289

Hommage à des députés démissionnaires 505

Hommage au chancelier Kurt Nuspliger 506

Urgence des interventions parlementaires 406

Actes législatifs

2011.1695 Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification)
2e lecture 298
Vote final 308

2012.1534 Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)
1re lecture 370
Vote final 371

2010.9359 Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification),
1re lecture 399, 402, 420
Vote final 427

2012.0850 Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification) 428
Vote final 428

2010.0076 Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)
2e lecture 428
Vote final 433

2011.1751 Loi sur les impôts (LI) (Modification)
2e lecture 464, 479
Vote final 484

Arrêtés du Grand Conseil

2011.1158 Arrêté du Grand Conseil concernant le plan des sessions de 2013 (Modification) 290

2013.0010 Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives 372

Rapports

2013.0172 Rapport d'activité 2012 de la Commission des finances 291

2013.0178 Rapport d'activité 2012 de la Commission de justice 291

2012.1581 Construction d'un nouveau centre pénitentiaire pour femmes à Witzwil ; rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil 355

Elections

2013.0227 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée (droit du travail) d'autorité régionale de conciliation pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2016 471

2013.0228 Election de deux juges spécialisé-e-s (droit du bail) d'autorité régionale de conciliation pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2016 471

Heure des questions

2013.0100 Réponse du Conseil-exécutif aux questions des membres du Grand Conseil 471

Désignation de commissions

2012.0782 Loi sur la police cantonale (LPC) (Modification)190

2012.0183 Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative populaire « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! » 478

Motions

2012.1199 195-2012 Bhend (Steffisbourg, PS). Réduction des tarifs des notaires par la correction de la progression à froid 315

2012.1200 196-2012 Bhend (Steffisbourg, PS). Bases de décision pour une structure cantonale optimale 320

2012.0973 162-2012 Etter (Treiten, PBD). Mise en oeuvre de la loi sur la protection des eaux : ménager les terres agricoles 339

2013.0049 016-2013 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). L'Hôpital de l'Ile doit rester un centre de transplantation cardiaque 433

2012.0968 161-2012 Guggisberg (Kirchlindach, UDC). Elèves surdoués : pas de cours particuliers! 438

2012.1133 177-2012 Imboden (Berne, Les Verts). Planification de la législature 2014 - 2017 : plus de femmes aux postes à responsabilité 292

2012.1134 171-2012 Linder (Berne, Les Verts). Bourses plutôt qu'aide sociale : harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale .. 439

2012.1135 172-2012 Linder (Berne, Les Verts). Bourses d'études plutôt qu'aide sociale : mise en place d'un programme de formation 446

2012.1292 227-2012 LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Imposition des entreprises : éviter les inconvénients liés au site d'implantation 469, 484

2012.1151 188-2012 Lüthi (Berthoud, PS). Harmonisation du tarif de placement d'enfants 314

2012.1168 193-2012 Lüthi (Berthoud, PS). Coordonner le barème de l'impôt et les prestations liées aux besoins 498

2012.0831 151-2012 PLR (Müller, Berne). Imposition des entreprises : Berne perd du terrain! 467, 484

2012.1153 190-2012 PS-JS-PSA (Stucki, Berne). Assainissement des finances et service public de qualité. Imposition des sportifs et artistes étrangers 485

2012.1154 191-2012 PS-JS-PSA (Stucki, Berne). Assainissement des finances et service public de qualité. En finir avec la fraude fiscale 488, 493

2012.1155 192-2012 PS-JS-PSA (Moeschler, Bienne). Bulle immobilière - Empêcher la spéculation 494

2012.1201 197-2012 Ruchti (Seewil, UDC). Mauvaises herbes et néophytes invasifs le long des routes cantonales 344

2012.1218 209-2012 Schärer (Berne, Les Verts). Plafonnement des taxes d'études 451

2012.1206 202-2012 Zuber (Moutier, PSA). Tarification kilométrique aux CFF 348

Postulats

2012.1143 179-2012 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne). Assainissement des finances et service public de qualité. Efficience de la protection des données *(retiré)* 322

Interpellations

2012.1526 267-2012 Aebersold (Berne, PS). Interprétation et application du règlement du Grand Conseil 290

2013.0033 011-2013 Aellen (Tavannes, PSA). Service hivernal restreint sur les routes cantonales : des 4x4 plutôt que des chasse-neige ? 346

2012.1539 001-2013 Aebi (Hellsau, UDC). Projet OAN de relevé des surfaces d'exploitation 308

2012.0967 160-2012 Baltensperger (Zollikofen, PS). Haute école pédagogique germanophone : sondage sans suite ? 455

2012.1222 213-2012 Bärtschi (Lützelflüh, UDC). Offres de formation à plein temps 460

2012.1447 238-2012 Blank (Aarberg, UDC). Economiser au bon endroit : voyages des membres du gouvernement à l'étranger 296

2012.1130 168-2012 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Fermeture de la route de Chasseral pendant la haute saison touristique 351

2012.1216 207-2012 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Réduction des prestations des transports publics ; début d'un grignotage ? 353

2012.1217 208-2012 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Cantonalisation de l'impôt sur les personnes morales 503

2012.1115 165-2012 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Libre choix des matières du programme scolaire 456

2012.1202 198-2012 Graber (La Neuveville, UDC). Regrettable ajournement du doublement du tronçon ferroviaire Gléresse - Douanne 351

2013.0067 022-2013 Haas (Berne, PLR). Lien entre le projet de Tram Region Bern et le deuxième axe du tram en ville de Berne 338

2013.0078 030-2013 Haldimann (Berthoud, PBD). Renforcement du site médical bernois : à quel prix ? 435
Délibération groupée 436

2013.0076 031-2013 Haldimann (Berthoud, PBD). Regroupement de l'Hôpital de l'Ile et du Centre hospitalier régional de Berne : risques financiers pour le canton de Berne ? 436
Délibération groupée 437

2012.1140 176-2012 Hügli (Bienne, PS). Garantir la publicité du registre de l'impôt 502

2012.1215 206-2012 Iannino Gerber (Hinterkappelen, Les Verts). Nettoyage du Gurnigel après la course 459

2012.1207 203-2012 Leuenberger (Trubschachen, PBD). « Berne renouvelable », pour l'Hôtel du gouvernement également ? 352

2012.1132 170-2012 Linder (Berne, Les Verts). Bourses d'études plutôt qu'aide sociale : une analyse de la situation 448
Délibération groupée 451

2013.0077 032-2013 Linder (Berne, Les Verts). Pannes des systèmes informatiques de l'administration cantonale 504

2012.1313 229-2012 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). Stratégie économique 2025 : création d'un service de médiation ? 311

2012.0508 096-2012 Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD). L'avenir de la prison de Hindelbank suscite des interrogations 368

2012.1491 259-2012 Matti (La Neuveville, PLR). Inscription au chômage 312

2012.1148 187-2012. Moeschler (Bienne, PS). Le canton va-t-il se reposer uniquement sur la loterie pour l'encouragement à la culture ? 457

2012.1237 218-2012 Schmid (Achseten, UDC). Réfection de la préfecture de Frutigen 354

2012.1208 204-2012 Stucki (Berne, PS). Soutenir l'enseignement de la langue et de la culture

d'origine pour favoriser l'intégration 458

2013.0075 028-2013 Zäch (Berthoud, PS). Réglementation des ventes dominicales: pratique du beco 309

Demandes de crédit 2013

Direction de la magistrature

2013.0229 Autorités judiciaires et Ministère public (no I 24284). Groupe de produits Juridictions civile et pénale (12.01.9101). Crédit supplémentaire 2012 505

Instruction publique

2013.0020 Rapports d'information 2009, 2010 et 2011 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres de la Commission interparlementaire de la Convention scolaire romande ; comptes 2009, 2010, 2011 ; budgets 2010, 2011, 2012 437

2013.0150 Direction de l'instruction publique ; Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (I n° 1476) ; dépassement de solde dans le domaine des charges de personnel ; groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire ; crédit supplémentaire 2012 437

Police et affaires militaires

2012.1613 Direction de la police et des affaires militaires ; Fête fédérale de lutte 2013 à Berthoud ; subvention du Fonds de loterie et prestations 391

2012.1614 Direction de la police et des affaires militaires ; Fête fédérale de gymnastique 2013 à Bienne ; subvention du Fonds de loterie et remise des coûts (prestations et infrastructures cantonales) 398

Travaux publics, transports et énergie

2012.1579 Commune d'Ittigen. Worble ; subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet « Protection contre les crues de la Worble à Worblaufen ». Projet isolé ; crédit d'engagement pluriannuel 324

2012.1580 Communes de Wilderswil et de Matten ; Lütschine, protection contre les crues, station de pompage de la STEP de Wilderswil au pont Aenderberg ; protection contre les crues / projet isolé. Subvention cantonale, crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet) 324

2013.0017 Interlaken/Gymnase, années scolaires de préparation professionnelle. Rénovation complète et adaptation du complexe scolaire. Crédit d'engagement pluriannuel 324

2013.0145 Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120). Crédit supplémentaire 2012 324

2012.1599 Arrêté du Grand Conseil sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014-2017 325

Liste des annexes

Lois

N° 06 2011.1695 Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification)
Propositions de la commission pour la 2e lecture

N° 07 2012.1534 Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)
Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1re lecture

N° 09 2010.9359 Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification)
Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1re lecture

N° 10 2010.9359 Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)
Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

N° 11 2011.1751 Loi sur les impôts (LI) (Modification)
Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2e lecture

Décrets

N° 09 2012.0850 Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification)

Arrêtés du Grand Conseil

N° 08 2013.0010 Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Demandes de crédit

N° 05 Demandes de crédit de la session de mars 2013

Lundi 18 mars 2013, 13 heures 30 – 16 heures 30

Première séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 154 députés. Excusés : Aellen Jean-Pierre, Giauque Beat, Marti Anliker Irène, Rösti Hans, Schmidhauser Corinne, von Kaenel Dave

Affaire 2013.0173

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Reto Müller (PS)

Allocution présidentielle d'ouverture de la session

La présidente. Ich begrüsse Sie ganz herzlich zur Eröffnung der Märzsession des Grossen Rates. Wenn der Grosse Rat zur Märzsession zusammentritt, steht in der Regel – und ich betone: in der Regel – der Frühlingsbeginn unmittelbar bevor. Der Frühling beginnt übrigens nicht erst am nächsten Donnerstag, dem 21., sondern bereits am Mittwoch, dem 20. März 2013, um 12.02 Uhr mitteleuropäischer Zeit. Er hat also bis Mittwoch nur noch ganz wenig Zeit, um sich zu zeigen. Da werden auch im Kanton Bern die Tage länger, und wir können uns auf die Museumsnacht freuen, die für den 22. März geplant ist.
Seit der Januarsession 2013 hat die Arbeit des Grossen Rates nicht etwa geruht. Es fanden zahlreiche Sitzungen ständiger und besonderer Kommissionen statt. Die Mitglieder des Grossen Rates haben sich am 9. Februar 2013 auch zu einem sportlichen Grossereignis getroffen. An diesem Tag fand nämlich der Parlamentarierskitag in Grindelwald statt. Ich bedanke mich bei unserer Kollegin Christine Häsler ganz herzlich für die Organisation dieses Anlasses. Wie mir gesagt wurde, ist er schlussendlich sehr gut vonstattengegangen. Ich danke auch Bernhard Antener, der mich an diesem Skitag freundlicherweise vertreten hat und die Siegerehrung durchführte. Vor allem aber gratuliere ich den Siegerinnen und Siegern aller Kategorien ganz herzlich. Auch in diesem Jahr hatten natürlich – wie alle Jahre wieder – die Oberländerinnen und Oberländer einen gewissen Trainingsvorsprung. Aber wir wissen ja: Manchmal nützt alles Trainieren nichts, sie werden trotzdem nicht besser. Bei den Parlamentarierinnen und Parlamentariern nützt jedoch das Trainieren offenbar etwas: Gewonnen haben Bethli Küng, Corinne Schmidhauser, Gerhard Fischer, Jürg Iseli und Mathias Kohler. Ganz herzliche Gratulation! Auch in der Märzsession behandelt der Grosse Rat zahlreiche wichtige Geschäfte. Dazu gehört das Spitalversorgungsgesetz, dem in den Medien grosse Aufmerksamkeit zuteilwurde. Die Kommission ist im Februar dem Weg gefolgt, der anlässlich des Runden Tisches der Fraktionspräsidentinnen und -präsidenten mit dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor vorgezeichnet worden war. Wichtig ist, dass alle Konfliktpunkte aus der Vernehmlassung konstruktiv diskutiert werden konnten. Es wird nun beim Grossen Rat liegen, in der ersten Lesung die Eckwerte des Gesetzes zu bestimmen. Auch in anderen Direktionen stehen wichtige Geschäfte an, so etwa das kantonale Waldgesetz oder die Teilrevision des Steuergesetzes. Beide Erlasse werden in zweiter Lesung beraten.
Es ist kaum zu glauben, aber die Märzsession 2013 ist bereits die letzte Session in meinem Präsidialjahr. Ich habe mir im letzten Jahr fest vorgenommen, während meiner Präsidialzeit alle Pendenzen zu behandeln und meinem Nachfolger für die Junisession einen «reinen Tisch» zu überlassen. Heute scheint es so, als ob das Erreichen dieses Ziels mit Ihrer Hilfe gelingen könnte. Nach der heutigen Planung sieht es so aus, dass wir die Session bereits am Dienstag oder spätestens am Mittwoch der zweiten Woche abschliessen können und dabei alle Geschäfte behandelt haben werden. Ich würde mich freuen, wenn dies tatsächlich eintreffen und gelingen würde.
Dass wir einen «Vorsprung auf die Marschtabelle» haben, hängt aber vor allem auch damit zusammen, dass die Präsidentenkonferenz am 4. März 2013 wichtige Vorentscheide für die Junisession gefällt hat: Das Gesetz über die Anstellung der Lehrkräfte und die Volksinitiative «Für faire Löhne» sollen erst in der Junisession behandelt werden. Damit wird ermöglicht, dass diese Vorlagen in derselben Session wie das kantonale Pensionskassengesetz behandelt werden. Auf diese Weise können diese wichtigen personalpolitischen Vorlagen in Kenntnis aller Zusammenhänge beraten werden, und das ist sinnvoll. Es bedeutet aber auch, dass die Junisession sehr stark befrachtet sein wird. Deshalb liegt auch ein Antrag auf Verlängerung der Junisession um einen Tag vor.
Während meines Präsidialjahres war und ist es mir nach wie vor wichtig, dass hier im Rat eine faire politische Diskussion stattfindet. Die Meinungen dürfen zwar aufeinanderprallen, aber es braucht immer den nötigen Respekt auch für die Argumente der Gegenseite. Das ist bisher gelungen, und ich hoffe, dies werde auch in meiner letzten Session der Fall sein. Wichtig ist mir auch, dass ein konstruktiver Dialog zwischen dem Grossen Rat und dem Regierungsrat geführt wird.
Damit erkläre ich die Märzsession 2013 als eröffnet.

La présidente. In dieser Session nehmen zwei neue Mitglieder im Grossen Rat Einsitz. Herr Reto Müller, Langenthal (SP) folgt auf Frau Nadine Masshardt, Langenthal (SP). Herr Markus Wenger, Spiez (EDU), folgt auf Herrn Markus Grossen, Reichenbach (EDU).

Monsieur Reto Müller et Monsieur Markus Wenger font la promesse.

La présidente. Damit ist die Vereidigung abgeschlossen. Ich wünsche den beiden Herren in ihrem Amt viel Freude und Befriedigung in ihrer Tätigkeit. Alles Gute und herzliche Gratulation. *(Applaudissements)*

Affaire 2013.0174

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Markus Wenger (PEV)

Délibération groupée, voir affaire 2013.0173, point 1.

Affaire 2011.1158

Arrêté du Grand Conseil concernant le plan des sessions de 2013 (Modification)

Proposition de la Conférence des présidents

I.
Sur proposition de la Conférence des présidents, le Grand Conseil décide de prolonger la durée de la session de juin 2013 d'une journée, soit :
– le jeudi 13 juin 2013.

II.
Le présent arrêté entre en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil.

La présidente. Die Präsidentenkonferenz beantragt, die Junisession um einen Tag, den Donnerstag, 13. Juni 2013, zu verlängern. Ich habe es bereits angetönt: Wir werden im Juni ein reich befrachtetes Programm haben, deshalb fanden wir es sinnvoll, bereits jetzt die Verlängerung der Junisession zu beschliessen. Wird dazu das Wort gewünscht? – Das ist nicht der Fall.

Adopté tacitement

Affaire 2012.1526

Numéro de l'intervention:	267-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	28.11.2012
Déposée par:	Aebersold (Berne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	24.01.2013
Numéro de l'ACE:	
Direction:	GC

Interprétation et application du règlement du Grand Conseil

Le 27 novembre dernier, lors des délibérations sur le budget 2013, des propositions divergentes ont été formulées concernant la manière dont devaient être votées les deux propositions suivantes :

Proposition UDC (Blank) et PBD (Etter)
Rapport de la CFIN (annexe de l'ACE 1561, p. 5)
Renoncer à la mesure d'allégement supplémentaire selon la clé de la CORES « Suppression du subventionnement des transports scolaires » (coupe de 3 000 000 CHF). Une somme de 1,5 million sera économisée par d'autres mesures à la Direction de l'instruction publique.
Compensation par les modifications suivantes :
– Soutien aux fonctions de direction INS : *Opérer une coupe de 200 000 francs en plus des mesures d'allégement supplémentaires selon la clé de la CORES au 31 octobre 2012.*
– Culture INS : Opérer une coupe de 1 000 000 francs en plus des mesures d'allégement supplémentaires selon la clé de la CORES au 31 octobre 2012.
– Prestations internes de service INS : Opérer une coupe de 300 000 francs en plus des mesures d'allégement supplémentaires selon la clé de la CORES au 31 octobre 2012.

Proposition PEV (Gfeller, Grossen)
Rapport de la CFIN (annexe de l'ACE 1561, p. 2)
Ne pas réduire le solde du groupe de produits « Aide aux personnes âgées et aux malades chroniques » par rapport au projet de budget présenté le 22 août 2012 par le Conseil-exécutif (renoncer à la mesure « Suppression des subventions aux services de distribution de repas pour les personnes âgées et les malades de longue durée »).
Groupe de produits « Routes cantonales » : Réduire le solde du groupe de produits de 0,5 million.
Ces deux propositions ont amené un député à proposer, en vertu de l'article 93 du règlement, le vote séparé (annulation des mesures d'économie et, point par point, les mesures de compensation). Selon le règlement, en effet, lorsqu'une proposition est susceptible de fractionnement, le vote a lieu, sur demande, séparément sur chaque partie.
Dans le premier cas, le député Blank a présenté une motion d'ordre dans laquelle il a demandé que la proposition soit mise aux voix en bloc. Cette proposition a été adoptée à la majorité des voix. Dans le deuxième cas, personne ne s'est opposé au vote séparé, les auteurs de la proposition l'ayant eux-mêmes accepté. Les deux parties ont donc été mises aux voix séparément.
Cette manière de procéder, même acceptée par le Grand Conseil, a fini par soulever des questions. Il est impératif de clarifier la situation, et ce pour les raisons suivantes :
1. Les lois et les règlements sont édictés pour instaurer la sécurité du droit. De plus, les textes législatifs servent à la protection de la minorité. Si la majorité décide de s'en écarter dans certains cas, cela confine à l'arbitraire et c'est en contradiction avec les droits de la minorité.
2. La révision du droit parlementaire est actuellement en cours. C'est pourquoi les points encore obscurs devraient être clarifiés et être déterminés pour l'avenir, sans malentendu possible.

Nous nous permettons donc de poser les questions suivantes à l'organe compétent :
1. Les propositions demandant le vote séparé au sens de l'article 93 RGC ne doivent-elles pas être mises en œuvre en soi? Dans la négative, qui prend une décision définitive concernant de telles propositions et sur quelle base légale ?
2. La motion d'ordre destinée à empêcher le vote séparé a-t-elle été traitée dans les règles et conformément à la pratique en vigueur ? La question se pose en particulier de savoir si un vote préliminaire sur la validité d'une motion d'ordre est conforme au droit.
3. L'interprétation de l'article 93 RGC est-elle l'objet d'une insécurité du droit ? Dans l'affirmative, laquelle ?
4. Est-il admissible, dans le cadre d'un débat du Grand Conseil, de prendre des décisions qui sont en contradiction avec le règlement ?
5. Est-il nécessaire de clarifier l'interprétation de l'article 93 et son application dans le cadre de la révision du droit parlementaire, qui est en cours ? Dans l'affirmative, dans quel sens ?

Réponse du Bureau du Grand Conseil

Question 1
L'article 93 du règlement du Grand Conseil du 9 mai 1989 (RGC, RSB 151.211.1) prévoit que les propositions susceptibles de fractionnement puissent, sur demande, faire l'objet d'un vote séparé. Par conséquent, en présence d'une proposition susceptible de fractionnement, et si le vote séparé est demandé, le vote a lieu

séparément pour chaque partie. La notion juridique de « proposition susceptible de fractionnement », qui figure dans le règlement, est vague et doit donc être interprétée au cas par cas.
Pour déterminer si une proposition est susceptible de fractionnement ou non, on peut recourir au principe de l'unité de la matière (art. 34, al. 2 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 [Cst. ; RS 101]). D'après le Tribunal fédéral, en vertu du principe de l'unité de la matière, il n'est pas possible de réunir plusieurs éléments dans un même projet soumis au vote si cela restreint la liberté de choix des électeurs et électrices. L'unité de la matière est respectée lorsqu'il existe un rapport intrinsèque entre les différentes parties d'un projet (ATF 129 I 366 C. 2.2 ss, voir aussi ATF 137 I 300]). La doctrine a défini différents cas de figure pouvant répondre à cette exigence (p. ex. un seul et même objectif, relation entre l'objectif et son financement, lien logique ou objectif entre plusieurs requêtes). La notion d'unité de la matière est difficile à appréhender. C'est pourquoi le Tribunal fédéral souligne que ce principe a un caractère relatif et qu'il nécessite une appréciation au cas par cas, selon le contexte (ATF 129 I 366 C. 2.3). Dans certaines conditions, le rapport intrinsèque peut procéder de la logique, par exemple lorsqu'un élément conditionne l'autre et que l'un n'a pas de sens sans l'autre. Différents éléments peuvent être unis par un même but ou un objectif commun. Selon le point de vue et le niveau d'abstraction adoptés dans un cas précis, on jugera que l'unité de la matière est respectée ou non. La jurisprudence fixe une seule limite : pour qu'il y ait unité de la matière, il ne suffit pas de construire un lien purement artificiel ou politique entre les différentes parties d'un même projet (ATF 129 I 366 C. 2.3). Cette jurisprudence, à laquelle nous nous référons dans l'interprétation de l'article 93 RGC, ne doit pas nous faire oublier que tout membre du Grand Conseil peut déposer des propositions sur une affaire ou un projet. La situation est donc fondamentalement différente, car dans le cas d'une votation populaire, les électeurs et électrices ne peuvent qu'accepter ou rejeter le projet qui leur est soumis.
Au Grand Conseil, la procédure se déroule de la manière suivante: si le vote séparé est demandé en vertu de l'article 93 RGC, en principe le Grand Conseil passe directement au vote séparé. Le Grand Conseil n'est invité à décider si oui ou non la proposition est susceptible de fractionnement que si le vote séparé a été préalablement contesté.
Question 2
Dans le cas présent, les auteurs, Messieurs Blank (UDC) et Etter (PBD), considéraient que leur proposition formait une unité. Invoquant l'article 93 RGC, Monsieur Blaser (PS) soutenait quant à lui le contraire. A ces positions antagonistes, soutenues au Grand Conseil par les représentants et représentantes des partis concernés, venaient s'ajouter d'autres déclarations, d'intervenants « neutres » : un ancien président du Grand Conseil (Widmer, PBD) et le chancelier jugeaient la proposition fractionnable, tandis que le porte-parole de la Commission des finances (Tromp, PBD) supposait qu'il existait différentes manière de procéder. C'était donc au Grand Conseil de décider.
Si les avis divergent au Grand Conseil sur une question de procédure ou si tous les membres ne sont pas d'accord sur le vote séparé, la question est mise aux voix (voir aussi les commentaires de la question 1). La procédure était donc fondamentalement correcte.
Toute interprétation est une appréciation. Il existe de bonnes raisons d'accepter le vote séparé comme de le refuser. Le fractionnement de la proposition aurait permis aux membres du Grand Conseil de renoncer à supprimer le subventionnement des transports scolaires mais de refuser la compensation dans les différents groupes de produits, comme proposée par Messieurs Blank et Etter. Le non-fractionnement de la proposition est conforme à la volonté de son auteur, qui l'a formulée comme un tout (un seul but), et concorde avec le fait que chaque député et chaque députée aurait pu déposer sa proposition avec des mesures de compensation possibles.
Question 3
La notion de « proposition susceptible de fractionnement », utilisée dans le règlement, laisse une certaine liberté d'interprétation (cf. commentaires relatifs à la question 1).
Question 4
Le Grand Conseil est tenu d'observer le droit en vigueur, et donc le RGC. Les divergences d'opinion quant à l'interprétation de notions vagues peuvent être mises aux voix.
Question 5
La législation utilise inévitablement des notions vagues. C'est à la Commission de révision du droit parlementaire et au Grand Conseil de décider si l'article 101 du projet de nouveau règlement du Grand Conseil doit encore subir des adaptations.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Ich danke für die Antwort. Es ist eine sehr umsichtige, vielleicht auch ein wenig politisch motivierte Antwort, die am Ende den Ball wieder an den Grossen Rat zurückspielt. Ich habe auch ein wenig herausgespürt, dass man im Grundsatz die getrennte Abstimmung eigentlich als die richtige Variante erachtet hat. Aber ich verzichte auf eine Diskussion, denn wenn nun dazu wieder drei Juristinnen und Juristen nach vorn kommen, haben wir wieder fünf verschiedene Meinungen. Ich möchte einfach wirklich an den politischen Anstand appellieren, wenn es in Zukunft solche Diskussionen gibt. Es ist ja so, dass man vielleicht im einen oder anderen Fall auch einmal abwägen und möglicherweise auch einmal zugunsten der Minderheit entscheiden könnte. Das Resultat wäre ja am Ende wahrscheinlich dasselbe gewesen. Ich danke für die Aufmerksamkeit und die Antwort der Regierung.

Affaire 2013.0172

Rapport d'activité 2012 de la Commission des finances

La présidente. Die Kommission beantragt Kenntnisnahme des Berichts, der Kommissionspräsident verzichtet auf das Wort. Wird das Wort aus dem Rat verlangt? – Das ist nicht der Fall.

Prise de connaissance tacite

Affaire 2013.0178

Rapport d'activité 2012 de la Commission de justice

La présidente. Die Justizkommission beantragt Kenntnisnahme des Berichts. Die Kommissionspräsidentin verzichtet auf das Wort. Wird zu diesem Bericht das Wort verlangt? – Das ist nicht der Fall.

Prise de connaissance tacite

Affaire 2012.1133

Numéro de l'intervention:	177-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	9
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	133/2013
Direction:	CHA

Planification de la législature 2014 - 2017: plus de femmes aux postes à responsabilité

Le Conseil-exécutif est chargé, dans le cadre de la planification de la législature de 2014 à 2017,

a. de proposer des mesures destinées à favoriser la représentation équitable des femmes dans les organes dirigeants de l'économie (y compris dans les conseils d'administration) ;
b. de rechercher à cette fin une collaboration étroite avec les associations patronales et les organisations féminines.

Développement

Nicola Thibaudeau est la présidente directrice générale de l'entreprise biennoise de micro-précision MPS. Eva Jaisli dirige PB Swiss Tools dans l'Emmental. Ces deux entreprises sont prospères, mais constituent encore une exception car elles sont dirigées par une femme. D'après un article paru en juin 2012 dans la Sonntagszeitung, un membre sur dix seulement de conseil d'administration d'entreprise suisse cotée en bourse est une femme et une entreprise sur vingt est dirigée par une femme (source : Woman in Business).

Pourtant la féminisation de la direction des entreprises est un plus. C'est ce que confirment les entreprises, quelle que soit leur taille. Voici ce que déclare à ce propos le directeur de l'Union suisse des arts et métiers :

« En tant que directeur de l'USAM, je suis fier de constater que les PME peuvent faire jouer leurs atouts en faveur de la promotion des femmes dans les positions dirigeantes. Les PME doivent se battre dans un milieu très concurrentiel et ne peuvent pas faire de cadeaux. Dans ce contexte, la découverte de talents féminins est un facteur de succès. Dans nos entreprises, grâce au contact direct, les bonnes prestations se voient rapidement. Exploitons cet avantage de manière encore plus ciblée dans la course à l'acquisition des meilleures personnes ! »

Dans sa réponse au postulat 242-2011 « Plus de femmes à la tête de l'économie bernoise », le Conseil-exécutif a estimé que le programme esquissé par l'auteure du postulat (documentation, intégration dans la stratégie économique 2025) sera difficile à réaliser avec les ressources financières et personnelles qui sont celles du canton. La présente motion vise l'horizon de la prochaine législature puisque ses revendications nécessitent du temps. La motion laisse ainsi au Conseil-exécutif la liberté de formuler les mesures et de déterminer les ressources nécessaires.

Réponse du Conseil-exécutif

Comme la motionnaire, le Conseil-exécutif pense qu'avec une proportion de 15 pour cent, les femmes sont encore nettement sous-représentées à la tête des entreprises (conseils d'administration compris). Pourtant, des études en attestent, une direction mixte est un gage de succès pour les entreprises. Les femmes sont nombreuses aujourd'hui à être très bien formées. Compte tenu de la pénurie de main d'œuvre annoncée pour ces prochaines années, les entreprises auraient tout à gagner à recruter des femmes aux postes à responsabilité.

Le Conseil-exécutif s'est exprimé à plusieurs reprises sur les thèmes abordés dans la motion, par exemple dans ses réponses à la motion 233/2004 Widmer, Berne (AVeS), « Représentation des femmes dans les organes stratégiques des entreprises et institutions dont le canton est actionnaire », à l'interpellation 126/2007 Käser, Meienried (PS-JS), « Application rigoureuse du principe de l'égalité des chances » ou encore à l'interpellation 002/2009 Balli-Straub, Langenthal (PS-JS), « Conseils d'administration augmenter la représentation féminine ».

Les propositions se multiplient actuellement sur la manière d'augmenter la proportion de femmes aux postes à responsabilité. La publication du seco parue en 2010 « Les femmes dans des fonctions dirigeantes : les clés de la réussite » relate ainsi les expériences menées avec succès par dix grandes entreprises et PME établies en Suisse. Les mesures prises vont du recrutement et du développement du personnel à la conciliation en passant par le management et la culture d'entreprise.

Pour le Conseil-exécutif, la difficulté ne réside pas aujourd'hui dans le fait qu'on ne sait pas comment favoriser l'accès des femmes à la tête des entreprises et aux conseils d'administration, mais dans celui que les mesures possibles ne sont guère connues des entreprises et surtout qu'elles ne sont pas mises en œuvre systématiquement.

La question fait aujourd'hui l'objet du débat politique, au niveau communal, cantonal, national et international. La Commission européenne propose par exemple de fixer de nouvelles règles de recrutement dans les entreprises cotées en bourse pour améliorer la représentation féminine dans les organes dirigeants. En septembre dernier, Susanne Leutenegger Oberholzer a déposé une initiative parlementaire aux Chambres fédérales, intitulée « Proportion équilibrée entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration des entreprises cotées en bourse. Modification de la loi sur les bourses ». D'autres interventions ont également été déposées sur ce thème. Le législatif de la Ville de Berne a pour sa part adopté une motion du groupe féminin concernant l'application de quotas aux postes de cadres de l'administration municipale et des établissements de droit public de la ville et la création d'un prix de l'égalité pour les entreprises bernoises.

Le Conseil-exécutif est conscient que le canton de Berne est en retard sur cette question. La Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que la Suisse a ratifiée, oblige les cantons à agir directement dans leur domaine de compétences.

Les moyens d'action du canton ne doivent toutefois pas être surestimés. Le canton n'a pas d'autre possibilité que d'informer, sensibiliser, coordonner et éventuellement inciter. La balle est principalement dans le camp des entreprises et des associations patronales. N'oublions pas non plus que l'égalité est un processus dynamique, conditionné par divers facteurs dont certains échappent à l'influence du canton et des milieux économiques.

Le Conseil-exécutif est disposé à étudier dans quelle mesure les revendications de la motion peuvent être prises en compte dans le programme de législature de 2015 à 2018.
Dans ce sens, le Conseil-exécutif est favorable à l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Bei der ersten zu beratenden Motion in dieser Session geht es um das Anliegen, dass mehr Frauen in Führungspositionen in der Berner Wirtschaft, inklusive der Verwaltungsräte, zukünftig die Wirtschaft dieses Kantons mitgestallten sollen. Ich beginne mit einem Zitat des Direktors des Schweizerischen Gewerbeverbands, Hans-Ulrich Bigler, der in dieser Frage sicher eine kompetente Person ist. Er sagt: «Als Gewerbedirektor erfüllt es mich mit Stolz, dass die KMU bei der Förderung von Frauen in Führungspositionen ihre Stärken ausspielen können. Die KMU müssen sich im harten Konkurrenzkampf behaupten und haben nichts zu verschenken. Die Entdeckung von weiblichen Talenten ist dabei ein Erfolgsfaktor. Gute Leistungen fallen in unserem Betrieb wegen des direkten Kontakts schnell auf. Nützen wir doch diesen Vorteil noch gezielter im Wettbewerb um die besten Leute.» Diese Aussage macht der Direktor des Gewerbeverbands in der Broschüre «Frauen in Führungspositionen: So gelingt's». Das Zitat zeigt sehr deutlich: Die Wirtschaft hat erkannt, dass sie mehr Frauen auch in Führungspositionen braucht. (L'oratrice s'interrompt et se tourne vers la présidente – l'assemblée est très bruyante. La présidente agite sa cloche.) Ich glaube, wir sind alle noch ein wenig dabei, uns für diese Session warmzulaufen.
Das Zitat zeigt deutlich, dass die Wirtschaft erkannt hat, dass es mehr Frauen in Führungspositionen braucht, insbesondere auch die vielen KMU, die im Kanton Bern präsent sind. Diese Betriebe stehen tatsächlich in grosser Konkurrenz, und die besten Talente sind wichtig. Frauen sind heute gut ausgebildet, machen sie doch die Hälfte aller Hochschulabgänger aus, und es fehlen in den nächsten Jahren anerkannterweise viele Führungskräfte in diesem Land, aber auch in diesem Kanton. Dies sind alles starke Gründe dafür, dass mehr Frauen in führenden Positionen von Unternehmen mitarbeiten. Leider sieht die Realität anders aus, auch im Kanton Bern. So beträgt der Frauenanteil in Unternehmensleitungen im Kanton Bern 13 Prozent; das heisst, spiegelbildlich sind es 87 Prozent Männer. Bei den Verwaltungsräten im Kanton Bern liegt der Frauenanteil bei 22 Prozent. Das ist interkantonal gesehen vorbildlich, aber leider immer noch sehr tief.
Die Vorliegende Motion verlangt keine Quote. Ich betone das bewusst: Es ist keine Quotenmotion, obwohl dies landauf, landab in vielen Diskussionen zu Emotionen führte und kontrovers diskutiert wird. Sie fordert einzig, dass sich die Regierung in den nächsten vier Jahren zusammen mit der Wirtschaft – was ich betonen möchte – Massnahmen überlegt, wie der Frauenanteil in der Wirtschaft verbessert werden kann. Damit ist einerseits der Kanton selbst gemeint, als Arbeitgeber, aber auch als Kapitaleigner von grossen Unternehmungen, von Spitälern im Kanton Bern, aber auch zusammen mit der Wirtschaft für die Wirtschaft. Ich habe bewusst gesagt, es geht auch um die KMU. Die Grosskonzerne haben heutzutage häufig bereits eine definierte Strategie, beispielsweise die ehemaligen Regiebetriebe, wie SBB oder die Post. Sie haben deklarierte Strategien, um ihr Defizit zu beheben. Kleinere Betreibe sind auf Unterstützung und Vernetzung angewiesen, auf kluge Informationen und, wie gesagt, auf die erwähnte Dokumentation, die zeigt, wie man es machen kann, und die Erfahrungen aus der Wirtschaft aufzeigt. Ich nenne dazu drei Punkte: die Rekrutierung, die Personalentwicklung, aber auch das Thema Vereinbarkeit von Familie und Beruf. All dies sind wichtige Mosaiksteine, um es den Frauen besser zu ermöglichen, ihre Verantwortung wahrzunehmen und Führungsfunktionen zu übernehmen. Ein Beispiel dazu: Es gibt Mentoringprogramme, in denen jüngere Führungsfrauen auf ihrem Weg nach oben unterstützt werden. Für ein KMU ist es heute sehr schwierig, diese Unterstützung zu bieten. Da macht es durchaus Sinn, auf kantonaler Ebene – und hier kommt der Kanton ins Spiel – zu unterstützen und zu vernetzen. Es geht nicht darum, dass der Kanton hier der Wirtschaft dreinredet. Er soll vielmehr unterstützen und informieren, wie dies die Regierung in ihrer Antwort auf die Motion schreibt.
Wir sind sehr froh um die ausführliche Antwort der Regierung, welche das Problem erkannt hat und bereit ist, die guten Dienste gemeinsam mit der Wirtschaft und den Fachverbänden zur Verfügung zu stellen. Es gibt diese Nachwuchsfrauen, liebe Kolleginnen und Kollegen. Es gibt den wirtschaftsnahen Verband Business & Professional Women (BPW), der über 2500 Frauen in seinen Rängen hat, die durchaus bereit und fähig sind, Führungsverantwortung zu übernehmen. Aber leider gibt es immer noch die gläserne Decke, an der viele Frauen anstossen.
Ich komme zum Schluss. Es ist schön, dass in der Broschüre des Bundes Unternehmerinnen aus dem Kanton Bern dokumentiert werden, beispielsweise die Chefin und CEO des Bieler Mikropräzisionsunternehmens MPS, oder die bekannte Eva Jaisli von Swisstool. Es gibt aber auch Unternehmerinnen aus kleineren Unternehmungen, die viel tun und Vorbild sein können. Fazit: Wir sind der Meinung, es sei richtig, dass hier der Staat zusammen mit der Wirtschaft unterstützend wirkt. Es ist auch uns klar, dass am Ende die Wirtschaft gefragt ist. Aber das eingangs gemachte Zitat des Vertreters des grössten Gewerbeverbands zeigt doch, dass hier die Zeichen der Zeit erkannt worden sind, und wir hoffen auf die Unterstützung des vorliegenden Vorstosses.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich gebe gerne meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Verwaltungsrätin der Spar- und Leihkasse Frutigen, ich bin Mitinhaberin, Verwaltungsrätin und ein Geschäftsleitungsmitglied unseres KMU-Betriebs und bin nominiert für einen schweizerischen Berufsverband. Ich gehe mit der Motionärin darin einig, dass mehr Frauen in Führungspositionen für alle Beteiligten ein Gewinn sind. Dass der schweizerische Gewerbedirektor diese Tatsache ebenfalls positiv hervorhebt, wie es im Begründungstext zu lesen ist, nehme ich wohlwollend zur Kenntnis. Dies würdigt die Arbeit der Frauen – auch hier im Saal – in all den diversen Positionen und motiviert hoffentlich auch alle Frauen irgendwo da draussen, Ja zu sagen, wenn sie Anfragen erhalten. Aber: Das Anliegen via Legislaturprogramm des Regierungsrats aufzunehmen, ist aus meiner persönlichen Sicht und aus der Sicht der BDP-Fraktion einfach der falsche Weg. Es kann nicht Sache der Politik sein, die Zusammensetzung eines Führungsgremiums oder eines Verwaltungsrats innerhalb der Berner Wirtschaft zu fördern oder zu bestimmen. Es ist ganz allein Sache der Unternehmen und der Aktionäre, diese Zu-

sammensetzung zu definieren. Aktionäre können beispielsweise diese Forderung stellen, geeignete Frauen vorschlagen und sie letztlich auch wählen. Jedes Unternehmen hat Statuten, Leitbilder und so weiter, wie dies Natalie Imboden ja auch bereits gesagt hat.
Das im Durchschnitt nur etwa 15 Prozent Frauen in den börsenkotierten Unternehmen in den Führungspositionsen sind, klingt in der Tat nicht nach viel. Ich stelle aber fest, dass im Kanton Bern bei den grossen Unternehmungen in Führungsgremien und Verwaltungsräte immer mehr Frauen ebenfalls Einsitz nehmen und es nicht mehr so ist, wie der Text explizit festhält. Diese Zahlen blenden aber eine grosse Anzahl aus, nämlich diejenige in den KMU des Kantons Bern. Der Kanton Bern ist halt nicht zuletzt aufgrund seiner Struktur der KMU-Betrieb. Innerhalb der KMU im Kanton Bern gibt es zum Beispiel eine Gruppe «KMU Frauen Kanton Bern», die an mindestens zwei Anlässen pro Jahr feststellen darf, wie gross und grösser die Anzahl von Frauen in Führungspositionen wird. Der Club BPW wurde auch bereits erwähnt. Ich bin dort Mitglied und habe hier die grosse Adressliste des BPW (Die Rednerin zeigt dem Rat das Buch). Sie ist ganz klein geschrieben, denn es sind x-tausend Frauen, die in Führungspositionen stehen und mitmachen. Und es ist schön zu sehen, dass die Mitgliederzahlen stetig steigen.
Die Aufnahme des Anliegens in das Legislaturprogramm hinterlässt bei mir eben doch ein wenig den Eindruck einer sanften Einführung von Quoten durch die Politik. Das ist für mich nicht stufengerecht und somit, wie gesagt, der falsche Weg. Der Kanton Bern hat aktuell ganz andere Probleme zu lösen, als sich Themen anzunehmen, die andere Stellen – hier nun eben die Unternehmen und Aktionäre – selbst bewältigen können. Auch die KMU selbst haben definitiv andere Probleme zu lösen, nämlich beispielsweise die folgenden: Ich muss immer der billigste sein, auch wenn ich wirtschaftlich nicht der günstigste bin; ich muss Stellen schaffen und erhalten; ich muss Lehrlinge ausbilden, die nach vier Jahren alles können; ich bezahle sämtliche Sozialleistungen und andere Abgaben termingerecht; ich befriedige sämtliche Kundenwünsche immer schneller, immer besser, aber kosten darf es nichts. Weder die geeigneten Massnahmen zur Förderung von angemessener Vertretung von Frauen in Führungspositionen, also Punkt 1 der Motion, noch Punkt 2, der die Zusammenarbeit mit den Verbänden und Frauenorganisationen will, löst nämlich jetzt die Probleme von uns Unternehmern. Wenn wir diese Probleme haben, so lösen wir sie selbst. Die BDP lehnt die Motion wie auch ein Postulat ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich glaube, gut qualifizierte Frauen gehören ebenso wie Männer in die Führungspositionen. (La présidente agite sa cloche.) Das haben wir nun schon gehört, und darin sind wir uns alle einig. Wir Frauen können mit Stolz feststellen – und hier zähle ich mich dazu – dass wir, was die Ausbildung anbelangt, den Männern in nichts mehr nachstehen. Studien haben gezeigt, dass 20- bis 30-jährige Frauen sogar besser ausgebildet sind. Auch dort besteht also kein Unterschied mehr. Aber leider ist es mit der Ausbildung allein nicht gemacht. Wir haben es gehört: Es sind immer noch viele Gremien mit Kaderpositionen männerlastig, und auch an der Uni sind 10 Prozent Professorinnen, also ist das Problem dort ebenfalls noch nicht gelöst. Frauen betrachten – und das gilt auch für mich –, wenn es um eine Bewerbung geht, nicht nur den Karriereschritt allein, sondern sie beziehen auch die Work-Live-Balance mit ein. Und ich glaube, da sind wir uns auch einig: In den Kaderpositionen, wie sie heute bestehen, ist diese Work-Live-Balance manchmal noch nicht so wahnsinnig «gluschtig». Deshalb kann ich mir gut vorstellen, dass selbst gut ausgebildete Frauen zurückhaltend sind, sich in solche Gremien wählen zu lassen. Das kann sich allerdings ändern, wenn eben mehr Frauen dort oben sind und Einfluss nehmen können auf diese Work-Live-Balance, die auch in Führungsgremien wichtig ist. Weiter sind Frauen sehr selbstkritisch, und auch hier zähle ich mich dazu. Für uns ist gut nicht genug, sondern es muss immer sehr gut sein. Zudem haben Studien gezeigt, dass wir auch weniger risikofreudig sind. Ich werte das nicht als gut oder schlecht, sondern es ist einfach das, was Studien ergeben haben. Dies sind alles Faktoren, die nicht unbedingt förderlich sind, wenn man sich in eine Chefetage hinaufboxen will.
Ich bin aber eigentlich überzeugt, dass sich dieses Bild in Zukunft ändern wird. Wir haben gut ausgebildete Frauen. Das ist nicht mehr zu diskutieren. Wir werden am Ziel sein, wenn es keine Schlagzeile mehr sein kann, dass Frau Jasmin Staiblin als oberste Chefin der Alpiq schwanger ist. Ich glaube, wenn das keine Schlagzeile mehr hergibt, sind wir am Ziel. Es findet ein Umdenken bei den jungen Erwachsenen statt, das stelle ich bei meinen eigenen Töchtern fest. Sie scheuen das Risiko nicht mehr so sehr. Sie wollen führen, sie wollen sich hinaufarbeiten, sie wollen kämpfen. Ich glaube also, da ist viel im Gange. Dem können wir aus meiner Sicht getrost seinen Lauf lassen und müssen nicht mehr wahnsinnig viel dazutun, damit dies geschieht. Diese Welle kommt, davon bin ich überzeugt.
Wir haben den Eindruck, die vorliegende Motion von Natalie Imboden bringe nicht wahnsinnig viel mehr. Wir müssen dem jetzt einfach vielleicht noch zwei, drei oder vier Jahre Zeit geben. Das sagt auch die Regierung. Auch sie sieht ein, dass die Handhabe, oder der Spielraum, den die Regierung dort hat, um weiter in diese Richtung zu gehen, nicht mehr so wahnsinnig gross ist. Wir können mehr Krippenplätze schaffen, das finde ich sehr wichtig. Wofür wir und die Regierung sorgen müssen, ist, dass gleicher Lohn für die gleiche Arbeit bezahlt wird. Das sind Grundvoraussetzungen, über die wir nicht mehr diskutieren müssen. Unsere Fraktion wird eine Motion nicht unterstützen. Wir würden allerdings mithelfen, wenn Natalie den Vorstoss in ein Postulat wandeln würde, damit der Druck aufrechterhalten bleibt, und man darauf achtet, immer weiter in diese Richtung zu stossen, sodass dieser gläserne Deckel langsam verschwindet.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Nicht zuletzt die Tatsache, dass Frauen in Führungspositionen immer noch sehr, sehr stark untervertreten sind, hat wahrscheinlich zur Folge, was Sie kürzlich in der Zeitung lesen konnten; dass nämlich Frauen im Vergleich mit ihren männlichen Kollegen, welche sich mit denselben Aufgaben in den Unternehmungen befassen, bis Anfang März gratis gearbeitet haben. Dies, weil es ganz offensichtlich üblich ist, dass Frauen für dieselben Aufgaben, für dieselbe Position, für dieselbe Verantwortung leider in vielen Unternehmen immer noch deutlich weniger gut bezahlt werden. Das haben Sie sicher gelesen, und wenn Sie dem einmal selber nachgehen, werden Sie mit Erstaunen feststellen, dass dies auch in Ihrem engsten Umfeld so ist, dass es eben wirklich so passiert.
Natalie Imboden hat aufgezeigt, wie Frauen in Verwaltungsräten und im Kanton Bern vertreten sind. Es ist zwar eher etwas besser als in anderen Kantonen, sie sind aber immer noch sehr,

sehr stossend untervertreten. Wir haben inzwischen klar verstanden – das haben Sie sicher schon gemerkt anhand der Art und Weise, wie Natalie Imboden ihre Motion eingereicht hat und hier vertritt , dass eine Quote nicht das ist, was Sie möchten und wobei Sie mithelfen würden. Deshalb muss man es auf andere Wege versuchen. Nun hat diese Motion ganz klare Stärken. Sie fordert eben gerade keine Quoten, sondern die richtigen Massnahmen. Sie fordert diese auf längere Frist, und sie fordert sie als gemeinsame Zusammenarbeit mit Wirtschaftsverbänden und Frauenorganisationen. Denn selbstverständlich dürfen wir nicht einfach nur davon ausgehen, dass wir jetzt Forderungen stellen können, und die Unternehmungen, insbesondere auch die KMU, könnten diese dann einfach eins zu eins umsetzen. Das ist nicht so einfach. Es braucht sehr viel mehr, das hat die Politik in den letzten Jahren mit Sicherheit gelernt. Es braucht eben die richtigen Angebote im Bildungsbereich, es braucht die richtigen Fördermassnahmen, es braucht auch gesellschaftlich die richtigen Stossrichtungen, die man dort bewirtschaftet. Es braucht beispielsweise auch die richtigen Strukturen in den Schulen. Es braucht Möglichkeiten, dass man Erwerbsarbeit und Familienarbeit unter einen Hut bringen kann, und vieles mehr. Aber so, wie wir hier zusammenarbeiten, liebe Kolleginnen und Kollegen, bin ich mir eigentlich sicher, dass eine Mehrheit hier im Saal ganz klar weiss, respektiert und sogar mit unterstützen würde, dass Frauen und Männer grundsätzlich dieselben Leistungen erbringen. Dies gerade auch im Bereich der Führung von Unternehmungen, gerade auch in den Verwaltungsräten, auf der strategischen Führungseben von Unternehmungen. Deshalb bin ich eigentlich auch sicher, dass Sie mindestens ein Postulat unterstützen könnten, das keine Quote beinhaltet, sondern die richtigen Massnahmen und eine breite Zusammenarbeit mit der Wirtschaft fordert, und dies auf eine längere Frist. Die grüne Fraktion unterstützt diese Forderung selbstverständlich auch als Motion und ebenfalls als Postulat.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Je constate que, même sans quota, les femmes occupent bien la tribune du Grand Conseil cet après-midi, et on est loin des quinze pour cent!! Je suis content d'être le premier homme à donner l'avis de mon groupe, le groupe évangélique qui regrette la sous-représentation des femmes qui est évoquée dans cette motion. Aussi pour nous, toutes les propositions qui visent à inverser la tendance sont les bienvenues, qu'elles émanent du monde économique, des communes, des cantons ou de la Confédération. D'ailleurs, nous aurions bien aimé que, le 3 mars, l'article sur la famille puisse être adopté au niveau fédéral, celui-ci aurait permis de mieux concilier activité professionnelle et famille. C'est vrai, nous constatons que le canton de Berne est en retard sur cette question; les cantons doivent agir pour une représentation équitable des femmes dans les organes dirigeants de l'économie, même s'il est vrai qu'il ne faut pas surestimer les moyens d'action des cantons. Comme le gouvernement dans sa réponse, le groupe évangélique est favorable à l'adoption du texte sous la forme du postulat, même si quelques-uns parmi nous soutiendraient également une motion.

Elisabeth Hufschmid, Bienne (PS). In den vergangenen Jahren hat sich der Regierungsrat schon mehrfach zur Thematik «Mehr Frauen in Führungspositionen im Kanton Bern» geäussert. Die Forderung der Motionärin ist unbestritten. Der Regierungsrat anerkennt den Handlungsbedarf für den Kanton Bern, weist aber erneut darauf hin, dass die Hauptverantwortung für die Vertretung von Frauen in Führungspositionen bei der Privatwirtschaft und den Wirtschaftsverbänden liegt. Die Fraktion SP-JUSO-PSA fragt sich, weshalb der Regierungsrat zögert, die Anliegen der Motionärin in die Richtlinien der Regierungspolitik 2015–2018 aufzunehmen. Was spricht dagegen? Hat er doch ein wenig Angst vor Quoten, obwohl dies im Vorstoss überhaupt nicht gefordert wird? Vorstösse auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene zeigen, mit welchen Massnahmen der Frauenanteil in Führungspositionen erhöht werden kann. Wenn die Motionärin an der Motion festhält, so hat sie die mehrheitliche Unterstützung unserer Fraktion in Punkt 1. Wandelt die Motionärin Punkt 2 in ein Postulat, unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Punkt ebenfalls.

Adrian Haas, Berne (PLR). Dieser Vorstoss beinhaltet für diesen Rat nicht wahnsinnig viel Neues. Wir haben in der Vergangenheit bereits eine Reihe solcher Vorstösse behandelt. Auch erscheint er mir etwas wenig fassbar, indem man einfach von geeigneten Massnahmen spricht. Natürlich wäre es wünschbar, generell mehr Frauen in Kaderpositionen zu haben. (La présidente agite sa cloche.) Aber die Möglichkeiten, was wir hier in unserem liberalen Staat tun können, sind sehr beschränkt. Und gerade wir vom Freisinn sind eigentlich nicht der Meinung, dass man gesellschaftspolitische Veränderungen primär von oben her verordnen muss. Es gibt sicher gewisse Beschränkungsmöglichkeiten im Sinne von Rahmenbedingungen, aber sicher nicht von Zwang. Dort sind die Unternehmen selber angesprochen, auch der Staat ist ein wenig angesprochen, aber vor allem auch die Frauen selber, die sich auch mehr Verantwortung zutrauen sollten. Möglichkeiten gibt es im Rahmen der Rekrutierung oder der Beförderung von Mitarbeitenden, der Weiterbildung aber auch der Vereinbarkeit von Beruf und Familie sowie der Flexibilisierung der Arbeitszeit. Voraussetzung ist natürlich für die Unternehmen auch, dass genügend geeignete Frauen zur Verfügung stehen. Nur diese kann man fördern und in diesem Sinne einen Beitrag im Rahmen der Kaderförderung und der Weiterbildung leisten. Für uns bringt es eigentlich wenig, wenn man hier etwas in die Regierungsrichtlinien hineinschreibt. Ich glaube, das ist etwas, was die Wirtschaft und die Gesellschaft in Eigenregie bewerkstelligen müssen. In diesem Sinne lehnen wir die Motion ab.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Puisque la motion parle explicitement des conseils d'administration comme organes dirigeants de l'économie, je me permets de donner ici mon lien d'intérêt: je fais partie du conseil d'administration de la Banque régionale Clientis Caisse d'Épargne CEC à Courtelary. Le problème de la représentation des femmes dans les organes dirigeants de l'économie est reconnu, je crois que c'est une réalité. Le Conseil-exécutif, du reste, dans la réponse à la motion, en fait également mention. La motionnaire, toutefois, reconnaît elle-même qu'en comparaison intercantonale, le canton de Berne est plutôt bien loti, puisque, avec les 22 pour cent – je reprends son taux de femmes dans les organes dirigeants - nous sommes plutôt en tête de peloton à ce niveau-là. La responsabilité – je crois que cela est clair pour tout le monde – de la représentation équitable des femmes dans les organes dirigeants de l'économie incombe en premier lieu à ces mêmes organes dirigeants, aux entreprises elles-mêmes. Le canton a des moyens d'action qui sont limités, le Conseil-exécutif le reconnaît du reste lui-même. Que peut faire le canton? Le canton,

et je cite la réponse du Conseil-exécutif, «peut informer, peut inciter, peut coordonner» différentes mesures. C'est très bien, il faudrait pouvoir le faire, mais, cela coûte de l'argent. Des campagnes d'information, ce n'est jamais gratuit, et dans la situation actuelle, avec des finances cantonales qui sont tendues, on doit se concentrer clairement sur les tâches essentielles dévolues à l'État cantonal. Si des mesures contraignantes devaient être prises dans ce domaine, elles incomberaient en priorité à la Confédération, puisque, pour pouvoir imposer des quotas dans les conseils d'administration, comme cela se fait dans certains pays, notamment nordiques, il faudrait introduire en particulier une disposition dans le Code des obligations, ce qui est clairement du ressort de la Confédération. Le niveau cantonal n'est donc finalement pas le bon niveau législatif pour prendre des mesures qui auraient un véritable effet dans ce domaine. La promotion des femmes dans les positions dirigeantes de l'économie, c'est quelque chose d'important et l'UDC n'est évidemment pas contre une telle promotion quant à son principe, mais il faut voir quels sont les moyens d'action effectifs qu'aurait le canton, et, si tant est que le canton puisse faire quelque chose, ce que cela coûte. Nous préférons au niveau de l'UDC faire confiance à ces organes dirigeants de l'économie, et si je prends l'exemple du conseil d'administration auquel j'appartiens, il y a deux femmes sur cinq membres, je crois que l'économie privée est sur la bonne voie et que la promotion des femmes dans les organes dirigeants est quelque chose qui va poursuivre une progression évidente. Si je me réfère aussi au taux d'hommes et de femmes qui sont présents dans les formations universitaires, on voit que de plus en plus, les femmes sont au moins à taux égal dans les formations universitaires, voire en majorité; ainsi, je pense que cette évolution va continuer, et il faut ici faire confiance à l'économie. Le canton fait déjà beaucoup pour la promotion de l'égalité au sens large – je rappelle que nous avons un Bureau de l'égalité, un bureau même avec une antenne interjurassienne – donc, de ce point de vue-là, le canton a déjà fait ses devoirs et nous ne voyons pas ici du point de vue du parti de nécessité d'aller plus loin. Pour toutes ces raisons, l'UDC rejette cette motion, la rejettera également sous forme de postulat.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Alle Voten haben im Grundsatz eigentlich zugestimmt, dass die bestehende Situation, in der es so wenige Frauen in den Kaderpositionen der Berner Wirtschaft gibt, bedauerlich ist und man dies eigentlich ändern müsste. Aus dieser Sicht bin ich froh, dass darüber offenbar von links bis rechts grundsätzlich Konsens besteht. Die Meinungen gehen aber anscheinend sehr auseinander darüber, wie das zu bewerkstelligen bzw. zu verändern wäre. Ich habe gehört: «Ce n'est pas gratuit». Ja, wenn man etwas verändern möchte, braucht es einerseits den Willen dazu, anderseits ist der Wille meist auch mit gewissen Aufwendungen verbunden. Dem ist so; es ist nicht ganz umsonst zu haben. Aber wie gesagt, es gibt sehr viele Informationen, die bereits zur Verfügung stehen. Von daher wäre es keine Hexerei, die vorhandenen Informationen auszutauschen und eine gute, eine «best practice», aufzuzeigen. Ich habe aus verschiedenen Fraktionen gehört, es sei vor allem die Wirtschaft gefragt. Das habe ich selber auch betont. Grundsätzlich ist die Wirtschaft gefragt, hier eine Veränderung zu bewerkstelligen. Die Frage ist jedoch, ob es nicht sinnvoll wäre, hier zusammen mit der Verwaltung nach geeigneten Wegen zu suchen.

Ich bin etwas ernüchtert über die Aussagen, was der Kanton machen kann. Ich habe die Einschätzung, und das ist von Einzelnen auch gesagt worden, dass familienergänzende Betreuung und Bildung eigentlich öffentliche Aufgaben seien. Dies sind wichtige Elemente. Ich erinnere an ein Programm, das der Kanton Bern lanciert hat, zur Förderung von Frauen in MINT-Berufen, also in naturwissenschaftlichen und technischen Berufen. Das ist eine wichtige Voraussetzung, damit es später mehr Frauen in diesen Branchen hat. Ich komme zum Schluss. Auf Bundesebene stehen weiterreichende Massnahmen zur Diskussion, wie der SVP-Vertreter erwähnt hat. Es ist eine Änderung sowohl des Aktien- wie auch des Obligationenrechts in Vorbereitung. Dort werden weitergehende Massnahmen gefordert, die ich hier nicht gefordert habe: Es werden Quoten gefordert. Vor diesem Hintergrund und auch aufgrund der Diskussion hier im Rat appelliere ich an die Wirtschaft, das zu tun, was sie gesagt hat, die Umsetzung in den nächsten zwei, drei Jahren zu bewerkstelligen und damit zu zeigen, dass es keine Quoten braucht. Vor diesem Hintergrund ziehe ich den Vorstoss zurück. Denn, wie gesagt, ist es wahrscheinlich sinnvoller, die Wirtschaft zeigen zu lassen, dass sie es allein kann.

La présidente. Der Vorstoss wurde zurückgezogen.

Affaire 2012.1447

Numéro de l'intervention:	238-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	16.11.2012
Déposée par:	Blank (Aarberg, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	13.02.2013
Numéro de l'ACE	176/2013
Direction:	CHA

Economiser au bon endroit: voyages des membres du gouvernement à l'étranger

Les conseillers d'Etat se déplacent beaucoup, même à l'étranger, et les citoyens et citoyennes qui les rencontrent, en classe affaire dans un avion, par exemple, se demandent forcément si le voyage est payé par les contribuables et quel est le but des déplacements du gouvernement. Pour que puisse régner la transparence dans la discussion en cours au sujet des économies, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de déplacements de fonction à l'étranger les membres du gouvernement ont-ils effectués en 2011 et 2012, et dans quels pays ?
2. Quels sont les coûts de ces voyages et comment ont-ils été financés ?
3. Dans quel groupe de produits ces coûts sont-ils comptabilisés ?
4. Combien d'heures de travail les membres du gouvernement ont-ils passées à l'étranger et quel a été le but de ces voyages ?
5. Le Conseil-exécutif peut-il envisager de renoncer à ces déplacements à l'étranger, de laisser les relations extérieures aux autorités fédérales et de se concentrer sur leurs activités en Suisse et dans le canton ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les autorités ont pour mission de sauvegarder les intérêts du canton, ce qui inclut la collaboration par-delà les frontières avec d'autres cantons et avec des partenaires étrangers.

L'article 55 de la Constitution fédérale reconnaît aux cantons un droit de participation à la préparation des décisions de politique extérieure affectant leurs compétences ou leurs intérêts essentiels. Les cantons peuvent conclure des traités avec l'étranger dans les domaines relevant de leur compétence (art. 56 de la Constitution fédérale).

L'article 90 de la Constitution cantonale (ConstC) établit que le Conseil-exécutif représente le canton à l'intérieur et à l'extérieur. Selon l'article 54 ConstC, le canton participe à la coopération entre les régions d'Europe.

Dans l'exercice de cette compétence, le Conseil-exécutif peut être amené à se rendre à l'étranger. Cela vaut également pour les membres du Grand Conseil, puisque le parlement entretient un partenariat avec les parlements des Länder allemands de Basse Saxe et de Saxe, et les visites entre partenaires sont régulières.

Question 1

En 2011 et 2012, les membres du Conseil-exécutif ont fait en tout dix voyages à l'étranger. Ces déplacements se sont répartis entre M. Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique (2), M. Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires (5), M. Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale (2), et Mme Beatrice Simon, directrice des finances (1).

Quatre de ces voyages, dont deux à l'invitation de la conseillère fédérale Sommaruga, les ont conduits à Bruxelles ; les deux autres voyages à Bruxelles se sont faits en compagnie du Bureau de la Conférence des gouvernements cantonaux CdC, pour l'un, et du comité de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale, pour l'autre.

Deux voyages avaient pour destination le Land de Bade-Wurtemberg (Heilbronn et Sigmaringen), les autres voyages les ont conduits à Shenzen et à Hong Kong en Chine, à Ter Apel aux Pays-Bas, à Pristina au Kosovo et à Istanbul en Turquie.

Questions 2 et 3

Pour trois déplacements sur dix à l'étranger, les frais de voyage ont été pris en charge par le canton de Berne :

- Voyage du conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher, du 23 au 26 juin 2011, à Shenzen et Hong Kong : 6 915 francs, coûts couverts par la Direction de l'économie publique, comptabilisés dans les groupes de produits Promotion économique et Soutien aux fonctions de direction.
- Voyage du conseiller d'Etat Philippe Perrenoud, représentant du Conseil-exécutif à la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale, du 7 au 9 mars 2012, à Bruxelles : 2 545 francs 40, payés sur le compte spécial du Conseil-exécutif.
- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser du 13 au 15 septembre 2012 à Pristina : 702 francs 50, à la charge du Secrétariat général de la Direction de la police et des affaires militaires, comptabilisés sur le sous-produit Politique et information. L'hôtel à Pristina était à la charge des voyageurs eux-mêmes.

Les autres voyages ont été payés par l'organisation ou l'autorité invitante.

Question 4

La coopération transfrontalière entre dans les attributions des membres du Conseil-exécutif. Les activités des conseillers d'Etat dans les différents domaines ne sont pas consignées séparément.

Les voyages avaient les buts suivants :

- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser, représentant du Conseil-exécutif à la CdC, les 12 et 13 mai 2011 à Bruxelles : séance et voyage d'information du Bureau de la CdC.
- Voyage du conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher du 23 au 26 juin 2011 à Shenzen et Hong Kong : conduite d'une délégation de la Promotion économique du canton de Berne. Visite de la direction au siège de Shenzen de deux entreprises chinoises de télécommunication dont le siège principal en Suisse se trouve à Berne (ZTE et Huawei). Contacts avec des entrepreneurs à Shenzen, centre en Chine des télécommunications, de l'horlogerie et de l'industrie de précision. Négociations à Hong Kong avec le leader du marché de l'horlogerie en Chine.
- Voyage de la conseillère d'Etat Beatrice Simon du 14 au 17 septembre 2011 à Heilbronn : information et formation continue des membres du conseil d'administration des Salines du Rhin par la visite du partenaire allemand de l'entreprise, Süddeutsche Salzwerke AG / Südsalz GmbH, dont le siège se trouve à Heilbronn, visite des salines et contacts avec les autres membres du conseil d'administration. La directrice et les directeurs des finances des cantons, à l'exception du canton de Vaud, sont d'office membres du conseil d'administration des Salines suisses du Rhin SA.
- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser les 13 et 14 décembre 2011 à Bruxelles : séance Schengen du Conseil Justice et affaires intérieures (Conseil JAI) de l'UE, à l'invitation de la conseillère fédérale Sommaruga.
- Voyage du conseiller d'Etat Philippe Perrenoud, représentant du Conseil-exécutif à la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale, du 7 au 9 mars 2012 à Bruxelles : séance du comité et voyage d'information de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale.
- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser du 8 au 10 mars 2012 à Bruxelles : séance Schengen du Conseil Justice et affaires intérieures (Conseil JAI) de l'UE, à l'invitation de la conseillère fédérale Sommaruga.
- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser les 7 et 8 mai 2012 à Ter Apel : voyage d'information de la délégation du groupe de travail Confédération-cantons pour les mesures d'accélération dans le domaine de l'asile.
- Voyage du conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser du 13 au 15 septembre 2012 à Pristina : visite d'une délégation de la CCDJP à Swisscoy au Kosovo, à l'invitation de l'ambassade suisse à Pristina.
- Voyage du conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher les 21 et 22 septembre 2012 à Sigmaringen : à l'invitation de la ville de Sigmaringen, échanges avec les représentants de la ville et de la région de Sigmaringen, des entrepreneurs de la région ainsi que des représentants du ministère de l'économie et des finances du Land de Bade-Wurtemberg. Les thèmes des échanges étaient les suivants : conversion de l'industrie d'armement à l'exemple de la région de Thoune, promotion économique et politique des clusters, présentation du site économique du canton de Berne, politique forestière et tourisme.
- Voyage du conseiller d'Etat Philippe Perrenoud du 10 au 12 octobre 2012 à Istanbul : en représentation du conseiller

fédéral Berset, conduite de la délégation suisse à la Conférence des ministres de la cohésion sociale du Conseil de l'Europe.

Question 5

Dans la limite de ses moyens, le canton de Berne doit pouvoir influencer en sa faveur les décisions qui sont prises par les organes intercantonaux, les autorités fédérales, l'Union européenne, les organisations internationales ou les grandes entreprises aux activités globales et qui ont un impact croissant et toujours plus direct sur la vie de notre canton.

Il ne serait pas utile ni rationnel de renoncer à des voyages à l'étranger qui permettent au canton de Berne de sauvegarder ses intérêts et d'échanger des informations avec les membres d'autres gouvernements ou d'autres autorités à l'étranger, et il ne serait pas judicieux de ne pas prendre part à des rencontres qui entrent dans l'accomplissement des obligations internationales du canton de Berne et dans l'entretien de ses relations avec l'UE.

Comme le montre la pratique des années 2011 et 2012, la Confédération souhaite explicitement que les cantons soient associés aux voyages de fonction à l'étranger afin que les contacts dans les domaines qui concernent les intérêts des cantons ne soient pas laissés aux seules autorités fédérales. C'est le Conseil fédéral qui a sollicité certains membres du Conseil-exécutif. En effet, le canton de Berne exerce activement ses droits de participation. Il est notamment un partenaire important de la Confédération dans l'actuelle réforme du droit d'asile, dont le principal objectif est le resserrement des procédures.

Dans certains cas, les milieux économiques attendent du canton que dans un monde globalisé, il fasse en sorte de charger des représentants politiques de défendre sur place ses intérêts spécifiques en politique économique. Quand le but est d'inciter des sociétés internationales à s'établir dans le canton de Berne, il est impossible de laisser à la Confédération les contacts indispensables.

C'est la raison pour laquelle les voyages à l'étranger peuvent faire partie du travail des membres du Conseil-exécutif. Ces déplacements sont évidemment peu nombreux compte tenu de la charge de travail des membres du gouvernement et des ressources limitées.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort teilweise befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab. Zur Behandlung dieses und der nachfolgenden Traktanden begrüsse ich den Regierungspräsidenten und Volkswirtschaftsdirektor, Herrn Andreas Rickenbacher.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Ich kann mir die Bemerkung nicht verkneifen, dass wir nach dem neuen Parlamentsrecht die Situation nicht mehr haben werden, dass man lange über eine Motion diskutiert und diese dann nach der Diskussion zurückgezogen wird. – Doch nun zu meiner Interpellation, Dienstreisen von Regierungsmitgliedern ins Ausland. Die Finanzdirektorin hat ja bereits ein paar Mal betont, auch schon im vergangenen Jahr, dass der Kanton Bern ums Überleben kämpfe. Nun habe ich mich gefragt, ob im Rahmen dieses Überlebenskampfes solche Dienstreisen ins Ausland tatsächlich die richtige Massnahme seien. Ich muss allerdings eingestehen, dass ich es mir etwas schlimmer vorgestellt hatte, als das, was nun aufgeführt wurde. Aber es bleibt dabei, dass man solche Auslandreisen doch mit äusserster Zurückhaltung machen sollte. Es ist ja nicht nur so, dass es um die direkten Kosten geht. Es geht vielmehr auch um die Zeit, die dafür gebraucht wird, und ebenfalls um die Zeit, welche die Verwaltung zusätzlich noch aufwenden muss, um das alles zu organisieren und zu verarbeiten. Aus dieser Sicht hoffe ich, dass die sparsame Methode bezüglich Auslandreisen so weitergeführt oder sogar noch ein wenig zurückgefahren wird.

Affaire 2011.1695i

Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification)

Annexe 6

2e lecture

Délibération par article

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), président de la commission. Wir kommen heute zur zweiten Lesung der Teilrevision des kantonalen Waldgesetzes. Ich möchte auch bei der zweiten Lesung noch rasch zwei, drei Worte als Einführung sagen. Das heute geltende Waldgesetz stammt von 1997. Seither hat sich das wirtschaftliche, ökologische und gesellschaftliche Umfeld des Waldes stark verändert. Die Ansprüche an den Wald seitens der Bevölkerung haben in den letzten zwanzig Jahren zugenommen. Auch ist es in der heutigen internationalen Holzmarktlage schwieriger geworden, den Wald kostendeckend bewirtschaften zu können. Eine nachhaltige Nutzung ist der beste Garant dafür, dass unsere Berner Wälder auch in Zukunft die Funktion von Nutzungs-, Schutz- und Erholungswäldern wahrnehmen können. Ich möchte noch anfügen, dass die befristete Einführungsverordnung vom 24. Oktober 2007 zur Neugestaltung von Finanzausgleich und zur Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen im Bereich Wald durch eine Regelung in einem formellen Gesetz ersetzt werden soll. Deshalb beraten wir diese Gesetzesänderung, denn damit ist die Teilrevision des kantonalen Waldgesetzes vom 5. Mai 1997 notwendig geworden. Der Spielraum dafür wird im Waldgesetz des Bundes vom 4. Oktober 1991 vorgegeben.

Der Wald spielt bei vielen Waldbesitzern wirtschaftlich eine differenzierte Rolle. Für unsere Förster, unser Forstpersonal, die Forstunternehmer und neuerdings auch viele Holzvermarktungsorganisationen im Kanton Bern ist der Rohstoff Holz ein wichtiger Bestandteil eines gesicherten Einkommens. Immer mehr Leute begeben sich in den Wald und suchen dort Erholung oder treiben Sport im Wald. Oftmals sind damit Konflikte vorprogrammiert, und die Haftungsfrage gibt noch heute zu grossen Diskussionen Anlass. Artikel 18 und Artikel 20 gehen nach der zweiten Lesung in der Kommission zur Teilrevision des kantonalen Waldgesetzes mit einer Differenz zwischen Regierung und Kommission in die zweite Lesung im Grossen Rat. Es gab auch noch eine Rückweisung von Artikel 22 in der Kommission. Dazu hat Ruedi Sutter einen Antrag gestellt, und schliesslich bestand dort keine Differenz mehr zur Regierung. Auch Artikel 23, den wir auf Antrag von Walter Messerli in die Kommission zurückgenommen hatten, um Abklärungen bezüglich der Motorfahrräder zu treffen, wurde abschliessend diskutiert. Auch dort besteht heute keine Differenz mehr und es besteht kein Anlass zu weiteren Diskussionen. Mit diesen einführenden Worten gebe ich zurück an die Präsidentin.

La présidente. Damit kommen wir zur Detailberatung des kantonalen Waldgesetzes in zweiter Lesung.

Art. 3, 6a, 7, 8, 14, 16
Adoptés

Art. 18

Proposition UDC (Wälchli, Obersteckholz)
Al. 1
Toute personne qui exécute en forêt, contre rémunération, des travaux de récolte du bois ou des travaux à la tronçonneuse, doit avoir une formation technique de base ou une expérience pratique dans le domaine. (Droit en vigueur)

Proposition PS (Hügli, Bienne)
Proposition du Conseil-exécutif

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Ich werde den Antrag begründen und zugleich das Geschäft aus Sicht der Fraktion vertreten, weil unser Fraktionssprecher mit Grippe zu Hause im Bett liegt. Wir haben den Antrag aus folgendem Grund eingegeben. Wenn Sie die graue Fassung betrachten, so ist der Antrag der Regierung in Artikel 18 Absatz 1 und 2 ausführlich beschrieben. Im Antrag der Kommission, der in beiden Kommissionssitzungen angenommen wurde, heisst es dann einfach «streichen». Wir sind zum Schluss gekommen, es müsste klarer definiert sein, was gestrichen werden muss und was nicht. Ich glaube kaum, dass einige von Ihnen im alten Gesetz nachgesehen haben, was Artikel 18 Absatz 1 dort aussagt. Deshalb haben wir den Antrag gestellt, damit Sie genau wissen, worum es eigentlich geht. In Artikel 18 Absatz 1 heisst es nämlich im alten Recht: «Wer im Wald gegen Entgelt Holzernte- oder Motorsägearbeiten ausführt, muss über eine fachliche Grundausbildung oder eine entsprechende praktische Erfahrung verfügen.» Der Antrag der Regierung verschärft dies.
Ich komme zu den Erläuterungen aus der Sicht der SVP. Mit dem neuen Antrag zu Absatz 1 beabsichtigt der Regierungsrat, die Verantwortung vom Unternehmer zum Werkbesteller zu verschieben. Meines Wissens ist die Waldarbeit die einzige Branche, in der man einen solchen Wechsel vornehmen will. Wenn ich zum Beispiel einen Auftrag erteile, so bedeutet das für mich, vom Unternehmer ein Dokument einfordern zu müssen, welches mir schriftlich bezeugt, dass seine Angestellten fachlich befähigt und ausgebildet sind und über genügend Erfahrung verfügen. Dazu muss ich, wenn ich es richtig machen will, zugleich seine Versicherungsurkunden einfordern, aus denen ersichtlich ist, wie er seine Angestellten versichert hat. Nur ein mündliches Bekenntnis hält wahrscheinlich juristisch nicht stand. Das Ganze verursacht zusätzlichen bürokratischen Aufwand, und das wollen wir nicht. Ich glaube kaum, dass man damit schlimme Unfälle vermeiden kann. Wichtig ist die Prävention und aufzuzeigen, was es dafür braucht. Gemäss bisherigem Recht muss derjenige, der im Wald Holzarbeiten verrichtet, auch Eigenverantwortung tragen. Ein seriöses Unternehmen nimmt diese Verantwortung auch ernst. Deshalb bitte ich Sie, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, im Sinne der Verhältnismässigkeit dem Antrag meiner Fraktion zuzustimmen. Er ist klar formuliert, was die Zuständigkeit und die Eigenverantwortung betrifft. Den Antrag Hügli lehnen wir ab. Ich danke für Ihre Unterstützung.

La présidente. Der Kommissionspräsident wünscht dazu das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), président de la commission. Ich möchte eine kurze Replik machen. Artikel 18 haben wir ja bereits während der Novembersession in erster Lesung im Grossen Rat diskutiert. Ich stellte damals den Antrag, den Artikel in die Kommission zurückzunehmen. Wir haben Artikel 18 Absatz 1 daraufhin in der Kommission nochmals diskutiert. Der Regierungsrat hielt an seiner Meinung, die er immer schon so vertreten hatte und die bereits in der grünen Fassung enthalten war, fest. Wir haben dann in der Kommission mit 9 gegen 7 Stimmen bei einer Enthaltung der alten Fassung zugestimmt, wie sie im bisher geltenden Gesetz steht. Noch schnell zur Information, weshalb wir den Artikel zurückgenommen haben. Herr Regierungsrat Rickenbacher sagte in der Kommission, «streichen» sei gleichbedeutend mit der alten Fassung. Dennoch war die Mehrheit der Kommission der Meinung, es müsse explizit «Streichung alte Fassung» heissen, und nicht einfach nur «streichen». Denn man kann ja den Artikel auch gänzlich streichen, und bei der Verordnung kann man dann festhalten, der Grosse Rat habe den Artikel ja gestrichen, daher könne man in der Verordnung darauf eingehen. Um also Transparenz und Klarheit zu schaffen, zieht die Kommission den Antrag zurück und unterstützt stattdessen den Antrag SVP, über dessen genauen Wortlaut wir somit befinden können.

La présidente. Der Kommissionspräsident hat demnach den Antrag Kommission zurückgezogen, um sich stattdessen dem Antrag SVP, Wälchli, anzuschliessen. Ist das richtig so? – Das ist der Fall.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Auch ich muss vorab etwas klarstellen. Wenn man auf den Antrag der SVP eingehen würde, dann wäre es eben so, dass die Forstbranche die Ausnahme wäre. Und zwar in dem Sinne, dass in allen anderen Branchen das gilt, was im Gesetz festgehalten ist: Es heisst, dass der Arbeitgeber die Pflicht hat, dafür zu sorgen, dass seine Angestellten auch gut ausgebildet sind für die Tätigkeit, die sie ausüben. Was die SVP will, ist also genau das Gegenteil. Wenn das angenommen würde, würde damit eine Ausnahme geschaffen, die so in den anderen Branchen nicht existiert.
Doch nun der Reihe nach. Die Unterschiede, die jetzt noch bestehen, drehen sich eigentlich um genau zwei Worte. Das erste, welches der Antrag der SVP beinhaltet, lautet «ausführend». Das heisst, derjenige, der die Arbeiten im Wald ausführt, muss die Verantwortung für seine Ausbildung und Erfahrung tragen. Wir als SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützen dagegen den Antrag der Regierung. Gemäss diesem soll derjenige die Hauptverantwortung tragen, der die im Wald Arbeitenden entlohnt. Ich sage die Hauptverantwortung, denn es ist ein Arbeitsverhältnis, und wenn im Wald Arbeiten ausgeführt werden, haben schlussendlich beide Seiten ihre Pflichten. Es geht vor allem auch um eine Frage, die nicht nur den Kanton Bern betrifft, sondern auch darüber hinausgeht; selbst über die Schweizer Grenze hinaus. Wir haben jetzt auch immer mehr Unternehmen, die aus dem Ausland hierherkommen. Es sind Forstbetriebe, die in Schweizer Wäldern Arbeiten erledigen, und dies zu sehr tiefen Löhnen; zu Dumpinglöhnen und zu Dumpingbedingungen. Sie erhalten diese Aufträge nur, weil sie natürlich mit diesen tiefen Bedingungen einsteigen und ihre Offerten machen können. Auch davor müssen die Schweizer

Forstbetriebe geschützt werden und vor allem auch die Arbeitnehmenden hinsichtlich ihrer Löhne und Arbeitsbedingungen. Zudem heisst es im Antrag des Regierungsrats «sicherstellen». Das heisst, eben gerade nicht unbedingt mit Dokumenten vom Anwalt oder vom Notar. Es geht vielmehr darum, dass der Betrieb wirklich «derfür luegt». Der Betrieb soll also darauf achten, dass die Ausbildung vorhanden ist und dass, falls die Ausbildung nicht vorhanden ist, zumindest eine entsprechende Erfahrung vorliegt. Es geht hier also um ein «derfür luege» und nicht um mehr bei dieser Sicherstellung. Gemäss dem Obligationenrecht, aus dem ich nun bereits etwas zitiert habe, geht es darum, dass der Arbeitgeber die Persönlichkeit des Arbeitnehmers achten und schützen muss. Er muss auf seine Gesundheit Rücksicht nehmen. Und vor allem soll er dessen Leben und Gesundheit schützen, indem er die nötigen Massnahmen trifft. Genau das sieht auch der Antrag des Regierungsrats vor. Die Arbeitnehmer müssen also entsprechend der Arbeit, die sie im Wald ausführen, geschult werden. Sie sollen so ausgebildet und eingestellt werden, wie es den Aufgaben entspricht, die sie im Wald erfüllen müssen. Dabei geht es vor allem auch um Massnahmen zur Verhütung von Berufsunfällen. In Zusammenhang mit dem Unfallversicherungsgesetz besteht auch dort eine Pflicht für den Arbeitgeber. In der Konsequenz und konkretisiert heisst dies entsprechend dem Antrag des Regierungsrats, die nötigen Fachkenntnisse und die fachliche Grundausbildung müssen vorhanden sein, oder man muss eben zumindest die entsprechende Erfahrung mitbringen.
Eine SUVA-Auswertung über Berufsunfälle in Forstbetrieben hat belegt, dass es in 10 Jahren in den Wäldern 40 Tote gegeben hat. Mehr als ein Viertel all derer, die im Wald gearbeitet haben, erlitten einen Unfall. Die Hälfte der Verunfallten hatten weniger als zwei Jahre Berufserfahrung. Die Zahlen zeigen also klar: Je weniger Ausbildung man hat, desto mehr Unfälle geschehen. Und dabei gibt es auch zahlreiche Tote. Es handelt sich um eine der gefährlichsten Brachen überhaupt in der Schweiz, wenn es um die Arbeitssicherheit und um Todesfälle geht. Und die Mehrheit der Leute, die verunfallt sind, hatten eben keine abgeschlossene Grundausbildung. Deshalb ist es auch so wichtig, dass man von Arbeitgeberseite, von der Seite her, welche die Leute entlohnt, dafür besorgt ist, dass diese Ausbildung vorhanden ist. Bei dieser fachlichen Grundausbildung geht es zudem um einen fünf Tage dauernden Kurs. Das sind nicht etwa ein, zwei oder drei Jahre, sondern es geht um einen fünftägigen Motorsägekurs, der absolviert werden muss. Das reicht, damit hat man bereits die fachliche Grundausbildung. Und bis man diesen Kurs absolviert hat, kann man auch gut bereits unter Anleitung von jemandem, der eben die nötige Erfahrung mitbringt, im Wald arbeiten. Es gibt also keine hohen Hürden, die das verhindern würden.
Es gab ein Projekt, der Beratungsstelle für Unfallverhütung in der Landwirtschaft, der BUL, unter dem Titel «Profi im eigenen Wald». Das Projekt richtete sich an Leute, die im Bauern- und Privatwald arbeiten. Nach dem Sturm Lothar hatte man festgestellt, dass eben die Förderung der Arbeitssicherheit im Bauern- und Privatwald sehr wichtig ist. Es wurde damals gesagt, es gebe eben immer noch viel zu viele Alleinholzer, die nicht ausreichend ausgebildet seien und im Wald mit einer mangelhaften Ausrüstung aktiv seien. Die Kampagne sollte sensibilisieren und zu mehr Sicherheit und Gesundheitsschutz motivieren. Dabei ging es insbesondere um Ausbildung, um persönliche Schutzausrüstung, um Maschinen und Geräte, um korrekte Arbeitshilfsmittel und um eine gute Arbeitsorganisation. Diese Kampagne ging von der BUL selbst aus. Das hat gezeigt, dass die Qualifikation derer, welche im Bauern- und Privatwald Holzarbeiten durchgeführt haben, leider immer noch mangelhaft war. Dank dieser Kampagne konnte man dann die Ausbildungsoffensive starten für alle, die im Wald arbeiten. Die SUVA sagt auch ganz klar, Waldarbeit sei Facharbeit. Es braucht dafür eine fachliche Grundausbildung.
Der Antrag des Regierungsrats leistet eben einen Beitrag dazu, dass die Ausbildung auf jeden Fall vorliegt und auch die Erfahrung sichergestellt ist, sodass mehr Sicherheit bei den Waldarbeitern vorhanden ist. Deshalb – ich komme gleich zum Schluss – müssen in allen Branchen die Arbeitgeber zuständig sein, namentlich auch bei der Waldwirtschaft, bei den Forstbranchen und Forstbetrieben. Sie sollen die Verantwortung übernehmen, nebst den Arbeitnehmenden, die dann diese Arbeiten ausführen. Stimmen Sie deshalb dem Antrag bitte zu, zugunsten von mehr Arbeitssicherheit im Wald und weniger Toten in unseren Wäldern.

La présidente. Ich muss vielleicht noch darauf aufmerksam machen: Wenn man als Antragsteller einen gestellten Antrag unterstützt, hat man eigentlich nur vier Minuten Redezeit zur Verfügung. Es wurde nun der Antrag der Regierung unterstützt, und dafür hätte man eigentlich nur vier Minuten Zeit. Dies nur als Erinnerung.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je vais simplement m'exprimer sur l'amendement de ma collègue Wälchli, article 18 alinéa 1. Par son amendement, ma collègue Wälchli propose de maintenir le droit en vigueur. Je ne comprends pas très bien, car en commission déjà, sa proposition de biffer cet article avait été acceptée par une majorité. Voici les raisons pour lesquelles les Verts rejettent cette proposition à l'unanimité. La proposition du Conseil-exécutif prévoit d'attribuer la responsabilité à un autre endroit, respectivement, à une autre personne. En cela, cette proposition est plus claire que le droit en vigueur. Le Conseil-exécutif veut transférer cette responsabilité sur l'employeur, le donneur d'ouvrage, donc celui qui a des collaborateurs sous ses ordres et qui les rétribue. Il souhaite ainsi éviter que des entrepreneurs, pour économiser de l'argent, fassent exécuter des travaux par des personnes non formées, donc moins bien payées. En cas d'accident, la responsabilité serait portée par le travailleur et l'employeur s'en tirerait à bon compte. Ce dernier doit absolument veiller à ce que son personnel dispose d'une formation de base ou d'une expérience pratique dans ce domaine. Les Verts vont toutefois observer ce que les autres groupes proposent au cours du débat. Dans le cas où l'article, ainsi que le suggère la commission, serait simplement biffé, ils préféreront soutenir l'amendement Wälchli. Quant à l'amendement Hügli, proposition du Conseil-exécutif, nous le soutenons sans réserve.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt den Antrag der Kommission beziehungsweise den Antrag der SVP von Frau Wälchli grossmehrheitlich. Sie lehnt den Antrag des Regierungsrats ab. Weshalb dies? Arbeitgeber sind für die Sicherheit ihrer Angestellten und deren nötige Kenntnisse verantwortlich. Das ist eine grundsätzliche Arbeitgeberpflicht, dazu braucht es gar kein Waldgesetz. Wir wehren uns gegen die zunehmenden Tendenzen, die Verantwortung ständig weiterzuschieben. Ein so genannte Werkbesteller ist im Wald nicht immer dasselbe wie beispielsweise eine Gemeinde, die einen

Bauauftrag erteilt oder Ähnliches. Im Wald ist ein Werkbesteller häufig einer der etwa 30 000 Waldbesitzerinnen oder Waldbesitzer, die teilweise nur alle paar Jahre einmal ihren Wald pflegen lassen. Wir wehren uns dagegen, dass dieser Teil von recht unerfahrenen Waldeigentümerinnen und Waldeigentümern für etwas Verantwortung übernehmen sollen, was sie eigentlich gar nicht können; ja, sie wissen nicht einmal davon. Es ist meiner Meinung nach eine politische Fehlentwicklung, die direkte Eigenverantwortung immer mehr zu delegieren. Die Arbeitssicherheit ist bei den recht vielen und schweren Unfällen im Wald ein Dauerthema, da gebe ich Daniel Hügli recht. Wir unterstützen die Bestrebungen der SUVA und der BUL, die Sicherheit zu verbessern, und da ist ja auch viel im Gange. Meine persönliche Meinung ist: Wenn für den Regierungsrat ein fünftägiger Holzerkurs gemäss bisheriger Praxis bereits eine genügende Sicherstellung einer fachliche Grundausbildung ist, dann lassen wir vielleicht doch besser der Eigenverantwortung ihren Stellenwert. Ich fasse zusammen. Wir stimmen grossmehrheitlich für den Antrag der Kommission, und unter «streichen» verstehen wir den unbestrittenen Artikel 18 entsprechend dem bisherigen Gesetz gemäss Antrag SVP, Wälchli.

Niklaus Gfeller, Worb (PEV). Die EVP-Fraktion gibt dem Antrag der Regierung den Vorzug. Es ist uns ein grosses Anliegen, dass die Arbeitssicherheit im Wald gewährleistet ist und die Prävention von Unfällen sehr ernst genommen wird. Die Arbeit im Wald ist sehr risikoreich, Herr Hügli hat das vorhin ausführlich dargestellt. Die vielen Unfälle beweisen, dass jeder Unfall einer zu viel ist. Seit Lothar sind viele Waldbesitzer dazu übergegangen, nicht mehr selber zu holzen. Sie beauftragen einen Unternehmer damit; ich selber mache das bei meinem Wald auch so. Dabei ist es wichtig, dass sich der Waldbesitzer darauf verlassen kann, dass nicht ungelernte und unerfahrene Arbeiter in seiner Parzelle holzen. Wer möchte schon, dass gerade auf der eigenen Parzelle etwas Schlimmes passiert? Gemäss der Version des Regierungsrats wird hier der Unternehmer in die Pflicht genommen. Er muss sicherstellen, dass nur ausgebildete und erfahrene Leute im Wald arbeiten. Aus unserer Sicht ist dies die richtige Zuordnung der Verantwortung. Gemäss geltendem Recht oder eben gemäss dem Antrag der Kommission könnte der Unternehmer nämlich sagen, das sei Sache des Arbeiters, und das gehe ihn nichts an. Für uns ist dies falsch: Der Unternehmer darf sich hier nicht aus der Pflicht nehmen. Er darf keine unerfahrenen und ungelernten Arbeiter den Gefahren aussetzen, die beim Holzen halt nun einmal bestehen. Wir werden deshalb den Antrag der Regierung unterstützen.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Die glp-CVP-Fraktion stellt sich geschlossen hinter die vorliegende Gesetzesänderung. Das neue Waldgesetz nimmt sich der Herausforderungen an, die im Umfeld der Waldwirtschaft entstanden sind. Das Herzstück ist hier für uns die Mehrwertabschöpfung, die wir vollumfänglich begrüssen. Das Waldgesetz begegnet also den Herausforderungen, und dies ohne die irrlichternden Ängste, die vorhanden sind, aufzukochen. Aus diesem Grund lehnen wir auch die Anträge ab, die einerseits zeitgemässe Arbeitsregelungen bremsen oder anderseits dem Phänomen wilder Partys mit neuen, zusätzlichen Regelungen begegnen wollen. Wir vertreten die Meinung, dass die vorliegende Regelung zu den Arbeitsbedingungen sinnvoll ist und einen Status quo herstellt, der für alle anderen Berufskontexte ohnehin bereits gilt. Zudem befanden wir, dass dem Vandalismus an sich bereits genügend gesetzlich entgegengetreten wird. Auch wenn wir durchaus verstehen, dass Vandalismus im Einzelfall sehr empfindlich – vor allem auch finanziell – treffen kann. Aus diesen Gründen lehnen wir die Anträge ab und bitten Sie, der Gesetzesänderung in der vorliegenden Form zuzustimmen.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR). Ich kann es kurz machen, die Argumente wurden bereits wiederholt angeführt. Die FDP-Fraktion unterstützt wie die Antragstellerin die Beibehaltung des bestehenden Regimes. Nach unserer Einschätzung hat sich die bestehende Regelung bewährt, und wir wehren uns zugleich – das ist bekannt – gegen die ständige Aufweichung der Eigenverantwortung. Nach unserer Beurteilung ist es nicht im Interesse des privaten Waldeigentümers und daher auch nicht seine Aufgabe, sich die Qualifikationen nachzuweisen zu lassen. Dies sicherzustellen ist vielmehr die Aufgabe desjenigen, der letztendlich den Auftrag annimmt. Wir unterstützen deshalb den Antrag SVP, Wälchli, zu Artikel 18 und lehnen den Antrag von Regierung und SP-JUSO-PSA ab. Bei Absatz 1 sind wir nicht ganz sicher, ob er redundant ist, oder ob bei Ablehnung des Antrags SP-JUSO-PSA ohnehin die bisherige Regelung gelten würde. Aber der guten Ordnung halber, wie es auch der Kommissionspräsident dargelegt hat, unterstützen wir den Antrag SVP.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Ich möchte allen danken, die meinem Antrag zustimmen werden. Noch einige Punkte zu Herrn Grossrat Hügli. Ich habe den Eindruck, du unterstellst sämtlichen Forstbetrieben, sie würden ihre rechtlichen Pflichten nicht wahrnehmen, als würde ein regelrechter Wildwuchs herrschen. Jedes seriöse Unternehmen ist sich im Klaren darüber, dass es die nötigen Versicherungen haben muss. Und wer stellt schon jemanden ein, der noch nie im Leben eine Motorsäge in den Händen hielt und sie höchstens einmal in einem Prospekt gesehen hat. Tödliche Unfälle gibt es im Wald leider, und diese sind schlimm. Aber solche passieren auch den Profis, das weisst du, wenn du die Zeitungen genauer gelesen hast. Lehrlinge dürfen gerade in der Landwirtschaft erst an die Motorsägen, wenn sie den Holzerkurs absolviert haben. Es liegt in der Verantwortung des Lehrmeisters, der dann dafür besorgt sein muss, den Lehrling sukzessive in die Arbeiten im Wald einzuführen. Die Lehrmeister sind auch verantwortungsbewusst genug und sagen sich, es solle ihnen lieber nicht passieren, dass einer ihrer Lehrlinge tödlich verunglückt. Grossrat Gfeller möchte ich noch sagen: Jeder Unternehmer muss seine Angestellten versichern. Das habe ich vorhin schon gesagt. Es wäre daher Aufgabe der Unia, der Gewerkschaften, zu schauen, ob die nötigen Versicherungen vorhanden sind. Aber dass dies gleich im Gesetz so umschrieben sein soll, stört mich schon. Deshalb hoffe ich, Sie unterstützen meinen Antrag im Sinne der Vermeidung eines unsinnigen bürokratischen Aufwands für diese Betriebe. Denn ansonsten müsste man das dann wirklich auch in allen Betrieben machen. Beispielsweise bei den Dachdeckern, wenn einer herunterfällt: Wenn ich dort jemanden anstelle, ist es dann auch so? Muss ich dann auch den Nachweis erbringen? Das könnte man bei x Berufen anführen, deshalb danke ich für Ihre Unterstützung.

La présidente. Herr Grossrat Hügli möchte nach dem Regierungsrat sprechen. Der Kommissionspräsident verzichtet auf das Wort.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zunächst möchte ich für die Diskussion danken. Ich glaube, man kann anhand der Diskussion erkennen, dass wir alle dasselbe Ziel haben; es geht nämlich darum, die Arbeitssicherheit bei Holzerntearbeiten im Wald zu vergrössern. Das ist etwas Wichtiges, für das wir alle kämpfen sollten. Wir möchten mit dem neuen Gesetzesartikel ganz klar die Regel festhalten, dass nicht die Arbeitnehmenden, also diejenigen, die an der Motorsäge stehen, die Verantwortung tragen sollen. Vielmehr soll so, wie dies in der Wirtschaft eigentlich üblich ist, der Arbeitgeber, welcher die Arbeiterinnen und Arbeiter entlohnt, die Verantwortung tragen. Das ist eigentlich der einzige Unterschied zwischen den beiden Konzepten einerseits des Antrags der Regierung und anderseits des Antrags von Frau Grossrätin Wälchli. Unser Ziel ist es auch ganz klar, seriöse Forstunternehmerinnen und -unternehmer zu schützen, damit diese wegen des Preiskampfs nicht motiviert werden, Leute anzustellen, die über keine genügende Ausbildung verfügen. Wir wissen, der Holzpreis liegt relativ tief. Da besteht natürlich die Gefahr, dass man über einen Preiskampf versucht, Konkurrenzsituationen zu umgehen.
Wie gesagt, ist aus unserer Sicht ganz entscheidend, wo die Verantwortung liegt. Und hier ist ein Wort im Antrag von Frau Grossrätin Wälchli ganz entscheidend: In ihrem Antrag heisst es: «Wer […]-arbeiten ausführt, […]». Das Verb «ausführen» bedeutet hier also, wer an der Motorsäge steht, trägt gemäss Antrag von Frau Grossrätin Wälchli die Verantwortung. Die Regierung hält es für nicht ganz fair, die Verantwortung letztendlich demjenigen aufzubürden, der letztendlich im Wald an der Motorsäge steht. Aus unserer Sicht wäre es sachgerechter, wenn derjenige, der das Werk bestellt und die Arbeitgeberfunktion hat, diese Verantwortung trägt und sicherstellt, dass die Leute, die er beschäftigt, über die nötige Ausbildung verfügen. In aller Regel wird dies das Forstunternehmen sein, welches diese Arbeit sowieso machen muss. Das Forstunternehmen muss ohnehin dafür sorgen, dass die entsprechenden Qualifikationen vorliegen. Deshalb vermag ich auch nicht ganz zu erkennen, worin hier eine Zunahme der Bürokratie bestehen sollte, denn das muss man bereits heute tun. Nur in ganz seltenen Fällen ist es so, dass der Waldeigentümer selber Arbeiten in Auftrag gibt und damit als Arbeitgeber fungiert. In diesen Fällen ist es tatsächlich so, dass der Waldeigentümer dies sicherstellen muss. Aber auch dort denken wir, es sei nicht mit grossem Aufwand verbunden, von den Leuten, die dort Arbeiten ausführen, einen solchen Ausweis zu verlangen. Wie gesagt, ist die Regierung der Meinung, die Verantwortung solle beim Arbeitgebenden und nicht beim Arbeitnehmenden liegen, deshalb lade ich Sie ein, dem Antrag der Regierung zuzustimmen.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Ich kann die Zeit kompensieren, die ich beim ersten Votum zu viel gebraucht habe; ich kann es kurz machen. Es ist komplett fahrlässig, jetzt hier eine Ausnahme zu schaffen – ausgerechnet für die Forstbetriebe –, wenn man anhand der Statistiken sieht, wie viele Unfälle und wie viele Todesfälle es im Wald gibt. Gerade in solchen Branchen müssten die Arbeitgeber, welche die Leute anstellen und entlohnen, die also die beste Kontrolle und Übersicht darüber haben, welche Ausbildungen und Erfahrungen vorhanden sind, diese Verantwortung übernehmen. So, wie dies in anderen Branchen auch der Fall ist. Stimmen Sie deshalb bitte dem Antrag des Regierungsrats zu. Vielleicht nochmals kurz zur Klärung: Es geht um das Entlohnen, also den, der den Lohn bezahlt und der die Leute anstellt. Es geht nicht um irgendeinen, der einem anderen einen Auftrag erteilt, der dann wiederum einem anderen einen Auftrag erteilt usw., sondern wirklich um denjenigen, der die Leute entlohnt, welche tatsächlich die Arbeiten im Wald ausführen.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung. Ich stelle den Antrag SVP / Kommission dem Antrag Regierung / SP-JUSP-PSA gegenüber.

Vote (art. 18, proposition UDC / commission proposition Conseil-exécutif / PS)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition UDC / commission

Oui	80
Non	67
Abstentions	0

La présidente. Sie haben dem Antrag SVP / Kommission zugestimmt.

Art. 20

Proposition PBD (Riem, Iffwil)
Al. 2
Biffer la proposition de la commission.

Proposition PS (Zäch, Berthoud)
Proposition du Conseil-exécutif

La présidente. Wir diskutieren die Anträge zu Artikel 20 gemeinsam und werden anschliessend getrennt darüber abstimmen. Die Antragsteller haben das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt den Kommissionsantrag in Absatz 1, das hiesst, wir sind gegen den Antrag Regierung / SP-JUSO-PSA, Zäch. Die Mehrwertabgabe aus einem Planungsvorteil soll nach den Bestimmungen der Bau- und Planungsgesetzgebung ermittelt werden und nicht von einer zuständigen Stelle der Volkswirtschaftsdirektion. Es gibt unseres Erachtens nicht genug Gründe, um in diesem Bereich für die nicht allzu häufigen Fälle eine neue Praxis einzuführen. Die Rechtssicherheit wird nicht erhöht. Wir wollen nicht, dass leichtfertig Rodungsbewilligungen erteilt werden. Der Wald ist aber gut geschützt, die Fläche nimmt immer mehr zu. Die Hürden für Planungen im Wald sind richtigerweise sehr hoch. Wir glauben nicht, dass die Gemeinden die Abgaben aus dem Planungsmehrwert zu einer allgemeinen Finanzierungsquelle machen werden. Da ist der Wille zum Schutz des Waldes bei den Behörden und bei der Bevölkerung viel zu stark ausgeprägt. Eine Mehrheit der BDP lehnt darum die Zweckbestimmung in Absatz 2 der Kommissionsvariante, bzw. analog Absatz 3 der Regierungsvariante ab. Mit Bestimmtheit werden die Gemeinden mit diesen Geldern die Anliegen des Waldes unterstützen, sofern ein Bedarf besteht. Das darf man den Gemeinden doch wohl ebenso zutrauen wie beispielsweise der Volkswirtschaftsdirektion. Wir von der BDP wollen den Gemeinden diese Entscheidungsgewalt nicht überall einschränken. Mit der kürzlich erfolgten Annahme des Raumplanungsgesetzes wird sich ohnehin die ganze Angele-

genheit in diese Richtung bewegen. Ich fasse zusammen: Die BDP sagt Ja zu Artikel 20 der Kommission, Nein zur Variante Regierungsrat sowie mehrheitlich Nein zu Absatz 2 der Kommission bzw. zu Absatz 3 des Regierungsrats.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Bei uns ist es eben gerade anders. Uns will nämlich einfach nicht einleuchten, wie man sich gegen diese verbindliche Mehrwertabschöpfung überhaupt wehren kann. Ich wiederhole mich hier aus der Diskussion, die wir bereits anlässlich der ersten Lesung geführt haben. Gerade Sie – und da blicke ich geradeaus –, liebe Bauern, liebe Bauernvertreter, liebe Hüter des Bodens und des Waldes, müssten doch an dem Artikel, wie ihn die Regierung vorschlägt, jedes Interesse haben. Schon der Druck auf die Landwirtschaftsflächen, auf den Landwirtschaftsboden ist gross, das höre ich aus Ihren Reihen immer, und ebenso der Druck auf den Wald. Mit diesem Vorschlag hätten wir ein griffiges Instrument in der Hand. Wenn wir schon Wald roden müssen, wenn wir Wald brauchen, so soll ein verbindlicher Mehrwert abgeschöpft werden. Und dieser soll natürlich dem Wald zugutekommen und nicht irgendwie sonst eingesetzt werden. Deshalb sind wir natürlich ganz gegen die Streichung der Zweckbestimmung. Und zwar soll der Mehrwert dem Wald mit seinen ganzen verschiedenen Funktionen zukommen, die er einerseits für die Besitzer, aber natürlich auch für uns als Erholungsraum hat. Es sei unbestritten, habe ich in der Kommission und nun auch wieder hier im Rat gehört, dass man dem Wald Sorge tragen müsse. Aber die entsprechenden Vorschriften in den kommunalen Baugesetzen würden vollumfänglich ausreichen. Da muss ich Ihnen sagen, liebe Kolleginnen und Kollegen, das stimmt einfach nicht: Es gibt ja sogar Gemeinden, die noch überhaupt keine Mehrwertabschöpfung oder nur eine ganz geringe kennen. Soll man in solchen Gemeinden den Wald also einfach roden und quasi gratis umzonen können? Das ist doch kein Ziel, und es erhöht den Druck auf den Wald noch einmal mehr. Wer dem Wald Sorge tragen will, wer ihn der Spekulation entziehen will, der unterstützt deshalb den Antrag der Regierung; das ist doch eigentlich nur logisch. Immerhin, Kollege Bernhard Riem hat es gesagt, können wir nun bald auf das neue RPG, das Raumplanungsgesetz, hoffen. Damit werden 20 Prozent Mehrwertabschöpfung zur Vorschrift, aber eben nicht die 50 Prozent, die unserem Wald zusätzlichen Schutz verleihen würden. Helfen Sie doch mit und folgen Sie dem Antrag der Regierung. Ich weiss, es nützt nichts (hilarité), aber versuchen Sie doch gleichwohl, dem Antrag der Regierung zu folgen. Der Wald muss uns das wert sein.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je m'exprime d'abord sur l'amendement du collègue Riem. Je ne comprends pas non plus pourquoi le député Riem nous propose de biffer cet alinéa. Il avait pourtant été accepté en commission par neuf oui, six non et une abstention. Une très forte majorité de notre groupe le refusera, comme nous refuserons, unanimement cette fois, la proposition de la commission concernant l'article 20. En effet, des avantages importants peuvent résulter d'une autorisation de défrichement. Supprimer l'alinéa 2 revient à priver la collectivité publique, donc les communes, de montants importants. Supprimer l'alinéa 2, c'est favoriser les auteurs des défrichements sans avantage aucun pour les communes. Il est important également que la compensation soit affectée, comme le dit l'alinéa 3 de la proposition du Conseil-exécutif, à des mesures visant à favoriser et maintenir la fonction sociale ainsi que la biodiversité de la forêt. Vous aurez compris que nous refusons l'amendement Riem, certains le soutiendront quand même, mais nous soutiendrons effectivement, unanimement, la proposition du Conseil-exécutif.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Die SVP-Fraktion stimmt dem Kommissionsantrag in beiden Punkten zu. In Punkt 2 ist für uns wichtig, dass die Mehrwertabschöpfung zweckgebunden wieder dem Wald zugeführt wird, für Massnahen zur Förderung und Erhaltung des Waldes, und für nichts anderes. Wir wollen verhindern, dass Gemeinden sie in ihrem Interesse für irgendein anderes Projekt einsetzen, das nicht dem Wald dient. Zusammengefasst, stimmt die SVP dem Kommissionsantrag in beiden Punkten zu und lehnt den Streichungsantrag von Herrn Grossrat Riem wie auch den Antrag des Regierungsrats ab.

Niklaus Gfeller, Worb (PEV). Für uns von der EVP-Fraktion ist der Antrag der Regierung zu eng und zu kompliziert formuliert. Für uns ist es richtig, wenn die Mehrwertabschöpfung so vorgenommen wird, wie dies auch beim landwirtschaftlich genutzten Boden üblich ist; also gemäss den Be-stimmungen der Baugesetzgebung. Mit dem angenommenen Eidgenössischen Raumplanungsgesetz ist die Mehrwertabschöpfung ja vorgeschrieben. In welchem Umfang die Gemeinde dies innerhalb der vorgegebenen Grenzen wahrnehmen wird, soll ihr aus unserer Sicht unbenommen bleiben. Für uns ist es ausserdem zu eng, wenn die eingenommenen Gelder im Wald nur für die Wohlfahrtsfunktion und die Biodiversität eingesetzt werden sollen. Für uns ist es richtig, wenn diese Gelder für sämtliche Massnahmen zur Förderung und zur Erhaltung des Waldes eingesetzt werden können. Wir werden deshalb den Antrag der Kommission unterstützen und die beiden Anträge von SP-JUSO-PSA und BDP ablehnen.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR). Die FDP ist für Beibehaltung der bestehenden gesetzlichen Regelung und unterstützt deshalb in Artikel 20 den Antrag der Kommission. Das Konzept der Regierung lehnen wir ab. Den Antrag der BDP auf Streichung von Absatz 2 unterstützen wir uneingeschränkt. Wir wollen keine verschiedenen Arten von Mehrwertabschöpfungen, und wir wollen auch keine Bevormundung der Gemeinden. Wenn die Gemeinden eine Mehrwertabschöpfung vereinbaren, so sollen sie selber bestimmen können, wie diese verwendet werden soll. Die Gemeinden sind aber nicht frei, wie sie das Geld einer Mehrwertabschöpfung verwenden können. In Absatz 1 von Artikel 20 verweisen wir ja gerade explizit auf die Bau- und Planungsgesetzgebung, und darin ist festgelegt, wie Gelder aus der Mehrwertabschöpfung zu verwenden sind. Eine zusätzliche Einschränkung der Verwendung ist nicht notwendig. Zusammenfassend unterstützen wir den Antrag BDP, Riem, auf Streichung von Absatz 2, und wir lehnen den Antrag von Regierung und SP-JUSO-PSA ab.

La présidente. Nun haben die Antragstellenden das Wort. Herr Grossrat Riem möchte nach dem Regierungsrat sprechen. Frau Zäch verzichtet, damit hat der Kommissionspräsident das Wort,

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), président de la commission. Ich möchte noch kurz auf die Ausgangslage eingehen, bevor wir zur Abstimmung kommen. Wir haben in der Kommission

den Antrag Regierung zu Artikel 20 gemäss grauer Fassung beraten. Zur Sicherheit möchte ich diesen noch einmal vorlesen: «1 Wenn durch eine Rodungsbewilligung erhebliche Vorteile entstehen, sind diese auszugleichen. 2 Der Ausgleich wird nach Anhörung der Gemeinde durch die zuständige Stelle der Volkswirtschaftsdirektion festgelegt. Er beträgt 50 Prozent des nach den bau- und planungsrechtlichen Kriterien entstandenen Mehrwerts, mindestens aber zwölf Franken pro Quadratmeter, wobei davon die durch die Gemeinde anderweitig erhobenen Ausgleichszahlungen in Abzug gebracht werden.» Dann folgt Absatz 3, und diesen gibt es bei der Kommissionsvariante eben nicht. Darauf kommen wir noch zurück. «3 Er fällt der Gemeinde zu und ist für Massnahmen zur Förderung und Erhaltung der Wohlfahrtsfunktion sowie der Biodiversität des Waldes zu verwenden.» Das ist also die Zweckbestimmung.
Die Kommission hat die Absätze 1 und 2 des Regierungsrats zusammengefasst und sagt nur: «1 Der Ausgleich der durch Rodungsbewilligungen entstandenen erheblichen Vorteile erfolgt nach den Bestimmungen der Baugesetzgebung.» – fertig, Punkt, Ende. Absatz 2 lautete «2 Er fällt der Gemeinde zu und ist für Massnahmen zur Förderung und Erhaltung des Waldes zu verwenden.» Und dieser wurde nach langer Diskussion in der Kommission mit 9 gegen 6 Stimmen bei einer Enthaltung genehmigt. Im Kommissionsprotokoll kann man nachlesen, dass wir explizit nicht über die einzelnen Punkte befanden, sondern zuletzt über den gesamten Artikel 20 abstimmten, wie er nun als Kommissionsantrag vorliegt. Inzwischen wurde der Antrag BDP, Riem, eingereicht, der den Antrag der Kommission in Absatz 2 streichen will. Es heisst aber nichts darüber, wie er zum Antrag der Regierung Stellung nimmt. Das gilt es zu beachten. Ich gebe das Wort zurück ans Präsidium.

La présidente. Und ich soll dann das Problem mit den verschiedenen Absätzen lösen.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich sage Ihnen ganz ehrlich, ich sehe diese Frage relativ emotionslos. Die Regierung war eigentlich der Auffassung, sie habe in Artikel 20 ein Konzept vorgelegt, das den Wald, den wir im Kanton Bern haben, relativ gut schützt. Ich bin ein wenig erstaunt, dass nun insbesondere aus Kreisen, welche sagen, sie würden die Interessen des Waldes in den Vordergrund stellen, Anträge kommen, wonach – aus meiner Sicht und aus Sicht der Regierung – der Wald weniger gut geschützt wird, wenn sie so ins Gesetz hineingeschrieben werden. Warum dies? Wir haben zwei Differenzen; der Kommissionspräsident sagte es bereits. Wir haben einerseits eine Differenz zwischen Regierung und Kommission: Die Regierung sagt, wenn Wald eingezont wird – und, werte Grossratsmitglieder, der Druck auf den Wald zum Einzonen wird in Zukunft zunehmen in der kleinräumigen Schweiz –, wollen wir zwingend eine Mehrwertabschöpfung. Die Kommission will ihrerseits, dass die Abschöpfung gemäss dem Baugesetz gemacht wird, und diese Mehrwertabschöpfung gemäss Baugesetz ist freiwillig. Das ist die erste Differenz. Die Regierung sagt, es brauche zwingend eine Mehrwertabschöpfung. Die Kommission möchte, dass diese freiwillig ist.
Dann haben wir eine zweite Differenz zu Herrn Grossrat Riem. Er möchte im Vorschlag der Kommission Absatz 2 streichen. Damit sagt er, wenn bei einer Einzonung von Wald überhaupt freiwillig eine Mehrwertabschöpfung gemacht wird, dann solle dieses Geld einfach in die Gemeindekasse gehen. Die Kommission sagt, das Geld müsse für den Wald verwendet werden. Aus meiner Sicht ist also auch dies ein Antrag, der den Interessen des Waldes zuwiderläuft. Als Volkswirtschaftsdirektor, Landwirtschaftsdirektor und Forstdirektor trage ich drei Hüte auf dem Kopf, und daher halte ich klar fest: Die wirtschaftliche Entwicklung und die Entwicklung der Bevölkerungszahlen in der Schweiz werden dazu führen, dass in den nächsten Jahren Druck auf das Landwirtschaftsland und auf den Forst entstehen wird. Aus dieser Sicht dient das Konzept des Regierungsrats ganz klar am ehesten dazu, den Wald in Zukunft minimal zu schützen. Dies indem Leute, die in diesem Kanton zusätzliches Land verbauen wollen, wissen, dass sie halt eine Mehrwertabschöpfung bezahlen müssen, wenn sie Wald einzonen wollen. Zusätzlich sagen wir, wenn sie diese bezahlen müssen, so soll sie dann immerhin dem Wald zukommen. Deshalb sage ich hier emotionslos: Es liegt beim Grossen Rat, dies zu entscheiden. Aus der Sicht des Regierungsrats schützt der Antrag der Regierung den Wald am ehesten. Wenn Sie als Parlament diesen Schutz des Waldes aufweichen wollen, so ist dies Ihr Entscheid.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Ich halte fest, dass das neue Raumplanungsgesetz, dem wir kürzlich zugestimmt haben, neue Tatsachen schafft. Das Waldgesetz muss sich dem auch fügen. 20 Prozent Mehrwertabgaben gilt als Minimum. Und die Bau- und Planungsgesetzgebung ist hier zuständig, nicht die Volkswirtschaftsdirektion. Der einzige Unterschied im Antrag unserer Fraktion besteht darin, dass wir den Gemeinden keine Mittelverwendung vorschreiben wollen. Der Wald ist ohnehin auf einem viel höheren Niveau geschützt. Er ist viel stärker geschützt, als dies eine Mehrwertabgabe bewirken könnte. Ich sage es nochmals: Wir unterstützen den Antrag Kommission in Artikel 20 Absatz 1. Absatz 2 möchte die BDP-Fraktion streichen, und das gilt natürlich analog für Absatz 3 der Regierungsvariante.

La présidente. Ich erläutere Ihnen vorab, wie ich die Abstimmung durchführen möchte, damit wir uns richtig verstehen. Dies weil sich die Nummerierung der Absätze in den Anträgen der Regierung und der Kommission unterscheidet. Ich werde Absatzweise abstimmen. In der ersten Abstimmung über Artikel 20 Absatz 1 werde ich den Antrag Regierungsrat / SP-JUSO-PSA dem Antrag Kommission gegenüberstellen. In der zweiten Abstimmung befinden Sie darüber, ob Sie Artikel 20 Absatz 2 gemäss Antrag Regierungsrat / SP-JUSO-PSA im Gesetz haben wollen oder nicht. Danach wird Artikel 20 Absatz 3 gemäss Antrag Regierung dem Artikel 20 Absatz 2 der Kommission gegenübergestellt. Schliesslich wird der daraus obsiegende Antrag dem Streichungsantrag BDP gegenübergestellt. Ist alles klar, sind Sie mit diesem Vorgehen einverstanden? – Das ist der Fall. Gut, nun ist von allen Konzentration gefragt.

Vote (art. 20, al. 1, proposition Conseil-exécutif / PS – proposition commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	53
Non	94
Abstentions	0

La présidente. Sie haben dem Antrag Kommission zugestimmt.

Vote (art. 20, al. 2, proposition Conseil-exécutif / PS)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet de la proposition	
Oui	53
Non	92
Abstentions	1

La présidente. Sie haben den Antrag Regierungsrat / SP-JUSO-PSA abgelehnt.

Vote (art. 20, proposition Conseil-exécutif / PS al. 3 – proposition commission al. 2)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	56
Non	89
Abstentions	1

La présidente. Sie haben dem Antrag Kommission zugestimmt.

Vote (art. 20, al. 2, proposition de suppression PBD)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet de la proposition PBD	
Oui	45
Non	102
Abstentions	1

La présidente. Sie haben den Streichungsantrag BDP abgelehnt. Demnach werden die Absätze 1 und 2 gemäss Antrag Kommission ins neue Gesetz aufgenommen.

Art. 21, 23, 32, 33, 35, 37, 37a
Adoptés

Art. 38, al. 2 (nouveau)

Proposition Haas, Berne (PLR) / Messerli, Interlaken (UDC) / Leuenberger, Trubschachen (PBD) / Bonsack, Kallnach (UDF)
Si le canton constate un état non conforme au droit, il prend toutes les mesures nécessaires pour y remédier, en particulier pour éliminer les causes de la perturbation ou établir, ou rétablir, l'état conforme au droit.

Adrian Haas, Berne (PLR). Sie erinnern sich sicher daran, dass wir in der Novembersession einen Rückweisungsantrag Messerli gutgeheissen haben, mit dem Auftrag an die Kommission, die Frage des wochenlangen wilden Campierens nochmals anzuschauen. Scheinbar hat sich die Volkswirtschaftsdirektion bisher dagegen gewehrt, hier eine gesetzliche Regelung zu schaffen. Begründet wurde dies offenbar damit, es handle sich lediglich um ein Vollzugsproblem und neue Vorschriften führten zu mehr Verwaltungsaufwand. Wir haben uns deshalb nochmals die Mühe gemacht, die Sache zu studieren, und wir sind auch mit Frau Bundi vom Ratssekretariat nochmals zusammengesessen und haben sie gebeten, uns nochmals die rechtlichen Grundlagen in einem Papier zusammenzustellen. Die Quintessenz ist: Es handelt sich tatsächlich um ein Vollzugsproblem, indem aufgrund der heute bestehenden Gesetzgebung ein wochenlanges wildes Campieren – gemeint ist also nicht der Pfadfinder, der irgendwo zwei Tage lang campiert – konkret nicht unterbunden werden kann, obwohl es eigentlich gar nicht zulässig ist. Dass es nicht zulässig ist, ergibt sich aus dem Bundesrecht, aus Artikel 16 des eidgenössischen Waldgesetzes, welches auch für die Kantone gilt. Dieser Artikel besagt, dass Nutzungen, welche die Funktionen oder die Bewirtschaftung des Waldes gefährden oder beeinträchtigen, unzulässig sind. Es gibt also eine Verbotsnorm, die besagt, dass man im Wald eben nicht wochenlang wild campieren darf, weil dies im Gegensatz zum ein paar Tage dauernden Zelten eine Beeinträchtigung des Waldes beinhaltet.
Weshalb ist es nun so schwierig, dagegen anzugehen? Die Gründe sind folgende: Wenn man zivilrechtlich dagegen angehen will, dann findet man den Wohnsitz der entsprechenden Leute nicht, oder sie gehen gleich wieder an einen anderen Ort. Das Zivilrecht hat im konkreten Fall im Bremgartenwald nicht zu einer Lösung geführt. Die Kantonspolizei selber greift gemäss Polizeigesetz nur bei konkreten Gefährdungen der öffentlichen Sicherheit ein. Die Baupolizeibehörden tun auch nichts, weil sie erst dann etwas machen können, wenn die Sachen länger als drei Monate stehen. Die Standortgemeinden sind zwar für den illegalen Abfall zuständig, aber den kann man erst im Nachhinein wegräumen. Und die Forstpolizei beschränkt sich offenbar auf einen generellen Vollzug der Waldgesetzgebung und erachtet sich als nicht zuständig für die nachteiligen Nutzungen dort. In diesem Sinn braucht es – und das haben wir mit dem Ratssekretariat klar abgeklärt – keine Verbotsnorm, denn diese gibt es mit dem Eidgenössischen Waldgesetz bereits. Aber es braucht eine Vollzugsbestimmung, die so lautet, wie wir es in Artikel 38 Absatz 2 vorsehen. Zur Bemerkung, dies könnte zu einem grossen Verwaltungsaufwand führen: Das glauben wir nicht. Es werden Einzelfälle sein, bei denen man einschreiten muss, indem entweder die Forstpolizei allein oder mithilfe der Kantonspolizei das wilde Campieren, das dem Wald schadet, unterbindet. Ich glaube, es wäre wirklich gut, wenn wir das hier regeln würden. Die Burgergemeinde der Stadt Bern – ich bin übrigens nicht Mitglied derselben – wäre Ihnen sicher sehr dankbar dafür.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Ich spreche hier als Mitantragsteller, aber im Sinne des Zeitgewinns zugleich auch als Sprecher der SVP-Fraktion. Ich danke Adrian Haas für die Darstellung der Abklärungen. Ich habe dem nichts beizufügen. Sie wissen, die vorgeschlagene Bestimmung hat dasselbe Ziel wie mein Antrag, der in der ersten Lesung zurückgewiesen wurde und danach das Schicksal erfuhr, wie Adi Haas es dargestellt hat. Nun wurde ein Artikel als Vollzugsnorm konzipiert, um das wilde Campieren und das Ablagern von Kehricht und Abfall zu verhindern. Es geht darum, im Waldgesetz eine klare, konkrete und taugliche Vollzugsgrundlage zu schaffen, um zu verhindern, dass sich der Kanton lediglich auf einen generellen Vollzug in der Waldgesetzgebung beschränken kann. Das klingt nun recht kompliziert, es ist aber in der Praxis, in der Umsetzung, ausserordentlich wertvoll und dienlich, um schnell handeln zu können. Es dient einer unmittelbaren schnellen Vollzugshandlung, einem schnellen Einschreiten zur sofortigen Beseitigung der Störung und zur Schaffung und Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands. Wie Adi Haas gesagt hat, versteckt sich die Regierung hinter Kostenfolgen. Das ist so langsam das Übliche, das man zu hören bekommt. Wenn der Regierung etwas nicht passt, wird zunächst einmal auf die Kostenfolgen hingewie-

sen. Es mag sein, dass dies etwas kostet. Aber aus unserer Sicht ist ein allfälliger Geldeinsatz die Sache wert, wenn man bei solchen Vandalenakten oder Störungen entsprechend handeln und diese beseitigen kann.

Harald Jenk, Liebefeld (PS). Nach den Voten, die ich gehört habe, ist das, was ich vorbereitet hatte, bereits ein Stück weit obsolet. Ich bin froh, haben die Antragsteller mittlerweile erkannt, dass es nicht an den gesetzlichen Grundlagen fehlt – dass es etwa nicht verboten wäre –, sondern dass es sich um ein Vollzugsproblem handelt. Womit ich nicht einverstanden bin, ist, dass dieses Vollzugsproblem nun vom Kanton gelöst werden soll, und nicht von den Stellen, die bisher dort zuständig waren. Nur weil es am politischen Willen fehlt oder an Mut, muss man nun nicht dem Kanton zusätzliche Aufgaben überwälzen; schon gar nicht angesichts der schlechten finanziellen Situation, in der sich der Kanton Bern befindet. Wir haben hier bisher nur vom wilden Campieren gesprochen. Es ist klar, das will niemand bezahlen, und fürs Entsorgen des Abfalls, den diese Leute hinterlassen, will auch niemand bezahlen. Aber wenn man liest, was die Antragsteller hier vorschlagen, so betrifft dies eben nicht nur das wilde Campieren. Wortwörtlich heisst das doch in Prinzip, dass der Kanton Bern in Zukunft die Waldputztage der Schulen und Vereine organisieren muss. Denn diese tun das ja schliesslich zur Wiederherstellung eines rechtmässigen Zustands, nämlich um den Abfall, den auch sehr viele andere immer wieder im Wald hinterlassen, zu entfernen. Dies kann aber auch bedeuten, dass kantonale Angestellte oder Förster, wenn sie im Wald unterwegs sind und feststellen, dass rechtswidrig Abfall herumliegt – und das könnten auch kleine Mengen sein, das wäre immer noch rechtswidrig –, immer einen Abfallsack mitführen und andauernd alles aufheben müssten. Es stellt sich halt hier wieder das Problem, dass man nun kurz vor Schluss mit einer neuen Formulierung daherkommt, die man in der Kommission nicht mehr diskutieren kann, weil es ja keine dritte Lesung gibt. Wir können daher nicht in allen Konsequenzen beurteilen, was ein solcher Satz, der hier so einfach daherkommt, schlussendlich bewirken kann. Die Gefahr ist einfach gross, das Lasten von den Gemeinden auf den Kanton überwälzt werden. Das können wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion aus nicht unterstützen, und wir lehnen deshalb den Antrag ab.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Der gemeinsame Antrag Haas, Messerli, Leuenberger und Bonsack geniesst bei der Mehrheit unserer Fraktion grosse Sympathien. Es ist stossend, wenn illegales Campieren oder auch ein übertriebener Sportbetrieb im Wald während Monaten nicht geahndet werden kann; ja, wenn die Waldeigentümer und Forstbehörden an der Nase herum geführt werden und am Ende noch die ganze Schweinerei aufräumen müssen. Der Forstdirektor erachtet das Zivilrecht als genügend. In der Realität ist es aber für eine Waldeigentümerin oder einen Waldeigentümer relativ schwierig, zivilrechtlich vorzugehen. Da können wirklich einige Monate verstreichen, grosse Kosten entstehen, und häufig kennt man ja nicht einmal die Namen der Verursacher. Mit der Formulierung des Antrags könnten die Behörden einschreiten, und für die Mehrheit in der BDP-Fraktion scheint dies – trotz aller Vorbehalte gegenüber Aufgabenerweiterungen – ein gangbarer Weg zu sein, um offenkundige Missstände zu beheben. Eine Minderheit der Fraktion teilt die Befürchtungen bezüglich zusätzlicher Verpflichtungen. Es wird zudem als schwierig erachtet, Grenzen zwischen kleineren und gröberen Verletzungen des Gesetzes zu ziehen; und da gibt es im weiten, tiefen und dunklen Wald noch einiges, bei dem sich nicht alle ganz korrekt verhalten. Irgendwie werde ich den Verdacht nicht los, dass man ein paar wenige Probleme, beispielsweise das chaotische Campen im Bremgartenwald aus gewissen Gründen gar nicht lösen will – warum auch immer. Stellen Sie sich vor, das Radfahr- und Reitverbot hätte wie in der Vernehmlassung vom Regierungsrat vorgeschlagen durchgesetzt werden müssen. Das wäre eine Sisyphusarbeit geworden mit riesigen Kostenfolgen. Und dies ohne grosse Unterstützung beim Volk. Die paar offensichtlichen Missstände zu beheben, das hat in der Bevölkerung dagegen sicher uneingeschränkte Unterstützung. Es geht hier nicht um alles oder nichts. Es geht um eine Verhältnismässigkeit, um die groben Verstösse beheben zu können. Ich fasse zusammen: Die BDP unterstützt den Antrag grossmehrheitlich.

La présidente. Die Antragsteller verzichten auf das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), président de la commission. Wir kommen langsam zum Schluss, es handelt sich um den letzten Antrag. Dieser lag der Kommission so nicht vor. Wir hatten das zuvor in Artikel 22 in anderer Form diskutiert. Dort liessen wir uns vom Rechtsdienst der Volkswirtschaftsdirektion belehren, dass die rechtlichen Grundlagen für die Ahndung der Vorfälle in den Wäldern, wie Littering und illegales Aufstellen von Zelten usw. eigentlich vorhanden wären. Deshalb konnte sich die Kommission damit nicht befassen. Ich tue demnach hier kund, dass wir seitens der Kommission hierzu nicht Stellung nehmen.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich habe vorhin gesagt, ich sähe es relativ emotionslos. Diese Sache sehe ich nun mit etwas mehr Emotionen, das muss ich ehrlich zugeben. Es wurde in der Debatte relativ klar dargelegt, wie die Problemlage ist. Es wurde vom Zivilrecht gesprochen. Ich sage Ihnen nun, welche weiteren Handhaben es bereits heute gibt. Wie Herr Grossrat Haas sagte, greift bei Eigentumsverletzungen primär das Zivilrecht. Dann haben wir aber auch die Möglichkeit, dies über die Baupolizei zu lösen: Wenn irgendwelche Bauten, und dazu gehören auch Zelte, länger als drei Monate irgendwo im öffentlich zugänglichen Raum stehen, so hat die Baupolizei der Gemeinde die Pflicht – nicht etwa die Möglichkeit, zu entscheiden, ob sie will, sondern die Pflicht – einzugreifen. Drittens ist, wenn irgendwo – berndeutsch gesagt – «e Souornig» herrscht, also wenn irgendwo die öffentliche Ordnung und insbesondere die Umwelt gefährdet werden, wiederum die Baupolizeibehörde verpflichtet, einzuschreiten. Und schliesslich gibt es viertens noch die Abfallgesetzgebung: Wenn Abfall irgendwo im öffentlichen Raum entsorgt wird, beispielsweise eben im Wald, so hat die Gemeinde aufgrund der Abfallgesetzgebung ebenfalls die Pflicht, einzuschreiten. Wir haben also heute bereits eine Rechtslage, in der vier rechtliche Handhaben bestehen, nach welchen das öffentliche Gemeinwesen, insbesondere die Gemeinde, die Pflicht hat, bei solchen Vorkommnissen einzugreifen.

Nun muss ich Ihnen sagen, werte Grossratsmitglieder, wenn wir bereits heute, da vier solche Regelungen bestehen, ein Vollzugsproblem haben, so werden Sie dieses nicht lösen, indem sie einfach nochmals einen neuen Artikel in das Waldgesetz

schreiben. Es besteht nicht die Notlage, dass wir zu wenige Gesetzesartikel haben. Es besteht die Notlage, dass die Gesetzesartikel, die wir bereits haben, nicht vollzogen werden. Und sie werden kein Problem mit Campern im Wald lösen, wenn Sie nun hier, isoliert im Waldgesetz, noch einmal eine neue Rechtsnorm aufnehmen. Zudem ist es relativ seltsam, wenn der Antrag gestellt wird, der Kanton müsse bei einer Rechtswidrigkeit den ursprünglichen Zustand widerherstellen; und zwar isoliert im Wald. Ich gehe eigentlich davon aus, dass die Gemeinden und der Kanton überall eingreifen, wo Rechtswidrigkeiten bestehen. Also auch, wenn beispielsweise irgendwo auf einer freien Wiese oder auf dem Bundesplatz rechtswidrig Zelte aufgestellt werden und Abfall auf den Boden geworfen wird, gehe ich eigentlich davon aus, dass das Gemeinwesen entsprechend der bisherigen Rechtsnorm einschreitet. Es ist daher relativ unlogisch, wenn man nun hier isoliert in das Waldgesetz eine solche Rechtsnorm schreibt.
Zudem mache ich Sie darauf aufmerksam, dass dieser Antrag eingebettet ist in das Kapitel 6, «Aufgaben des kantonalen Forstdienstes». Und da bitte ich den Grossen Rat, zu bedenken: In Zusammenhang mit der ASP 2014 – eine Abkürzung, die mittlerweile langsam bekannt ist: die Aufgaben- und Strukturüberprüfung – werden wir in den nächsten Monaten eine grosse Zerreissprobe haben in der kantonalen Politik. Dies nicht, weil wir neue Aufgaben suchen, sondern weil wir Aufgaben suchen, die wir abbauen können. Wir würden also im selben Zeitraum im Kapitel «Aufgaben des kantonalen Forstdienstes» eine neue Rechtsnorm hineinschreiben und damit dem kantonalen Forstdienst eine neue Aufgabe aufbürden. Und zwar eine Aufgabe, die insbesondere lautet – wenn man den Artikel liest, wie er vorgeschlagen wird: «Wiederherstellung des rechtmässigen Zustandes». Da bitte ich den Grossen Rat, doch zu überlegen, was es in der Konsequenz bedeutet, wenn der kantonale Forstdienst den Auftrag hat, den rechtmässigen, ursprünglichen Zustand wiederherzustellen. Herr Grossrat Haas sagte, wer das dann mache, sei ihm egal, das könne der Förster oder auch die Polizei sein. Ich bitte Sie insbesondere zu bedenken, was ich bereits sagte: Die Polizei kann es schon heute sein. Wir hätten genügend Rechtsnormen, damit die Polizei bereits heute jederzeit im Bremgartenwald eingreifen könnte. Die Polizei kann dies also offensichtlich nicht, und deshalb bitte ich Sie schon, sich zu überlegen, was dies dann heisst. Wer tut es dann? Der Förster, der Revierförster? Meine Mitarbeiter vom kantonalen Amt für Wald gehen dann also dort einschreiten und das Zeltlager wegräumen? Das, was die Polizei aufgrund von genügenden Rechtsnormen heute offenbar nicht kann, soll dann also der kantonale Forstdienst tun? Da muss ich Ihnen sagen, dass dies schon einige Emotionen bei mir auslöst, weil ich den Eindruck habe, hier mache man symbolische Politik. Man setzt einen Artikel in ein Gesetz, während man genau weiss, dass man dies bereits heute offensichtlich nicht vollziehen kann. Oder man könnte es vielleicht vollziehen, wenn man wollte, tut dies aber nicht. Und deshalb will man hier in ein kantonales Waldgesetz diesen Artikel schreiben, der rein gar nichts verändern wird. Er wird lediglich dem Kanton eine neue Aufgabe geben.
Er wird zudem zu Parallelstrukturen führen, weil, wie ich Ihnen bereits sagte, die Gemeinden schon heute die Aufgabe haben, zu ihrem Gemeindegebiet zu schauen. Wenn das Abfallgesetz oder die Baupolizei tangiert sind, müssen die Gemeinden bereits heute eingreifen. Und neu soll nun einfach der kantonale Forstdienst parallel auch noch eingreifen. Wir werden uns in den nächsten Monaten in diesem Saal über schmerzlichen Aufgabenabbau unterhalten, und im selben Zeitraum bürden Sie dem Kanton hier eine neue Aufgabe auf. Ich bitte den Grossen Rat angesichts dessen inständig, dem Kanton hier nicht noch eine neue Aufgabe aufzubürden.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich bin nun schon ein wenig perplex darüber, was hier alles erzählt worden ist. Ich bin etwas erstaunt, wenn man sagt, es gebe viel mehr zu tun. Gleichzeitig sagt man, man schreite ja bereits heute überall ein. Ja, schreitet man nun ein oder schreitet man nicht ein? Wenn man schon bisher eingeschritten wäre, gäbe es jetzt ja nicht mehr zu tun. Ich verstehe daher diese Begründung überhaupt nicht. Weiter haben Sie genau dieselbe Aufzählung der bestehenden Rechte gemacht, wie auch ich sie zuvor gemacht habe. Das Problem ist nur, dass diese nicht taugen, um diesen Fall konkret zu lösen. Das Zivilrecht funktioniert nicht, denn dafür müssen Sie am Wohnsitz des Beklagten die Störung einklagen. Das dauert lange, mit Schriftenwechsel usw.; stellen Sie sich das einmal vor! Im konkreten Fall hat das nichts gebracht. Die Baupolizeibehörde kann erst nach drei Monaten einschreiten. Das haben Sie selber gesagt, ich weiss nicht, warum Sie das wieder anführen. Weiter sind die Standortgemeinden für die Entsorgung des Abfalls zuständig, aber den Abfall kann man erst hinterher entsorgen, nicht vorher. Also taugt auch das nichts. Kommen Sie mir doch nicht mit solchem Zeug! Wir haben uns Mühe gegeben und haben mit dem Ratssekretariat einen Antrag ausgearbeitet, der eine taugliche Vollzugsnorm beinhaltet, damit man endlich das Unrecht wochenlanger Zeltlereien im Bremgartenwald Unrecht beseitigen kann, gegen die niemand etwas tun kann. Jetzt helfen Sie doch einmal mit, solche Probleme zu lösen, denn dafür sind Sie als Regierungsrat ja eigentlich auch da. Sie sollten Gesetze vollziehen, und nicht einfach feststellen, dass es sie gibt und sagen: «So what, es kann niemand etwas machen. Das ist halt Pech, und es gibt mehr zu tun und kostet mehr.»

Harald Jenk, Liebefeld (PS). Es tut mir leid, wenn ich die Diskussion verlängere, aber ich kann mir einfach nicht vorstellen, dass es nicht möglich ist. Das Camp vor der BKW konnte man auch räumen, und dort war sicher nicht bei all diesen Leuten der Wohnsitz bekannt. Es musste halt die Polizei mit ein paar Bauarbeitern kommen, die haben geräumt, und dann war die Sache erledigt. Aber man muss das natürlich auch wollen, und an dem scheitert es offensichtlich im Bremgartenwald. Zudem zielt der Artikel halt eben trotz allem nicht nur auf die Situation im Bremgartenwald, sondern man kann, wie ich vorhin ausgeführt habe, da noch ganz andere Dinge hineininterpretieren.

Vote (art. 38, al. 2 nouveau, proposition Haas / Messerli / Leuenberger / Bonsack

---

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition	
Oui	75
Non	64
Abstentions	5

La présidente. Sie haben den Antrag angenommen.

Art. 44, 46, 47a, II.
Adoptés

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Fritz Ruchti, Seewil (UDC), président de la commission. Bevor wir zur Schlussabstimmung über das Waldgesetz kommen, bleibt mir noch, zu danken. Ich danke der Kommission für die gute Zusammenarbeit. Weiter danke ich den Leuten des KAWA (Amt für Wald) für die gute Vorarbeit und für die Hilfe, die sie geleistet haben. Ich möchte auch dem Volkswirtschaftsdirektor danken, dass er sich hier aus Sicht des Kantons und der Regierung für die Belange des Waldes eingesetzt hat. Werte Anwesende, dieses Waldgesetz ist wichtig. Für mich ist Wald wichtig. Im Zweckartikel heisst es: «[…] den Wald zu erhalten; seine nachhaltige und schonende Bewirtschaftung sowie die Versorgung mit dem Rohstoff Holz zu sichern und zu fördern; Menschen und erhebliche Sachwerte vor Naturgefahren zu schützen; den Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft wildlebender Pflanzen und Tiere zu schützen und aufzuwerten; seine Wohlfahrtsfunktion zu erhalten und zu verbessern sowie die Verwendung von einheimischem Holz zu fördern. Das Gesetz vollzieht und ergänzt die Waldgesetzgebung des Bundes.»
Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn wir hier in diesem Raum sitzen, nehmen wir gar nicht wahr, was wir automatisch tun; wir atmen nämlich. Der Kanton Bern hat 178 000 Hektar Wald, und dieser Wald ist nebst allen Pflanzen, die wir sonst noch haben und die ebenfalls Chlorophyll enthalten der Motor unserer Sauerstoffbildung, indem er CO2 in den Sauerstoff umwandelt, den wir nachher einatmen. Wenn Sie ein wenig grippekrank oder wie ich etwas heiser sind, können Sie in einer Drogerie oder Apotheke homöopathische Produkte beispielsweise aus Tannennadeln oder anderen Waldprodukten kaufen. Diese helfen, die Entzündung zu lindern und die Schleimhäute abzuschwellen, sodass Sie wieder besser sprechen können oder weniger husten müssen. Dies als kleines «Müsterli».
Frau Grossratspräsidentin Therese Rufer, ich möchte dir noch ganz speziell dafür danken, wie du das schwierige Abstimmungsprozedere durchgeführt hast, vor allem hier in zweiter Lesung bei Artikel 20. Da hast du ein Meisterwerk zustande gebracht. Ich werde dir von unserem Waldwirtschaftsverband aus ein kleines Tännchen bringen. Das wirst du dann noch in 20 Jahren, wenn es etwas grösser geworden ist, ansehen und sagen können: «Ich habe mitgeholfen, das Waldgesetz zu revidieren.» Nochmals: «Merci viu mau» für die gute Zusammenarbeit.

La présidente. Herzlichen Dank. Als Mitbesitzerin von Wald nehme ich das Geschenk sehr gerne entgegen. Vielleicht habe ich dann nächstes Jahr auch Zeit, es zu pflegen, wenn es einen heissen Sommer geben sollte. Merci viu mau!

Vote final (LCFo, 2e lecture)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption	
Oui	107
Non	32
Abstentions	3

La présidente. Sie haben das Gesetz in zweiter Lesung angenommen.

Affaire 2012.1539

Numéro de l'intervention:	001-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.12.2012
Déposée par:	Aebi (Hellsau, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Oui	24.01.2013
Numéro de l'ACE	287/2013
Direction:	ECO

Projet OAN de relevé des surfaces d'exploitation
Après une brève phase pilote, le projet de relevé des surfaces d'exploitation agricoles mené par l'OAN est entré dans la phase de réalisation en novembre 2012. Dès le lancement du projet, il est apparu clairement que le logiciel mis à la disposition des agriculteurs est d'une complexité excessive. Nombre d'agriculteurs et même les responsables des services de relevés doivent recourir à l'assistance de professionnels. Outre les problèmes de la mise en œuvre pratique, le financement du projet et les applications complémentaires soulèvent des questions. De même, il est incertain que la Confédération demande un tel relevé et quelle doit être l'ampleur des informations fournies.
Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Quelles sont les dispositions du droit fédéral qui attestent de la nécessité d'un tel projet ?
2. Quelles sont les autres étapes prévues et quelles sont les preuves légales de leur nécessité ?
3. Quels sont les coûts, notamment induits, encourus par le canton de 2012 à 2015 du fait de ce projet
   a) dans le domaine TIC ?
   b) dans le domaine du personnel ?
4. Quelle est l'utilité de ce projet pour la politique agricole de la Confédération ?
5. Comment le canton prévoit-il d'indemniser les agriculteurs et les communes pour le travail supplémentaire lié à ce projet ?

Réponse du Conseil-exécutif
Les cantons sont chargés d'exécuter les dispositions en matière de paiements directs pour autant que cette tâche n'incombe pas à la Confédération. Ils doivent donc planifier de manière prospective l'exécution de la politique agricole 2014-2017 (PA 2014-2017). Les cantons de Berne, de Soleure et de Fribourg exploitent conjointement le système d'information agricole GELAN. En attendant que de nouvelles exigences fédérales soient fixées, ils ont décidé ensemble, conformément à la PA 2014-2017, de procéder au relevé des surfaces des exploitations agricoles situées sur leurs territoires respectifs. Quatre essais pilotes ont été réalisés pour évaluer la faisabilité du projet et améliorer en permanence la convivialité de l'application. Des premiers relevés portant sur des groupes de 500 exploitations sont effectués sur cette base entre octobre 2012 et le printemps 2014. Fin janvier 2013, un tiers des exploitations agricoles du canton de Berne avaient déjà achevé ce premier recensement.
Le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées dans l'interpellation :
1. La base légale sera créée dans le cadre de la PA 2014-2017. Les mesures de politique agricole dépendront alors en grande partie des surfaces d'exploitation. Selon les directives de la Confédération, les cantons devront attribuer à

partir de 2014 une référence spatiale à toutes les surfaces et à leur utilisation (cultures pérennes, pâturages permanents, prairies permanentes, éléments écologiques, réserves naturelles, éléments paysagers). L'objectif est de calculer les paiements directs avec la plus grande précision possible grâce aux données saisies dans un système d'informations géographiques (SIG). Il faut également tenir compte des interactions entre les mesures, c'est-à-dire des recoupements de surfaces donnant droit à des contributions de montants différents. Les contributions pour les terrains en pente doivent être calculées entièrement à l'aide du modèle numérique de terrain de l'Office fédéral de topographie (swisstopo).

2. Le système d'information pour les données agricoles doit répondre aux futurs critères en matière d'exécution de la politique agricole. Les modifications actuelles permettent de satisfaire à toutes les exigences de la PA 2014-2017. Les évolutions de la politique agricole au niveau fédéral seront déterminantes pour estimer s'il restera des adaptations à effectuer après 2017. La mise en œuvre basée sur les surfaces d'exploitation est aussi le meilleur moyen de remplir à long terme les exigences futures de la Confédération.
3. Les coûts sont répartis comme suit :
   a. Coûts informatiques (dépense initiale Module Premier recensement des surfaces d'exploitation)
      Coûts de programmation externes CHF 162 561,60
      Coûts internes de personnel reportés au bilan CHF 89 861,15
   b. Coûts de personnel (trois équivalents plein temps) pour le traitement et la correction des données ainsi que l'assistance (novembre 2012 à avril 2014)
      Coûts internes de personnel CHF 345 000,00

   A partir de l'année de contribution 2014, les coûts annuels périodiques seront inférieurs à ceux inhérents au système actuel.
4. Ces changements visent à améliorer la transparence et l'efficacité de l'exécution à tous les niveaux. Ils contribuent à asseoir à long terme la crédibilité de la politique agricole et à faire accepter aux contribuables qu'environ 3 milliards de francs soient versés chaque année pour rétribuer par des paiements directs les prestations d'intérêt général fournies par les agriculteurs. À ce titre, ces modifications revêtent une grande importance pour l'agriculture.
5. Le premier recensement des surfaces d'exploitation requiert une charge de travail supplémentaire. Les années suivantes, les relevés annuels effectués pour les paiements directs seront largement simplifiés et le travail nécessaire sera considérablement réduit puisque seules les mutations devront être saisies. Les investissements liés aux contrôles diminueront eux aussi. Un portail Internet central permettra à l'avenir à toutes les personnes et organisations autorisées d'accéder aux données saisies au moyen du SIG. Ainsi, même pour le premier recensement, le temps requis n'est pas excessif. Aucune indemnité n'est prévue. Conformément à l'ordonnance sur la production et la commercialisation dans l'agriculture, les communes sont tenues de contrôler les données des relevés nécessaires au versement de subventions agricoles.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort nicht befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Ich bin in der Tat mit der Antwort des Regierungsrats nicht zufrieden. (La présidente agite sa cloche.) Ich denke, er hat normalerweise mehr Potenzial für präzise Antworten. Die Datenerhebung in der Landwirtschaft auf das neue GEO-Informationssystem (GIS) hat die Bauern vor grosse Schwierigkeiten gestellt. Es hat zu Diskussionen und Verunsicherung geführt. Wir haben den Eindruck, der Kanton Bern habe in so genanntem vorauseilendem Gehorsam ein neues System eingeführt. Die Anwendung dieser Software führt bei den meisten Bauern zu Problemen, und sie benötigen erheblichen Support. Wir alle wissen, wie schwierig es ist, wenn man beginnt, mit neuen Softwarelösungen zu arbeiten und diese im Prinzip zum ersten Mal benutzt.
Zu den Fragen, die ich gestellt habe. Bei Weitem nicht alle Kantone haben solche Systeme programmiert und eingeführt. Die meisten dieser Kantone warten auf die Bundeslösung, der Bund ist nämlich selber dabei, ein solches System aufzubauen. Die aufgeführten Kosten sind für mich schwierig zu bewerten, denn mir ist unklar, wie viel die anderen Kantone, die in diesem GELAN (Gesamtlösung EDV Landwirtschaft und Natur) integriert sind – es sind die Kantone Freiburg und Solothurn –, an diese Kosten bezahlen. Zudem werden die Ackerbaustellenleiter eine erhebliche Anzahl Stunden aufwenden, um den Support sicherzustellen. Nicht zuletzt ist es nicht ganz unproblematisch, wenn man in der Antwort unter Punkt 5 zur Kenntnis nimmt, dass man die Daten, die im GELAN erhoben werden, anderen Organisationen zur Verfügung stellt. Dort sind recht sensible Daten enthalten. Es ist richtig, dass die Ackerbaustellenleiter Kontrollaufgaben haben, aber sie haben keine Support- oder Anwendungsaufgaben für das neue GELAN-System. Wir werden somit das Vorhaben weiterverfolgen und nötigenfalls auch mit Motionen nachstossen.

Affaire 2013.0075

Numéro de l'intervention:	028-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée par:	Zäch (Berthoud, PS) (porte-parole) Kummer (Berthoud, UDC) Siegenthaler (Thoune, PS)
Cosignataires:	0
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	239/2013
Direction:	ECO

Réglementation des ventes dominicales: pratique du beco

Le 17 décembre 2012, l'Office de l'économie bernoise, beco, a déposé auprès du Ministère public de l'Emmental-Haute-Argovie une plainte contre le président de la Markthalle AG Burgdorf pour non-respect de la loi sur le commerce et l'industrie (LCI). La majorité des parts de la Markthalle AG est détenue par la commune municipale de Berthoud.
Les efforts constants du beco, qui, d'une part, dépassent les dispositions légales (menace de fermeture), et d'autre part reposent sur une interprétation interne au beco, viennent culminer dans cette plainte.
Cette interpellation a pour but de soulever des questions fondamentales. Nous ne comptons pas aborder les éventuelles procédures pénales en cours. Le plus gros problème réside

dans les différences de traitement entre les halles d'exposition régionales et BERNEXPO, à Berne.
Ces dernières années, la halle d'exposition de Berthoud a abrité chaque année les manifestations suivantes, ouvertes le dimanche :
– deux ventes Universalsport (vente),
– deux expositions photographiques (vente ? fête ? manifestation ?)
– une brocante (vente ? fête ? manifestation ?)
Le beco avait déjà critiqué cette pratique en 2011. Il avait été demandé au beco que de telles halles d'exposition bénéficient du même traitement que BERNEXPO, ce à quoi, lors d'une séance qui s'était tenue le 6 juillet 2011, il avait été décidé, suite à différents témoignages, que Berthoud n'était pas comparable à Berne. En 2012, BERNEXPO a notamment abrité les manifestations suivantes avec activités dominicales (à caractère absolument commercial, p. ex. foire au vin deux dimanches) :
– Salon des vacances
– Salon de la santé
– BEA Expo
– Foire au vin
– Salon du camping et du caravaning Suisse Caravan
– Salon du nautisme SuisseNautic
– Foire de l'habitat
– Salon du jouet Suisse Toy
On sait que le beco s'est aussi opposé à l'ouverture dominicale dans d'autres halles d'exposition du canton de Berne. Il est également arrivé que le beco ne respecte pas les compétences, notamment celles des préfectures.
Dans le cas de la halle d'exposition de Berthoud, les deux manifestations d'Universalsport avaient incontestablement un caractère purement commercial et sont donc à inscrire au compte des ventes dominicales.
Ce qui est en revanche contestable, c'est le classement, par le beco, de l'exposition de photos et de la brocante parmi les ventes dominicales. Ces deux manifestations doivent forcément avoir lieu le week-end, dimanche inclus, étant donné qu'elles constituent une sortie culturelle pour un public en provenance de toute la Suisse. En outre, l'entrée à de telles manifestations étant payante, ce ne sont pas uniquement des foires, mais aussi des expositions. Le beco semble donc aller trop loin.
Il convient d'ajouter que le canton de Berne n'a publié aucune directive ISCB dans le domaine et que les déclarations du beco, d'après lequel les expositions de photos et les brocantes seraient des manifestations commerciales, sont contestées.
Dans ces circonstances, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Comment le beco justifie-t-il les inégalités de traitement entre les sites d'exposition du canton de Berne, notamment le traitement de faveur accordé à BERNEXPO ?
2. De quelles directives ou de quels documents à caractère de directives le beco dispose-t-il en interne pour compléter l'article 3 OCI (RSB 930.11) et les articles 9 à 11 LCI (RSB 930.1) ?
3. Qui a édicté ces directives ou ces documents à caractère de directives internes au beco et sur quelle base ?
4. Ces directives ou ces documents à caractère de directives internes au beco seront-ils joints à la réponse à la présente interpellation ?
5. Le canton de Berne a-t-il entrepris de redéfinir les règles encadrant ces manifestations et de les harmoniser ?

Réponse du Conseil-exécutif
La présente interpellation concerne l'application des dispositions sur les heures d'ouverture des magasins contenues dans la loi sur le commerce et l'industrie (LCI ; RSB 930.1) et l'ordonnance y afférente (OCI ; RSB 930.11). Ces deux textes étant clairs et précis, il n'est pas nécessaire de définir des règles supplémentaires, par exemple sous forme d'une directive ISCB, pour leur application.
Les communes veillent au respect des heures d'ouverture (art. 14 LCI) tandis que les tâches de conseil et de surveillance de l'exécution incombent au beco Economie bernoise (art. 21 LCI en relation avec l'art. 15 OCI). Au vu des nombreuses communes que compte le canton de Berne, il convient d'accorder une importance particulière à la coordination afin de garantir une exécution uniforme de la législation et l'égalité de droit à tous les prestataires.
Les foires ou expositions se distinguent des manifestations commerciales sur le point suivant : lors des premières, les marchandises présentées peuvent uniquement être commandées alors que lors des secondes, il est possible de les acheter sur place et de les emporter (cf. art. 3 OCI). Comme les brocantes, bourses, marchés aux puces et autres manifestations similaires relèvent de cette dernière catégorie, ils sont soumis aux dispositions régissant les horaires d'ouverture des magasins - que leur entrée soit payante ou non. Cette distinction repose sur le droit fédéral du travail, qui prévoit des règles de travail dominical différentes pour la vente et les foires.
Le canton applique ladite distinction sur tout son territoire et pour tous les prestataires – y compris BERNEXPO. Les manifestations se déroulant sur le site d'exposition de la ville de Berne qui sont citées dans l'interpellation ont pour point commun le caractère accessoire de la vente de marchandises à l'emporter. Le collaborateur du beco présent lors de la séance mentionnée dans l'interpellation a d'ailleurs attiré l'attention sur cet aspect juridique.
En 2011, dans le cadre de ses tâches d'exécution de la surveillance, le beco a rappelé par courrier les points ci-dessous à plusieurs communes (dont Berthoud) et organisations actives dans les centres :
1. Les magasins de détail et les stands de vente peuvent ouvrir au plus deux dimanches par année. Pour les manifestations commerciales se déroulant dans des halles ou salles d'exposition, c'est le site et non l'organisateur qui est déterminant. Les brocantes, marchés aux puces et bourses sont considérés comme des manifestations commerciales.
2. Le travail dominical est soumis à autorisation, sauf lors des quatre dimanches fixés par notre office.

Même si la loi fédérale sur le travail autorise le travail dominical quatre fois par année, les commerces bernois ne peuvent ouvrir que deux dimanches par année. Vous trouverez des informations plus détaillées concernant les horaires d'ouverture et le droit du travail sur le site Internet www.be.ch/beco.
Ces explications résument une pratique constante depuis de nombreuses années, que le beco a d'ores et déjà exposée par écrit, à la ville de Berthoud notamment, en 2005.
Les réponses aux questions posées dans l'interpellation sont les suivantes :
1. Il n'y a aucune inégalité de traitement entre les sites d'exposition, au contraire : le beco tient à ce que la législation en la matière soit appliquée équitablement, y compris à l'égard de BERNEXPO. Les manifestations à caractère

commercial sont autorisées deux dimanches par année dans tout le canton. Si cette fréquence est dépassée, le beco prend les mesures qui s'imposent dans le cadre de ses tâches de surveillance.
2. Il n'existe ni directive interne ni document à caractère de directives internes sur ce thème.
3. et 4. Voir la réponse à la question 2.
4. La LCI et l'OCI sont d'ores et déjà appliquées uniformément dans tout le canton. Rien n'a été entrepris pour définir d'autres règles.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort nicht befriedigt. Sie gibt eine Erklärung ab.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich bin mit der Antwort ganz und gar nicht einverstanden. Die Antwort leuchtet mir überhaupt nicht ein, und ich bleibe dabei: Die Sonntagsverkäufe in Hallen im Kanton Bern werden ungleich behandelt. Es soll mir doch einmal jemand den Unterschied zwischen einer Weinmesse und einer Brocante erklären, oder zwischen einer Spielzeugmesse und einer Fotobörse. Wer beispielsweise schon einmal an der Berner Weinmesse war – ich war dort, und es hat mir notabene sehr gut gefallen –, der weiss doch, dass man dort Wein bestellt, übrigens auch am Sonntag. Und es ist klar, dass man, wenn man etwas probiert hat, auch gleich ein paar Fläschchen mitnimmt; nicht gerade harassenweise, aber so sechs Flaschen vermag man ja schon noch zu tragen – übrigens auch als Frau. Genauso ist es an einer Brocante. Man «pöstelet» da oder dort etwas, selbstverständlich etwas Kleineres, das ist klar. Ganze Schränke oder Sekretäre schleppt man dort ja auch nicht ab, sondern man macht es wie an der Weinmesse: Man handelt zusammen ein Lieferdatum aus. Im Übrigen ist eine solche Brocante ja auch immer noch ein Ort, an dem man schmökert, ein Anlass mit viel kulturellem Hintergrund. Weshalb soll nun also eine Weinmesse nicht zählen für den Sonntagsverkauf, eine Brocante aber schon? Das leuchtet mir nicht ein. Dasselbe ist beim Vergleich zwischen Spielzeugmesse und Fotobörsen festzuhalten. Man trägt doch nicht eine ganze Playstation von einer Spielzeugmesse nach Hause, das ist mir klar, aber das eine oder andere Spiel eben schon. Und genauso ist es bei der Fotobörse. Man trägt nicht eine ganze alte Dia-Anlage nach Hause. Aber ein paar Fotos, die man mit jemandem getauscht hat, der solche anbietet, hingegen schon. Ich fasse zusammen: Die Argumentation des beco leuchtet mir absolut nicht ein. Da wird mit ungleichen Ellen gemessen, deshalb braucht es jetzt dann halt einen verbindlichen Auftrag, damit dies endlich geändert wird.

Affaire 2012.1313

Numéro de l'intervention:	229-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	15.10.2012
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	Non 22.11.2012
Date de la réponse:	13.02.2013
Numéro de l'ACE	205/2013
Direction:	ECO

Stratégie économique 2025: création d'un service de médiation?

Le Conseil-exécutif a adopté un premier train de six mesures pour mettre en œuvre la stratégie économique 2025.

Le canton entend ainsi renforcer ses compétences dans les cleantech (écotechnologies) en améliorant son offre de formation et de formation continue dans ce domaine, s'investir davantage dans le marketing touristique, jouer un rôle plus important dans l'aménagement du territoire, développer les infrastructures de télécommunication et accorder la priorité absolue à la réalisation d'un Campus technique à Bienne. Il souhaite par ailleurs étudier la mise en place d'un système de gestion des réactions de la clientèle.

Pour expliquer cette mesure, le Conseil-exécutif avance qu'on ne se réfère pas systématiquement aux réactions de la clientèle pour améliorer la qualité de l'action administrative de façon continue. Or, les clientes et clients insatisfaits font savoir leur mécontentement, ce qui véhicule une image peu flatteuse de l'administration.

Même si des efforts sont entrepris dans ce sens – les offices régionaux de placement ORP, par exemple, disposent d'un service de médiation – le canton de Berne n'a pas encore de système de traitement complet et transparent des réactions de la clientèle similaire à celui des grandes entreprises de services.

L'auteure de l'interpellation juge que les cadres et le personnel de toutes Directions doivent d'ores et déjà s'attaquer à cet objectif et répondre sérieusement aux souhaits de la clientèle. Et si nécessaire, ces expériences doivent déjà servir de potentiel d'amélioration.

Après un premier refus en 2006, le 5 septembre 2011, le Grand Conseil a une nouvelle fois refusé l'introduction d'un service de médiation. Il a rejeté la motion « Création d'un service cantonal de médiation pour prévenir la violence » (motion 212/2010, Bernasconi, Worb, PS) par 85 voix contre 51 et cinq abstentions – sur proposition du Conseil-exécutif !

Dans sa réponse à la motion, le Conseil-exécutif indiquait que des organes de conciliation de droit privé existent déjà dans diverses branches d'activité, et que la plupart des cantons ont décidé de ne pas mettre en place de service de médiation.

Il est assurément difficile de faire la différence entre un service de médiation en général et un service administratif chargé de traiter les réactions de la clientèle. Les citoyennes et citoyens auront eux aussi des difficultés. Et la question est de savoir qui pourra s'adresser à ce service administratif.

La principale raison invoquée par le Conseil-exécutif pour refuser la création d'un service de médiation était la situation financière du canton de Berne. En effet, ouvrir un service de médiation signifie créer une nouvelle institution et des postes supplémentaires, ce qui, d'après la réponse du Conseil-exécutif, ne pourrait être soutenu que s'il s'agissait d'un besoin jugé impératif.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Après avoir proposé son rejet en automne 2011, le Conseil-exécutif a-t-il changé d'avis concernant la création d'un service de médiation ?
2. Selon le Conseil-exécutif, où se situe la différence entre un service de gestion des réactions de la clientèle et un service de médiation ?
3. Qu'apportera concrètement un service de gestion des réactions de la clientèle à la stratégie économique 2025 du canton de Berne ?

4. Pour quelles raisons impératives le Conseil-exécutif veut-il accorder la priorité à cette mesure ?
5. A combien le Conseil-exécutif estime-t-il les coûts (ressources humaines et techniques) de l'étude et de l'introduction définitive de ce service ?
6. Comment le Conseil-exécutif envisage-t-il de financer cette mesure ?
7. Le Conseil-exécutif est-il prêt, compte tenu du caractère brûlant de ce sujet, à soumettre un arrêté séparé au Grand Conseil dans la mesure où il prévoit de mettre en œuvre cette mesure ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Grand Conseil a pris connaissance de la stratégie économique 2025 lors de sa session de novembre 2011. Sur cette base, le Conseil-exécutif a élaboré un premier train de six mesures, l'une étant la mise en place d'un système de gestion des réactions de la clientèle.

Les réponses aux questions posées dans l'interpellation sont les suivantes:

1. Le gouvernement est toujours d'avis que la situation financière du canton ne permet pas la mise en place d'un service de médiation nécessitant la création de nouveaux postes.
2. Le Conseil-exécutif ne prévoit ni service administratif central, ni aucun autre service de médiation indépendant de l'administration, mais plutôt un système de gestion des réactions de la clientèle unique qui s'appuierait sur les services de l'administration déjà en place. Son objectif – également soutenu par l'auteure de l'interpellation – serait d'améliorer la qualité de l'action administrative en la rendant plus transparente et plus homogène.
3. Le Conseil-exécutif n'a pas changé d'avis depuis l'adoption de la mesure en septembre 2012. Actuellement, on ne se réfère pas systématiquement aux réactions de la clientèle pour améliorer en continu la qualité de l'action administrative. Même si l'administration cantonale entreprend déjà des efforts dans ce sens, le canton de Berne ne dispose pas encore d'un système de traitement complet et transparent des réactions de la clientèle similaire à celui des grandes entreprises de services. L'expérience de ces dernières montre qu'un tel système peut désamorcer les conflits et accélérer les procédures, tout en améliorant les prestations. C'est pourquoi le Conseil-exécutif s'attend à ce que la mise en place d'un système de gestion des réactions de la clientèle permette à l'administration cantonale de mieux répondre aux besoins de la population.
4. Comme mentionné dans la réponse à la question 2, il n'est pas prévu de créer un nouvel organe pour la gestion de la clientèle. Etant donné qu'il n'est pas envisagé non plus d'engager des investissements supplémentaires, les affirmations de la motion 212-2010 sur les conditions de mise en place d'un service de médiation ne s'appliquent pas à la création d'un système de gestion de la clientèle. Dans sa réponse à la question 3, le Conseil-exécutif explique pourquoi il accorde de l'importance à la mesure.
5. L'administration étudie cette mesure – notamment les coûts de l'introduction et de l'exploitation d'un tel service – dans la limite des capacités disponibles. Vu la situation financière actuelle du canton, il est clair pour le Conseil-exécutif que la mise en place d'un système de gestion des réactions de la clientèle ne doit pas entraîner d'augmentation globale des dépenses.
6. Voir réponse à la question 5.
7. Le parlement cantonal a pris connaissance de la stratégie économique 2025 lors de sa session de novembre 2011. La mesure s'inscrit dans l'axe d'intervention «Agir de manière compréhensible et conforme aux besoins de la population». Le Grand Conseil traite certaines mesures, pour autant qu'elles relèvent de sa compétence. Dans la situation actuelle, la mesure «Gérer les réactions de la clientèle» ne nécessite pas un arrêté séparé du Grand Conseil.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort teilweise befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1491

Numéro de l'intervention:	259-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.11.2012
Déposée par:	Matti (La Neuveville, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	13.02.2013
Numéro de l'ACE	204/2013
Direction:	ECO

Inscription au chômage

Par la Feuille officielle, nous apprenons que, sans consulter personne, le canton a mis en place une nouvelle procédure d'inscription au chômage dès le début 2013 en modifiant l'ordonnance sur le marché du travail.

Cette nouvelle procédure obligera les chômeurs à s'inscrire auprès des offices régionaux de placement (ORP) plutôt que directement auprès de leur commune de domicile. Il en résultera pour les chômeurs des frais supplémentaires pour se rendre à l'ORP et auprès de fonctionnaires inconnus. Parallèlement, les communes, qui en général connaissent leurs citoyens et leur situation respective, ne seront informées qu'avec retard d'une modification du statut.

Après avoir centralisé l'office de location et l'autorité tutélaire, le canton dessaisit à nouveau les communes d'une importante tâche de proximité pour la confier à l'anonymat de l'administration. Par ailleurs, il est pour le moins cavalier que les communes et/ou les offices communaux responsables n'aient pas été préalablement informés par courrier de la modification envisagée, ni même consultés sur le bien-fondé de cette réforme qui apportera certainement aux chômeurs plus de désagréments que d'avantages.

Questions :

1. Pourquoi les communes et/ou les offices communaux responsables n'ont-ils pas été informés que le canton allait mettre en place une nouvelle procédure d'inscription au chômage dès le début 2013 en modifiant l'ordonnance sur le marché du travail ?
2. Le canton a-t-il analysé et évalué les conséquences qu'une telle mesure allait engendrer en termes de désagréments et de frais supplémentaires pour les chômeurs ? Si oui, cette analyse est-elle disponible ?
3. Le canton a-t-il pris en compte le fait qu'une telle mesure constituait pour les communes une nouvelle et importante perte en matière de tâches de proximité au service de ses citoyennes et citoyens ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les cantons exécutent la législation fédérale en matière d'assurance-chômage. Cette compétence a été transférée des communes aux cantons et à leurs offices régionaux de placement (ORP) dans le cadre de la révision du droit sur l'assurance-chômage au milieu des années 90. Avec la nouvelle loi, la gestion du chômage ne se limite plus à des tâches administratives : l'accent est mis sur une réinsertion aussi rapide que possible des personnes sans emploi sur le marché du travail primaire. La Confédération impose des objectifs aux cantons, notamment concernant le temps qui s'écoule entre l'inscription et le premier entretien de conseil. Jusqu'à présent, le canton n'a pas réussi à atteindre les objectifs fixés sur ce point, si bien qu'il a dû revoir le processus d'inscription en vigueur. Il a pour ce faire placé les besoins des chômeurs au cœur de ses préoccupations. Le nouveau système doit apporter les améliorations suivantes :

– Les démarches administratives sont simplifiées. L'inscription auprès de l'ORP remplace la journée d'information.
– Le lieu de travail d'une personne diffère souvent de son lieu de domicile. Désormais, il est possible de s'inscrire en tout temps auprès de l'un des 14 ORP du canton de Berne, si bien que les personnes touchées feront plus facilement cette démarche au plus vite.
– Les personnes au chômage obtiennent dès leur inscription auprès de l'ORP toutes les informations leur permettant d'entamer immédiatement leurs recherches. Les spécialistes des ORP peuvent répondre à leurs questions de suite, avec la compétence voulue. Toutes les conditions sont donc réunies pour convenir, dès le premier entretien de conseil, de mesures de réinsertion concrètes sur le marché primaire de l'emploi, ce qui améliore les perspectives individuelles de retrouver rapidement du travail.
– La nouvelle réglementation permet aux ORP d'appliquer des procédures efficaces au plan de la gestion d'entreprise.

Le système d'inscription auprès des ORP a fait l'objet d'une longue préparation et bénéficie d'un large soutien :

– En 2008 déjà, la Direction de l'économie publique a exposé la modification prévue au sein du Groupe de contact entre le canton et les communes.
– Cet objet a ensuite été intégré à la planification évolutive des projets et le Conseil-exécutif l'a présenté au Grand Conseil dans ce cadre. Le public peut consulter cette planification sur Internet.
– Le beco Economie bernoise a consulté l'Association des communes bernoises avant de procéder à l'adaptation requise de l'ordonnance sur le marché du travail. L'association a approuvé la solution proposée en juillet 2012.
– Les partenaires sociaux ont été informés de la modification prévue dans le cadre de leur participation à la CCMT, la commission cantonale tripartite du marché du travail.

Enfin, il convient de rappeler qu'en ville de Berne, les chômeurs s'inscrivent depuis un certain temps déjà directement auprès de l'ORP et qu'un essai pilote réalisé à Berthoud au printemps 2012 s'est avéré concluant. Après tout, les communes ont la possibilité de satisfaire leur besoin d'information en se connectant au système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (PLASTA). Elles peuvent ainsi se procurer en tout temps les renseignements qui leur sont nécessaires dans le respect de la protection des données.

Les premières expériences réalisées avec le nouveau système sont bonnes : de nombreux chômeurs ont fait part aux ORP de leur satisfaction de voir s'améliorer les services qui leur sont proposés.

Les réponses aux questions posées dans l'interpellation sont les suivantes :

1. Contrairement à ce qu'affirme l'auteur de l'interpellation, les communes ont été informées très tôt des intentions du canton et l'Association des communes bernoises a été consultée avant la décision. De plus, le Conseil-exécutif a informé le public via les médias du projet de révision de l'ordonnance après approbation de ce dernier en septembre 2012. En prévision de l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance, le Service de l'emploi a contacté personnellement toutes les communes et la nouvelle a été publiée dans l'ISCB (information systématique des communes bernoises), la Feuille officielle et les feuilles officielles d'avis.
2. Comme mentionné précédemment, le canton a procédé à ce changement dans l'intérêt des personnes au chômage. Aucun rendez-vous supplémentaire ne leur est imposé, si bien que leurs frais ne vont pas augmenter. La situation a été analysée dans le cadre des tâches d'application du beco Economie bernoise. Aucun rapport séparé n'a été établi sur ce thème, les principaux résultats de l'analyse sont exposés plus haut.
3. Le Conseil-exécutif ne pense pas que cette modification représente une perte importante pour les communes. L'Association des communes bernoises a approuvé la nouvelle solution et les réactions exprimées par les communes elles-mêmes sont positives.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort nicht befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Roland Matti, La Neuveville (PLR). Dans sa réponse à mon interpellation du 21 novembre 2012, le gouvernement spécifie que les communes ont été informées très tôt des intentions du canton, et l'Association des communes bernoises a été consultée avant la décision. Il souligne par ailleurs qu'en prévision de l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance, le Service de l'emploi a contacté personnellement toutes les communes, ce qui était à la fois parfaitement vrai et partiellement faux. La lettre du Service de l'emploi a été envoyée le 17 décembre 2012, donc après le dépôt de cette interpellation et l'intervention de la commune de Moutier. Un peu tard pour une mesure devant entrer en vigueur à la fin de l'année!! Et surtout, en raison des fêtes de Noël et de fin d'année, la lettre en question nous est parvenue le 8 janvier 2013, cachet postal faisant foi, soit une semaine après l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Par ailleurs, je tiens à préciser que lorsque les chômeurs neuvevillois ont voulu aller s'inscrire au nouveau site ORP de Bienne la première semaine de janvier, ils ont trouvé porte close, l'endroit étant en transformation. Des incidents regrettables qui, je l'espère, ne se reproduiront plus à l'avenir.

La présidente. Damit sind wir am Ende der Traktanden der Volkswirtschaftsdirektion angelangt. Ich danke Herrn Regierungsrat Rickenbacher ganz herzlich für seine Anwesenheit und wünsche Ihm einen schönen Abend. – Wir fahren fort mit den Traktanden der Justiz- Gemeinde und Kirchendirektor. Ich begrüsse dazu Herrn Regierungsrat Neuhaus.

Affaire 2012.1151

Numéro de l'intervention:	188-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2012
Déposée par:	Lüthi (Berthoud, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	26
Urgente:	
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	216/2013
Direction:	JCE

Harmonisation du tarif de placement d'enfants

Le Conseil-exécutif est chargé d'harmoniser le tarif du placement d'enfants.

Développement

Le placement d'enfants est réglementé par le canton. On distingue l'accueil à la journée chez des parents de jour selon les associations de parents de jour (placement subventionné), l'accueil à la journée au sens des recommandations de l'Office cantonal des mineurs (OM) et le placement chez des parents nourriciers.

Le calcul de la pension englobe le coût de la prise en charge, des repas, de l'hébergement et des frais annexes éventuels.

Les associations de parents de jour rémunèrent les parents de jour selon les directives de la Fédération suisse pour l'accueil familial de jour (FSAFJ). Or le tarif est nettement supérieur à celui de l'OM. Une mère de jour touche selon la FSAFJ 5,50 à 7,50 francs de l'heure, tandis que l'OM préconise 30 francs par jour (pour 8 à 10 heures), soit 3 à 3,75 francs de l'heure. Pour le placement chez des parents nourriciers, l'OM recommande 27 francs par jour (24 heures).

Autrement dit, une maman de jour liée par contrat selon les recommandations de l'OM touche nettement moins, pour le même travail, que sa collègue affiliée à une association de parents de jour. Les différences sont encore plus choquantes lorsqu'on considère le tarif du placement chez des parents nourriciers, une tâche beaucoup plus exigeante et absorbante, ou celui du placement par l'intermédiaire d'une organisation spécialisée, qui peut varier entre 120 et 230 francs par jour.

Le tarif du placement d'un enfant de 7 ans treize jours par mois a été calculé à l'exemple d'un cas traité par un service social :

– Placement chez des parents nourriciers selon l'OM 894 francs/mois
– Accueil à la journée selon les recommandations de l'OM 563 francs/mois
– Accueil à la journée selon la FSAFJ, tarif min. 5,50 francs/heure 1716 francs/mois
– Accueil à la journée selon la FSAFJ, tarif max. 7,50 francs/heure 2340 francs/mois
– Placement par l'intermédiaire d'une organisation spécialisée 2 990 francs/mois (230 francs/jour)

Ces différences sont injustifiées, du point de vue des parents qui accueillent les enfants et de celui des parents des enfants. Une harmonisation s'impose de toute urgence.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive) au sens de l'article 53, alinéa 3 de la loi du 8 novembre 1988 sur le Grand Conseil (loi sur le Grand Conseil, LGC; RSB 151.21). Le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. En outre, la responsabilité de la décision lui incombe.

La motion demande une harmonisation des différents tarifs actuellement appliqués lors du placement d'un enfant chez des parents de jour ou auprès de parents nourriciers.

En matière d'accueil extrafamilial, une tâche qui, selon l'ordonnance du 2 novembre 2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS; RSB 860.113), est cofinancée par les pouvoirs publics, des coûts normatifs sont prévus pour le subventionnement. Pour la prise en charge chez des parents de jour, ces coûts s'élèvent actuellement à 8,87 francs par enfant et par heure. Une telle base permet aux associations concernées de rémunérer les parents de jour selon les directives de la Fédération suisse pour l'accueil familial de jour (FSAFJ). Les tarifs que celle-ci préconise sont en moyenne de 5,50 à 7,50 francs de l'heure, mais ils ne sont pas prescrits par l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale. Conformément à l'article 62, alinéa 2 de la loi sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1), les fournisseurs de prestations dans le domaine de l'accueil extrafamilial subventionné sont toutefois tenus de respecter les conditions de travail usuelles du lieu et de la branche.

En matière de placement à la journée non subventionné, les tarifs sont définis sur la base des recommandations de l'Office des mineurs du canton de Berne (OM). Dans ce cas, la rémunération n'est que de 3,00 à 3,75 francs de l'heure (cf. «Indications permettant de calculer le prix de la pension des enfants placés à la journée» de l'OM).

Le motionnaire relève en outre à juste titre que même le placement chez des parents nourriciers, qui est une tâche complexe, est nettement moins bien rémunéré selon les tarifs recommandés par l'OM que selon ceux prescrits par la FSAFJ ou par une organisation de placement familial.

Au printemps 2011, les tarifs inscrits dans les recommandations de l'OM ont été légèrement augmentés aussi bien en ce qui concerne le placement à la journée que le placement chez des parents nourriciers. L'OM s'est fondé à cet égard sur les taux indicatifs du canton de Zurich. Une comparaison intercantonale montre par ailleurs que le canton de Berne se situe dans la moyenne si l'on évalue les tarifs appliqués en matière de pension due pour les enfants placés. Il est vrai que les différences dans les tarifs appliqués dans le canton de Berne en ce qui concerne le placement à la journée subventionné et non subventionné ne se justifient pas dans une telle mesure, car ils entraînent dans certains cas des inégalités choquantes. Un réajustement à la structure tarifaire prévue par l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale ou par la FSAFJ suppose cependant des frais considérables puisqu'il s'agirait simultanément de relever les tarifs du placement chez des parents nourriciers. La situation financière difficile que connaît le canton pose donc des limites à une harmonisation de la structure tarifaire, qui entraînerait des coûts supplémentaires. Compte tenu de ces précisions, le Conseil-exécutif est disposé à examiner la question de l'harmonisation des tarifs appliqués en matière de placement d'enfants et à étudier l'établissement de nouveaux taux indicatifs pour le placement à la journée et le placement chez des parents nourriciers non subventionnés.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Obschon ich eine grosse Befürworterin der interdirektionalen Zusammenarbeit bin, zeigt das

Beispiel der Tarifansätze für das Pflegekinderwesen auch, mit welchen Schwierigkeiten diese verbunden ist, und zu welch stossenden Ungleichheiten sie bei fehlender Koordination führen kann. Mein Praxisbeispiel in der Motionsbegründung zeigt deutliche Unterschiede bei der Entschädigung, je nachdem, ob ein Pflegeverhältnis über den Tageselternverein, nach Empfehlung des Kantonalen Jugendamtes oder über eine Platzierungsorganisation geregelt ist. Wir haben das Beispiel für eine Entschädigung bei einem siebenjährigen Kind berechnet, das während 13 Tagen pro Monat bei einer Tagesmutter oder in einer Pflegefamilie platziert wird. Die Entschädigung variiert von 560 Franken pro Monat, wenn eine Tagesmutter nach der Entschädigung für Tagespflege gemäss den Empfehlungen des KJA entschädigt wird, über 2340 Franken, wenn man die Maximalansätze des schweizerischen Tageselternverein nimmt, bis zu knapp 3000 Franken, wenn die Platzierung über eine Platzierungsorganisation erfolgt. Das ist eine Differenz von weit über 500 Prozent. Der Regierungsrat bestätigt in seiner Antwort diese Unterschiede, und muss auch zugeben, dass sich diese Differenz nicht einmal durch niedrigere oder höhere Anforderungen an das Betreuungsverhältnis begründen lassen. Er ist deshalb bereit, meine Motion im Sinne eines Prüfungsantrags anzunehmen und weist zugleich auf den zurzeit engen finanziellen Spielraum hin. Das kann ich einigermassen nachvollziehen, deshalb bin ich mit der Wandlung in ein Postulat einverstanden.
Ich möchte den Regierungsrat aber auch noch auf eine andere überwiesene Motion hinweisen, nämlich auf die Kommissionsmotion, die damals unter dem Kommissionspräsidenten Adrian Kneubühler eingereicht worden ist: «Vereinfachung der Strukturen in Bereich der Institutionen der stationären Jugendhilfe». Diese Motion hat der Grosse Rat vor genau einem Jahr fast einstimmig angenommen. Sie verlangt, dass die Organisationsstrukturen insbesondere im Bereich der direktionalen Zuordnung, der Aufsicht und der Finanzierungsmodelle bei den stationären Kinder- und Jugendheimen harmonisiert werden. Hier stellt sich nämlich genau dasselbe Problem, wie ich es im Pflegekinderwesen skizziert habe: Unterschiedliche Zuständigkeiten, unterschiedliche Subventionierungsmodelle und unterschiedliche Tarifstrukturen. Es wäre deshalb sicher sinnvoll, beide Vorstösse gleichzeitig umzusetzen. Die beschriebene Problematik der unterschiedlichen Tarifgestaltung zeigt sich jetzt nämlich auch deutlich mit dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzwesen. Dies, weil ja die Kosten für behördlich verfügte Massnahmen vom Kanton getragen werden müssen und die Kosten für freiwillige Massnahmen weiterhin über den Lastenausgleich Sozialhilfe laufen. Wenn der Kanton also Transparenz über die von ihm finanzierten Kosten will, dann tut er gut daran, diese Ungleichheiten möglichst rasch zu bereinigen.

La présidente. Sie haben es gehört: Die Motionärin hat den Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Wird das Postulat aus dem Rat bestritten? – Das ist nicht der Fall, wir können demnach direkt darüber befinden. Ich warte noch ein paar Sekunden, damit diejenigen, die möchten, noch zum Abstimmen hereinkommen können; es ging jetzt gerade ein bisschen schnell.
Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	78
Non	27
Abstentions	0

La présidente. Sie haben das Postulat angenommen.

Affaire 2012.1199

Numéro de l'intervention:	195-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.09.2012
Déposée par:	Bhend (Steffisbourg, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	217/2013
Direction:	JCE

Réduction des tarifs des notaires par la correction de la progression à froid

Le Conseil-exécutif est chargé de faire adapter les tarifs des notaires de telle sorte que ce qui revient à une « progression à froid » soit compensé dans le contexte notamment des prix des transactions immobilières, qui ont fortement augmenté ces dernières années.
Développement
L'ordonnance sur les émoluments des notaires (OEmN) est entrée en vigueur au milieu de l'année 2006. La base de calcul du tarif applicable est dans de nombreux cas le montant de la transaction.
Que ce soit lors de l'achat d'un bien immobilier, dans l'établissement d'une reconnaissance de dette ou d'autres transactions juridiques : la majeure partie du tarif des notaires est directement ou indirectement liée au marché immobilier dans le canton de Berne.
L'augmentation de la demande et le niveau bas des taux d'intérêts ont entraîné une hausse substantielle des prix de l'immobilier ces dernières années. Alors que les prix des surfaces commerciales ont à peine bougé et qu'ils se maintiennent dans une progression inférieure au renchérissement, les logements en propriété sont négociés à des prix en augmentation de plus de 26 pour cent depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance (source: Wüest & Partner, Angebotsindex 2005 à 1/2012, Kanton Bern). Le prix des maisons individuelles a augmenté de presque 20 pour cent dans certaines régions. Dans d'autres régions comme le Pays de Gessenay, la ville de Berne et son agglomération, l'augmentation des prix est très nettement supérieure à la moyenne.
L'interaction entre les tarifs statiques figurant en annexe de l'ordonnance sur les émoluments des notaires et les prix de l'immobilier en forte augmentation aboutit à une hausse non voulue des tarifs des notaires, au détriment des Bernois et des Bernoises.
La conception dégressive des tarifs, à la différence des tarifs progressifs de l'impôt, permet d'atténuer quelque peu la problématique. Néanmoins, la hausse des tarifs des notaires dépasse largement le taux de renchérissement enregistré entre 2005 et août 2012, qui est de 4.6 pour cent.
Pour le même travail, les notaires touchent ainsi des émoluments dont la progression dépasse de très loin le renchérissement enregistré depuis l'année 2005. Un exemple : un appartement acheté début 2006 pour 580 000 francs valait au notaire un émolument de 2 625 francs (valeur moyenne du tarif). Le même appartement coûte aujourd'hui 716 000 francs et le notaire facture 3 185 francs pour la transaction. L'augmen-

tation est donc de plus de 20 pour cent, et c'est inacceptable. Il est indispensable de rééquilibrer le tout par analogie avec les impôts, où la progression à froid est régulièrement corrigée.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive), qui dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. En outre, c'est à lui qu'incombe la responsabilité de la décision.

La compétence exclusive du Conseil-exécutif découle de l'article 52, alinéa 2 de la loi sur le notariat (LN; RSB 169.11), qui prévoit que celui-ci règle par voie d'ordonnance les émoluments pour l'activité principale du ou de la notaire. C'est sur la base de cette disposition que le gouvernement a édicté l'ordonnance du 26 avril 2006 sur les émoluments des notaires (OEmN; RSB 169.81).

Le motionnaire fait valoir que les prix de l'immobilier ont fortement augmenté dans le canton de Berne depuis l'édiction de l'ordonnance précitée (en vigueur depuis le 1er juillet 2006). Il relève que du fait qu'une grande partie des émoluments de notaires aujourd'hui en vigueur sont directement ou indirectement liés aux prix de l'immobilier, leur augmentation involontaire s'est faite au détriment des Bernois et des Bernoises. En référence au droit fiscal, le motionnaire évoque une progression à froid et demande que le Conseil-exécutif soit chargé d'équilibrer cette progression en adaptant les tarifs figurant dans l'annexe de l'ordonnance sur les émoluments des notaires.

Comme le relève à juste titre le motionnaire, les prix des immeubles à usage commercial n'ont pratiquement pas évolué dans le canton de Berne depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance. En revanche, durant la même période, selon les indices des prix de l'offre du cabinet immobilier Wüest & Partner, l'augmentation des prix enregistrée a été de 17 pour cent pour les maisons individuelles et de 23 pour cent pour les appartements en propriété. Il s'agit là de valeurs moyennes pour l'ensemble du canton. Comme l'indique le motionnaire, avec raison, l'augmentation des prix pourrait être supérieure à la moyenne dans certaines régions, comme le Pays de Gessenay ou la ville de Berne et ses alentours, et inférieure à la moyenne dans d'autres régions rurales, quand une augmentation y ait été enregistrée. Il n'existe aucune donnée statistique sur cette répartition inégale. Durant la même période, le renchérissement général a été de 2,5 pour cent. L'augmentation moyenne des prix, corrigée de l'inflation, s'élève par conséquent à 14,5 pour cent pour les maisons individuelles et à 20,5 pour cent pour les logements en propriété. En ce qui concerne les logements en location (objets de rendement), que le motionnaire n'a pas pris en considération, l'augmentation de leur prix, corrigée de l'inflation, est de 11,5 pour cent selon l'indice des prix de l'offre de Wüest & Partner.

Il est impossible de se prononcer de manière fiable sur la persistance de cette tendance, mais la Banque nationale suisse a quand même évoqué dans plusieurs communiqués récents la possibilité d'une bulle immobilière et a recommandé aux banques commerciales de faire davantage dépendre l'octroi de prêts hypothécaires de l'existence de fonds propres, en vue d'une possible chute des prix.

Dans un tel contexte, il n'est pas justifié d'adapter les tarifs du notariat, pour les raisons suivantes:

1. Les différentes régions du canton de Berne sont diversement touchées par l'augmentation des prix de l'immobilier. Une réduction générale des émoluments des notaires entraînerait une inégalité de traitement des notaires dans ces régions. Dans le cas des immeubles à usage commercial, dont les prix n'ont pas augmenté, on enregistrerait même une diminution des émoluments, qui n'est d'ailleurs pas demandée par le motionnaire.
2. Plus de six ans se sont écoulés depuis l'édiction de l'ordonnance sur les émoluments des notaires. Durant cette période, une augmentation non négligeable des prix des maisons individuelles, des logements en propriété et des objets en location a certes été enregistrée, mais il est impossible, pour l'heure, de savoir si cette tendance va durer. Des signes sérieux montrent même que ces prix pourraient à nouveau baisser. Si tel était le cas, les émoluments des notaires devraient être relevés une nouvelle fois.
3. Les augmentations des prix ne se traduisent pas par une hausse équivalente des émoluments des notaires. Ainsi, un accroissement de 15,5 pour cent (moyenne pour les maisons individuelles, les logements en propriété et les objets en location, après déduction du renchérissement général) entraîne lors des contrats de mutation courants (valeurs de contrats comprises entre 500 000 francs et 2 millions de francs) des émoluments supplémentaires de 9,5 pour cent en moyenne seulement. Les immeubles à usage commercial, dont les prix n'ont pas évolué, ne sont pas pris en considération. S'ils l'étaient, la moyenne des émoluments supplémentaires se verrait réduite davantage encore.
4. Les émoluments supplémentaires découlent exclusivement de contrats d'achats immobiliers lors desquels l'émolument se calcule en général sur la base de la valeur vénale. Lors de donations et de cessions à titre d'avancement d'hoirie, par exemple, c'est généralement la valeur officielle qui tient lieu de base de calcul, une valeur qui est nettement moins influencée par les augmentations de prix et qui reste stable sur une longue période. Dans le cas de contrats de droit commercial, l'émolument ne se calcule pas forcément non plus sur la base de la valeur vénale. En ce qui concerne les émoluments liés aux contrats d'achats immobiliers, Berne se situe dans la moyenne par rapport aux autres cantons.
5. L'exemple de calcul qui figure à la fin du développement de la motion se fonde sur des valeurs inexactes. Un logement en propriété dont la valeur vénale, en avril 2006 (date de l'édiction de l'ordonnance sur les émoluments), était de 580 000 francs, coûtait 698 000 francs au cours du premier semestre de 2012, si l'on tient compte d'une augmentation du prix corrigé de l'inflation de 20,5 pour cent. La différence entre les émoluments moyens ne s'élève pas à 20 pour cent, comme l'affirme le motionnaire, mais à 13 pour cent (émolument moyen pour une base de calcul de 580 000 fr. = 2569 fr; émolument moyen pour une base de calcul de 698 900 fr. = 2902 fr.). Par ailleurs, l'exemple concerne un logement en propriété, qui relève d'un secteur dans lequel les augmentations de prix ont été supérieures à la moyenne.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Es ist nicht das erste Mal, dass ich an diesem Rednerpult stehe und es um das Thema Notare geht. Wenn ich die Reaktionen anschaue, die immer wieder auf mich niederprasseln, wenn ich so etwas mache, dann spüre ich, dass wahrscheinlich dennoch irgendetwas

dahinter steht und Handlungsbedarf besteht. Ich erinnere daran: Bis die AHV eingeführt war, oder das Frauenstimmrecht, brauchte es auch ein paar Anläufe.
Schlussendlich ist es gar nicht so relevant, wie man die Berechnung anstellt. Ich komme auf eine andere Zahl als die Regierung. Die Regierung gibt aber am Schluss in ihrer Antwort zu, dass die Gebühren für die Notare seit Inkrafttreten der Notariatsverordnung, um 9,5 Prozent gestiegen sind, was die Immobilienverkäufe betrifft. Ich finde es persönlich schon ein wenig erstaunlich, wenn man diese Tatsache ausweist und gleichzeitig behauptet, es bestehe kein Handlungsbedarf. Stellen sie sich vor, sie kaufen irgendwo bei einem Lieferanten eine Leistung ein, und diese kostet 10 Prozent mehr für genau dasselbe. Sie erhalten genau das gleiche Produkt, dieselbe Qualität und genau dieselbe Leistung. Ich erlebe bei meinem Arbeitgeber etwas anderes; dort sinken die Preise kontinuierlich. Ich arbeite bei einem grossen Telekomunternehmen. Es ist mir bewusst, dass es sich hier um eine Richtlinienmotion handelt. Es liegt ganz alleine im Verantwortungs- und Kompetenzbereich der Regierung. Sie wäre eigentlich bereits selber in der Lage, diese Anpassungen zu machen, ohne dass wir hier noch aktiv werden müssen.
Ich will im Moment noch gar nicht das ganze Pulver zu meiner Motion verschiessen. Argumente gibt es genug, und es ist vielleicht auch ein wenig selbstredend. Auch der Preisüberwacher ist aktiv geworden. Ich habe von ihm nichts gehört, aber es passt jetzt wieder einmal schön: Er moniert genau dasselbe, nämlich dass die Tarife, welche die Notare im Kanton Bern verlangen, zu hoch sind. Die Handänderungssteuer wird auch wieder angegriffen. Die «armen Leute», die Eigentum erwerben, müssen so viele Abgaben an den Kanton leisten. Aber bei den Notaren darf es dann schon noch ein wenig mehr sein als eigentlich nötig, oder als in anderen Kantonen üblich ist. Da wird nicht mit gleichen Ellen gemessen. Wie gesagt: Ich bin nun gespannt, welches Ihre Argumente sind, habe ich doch selber nicht allzu grosse Hoffnung, dass meine Motion durchkommt. Dies insbesondere wenn ich sehe, wie viele Notare hier in diesem Saal sitzen, und vor allem, wie viele davon «opinion leader» innerhalb der Fraktionen sind. Aber ich bin gespannt auf Ihre Argumente, weshalb es angesichts der erhöhten Immobilienpreise nicht möglich sein sollte, ein Gleich zu tun, und sich hinsichtlich der im schweizerischen Mittel sehr hohen Tarife, die wir im Kanton Bern anwenden, ein bisschen zu mässigen. Man sollte zumindest das, was durch die kalte Progression entstanden ist, wieder ausgleichen. Bei den Steuern wollen Sie das ja auch, und das finde ich auch richtig. Aber dann wäre es doch auch nichts als richtig, wenn man dies bei den Notariatstarifen ebenfalls machen würde.

Vania Kohli, Berne (PBD). Das ist unserer Meinung nach wieder einmal eine Motion, die eine bestehende Regelung kritisiert und eine Lösung vorschlägt, die in jeder Hinsicht schlechter ist und neue Ungerechtigkeiten schafft. Die BDP teilt die Auffassung der Regierung und verurteilt eigentlich die Ungleichbehandlung von Notarinnen und Notaren, welche durch diese Motion vorgeschlagen wird. Dies einerseits wegen der Regionszugehörigkeit und anderseits auch wegen gewissen Liegenschaften und Grundstücken. Es ist klar: Nicht alle sind im Saanenland und in Bern stationiert. Es gibt auch solche, welche diejenigen Gegenden als Notare betreuen, die keine Preissteigerungen erfahren haben. Im Gegenteil, bei bäuerlichen Grundstücken sind sie sogar von Preissenkungen betroffen. Man kann auch nicht mit anderen Kantonen vergleichen. Wenn man beispielsweise den Kanton Solothurn heranzieht: Dort hat man Amtsnotariate, wie beispielsweise auch in Zürich. In Bern ist das nicht der Fall, hier sind die Notare Gott sei Dank keine Beamten. Zudem sind wir auch dezidiert der Ansicht, dass bei einer solchen öffentlich-rechtlichen Gebühr keine Anpassung an die kalte Progression erfolgen soll. Denn das wäre höchstens eine Türöffnung, wonach dann plötzlich alle andern Gebühren ebenfalls einer solchen unterzogen werden sollten. Da sind wir dezidiert dagegen. Wir beantragen Ihnen wie die Regierung, die Motion abzulehnen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Lieber Kollege Grossrat Bhend, ich muss dir zugestehen, du hast eine Hartnäckigkeit, die zumindest bei mir irgendwie auch einen gewissen Respekt für dich zur Folge hat. Wir haben deine Motion in unserer Fraktion diskutiert. Wir gehen zwar beispielsweise mit Vania Kohli darin einig, dass man, wenn man hier die Lupe hervornimmt, vielleicht sagen könnte, die Motion sei nicht ganz so sauber durchdacht wie schon frühere. Aber wir betrachte hier die Frage eigentlich politisch; wir nehmen eben nicht die Lupe hervor. Und die politische Frage, die hier einmal mehr gestellt wird, lautet: Sind die Notariatstarife im Kanton Bern zu teuer? Wir sind der Meinung, sie seien zu hoch. Nicht nur wir haben diesen Eindruck, sondern auch der Preisüberwacher, Herr Meierhans. Man kann auch mit Kantonen vergleichen, die das Amtsnotariat haben; das wurde bei anderen Motionen gemacht. Dort sind die Tarife massiv günstiger. Ein Argument, womöglich für deine nächste Motion, die wir dann vielleicht gemeinsam machen können, Patric, ist folgendes, und das möchte ich auch Ihnen noch zu bedenken geben: Gerade im Bereich der Grundstücküberschreibungen hatten die Notariate natürlich in den letzten Jahren massive Prozessgewinne. Wir haben heute elektronisierte Grundbuchämter. Wo man früher einen Gehilfen schicken musste, um die Pläne bei Übertragungen zu kopieren, da schickt man heute nur noch ein paar E-Mails mit Attachements herum, und das hat massive Effizienzgewinne für die Notariate ergeben. Das allein würde es rechtfertigen, dass man die Tarife wieder einmal anschaut. Vielleicht, weil es ja nur eine Richtlinienmotion ist, nimmt der Justizdirektor ja auch einmal selber diese Tarife unter die Lupe, gerade wegen der angesprochenen Effizienzgewinne.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Der Motionär hat es selber gesagt, es ist wie beim Nessie: Das kommt auch immer wieder in verschiedenen zeitlichen Abständen. Er kommt seit 2007 immer wieder mit diesen Vorstössen, bisher eigentlich ohne Erfolg, und er wittert auch dieses Mal nicht wahnsinnig viel. Also, irgendwann einmal würde ich es dann vielleicht aufgeben. Er will einfach auf Teufel komm raus das System aushebeln – warum auch immer. Die Behauptung, dass im ganzen Kanton die Liegenschaftspreise generell angestiegen seien, ist so ohnehin schon einmal absolut nicht zutreffend. Der Motionär nimmt Bern und das Saanenland, und schliesst daraus auf den ganzen Kanton. In vielen Gemeinden im Kanton Bern, gerade auch im Emmental, sind aber die Preise der Liegenschaften seit 2006 kaum oder gar nicht angestiegen. Notariatstarife werden unter Berücksichtigung von tieferen und höheren Vertragssummen, also gesamtheitlich betrachtet, festgelegt, sodass ein ausgewogenes Einkommen realisiert werden kann. Gerade im ländlichen Raum werden vielfach Geschäfte mit eher niederen Werten, die aber eine komplexe Beratung erfordern, verschrieben. Der Motionär geht auch per se vom Verkehrswert aus, der verschreiben

werde, was aber so bei Weitem nicht zutrifft. Vielfach kommt eben der amtliche Wert oder ein ausgehandelter Wert zum Tragen. Es gäbe noch x weitere Ungereimtheiten in dieser Motion, so wurden beispielsweise auch falsche Zahlen verwendet. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort einiges richtiggestellt, und wie die Regierung kommt darum auch die SVP einstimmig zum Schluss, dass die Motion abgelehnt werden muss.

Harald Jenk, Liebefeld (PS). Wir haben doch ganz offensichtlich Handlungsbedarf bei diesen Notariatsgebühren, vor allem im Bereich der Grundstücksüberschreibungen. Das sagt nicht nur der Preisüberwacher. Wenn wir ein Amtsnotariat hätten und solche Gebühren fordern würden, so wäre illegal, was heute läuft. Die Beträge, die man heute bezahlen muss, überschreiten ja die effektiven Kosten teilweise um ein Vielfaches. Klar haben wir Unterschiede im Kanton Bern, und die Entwicklung war nicht überall dieselbe, was die Grundstückpreise anbelangt. Aber das Notariatsgesetz mit den Tarifen, die der Regierungsrat festlegt, ist doch kein Gesetz, das jedem Notariat im ganzen Kanton Bern ein Mindesteinkommen zu garantieren hat; und denjenigen, die an einem besseren Ort stationiert sind, im selben Aufwasch gleich ein Luxuseinkommen ermöglicht. Das kann es doch nicht sein. Es besteht eindeutig Handlungsbedarf, und deshalb wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion der Motion zustimmen. Denken Sie vielleicht auch ein wenig an die wirtschaftliche Standortqualität des Kantons Bern. Hier haben wir die Möglichkeit, sehr schnell etwas zu tun, um den Kanton Bern ein wenig attraktiver zu machen. Dies wesentlich schneller als beispielsweise mit einem Handänderungsgesetz, und ohne damit dem Kanton Mittel zu entziehen. Ich bitte Sie, dem Vorstoss zuzustimmen.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Lieber Pädu, wir kennen einander ja gut, und ich glaube, man muss vielleicht nicht immer alles so ernst nehmen und ernst meinen. Deine Begründung, zumindest vorhin in deinem Votum, fand ich ein wenig «locker» – du hast es gesagt: Du hast gar keine grosse Hoffnung, dass du damit durchkommst. Das ist von mir aus gesehen eigentlich ein schlechtes Zeichen. Ich möchte noch etwas offenlegen. Es gibt nicht nur Notare hier im Rat, sondern auch solche Hausbesitzer wie mich. Ich habe ein Notariatsbüro angebaut. Mein Notar hat das Pech, dass seine Heizung bei mir steht, ich heize also für ihn. Nun kann ich ihn natürlich ein bisschen erpressen. Ich musste ihn auch schon beanspruchen, und da sagte ich zu ihm: Wenn du mit dem Tarif nicht «ornig hesch», stelle ich dir die Heizung ab. – Das nur spasseshalber. Nein, ich habe mir andere Gedanken gemacht zu diesem Thema. Ich glaube, man muss das vielleicht doch auch ein wenig betriebswirtschaftlich betrachten. Ich habe letzthin eine Rechnung vom Geometer erhalten. Wir haben beim Haus angebaut, und das war nun wirklich keine grosse Sache. Es kostete 1500 Franken. Dort haben sie also andere Tarife. Aber es war auch genau aufgelistet, wofür welcher Betrag war. Es waren vielleicht fünf oder sechs Positionen, und am Ende musste ich sagen, dass es eigentlich stimmt. Bis alles bis ins letzte Detail festgelegt ist, damit unser Vermessungswerk stimmt, braucht es diesen Aufwand. So kam auch ich vom «Motzen» ab und bezahlte die Summe. Beim Notar ist es dasselbe. Ich habe vor drei, vier Jahren noch etwas Land kaufen können, 20 Quadratmeter. Da darf ich Ihnen auch kaum sagen, was der Notar gekostet hat. Aber ich habe gesehen, was alles in dem Vertrag enthalten war, das der Notar bearbeiten musste. Er kann ja in Gottes Namen auch nichts dafür, dass so viele Rechte und Lasten, beispielsweise das Durchgangsrecht oder das Leitungsrecht usw., enthalten sind. Ich musste feststellen, dass ich einen solchen Vertrag kaum noch verstehe. Und dass es etwas kostet, diesen Vertrag so zu bearbeiten, dass er rechtlich standhält und nicht später jemand, ein Nachbar vielleicht, etwas davon bestreiten kann; das war mir letztlich auch klar. Zudem ist es in der Privatwirtschaft manchmal auch ein wenig so, dass es eine Mischrechnung gibt. Es gibt vielleicht tatsächlich Positionen, bei denen man einmal etwas verdienen kann, beispielsweise im Moment die Gewinne bei Grundstückverkäufen. Ich würde aber behaupten, wenn wir das ganz ehrlich betrachten, so muss mancher Notar auch Aufwendungen machen, bei denen er effektiv nicht auf seine Kosten kommt, sondern drauflegt. Dies ebenso wie mancher Handwerker auch: Bei der einen Arbeit legt er drauf, bei der anderen kann er wieder ein bisschen etwas verdienen, und zuletzt gibt es eine Mischrechnung. Auch aus diesem Grund ist die EDU der Meinung, wir sollten dies laufen lassen, wie es ist. Wenn dann plötzlich die Liegenschaftspreise sinken, reguliert es sich von allein wieder. Das geht auch aus der Regierungsanwort hervor. Ich muss vielleicht noch hervorheben, was Kollega Jost schon angetönt hat: Wir wollen kein Amtsnotariat. Damit kannst du noch siebenmal kommen, Pädu, da helfen wir nicht mit. Wir lehnen die Motion ab.

Roland Matti, La Neuveville (PLR). A ce jour, la compétence d'édicter les émoluments des notaires est du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif et nous ne voyons aucune raison de modifier cet état de fait. Dès lors, la motion devient sans objet. Par ailleurs, afin de régulariser la situation du marché, il est préférable, comme le propose la BNS, d'augmenter la part des fonds propres afin, d'une part, de diminuer les prix des appartements, et d'autre part, de protéger les acquéreurs contre d'éventuels revers du marché. Le canton de Berne est un grand canton avec des régions spécifiques, où le marché de l'immobilier est totalement différent, comme l'est le prix du café ou de l'essence. Par conséquent, créer des tarifs différenciés par région reviendrait à créer une inégalité de traitement. Les objets commerciaux sont aujourd'hui vendus à un prix beaucoup plus bas qu'il y a encore quelques années. Je cite à ce titre l'exemple des cafés-restaurants ou encore des hôtels et les garages, pour lesquels la part de fonds propres exigée atteint souvent 40 pour cent, vu le risque que représentent aujourd'hui de telles activités. Il est certain que les augmentations de ces dernières années ont entraîné dans certaines régions, mais dans certaines régions seulement, une surchauffe qui n'est pas souhaitable. Il n'en demeure pas moins que le marché est en train de se réguler par lui-même, car les banques ont elles aussi compris que la spéculation a plus de revers que d'avantages et elles ont retenu la leçon de la chute dramatique du début des années 90. Pour toutes ces raisons, le PLR vous demande de suivre l'avis du gouvernement et de rejeter cette motion.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Sie können sich vorstellen, dass die Grünen diesen Vorstoss natürlich unterstützen werden, auch wenn es sich dabei nur um eine Richtlinienmotion handelt. Wir sehen wie Patric Bhend Handlungsbedarf. Denn wenn das wirklich eine Staatsaufgabe wäre, dann müssten wir jetzt auch auf Teufel komm raus etwas tun und die Tarife anpassen. Aber weil es ja

irgendwie um das Portemonnaie der lieben Grossratskollegen geht, verhält man sich etwas anders, als wenn es um Staatsaufgaben ginge. Da gelten auch alle anderen Argumente nichts. Ich habe heute gehört und auch der Regierungsrat hielt fest, dass es nicht möglich sei. Es ist aber offenbar bei allen anderen kantonalen Aufgaben möglich. Natürlich besteht eine Ungleichbehandlung. Das ist gilt aber eigentlich ja auch bei ganz vielen anderen Aufgaben, die der Kanton übernimmt. Vielleicht könnte man sich ja überlegen, ob man bei den Notariatsgebühren nicht auch eine Art Lastenausgleich machen könnte, sodass die städtischen Agglomerationen oder das Saanenland die anderen Regionen oder deren Notare finanziell unterstützen. Das wäre ja beispielsweise auch eine Variante. Wenn man von Ungleichbehandlung spricht, kann man ja auch nach Lösungsvorschlägen suchen. Sonst ist man immer dafür, alles für die Wirtschaft zu tun und für die Wirtschaftsförderung. Für die Unternehmen muss man die Steuern senken – mir ist klar, dass eine Gebühr keine Steuer ist –, aber hier darf man dies nicht tun. Dies weil schlussendlich die KMU, die irgendeine Geschäftsliegenschaft kaufen, offenbar genug Geld haben, da spielt es dann auch keine Rolle, wenn sie es für Notariatsgebühren ausgeben müssen.
Wie Sie merken, kann ich nicht nachvollziehen, was hier vorn geäussert worden ist. Es kommt immer darauf an, welche Gilde es ist, die spricht und wer etwas zu verlieren hat. Und was mich am meisten stutzig gemacht hat, ist: Plötzlich ist das Mittelfeld in Ordnung! Sonst, in allen anderen Benchmarks, die wir haben, ist das Mittelfeld absolut schlecht. Aber dass wir bei den Notariatsgebühren im Vergleich zu anderen Kantonen nicht bei den Besten sind, das ist okay. Ich hoffe, Sie werden daran denken, wenn wir im Juni über den Geschäftsbericht sprechen, wenn andere Benchmarks mit anderen Kantonen gemacht werden, oder noch besser, wenn wir die Aufgabenprüfung behandeln: Mittelfeld ist also okay!

La présidente. Der Motionär möchte nach dem Regierungsrat sprechen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Herr Grossrat Bhend hat seine Motion wahrscheinlich unter dem Eindruck seiner Region formuliert. In Thun, Steffisburg läuft im Immobilienbereich derzeit sehr viel; am meisten, kantonsweit gesehen. Im Saanenland oder an anderen gesuchten Orten zeigen die Preise auch nach oben. Die Regierungsrat hat ihnen fünf gute Gründe aufgeführt – es gäbe noch ein paar mehr –, weshalb die Überlegungen des Motionärs nicht greifen. Unter anderem gibt es keine generelle Immobilienteuerung, wie behauptet wurde. Man kann nicht einfach den Verkehrswert als Berechnungsgrundlage nehmen. Und das Beispiel am Ende der Motion ist schlicht falsch. Bitte vergleiche Sie zudem das freie Notariat nicht mit dem Amtsnotariat. Und wenn man vom elektronischen Grundbuch, GRUDIS, spricht, das nun alles viel einfacher macht, so muss ich vielleicht darauf hinweisen, dass die Notare dies nicht einfach bekommen. Sie bezahlen eine entsprechende Gebühr: Geld, das in den IT-Bereich fliesst. Die Diskussion war umfassend. Ich kann nur eines sagen: Lehnen Sie die Motion ab!

La présidente. Der Motionär hat das Wort. Ich bitte Sie, noch ein wenig auszuharren, ich möchte die Geschäfte der JGK gerne noch zu Ende beraten.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Herr Regierungsrat Neuhaus, Sie haben vorhin gesagt, es habe gar keine Preissteigerung gegeben. Sie rechnen mir in der Antwort auf meine Motion aber selbervor und korrigieren alle meine Zahlen, die ich schlichtweg falsch notiert haben soll, und am Ende kommen Sie gleichwohl zum Schluss, dass es eben trotzdem eine Steigerung bei den Gebühren von 9,5 Prozent gegeben hat. Aus dieser Sicht haben Sie sich jetzt gerade selber widersprochen. Ich bleibe dabei, es besteht Handlungsbedarf. Ich möchte noch Frau Grossrätin Kohli etwas entgegnen. Sie sagen, damit würde man eine extreme Ungleichbehandlung der Notare ins Leben rufen. Ich stelle fest, dass wahrscheinlich viele von Ihnen die Motion gar nicht richtig gelesen haben. Auch Fred Schneiter nicht, der anführte, ich wolle das Amtsnotariat einführen. Das habe ich mit keinem Wort erwähnt. Es geht mir hier um die 9,5 Prozent – wie auch immer man auf diese Berechnung kommt –, die man noch mehr bezahlt, obwohl man eigentlich bereits vorher zu viel bezahlen musste. Ich lasse es in meiner Forderung auch sehr offen, wie die Massnahmen genau aussehen sollen. Ich sage einfach: Sehen Sie, wir haben hier Handlungsbedarf. Regierung, tu bitte etwas, um diesen Missstand zu beseitigen. Deshalb bin ich sehr erstaunt über den Tonfall von Frau Kohli, die mir vorgeworfen hat, ich würde damit wer weiss was anrichten.
Grossrat Jost sagte, ich wolle das System aushebeln. Ich glaube, es reicht, dass es im Mittel einfach mehr kostet und dass es im Mittel eine Preissteigerung gegeben hat. Wir müssen gar nicht mit Saanen, Gstaad oder Bern kommen. Es gibt auch andere Regionen, Herr Neuhaus hat es vorhin gesagt. Ich habe letzthin in Uttigen gesehen, wie sich das auswirkt. Und Uttigen ist nun notabene nicht etwa die Stadt Thun. Dort gab es in den letzten Jahren eine Preissteigerung von rund 25 Prozent, die allein bei den Liegenschaftspreisen zu Buche geschlagen hat.
Ich möchte noch festhalten, dass im Emmental wahrscheinlich nicht gerade 80 Prozent aller Fälle im Kanton Bern verschrieben werden. In der Regel sind ja die Verschreibungen vielmehr dort, wo es Leute hat. Das heisst, man kann davon ausgehen, dass in der Agglomeration viele Verschreibungen gemacht werden und dies deshalb auch ins Gewicht fällt.
Ich habe immer wieder gehört, es müsse möglich sein, ein ausgewogenes Einkommen zu erzielen. Ich wollte dies eigentlich nicht zu einer Neiddebatte werden lassen. Aber ich werde es mir wahrscheinlich nicht entgehen lassen, der Presse ein paar Steuerdaten von Notaren zukommen zu lassen, die ja nicht in der Stadt arbeiten, sondern eigentlich arme Landnotare sind. Da werden Sie sehen, was ein ausgewogenes Einkommen beispielsweise in Aarberg oder in Münchenbuchsee sein könnte. Ich glaube, Sie haben einfach auch die Leute auf der Strasse ein wenig vergessen. Sie sagen jetzt alle, es bestehe kein Handlungsbedarf. Wenn Sie sich ein bisschen umhören, was die Leute zu den Notariatstarifen sagen, klingt das wahrscheinlich ein bisschen anders. Letzthin war ich bei einer Liegenschaft involviert, die nicht meine war. Dort hat der Notar für gut geschätzte 4 Stunden Aufwand 2905 Franken kassiert. Ich muss einfach sagen, da stimmt etwas nicht, auch wenn man von Quersubventionierung von anderen Geschäften spricht, bei denen der Preis nicht stimmt. Denn damit wären wir wieder beim ausgewogenen Einkommen – Sie können sich selber ein Bild davon machen.
Wie gesagt, ich habe es offengelassen. Ich könnte mir sogar vorstellen, dass man Tarife nach Regionen machen würde,

wenn man reglementieren will, wie die Tarife ausgestaltet sein sollen. Das habe ich alles offengelassen. Ich möchte einfach gerne, dass dort etwas korrigiert wird. Fakt ist und bliebt – wahrscheinlich auch nach der nun folgenden Abstimmung –, dass die Notariatstarife insbesondere bei den Liegenschaftskäufen im Kanton Bern absolut überrissen sind. Ich persönlich halte das für eine Sauerei; dort sollte man etwas ändern. Vielleicht wäre es besser, wenn man dies einmal auf einem anderen Weg angehen würde. Ich glaube, eine Volksinitiative hätte mehr Chancen. Aber ich weiss nicht, ob es mir die Sache wirklich wert ist, dafür 15 000 Unterschriften sammeln zu gehen.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	46
Non	73
Abstentions	3

La présidente. Sie haben die Motion abgelehnt.

Affaire 2012.1200

Numéro de l'intervention:	196-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.09.2012
Déposée par:	Bhend (Steffisbourg, PS) (porte-parole) Kohler (Steffisbourg, PBD) Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV) Bauen (Münsingen, Les Verts) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	218/2013
Direction:	JCE

Bases de décision pour une structure cantonale optimale

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter au Grand Conseil d'ici à la fin 2013 une analyse comparative de trois modèles permettant de réduire le nombre des communes dans le canton de Berne. En même temps, les communes doivent se voir accorder plus de latitude politique, et le canton doit leur restituer les tâches et les compétences qui leur ont été retirées. Le débat concernant le renforcement des communes doit se poursuivre.

Les trois modèles doivent présenter notamment les repères suivants :

1. Un modèle du canton comptant
   a. jusqu'à 50 communes,
   b. entre 50 et 100 communes,
   c. un nombre de communes considérablement réduit par rapport à la situation actuelle.
2. L'analyse comparative doit mettre en évidence les avantages et les inconvénients des trois modèles et proposer une estimation des économies pouvant être réalisées avec chacun des modèles, aux niveaux du canton et des communes.
3. De plus, l'analyse doit comporter un calendrier dans lequel se trouvent inscrites les différentes étapes pouvant aboutir à la mise en place de la nouvelle structure cantonale d'ici à 2020.
4. Enfin, elle doit définir les domaines politiques dans lesquels les tâches et les compétences doivent être restituées aux communes, qui s'en trouveront renforcées.

Développement

Le canton de Glaris a montré l'exemple : le nombre des communes y a été réduit de 25 à trois au 1er janvier 2011. La Landsgemeinde glaronnaise a pris en 2006 déjà la décision déterminante, qui a été confirmée une année plus tard lors d'une Landsgemeinde extraordinaire, et même le recours de deux citoyens au Tribunal fédéral n'a pas arrêté la réforme.

Aujourd'hui, plus d'une année après la mise en place des nouvelles structures, même les principaux opposants aux fusions ont dû admettre que contre toute attente, la mise en œuvre avait donné de bons résultats.

Les arguments favorables à une réforme communale complète sont innombrables. En voici quelques-uns :

– Les communes voisines s'associent aujourd'hui pour pouvoir remplir de nombreuses tâches. Le travail se fait ainsi de manière plus simple et plus efficace parce que les structures politiques correspondent aux structures du domaine.
– Les localités rurales assumant des fonctions de centre gagneraient en poids et en importance face aux centres urbains.
– La fusion des administrations communales permet de simplifier les processus et d'exploiter les synergies. L'efficience de l'administration serait améliorée et les moyens financiers à disposition pourraient être utilisés de manière plus ciblée pour des projets directement perceptibles dans la population.
– La réduction du nombre des communes faciliterait le travail du canton : la réduction du nombre des interfaces permet de réduire le volume de travail et d'améliorer la qualité du travail.
– Les conférences régionales, qui forment une instance sans compétences située entre les communes et les cantons, pourraient être remplacées par les nouvelles structures communales dont les compétences ont été développées.
– De nombreuses associations qui assurent le pilotage et la coordination entre les communes dans les domaines de l'école, des soins et du maintien à domicile ainsi que des services sociaux pourraient être dissoutes.
– Les communes seraient renforcées du seul fait de leur taille, elles pourraient mieux ajuster leur politique à leur région.
– Les communes de petite taille, qui fonctionnent à peine et qui ont du mal à recruter de manière à attribuer les mandats politiques et à assurer le fonctionnement de l'administration communale selon les critères qui ont cours aujourd'hui pourraient sans négociations traumatisantes avec des communes voisines rétives être amenées dans de nouvelles structures.
– Une structure communale plus simple augmenterait l'attractivité du canton de Berne comme place économique.
– Une fois renforcées, les communes seraient en mesure de remplir de manière professionnelle les tâches reprises par le canton. Si les communes retrouvaient plus de responsabilités et de compétences, l'impact sur les coûts serait très positif. Par ailleurs, les prestations seraient fournies de manière locale, au plus près des citoyens et citoyennes.

Etant donné les conséquences positives que présenterait la simplification des structures communales, le débat doit progresser dans cette direction. L'analyse comparative demandée dans la présente motion doit offrir une base de décision sérieuse pour la formation de l'opinion et la conception des prochaines étapes politiques.

Réponse du Conseil-exécutif

L'encouragement des fusions de communes tel qu'il est actuellement pratiqué se fonde sur la stratégie de promotion des réformes communales définie dans le rapport du 5 juillet 2000 intitulé «Réformes communales dans le canton de Berne (REFCOM)». L'affirmation que le canton de Berne désire des communes fortes et performantes, capables d'accomplir leurs tâches de manière indépendante, est le fil rouge de la «stratégie pour les communes»: des communes fortes sont le fondement d'un canton fort. Depuis le 1er juin 2005, les fusions volontaires de communes sont encouragées comme cela est prévu dans la loi du 25 novembre 2004 sur l'encouragement des fusions de communes (loi sur les fusions de communes, LFCo; RSB 170.12).

Le 25 novembre 2012, huit communes ont accepté de fusionner avec la commune de Fraubrunnen. Cette décision prouve que de grandes fusions sont possibles dans le canton de Berne. Six à huit fusions sont attendues pour le 1er janvier 2014, impliquant, en tout, plus de 20 communes. Entre 2004 et 2014, le nombre total de communes aura probablement passé de 400 à 363.

Le 23 septembre 2012, le peuple bernois a accepté le projet «Optimisation de l'encouragement des fusions de communes». En plus d'établir que l'encouragement des fusions volontaires de communes par des mesures financières se poursuit au-delà de 2017 et de proposer d'autres optimisations, ce projet introduit la possibilité d'ordonner une fusion dans des cas précis prévus dans la loi.

Le projet comporte encore une autre nouveauté: le canton peut dorénavant proposer des fusions de communes.

L'article 4b, alinéa 2, lettre b de la loi sur les communes, modifiée le 1er janvier 2013, donne à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) la possibilité de jouer un rôle plus actif, au-delà du soutien et des conseils accordés aujourd'hui déjà. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) fera bon usage de son nouveau droit de proposer des périmètres de fusion.

Le projet accepté en votation le 23 septembre 2012 est la suite logique de l'encouragement des fusions volontaires de communes tel qu'il existe depuis 2005.

Outre les fusions de communes, différentes adaptations structurelles ont eu lieu dans le canton de Berne au cours des dernières années, notamment dans le cadre de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux et de la réforme de l'administration décentralisée ainsi que, plus récemment, dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte.

Comme chacun sait, la situation financière du canton de Berne est actuellement très tendue. Les chiffres du plan intégré «mission-financement» 2014-2016 montrent qu'il faut s'attendre à des déficits importants au cours des prochaines années. Les mesures d'économie entraînent pour certaines des mesures draconiennes pour le canton et les communes. Elaborer des bases de décision pour une structure cantonale optimale implique un investissement important non seulement en temps, mais aussi en moyens financiers. Des modèles tels que ceux exigés par le motionnaire devraient être élaborés en collaboration avec des spécialistes externes. Il ne serait actuellement pas opportun de lancer un projet aussi coûteux en ressources humaines et financières.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les quatre points de la motion:

1. Elaborer les modèles exigés aux chiffres 1a et 1b reviendrait, pour le canton, à développer une stratégie complètement nouvelle en matière de fusions de communes. Pour mettre en œuvre ces modèles, la Constitution du canton de Berne devrait être modifiée. Juste après la votation du 23 septembre 2012, qui entérine la stratégie de promotion des réformes communales, une démarche aussi radicale, et même la seule élaboration des trois modèles esquissés, ne serait pas opportune.

   Le «nombre de communes considérablement réduit» exigé au chiffre 1c fait déjà partie des objectifs visés. Par ailleurs, l'augmentation du nombre d'études en vue d'une fusion volontaire, à laquelle la motion fait allusion, doit être saluée. Les structures cantonales ont été optimisées, au cours des dernières années, grâce à des réformes en profondeur.
2. Les ressources humaines et moyens financiers actuellement à disposition ne permettront pas, avant la fin de 2013, de mettre en évidence les avantages et inconvénients des trois modèles et de proposer une estimation des économies pouvant être réalisées avec chacun des modèles. Ces études, très complexes, exigeraient de faire appel à des experts externes. Au vu de la situation financière actuelle du canton de Berne, à laquelle nous avons déjà fait allusion, il n'est pas opportun d'élaborer des modèles de calcul théoriques et coûteux. Il est d'ailleurs à noter que les ressources inscrites au budget 2013 pour les mandats à des tiers ont été réduites de 15 pour cent. Or, faire réaliser une étude externe dans le délai imparti coûterait sans doute plus de 100 000 francs, une somme qui n'est pas prévue dans le budget 2013.
3. L'établissement d'un calendrier concret qui comprenne la mise en œuvre complète des modèles exigés aux chiffres 1a et 1b d'ici à 2020 n'est pas réalisable, comme nous l'avons expliqué plus haut.
4. Il est tout à fait envisageable que, après une réforme des structures communales, certaines tâches cantonales soient restituées aux communes. Actuellement, il n'est toutefois pas possible d'énumérer les domaines concernés. L'exécution d'un projet de répartition des tâches entre le canton et les communes nécessite au moins quatre ans.

Partageant, sur le principe, l'avis des auteurs de la motion, le Conseil-exécutif estime que des bases de décision supplémentaires, en plus des connaissances existantes, doivent être créées dans un futur proche pour une structure cantonale optimale et que la discussion doit se poursuivre. Le projet «Optimisation de l'encouragement des fusions de communes», qui a été accepté par le peuple, est un premier pas dans ce sens. L'expérience du canton dans des projets de fusions concernant des périmètres de plus en plus grands lui permet d'améliorer et d'optimiser ses conseils. Il s'agit de profiter de la dynamique créé par les projets de fusions concrétisés récemment. Pour que l'OACOT puisse, à l'avenir, jouer un rôle plus actif dans les fusions de communes, des critères déterminants pour la dési-

gnation de périmètres de fusion possibles au sens d'«espaces fonctionnels» doivent être établis.
Au vu des moyens financiers limités inscrits au budget 2013 pour les mandats à des tiers, il n'est toutefois pas indiqué de définir des modèles fixes et de déterminer un délai. Aujourd'hui, il est de loin préférable de poursuivre la stratégie actuelle et de réunir une certaine expérience avec les nouveaux outils que nous avons à notre disposition, par exemple la possibilité de réduire les prestations liées à la péréquation financière.
C'est pourquoi le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Schon wieder ich, liebe Kolleginnen und Kollegen. Ich kann es hier kurz machen. Es handelt sich auch nicht um etwas, das ich bereits zum wiederholten Mal bringe; es war das erste Mal, dies jedoch leider auch nicht sehr erfolgreich. Es sieht wie folgt aus: Ich habe gemerkt, auch im Gespräch mit den Mitmotionären, dass wir für den Vorstoss sehr viele Sympathien erhalten. Aber wir haben es, vor allem von den Terminen her, relativ kurz gefasst. In der Antwort der Regierung heisst es, wir hätten nun eine Dynamik bei Gemeindefusionen. Da muss ich sagen, sie hatten wahrscheinlich gerade Glück, dass ein paar kleine Gemeinden fusioniert haben, aber eine Dynamik lässt sich da überhaupt nicht erkennen. Wenn wir im Kanton Bern immer jammern, wir müssten wirtschaftlich konkurrenzfähig sein, gleichzeitig aber an unseren kleinkarierten Gemeindestrukturen festhalten und dort nichts tun wollen, so kommen wir damit auch nicht wahnsinnig viel weiter. Ich merke also, es gibt durchaus Sympathien dafür, dass einmal laut darüber nachgedacht werden darf. Darum wäre es in der Motion auch gegangen; das man einmal einen Bericht erhält, der aufzeigt, in welche Richtung es gehen könnte. Dieser müsste auch nicht von Externen gemacht werden. Es hat bei uns in der Verwaltung genug Leute, die so etwas auch machen könnten und die entsprechenden Fähigkeiten hätten.
Ich ziehe die Motion zurück. Wir werden uns zusammensetzen und mit den Mitmotionären in dieser oder der nächsten Session nochmals einen Vorstoss einreichen, der in eine ähnliche Richtung zielt, aber offener formuliert ist. Wir sind auch offen, wenn Sie noch irgendein Anliegen oder einen Input haben, die Sie berücksichtigt haben möchten. Dann können Sie Kontakt mit uns aufnehmen. Es ist uns ein Anliegen, dass wir danach eine Basis haben, um diskutieren zu können, wie es im Kanton weitergehen könnte. Ich finde, trotz der finanziell schwierigen Situation sollte es nicht verboten sein, zu denken und vielleicht ein wenig in die Zukunft zu schauen, auch wenn es sich dabei um ein Projekt handeln könnte, das erst in 20 oder 30 Jahren realisiert werden könnte.

La présidente. Der Vorstoss wurde zurückgezogen.

Affaire 2012.1143

Numéro de l'intervention:	179-2012
Type d'intervention:	Postulat
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	Non 06.09.2012
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	219/2013
Direction:	JCE

Assainissement des finances et service public de qualité
Efficience de la protection des données

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier la possibilité de mettre les deux points suivants en œuvre :
1. Les services administratifs cantonaux sont eux-mêmes responsables du respect des dispositions sur la protection des données. Leurs projets ne sont plus soumis au Bureau pour la surveillance de la protection des données.
2. Les charges du Bureau pour la surveillance de la protection des données sont réduites en proportion de la diminution des tâches.

Développement
Le Bureau pour la surveillance de la protection des données examine régulièrement les projets des Directions pour s'assurer qu'ils respectent les dispositions pertinentes. C'est le cas en particulier des projets prévoyant le relevé et l'enregistrement de données. Ce contrôle exige des personnes qui le mènent qu'elles sachent parfaitement quelle est l'importance des données pour le travail de l'administration. Sans informations détaillées, elles ne peuvent déterminer le régime des droits d'accès nécessaire à une gestion efficiente de l'administration. Les travaux de contrôle sont donc absorbants et coûteux.
Les adaptations du logiciel Evaluation04 sont un exemple parfait de la problématique. Elles ont dû être effectuées par la société responsable de la programmation à la suite des objections formulées par le Bureau pour la surveillance de la protection des données. On peut d'ailleurs douter du bien-fondé des restrictions apportées. Abstraction faite du coût de l'opération, ces adaptations engendrent un travail supplémentaire pour bon nombre de membres du corps enseignant et de directions d'école. Et le principe selon lequel seules les données nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'administration peuvent être consultées ne justifie en rien ce travail supplémentaire. Les membres du corps enseignant n'ont pas accès aux données dont ils doivent pourtant avoir connaissance pour accomplir leur mandat ; manifestement, le Bureau pour la surveillance de la protection des données méconnaît l'ordonnance de Direction concernant l'évaluation et les décisions d'orientation à l'école obligatoire (ODED).

Réponse du Conseil-exécutif
L'article 17a de la loi cantonale sur la protection des données (RSB 152.04) prévoit que tout traitement de données personnelles d'un nombre important de personnes doit préalablement être soumis au Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données en vue de sa prise de position. La réalisation du postulat impliquerait l'abrogation de cette disposition. L'article 17a été inscrit en 2008 dans la loi sur la protection des

données dans le but d'adapter le droit cantonal en la matière aux prescriptions contraignantes découlant des accords de Schengen et Dublin. En effet, ceux-ci obligent les cantons à respecter notamment l'article 20 de la «Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données». Cette disposition précise que les cantons doivent prévoir une procédure de contrôle préalable menée par l'organe de contrôle. Dans le canton de Berne, c'est précisément le Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données qui assume ce rôle. L'abrogation de l'article 17a de la loi sur la protection des données serait donc incompatible avec cette prescription.
Au sujet de l'exemple présenté dans le postulat, il convient de renvoyer à la réponse du Conseil-exécutif à l'interpellation 021-2012, intitulée «Contradiction entre la protection des données et les nécessités cantonales».

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Auch dieser Vorstoss ist zurückgezogen worden. Damit sind wir doch noch am Ende der Geschäfte der JGK angelangt. Ich danke für Ihr Ausharren, und ich danke Herrn Regierungsrat Neuhaus für seine Anwesenheit. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices :
Claudine Blum (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mardi 19 mars 2013, 9 heures – 11 heures 45

Deuxième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 151 députés. Excusés : Giauque Beat, Hess Erich, Jost Marc, Muntwyler Urs, Rösti Hans, Rufener Thomas, Sommer Peter, Steiner-Brütsch Daniel, von Kaenel Dave

Affaire 2012.1579

Commune d'Ittigen. Worble ; subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet « Protection contre les crues de la Worble à Worblaufen ». Projet isolé ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 5, ACE 1774/2012

Le vice-président Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), prend la direction des délibérations.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir beginnen mit dem zweiten Sessionstag. Ich begrüsse Frau Baudirektorin Egger-Jenzer. Ihre Delegation trifft noch ein. Wir beginnen heute Morgen mit den Geschäften der Bau-, Verkehr- und Energiedirektion, und zwar mit den vier Direktionsgeschäften, zu welchen keine Anträge vorliegen, die aber dem fakultativen Referendum unterstehen. Ich werde über diese Geschäfte abstimmen lassen. Wir kommen zu Traktandum 18, Kantonsbeitrag an die Projektierung und den Bau des Projekts «Hochwasserschutz an der Worble im Abschnitt Worblaufen». Der Sprecher der Finanzkommission ist Grossrat Näf. Er ist noch nicht anwesend. Wünscht ein anderes Mitglied der Finanzkommission das Wort? – Das ist nicht der Fall. Somit schreiten wir bereits zur Abstimmung über den mehrjährigen Verpflichtungskredit.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	80
Non	0
Abstentions	0

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben das Kreditgeschäft einstimmig genehmigt.

Affaire 2012.1580

Communes de Wilderswil et de Matten ; Lütschine, protection contre les crues, station de pompage de la STEP de Wilderswil au pont Aenderberg ; protection contre les crues / projet isolé. Subvention cantonale, crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet)

Annexe 5, ACE 1775/2012

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Hierzu liegt auch kein Antrag vor. Den Sprecher der Finanzkommission, Grossrat Freiburghaus, sehe ich ebenfalls noch nicht im Saal. Somit schreiten wir zur Abstimmung.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	88
Non	0
Abstentions	0

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2013.0017

Interlaken/Gymnase, années scolaires de préparation professionnelle. Rénovation complète et adaptation du complexe scolaire. Crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 5, ACE 0013/2012

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 20. Als Sprecher der Finanzkommission ist Grossrat Pfister gemeldet. Er scheint noch nicht anwesend zu sein. Wünscht jemand anderes das Wort? – Da ist nicht der Fall. Wir stimmen über den Kredit ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	82
Non	1
Abstentions	5

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2013.0145

Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120). Crédit supplémentaire 2012

Annexe 5, ACE 0148/2013

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 21. Dabei geht es um einen Nachkredit zulasten der Rechnung 2012. Auch hier ist Grossrat Pfister als Sprecher der Finanzkommission vorgesehen. Wird das Wort anderweitig gewünscht? – Das ist nicht der Fall.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	79
Non	7
Abstentions	1

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2012.1599

Arrêté du Grand Conseil sur l'offre de transports publics pour les périodes d'horaire 2014-2017

Annexe 5, ACE 0037/2012

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 22. Zuerst hat der Kommissionspräsident und anschliessend der Antragsteller das Wort. Wir werden die Anträge zusammen behandeln.

Ch. 1

Proposition PBD (Etter, Treiten)
Par le présent arrêté, le Grand Conseil définit l'offre de transports publics non touristiques et le cadre financier afférent pour les périodes d'horaire 2014 et 2015.

Ch. 9.2

Proposition PBD (Etter, Treiten)
Le Grand Conseil charge le Conseil-exécutif de mettre en œuvre l'arrêté sur l'offre 2014 et 2015.

Ch. 9.6

Proposition PBD (Etter, Treiten)
Le Grand Conseil se réserve le droit d'adapter ultérieurement le présent arrêté en fonction des enseignements tirés de l'Examen des offres et des structures. Il charge le Conseil-exécutif de lui soumettre une adaptation du présent arrêté sur l'offre, s'il ressort de l'Examen des offres et des structures qu'il est nécessaire d'intervenir.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS), président de la commission. Wir werden das nächste Geschäft nicht mehr in einem Schnellzugstempo behandeln können, bleiben aber thematisch bei den Zügen und Bussen. Die Kommission hat den Angebotsbeschluss an zwei Halbtagessitzungen beraten. Gleichzeitig haben wir den Investitionsrahmenkredit der nächsten vier Jahre beraten und beides einstimmig verabschiedet. Den Angebotsbeschluss haben wir mit 17 Stimmen ohne Gegenstimmen verabschiedet. Beim Investitionsrahmenkredit hat es Enthaltungen gegeben. Dieser wird erst im Juni im Grossen Rat behandelt. Wir sprechen hier vom Angebotsbeschluss der nächsten vier Jahre. Es ist derjenige Beschluss, der definiert, welche Züge, Bahnen und Busse während den nächsten vier Jahren ab Dezember 2013 fahren werden. In der Kommission haben wir festgestellt, dass es darum geht, das Bestehende weiterzuführen. Seitens der Regionalen Verkehrskonferenzen kamen zig Vorschläge aus den Regionen mit der Forderung weiterer Ausbauwünsche. Leider konnten diese vom Amt für öffentlichen Verkehr nicht in den Beschluss aufgenommen werden. Wir sind zum Schluss gekommen, dass wir uns angesichts der Finanzlage diesem Moratorium unterwerfen. Dies wird dazu führen, dass die Nachfrage in den nächsten Jahren deutlich steigt. Vom Verkehrsmodell her haben wir uns aufzeigen lassen, dass die im Jahr 2007 prognostizierten Zahlen ziemlich genau der Nachfrage, wie sie eingetreten ist, entsprechen. Wir können folglich davon ausgehen, dass das zu Grunde gelegte Verkehrsmodell stimmt. Wir sehen, dass wir das Angebot nicht so ausbauen können, wie es eigentlich von der Nachfrage verlangt wird. Dies wird in den nächsten vier Jahren der Fall sein. Insofern wird es in den nächsten vier Jahren ein Problem geben. Die Leute werden dieses dadurch bemerken, dass sie vermehrt stehen und keine zusätzlichen Züge und Busse fahren. Wir haben aber auch festgestellt, dass der Angebotsbeschluss den Finanzplan einhält.
Wir sprechen hier nur über den Beschluss ab Seite 34, wie Sie ihn in den Unterlagen vorfinden. Darüber werden wir abstimmen. In der Diskussion sind wir zum Schluss gekommen, mit dem hier zur Debatte stehenden Beschluss Planungssicherheit zu erhalten. Wir möchten, dass es nicht mehr zu unterjährigen Fahrplananpassungen kommt. Dies wurde in der Kommission seitens mehrerer Votanten deutlich zum Ausdruck gebracht, ohne dass wir einen Beschluss zu dieser Problemstellung gefasst haben. In der letztjährigen Budgetdebatte von November 2012 haben wir Kürzungen vorgenommen. Weil diese mitten in der Fahrplanperiode umgesetzt werden müssen, stellen sie ein Problem dar. *(Le vice-président agite sa cloche.)* Ich nehme an, dass sich die Verkehrsdirektorin zu diesem Problem äussern wird. Das Bundesamt für Verkehr hat offenbar eine Entscheidung getroffen. Die Kommission beantragt Ihnen mit 17 Stimmen ohne Gegenstimmen, den vorliegenden Angebotsbeschluss anzunehmen.
Zu den Anträgen: Diese lagen der Kommission zum Beratungszeitpunkt nicht vor. Ich gehe davon aus, dass die Kommission die drei vorliegenden Anträge ablehnen würde. Dies, weil wir uns in der Kommission klar für Planungssicherheit ausgesprochen haben und das bestehende Angebot während den nächsten vier Jahren gewährleisten wollen. Insofern gehe ich davon aus, dass die Kommission die ersten zwei Anträge ablehnt. Der dritte Antrag ist meiner Meinung nach obsolet, weil ein ähnlicher Punkt bereits auf Seite 6 des Beschlusses, unter Ziffer 9.6, aufgenommen ist. Deshalb müsste mir der Antragsteller in seinem Votum noch den Unterschied zwischen seinem Antrag und jenem des Regierungsrats aufzeigen.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Das Eintreten dürfte nicht bestritten sein. – Das ist der Fall. Damit ist das Eintreten beschlossen. Nun führen wir eine gemeinsame Debatte über die Anträge der BDP und werden anschliessend separat über diese abstimmen. Das Wort hat der Antragsteller und BDP-Sprecher Grossrat Etter.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Guten Morgen. Ich erlaube mir, die Anträge gleichzeitig auch als Fraktionssprecher zu begründen. Mit dem ÖV-Angebotsbeschluss liegt uns ein Planungsinstrument für die nächsten Jahre vor. Die bisherigen ÖV-Angebote haben nicht so viel zu reden gegeben, wie die vorliegenden. Die Vereinbarungen zwischen dem Kanton, dem

Bund, den Gemeinden und den Transportunternehmungen sind meist harmonisch verlaufen. Mit dem vorliegenden Beschluss verhält es sich etwas anders: Das uns vorgelegte ÖV-Angebot ist umfassender. Wie wir alle wissen, ist die Nachfrage nach dem öffentlichen Verkehr gestiegen oder im Steigen begriffen. In den letzten Jahren hat die Nachfrage um durchschnittliche 4 Prozent bzw. um 30 Prozent in den letzten zehn Jahren zugelegt oder angezogen. Ich habe kürzlich gehört, dass im letzten Jahr ein leichter Rückgang oder zumindest eine Stagnation zu verzeichnen war. Die weiteren Tendenzen der Nachfrage sind unsicher. Wir können jedoch eine weitere Zunahme erwarten. Das ÖV-Angebot 2014 bis 2017 ist ein grosser Brocken in der Planungsphase. Das vorliegende Angebot nimmt dahingehend Rücksicht auf die Nachfrage, möglichst ein gerechtes Grundangebot zu gewährleisten.
Die Ziele ersehen Sie im Ihnen vorliegenden Bericht. Dies sind vor allem die Verbindungen zwischen den Agglomerationen, ein guter Mix zwischen ÖV und Individualverkehr, ein durchgängiges Taktsystem, ein behindertenfreundliches Angebot und eine vorausschauende Planung. Mit diesen Punkten ist ein umfassendes Angebot für die kommenden Fahrplanperioden vorgesehen. In den meisten Regionen besteht ein gutes Grundangebot. Dieses ist weiterhin gewährleistet. Einzelne Postautokurse oder Zughaltestellen mussten in Randzeiten reduziert werden. Die Investitionen nehmen in den kommenden Jahren erheblich zu. Die jährlichen Kosten, die sich auf die laufende Rechnung auswirken, betragen ungefähr 12 Mio. Franken. Angesichts der finanziellen Situation des Kantons ist jede Erhöhung zu viel, obwohl sie gerechtfertigt ist. Die Situation ist äusserst delikat. Wir müssen heute zum Teil über Angebote für die nächsten zehn bis fünfzehn Jahre entscheiden. Im Grundsatz ist die BDP-Fraktion mit den Vorschlägen des Angebotsbeschlusses für den ÖV einverstanden.
Ich komme zu den gestellten Anträgen: Vielleicht hat die zweimal in diesem Bericht vorhandene Nummerierung bereits Verwirrung gestiftet. Wir sprechen von der Nummerierung in den Anträgen des Regierungsratsbeschlusses 0037/2012 auf Seite 6. Im Grundsatz ist es einfach: Wir wollen nicht, dass wir bereits heute für die nächsten vier Jahre beschliessen müssen, wie das ÖV-Angebot aussehen soll. Es geht darum, dass wir in zwei Jahren nochmals darüber sprechen können. Dies hängt sehr stark von der momentan unsicheren finanziellen Situation des Kantons zusammen. Diese ist uns allen bekannt. Der Bericht zur Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) liegt noch nicht im Detail vor. Wir kennen dessen Resultate noch nicht. Aus diesen Gründen können wir heute nicht über Projekte beschliessen, welche über die vorliegende Investitionsplanung hinausgehen. Das würde für uns alle einen Blindflug in unbekannte Richtung bedeuten, oder man kann sagen, dass wir ohne Licht in einen Tunnel fahren, ohne zu wissen, wie es weitergeht. Es bestehen so viele offene Fragen und ungelöste Probleme, dass es zum jetzigen Zeitpunkt unverantwortlich wäre, heute ein solches Konzept für die nächsten vier Jahre zu verabschieden. Deshalb haben wir diese drei Anträge formuliert.
Bei den Anträgen zu den Ziffern 1 und 9.2 geht es um das Gleiche; anstatt von «2014 bis 2017» zu schreiben, wollen wir, die Dauer durch «2014 bis 2015» ersetzen. Damit kann man Anfang 2015 wieder über das ÖV-Angebot sprechen. Zu diesem Zeitpunkt werden wir auch Kenntnis von den Resultaten der ASP und vom Finanzplan für die anschliessende Periode ab 2016 haben. Der Antrag zu Ziffer 9.6 – hierzu stellt der Kommissionspräsident die Frage nach dem Unterschied – enthält einen wichtigen Unterschied. Wenn Sie unserem Antrag zustimmen, hat die Regierung eine Bringschuld. Nach der jetzigen Formulierung haben wir eine Holschuld, sodass wir die Diskussion wieder verlangen müssen. Darin besteht der wichtige Unterschied. Weshalb haben wir die Idee gehabt, einen entsprechenden Antrag zu stellen? Sie erinnern sich, dass wir im November des letzten Jahres über das Budget gesprochen und unter anderem bei den Sparmassnahmen vereinzelt beim öffentlichen Verkehr abgebaut haben. Danach mussten wir feststellen, dass ein grosser Teil der beschlossenen Reduktionen gar nicht umgesetzt werden konnten, weil die Fahrpläne bereits gemacht waren. Genau das wollen wir verhindern. Wir wollen frühzeitig darüber diskutieren können. Wir haben Verständnis dafür, dass die Transportunternehmungen genügend Planungssicherheit für zwei bis drei Fahrplanperioden wünschen. Hier geht es aber in erster Linie um die Interessen des Kantons. Diese liegen bei den Finanzen, das heisst, es geht darum, rechtzeitig auf die Finanzen Einfluss zu nehmen, sodass wir eine Übereinstimmung mit der ASP und dem Investitionsvoranschlag erreichen können. Die jetzigen Diskussionen sind massgeblich von der finanziellen Situation geprägt. Aus dieser Sicht müssen wir uns die Möglichkeiten offen halten, nach zwei Jahren eine Neubeurteilung vorzunehmen. Deshalb bitte ich Sie, den Anträgen zuzustimmen. Die BDP-Fraktion beantragt Ihnen aufgrund dieser Überlegungen den vorliegenden drei Anträgen im Rahmen des Angebotsbeschluss zuzustimmen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Guten Morgen miteinander. Wir sprechen über den Angebotsbeschluss 2014 bis 2017. Der Grosse Rat entscheidet, wo wie viel öffentlicher Verkehr in den nächsten vier Jahren stattfinden soll. Primär wichtig ist, dass der Grosse Rat dies über die Liniennetze aller Linien des Regional- und Ortsverkehrs festlegt. Wie viele dies sein werden, wird bei der Angebotsdichte, das heisst, bei der Angebotsstufe festgelegt. Die Verkehrsmittel – Bahn, Tram, Bus, Trolleybus – werden definiert. Im ganzen Kanton ist ein attraktives nachfrage- und potentialgerechtes Grundangebot des öffentlichen Verkehrs sicherzustellen. Der Angebotsbeschluss stützt sich auf die Arbeiten der Regionalkonferenzen und der Regionalen Verkehrskonferenzen. Darin sind die Gemeinden vertreten. Eine Fahrperiode umfasst jeweils zwei Jahre. Für eine erfolgreiche Planungssicherheit benötigen die Transportunternehmer mindestens zwei Fahrperioden, also vier Jahre. Die Artikel im Gesetz des öffentlichen Verkehrs sagen klar, dass der Angebotsbeschluss nach dem Willen des Gesetzgebers in einem Zeitraum von vier bis sechs Jahren stattfinden soll. Mit vier Jahren befinden wir uns demnach an der im Gesetz vorgeschriebenen Untergrenze. Der Bund legt auch die Terminplanung für den Bestellprozess des öffentlichen Verkehrs fest. Wir sind folglich mit dem Bund vernetzt, was wichtig zu wissen ist. Die Eingaben der sogenannten Fahrplantrasses der Regionalzüge müssen bis Mitte April erfolgen. Es sind also nicht nur wir, die befehlen, sondern es hängt mit dem Bund zusammen.
Natürlich gibt es in jedem Angebotsbeschluss Veränderungen, seien diese positiv oder negativ. Wir müssen der Wahrheit wirklich ins Auge sehen. Dass es Unterschiede gibt, zeigen Beispiele ganz klar. Den Bahnhof Bern frequentierten im Jahr 2012 pro Tag 60 000 Fahrgäste. Wir haben dies seitens der Kommission vor Ort angeschaut. Am Morgen waren pro Stunde 8000 Personen im Bahnhof Bern unterwegs. Bei der Dauer des Angebotsbeschlusses geht es darum, den Transportunterneh-

mungen mit vier Jahren eine gewisse Planungssicherheit zu geben. Solche Unternehmen müssen auch Anschaffungen und Investitionen tätigen, was eines längeren Planungshorizontes bedarf. Deshalb ist es sicher wichtig, dass man gemeinsam mit diesen Unternehmen arbeitet. Das vom Bund vorgeschriebene Fahrplanverfahren findet Anfang Juni statt und dient zur Bereinigung des Fahrplans des Regionalverkehrs. Mit einer Verschiebung des Angebotsbeschlusses könnten die Fristen nicht, wie vorgesehen, eingehalten werden. Die Transportunternehmungen befänden sich damit wieder in einer unsicheren Situation, sodass die Grundlagen für ihre entsprechenden Eingaben wiederum unsicher wären. Das hängt alles zusammen und ist nicht so einfach, wie es auf den ersten Blick erscheint. Die Frage ist, was sich mit einer Beratung im Juni ändern würde. Ich denke, es würde sich nicht viel verändern. Der Kommissionspräsident hat es klar gesagt. Die Kommission hat sich einstimmig für den Angebotsbeschluss ausgesprochen. Ebenfalls war die Kommission einstimmig der Meinung, nichts mehr aus dem Angebotsbeschluss herauszubrechen. Wenn wir damit beginnen, etwas herauszubrechen, wird jede Region wollen, dass wir noch etwas verändern. Das wäre gefährlich.
Zu den Anträgen von Grossrat Etter. Wir sind der Meinung, dass man diese nicht annehmen sollte, um nichts mehr am Angebotsbeschluss zu ändern. Der Präsident hat auch darauf hingewiesen, dass der dritte Antrag einen ähnlichen Inhalt enthält wie bereits im Angebotsbeschluss vorgesehen. Die ersten beiden Punkte möchten wir nicht verändern, weil es einen Zeitlauf von vier Jahren braucht. Deshalb unterstützen wir diese nicht. Die SVP unterstützt den Angebotsbeschluss, so wie er vorliegt, mehrheitlich.

Hans-Jörg Rhyn, Zollikofen (PS). Wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion nehmen zur Kenntnis, dass mit dem vorliegenden Beschluss das ÖV-Angebot der Jahre 2014 bis 2017 aufgrund der finanziellen Situation des Kantons Bern auf das Mögliche gekürzt wurde und praktisch auf dem heutigen Stand eingefroren wird. Die begründeten Ausbau- und Verbesserungsanträge der Regionalen Verkehrskonferenzen werden – mit kleinen Ausnahmen – alle abgelehnt. Das Fahrplanangebot bleibt, wie es ist. Allerdings ergibt sich im Verhältnis zur grösseren Nachfrage faktisch ein Rückschritt in der Qualität des ÖV-Angebots. Das ist gefährlich. Weil das Angebot in den letzten Jahren der steigenden Nachfrage folgen konnte, hat man bis jetzt eine erfreulich deutliche Verhaltensänderung der Bevölkerung feststellen können, hin zur stärkeren Benutzung des öffentlichen Verkehrs. Dank dem guten ÖV-Angebot und aufgrund der verstopften Strassen in den Agglomerationen hat sich beim ÖV eine positive Nachfrageentwicklung von jährlich 4 Prozent ergeben. Potenziell kann sich diese Entwicklung sogar verstärken, aber nur dann, wenn das ÖV-Angebot qualitativ auch in der Zukunft stimmt. Mein Vorredner hat auf die verschiedenen Aspekte der Qualität hingewiesen. Es ist kein Geheimnis, dass Kapazitätsprobleme schon heute in vielen Bussen, Trams und Zügen bestehen. Auf einzelnen Buslinien ist das Fahren in den Stosszeiten trotz Zwei-Minuten-Takt eine Zumutung. Das ist nicht nur in Bern der Fall! Wenn sich die unbequemen Platzverhältnisse weiter verschärfen und sich wegen Taktausdünnungen die Anschlüsse verschlechtern, dann wird das Pendeln mit dem ÖV unattraktiv. Das führt wiederum zu einer Rückverlagerung vom öffentlichen Verkehr auf den Individualverkehr, zu noch mehr Staus und zu einer reduzierten Erreichbarkeit der wichtigen Wirtschaftszentren und Subzentren im Kanton sowohl mit dem ÖV als auch auf der Strasse. Das führt folglich zu einer doppelten Verschlechterung der wirtschaftlichen Standortqualität.
Wenn wir den ÖV schon nicht ausbauen können, dann sollten wir ihn zumindest nicht noch verschlechtern. Das könnte für den Grossen Rat und für die Regierung – speziell auch für jede künftige Regierung – ein teurer Spass werden. Warum? Jede finanzielle Einsparung des Kantons bewirkt eine gleichwertige Einsparung bei den Beiträgen des Bundes! Beschliesst der Kanton also eine Einsparung von 20 Mio. Franken, hat das einen Abbau im Ausmass von mindestens 40 Mio. Franken zur Folge. Die Gemeindebeiträge – speziell diejenigen der Städte – gehen dann dem ÖV auch noch flöten. Dies hat entsprechende Auswirkungen auf den gesamten Verkehr, auf der Schiene und auf der Strasse, was ganz sicher nicht nur im Stadtverkehr der Fall sein wird. Am meisten leidet heute schon das Umland der Städte, also die Gemeinden mit Autobahnausfahrten und mit Hauptstrassen, die in die Stadt führen. Dort ist jeden Morgen und jeden Abend alles verstopft. Dies kann täglich in den Vororten von Thun, Burgdorf, Biel und Bern besichtigt werden. In Zollikofen und in Wabern «stehen» und fahren jeden Tag 20 000 bis 25 000 Autos auf der Strasse auf dem Weg in die Stadt. In Nidau, Bözingen, Hilterfingen und Kirchberg sind es nicht viel weniger. Es kann nicht intelligent sein, dieses Chaos zu verstärken und in Zukunft noch mehr Leute vom ÖV auf die Strasse zu verlagern.
Noch eines: Es wird sehr viel schwieriger sein, nach einem Abbau der ÖV-Leistungen die Beiträge des Bundes später wieder zu holen, anstatt sie heute mit einem kontinuierlichen Angebot zu sichern. Ein Auf und Ab, ein Hüst und Hott einzelner Kantone, die alle in ein nationales Gesamtsystem des ÖV eingebunden sind, wird seitens des Bundes nicht geschätzt. Rasch 10 bis 20 Mio. Kantonsgelder zu sparen und später zu merken, dass total 20 bis 40 Mio. mühsam wieder hereingeholt werden müssen, sollten wir keiner Regierung antun, weder der heutigen noch einer allfällig künftigen. Das könnte uns allen, nach dem Erwachen aus dem Wahlkampfdusel, ein gehöriges «Gringweh» verursachen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bittet Sie, das alles zu bedenken und dem Angebotsbeschluss, so wie er vorliegt und von der Kommission einstimmig verabschiedet wurde, zuzustimmen.
Zu den Anträgen Etter: Gemäss Gesetz über den öffentlichen Verkehr sollen die Planungsgrundlagen für die Weiterentwicklung des ÖV-Angebots periodisch vom Regierungsrat dem Grossen Rat unterbreitet werden. Der Regierungsrat stützt sich dabei auf Studien und Anträge der regionalen Verkehrskommissionen. Auch diese benötigen eine gewisse Zeit für ihre Studien und Begründungen zum Verkehrsangebot. Mit dem Angebotsbeschluss soll der Grosse Rat die mittelfristige Angebotsentwicklung festlegen. Was unter mittelfristig zu verstehen ist, konnte der Grosse Rat in den frühen 1990er-Jahren bei der Beratung des ÖV-Gesetzes wie folgt zur Kenntnis nehmen: «Die Angebotsplanung ist auf die Entwicklung des Angebotes im Rahmen der bestehenden Infrastruktur ausgerichtet und umfasst einen Zeitraum von zwei oder drei Fahrplanperioden (vier bis sechs Jahre).» So steht es im Vortrag zum Gesetz und betrifft den Artikel 13, der die Planungsberichte des Regierungsrates regelt. Der Zeitrahmen von vier bis sechs Jahren ist für die Planungssicherheit der Transportunternehmen wichtig und nötig, damit sie ihre Produktionsplanung nach dem definierten Angebot der Kantone ausrichten und mit dem Fernverkehrsangebot des Bundes kombinieren können. Die Bereitstel-

lung und der Einsatz des Rollmaterials bei den Bahnen oder die Beschaffung der Strassenfahrzeuge bei den Busunternehmen können nicht kurzfristig erfolgen. Der Einsatz und die allfällige Rekrutierung des Fahrpersonals muss rechtzeitig geplant werden können und sollte nicht nach ein bis zwei Jahren bereits wieder in Frage gestellt werden. Züge, Trams und Busse lassen sich auch nicht so einfach wieder verkaufen. Deshalb ist eine Vierjahresperiode für alle Beteiligten die geeignete Form für den Angebotsbeschluss. Das gilt heute genauso wie vor zwanzig Jahren. Der Grosse Rat sollte sich nicht leichtfertig über seine damaligen Beschlüsse hinwegsetzen. Ich bitte Sie, die Anträge Etter abzulehnen. Diese dienen eigentlich niemandem. Besten Dank.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). In unserer Fraktion ist der Angebotsbeschluss, wie er vorliegt, unbestritten. Bestehendes wird weitergeführt. Die RVK-Anträge wurden, wie wir gehört haben, weitgehend abgelehnt. In diesem Sinn ist eine gewisse Opfersymmetrie vorhanden. Alle sind etwas unzufrieden, sowohl diejenigen, die mehr ÖV möchten, als auch diejenigen, die aus finanziellen Gründen weniger möchten. Deshalb wird diese Vorlage wahrscheinlich auch mehrheitsfähig sein. Für die Anträge Etter hat unsere Fraktion relativ grosse Sympathien. Den bürgerlichen Kollegen seitens der SVP muss ich doch zu bedenken geben, ob wir den Angebotsbeschluss wirklich auf vier Jahre fixieren wollen, wenn wir im Rahmen der ASP hart über Finanzen diskutieren. Wenn ja, müssen wir auch dazu stehen. Andernfalls fixieren wir besser eine zweijährige Periode anstatt unterjährige Sparübungen, wie im letzten Herbst, zu machen. Das möchten wir nicht. Deshalb unterstützen wir die Anträge der BDP.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen. In den letzten Jahren hat die Nachfrage nach dem öffentlichen Verkehr erfreulicherweise stark zugenommen. Diese Zunahme ist im Vergleich zum Angebotsausbau überproportional erfolgt. Somit sind die Kapazitätsengpässe während den Hauptverkehrszeiten verschärft worden. Die Prognosen sehen weitere Zunahmen vor. Falls das ÖV-Angebot gekürzt wird, erfolgt eine Verlagerung auf die Strasse, welche das Strassennetz noch mehr belastet. Der hier präsentierte Angebotsbeschluss ist eine minimale Weiterführung des heute bestehenden Angebots. Obschon die kantonale ÖV-Strategie ein genügendes Angebot vorsieht, sind praktisch alle Anträge aus den Regionalen Verkehrskonferenzen oder aus den Regionalkonferenz abgelehnt worden – und dies in erster Linie aus finanziellen Gründen. Man hat bereits auf die Finanzlage des Kantons Bern Rücksicht genommen, bevor überhaupt der Auftrag, Einsparungen vorzunehmen, erteilt wurde. Mir erscheint wichtig, dass die Anträge der Konferenzen in Abstimmungen mit den Gemeinden gestellt wurden. Diese leisten ebenfalls ihren finanziellen Beitrag und kennen die Bedürfnisse der Bevölkerung bestens. Dieser Bottom-up-Ansatz ist nicht etwa auf der grünen Wiese oder am Schreibtisch entstanden; es handelt sich nicht um ein Nice-to-have-Angebot. Die Nachfrage nach einem gut funktionierenden öffentlichen Verkehr ist mehr als erwiesen. Dass das zu beschliessende Angebot jetzt wesentlich weniger beinhaltet, als es die Nachfrage fordert, ist eigentlich bedauerlich. Aber in Anbetracht der angespannten Finanzlage sind sich alle Beteiligten einig, dass im Moment keine weiteren Angebotsausweitungen verlangt werden können und dass der Gürtel nur enger geschnallt werden soll.

Die grüne Fraktion spricht sich einstimmig für die Annahme des Beschlusses über das Angebot im öffentlichen Verkehr für die Fahrplanperioden 2014 bis 2017 aus. Somit ist auch gesagt, dass die grüne Fraktion die Anträge der BDP allesamt ablehnt. Ich bin etwas über diese Anträge erstaunt. In der Kommission wurde gross darauf hingewiesen, dass man den Transportunternehmungen Planungssicherheit gewähren möchte. Plötzlich lagen diese Anträge vor. Was mir wichtiger erscheint, ist, dass die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs nicht aufrechterhalten werden kann, wenn sich die ÖV-Benutzenden nicht auf das Angebot verlassen können. Falls der Grosse Rat aufgrund der Angebots- und Strukturüberprüfung zum Schluss kommen sollte, weitere Sparrunden im Bereich des öffentlichen Verkehrs einleiten zu wollen, indem Angebote gekürzt werden, dann kann der Schuss leicht nach hinten losgehen. Jede ÖV-Benutzerin und jeder ÖV-Benutzer leistet einen grossen Beitrag zur Entlastung des Strassennetzes. Falls der Kanton im Benchmark mit anderen Kantonen nicht an Attraktivität verlieren und schlechter abschneiden will, als er es heute tut, bedarf es einer hohen Standortqualität. Um Konkurrenzfähigkeit im Standortwettbewerb für die Wirtschaft zu ermöglichen, braucht es ein gut funktionierendes ÖV-System, welches die Transportkette vom Wohn- zum Arbeitsort sicherstellt.

Peter Moser, Bienne (PLR). Guten Morgen. Als einer der letzten Fraktionssprecher hat man immer die undankbare Aufgabe, sich kurz zu fassen, nichts zu wiederholen und trotzdem etwas Gescheites, noch nicht Gesagtes, zu sagen. Als Wichtigstes sollte man auch den vorliegenden Bericht und damit die grosse Arbeit würdigen. Auch für unsere Fraktion ist ein funktionierender ÖV das Rückgrat für eine prosperierende Wirtschaft. Aus diesem Grund unterstützen wir den vorliegenden Angebotsbeschluss, so wie er ist und ohne Änderungen. Mit Blick auf die kommende Entwicklung der Passagierzahlen ist der vorliegende Status quo knapp genügend oder sogar ungenügend. Im Prinzip sollten wir das Angebot weiter ausbauen – wenn nur die lieben Finanzen nicht wären. Ein weiterer Ausbau des ÖV muss daher Rücksicht nehmen auf die bescheidenen finanziellen Möglichkeiten der öffentlichen Hand. Deshalb haben wir Verständnis für die Tatsache, dass nur ein kleiner Teil der Ausbauwünsche, die seitens der Regionen bzw. der RVK eingebracht wurden, berücksichtigt werden konnten. Wenn der Ausbau mehr oder weniger stagniert, dann geschieht dies doch auf einem guten Level, das heisst, auf einem hohen Niveau. Klar, wir hätten gerne mehr. Wir wissen aber, dass es nicht geht.
Der Berner ÖV ist ein Erfolgsprodukt. Die Prognosen rufen nach einem Ausbau. Wie uns ein Augenschein um 07.15 Uhr am Bahnhof Bern gezeigt hat, ist dieser auch dringend. Es ist sehr eindrücklich, welche Menschenmassen dort «durchgeschleust» werden. Es sind praktisch Verkehrslenker dafür im Einsatz. Angesichts der kommenden Sparrunden muss auch der ÖV-Benutzer seinen Beitrag wohl oder übel leisten. Ohne Prophet zu sein, wird es sicher zu einem Mix aus Tariferhöhungen und Angebotskürzungen kommen. Beides muss aber so austariert sein, dass der Mechanismus nicht darunter leidet. Wir wollen auch keine ungewollte Abwanderung der ÖV-Benutzer auf die Strasse. Die Strassen sind, wie wir bereits gehört haben, auch verstopft. Ein grosser Teil des ÖV fährt auch wieder auf diesen Strassen. Insofern handelt es sich um einen Teufelskreis, bei dem wir nicht wissen, wo wir beginnen sollen. Die vom Volk im letzten Jahr abgesegnete Motorfahrzeugsteu-

ersenkung hat – so schön sie ist – den Spielraum für mögliche Tariferhöhungen im ÖV nicht vergrössert; im Gegenteil. Wenn noch die Herausforderungen des Umweltschutzes, wie beispielsweise aufgrund des CO2-Gesetzes, daher kommen, müssten wir den ÖV eigentlich sofort ausbauen. Sie sehen, dass wir uns in einem Spannungsfeld zwischen prognostizierten Verkehrszunahmen auf der einen Seite befinden. Um diese zu befriedigen, bedarf es eines Ausbaus des Angebots. Auf der anderen Seite des Spannungsfelds liegt die Finanzlage des Kantons. Diese Schere – auch diesbezüglich muss man nicht Prophet sein – wird wahrscheinlich weiter auseinandergehen. Somit stellt sich die Frage, wie, mit welcher Strategie und mit welchen Massnahmen, wir einen solchen Ausbau in Zukunft bewerkstelligen wollen.
Ich hatte mir vorgenommen, auch ein paar Worte zur Ausschreibungsstrategie des Kantons zu sagen, verzichte aber darauf. Zumindest weise ich darauf hin, dass man diese einmal hinterfragen könnte. Die Ausschreibungen haben – zumindest im Seeland – nicht nur Gewinner, sondern wohl mehr Verlierer hinterlassen. Auch der Kunde konnte nicht davon profitieren. Hinzu kommt, dass der Kanton einen sehr guten Benchmark aufweist. Er weiss, wo, sämtliche Linien stehen. Mit diesen Zahlen kann auch in der Diskussion mit den Transportunternehmungen und den Dienstleistungserbringern der eine oder andere Druck ausgeübt werden. Sollte dies nicht mehr ausreichen, kann immer noch eine Ausschreibung gemacht werden. Mit diesem Druck werden im Prinzip auch die Tariferhöhungen angestossen. Die Regierung sagt zu einem weiteren Vorstoss, dass dies nicht ihre Hoheit und Befugnis sei. Wenn man nicht Druck auf die Transportunternehmungen ausübt, führt dies zum Druck auf der anderen Seite, nämlich dazu, die Einnahmen zu erhöhen. Angesichts der zitierten, schwierigen Ausgangslage unterstützt unsere Fraktion die vorliegende und gut austarierte Vorlage.
Zu den drei Anträgen. Die Ablehnung der ersten zwei Anträge wurde von Grossrat Rhyn gut begründet. Mit dem dritten Antrag haben wir auch Mühe. Man könnte manchmal den Eindruck erlangen, wir Grossräte möchten Regierungsrat spielen. Wir sind klar der Meinung, dass die Regierung die Prioritäten setzen und definieren muss, wo wie viel gespart wird. Danach können wir darüber befinden. Es ist nicht am Grossen Rat zu sagen, auf welcher Linie gespart werden soll. Dadurch findet eine Kompetenzvermischung statt, die uns nicht zusteht. Am Schluss danke ich der BVE für die gute, umfangreiche und auch übersichtliche Vorlage und – dies sage ich persönlich – für die effiziente Arbeit. Es kommt wohl nicht in vielen Kommissionen vor, dass ein stellvertretender Amtsvorsteher selber das Protokoll erstellt und es fristgerecht abliefert. Vielen Dank.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Ich habe eine Mitteilung zu machen: Ich darf Ueli Studer, der heute seinen Geburtstag feiert, herzlich gratulieren. *(Applaudissements)*

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich bin seit einem Jahr im Grossen Rat und habe zum ersten Mal die Gelegenheit gehabt, in dieser Kommission mitzuwirken. Obwohl ich früher während vielen Stunden im Estrich Eisenbahnen zusammengebaut habe, habe ich über die Komplexität der Angelegenheit gestaunt und wie umfangreich nicht nur die Finanzen dieses Geschäfts, sondern auch die uns zugestellten Dossiers und Unterlagen sind. Ich möchte der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion gleich zu Beginn dafür danken. Die Kommunikation verlief seitens von Frau Regierungsrätin Egger-Jenzer und ihrer Entourage sehr gut. Auch wurde für diejenigen, die das erste Mal dabei waren, der Mechanismus des Angebots- und Investitionsrahmenkredits erklärt.
Die EVP nimmt – wie verschiedene Vorrednerinnen und Vorredner auch – zur Kenntnis, dass das Angebot im öffentlichen Verkehr aufgrund der Finanzlage und abgesehen von einigen homöopathischen Eingriffen praktisch auf dem Status quo belassen werden soll. Der vorliegende Angebotsbeschluss 2014 bis 2017 berücksichtigt dabei in keiner Art und Weise das Nachfragewachstum, welches in den nächsten vier Jahren zu erwarten ist. Folglich führt der vorliegende Beschluss – wenn man den Status quo und die steigende Nachfrage übereinanderlegt – zu einem Abbau der öffentlichen Dienstleistungen während den nächsten vier Jahren. Dies müssen wir einfach zur Kenntnis nehmen. Darüber sind wir grundsätzlich nicht erfreut. Aufgrund der Finanzlage ist es ein Gebot der Stunde. Dass das erfolgte Wachstum der Mobilität – dieses geht auch eindrücklich aus einer Grafik hervor – zwischen 2000 und 2010 fast vollständig zulasten des öffentlichen Verkehrs gegangen ist, stimmt uns hoffnungsvoll. Auch wenn wir grundsätzliche Fragen und kritische Anmerkungen zum steigenden Wachstum in der Mobilität insgesamt haben, finden wir es natürlich gut, dass dieses mit dem öffentlichen Verkehr aufgefangen werden kann. Grundsätzlich müssen wir uns aber überlegen, wie viel Wachstum unsere Gesellschaft letztlich – gerade auch im Hinblick auf die ambitionierten Energieziele, die wir uns in unserem Kanton gesteckt haben – verträgt.
Ich habe der Kommission aufgrund meiner Erfahrungen vor Ort in Burgdorf zu bedenken gegeben, dass Firmen, die sich heute neu in einer Region ansiedeln wollen, nicht nur den Steuerfuss beachten, sondern auch, wie gut das ÖV-Angebot ist. Dies hat einen Zusammenhang damit, dass junge Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer es immer mehr als selbstverständlich erachten, den Weg vom Wohn- zum Arbeitsort mit dem ÖV zurückzulegen. Diese Entwicklung ist gut und erfreulich. Offenbar findet in den jungen Köpfen auch eine Veränderung statt. Es ist zu hoffen, dass diese auch noch ältere ansteckt. Insgesamt unterstützt die EVP-Fraktion den Angebotsbeschluss über die vier Jahre. Damit komme ich zu den Abänderungsanträgen der BDP. Wie meine Vorrednerinnen und Vorredner sind wir auch der Meinung, dass die Planungssicherheit über vier Jahre entscheidend ist. Wir haben seitens der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion deutlich gehört, dass es Sinn macht. Bis auf zwei Ausnahmen wird auch die EVP-Fraktion die Abänderungsanträge ablehnen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Es wird Sie nicht erstaunen, dass die glp-CVP-Fraktion in der Sache uneingeschränkt hinter dem Angebotsbeschluss steht. Darüber muss ich kein einziges Wort verlieren. Hingegen muss ich ein paar Worte zu den Anträgen Etter sagen. Solche Debatten haben es an sich, dass, wenn es um Verkehr geht, die Verkehrspolitiker an das Rednerpult treten. Was wir aus der Sicht unserer Fraktion in der nächsten Zeit benötigen, ist eine Gesamtsicht. Wir sind überzeugt, dass man wahrscheinlich bereits in einem halben bzw. spätestens in einem Jahr wird sagen können, dass der Kanton Bern nach der ASP nicht mehr der gleiche Kanton sein wird wie vor der ASP.
Damit sind wir bei Grundsatzfragen angelangt. Grossrat Rhyn hat das Gesetz über den öffentlichen Verkehr und den Vortrag

zitiert. Ich glaube Grossrat Rhyn, obwohl ich die Zitate nicht nachgelesen habe. Unter normalen Bedingungen ist es auch absolut sinnvoll, den öffentlichen Verkehrsbetrieben vier bis sechs Jahre Planungshorizont zu gewähren. Die Situation ist jetzt so, dass wir im Moment im Kanton Bern nicht in normalen Zeiten leben. Sie erinnern sich vielleicht an den berühmten «Minger»-Witz. Dieser lautet: «En cas de guerre, sonnez deux fois». Wir befinden uns in einer dramatischen Finanzsituation. Während dieser kann man auch nicht mit normalen Argumenten argumentieren. Genau das halten wir Grossrat Etter zugute; er hält den Finger auf den wunden Punkt. Alle Vorredner haben gelobt, wie der öffentliche Verkehr fantastisch funktioniert und immer wächst. Ich bin auch Benutzer des öffentlichen Verkehrs. Ich schätze diesen sehr und benutze auch die RBS-Linie nach Zollikofen, auf welcher japanische Verhältnisse herrschen. Ich freue mich auch, dass wir auf unserer S6-Bahnlinie Doppelstockzüge haben. Ich habe das Dokument gelesen und stelle fest, dass selbst der gut laufende S-Bahnverkehr gerade die Hälfte seiner Kosten deckt. *(Le vice-président agite sa cloche.)* Wenn wir das Angebot ausweiten, müssen wir es auch finanzieren. Schlussendlich drücken wir uns – zumindest sehr viele von uns – vor dieser Grundsatzfrage, nämlich, ob wir dazu auch bereit sind. Es gibt verschiedene Finanzierungsmöglichkeiten, so beispielsweise über Steuergelder als einfachste Möglichkeit, aber auch über die Erhöhung der Tarife. In diesem Zusammenhang möchte ich auf die Reaktionen verweisen, die die letztjährigen Tariferhöhungen seitens der SBB ausgelöst haben. Der Personenverkehr, dessen Wachstumskurve in Zukunft antizipiert, ist erstmals gesunken, und dies aufgrund einer leichten Tariferhöhung. Insofern besteht eine Preiselastizität der Nachfrage. Deshalb sollten wir aufpassen und die Wachstumsszenarien nicht fortschreiben, sondern diese hinterfragen.

Wir haben die Worte von Frau Regierungsrätin Egger noch im Ohr. Sie hat einige Male gesagt, welches die Folgen wären, wenn wir dem Kanton die nötigen Gelder nicht zur Verfügung stellen. Regierungsrätin Egger liest jeweils vor, welche Linien primär betroffen sind. Es sind Linien auf dem Land. Vor allem Sie, die hier in der Mitte sitzen, haben als Regionalvertreter keine Freude daran. Auch Frau Regierungsrätin Egger dürfte nicht erfreut sein, ebenso wenig unsere Fraktion. Es ist aber einfach eine Tatsache; wenn das Geld nicht vorhanden ist, muss irgendwo gespart werden. Frau Egger und die Regierung haben sogar die Region Bern ins Visier genommen, indem der Tramtakt ausserhalb der Stosszeiten von sechseinhalb auf sieben Minuten gesenkt wurde. Daran hat kein Trambenutzer Freude. Wenn es darum geht, Opfer zu bringen, zu welchen wir den Kanton offenbar in einer Mehrheit zwingen, dann sind diese Sparopfer aus unserer Sicht immer noch vertretbar.

Sie merken es sicher. Meine Argumentation läuft darauf hinaus, dass wir Grossrat Etter in seinen Anträgen unterstützen. Wir stellen fest, dass der vorliegende Angebotsbeschluss eine Politik des Status quo repräsentiert. Grossrat Aeschlimann hat es auch erwähnt. Man kann sagen, dass dies der kleinste gemeinsame Nenner ist. Ich gehe sogar einen Schritt weiter, indem ich diese Politik als ein Gleichgewicht des Schreckens zwischen Land- und Stadtregionen bezeichne. Alle haben Angst, dass ihre Linien von den Einsparungen betroffen sein könnten. Dann fahren halt alle Trams nur noch alle siebeneinhalb Minuten und am Abend fährt dann nach 20.00 Uhr kein Postauto mehr nach Gerzensee. Davor haben alle Angst, weshalb man sich auf diesen Beschluss geeinigt hat. Ich sage es noch einmal: Dieser Kanton wird nach ASP nicht mehr gleich aussehen wie zuvor. Deshalb finden wir seitens der glp-CVP-Fraktion, dass diesen Anträgen zuzustimmen ist. In den nächsten Jahren nach ASP sollten wir uns viel grundsätzlichere Fragen stellen, nämlich wie wir die Mobilität insgesamt vermeiden können. Weder der Privat- noch der öffentliche Verkehr deckt seine Kosten. Plötzlich diskutieren wir hier über Fragen, wie dezentrale Entwicklungsschwerpunkte gefördert werden können. Oder wir diskutieren die Frage, wie wir fördern können, dass die Leute wieder dort wohnen können, wo sie arbeiten. Vielleicht diskutieren wir dann darüber, wie dezentrale Bildungszentren oder eine dezentrale Verwaltung finanziert werden kann. Diesbezüglich wird eine Diskussion zwischen Stadt und Land vielleicht wieder möglich sein. Aber das ist natürlich ein Zehn- bis Zwanzig-Jahresprojekt. In diesem Sinn unterstützen wir die Anträge von Grossrat Etter.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Ich habe es bereits von meinem Vorredner gehört und gehe mit ihm einig, dass sich die Diskussion aufgrund der finanziellen Lage erübrigt. Wie wir wissen, fordert dies Opfer. Der vorliegende Angebotsbeschluss fordert Opfer im ländlichen Raum von Gemeinden, die überhaupt keinen ÖV mehr haben werden. Insofern muss ich die Frage stellen, wie ich der ländlichen Bevölkerung klar machen soll, dass sie keinen ÖV mehr haben wird, während man in der Stadt über den Minutentakt diskutiert. Letzteres kann ich wegen der regen Benutzung verstehen. Dass dies auf dem Land nicht begriffen wird, ist klar. Ich muss aber klarstellen, dass es auf dem Land auch Leute gibt, die kein Auto fahren – seien dies Kinder oder ältere Personen. Weil Schulhäuser zusammengelegt wurden, kann man die Sache natürlich mit Schulbussen angehen. Dieses Angebot würde eher auf die Unterstufenkinder beschränkt, während die älteren Schulkinder mit Velos oder Mofas zur Schule fahren können. Im Winter sind die Strassenverhältnisse wiederum sehr gefährlich. Die Gemeinde Bleiken, die mich kontaktiert hat, hat in kurzer Zeit mehr als 50 Prozent Unterschriften der Stimmberechtigten gehabt. Es geht nicht darum, dass diese selber den ÖV benutzen möchten. Ein Teil der Leute ist auf den ÖV angewiesen wie Kinder und ältere Leute. Letztere müssen ausserhalb des Dorfes zum Arzt. Dasselbe gilt für den wöchentlichen Einkauf, dort, wo der Dorfladen nicht mehr ausreicht. Ich habe einfach keine Alternative in diesem Angebotsbeschluss – sei es nur ein Rufbus – gefunden. Aus diesem Grund kann ich den Angebotsbeschluss nicht unterstützen.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Vorab sei klargestellt, dass es sich nicht um Anträge Etter – ich will ihm nichts wegnehmen – sondern um BDP-Anträge handelt. Die BDP hat fachlich und sachlich nichts am Bericht auszusetzen. Hier wurde sehr gute Arbeit geleistet. Wir sehen das Ganze im Zusammenhang der unsererseits mehrfach geäusserten Warnungen vor dem Hintergrund der finanziellen Situation des Kantons Bern. Im Juni werden wir den Geschäftsbericht 2012 beraten müssen. Sie wissen alle, dass 200 Mio. Franken fehlen, etwa so viel, wie die jährlichen Subventionen des ÖV ausmachen. Alle sagen, dass jetzt gehandelt werden muss. Die Frage ist einfach, wann dies sein wird. Alle sprechen vom Zauberwort ASP. Kein Mensch kann aber irgendeine von der Regierung geplante Sparmassnahme erkennen. Im Gegenteil erhalten wir immer wieder Signale, wonach die ASP immer wieder hinausgeschoben wird, weil es wahrscheinlich schmerzhaft sein wird,

überall sparen zu müssen. Überall heisst, dass auch beim ÖV gespart werden muss. Man sagt, dass man bereits gespart hat, indem man gar nicht so viel ausgebaut hat, wie dies gewünscht war. Wenn Sie die Zahlen lesen, sehen Sie, dass die Ausgaben in den nächsten vier Jahren um 12 Mio. Franken erhöht werden. Die Erhöhung einer Ausgabe hat meines Erachtens gar nichts mit Einsparungen zu tun, sondern mit einer Verminderung. Wenn man bei den Zahlen im Rahmen der Vorprüfung der ASP festgestellt hat, dass der Kanton Bern ein Defizit von etwa 15 Prozent aufweist, müsste man folglich 15 Prozent sparen. Bei 200 Mio. Franken würde dies 30 Mio. Franken bedeuten und nicht 12 Mio. Franken plus.
Unser Antrag ist kein Sparantrag. Er will lediglich dem Grossen Rat den Handlungsspielraum offenhalten, indem für die nächsten zwei Jahre mit den Zahlen des Angebotsbeschlusses gefahren wird. In den nächsten zwei Jahren werden wir auch Finanzbeschlüsse fassen müssen. Wir müssen auch beschliessen, wie wir das strukturelle Defizit wegbringen. Wenn wir für vier Jahre feste Ausgaben beschliessen, wird es während der Budgetdebatte im Herbst seitens der Regierung heissen, der ÖV sei tabu, weil der Grosse Rat im März 2013 vier Jahre fix beschlossen hat. Das möchten wir verhindern, indem wir den Spielraum offenhalten. Wenn wir dies nicht tun, geschieht das, was letzten Herbst passiert ist. Man hat im November rasch ein Sparpaket von 100 Mio. Franken schnüren müssen und wollte unter anderem auch beim ÖV sparen. Dies war letztlich gar nicht möglich, weil im November – aufgrund fixer Verträge und Leistungsaufträge – nicht mehr festgelegt werden kann, diese oder jene Buslinie ab Januar zu schliessen. Irgendwie ist es Augenwischerei, zumal die Budgethoheit und unsere Möglichkeiten, bei finanziellen Ausgaben eingreifen zu können, zur Farce werden. So könnten wir genauso zu Hause bleiben, wenn es um das Budget und um die ASP geht. Ich wiederhole nochmals, dass es sich beim Antrag BDP nicht um einen Sparantrag handelt. Es geht nur darum, den Handlungsspielraum des Grossen Rates aufrechtzuerhalten. Ich bitte Sie, den Antrag zu unterstützen.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Ich bin ganz sicher auch für einen gut ausgebauten ÖV, ich nutze diesen auch. Er ist bei uns auf dem Land auch sehr wichtig. Wir haben Kinder, alte und behinderte Leute, die diesen benutzen. Deshalb ist es gefährlich, ihn abzubauen. Man muss nicht das Gefühl haben, dass, wenn ein Angebot gestrichen wird, die Leute den ÖV weiterhin nutzen, wenn sie von zu Hause aus das Auto nehmen müssen, um an einen Bahnhof zu fahren; umso mehr, als die Parkplätze an den Bahnhöfen knapp sind. Wo fahren die Leute hin? Sie fahren weiter. Auch ich wurde seitens der Gemeinde Bleiken angegangen. Diese hat mir Zahlen der STI (Verkehrsbetriebe Steffisburg-Thun-Interlaken) geliefert, welche die Linie von Oberdiessbach über Wangelen-Heimischwand und zurück führt. Wir haben unseren Kommissionsmitgliedern mitgeteilt, wie die Menge der Benutzer berechnet wurde. Dies sind nach Angabe der Mitglieder etwa 2,6 Benutzer pro Kurs. Die Zahlen der STI zeigen aber auf, dass diese Angaben gar nicht stimmen können. Insofern frage ich mich, welche Zahlen richtig sind, zumal die Zahlen der STI eine hundert Prozent höhere Benutzungsziffer der besagen Kurse aufzeigt. Ich habe Zahlen, die pro Kurs von 21 bis 24 Personen ausgehen. Dies gibt nach Angebotsstufe 1 bis zu sechs Personen pro Kurs. Gestützt darauf stelle ich hier eine grosse Differenz fest und werde dem Angebotsbeschluss 2014 bis 2017 nicht zustimmen.

Mathias Tromp, Berne (PBD). Heute fällt es mir nicht so leicht, die fünf Meter von meinem Sitzplatz zum Rednerpult zu gehen. Ich weiss aber, dass gewisse Leute ein Votum von mir verlangen. Ich weiss, dass die Kollegen des ÖV ein flammendes Votum für den ÖV von mir verlangen, während diejenigen, die mit mir im Rahmen der ASP kämpfen, dafür plädieren, irgendwo Bremsen einzubauen. Das ist mein Dilemma. Ich könnte sitzen bleiben und mich auf den Standpunkt stellen, dass ich abstimmen kann, wie ich will oder den Saal während der Abstimmung verlassen kann. Ich möchte aber klar festhalten, was ich denke. Im Sinne eines flammenden Votums für den ÖV kann ich klar festhalten, dass der von der BVE ausgearbeitete Angebotsbeschluss hervorragend und sachlich gut ist. Er mag Härtefälle beinhalten. Die BVE hat es sich auch nicht leicht gemacht. Es mussten praktisch alle Anliegen der Regionen abgelehnt werden oder man hat sogar Kürzungen am bestehenden Angebot vornehmen müssen. Sie haben vorhin gehört, dass dies bei der Linie von Wangelen der Fall war. Insofern muss der Angebotsbeschluss als ausgewogen und als gut bezeichnet werden. Meines Erachtens kann ihm zugestimmt werden.
Jetzt komme ich zur finanzpolitischen Seite. Diesbezüglich haben wir ein Problem. Ich war letztes Jahr Budgetsprecher. Auf Seite 32 des Vortrags steht Folgendes: «Kreditbeschlüsse werden jeweils für ein Jahr bewilligt.» Dementsprechend wird das Angebot ebenfalls jährlich bewilligt. Es werden zu Recht Leistungsvereinbarungen getroffen, sodass auch die Transportunternehmungen über eine Planungssicherheit verfügen. Dies zeigt, dass man im November anlässlich der Budgetberatung nichts beschliessen kann, obwohl wir die Budgethoheit haben. Dem ist so, weil die Verträge bereits laufen. Das ist zu Recht so: Man kann nicht im November den Fahrplan für den Dezember korrigieren. Folglich verfügen wir über kein Instrument. Wir können nicht über das Budget Einfluss nehmen. Den Finanzplan nehmen wir nur zur Kenntnis. Somit können wir über diesen auch nichts bewirken. Deshalb stellt sich die Frage, wo wir einen Handlungsspielraum holen können. Dieser kann bei der Zeitdauer liegen – doch dem werde ich so nicht zustimmen, weil der Fahrplan für vier Jahre gemacht ist. Ich bitte Sie aber dringend, dem Antrag der BDP zu Ziffer 9.6 zuzustimmen. Dieser gibt dem Grossen Rat ausdrücklich die Möglichkeit, von sich aus aktiv zu werden. Dies immer im Rahmen der zeitlichen Möglichkeiten. Wenn wir im Rahmen der ASP über die Berufsbildung, über Klassenschliessungen oder über Strassenbau sprechen müssen, wird auch der ÖV betroffen sein. Im Rahmen dieses Gesamtpakets soll nicht zugewartet werden, bis uns die Regierung etwas vorlegt. Der Grosse Rat muss im Rahmen des Gesamtpakets die Freiheit haben, den Handlungsspielraum zu behalten. Ich unterstreiche ausdrücklich das entsprechende Votum von Grossrat Siegenthaler, der gesagt hat, dass der Handlungsspielraum für alle Direktionen gelten muss. Ich sage es bewusst: Dies ist leider auch beim öffentlichen Verkehr der Fall. Ich bitte Sie dringend, mindestens dem BDP-Antrag zu Ziffer 9.6 zuzustimmen, damit der Grosse Rat die Handlungsfreiheit behalten kann.

Luc Mentha, Köniz (PS). Es ist klar; wir haben im Kanton Bern einen destabilisierten Finanzhaushalt. Heinz Siegenthaler hat gesagt, dass die BDP unzählige Male rechtzeitig auf das Problem hingewiesen habe. Wir haben dies seitens der SP auch getan, indem wir unzählige Male vor Steuer- und Gebührensenkungen und vor den Folgen grosser finanzieller Prob-

leme gewarnt haben. Diese sind nun eingetreten. Der heute vorliegende Beschluss ist sehr zurückhaltend. Darin steht, dass 59 Anträge der Regionalen Verkehrskommissionen abgelehnt wurden. Man kann diesen Angebotsbeschluss nicht anders als ein Moratorium qualifizieren, welches dieser schwierigen Finanzlage Rechnung trägt, um während dessen Laufzeit nach Lösungen zur Stabilisierung des Finanzhaushalts suchen zu können.
Die Anträge der BDP machen ehrlicherweise nur dann Sinn, wenn man effektiv auch zusätzliche Sparmassnahmen ergreift. Heinz Siegenthaler hat versucht, den Wolf in einen Schafspelz einzuhüllen. Ich glaube, es ist eindeutig: Wenn wir nach zwei Jahren wieder auf den Angebotsbeschluss – unter dem Stichwort «Stabilisierung des Finanzhaushalts» – zurückkommen, bedeutet dies, beim ÖV zu sparen. Was heisst das? Das heisst, dass die Verkehrsverbindungen über den ÖV im ländlichen Raum noch mehr abgebaut werden. Bleiken und Obertal lassen grüssen. Ich habe volles Verständnis für die Interventionen des SVP-Vertreters aus diesem Raum, der sich mit der Streichung schwer tut. Moritz Müller muss ich sagen, dass es mir relativ problematisch erscheint, wenn du praktisch zwei Minuten vor der Beschlussfassung sagst, du habest Zahlen und dass etwas nicht stimmen könne. Diese Zahlen hätten wirklich viel früher eingespeist werden sollen. Insofern bin ich in Bezug auf deine Äusserungen ziemlich hilflos und weiss nicht, was ich von diesen halten soll. Zu Mathias Tromp möchte ich bemerken, dass der Angebotsbeschluss meiner Auffassung nach nicht gut ist. Du hast gesagt, dass dieser gut sei. Er ist nicht gut. Er lehnt berechtigte Forderungen massiv ab. 59-mal werden berechtigte Einzelforderungen abgelehnt. Aber – und so löse ich das Dilemma – es geht nicht anders, als dass wir einem schlechten Angebotsbeschluss, im Sinn eines Moratoriums, zustimmen. Damit können wir unseren Finanzhaushalt während dessen Laufzeit stabilisieren.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Eine Passage aus dem Votum von Moritz Müller ist mir doch etwas in die Nase gestochen. Ich möchte kurz etwas darauf erwidern. Du sagst, dass der ÖV auf dem Land für Kinder, alte Leute und Behinderte sei. Das kann es nicht sein. Das ist eine völlige Unterschätzung des Potentials des ÖV. Der ÖV leistet bedeutet mehr, als nur ein Transportinstrument für diese Gruppierungen zu sein. Es gibt Leute, die bewusst keine Autoprüfung machen und mit dem ÖV fahren. Es gibt junge Leute, die sich ein GA finanzieren. Ich möchte Sie bitten, dies zur Kenntnis zu nehmen.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Grossrat Müller möchte etwas auf das Votum von Grossrat Mentha erwidern.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Ich habe der Gesamtkommission die erwähnten Zahlen über ein Kommissionsmitglied zugestellt. Die Kommission hat über diese verfügt. Insofern habe ich diese Zahlen nicht kurzfristig erwähnt.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Vielen Dank für diese Diskussion. Ich habe erwartet, dass diese sehr engagiert ausfallen wird. Ich muss vielleicht etwas präzisieren, weil ich mich – wie zumindest aus verschiedenen Voten hervorgegangen ist – unklar ausgedrückt habe. Die BDP steht klar hinter dem vorliegenden ÖV-Angebot. Wir wollen keine Änderung. Insofern habe ich nie von einem Abbau gesprochen. Wir haben keinen Antrag auf Reduktion gestellt, sondern stehen hinter dem Angebot. Ich bin auch ein ÖV-Benutzer und habe ein GA in der Tasche. Ich bin froh, wenn der Zug rechtzeitig fährt oder wenn ich ein Postauto oder ein Tram benutzen kann. Wir müssen aber den Gesamtkontext – das heisst, auch die finanzielle Situation – sehen. Mit unseren Anträgen verlangen wir einzig, dass das Angebot in zwei Jahren wieder diskutiert und die Situation unter dem Blickwinkel der ASP neu beurteilt werden kann. Wir wollen die Situation neu beurteilen können, wenn wir wissen, wie es in ferner Zukunft um unsere Finanzen steht. Wir haben keinen Abbau gefordert. Es steht auch nicht im ÖV-Angebot, dass wir alle Spitzen abdecken möchten. Das ist gar nicht möglich. Darin steht ausdrücklich, dass es zumutbar ist, dass während Fahrten von 15 Minuten nicht genügend Sitzplätze verfügbar sind. Der Angebotsbeschluss ist ausgewogen. Deshalb stehen wir dahinter. Wir sind nicht gegen die Transportrunternehmen. Wir müssen und wollen mit diesen zusammenarbeiten. Das Interesse des Kantons und der Kantonsfinanzen gewichten wir jedoch höher als die langfristige Planungssicherheit der Transportunternehmen.
Unsere Vorschläge sind nicht dermassen exotisch, wie sie vielleicht erscheinen mögen. Eine Fahrplanperiode dauert zwei Jahre. Die Transportunternehmen wollen die Planungssicherheit über zwei oder sogar über drei Fahrplanperioden haben. Deshalb ist es nicht daneben, in zwei Jahren wieder darüber diskutieren zu wollen. Insofern sind unsere Anträge machbar. Vielleicht noch ein Wort zu Werner Moser, der sich beklagt, dass seine Gemeinde keinen oder nur noch einen reduzierten Anschluss hat. In meinem Wohnort Treiten haben wir seit 12 Jahren keinen einzigen ÖV-Anschluss mehr, weder einen Postauto- noch einen Bahnanschluss. Wir leben immer noch. Zu Luc Mentha möchte ich sagen, dass es im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfungen in diesem Kanton keine Tabus geben darf. Wir müssen alles auf den Tisch legen. Deshalb dürfen wir gewisse Bereiche auch nicht zementieren, sodass man nicht mehr über sie diskutieren kann. Ich möchte Sie bitten, unsere Anträge zu unterstützen. Ich danke Ihnen, wenn Sie den drei Anträgen zustimmen. Ich glaube, es ist selbstverständlich, dass über jeden Antrag einzeln abgestimmt wird.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS), président de la commission. Wir haben eine ausführliche Diskussion gehabt. Vielen Dank dafür. Ich möchte mich zu einigen Punkten äussern und abschliessend nochmals auf die Anträge zu sprechen kommen. Wir haben das von zwei Rednern aufgegriffene Problem der Gemeinde Bleiken kurz diskutiert und dieses zur Kenntnis genommen. Mehr kann ich als Kommissionspräsident nicht dazu sagen. Grossrat Brönnimann, die Kommission hat sich nicht von einer Angst leiten lassen. Wir haben das ganze Projekt nicht unter dem Licht der ASP, sondern aus verkehrstechnischer Sicht betrachtet. Aus verkehrstechnischer Sicht umfasst der Beschluss das, was heute möglich ist. Es handelt sich – wie bereits erwähnt – um einen grundsätzlich guten Angebotsbeschluss. Die Kommission möchte diesen einstimmig annehmen. Heinz Siegenthaler hat die Mehrkosten angesprochen. Diese werden auf Seite 31 erläutert. Es handelt sich während den nächsten vier Jahren um insgesamt 12 Mio. Franken Mehrkosten. Diese sind natürlich eine Folge des neuen Rollmaterials. Wenn das Rollmaterial doppelstöckig zur Verfügung gestellt und die BLS neue Züge im Betrag von fast 1 Mrd. Franken kaufen muss, hat dies natürlich Abschreibungen zur Folge. Diese müs-

sen wir hier finanzieren. Hätten wir das neue Rollmaterial nicht, müssten die Leute nur noch stehen oder auf den nächsten Zug warten, weil sie nicht mehr einsteigen können. Andernfalls müssten, wie es in Japan der Fall ist, Leute engagiert werden, welche die Leute in den Zug hineindrücken. Das wollen wir ja nicht. Deshalb hat die BLS richtig entschieden und – wie andere Transportunternehmen auch – neues Rollmaterial angeschafft. Zusätzlich kommen neue Kostensteigerungen auf die Transportunternehmungen zu. Ich weiss, dass sehr viele Transportunternehmungen die Zitrone bereits ausgepresst haben und alles Mögliche unternehmen, um noch günstiger produzieren zu können. Der Kanton führt harte Offertverhandlungen mit diesen Unternehmungen. Diese produzieren wirklich günstig. Insofern ist nicht mehr Spielraum vorhanden. Dass hier eine kleine Kostensteigerung über die nächsten vier Jahre ausgewiesen ist, steht der Tatsache gegenüber, dass wir lange von den Kosteneinsparungen als Folge der letzten Jahre profitieren konnten. Die Transportunternehmungen haben immer mehr Auflagen zu erfüllen, wodurch neue Kosten auf sie zukommen. Zu den konkreten Anträgen: Jakob Etter, inzwischen habe ich den dritten Antrag der BDP besser verstanden. Ich muss Ihnen allerdings nochmals sagen, dass wir uns ein Gesetz über den öffentlichen Verkehr erlassen haben. Dieses legt klar fest, welche Periode wir wählen müssen. Wir können uns nicht einfach über das eigene Gesetz hinweg setzen. Aus diesem Grund erachte ich den Antrag der BDP in diesem Sinn als nicht statthaft. Das Gesetz besagt klar, dass es zwei oder vier Fahrplanperioden sein müssen. Die Fahrplanperiode dauert zwei Jahre. Folglich müsste man den Angebotsbeschluss über vier oder sechs Jahre beschliessen. Deshalb bitte ich Sie, den entsprechend Antrag der BDP abzulehnen, in der Annahme, dass die Kommissionsmehrheit dahinter steht. Im Weiteren muss ich festhalten, dass eine Anpassung des Angebotsbeschlusses jederzeit möglich ist. Das haben wir bereits mehrmals – auch in den letzten Jahren, beispielsweise im Jahr 2009 – gemacht. Zum Schluss eine Bemerkung zur ASP: Ich bin gespannt, wie der Grosse Rat vorgehen möchte, falls der Antrag der BDP jetzt angenommen wird. Wie ich Grossrat Etter verstehe, möchte die BDP, dass der Grosse Rat bestimmt, welche Linien gestrichen werden sollten. Ich erachte den von der Regierung vorgeschlagenen Weg, welcher auf das Gleiche hinausläuft, als den richtigen. Es ist allen klar, dass alle Bereiche im Rahmen der ASP angegangen werden müssen. Auch die Regierung spricht davon. Die Kommission hätte diesbezüglich auch den Regierungsratsantrag unterstützt, so wie wir dies beim Angebotsbeschluss mit insgesamt 17 Stimmen ohne Gegenstimme taten. Am Schluss danke ich selbstverständlich der BVE, dem Amt für öffentlichen Verkehr und Frau Regierungsrätin Egger für die gute Zusammenarbeit.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Fast alle Bewohnerinnen und Bewohner unseres Kantons benutzen den öffentlichen Verkehr. Über die Hälfte der Bernerinnen und Berner benutzen ihn sogar regelmässig, und es werden täglich mehr. Die Anzahl der Fahrgäste hat seit 2006 um 20 Prozent zugenommen, und dies nicht nur in den Agglomerationen, sondern im ganzen Kanton. Vom Oberaargau bis ins Emmental, im Jura und im Berner Oberland fahren 15 bis 30 Prozent mehr Fahrgäste mit den Bussen und Bahnen. Es bestehen keine Anzeichen für eine Trendwende, weder im Regional- noch im Ortsverkehr, für welchen der Kanton zuständig ist. Der leichte Nachfragerückgang bei der SBB betrifft nämlich lediglich den Fernverkehr und ist raumplanerisch auch so gewollt. Aber – und hier öffne ich eine Klammer als Antwort auf einige Voten, die den ÖV und auch die Finanzierung hinterfragen – die Leute, die heute mit dem ÖV pendeln, werden bei einem Abbau des ÖV auf das Auto umsteigen. Wir haben bereits heute verstopfte Strassen. Ich bin überzeugt, dass der Ausbau der Strassen in unserem dicht besiedelten, aber auch relativ schwierigen Gelände eher teurer zu stehen kommt, zumal der Kanton die Kosten für die Kantonsstrassen zu 100 Prozent übernehmen muss. Die jüngere Generation ist heute viel stärker und vor allem auch viel selbstverständlicher auf den öffentlichen Verkehr ausgerichtet, als es meine – und damit meine ich mehrheitlich auch Ihre Generation – war. Auf der anderen Seite müssen wir, wie Sie wissen, die Finanzlage im Auge behalten. Diese hat sich auch direkt auf diesen nächsten Angebotsbeschluss ausgewirkt.
Der Angebotsbeschluss – und dies scheint mir wichtig zu sein – ist ein mittelfristiges Planungsinstrument, das alle vier Jahre vorgelegt werden muss, und kein Finanzierungsinstrument für den öffentlichen Verkehr. Das Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG) schreibt dies nicht zuletzt darum vor, damit die Transportunternehmungen, bei welchen wir das Angebot des öffentlichen Verkehrs bestellen, eine gewisse Planungssicherheit haben und wissen, wonach sie unter anderem auch die Arbeitsplätze ausrichten müssen. Der Angebotsbeschluss entsteht jeweils in sehr enger Zusammenarbeit mit den Regionen. Der Kanton stützt sich auf die regionalen Angebotskonzepte, welche von den Regionalkonferenzen und von den regionalen Verkehrskonferenzen erarbeitet werden. Die Gemeinden unseres Kantons sind Mitglieder dieser Konferenzen. Gleichzeitig ist auch die Finanzplanung zu berücksichtigen. Aus diesem Grund haben wir beim neuesten Angebotsbeschluss im Gegensatz zu früheren Angebotsbeschlüssen die Anträge aus den Regionen für Angebotsausbauten zum ersten Mal weitgehendst ablehnen müssen. In allen früheren Angebotsbeschlüssen konnten wir ausbauen. Verbesserungen, wie sie die Gemeinden und Regionen beantragt haben, sind dieses Mal grösstenteils nicht möglich. Wir haben nur sehr vereinzelte kostengünstig realisierbare Verbesserungen aufnehmen können.
Wie gesagt wird die Nachfrage auch in den nächsten Jahren voraussichtlich weiterhin stark zunehmen. Jedoch wird das Angebot in den kommenden Jahren auf dem heutigen Stand eingefroren. Das wird zu einer Zuspitzung der Kapazitätsengpässe führen. Bei den S-Bahnlinien der BLS kann dank dem Einsatz von neuen Doppelstockzügen das Platz- bzw. auch das Stehplatzangebot erweitert werden – allerdings nicht auf allen Linien. Stehplätze werden in den Spitzenzeiten auf allen Linien, auch mit grösseren Zügen, an der Tagesordnung sein. Das kann man vielleicht als zumutbar erachten. Steht man aber wie Sardinen bei einander, geht es vielleicht nicht jeden Tag. Auch wird sich die Situation bei verschiedenen Buslinien von BERNMOBIL und bei den S-Bahnlinien von RBS weiter zuspitzen. Der vorliegende Angebotsbeschluss sieht somit ein verkehrs- und finanzpolitisch gerade noch verantwortbares Minimum vor. Er erfüllt nicht alle heutigen Mobilitätsansprüche der Regionen und der Bernerinnen und Berner. Mit dem Angebotsbeschluss 2014 bis 2017 steigt der Abgeltungsbedarf geringfügig an. Im Regionalverkehr ist dies insbesondere wegen des Einsatzes von neuen und auch grösseren Zügen sowie aufgrund von Kostensteigerungen bei den Transportunternehmungen der Fall. Letztere können nicht mit Mehrerträgen kompensiert werden. Ebenfalls kostensteigend wirken sich die

Abschreibungsfolgekosten von Infrastrukturinvestitionen und am Rande auch die kleineren Angebotsanpassungen aus.
Ich komme zu den Abänderungsanträgen der BDP. Die ersten beiden Anträge betreffen die Geltungsdauer des Angebotsbeschluss. Diese soll neu von vier auf zwei Jahre begrenzt werden. Ich bitte Sie, diese Anträge aus folgenden Gründen abzulehnen: Wie ich bereits erwähnt habe, ist der Angebotsbeschluss ein gesetzlich zwingend vorgeschriebenes mittelfristiges Planungsinstrument, welches nicht zuletzt den Transportunternehmungen ermöglichen soll, ihre betrieblichen Planungen darauf auszurichten. Seitens des BDP-Sprechers wurde gesagt, dass die Geltungsdauer ein Stück weit einem Wunsch der Transportunternehmungen entspreche. Es handelt sich nicht um einen Wunsch der Transportunternehmungen, liebe Grossrätinnen und Grossräte, sondern um eine gesetzliche Vorgabe. Artikel 13 des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr (ÖVG), welches vom Grossen Rat verabschiedet wurde, schreibt vor, dass der Bericht über die mittelfristige Nachfrage und Angebotsentwicklung für die nächsten zwei bis drei Fahrplanperioden festzuhalten sei. Eine Fahrplanperiode umfasst zwei Jahre. Folglich wollte der Grosse Rat, dass wir einen Angebotsbeschluss über einen Zeitraum von vier bis sechs Jahren machen. Mit vier Jahren liegen wir ohnehin an der unteren Grenze. Führt man jetzt die Finanzen und die Interessen des Kantons als Argumente ins Feld, so ist zu beachten, dass der Kanton aus Bürgerinnen und Bürgern besteht. Die Interessen des Kantons können nur die Interessen der Bürgerinnen und Bürger sein. Insofern, liebe Grossrätinnen und Grossräte, wissen Sie selber, dass die Bernerinnen und Berner den öffentlichen Verkehr wollen. Wenn wir nur die kleinste Linie ausdünnen oder abbauen, führt dies zu Petitionen und zu einem Sturm im Kanton Bern, mehr noch, als es beim eingeschränkten Winterdienst der Fall ist. Diesen Aspekt gilt es nebst den Finanzen auch zu berücksichtigen. Ich bin gespannt, wie der Grosse Rat angesichts dieser Interessenlage für die Bürgerinnen und Bürger entscheiden will.
Der öffentliche Verkehr ist eine Branche, die auf lange Planungshorizonte angewiesen ist. Dabei gilt es zu beachten, dass eine Fahrplanperiode jeweils zwei Jahre umfasst. Ein zweijähriger Angebotsbeschluss würde nur eine Fahrplanperiode umfassen und widerspräche damit dem Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG) bzw. würde dieses nicht einhalten. Ein Hin- und Her mit kurzfristigen Änderungen von einer Fahrplanperiode zur nächsten wäre über kurz oder lang auch der Ruin der Transportunternehmungen. Es gilt ebenfalls zu beachten, dass im Kanton Bern zirka 6500 Leute für die Transportunternehmungen arbeiten und eine feste Arbeitsstelle haben. Das ist keine geringe Anzahl. Der dritte Antrag der BDP verlangt einen ausdrücklichen Vorbehalt späterer Anpassungen aufgrund der Erkenntnisse aus der Angebots- und Strukturüberprüfung, ASP 2014. Für diesen Antrag habe ich ein gewisses Verständnis. Er ist aber unnötig, weil das Anliegen bereits in Ziffer 9.6 des Beschluss berücksichtigt ist. Ich lese Ihnen Ziffer 9.6 vor: «Der Grosse Rat beauftragt den Regierungsrat, ihm eine Anpassung des vorliegenden Beschlusses zu unterbreiten, falls die Aufgaben- und Strukturüberprüfung einen Handlungsbedarf beim öffentlichen Verkehr ergibt.» Der Auftrag an den Regierungsrat ist gewährleistet, sodass entsprechende Erkenntnisse aus der ASP 2014 in den Angebotsbeschluss einfliessen. Es gibt keinen Grund, einen weiteren Antrag zu stellen, zumal das Anliegen bereits im Beschluss enthalten ist. Ich bitte Sie deshalb, die drei Anträge der BDP abzulehnen.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Damit kommen wir zu den Abstimmungen. Ich schlage Ihnen vor, die ersten beiden Anträge der BDP zu den Ziffern 1 und 9.2 einer gemeinsamen Abstimmung zu unterziehen. Der Antragsteller ist einverstanden damit, zumal es in beiden Anträgen um die Verkürzung der Geltungsdauer des Angebotsbeschlusses geht. Sind Sie damit einverstanden, eine gemeinsame Abstimmung über die Anträge zu den Ziffern 1 und 9.2 durchzuführen? – Das ist der Fall.

Vote (proposition PBD concernant les ch. 1 et 9.2)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	39
Non	105
Abstentions	2

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben die Anträge der BDP zu den Ziffern 1 und 9.2 abgelehnt.

Vote (proposition PBD concernant le ch. 9.6)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	46
Non	100
Abstention	1

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben den Antrag der BDP zu Ziffer 9.6 ebenfalls abgelehnt.

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	129
Non	15
Abstentions	3

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Sie haben den Angebotsbeschluss genehmigt.

Affaire 2013.0008

Numéro de l'intervention:	010-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.01.2013
Déposée par:	Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole) Küng-Marmet (Gessenay, UDC) Pfister (Zweisimmen, PLR)
Cosignataires:	0
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	27.02.2013
Numéro de l'ACE	274/2013
Direction:	TTE

Déneigement insuffisant dans le Simmental et le Pays de Gessenay

Bien que l'arrondissement d'ingénieur en chef I (Oberland bernois) doive économiser 5,044 millions de francs, nous pensons

qu'il faut arrêter de réduire le budget du service hivernal. Selon nous, c'est dans le niveau d'aménagement qu'il faut faire des économies.
Depuis quelques années, alors qu'il prétend faire passer la sécurité de la population avant tout, le canton de Berne déneige de moins en moins dans le Simmental et le Pays de Gessenay. La dangereuse portion de route à Saanenmöser, que le canton n'est pas tenu de déneiger complètement, devient toujours plus problématique pour la population, les routiers, les touristes et les services de sauvetage.
Les routiers et les PME ne comprennent pas pourquoi le déneigement est si insuffisant sur cette portion de route. Qu'en est-il de la sécurité, pourtant si chère au canton de Berne ? La route qui conduit de Gstaad à Aigle (canton de Vaud) en passant par le col des Mosses est praticable tout l'hiver, la plupart du temps sans les chaînes.
Pour la région touristique de Gstaad et du Pays de Gessenay, qui accueille jusqu'à 40 000 visiteurs en hiver, des routes praticables sont une impérieuse nécessité. Ce sont surtout les touristes étrangers qui, après un long voyage, ont de grandes difficultés à rouler sur cette route.
Depuis la fermeture de l'hôpital de Gessenay, le 1er novembre 2012, les soins hospitaliers sont concentrés à Zweisimmen. Pour pouvoir rejoindre l'hôpital de Zweisimmen le plus vite possible en cas d'urgence, la population du Pays de Gessenay a donc besoin que le déneigement soit assuré de façon optimale. Mais maintenant que les deux hôpitaux ont été réunis, les services de sauvetage (basés à Saanenmöser) ont eux aussi besoin d'un service hivernal impeccable. Il est inadmissible que les populations rurales soient les seules à supporter les mesures d'économie tandis que la monstrueuse administration centrale ne cesse de grandir.
La population du canton de Berne tout entière a droit à des services hivernaux appropriés qui garantissent sa sécurité. Or, sur la portion de route qui relie Zweisimmen à Gessenay, c'est, hélas, loin d'être le cas.
Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. En dépit du déneigement insuffisant, la sécurité est-elle garantie sur la route qui conduit de Zweisimmen à Gessenay ?
2. Le Conseil-exécutif a-t-il conscience que le tronçon Zweisimmen - Gessenay est très dangereux en hiver et que la région touristique de Gstaad en pâtit ?
3. Maintenant que l'hôpital de Gessenay a été fermé, le mauvais déneigement gêne-t-il les services de sauvetage?
4. Le Conseil-exécutif est-il prêt à prendre ou à étudier des mesures qui permettraient d'améliorer le déneigement de la portion de route en cause ?

Réponse du Conseil-exécutif
En adoptant le budget 2013 lors de la session de novembre 2012, le Grand Conseil a arrêté des mesures d'économie concernant notamment le service hivernal. Ce dernier doit être restreint sur certaines routes cantonales faiblement ou moyennement fréquentées. En tant que route de liaison importante, le tronçon entre Zweisimmen et Gessenay n'est pas concerné. Comme le montrent les données ci-dessous, le service hivernal a même été renforcé ces dernières années sur la route de Saanenmöser :

	1993 – 1997	1998 – 2002	2003 – 2007	2008 – 2012
Nombre moyen par hiver de jours avec chutes de neige supérieures à 10 cm, d'après le SLF- Station de mesure de Saanenmöser	17 jours	19 jours	18 jours	17 jours
Quantité annuelle moyenne de sel répandu sur les routes cantonales du Haut-Simmental et du Pays de Gessenay	328 tonnes	488 tonnes	510 tonnes	510 tonnes
Coûts annuels moyens du déneigement de la route de Saanenmöser, par kilomètre de route, valeurs indexées	---	---	4200 francs	4800 francs
Coûts annuels moyens du déneigement de la route Lenk – Zweisimmen, par kilomètre de route, valeurs indexées	---	---	2400 francs	2600 francs
Accidents enregistrés par la police en hiver sur la route de Saanenmöser (Zweisimmen – Gessenay), par périodes de cinq ans	---	---	49 accidents 27 blessés	48 accidents 17 blessés

Les dispositions du droit routier et les normes VSS qui s'y rapportent sont déterminantes pour définir l'étendue des prestations d'un service hivernal adéquat. Le Tribunal fédéral a par ailleurs résumé comme suit les principes en la matière dans un arrêt principal en 2002 (ATF 129 III 65) :
Les usagers de la route savent que le réseau routier est exposé aux événements naturels et que dans certaines conditions, il peut être dangereux de l'emprunter. C'est au trafic de s'adapter à l'état des routes et non l'inverse. (...) Exception faite des autoroutes, il n'existe en principe aucune obligation de répandre du sel ou du sable sur les chaussées hors agglomération. Sur les routes très fréquentées, il suffit donc de s'assurer que les tronçons dangereux soient à nouveau praticables dans un délai raisonnable. Dans les localités, il convient de déneiger et de dégeler, essentiellement pour assurer la sécurité des piétons. Lorsque la température se situe autour de 0°C, la formation de plaques de verglas sur les routes humides est prévisible. Dans ces conditions, les conducteurs doivent réduire leur vitesse et rouler au pas si nécessaire. S'ils ne tiennent pas suffisamment compte de ces prescriptions et qu'ils roulent trop vite, les conducteurs ne peuvent pas imputer la responsabilité d'un éventuel accident à une collectivité publique. [trad.]
Question 1 :
La sécurité est garantie dans la mesure du possible sur le tronçon Zweisimmen-Gessenay (route de Saanenmöser). En effet, le déneigement n'y est absolument pas insuffisant. Au contraire : la moyenne annuelle, calculée par périodes de cinq ans, indique que depuis le milieu des années 1990, la quantité de sel utilisée a augmenté de 55 pour cent. Les investissements en matière de déneigement ont également été constamment revus à la hausse alors que le nombre de jours avec précipitations de neige est resté quasiment identique depuis 20 ans. En général, il faut nettement moins de trois heures pour déneiger toute la route de Saanenmöser.

Tout comme la route du Col des Mosses, celle de Saanenmöser est la plupart du temps praticable sans chaînes à neige. Durant ces 15 dernières années, la police n'a dû imposer qu'une seule fois l'obligation de mettre les chaînes à neige, l'hiver dernier, pendant une demi-journée, et uniquement pour les poids-lourds.
Comme mentionné dans l'arrêt du Tribunal fédéral cité en introduction, le propriétaire des routes ne peut à lui seul garantir la sécurité du trafic. C'est davantage aux usagers de la route d'adapter leur conduite à l'état des routes et de veiller ainsi à leur propre sécurité.
Question 2 :
Le Conseil-exécutif est conscient de l'importance de la route de Saanenmöser en tant que desserte de la région touristique de Gstaad. C'est l'une des raisons pour lesquelles d'importants investissements sont consentis pour le déneigement. Ces derniers dépassent par exemple de plus de 80 pour cent les investissements pour le tronçon Zweisimmen–Lenk (cf. tableau). D'après les données sur les accidents, la route de Saanenmöser n'est pas plus dangereuse que les autres routes en pente. Le nombre d'accidents survenus en hiver est resté constant durant ces dix dernières années, bien que le trafic ait aussi augmenté sur cette route. Le nombre de passagers blessés lors des accidents a heureusement considérablement diminué.
Question 3 :
Selon les informations fournies par le directeur de la centrale des services de sauvetage de Gesigen, les véhicules de sauvetage ne sont, en hiver, guère gênés par l'état des routes cantonales. Par le passé, le transfert de patients n'a été entravé que très rarement, lorsque les conditions météorologiques étaient extrêmement difficiles. Par contre, il arrive de temps en temps que les sauveteurs soient gênés par les conditions hivernales lors d'interventions dans des endroits isolés desservis par des routes communales.
Question 4 :
Pour les raisons susmentionnées, le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité de renforcer davantage le service hivernal sur la route de Saanenmöser. Par ailleurs, les conditions de circulation en hiver dépendent aussi des inégalités de la chaussée sur tout le tronçon entre Zweisimmen et Saanenmöser. Seul l'assainissement de la route apportera donc une amélioration notable. Le projet d'assainissement est en cours et les travaux sont déjà achevés sur certains tronçons (Rychestei, Bachöfeli). Le projet sera mis en œuvre progressivement au cours des prochaines années, sous réserve des moyens financiers à disposition (cf. Motion 204/2008 Küng-Marmet, Gessenay [UDC] – « Assainissement de la route Zweisimmen-Saanenmöser »).

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 23, zur Interpellation Knutti. Der Interpellant ist teilweise befriedigt und gibt eine Erklärung ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Wie wir bereits angekündigt haben, respektieren wir den Sparauftrag beim Oberingenieurkreis I, sind aber klar der Meinung, dass nicht noch mehr beim Winterdienst gespart werden soll. Für die Region Berner Oberland ist ein einwandfreier Winterdienst wichtiger, als vom Kanton wahrgenommen wird. Die Strassenverhältnisse in unserer Region können nicht mit den Strassen in den städtischen Gebieten verglichen werden. Innert Minuten fallen manchmal grosse Schneemengen. Darauf muss man sofort reagieren können. Ein schlechter Winterdienst ist äusserst gefährlich. Das hat sich in diesem Winter mehrmals gezeigt. Dabei denke ich vor allem an die Polizeipatrouille, die im Seeland auf eisiger Strasse davon gerutscht ist oder an das in Oberwil beim Salzeinsatz entgleiste Salzfahrzeug. Der Regierungsrat behauptet in seiner Antwort, dass der Salzeinsatz sogar gesteigert worden sei. Wenn mit der Schneeräumung so lange zugewartet wird, ist es kein Wunder, dass die Eisschicht mit Salz bekämpft werden muss. Wir haben nicht wegen des Salzeinsatzes, sondern wegen der Schneeräumungen interveniert. Die Schneeräumungsequipen benötigen meiner Auffassung nach wieder mehr Eigenverantwortung. Es kann nicht sein, dass zuerst das Aufgebot des Büros abgewartet werden muss. Der Winterdienst ist eine Staatsaufgabe und darf nicht vernachlässigt werden. Erlauben Sie mir eine kurze Schlussbemerkung zu machen: Nur weil eine Abstimmung nicht so ausgefallen ist, wie es sich der Regierungsrat gewünscht hat, kann man die Bevölkerung zwar bestrafen. Allerdings ist es höchst fahrlässig und inakzeptabel, die Sicherheit der Bevölkerung aufs Spiel zu setzen.

Affaire 2013.0033

Numéro de l'intervention:	011-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.01.2013
Déposée par:	Aellen (Tavannes, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	1
Urgente:	
Date de la réponse:	27.02.2013
Numéro de l'ACE	275/2013
Direction:	TTE

Service hivernal restreint sur les routes cantonales: des 4x4 plutôt que des chasse-neige?
Dans un communiqué publié le 8 janvier 2013, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie a informé la population que le déneigement des routes bernoises sera restreint dès janvier 2013 sur environ 300 kilomètres au total. Ces restrictions résultent des coupes budgétaires adoptées par la majorité bourgeoise du Grand Conseil lors de sa session de novembre dernier.
Ainsi, les tronçons routiers concernés resteront plus longtemps enneigés avec des risques de verglas, les chaînes à neige pourront être rendues obligatoires en certains endroits, des tronçons ne seront plus salés et des routes seront éventuellement barrées et enfin on pratiquera le déneigement d'un seul côté pour le stationnement.
Toutes ces dispositions ne tiennent pas compte des difficultés rencontrées en hiver dans certaines régions. On n'a pas l'air de savoir que l'hiver est rigoureux dans la partie francophone du canton, comme d'ailleurs dans l'Oberland.
Chez nous l'hiver, il neige abondamment, on pratique le ski voire le patin. La Direction concernée semble oublier ces conditions exceptionnelles mais normales.
Certes le Grand Conseil a pris des mesures d'économies auxquelles doivent faire face les Travaux publics, mais on ne se focalise que sur une mesure temporaire pour économiser deux millions. Même si on publie une liste de toutes les régions du canton, c'est en priorité l'Oberland et le Jura qui seront principalement touchés.
Le gouvernement est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Pourquoi les Travaux publics ont-ils ciblé le service hivernal restreint sur les routes cantonales quand on voit que des

aménagements onéreux, comme les entrées de villages, ne sont pas touchés ?
2. On construit également des ronds-points pour des sommes qui dépassent l'entendement. Pourquoi ne pas chercher ailleurs les économies ?
3. Que se passera-t-il en cas de fortes chutes de neige ? Le service sera-t-il tout même assuré ou laissera-t-on une couche de 40 cm de neige en permanence ?
4. Certaines routes cantonales sont déjà assez mal entretenues l'hiver chez nous. Il n'est pas rare que la «piste» soit faite simplement par le passage des véhicules. Cette décision aggravera-t-elle encore la situation ?
5. En cas d'accident grave, pourrait-on reprocher à l'Etat de Berne cette décision pour le moins controversée ? Les secours aux malades et aux blessés sont-ils assurés et comment ?
6. Le Col du Chasseral figure sur la liste avec la mention réouverture dès disparition de la neige. De qui se moque-t-on quand on sait que, l'hiver, le col n'est pas déneigé et que la route qui y mène croise à certains endroits les pistes de ski ?
7. Enfin, le canton de Berne n'incite-t-il pas les automobilistes des régions concernées à faire l'acquisition de gros 4x4 gourmands en carburant pour être sûrs de pouvoir rentrer chez eux ou aller à leur travail ?
8. N'y a-t-il pas une énorme contradiction entre la politique écologique prônée par le gouvernement et la réalité des faits ?
9. Le gouvernement est-il prêt à assouplir cette directive dans les régions montagneuses du canton si la situation sur le front des intempéries empirait ?
10. Y a-t-il, dans cette décision, inégalité de traitement entre les gens de la plaine moins touchés par ces dispositions et les gens habitant les montagnes qui subissent de plein fouet ces restrictions ?

Réponse du Conseil-exécutif

Lors de la session de novembre, le Grand Conseil a adopté le budget 2013 et le plan intégré « mission-financement ». A cette occasion, il a décidé de procéder aussi à des coupes de 2 millions de francs dans l'entretien des routes cantonales. En conséquence, l'Office des ponts et chaussées doit, depuis début 2013, restreindre le service d'hiver sur 300 km de routes cantonales (sur un réseau de plus de 2100 km), et ce aussi bien dans les zones urbaines que dans les régions rurales.

Le déneigement de ces routes est assuré, mais le salage y est effectué de manière restreinte ou seulement aux endroits exposés. Bien que par moments les routes cantonales ne soient pas entièrement déneigées, elles n'en demeurent pas moins praticables si la vitesse de conduite est adaptée. Si les conditions météorologiques l'imposent, les chaînes à neige peuvent être obligatoires sur certains tronçons pendant quelques jours. Ces mesures d'économie n'empêchent pas d'assurer le service d'hiver sur toutes les routes cantonales conformément aux dispositions du droit routier et aux normes VSS en la matière. Dans le Jura bernois, elles entraînent par ailleurs une adaptation des standards en matière de service d'hiver à ceux des autres cantons de l'Arc jurassien.

Question 1

Le mandat du Grand Conseil, qui consiste à réaliser des économies de deux millions de francs dans le compte de fonctionnement, concerne l'entretien courant des routes cantonales. En tant que facteur de coût essentiel, le service d'hiver y est également soumis. En revanche, les projets de construction, tels que les aménagements dans les localités, sont imputés au compte des investissements. Compte tenu de cette distinction sur le plan financier, la suppression de projets de construction ne permet pas de mener à bien ce mandat.

Question 2

Pour savoir si la mise en place d'un giratoire à un carrefour est opportune ou non, une étude détaillée est menée dans le cadre du projet sur la base de critères spécifiques à la circulation routière. Comme mentionné ci-dessus, la suppression de projets de construction ne permet pas de mener à bien le mandat du Grand Conseil concernant les économies à réaliser dans le compte de fonctionnement.

Question 3

Le déneigement est assuré sur toutes les routes cantonales.

Question 4

Jusqu'à présent, les routes cantonales dans le Jura bernois n'ont en aucun cas été mal entretenues. Bien au contraire, le canton a effectué le service d'hiver selon des standards élevés, qui sont désormais adaptés à ceux des autres cantons de l'Arc jurassien. Sur les tronçons concernés, le service d'hiver est mis en œuvre dans le respect des normes en la matière, tout en étant restreint dans la limite du raisonnable.

Question 5

Non, le Tribunal fédéral a clairement précisé qu'il incombait en premier lieu aux usagers de la route d'adapter leur manière de conduire et d'équiper leur véhicule en fonction de l'état des routes. Par ailleurs, il a ajouté qu'il n'y avait aucune obligation d'utiliser du sel de déneigement à l'extérieur des localités. Etant donné que le canton maintient un service d'hiver suffisant sur toutes les routes cantonales, et ce malgré les mesures d'économie, les services médicaux et les services de sauvetage sont assurés.

Question 6

S'agissant du Chasseral, les mesures d'économie ne portent pas sur le service d'hiver mais sur la date de réouverture à la fin de l'hiver. Sur la face nord, elles obligent à renoncer à des dépenses supplémentaires pour dégager la route tant que la neige n'a pas définitivement fondu.

Questions 7 et 8

Non, puisque les usagers ayant doté leur véhicule des équipements habituels pour l'hiver peuvent, en adaptant leur conduite, emprunter également les routes cantonales faisant l'objet d'un service d'hiver restreint.

Question 9

Cette mesure n'est pas nécessaire car la disponibilité et la capacité opérationnelle doit de toute façon être garantie en cas d'intempéries quel que soit l'état des routes, et le service d'hiver restreint n'y change rien.

Question 10

Nous avons sciemment choisi les tronçons soumis au service d'hiver restreint et ceux-ci se situent aussi bien dans le Mittelland que dans les régions montagneuses.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 24, zur Interpellation Aellen. Monsieur Aellen n'est pas satisfait et fait une déclaration.

Jean-Pierre Aellen, Tavannes (PSA). L'annonce faite le 8 janvier 2013 par la Direction des travaux publics, que le déneigement des routes bernoises sera restreint dès janvier de la même année sur environ 300 kilomètres au total, a suscité bien

des réactions et des émotions légitimes dans notre région, qui, comme l'Oberland, est particulièrement touchée par l'hiver. Je ne reviendrai pas sur les réponses aux dix questions que j'ai posées. Je précise que je ne suis pas un fanatique des routes noires et que j'ai du plaisir à conduire sur des routes enneigées. Ainsi, sur la route qui mène à Bellelay, où se trouve la clinique psychiatrique, plusieurs accidents sans gravité se sont déroulés en raison de la route glissante. On peut comprendre qu'un automobiliste citoyen soit mécontent quand on lui démolit sa voiture sans qu'il en soit véritablement responsable. Je ne souhaite pas que les mesures d'économie prises par le Grand Conseil et qui génèrent ce genre de décisions mettent en difficulté les services de sauvetage. Par ailleurs, j'attends de voir avec impatience si dans d'autres domaines le canton de Berne appliquera les mêmes standards que dans l'arc jurassien; quand il s'agira de revaloriser les salaires du personnel et du corps enseignant, on peut en douter. Je maintiens que ces mesures engendrent une inégalité de traitement entre les gens de la plaine et les habitants des montagnes, simplement en raison des différences climatiques. Je constate pour terminer que la communication concernant cette affaire a été particulièrement déficiente. Je ne suis pas satisfait de la réponse du gouvernement.

Affaire 2013.0067

Numéro de l'intervention:	022-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.01.2013
Déposée par:	Haas (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires:	1
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	27.02.2013
Numéro de l'ACE	276/2013
Direction:	TTE

Lien entre le projet de Tram Region Bern et le deuxième axe du tram en ville de Berne

La réalisation du projet Tram Region Bern (Schliern-Rüti) n'impose pas de deuxième axe de tram en ville Berne, ni pour des raisons d'ingénierie du trafic, ni pour des raisons juridiques. Le désengorgement des rues principales est avant tout une exigence politique que l'on pourrait aussi satisfaire autrement (p. ex. en introduisant de nouveaux tracés dans le cadre d'une amélioration générale du réseau urbain de transports publics). La solution de transports publics actuelle représente certes une certaine charge pour les axes principaux, mais elle garantit une desserte de qualité élevée. Les rues secondaires sont disponibles pour d'autres fonctions (p. ex. livraisons, trafic cycliste ou piéton). Toutes les options étudiées conduiraient en outre à une nette détérioration de la qualité de la desserte et causeraient divers problèmes (p. ex. tronçon servant à la présélection, suppression de places de stationnement et de livraison, réduction du volume du trafic individuel motorisé, etc.). C'est la raison pour laquelle les commerçantes et commerçants du centre-ville (association BernCity et PME bernoises) sont clairement opposés à une ligne de tram qui passerait par le Bollwerk et la Speichergasse, option retenue dans l'examen de l'opportunité.
Si cette option devait d'une quelconque manière être associée au projet du Tram Region Bern, le projet global rencontrerait une forte opposition.
Le Conseil-exécutif est par conséquent prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le rapport juridique entre les deux projets ?
2. Quel rapport juridique pourrait éventuellement être instauré entre les deux projets ?
3. Si le peuple appuyait le projet Tram Region Bern, cela signifierait-il qu'il soutiendrait automatiquement un deuxième axe de tram en ville de Berne ?
4. Le financement du deuxième axe de tram, estimé à 110 millions de francs, est-il garanti ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le projet Tram Region Bern et le projet d'un deuxième axe de tram en ville de Berne sont indépendants l'un de l'autre, que ce soit du point de vue de la planification ou de celui du financement.
Le projet Tram Region Bern comprend le remplacement de la ligne de bus 10 (Ostermundigen Rüti – Köniz Schliern) ainsi que le prolongement de la ligne de tram 9 de Wabern à Kleinwabern. L'étude de projet est bien avancée. Jusqu'à l'éventuelle mise en service du deuxième axe de tram, il est prévu que la nouvelle ligne de tram traverse le centre-ville par la Marktgasse et la Spitalgasse. Afin d'éviter un engorgement supplémentaire, la ligne de trolley 12 passera alors par les rues latérales en remplacement de la ligne 10. En août 2012, le Conseil fédéral a octroyé une concession d'infrastructure pour l'ensemble du projet. Dans les phases ultérieures, il faudra suivre la procédure d'approbation des plans pour tous les éléments de construction. Selon le calendrier actuel, ce sera le cas dès l'été 2013.
Des interventions politiques dans les communes de Berne et d'Ostermundigen ont exprimé la volonté d'associer le Tram Region Bern à un deuxième axe de tram en ville de Berne. Aussi le conseil municipal bernois a-t-il exigé en mai 2011, dans une motion ayant valeur de directive, que la participation et la contribution financière de la ville soient liées à la condition que le Canton et la Confédération participent au financement d'un deuxième axe de tram et que la votation populaire en Ville de Berne ne soit organisée qu'après la garantie du financement de l'axe. Le conseil communal bernois soutient cette demande.
En matière de planification et d'autorisation, le projet de deuxième axe de tram est bien moins avancé. En 2011/2012, un examen d'opportunité a été effectué sur la base des travaux préliminaires réalisés par la Conférence régionale de Berne Mitteland sous la direction de la Ville de Berne ; la meilleure variante a été définie. Dans le cadre de la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de la Conférence et du projet d'agglomération « Transport et urbanisation » de la région de Berne, la demande d'un cofinancement par le Fonds d'infrastructure à titre de projet B a ensuite été déposée concernant cette option auprès de la Confédération. Les travaux pourraient ainsi commencer entre 2019 et 2022. Le Canton a approuvé la CRTU en tant que plan directeur partiel régional. Par conséquent, les deux projets doivent désormais être pris en considération lors de l'élaboration des plans directeurs et des plans d'affectation ultérieurs. Il ne faut toutefois pas en déduire d'engagement financier.
Il est prévu d'engager l'étude de projet pour le deuxième axe de tram à partir de 2014. Les moyens nécessaires figurent dans le crédit-cadre d'investissement 2014 – 2017, qui sera soumis pour décision au Grand Conseil à la session de mars 2013. Quant aux fonds nécessaires à la réalisation, ils devront être inscrits dans le crédit-cadre 2018 – 2021.

Le Tram Region Bern peut être réalisé et exploité sans deuxième axe de tram. Si l'objectif est de désengorger l'axe principal au centre-ville et de créer des redondances en cas de perturbation, ce dernier devrait toutefois être mis en service le plus rapidement possible après le Tram Region Bern. Dans ce contexte, il est clair qu'il n'y aura pas de deuxième axe sans Tram Region Bern.

Réponse aux questions posées :

1. Les deux projets n'ont aucun lien juridique.
2. Il n'est pas prévu d'instaurer un lien juridique entre les deux projets. Le canton, la Conférence régionale de Berne Mitteland et la Ville de Berne ont simplement l'intention de poursuivre les travaux selon le calendrier susmentionné.
3. Non.
4. Non, pas pour l'instant. Le Canton, la Confédération et la Ville de Berne devront participer au financement du deuxième axe. Les coûts exacts et leur répartition devraient être déterminés dans le cadre de l'étude de projet prévue dès 2014. Le projet a été déposé auprès de la Confédération en vue d'un cofinancement par le Fonds d'infrastructure. La part cantonale aux coûts du deuxième axe fera l'objet d'une proposition qui sera soumise en 2017 au Grand Conseil dans le crédit-cadre d'investissement 2018 – 2021.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 25, zur Interpellation Haas. Der Interpellant ist befriedigt und gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.0973

Numéro de l'intervention:	162-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	13.07.2012
Déposée par:	Etter (Treiten, PBD) (porte-parole) Herren-Brauen (Rosshäusern, PBD) Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
Cosignataires:	0
Urgente:	Non 06.09.2012
Date de la réponse:	16.01.2013
Numéro de l'ACE	40/2013
Direction:	TTE

Mise en oeuvre de la loi sur la protection des eaux: ménager les terres agricoles

La nouvelle loi sur la protection des eaux a été adoptée par les Chambres fédérales, et l'ordonnance d'application est entrée en vigueur le 1er juin 2011 (OEaux). Dans l'optique de la mise en œuvre de cette ordonnance dans le canton de Berne, il faut empêcher que des restrictions ne soient imposées à la gestion des surfaces agricoles utiles (SAU) et surtout éviter la perte de surfaces d'assolement.

Les mesures suivantes devront être prises à cet effet :

1. En ce qui concerne les canaux construits depuis la 1re correction des eaux du Jura, il faut renoncer à définir un espace réservé au sens de l'article 41a, alinéa 5, lettre c OEaux.
2. Dans la mise en œuvre de l'OEaux, les surfaces agricoles utiles doivent rester protégées.
3. Les infrastructures telles que les chemins, les canaux d'irrigation et d'évacuation des eaux, les barrages, etc. doivent être conservées dans leur forme et leur fonction actuelles.
4. Si la mise en œuvre de l'OEaux a pour effet que des surfaces d'assolement doivent quand même être retirées de la production, elles doivent être remplacées par une surface équivalente.
5. Les propriétaires doivent être indemnisés de la perte éventuelle de surfaces d'assolement.

Développement

A l'article 36a LEaux, il est dit que les cantons déterminent, après consultation des milieux concernés, l'espace nécessaire aux eaux superficielles (espace réservé aux eaux).

Les espaces réservés aux cours d'eau sont définis à l'article 41a OEaux. L'application pratique en ce qui concerne la largeur de ces espaces a un impact considérable sur les surfaces agricoles utiles et entraîne la perte de terres arables, en particulier de surfaces d'assolement, dont l'importance pour l'agriculture n'est plus à démontrer. Dans le Seeland, où le système de canalisations est très étendu, la perte de terres se chiffrerait à quelque 100 ha, soit l'équivalent de dix exploitations agricoles.

Les canaux d'irrigation ou d'évacuation des eaux du Seeland ont été construits après la 1re correction des eaux du Jura, raison pour laquelle ils comptent parmi les exceptions mentionnées à l'article 41a, alinéa 5, lettre c OEaux.

Dans la définition des autres espaces réservés, il ne faut pas articuler un nombre de mètres fixe, mais opter plutôt pour une solution flexible qui tienne compte à la fois des besoins réels des cours d'eau et de ceux de la production agricole.

Dans les zones qui s'y prêtent, les espaces réservés peuvent être définis avec largesse et assortis des mesures écologiques correspondantes. Ce sera plus utile qu'un nombre fixe de mètres le long des canaux. Dans les régions qui incluent des terres agricoles de valeur, la largeur des espaces réservés peut être réduite. Si ce n'est pas possible, il faut que les propriétaires des surfaces perdues soient indemnisés.

Si malgré cela des surfaces d'assolement devaient se perdre, elles doivent être remplacées de la manière qui convient.

Si l'OEaux était appliquée de manière trop rigide, le canton de Berne ne pourrait pas respecter, loin s'en faut, le plan sectoriel en ce qui concerne les surfaces d'assolement. C'est pourquoi il faut une pesée des intérêts entre la protection des eaux, la protection contre les crues et la production alimentaire.

Dans la mise en œuvre de l'OEaux, l'objectif prioritaire est la protection contre les crues. Il importe en tout premier lieu d'éviter les conflits avec les propriétaires terriens et les longues procédures d'expropriation.

C'est la raison pour laquelle la mise en œuvre des nouvelles dispositions doit être flexible et permettre une exploitation mesurée du sol, ressource essentielle qu'il est impossible d'augmenter.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif soutient les demandes formulées dans la motion visant à ménager les terres agricoles dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle législation fédérale sur la protection des eaux. Il s'agit d'exploiter la marge de manœuvre laissée par ces dispositions et de trouver des solutions adéquates qui tiennent équitablement compte des différents intérêts en présence. Afin d'examiner les questions qui se posent dans ce contexte, le canton de Berne a lancé le projet GEKOBE.2014, auquel plusieurs Directions ont été invitées à participer. Un groupe de suivi comprenant également des représentants du secteur agricole (Organisation agricole bernoise et

des régions limitrophes [LOBAG] ; Chambre d'agriculture du Jura Bernois) a été formé. Le contenu et le calendrier du projet sont élaborés conformément aux prescriptions fédérales. Les premiers résultats sont attendus en 2013 et les conclusions définitives seront disponibles fin 2014.
Point 1
L'article 41a OEaux précise qu'il est possible de renoncer à fixer l'espace réservé aux eaux pour autant que des intérêts prépondérants ne s'y opposent pas. En l'occurrence, les enjeux prioritaires sont la protection contre les crues, la protection de la nature et du paysage, l'utilisation des eaux et la nécessité de préserver les fonctions de l'espace réservé aux eaux. La dérogation générale à l'obligation de fixer ce dernier pour les cours d'eau enterrés ou artificiels n'entre en ligne de compte que si elle ne porte atteinte à aucun de ces intérêts. Telle qu'elle est demandée dans la motion pour les canaux de la correction des eaux du Jura (CEJ), elle serait donc contraire au droit fédéral.
En principe, les espaces réservés aux eaux seront fixés par le biais des plans communaux d'aménagement et d'affectation. Or, les cours d'eau de la Ire et de la IIe CEJ sont soumis à l'obligation du canton d'aménager les eaux. Il est prévu que les canaux intérieurs de la CEJ situés dans la Grand-Marais fassent l'objet d'une planification spéciale (schéma de développement et plan directeur des eaux ayant force obligatoire pour les autorités) à élaborer avec le concours de tous les partenaires concernés. C'est sur cette base que la possibilité de renoncer à fixer l'espace réservé aux eaux devra être examinée concrètement dans chaque cas.
Point 2
L'espace réservé aux eaux n'entraîne pas, en soi, de perte de surfaces agricoles utiles (SAU). Toutefois, celles qui sont situées dans un tel périmètre seront désormais considérées comme surfaces de compensation écologique et ne pourront, conformément à l'ordonnance sur les paiements directs, être exploitées que si elles sont aménagées en surface à litière, en haie, en bosquet champêtre, en berge boisée, en prairie ou pâturage extensifs. La politique agricole 2014 – 2017 prévoit en outre d'introduire un nouveau type de « zone riveraine » qui, ayant également valeur de surface de compensation écologique, donnera droit à des subventions.
La mise en œuvre des projets de revitalisation, quant à elle, se traduira bel et bien par des pertes de surfaces agricoles utiles. Dans le cadre d'une planification stratégique cantonale reprise ensuite à l'échelon local, il s'agit donc de distinguer d'une part les régions adaptées à des solutions largement favorables à la régénération des eaux et d'autre part celles qui ne se prêtent pas à la mise en œuvre de telles mesures.
Que ce soit au niveau des régions ou des projets, la planification se fera toujours en collaboration avec l'ensemble des partenaires concernés.
Point 3
Selon l'article 41c, alinéa 2 OEaux, les installations érigées légalement et pouvant être utilisées conformément à leur destination bénéficient en principe de la garantie de la situation acquise dans l'espace réservé aux eaux. Etant donné qu'il en va de même pour leur entretien, elles pourront être maintenues dans leur fonction actuelle.
Point 4
Les distances imposées dans d'autres actes législatifs (ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques [ORRChim] et ordonnance sur les paiements directs [OPD]) peuvent déjà interdire l'exploitation intensive de terres à l'intérieur de certaines zones tampons situées le long des eaux. En ce qui concerne les cours d'eau dont la largeur naturelle du fond du lit est inférieure à 2 mètres, qui constituent la grande majorité, le nouvel espace qui devra leur être réservé sera plus petit que la zone tampon actuelle. Dans ces cas, leur utilisation ne subira aucune restriction supplémentaire.
Le long des cours d'eau plus importants, l'espace réservé aux eaux sera plus large que la zone tampon actuelle. Les surfaces d'assolement existantes devront y faire l'objet d'une exploitation extensive, mais ne disparaîtront pas de par la délimitation de l'espace réservé aux eaux (cf. réponse au point 2). A titre de surfaces potentielles, elles continueront de faire partie du contingent de SDA et n'auront donc pas besoin d'être remplacées.
La législation fédérale exige en revanche le remplacement des surfaces d'assolement qui seront effectivement supprimées en raison de l'érosion ou suite à des projets d'aménagement des eaux (protection contre les crues, revitalisation). Cette substitution ne sera pas aisée, parce que les surfaces susceptibles d'être délimitées nouvellement pour l'assolement sont très rares et que la revalorisation des sols agricoles dégradés est limitée en raison des espaces naturels disponibles et des coûts qui y sont liés.
Point 5
Les nouvelles restrictions imposées par la LEaux en matière d'utilisation seront compensées par le biais des contributions versées en vertu de l'OPD. Des fonds supplémentaires, totalisant 20 millions de francs pour toute la Suisse, seront débloqués à cet effet. Ces subventions pourront être demandées dans le cadre du recensement des données agricoles.
Lors de la mise en œuvre des projets d'aménagement des eaux, les surfaces nécessaires pourront être acquises par achat direct ou par voie de remaniement. Les modifications prévues de la loi sur l'aménagement des eaux faciliteront la compensation réelle ainsi visée.

Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point
Point 1: adoption sous forme de postulat
Point 2: adoption
Point 3: adoption et classement
Point 4: adoption sous forme de postulat
Point 5: adoption et classement

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wir kommen zu Traktandum 26, der Motion Etter. Der Motionär hat das Wort.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Das neue Gewässerschutzgesetz ist vom Bund auf den 1. Januar 2011 in Kraft gesetzt worden. Das Gesetz soll Trink- und Fliessgewässer sowie offene und unterirdische Gewässer nachhaltig schützen. Damit werden die Gewässer gegenüber anderen Naturelementen höhergestellt bzw. erhalten einen höheren Schutz. Hier beginnt der Konflikt. In Artikel 36a des Gewässerschutzgesetzes werden die Gewässerräume für oberirdische Gewässer festgelegt. Der Gewässerraum ist gemäss diesem Gesetz erforderlich für die natürlichen Funktionen der Gewässer, für den Schutz vor Hochwasser und für die Gewässernutzung. Gemäss Absatz 2 von Artikel 36a sorgen die Kantone dafür, dass der Gewässerraum bei der Richt- und Nutzungsplanung berücksichtigt wird. Bei Verlust einer Fruchtfolgefläche ist gestützt auf Artikel 36a

Absatz 2 des Gewässerschutzgesetzes Ersatz zu leisten. Ich zitiere aus dem besagten Absatz 2: «Der Gewässerraum gilt nicht als Fruchtfolgefläche. Für einen Verlust an Fruchtfolgeflächen ist nach den Vorgaben der Sachplanung des Bundes nach Artikel 13 des Raumplanungsgesetzes vom 22. Juni 1979 Ersatz zu leisten.» Dies geht aus dem eidgenössischen Gesetz hervor. Deshalb habe ich Mühe damit, wenn die Regierung Ziffer 4 nur als Postulat annehmen möchte. Darauf komme ich später zurück.
Ich möchte unterstreichen, dass die Mitmotionäre und ich persönlich nicht grundsätzlich gegen die Revitalisierung von Gewässern sind. Dort, wo es möglich ist, macht es Sinn, und dort muss es auch gemacht werden. Ich darf daran erinnern, dass wir im Seeland im Rahmen des Biotopverbundes Grosses Moos – bei welchem ich im Stiftungsrat tätig bin – mehr als 100 Hektare Ökoflächen mit Naturelementen geschaffen haben. Solche Massnahmen sind aber immer mit Augenmass umzusetzen. Es gilt diesbezüglich immer, objektive Interessenabwägungen zwischen allen Beteiligten vorzunehmen, also sowohl zwischen dem Naturschutz wie auch der Landwirtschaft. An diesem Punkt setzt meine Motion ein. Ich habe mich intensiv mit dem eidgenössischen Gewässerschutzgesetz auseinandergesetzt. Dabei habe ich festgestellt, dass die Kantone über relativ viel Handlungsspielraum verfügen. Uns Motionären geht es darum, diesen Handlungsspielraum zu nutzen. Damit wollen wir erreichen, dass der Kanton Bern den Handlungsspielraum als Agrarkanton nutzt. Es gibt viele Gewässer, die sich für eine Revitalisierung eignen. Dort finde ich die Realisierung entsprechender Massnahmen richtig. Hingegen muss bei anderen Standorten auf einen Ausbau des Gewässerraums verzichtet werden, wenn dadurch Flächen für die landwirtschaftliche Nutzung oder wertvolle Fruchtfolgeflächen verlorengehen. Ich darf daran erinnern, dass der Kanton Bern bereits jetzt ein Defizit an Fruchtfolgeflächen aufweist. Artikel 41 der eidgenössischen Gewässerschutzverordnung hält das Pièce de résistance fest und definiert die Gewässerräume, die ausgeschieden werden sollten. Ich mache ein Beispiel: Bei einem Bach, der als Fliessgewässer eine Breite von drei Metern aufweist, müssen links und rechts davon insgesamt 14,5 Meter Gewässer ausgeschieden werden. Wir haben für das westliche Seeland eine entsprechende Berechnung vorgenommen. Im ehemaligen Amt Erlach mit den vielen Be- und Entwässerungskanälen wäre dadurch eine Fläche von insgesamt 88 Hektaren erforderlich. Dies entspricht etwa acht bis zehn Landwirtschafts- bzw. Gemüsebaubetrieben, wie diese im Seeland bestehen. Ausserdem fallen für die Revitalisierung und den damit verbundenen Ausbau der Kanäle hohe Kosten an. Wir haben berechnen lassen, dass ein Kilometer Bachausbau rund 1 Mio. Franken kostet. In diesem Gebiet bestehen aber mehr als 50 Kilometer Bäche. Die gesamte Umsetzung des Gesetzes würde alleine im Seeland mehrere hundert Millionen Franken kosten. Kann dies die Absicht dieses Kantons und dieser Regierung sein?
Zum Glück haben die eidgenössischen Parlamentarier etwas weitergedacht und Absatz 5 des besagten Artikels eingefügt. Dieser stipuliert nämlich die künstlich angelegten Gewässer als Ausnahmen. Damit kann bei den im Seeland vorhandenen, im Rahmen der Juragewässerkorrektionen oder im Rahmen der Flurbereinigungen korrigierten Gewässer auf eine Revitalisierung verzichtet werden, weil diese eindeutig als künstliche Kanäle gelten. Deshalb muss Ziffer 1 als Motion und nicht als Postulat angenommen werden.
Damit komme ich zu den Anträgen der Motion. Ziffer 1 muss, gestützt auf die eben gemachten Ausführungen, als Motion überwiesen werden. Bei Ziffer 2 besteht keine Differenz zur Regierung. Sie ist bereit, Ziffer 2 als Motion anzunehmen. Ziffer 3 darf nicht abgeschrieben werden, weil wir erst am Anfang des ganzen Prozesses stehen und bisher noch nichts umgesetzt worden ist. Bei einer künftigen Revitalisierung der Gewässer ist auf die bestehenden Infrastrukturen wie beispielsweise Brücken, Stauwehre, Entwässerungseinrichtungen usw. Rücksicht zu nehmen. Diese müssen wieder hergestellt werden, um ihre ursprünglichen Funktionen ausüben zu können, so wie es bisher der Fall ist. Deshalb bitte ich Sie um Annahme von Ziffer 3 ohne Abschreibung. Ziffer 4 habe ich erwähnt. Sollten im Rahmen der Gewässerraumgestaltung Fruchtfolgeflächen verloren gehen, müssen diese ersetzt werden, so wie dies im eidgenössischen Gewässerschutzgesetz vorgesehen ist. Ziffer 4 ist auch als Motion zu überweisen und nicht als Postulat, wie es die Regierung vorschlägt. Ziffer 5, welche von der Regierung zur Annahme und zur gleichzeitigen Abschreibung empfohlen wird, wirft in diesem Zusammenhang eine der wichtigsten Fragen auf, nämlich die Entschädigung. Wenn Land verloren geht, das nicht ersetzt werden kann, dann kann es nicht nach dem Bodenrecht entschädigt werden. Die Entschädigung beträgt – wie die Bauern wissen – je nachdem zwischen 3 und 6 Franken pro Quadratmeter. Die Entschädigung muss auch Verluste an Direktzahlungen und an Erträgen einrechnen. Deshalb ist Ziffer 5 ebenfalls ohne Abschreibung anzunehmen. Wir beantragen Ihnen, die Ziffern 1 bis 5 als Motion anzunehmen und Ziffer 3 und 5 nicht abzuschreiben. Ich danke Ihnen, wenn Sie diesen Anträgen folgen können.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Wie Sie gehört haben, bestehen mit Ausnahme von Ziffer 2 überall Differenzen. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden. Als erster Sprecher hat für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrat Hofmann und anschliessend für die grüne Fraktion Frau Grossrätin Rüfenacht das Wort.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion empfiehlt Ihnen, zu allen fünf Ziffern gemäss dem Antrag der Regierung abzustimmen. Das Anliegen ist an sich berechtigt. Wir sind auch der Meinung, dass Fruchtfolgeflächen geschützt werden müssen. Es gibt aber auch konkurrierende Anliegen. Diese kommen in dieser Motion zu wenig zum Zug. Nach unserer Auffassung ist Ziffer 1 bundesrechtswidrig, weshalb sie nicht als Motion, sondern nur als Postulat möglich ist. Es besteht nicht nur ein Interesse an der Erhaltung der Fruchtfolgeflächen, sondern auch an der Festlegung des Gewässerraums, an der Sicherung des Gewässerraums und am Natur- und Landschaftsschutz. Diese Anliegen habe eine gleichwertige Position. Deshalb darf nicht ein Anliegen gegenüber allen anderen bevorzugt werden. Bei Ziffer 3 sehen wir eigentlich keinen Unterschied zwischen der Forderung der Motion und dem Status quo gemäss den Ausführungen der Regierung. Insofern ist eine Abschreibung ohne weiteres möglich. Bei Ziffer 4 legt die Regierung dar, dass Fruchtfolgeflächen nur in seltenen Fällen durch das Gewässerschutzgesetz verloren gehen. Wir gehen davon aus, dass im Rahmen eines dermassen seltenen Verlusts Entschädigungen ausgerichtet werden. Grossrat Etter hat selber gesagt, dass dies durch das eidgenössische Gesetz gewährleistet wird. Ich glaube nicht, dass der Kanton Bern ein eidgenössisches Gesetz verletzen will. Zu Ziffer 5: Gemäss den

Angaben der Regierung ist die Entschädigung von Flächenverlusten bereits heute zufriedenstellend geregelt. Wir sehen auch hier nicht ein, weshalb diese Ziffer nicht abgeschrieben werden kann.
Noch eine generelle Bemerkung zur Motion: Die Motionäre sind offenbar bestrebt, die kleinste Wahrscheinlichkeit auszuschliessen, wonach Private an den Kosten des Gewässerschutzgesetzes beteiligt werden sollten. Der Kanton wird bis zur äussersten Limite zur Kostenpflicht aufgefordert. Es ist seltsam, dass wir in der Presse lesen müssen, dass die Regierung fahrlässig immer wieder neue Aufgaben übernehme – denken Sie an das gestern behandelte Waldgesetz – und dies zur heutigen Finanzmisere geführt habe. Die Finanzlage geht eben auf ein Verhalten des Grossen Rates zurück, wonach Bestellungen aufgegeben werden. Am Schluss ist der Regierungsrat an der Kostenmisere schuld. Es sind dieselben Autoren, welche Motionen wie die hier vorliegende verfassen und die Regierung beschuldigen, zu viel auszugeben.

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Ich muss mich bei den Mitmotionären entschuldigen; sie wurden übergangen. Wir kommen zur nächsten Fraktionssprecherin für die Grünen, Frau Grossrätin Rüfenacht. Anschliessend hat Grossrat Bonsack für die EDU das Wort.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Der Schutz der fruchtbaren Böden zur Lebensmittelproduktion ist für die Grünen von zentraler Bedeutung. Dies haben nicht zuletzt unsere Zürcher Kollegen mit ihrer Kulturlandinitiative mit viel Pioniergeist gezeigt. Im Grundsatz bleibt das Problem jedoch nicht beim Landverbrauch seitens des Naturschutzes, sondern seitens der Bautätigkeit. Trotzdem wird für die Umsetzung des Gewässerschutzgesetzes respektive der Verordnung landwirtschaftliches Land extensiviert werden müssen. Damit – und dies bestreite ich nicht – wird es auch weniger intensiv bewirtschaftet werden können. In Anbetracht des gesamten Landverlustes ist dies jedoch ein sehr kleiner Anteil. Für den Direktbetroffenen kann es massive Auswirkungen haben. Auch dies bestreite ich überhaupt nicht. Die Grünen teilen die Ansicht, dass grundsätzlich die guten Böden für die Lebensmittelproduktion erhalten bleiben sollen. Doch – und dafür setzen wir uns ein – braucht es auch im dichten und intensiv genutzten Mittelland Raum für die Erhaltung der Biodiversität. Auch diese ist für unsere Gesellschaft existenziell. Unserer Meinung nach wäre die Ausgangslage eine andere, wenn die gesamte Produktion nach biologischen Kriterien umgestellt würde. Diese Produktion ist schonend und damit nachhaltig für die Böden, aber auch für die Gewässer.
Ich komme zu den einzelnen Ziffern. Der Regierungsrat antwortet präzise und differenziert. Jedes künstliche Gewässer soll einzeln beurteilt werden, auch die JKG-Gewässer. In einigen Fällen wird der Natur- und Landschaftsschutz stärker gewichtet, in anderen Fällen die Produktion. Dies entspricht auch einer Forderung des nationalen Rechts. Ich zitiere aus Artikel 41 Absatz 5 der Gewässerschutzverordnung: «Soweit keine überwiegenden Interessen entgegenstehen, kann auf die Festlegung des Gewässerraums verzichtet werden…». Demzufolge gilt es bei allen künstlichen Gewässern eine Interessensabwägung vorzunehmen. Somit ist die erste Forderung des Motionärs gar nicht motionsfähig. Deshalb unterstützen wir Ziffer 1 als Postulat im Sinne des Regierungsrats. Zu den Ziffern 2 und 3 habe ich grundsätzlich keine Ergänzung anzubringen. Meiner Meinung nach kann Ziffer 3 abgeschrieben werden. Zu Ziffer 4: Wie vom Motionär ausgeführt, sind die Fruchtfolgeflächen gemäss Gewässerschutzgesetz ohnehin zu ersetzen. Er hat den entsprechenden Artikel zitiert. Wir verstehen das Anliegen des Motionärs, bei Ziffer 4 an der Motionsform festzuhalten und unterstützen ihn dabei. Unsers Erachtens kann Ziffer 4 zugleich abgeschrieben werden, denn der Kanton hat sich an das Bundesgesetz zu halten. Insofern besteht kein Spielraum. Spielraum besteht bei der Umsetzung. Es gibt nämlich – gemäss der Antwort des Regierungsrats – den Realersatz, um die Kompensation in Form einer Aufwertung der degradierten Böden vorzunehmen. Zu diesem Thema laufen verschiedene Projekte auf verschiedenen Ebenen, so beispielsweise im Zusammenhang mit der Umsetzung der Kulturlandinitiative im Kanton Zürich, aber auch regional mit dem Projekt «Landwirtschaftliche Planung Seeland West». Es wird sich jedoch erst noch zeigen, welche Möglichkeiten an Aufwertungen überhaupt möglich sind und vor allem, wie kostenaufwändig diese sein werden.

La présidente Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD) reprend la direction des délibérations.

La présidente. Guten Tag. Wir haben einen Wechsel in der Sitzungsleitung vorgenommen. Als nächster Sprecher hat Grossrat Bonsack für die EDU-Fraktion das Wort und anschliessend Grossrat Brönnimann für die BDP-Fraktion.

Peter Bonsack, Kallnacht (UDF). In letzter Zeit erleben wir eine allgemeine Abkehr von bestehenden Kanälen zu zum Teil überdimensionierten Renaturierungsprojekten. Dies geht immer zulasten der Landwirtschaft. Wenn wir einen Fluss verbreitern müssen oder wollen, weil es schön ist oder weil es eventuell Hochwasser gegeben hat, geht es immer zulasten der Landwirtschaft. Die Massnahmen sind teilweise sicher berechtigt. Seitens der EDU finden wir nicht alles gut. Denn was man damals in die Kanäle investiert hat, ist nicht alles nur schlecht. Die Juragewässerkorrektionen haben viel Geld gekostet. Heutzutage besteht der Trend, dies rückgängig zu machen. Das kostet noch viel mehr. Wir sehen es im Seeland; es sieht zugegebenermassen sicher nicht schlecht aus. Jedes Mal gehen so und so viele Hektaren Landwirtschaftsland für immer verloren. Das müssen wir uns klar vor Augen halten. Angesichts der schlechten Kantonsfinanzen sollten wir in Zukunft etwas zurückhaltender sein. Wir sind selbstverständlich nicht gegen den Hochwasserschutz. Dieser soll aber bitte mit Augenmass angewandt werden. Aus diesen Gründen unterstützt die EDU die Motion Etter ohne Wenn und Aber.

Christian Brönnimann, Zimmerwald (PBD). Ich kann es vorweg nehmen: Die BDP stimmt der Motion grossmehrheitlich in allen Punkten zu. Ich kann mich im Grossen und Ganzen meinem Vorredner, Grossrat Bonsack, anschliessen. Zu Ziffer 1: Es wäre verwegen, bei den noch sehr guten Kanälen etwas ändern zu wollen, indem ein Gewässerraum festgelegt und allenfalls noch verbreitert wird. Bisher führen vielfach Wege die Kanäle entlang. Um den Gewässerraum einzuhalten, müssten diese Wege weggerissen und auf jeder Seite ein bis zu 15 Metern breiter Ökostreifen gemacht werden. Um den Weg nach weiter hinten zu versetzen, würde Kulturland benötigt. Wenn es einmal zu einer Verbesserung kommt bzw. wenn die Kanäle ersetzt werden müssen, können wir darüber sprechen, wie dies gemacht werden soll. Im Moment wäre es – mit Blick auf

die fehlenden Finanzen – ein Unsinn. Die anderen Ziffern wurden sehr gut erläutert; auch dort werden wir uns den Anträgen der Motionäre anschliessen und der Motion zustimmen.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Auch die FDP unterstützt die Anliegen der Motion im Grundsatz. Dass landwirtschaftlich genutztes Kulturland bei der Umsetzung des neuen eidgenössischen Gewässerschutzgesetzes möglichst schonend behandelt werden muss, ist klar. Der bundesrechtliche Spielraum soll ausgenutzt werden. Darauf haben wir im Rahmen der Vernehmlassung entsprechend hingewiesen. Es sollen auf allen Ebenen möglichst praktikable Lösungen vollzogen werden. Auf der anderen Seite zeigt die Regierung in ihrer Antwort auf, wie die Regionen, Gemeinden und Direktbetroffenen in den Prozess eingebunden werden. Wir sind der Meinung, dass dies grundsätzlich richtig ist. Deshalb stimmt die FDP allen Anträgen der Regierung zu.

Willy Marti, Kallnach (UDC). Es geht um die Schonung von landwirtschaftlicher Nutzfläche oder sicher auch um den Erhalt von heute landwirtschaftlich genutztem Land, ohne dass zusätzliche Einschränkungen vorgenommen werden. Dies sind Anliegen, die wir in der SVP-Fraktion mit einem grossen Bauernanteil besonders genau prüfen. Ohne Sie zu überraschen, kann ich vorwegnehmen, dass wir zu sehr deutlichen Entscheidungen gekommen sind, indem wir die Motion Ziffer für Ziffer mit sehr grossem Mehr als Motion unterstützen. Ob es stimmt, dass die erwähnten 100 Hektaren drohen verloren zu gehen, haben wir nicht nachgerechnet. Wir sind aber der Meinung, dass die Landwirtschaft eine vielfältige Natur und wir alle eine überlebensfähige Landwirtschaft mit Produktionsstandort Schweiz brauchen. Ich gehe nicht auf jede Ziffer einzeln ein, da unsere Meinung sehr geschlossen ist. Die Begründungen würden sich – da sie bereits erwähnt wurden – wiederholen. Landwirtschaftlich nutzbares Land soll auch als solches bewirtschaftet werden können; und dies ohne in der Praxis kaum durchführbare Einschränkungen vorzunehmen. Der Regierungsrat signalisiert in seiner Antwort, dass er die Situation in grossen Teilen ähnlich betrachtet. Die Differenzen entstehen allenfalls dadurch, dass wir die juristischen Finessen nicht so genau ausgeleuchtet haben. Wenn wir die vorgeschlagenen Abschreibungen bestreiten, wollen wir einfach auf Nummer sicher gehen. Ich kann mich wiederholen: Die SVP wird allen Ziffern mit sehr deutlichem Mehr als Motion zustimmen.

La présidente. Wir sind am Schluss der Fraktions- und Einzelsprechenden angelangt. Das Wort haben die Motionäre. Grossrat Etter, Sie haben das Wort.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Herzlichen Dank für die Diskussion. Zu zwei bis drei Punkten möchte ich Stellung nehmen. Zu Grossrat Hofmann möchte ich Folgendes sagen: Es ist uns auch ein grosses Anliegen, dass alle Interessen berücksichtigt werden und nicht nur die grünen, sondern daneben auch die Landwirtschaft und die Nahrungsmittelproduktion. Wir haben heute die Situation, dass die Nahrungsmittelproduktion eher im Überfluss stattfindet. Wir wissen auch, dass auf dem Weltmarkt ein Wandel stattfindet und dort eher zu wenige Nahrungsmittel vorhanden sind. Dies könnte sich längerfristig auch auf uns auswirken. Deshalb müssen wir unbedingt zu den Fruchtfolgeflächen Sorge tragen. Zu den Kosten: Du hast mich diesbezüglich persönlich angegriffen. Wir wollen genau das Gleiche. Wir wollen dem Kanton möglichst wenige Kosten verursachen. Würden alle Kanäle stur nach dem Gewässerschutzgesetz ausgebaut, würde dies alleine im Seeland über 50 Mio. Franken kosten, geschweige denn die Kosten für den ganzen Kanton. Diese würden sich auf Dutzende von Millionen Franken belaufen. Das wollen wir verhindern, indem wir mit dieser Motion mithelfen, Kosten einzusparen. Was die von Grossrätin Daphné Rüfenacht aufgebrachte Biodiversität anbelangt, so ist diese sehr wichtig für uns. Auch hier muss eine Interessensabwägung vorgenommen werden. Dies hat mich auch an der Antwort der Regierung gestört. Zu Ziffer 1 schreibt sie Folgendes: «Konkret geht es um die Interessen des Hochwasserschutzes, des Natur- und Landschaftsschutzes, der Gewässernutzung oder um die Sicherung der Funktionen des Gewässerraums.» Über die landwirtschaftliche Produktion steht nichts. Ist dies kein Interesse? Wir haben inzwischen diskutiert. Gestützt darauf wandeln wir Ziffer 1 in ein Postulat um; bei den Ziffern 2 bis 5 halten wir an der Motionsform, ohne Abschreibung, fest. Ich bitte Sie, diesen Anträgen zuzustimmen.

La présidente. Wird das Wort seitens der Mitmotionärinnen gewünscht? – Das ist nicht der Fall.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich bin froh, dass Ziffer 1 in ein Postulat umgewandelt wurde. So bestehen praktisch keine Differenzen mehr. Zu Ziffer 4 werde ich mich noch äussern. Es ist so, wie es der SVP-Sprecher gesagt hat: Es geht um die juristischen Finessen. Hätte man diese bei Ziffer 1 umsetzen müssen, wären diese – wie in der Motionsantwort ausgeführt– klar bundesrechtswidrig. Das muss man ein Stück weit verstehen, weil wir in Sachen Gewässerschutz sehr stark bundesgesteuert sind. Dem ist so, ob man es will oder nicht. Seitens der Kantone sind wir zur Umsetzung des Gewässerschutzgesetzes (GSchG) und der Gewässerschutzverordnung (GSchV) verpflichtet. Die Vorgaben des Bundes sind nicht immer einfach umzusetzen.
Zur Abschreibung: Ich habe erwartet, dass diese bestritten wird, zumal dies mittlerweile Usus ist. Zu Ziffer 4: Warum hat der Regierungsrat ein Postulat postuliert? Es geht ganz einfach darum, dass wir im Moment mit der Umsetzung des eidgenössischen Gewässerschutzgesetzes (GSchG) und der eidgenössischen Gewässerschutzverordnung (GSchV) befasst sind. Für einen Teil davon haben wir das Wasserbaugesetz (WBG) revidiert. Dieses war in der Vernehmlassung, liegt im Moment für einen zweiten Mitbericht den Direktionen vor und wird noch dieses oder anfangs des nächsten Jahres in den Grossen Rat kommen. Es war bisher Usus, dass bei Motionen, die mit einer Gesetzesänderung einhergehen, ein Postulat angenommen wurde. Dies, um in der Gesetzesberatung alle Optionen offen zu haben. Sie werden im Rahmen der Gesetzesberatung nochmals darüber diskutieren können. Das ist der Grund, weshalb wir Ziffer 4 als Postulat annehmen möchten. Dieser Punkt steht nicht in der Antwort, weshalb ich ihn erwähne.

La présidente. Bevor wir zur Abstimmung schreiten, darf ich die Gäste auf der Tribüne begrüssen. Es ist dies die Präsidentenkonferenz des Kantons Graubünden. Sie stattet heute dem Berner Grossen Rat einen Besuch ab. Die Delegation wird von Frau Standespräsidentin Florin-Caluori geleitet. Herzlich willkommen im Berner Rathaus! *(Applaudissements)* Das Präsidium des Grossen Rats wird sie heute Nachmittag auf ihrem

Ausflug begleiten. – Wir kommen nun zur Abstimmung über Traktandum 26, Motion Etter und Mitunterzeichnende. Wir stimmen punktweise darüber ab.

Vote

Décision du Grand Conseil:
Vote point par point
Ch. 1: adoption sous forme de postulat (131 oui, 0 non, 0 abstentions)
Ch. 2: adoption (130 oui, 1 non, 0 abstentions)
Ch. 3: adoption (116 oui, 15 non, 2 abstentions)
Ch. 3: classement (79 oui, 53 non, 1 abstention)
Ch. 4: adoption (79 oui, 47 non, 6 abstentions)
Ch. 5: adoption (115 oui, 15 non, 1 abstention)
Ch 5: classement (73 oui, 59 non, 1 abstention)

La présidente. Damit haben wir diese Motion bereinigt.

Affaire 2012.1201

Numéro de l'intervention:	197-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.09.2012
Déposée par:	Ruchti (Seewil, UDC) (porte-parole) Studer (Utzenstorf, PBD) Kneubühler (Nidau, PLR) Häsler (Burglauenen, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	16.01.2013
Numéro de l'ACE	39/2013
Direction:	TTE

Mauvaises herbes et néophytes invasifs le long des routes cantonales

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures propres à empêcher la propagation sur le territoire cantonal des mauvaises herbes problématiques et des néophytes invasifs.
Développement
Depuis l'été 2012, l'Office des ponts et chaussées se limite strictement dans l'entretien des espaces verts le long des routes cantonales à une bande large d'un mètre en bordure de route. Or, sur le Plateau et dans le Seeland, surtout, on voit se répandre depuis quelques années sur les terres agricoles le séneçon jacobée et autres mauvaises herbes problématiques telles que le cirse des champs. Le séneçon jacobée est une plante toxique pour les ruminants, ses substances restent actives dans le fourrage. Les toxines se concentrent dans l'animal et finissent par causer sa mort. Le cirse des champs quant à lui est une plante vivace qui se multiplie rapidement par ses nombreux stolons, et il est difficile de s'en débarrasser. Si ces plantes sont fauchées ou arrachées au début de la floraison, ou que les fleurs soient ôtées, elles ne peuvent pas grener pour s'établir dans les jardins ou sur les terres de culture ou les friches voisines. Cette mesure fort simple permet donc de prévenir la propagation de ces mauvaises herbes et de protéger l'environnement et les paysages. Le cirse des champs est banni des cultures agricoles et combattu à grands renforts d'herbicides.
Différents textes législatifs, notamment le Code civil, article 684, la loi sur la protection de l'environnement et l'ordonnance d'application de la loi sur l'agriculture, l'ordonnance sur la protection des végétaux, articles 1 et 29, engagent les propriétaires (dont le canton de Berne) à l'obligation d'empêcher la propagation des mauvaises herbes et des plantes néophytes invasives, y compris le cirse des champs.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le cadre des mesures d'allègement pour 2012 et les années suivantes, le Conseil-exécutif a décidé que l'entretien des espaces verts se limiterait à une bande large d'un mètre de chaque côté des routes cantonales. De par leurs compétences techniques et leur grande expérience, les collaborateurs des inspections des routes de l'Office des ponts et chaussées ont bien conscience des problèmes liés aux mauvaises herbes et aux néophytes invasifs indigènes, dont il est question dans la motion. Ils combattent ces plantes et empêchent donc leur propagation de manière ciblée également lorsqu'elles poussent en-dehors de cette bande.
En optant pour cette pratique, l'Office des ponts et chaussées peut observer aussi bien les mesures d'économies adoptées que les prescriptions légales en la matière et lutter autant que possible contre la propagation des herbes problématiques le long des routes cantonales. Au regard des moyens financiers limités, il ne lui est pas possible d'en faire davantage.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 27, zur Motion Ruchti und Mitunterzeichner. Das Wort hat der Motionär.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Seit den Sparmassnahmen und seit der Streichung der Motorfahrzeugsteuern ist es auch verständlich, dass die Baudirektion geschaut hat, wo Einsparungen möglich sind. Eine dieser Einsparungsmöglichkeiten ist die Auflage, dass entlang der Kantonsstrassen nur noch auf einer Breite von einem Meter gemäht wird. Dagegen habe ich eigentlich nichts einzuwenden. Wenn die oftmals nur einen Meter breiten Bankette breiter sind, kann es zu ökologischen Effekten kommen, wenn das Gras weiterwächst und sich Insekten, Schmetterlinge und Kleinlebewesen ausbreiten und vermehren können. An einigen Stellen sieht man bis weit in den Sommer Nistplätze von kleinen Vögeln. Das ist eigentlich alles in Ordnung. Als Landwirt begreife ich nicht, weshalb der Kanton die langdauernden Unkräuter wie Disteln und das sehr gefährliche Jakobskraut vernachlässigt. Wenn dieses in das Tierfutter – also in das Heu – gerät, kann es zum Tode der Tiere führen. Das Problem besteht auch bei den Neophyten. Dies sind invasive, wilde Pflanzen, welche von Fernost mit Vogelfutter oder mit Pflanzenimporten in die Schweiz importiert wurden und sich jetzt ausbreiten. Dort besteht ein Pendant. Wenn sich solche Neophyten entlang von Gewässern ausbreiten, unterstützt der Kanton deren Bekämpfung mit Subventionsgeldern. Wenn diese entlang einer Strasse, jedoch nicht innerhalb des gemähten Ein-Meter-Bereichs wachsen, können sie wachsen, wie sie wollen, ohne dass sich jemand darum kümmert.
Werte Anwesende, dass meine Motion ein echtes Anliegen ist, haben mir zahlreiche Telefonanrufe auch anderer Gemeindepräsidien oder Gemeindewerkhöfe als aus dem Seeland bestätigt. Die Landwirtschaft bzw. jeder Grundeigentümer ist nach Artikel 684 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) gehalten,

keine Handlungen zu tätigen, die den Nachbarn schädigen. Dies ist ebenfalls in den Artikeln 1 und 29 des eidgenössischen Umweltschutzgesetzes beschrieben. Im Weiteren besteht die Pflanzenschutzverordnung zum Landwirtschaftsgesetz, welche dazu verpflichtet, dass Massnahmen zur Verhinderung und Ausbreitung problematischer und invasiver Unkräuter inklusive acht Distelarten zu treffen seien. *(La présidente agite sa cloche.)* Hier besteht eine gesetzliche Vorgabe, zu deren Umsetzung jeder Landwirt verpflichtet ist. Ansonsten erhält er bei der Kontrolle der ökologischen Massnahmen auf dem Betrieb einen Abzug und schliesslich weniger Geld. Ich glaube, dass wir mit dem Anliegen der Motion der Umwelt etwas Gutes tun. Wir fordern keine chemische Bekämpfung, sondern sprechen von einfachen Massnahmen. Wenn gemäht wird, muss jemand vorgängig die weissen Pfosten aus der Halterung entfernen und sie zur Seite legen. Eine zweite Person reinigt hinterher. Im gleichen Verfahren kann jemand mit einer Sense hinterhergehen und das, was ausserhalb des Perimeters von einem Meter ist und noch dem Kanton gehört, mähen. Es geht nicht darum, dass der Kanton für die Landwirtschaft Unkrautbekämpfung betreiben muss, sondern nur darum, dass der Blütenstand auf dem kantonseigenen Grund und Boden geköpft wird. Damit ist die Sache erledigt. Wir wissen, dass vor allem die Ackerdistel als grosses Problemunkraut spät blüht. Wenn der Mähzeitpunkt des Schnitts von einem Meter mit der mechanischen Bekämpfung der Disteln mit der Köpfung der Blütenstände kombiniert wird, kann es in einem Umgang gemacht werden. Wird aber der Mähzeitpunkt hinausgeschoben, dann bedingt es einen separaten Durchgang. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich glaube, alle, die ein Umweltverständnis haben und sich dagegen aussprechen, dass der Landwirtschaft seitens des Kantons zusätzliche Probleme verursacht werden indem sich Unkräuter frei ausdehnen können, stimmen dieser Motion zu und bestreiten die Abschreibung. Wir wollen eine Motion an den Kanton überweisen, die besagt, dass die Bekämpfung der Unkräuter ernsthaft wahrzunehmen ist. Diejenigen, die einen Schrebergarten oder selber einen Garten haben, können sich vorstellen, wie es ist, wenn ein Nachbar solche Unkräuter in seinem Garten wachsen lässt. Dies können auch Baumtropfen eines Baumes sein, die in den eigenen Garten kommen. In solchen Fällen wird man vielleicht etwas nervös und regt sich auf. Genau das möchte ich verhindern. Ich möchte nicht, dass der Kanton zusätzliche teure Massnahmen treffen muss. Ein Handling ist mit sehr einfachen Mitteln möglich. Aus diesem Grund halte ich an der Motion fest und bestreite deren Abschreibung.

La présidente. Jetzt haben die Mitmotionäre das Wort. – Grossrat Studer und Grossrätin Häsler verzichten auf das Wort. Als erster Sprecher und zugleich als Mitmotionär spricht Grossrat Kneubühler seitens der FDP-Fraktion.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR). Ich habe bei dieser Motion quasi als städtischer Flankenschutz für das landwirtschaftliche Anliegen mitgemacht. Im Weiteren habe ich mitgemacht, weil ich das Thema betreffend die Problemunkräuter, invasiven Neophyten und dem Jakobskreuzkraut spannend fand und zuvor die Bedeutung dieser Begriffe nicht gekannt habe. Wenn man sich die Mühe macht, dieses Thema mit der Landwirtschaft zu besprechen, stellt man fest, dass es sich aus der Sicht eines Städters um ein eher kleines Problem handelt, das aber grossen Ärger verursacht. Im ersten Umgang hat die FDP-Fraktion nach der Antwort der Regierung mit dem Verweis auf die differenzierte Praxis gefunden, dass allenfalls eine Abschreibung in Frage kommen könnte. Ich habe mich aber dafür ausgesprochen, zuerst die Meinung des Chef-Motionärs zu hören. Wenn es um solche Vorstösse geht, steht die Frage im Raum, ob zusätzliche Kosten verursacht werden und ob es sich um einen grossen Aufwand handelt. Wenn man die Argumentation von Fritz Ruchti hört, sagt er als effektiver Experte auf diesem Gebiet, dass Verbesserungen mit einfachen Massnahmen möglich sind, sofern man diese will. Als Mitmotionär werde ich meinem Chef-Motionär folgen und die Abschreibung bestreiten. Für die FDP-Fraktion als Gesamtes wird es wohl wichtig sein, wie sich die Frau Baudirektorin verhält, ob ein Verzicht auf die Abschreibung eine wirklich dermassen grosse Katastrophe für ihr Amt ist oder ob nicht mit einer geringfügigen Massnahme einem grösseren Ärgernis der Landwirtschaft ein Zeichen gesetzt werden könnte.

La présidente. Bevor wir zu den weiteren Fraktionssprechenden kommen, habe ich eine Mitteilung zu machen. Offenbar sind Sie auf das Resultat des gestrigen Hockeymatchs gespannt: Trotz Chancen gab es eine 5-zu-6-Niederlage für unsere Grossratshockeyspieler. Wir fahren mit den Fraktionssprechenden weiter.

Ueli Lehmann, Zäziwil (PBD). *(La présidente agite sa cloche.)* Ich habe mich gemeinsam mit mehreren Landbesitzern mit diesem Thema auseinandergesetzt und versucht, mich schlau zu machen. Die einen Landbesitzer haben keine Probleme mit diesen Problemunkräutern. Je nach Gegend kommen diese mehr oder weniger stark vor. Der eine Teil der Landbesitzer reisst sie aus. Der andere, eindeutig grössere Teil der befragten Landbesitzer erachtet die Problemunkräuter als echtes Problem. Diesem muss auf den Leib gerückt werden. Den Ausführungen in der Regierungsantwort zufolge werden die Strassenbankette aus Spargründen nur noch einen Meter breit entlang und nicht über die ganze Bankettstreifenbreite gemäht. Je nach Wegequipe erfolgt die Handhabung unterschiedlich. Die einen haben ein besseres Auge dafür und möglicherweise auch den entsprechenden Arbeitseifer, sodass sie etwas weiter aussen und exakter mähen. Insofern sind bei der Bekämpfung der Neophyten grosse regionale Unterschiede festzustellen. Die BDP ist der Auffassung, dass dort wo die Strassenbankette, unabhängig ihrer Breite dem Staat gehören und dort, wo diese von Problemkräutern befallen sind, auch der Staat dafür zu sorgen hat, dass nicht benachbartes Land in Mitleidenschaft gezogen wird. Dies kann man aus dem Artikel 684 ZGB ableiten. Wer eine Baute besitzt, hat dafür zu sorgen, dass dem Nachbar daraus keine Nachteile entstehen. Das gilt unabhängig davon, ob der Eigentümer ein Privater oder der Staat ist.
Aus der Antwort der Regierung geht hervor, dass sie die Problematik erkennt. Sie begründet die Tatsache, dass nur noch einen Meter breit gemäht wird, mit Spargründen. Der BDP fehlt der Glaube daran, dass dadurch grosse Einsparungen möglich sind. Ich hätte noch nirgends in einer Regierungsantwort oder anderswo gelesen, dass in diesem Zusammenhang Stellenprozente gekürzt worden wären. Die erwähnten Sparmassnahmen entbinden den Staat nicht, seiner Pflicht nachzukommen, das heisst, sein Grundeigentum sauber zu halten und so zu verhindern, dass die Nachbarn gefährdet werden. Als Privater kann ich, nur weil ich ein wirtschaftlich schlechtes Jahr habe, auch nicht darauf verzichten, die Heizung zu warten und damit den

Feinstaub auf den benachbarten Wäscheständer oder Garten entweichen lassen. Jeder Eigentümer muss dafür sorgen, dass der Nachbar durch sein Eigentum nicht zu Schaden kommt. Die BDP nimmt die Motion an und bestreitet deren Abschreibung.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Wie von den Motionären bereits erläutert, wird die Grünpflege seitens des Tiefbauamts entlang der Strassen nur noch einen Meter breit des Bankettstreifens gemäht. Das Jakobskreuzkraut und die Ackerkratzdistel sind sehr unbeliebte Problemunkräuter, die dringend bekämpft werden sollten. Breiten sich die genannten Unkräuter flächendeckend aus, wird es schwierig, ihrer noch Herr und Meister zu werden. Die flächendeckende Ausbreitung kann unter Umständen ziemlich rasch erfolgen. Das Problem der Ausbreitung stellt sich nicht nur im Seeland, sondern auch in anderen Regionen. Beim Lesen der Antwort des Regierungsrats musste ich doch ein bisschen schmunzeln. Dieser behauptet nämlich, dass die giftigen Pflanzen auch ausserhalb des Ein-Meter-Streifens bekämpft, aber nicht mehr gemäht werden können. *(La présidente agite sa cloche.)* Ich war ebenfalls erstaunt darüber, dass mit Entlastungsmassnahmen argumentiert wird, um die Sparvorgaben zu erfüllen. Ich denke nicht, dass das Nicht-Mähen der Bankette mit Sparübungen begründet werden kann. Es kommt nämlich ziemlich sicher günstiger, alles sauber zu mähen, als hinterher die Unkräuter auf dem davon befallenen Streifen noch zu bekämpfen. Um wirklich Sparaufträge zu erfüllen, müssen wir bei der Zentralverwaltung und nicht beim Mähen von Banketten ansetzen. Die Personalkosten sind das Problem, welches unseren Bürgerinnen und Bürgern das Leben mit immer mehr Vorschriften erschwert. Die SVP-Fraktion unterstützt die Motion und bestreitet deren Abschreibung einstimmig.

Markus Wenger, Spiez (UDC). Wie wir gehört haben, ist das Anliegen als Motion nicht umstritten, hingegen dessen Abschreibung. Seitens der EVP-Fraktion haben wir uns die Frage stellt, wie viel genug ist. Auf der einen Seite wird gesagt, dass bereits genug getan werde, sodass die Motion abgeschrieben werden kann. Auf der anderen Seite zeigt die Tatsache, dass sich die Neophyten immer mehr ausbreiten, dass wir nicht genug dagegen tun. Den Schutz vor solchen Pflanzen können wir nur mit einem flächendeckenden Konzept sicherstellen. Sobald dieses Lücken hat, wuchern die Pflanzen und streuen ihre Samen weit über das angrenzende Land hinaus. Aufgrund dieser Überlegungen ist die EVP-Fraktion für die Überweisung und gegen eine Abschreibung der Motion.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Le groupe socialiste a de la sympathie pour cette motion et sur le fond la soutient. Le groupe soutient également le classement de ladite motion. J'aimerais rappeler ce qui s'est dit dans cette salle très récemment, c'est encore ce matin, lorsque l'on a discuté de la réalité d'offres sur les transports publics. On a répété plusieurs fois à cette tribune que, certes, il y avait des besoins en matière de transports publics, certes la demande augmentait, mais que d'un autre côté, il ne fallait pas perdre de vue la situation financière, que le canton était au bord du précipice et qu'on ne pouvait pas simplement répondre à tous les besoins, et qu'il fallait bien faire une fois des choix. Que constate-t-on ensuite? Que, récemment – ce fut également le cas hier lors du traitement de la loi sur les forêts – que l'on continue à confier des tâches supplémentaires à l'État, et que même des mesures d'économie d'importance parfois plus symbolique que réelle, sont contestées parce que ces mesures-là en tant que telles ne suffiraient pas – ce qui est par ailleurs vrai – à résoudre le problème financier que nous connaissons. Néanmoins, si aucune mesure d'économie, même restreinte, n'est acceptable, quel sacrifice le sera? Il aurait aussi été bon, comme cela a également été dit à cette tribune ce matin, que lorsque l'on a voté des baisses d'impôt et des réductions, que l'on se préoccupe aussi des conséquences financières de ces décisions, des conséquences sur l'exécution des tâches de l'État. Pour ces raisons, tout en comprenant les exigences des motionnaires, le groupe socialiste est partisan du classement de cette motion.

La présidente. Wünschen weitere Fraktionssprechende das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wünschen Einzelsprechende das Wort? – Das ist nicht der Fall. Im Anschluss haben die Motionäre das Wort.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Frau Grossratspräsidentin, Frau Regierungsrätin, Kolleginnen und Kollegen. Ackerdisteln, Jakobskreuzkraut – das sind wirklich Problemunkräuter. Es gibt noch ein anderes Problemunkraut, nämlich das «Sparkraut», welches sich überall festsetzt. Diese «Sparerei» hat eben Auswirkungen, die sich genauso wie die Ackerdisteln und das Jakobskreuzkraut festsetzen. Auch wenn es hier nicht um Einsparungen in Millionenhöhe geht, müssen die Konsequenzen, zumal wir immer mehr Einsparungen tätigen, entgegengenommen werden. Nichtsdestotrotz ist das Motionsthema auch für die Grünen wichtig. Wenn diese Kräuter nicht dauerhaft und konsequent bekämpft werden, können sie sich explosionsartig ausbreiten. Wie bereits von einigen Vorrednern erwähnt, wird man ihrer nicht mehr Herr. Soweit darf es nicht kommen. Der Staat und das Tiefbauamt sind nicht die einzigen Player. Es braucht alle, um dieses Thema konsequent anzugehen. Diese Aufgabe kann nur dann erfolgreich sein, wenn sich alle Beteiligten ihrer konsequent annehmen, indem sie die Problemunkräuter regelmässig und mit viel Sachwissen bekämpfen. Wie und was genau getan werden soll, überlasse ich lieber den Spezialisten. Ich bin überzeugt, dass auch die Mitarbeitenden des Tiefbauamts diesbezüglich sensibel sind. Ich kann aus eigener Erfahrung aus meiner Wohngemeinde sagen, dass unsere Leute das Problem sehr konsequent und mit einer sensiblen Handlungsweise angehen. Sie wissen genau, was sie mit den Kräutern machen müssen. Das führt schliesslich auch zu sichtbaren Erfolgen. Wir müssen das Ganze mit Augenmass angehen. Es kann nicht sein, dass aufgrund dieser Kräuter wieder alles gemäht wird. Es hat auch andere Vorteile, Teile dieser Borde stehen zu lassen. Trotzdem können wir dieser Motion natürlich viel Gutes abringen. Meine Fraktion steht eigentlich hinter ihr. Eine Mehrheit bestreitet auch die Abschreibung der Motion.

La présidente. Nun haben die Motionäre das Wort. Frau Regierungsrätin Egger verzichtet auf ein Votum.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich danke Ihnen herzlich für die rege Diskussion. Ich glaube, Kollega Daetwyler ist der einzige, der argumentiert, dass im Zusammenhang mit den Sparübungen nicht immer nur Einsparungen gefordert werden können, sondern auch danach gehandelt werden muss. Aus diesem Grund wird die Abschreibung der Motion von einem Teil der SP-Fraktion unterstützt. Ich lasse dies so im Raum stehen. Ich

bin – entsprechend der Antwort der Regierung – überzeugt, dass sie ihre Werkhofarbeiterinnen und -arbeiter bezüglich der Bekämpfung von Problemunkräutern instruiert, damit sich diese nicht ausweiten. Auf einigen Werkhöfen wird dies besser vollzogen und auf anderen weniger. Ich habe diese Motion eingereicht, um im ganzen Kanton Bern einen gewissen Standard zu haben. Die Motion ist daraus entstanden, dass das Problem im Seeland, besonders Richtung Grosses Moos, stark vorhanden ist. Die Regierung hat alles geschrieben; sie ist bereit, die Motion anzunehmen. Ich hoffe, dass Sie deren Abschreibung mit mir zusammen bestreiten. Ich danke Ihnen nochmals für die rege Diskussion.

Peter Studer, Utzenstorf (PBD). Man darf nicht vergessen, dass sich diese Motion nicht nur auf einen Meter breit entlang der Land- und der Kantonsstrassen bezieht, sondern das Kantonsgebiet umfasst. Dazu gehören zum Beispiel auch Wildüberführungen. In diesem Zusammenhang hatten wir seinerzeit bei der Volkswirtschaftsdirektion bereits eine Motion eingereicht. Heute lässt sich feststellen, dass diese Motion überwiesen wurde, in diesem Bereich aber nichts geschieht. Jetzt gilt es darauf zu achten, dass man sich nicht nur auf die Strassenborde, sondern auf das ganze Kantonsgebiet konzentriert. Wie in der Motionsantwort ausgeführt, ist die Rede von Sparmassnahmen. Diese können natürlich auch darin bestehen, die Bekämpfung jetzt an die Hand zu nehmen, um später nicht viel grössere Kosten zu haben. Aus diesem Grund handelt es sich natürlich auch um eine Sparmassnahme, das Problem anzugehen und dafür zu sorgen, dass sich die Problemunkräuter nicht weiter ausbreiten. Aufgrund der Tatsache, dass eine Motion eingereicht wurde und in der Folge in Sachen Wildüberführungen nichts geschehen ist, bitte ich Sie darum, auf eine Abschreibung zu verzichten.

La présidente. Wird das Wort seitens der Mitmotionäre gewünscht? – Das ist nicht der Fall. Frau Regierungsrätin Egger verzichtet nach wie vor auf ein Votum. Somit können wir über das Traktandum 27 befinden. Ich führe zwei Abstimmungen durch; die erste über die Überweisung und die zweite über die Abschreibung.

Vote (motion)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	132
Non	1
Abstentions	2

La présidente. Sie haben die Motion überwiesen.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	29
Non	103
Abstentions	4

La présidente. Sie haben die Abschreibung der Motion abgelehnt. Damit sind wir am Schluss des heutigen Sessionstages angelangt. Wir sehen uns morgen um 9.00 Uhr wieder.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :
Catherine Graf Lutz (f)
Eva Schmid (d)

Mercredi 20 mars 2013, 9 heures – 11 heures 45

Troisième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 155 députés. Excusés : Giauque Beat, Morier-Genoud Michèle, Müller Reto, Sommer Peter, von Kaenel Dave

Affaire 2012.1206

Numéro de l'intervention:	202-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	11.09.2012
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	5
Urgente:	
Date de la réponse:	23.01.2013
Numéro de l'ACE	76/2013
Direction:	TTE

Tarification kilométrique aux CFF
Le Conseil-exécutif prend, de concert avec ses homologues des cantons concernés, toutes les mesures utiles en vue de la suppression des surtaxes tarifaires pénalisant les voyageurs et les marchandises empruntant la ligne CFF Delémont-Moutier-Granges-Bienne.
Développement
La tarification kilométrique des CFF, soit le calcul de la distance facturée aux voyageurs et pour le transport des marchandises, réserve quelques surprises. Le parcours entre Delémont ou Moutier et Bienne est facturé systématiquement comme si le voyageur transitait par Tavannes et Sonceboz, soit 6 km de plus. La raison invoquée par les CFF est d'une part historique, puisqu'à l'ouverture de la ligne en 1877, le tunnel de Moutier-Granges (propriété de la société BLS) n'existait pas. L'autre raison serait qu'ainsi le voyageur a le libre choix entre les itinéraires sans devoir payer de supplément.
Une seconde particularité concerne le tunnel Moutier-Granges, qui est facturé sur une distance de 20 km alors qu'il mesure effectivement 10 km. Les raisons légales en seraient fixées dans la concession entre le BLS (propriétaire du tunnel) et la Confédération. A notre connaissance, il doit s'agir du dernier tunnel ferroviaire grevé d'une telle surtaxe.
Troisième particularité : le trajet Bâle-Lausanne serait facturé sur une base de 230 km, correspondant au parcours via Olten, alors que la distance effective via Delémont est de 202 km, dont il faudrait encore déduire les 10 km de surtaxe BLS. Ce supplément de près de 14% pénalise manifestement la ligne entre Bâle et Lausanne, ou du moins ne lui accorde pas l'avantage dont elle devrait jouir. Ce point n'est pas indifférent dans les projets des CFF de détourner la liaison entre Lausanne/Genève et Bâle par Olten. Ici encore la justification du « libre choix de parcours » avancée par les CFF n'est pas convaincante du tout.

Réponse du Conseil-exécutif
La facturation du trajet entre Longeau et Moutier sur une base de 23 km, alors que la distance parcourue n'est que de 13 km environ, peut paraître surprenante à première vue, mais la pratique n'est pas nouvelle. Il s'agit d'une surtaxe en vigueur depuis l'ouverture du tronçon en 1915 qui trouve sa justification dans le fait que les coûts de construction, d'exploitation et d'entretien sont plus élevés, le tronçon passant en grande partie dans des tunnels. Ces surtaxes sont très répandues aux CFF et dans les entreprises de transport privées en Suisse.
Il n'y a rien d'inhabituel non plus à ce que la tarification du tronçon Bâle-Lausanne s'effectue systématiquement selon le parcours via Olten, qui est légèrement plus long. En contrepartie, les titres de transport sont valables pour les deux itinéraires. En matière de trafic régional, la tarification kilométrique laisse de plus en plus souvent place à la tarification par zone appliquée par les communautés tarifaires. S'agissant de l'abonnement zigzag, qui nous intéresse dans le cas présent, la tarification à la zone qui sera prochainement en vigueur simplifiera l'utilisation des transports publics. Par ailleurs, le Conseil-exécutif ne saurait y entrevoir une volonté manifeste de désavantager la ligne passant par Delémont. Il n'a pas non plus connaissance de l'éventuelle intention des CFF ou de la Confédération de faire transiter les trains directs Bâle-Bienne-Lausanne via Olten, d'autant moins que la liaison actuelle via Delémont–Moutier est maintenue dans toutes les planifications jusqu'en 2030. En outre, il faut rappeler que, depuis 1995, les entreprises de transport disposent d'une autonomie totale en matière de fixation des prix. Par conséquent, le Conseil-exécutif ne peut exercer aucune influence à ce niveau.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Comme vous le savez toutes et tous, le 20 mars 2013 est la journée internationale de la francophonie. C'est dès lors dans la langue de Molière que je me permets d'ouvrir officiellement cette troisième journée de la session de mars du Grand Conseil bernois. Même si nos débats se dérouleront comme à l'accoutumée, en grande partie en allemand, j'ai une pensée toute particulière pour nos collègues francophones. Je vous souhaite d'ores et déjà à toutes et à tous une belle journée.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Merci pour votre mot d'introduction. J'allais m'exprimer en allemand, mais comme c'est la journée de la francophonie, je m'exprimerai en français. Permettez-moi en préambule de vous informer que la motion dont nous débattons aujourd'hui, dans une formulation rigoureusement identique, que cette motion a été acceptée en janvier dernier par le parlement jurassien, grâce au soutien de la gauche, du parti socialiste, et de l'UDC. Vous conviendrez que cette intervention ne demande pas grand-chose. Elle prie simplement le gouvernement de prendre avec les cantons concernés, à savoir Soleure et Jura, toutes les mesures utiles en vue de la suppression de la surtaxe frappant depuis 1915 les voyageurs et les marchandises traversant le tunnel de Granges, un tunnel, propriété de la compagnie BLS, qui fixe les tarifs et dont Mme la conseillère d'État Egger-Jenzer est administratrice. Que la société BLS, propriétaire de l'infrastructure, facture son utilisation aux CFF est logique et légitime. Que les CFF réper-

cutent cette charge sur son budget voyageur est plus que discutable. Mais que seuls les voyageurs et les marchandises empruntant ce tronçon soient surtaxés est en revanche injuste et inadmissible. Dans un autre registre, c'est comme si on demandait aux Zurichois de payer 20 pour cent plus cher la vignette autoroutière, parce que c'est dans ce canton que le réseau routier est plus coûteux, ou aux voyageurs se rendant à Berne de s'acquitter d'une taxe spéciale couvrant les coûts de la concentration en transports publics de la capitale. Le gouvernement répond en substance que même si cette pratique est contestable, elle existe aussi ailleurs, et qu'il en a toujours été ainsi. Voilà une drôle d'attitude, consistant à accepter une injustice parce qu'elle est d'un autre âge et qu'elle n'est pas unique. Quant à l'argument de l'autonomie totale des CFF en matière de fixation des prix, il n'est pas pertinent. Cette autonomie ne signifie pas que les voyageurs, les collectivités publiques, les autorités politiques doivent s'interdire de contester leur bien-fondé auprès de la régie fédérale. Reste la dimension politique. En marge d'un récent débat tenu à Moutier, le représentant du Conseil-exécutif évoquait, en cette année 2013, les avantages pour le Jura bernois d'appartenir à un grand canton à même de faire peser de tout son poids politique entre Suisse alémanique et Romandie pour défendre et servir les intérêts de sa partie francophone. Qu'en sera-t-il dans le cas concret de ce tunnel? Non pas de ce pont, mais de ce tunnel qui lie la région jurassienne au plateau suisse? Alors que la Députation et le parlement du canton voisin soutiennent cette motion, verra-t-on le canton de Berne la refuser? Une telle issue, dont je ne doute pas, en dirait long sur le crédit à accorder au discours paternaliste, condescendant, parfois lyrique, tenu à l'adresse des francophones. Ce sera la preuve par l'acte. Raison pour laquelle je me garderai bien de demander le vote séparé, et en conclusion je vous invite quand même à accepter ma motion.

Ulrich Scheurer, Longeau (PS). Die SP-JUSO-PSA hat diese Motion besprochen. Ich werde mich sehr kurz fassen. Grundsätzlich verstehen wir das Anliegen des Motionärs und haben Sympathie dafür. Nicht zuletzt für den Berner Jura wäre es wünschenswert. Für reisende zwischen Delémont und Biel würden die Tarife damit natürlich leicht tiefer. Das müsste jedoch wieder kompensiert werden. Alle anderen Tarife müssten anteilsmässig um den wegfallenden Tarif aufgestockt werden. Neben allen Nachteilen, welche die vom Motionär geforderte Anpassung mit sich bringen würde, muss auch klar gesagt werden, dass der Grosse Rat hier gar keine Einflussmöglichkeit hat. Wir sind die falsche Flughöhe. Die Kilometertarife sind in einem einzigen Dokument, dem T603 der schweizerischen Transportunternehmen, schweizweit geregelt. Grundlage dafür ist das Gesetz für den Personenverkehr, früher das Transportgesetz. Es stimmt natürlich, dass für Verbindungen zwischen zwei Orten die längere Distanz berechnet wird, sofern mehrere Strecken hin- und herführen. Das ist jedoch keine Schikane. In unserem Land gibt es noch unzählige gleich gelagerte Fälle. Viele weitere Verbindungen haben dieselbe Ausgangslage. Man denke zum Beispiel an die Nord-Süd-Achse über den Gotthard, die zwischen Basel und Arth-Goldau verschiedene Fahrwege aufweist. So ist beispielsweise möglich, mit demselben Billett von Lausanne nach Basel zu fahren: Man kann über Biel–Delémont, über Biel–Olten oder sogar über Bern–Olten reisen. Die Fahrzeiten sind bei allen Varianten ungefähr gleich. Das heutige Angebot zum Preissystem der SBB ist charakterisiert durch Einfachheit und Übersichtlichkeit und ist damit auch ein Erfolgsmodell. Die Transportgesellschaften haben die entsprechenden Kilometrierungen nach den Kundenbedürfnissen bestimmt. Nicht vergessen darf man, dass Strecken an den Kantonsgrenzen nicht halt machen. Sie führen durch die ganze Schweiz. Auch die geschichtlich entstandenen Zuschläge bei schwierigen Strecken sind entsprechend geregelt. Das geschieht übrigens auch bei Neubaustrecken. So können zum Beispiel nachfragestarke Verbindungen mit qualitativ hohem Leistungsangebot mit Distanzzuschlägen belegt werden, wie es bei Neubaustrecken geschehen ist.
Ebenfalls kein Problem bietet sich im Raum Moutier–Berner Jura beim Lokalverkehr. Dort haben die meisten Passgiere ein Abonnement und sind damit nicht betroffen. Auch für den Güterverkehr ist es nicht relevant. Auf dieser Strecke fahren praktisch keine Güterzüge mehr. Ausnahmen bilden ein paar Postwagen und gelegentlich ein Militärzug, der nach Bure fährt. Dass die Fernverkehrsschnellzüge in Zukunft via Olten statt via Delémont geleitet werden sollen, ist bis zur Eröffnung eines allfälligen Wisenbergtunnels zwischen Liestal und Olten mit Sicherheit kein Thema. Ob der Wisenbergtunnel, je kommt, ist eine andere Frage. Wenn er denn kommt, wird Mathias Tromp noch schwer weibeln müssen. Die Strecke Olten–Basel ist bereits heute dermassen ausgereizt, dass sie den Zusatzverkehr gar nicht bewältigen könnte. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann die Motion deshalb nicht unterstützen und empfiehlt dem Rat, es ebenfalls nicht zu tun. Einige von uns werden zustimmen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich schicke gleich voraus, dass die EVP-Fraktion den Vorstoss nicht unter der jurapolitischen Optik diskutiert und beurteilt hat. Beim Lesen des Vorstosses hat man aber durchaus den Eindruck, dass die Preisarithmetik etwas seltsam anmutet. Es ist vielleicht mit dem Taxifahrer vergleichbar, der den Fahrgast von A nach B fährt und am Schluss jedoch die Variante A bis C verrechnet. Oder mit dem Schreinermeister, der in der Rechnung auf die tatsächlich montierten Laufmeter beispielsweise von Fussleisten noch einen Zuschlag verrechnet und dabei auf erschwerte Bedingungen verweist. In den skizzierten Fällen können die Kunden und Kundinnen jedoch ausweichen. Bei einem Monopolanbieter ist das nicht möglich. Dort ist man darauf angewiesen, den Preis zu bezahlen oder eben nicht. Trotz der unschönen Optik dieses Falls ist für die EVP-Fraktion aber der Hinweis des Regierungsrats auf die vollständige Tarifautonomie der springende Punkt bei diesem Vorstoss. Allenfalls wäre das aus unserer Sicht ein Problem für den Preisüberwacher, wenn tatsächlich eine grosse Diskrepanz in den ländlichen Gebieten und Randregionen entstehen würde und sie wesentlich mehr zahlen müssten. Die Formulierung «trifft alle nützlichen Massnahmen» im Wortlaut der Motion finden wir etwas zu offen. Wir räumen dem Text keine grossen Erfolgschancen ein. Wir kommen zum Schluss, dass wir die Motion mehrheitlich ablehnen werden.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich kann mich sehr kurz fassen: Auch die grüne Fraktion wird den Vorstoss mehrheitlich ablehnen. Ausschlaggebend war für uns der letzte Abschnitt in der Antwort des Regierungsrats: Zuständig für die Tarifgestaltung bei den Transportunternehmungen, egal, um welche es sich handelt, ist das entsprechende Transportunternehmen. Das bedeutet, dass wir auf die Tarifgestaltung keinen Einfluss

nehmen können, selbst wenn wir das wollten. Von daher ist es richtig, nicht so zu tun, als könnten wir es. Aus diesen Überlegungen wird die grüne Fraktion den Vorstoss ablehnen

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Je m'exprime, comme cela a été dit, au nom de la Députation. Il ressort de la réponse à la motion qu'il y a beaucoup de raisons objectives de ne pas entrer en matière sur la proposition qui est faite ici par notre collègue Maxime Zuber. On nous dit que l'autonomie tarifaire est totale et que le canton n'a aucun moyen d'action à ce niveau et qu'il existe aussi d'autres tronçons en Suisse qui sont nombreux où ce genre de surtaxe existe. Néanmoins, et le motionnaire l'a dit lui-même tout à l'heure à la tribune, des raisons politiques finalement justifient une intervention, ou au moins une tentative d'intervention, dans ce sens. Le parlement jurassien l'a décidé, cela a été déjà évoqué. Étant sensibles aux arguments politiques qui ont été avancés lors de la séance de la Députation par le motionnaire, 12 voix se sont exprimées pour cette motion. La Députation vous appelle donc à la soutenir, ce que je relaie volontiers ici à la tribune. La Députation vous invite donc à soutenir clairement cette motion.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Permettez-moi de jeter une voix quelque peu discordante par rapport à la position de la Députation. La motion traite à la fois du trafic marchandises et du trafic voyageurs. Ce qu'il faut savoir, comme notre collègue Ueli Scheurer vient de le dire, pour le trafic marchandises, cette ligne n'a aucune signification – on peut le déplorer ou pas, mais c'est ainsi. Et c'est ainsi essentiellement en raison du rebroussement de Delémont. Donc, si l'on veut promouvoir cet itinéraire pour le trafic marchandises, la première chose qu'il faudrait demander, c'est de construire un évitement de la gare de Delémont. J'en viens maintenant au trafic voyageurs. Il est exact que les inégalités de traitement, ou ce qui peut être perçu comme une inégalité de traitement, ne sont jamais très sympathiques dans le paysage. Néanmoins, dans le cas qui nous occupe, la situation est loin d'être particulière. Pour illustrer concrètement ce que vient de dire le porte-parole du groupe socialiste, un trajet comme Bienne–Zürich ou comme Berne–Zürich est toujours payé via l'itinéraire historique de Brugg ou Baden, alors que l'essentiel du trafic se fait depuis une quarantaine d'années par la ligne plus directe de Lenzburg. Plus récemment, lorsque l'on paie son billet à destination de Brigue, on paie toujours en fonction des kilomètres de la ligne de faîte du Lötschberg, même si on utilise le tunnel de base qui est nettement plus court. Enfin, ces discriminations tarifaires, comme cela a été dit, ne touchent pas les détenteurs d'abonnements, qu'il s'agisse d'abonnements généraux ou d'abonnements pendulaires de la communauté zigzag. Dernier élément, les compétences ont été définies en matière tarifaire par la législation fédérale. Elles sont ainsi et si l'on estime que cette législation n'est pas correcte et que des modifications sont nécessaires, c'est au niveau fédéral que cela doit se faire. En résumé, j'appuie également la position du gouvernement qui propose le rejet de la motion.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Je serai très bref, simplement pour souligner le fait que, manifestement, mes collègues n'ont pas lu le texte exact de la motion, puisqu'ils répondent à une autre démarche que celle qui est la mienne. À mon collègue Scheurer, je voudrais dire ceci, je n'ai pas demandé au travers de cette motion que l'on règle tous les cas qui se présentent en Suisse, je demande simplement ici au gouvernement de s'associer à deux autre gouvernements, en tout cas au gouvernement jurassien, pour trouver une solution sur cet axe horloger Granges-Moutier. Je sais bien que la compétence appartient à la Confédération, appartient aux CFF, mais cela n'est pas inutile que des cantons interviennent pour corriger une injustice vieille de 100 ans. À mon collègue Kropf, j'aimerais dire ceci, je suis étonné que l'on ne puisse s'occuper que des questions qui appartiennent au cercle unique de compétences du canton. Dans ce cas-là, on ne parlera plus jamais d'énergie nucléaire, d'approvisionnement énergétique, et on se renverra toujours aux décisions prises au niveau des Chambres fédérales. Par rapport à mes collègues socialistes, je suis étonné aussi qu'on nous dise que le Jura bernois a besoin de services publics de qualité, et lorsqu'il s'agit de défendre les services publics, notamment de transports, et bien, on oublie ses discours. Par rapport maintenant à M. le député Daetwyler, le citoyen de Trois-rivières, je ne suis pas étonné, parce qu'il n'a même pas voulu signer la pétition en faveur de la ligne CFF Bienne-Bâle. Pour terminer, je retiens une intervention intéressante, celle de mon collègue Aeschlimann, à laquelle j'avais évidemment déjà pensé: pour défendre cette ligne, pour supprimer cette injustice, Moutier et sa région devront donc se tourner vers le canton de Soleure et le canton du Jura. Et si cela ne marche pas, et bien, une intervention auprès de Monsieur Prix sera toujours possible.

La présidente. Ich begrüsse an dieser Stelle die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin und erteile ihr gleich das Wort.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich habe für das Anliegen von Herrn Grossrat Zuber Verständnis. Man sollte jedoch lesen, was die Motion verlangt: Es geht nicht darum, sich gegen die Aufhebung einer Linie zur Wehr zu setzen, sondern um die «Aufhebung der Tarifzuschläge, mit denen die Reisenden und die Güter auf der SBB-Strecke Delsberg–Moutier–Grenchen–Biel bestraft werden». Es handelt sich nicht um ein jurapolitisches Problem. Solche Tarifzuschläge existieren auch bei anderen Linien in der ganzen Schweiz. Massnahmen zu ergreifen, wäre zwar möglich, aber ich glaube nicht, dass sie «nützlich» wären. Das Einzige, was wir tun könnten, wäre, einen Brief an die SBB zu schreiben mit der Bitte, das noch einmal zu überdenken. Ich garantiere Ihnen jedoch: Es würde nichts nützen. Es ist nicht nur ein Problem dieser Linie, sondern ein gesamtschweizerisches. Ich finde die Idee mit dem Preisüberwacher richtig. Das ist allerdings nichts, was eine Regierung veranlassen müsste, vielmehr muss das der Preisüberwacher von sich aus tun. Aus diesem Grund bitte ich den Rat, die Motion abzulehnen.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	13
Non	114
Abstentions	7

La présidente. Der Rat lehnt die Motion ab.

Affaire 2012.1130

Numéro de l'intervention:	168-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Daetwyler (Saint-Imier, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	4
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	100/2013
Direction:	TTE

Fermeture de la route de Chasseral pendant la haute saison touristique

La reprise de la route Nods – Chasseral – Les Pontins par le canton a été saluée par l'ensemble des milieux concernés, et notamment par les communes jusque-là propriétaires, pour qui l'entretien de la route représentait une charge non négligeable. Il est en outre en soi réjouissant que le canton investisse dans l'entretien de cet axe.

Toutefois, la fermeture de la route au mois de septembre, mois de très forte fréquentation touristique, de plus annoncée dans des délais extrêmement courts, pose de nombreux problèmes :

– La route Les Pontins – Chasseral est parcourue par la ligne de transport public Saint-Imier – Chasseral. Cette ligne est à l'horaire. Etant considérée de nature touristique, elle ne bénéficie d'aucun financement cantonal, et est donc entièrement à la charge de la commune de Saint-Imier, alors que son utilité est de nature interrégionale.
– Il a été possible après des négociations de trouver un compromis minimal et d'assurer la desserte en semaine par un petit bus de 14 places, tout en maintenant l'ouverture normale le week-end.

Toutefois, les Chemins de fer du Jura qui exploitent la ligne, sont contraints pratiquement chaque jour de refuser des groupes, ce qui se traduit par des pertes de recettes, qui ne touchent certes pas le canton, mais la commune de Saint-Imier, qui assume les coûts non couverts.

En termes d'image, le fait de ne pouvoir assumer intégralement des prestations figurant à l'horaire et de devoir refuser des clients est absolument déplorable, alors qu'il existe une claire volonté de promouvoir l'accès à Chasseral par les transports publics.

1. Est-il globalement normal que ces travaux soient annoncés si peu de temps avant leur exécution ?
2. Est-il admissible que l'on ne tienne pas compte des délais de publication des horaires des transports publics pour entreprendre des travaux de ce type ?
3. N'aurait-il pas été possible d'effectuer ces travaux à un autre moment qu'en pleine saison touristique, au mois de juin par exemple ?
4. Si cette route avait été parcourue par une ligne de bus également indemnisée par le canton dans le cadre du financement du trafic régional, se serait-on permis d'introduire des restrictions de circulation induisant des pertes de recettes au moment le moins judicieux de l'année et dans un délai aussi court ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1:

Oui. Vu les circonstances, le délai est raisonnable. La décision d'assainir l'état très défectueux de la route a été communiquée cinq semaines avant le début des travaux aux personnes concernées par toutes les destinations à Chasseral et aux responsables des transports publics. La fermeture de route a été publiée début août 2012. Pendant toute la durée des travaux (20 août au 14 septembre 2012), les destinations vers Chasseral sont restées accessibles par le versant sud.

Question 2:

Oui. Le délai a été court, mais raisonnable. Les travaux de revêtement sont tributaires des conditions météorologiques. Il arrive couramment de devoir repousser leur exécution. De ce fait, il est donc très difficile de pouvoir publier à l'avance une modification d'horaire des transports publics, d'autant plus que la route était rouverte au trafic durant les week-ends.

Question 3:

Non. La route de Chasseral est une route de montagne avec fermeture hivernale. Les travaux à réaliser se situent à une altitude d'environ 1400 m. La période favorable pour leur exécution est donc fortement réduite. Le mois de juin est trop tôt. Compte tenu de la période de haute fréquentation durant les vacances estivales, la période comprise entre la fin des vacances et le début de l'automne était la plus judicieuse pour réaliser ces travaux.

Question 4:

Oui. La route est extrêmement étroite. La restriction de trafic mise en place a été la condition sine qua non pour pouvoir réaliser les travaux en toute sécurité et le plus rapidement possible. Le tronçon de route à refaire était en très mauvais état avec des risques importants d'affaissement des bords. Dans ces conditions, la sécurité du trafic n'était plus garantie du tout. Les pertes de recettes occasionnées par la mise en service d'un bus à capacité réduite pendant la période du chantier sont insignifiantes en regard des dommages économiques et corporels qu'aurait pu engendrer un accident occasionné à cause d'une déficience dans l'entretien de la chaussée.

La présidente. Der Interpellant ist nicht befriedigt. Er gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1202

Numéro de l'intervention:	198-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	10.09.2012
Déposée par:	Graber (La Neuveville,
UDC)	(porte-parole)
Cosignataires:	15
Urgente:	
Date de la réponse:	23.01.2013
Numéro de l'ACE	74/2013
Direction:	TTE

Regrettable ajournement du doublement du tronçon ferroviaire Gléresse - Douanne

Un nouveau financement des infrastructures ferroviaires devrait prendre le relais de l'actuel FTP. Le rapport FAIF (financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire) sert de référence aux discussions, aux prises de position et aux décisions relatives à l'avenir de l'offre ferroviaire dans notre pays. Le projet STEP remplace le concept Rail 2030. Le Conseil fédéral entend consacrer 3,5 milliards de francs à une première phase de travaux, « l'étape d'aménagement 2025 ». S'ils souhaitent obtenir une enveloppe de 5,7 milliards de francs pour cette

première étape, les CFF entendent privilégier d'autres aménagements que la double voie entre Gléresse et Douanne. Frédéric Revaz, porte-parole des CFF, aurait affirmé : « Pour assurer la réalisation de ces projets, la double voie Gléresse – Douanne devrait, du point de vue des CFF, être réalisée plus tard, d'ici 2030. »
Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de dire :
1. Ce qu'il pense du point de vue des CFF.
2. S'il n'estime pas que le doublement du tronçon ferroviaire Gléresse – Douanne s'impose à brève échéance pour permettre le passage du nombre de trains voyageurs et marchandises prévus en 2025 entre Neuchâtel et Bienne dans le rapport FAIF.

Les auteurs du rapport FAIF déclarent à juste titre que « la ligne ferroviaire le long du pied du Jura est l'épine dorsale du trafic marchandises intérieur » et que ce tronçon revêt une grande importance stratégique. Ils ajoutent qu'un investissement de quelque 400 millions de francs est nécessaire pour le doublement de la voie entre Gléresse et Douanne.
Par ailleurs, dans le document de référence publié le 31 mars 2011 à l'occasion de l'ouverture de la consultation relative au message FAIF, le Conseil fédéral prévoit le passage de 2 trains trafic longue distance (ICN), de 2 trains régionaux et de 3 trains marchandises dans chaque sens entre Neuchâtel et Bienne. Cela implique qu'entre 6 heures et 20 heures ou 21 heures, 14 trains empruntent ces infrastructures ferroviaires toutes les heures. Ce projet aussi souhaitable que nécessaire ne pourra manifestement être réalisé qu'en doublant la voie entre Gléresse et Douanne, le dernier tronçon à voie simple (1,8 km) entre Genève et Zurich en passant par Neuchâtel et Bienne.

Réponse du Conseil-exécutif
Question 1
Conformément au rapport FAIF du Conseil fédéral, les infrastructures de la première étape d'aménagement doivent être terminées d'ici à 2025 et le tunnel de Gléresse en fait partie. Le Conseil-exécutif ne partage pas la position exposée par le porte-parole des CFF selon laquelle le doublement du tronçon ferroviaire entre Gléresse et Douanne devrait être réalisé plus tard. Toutefois, le développement de l'infrastructure relève de la compétence de la Confédération.
Question 2
Le Conseil-exécutif partage l'avis de la Confédération selon lequel il est nécessaire que le doublement de la voie entre Gléresse et Douanne soit réalisé d'ici à 2025.

La présidente. Die Interpellantin ist befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1207

Numéro de l'intervention:	203-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.09.2012
Déposée par:	Leuenberger (Trubschachen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	150/2013
Direction:	TTE

« Berne renouvelable », pour l'Hôtel du gouvernement également?
Le remplacement du chauffage de l'Hôtel du gouvernement est actuellement à l'étude. Il semble que plusieurs technologies aient été évaluées et que le choix se soit porté sur le chauffage au gaz ou sur un groupe chaleur-force alimenté au gaz.
Dans ce contexte, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
1. Quels étaient les arguments plaidant en défaveur du chauffage au bois (pellets, copeaux, etc.) ?
2. Quels seront les rejets moyens de CO2 par an de la nouvelle installation ?
3. Le Conseil-exécutif est favorable à l'initiative « Berne renouvelable » et au contre-projet. Est-il conscient que l'installation du chauffage au gaz à l'Hôtel du gouvernement contredit les objectifs de ces deux textes ?

Réponse du Conseil-exécutif
Question 1
Les arguments suivants ont pesé dans la balance :
- Le recours à des chauffages au bois (copeaux ou pellets) dans la vieille ville de Berne n'est en principe pas judicieux à cause de la longueur du trajet effectué pour le transport du bois, du bruit et des émissions de poussières fines que cela occasionne dans une zone densément peuplée. A Berne et dans d'autres villes également, la concentration en particules fines générées par le trafic, l'industrie et l'artisanat est supérieure à la moyenne suisse.
- La construction d'une cheminée aurait nécessité d'importantes modifications au niveau de la structure du bâtiment qui est protégée.
- L'installation d'un silo à pellets au sous-sol de l'Hôtel du gouvernement entraînerait la nécessité d'utiliser des surfaces de stockage qui sont indispensables pour d'autres choses.
- Le recours à un réseau de chaleur à distance n'est pas non plus possible, car, pour des raisons économiques, le réseau de chaleur ne peut être construit que jusqu'à la Tour de l'Horloge. Prolonger ce dernier jusqu'à l'Hôtel du gouvernement ne serait pas une solution rentable, raison pour laquelle Energie Wasser Bern (ewb) a renoncé à sa planification.

Question 2
Les rejets moyens de CO2 du nouveau chauffage au gaz s'élèveront à 2,56 tonnes de CO2 par tonne de gaz par an. Pour l'alimentation en gaz en ville de Berne, il sera possible de choisir entre du gaz naturel contenant 5 à 20 pour cent de biogaz ou uniquement du biogaz, solution qu'il a été prévu de retenir pour l'Hôtel du gouvernement.
Le bilan du biogaz en termes d'émissions de CO2 est neutre, car lors de sa combustion, il libère la même quantité de dioxyde de carbone que celle prélevée dans l'atmosphère lors de sa production. Il s'agit d'un cycle de CO2 fermé et le recours au biogaz est neutre pour le climat.
Question 3
Non, car chauffer l'Hôtel du gouvernement au biogaz n'entre pas en contradiction avec l'initiative « Berne renouvelable ». Le biogaz est une énergie renouvelable. L'installation de ce type de chauffage répond par ailleurs aux objectifs de la stratégie énergétique cantonale 2006 et des plans de mesures correspondants.

La présidente. Der Interpellant ist teilweise befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Vorab danke ich bestens für die kurze und knappe Antwort. Vor allem über die Ablehnung von allfälligen Holzenergieträgern war ich etwas erstaunt. Es leuchtet mir nicht ganz ein, weshalb aus Gründen des Feinstaubs und auch aus Gründen des Transports im Rathaus keine Holzheizung installiert werden könnte. Nicht weit weg von hier gibt es die Energiezentrale Forsthaus, die pro Jahr mehr als zehn Tonnen Holz verbrennt. Dort hat noch niemand nach den Transportwegen oder der Feinstaubbelastung gefragt. Es ist mir bewusst, dass dort sehr strenge Vorschriften gelten. Aber diese Vorschriften hätte man auch im Rathaus umsetzen können. Biogas für das Rathaus ist sicher ein sinnvoller Entscheid. Nichtsdestotrotz muss man zur Kenntnis nehmen, dass Biogas grundsätzlich teurer ist als normale Gasanlagen. Ich bitte den Rat, das entsprechend zu vermerken. An die Energiedirektorin habe ich folgende Bitte: Die Verwaltung möge prüfen, ob man mit dieser Biogasanlage allenfalls ein Blockheizkraftwerk verbinden und gleichzeitig Strom produzieren könnte. Das wäre auch im Sinn des Energiegesetzes und der Diskussion um «Bern erneuerbar», die hier im Parlament geführt worden war. Es bleibt nun zu hoffen, dass künftig stets genügend Biogas in der Stadt Bern und im Netz der ewb zur Verfügung steht, damit wir im Rathaus nicht in der Kälte sitzen müssen. Es bleibt ebenfalls zu hoffen, dass das Biogas ausschliesslich aus Abfällen oder aus Abfallprodukten produziert wird. Im Rathaus soll kein Biogas verwendet werden, dass aus speziell dafür angepflanztem Mais oder anderen Lebensmitteln entsteht. Es macht keinen Sinn, vergaste Lebensmittel zu verwenden, um das Rathaus zu heizen. Zum Schluss bleibt die Erkenntnis, dass die Forderungen, welche im Parlament diskutiert werden, in der Praxis nicht immer einfach umgesetzt werden können, weil Probleme der Transportwege, der Denkmalpflege, des Verkehrsnetzes und letztlich auch des Platzes dazukommen. Wenn wir Forderungen an die Grundeigentümer und Grundeigentümerinnen stellen, bitte ich den Rat, zur Kenntnis zu nehmen, dass die Umsetzung in der Praxis manchmal gewisse Schwierigkeiten bietet.

Affaire 2012.1216

Numéro de l'intervention:	207-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	12.09.2012
Déposée par:	Daetwyler (Saint-Imier, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	23.01.2013
Numéro de l'ACE	75/2013
Direction:	TTE

Réduction des prestations des transports publics; début d'un grignotage?

Après de nombreuses années où l'offre des transports publics a été étendue, et où la demande a également suivi, le canton réduira l'offre sur différentes lignes régionales. Cette inversion de tendance est des plus inquiétantes au moment où on constate des changements de comportement de mobilité au sein de la population, et un intérêt nettement plus marqué pour les transports publics.

Les expériences passées montrent que très souvent les réductions d'offre se traduisent par une érosion de la demande, initiant ainsi un cycle infernal et de futures réductions. Au vu de la situation en matière de réchauffement climatique et de diminution des réserves d'énergie fossile, une diminution d'offre constitue un très mauvais signal.

Les mesures de réduction introduites en décembre prochain dans la vallée de Tavannes sont problématiques à trois titres :

a) Elles introduisent deux structures d'horaire le matin et l'après-midi, et compliquent la lisibilité de l'horaire, alors que le système de l'horaire cadencé est un élément fondamental du succès des transports publics.
b) Des relations sans changement de train à Sonceboz ont été annoncées pour décembre 2013, or ce sont précisément les trains qui assureront ces relations directes qui seront supprimés.
c) Une détérioration des correspondances entre Moutier et Tramelan en sera la conséquence.

D'où les questions suivantes :

1. Selon quels critères les diminutions d'offre ont-elles été décidées ?
2. L'introduction du système coupe-accroche et des relations sans changement entre la vallée de Tavannes et Bienne est-elle remise en question ?
3. Ces réductions d'offre seront-elles maintenues au-delà de l'horaire 2013 ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est également d'avis que les mesures de réduction de l'offre de transports publics ne doivent être introduites qu'avec beaucoup de ménagement. En raison de la situation financière et des consignes strictes du Grand Conseil, certaines réductions de l'offre à court terme n'ont toutefois pas pu être évitées dans l'optique du budget 2013.

Question 1

En principe, l'offre de transports publics est fixée de manière contraignante dans l'arrêté sur l'offre des transports publics du Grand Conseil pour la période 2010–2013. En conséquence, il n'est pas possible de modifier des tracés, ni de supprimer des lignes, pas plus que de réduire considérablement l'offre. Seules des réductions ciblées peuvent être envisagées, et ce uniquement lorsque les coûts sont élevés proportionnellement au nombre de voyageurs transportés.

La ligne Sonceboz–Sombeval–Moutier présente, en matinée en dehors des heures de pointe et le matin en fin de semaine notamment, une maigre fréquentation. En outre, le taux de couverture des coûts est extrêment bas et les recettes des titres de transport sont nettement au-dessous de 20 pour cent des coûts de production. Or l'Office fédéral des transports a annoncé que les lignes de train régionales présentant un taux de couverture des coûts inférieur à 20 pour cent ne seraient plus cofinancées par la Confédération à compter de 2014. Des mesures de réduction des frais ont donc dû être prises sur cette ligne afin de ne pas courir le risque de voir supprimer cette participation fédérale à hauteur de 55 pour cent.

Question 2

Non. L'introduction du système coupe-accroche dans le Jura bernois n'est pas remise en question par la réduction de l'offre. Ce système sera mis en place dès décembre 2013 à Sonce-

boz-Sombeval aux heures de pointe ainsi que l'après-midi afin d'assurer des liaisons directes entre Bienne et la vallée de Tavannes.
Question 3
La réduction de l'offre dans la vallée de Tavannes devrait être maintenue au-delà de l'horaire 2013. Depuis l'annonce de ces diminutions, la Conférence régionale des transports de Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (CRT) et le canton discutent l'élaboration de l'horaire sur la ligne Sonceboz-Sombeval–Moutier. Le tronçon Tavannes–Le Noirmont est également pris en considération. Le canton est disposé, sur demande de la CRT, à commander d'autres offres horaires dans le Jura bernois, à condition qu'elles n'entraînent pas des coûts plus élevés à sa charge.

La présidente. Der Interpellant ist teilweise befriedigt. Er gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1237

Numéro de l'intervention:	218-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	17.09.2012
Déposée par:	Schmid (Achseten, UDC) (porte-parole) Rösti (Kandersteg, UDC)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	224/2013
Direction:	TTE

Réfection de la préfecture de Frutigen
A en croire la presse (Berner Oberländer du 27 juillet 2012), il a fallu renoncer à l'installation photovoltaïque qu'il était prévu d'aménager dans le cadre de la réfection de la préfecture de Frutigen. L'architecte cantonale a en effet souhaité, pour des raisons purement esthétiques, que la façade en béton soit habillée de bois.
Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
1. Ne pense-t-il pas comme moi que vu l'état des finances cantonales, il faut renoncer aux projets de construction luxueux ?
2. Combien a coûté l'habillage en bois de la façade ?
3. Est-il exact que l'habillage en bois répond à des considérations purement esthétiques ?
   a. Dans l'affirmative, pourquoi ce dysfonctionnement dans le contrôle des coûts ?
   b. Le Conseil-exécutif n'est-il pas lui aussi choqué par ce gaspillage des deniers publics ?
   c. Dans la négative, pourquoi cet habillage en bois ?
4. Pourquoi n'a-t-on pas choisi une variante adaptée à la montagne ? Pourquoi avoir en effet opté pour des bardeaux de bois sans la protection d'un avant-toit dans une région exposée aux intempéries ?
   a. Quelle sera la durée de vie approximative de cet habillage en bois ?
   b. Quels seront les coûts de réfection ?
5. D'autres mesures d'ordre esthétique et non pas fonctionnel sont-elles prises dans le cadre de la réfection de la préfecture de Frutigen ?
6. Le Conseil-exécutif pense-t-il à l'avenir limiter les projets de rénovation au strict nécessaire ?
7. N'est-ce pas contredire la stratégie énergétique que de renoncer à l'installation photovoltaïque ?

Réponse du Conseil-exécutif
La préfecture de Frutigen est transformée actuellement à l'intention de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) des arrondissements de Frutigen – Bas-Simmental et du Haut-Simmental – Gessenay et fait l'objet d'adaptations en matière de sécurité. Des travaux d'entretien et le montage d'une installation photovoltaïque sont effectués en même temps. Pour cette dernière, il avait été envisagé initialement qu'elle recouvre une grande surface, également la façade, mais au cours de la planification ce projet s'est révélé désavantageux d'un point de vue technique et économique. La conception de l'installation a donc été retravaillée de sorte que les panneaux ne couvrent que le toit. Par la suite, un habillage extérieur en bardeaux de mélèze a été prévu pour le dernier étage mansardé. Cependant, le Service cantonal des monuments historiques a souhaité un habillage en plaques de fibrociment et le permis a été octroyé.
Question 1
Les projets de construction luxueux n'ont jamais eu leur place dans la réfection des bâtiments cantonaux, et ce indépendamment de l'état des finances bernoises. Les normes économiques et écologiques définies de manière générale sont déterminantes. L'habillage en bardeaux de mélèze prévu pour l'étage mansardé ne constituait pas un projet luxueux mais une solution écologiquement adaptée et légèrement plus chère que les plaques en fibrociment aujourd'hui autorisées.
Question 2
Comme nous l'avons déjà mentionné, l'habillage en bois ne sera pas réalisé. Il aurait coûté 23 166 francs (TVA comprise).
Question 3
Non. L'habillage en bardeaux de mélèze était la solution préconisée par l'Office des immeubles et des constructions (OIC) parce qu'il s'agit d'un habillage économique et écologique présentant un coût de cycle de vie modéré. L'OIC encourage l'utilisation du bois en tant que matériau naturel et durable. L'autorité compétente ayant refusé de délivrer un permis de construire, la façade du dernier étage sera, comme jusqu'à présent, recouverte de plaques de fibrociment. Cet habillage coûte 18 954 francs et donc 4212 francs de moins que celui en bois.
Question 4
C'est précisément dans les régions montagnardes que les façades en bardeaux de bois sont traditionnelles. Cet habillage durable, ayant fait ses preuves, connaît un regain de popularité, compte tenu notamment du faible coût de son cycle de vie.
a) La durée de vie d'un habillage en bardeaux de mélèze est d'environ 40 ans.
b) Les bardeaux endommagés peuvent facilement être changés au besoin. Les frais de réfection se montent à 165 francs par m2 (hors TVA) et englobent les dépenses pour l'échafaudage, les bardeaux et le travail.

Question 5
Non, aucune mesure d'ordre purement esthétique ne sera prise.
Question 6
Il va de soi que les rénovations de bâtiment seront systématiquement limitées au strict nécessaire.

Question 7
Non, il n'y a pas contradiction puisque la pose de l'installation photovoltaïque envisagée au départ s'est révélée désavantageuse du point de vue technique et économique. En revanche, l'installation montée sur le toit de la préfecture de Frutigen présente un bon rendement. Elle satisfait ainsi à l'exigence formulée à l'article 52 de la loi cantonale sur l'énergie et est conforme aux principes fixés dans la stratégie énergétique cantonale.

La présidente. Der Interpellant ist nicht befriedigt. Er gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1581

Construction d'un nouveau centre pénitentiaire pour femmes à Witzwil ; rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil

Proposition du Conseil-exécutif :
Prise de connaissance

Débat d'entrée en matière

Déclaration de planification (Struchen, Epsach)
Renvoi du rapport avec les charges suivantes :
– Mettre en évidence l'utilité pour le canton de Berne d'accueillir sur son territoire et d'exploiter un centre pénitentiaire pour femmes.
– Parvenir à un taux de couverture de 100 pour cent des frais et non de 95 pour cent pour les détenues d'autres cantons.
– Analyser plus en détail les variantes « Nouveaux bâtiments à Hindelbank » et « Rénovation + Nouvelles constructions à Hindelbank ».
– Réexaminer la possibilité de reloger (en partie en tout cas) les détenues pendant les travaux à Hindelbank.
– Indiquer en détail les effets négatifs du projet sur la réserve naturelle et les surfaces d'assolement et le minimiser en adaptant le projet.
– Etudier d'autres emplacements possibles.

La présidente. Ich begrüsse zu diesem Traktandum auch den Polizei- und Militärdirektor. Der Ablauf bei der Behandlung des Berichts sieht wie folgt aus: Wir werden zuerst eine Eintretensdebatte gemeinsam mit der Debatte des Rückweisungsantrags der SVP führen. Zunächst wird die Kommissionspräsidentin den Bericht vorstellen, anschliessend begründet die Antragstellerin Struchen den Rückweisungsantrag. Danach wird die Kommissionspräsidentin zum Rückweisungsantrag Stellung nehmen. Dann folgen die Fraktionssprecherinnen und -sprecher, die sich im selben Votum sowohl zum Eintreten als auch zum Rückweisungsantrag äussern werden. Ist der Rat mit diesem Vorgehen einverstanden? – Das ist der Fall.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la commission. Hindelbank ist bis heute die einzige Vollzugsanstalt für Frauen in der deutschsprachigen Schweiz. Sie dient dem Justizvollzug gemäss StGB und ZGB im geschlossenen Bereich inklusive der Hochsicherheit und im offenen Bereich. Hindelbank ist in das Strafvollzugskonkordat Nordwest- und Innerschweiz eingebunden. Die Wiedereingliederung der straffällig gewordenen Frauen basiert auf dem agogisch ausgerichteten Gruppenvollzug, auf medizinischer Betreuung und auf geeigneten Arbeitsmöglichkeiten. In beschränktem Umfang können die Anstalten Hindelbank sogar Mütter mit Kleinkindern bis dreijährig aufnehmen. 107 Plätze in 7 Wohngruppen, darin eingeschlossen die Aussenwohngruppe Steinhof in Burgdorf, stehen in diesen Gebäulichkeiten zur Verfügung. Auf der Homepage erfährt man, dass Hindelbank fast seit Menschengedenken im engeren und weiteren Sinn als Strafanstalt konzipiert war. So, wie sich die Gebäude heute präsentieren, stammen sie denn auch aus den 50er- bis 60er-Jahren. Verschiedene Teilsanierungen im Unterbau und im Gewerbehaus, dem Arbeitstrakt, wurden zwischenzeitlich notwendig und wurden Mitte der 90er-Jahre vorgenommen. Ende 1997 wurde die Sanierung abgeschlossen. Dabei muss man festhalten, dass damals die Gebäudehülle nicht saniert wurde. Dass auf dem Areal Hindelbank in den nächsten Jahren grosse Investitionen für eine umfassende Sanierung oder für den Ersatz von Gebäuden anstehen, ist seit Langem bekannt und wird nicht bestritten. Auch die Kommission konnte sich bei einer eindrücklichen Besichtigung auf freiwilliger Basis davon überzeugen: Wir trafen enge, alte, kleinräumige und unübersichtliche Gebäulichkeiten an. Die baulichen und sicherheitstechnischen Mängel innen und aussen waren augenfällig. Ein Sanierungskonzept für den Oberbau wurde im Jahr 2005 in die Hand genommen. Der Vergleich einer Sanierung mit einem Abbruch und einem Ersatzneubauprojekt löste später allerdings ein Umdenken aus.
Die Verhältnisse in Hindelbank sind nicht nur in den bestehenden Gebäuden sehr eng; nein, auch das Grundstück an und für sich steckt einer Planung sehr enge Rahmenbedingungen, die nicht zu einer betriebswirtschaftlich, sicherheitstechnisch und finanziell optimalen, gesamthaft guten Lösung Hand bieten. Der Perimeter ist gegeben, und zwar sehr eng. Deshalb warfen die Verantwortlichen der Direktion und der Regierung sämtliche Pläne über Bord, fassten eine grundlegend neue Idee und Problemlösung auf dem Areal in Witzwil ins Auge und gleisten sie auf. Der Regierungsrat revidierte also seinen früheren Entscheid und kommunizierte im April 2012, dass er im Jahr 2014 dem Grossen Rat einen Projektierungskredit für einen Neubau auf dem kantonseigenen Grundstück in Witzwil zur Genehmigung unterbreiten will. Diese Information veranlasste Grossrätin Anita Luginbühl, Fragen zu stellen. Die Motion dazu, welche der Grosse Rat angenommen hat, führte zum heute vorliegenden und zur Diskussion stehenden Bericht. Bei dieser Gelegenheit danke ich der Regierung für diesen Bericht. Er ist inhaltlich ausführlich und aussagekräftig. Die Federführung des Geschäfts liegt bei der BVE. Weil jedoch der Straf- und Massnahmenvollzug bei der Polizeidirektion angesiedelt ist, wollte die Kommission auch den Polizeidirektor und die POM dabei haben. Danke, dass heute sowohl die Baudirektorin als auch der Polizeidirektor anwesend sind.
Dieser Bericht gibt dem Grossen Rat die Möglichkeit, bereits heute mitzureden und nicht erst bei der Unterbreitung des Projektierungskredits. Ich erinnere analog dazu an den Standortbericht der Fachhochschule. Weder der Bericht noch das Eintreten wurden in der Kommission bestritten. An ihrer Sitzung vom 15. Januar arbeitete sich die Kommission durch den Bericht, der verschiedene Bereiche beleuchtet: einerseits die betriebstechnischen Gesichtspunkte sowie die bauliche und räumliche Problematik, anderseits sicherheitstechnische Knacknüsse und nicht zuletzt einen ganz wesentlichen Punkt, nämlich die Kostenfrage und die Auseinandersetzung mit der

Finanzierbarkeit. Grundsätzlich muss zuallererst aber die Kernfrage beantwortet werden, ob der Kanton Bern weiterhin als Vollzugskanton für das Konkordat neben den übrigen vier Konkordatsanstalten – Thorberg, Witzwil, St. Johannsen und der Jugendanstalt Prêles – eine Frauenstrafanstalt Hindelbank führen will. Immerhin hat sich der Kanton Bern in diesem Bereich seit Jahrzehnten und historisch gewachsen eine grosse Kompetenz, ein breites Fachwissen und auch ein gutes Ansehen angeeignet. Falls nicht, wird unser Kanton zum zahlenden bei einer anderen, ausserkantonalen Anstalt und steht weiterhin in der Abhängigkeit eines Zusammenschlusses bzw. eines Konkordats. Oder plant er gar einen Alleingang und will seine straffällig gewordenen Frauen von der einfachen Massnahme bis zur hochsicherheitsmässigen Unterbringung selber organisieren? Dass beide Möglichkeiten nicht von heute auf morgen umsetzbar sind und nicht nichts kosten, muss man an dieser Stelle kaum speziell erwähnen.
Der Bericht der Regierung knüpft aber nicht an ein Nein an, sondern sagt weiterhin Ja zu dieser Konkordatsaufgabe und priorisiert einen Neubau in Witzwil. Die Vor- und Nachteile der verschiedenen Varianten werden im Bericht beschrieben und analysiert. Sie konnten es alle lesen. Die Kommission stellt sich nach der Diskussion und nach der Behandlung dieses Berichts sowie nach der Besichtigung der Strafanstalt Hindelbank vor Ort ebenfalls einstimmig hinter ein Ja und zusätzlich hinter eine Neubaustrategie Witzwil. Zu den Planungserklärungen und den entsprechenden Forderungen werde ich, wie die Präsidentin bereits sagte, im Namen der Kommission später Stellung nehmen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). On a eu une vive discussion au sein du groupe de l'UDC. La présidente de la commission nous a expliqué juste à l'instant que l'on avait sous les yeux un rapport détaillé. Nous avons énormément de questions qui restent en suspens. Tout d'abord, est-il normal que les autres cantons paient seulement 95 pour cent? On parle d'avantages de localisation. C'est l'image du canton que ce centre pénitencier donne un avantage au canton? Non, c'est une blague. On parle certainement de places de travail. Si l'on déménage le centre pénitencier de Hindelbank à Anet, il est clair que cela va donner des places de travail pour la région. Mais je vous ferai remarquer que Anet est à quelques kilomètres de quatre autres cantons: donc les places de travail ne seront certainement plus dans le canton de Berne. Si l'on construit un bâtiment qui coûte 150 millions, il est clair que l'offre va être mise au concours au niveau national et même international: donc, les PME de la région n'auront rien de positif par rapport à cet ouvrage. Dans la motion Luginbühl, je vous rappelle qu'au point 6, on parle de stratégie de facturation des coûts induits par les détenus bernois et celle des autres cantons doit être présentée dans ce rapport. Dans ce rapport, je ne vois aucune stratégie, on dit que les autres cantons paient 95 pour cent et basta. Pour moi, la question est de savoir si c'est utile, s'il y a un avantage à exploiter un centre dans le canton de Berne. Il y a une année, le Conseil-exécutif a parlé d'une reconstruction et d'un crédit d'à peu près 84 millions. Aujourd'hui, on parle déjà de 150 millions. Si les coûts continuent à prendre l'ascenseur de cette manière, je ne sais pas où l'on va arriver. Alors, est-ce vraiment juste que le canton de Berne se lance dans une telle aventure pour la Suisse tout entière? Est-ce vraiment intéressant pour notre canton, dans l'état actuel de nos finances? On parle aussi de construction de nouveaux bâtiments dans le Seeland ou à Hindelbank et on dit que les responsables des subventions auront une préférence pour le Seeland et donc, la subvention sera plus haute par rapport à cela. Nous faisons depuis longtemps de la politique, il est clair que, si la Confédération donne des subventions plus élevées, les standards seront aussi d'une autre catégorie, et devront être beaucoup plus élevés. Ce qui m'a aussi fait un petit peu peur dans le rapport, c'est qu'il est dit que l'accent pourra être mis sur le respect des prescriptions fédérales, conformément aux besoins «établissement modèle» et que cette alternative présente donc la plus grande part possible de surface subventionnée. Est-ce le but d'avoir un établissement modèle? Qu'il soit dans le Seeland ou à Hindelbank, on veut et on aura un établissement, il n'aura pas besoin d'être modèle. Il faut qu'il soit fonctionnel, il faut qu'il assure la sécurité de la population et des employés, et j'espère qu'il ne sera pas plus luxueux qu'une maison de santé pour personnes âgées, comme souvent c'est le cas. Pour finir, on aimerait vraiment avoir des détails sur les effets négatifs qu'aura une nouvelle construction par rapport à la réserve naturelle et aux surfaces d'assolement si ce projet est fait à Witzwil. Comme vous le savez, la nature, l'agriculture, les sols d'assolement sont toujours les perdants contre les besoins d'intérêt public. Cela a partout été le cas. D'une part, le canton débourse des millions pour la biodiversité, pour l'entretien de réserves naturelles, pour les crapauds, les grenouilles, et j'en passe. Et ici le Conseil-exécutif, dit oui, on fait cela dans cette région. Je vous rappelle aussi que le sol productif ne se multiplie pas par enchantement. Les derniers scandales alimentaires ont fait prendre, à certains d'entre vous aussi, conscience de l'importance d'une production agricole chez nous, et du fait que cette production agricole est préférable chez nous qu'à l'étranger. J'espère et je souhaite que, si ce centre est réalisé dans le Seeland, l'on revalorise certains sols affectés à l'heure actuelle à la production agricole, pour essayer en quelque sorte, si c'est possible, de compenser ces pertes de productivité. Le Conseil-exécutif dit que s'il n'y a pas de problème, on pourra récupérer 15 hectares de zone agricole à Hindelbank. Mais, si vous lisez le paragraphe suivant, il est aussi dit que l'on a trois variantes, et sur les trois variantes il n'y en a qu'une où on pourra récupérer les zones agricoles à Hindelbank. Toutes ces questions, il faut se les poser maintenant, et pas au moment où le crédit sera sur nos tables, où l'on pourra dire oui ou non. On a encore énormément de questions, et c'est pourquoi je vous prie vraiment, au nom de l'UDC, de renvoyer ce rapport et de rediscuter vraiment des points qui ne sont encore pas clairs.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la commission. Folgende Punkte der Auflagen des Rückweisungsantrags wurden in der Kommission diskutiert, anerkannt oder eben nicht besprochen. Den effektiven Nutzen, den der Kanton Bern als Standort und Betreiber einer Strafanstalt wie Hindelbank geniesst, kann vermutlich niemand in Prozenten oder Franken berechnen. Massgebend ist vielmehr, dass der Betreiberkanton einer interkantonalen Institution wie Hindelbank, aber auch von Schulen oder Spitälern, Vorteile und in gewisser Weise auch «Gewinn» hat. Die Kommission hat diese Vorteile in ihrer Sitzung genannt und anerkannt. Er kann zum Beispiel Arbeitsplätze anbieten: In Hindelbank sind es derzeit rund 85 Vollzeitstellen, wobei aufgrund von Teilzeitanstellungen mehr Personen angestellt sind. Der Kanton kann damit Steuern generieren. Mit der Versorgung und der Entsorgung

können lokale Gewerbe Umsätze erzielen. Im vorliegenden Fall würden hoffentlich die Baukosten und die Bundessubventionen zusätzlich in das bernische Baugewerbe oder mindestens ins Gewerbe der Deutschschweiz zurückfliessen. Bisher hat sich der Standortvorteil im Rahmen von 5 Prozent bei den verschiedenen Zusammenschlüssen und Verbünden als realistisch etabliert. Deshalb wird er in der Regel gegenseitig unter den Kantonen grundsätzlich anerkannt und gehandhabt. Würde die Vollkostenrechnung künftig neu berechnet, und sollten mindestens 100 Prozent anstatt wie bisher 95 Prozent als Basis genommen werden, müsste der Kanton Bern damit rechnen, dass er in Bereichen, in denen er Bezüger von Leistungen eines anderen Kantons ist, ebenfalls zu 100 Prozent zur Kasse gebeten wird. Der Standortvorteil eines anderen Kantons würde plötzlich auch nicht mehr mit 5 Prozent berücksichtigt. Die Kommission hat jedoch an diesen 5 Prozent nicht gerüttelt. Eine vertiefte Variantenprüfung des Umbaus Hindelbank und des Neubaus Hindelbank wurde in der Kommission nicht kontrovers diskutiert und nicht verlangt, weil sie sich letztlich einstimmig für einen Neubau in Witzwil ausgesprochen hat. Die Vor- und Nachteile eines Hindelbank-Umbaus oder -Neubaus, die im Bericht erwähnt werden, wurden für die Kommission in genügender Form dargestellt und beleuchtet. Aus Sicht der Kommission ist eine vertiefte Prüfung nicht notwendig und wurde in dieser Form deshalb auch nicht verlangt. Bei der Abwägung zwischen Beibehalten des Standorts Hindelbank und dem Neubau Witzwil diskutierte die Kommission die Praktikabilität unter laufendem Betrieb ebenfalls. Sehr rasch wurde jedoch klar, dass es kein einfaches Unterfangen wäre, die Insassinnen eines Gefängnisses während der Bauphase, die zudem mehrere Jahre dauern würde, richtig und bezüglich Sicherheit ausreichend unterzubringen. Wohin sollten sie denn umplatziert werden, wenn Hindelbank das einzige Frauengefängnis in der Deutschschweiz ist? Denken Sie daran: In Hindelbank sind nicht nur Frauen untergebracht, die einmal über einen Artikel des Betäubungsgesetzes gestolpert sind.
Die negativen Auswirkungen eines Neubaus in Witzwil wurden von der Kommission selbstverständlich ebenfalls angesprochen und diskutiert. Die Regierung hat uns versichert, dass sie die Anliegen der Landwirtschaft und des Naturschutzes als sehr wichtig erachtet und angemessen berücksichtigen will. Das ist auch im Protokoll vermerkt. Ein Antrag auf Prüfung von zusätzlichen Alternativstandorten lag der Kommission nicht vor und wurde nicht diskutiert. Deshalb kann ich dazu nicht Stellung nehmen.

Peter Bernasconi, Worb (PS). Ich weiss nicht, wer von Ihnen jemals in der Strafanstalt Hindelbank war: Sie wären vermutlich erstaunt zu sehen, in welch schlechtem baulichem Zustand sich die Anlage befindet. Daraus resultieren natürlich auch betriebliche Probleme. Aus Sicht der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist klar, dass dort Sanierungsbedarf besteht. Das weist auch der Bericht deutlich aus. Dennoch eine kleine Kritik am Bericht: Es werden Standorte genannt, die geprüft wurden. Wir haben jedoch vernommen, dass auch andere Standorte geprüft wurden, und zwar intensiv. Sie wurden jedoch als nicht geeignet ausgeschieden. Es hätte einer Verkürzung der Diskussion vermutlich gedient, wenn sie bekannt gegeben worden wären.
Was spricht grundsätzlich für den Standort Witzwil? Die Untersuchung hat gezeigt, dass es sicherheitspolitisch ein guter Standort ist. Das kann man sich gut vorstellen, befindet er sich doch nicht mitten in der Agglomeration. Es gibt räumliche und betriebliche Vorteile, nicht zuletzt, wenn die Anlage mit der bestehenden Strafanstalt zusammen betrieben werden kann. Zudem sprechen die Finanzen dafür, dass es insgesamt die günstigste Lösung ist. Die Justizkommission hatte im vorletzten Jahr Gelegenheit, das Gefängnis Thorberg zu besuchen. Der Direktor des Thorbergs machte damals eine sehr interessante Aussage. Er sagte, ausländische Gefängnisse seien bedeutend grösser und könnten deshalb auch wirtschaftlich betrieben werden. Er sprach von 1000 Gefangenen, die das Ziel sein müssten. Das ergibt einen günstigeren Betrieb. Was mit Witzwil vorgesehen ist, geht aus unserer Sicht in diese Richtung. Wir werden sicher nicht auf diese Zahl kommen, aber man wird von den Kleingefängnissen wegkommen und wird das Ganze etwas zentralisieren. Uns ist aber auch bewusst, dass der Standort Witzwil nicht unumstritten ist. Das wurde in der SP-JUSO-PSA-Fraktion intensiv diskutiert. Es gibt landschaftliche und naturschützerische Gründe, die dort zur Vorsicht mahnen. Wir sind zwar bereit, den Bericht in der vorliegenden Form zur Kenntnis zu nehmen, erwarten aber, dass bei der weiteren Projekterarbeitung diesen Schutzanliegen Rechnung getragen wird. Ein entsprechender Antrag liegt vor. Wir gehen auch davon aus, dass der heute bestehende Standort Hindelbank rekultiviert wird, sobald er nicht mehr benötigt wird. Bezüglich der Fruchtfolgeflächen hätte man dadurch einen Abtausch. Selbstverständlich erwarten wir nicht, dass auch das Schloss abgebrochen wird. Es ist denkmalpflegerisch geschützt. Der Rest sollte unseres Erachtens aber zum Ausgleich der Fruchtfolgeflächen führen.
Ganz kurz zu den einzelnen Punkten des Rückweisungsantrags der SVP: Aus unserer Sicht bringt Punkt eins nichts. Der Nutzen der Anlage für den Kanton Bern dürfte bekannt sein. Das hat auch die Kommissionspräsidentin vorhin erwähnt. Es geht um Arbeitsplätze, um regelmässige Konsumation, um die Bauwirtschaft, die engagiert wird, auch bei den bestehenden Gebäuden. Das bringt nichts, sondern wäre auch wirtschaftlich ein Verlust für den Kanton Bern. Auch bei der Kostenübernahme von 100 Prozent führte die Kommissionspräsidentin aus, dass es in zahlreichen Bereichen Konkordate unter den verschiedenen Kantonen gibt. Der Strafvollzug ist nur einer davon. Man einigte sich mal auf die 95-prozentige Abgeltung. Das kam nicht zuletzt auch deshalb zustande, weil der Standortkanton bei welcher Nutzung auch immer einen gewissen Vorteil hat. Daraus ergeben sich Arbeitsplätze und Steuererträge, zudem wird das Gewerbe beschäftigt. Das muss auf irgendeine Art abgegolten werden. Ich nehme an, dass diese 95 Prozent kaum verhandelbar wären. Sonst würde, wie die Kommissionspräsidentin darlegte, der Kanton Bern in anderen Bereichen, in denen er eine Leistung bezieht, mehr zur Kasse gebeten. Diese Meinung teilen wir.
Zur Variantenüberprüfung: Der Neubau am Standort Hindelbank, der im Rückweisungsantrag vorgeschlagen wird, wurde eingehend geprüft. Ich bitte Sie, die Unterlagen noch einmal durchzusehen. Es bringt ganz sicher nichts, da noch einmal Untersuchungen durchzuführen. Andere Alternativstandorte sind im Bericht zwar nicht ausgewiesen. In der Fraktion haben wir jedoch gehört, dass solche überprüft wurden. Dazu erwarte ich entweder von der Baudirektorin oder vom Polizeidirektor noch ein paar klärende Worte. Das führt die SP-JUSO-PSA-Fraktion zu folgendem Antrag: Wir bitten den Rat, den Rückweisungsantrag abzulehnen, und vom Bericht, wie vorgeschlagen, Kenntnis zu nehmen. Wir hoffen, dass unser Antrag,

der einiges an Heiklem aufnimmt, anschliessend unterstützt wird. Er wird später noch zur Diskussion stehen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Der Bericht beinhaltet die Antwort auf meine Motion sowie meiner Interpellation. Für die BDP-Fraktion bildete er eine gute Diskussionsgrundlage, um uns den Strategieentscheid des Regierungsrats ersichtlicher zu machen. Ich danke an dieser Stelle der BVE und der POM ganz herzlich für den Bericht. Ebenso danke ich der Kommissionspräsidentin herzlich für ihre sehr gute Arbeit, auch für die, welche sie heute Morgen wieder geleistet hat. Drei wesentliche Punkte wurden in der BDP-Fraktion intensiv und sehr kritisch behandelt. Punkt eins: Im Bericht wird die gegenseitige Abhängigkeit innerhalb des Strafvollzugskonkordats aufgezeigt. Abhängigkeit darum, weil der Kanton Bern als Mitglied im Handeln nicht wirklich frei ist. Gleichzeitig ist er der einzige Standortkanton eines Frauengefängnisses. Somit gibt er den Umfang und die Infrastruktur vor auf und stellt sie auf. Das heisst, der Standortkanton legt den übrigen Mitgliederkantonen die baulichen Vorgaben vor. Jene müssen ihr Einverständnis geben. Die Kantone und der Bund sind an der Finanzierung beteiligt. Uns stellte sich hier bereits die erste Frage: Wollen wir weiterhin Mitglied des Konkordats sein oder nicht? In Anbetracht der anstehenden ASP und der finanziellen Situation muss man sich auch die Frage stellen, ob wir zwar im Konkordat bleiben, die Führung einer Frauenvollzugsanstalt jedoch von einem anderen Kanton übernommen werden soll. Damit würden wir zum zahlenden Kunden innerhalb der Konkordatskantone. Der Regierungsrat erklärt unter 1.4 auf Seite 6 im Bericht den Zusammenhang und die Geschichte dieser Konkordatskantone. Er stellt auch sofort fest, dass ein Austritt keine Option sei. Das war auch in der Kommission kein Thema, wie die Präsidentin richtig ausführte. Die BDP hat aber folgende Fragen an die Regierung: Wurde der Standort der einzigen Frauenanstalt an sich oder ein Standortwechsel generell innerhalb der Konkordatskantone diskutiert? Wäre ein anderer Kanton eventuell bereit, analog zum Vorhaben der Regierung die Anstalt in der Nähe eines bestehenden Gefängnisses anzusiedeln? Punkt zwei: Soll Hindelbank saniert werden? Und Punkt drei: Soll ein Neubau in Witzwil weiterverfolgt werden?
Derzeit liegt kein Kredit zur Genehmigung vor, sondern primär ein Bericht, der verschiedene Szenarien darstellt und aufzeigt, welche Überlegungen den Regierungsrat dazu bewogen haben, den Neubau in Witzwil zu priorisieren. Die drei Szenarien sind bekannt: Neubau Seeland, weil sich dort Land im Kantonsbesitz befindet, Neubau Hindelbank sowie Neubau und Teilneubau in Hindelbank. In Bezug auf die baulichen Massnahmen sehe ich eine grosse Schwierigkeit bei der Sanierung von Hindelbank: Neben einem geordneten Tagesablauf eine Sanierung durchzuführen, ist eine sehr grosse Herausforderung. Sie kommt einer Operation am offenen Herz gleich. Aus eigener Erfahrung kann ich bestätigen, dass dies wirklich nicht einfach ist. Die Organisation ist nicht so einfach wie beispielsweise beim Gymnasium Interlaken, wo Container aufgestellt werden können, um den Unterricht weiterzuführen. In Hindelbank durchlaufen die Frauen einen Strafvollzug, und die Sicherheit muss gegen innen und aussen gewährleistet sein. Nur schon wegen dieses einzigen Punktes ist der Neubau im Seeland besser und kostengünstiger zu realisieren. Im Zusammenhang mit der Besichtigung der Frauenanstalt während einer Fraktionssitzung 2010 wurden wir über die Situation vor Ort in Kenntnis gesetzt. Umfangreiche Sanierungen sind tatsächlich unumgänglich. Aus jenem Besuch heraus entstanden letztlich auch die Motion und die Interpellation. Für uns sind die Eckdaten nun bekannt. Die Kosten der Sanierung auf Seite 23 des Berichts sowie das Chancen-Risiken-Profil sind aussagekräftig genug. Gestützt auf die Ausführungen im Bericht, wird die Stossrichtung der Regierung, die Abklärung des Standorts Witzwil weiterzuführen, von der BDP unterstützt. Es gibt jedoch Knackpunkte zu lösen. Erstens muss es sich beim Neubau um einen Zweckbau handeln: also keine architektonischen Höhenflüge und keine Befriedigung der Verwirklichungsgelüste von Architekten, wie es beispielsweise beim Frauenspital passierte. Die Standardforderungen der europäischen Menschenrechtskonvention und des European Committee for the Prevention of Torture sind zu erfüllen und auch diejenigen von weiteren Abkommen, falls es solche geben sollte. Aber nicht mehr und nicht weniger. Es ist in Hindelbank ein Frauengefängnis und bleibt auch in Witzwil ein Frauengefängnis. Die Kosten sind aus unserer Sicht sehr hoch. Es muss, wie gesagt, ein Zweckbau sein, der den sicherheitstechnischen und den oben erwähnten Anforderungen entsprechen muss. Das steht ausser Frage. Erlauben Sie mir jedoch ein Zahlenbeispiel: Die Baukosten des Neubaus Krankenheim Spiez für 180 Bewohner betragen 60 Mio. Franken. Rechnet man sie pro Kopf, kommt man auf 333 000 Franken. Der Neubau Hindelbank in Witzwil: 107 Bewohnerinnen, Baukosten 112 Mio. Franken – pro Person Kosten von 1,05 Mio. Franken. Der Vergleich mag etwas hinken, da man die beiden Bauten nicht eins zu eins miteinander vergleichen kann. Dennoch sind 700 000 Franken pro Person für die Sicherheit sehr hoch bemessen.
Zweite Knacknuss: 2014 wird der Regierungsrat dem Grossen Rat eine Vorlage für einen Projektierungskredit unterbreiten. Die Frage nach den Abbau- und Rückbaukosten in Hindelbank wird im Bericht nur vage und nicht konkret beantwortet. Die Erwähnung auf Seite 26, «in den Investitionen sind Kosten für die Abbrüche aller Gebäude (mit Ausnahme des Schlosses) und die Instandstellung der Umgebung in Hindelbank enthalten», ist für uns nicht transparent genug. Die BDP möchte in einem weiteren Schritt ganz klar genauere Zahlen haben. Mit grösster Sicherheit ist zudem mit belastetem Material zu rechnen. Bauten aus jener Zeit enthalten oft Asbest, Formalin und andere Materialien, die heute als giftig eingestuft werden. Das bedeutet Sondermüll und kostspielige Entsorgung. Ein dritter Punkt ist für uns die Vollkostenrechnung und die Kostgeldliste der Vollzugseinrichtungen des Konkordats. Vollkosten müssen zwingend mit 100 Prozent gerechnet werden, und über die Einlage in den Baufonds pro Bewohner muss innerhalb des Konkordats wieder diskutiert werden.
Ich fasse zusammen: Die Fragen der Motion und der Interpellation wurden grossmehrheitlich beantwortet, auch wenn nicht alle Zweifel ausgeräumt wurden und nicht alle Antworten in derselben Tiefe vorliegen. Auch innerhalb der BDP fand eine grosse Diskussion statt und in Bezug auf die Finanzen stellen wir die Frage, welche Kosten wir uns wirklich leisten können. Unsere Kernaussage ist folgende: Wir sehen, dass Hindelbank auf weite Sicht nicht mehr tragbar ist. Es muss eine Alternative gesucht werden. Die Planung in Witzwil sollte deshalb weiterverfolgt und ausgearbeitet werden, sofern sich seitens des Konkordats effektiv kein Standort in einem anderen Kanton aufdrängt. Die Kosten sind genauer zu errechnen und gemäss Bericht Seite 13 liegt im Gebiet Witzwil, das sich im Besitz des Kantons befindet, erst ein Perimeter vor. Es drängt sich auf, raumplanerisch, ökologisch und logistisch den optimalen

Standort zu finden, der die Vorteile, die man sich von einem Neubau im Seeland erhofft, auch bringt. Bei der Planung soll die Regierung mit den umliegenden Gemeinden in einen Dialog treten. Für uns ist auch klar, dass dem Raumplanungsgesetz entsprochen werden muss. Der Regierungsrat soll nun aber die Abklärungen gemäss dem Terminprogramm, das im Bericht aufgelistet ist, weiterführen können und dem Grossen Rat ein Projekt vorlegen, das unsere Anliegen berücksichtigt. Wir verzichten zum heutigen Zeitpunkt auf Abänderungsanträge und lehnen den Antrag der SVP ab.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Mit dem vorliegenden Bericht und den Ausführungen der Fachpersonen in der Kommission wurde klar und verständlich dargelegt, welches überhaupt die Gründe für den umfassenden Bericht sind. Es handelt sich um einen Strategiebericht, der aussagt, dass sich ein Neubau der Frauenvollzugsanstalt auf dem Gelände von Witzwil im Seeland eher anbietet als eine Sanierung und Erweiterung auf dem bisherigen Gelände bei Hindelbank. Der Bericht ist sauber strukturiert und das Fazit daraus ist klar und verständlich. Um darzulegen, weshalb auch der EVP-Fraktion der vorgelegte Strategieentscheid einleuchtet, greife ich die wichtigsten Kriterien noch einmal auf: Erstens besteht dringender Sanierungs- und Erweiterungsbedarf, weil die Raum- und Flächenstandards angepasst werden müssen, weil die Sicherheitssituation kritisch ist und weil die Auflagen nicht mehr erfüllt werden können. Zweitens eignet sich das Gelände bei Hindelbank nur beschränkt für die erforderliche Erweiterung der Haftanstalt. Drittens wären eine Sanierung und die beschränkte Erweiterung in Hindelbank bedeutend teurer als ein Neubau, und das mit einem schlechteren Endresultat. Viertens bedeutet ein Neubau bei Witzwil Synergien mit der bereits bestehenden Vollzugsanstalt. Fünftens sind die prognostizierten Betriebskosten besser und sechstens favorisiert auch der Bund dieses Modell ganz klar und spricht damit die vollen Bundessubventionen. Aus unserer Sicht besteht nur ein heikler Punkt, den es unbedingt zu beachten gibt: nämlich die Landschaftssituation rund um den Standort. Es muss zwingend die beste Lösung für den Natur- und Landschaftsschutz gesucht werden. Mit der nötigen Sorgfalt und im Gespräch mit den verschiedenen Naturschutzverbänden muss die erforderliche Umzonung diskutiert werden. Wegen der vorliegenden Planungserklärungen würden wir es begrüssen, wenn uns die Baudirektorin in dieser Frage einige Zusicherungen in die geforderte Richtung geben könnte. Die EVP-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis. Den Rückweisungsantrag lehnen wir ab. Aus unserer Sicht sind mindestens die Ergebnisse zu den ersten vier Punkten der Forderungen im Bericht genügend dokumentiert und erfordern keine weitere Prüfung. Es würden sich keine neuen Resultate ergeben. Mit den letzten beiden Punkten sind wir einverstanden, jedoch nicht zusammen mit einer Rückweisung. Dem Landschafts- und Umweltschutz muss wirklich dringend genügend Beachtung geschenkt werden. Wir gehen davon aus, dass im Rahmen der Umzonung diese Fragen sauber und vertieft geklärt werden. Deshalb lehnen wir die Rückweisung ab und nehmen Kenntnis vom Bericht.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Wir haben nun interessante Ausführungen gehört, von Peter Bernasconi, von der Kommissionspräsidentin, von Anita Luginbühl und von Christine Schnegg. Die EDU-Fraktion hat dem eigentlich nichts mehr beizufügen. Es deckt sich auch mit unserer Wahrnehmung des Berichts und den Erkenntnissen, die wir daraus gewonnen haben. Im Rahmen der Justizkommission hatte ich ebenfalls Gelegenheit, die Anstalt Hindelbank zu besuchen. Innerhalb dieser Diskussion scheint es mit ein wesentlicher Fakt zu sein, ob man sie einmal selbst gesehen hat. Die menschliche Seite ist das eine; darüber sprechen wir hier nicht. Wir sprechen vielmehr über das Bauliche. Wer etwas vom Bauen versteht oder sich ein Bild davon machen kann, gelangt rasch zur Einsicht, dass es vermutlich gescheiter wäre, etwas Neues zu bauen und das Alte in irgendeiner Form zu rezyklieren. Es ist absolut richtig, Fragen zu stellen, wie sie die SVP mit ihrem Rückweisungsantrag stellt. Wir sind ebenfalls der Überzeugung, dass diese und auch die anderen Fragen, die gestellt wurden, nun geklärt werden müssen. Wir finden es gut, dass nun ein solcher Bericht vorliegt und dass die Richtung bekannt ist, in die es mit dem ganzen Projekt weitergehen soll. Das finden wir grundsätzlich gut. Wenn ich versuche, alles, was wir bisher gehört haben, ein wenig zu sortieren, komme ich zur Überzeugung, man sei nun so weit, dass man in die konkrete Planung einsteigen könne. Genau dort sollen alle Fragen, die nun aufgetaucht sind und offen sind, beantwortet werden. Viele Fragen können jedoch erst beantwortet werden, wenn eine vertiefte Planung vorliegt, sei es nun bezüglich des Baus selbst, sei es hinsichtlich der Kosten oder des Perimeters. Da sollten wir der Regierung, die sich auf einem guten Weg befindet, auch die Chance geben, uns in dieser Sache zu überzeugen.
Noch eine Bemerkung zu einem allfälligen Austritt aus dem Konkordat, der als Möglichkeit ebenfalls erwähnt wurde: Ich frage mich, ob jemand weiss, wohin wir damit segeln würden. Das ist nicht planbar und damit befänden wir uns plötzlich im Niemandsland. Ich habe lieber den Spatz oder sogar noch mehr als den Spatz in der Hand denn die Taube auf dem Dach, vor allem im Zusammenhang mit den 95 bzw. 100 Prozent. Mir erscheint das ein bisschen als Fangargument, das nicht ganz hinhaut. Die EDU-Fraktion lehnt die Rückweisung ab und nimmt den Bericht zur Kenntnis. Dort halten wir es mit dem SP-Sprecher: Wir sind auch der Meinung, dass die aufgeworfenen Fragen in das weitere Vorgehen aufgenommen werden sollen.

Silvia Lüthi, Anet (Les Verts). Die grüne Fraktion ist für Eintreten. Es ist wichtig, dass die Grundlagen für den Standortentscheid transparent gemacht werden. Der Bericht zeigt auf, dass im Frauengefängnis Hindelbank Handlungsbedarf besteht. Die Anstalt ist zwar sehr schön gelegen, die räumlichen Verhältnisse in den bestehenden Bauten sind jedoch für den heutigen Strafvollzug zu klein und sowohl für die Arbeit des Personals als auch für die Insassinnen zu eng. Zudem bestehen diverse Sicherheitsmängel. Leider hat der Kanton in der Vergangenheit Land in der Umgebung der Anstalt verkauft – Land, das jetzt nötig wäre. Für die grüne Fraktion ist unbestritten, dass es eine Erneuerung braucht, um einen zeitgemässen Strafvollzug gewährleisten zu können. Ein Neubau würde auch aus energetischer Sicht Verbesserungen bringen, was niedrigere Betriebskosten zur Folge hätte. Ausserdem könnten in einem Neubau mit derselben Anzahl an Personal mehr Anstaltsplätze zur Verfügung gestellt werden. Zum Standort Witzwil: Die Haftanstalt Witzwil ist in der Gegend gut verankert. Sie ist ein wichtiger Arbeitgeber in einer ländlichen Region. Der Baugrund im Grossen Moos ist schwierig, denn der Boden ist weich und senkt sich ab. Es muss auf eine spezielle Weise mit Pfählen gebaut werden, was das Projekt verteuert. Auch sollen Synergien genutzt und somit Kosten gespart werden: Im Be-

richt werden aber die externen Kosten für die Auswirkungen auf die Umwelt und für den Kulturlandverlust nicht eingesetzt. Aus Sicht der grünen Fraktion fehlen eine genaue Darstellung der Folgen aus Sicht des Naturschutzes und der Schutz von Kulturland. Witzwil befindet sich in einem ökologisch heiklen Gebiet. Es ist wichtig für die Artenvielfalt. Der Fanel ist national und international ein bedeutendes Schutzgebiet für viele Vogelarten. Wasservögel wie Enten und Gänse, aber auch die Watvögel brauchen offenes Gelände. Der Landwirtschaftsbetrieb von Witzwil hat deshalb spezielle Auflagen zur Pflege und für ökologische Massnahmen. Weitere Bauten bedeuten einen Verlust von wichtigen offenen Flächen, aber auch Störungen durch den Verkehr und vermehrte Aktivitäten. Sie bedeuten aber auch den Verlust von Fruchtfolgeflächen. Aus raumplanerischer Sicht, aus Sicht des haushälterischen Umgangs mit dem Boden ist der Neubau auf der grünen Wiese, auf Landwirtschaftsland fraglich. Er sollte wirklich die letzte Möglichkeit sein, nachdem alle Varianten eingehend geprüft worden sind und klar nicht umgesetzt werden können. Uns fehlt eine nachvollziehbare Interessenabwägung zwischen Naturschutz und Schutz der Fruchtfolgeflächen einerseits und einem Neubau für das Frauengefängnis in Witzwil anderseits. Die grüne Fraktion unterstützt die Punkte fünf und sechs der Planungserklärung der SVP. Wir unterstützen die Rückweisung des Berichts mit Auflagen. Da wir aber nicht allen Punkten zustimmen, beantragen wir punktweise Abstimmung. Zentral sind für uns die Punkte fünf und sechs, die verlangen, dass die negativen Auswirkungen eines Neubaus in Witzwil auf das Naturschutzgebiet und die Fruchtfolgeflächen detailliert aufgezeigt werden, dass das Projekt entsprechend angepasst wird und dass weitere Alternativstandorte zu überprüfen und aufzuzeigen sind. Wir unterstützen ebenfalls Punkt drei, der verlangt, dass die Varianten Umbau oder Neubau in Hindelbank vertieft geprüft werden sollen. Wir unterstützen jedoch das Konkordat und auch die Kostenverteilung für auswärtige Insassinnen. Da sind wir für die bestehende Regelung.

Philippe Müller, Berne (PLR). Nach dem bereits Gesagten kann ich mich relativ kurz fassen. Die FDP sagt Ja zum Eintreten und Nein zum Rückweisungsantrag. Die Notwendigkeit von baulichen Verbesserungen beim Frauengefängnis ist unbestritten, sei es aus Sicherheitsüberlegungen oder aufgrund der Arbeits- und Haftbedingungen. Auch der Standort Kanton Bern einer solchen Anlage ist grundsätzlich nicht bestritten. Es gibt in allen Kantonen Anlagen, die nicht nur positive Begleiterscheinungen haben. Beim Punkt der Kostendeckung von 95 Prozent handelt es sich um den Konkordatswert. Wenn wir daran herumschrauben, ergibt sich möglicherweise eine Kaskade entsprechender Forderungen von anderen Kantonen. Das ist kaum das, was wir hier lostreten wollen. Den Standort Hindelbank weiterzuführen, ist für uns keine Alternative. Das hätte einen grossen Aufwand mit hohen Kosten zur Folge, und dies bei einem letztlich doch nicht befriedigenden Ergebnis. Die Befürchtungen, die geäussert wurden, nämlich dass es eine Modellanstalt geben soll, die luxuriöser sein soll als Altersheime, teilen wir nicht. Gewisse Vergaben müssen eingehalten werden, nicht zuletzt, um gewisse Gelder abzuholen. Aber darüber hinaus muss es nicht gehen. Wir sind überzeugt, dass die aufgeworfenen Fragen – zu Kosten, Zweckbau, Umweltschutz usw. – im konkreten Projekt berücksichtigt werden. Deshalb befürworten wir das Eintreten und lehnen die Rückweisung ab.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Gehen wir kurz um 130 Jahre zurück: Damals präsentierte sich das Grosse Moos so, dass es relativ viele Fröschlein aufwies, noch einmal ein paar Fröschlein, einige Störche und ein grosses Moos. Nicht zuletzt wurden die Strafvollzugsanstalten Witzwil wie auch Bellechasse, im Freiburgischen, angesiedelt, um mit dem Gros von Insassen das Grosse Moos trockenzulegen. Dass das Seeland überhaupt Fruchtfolgeflächen aufweist, ist eine unmittelbare Konsequenz dieser Vollzugsanstalten und der vielen Insassen, die in jenen Jahrzehnten das Moos hatten trockenlegen müssen. Für uns ist klar: Der vorliegende Bericht, die Strategie, jetzt auch die Vollzugsanstalt für Frauen ins Seeland, ins Grosse Moos, zu verlegen, ist sinnvoll und gut austariert. Das Projekt ist nicht auf 10 000 Meter angelegt, sondern ist in der Art und Weise, wie es uns in der Kommission präsentiert wurde, sehr wohl mit sehr vielen, schon sehr detaillierten Abklärungen versehen. Es hat uns erstaunt, dass gewisse Anträge der SVP verlangen, das noch einmal abzuklären. Wir hatten den Eindruck, wir hätten gar nicht in derselben Kommission gesessen. Man erhielt doch relativ klare Antworten zu diesen Punkten, sei es vonseiten der Verwaltung, aber auch seitens der Regierungsräte.
Die Standortevaluation ist umfassend und seriös. Es ist sinnvoll, mit den jetzt bestehenden Institutionen Synergien zu nutzen. Meine Vorredner haben es gesagt: Wenn man einmal in Hindelbank war – in meinen jungen Jahren habe ich einmal als Praktikantin dort gearbeitet –, konnte man sehen, dass die Institution inzwischen nicht nur veraltet, sondern auch teuer ist, denn die Prozessabläufe sind aufgrund der baulichen Situation sehr schwierig und aufwendig. Wenn wir hier politisch beschliessen, immer mehr Leute immer länger in Vollzugsanstalten zu halten, weil heute das Sicherheitsrisiko anders bewertet wir als noch vor zehn Jahren, müssen wir konsequenterweise auch die bundesrechtlichen Vorgaben für Vollzugsanstalten einhalten. Von daher ist der Bericht klar. Wenn wir nicht diese Strategie wählen, werden die Bundesgelder in einem viel geringeren Mass fliessen. Es ist deshalb auch aus diesem Grund sinnvoll, den Neubau vorzuziehen. Ich komme zum Schluss: Die glp wird einstimmig der Vorlage zustimmen. Unser Fraktionskollege von der CVP hat bei gewissen Punkten eine andere Haltung, die er auch noch darlegen wird. Wir danken sowohl der Regierung wie auch der Verwaltung für den umfassenden Bericht. Wir werden ihn vollumfänglich unterstützen. Alle Anträge zur Rückweisung werden wir ablehnen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Aus unserer Sicht ist der Bericht sehr gut. Er ist sehr objektiv und beleuchtet die wichtigsten Fakten. Er bietet eine klare Gegenüberstellung der drei Varianten: Hindelbank, Neubau Witzwil oder ein dritter Standort. Das Ergebnis des Berichts ist klar: Ein Neubau Witzwil hat das beste Kosten-Nutzen-Verhältnis. Die nackten Zahlen zeigen es: Neubau Witzwil, 112 Mio. Franken; Sanierung Hindelbank, 135 Mio. Franken. Aus anderen Erfahrungen wissen wir, dass die Sanierung eines Altbaus meistens mehr Unsicherheiten beinhaltet und die Kosten weniger gut berechnet werden können als bei einem Neubau. Aber auch die jährlichen Betriebskosten sind deutlich günstiger, wenn die Anstalten Hindelbank und Witzwil zusammengelegt werden können. Deshalb verstehe ich nicht ganz, weshalb genau jene Partei, die immer fürs Sparen ist, hier einen Rückweisungsantrag stellt. Der Bericht zeigt auch, dass deutliche Synergien bestehen. Ich kann mir vorstellen, dass zum Beispiel eine gemeinsame Ver-

waltung eingerichtet werden kann, auch eine gemeinsame Küche, eine gemeinsame Wäscherei, die gemeinsame Personalausbildung, Aufnahmeverfahren, Energie, Heizung und anderes. Sonst werden Fusionen überall hochgelobt, und mit Sparmassnahmen und Kostenreduktionen angepriesen. Und hier will man gerade das Gegenteil. Die Fragen, die Béatrice Struchen aufwirft, sind noch nicht alle beantwortet. Das ist mir auch klar. Zum gegenwärtigen Zeitpunkt können aber noch gar nicht alle beantwortet werden. Sie müssen im Laufe der weiteren Abklärungen beantwortet werden. Ich muss eine Aussage von Béatrice Struchen korrigieren: Die meisten Mitarbeitenden der Anstalt Witzwil sind in der Region wohnhaft und zahlen auch dort Steuern. Gerade in unserer Gemeinde leben mehrere Personen, die in Witzwil arbeiten. Auch die Aussage, das Gewerbe in der Region könne nicht oder zu wenig profitieren, ist nicht richtig: Vor Jahren wurde die Strafanstalt Witzwil saniert und dabei kamen praktisch nur einheimische Handwerker zum Zug. Aber auch die täglichen Zu- und Abfuhren, die Versorgungen und Entsorgungen, werden von regionalen Unternehmen gemacht.
Zur Frage Fruchtfolgeflächen / Naturschutzgebiet: Es ist richtig, das Gebiet ist im Fruchtfolgekataster. Sie wissen aber alle, was für Land das ist: Ein grosser Teil von Witzwil ist «Scherbenland» der ehemaligen Kehrichtabfuhr der Stadt Bern. Auf diesem Land können keine Ackerfrüchte und kein Gemüse angebaut werden. Es handelt sich also nicht um hochwertiges Land. Fachleute haben mir bestätigt, dass es im Grunde genommen gar nicht in den Fruchtfolgekataster gehört, weil es nicht die vorgeschrieben 50 Zentimeter Humus aufweist, den es dafür braucht. Zudem würde anschliessend in Hindelbank beim Abbruch der Gebäude wiederum wertvolles Kulturland frei. Zum Antrag von Harald Jenk möchte ich Folgendes sagen: Es steht im Bericht, dass das in der Umgebung von Witzwil gemacht wird. Nachzulesen ist das auf Seite 13 unter Punkt vier. Es ist verständlich und auch logisch, dass der genaue Standort heute noch nicht bekannt ist. Ich kann mir folgende regionalpolitische Bemerkung nicht verkneifen: Für mich ist es unverständlich, dass die kritischen Anträge genau aus derjenigen Region kommen, die letztlich am meisten von dieser Umplatzierung profitieren könnte, nämlich aus dem Seeland. Ich bitte den Rat, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Daniel Kast, Berne (PDC). Ich werde mich bei den Anträgen der SVP gleich verhalten wir die Grünen. Ich werde auch den Antrag von Grossrat Ruchti unterstützen. Das Fanel ist ein Naturschutzgebiet von nationaler Bedeutung. Für die Vögel, insbesondere für die Zugvögel, hat es europäische Bedeutung. Es ist ein Ort, an dem diese Vögel einen Zwischenhalt machen, wenn sie auf dem Zug nach Süden respektive zurück nach Norden sind. Ein so wertvolles Gebiet braucht eine unverbaute Pufferzone. Und nun will man genau in dieser Pufferzone einen relativ grossen Gebäudekomplex bauen. Das finde ich nicht sinnvoll. Zudem wurde ein Wildtierkorridor eingerichtet, man baute eine Brücke, die über die Strasse und über die Eisenbahnlinie im Norden führt. Und genau auch dieser Wildtierzug wird durch ein so grosses Gebäude gestört. Ausserdem ist der Baugrund relativ feucht. Es ist daher aus meiner Sicht finanziell nicht sinnvoll, dort ein so grosses Gebäude zu errichten. Deshalb werde ich entsprechend stimmen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Auch mir ist klar, dass in Hindelbank etwas gemacht werden muss. Das ist sicher unbestritten. Der Bericht wirft jedoch viele Fragen und Überlegungen auf, er ist farblos und mir fehlen Visionen und Varianten. Dazu einige Bemerkungen: Es wurde bereits erwähnt, dass die Kosten für einen Neubau eine Million pro Insassenplatz betragen. Das entspricht etwa zwei Einfamilienhäusern oder einer Villa, wenn man den Boden nicht mitrechnet, den wir bekanntlich schon haben. Ein Gefängnis hat für mich nebst der Resozialisierungsaufgabe auch eine Präventionsaufgabe. Das Ziel sollte sein, dass man gar nie dorthin gehen müssen will und dass man, wenn man schon einmal dort war, niemals mehr dorthin gehen will. Bei den Neubau- oder den Sanierungskosten sollte man auch daran denken. Dazu kommt die Gewichtung Denkmalschutz gegen Landschaftsschutz. Vielleicht müsste man einmal über seinen Schatten springen: Was nützt Denkmalschutz in einem Gefängnis, den niemand sieht? Oder wollen Sie kriminell werden, damit Sie den Denkmalschutz besichtigen können? Da müsste der Kanton vielleicht einmal ein Machtwort sprechen. In der Landwirtschaft sind wir uns gewohnt, dass der Kanton eine recht grosse Macht hat, wenn es sich um «überwiegendes Interesse» handelt. Da würde vermutlich auch ein «überwiegendes Interesse» bestehen, den Denkmalschutz etwas sinnvoller zu machen und vor allem dort, wo es jemand sieht, und nicht dort, wo es niemand sieht. Ein Umbau mit zeitweiser Verlegung wurde auch nicht geprüft. Wie sieht es beispielsweise in dreissig Jahren aus? Wollen Sie in dreissig Jahren, wenn wieder eine Sanierung notwendig ist, auch wieder einen Neubau errichten? Für mich geht das nicht ganz auf. Meine Meinung ist vielleicht etwas provokativ, aber man könnte während dieser Zeit auch mal eine unserer Festungsanlagen benutzen. Man kommt dort nicht hinein, aber mit einfachen Bauten kommt man auch nicht heraus. Ich sage nicht, man müsse es so machen, aber es wäre eine Überlegung wert. Das sind für mich Visionen. Jakob Etter sprach vorhin von Synergien. Es ist vorgesehen, dass das in Witzwil nicht am genau selben Ort gemacht wird. Die Küche wird wohl kaum dieselbe sein, also braucht es trotzdem zwei. Da sehe ich keine Synergien. Die einzige Synergie wäre vielleicht die, dass man den Turnunterricht in der Turnhalle gemischt durchführen könnte. Aber auch da bezweifle ich, dass es gut herauskommt. Von daher kann ich dem Bericht so nicht zustimmen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). L'UDC n'a jamais dit qu'à Hindelbank il ne fallait pas rénover ou bâtir. On est ici tous du même avis que ce centre pénitencier est de mauvaise qualité. En tout cas, d'après les discussions qui ont été conduites jusqu'à présent, je crois que les questions que l'UDC a posées, les doutes que nous avons déposés ici et nos inputs n'étaient pas à côté de la plaque. Tous les partis ont dit oui mais. Si moi je dis oui mais, c'est qu'il y a un problème quelque part. Ce problème, il faut en discuter et il faut en discuter aujourd'hui et dans les prochains jours, et pas le jour où le crédit pour faire un nouveau bâtiment sera posé sur nos pupitres. Je dois dire que Jakob Etter m'a énervée aujourd'hui. J'ai vraiment eu l'impression aujourd'hui (l'oratrice s'adresse à Monsieur Etter) que tu étais le seul homme intelligent de toute la salle. Je m'excuse, mais ta camarade de parti a aussi eu des questions, les mêmes questions qu'a posées l'UDC. Alors il ne faut pas dire que les questions qu'a posées l'UDC n'étaient vraiment pas très bien formulées! On a parlé d'un autre site, mais la présidente de la commission a dit que l'on en n'avait pas du tout parlé pendant la commission. Le parti socialiste a dit qu'ils en avaient entendu parler, mais que cela n'avait pas été discuté. On parle ici d'un

concordat. Dans le rapport, il est inscrit que, si on veut annuler le concordat, on a six ans. Mais, combien de temps cela va-t-il nous prendre pour bâtir un nouveau bâtiment ou pour rénover un nouveau bâtiment? Est-ce que ce serait fait dans six ans? La question doit donc se poser aussi aujourd'hui.
Quand on pense à l'emplacement de Witzwil, je me réjouis de voir la façon dont Pro Natura va monter aux barricades, ma collègue Lüthi sourit déjà. Mon collègue Schlup a parlé de synergie: oui je crois bien qu'on en a parlé; il y a des tas d'endroits où l'on ne pourra faire aucune synergie et je suis prête à parier aujourd'hui que dans quelques années, on nous dira, oui, c'est bien à côté, mais non, c'est trop dangereux, etc. On a parlé aussi de zone agricole et c'est ce qui me fait le plus mal au cœur et mal au ventre: dans le rapport, il est inscrit que l'on va récupérer les 15 hectares qui sont à Hindelbank, mais, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, il est aussi écrit sur la même feuille qu'il y a trois variantes et que sur les trois variantes, il n'y en aura qu'une où on aura la possibilité de récupérer la zone agricole. Il faut donc être réaliste de ce point de vue-là. Comme je vous l'ai dit, je vous demande, au nom de mon groupe UDC, de renvoyer le rapport, car il y a encore des tas de questions qui sont encore ouvertes, et j'espère au moins, vu que je me suis aperçue que l'on n'avait aucune chance, que toutes ces questions auront des réponses avant que le crédit ne soit sur nos pupitres.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Der Regierungsrat hat im Bericht, den Sie heute beraten, im Detail aufgeführt, welche Gründe für den Strategieentscheid zugunsten des neuen Standorts auf der Domäne Witzwil sprechen. Heute geht es darum, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Ich wiederhole den Inhalt des Berichts nicht, sondern will zwei der Gründe noch einmal aufgreifen, die für diesen Strategieentscheid des Regierungsrats gesprochen haben. Erstens: Die Lage, das Areal und das Schloss in Hindelbank erlauben keine befriedigende Sanierung und Erweiterung der heutigen Anstalt. Die Alternative wäre die Schliessung des Frauengefängnisses. Das kann man wollen. Dafür müssten hier jedoch entsprechende Anträge gestellt werden. Bei einer Sanierung wäre das Ergebnis ungenügend. Zudem käme eine Sanierung unverhältnismässig teuer und der Bundesbeitrag wäre geringer als bei einem Neubau in Witzwil. Der zweite ganz wichtige Punkt ist ein betrieblicher. In Hindelbank bestehen heute viele betriebliche Probleme, die nicht gelöst werden könnten. Das wäre nicht nur unschön, sondern menschlich gesehen nicht akzeptabel. Es darf nicht sein, dass wir mit Millionen eine Frauenvollzugsanstalt modernisieren, die dann nicht einmal die minimalen Standards erfüllt. Das sind die beiden Hauptpunkte.
Auf die Details gehe ich nun beim Rückweisungsantrag der SVP ein. In letzter Zeit hatten wir einige grosse Sanierungsprojekte, bei denen seitens des Grossen Rats durchaus richtigerweise nachgefragt wurde, ob ein Neubau nicht wirtschaftlicher wäre. Sanierungen dürfen nicht mehr als zwei Drittel eines Neubaus kosten. Da sind wir uns einig. Andernfalls sind sie nicht wirtschaftlich. In Hindelbank würde ein Sanierungs- und Erweiterungsprojekt ganz sicher mehr kosten als ein Neubau in Witzwil. Betrieblich wäre das, wie ich vorhin bereits sagte, klar die schlechtere Lösung. Ich sehe deshalb heute, da es um den Standortentscheid geht, den Sinn von weiteren, teuren Abklärungen zu einer Sanierungsvariante nicht ein. Ich kann Ihnen versichern, dass die Sanierungsvariante im Detail abgeklärt wurde. Ich betone: im Detail. Im vorliegenden Bericht haben wir offengelegt, dass der Neubau in Witzwil eine Umzonung erfordert. Ich bitte Sie aber, dabei auch die Relationen im Auge zu behalten. Wir sprechen hier von 2 Prozenten der Domäne Witzwil, die in ZöN (Zone öffentliche Nutzung) umgezont werden müsste. Zudem ist diese Umzonung rechtlich machbar – auch mit dem revidierten Raumplanungsgesetz.
Selbstverständlich, liebe Grossrätinnen und Grossräte, wird bei der konkreten Projektarbeit ein Projektperimeter zu wählen sein, der den Anliegen des Naturschutzes optimal Rechnung trägt. Dessen sind wir uns bewusst. Dazu müssen wir aber nicht jetzt schon alle Details kennen. Im Moment geht es um einen reinen Strategieentscheid. Das Projekt, für das nun im Rückweisungsantrag der SVP Anpassungen verlangt werden, existiert noch gar nicht. Falls der Bericht zur Kenntnis genommen wird, werden wir weiterplanen und eine breit angelegte Projektorganisation auf die Beine stellen mit einer Begleitgruppe, in der alle Anliegen und alle Organisationen einbezogen werden –– wie wir es immer machen. Die Fragen, die hier gestellt werden, werden im Laufe der Projekterarbeitung behandelt und beantwortet werden. Es ist deshalb nicht nötig, den Bericht jetzt zurückzuweisen und Nachbesserungen mit einer Detailtiefe zu verlangen, die wir derzeit noch gar nicht liefern können.
Dem Strategieentscheid des Regierungsrats gingen langjährige, aufwendige Abklärungen voraus. Selbstverständlich wurden auch Alternativstandorte geprüft: zum Beispiel in Köniz, in Münsingen und Langenthal. Ich nenne Ihnen kurz die Gründe, die dazu geführt haben, dass wir auf den Standort Witzwil kamen. Bei der Suche nach einem Grundstück mussten folgende Kriterien erfüllt sein: Wir wollten ein kantonales Grundstück. Wir wollten kein Grundstück kaufen, denn das wäre viel zu teuer und wir könnten es uns gar nicht leisten. Die Evaluationskriterien besagen, dass das Grundstück erstens eine Mindestgrösse von zirka 15 Hektar aufweisen muss mit einem langfristigen Erweiterungspotenzial. Zweitens darf der Standort nicht in einem städtischen Zentrum oder in der Agglomeration liegen. Drittens darf das Grundstück die Ansiedlung von Industrie und Arbeitsplätzen nicht konkurrenzieren und viertens darf die Lage nicht allzu abgelegen sein. Auf der Basis dieser Kriterien wurden die folgenden Standorte geprüft und aufgrund nichterfüllter Kriterien letztlich verworfen: ein Grundstück in Köniz, das zu nahe am Stadtrand liegt und für grossflächige Industrieanlagen reserviert ist. Ein Standort in Münsingen, der sich aus denselben Gründen wie derjenige in Köniz nicht eignet. Ein Grundstück in Langenthal, das zu nahe beim Siedlungsrand liegt. Ein Standort in Gampelen, wo das Gelände nur bedingt geeignet wäre; zudem weist es eine kritische Nähe zu einer Wildquerung auf. Und ein letztes Grundstück in Ostermundigen, das sich an einer sehr guten Lage im Entwicklungsschwerpunkt Wankdorf befindet und für die Wirtschaftsförderung reserviert ist. Gestützt auf die oben genannten Kriterien, wurden diese Grundstücke nicht weiterverfolgt. Witzwil ist hingegen absolut ideal und erfüllt alle diese Kriterien.
Ich komme zu den konkreten Auflagen des Rückweisungsantrags: Zu den ersten zwei Punkten wird anschliessend der Polizeidirektor Stellung nehmen. Ich äussere mich zu den übrigen Punkten. Es wird verlangt, wir sollten noch einmal die verschiedenen Varianten vertiefter prüfen. Dazu habe ich bereits Ausführungen gemacht. Ich kann Ihnen versichern, dass wir im Vorfeld des Standortsentscheids sämtliche Möglichkeiten und

Varianten im Detail geprüft haben. Der nächste Punkt verlangt, die Möglichkeiten einer Umplatzierung der Insassinnen während des Umbaus in Hindelbank noch einmal zu prüfen und aufzuzeigen: Selbstverständlich müsste das im Rahmen eines Projekts erarbeitet werden. Die Sprecherin der BDP sagte aber absolut richtig, das sei nicht so einfach wie bei einem Gymnasium in Interlaken, wo man für den Unterricht Container aufstellen kann. Hier geht es um den Strafvollzug von straffälligen Frauen, der einen etwas grösseren Aufwand bedingt als der Unterricht von Schülerinnen und Schüler. Es macht absolut keinen Sinn, da noch einmal vertiefte Abklärungen vorzunehmen. Beim Punkt «negative Auswirkungen eines Neubaus auf das Naturschutzgebiet» kann ich der SVP versichern, dass wir im Rahmen der Projekterarbeitung wirklich grossen Wert darauf legen, nicht zu viel des Naturschutzgebietes und der Fruchtfolgeflächen zu zerstören. Dazu kommt, dass wir Hindelbank rückbauen können, wenn wir den Standort Witzwil wählen. Dadurch wird dort Kulturland zurückgewonnen. Zum letzten Punkt, «Weitere Alternativstandorte sind zu überprüfen und aufzuzeigen»: Ich habe vorhin dargelegt, dass diese Prüfung in einem aufwendigen Prozess erfolgt ist, bevor man auf den Standort Witzwil kam. Es gibt im Kanton keine anderen Grundstücke im Besitz des Kantons, welche die geforderten Kriterien erfüllen. Dort haben wir gar keine anderen Möglichkeiten mehr. Aus all diesen Gründen bitte ich den Rat, den Rückweisungsantrag abzulehnen und auf den Bericht einzutreten.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Je vous salue pour la journée de la francophonie qui est aujourd'hui. Nous sommes très fiers que le canton de Berne soit un canton bilingue et reste un canton bilingue.
Damit komme ich zu den ersten zwei Punkten des Antrags. Im ersten Punkt wird gefordert, den effektiven Nutzen aufzuzeigen, den der Kanton Bern als Standort und Betreiber einer Anstalt für Frauen hat. Meine Damen und Herren, dieses Land trägt Lasten gemeinsam und stellt Organisationen gemeinsam auf die Beine, um gesellschaftliche Probleme zu lösen. Historisch gesehen, haben sich in diesem Land verschiedene Anstalten entwickelt: Lenzburg, Thorberg, Hindelbank – aussi dans la Romandie: Bellechasse, si vous voulez. Der Strafvollzug ist aktuell in drei kantonalen Konkordaten geregelt: in einem Westschweizer Konkordat, in einem Ostschweizer Konkordat und im Konkordat Nordwest- und Innerschweiz. Letzteres umfasst elf Kantone, der Kanton Bern ist der grösste davon. Zudem ist meine Wenigkeit Präsident dieses Konkordats. Um diese Last zu bewältigen, existiert natürlich ein Kostgeldsystem: Wenn Verurteilte in eine solche Einrichtung eingewiesen werden müssen, wird ein Kostgeld fällig. Gäbe es im Kanton Bern keine Anstalten, müssten alle Berner Fälle ausserhalb des Kantons Bern in geeignete Anstalten eingewiesen werden, und der Kanton Bern müsste ein Kostgeld für sie entrichten. Das ist das Meccano. Mit Ausnahme eines sehr kleinen Anteils an einem Gefängnis im Kanton Waadt ist Hindelbank die einzige Frauenvollzugsanstalt in der Schweiz. Ich kenne keinen Kanton, der sich darum reissen würde, nun eine Frauenvollzugsanstalt zu bauen. Das ist eine Last, in die man nicht ohne Weiteres einsteigt.
Im Verlauf der vergangenen neun Jahre haben wir den Anteil der Kostgelder, der ursprünglich 65 Prozent betragen hatte, in zwei Etappen auf heute 95 Prozent erhöht. Diese Erhöhungen wurden vom Konkordat mitgetragen. In der Westschweiz ist der Kostgeldanteil deutlich tiefer. In der Ostschweiz ist man daran, den Kostgeldanteil an unsere Lösung von 95 Prozent anzugleichen. Die Angleichung ist jedoch noch nicht erfolgt. Sie wurde klar vom Kanton Bern angeregt. Meine Vorgängerin hatte sie eingebracht und ich setzte sie anschliessend um. Zum Dank wurde ich dennoch zum Präsidenten des Konkordats gewählt. Noch eine Bemerkung zur Kostendeckung: Innerhalb unseres Konkordats sind vier Anstalten so genannte Konkordatsanstalten: Hindelbank, Thorberg, Witzwil und St. Johannsen. Sie weisen insgesamt buchhalterisch eine Kostendeckung von 99 Prozent auf. Die entsprechende Zusammenstellung habe ich dem Präsidenten der Finanzkommission zukommen lassen. Auch aus dem Blickwinkel der Finanzen ist es durchaus akzeptabel, in dieser Art und Weise weiterzufahren. Verschiedentlich wurde angetönt, der Kanton Bern könnte sich aus dem Frauenvollzug verabschieden. Das ist etwas problematisch. Würde der Kanton Bern den interessanten Entscheid fällen, den Frauenstrafvollzug nicht mehr anbieten zu wollen, befänden wir uns sehr rasch im Konflikt mit den 25 übrigen Kantonen, weil wir der einzige Kanton sind, der eine solche Anstalt führt. Die Auswirkungen davon auf der Zeitachse abschätzen zu wollen, ist reichlich abenteuerlich. Ich bitte Sie dringend, den Zusammenhalt dieses Landes, der nun mal auf gewissen Pfeilern ruht, nicht unnötigerweise infrage zu stellen. Noch etwas Grundsätzliches zu den Beiträgen, die wir ebenfalls in der ganzen Schweiz generieren: Das Bundesamt für Justiz wird 35 Prozent an die anrechenbaren Kosten beitragen. Zudem verfügt das Konkordat über einen Baufonds, der von allen Kantonen laufend gespeist wird. Daraus werden wir 15 Prozent an die anrechenbaren Kosten erhalten. Das macht 50 Prozent. Im Bericht sind natürlich die geschätzten Gesamtkosten dargestellt. Ich würde Sie also auch vonseiten des Vollzugsverantwortlichen dringend bitten, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und den Antrag der SVP abzulehnen.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). J'aimerais quand même faire une réflexion. M. le conseiller d'Etat a dit qu'il n'y avait aucun autre canton qui se précipitait pour avoir un centre sur son territoire. Vous êtes d'accord. Alors, je me demande pourquoi on ne demande pas le 100 pour cent des frais. On ne peut pas comparer un concordat pour un centre pénitencier avec un concordat pour les universités, les hautes écoles, etc. C'est tout à fait autrement, l'aspect économique est tout autre et c'est pour cela que je demande au Conseil-exécutif de regarder si vraiment il n'y a pas la possibilité d'obtenir au moins le 100 pour cent.

La présidente. Das Vorgehen sieht wie folgt aus: Zuerst werden wir über das Eintreten befinden. Anschliessend werden wir punktweise über die Auflagen des Rückweisungsantrags abstimmen und danach über die Rückweisung mit allen Auflagen, ohne Auflagen oder mit einzelnen Auflagen. Ich frage den Rat: Ist das Eintreten bestritten? – Das ist nicht der Fall. Der Grosse Rat stimmt damit dem Eintreten stillschweigend zu. Damit kommen wir zur Punktweisen Abstimmung.

Vote (point 1)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	36
Non	112
Abstentions	2

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt eins der Planungserklärung SVP ab.

Vote (point 2)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	48
Non	95
Abstentions	5

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt zwei der Planungserklärung SVP ab.

Vote (point 3)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	51
Non	96
Abstentions	4

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt drei der Planungserklärung SVP ab.

Vote (point 4)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	33
Non	114
Abstentions	4

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt vier der Planungserklärung SVP ab.

Vote (point 5)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	61
Non	86
Abstentions	2

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt fünf der Planungserklärung SVP ab.

Vote (point 6)

Décision du Grand Conseil:	
Rejet	
Oui	36
Non	110
Abstentions	4

La présidente. Der Grosse Rat lehnt Punkt sechs der Planungserklärung ab. Es folgt die Abstimmung über die Rückweisung.

Vote (renvoi)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	34
Non	116
Abstentions	1

La présidente. Der Grosse Rat lehnt den Rückweisungsantrag ab.

Déclaration de planification Ruchti, Seewil (UDC)
Compte tenu de la nécessité de préserver les surfaces d'assolement et de protéger la nature et les paysages, ainsi que de l'adoption de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, le choix de Witzwil doit être écarté et l'étude du projet abandonné.

Déclaration de planification PS (Jenk, Liebefeld)
Le périmètre du nouveau centre pénitentiaire doit être limité au voisinage immédiat des constructions actuelles pour protéger le paysage.

La présidente. Zur Begründung ihrer Planungserklärungen haben die Antragsteller das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Nachdem nun der Rückweisungsantrag der SVP abgelehnt worden ist, komme ich mir vor wie David gegen Goliath oder wie ein kleiner Mann auf einer Nussschale im Ozean, der gegen die Strömung schwimmt. Mein Motto ist aber schon mein ganzes Leben lang: «Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg.» Ich hoffe, das werde auch von der Regierung bei ihren weiteren Evaluationsentscheiden zum Frauengefängnis Hindelbank beherzigt. Ich habe eine Planungserklärung ohne Wenn und Aber, ohne Rückweisungsanträge und ohne Standorte gemacht. Ich sage lediglich: «Der Standort Witzwil ist aus Sicht der Erhaltung der Fruchtfolgeflächen, des Natur- und Landschaftsschutzes sowie mit Blick auf das positive Abstimmungsresultat des revidierten Raumplanungsgesetzes abzulehnen und nicht mehr weiter zu verfolgen.» Warum? – Werte Anwesende, der Kanton Bern besteht aus Wirtschaftsstandorten, aus urbanen Gebieten, in denen sich Leute ansammeln, Arbeit geleistet wird und Gewerbe und Industrie ansässig sind. Dafür gibt es verschiedene Zonen. Der Kanton Bern weist zum Glück aber auch Naturschutzgebiete auf. Das grösste davon ist das so genannte Fanel im östlichen Raum des Neuenburgersees, zwischen Broye- und Zihlkanal. Das Fanel umfasst, den See eingerechnet, eine Fläche von mehr als 1000 Hektar. Auf Kantonsebene wurde es mit Regierungsratsbeschluss vom 14. März 1967 geschützt. Es ist im Richtplan enthalten, und wenn man diesen Richtplan ändern will, ist eine Bewilligung des ARE, des Bundesamts für Raumentwicklung, nötig. Der Regierungsrat hat zu seinem Richtplan ein Gesuch gestellt, das hängig ist.
Im Raum Witzwil befindet sich auch ein Betrieb von mehr als 800 Hektar. Im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts wurde die Juragewässerkorrektion durchgeführt. Damit verbesserte sich im Seeland die gesamte Entwässerungssituation. Plötzlich war es möglich, im Grossen Moos Gemüse anzupflanzen und Landwirtschaft zu betreiben. Es gab aufgrund der Juragewässerkorrektion bessere Böden, und es gab schlechtere Böden. Wenn aber Grossrat Etter – der zurzeit nicht im Saal ist – hier am Mikrofon sagt, es handle sich um schlechte Böden, muss

ich ihm entgegnen, dass er ein etwa zweimonatiges Kind mit einem Greis vergleicht. Wenn man die Schwarzerdeböden in der Ukraine, die 3 bis 4 Meter tief hinunterreichen, mit Witzwil vergleicht, so ist Witzwil gut 120-jährig, während die guten Böden in der Ukraine im Laufe von Jahrmillionen entstanden sind. Auch in Witzwil wird sich der Humusanteil vergrössern, wenn man die Böden gut bewirtschaftet. Da bin ich zuversichtlich. Ich wehre mich dagegen, dass man diese Böden jetzt schon qualifiziert. Für mich ist das Fruchtfolgefläche ohne Wenn und Aber. In diesem Gebiet haben wir aber auch Auflagen. Darüber bin ich froh. Wenn es heute um Landwirtschaftspolitik geht und Gelder verteilt werden, soll damit nicht die landwirtschaftliche Produktion unterstützt werden, sondern die Ökologie. Genau wegen der Ökologie, die im Gebiet von Fanel haufenweise vorhanden ist, müssen der Landwirtschaftsbetrieb Witzwil und die Pächter, die dort Land bewirtschaften, ökologische Massnahmen treffen, die in dieses Gebiet passen. Mit diesen Auflagen wird Landwirtschaft betrieben. Das wird kontrolliert und entsprechend unterstützt.

Der Landwirtschaftsbetrieb Witzwil hat eine Geschichte: Dort ist schon manches passiert und schon manches geschaffen worden. Während des Zweiten Weltkriegs hatte dieser Betrieb die Aufgabe, mitzuhelfen, damit das Schweizervolk bei der Nahrungsmittelbeschaffung über die Runden kommt. Dort wurde alles produziert, was möglich war. Heute zählt das bekanntlich nicht mehr. Heute kann man links und rechts alles verschieben. Es spielt keine Rolle, wohin. Man kann Ausnahmen gestatten, die gesetzlichen Vorgaben, die man selbst mit dem Regierungsratsbeschluss vom 14. März 1967 geschaffen hat, kann man aufheben. Man kann ein Gesuch stellen mit einer Begründung, und anschliessend kann man dort das Gefängnis bauen. Mir ist aber nicht das wichtig, sondern das Gebiet an sich. Wenn wir nun beginnen, solche Ausnahmen zu gewähren, können wir im Bericht lesen, dass sogar die Absicht besteht, Thorberg oder andere Gefängnisse in das Gebiet von Witzwil zu verfrachten, weil Synergien genutzt werden sollen. Es sind übrigens nicht nur die Bauten, welche dort die Natur stören, sondern der ganze Verkehr, der dorthin verlagert wird. Es sind die Leute, die dort tagtäglich ihre Arbeit leisten; es ist der Verkehr, der tagtäglich die Insassen und die Angestellten mit Gütern versorgt, seien es Nahrungsmittel oder anderes. Das wird zu einem regen Verkehrsaufkommen führen. In Hindelbank hat man sich daran gewöhnt. Die Anstalt liegt an der Peripherie eines Dorfes und ist eigentlich sehr gut gelegen. Und nur nebenbei, wenn Sie mir die Bemerkung erlauben: In Hindelbank hat der Kanton noch x Hektar eigenes Land, das in einem 50-jährigen Pachtvertrag gebunden ist. Ich weiss aber persönlich, dass der Pachtvertrag die Auflage enthält, bei einer Erweiterung von Hindelbank müsse Land abgegeben werden. Wenn man dort bauen wollte, hat der Pächter des Betriebs die Zusicherung, dass er vom Thorberg anderes Land erhalten wird. Auch am Thorberg hätte der Kanton noch mehr als 15 Hektar eigenes Land, auf dem man ein Gefängnis bauen könnte. Das ist jedoch nur eine Randbemerkung.

Mein Hauptanliegen ist, das Naturschutzgebiet zu schützen, das der Kanton Bern in diesem grossräumigen Neuenburgerseegebiet besitzt. Ich weiss: Ich habe hier keine Chance. Ich setze mich aber als Landwirt mit Herzblut dafür ein. Ich setze mich auch für den Schutz des letzten grossen Gebiets im Kanton Bern ein, weil mein Herz für die Natur, den Naturschutz, die Tiere, die Vögel und die Insekten schlägt, die dort leben. Ich möchte den Kanton Bern so erhalten, wie er heute ist. Dafür habe ich meine Schwurfinger erhoben. Es soll nicht alles partout verändert werden. Ich möchte ein Beispiel nennen: Wenn ich die Möglichkeit hätte, würde ich den Münsterplatz kaufen, anstelle der Volkswirtschaftsdirektion einen Saustall bauen und die Schweine draussen weiden lassen. Ich möchte sehen, was die Stadt Bern dazu sagen würde. Das Stadttheater gehört in die Stadt. Und das Naturschutzgebiet gehört ins Fanel. Ich hoffe, dass einige von Ihnen meine Planungserklärung unterstützen werden.

Harald Jenk, Liebefeld (PS). Als wir das Geschäft in der Fraktion besprachen, glaubten wir, es sei unbestritten, weil es in der Kommission eine deutliche Unterstützung erfahren hatte. Wir vernahmen aber, dass ihm aus Naturschutzkreisen Widerstand erwächst. Nachdem ich den Bericht angeschaut hatte, hatte ich dafür ein Stück weit auch Verständnis. In Abbildung 4 des Berichts ist ein Perimeter für den möglichen Standort innerhalb des Gebietes Witzwil eingezeichnet. Im Nachhinein wurde mir gesagt, das habe keine grosse Bedeutung, das habe der Zeichner so gemacht. Es steht jedoch im Bericht, dass dies der Perimeter für den Standort sei. Er ist aus unserer Sicht etwas sehr grosszügig ausgefallen. Wir gehen davon aus, dass die Anlage sinnvollerweise neben die bestehende Anlage zu liegen kommt und nicht irgendwo auf dem Gelände von Witzwil. Das ist der Grund für unseren Antrag. Wir sehen den Perimeter für den möglichen Standort ähnlich wie in Abbildung 3 und möchten ihn aus Landschaftsschutzgründen entsprechend eingrenzen. Wir bitten Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la commission. Zum Antrag Ruchti: Die Kommission bekannte sich einstimmig zum Standort Witzwil. Sie hat an ihrer Sitzung auch gefordert, die von Fritz Ruchti genannten Problempunkte seien von der Regierung zu prüfen. Eine vertiefte Auseinandersetzung mit den Folgen für die Landwirtschaft, die Ökologie und den Naturschutz und deren Minimierung wird ausschlaggebend sein für einen definitiven Standortentscheid. Diese Meinung wird wohl von allen hier im Rat vertreten. Die Regierung hat das erkannt. Die Baudirektorin hat vorhin noch einmal bestätigt, dass sie das berücksichtigen wird. Die Kommission lehnt den Antrag Ruchti deshalb ab. Zum Antrag der SP-JUSO-PSA: Die Kommission hat auch diese Frage angesprochen. Wir haben uns jedoch von den Fachleuten und der Direktion von Hindelbank während der Sitzung beraten lassen. Die Synergienutzung und die Effizienzsteigerung waren ebenfalls ein Thema. «Je näher, desto besser»: Das war am Anfang die Haltung eines Teils der Kommission. Die Fachleute machten uns aber deutlich, dass die Nähe zur bestehenden Anstalt Witzwil nicht ausschliesslich ein Vorteil, sondern auch ein gewisser Nachteil sein kann. Wir verstanden es so, dass eine unmittelbare Nachbarschaft, wie sie die SP-JUSO-PSA-Fraktion in ihrem Antrag verlangt, aus sicherheitstechnischen, aber auch aus menschlichen Gründen nicht möglich sein wird. Ich gehe davon aus, dass der Polizeidirektor näher darauf eingehen wird. Wir lehnen auch diesen Antrag ab.

Peter Bernasconi, Worb (PS). Zum Antrag Ruchti: Es handelt sich um ein Thema, das in unserer Fraktion sehr intensiv diskutiert wurde. Es ist uns auch ernst damit. Wir haben dieselben Punkte diskutiert, nämlich den Kulturlandverlust, den Landschaftsschutz und den Naturschutz. Nach langer Diskussion kamen wir aber zur Überzeugung, dass Witzwil insgesamt

eben doch der richtige Standort ist. Das hat auch unsere Stellungnahme zum Bericht gezeigt. Aus diesem Grund lehnen wir diesen Antrag ab. Es wäre auch nicht sinnvoll, diesen Antrag anzunehmen, nachdem der Bericht nun positiv zur Kenntnis genommen worden ist. Zu unserem eigenen Antrag Folgendes: Gerade aufgrund unserer Überlegungen zu Kulturlandverlust, Landschaftsschutz und Naturschutz ist es uns wichtig, dass ein gutes, platzsparendes Konzept erstellt wird, das sich sehr nahe an die bestehenden Anlagen anlehnt. Wir wollen keine Flächenausdehnung in einem unbegrenzten Mass, vielmehr soll im Rahmen des Wettbewerbs, den es vermutlich geben wird, klar aufgezeigt werden, dass die Anlage flächensparend funktionieren soll und dass auf die Anliegen von Natur- und Landschaftsschutz Rücksicht genommen werden muss. Wir sind überzeugt, dass dies von der Baudirektorin entsprechend aufgenommen wird. Zudem gehen wir davon aus, dass am Standort Hindelbank eine Rekultivierung stattfinden wird. Ob es zu einem Ausgleich im Verhältnis eins zu eins kommen wird, wissen wir nicht, da das Projekt noch nicht bekannt ist. Dazu muss man sagen, dass auch Hindelbank sehr geeignetes Landwirtschaftsgebiet hat. Wenn man dieses wieder der landwirtschaftlichen Nutzung zuführen könnte, wäre es vielleicht sogar möglich, das Ganze eins zu eins auszugleichen. Aus diesen Gründen lehnen wir den Antrag Ruchti ab, unserem eigenen Antrag stimmen wir selbstverständlich zu. Wir schlagen dem Rat vor, es ebenfalls so zu machen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Zum Antrag Ruchti: Aufgrund meiner vorherigen Ausführungen ist unsere Haltung eigentlich klar. Wir lehnen den Antrag ab, und zwar weil wir uns hinter die Strategie des Regierungsrats stellen und bereits die Rückweisungspunkte abgelehnt haben. Zum Antrag SP-JUSO-PSA: Auch da habe ich innerhalb meines Votums schon einiges zu unserer Haltung gesagt. Wir lehnen den Antrag mehrheitlich ab, weil das Anliegen zum Teil schon im Bericht enthalten ist, und auch, weil es Bestandteil der weiteren Projektarbeite sein wird. Die geltenden Gesetze, unter anderem das Baugesetz, müssen bekanntlich eingehalten werden: Das genügt uns im Moment. Zum Schluss möchte ich noch Folgendes festhalten: Das Geschäft ist jetzt nicht abgeschlossen. Es beginnt vielmehr erst. Es wird in der FIKO behandelt werden und, wie ich hoffe, in einer der Sachbereichskommissionen, die wir im Rahmen der Parlamentsrechtsrevision vermutlich mehrheitlich genehmigen werden. Das ist genau der Zweck davon: Ausserhalb des Plenums in kleinen Gruppen kritische Fragen stellen zu können und mit der Regierung zusammen ein gemeinsames Ziel zu erreichen. Zusammenfassend: Wir lehnen beide Anträge ab. Die SP wird die eine oder andere Stimme von uns erhalten.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Auch ich habe in meinem Eintretensvotum erklärt, weshalb wir den Rückweisungsantrag der SVP, über den wir vorhin befanden, ablehnen. Im sechsten Punkt wurde dort gefordert, weitere Alternativstandorte aufzuzeigen und zu prüfen. Die Mehrheit des Rats lehnte diesen Punkt ab. Deshalb ist es jetzt gar nicht möglich, diesen Antrag, den Standort Witzwil nicht weiterzuverfolgen, anzunehmen. Der Suche nach einem anderen Standort wurde bereits in der Abstimmung von vorhin nicht stattgegeben. Dies, obwohl wir Sympathie für das Anliegen haben und uns der Landschaftsschutz und der Schutz des Fruchtfolgeflächen ebenfalls wichtig sind. Zum Antrag Jenk: Dieser Antrag ist an sich sympathisch. Ich gehe aber davon aus, dass die meisten von uns bezüglich der genauen Bodenbeschaffung rings um Witzwil Nichtkenner sind und auch die genauen baulichen Voraussetzungen nicht kennen. Deshalb wollen wir den Regierungsrat bei der Wahl des genauen Standorts der neuen Anstalt nicht einschränken. Auch hier wollen wir jedoch den grösstmöglichen Schutz, und die Baudirektorin hat uns zugesichert, dass kein Land verschandelt wird und dass auf Fruchtfolgeflächen und Naturschutzgebiete Rücksicht genommen wird. Das glauben wir, und es geht nun darum, keine Einschränkungen für das Projekt zu machen. Deshalb lehnen wir die beiden Anträge ab.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). Par rapport à la demande de mon collègue Ruchti, on est tous d'accord, le sol productif doit être utilisé avec mesure et si du terrain d'assolement doit être vraiment utilisé, on espère que d'une certaine manière, une autre surface soit revalorisée en terre productive. Quant à la protection de la nature et du paysage, c'est aussi un point important pour nous et nous sommes, de ce point de vue-là, d'accord avec notre collègue Ruchti. Par contre, en ce qui concerne le choix du site de Witzwil ou non, s'il faut vraiment abandonner ce projet, nous sommes partagés sur ce point-là, parce que nous voulons une vue d'ensemble, nous devons considérer le plan financier, le plan écologique, mais aussi regarder, pour finir, ce qui sera économiquement le mieux pour le canton de Berne. Par rapport à ce point-là, à la deuxième partie de sa demande, nous sommes partagés, nous n'aurons pas tous le même point de vue dans l'UDC de ce côté-là. Par contre, nous allons soutenir le point de notre collègue Jenk, nous sommes d'accord que s'il faut vraiment utiliser de la surface, il faut essayer de mettre le centre pénitencier des femmes plus ou moins à côté du centre pénitencier des hommes.

Silvia Lüthi, Anet (Les Verts). Zur Planungserklärung Ruchti: Die grüne Fraktion hätte weitere Abklärungen insbesondere zu den ökologischen Folgen von Kulturlandverlust begrüsst. Die Forderung, den Standort gar nicht mehr weiterzuverfolgen, geht uns aber etwas zu weit. Wir haben jedoch sehr viel Sympathie für das Anliegen. Einzelne werden vermutlich zustimmen. Der Planungserklärung Jenk stimmen wir zu. Ein Neubau soll in unmittelbarer Nähe errichtet werden. Dadurch können die zusammenhängenden Flächen gesichert werden. Beim aktuellen Perimeter besteht die Gefahr, dass die Bauten zu stark in die Fläche wuchern könnten.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Zuerst zum Antrag von Herrn Grossrat Ruchti, wonach der Standort Witzwil abzulehnen sei. Die Begründung ist ähnlich wie die für die Planungserklärung der SP. Den Standort Witzwil abzulehnen, nachdem der Rückweisungsantrag abgelehnt worden ist, finde ich etwas speziell. Was würde es bedeuten? Es hätte einen völligen Übungsabbruch in Witzwil zu Folge. Das Projekt müsste sofort gestoppt werden. Damit käme die andere Möglichkeit zum Zuge, nämlich dass wir Hindelbank vertiefen müssten – also alles, was vorhin bei den Auflagen abgelehnt wurde. Ich bitte den Rat, den Antrag von Herrn Ruchti abzulehnen.
Zur Planungserklärung der SP. Ich habe es in meinem Votum vorhin bereits gesagt: Ich bin mir sehr wohl bewusst, dass wir in Witzwil ein schützenswertes, sehr sensibles und fragiles

Ökosystem haben, zu dem wir Sorge tragen müssen. Ich kann Ihnen aber versichern – und das habe ich ebenfalls schon gesagt –, dass wir in der Tat Sorge dazu tragen werden. Ich betone noch einmal: Wir werden das in einem partizipativen Prozess machen, wie wir es bei grossen Bauprojekten immer machen. Wir werden alle Betroffenen und auch alle Interessierten einbeziehen. Ich kann mir vorstellen, dass wir die Parteien und die Fraktionen des Grossen Rats einbeziehen. Ich bin überzeugt, dass wir auf diese Weise eine ausgewogene Lösung für die Projekterarbeitung finden werden. Die Festlegung des Perimeters wird bei der Erarbeitung des Projekts eine sehr grosse Rolle spielen. Grundsätzlich könnten wir die Planungserklärung annehmen. Ich muss jedoch betonen, dass man «unmittelbare Nachbarschaft» nicht wörtlich nehmen darf: Das darf nicht Zaun an Zaun heissen. Sie können sich alle selbst vorstellen, weshalb. Das muss ich nicht weiter ausführen. Wenn es aber darum geht, beim Perimeter auf das ganze Ökosystem und die Fruchtfolgeflächen Rücksicht nehmen zu wollen, könnte man die Planungserklärung annehmen, denn das werden wir ohnehin umsetzen. Und wie ich vorhin ebenfalls schon erwähnt habe, werden wir mit Hindelbank etwas machen müssen. Dazu gibt es verschiedene Szenarien, die ich in der Kommission zum Bericht ausgeführt habe. Ein Szenario sieht vor, alles ausser dem Schloss zurückzubauen, die bisherige Zone für öffentliche Nutzung in die Landwirtschaftszone zurückzuführen und das Land zu verpachten. Das ist mein persönliches Lieblingsszenario. Ob es zum Tragen kommt, wird sich ebenfalls im Rahmen der Projekterarbeitung zeigen. Ich bitte den Rat, den Antrag Ruchti abzuklären. Die Planungserklärung der SP könnten wir annehmen mit der Einschränkung bezüglich der «unmittelbaren Nachbarschaft».

La présidente. Regierungsrat Käser verzichtet auf ein Votum.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich danke der Baudirektorin für ihr Votum und bin froh, wenn sie meinen Antrag abklären lässt. Ich möchte, dass das im Protokoll festgehalten wird und auch, wie der Antrag abgeklärt wird. Vermutlich meinte die Baudirektorin «ablehnen». Gehen wir aber wieder ernsthaft zur Sache: Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich mache keine Wischiwaschipolitik. Wenn ich etwas will und zu etwas stehe, gibt es nur ein Entweder-oder. Sie haben nun die Möglichkeit, gegen die Weiterverbauung und eine weitere Bevölkerungszunahme in einem Landschaftsschutzgebiet von kantonaler, nationaler und internationaler Bedeutung zu stimmen, das heute noch geschützt ist – die Richtplanänderung wurde noch nicht genehmigt. Das ist mein Anliegen. Nebst dem möchte ich den Landwirtschaftsbetrieb auf dieser grossen Fläche nicht noch mehr zersiedeln und zerschneiden lassen. Ich möchte versuchen, auch das Gebiet, das sich dort durch die Juragewässerkorrektion ergeben hat, in der heutigen Form zu erhalten. Ich möchte nichts anderes, als dem Standort Grosses Moos die Chance zu geben, dass ihn auch unsere Nachkommen so geniessen können, wie ich ihn schon oft genossen habe. Sie haben nun die Wahl, welchen Knopf Sie drücken wollen.

Harald Jenk, Liebefeld (PS). Ich kann mich mit der Interpretation der Planungserklärung einverstanden erklären. Es geht aber doch um den Landschaftsschutz. Falls sie angenommen wird, ist die Message die, dass wir eine sehr genaue Abklärung darüber erwarten, ob diese beiden Gebäudegruppen nicht doch sehr nahe beieinander liegen können. Es müsste auf jeden Fall sehr gut begründet werden, wenn die Anlagen einfach an einem anderen Ort innerhalb des Gebiets entstehen sollten. Bei einer Annahme macht der Grosse Rat deutlich, dass er die neue Anlage möglichst nahe bei der bestehenden Anlage wünscht und nicht irgendwo auf dem Gelände, wo es vielleicht etwas billiger ist oder verkehrstechnisch ein bisschen besser erschlossen. Es geht ganz klar um ein landschaftsschützerisches Anliegen.

Vote (déclaration de planification Ruchti, UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	32
Non	93
Abstentions	13

La présidente. Der Grosse Rat lehnt die Planungserklärung von Herrn Ruchti ab.

Vote (déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	75
Non	58
Abstentions	6

La présidente. Der Grosse Rat nimmt die Planungserklärung SP-JUSO-PSA an.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la commission. Nach dieser ganzen Diskussion hier im Rat erlaube ich mir, noch einmal zu wiederholen, dass Ihnen die Kommission mit 17 Stimmen ohne Gegenstimmen beantragt, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich mich bedanken: Die Kommission tagte bekanntlich am 15. Januar. Es war eine spannende, interessante und lebhafte Sitzung, und wir wurden dabei sehr kompetent von der Direktion von Hindelbank, vom Bundesamt für Justiz, von der Verwaltung sowohl der BVE als auch der POM und insbesondere auch von den beiden anwesenden Regierungsratsmitgliedern begleitet und beraten. Herzlichen Dank für die gute Zusammenarbeit, die fachkundige Unterstützung und vor allem auch für die eindrückliche Führung durch das Areal und die Häuser von Hindelbank.

Vote final (rapport)

Décision du Grand Conseil :	
Prise de connaissance et déclaration de planification	
Oui	113
Non	25
Abstentions	1

La présidente. Der Grosse Rat nimmt den Bericht mit der Planungserklärung der SP-JUSO-PSA zur Kenntnis. Damit kommen wir zu den Geschäften der Polizei- und Militärdirektion. Ich verabschiede die Baudirektorin und wünsche ihr einen erfolgreichen Nachmittag.

Affaire 2012.0508

Numéro de l'intervention:	096-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	23.04.2012
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	1
Urgente:	Non 07.06.2012
Date de la réponse:	12.12.2012
Numéro de l'ACE	1781/2012
Direction:	POM

L'avenir de la prison de Hindelbank suscite des interrogations

Le Conseil-exécutif a récemment annoncé son intention de fermer la prison de femmes de Hindelbank et de construire un nouvel établissement à Witzwil. Dans ce contexte, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. A-t-on fait l'expérience en Suisse ou à l'étranger de la gestion d'un complexe pénitentiaire destiné aux femmes et aux hommes ?
2. Quelle est la proportion de Bernoises parmi les détenues incarcérées à Hindelbank ?
3. La rénovation de Hindelbank est à l'étude depuis des années. Des travaux de remise en état, de transformation et d'agrandissement destinés à améliorer le confort des détenues à et renforcer la sécurité ont d'ailleurs été effectués en plusieurs étapes dans ce contexte. Pourquoi le Conseil-exécutif a-t-il maintenant changé d'option ?
4. Quelle est la rentabilité de Hindelbank ? Quel est son coût total, y compris les amortissements, les frais de personnel, les dépenses d'entretien ainsi que les frais de biens, services et marchandises ? Quelles sont les parts financées respectivement par le canton de Berne et par les autres cantons ?
5. Le Conseil-exécutif a-t-il également envisagé la fermeture pure et simple de Hindelbank ? Quels sont les arguments plaidant en faveur et contre cette option ?
6. Que va-t-il advenir du château, des nombreux bâtiments de la prison et du terrain si une nouvelle prison est construite à Witzwil ? Les annexes seront-elles démolies et les maisons d'habitation vendues ?
7. Quel sera le coût de la fermeture de Hindelbank ? Les bâtiments de la prison hors château devront certainement être démolis.
8. Quel modèle de financement le Conseil-exécutif envisage-t-il pour la construction de la nouvelle prison à Witzwil ? Prévoit-il d'associer les autres cantons aux investissements ?
9. Quelle est actuellement la part de l'avantage de localisation que le canton tient pour acquis et dont il ne tient pas compte dans la répartition des frais avec les autres cantons ?
10. Le Conseil-exécutif est-il disposé à facturer les frais aux autres cantons sans tenir compte de cet avantage de localisation dépassé ?
11. On dit régulièrement que les autres cantons demandent plus pour les détenus bernois incarcérés dans leurs prisons que le canton de Berne ne réclame pour les détenus d'autres cantons incarcérés dans les prisons bernoises. Peut-on nous fournir des chiffres précis à ce sujet ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif renvoie au rapport « Construction d'un nouveau centre pénitentiaire pour femmes à Witzwil » qu'il a adressé le 12 décembre 2012 au Grand Conseil.

1. Les établissements destinés à l'exécution de peines privatives de liberté qui accueillent sur un même site les hommes et les femmes sont plutôt rares en Europe. Ils mettent à profit des synergies sur les aspects sécurité, logistique, gestion des bâtiments; l'exécution des peines et mesures est néanmoins organisée de manière séparée, puisqu'elle diffère notablement pour les hommes et les femmes. Pour celles-ci, les dispositifs de sécurité sont généralement moins sophistiqués. L'offre de formation et de postes de travail est adaptée aux débouchés possibles pour les uns et les autres après la libération. La vie quotidienne au sein de la section présente aussi des différences importantes. L'organisation d'activités communes (formation, loisirs) a été tentée dans certains établissements d'Allemagne et de Suède, sans succès: ce type de contacts requiert un encadrement et un contrôle par trop intensifs.
2. Parmi les détenues incarcérées à Hindelbank, la part des femmes placées par le canton de Berne avoisine généralement les 20 pour cent. La majorité d'entre elles ont donc été placées par d'autres cantons, moyennant le versement d'indemnités.
3. Le bâtiment secondaire et l'atelier d'artisanat ont été réaménagés et en partie rénovés lors d'une première étape d'assainissement au milieu des années 1990. A l'époque, l'enveloppe du bâtiment n'a pas été restaurée. A l'exception de la section de haute sécurité qui a été ajoutée en 1999, le bâtiment principal est en grande partie dans son état d'origine.

   Plusieurs projets d'assainissement et de reconstruction du bâtiment principal ont été élaborés entre 2005 et 2007. La construction d'un nouveau bâtiment apparaissait alors comme plus avantageuse. Mais le projet a été abandonné en 2007, pour plusieurs raisons (subventions fédérales, protection du patrimoine). Fin 2008, le Conseil-exécutif s'est penché de nouveau sur la question, centrant son analyse sur la comparaison des deux options, construction d'un nouveau bâtiment et déplacement des établissements dans le Seeland. Les coûts de la première étant moins élevés, il a alors opté pour le site de Hindebank.

   Par la suite, la nécessité est apparue de remplacer non seulement le bâtiment principal, mais également le bâtiment secondaire et l'atelier d'artisanat. En novembre 2011, le Conseil-exécutif a procédé à une comparaison de solutions prévoyant une nouvelle construction à Hindelbank et une nouvelle construction dans la région du Seeland. Cette dernière option présente des avantages évidents et a donc reçu la préférence. La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE) a alors rédigé un document qui a servi de base pour la décision prise par le Conseil-exécutif le 28 mars 2012.

4. Les comptes des Etablissements de Witzwil se présentent comme suit.

Coûts d'exploitation 2011	**12 721 086 CHF**
– Coûts de personnel	9 537 335 CHF
– Charges de biens, services et marchandises	3 100 681 CHF
– Amortissements de biens meubles	83 070 CHF
Revenus d'exploitation 2011	**11 426 397 CHF**
– Indemnités liées aux placements extracantonaux	10 077 820 CHF
– Produit du travail et remboursement de tiers	1 348 577 CHF

   Cet aperçu ne comprend pas les coûts indirects (non inscrits ou non imputés au compte) encourus par l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE), la Direction de la police et des affaires militaires et la Direction des finances (coûts de gestion), ainsi que par la TTE (amortissement et entretien de biens immobiliers). Les revenus ne tiennent pas compte des indemnités dues pour les placements bernois hors du canton (2 111 010 CHF); au sein de l'OPLE, les autorités de placement et les établissements d'exécution des peines et mesures ne procèdent pas à des imputations internes pour les indemnités.
5. Une fermeture pure et simple des Etablissements de Hindelbank n'a pas été prise en considération. Le canton de Berne est membre du Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures, qui règle la planification, la construction et la gestion communes des établissements. Une telle fermeture n'est possible qu'après résiliation du concordat, avec préavis de six ans.
   Les conséquences d'une résiliation du concordat sont difficiles à estimer de manière complète. Il ne fait toutefois aucun doute que les établissements de Thorberg, Witzwil et St-Jean seraient exclus du concordat. Les placements extracantonaux diminueraient de manière sensible, avec à la clé une baisse des recettes. Le taux d'occupation baisserait au point de remettre en question le fonctionnement des établissements et de menacer bon nombre d'emplois. Les placements bernois hors du canton augmenteraient et les subventions fédérales ne seraient plus justifiées; on peut même craindre une obligation de rembourser les subventions déjà reçues.
6. La construction d'un nouvel établissement dans le Seeland permettra d'affecter les bâtiments actuels de Hindelbank à d'autres usages. Les possibilités d'affectation n'ont pas encore été étudiées en détail. Elles le seront lors de la prochaine étape du projet. Trois scénarios principaux sont envisagés.
   – Tous les bâtiments, à l'exception du château, seront démolis. Le château sera vendu. La majeure partie de l'actuelle zone affectée à des besoins publics sera reclassée en zone agricole et le terrain sera affermé.
   – Certaines parties des bâtiments, y compris du château, seront destinées à d'autres utilisations cantonales et partiellement rénovées. Les bâtiments inutiles ou nécessitant des travaux de rénovation trop importants seront démolis. Une modification du plan de zones n'est pas nécessaire.
   – Un projet d'utilisations tierces sera développé (habitations, ateliers, complexe hôtelier, centre de conférences, etc.). La zone changera d'affectation et le terrain ainsi que les bâtiments, y compris le château, seront vendus.
7. Vu le nombre d'options possibles (cf. pt précédent), il serait prématuré d'articuler des chiffres précis pour les charges et revenus liés à cette affaire. Les coûts de démolition des bâtiments (à l'exception du château) et de la remise en état du site de Hindelbank sont pris en compte dans le calcul du montant des investissements nécessaires à la construction d'un centre pénitentiaire pour femmes sur le domaine de Witzwil.
8. Outre une méthode de réalisation conventionnelle, une mise en oeuvre du projet au moyen d'un partenariat public-privé (PPP) a été étudiée. En vertu de l'analyse actuelle ce modèle doit pourtant être exclu, pour deux raisons. D'une part les prestations en jeu – hormis par exemple l'entretien des bâtiments – ne peuvent pas être confiées à des partenaires privées, puisqu'elles constituent un élément du concept d'exécution des peines et mesures. D'autre part un PPP impliquerait de renoncer aux subventions fédérales pour des raisons juridiques.
   En ce qui concerne la participation des autres cantons, nous renvoyons au point 10.
9. Dans ce contexte, l'avantage de localisation peut être déterminé en référence aux bases adoptées le 13 mai 2005 par la conférence des cantons de Suisse centrale. Le Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures a chiffré à cinq pour cent cette plus-value économique.
10. La Confédération octroie une subvention de 35 pour cent pour la superficie que l'Office fédéral de la justice (OFJ) prend en compte lorsqu'il reconnaît la conformité de l'établissement au programme qu'il a défini dans son modèle. L'expérience montre que seule une partie de la superficie donne droit à la subvention. Par ailleurs, la participation des autres cantons provient du fonds de construction du concordat; elle se monte à 15 pour cent des frais pris en compte par la Confédération. On peut dès lors estimer que le montant total des subventions devrait couvrir quelque 25 pour cent des coûts, soit environ 38 millions de francs (cf. pt 5 de la motion 095-2012 Luginbühl). Ce montant dépend de l'évaluation faite par l'OFJ et des liquidités du fonds de construction du concordat. Le Conseil-exécutif n'envisage pas de proposer au concordat un nouveau système de calcul ou la suppression de l'avantage de localisation.
11. Les indemnités versées par les autres cantons se fondent sur les barèmes établis par les concordats.

Concordat Catégorie	**Nord-Ouest et CH centrale**	**CH orientale**	**CH latine**
Peines en milieu fermé	272 à 315 CHF	301 CHF	202 à 273 CHF
Peines en milieu ouvert	287 à 307 CHF	176 CHF	188 CHF
Mesures en milieu fermé	575 CHF	483 à 618 CHF	–
Mesures en milieu ouvert	373 à 473 CHF	373 CHF	–

Pour les placements hors concordat (dans un établissement rattaché au concordat des cantons latins p. ex.), l'établissement peut adopter celui des deux tarifs qui est le plus élevé et facturer (au canton de Berne p. ex.) un prix établi en fonction du barème de l'autre concordat (dans ce cas celui du concordat N-O et CH centrale).

La présidente. Die Interpellantin ist teilweise befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1534

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)

Annexe 7

1re lecture

Débat d'entrée en matière

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD), présidente de la commission. Die Kommission führte am 15. Januar mit Herrn Regierungsrat Hans-Jürg Käser sowie vonseiten der Verwaltung mit Herrn Jean-François Jöhr, stellvertretender Generalsekretär der POM, Herrn Roger Kull, Leiter Rechtsdienst der POM, und Herrn Urs Arn, Amt für Migration und Personenstand, die Beratung durch. Weshalb die Änderung in diesem Gesetz und im Straf- und Massnahmenvollzugsgesetz (SMVG)? Das Verwaltungsgericht hat in einem Entscheid vom 6. August 2010 festgehalten, es fehle generell an abstrakten Rechtsnormen über die Vollzugsgrundsätze von ausländerrechtlicher Administrativhaft – das heisst Vorbereitungs-, Ausschaffungs- und Durchsetzungshaft – und über die Haftbedingungen, soweit sie sich zwingend von den Bedingungen für Personen im Strafvollzug oder in Untersuchungshaft unterscheiden müssen. Hervorgehoben hat das Verwaltungsgericht insbesondere die Beschäftigungsmöglichkeiten, die Art der Unterbringung, die Besuchsräumlichkeiten, den Spaziergang sowie das Disziplinarwesen. Nebst Bestimmungen in diesen Bereichen legt der vorliegende Gesetzesentwurf die Regelungen der Zuständigkeit für den Vollzug der freiheitsentziehenden Zwangsmassnahmen des Ausländerrechts fest. Die Änderungen des Gesetzes enthalten im Weiteren die grundlegendsten Rechte und Pflichten der inhaftierten Personen sowie Bestimmungen über Sicherheit und Ordnung in den Vollzugseinrichtungen. Das Verwaltungsgericht machte der Polizei- und Militärdirektion beliebt, die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen zu schaffen. Mit dem vorliegenden Entwurf zu einer Änderung des Einführungsgesetzes vom 20. Januar 2009 zum Ausländer- und zum Asylgesetz soll das nun erfolgen.
Es trifft zu, dass diesbezüglich die einschlägigen Regelungen im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs nicht einfach übernommen bzw. angewendet werden können. Die administrativrechtlichen freiheitsentziehenden Zwangsmassnahmen verfolgen nämlich andere Zwecke und Zielsetzungen als die strafvollzugsrechtlichen: Sie dienen der Sicherung des Wegweisungsverfahrens, das heisst Vorbereitungshaft bzw. Sicherung des Vollzugs von Wegweisungsentscheidungen, sprich Ausschaffungshaft oder Durchsetzungshaft. Soweit materielle Bestimmungen zwar formellen Gesetzescharakter haben, jedoch keine oder bloss marginale Unterschiede zum Straf- und Massnahmenvollzugsrecht bestehen, wird auf das SMVG, das Straf- und Massnahmenvollzugsgesetz, verwiesen, beispielsweise bei Fragen zu Sicherheit und Ordnung sowie beim Disziplinarrecht. Die Totalrevision des Ausländergesetzes, das am 1. Januar 2008 in Kraft getreten war, hat zwar einen Ausbau von freiheitsentziehenden Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht gebracht. Ausser der Neufassung der bisher im Wesentlichen schon geltenden Haftbedingungen in Artikel 13d des Gesetzes vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer hat der neue Artikel 81 des Gesetzes vom 16. Dezember 2005 über Ausländerinnen und Ausländer indessen keine Konkretisierung der Haftbedingungen gebracht. Das Verwaltungsgericht macht in seinem eingangs erwähnten Entscheid ausführliche Darlegungen betreffend Haftbedingungen in der Ausschaffungshaft und hat die unverzügliche Ausarbeitung entsprechender Bestimmungen angeregt.
In der Kommission wurde der vorliegende Gesetzesentwurf im Grossen und Ganzen gut aufgenommen. Das Eintreten auf diese Gesetzesvorlage war in der Kommission unbestritten. Anlass zu Diskussionen gaben hauptsächlich Artikel 12 Absatz 3 Buchstabe c und Artikel 12b Absatz 4, in dem es um nicht überwachte telefonische und briefliche Kontaktaufnahme mit der Aussenwelt sowie nicht überwachten Besuch geht, sowie Absatz 5, in dem es darum geht, ob die Inhaftierten zu einer Arbeit verpflichtet werden können oder nicht. Die vorberatende Kommission beantragt, nur eine Lesung durchzuführen. Das Gesetz wurde in der Kommission mit 12 gegen 5 Stimmen verabschiedet.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 43.

Les rédactrices :
Priska Vogt (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi 20 mars 2013, 13 heures 30 – 16 heures 30

Quatrième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 155 députés. Excusés: Brunner Ursula E., Feller Erich, Giauque Beat, Schmidhauser Corinne, von Kaenel Dave

Affaire 2012.1534

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)

Annexe 7

1re lecture

Débat d'entrée en matière

Suite

La présidente. Herr Regierungsrat, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zur Nachmittagssitzung. Die Kommissionspräsidentin hat sich zum vorliegenden Geschäft bereits geäussert. Wir kommen zum Eintreten. Ist Eintreten auf dieses Gesetz bestritten? – Es ist nicht bestritten; somit sind Sie stillschweigend darauf eingetreten.
Es liegen keine Anträge vor zum Gesetz. Gibt es Wortmeldungen zu dessen Inhalt? – Das ist der Fall. Sie können später abgegeben werden. Es wurde beantragt, nur eine Lesung des Gesetzes durchzuführen. Wir befinden darüber. Ist dies bestritten? – Auch das ist nicht bestritten; somit sind Sie stillschweigend mit nur einer Lesung einverstanden.

La présidente. Es liegen keine Anträge vor, doch wünscht sich Herr Fuchs zum Gesetz zu äussern.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Dieses Einführungsgesetz zum Ausländer- und Asylgesetz fiel nicht gerade zur Freude der SVP aus. Wir empfinden die entsprechende Rechtsprechung als zunehmend fragwürdig. Immerhin geht es hier um Ausschaffungshäftlinge, also Leute, die eigentlich unser Land verlassen sollten, es aber nicht tun und sich in diesem Sinn illegal hier aufhalten. Uns stört, wenn sie im Gefängnis ohne jegliche Kontrolle soziale Kontakte unterhalten können. Sie können telefonieren ohne jegliche Überwachung; sie können Briefe schicken und empfangen ohne jegliche Überwachung. Sie können im Gefängnis sogar Besuch empfangen, was fast zu einem Hotelbetrieb führt. Und sie haben die Möglichkeit zu arbeiten und werden dafür entschädigt. Der Kommission wurde sogar einmal beschieden, sie könnten auch das Handy gebrauchen, was für uns ein Grund gewesen wäre, das Ganze zu bekämpfen. Unterdessen stellte sich heraus, dass Handys nicht zugelassen werden. Zumindest möchten wir hier nochmals festhalten, dass wir davon ausgehen, dies werde auch weiterhin so sein. Andernfalls wäre die Sicherheit und Ordnung grundsätzlich gefährdet, da die Ausschaffungshäftlinge in den Gefängnissen doch relativ nahe bei den normalen Häftlingen untergebracht sind.
Darum werden sich einige Mitglieder unserer Fraktion bei der Abstimmung über das Gesetz der Stimme enthalten. Wie gesagt, haben wir keine grosse Freude, nehmen aber zur Kenntnis, dass es hier vor allem um eine Anpassung an die Rechtsprechung auch des Bundesgerichts geht. Wir werden dies aufmerksam verfolgen, doch sollten wir irgendwie dafür sorgen, dass es nicht allzu attraktiv wird, möglichst lange in der Schweiz zu bleiben. In diesem Sinn sollten wir es diesen Leuten eigentlich so bereiten, dass sie allenfalls das Land eher verlassen, wie sie es eigentlich müssten.

La présidente. Gibt es noch weitere Erklärungen grundsätzlicher Art? – Das ist nicht der Fall, somit treten wir auf die Detailberatung ein.

Délibération par article

I.,II. et III.
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Möchte sich abschliessend noch die Kommissionspräsidentin zu Wort melden?– Das ist der Fall.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD), présidente de la commission. Ich möchte den Kommissionsmitgliedern danken für die sehr konstruktive Kommissionssitzung und die angeregten Gespräche auf stetig gutem Niveau. Weiter danke ich ganz herzlich der Verwaltung der POM, Herrn Jöhr, der heute nicht anwesend ist, doch denke ich, dass Herr Kuhl den Dank für ihn mitnimmt. Es ist ausserordentlich hilfreich, von der Verwaltung so unterstützt zu werden, wenn man zum ersten Mal ein solches Präsidium versieht. Immer konnte man anrufen, immer fragen, was auch immer es betraf. Ich denke, das muss einmal ausgesprochen sein. Letztlich geht mein Dank auch an Herrn Regierungsrat Käser, der einen ebenfalls sehr konstruktiv unterstützte. Vielen Dank!

La présidente. Herr Regierungsrat Käser verzichtet auf ein Votum. Wir kommen zur Schlussabstimmung über das Einführungsgesetz zum Ausländer- und zum Asylgesetz.

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	102
Non	5
Abstentions	1

La présidente. Der Rat hat das Gesetz in erster und einziger Lesung angenommen.

Affaire 2013.0010

Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Annexe 8

Proposition Kohli, Berne (PBD) / Kropf, Berne (Les Verts) / Schär-Egger, Lyss (PS) / Matti, La Neuveville (PLR) / Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl) / Tromp, Berne (PBD) / Guggisberg, Kirchlindach (UDC)
Renvoi de l'affaire à la commission avec pour mandat de réexaminer l'affaire et de la représenter au Grand Conseil après seulement que le Tribunal fédéral aura statué sur les recours formés en février au sujet de la constitutionnalité de la modification du concordat.

La présidente. Zu diesem Geschäft liegt ein Rückweisungsantrag vor. Wir führen eine Gesamtdebatte über Eintreten, Rückweisung und grundsätzlicher Art zum Konkordat. An den einzelnen Punkten lässt sich ja nichts ändern. Zuerst kommt der Kommissionspräsident zu Wort, sofern er anwesend ist. – Er ist nicht anwesend. Wir gehen zur Begründung des Rückweisungsantrags durch die Antragstellenden über.

Vania Kohli, Berne (PBD). Es sieht fast so aus, als habe die BDP den 20. März zum Frauentag erklärt. Nach Monika, Anita und Marianne ist es nun an mir zu reden. Im Februar wurde von vier verschiedenen Parteien im Kanton Luzern beim Bundesgericht eine Beschwerde gegen die Konkordatsänderungen eingereicht. Darin rügen die Beschwerdeführenden, die Verschärfungen des Konkordats verstiessen gegen schweizerisches Recht, beispielsweise gegen die Artikel 9, 10 Absatz 2, 13, 22 der Bundesverfassung sowie gegen Artikel 8 und 9 der EMRK (Konvention vom 4. November 1950 zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten). Für Nichtjuristen sei hier festgehalten, dass es namentlich um die Rechtsgleichheit, Schutz vor Willkür, Wahrung von Treu und Glauben, Recht auf persönliche Freiheit, Schutz der Privatsphäre und Versammlungsfreiheit geht. Betreffend die EMRK geht es um die Achtung des Privat- und Familienlebens und die Versammlungs- und Vereinigungsfreiheit. All diese Artikel betreffen unsere Grundrechte. Doch sind nicht nur sie betroffen; offen ist ebenfalls, ob die Änderungen nicht auch den Grundsatz rechtsstaatlichen Handelns verletzen, wie er in Artikel 5 der Bundesverfassung vorgeschrieben ist. Ausserdem ist fraglich, ob die Ausweitung des Konkordats dem Grundsatz der derogatorischen Kraft des Bundesrechts standhält und somit auch gegen Artikel 49 Absatz 1 und Artikel 123 Absatz 1 unserer Bundesverfassung verstösst oder nicht.
Daraufhin beschloss der Kanton Luzern, die neuen Massnahmen bis nach der Prüfung der Verfassungskonformität der Konkordatsänderungen durch das Bundesgericht nicht umzusetzen. Unser Polizei- und Militärdirektor behauptet: «Wir haben vorgängig die Massnahmen des Bundesamts für Justiz verfassungsrechtlich überprüfen lassen.» Er sagt auch, jede Massnahme sei juristisch abgesegnet und widerspreche somit keinem Recht. Dazu eine hoch interessante Schlussfolgerung. Ich zitiere wiederum aus einem Gutachten des Bundesamtes für Justiz vom 3. Februar 2011 zuhanden des VBS zu einer einzigen dieser Massnahmen, nämlich zu den Leibesvisitationen im Intimbereich, und zwar auch, wenn sie von Polizisten vorgenommen werden: «Wir haben Zweifel, dass stichprobeweise durchgeführte Leibesvisitationen im Intimbereich geeignete Massnahmen darstellen, um die Sicherheit in den Stadien zu gewährleisten. Im Fall von körperlichen Untersuchungen und von gezielten Berührungen oder im Fall eines Abtastens der Geschlechtsorgane oder des Afters erachten wir diese sogar als für den Einzelnen unzumutbar.» Genau diese Frage, Kolleginnen und Kollegen, wurde nochmals am 12. Januar 2012 vom BJ aufgenommen und zuhanden der KKJPD folgendermassen beantwortet: «Nous avions dans cet avis» – das bezieht sich auf die erste zitierte Stellungnahme – «émis des doutes quant à l'attitude et la nécessité des contrôles sur échantillon. Ces doutes subsistent encore et nous ne pouvons exclure qu'un tribunal juge ces contrôles intimes disproportionnés.» Wer die Sprache des Bundesamts für Justiz kennt, merkt, dass nach ihm eine derartige Untersuchung vor einem Gericht nie bestehen würde. – Ja, Herr Regierungsrat, das BJ überprüfte diesen Punkt, diesbezüglich haben Sie Recht, meiner Meinung nach jedoch definitiv nicht zugunsten Ihrer Schlussfolgerung, die Sie immer wieder betonen.
Und jetzt, liebe Kolleginnen und Kollegen, erinnere ich Sie an einen Entscheid vom 8. Juni 2011, als genau dieser Rat die Initiative «Bern erneuerbar» zurückwies – nämlich zur Überprüfung der Rechtmässigkeit! Das Gleiche bezwecken wir Antragstellenden mit unserem Rückweisungsantrag. Wir wünschen Sicherheit, über etwas Rechtmässiges zu debattieren. Das Bundesgericht wird über diese Beschwerde noch diesen Sommer entscheiden, in der Regel etwa nach fünf, sechs Monaten. Dann werden wir wissen, ob die Änderungen verfassungskonform sind oder nicht und das Konkordat beraten können. Liebe Kolleginnen und Kollegen, in dieser Sache droht kein wachsender Schaden. Entscheiden wir doch erst, wenn Klarheit herrscht!. Dadurch sind wir nicht nur gegenüber dem Volk glaubwürdiger, sondern wir sparen auch Zeit und das Geld des Steuerzahlers.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Unsere Ratspräsidentin wies einleitend darauf hin, dass wir zu diesem Geschäft entweder Ja oder Nein sagen, jedoch keine Änderungen in den Details vornehmen könnten. In diesem Sinn führen wir keine Gesetzesberatung, in der wir einzelne Gesetzesartikel verändern könnten.
Wären für uns Mitglieder des Grossen Rates alle Fragen geklärt, hätten wir zu allen Details dieses Konkordats die gewünschten und nötigen Auskünfte erhalten, um mit Verantwortungsbewusstsein einen Entscheid treffen zu können, wüssten wir alle, ob wir gegenüber diesem Konkordat positiv oder negativ eingestellt sind und könnten in der Tat verfahren, wie es hier angedacht ist, nämlich in der Abstimmung entweder auf den einen oder anderen der beiden Knöpfe drücken. Wir alle wissen, dass es in diesem Parlament vehemente Befürwortende und auf der anderen Seite ebenso vehemente Gegnerinnen und Gegner gibt – mit gutem Recht. Das ist aber nur die halbe Wahrheit; auf den anderen Aspekt hat eben meine Kollegin Vania Kohli hingewiesen. In diesem Geschäft gibt es zum jetzigen Zeitpunkt extrem viel Unsicherheit. Dazu müssen wir stehen und uns damit auch beschäftigen. Dass Unsicherheit besteht, ist meines Erachtens nicht unser Fehler. Wäre das Geschäft von Beginn an transparenter kommuniziert worden, hätte sie sicher zum Teil vermieden werden können. Unsicherheit besteht, ob die Verfassungsmässigkeit der Bestimmungen

dieses Konkordats effektiv gegeben ist. Wie Vania Kohli anführte, ging aus dem Kanton Luzern eine Beschwerde ans Bundesgericht ein, welche die Verfassungsmässigkeit dieses Erlasses, dieses Konkordats, auf verschiedenen Ebenen anzweifelt. Die in der Beschwerde aufgeworfenen Fragen wurden absolut zu Recht gestellt. Ob wir nun für ein Konkordat oder gegen das vorliegende sind, müssen wir uns eingestehen, dass dieses Konkordat massive Eingriffe in die individuelle Freiheit der Bürgerinnen und Bürger dieses Landes, aber auch in andere Freiheiten – Stichwort Gewerbefreiheit – mit sich bringen wird.
Konkret geht es beispielsweise um die Bestimmungen zur Anreise an Fussballspiele, also die so genannten Kombitickets. Es geht um Rayonverbote, und zwar nicht um solche für einen Tag, eine Woche, einen Monat oder ein Jahr, sondern Rayonverbote, die bis zu drei Jahren verhängt werden können sollen. Es geht um Massnahmen wie Polizeigewahrsam, also um eine Menge verschiedener Aspekte, die hier zur Sprache kommen. Nun hat Herr Regierungsrat Käser, Polizeidirektor, mehrfach erklärt – Vania Kohli wies darauf hin –, dieses Konkordat verstosse nicht gegen die Grundrechte, es sei vom Bundesamt für Justiz daraufhin geprüft worden. Was wir hingegen zur Kenntnis nehmen mussten und ich, ehrlich gesagt, sehr bedaure, ist, dass das Bundesamt für Justiz ganz offensichtlich dieses Konkordat nie – nie! – umfassend geprüft hat. Das verändert die Ausgangslage doch massiv. Auch ich führe noch ein Zitat an: «Es gibt kein anderes Gutachten, auch keine Stellungnahme, welche die Verfassungsmässigkeit aller revidierten Bestimmungen untersucht.» So hielt es das Bundesamt für Justiz in einer Mail fest.
Nun müssen wir uns fragen, wie mit dieser Situation umzugehen ist. Sollen wir einem Konkordat, das unbestritten grosse Eingriffe in die Grundrechte mit sich bringen wird, zustimmen? Beschliessen wir einen rechtlichen Erlass, der womöglich nicht mit der Bundesverfassung im Einklang steht? Als Grossrätinnen und Grossräte haben wir uns meiner Meinung nach dazu verpflichtet, verfassungsmässige Rechte zu beachten und zu schützen in unserer Entscheidfindung. Ich glaube, genau dem müssen wir hier nachleben. Der vorliegende Rückweisungsantrag ermöglicht uns, jetzt nicht Ja oder Nein sagen zu müssen, sondern die offenen Fragen zu klären. Vor diesem Hintergrund fordere ich Sie dringend auf, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

La présidente. Ich mache darauf aufmerksam, dass die erste Antragstellerin über acht Minuten Redezeit verfügt, während den übrigen Antragstellenden, die den gleichen Antrag unterstützen, noch vier Minuten Redezeit zusteht. Anschliessend werden die Fraktionssprechenden wieder acht Minuten reden können.

Roland Matti, La Neuveville (PLR). Je suis essoufflé parce que je viens d'arriver. D'abord, j'aimerais vous faire part des intérêts que je représente. Je suis membre du comité cantonal de Gastro Bern. Hier, lors de la séance que M. le conseiller d'Etat a organisée, il a dit qu'il s'était arrangé avec le responsable de la police, M. Lauze, comme quoi l'interdiction de l'alcool était seulement dans l'enceinte du stade et non pas dans le périmètre. Alors j'aimerais bien que M. le conseiller d'État le redise et que les représentants des autorités communales de Langenthal, de Thoune ou de Langnau par exemple certifient cela et qu'ils soient aussi d'accord avec M. le conseiller d'Etat. Pour terminer, j'aimerais simplement dire que les organisateurs, les responsables des fan-clubs font un travail extraordinaire pour la sécurité dans les stades du canton de Berne.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Sie haben es gehört: Das revidierte Hooligan-Konkordat spaltet die Schweiz, die Parteien und nicht zuletzt auch die Bevölkerung. Die einen Kantone sammeln bereits Erfahrungen mit dem neuen verschärften Konkordat, während andere es zwar durchgewinkt hatten, aber prompt mit dem Referendum konfrontiert wurden. Und letztlich ist in Bezug auf dieses verschärfte Konkordat noch eine Beschwerde beim Bundesgericht hängig.
Ich gehe nicht mehr auf die einzelnen Punkte ein. Das machten Vania Kohli und Blaise Kropf sehr gut. Doch möchte ich Ihnen aufzeigen, dass man in solch überhitzten Situationen, in denen die Emotionen hochkochen, einen Marschhalt einlegen, einmal gut durchatmen, in sich gehen und Überlegungen anstellen muss. Können Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte – Hand aufs Herz –, beurteilen, ob das verschärfte Hooligan-Konkordat unsere Grundrechte in irgendwelcher Form verletzt? Sind die Verschärfungen rechtens oder verfassungsrechtlich problematisch? Das masse ich mir nicht an. Wir sind eine freiheitliche Gesellschaft, und ich möchte darauf achten, dass dies so bleibt. In solchen Situationen ist es gut, nicht aus dem hohlen Bauch heraus emotional zu entscheiden. Im Moment kocht das Ganze auf sehr hohem Feuer, nicht zuletzt wegen der Medien, die natürlich Einschaltquoten und Klickraten brauchen, und wir Politiker sind ein Rädchen in diesem Meccano.
Ich als einfache Zuschauerin bin weder im Pro- noch im Gegnerkomitee für das Konkordat. Ich beantrage Rückweisung, weil ich das Geschäft sachlich korrekt behandeln möchte. Zuerst ist ganz einfach die Rechtslage zu klären. Die Gegner können einwenden, es sei so, die Befürworter wiederum, es sei anders. Die Sachlage ist ganz einfach nicht klar. Wir müssen auf das Bundesgerichtsurteil warten; dann werden wir entscheiden können. Dann wird sich die Sache abgekühlt haben, und wir werden wieder Sachpolitik betreiben können.
Nebst dem gibt es noch einen anderen Aspekt, der nicht ganz vernachlässigt werden darf. Stellen Sie sich den grossen Druck auf all die Klubs vor, sich nun in der Zeit bis zum Entscheid wirklich nichts zuschulden kommen zu lassen. Stellen Sie sich vor, welche Win-win-Situation dies für uns alle ist! Die Klubs stehen in der Verpflichtung, während die Fans ohne drohende Einschränkung die Spiele verfolgen können, und die Tendenz zu Ausschreitungen sinkt gegen Null. Das ist doch eine klare Win-win-Situation und meiner Ansicht nach eine super Übungsanlage.
Liebe Kolleginnen und Kollegen, in den letzten Tagen schwenkten viele Leute von Ja zu Nein und wieder zurück zu Ja. Überlegen Sie sich, ob Sie sich von der Quiche Lorraine, die das Pro-Komitee anbietet, oder der CD des Gegnerkomitees beeinflussen lassen wollen. Meiner Meinung nach sollten wir das zuerst verfassungsrechtlich abklären lassen. Dann werden wir einen sauberen Tisch haben und diese Frage sachlich beantworten können. Ich bitte Sie um Ihre Zustimmung zum Rückweisungsantrag. Wenn wir das Ganze abkühlen lassen, schaffen wir uns dadurch wieder eine gute Ausgangslage.

Mathias Tromp, Berne (PBD). Ich beantrage Ihnen ebenfalls Rückweisung; falls die Rückweisung abgelehnt wird, aber auch Ablehnung der Verschärfung des Konkordats. Beachten Sie bitte, dass jedes Spiel nicht nur von den Akteuren auf dem Eis oder auf dem Rasen lebt, sondern ebenso von den Fans.

Sponsoren und VIP-Lounges gibt es nur dank den Fans. Die Fans leisten viel, bringen Stimmung, werden zum Teil auch bewusst angeheizt. Während der letzten Monate und Jahre wurde die Fanarbeit ausgezeichnet organisiert. Da wird gute Büez geleistet – daheim wie auswärts. Klar mag der eine oder andere, wenn vielleicht noch angeheizt wird, sich irgendwann mit einem Flaschenwurf oder anders übertun. Dennoch wird in diesem Bereich gute Büez geleistet. Fanklubs sind wahrscheinlich die günstigsten Sozialarbeiter in diesem Land, denn manch einer, der einem Fanklub angehört, findet dank der Aufnahme im Klub auch eine gewisse Bedeutung in der Gesellschaft und kommt auf Themen oder zu Aufgaben, die ihm sonst verwehrt blieben. In diesem Sinn danke ich einmal allen Fanklubs, die zum Teil oben auf der Tribüne vertreten sind.
Auf die Verfassungsmässigkeit will ich nicht zurückkommen; das haben bereits andere dargelegt. Ich will aber aufgrund der beschränkten Redezeit klar festhalten, dass an die Kasse kommen soll, wer Gewalt bringt. Das gilt nicht nur beim Sport, werte Frauen und Männer, das gilt auch in einem Kulturzentrum namens Reithalle. Das gilt überall, an einem Umzug, einer Demonstration oder neuerdings anscheinend auch im Bahnhofbuffet Lausanne, wo nach dem Besuch der Bar Chaos veranstaltet wird. Ich gehe davon aus, dass die Polizei heute aufgrund der Datenbanken die Chaoten kennt. Sie ist nämlich gut im Bild. Chaoten sollen herausgegriffen und der Justiz so zugeführt werden, dass sie nach dem Match vielleicht am Montagmorgen nicht mehr zur Arbeit gehen können, sondern dem Arbeitgeber später berichten müssen, sie hätten einen oder zwei Tage fehlen müssen, weil sie an einem anderen Ort zu Hause gewesen seien. Ich möchte Ihnen auf den Weg mitgeben, dass wir da durchgreifen müssen.
Zum Konkordat selbst: Die Verschärfung schüttet das Kind mit dem Bad aus, oder man schlägt den Sack und meint den Esel. Bitte belasten Sie jetzt nicht die Fans, sondern packen Sie die Chaoten. Dass sie zu packen sind, darin sind wir uns einig. Das Konkordat und dessen Verschärfung beinhaltet durchaus Punkte, die man befürworten kann. Doch gehen andere zu weit, beispielsweise bezüglich Transport, baulicher technischer Massnahmen, Ticketing und meiner Meinung auch beim Alkohol. Mich stört, wenn man auf der Fantribüne keinen Alkohol bekommt, auf der VIP-Tribüne dagegen schon. Ich habe schon den einen oder anderen gesehen, der mit mehr als 0,5 Promille aus der VIP-Lounge kam und mit dem eigenen Auto wegfuhr. Das will ich nicht ausführlicher kommentieren, bitte aber, diesbezüglich gleiches Recht für alle einzuführen.
Schliesslich steht überall, es sei eine Kann-Formulierung, man wolle die Verschärfung mit Augenmass handhaben. Das finde ich gut; bravo, vielen Dank! So muss es sein. Seltsam ist aber, wenn im Vortrag auf Seite 7 zu Artikel 3b Absatz 2 steht, im Kanton Bern solle ohne Verdacht verzichtet werden auf Durchsuchungen am ganzen Körper. Ja, «Heilanddonner», beinahe hätte ich gesagt, wir beabsichtigten ein Konkordat anzunehmen, worin schon von Anfang an auf etwas verzichtet wird. Mir fehlt, dass wir zu diesem neuen Gesetz nicht sagen können, was wir eigentlich gut und was schlecht finden. Wir können lediglich Ja oder Nein sagen. Genau das passt mir nicht; deshalb meine auch ich, wir müssten die verfassungsmässige Prüfung abwarten. Danach kann man von mir aus das Konkordat nochmals neu und verfassungsmässig gestalten. Ich bitte Sie, die Verschärfung des Konkordats abzulehnen, falls es überhaupt zur Abstimmung kommt. Wird es vorher zurückgewiesen, danke ich Ihnen herzlich dafür.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich äussere mich nicht mehr zum Rückweisungsantrag, sondern direkt zum Konkordat. Wir hier im Rat wollen alle das Gleiche: Sportanlässe unter friedlichen Bedingungen besuchen und im positiven Sinn bewegende Momente erleben. Bekanntlich scheiden sich über den zielführenden Weg die Geister. Gegen Hooligans ist mit aller Entschiedenheit vorzugehen. Ich bin für hartes und konsequentes Durchgreifen gegenüber Chaoten. Gerade deshalb befürworte ich das Hooligan-Konkordat so, wie es gegenwärtig in Kraft ist. Es enthält polizeiliche Massnahmen, die sich direkt gegen die einzelnen Chaoten richten; schmerzhafte Massnahmen. Genau das braucht es. Die einzelnen Fehlbaren sollen möglichst rasch die volle Kraft des Strafrechts zu spüren bekommen. Ich habe aber grösste Mühe – damit komme ich zu den geplanten Verschärfungen des Konkordats – mit Sippenhaft. Die geplanten Massnahmen zielen nämlich nicht mehr direkt auf die eigentlichen Täter, sondern treffen vielmehr die 99 Prozent friedlicher und unbescholtener Matchbesucher. Es ist naiv zu glauben, Massnahmen führten zu weniger Polizeieinsätzen und Pyros würden aus den Stadien verschwinden. Für mich ist es kein Problem, an einem Match einen Nussgipfel zu essen, anstatt ein Bier zu trinken. Doch verlagert sich mit dem Alkoholverbot das Trinken einfach auf die Zeit vor dem Match. Zudem führt es zu einer Zweiklassengesellschaft, wie schon Mathias Tromp sagte, da im VIP-Bereich Alkohol weiterhin konsumiert werden dürfen soll. Vor allem kann nicht sein, dass das zufälligerweise neben dem Stadion liegende Gastgewerbe keinen Alkohol ausschenken dürfen soll, weil zufälligerweise gerade ein Sportanlass stattfindet. Letztlich ist dieses Verbot auch nicht mit vernünftigem Aufwand kontrollierbar. Das Kombiticket widerspricht dem liberalen Gedankengut diametral. Zudem bestehen grösste Zweifel am Vollzug. Nicht jeder SCB-Fan wohnt in Bern. Gestern Abend sah ich innerhalb einer Minute Autonummern aus den Kantonen Aargau, Solothurn, Basel, Zürich, Schaffhausen, Graubünden, Freiburg, Wallis, Neuenburg. Wie die Fans aus jeder Ecke der Schweiz mit dem gleichen Zug an ein Auswärtsspiel reisen sollten, ist mir schleierhaft. Zudem wird das Problem in andere Sektoren verlagert. Das Gleiche gilt natürlich auch für andere Klubs.
Zu den Kann-Formulierungen: Es wird beteuert, die Massnahmen kämen nur bei so genannten «roten» Spielen zum Tragen. Ich erinnere daran, dass die Spiele YB gegen Basel, GC, FCZ, St. Gallen und Sion alle schon rote oder so genannte Hochrisikospiele waren. Das sind mehr als die Hälfte der Gegner. Zusammengefasst, treffen die geplanten verschärfenden Massnahmen die Falschen. Sie sind zum Teil nicht durchsetzbar, können umgangen werden und sind schwer überprüfbar. Kurz, es ist eine Scheinlösung für das gute Gewissen. Das eigentliche Ziel unter dem Motto «Hooligans raus!» wird verfehlt. Die Verschärfung ist ein zahnloser Papiertiger. Ebenfalls liefern die Verschärfungen keine schweizweit einheitliche Lösung, weil gewisse Kantone sie sicher ablehnen werden.
«Was denn, wenn nicht das?» werden die Befürworter fragen. Meine Antwort: Die bestehenden Regelungen des Strafrechts und des bestehenden Konkordats konsequenter durchsetzen! Die Überführung von Chaoten durch Beweis mittels Video ist zu verbessern. Auf Bundesebene müssen das Datenschutzgesetz und das Strafprozessrecht punktuell angepasst werden. Zu guter Letzt bin auch ich dafür, dass die Vereine mehr bezahlen müssen als die gegenwärtigen 60 000 Franken jährlich. Aber dafür braucht es die vorliegende Verschärfung des Konkordats nicht. Man kann Ja oder Nein sagen, c'est à prendre

ou à laisser. Den Inhalt kann man nicht abändern. Weil für mich die Nachteile der Verschärfungen klar überwiegen, lehne ich die Verschärfung des Konkordats klar ab.

La présidente. Herr Kast, als Kommissionspräsident, kommt zu Wort.

Daniel Kast, Berne (PDC), président de la commission. Ich entschuldige mich für meine vorherige Absenz. Das vorangehende Geschäft wurde vom Rat sehr speditiv behandelt. Das vorliegende Konkordat über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen – im Volksmund «Hooligan-Konkordat» – ist eine Erweiterung des geltenden Konkordats aus dem Jahr 2009. Wir entscheiden also heute darüber, ob der Kanton dem erweiterten Konkordat beitritt.
Konkordate sind bei vielen Grossrätinnen und Grossräten nicht sehr beliebt, weil der Grosse Rat deren Inhalte nicht mehr gestalten kann. Das kam auch in der Kommission zum Ausdruck. Konkordate sind das Mittel, um Angelegenheiten, die in den Kompetenzen der Kantone liegen, einheitlich regeln zu können. In diesem Sinn sind Konkordate der Preis für ein koordiniertes Vorgehen in einem föderalistischen Staat. Die Erweiterung bezweckt, die Gewalt und ebenfalls die Kosten für die Einsätze der Polizei an Sportanlässen zu reduzieren, zu verhindern, dass zukünftig Polizeikräfte stark durch sportliche Grossveranstaltungen gebunden und absorbiert werden und andernorts fehlen. Die Gemeinden sollen nicht lediglich für die Sicherheit um die Stadien, auf den Anfahrts- und Abfahrtswegen bezahlen müssen, sondern sollen auch auf die Regeln vor, während und nach dem Spiel Einfluss nehmen können. Das Konkordat ist so konzipiert, dass möglichst nur Personen betroffen sind, die entweder selbst gewalttätig sind oder sich im Umfeld gewalttätiger Personen bewegen. Bestraft werden soll allerdings nur, wer Gewalt anwendet. Das Konkordat besteht fast ausschliesslich aus Kann-Formulierungen, was ermöglicht, die Einsatzmittel dem prognostizierten Risiko anzupassen; und es ermöglicht dessen Anwendung nach dem Prinzip der Verhältnismässigkeit.
Das Konkordat wird um die Bewilligungspflicht für Fussball- und Eishockeyspiele der obersten Spielklasse Männer erweitert. Andere Sportveranstaltungen können ebenfalls bewilligungspflichtig erklärt werden, sofern die öffentliche Sicherheit gefährdet ist. Damit können die Behörden – im Kanton Bern voraussichtlich die Gemeinden – je nach Einschätzung des Risikos den Klubs Auflagen machen bezüglich Stadionordnung, Sicherheitsvorkehrungen und An- und Abreise der Fans, in jenen Bereichen also, die in der Verantwortung der Klubs und der Veranstalter liegen.
Ich verzichte darauf, jetzt auf jede einzelne Massnahme einzugehen, gehe ich doch davon aus, dass diese dem Rat bekannt sind. Eine Besonderheit sind die Identitätskontrollen. Dadurch kann beispielsweise überprüft werden, ob Leute mit Rayonverbot Einlass ins Stadion begehren. Das Konkordat beinhaltet auch die Rechtsgrundlagen zur Durchsuchung von Personen am ganzen Körper bei der Eintrittskontrolle oder auch beim Einstieg in einen Fantransport. Aufgrund der Bestimmungen im Polizeigesetz hat die Polizei im Kanton Bern die Kompetenz zur Durchsuchung unter der Kleidung bereits heute, und es ist nicht beabsichtigt, dies an Private zu delegieren. Mathias Tromp, vorher kam nicht klar genug zum Ausdruck, dass das nicht delegiert werden soll. Bereits heute wird Abtasten über den Kleidern praktiziert und ist auch in der Stadionordnung enthalten. Diesbezüglich wird sich für den Kanton Bern tatsächlich nicht viel ändern. Weiter wurde der Katalog der vom Konkordat erfassten Straftaten sowie deren Gültigkeitsdauer erweitert. Das Rayonverbot und die Meldeauflagen wurden erweitert und verschärft. So können beispielsweise Rayonverbote neu Rayons der ganzen Schweiz umfassen, und Rayonverbote und Meldeauflagen können neu für die Dauer von bis zu drei Jahren verhängt werden.
Die Kommission hiess die Erweiterung des Konkordats mit der grossen Mehrheit von 14 gegen 3 Stimmen gut. Die Befürworter führten ins Feld, offensichtlich funktioniere die Selbstregulierung der Fans nicht in befriedigendem Ausmass, es brauche griffigere Instrumente, um die Gewalt zum Schutz von Menschen und zur Verhinderung von Sachschäden einzudämmen. Dieses Konkordat werde für die Mehrheit der Zuschauer keine wesentlichen Einschnitte bewirken, sondern ziele auf die Minderheit ab, für die schärfere Massnahmen benötigt würden. Die Anstrengungen der Vereine mit Investitionen in die Sicherheitsmassnahmen und die Fanarbeit wurden anerkennend zur Kenntnis genommen, jedoch von der Mehrheit als nicht ausreichend befunden, hat doch die Gewalt weiter zugenommen und im Sommer 2011 ihren Höhepunkt erreicht.
Wie wir bereits zu hören bekamen, stellte eine Minderheit der Kommission die Praktikabilität des Konkordats in Frage. Doch ist sie beispielsweise mit dem Kombiticket gewährleistet. So können individuell anreisende Fans nicht in andere Sektoren gelangen. Gegnerische Votanten empfanden als störend, dass sich einzelne Massnahmen gegen alle Matchbesuchenden wenden. Die Frage der Grundrechte, die jetzt eigentlich zentral im Raum steht, wurde in der Kommission zumindest nicht von den Gegnern, sondern nur von den Befürwortenden beleuchtet. Sie argumentierten, die Beschränkung der Freiheit Einzelner sei gerechtfertigt, um die Freiheit anderer und deren Schutz zu gewährleisten, hingegen müsse der Einsatz von Repression verhältnismässig sein. Repressive Mittel sollten nur soweit als nötig eingesetzt werden. Dadurch, dass das Konkordat aber fast ausschliesslich Kann-Formulierungen enthält, ist die Voraussetzung für den verhältnismässigen Einsatz gegeben.
Eine Verschiebung aufgrund des noch ausstehenden richterlichen Entscheides wurde von der Kommission nicht behandelt, da sie die Rechtmässigkeit nicht bezweifelte. Wir waren vom Polizeidirektor informiert worden, dass die Verschärfungen solide erarbeitet worden seien. Bezüglich des richterlichen Entscheids gebe ich zu bedenken, dass das neue Konkordat erst am 1. September 2013 in Kraft treten soll.

La présidente. Die Fraktionssprechenden kommen zu Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich bin froh, dass der Kommissionspräsident ein wenig zu spät war und die Diskussion wieder auf eine ziemlich sachliche Ebene gehoben hat, hatte ich doch bei den vorangehenden sechs Voten ein unglaublich schlechtes Gewissen bekommen.
Wir alle regten uns sicher irgendwann wegen einer Vorschrift, eines Verbots oder einer gesetzlichen Einschränkung auf. Wir alle, möglicherweise abgesehen von den ganz Braven, überschritten irgendwann eine Geschwindigkeitslimite, missachteten ein Verbot oder legten irgendeine bestehende Regel etwas grosszügig aus. Wir alle wissen aber, wie in einem Rechtsstaat Gesetze und Regeln entstehen. Ich gehe davon aus, dass wir deshalb akzeptieren und sogar befürworten, dass zuständige Instanzen geltende Regeln durchsetzen und Regelverstösse

ahnden. Im Sport, scheint mir, namentlich in den Fussballstadien, läuft dies etwas anders. Beispielsweise gibt es Fans, die mit einem Stadionverbot belegt sind, doch ist das in vielen Fällen halb so wild. Hinein gelangt man nämlich meistens trotzdem, weil die Eingangskontrollen von den Stadionverantwortlichen nicht allzu streng durchgeführt werden. Und beispielsweise verbietet die Sprengstoffgesetzgebung auch, so genannte Pyros zu zünden. Das Feuerwerk ist mehr als 1000 Grad heiss, kann nicht gelöscht werden und ist deshalb nicht ganz ungefährlich. Trotzdem sehe ich als Fussballinteressierter jedes Wochenende, wie in den Fankurven der Schweizer Fussballstadien Pyros entzündet und abgebrannt werden. Offenbar tolerieren das die Klubs und finden sogar, das gehöre halt zur Fankultur. Ich bekam etwa auch schon den Spruch zu hören, schliesslich gebe das so schön farbige Bilder für das Fernsehen und die Presse ab.

Ich sprach eine verantwortliche Person darauf an, weshalb die paar unverbesserlichen Pyrozünder oder Pyrosünder nicht gepackt und zur Rechenschaft gezogen würden. Die Antwort erstaunte mich extrem und erschreckte mich auch, lautete sie doch wörtlich: «Wenn wir das machen, haben wir Krieg!» Liebe Kolleginnen und Kollegen, wenn die Durchsetzung geltender Regeln Krieg verursacht, ist irgendetwas schief gelaufen, und dann hat meiner Meinung nach der Gesetzgeber den Auftrag, etwas zu ändern. Dass es hier im Rat juristisch gebildete Leute gibt, die ihre Voten dazu bereits abgegeben haben und solche Zustände verteidigen, finde ich persönlich ausserordentlich bedenklich. Die EVP ist geschlossen der Meinung, der Staat sollte sich von einzelnen Fans – wir wissen, dass es einzelne sind – und den Sportklubs, die deren Verhalten tolerieren, nicht länger auf der Nase herumtanzen lassen. Die Behörden müssen ein geeignetes Mittel erhalten, um geltende Vorschriften durchsetzen zu können.

Das vorliegende verschärfte Konkordat, namentlich mit der Bewilligungspflicht und den möglichen Auflagen, ist ein solches Mittel. Deshalb stimmt die EVP-Fraktion der Verschärfung einstimmig zu. Dabei spielt es ihr keine Rolle, ob die Gewalt in und um die Sportstadien in der letzten Zeit leicht ab- oder zugenommen habe, stabil geblieben sei oder was auch immer. Die reine Tatsache, dass geltende Regeln nicht durchgesetzt werden, ist Grund genug, die Schraube anzuziehen. Schon nur die Bezeichnung Hochrisikospiel, die in diesem Zusammenhang auch immer wieder zu hören ist, ist selbstredend. Es ist doch sehr speziell, wenn im Zusammenhang mit der schönsten Nebensache der Welt von Hochrisiko gesprochen werden muss. Die Sportklubs, gemeinsam mit den Fans, haben es in der Hand, dass es zukünftig keine solchen Hochrisikospiele mehr geben wird und dementsprechend bei der Bewilligung keine Auflagen gemacht werden müssen.

Zu den im Konkordat vorgesehenen Auflagen noch zwei Bemerkungen, die der EVP wichtig sind: Wir erwarten, dass die Berner Behörden einschneidende Auflagen nur zurückhaltend, verhältnismässig und mit Augenmass erlassen. Das heisst für mich, dass die Musterrahmenbewilligung, die in der KKJPD erarbeitet wurde, der Kommission aber leider nicht vorgelegt wurde, nicht eins zu eins, sondern eben als Muster verwendet werden soll. Zweitens fordert die EVP – das bekamen wir bereits vorher zu hören –, dass Einschränkungen beim Alkoholausschank auch für den VIP-Bereich gelten sollen. Alles andere ist ziemlich heuchlerisch und für viele Matchbesuchende und auch Aussenstehende nicht verständlich. Bekomme ich hier zu hören, dafür würde dann umso mehr vor dem Match gesoffen, lasse ich dieses Argument sicher nicht gelten. Zwar erachte ich dies zum Teil als gar nicht möglich, aber selbst wenn es so wäre, wird der Kopf relativ schwer, wenn man danach zwei Stunden lang nichts mehr trinkt, und es wird automatisch ruhiger. In diesem Sinn unterstützt die EVP-Fraktion die Verschärfung des Konkordats. Selbstverständlich befürworten wir Eintreten auf das Gesetz, was nicht bestritten zu sein scheint. Wir lehnen den Rückweisungsantrag ab und hoffen, dass alle Beteiligten dazu beitragen werden, dass zukünftig auch in den Stadien die geltenden Regeln respektiert und durchgesetzt werden.

Walter Neuenschwander, Rubigen (PBD). Zuerst eine Vorbemerkung: Die BDP-Fraktion und ich persönlich finden es ausserordentlich schade und bedauern, dass wir hier im Grossen Rat über Gewalt bei Sportveranstaltungen diskutieren müssen. Bereits Samuel Schmid, seinerzeitiger Bundesrat und Vorsteher des VBS, lancierte einen runden Tisch zum Thema Gewalt bei Sportanlässen. Über Jahre hinweg wurden unzählige Gespräche geführt zwischen verschiedenen Partnern – Sportverbänden, Sportvereinen, Spielveranstaltern, Stadionbetreibern sowie jeglichen Fangruppierungen und den Behörden –, aber leider ohne konkrete Resultate. Vor allem der Fussballverband mit seinem Umfeld stellte sich immer quer, spielte immer auf Zeit und tat, als ob die Auswüchse rund um die Fussballspiele kein Problem wären, und schon gar nicht das der Matchveranstalter oder Stadionbetreiber.

Gewalt bei Sportveranstaltungen – damit meine ich ausschliesslich Fussball- und Eishockeyspiele der obersten Ligen – kommt leider nach wie vor vor und sollte meiner Meinung nach nicht toleriert werden, weil die schöne Sache Sport dafür eigentlich zu schade ist. Müssen fast jedes Wochenende für Fussball- und Eishockeyspiele durchschnittlich 900 Polizisten Dienst leisten, natürlich mit den entsprechenden Kosten von gegen eine Million Franken pro Spieltag, können wir doch nicht mehr tatenlos zuschauen. Massnahmen der Politik und der öffentlichen Hand sind nötig, Taten gefragt.

Das vorliegende verschärfte Konkordat, der Grossratsbeschluss betreffend die Genehmigung der Änderung des Konkordats über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen, ist der Ansatz zur Lösung solcher Gewaltauswüchse, die Antwort der verantwortlichen Behörden. Das Konkordat ist grundsätzlich durch eine breite Vernehmlassung abgestützt. Sämtliche Kantone, Städte mit Fussball- und Eishockeyvereinen, die SBB sowie jegliche verschiedenen Organisationen und sämtliche nationalen politischen Parteien unterstützten es. Nicht verschweigen will ich aber, dass es für den grossen Rat des Kantons Bern sehr unbefriedigend ist, bei der Erarbeitung und Ausgestaltung des Konkordats nicht mitwirken zu können. Wir haben bloss zu nicken, können nur Ja oder Nein sagen, auch keine Änderungen anbringen. Ich bin froh, dass dies mit der neuen Grossratsordnung in Kürze ändern wird.

Kernstück der Verschärfung des Konkordats ist zweifellos Artikel 3. Damit wird die Bewilligungspflicht für Fussball- und Eishockeyspiele der obersten Spielklasse Männer unter Beteiligung der Klubs neu eingeführt. Die zuständige Bewilligungsbehörde ist die Gemeinde oder Stadt, der die Hoheit und Kompetenz obliegt, die Sicherheit auf ihrem Gebiet zu gewährleisten und auch baulich zu organisieren. Im Normalfall, sprich für mehr als 95 Prozent aller Spiele, wird eine Saison- oder Jahresbewilligung ausgestellt werden ohne weitere, im Konkordat mit Kann-Formulierung vorgesehene Auflagen. Stellt man im

Vorfeld eines Spiels bei der Einschätzung und Analyse fest, dass ein Spiel zum Hochrisikospiel werden könnte und wird es als rotes Spiel eingestuft, kann – kann – die Behörde Auflagen verfügen. Die Einschätzung vor einem Match nimmt die Behörde gemeinsam mit dem Veranstalter, dem Verein, den Fanorganisationen zusammen mit der Polizei und privaten Sicherheitskräften vor. Das Benchmarking bei der Einschätzung und die Festlegung der Risikostufe müssen einheitlich sein. Die Latte soll überall gleich hoch hängen. Die Bewilligungspflicht mit möglichen Auflagen darf aber nicht zu einer Knebelung von Sportveranstaltungen führen. Je nach Risikobeurteilung können bei der Bewilligung gewisse Auflagen verfügt werden, die in Artikel 3 unter den Kann-Formulierungen umschrieben sind, aber nur bei roten oder Hochrisikospielen verfügt werden sollen.
Wir fordern, dass die Behörden Auflagen und Bestimmungen mit Augenmass und Zurückhaltung anwenden und verfügen. Es muss doch möglich sein, in der Schweiz, im Kanton Bern, Fussball- und Eishockeyspiele durchzuführen, die friedliche Fans, ganz gewöhnliche Matchbesuchende und Familien mit Kindern ungestört, in Sicherheit und Frieden geniessen können. Dass das möglich ist, zeigt der Kanton St. Gallen, wo eigentlich alle – Vereine, Fans, Behörden – zufrieden sind und wo bisher bei der Anwendung des Konkordats keine Probleme auftraten. Das vorliegende Konkordat erfüllt diesen Zweck; es ist nur gegen Chaoten und gewalttätige Fans gerichtet, die in die Schranken gewiesen werden müssen. Die BDP-Fraktion befürwortet das Konkordat grossmehrheitlich mit zwei Gegenstimmen und lehnt den Rückweisungsantrag ab, der klar einzig darauf abzielt, auf Zeit zu spielen. Grundsätzlich steht es jedermann frei, gegen diese Verschärfung des Konkordats das Referendum zu ergreifen oder beim Bundesgericht Beschwerde einzulegen zwecks Beurteilung der Vereinbarkeit mit der Grundrechtsordnung der Bundesverfassung. Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und fordere Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen auf, dem Konkordat zuzustimmen.

Christoph Grimm, Berthoud (Les Verts). Vorweg möchte ich mich im Namen der grünen Fraktion bei der Direktion, der Verwaltung der POM, herzlich bedanken für die gute und ausführliche Darstellung dieses Geschäfts. Wir wurden in der Kommission sehr kompetent beraten und konnten dort auch alle Fragen stellen. Wer diesem Rat schon länger angehört, kennt die zahlreichen eingereichten und überwiesenen Vorstösse, die wir hier quer durch die Parteien behandelten. Sie bezweckten alle das Gleiche, nämlich keine oder weniger Schäden und weniger Gewalt bei Sportveranstaltungen. Nun erhalten wir mit der Zustimmung zur Änderung des Konkordats Gelegenheit, wirksame Massnahmen zu ermöglichen. Bewusst sage ich ermöglichen, haben wir doch nun von verschiedenster Seite «kann», «kann» und nochmals «kann» zu hören bekommen. Was im Konkordat steht, ist immer die stärkste und nicht die schwächste Massnahme.
Die Grünen sind mehrheitlich – das sei betont – der Meinung, wir sollten die Chance nutzen, während eine Minderheit das Konkordat überrissen und unnötig findet. Die Grünen schätzen die Fanarbeit sehr – das muss ich, glaube ich, an die Tribüne richten; vielen Dank! Sie machen das sehr gut und sind damit wohl auf dem richtigen Weg. Aber – jetzt kommt eben das grosse Aber – es genügt nicht. Warum nicht? Weil die gewalttätigen Personen in den Stadien nicht unbedingt Fans sind. Mir scheint wichtig, dass wir hier nicht auf die Fans, sondern auf die Chaoten und Hooligans zielen müssen, die sich unter die Fans mischen. Mit diesem Konkordat wollen wir und haben wir die Chance, die Spreu vom Weizen zu trennen, die Hooligans und Chaoten von den Fans auszusieben.
Die Grünen sind mehrheitlich der Meinung, mit diesem Konkordat, und explizit mit dem «Können», dazu beitragen zu können. Es wurde schon eingewandt, das werde nichts nützen. Versuchen wir es aber nicht, nützt es garantiert nichts. Der – schwierige – Artikel 3a besagt, jedes Spiel müsse bewilligt werden. Das ist so, logisch. Genau diese Neuerung brauchen wir doch. Müssen wir nicht bewilligen, können wir auch keine Auflagen machen. 95 Prozent der Spiele werden zwar bewilligt, aber ohne Auflagen. Vorher vernahmen wir, alle seien Hochrisikospiele. Hier reden wir aber nicht nur von YB, sondern auch von Langenthal, und vielleicht wird sogar Burgdorf einmal in die Nationalliga B aufsteigen, dann wird es auch sie angehen. Das wäre doch eine schöne Vision für das Emmental.
Ganz wesentlich für die Grünen ist aber das Augenmass bei der Umsetzung dieses Konkordats. Alkoholverbot in gewissen Bereichen des Stadions, Zugangskontrollen, Rayonverbot und Kombitickets – all das kann, muss man aber nicht verordnen. Wir vertrauen auf die gute Kooperation der zusammenarbeitenden Institutionen: Gemeinden, Klubs und Polizei. Es darf nicht sein – das ist uns wichtig –, dass Klubs durch Einschränkungen wirtschaftlich an den Rand gedrängt werden. Das sicherte uns die POM klar zu. Es darf aber auch nicht sein, dass die Klubs Gewinne einstecken, während die Allgemeinheit die hohen Kosten tragen muss gemäss dem Motto, die Gewinne zu privatisieren und die Kosten zu sozialisieren. Das Konkordat kann gewisse Freiheiten einzelner Matchbesucherinnen und -besucher einschränken, das ist klar. Stets soll aber mit Augenmass abgewogen werden, wessen Freiheiten höher zu gewichten sind, jene einer kleinen Gruppe oder die der Mehrheit. Die Einschränkungen für Einzelne stehen der Sicherheit und den Rechten der grossen Mehrheit gegenüber. Dazu ein Beispiel aus dem Alltag: Wir alle sind wahrscheinlich schon geflogen, mussten uns abtasten, untersuchen lassen und so weiter. Das Gleiche passiert auch, wenn Sie in Kloten nur zuschauen wollen, wie die Flugzeuge abheben. Dann absolvieren Sie nämlich etwas wie ein Check-in, Sie werden abgetastet und durchsucht. Das ist weiss Gott nichts Neues! Darüber unterhielt ich mich auch mit Matchbesucherinnen und -besuchern. Sie befanden es nicht als Schikane, sondern sogar als gut, weil sie dann nämlich sicher sein könnten, dass die Chaoten nicht im Stadion seien. Das wird also auch als sehr positiv bewertet.
Gemäss den Angaben der POM werden für einen durchschnittlicher Einsatz ungefähr hundert Leute der Polizei für einen etwa sechsstündigen Einsatz aufgeboten. Rechnet man das hoch mit 120 Franken pro Stunde, ergeben sich pro durchschnittlichen Match Kosten von 72 000 Franken. Von Lars Guggisberg vernahmen wir, dass SCB und YB 60 000 Franken bezahlen. Das finde ich ziemlich zynisch. Veranstaltet man also einen Match im Stade de Suisse, bedeutet das, dass man damit bereits das Budget des ganzen Jahres überschreitet. In der Presse war letzten Samstag zu lesen, St. Gallen habe dieses Konkordat umgesetzt, und es habe sich nichts verändert. Warum nicht? Weil sie sich von Anfang an, seit Jahren schon anstrengen, wirklich gute Arbeit zu leisten und die Rahmenbedingungen bereits etwas verschärft hatten. Das muss eigentlich das Ziel sein. St. Gallen konnte die Gewalt praktisch halbieren. Möglicherweise hat es auch damit zu tun, dass sie nicht so gut Fussball spielten. Aber das könnte ja YB auch einmal passieren.

Das Fazit aus der Sicht der Mehrheit der Grünen: Wichtig ist, jetzt etwas zu tun. Das Konkordat beinhaltet wichtige mögliche Massnahmen. Wir kaufen damit nicht die Katze im Sack; die Massnahmen betreffen nur 5 Prozent der Spiele, nämlich die Hochrisikospiele, und sollen immer mit Augenmass angewandt werden. Die Grünen stimmen dem Konkordat mit grosser Mehrheit zu.
Betreffend die Rückweisung sind wir nicht ganz so einheitlicher Meinung. Wie so schön gesagt wurde, werden wir in drei, vier Monaten einen Bundesgerichtsentscheid haben. Dessen bin ich und sind wir Grünen nicht ganz so sicher. Wir wissen genau, dass es lange verzögert werden kann. Dann verfügen wir über gar nichts, keine Bewilligungen, keine Handhabe. Die befürwortenden Argumente für die Rückweisung haben wir schon vernommen. Ich führe noch einige für die Ablehnung an. Wir, die wir die Rückweisung nicht befürworten, glauben, dass die POM gut evaluiert hat. Wir nehmen an, dass die neun Kantone, die das Konkordat schon angenommen haben, ebenfalls Beurteilungen vornahmen. Sollte das Bundesgericht schliesslich doch zum Schluss kommen, einiges sei nicht konform mit dem Bundesrecht, wird dies einfach herausgekippt, aber in allen Kantonen. Es ist doch wesentlich, in der ganzen Schweiz die gleichen und nicht je nach Kanton verschiedene Regelungen zu haben. In St. Gallen ist das Konkordat in Kraft. Spielt nun YB in St. Gallen, kann St. Gallen verfügen, dass YB nur mit dem Fanzug anreist. Dann passiert genau, was Sie vorhin nicht wollten, nämlich, dass der Matchbesucher aus Visp oder einem anderen Ort in Bern einsteigen muss. Vielleicht wird er dann einfach in einen anderen Sektor wechseln. Die eine Hälfte der Grünen wird die Rückweisung unterstützen, die andere nicht.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Das Konkordat führte auch in unserer Fraktion, ja sogar in unserer Partei, zu intensiven Diskussionen. Es gibt Exponenten unserer Partei, die hinter der Rückweisung stehen. Die grosse Mehrheit der glp-CVP-Fraktion lehnt die Rückweisung aber ab und steht hinter dem Konkordat. Herr Kropf argumentierte zu seinem Rückweisungsantrag, hier gehe es nicht um eine Gesetzesberatung. Das stimmt natürlich, aber es geht auch nicht um eine Bundesgerichtsverhandlung. Deshalb können wir uns aus meiner Sicht sparen, ausführlich darüber zu diskutieren, wer nun meint, eine verfassungskonforme Auslegung sei möglich oder nicht. Das heisst nicht, dass man Fragen zu Kombiticket, Rayonverbot, Polizeigewahrsam und Untersuchungen im Intimbereich unter begründetem Verdacht nicht als wichtig erachtet. Das sind keine Bagatellen. Nicht gut finde ich aber, wenn man denen, die gegen die Rückweisung und für das Konkordat sind, zu unterstellen versucht, sie nähmen die Grundrechte nicht ernst – keineswegs! Das taten gewisse Rückweisungsantragsteller, oder zumindest kam es bei mir so an. Über die verfassungskonforme Auslegung entscheidet glücklicherweise das Bundesgericht und nicht der Grosse Rat, nicht einmal der Nationalrat.
In einem flammenden Votum, wie wir es von ihm kennen, setzte sich Herr Tromp für die Fans, die Klubs ein. Trotzdem muss ich ihm entgegnen, dass es aus meiner Sicht ein etwas eigenartiges Grundrechtsverständnis offenbarte. Herr Tromp bekundete Mühe mit Eingangskontrollen, sogar Mühe mit der rechtsungleichen Behandlung der Besuchenden der VIP-Lounges und jener im Stadion, obwohl hier doch auch einmal erwähnt sein darf, dass man in Bezug auf die VIP-Lounges natürlich den Klubs entgegenkam. Wer gestern die Info-Veranstaltung besuchte, erfuhr, wie viel Umsatz die Klubs in den VIP-Lounges machen. Ich war noch nie in einer, obwohl ich von der BKW schon einige Male eingeladen wurde; vielleicht werde ich einmal gehen. Wieso geht man in VIP-Lounges? Sie sind nun einmal ein bisschen die Cüpli-Etage. Sie sind wichtig für die wirtschaftliche Existenz der Klubs, deshalb machte man in diesem Bereich Konzessionen an die Klubs. Dies am Ende nun aber so zu wenden, dass es gegen das Konkordat sprechen soll, ist aus meiner Sicht nicht lauter. Es ist auch nicht lauter, Herr Tromp, dann zu verkünden: «Ich bin dafür, dass man die Chaoten anhält, dass sie an die Kasse kommen. Und am Montag sollen sie in der «Bude» nicht erscheinen.» – Sogar jetzt nickt er noch. Ich weise Herrn Tromp einfach darauf hin, dass ich es ein etwas eigentümliches Grundrechtsverständnis finde, wenn er kein Problem damit hat, dass Leute einfach für einige Tage in Arrest genommen werden. Das spielt für mich schon eine Rolle. Jetzt trete ich als Liberaler auf – es wird auch noch ein Wort an Kollege Guggisberg folgen, der es als nicht liberal bezeichnete – und sage, damit hätte ich echt Mühe. Und zwar unbesehen, ob die Leute an einer Demo, vor der Reithalle, im Wankdorfstadion oder auf der Allmend angehalten würden. Das stimmt dann nicht mehr überein mit meinem Grundrechtsverständnis. Dann fühle ich mich vom Konkordat beinahe besser verstanden als von Leuten, die solche Voten abgeben. Für mich sprach aus diesen Worten einfach der Advokat der Profiklubs. Das wird er aber wohl noch korrigieren.
Nun, wie angekündigt, noch das Wort an Herrn Guggisberg: Du sagtest, das sei nicht liberal. Wir beide haben Jus studiert. Wir wissen, dass die Grundrechte konzipiert wurden, um die Bürger vor dem Staat zu schützen. Sie gelten für alle. Uns allen ist klar, dass es da um Güterabwägungen geht. Reden wir hier von Grundrechtseinschränkungen – darin wird mir der Polizeidirektor sicher nicht widersprechen –, sind solche in diesem Konkordat vorgesehen; dann geht es um eine Güterabwägung. Es geht um die Verhältnismässigkeit, um die Frage der Eignung, ob es das mildeste Mittel ist, ob es wirksam ist und so weiter. Das alles wird das Bundesgericht prüfen. Aber auch die übrigen Matchbesucher, sogar auch Nicht-Matchbesucher, die vielleicht einmal, wenn die Basel-Fans anreisen, einfach nur in der Altstadt einkaufen wollen oder im Bahnhof Bern nur den Zug wechseln müssen, haben genauso Anrecht, dass sich der Staat für ihre Rechte einsetzt. Aus dieser Überzeugung heraus kann ich nach wie vor behaupten, dass man auch als Liberaler diesem Konkordat problemlos zustimmen kann.
Es wird ganz interessant sein zu beobachten, wie die Polizei gemeinsam mit den Klubs, gemeinsam mit den Fanvereinen den Vollzug gestalten wird. Ich möchte nicht ausschliessen, dass nach den Risikospielen – wenn einmal das erste Risikospiel definiert ist und es Verhaftungen gibt – Beschwerden eintreffen, die bis vor Bundesgericht gezogen werden. Was dabei herauskommt, wird sich zeigen.

Peter Bonsack, Kallnach (UDF). Das waren noch Zeiten, als der FC Basel im «Joggeli» mit Karli Odermatt vor 55 000 Zuschauern gewann! Und danach gab es keine einzige Ausschreitung. Aber das ist halt schon gar lange her; heute haben wir andere Zeiten, in denen wir solch ein Konkordat verschärfen müssen, weil es nicht anders geht.
Die EDU-Fraktion lehnt den Rückweisungsantrag klar ab. Wir stehen dafür auch ein im Namen vieler oder aller Steuerzahler, die nicht mehr gewillt sind, immer wieder die Schäden der Ausschreitungen im Zusammenhang mit Hochrisikospielen zu be-

zahlen. Warum sollten wir zuwarten, bis das Bundesgericht eventuell in zwei, drei Jahren seinen Entscheid gefällt hat, ob die Verschärfungen verfassungskonform sind oder nicht? Es ist nötig, dass wir die Änderungen des Konkordats respektive die Verschärfungen der Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen heute gutheissen und nicht mehr auf die lange Bank schieben. Die Verschärfung des Konkordats trifft ja nur die Personen, die Probleme verursachen oder verursachen wollen. Es geht um die Sicherheit aller Besucher solcher Veranstaltungen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, Sie alle sind sicher schon geflogen. Am Flugplatz werden Sie ziemlich scharf kontrolliert und haben nicht einmal etwas dagegen; wollen Sie doch nicht, dass irgendeiner eine Bombe ins Flugzeug mitnimmt und Sie damit im Mittelmeer versenkt, oder? Auch dort sind wir alle im Interesse der Sicherheit damit einverstanden, dass Verschärfungen eingeführt werden müssen. Darum sind wir gegen die Rückweisung des Grossratsbeschlusses betreffend die Genehmigung der Änderung des Konkordats über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen. Wir brauchen dieses Konkordat. Pfeift uns irgendwann das Bundesgericht doch zurück, werden wir das zweifellos akzeptieren müssen; das sagte uns auch der Polizeidirektor. Wir sind für Eintreten auf dieses Gesetz und für die Verschärfungen.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Meine gegenwärtige gesundheitliche Befindlichkeit führt zu einem kurzen Votum – einem kurzen Votum, weil auch vieles schon gesagt wurde. Ich staunte, wie auch nicht juristisch ausgebildete Leute hier recht einfühlsam schilderten, wie es ablaufen könnte. Ich sage Ihnen nun, wie ich es als Jurist sehe, obschon ich dem Bundesgericht nicht vorgreifen will. Ich nehme vorweg, dass die SVP-Fraktion im Verhältnis von ungefähr zwei zu einem Drittel den Rückweisungsantrag ablehnt und heute zum Konkordat Stellung nehmen und Klarheit schaffen will. Es fällt auf, dass die Rückweisung von Gegnerinnen und Gegnern des Konkordats verlangt wird. Die Absicht ist klar, verständlich und legitim: Es geht um verfahrenstaktischen Zeitgewinn. Sagt Vania Kohli, das Bundesgericht werde in zwei, drei Monaten entschieden haben, muss ich dazu gratulieren. Will man ans Bundesgericht gelangen, ist deine Kanzlei wärmstens zu empfehlen, wenn du denen derart Dampf aufsetzen kannst. – Nein, so schnell geht es eben nicht, auch weil so genannte Einzelfallverfügungen nach wie vor ans Bundesgericht gelangen können. Darauf werde ich noch zurückkommen, denn das ist der entscheidende Punkt, und nicht die generelle Beschwerde gegen das generelle Konkordat mit seinem Fuder von Kann-Vorschriften.
Zum Hooligan-Konkordat an sich: Eigentlich ist es ja bedenklich, abgrundtief bedenklich, dass staatliche Behörden sich mit solchen Angelegenheiten beschäftigen müssen Es geht um Regelungen bei Spielen – Spielen, die eigentlich Freude bereiten sollten, die unter Zuschauern friedlich ablaufen sollten, weil sich diese gerne vergnügen. Doch sind die Abläufe leider einer anderen gesellschaftlichen Realität unterworfen. Hier geht es um nicht mehr und nicht weniger als die Schaffung rechtlicher Instrumente zur Eindämmung von Gewalt und um den Schutz von Menschen vor körperlichen Beeinträchtigungen, aber auch um die Verhinderung von Sachbeschädigungen; Stichwort Saubannerzüge. In den Diskussionen um die Freiheit ist die SVP klar immer für mehr Freiheit und weniger Staat. Aber eben – der Welsche sagt so schön: «Chacun est libre jusqu'à la liberté de l'autre.» Hier geht es um die Einschränkung der Bewegungsfreiheit von Leuten, die Sie selber einschränken, nämlich von Hooligans und Chaoten im öffentlichen Raum, die den Schutz der persönlichen Freiheit, der körperlichen Unversehrtheit und des friedlichen Matchbesuchers nicht garantieren, sondern dies an den Staat delegieren. Das nenne ich – ein eher neuer Begriff – den unmittelbaren Schutz der Freiheit des Matchbesuchers. Zugleich geht es auch um den mittelbaren Schutz, der gegenüber jenen Menschen tangiert wird, welche die Sicherheit in den Gemeinden ebenfalls beanspruchen, wo die Polizei präsent sein und einschreiten sollte. Muss man nun aus den Gemeinden Polizei nach Bern abziehen – wer in den Gemeinden tätig ist, weiss das –, ergeben sich dadurch massiv reduzierte Einsatzmöglichkeiten für die Polizei am Samstag oder Sonntag. Nach dem Einsatz bei der Sportveranstaltung kommen die Leute der Polizei zurück in die Gemeinden, können diesen selbstverständlich kompensieren und sind also auch am Montag noch nicht einsatzfähig. So gestaltet sich der mittelbare Schutz der Bürger in den Gemeinden draussen. Von den Kosten mag ich gar nicht reden, darüber wurde genug geschrieben und gesagt. Kürzlich vernahmen wir, es gehe um 60 000 Mann- oder Frau-Stunden. Grob multipliziert mal 100 Franken, ergeben sich Kosten von 6 Mio. Franken im Jahr 2012, die dem Steuerzahler auferlegt werden. Nur schon für Risikospiele rechnet man mit Kosten von je einer Viertelmillion Franken. Was Thun speziell betrifft und beansprucht, wird vielleicht noch jemand aus der Region sagen können. Diesbezüglich will ich mich nicht auf die Äste hinaus wagen. Aber immerhin ist noch zu sagen, dass die ungedeckten Kosten von Sachschäden der SBB im Jahr 2012 3 Mio. Franken betrugen.
Die Selbstregulierung innerhalb der Fans nahm leider am 1. September 2012 einen miesen Ausgang. Bekanntlich scheiterte damals der runde Tisch. Die Vereine liessen die übrigen Anwesenden ins Leere laufen, und die Fans spielten mit der Polizei weiterhin Katz und Maus. Der 1. September – dies an die Leute auf der Tribüne, die eben reagiert haben – war der entscheidende Zeitpunkt, an dem Sie die Chance gehabt hätten, entsprechend mitzumachen, doch liessen Sie es kläglich scheitern.
Nun noch zum Rechtlichen: Ich wage zu sagen, dass es beim Bundesgericht um die Beschwerde gegen ein Konkordat mit einem Fuder von Kann-Vorschriften geht. Deren Verfassungsmässigkeit wird es – das behaupte ich hier – kaum mit Ja oder Nein beurteilen. Vielmehr beurteilt es Grundrechtsverletzungen und Verletzungen des Verhältnismässigkeitsprinzips im Anwendungsfall. Wie auch Kollege Brönnimann vorher sagte, kommen solche Beschwerden im Anwendungsfall zum Zug. Es werden noch x Beschwerden ans Bundesgericht eingereicht werden, die x Jahre dauern können; Beschwerden von Einzelnen, die sich von einer Grundrechtsverletzung tangiert fühlen oder den Vorwurf erheben, man sei mit ihnen nicht verhältnismässig umgegangen. Da werden sie daherkommen, Beschwerde beim Bundesgericht einlegen und versuchen, ihre Ansprüche in der Einzelfallprüfung durchzusetzen.
Für mich ist Artikel 15 Absatz 2 der Schlussbestimmungen ein recht zentraler Hinweis. Darin lesen Sie, dass jeder Kanton, der dieses Konkordat annimmt – einige haben es bereits angenommen, in einigen läuft das Verfahren, während es in anderen noch nicht so weit ist –, es direkt anwendet. Stichwort St. Gallen: Lehnt der Kanton Bern diesen Grossratsbeschluss ab, bedeutet das, dass die Berner Fans, wenn sie nach St. Gallen gehen, dort gemäss dem vorliegenden Konkordat mit seinen Verschärfungen behandelt werden. Sie müssen sich nach den

Weisungen richten und entsprechend gehorchen. Umgekehrt könnte der Kanton Bern die St. Galler Fans eben dann nicht so behandeln.

Markus Meyer, Roggwil (PS). Ich erinnere mich gut an den 1. September 2011; Walter Messerli hat es schon gesagt. Damals scheiterte der runde Tisch gegen den Hooliganismus; der Blick titelte, es sei «explodiert». Ich erinnere mich auch gut, wie viel geschwafelt wurde. Vier Jahre lang hatte man mögliche Massnahmen diskutiert, Entscheide fällte man nicht; die Vereine liessen den runden Tisch, der 2007 noch unter Herrn Bundesrat Samuel Schmid ins Leben gerufen worden war, ins Leere laufen, blockierten ihn. Die Schalmeienklänge der Sportvereine klangen schon damals genau gleich: Massnahmen seien nicht mehr nötig und deshalb nicht angezeigt, das Problem sei unter Kontrolle. Erinnern wir uns, wie es weiterging. Einen Monat später, am Sonntag, 2. Oktober 2011, fand das Stadtzürcher Derby zwischen GC und FCZ statt, das in der Schande von Zürich mündete; man könnte auch sagen, in der Schande für den Schweizer Fussball. Das Spiel musste in der 77. Minute beim Stand von 2:1 abgebrochen werden wegen massiver Ausschreitungen gegen Sachen und Personen. Das Problem war hinten und vorne nicht gelöst.
Was wir in den letzten Wochen vor dieser Ratssitzung an Lobbying erlebten, war nicht schlecht. Tatsächlich gaben die Sportvereine alles; wer sich für das Hooligan-Konkordat in seiner neuen, angepassten Form einsetzt, wurde als Totengräber des Fussballs, ja sogar des Sports bezeichnet. Liebe Kolleginnen und Kollegen, das ist es nicht, sondern gerade das Gegenteil. Lesen Sie Artikel 2 des Konkordats und nicht irgendwelche Briefe, die nicht immer ganz seriös abgefasst wurden, so geht es hier um Leute, die strafbare Handlungen gegen Leib und Leben, Gefährdung durch Sprengstoffe und andere giftige Gase, öffentliche Aufforderung zu Verbrechen oder Gewalttätigkeit, Landfriedensbruch, Gewalt und Drohungen gegen Behörden und Beamte oder Hinderung einer Amtshandlung begehen. Diese Straftatbestände sind hier ausdrücklich erwähnt. Es geht darum, sich gegen Kriminelle einzusetzen, gegen Leute, die ein Spiel besuchen mit dem Ziel, Gewalt auszuüben, sich mit anderen zu bekämpfen, massiv dreinzuschlagen.
Nachdem ich doch verschiedentlich stark angegangen worden bin, gebe ich hier bekannt, dass ich selbst nie Fussball spielte. Aber ich habe drei Kinder, die alle Fussball spielen. Lena und Luise sind in der neu gegründeten Damen-Fussballmannschaft des FC Roggwil, Lena sogar als Kapitän ihres Teams. Und Max spielt bei den Junioren im defensiven Mittelfeld. Alle drei sind begeistert, und auch ich bin begeistert davon, was dieser Klub, dieser Verein für die Jugendlichen leistet. Dort wird ehrenamtlich gearbeitet, und meine Kinder gewannen dort ausserordentlich viel. Nicht nur sportlich, sondern auch an Sozialkompetenz; sie lernten, sich in ein Team zu integrieren, auch bei Schnee und Kälte durchzubeissen und auch bei teils hoffnungslosen Rückständen noch zu kämpfen. Das ist doch toll und stellt mich auf. Gleichzeitig erlebe ich aber auch auf diesem Niveau anderes. Manchmal ist es echt peinlich, und ich weiss nicht mehr, in welche Ecke ich schauen soll, wenn ich an einem Juniorenturnier gewisse Zuschauer beobachte, wie sie sich mit Zwischenrufen benehmen, Väter, deren Kinder auf dem Spielfeld sind. «Schwarze Sau» ist noch das Harmloseste. Dort zeigt sich, ob ein Verein etwas taugt, ob er in einem solchen Moment einschreitet oder man es schulterzuckend einfach hinnimmt. Ich hoffe, es passiere ersteres. Eine, zwei, drei Ligen höher, erwartet man vom Staat, dass er dies abfedert. Er ist diskret im Hintergrund, aber kraftvoll genug, um Schlimmeres zu verhüten. Die genauen Zahlen wird Ihnen der Polizeidirektor liefern, aber die Polizei leistet in diesem Kanton rund 120 000 Stunden Ordnungsdienst, die Hälfte davon für den Sport. Das kann es nicht sein. Diese Konkordatsverschärfung wurde erarbeitet, um diese Zahl zu senken.
Einige Worte noch zu Mathias Tromps Ausführungen. Er redete auch über Sponsoren, Fans, Fanklubs. Wir installieren hier kein Konkordat gegen Sponsoren, gegen Fans oder Fussballklubs. Sondern wir tun etwas gegen die ganz wenigen Kriminellen, Gewaltbereiten, die ebenso dabei sind. Du weisst, Mathias, ich setze mich dafür ein, dass in der Reithalle mit den gleichen Massstäben vorgegangen wird, wie ich sie hier verlange und angebracht sind, trotzdem ich dafür manchmal in meinen eigenen Reihen etwas im Gegenwind stehe. Den Vorwurf bezüglich der ungleichen Behandlung von VIP- und Fantribüne punkto Alkoholausschank finde ich einfach nicht fair. Man kam den Vereinen einen Schritt entgegen und erlaubte ihnen den Ausschank in den VIP-Lounges, um ihnen das Geschäft nicht zu vermiesen. Nun wird es einem um die Ohren geschlagen. Vielleicht wird dieser Punkt deshalb in einer nächsten Revision gefährdet sein.
Lars Guggisberg, der Begriff Sippenhaft ist hier fehl am Platz. Wir haben doch auch ein Strafgesetzbuch, das Mord und Totschlag unter Strafandrohung stellt, und keinem fällt es ein, sich wegen Sippenhaft gegen die Gesellschaft zu verwahren. Jedem Bürger wird genau gleich Strafe angedroht, die sich eindeutig gegen solche richtet, die es ausüben. Und zum Thema des nicht liberalen Konkordats, ebenfalls angesprochen von Lars und einer ehemaligen Kollegin, die früher der Berner Stadtregierung angehörte, kann ich nur sagen, dass ich ein anderes Verständnis von liberal habe, nämlich das gleiche wie Walter Messerli: «Chacun est libre jusqu'à la liberté de l'autre.» Dort, wo andere eingeschränkt werden, hört es nämlich mit der Liberalität auf.
Franziska Schöni sagte, das Konkordat spalte die Schweiz. Bitte, Franziska, bewahren wir die Relationen! Wir erlassen hier Regeln für einen ganz bestimmten Teil; damit spalten wir die Schweiz nicht. Daran arbeiten andere, und bei anderen Dossiers. «Hand aufs Herz!», sagtest du bezüglich der Grundrechtseinschränkungen, die möglicherweise verfassungswidrig seien. Ich habe es gelesen und glaube es. Dazu kann ich stehen. Auch ich habe das Gelübde auf die Verfassung abgelegt, damit habe ich keine Mühe und schlafe deswegen nicht schlecht.
Zur Rückweisung sage ich als Politiker und Anwalt, dass wir in diesem Kanton – und auch in diesem Land – Gewaltentrennung haben, dementsprechend auch gewisse Aufgaben. Die Aufgabe der Legislative – unsere Aufgabe – ist es, Regeln nach bestem Wissen und Gewissen zu erstellen, unter dem Respekt übergeordneten Rechts, insbesondere selbstverständlich unter Respekt der Grundrechte. Sollte dann je irgendwer den Eindruck haben, wir seien zu weit gegangen, hat er die Möglichkeit, die dritte Gewalt, die Judikative, zu bemühen. Hüten wir uns davor einzuführen, jedes Gesetz, jede Verordnung, derer Verfassungsmässigkeit wir nicht ganz sicher sind, erst einmal nach Lausanne zu einer Art Vorprüfung zu schicken. Das ist nicht nötig; es behindert den Kanton. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir sind heute reif für den Entscheid. Die SP beantragt Ihnen mehrheitlich, den Rückweisungsantrag abzulehnen und das Konkordat anzunehmen.

Pierre-Yves Grivel, Bienne (PLR). Un peu en français, parce que le concordat, ce n'est pas seulement une affaire d'Alémaniques, c'est aussi une affaire de la Romandie, par conséquent de la Suisse. J'ai tout vécu, ou presque, dans le sport. Fonctionnaire, entraîneur, coach, président de club, coach national, des émotions et des souvenirs pleins la tête. Des compétitions régionales, nationales, européennes, voire mondiales ou olympiques. Je me sens un peu comme un ambassadeur du sport et je veux un sport sans violence. Le concordat est un acte politique national, c'est un accord entre tous les cantons. En 2008, tous les partis politiques l'ont signé, même les CFF. Ici, au parlement cantonal, vous avez ces dernières années déposé des dizaines d'interventions parlementaires au sujet des coûts élevés, des frais des police suite à des violences dans des stades ou autour des stades. Aujourd'hui, le concordat fonctionne déjà très bien, avec les autorités des stades, les responsables de clubs, les organes de police et les groupes de fans. Alors, pourquoi ces compléments au concordat? Il faut des mesures complémentaires pour renforcer le concordat et ces mesures complémentaires, vous les connaissez. Obligation d'avoir une autorisation de match, accordée par les partenaires du match, la commune, la police, les clubs, les fans. Elle est valable d'un match à l'autre selon une classification précise, des matchs verts, des matchs jaunes, des matchs rouges. Pour ceux qui font du sport, c'est la même chose que les cartons, vert: pas de problème; jaune: avertissement; rouge: cela ne va plus. Cette autorisation est valable seulement pour les clubs de Ligue A, en foot et en hockey. D'autres propositions sont faites avec, par exemple les dénominations peuvent être prescrites, les billets combinés, le rayon, le périmètre, l'alcool, etc. où le bât blesse. Le hockey, le football sont malades de ces pseudo-supporters, de ces énergumènes qui n'ont qu'une idée: défier l'autorité, gêner les propriétaires, gêner le peuple, chercher l'affrontement avec les responsables de la sécurité, taper, casser du flic ou de l'adversaire. Fans, ils ne vous obéissent pas, ceux-là, ils sont parmi vous, ils vous pénalisent, ils ne vous rendent pas service. C'est à cause d'eux que l'on doit préparer des mesures complémentaires et prévoir des matchs rouges. Nous tous, nous voulons nous distancer de ces quelques individus. Notre but, c'est plus de hooligans dans nos stades. On veut aller au stade, libérés de la violence ou de la peur d'être confrontés à celle-ci. On veut y aller pour soutenir notre équipe, brandir des drapeaux, claquer des mains, chanter ensemble, respecter les joueurs et les arbitres. Mon but, c'est plus de matchs rouges dans les deux ans. Le concordat est là pour protéger le spectateur ou le supporter normal; renforcer la sécurité générale et punir plus sévèrement les perturbateurs; mieux cibler les comportements ou débordements de ces quelques personnes qui viennent nous gêner au stade, sous prétexte qu'elles vivent leurs émotions. Mais nous aussi, on les vit, mais d'une autre façon! Que c'est leur façon de s'exprimer, d'exprimer leur appartenance à un groupe social, une culture de groupe. Mais nous aussi, on a une certaine culture! Vous avez dans vos rangs ces perturbateurs, s'il vous plaît, pour vous protéger, ne pouvez-vous pas les démasquer? Ne pouvez-vous pas les exclure de vos fan-clubs? Oui, moi je dis: fans on vous aime, continuez de mettre de l'ambiance dans les stades comme vous devez le faire, mais vandales et casseurs, restez à la maison, on n'a pas besoin de vous dans les stades. Le PLR soutient l'arrêté du Grand Conseil et approuve par conséquent les mesures complémentaires, il rejette le renvoi de l'objet à la commission. Permettez-moi de vous adresser deux, trois mots en allemand. J'essaie.

Liebe Kollegen, wir haben die Nase voll von der Gewalt in und um die Stadien. Mit dem revidierten Hooligan-Konkordat wollen wir ganz gezielt die Randalierer und die Gewalttäter treffen, nicht die anderen. Wir möchten die überwiegende Zahl der friedlichen Matchbesuchenden schützen. Das Konkordat bringt Empfehlungen, bietet schärfste Grundlagen für die gewaltfreie Durchführung von Fussball- und Eishockeyspielen. Der Dialog mit Klubs, Fangruppen und Stadionbetreibern muss weitergehen, weil diese gute bis sehr gute Präventionsarbeit leisten. Die Verbote treffen ganz gezielt nur die Risikospiele, schätzungsweise zwei, drei, vier Matches pro Saison. Für mich muss die Ausweispflicht nur in den Fansektoren gelten, bis schliesslich alles klappen wird. Liebe Kollegen, Spiele ohne Gewalt! Gewalttäter, Hooligans, raus; Nulltoleranz für Randalierer! Und Fans, machen Sie weiter!

La présidente. Die Einzelsprechenden kommen zu Wort. Das Dutzend ist voll, kann ich die Rednerliste schliessen? – Mit Herrn Wüthrich sind es deren dreizehn.

Margreth Schär, Lyss (PS). Ich bin für die Rückweisung, bis wir bezüglich der Verfassungsmässigkeit Gewissheit haben, und ich bin gegen die Verschärfungen des bestehenden Hooligan-Konkordats. Die Verschärfungen, die ergriffen werden sollen, sind wenig zielführend und schwer umsetzbar. Insbesondere stört mich, dass sie einzig auf Repression setzen. Verbesserungen, die mit dem heute geltenden Konkordat erreicht wurden, werden nicht zur Kenntnis genommen oder gering geschätzt. Ein zentrales Anliegen dieses Rates, das ich nun immer wieder zu hören bekam, ist, die Einsatzstunden der Polizei und somit die Kosten zu senken. Diese Einsatzstunden nahmen im Kanton Bern während der letzten beiden Jahre erheblich ab, bei den Spielen von YB beispielsweise sogar markant. Das bedeutet bereits heute erzielte Einsparungen, die unter anderem das Resultat konsequenter Fanarbeit sind. Möglicherweise sind wir noch nicht ganz am Ziel, aber verglichen mit dem Stand vor zwei Jahren ist bereits sehr viel erreicht. Die Gewalt bei Sportanlässen hat deutlich abgenommen. Die Fanklubs erliessen sich selber Regeln, die Wirkung zeitigen. YB stellte Fanarbeiterinnen und -arbeiter an, die mit den Fans unterwegs sind und in regelmässigem Kontakt stehen mit der Polizei, weil es nicht ganz ohne Repression geht. All das, die Fanarbeit, Zusammenarbeit mit der Polizei, Prävention und Repression, verbesserte die Situation in den Stadien massiv. Nicht nur die Einsatzstunden der Polizei wurden reduziert, auch die aktiven Massnahmen gegen randalierende Fans konnten gemäss der Statistik des Bundes reduziert werden. Das wurde noch nie erwähnt, man kommuniziert nur, die Anzahl Anhaltungen sei immer noch gleich hoch. Doch konnten die aktiven Massnahmen in den letzten Monaten verringert werden. Mit der Verschärfung des Konkordats wird uns weisgemacht, dass die Situation bei und um die Sportanlässe immer noch gleich sei wie vor zwei bis drei Jahren, dass sich in den letzten Jahren nichts bewegt habe und keine Verbesserungen erzielt worden seien. Das stimmt nicht, es ist wesentlich besser. Natürlich kann sich das wieder ändern, darauf müssen wir uns vorbereiten. Statt aber jetzt diesen erfolgreichen Weg konsequent weiterzuverfolgen und die enge Zusammenarbeit fortzusetzen, änderte man unvermittelt die Haltung und setzt nun voll auf Repression, Konfrontation, und nimmt in Kauf, die gemeinsam erreichten Verbesserungen wieder zu gefährden. In diesem Konkordat vermisse ich vor allem die Prävention, ich

vermisse die Fanarbeit. Nirgends steht etwas darüber geschrieben, ob und wie der Kanton Präventionsarbeit geleistet hat. Dabei hat der Grosse Rat nämlich Erwartungen an den Kanton betreffend Fanarbeit. 2009 überwies er einstimmig eine Motion von Ueli Arn. Der in einem kurzen Text klar formulierte Auftrag lautet: «Der Regierungsrat wird aufgefordert, auf kantonaler Ebene die Leaderrolle zu übernehmen, selber aktiv zu werden und ein kantonales Fanprojekt zu schaffen mit dem Ziel, die zunehmende Gewalt während und rund um Sportanlässe einzudämmen.» Dieser Auftrag wurde einstimmig als Motion überwiesen. In seiner Antwort schrieb damals der Regierungsrat: «Der Regierungsrat ist bereit, ein kantonales Fanprojekt zu schaffen mit dem Ziel, die Schnittstellen zwischen den nationalen und lokalen Aktivitäten sicherzustellen und dadurch die zunehmende Gewalt bei Sportanlässen einzudämmen.» Darum, Herr Regierungsrat Käser, wo in der Umsetzung dieser einstimmig überwiesenen Motion steht man heute? Welche Massnahmen wurden ergriffen?
Wie bereits erwähnt, wurde von den Fanklubs Präventionsarbeit geleistet in Fronarbeit und mit bescheidener finanzieller Unterstützung durch den Kanton. Im weitesten Sinn ist dies aufsuchende Jugendarbeit für eine grosse Gruppe Jugendlicher auch aus der Region. Wo ist aber der Anteil des Kantons, den die Regierung angekündigt hatte? (La présidente demande à l'oratrice de conclure.) Ich kann dem Hooligan-Konkordat nicht zustimmen; Repression darf nicht der einzige Weg sein.

Ueli Spring, Lyss (PBD). Zuerst kurz zu meiner Interessenbindung: Ich bin Präsident des Sportklubs des Grossen Rats und bin Mitglied dreier Vereine, die mit Sport zu tun haben, mehr oder weniger aktiv. Daher habe ich den Eindruck, eine gewisse Erfahrung in dieser ganzen Sache zu haben. Zuerst möchte ich den Leuten, die Fanarbeit leisten, danken. Sie machte grosse Fortschritte und erreichte doch einiges. Das verdient erwähnt zu werden. Als ich letzthin aber an einen YB-Match eingeladen war, vernahm ich, es sei momentan nur so ruhig, weil die Verschärfungen des Konkordats diskutiert würden. Und am Mittagsanlass vor ungefähr drei Jahren über Hooliganismus fiel der Ausspruch, Pyros seien etwas Schönes, die lasse man sich nicht nehmen. Das kann es nicht sein. Muss tatsächlich zuerst etwas passieren mit Pyros, die zu Schwerstverbrennungen bis zum Tod führen können? Denn dann werden alle aufschreien, weshalb wir nichts dagegen unternommen hätten. Muss es so weit kommen? Ich meine nein.
Dieser Rat überwies viele Vorstösse, die immer mehr Polizeipräsenz und somit die Bewilligung neuer Stellen forderten. Doch ergibt auch das keinen Sinn mehr, denn gerade aus diesem Bereich könnte die Polizei zu ihren Kernaufgaben zurückgeführt werden. Sie könnte endlich Überstunden abbauen und wieder bedeutend mehr Wochenenden bei ihren Familien verbringen. Das muss das Ziel sein. Darum ist die Verschärfung des Konkordats sicher angebracht.
Weiter möchte ich die links-grüne Seite daran erinnern – gerade Blaise Kropf, Margreth Schär und Irène Marti –, dass wir im Herbst eine extreme, sehr schmerzhafte Spardebatte zu gewärtigen haben. Auch Sie wissen, nach dem RESKO-Schlüssel wird die GEF am meisten Federn lassen müssen. Und hier, wo sich Einsparungen erzielen liessen, sind viele von Ihnen nicht bereit. Das begreife ich wirklich nicht. Warum soll die Verschärfung bei uns nicht funktionieren? Im Ausland? Kein Problem. Überall, wo solche Massnahmen eingeführt wurden, erbringen sie gute Resultate. Wir sind doch nicht unzivilisierter als unsere nördlichen Nachbarländer. Das Schlimmste, was geschehen könnte – das diskutierte ich auch mit Sicherheitsverantwortlichen –, wäre, wenn in den anderen Kantonen die Verschärfungen eingeführt werden – St. Gallen führte sie bereits ein, in anderen Kantonen sind sie bereits beschlossen, aber noch nicht in Kraft –, Bern sie aber nicht einführen würde. Dann würden Bern und das Stade de Suisse zu einem Tummelfeld aller Ultras, Hooligans und sonstiger Chaoten, die mit Fussball nichts – nichts! – zu tun haben, weil sie hier wüten könnten. Das kann es nicht sein. Das wollen wir nicht, und ich bin sicher, auch niemand sonst. Deshalb lehne ich den Rückweisungsantrag ganz klar ab und sage Ja zur Verschärfung des Konkordats.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Bereits im Januar stellte ich Überlegungen an zu diesem neuen Hooligan-Konkordat. Damals tendierte ich zur Unterstützung. Am 28. Januar fand im «Jardin» eine öffentliche Veranstaltung zu diesem Thema statt, organisiert von der SP-Nord, deren Mitglied ich bin. Ich nahm an der Veranstaltung teil; die Presse berichtete kaum darüber, «Der Bund» überhaupt nicht, die «BZ» wenig, erwähnte aber nicht einmal die Veranstalterin. Der Saal war gefüllt mit schätzungsweise 200 Personen; nach meiner Beurteilung waren es mehrheitlich junge YB-Fans. Auf dem Podium befanden sich unter anderen Herr Polizeidirektor Käser und Herr Gemeinderat Nause. Die Podiumsdiskussion und vor allem auch die anschliessende Diskussion im Plenum verliefen auf hohem Niveau. Nach ausführlichen Voten der Herren Käser und Nause vernahm ich keinen einzigen Pfiff, auch keine Buh-Rufe, rein nichts. Ich zweifle daran, dass es beispielsweise bei SVP-Versammlungen, wo es vielleicht jemand wagen würde, ein missliebiges Votum abzugeben, so gesittet zuginge. Die vielen jungen Leute benahmen sich hoch anständig und zeigten politische Reife, was mich beeindruckte. Aufgrund dieses Ergebnisses gewichtete ich die Pro- und Kontra-Voten etwas anders, und heute werde ich dem Hooligan-Konkordat nicht mehr zustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Beim Lesen des Konkordats über die Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen fragt man sich schon, wo die demokratischen Prinzipien geblieben sind. Sind die Massnahmen wirklich vereinbar mit unserem demokratischen System? Hat man genügend darüber diskutiert, welche Folgen ein solches Konkordat haben wird betreffend Kontrolle und Überwachung? Unser Rechtssystem ist dadurch in Frage gestellt, denn ID-Kontrollen, Körperdurchsuchungen dürfen in unserem Rechtssystem zu Recht nur von der mit dem Gewaltmonopol beauftragten Polizei durchgeführt werden. Nun ist sogar die Rede davon, dass auch private Sicherheitsdienste Leibesvisitationen durchführen könnten. Also eine Liebeserklärung an die privaten Sicherheitsdienste, die weder demokratisch kontrollierbar sind, noch dem nötigen Qualitätsstandard entsprechen. Auch die Verlängerung der Meldepflicht von einem auf drei Jahre gehört nicht zu unserem demokratischen System. Da wird ein unnötiger Apparat aufgebaut, der nicht nur wirkungslos, sondern auch dysfunktional ist. Ein Alkoholverbot für bestimmte Zeit ist weder zielführend noch durchsetzbar. Zu Recht wehrt sich die Gastronomie und fühlt sich schikaniert. Zum Glück nimmt die Zahl derjenigen zu, die klar aufzeigen, dass damit kein einziges Problem gelöst werden kann. Wir haben ein Rechtssystem, in dem strafbare Handlungen, wer immer sie begeht, ob man die

Täter Hooligans oder anders nennt, geahndet werden; das ist selbstverständlich. Massnahmen, die unser Rechtssystem aushöhlen und das Gewaltmonopol in Frage stellen, dürfen wir indes nicht hinnehmen. Deshalb ist das vorliegende Konkordat zurückzuweisen.
Beim Bundesgericht ist eine Beschwerde gegen dieses Konkordat hängig. Ich gehe davon aus, dass viele Massnahmen unsere Grundrechte verletzen und vom Bundesgericht nicht gutgeheissen werden. Als grüner Politiker habe ich aus demokratisch-politischen Gründen Mühe, einer Vorlage zuzustimmen, von der ich nicht weiss, ob sie mit dem geltenden Recht vereinbar ist. Bis heute haben wir ohne dieses Konkordat gelebt und können noch einige Monate zuwarten. Dann wissen wir, worüber wir abstimmen. Sonst kaufen wir einfach die Katze im Sack. Deshalb bitte ich den Rat, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je vais faire des économies, des économies de temps. C'est la raison pour laquelle je ne vais pas répéter ici les arguments des collègues qui se sont exprimés pour le concordat. Plusieurs intervenants ont mentionné les engins pyrotechniques. C'est vrai que le sujet est brûlant et que certains dans cet hémicycle craignent peut-être de se brûler les ailes. Je vous propose simplement de réfléchir un instant aux trois questions suivantes. Première question. Quand nous prenons l'avion, protestons-nous lorsque le service de sécurité nous fouille, fouille nos effets personnels et nous fait passer par le portique de détection? Deuxième question. Quand nous nous installons au volant de notre voiture et bouclons notre ceinture de sécurité, téléphonons-nous pour protester auprès des services ayant institué cette obligation, avant de tourner la clé de contact de notre véhicule? Troisième et dernière question. Quand les parents ou les grands-parents partent assister à un match, ou visiter le Dählhölzli, avec leurs enfants ou leurs petits-enfants, est-il normal qu'ils risquent d'être piétinés voire même blessés, dans les sous-voies de la gare de Berne, complètement obstruées par des fans surexcités? Maintenant une question subsidiaire, parce qu'il y a souvent des questions subsidiaires. Jusqu'ici, personne n'a soulevé cette question, et je me permets de le faire: Les opposants au concordat auraient-ils été aussi nombreux et aussi virulents si les élections cantonales avaient lieu dans trois ans et non l'année prochaine?

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Habe ich die Absicht des Konkordats und der Verschärfung richtig verstanden, verfolgt man damit das Ziel, die immensen Sicherheitskosten zu senken, die gegenwärtig rund um die Fussballspiele auflaufen. Für mich, Mathias Tromp, ist es kein Grundrecht, besoffen, gewaltbereit und gewalttätig ein Fussballspiel besuchen zu können. Und euer Rückweisungsantrag, Mathias Tromp, ist eine weitere politische Schlaumeierei, um auf Zeit spielen zu können, ja keinen Entscheid fällen zu müssen. Immer hängt irgendetwas wieder von irgendetwas anderem ab. Heute Nachmittag haben wir endlich Gelegenheit, liebe Kolleginnen und Kollegen, den Handlungsspielraum wieder den Gemeinden – eventuell auch dem Regierungsstatthalter – zurückzugeben. Die Verschärfung des Konkordats beinhaltet als einzige verbindliche Bestimmung die Bewilligungspflicht. Als politisch Verantwortlicher in einer Stadt, die mit diesem Problem konfrontiert ist, will ich das. Ich will etwas dazu sagen können, unter welchen Prämissen und mit welchen Auflagen eine private Veranstaltung auf öffentlichem Grund und Boden stattfinden kann. Das können wir sonst überall, einzig beim Fussball und sonstigen sportlichen Grossveranstaltungen sind all diese Gesetzmässigkeiten ausgehebelt. Lieber Mathias Tromp, du sitzt nun halt gerade am nächsten und bist deshalb mein Opfer, ich schildere jetzt einmal, wie es abläuft, wenn ein solcher Fanzug im Bahnhof Thun ankommt. Dann stehen die Gelenkbusse der städtischen Verkehrsbetriebe bereit, und der Anführer der Fangruppe, egal wie gross sie ist, bestimmt, ob sie gebraucht werden oder ob der Zug marschiert. Werden die Busse nicht gebraucht, fahren sie unverrichteter Dinge wieder retour, leer, und die Polizei hat die dankbare Aufgabe, den Fanzug durch die Quartiere zu geleiten, um gröbste Ausschreitungen verhindern und die Anwohnerinnen und Anwohner schützen zu können. In aller Regel geht das gut. Aber eben nicht immer. Ich könnte Beispiele anführen.
Thun gibt gegenwärtig mittels Ressourcenvertrag 3,6 Mio. Franken für Leistungen der Polizei aus. 750 000 Franken davon entfallen – damit ist auch Walter Messerlis Hinweis beantwortet – auf Kosten rund um die Fussballspiele in Thun 750 000 Franken! Dank einer freiwilligen Vereinbarung mit ihm beteiligt sich daran der FC Thun mit zwischen 15 000 und 18 000 Franken. Der Massstab für die 15 000 bis 18 000 Franken sind die bereits erwähnten 60 000 Franken, die YB und der FCB der Stadt Bern abliefern. Wer also in diesem Kanton am besten verhandelt, schafft den Massstab für alle anderen. Die Kosten für den FC Thun sind angemessen. Manchmal staune ich schon, wenn man mit den Fussballverantwortlichen verhandelt, wie wenig Geld für die Sicherheitskosten vorhanden sein soll, wenn ich andererseits lese, dass man Trainern, die nicht mehr im Amt sind, noch 75 000 Franken – Mathias Tromp – monatlich nachwerfen muss, weil auch sie sehr clever verhandelt hatten. Dann stimmen für mich die Relationen nicht mehr. Darum bin ich eindeutig für die Verschärfung des Konkordats. Und ich bitte Sie auch, den Rückweisungsantrag zurückzuweisen. Zum Schluss noch eine humoristische Bemerkung: Ich führe solche Verhandlungen nun seit sieben Jahren. Wäre nicht Joseph Blatter an der Spitze des Weltfussballverbands, hätte ich manchmal den Glauben an den Fussball verloren.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Manchmal scheint mir, wir redeten gar nicht alle vom gleichen Konkordat. Höre ich den Gegnern zu, entsteht der Eindruck, alle würden kontrolliert, alle abgetastet, es gebe ein Alkoholverbot in der ganzen Stadt, und alle Fans müssten über Basel anreisen, wenn sie in Bern einen Match besuchen möchten. Da geistern viele falsche Bilder herum. Das Konkordat ist nach dem Zwiebelschalenprinzip aufgebaut; man setzt die Massnahmen ein, die es braucht und soweit es sie braucht.
Nun einige Bemerkungen zu einzelnen Massnahmen, die jetzt in der Kritik stehen. Die ID vorweisen, meine Damen und Herren, welchen Aufwand verursacht das? Besucht man abends einen Klub, muss man sie unter Umständen ebenfalls vorweisen. Ganz leichtfertig wurde behauptet – Mathias, du sagtest es, leider wieder du –, man kenne ja die Hooligans, das sei kein Problem. Die Hooligan-Datenbank umfasst 1200 Leute; man kann nicht an jedem Eingang des Stadions, das sie auswendig kennen, Kontrollposten hinstellen, und insbesondere tragen auch Hooligans im Winter Schal, Mütze und so weiter. Zweitens geht es nicht um ein generelles Alkoholverbot im Umkreis von x Kilometern. Das pensionierte Ehepaar, das auf der Terrasse im «Jardin» am Sonntagnachmittag ein Dreierli trinkt, wird also nicht tangiert.

Insofern sind die Befürchtungen der Gastrobetriebe unbegründet. Besonders erstaunt bin ich aber vom Argument, dass sich die Fans dann halt vor dem Match betrinken würden. Ausgerechnet die Fanvertreter stellen die Fans als plumpe Lampenfüller dar. Auch das stimmt meiner Meinung nach nicht. Ist einer offensichtlich betrunken, verwehrt man ihm nämlich den Eintritt – zu Recht. Drittens ist richtig, dass der Fanwalk eine Einschränkung ist. Was aber ist die Alternative dazu? Sollen 200 Polizisten im Bahnhof versuchen, die Fans voneinander zu trennen? Entspricht das den Grundrechten besser? Was ist denn mit den Grundrechten der normal Reisenden im Bahnhof oder der Leute, die im Fanwalk Richtung Stadion unterwegs sind. Wer ganz normal einen Match besuchen und nicht in den Gästesektor will, wird nicht tangiert vom Kombiticket. Es stimmt, das ist eine Ungleichbehandlung, doch wohl eine begründete.
Der Rückweisungsantrag dient als Instrument für ein Rückzugsgefecht und bezeugt Mutlosigkeit. Ich bin mit Markus Meyer einig, dass wir hier die Gesetzgeber sind, meine Damen und Herren. Macht es Schule, bei jedem Gesetz noch auf eine mögliche oder hängige Beschwerde Rücksicht nehmen zu müssen, können wir unsere Arbeit nicht mehr erledigen. Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen und das Konkordat anzunehmen.

Giovanna Battagliero, Berne (PS). Ich habe schon Fussballspiele besucht, auch so genannte Hochrisikospiele, bin aber in keiner Art und Weise Fan. Schon als Stadträtin regte ich mich immer furchtbar auf über die lächerliche finanzielle Beteiligung der Fussball- und Eishockeyklubs an den Sicherheitskosten der Stadt Bern. Bereits mehrmals wurde erwähnt, dass YB und der SCB je 60 000 Franken pro Jahr bezahlen, während ein Hochrisikospiel bis zu einer halben Million Franken Sicherheitskosten verursacht. Das geht definitiv nicht auf. Ich habe auch grundsätzlich etwas gegen gewalttätige Menschen, egal, ob im Sport oder draussen an Demonstrationen. Das verurteile ich.
Weshalb bin ich aber trotzdem gegen das Konkordat oder, falls es angenommen wird, für die Rückweisung? Wir vernahmen, dass offenbar die Verfassungsmässigkeit nicht genügend gründlich abgeklärt worden sei. Stimmt das, ist es unseriös und muss man es vom Bundesgericht beurteilen lassen und erst danach darüber entscheiden. Gegen das Konkordat an sich bin ich aber vor allem, weil es einseitig auf repressive Massnahmen setzt und die positiven Errungenschaften ausblendet. Gerade in Bern erreichte insbesondere YB in der Fanarbeit viel. Besuchen YB-Fans Auswärtsspiele, passiert in den Zügen nichts mehr; das können Sie sich von den SBB bestätigen lassen. Vor allem finde ich tragisch, dass das Konkordat alle Fans betrifft. Man kann mir noch lange weismachen wollen, es werde nur die Gewalttätigen treffen. So ist es nicht. Klar, man kann – es sind alles Kann-Bestimmungen – die Auflagen erteilen. Aber tut man es tatsächlich, verhängt man tatsächlich ein Alkoholverbot, erklärt man die Kombitickets als obligatorisch oder sagt man tatsächlich sogar einmal ein Spiel ab, betrifft das alle Fans. Ich als normaler Fan – wäre ich einer – möchte mir doch nicht vorschreiben lassen, mit dem Fanzug anreisen zu müssen, um in den Fansektor gehen zu dürfen. Ich möchte mir nicht vorschreiben lassen, ein VIP-Ticket kaufen zu müssen, damit ich Alkohol trinken kann. Und wird ein Spiel abgesagt, wird es ja wieder einmal auf den Plan gesetzt und durchgeführt. Haben Sie die Hoffnung, dann werde die Stimmung besser sein und am neuen Spieldatum werde es besser laufen? Kommen die Auflagen tatsächlich zur Anwendung, betrifft es immer alle.
Das Konkordat schiesst über das Ziel hinaus. Ich verstehe, dass man gegen gewalttätige Hooligans vorgehen will, das muss man, aber nicht mit diesem Konkordat, das alle trifft. Das ist einfach der falsche Weg. Die gesetzlichen Grundlagen und das heutige Konkordat genügen. Man muss es durchsetzen und eindeutig die Klubs mehr in die Pflicht nehmen. Man muss dort mehr Finanzen abholen, und die Fanarbeit muss noch einen Zacken zulegen. Zwar leisten die Fanarbeitenden gute Arbeit, doch müssen auch sie ihren Beitrag noch erhöhen. Der richtige Weg läuft über zusätzliche Finanzabgaben der Klubs, den Dialog mit den Sicherheitsbeauftragten, den Klubs und den Fanarbeitenden. Ich möchte noch etwas zu den Relationen bezüglich unserer Fraktionsmeinung sagen. Unser Sprecher ist ein euphorischer Befürworter dieses Konkordats. Ich verstehe das aus seiner Sicht sehr gut, aber in der Fraktion wurde das Konkordat mit 16 gegen 14 Stimmen angenommen, und im gleichen Verhältnis lehnten wir die Rückweisung ab.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Als ich zum ersten Mal von diesem Konkordat hörte, empfand ich eigentlich grosse Sympathie dafür, weil ich fand, Leute, die als Zuschauer bei einem Fussballspiel Gewalt ausüben, gehörten härter bestraft, das müsse unterbunden werden, sie lägen dem Staat auf der Tasche und so weiter. Als ich mich dann eingehender mit dem Konkordat beschäftigte, stellten sich mir doch einige Fragen. Nachdem ich mich gründlich damit auseinandergesetzt habe, stelle ich heute fest, dass es auf die richtigen Fragen falsche Antworten gibt. Es kriminalisiert grundsätzlich alle Fans und setzt nicht im Geringsten auf Prävention, wie bereits Margreth Schär sehr eindrücklich und gut ausführte, sondern einzig auf Repression. Und es berücksichtigt nicht einmal, dass wir schon jetzt ein Konkordat haben, das wir zuerst richtig anwenden sollten, bevor wir die nächste Verschärfung einführen. (La présidente agite sa cloche.) Zu Recht wurden die hohen Kosten für die Gemeinden gerügt, aber auch in dieser Hinsicht werden die Verschärfungen überhaupt nichts bewegen. Ich habe überhaupt keine Interessenbindung an diesen Bereich, besuche eigentlich nie Fussball- oder Eishockeyspiele, mir ist meistens Wurst, wer gewinnt. Als Grossrätin hingegen ist mir das Thema nicht Wurst, diesem Konkordat dürfen wir nicht zustimmen. Es ist nicht klar, ob es verfassungskonform ist, und es verletzt die Grundrechte. Damit sollten wir sorgfältiger umgehen, als es viele in diesem Saal tun.

Carlo Kilchherr, Thoune (UDC). Bitte lehnen Sie den Rückweisungsantrag ab und nehmen Sie die Änderung des Konkordats an. Viele Menschen, die Freude am Fussball oder Eishockey haben, aber vor allem Menschen, die mit diesen Sportarten nichts am Hut haben, warten darauf, dass wir den Änderungen zustimmen und endlich das Gesetz durchsetzen können. Müssen die Anwohner eines Fanwalks Hunde, Katzen und auch die Kinder ins Haus nehmen, stimmt etwas nicht mehr. Meine Schwester wohnt an einem solchen Fanwalk. Es ist manchmal traurig, sie hat Angst, wenn ein Fanzug durchzieht. So, wie es heutzutage abgeht, ist es einfach nicht mehr korrekt.
Auch die Polizisten und Leute des Ordnungsdienstes haben die Schnauze gehörig voll. Aber nicht nur das. Viele haben auch Angst und gehen schon gar nicht mehr ins Stadion, was ja auch nicht im Sinn der Klubs sein kann. Gerade die Polizisten warten darauf, dass wir heute ein klares Nein gegen die Rückweisung und ein Ja für die Änderung des Konkordats ablegen. Das Verhalten gewisser Fans ist schlichtweg nicht korrekt. Wir reden hier von Massnahmen, die bei zirka zehn Prozent aller

Spiele angewendet werden könnten – könnten! 25mal steht in diesem Dekret «könnten». Und wir veranstalten ein solches Cabaret deswegen! In England wird lebenslanges Stadionverbot verhängt, hier eines für drei Jahre. Das ist ja nichts. Ich durfte bei YB dabei sein und erfuhr, welchen Aufwand die Fanverantwortlichen betreiben müssen. Dass sich gewisse Fans im Fansektor mit Kleiderwechsel, Vermummung und gegenseitig mit Tüchern schützen, damit sie nicht identifiziert werden können, ist feige und gegenüber den übrigen Zuschauern, den Klubleitungen, aber auch gegenüber den Spielern und vor allem gegenüber denen, die sich für die Fanarbeit einsetzen – notabene in ihrer Freizeit – einfach nicht korrekt.
Dieses Dekret ist kein Allerweltsmittel, aber ein wichtiges Signal an die Chaoten, die oft den Stinkefinger zeigen; es ist auch ein Signal ins Land hinaus, dass der Grosse Rat ebenfalls die Schnauze voll hat und dass wir jetzt die Vorschriften durchsetzen, die für jeden Bürger, der ein Spiel besucht, ganz normal sind. Das gibt auch den Polizisten und Polizistinnen Rückendeckung. Es ist nötig, dass wir die Verschärfungen annehmen. Ich bitte Sie nochmals, die Rückweisung abzulehnen und die Verschärfung anzunehmen.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Sehr geehrte Frau Schiedsrichterin, Herr Trainer, geschätzte Mitspielerinnen und Mitspieler, nach dieser differenzierten Diskussion noch einige Schlagworte. Verhältnismässigkeit: In der Bundesverfassung wird sie umschrieben mit «Einschränkungen von Grundrechten müssen verhältnismässig sein». Heute wird uns jedoch eine pauschale Verdächtigung aller Sportfans vorgesetzt. Eigentlich braucht es aber eine Regelung für die Ausnahmen, für die wenigen, die sich nicht korrekt verhalten, und keine Regelung, die alle wie die Ausnahmen behandelt. Genau das haben wir aber mit dem so genannten Hooligan-Konkordat. Es heisst, wie erwähnt, Hooligan-Konkordat; was uns aber vorliegt, ist ein Anti-Fan-Konkordat, ist es doch nicht gegen so genannte Hooligans gerichtet, sondern betrifft, falls es so umgesetzt wird, alle. Zu den Kann-Formulierungen, die überall verwendet werden: «Kann» bedeutet schon auch «muss nicht», aber eben auch «man darf». Bezogen auf die Grundrechte ist dies sehr wichtig zu wissen. Man darf also anwenden, was im Gesetz steht. Ausgerechnet die FDP, die so genannt Liberalen, FDP.Die Liberalen, unterstützen eine Vorlage, welche die persönlichen Freiheiten so stark beeinträchtigt. Darum gibt es nur eins: Sie muss zurückgewiesen oder noch besser abgelehnt werden.
Ich habe auch vernommen, dass anscheinend heute die schon bestehende Regelung nicht umgesetzt wird. Ist es dann wirklich sinnvoll, eine neue, noch repressivere Regelung zu erlassen, von der man genau weiss, dass sie auch nicht umgesetzt werden wird? Würde nicht sinnvoller in die Prävention investiert? Für mich ist die Antwort klar: Wir müssen mehr in die Prävention investieren und weniger Repression ausüben, wird doch mit mehr Repression letztlich das Resultat nicht besser ausfallen.
In der Presse war auch noch ein Kommentar anscheinend von Herrn Regierungsrat Käser zur Rückweisung zu lesen: «Lassen wir das Bundesgericht entscheiden, und dann haben wir Klarheit.» Heisst das also, dass wir in Unklarheit entscheiden, wenn wir bereits heute entscheiden? Das kann ich eindeutig nicht akzeptieren; ich will nicht in Unklarheit entscheiden, sondern heute gar nicht, oder halt ablehnen, wenn es nicht anders geht.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Als Präsident des EHC Biel und somit einer der wenigen wirklich direkt Betroffenen in diesem Rat erlaube ich mir, auch noch ein paar Worte zu sagen. Manchmal kommt bei der Diskussion beinahe der Eindruck auf, es gehe darum, ob man für oder gegen die Hooligans sei. Alle Gegner des Konkordats werden in die Ecke derer gedrängt, die nichts tun wollen gegen den Hooliganismus oder diesen gar noch unterstützen. Damit verkennt man völlig, was die Klubs in der vergangenen Zeit schon getan haben.
Aus meiner Sicht ist das Problem nicht nur, aber auch ein gesellschaftliches. Immer wieder wurde erwähnt, die Hooligans seien ja gar nicht die richtigen Fans. Das stimmt, aber wenn sie eigentlich nicht die richtigen Fans sind, nur Krawall suchen und das vielleicht, gäbe es Fussball- und Eishockeyspiele nicht, andernorts tun würden, ist es eben auch ein gesellschaftliches Problem. Bei der Lösung gesellschaftlicher Probleme für die Sicherheit und Ordnung Private zu bemühen, ist der falsche Weg. Das sollte die Polizei tun. Sie gibt sich Mühe, hat aber auch Mühe mit den Krawallbrüdern, das ist auch mir klar. Aber manchmal habe ich auch den Eindruck, es liesse sich noch ein wenig mehr Richtung Repression machen.
Interessant war der Hinweis, man privatisiere die Gewinne und verlagere die Kosten auf die Allgemeinheit. Beim EHC Biel, und ich gehe davon aus, dass es bei den SCL Tigers nicht anders ist, erwirtschafteten wir in den letzten zehn Jahren nie Gewinn; kommen Sie es überprüfen! Am Ende decken immer Private die Rechnung, gerade für die SCL Tigers Peter Jakob, der dafür sorgte, dass dieser Klub noch am Leben ist. Und ich wünsche ihnen, dass sie sich halten können, weil wir Bieler lieber Langnau oben sehen als Lausanne oder Olten. Zum Dessert für dieses Engagement wird er noch mehr Geld investieren können, denn das Konkordat kostet die Klubs Geld, siehe Eingangskontrollen. Dafür wird er nun auch noch das Geld locker machen müssen.
Noch eine Frage an den Polizeidirektor: Es wurde viel von Augenmass geredet, von moderater Anwendung des Konkordats. Hingegen enthält die Mustervorlage der Rahmenbewilligung nicht mehr so viele Kann-Formulierungen. Darin ist schon sehr viel vorgegeben und definitiv abgesteckt. Vom Polizeidirektor möchte ich erfahren, ob alle Rahmenbewilligungen aussehen wie die Mustervorlage oder ob man dort noch den einen oder anderen Punkt bereden könnte. Es ist ein Gesamtkonkordat, wir können nur Ja oder Nein sagen. Es ist sehr schlau gemacht, das muss ich sagen. Wer ist schon für Hooligans? Da sind wir doch dagegen. Das ist ein wenig schade für das Ganze. Wir werden in diesem Rat und dieses Jahr noch wichtigere Vorlagen zu beurteilen haben, die auch sehr komplex und technisch sind. Auch dort werden wir die Sache etwas vereinfachen.
Noch ein Beispiel aus dem Eishockey, das nicht so stark betroffen ist wie der Fussball: In den Verschärfungen steht, man könne Spiele auch gar nicht durchführen lassen und die Bewilligung entziehen. Stellen Sie sich das in der Playoff-Phase vor! Irgendwo am Rand passiert etwas mit Risiko und Randalierern und es wird entschieden, das Spiel abzusagen, während die andere Serie fortgesetzt wird. Wie das gehandhabt werden sollte, ist mir auch nicht klar.
Viele sagten, das Konkordat unterstütze auch die Klubs. Dem muss ich entgegnen, dass alle sieben namhaften Klubs im Kanton Bern das Konkordat ablehnen, es ist nicht für uns gemacht. Wir bemühen uns und tun, was wir können, jedenfalls ist das mein Eindruck. Es gibt sicher noch mehr zu tun, man könnte den eingeschlagenen Weg fortsetzen, aber das vorliegende Konkordat wird von allen Klubs einhellig abgelehnt. Ich bitte Sie, das ebenfalls zu tun.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich erlaube mir, nicht aus der Sicht eines Klubs etwas zu sagen, sondern im Namen von 85 Gemeinden im Rahmen der Bernischen Ortspolizeivereinigung, die zirka 68 Prozent der Bernerinnen und Berner vertritt. Das Konkordat ist darum besonders wichtig, weil es die Gemeinden stärkt gegenüber den sieben grossen Klubs. Der Sicherheitsdirektor der Stadt Thun zeigte Ihnen eindrücklich auf, wie es bei ihm abläuft. Heute müssen die Klubs mit den Behörden, mit den Gemeinden nicht verhandeln. Sie sind am längeren Hebel, weil sie sich nicht an Auflagen halten müssen. Mit der vorliegenden Ergänzung zum Konkordat werden die Gemeinden, die politischen Behörden, die Polizeiorgane der Gemeinden wieder Auflagen erlassen können, welche die Klubs befolgen müssen – genau gleich wie bei anderen Festen, die wir bewilligen. Als Gemeinden brauchen wir dazu eine Bewilligung, wozu wir den Veranstaltern Auflagen machen können. Wollen sie ein Fest durchführen und damit Gewinn erwirtschaften, müssen Sie einen Sicherheitsdienst stellen und Busse zur Verfügung stellen, damit die Leute wieder zum Bahnhof gelangen, damit sie auf der Strecke zum Bahnhof nicht randalieren. Bei den Fussball- und Hockeyspielen der obersten Ligen soll das offenbar nicht so sein. Aus Thun wurde bereits berichtet.
Mit diesem Konkordat erhoffe ich mir auch, dass die entstehenden Kosten besser verteilt werden können zwischen den Klubs und der öffentlichen Hand. So, dass die Klubs in der Stadt Bern eben nicht nur 60 000 Franken entrichten, Giovanna Battagliero, sondern vielleicht etwas mehr an die öffentliche Sicherheit leisten müssen.
Glauben Sie mir, die Behörden erlassen nicht leichtfertig Auflagen. Sie überdenken, was es bedeutet – eben mit Augenmass und verhältnismässig. Das kann ich Ihnen versichern als ebenfalls Gemeinderat mit dem Ressort Öffentliche Sicherheit; man bespricht sich mit den Veranstaltern. Ich hoffe, dass wir wieder vermehrt auf gleicher Ebene miteinander reden können, dass die Klubs gemeinsam mit den Gemeinden etwas machen und wir miteinander die Kosten teilen, sodass nicht nur die öffentliche Hand bluten muss. Meine Hoffnung ist letztlich, dass durch das neue Konkordat die Gemeinden gestärkt werden. Deshalb werde ich ihm zustimmen, in der Hoffnung aber auch, dass Hans-Jürg Käser nach der Konkordatserweiterung auch Zeit haben wird für die Umsetzung des einstimmig überwiesenen Vorstosses unseres Grossrats Arn aus Burgdorf zur Fanarbeit.

La présidente. Die Antragstellerinnen und Antragsteller haben nochmals das Wort, sofern sie es wünschen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Es war eine lange Debatte. In meinem einleitenden Votum hatte ich mich vor allem auf formale Aspekte beschränkt, die mir besonders wichtig scheinen. Auch nach der Debatte muss ich sagen, dass ich ob gewissen Voten doch recht staunte, insbesondere über das Rechtsverständnis, das darin zum Ausdruck kam. Fragt Herr Bonsack, warum wir warten sollten, bis das Bundesgericht in zwei, drei Jahren vielleicht entschieden habe, muss ich dem entgegnen, dass wir genau solche juristischen gerichtlichen Institutionen haben, um die Verfassungsmässigkeit solcher Gesetze zu prüfen. Es stellt sich nicht die Frage, ob wir das wollen, ob es besser oder weniger gut sei, sondern es geht darum, dass wir in diesem Rat Erlasse beschliessen, die geprüft werden und der Verfassung standhalten. Ich dopple nach: Es geht hier nicht darum, einen eigenen kantonalbernischen Erlass zu beschliessen, den wir nach dem Beschluss irgendwann überprüfen lassen können, sondern es ist ein Text, der in mehreren anderen Kantonen auch schon zur Debatte gestanden hat. Er wurde angenommen und zum Teil mit einem Referendum angegriffen, im Kanton Luzern eben mit einer Beschwerde ans Bundesgericht. Da ist es einfach ein Gebot der Fairness und auch der politischen Verantwortung, den Entscheid abzuwarten und danach en connaissance de cause zu entscheiden.
Ich füge noch einige inhaltliche Überlegungen an. Beginnen möchte ich mit der nach meinem Dafürhalten doch ein wenig naiven Erwartung, wir müssten jetzt nur das Konkordat beschliessen und dann seien alle Probleme im Zusammenhang mit Gewalt rund um Sportveranstaltungen gelöst. Wir tun gut daran, diesbezüglich einen Blick ins Ausland zu tun und uns davon für eine etwas sensiblere Wahrnehmung motivieren zu lassen. Konkordatsbefürworter führen immer wieder die guten Beispiele Deutschland und England ins Feld. Vor Kurzem blätterte ich eine deutsche Fussballzeitschrift durch und stiess darin auf die Schlagzeile «Eskalation auf deutschen Autobahnraststätten». Worum ging es? Deutschland beschloss rund um Sportveranstaltungen restriktive Massnahmen. Die Folge davon war, dass sich die Gewalt von den Spielen in den obersten Ligen verlagerte, vorrangig auf Spiele unterer Ligen, was die Schwierigkeiten der Polizei noch massiv erhöht, weil sie nicht mehr auf die grossen Stadien, auf die grossen Spiele beschränkt bleibt. Insbesondere wurde die Gewalt auf die Anreise zu und die Abreise von den Spielen verlagert, in Deutschland offensichtlich zunehmend auf Autobahnraststätten. Dort werden Fans von gegnerischen Mannschaften, von gegnerischen Fans angegriffen, und es kommt zu regelrechten Strassenschlachten. Genau diese Verlagerung der Gewalt müssen wir verhindern. Wir dürfen nicht dazu beitragen, dass das hier auch geschieht. Solche Entwicklungen müssten wir zur Kenntnis nehmen und unsere Entscheide auch vor diesem Hintergrund treffen.
Zum Rayonverbot: Das scheint mir eine doch relativ gewichtige Geschichte zu sein – für ein Rayonverbot, das drei Jahre Bestand haben kann, ist kein gerichtliches Urteil erforderlich. Lesen Sie es im Konkordat nach, werden Sie feststellen können, dass es «eine nachweisliche Beteiligung an Gewalttätigkeiten» braucht. Aber, Kolleginnen und Kollegen, was ist eine nachweisliche Beteiligung an Gewalttätigkeiten? Wieso steht hier nicht, es brauche eine gerichtliche Verurteilung, damit diese Massnahme überhaupt ergriffen werden kann? Diese Unschärfe, diese Unklarheit erachte ich bei einem solchen Grundrechtseingriff, mit Verlaub, als ziemlich gefährlich. Es würde sich lohnen, noch eine Menge weiterer Punkte unter die Lupe zu nehmen. Herausgreifen möchte ich noch die Geschichte um das Alkoholverbot. Mehrfach wurde hier am Rednerpult und bereits in der vorangehenden Debatte darauf hingewiesen, das betreffe nur gewisse Sektoren im Stadion. Im Vortrag zum Konkordat … (La présidente demande à l'orateur de conclure.)
Ich komme zum Schluss. Der Verkauf von Alkohol innerhalb und ausserhalb der Stadien kann eingeschränkt werden. Ich wäre dankbar, wenn uns der Polizeidirektor in seinem Votum noch einen Hinweis darauf geben könnte. Gleichwohl bin ich der Meinung, dass nur eine Rückweisung verträglich ist. Ich fordere Sie nochmals auf, das Konkordat zurückzuweisen und dadurch die Klärung der Fragen zu ermöglichen.

La présidente. Herr Antragsteller Matti verzichtet auf ein zweites Votum, ebenfalls Frau Schöni-Affolter. Herr Tromp hat das Wort.

Mathias Tromp, Berne (PBD). Ich kann nicht ganz verzichten auf eine Replik, habe ich doch eine Zeitlang als Prügelknabe in diesem Saal herhalten müssen. Nachdem wir nun so viel über dieses Konkordat geredet haben, ist offensichtlich, dass es nicht zurückgewiesen sondern angenommen werden wird. Gar nicht verstehe ich, weshalb in der Debatte der Ton so nervös, fast gehässig war, wenn man schon weiss, dass man in der Mehrheit ist.
Ich möchte noch zwei, drei Sachen korrigieren und anfügen. Lieber Herr Messerli, du hast die Daten für den runden Tisch erwähnt – er hört gerade nicht zu –, die Zahlen sind teilweise falsch. Das soll gesagt sein. Juristisch kreide ich dir gar nichts an. Ich will nicht auf alle Einzelheiten eingehen, das kann ich nicht, ich war auch nicht dabei. Dass die Fans ihre Teilnahme verweigerten, mag ein Fehler gewesen sein. Doch fand dies auf nationaler Ebene und viel früher statt, und eine Dachorganisation von Fans ist kein wohlgeformtes Gremium, das man an einem solchen Tisch empfangen kann.
Noch etwas an Peter Siegenthaler: Ich habe nicht gesagt, ich würde einen betrunkenen, gewaltbereiten Menschen schützen. Den will ich nicht schützen. Ich habe gesagt, Gewalttäter müssten an die Kasse kommen. Und ich habe gesagt, ich setze mich hier für die Fans ein. Weiter halte ich fest, dass nicht der Regierungsstatthalter die Bewilligungen erteilt. Gemäss Seite 5 des Vortrags ist es ausdrücklich die Gemeinde. Und muss schon ein Spiel abgesagt werden, wie vorher Andreas Blank in Betracht zog, ist dafür die Gemeinde zuständig. Das wissen die Gemeindepräsidenten von Langenthal, Langnau und die Gemeinderäte von Thun alle.
Herr Brönnimann, ich setze mich nicht für die Klubs, Gott und die Welt ein. Ich setze mich für die anständigen, korrekten Fans ein, die begeistert einen Match besuchen, die zum Teil angeheizt werden, nicht zuletzt von der Wirtschaft, von Sponsoren, und die vielleicht halt einmal über die Schnur hauen. Wer unter uns hat nicht schon einmal über die Schnur gehauen? Das akzeptiere ich. Gewalt hingegen, habe ich hier ausdrücklich gesagt, akzeptiere ich nicht. In Anbetracht dessen, dass es Fürsprecher gibt für die Gemeinden, die Polizei und wer weiss was alles, halte ich fest, dass es in diesem Grossen Rat auch noch legitim ist, der Fürsprecher der anständigen Fans zu sein. Ich bezeichne mich jetzt als solchen.
Zum Schluss meine Bitte an den Polizeidirektor: Gestern sagte er in der Informationsveranstaltung mehrfach, notwendig sei Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden, der Kantonspolizei und den Klubs. Hingegen wurde nie ausdrücklich festgehalten, dass wir die Fans mit im Boot haben wollen. Man darf wohl sagen, dass die Fanorganisationen gerade auf dem Platz Bern – sei es nun von SCB oder YB – die Zusammenarbeit suchen. Es ist so. Es ist so, Herr Messerli. Sie suchen die Zusammenarbeit hier auf dem Platz Bern. Da ist viel Gutes getan worden; schauen Sie sich um! Ich bitte den Polizeidirektor, hier quasi zu versprechen, dass nach der Annahme der Verschärfung die Fanorganisationen in die Umsetzung einbezogen werden. Das ist mir ein dringendes Anliegen, denn so geht es sicher am einfachsten, so werden wir weniger Polizei benötigen, und so können wir die Polizisten am Wochenende wieder daheim bei ihren Familien lassen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Die Diskussion war interessant. Gemäss Herrn Tromps Wunsch werde ich jetzt mein Votum ganz ruhig und ganz sachlich abgeben. Die Vernehmlassung zu diesem Konkordat brachte breiteste Zustimmung. Alle Parteien auf nationaler Ebene mit Ausnahme der Christlich-Sozialen stimmten zu, die SBB stimmten zu, alle relevanten Städte stimmten zu, das Bundesamt für Sport und das Bundesamt für Verkehr stimmten zu, die Eidgenössische Alkoholverwaltung stimmte zu, das Bundesamt für Polizei und so weiter. Dagegen waren die Demokratischen Juristinnen und Juristen Zürich, die Fanarbeit Schweiz, die Gruppe Referendum Bevis, die Fanorganisationen Ostkurve Bern gelbschwarzsüchtig und United Supporters Luzern und eben auch in wesentlichen Punkten die CSP.
Die Kampagne vieler Fanklubs schweizweit, auch im Verbund mit den Sportklubs, ist eindrücklich. Sie operiert mit einer Menge Aussagen, wovon viele einfach Behauptungen sind. Viele der Behauptungen stützen sich auf andere Fassungen als die Endfassung des Konkordats, und sie werden nicht wahrer, indem man sie immer wieder wiederholt. Wird dem Polizeidirektor vorgeworfen, er sage nicht die Wahrheit – was heisst, dass er lügt –, verwahre ich mich in aller Form gegen diesen Vorwurf.
Die Bewilligungspflicht als ein Kernelement des verschärften Konkordats ist etwas völlig Normales, meine Damen und Herren. Das eidgenössische Schwing- und Älplerfest, das wir gerade anschliessend behandeln werden, braucht zum Beispiel eine Bewilligung – mit Auflagen. Das ist das Normalste der Welt. Jetzt zu bekämpfen, dass Veranstaltungen wie Fussball und Hockey, die viele Leute bewegen, in die Bewilligungspflicht eingeschlossen werden sollen, ist ziemlich abenteuerlich, das muss ich schon sagen. Die Meldeauflagen und das Rayonverbot werden verschärft, die sind bereits im bestehenden Konkordat geregelt. Aus der Mitte dieses Rates – allerdings zum grossen Teil vor den letzten Wahlen, deshalb wissen es nicht mehr alle – wurden eine Reihe von Vorstössen eingereicht, die sich mit den hohen Kosten und dem enormen Kräfteeinsatz der Kapo befassten. Letztlich waren die Vorstösse alle auf die POM gerichtet, das ist ja klar, weil man erwartete, dass die POM endlich handle. Die POM und ich, jetzt als Präsident der KKJPD, aber vorher bereits als deren Vorstandsmitglied, befassten uns intensiv mit dieser Problematik. Bekanntlich machten wir 2009 eine Informationsreise in andere europäische Länder; sicher seit damals beschäftigt mich die Thematik. Ich wehrte mich absichtlich und mit gutem Grund immer ein wenig dagegen, einzelne Vorstösse in diesem Bereich umzusetzen, im Wissen darum, dass das Konkordat bevorstand, das eine umfassende, auch schweizweite Regelung bringen sollte. Bei mehreren dieser Vorstösse – das können Sie im «Tagblatt des Grossen Rates» nachlesen – stellte man mir immer den Kanton St. Gallen als Vorbild hin. Immer der Kanton St. Gallen! Der hatte eine rassige Polizeidirektorin. (Hilarité) Heute stelle ich fest, dass der Kanton St. Gallen dem ergänzten Konkordat zustimmte, er wendet es selbstverständlich schon an; und wie Sie in den Medien lesen konnten, sind die beiden Klubs in diesem Kanton – der FC St. Gallen und die Rapperswil-Jona Lakers im Hockey – offenbar zufrieden.
Nun zum Vorwurf, ich würde lügen: Bei der Erarbeitung dieses Konkordats hatte die KKJPD mit dem BJ wiederholt Kontakt, mehrmals. Wir stellten dem BJ die Fassung, die wir in die Vernehmlassung schicken wollten, integral zu, und es konnte zu allen Punkten, die es für diskutabel hielt, Stellung nehmen. Anschliessend nahmen wir alle – alle – Auflagen des BJ in den Formulierungen auf. Ein wichtiges Mitglied der KKJPD bei der Erarbeitung der Endfassung dieses Konkordats war Herr Regierungsrat Mario Fehr aus Zürich, der selber Jurist ist. Höchst-

selbst modifizierte er noch an der Plenarversammlung im Februar letzten Jahres einzelne Formulierungen beziehungsweise stellte Antrag, sie zu modifizieren. Die 26 Sicherheitsdirektoren der Kantone und ihre städtischen Kollegen sind überzeugt, dass das Konkordat grundrechtskonform ist. Es richtet sich einzig und allein gegen gewaltbereite Matchbesucher – einzig und allein. Sicher kann nicht sein, dass sich der Rechtsstaat von gewaltbereiten Matchbesuchern vorführen lassen muss. Ich sage extra nicht Fans, denn das sind keine Fans. Die Möglichkeiten der Polizei heute, das wissen Sie alle so gut wie ich, einen zu packen und den Fall zur Anklage zu bringen, sind relativ bescheiden. Wir müssen ihn nämlich erkennen. Ist er vermummt, erkennen wir ihn bereits nicht. Da nützt weder ein Foto noch eine Videoaufnahme. In gewissen Stadien ist die Qualität der Videogeräte offenbar relativ bescheiden, beispielsweise in Thun, wie ich eben vernommen habe. Persönlich kenne ich es nicht, ich wiederhole, was man mir gesagt hat. Zu meinen, gestützt auf das geltende Konkordat habe die Polizei längst genügend Möglichkeiten, ist falsch. Das ist nicht nur im Kanton Bern der Fall, sondern überhaupt. Gerade das ist einer der Gründe, warum man es griffiger formulieren muss.

Es geht um Delikte wie – das ist mir wichtig – Landfriedensbruch. Landfriedensbruch heisst dieses Delikt; weiter geht es um Gewalt und Drohung gegen Beamte, Verstösse gegen das Sprengstoffgesetz, also nicht um irgendwelche geringfügigen Vergehen. Stellen Sie sich vor, welcher Aufschrei durchs Land ginge, wenn einmal eine unbeteiligte Person, beispielsweise ein Kind, von einem 2000grädigen Pyro getroffen und getötet würde. Herr Fuchs zeigte einmal ein solches Pyro am Rednerpult. Er brannte es nicht ab, er zeigte es nur.

Jetzt komme ich zu dem, was Herr Kropf zum Besten gab. Vor einigen Wochen musste die Urner Polizei bei der Raststätte Schattdorf auf der A2 die Autobahn kurzzeitig sperren, weil so genannte Fans der Assoziazione Calcio di Bellinzona Pyros auf die Fahrbahn abfeuerten. Wo bleiben da die Grundrechte der Verkehrsteilnehmer, welche die Autobahn benutzen und plötzlich ein Pyro auf der Windschutzscheibe haben? Erinnern Sie sich an die Vorfälle im Bahnhof Neuenburg, als der Zug mit den Sion-Fans durchfuhr? Der Kanton Neuenburg stimmte dem Konkordat wuchtig zu und wendet es an. Schon heute – das betrifft den Punkt, den Herr Tromp angesprochen hat –, schon heute werden alle Spiele, beispielsweise im Kanton Bern und namentlich im Fussball, aber alle, im Vorfeld vorbereitet. Sie werden auch auf ihr Risikopotenzial hin beurteilt. Dabei sind selbstverständlich die Klubs, Fanvertreter, natürlich die Polizei, der Stadionbetreiber. Neu wird sein, dass die Behörden Verantwortung wahrnehmen können. In diesem Sinn ist es eine Stärkung der Behörden vor Ort, wo sich die Stadien befinden; das stellte Herr Wüthrich dar. In diesem verschärften Konkordat wird unterschieden zwischen Spielen mit geringem Risiko – grünen –, mittlerem Risiko – gelben – und hohem Risiko. Bei grünen und gelben Spielen wird es keine bis ganz wenige Auflagen geben. Wir gehen davon aus, dass gewählte Behörden in den Gemeinden mit Verhältnismässigkeit und Augenmass operieren werden. Sollte es anders sein, müsste ich mich fragen, welches Verständnis unseres dreistufigen Staatsaufbaus wir haben.

Welche Auflagen wird nun der Gemeinderat der Stadt Bern verfügen? Er wird sich überlegen, wie es realisiert und umgesetzt werden kann. Es zeichnet sich ab, dass bei Hochrisikospielen immer mehrere Auflagen verhältnismässig verfügt werden, weil die Sicherheit bedroht ist, namentlich die Sicherheit der Matchbesucher. Alle Auflagen, ich wiederhole es, sind Kann-Formulierungen, gerade weil die Behörden verhältnismässig handeln müssen. Das gilt bereits heute und wird auch nach der Einführung der Verschärfungen gelten. Die Fanklubs haben es also in der Hand durch ihr Verhalten. Den Anlass im «Jardin», den Herr Hofmann schilderte, erlebte ich genau gleich; die Fans verhielten sich sehr anständig. Ich nahm an einer Podiumsdiskussion in der Aula der Uni Basel teil. Im Saal waren 450 Leute. Ich war auf dem Podium, und alle waren gegen das Konkordat. Und alle verhielten sich anständig, das bestätige ich. Wenn die Fanclubs es wollen, können sie sich entsprechend verhalten und dazu beitragen, dass es eben keine Hochrisikospiele mehr gibt, oder weniger als bisher. Jetzt liegt der Prozentsatz etwa bei 5 bis 8 Prozent im Fussball. Im Hockey sind es noch weniger.

Das revidierte Konkordat wurde von mehreren Kantonen beschlossen. Im Kanton Zürich wurde das Referendum ergriffen. Vor dem Referendum, meine Damen und Herren, habe ich keine Angst. Herr Regierungsrat Mario Fehr auch nicht. Glaubt man, wie Frau Schöni, es gebe eine Spaltung in der Bevölkerung, fragen Sie einmal die Leute auf der Strasse, was sie von diesem Zirkus halten, was sie halten von den Steuergeldern, die in den Sand gesetzt werden müssen wegen einiger Gewaltbereiter. Nur um diese geht es. Sie können garantiert sicher sein, dass ein solches Referendum hochkant abgelehnt wird. Da bin ich sehr zuversichtlich.

Ich gehe jetzt auf einige Bedenken ein. Es wurde argumentiert, in der letzten Zeit sei ja eigentlich nichts oder fast nichts mehr passiert. Ich brachte Ihnen die Ereignisliste fedpol des Kalenderjahres 2012 mit – eine gleiche besteht für das Jahr 2011. Die neuste Liste umfasst 13 Seiten, worauf alle Ereignisse, welche die sieben Berner Klubs betreffen, grün ausgeleuchtet sind. Das ist eindrücklich, meine Damen und Herren. Insgesamt haben sie keineswegs abgenommen. Und in Bern nur, weil der Zaun, den YB realisierte, wesentlich dazu beitrug, dass die Fans getrennt werden können. Dessen sind wir alle froh, das ist wunderbar, und ich anerkenne das auch. Aber die Tatsache, dass sie diese Massnahme realisierten, muss kein Grund dafür sein, sich gegen das Konkordat zu stellen. Absolut gar nicht! Im Gegenteil kann man sagen, dann werde es in Bern weniger Hochrisikospiele geben und somit weniger Auflagen brauchen, weil sie nur bei solchen Spielen verhängt werden müssen.

Zum Alkoholverbot: Es ist einfach eine Tatsache – und das ist ein gesellschaftliches Phänomen, wie hier auch erwähnt wurde –, dass stark alkoholisierte Leute weniger Hemmungen haben. Nicht nur im Fussball. Die Polizei erlebt es Nacht für Nacht. Ich erlebe es, wenn ich mit dem Streifenwagen in den Einsatz fahre; Sie erleben es, wenn Sie nachts unterwegs sind. Was haben wir in diesem Rat Diskussionen geführt über Alkoholexzesse! Erinnern Sie sich daran, dass Sie einen Vorstoss für eine zentrale Ausnüchterungsstelle für Alkoholisierte überwiesen? Das kostet etwas, und irgendwie muss man die Kosten überwälzen. Das Alkoholverbot richtet sich gegen die exorbitanten Säufer, die nicht genug bekommen, nicht gegen die, die ein Bier trinken wollen. Das Argument bezüglich der VIP-Loge wurde genügend ausgeführt, ich wiederhole das nicht mehr im Detail. Aus der VIP-Loge wurde noch nie ein Absperrgitter gegen andere Leute geworfen, auch noch nie ein Pyro abgefeuert. Bleiben wir doch auch da mit etwas Augenmass bei der Sache. Es gibt Videoclips, die zeigen, wie sich gewisse Leute an den Eingängen der Stadien aufführen. Schauen Sie sich diese an! Es muss nicht eins von Bern sein; sie können sich

eins von Luzern anschauen, oder von St. Gallen. Dann werden Sie sehen, wogegen sich das Konkordat richtet. Interessant, YB spielte super in Liverpool mit 2:2; 2500 Fans flogen mit. Bei internationalen Spielen der UEFA oder FIFA gilt generell ein Alkoholverbot. Warum denn reist man dorthin, wenn doch ein Alkoholverbot gilt? Beim Anlass im «Jardin», Herr Hofmann, erklärte mir einer der Fans: «Wir haben den ganzen Nachmittag gesoffen und sind voll gewesen!» Ja, muss der Staat das organisierte oder weniger organisierte Saufen unterstützen? Das wäre eine neue Staatsaufgabe, die man dem Kanton zuweisen könnte. Ich glaube nicht. – Im Übrigen ist klar, dass wir Alkoholisierte nicht mehr in die Stadien lassen wollen. Ein offensichtlich Alkoholisierter kann auch nicht in ein Flugzeug steigen. Dort wird ihm beschieden, dass er nicht hineinkomme, terminé. Nun kann er sich auf sein Grundrecht berufen und nach Lausanne gehen. Dann soll er. Soll er doch! Ich nahm die Bedenken der Gastro Suisse sehr ernst. Übers Wochenende besprach ich mich nochmals mit Herrn Gemeinderat Reto Nause, weil es ja um Bern geht. Von ihm weiss ich, dass die Stadt Bern bei Hochrisikospielen ausschliesslich den Gästesektor, also die Fankurve im Fokus hat. Ausschliesslich! Für diesen Sektor will er in einer ersten Phase die Auflage Leichtbier vorgeben. Geht es das nächste Mal gut und kann das Spiel tiefer eingestuft werden, wird der Alkohol wieder freigegeben. Sollte es nicht gut gehen, kann man dort ein Alkoholverbot auferlegen. Das liegt dann in der Kompetenz der entsprechenden Behörde, hier der Stadt Bern. Das finde ich massvoll und verhältnismässig. So kommunizierte es Reto Nause übrigens auch in den Medien.

Zur Zutrittskontrolle: fedpol, also der Bund, führt bekanntlich die Datenbank HOOGAN. Darin sind 1234 Leute registriert mit unterschiedlichen «Delikten», doch ist es eine Illusion zu meinen, in allen Stadien der Schweiz könne jeder, der am Eingang steht und Eintrittskontrolle machen muss, 1234 Köpfe im Gedächtnis behalten. Will der Staat Nutzen ziehen aus der Hooligan-Datenbank, muss es ihm doch möglich sein zu kontrollieren, ob einer darin registriert ist oder nicht. Das fedpol stellte Versuche an mit Geräten – übrigens beim SCB, bei einem der Klubs, Herr Blank, die gegen das Konkordat sind und es auch namentlich bekämpfen. Am Eingang müssen die Besucher die ID darauf drücken, worauf ein grünes oder rotes Lichtlein erscheint. Das bewirkt eine minimale Verzögerung. Nichts wird gespeichert, nichts bleibt zurück. Leuchtet ein rotes Lichtlein auf, bekommt der Inhaber der ID nicht Zugang zum Stadion, terminé. Genau darum geht es, und genau das wollen wir.

Die Grundrechtskonformität wird jetzt auch mit dem Antrag auf Rückweisung verteidigt. Es war interessant, Ihre Argumentation zu verfolgen. Nun findet dieser Rat offenbar, es sei wichtig, den Entscheid des Bundesgerichts abzuwarten. Mögen Sie sich erinnern, liebe Grossrätinnen und Grossräte, dass beim Prostitutionsgesetz alle sagten: «Was interessiert uns, was das Bundesgericht macht? Wir sind das Parlament, wir machen, was wir für richtig befinden.» – Hier im Rat, Herr Siegenthaler, fast wörtlich. Wie bereits gesagt, ist die KKJPD sehr zuversichtlich, dass das Bundesgericht die Beschwerde abweisen wird. Es ist nur eine einzige Beschwerde, und Beschwerdeführer ist Herr Grossrat Tobit Schäfer aus dem Kanton Basel-Stadt, der mit mir zusammen beim Anlass in Basel auf dem Podium war; nicht auf meiner Seite, aber auf dem Podium. Die Beschwerde richtet sich gegen den Beitritt des Kantons Luzern zu diesem Konkordat. Gleich wie Herr Meyer hier argumentierte, bin ich der Auffassung, dass es in diesem Land Gewaltentrennung gibt. Sie sind hier gehalten zu entscheiden, ob man diesem Konkordat beitreten will oder nicht. Sollte – sollte – danach das Bundesgericht allenfalls einzelne Elemente dieses Konkordats gemäss dem Beschwerdeführer nicht bewilligen, werden wir diese Elemente eliminieren. Das ist das Normalste der Welt. So läuft es ab. Aber zu meinen, wir müssten für alles und jedes, was dieses Parlament in seiner Kompetenz erarbeiten kann, warten, bis in Lausanne etwas entschieden worden ist, ist einfach nicht der Weg. Es ist nicht der Weg.

Zu den Grundrechten an sich: Haben denn andere Leute, andere als gewaltbereite Matchbesucher auch Grundrechte? Vielleicht? Beispielsweise auf den Bahnhöfen, wenn der Fanklub des FCB entscheidet, sie würden in den Hauptbahnhof Bern fahren? Dort verkehren Tausende von Reisenden, die mit dem Match nichts zu tun haben, sind aber alle betroffen, und die Polizei muss im Hauptbahnhof Bern die Sicherheit gewährleisten. Das ist nicht ganz einfach, das kann ich Ihnen sagen. Oder die Fussgänger und Velofahrer, die auf der Umzugsroute verkehren möchten, haben auch sie Grundrechte? Oder kann man einfach sagen, jetzt marschiere da ausschliesslich der Fanklub? Die Vergleiche mit der Euro 2008 und mit der Fasnacht Bern hinken. Beides sind Ausnahmesituationen. Das ist definitiv nicht das Gleiche wie die Beeinträchtigung Wochenende für Wochenende durch die Matches. Oder die Hausbesitzer an der Route. Sie freuen sich, wenn ihre Gärten für gewisse Geschäfte missbraucht werden – oder? Grundrecht!

Auch das Kombiticket ist eine Kann-Auflage. Ich weiss, dass die Fanklubs es bestreiten. In Belgien funktioniert das Kombiticket. Und Belgien ist, glaube ich, auch ein Rechtsstaat, es hat ebenfalls eine demokratische Verfassung und hat ebenfalls die EMRK unterzeichnet. In Belgien funktioniert das Kombiticket. Alle Behörden werden sich sehr gut überlegen, ob man das Kombiticket auferlegen muss, wenn man das Augenmass wahren will in diesem Land. Ich anerkenne die Fortschritte von YB mit den SBB, selbstverständlich. Aber in diesem Land gibt es nicht nur YB, es gibt auch andere. Ich habe die Fans des FC Sion erwähnt, wie der Zug aussah auf der Fahrt an den Match nach Basel. Nicht grundlos stimmten wohl die SBB diesem Konkordat zu!

Nun noch zu einzelnen Voten. Frau Schär, ich sagte es schon, Fanarbeit ist wichtig, darin teile ich Ihre Einschätzung. Aber auch Fanklubs leiden unter Leuten, die nicht therapierbar sind. Gewaltbereite Matchbesucher sind in dem Sinn nicht therapierbar, weil sie gar nicht eigentliche Fans sind. Fanarbeit ist wichtig. Die Gesundheits- und Fürsorgedirektion liess gewisse Mittel in die Fanarbeit einfliessen, stoppte das nun aber wegen Überflusses an Geldmangel. Ich erhielt eine schriftliche Anfrage von Herrn Regierungsrat Perrenoud, ob sich vielleicht jetzt die POM darum kümmern könnte. Die POM kümmert sich darum, doch gehört sie zum gleichen Kanton. Aber ich kümmere mich darum. Ein kantonales Fanprojekt ist einfach nicht zielführend, auch wenn der entsprechende Vorstoss überwiesen wurde. Das muss ich Ihnen in aller Deutlichkeit sagen. Wir haben sieben Klubs. Die Fanklubs der einzelnen Klubs haben mit den anderen Fanklubs auf ihr Team bezogen nichts zu tun. Darum bin ich überzeugt, dass wir es vor Ort machen müssen – überall, und nicht gesamtkantonal. Aber darauf werden wir später zurückkommen.

Trägt hier Herr Sancar in epischer Breite Artikel 3b bezüglich Durchsuchungen vor, muss ich Ihnen einfach sagen, dass Artikel 3b bereits im geltenden Konkordat in Kraft ist. Das ist nichts Neues. Darum geht es hier nicht. Versteht Herr Hügli unter liberal gesetzlos, so versteht er darunter etwas anderes

als ich. Liberal heisst, die Eigenverantwortung zu stärken. Und liberal heisst für mich auch, dass es einen schlanken, aber starken Staat braucht, der seine demokratisch entstandenen Gesetze durchsetzen kann.
Zum Muster der Rahmenbewilligung an Herrn Blank: Das ist einfach das Merkblatt «Für das Erteilen von Rahmenbewilligungen» und die entsprechende mögliche Lösung; weil wir auch im Vorstand der KKJPD spürten, dass es Kantone oder Gemeinden mit Stadien gibt, die relativ hilflos sind, wenn sie nicht recht wissen, wie das zu bewerkstelligen ist. Also erarbeiteten wir einen Entwurf einer solchen Rahmenbewilligung. Den kann man ihnen à prendre ou à laisser aushändigen, wirklich à prendre ou à laisser.
Zum letzten Votum von Herrn Tromp bezüglich Zusammenarbeit: Ich bin genau der gleichen Meinung, Mathias Tromp, die Zusammenarbeit zwischen den Behörden, der Kapo, der Fanarbeit, dem Klub und dem Stadionbetreiber ist entscheidend. In Bern beispielsweise funktioniert sie heute schon sehr gut. Dort wird sich nichts ändern, ausser dass die Behörden der Gemeinden mit dieser Bewilligungspflicht eine mögliche Handhabe bekommen, die sie bisher nicht hatten.
Ich danke Ihnen, wenn sie heute dem revidierten Konkordat zustimmen. Damit wären Sie auch konsequent hinsichtlich der in den letzten drei Jahren überwiesenen Vorstösse aus diesem Rat. Dann werden wir in der Schweiz nicht überall die gleiche Regelung haben, aber überall die gleiche gesetzliche Grundlage, um gewaltbereite Matchbesucher in die Schranken zu weisen. Dadurch werden die Einsätze der Polizei und somit die enormen Kosten deutlich reduziert werden können. Das ist unser Ziel. Wir besuchten ein Hochrisikospiel in Antwerpen, ich muss es nochmals sagen, erste belgische Division. Dort bestand der Polizeieinsatz aus 25 Frauen und Männern in Tenue Hemd und orange Leuchtweste. Das wäre mein Ziel. Das wäre unser Ziel. Dann sind wir wieder dort, wo Herr Bonsack von Karli Odermatt schwärmte. Könnten wir das realisieren, wären wir einen riesigen Schritt vorwärts gekommen. Die Gemeinden werden gestärkt, der Rechtsstaat ist meines Erachtens verpflichtet, die geltenden Gesetze durchzusetzen. Dann darf er sich doch wohl mit Fug und Recht so aufstellen, dass mit ihm nicht laufend Schlitten gefahren wird. Vielen Dank.

La présidente. Frau Kohli kommt noch als Antragstellerin zu Wort.

Vania Kohli, Berne (PBD). Es wurde viel gesagt. Nicht alles ist richtig; dazu noch eine gewisse Präzisierung. Die Schäden der SBB wurden einige Male mit 3 Mio. Franken beziffert. Richtig ist, dass die Schadensumme für die Saison 2009/2010 genau 200 000 Franken betrug, und zwar schweizweit. Die restlichen 2,8 Mio. Franken, Sie glauben es nicht, sind nämlich die ungedeckten Kosten der SBB wegen Billettermässigungen. Solche Zahlen sind immer zu relativieren. Übrigens kann ich Ihnen sagen, dass YB mit den SBB eine Transportpartnerschaft eingegangen ist, YB hat ein Littering-Konzept, und YB erhielt genau darum den «Prix RailFair 2010». Noch eine Zahl zur Vorrunde 2012: Es fuhren genau zwölf Extrazüge von YB, und wie hoch war die Schadensumme? Null, nix, nada. Das muss auch gesagt sein. Zur Anzahl Polizeistunden: In der Stadt Bern – wir haben die Zahlen von Reto Nause – waren es 2010 noch genau 41 000 Polizeistunden, 2011 23 000 und 2012 16 000. Was genau also bewirkt eine Reduktion der Polizeistunden? Nicht eine Verschärfung des Konkordats, sondern die Zusammenarbeit der Fanclubs, der Klubs mit der Polizei und so weiter. Bezüglich der Datenbank HOOGAN nahm Herr Polizeidirektor Käser die Zahl 1234 in den Mund; aktiv sind noch ganz genau 500, der Rest ist einfach noch nicht gelöscht. Auch dies zum Relativieren!
Der Berner Gemeinderat unterstützt dieses Konkordat ja vehement. Er sprach sich aber auch klar dagegen aus, dass die Gemeinden Bewilligungsinstanz werden sollen, er möchte eine kantonale Bewilligungsinstanz. Dass es für das Schwingfest eine Bewilligung braucht, ist logisch, findet es doch auf öffentlichem Grund statt, während die Stadien auf privatem Grund stehen. Also ist das vielleicht nicht ganz vergleichbar. Bisher ging es gut. Bezüglich der Ausschreitungen auf der Urner Raststätte der Autobahn frage ich mich, was daran wohl das Konkordat ändern könnte, was die Polizei mehr tun könnte. Und von wegen Steuergelder in den Sand setzen: Was spart man mit diesem Konkordat? Ich habe eben erwähnt, wie sich die Polizeistunden entwickeln. Würden wir noch mehr sparen wegen des Konkordats, wäre mir lieber, die Polizei würde mehr verdienen, als dass wir weniger Steuern bezahlen. Ich bitte Sie nochmals, die Rückweisung anzunehmen und das Konkordat abzulehnen.

La présidente. Wir bereinigen. Ich gehe davon aus, dass Eintreten nicht mehr bestritten ist. – Das ist der Fall. Somit sind Sie auf den Grossratsbeschluss eingetreten.

Vote (renvoi)

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	37
Non	112
Abstentions	3

La présidente. Sie haben die Rückweisung abgelehnt.

Ch. 1–4
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Vote final

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	108
Non	39
Abstentions	4

La présidente. Sie haben den Grossratsbeschluss angenommen.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 35.

Les rédactrices :
Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mercredi, 20 mars 2013, 17 heures – 19 heures

Cinquième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 150 députés. Excusés : Aeschlimann Martin, Blanchard Jan-Michel, Feller Erich, Giauque Beat, Hadorn Christian, Reber Fritz, Rösti Hans, Schmidhauser Corinne, Studer Ueli, von Kaenel Dave

Affaire 2012.1613

Direction de la police et des affaires militaires; Fête fédérale de lutte 2013 à Berthoud; subvention du Fonds de loterie et prestations

Annexe 5, ACE 1839/2012

Le vice-président Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS) prend la direction des délibérations.

Proposition de la majorité de la CFIN (Schürch, Huttwil)
7. Conditions pour la subvention
Condition supplémentaire :
Les bénéfices éventuels réalisés par l'organisme responsable seront affectés en priorité à la couverture des coûts dans le domaine de la sécurité.

Proposition de la minorité de la CFIN (Feller, Steffisbourg) / UDC (Iseli, Zwieselberg)
Proposition du Conseil-exécutif

Jürg Schürch, Huttwil (UDC), rapporteur de la majorité de la Commission des finances. Sowohl im Ausschuss POM/GEF der FIKO wie auch im FIKO-Plenum haben wir dieses Geschäft sehr intensiv besprochen. Der Beitrag von 1 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds war nicht bestritten. Mehr zu reden gab der Beitrag bzw. der Einnahmeverzicht von 609 975 Franken; 600 000 Franken Unterstützung Kapo und 9975 Franken Unterstützung Zivilschutz. Uns allen ist bewusst, dass die öffentliche Sicherheit, insbesondere bei Grossanlässen, eine Staatsaufgabe ist. Dazu ein Vergleich: Der Kanton Bern zahlt jährlich 6 Mio. Franken an das Klee-Museum für rund 100 000 Besucherinnen und Besucher pro Jahr; beim Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest vom 30. August bis 1. September werden rund 250 000 Besucherinnen und Besucher erwartet. Da liegen die rund 600 000 Franken für die Sicherheit durchaus im Rahmen und sind gerechtfertigt.
Als FIKO-Sprecher einer knappen Mehrheit – es war tatsächlich eine knappe Mehrheit: die Vizepräsidentin musste den Stichentscheid geben; der Präsident war zur Zeit der Kommissionssitzung in den Ferien – stelle ich folgenden Änderungsantrag: Ein allfälliger Gewinn muss vom Trägerverein zuerst zur Begleichung der Kosten im Bereich Sicherheit eingesetzt werden. Die FIKO-Minderheit unterstützt demgegenüber den Antrag des Regierungsrats. Der Rat hat nun darüber zu entscheiden, welchem Antrag er zustimmen will.

Hans Rudolf Feller, Steffisbourg (PLR), rapporteur de la minorité de la Commission des finances. Wenn Sie Jürg Schürch gut zugehört haben, haben Sie sicher gemerkt, dass es ihm nicht so wahnsinnig ernst ist mit seinem Antrag. Ich rede auch zum folgenden Traktandum, behalte mir aber vor, nötigenfalls noch einmal das Wort zu ergreifen. Die Minderheit der Finanzkommission beantragt, den regierungsrätlichen Antrag zu unterstützen, also keine Kürzungen einzubauen. Wir könnten uns für das Thema kein besseres Intro vorstellen als das, was wir in den letzten drei Stunden beraten haben. Ich habe Verständnis für die Leute, besonders von Links, wenn sie dem Antrag der FIKO-Mehrheit zustimmen, ist doch die Schwingerfamilie nicht unbedingt SP-lastig, und beim Eidgenössischen Turnerverband sind auch noch ein paar Freisinnige dabei. Wehe, es droht ein Gewinn! Das hängt wie ein Damoklesschwert über dem Fest, vor allem über dem Schwingfest. Es könnte ja noch etwas für die Vereine und den Verband abfallen, und es wäre doch die Höhe, wenn man mit so einem Fest noch einen Gewinn erzielte! Vergesst aber nicht, Frauen und Männer, wie viel Verdienst dabei ist, vor allem auch seitens der Gastronomie. Die Restauration bietet manchem die Gelegenheit, noch etwas dazu zu verdienen. Und schliesslich erhalten wir für unser Hobby hier im Rat ja auch ein Honorar.
Es wurde vom Polizeidirektor bereits gesagt, dass die Feste eine Bewilligung benötigen, die mit Auflagen verbunden ist. Die Festveranstalter haben den Polizeieinsatz an sich nicht selber bestellt. Mit der Bewilligungspflicht für die Feste haben sie aber die Auflage erhalten, für die Sicherheit zu sorgen, und zwar für die Sicherheit der Besucher, für die Sicherheit der Teilnehmer und vor allem auch für die Verkehrslenkung, damit es kein Chaos gibt. Bezüglich Hooliganismus müsste man bei diesen beiden Festen wahrscheinlich nichts organisieren, beim Schwingfest schon gar nicht. Sie haben gehört, wie viele Einsätze Police Bern für den Sport leistet, wodurch die Polizei andernorts fehlt. Sie haben aber auch gehört, wie viel dies die öffentliche Hand – die Städte – kostet. Im vorliegenden Fall ist es der Kanton, der die 600 000 Franken zahlt. Wer es zahlt, ist im Grunde genommen aber egal: es kostet einfach etwas. Die 600 000 Franken sind ein bescheidener Betrag im Verhältnis zu dem, was wir die letzten drei Stunden diskutiert haben. Das Schwingfest und das Turnfest sind auch Kultur. Jürg Schürch hat erwähnt, was man sonst noch für die Kultur zahlt. Deshalb kann man dem Antrag des Regierungsrats für die je 600 000 Franken ruhig zustimmen. Wer würde eine solche Veranstaltung noch organisieren wollen, wenn wir derart «schmürzelig» tun, wenn die öffentliche Hand nicht dahinter stünde und das stolze Bern nicht einmal mehr ein Schwingfest oder ein Turnfest durchzuführen vermöchte, weil man derart «gitzknäpperet». Wie wollen wir denn den Kanton Bern weiterbringen, wenn wir nicht einmal mehr so viel Stolz im Ranzen haben!

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. Jürg Iseli als zweiter Antragsteller der FIKO-Minderheit spricht zugleich als Fraktionssprecher. Anschliessend haben die weiteren Fraktionssprecher das Wort.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Ich gebe als erstes meine Interessenbindung bekannt: Thun war Gegenkandidat zu Burg-

dorf und 15 Jahre zuvor zu Bern. Leider sind wir beide Male unterlegen. Nichtsdestotrotz bin ich der Meinung, Burgdorf sollte das Geld zugesprochen werden. Es geht um 600 000 Franken. Die Finanzkommission hat den Auftrag, zum Geld zu schauen. Sie hat die problematische Situation des Kantons Bern als erste Kommission erkannt und in den Rat getragen und ist gewillt, den Kanton weiterzubringen. Aber wir haben immer noch 10 Mrd. Franken, die wir bestmöglich verteilen können. Vorliegend geht es um je 600 000 Franken für zwei Events, die ihresgleichen im Kanton Bern suchen. 2011 hatten wir die Eiskunstlauf-Europameisterschaft und 2008 die Fussball-Europameisterschaft. In beiden Fällen kamen die Sicherheitskosten nie zur Sprache und es wurde in diesem Saal nie darüber diskutiert, ob Geld zurückgefordert werden solle.
Für das Schwingfest wird sehr viel ehrenamtliche Arbeit geleistet, und dies schon von Beginn weg, vom Kandidatur-Komitee und dem OK bis zu den zahllosen Helferinnen und Helfern während des Fests, dies zum Wohl der Besucher, die gemäss OK zahlreich erscheinen werden. Ich habe Mühe, wenn wir diesen Helferinnen und Helfern, die viel ehrenamtliche Arbeit leisten, den Lohn kürzen bzw. den Gewinnanteil an ihre Vereine verweigern würden; ein Gewinnanteil, der sicher bestmöglich eingesetzt würde, sei es für den Breitensport oder für die Nachwuchsförderung. Es ist für das OK nicht einfach, müssen doch alle Mitglieder, die den einzelnen Ressorts vorstehen, mit den Sponsoren und Lieferanten Bedingungen aushandeln. Wenn bei diesen Aushandlungen zum Beispiel vom Getränkelieferanten ein Rabatt von 20 bis 30 Prozent herausschaut, so weisen sie dies zum Wohle des Kantons Bern aus. Auch von daher hätte ich Mühe, wenn die 600 000 Franken Sicherheitskosten zurückbezahlt werden müssten. Wenn sich jemand dafür einsetzt, dass das Fest möglichst kostendeckend und eventuell mit einem kleinen Gewinn endet, möchten wir das mittragen.
Die SVP-Fraktion steht einstimmig hinter dem Antrag des Regierungsrats. Ich bitte diejenigen, die dem Antrag der FIKO-Mehrheit folgen möchten, noch einmal über die Bücher zu gehen und sich einen Grossanlass wie das Schwingfest mit all dem Aufwand noch einmal zu vergegenwärtigen: Lohnt es sich wirklich, in Anbetracht all dieser Leistungen eine Rückzahlung zu beschliessen? Ich bitte Sie, den Antrag der Regierung zu unterstützen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Ich rede zu beiden Kreditgeschäften. Als Auslöser des FIKO-Mehrheitsantrags versuche ich diesen Antrag mit etwas weniger Zurückhaltung zu begründen als Jürg Schürch. Wir haben in der FIKO darüber diskutiert, ob wir generell ein Verrechnen der Sicherheitsleistungen fordern wollen. Die EVP war dagegen, stellte dann aber den Antrag, der in der FIKO eine leichte Mehrheit gefunden hat.
In diesem Jahr finden im Kanton Bern zwei sportlich und kulturell bedeutende Grossanlässe statt. Die EVP begrüsst es, dass diese attraktiven Events auch dank der ansässigen Vereine, dank vieler ehrenamtlicher Einsätze und viel Freiwilligenarbeit im Kanton Bern durchgeführt werden können. Die EVP anerkennt die Wirkung in der Breitensportförderung, vor allem beim Eidgenössischen Turnfest; sie anerkennt auch die Gemeinschaft fördernde und verbindende Wirkung des mehr kultur- und traditionsorientierten Schwing- und Älplerfests.
Was haben wir jetzt zu entscheiden? Wir haben zu entscheiden, wie der Kanton Bern die auch touristisch und wirtschaftlich interessanten Anlässe unterstützen soll und will. Der Regierungsrat schlägt vor, die Events je mit einem Beitrag aus dem Lotteriefonds zu unterstützen und darauf zu verzichten, die Leistungen des Kantons in Sachen Sicherheit und weiterer Dienstleistungen zu verrechnen. Unter dem Titel Tourismus- und Wirtschaftsförderung soll ein einmalig hoher Beitrag von je 1 Mio. Franken an die Veranstaltungen gezahlt werden. Grössere, auch internationale Sportereignisse wurden in der Vergangenheit mit maximal 300 000 Franken aus dem Lotteriefonds unterstützt. Wir reden hier also von einem deutlich höheren Beitrag. Deshalb lohnt es sich zu schauen, was die Lotterieverordnung zu solchen Anlässen sagt. Ich zitiere: «Veranstaltungen können nur ausnahmsweise unterstützt werden und nur, wenn sie von überregionaler und kantonaler Bedeutung sind oder einer breiten Öffentlichkeit zugänglich sind.» Die überregionale kantonale Bedeutung bei diesen Anlässen ist gegeben und für die EVP unbestritten Unter diesem Gesichtspunkt kann die EVP damit leben, dass einmalig hohe Beiträge aus dem Lotteriefonds an die beiden Feste gesprochen werden.
Wir haben hingegen sehr grosse Mühe mit dem Kostenerlass für die Sicherheitsleistungen. Leistungen aus dem Lotteriefonds sind grundsätzlich an gemeinnützige Tätigkeiten auszurichten, die nicht gewinnorientiert sind. Wir haben es hier aber, insbesondere beim Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest, mit einem Anlass zu tun, der in der Vergangenheit nachweislich und gemäss Budget auch aktuell mit einem Gewinn rechnet, der am Schluss den organisierenden Vereinen zugute kommen soll. Mit allem Drum und Dran handelt es sich hier also ganz klar um einen kommerziellen Anlass: Er ist öffentlich zugänglich, es wird Eintritt verlangt und es wird Gewinn erzielt. Jetzt soll nach Polizeigesetz Artikel 61 zusätzlich und kumulativ mit den gleichen Argumenten – dem öffentlichen Interesse – seitens Kanton auf weitere 600 000 Franken verzichtet werden. Jede andere bewilligungspflichtige Grossveranstaltung hat Gebühren und Abgaben zu entrichten. Aus Sicht der EVP kann nicht sein, dass wir dem Anlass mit einem gemeinnützigen Beitrag aus dem Lotteriefonds einen Gewinn ermöglichen und dazu noch die nach Gesetz verrechenbaren Polizeileistungen gratis offerieren. Aus diesen Gründen unterstützt die EVP den von mir in der FIKO eingebrachten Antrag eindeutig, wonach aus einem allfälligen Gewinn zuerst die Kosten für die Sicherheit beglichen werden sollen. Nur wenn wir das so regeln, können wir der jeweiligen Million aus dem Lotteriefonds zustimmen. Ich bitte Sie, dem Mehrheitsantrag der FIKO zuzustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich rede zu beiden Geschäften. Die grüne Fraktion findet es richtig und wichtig, dass sowohl das Eidgenössische Schwingfest wie das Eidgenössische Turnfest im Kanton Bern stattfinden. Es sind sportliche Grossveranstaltungen. Das Turnfest ist eher auf den Breitensport ausgerichtet, das Schwingfest wird von einem hohen Anteil von Leuten unterstützt. Der Kanton Bern soll und darf Austragungsort sein. Das finden die Grünen gut. Es soll hier Sportgeist herrschen.
Eine Million Franken aus dem Lotteriefonds je Anlass ist ein hoher Beitrag. Andere Anlässe der letzten Jahre erhielten vom Lotteriefonds Beiträge zwischen 200 000 bis maximal 300 000 Franken. Selbst grosse, namhafte Sport- oder andere Anlässe erhielten «nur» Beiträge im Bereich von 100 000 Franken. Der jetzt vom Regierungsrat beantragte Beitrag von 1 Mio. Franken je Anlass ist also eine absolute Ausnahme. Der Kanton Bern ist also gewillt, die beiden nationalen Anlässe deutlich zu unterstützen. Das wird von den Grünen nicht bestritten. Schwierig

finden wir es hingegen, und da schliesse ich mich dem Vorredner an, wenn die Kosten für die Sicherheit der Allgemeinheit übertragen werden sollen. Wir reden hier von je 600 000 oder 700 000 Franken.
Der grünen Fraktion sind drei Fragen wichtig. Ist der Kostenerlass richtig? Können wir ihn uns leisten und ist er zum jetzigen Zeitpunkt sinnvoll? Laut Artikel 61 Polizeigesetz sollen solche Leistungen im Grundsatz von den Veranstaltern übernommen werden. Hier gibt es eine Ausnahmemöglichkeit, und damit komme ich zur zweiten Frage, ob wir es uns zum heutigen Zeitpunkt leisten können. Wir stehen in diesem Jahr vor einem finanzpolitischen Hosenlupf, um in der Sprache der Schwingerinnen und Schwinger zu reden. Dieser Hosenlupf wird heissen, 450 Mio. Franken zu sparen. Man kann lange sagen, es sei «gitzknäpperig», wenn man das Geld nicht hat. In dieser Session haben wir bereits Geld gesprochen, um Strassenborte zu pflegen; wir haben im Waldgesetz zusätzlich Geld gesprochen, und jetzt wird noch einmal Geld gesprochen für eine Organisation, die es nachweislich nicht braucht. Das Schwingfest Burgdorf hat ein Budget von über 30 Mio. Franken. Das ist ein grosser Betrag. Das letzte Schwingfest in Frauenfeld war noch 20 Mio. Franken schwer.
Angesichts solcher Beträge zu sagen, 600 000 Franken könne man sich leisten, wirft einige Fragen auf. Die Schwingfeste haben in der Vergangenheit immer mit Gewinn abgeschlossen. In Frauenfeld gingen 800 000 Franken an den Verband, 600 000 Franken gingen an die Helferinnen und Helfer und waren in diesem Sinn auch Gewinn, und 300 000 Franken blieben am Schluss noch übrig. Das heisst unter dem Strich, es war ein gewinnorientierter Anlass. Sonst kann man sich einen so grossen Gewinn nicht erklären. Beim Schwingfest soll die Gewinnverwendung frei vonstatten gehen. Es gibt also keine Garantie, an wen der Gewinn geht. Zuerst werden die Helferinnen und Helfer, die damit keine ehrenamtlichen mehr sind, berücksichtigt, und was am Schluss bleibt, geht zum Teil an die Verbände und zum Teil an den nationalen Verband. Es ist also nicht garantiert, dass das Geld in der Region bleibt.
Der finanzpolitische Hosenlupf führt bei uns zur Konklusion, dass wir uns diese Spendierhose nicht leisten können. Wir beantragen deshalb, den Antrag der FIKO-Mehrheit zu unterstützen. In Anbetracht des hohen Beitrags von einer Million Franken sollen die 700 000 Franken für das Schwingfest nur dann erlassen werden, wenn es notwendig ist und es wider Erwarten keinen Gewinn gäbe. Nach Meinung der grünen Fraktion soll der Gewinn zuerst für die Begleichung der Sicherheitskosten und erst danach für weitere Zwecke verwendet werden.
Beim Turnfest stellt sich für unsere Fraktion die Frage etwas anders, weil es da um einen Anlass im Breitensport geht und der Gewinn in der Vergangenheit nicht sehr gross war bzw. kein Gewinn gemacht wurde. Bei diesem Geschäft unterstützt die Minderheit unserer Fraktion die freie Gewinnverwendung, eine Mehrheit unterstützt den Antrag der FIKO-Mehrheit, wonach zuerst die Kosten für die Sicherheit beglichen werden müssen.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR). Ich habe Respekt vor der Arbeit der FIKO und ich weiss, dass zurzeit der Druck innerhalb der FIKO sehr gross sein muss, im Rahmen der ASP und der Sparmassnahmen die Bilanzen irgendwie ins Lot zu bringen. Ich habe auch Verständnis für den Versuch, grundsätzlich jede Ausgabe kritisch zu hinterfragen und zu schauen, ob die Sparmassnahmen etwas bringen. Aber die FIKO oder doch deren Mehrheit muss akzeptieren, dass es wegen dieses Drucks auch mal zu Fehlentscheiden kommen kann, zu sehr kleinlichen Entscheiden, die wie im vorliegenden Fall den Kanton Bern sehr kleinkrämerisch aussehen liessen, wenn man ihrem Antrag folgen würde.
In der Vergangenheit hat die FDP zusammen mit den rot-grünen Parteien die so genannten nationalen Leuchtturmkredite immer unterstützt, weil wir uns sagten, es gibt nun einmal das Klee-Zentrum und diverse andere Museen in der Stadt Bern. Das sind Leuchttürme, und zu ihnen müssen wir stehen, auch wenn sie etwas kosten. Im vorliegenden Fall geht es um zwei sportliche Leuchtturm-Anlässe, die weit über die Kantonsgrenzen hinaus strahlen. Da kann sich der Kanton Bern eine Kleinkrämerei nicht leisten. Es wäre absolut unverständlich, die Sicherheitskostenpraxis ausgerechnet beim Eidgenössischen Schwingfest und insbesondere beim Eidgenössischen Turnfest aus kurzfristiger Finanzpolitik zu ändern. Ich könnte es schon gar nicht begreifen, wenn ich an die vorausgegangene Hooligan-Debatte und daran denke, dass man bis anhin bereit war, grosse Sicherheitskosten mehr oder weniger aus Steuergeldern zu finanzieren. Die EVP war wenigstens konsequent. Aber die Grünen würden sich nach der heutigen Debatte dem Vorwurf aussetzen, sozial zu den Hooligans und knallhart zu den freiwilligen Helfern zu sein.
Es geht hier um einen einmaligen Anlass. Das Schwingfest kommt alle 15 Jahre in den Kanton Bern und das Turnfest findet vermutlich in den nächsten 30 bis 50 Jahren nicht mehr im Kanton Bern statt. Diese beiden Anlässe sind also nicht mit einem regelmässigen Meisterschaftsbetrieb oder mit jährlich wiederkehrenden Grossanlässen, insbesondere im Oberland, zu vergleichen. Ich will nichts behaupten, aber ich glaube, auch bei den Ski-Weltcupanlässen ist man relativ grosszügig. In diesem Sinn verlange ich für Burgdorf und Biel eine Gleichbehandlung.
Zudem scheint es ein Missverständnis zu geben, was unter Gewinnverwendung zu verstehen ist. Ich kann hier zumindest zum Eidgenössischen Turnfest reden, bei dem ich einen Einblick ins Budget hatte. Bei diesem Fest werden die freiwilligen Helfer zu einem sehr geringen Ansatz entschädigt. Sollte ein «Gewinn» resultieren, wäre geplant, die helfenden Vereine und die Helfer eine Spur grosszügiger zu entschädigen. Wir sollten diese Leute auch im Hinblick auf ein zukünftiges Fest nicht desavouieren und nicht demotivieren. Solche Grossanlässe, sei es das Eidgenössische Schwingfest oder das Eidgenössische Turnfest, bringen Sie ohne freiwillige Helfer nicht über die Bühne. Es ist schön zu sehen, wie in Burgdorf und Biel die ganze Region hinter «ihrem» Fest steht und wie die Vereine einander bei diesen Grossanlässen unterstützen. Ist es da so schlimm, wenn ein allfälliger Gewinn an die helfenden Vereine ausgeschüttet werden kann? In Bezug auf die Kultur haben wir sozusagen eine «Kultur der Subventionierung» durch den Staat, und das ist normal. Bei den Sportvereinen ist es anders. Ein Turnverein ist darauf angewiesen, in dieser Saison allenfalls einen Gewinn zu machen. Dafür brauchen sie dann auch nicht regelmässige Subventionen.
Die FDP lehnt die FIKO-Mehrheitsanträge mehrheitlich ab und stimmt den Krediten gemäss Antrag des Regierungsrats zu. Man könnte allenfalls differenzieren. Das Eidgenössische Schwingfest ist ein nationaler Spitzensportanlass und hat es nicht so schwer hat, Sponsoren zu finden. Beim Eidgenössischen Turnfest wäre die Annahme des FIKO-Mehrheitsantrags schädlich und demotivierend. Wie gesagt, ich bitte Sie, dem Antrag des Regierungsrats zuzustimmen. Ich freue mich schon

jetzt, in Burgdorf Zuschauer sein zu dürfen. Die Stadtpräsidentin von Burgdorf hat vielleicht ein weiches Herz und hat ein zusätzliches Billet für mich. Als Stadtpräsident von Nidau freue ich mich zusammen mit Hans Stöckli und Fränk Hofer auf das Eidgenössische Turnfest als Zuschauer; vielleicht werde ich mit den beiden zusammen ein Gläschen Wein auf das Fest trinken können.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Erlauben Sie mir eine Vorbemerkung zum Votum von Natalie Imboden. Sie hat bei den Mehrkosten etwas vergessen: Nebst den Strassenborten und dem Wald geben wir auch für den ÖV 15 Mio. Franken im Jahr mehr aus.
Ich rede ebenfalls zu beiden Geschäften. Es handelt sich um zwei Grossanlässe im Kanton Bern im gleichen Jahr, was eine Ausnahme ist. Es sind sehr wichtige Anlässe für die Schweiz, aber auch für den Kanton Bern. Wir stehen im Schaufenster. Es ist eine einmalige Gelegenheit, mit diesen Festen unseren Kanton in der ganzen Schweiz zu präsentieren. Wir können selber entscheiden, wie wir uns präsentieren. Auch wenn die Anlässe vorbildlich organisiert sind, schlussendlich wird das Bild herüber kommen. Wie wir uns präsentieren, hängt von Kleinigkeiten ab. Die Frage, ob wir einen allfälligen Gewinn zur Anrechnung der Sicherheitskosten zurückverlangen, ist eine solche Kleinigkeit. Wir entscheiden also, ob wir ein positives oder ein negatives Bild gegen aussen aussenden.
Die BDP-Fraktion hat sich intensiv mit den beiden Geschäften befasst. Die Beiträge aus dem Lotteriefonds sind unbestritten; dazu äussere ich mich nicht, ich kann Ihnen aber garantieren, ohne dass ich bei dem Fest dabei wäre: die Million für das Schwingfest dient nicht zum Kauf eines «Munis»; der wird aus einer anderen Kasse bezahlt.
Zu den Kostenerlassen für die Sicherheitskosten. Die BDP-Fraktion hat sich grossmehrheitlich für einen Kostenerlass bei beiden Anlässen ausgesprochen. Ich gebe Ihnen ein paar Eckdaten zum Turnfest, weil ich dieses besser kenne; beim Schwingfest wird es ähnlich sein. Es werden 120 000 Besucher erwartet. Es sind 60 000 Akteure – beim Schwingfest sind es etwas weniger – und 10 000 Helfer im Einsatz. Das Turnfest hat ein Budget von 20 Mio. Franken, beim Schwingfest sind es gut 30 Mio. Franken.
Zur Diskussion stehen die 600 000 Franken bzw. 690 000 Franken Sicherheitskosten. Die Sicherheit bei Grossanlässen ist eine Staatsaufgabe. Deshalb haben nicht die Organisatoren bestimmt, wie viel Sicherheit sie wollen, sondern die Polizei hat ein Konzept erarbeitet und die Kosten berechnet. Die Organisatoren haben diese Kosten dann telquel in ihr Budget aufgenommen. Der Polizeieinsatz bei diesen zwei Festen dient nicht dazu, Hooligans oder Chaoten in die Schranken zu weisen, wie wir dies beim Hooligans-Konkordat diskutiert haben. Es geht vielmehr um den Einsatz bei Zu- und Wegfahrten, um die Parkplatzorganisation, zusammen mit den Freiwilligen, um Einsätze in Notfällen, Sicherung von Ruhe und Ordnung in Katastrophenfällen und um die nötige Sicherheit bei ausserordentlichen Lagen. Andere Sportanlässe zahlen nicht annähernd die vollen Polizeikosten. Ich wage zu behaupten, wenn sie dies tun müssten, gäbe es im Kanton Bern wahrscheinlich keine Veranstaltungen mehr in der obersten Liga; es gäbe keine Berner Rundfahrt und keinen Etappenort der Tour de Suisse oder der Tour de Romandie mehr und auch der 100-Kilometerlauf könnte nicht mehr durchgeführt werden, wenn jede Stunde eines Polizeieinsatzes bezahlt werden müsste. Ist das das Ziel und der Weg, den wir hier im Parlament verfolgen?
Sowohl das Turnfest wie auch das Schwingfest kann nur mit freiwilligen Helfern durchgeführt werden. Beim Turnfest wurden die freiwilligen Helfer mit bisher zwischen 5 und 8, wenn es gut geht, 10 Franken pro Stunde entschädigt, wenn es einen Gewinn gab. Ich möchte nicht in der Haut von Hans Stöckli oder von Fränk Hofer stecken, wenn sie sagen müssen, wir haben zwar eine halbe Million Gewinn gemacht, aber wir können die freiwilligen Helfer leider nicht bezahlen, weil wir dem Kanton die Sicherheitskosten zurückgeben müssen. Das wäre kleinlich und gäbe das negative Bild gegen aussen ab, das ich eingangs erwähnt habe. Die BDP-Fraktion als staatstragende Partei steht zu den beiden Grossanlässen und beantragt einstimmig, die Beiträge aus dem Lotteriefonds zu sprechen. Den Kostenerlass für Polizeieinsätze unterstützen wir grossmehrheitlich. Ich bitte den Rat, dies auch zu tun.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich möchte Folgendes vorausschicken: Es zweifelt niemand in der SP daran, dass das Schwingfest ein Superfest und ein Teil unserer Kultur ist. Darum geht es überhaupt nicht. Wir stellen auch den Beitrag aus dem Lotteriefonds keineswegs infrage. Noch vor zwei, drei Jahren hätte von uns wahrscheinlich niemand die Sicherheitskosten infrage gestellt. Aber heute haben wir eine ganz andere Situation. Adrian Kneubühler, danke für dein Mitgefühl für die FIKO-Mitglieder. Die gleiche Diskussion, die wir in der FIKO führten, werden wir auch noch hier im Rat führen müssen. Im Endeffekt geht es um jeden Franken in diesem Kanton. Wir diskutieren zurzeit darüber, wie viele Buslinien und kleine Schulen geschlossen werden müssen, wie viele Spitäler nicht mehr werden überleben können. Eine analog schwierige Situation haben wir mit unseren Angestellten. Das wird über alle Parteien hinweg bestätigt. Das heisst also, dass wir umdenken müssen. Vor allem die Bürgerlichen müssen umdenken, denn wir von der SP haben diese finanzielle Situation nicht gesucht. Auch wenn es ein noch so schönes Fest und es noch so berechtigt ist, müssen wir alle konsequent sein und zu den Basics zurückgehen, zu den Aufgaben, die für unsere Bevölkerung dringend sind. Dazu gehören, so leid es mir tut, die Feste nicht mehr.
Ich möchte auf ein paar Bemerkungen eingehen. Es geht um die Sicherheitskosten. Es wurde gesagt, bei einem Schwingfest sei es nicht so wie bei den Hockey- oder Fussball-Matchs, wo die Polizei hingeschickt wird, damit es keine Unruhe gibt. Hier geht es um eine andere Sicherheit. Etwa wenn es in Burgdorf oder Kirchberg ein Gedränge am Bahnhof gibt und die Gefahr besteht, dass Leute unter den Zug kommen. Da braucht es auch Polizei. Es geht genau um solche Kosten, und das ist genauso teuer. In Bezug auf Eishockey- oder Fussballmatchs sind wir von der SP zumindest konsequent. Wir haben uns immer wieder vehement dafür eingesetzt, dass die Kosten des Spitzensports von den Clubs gedeckt werden. Viele von Ihnen haben damals dagegen gestimmt. Wir sind konsequent auch hier, es geht um eine kommerzielle Veranstaltung, und die Veranstalter sollen die Kosten übernehmen.
Wir hatten in der FIKO heftige Diskussionen. Was Sie auf dem Tisch haben, ist ein Kompromissvorschlag. Wir sagen nicht, dass die Sicherheitskosten nicht gedeckt werden. Wir sagen, wenn es einen Gewinn gibt, soll dieser für die Sicherheitskosten eingesetzt werden. Vielen unter Ihnen sind die Helferinnen und Helfer ein Anliegen. Sie sind auch uns ein Anliegen. Aber die Helferkosten sind im Budget enthalten. Um sie geht es hier nicht. Es geht um etwas anderes, und das ist mir aufgestossen. Im Budget sind bereits 1 Mio. Franken für den Eidgenössischen Schwingerver-

band enthalten. Vom Vertreter eines Organisationskomitees haben wir gehört, es gehe um Lizenzabgaben. Wenn es bei Grosskonzernen darum geht, Gewinne zu verstecken, wird von Lizenzabgaben geredet. Im Budget ist bereits ein Gewinn von 1 Mio. Franken enthalten. Trotzdem kommt die FIKO-Mehrheit mit einem Kompromissvorschlag, der besagt, nur wenn es darüber hinaus noch einen Gewinn gibt, sollen die Sicherheitskosten beglichen werden. Irgendwann einmal müssen Sie mit dem Sparen beginnen, wenn es Ihnen ernst ist. Sonst müssen wir auf die Steuersenkungen der letzten Jahre zurückkommen.

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. Bevor Herr Bonsack zu Wort kommt, möchte sich Herr Kneubühler «löffeln».

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR). Ich weiss, dass ich mich wegen meines Stils alle zwei Jahre entschuldigen muss. Jetzt ist es wieder soweit. Ich entschuldige mich bei den Grünen. Ich habe ihnen fälschlicherweise vorgeworfen, sie hätten das Hooligan-Konkordat abgelehnt. Das ist nicht der Fall. Ich liess mich bei meiner Bemerkung dadurch verleiten, dass Blaise Kropf einen entsprechenden Antrag gestellt hatte. Normalerweise hat Blaise Kropf seine Fraktion gut im Griff, dieses Mal war es aber zum Glück nicht der Fall, und darüber bin ich sehr froh.

Peter Bonsack, Kallnach (UDF). Wir haben volles Verständnis, wenn es um die Finanzen geht. Aber der FIKO-Antrag Schürch ist nun wirklich untauglich. Jeder, der eine Buchhaltung macht, weiss ganz genau, wie er einen Gewinn reduzieren oder erhöhen kann. Das kann es ja nicht sein, das ist keine Motivation für die Veranstalter, wenn ein allfälliger Gewinn abgegeben werden muss. Dann haben sie kein Interesse daran, speditiv zu arbeiten. Entweder arbeiten sie langsamer, oder sie geben den Helfern etwas mehr. Ich habe sagen gehört, die Helfer erhielten 11 Franken in der Stunde, was wahrhaftig nicht viel ist. Die EDU lehnt den Antrag FIKO / Schürch ab. Wenn es sich um die FIFA handelte, würden wir den Antrag selbstverständlich unterstützen. Aber es geht um das Eidgenössische Schwing- und Älplerfest in Burgdorf und das Eidgenössische Turnfest in Biel. Beide Anlässe werden mit je einer Million aus dem Lotteriefonds gesponsert. Das finden wir richtig, ebenso den Verzicht auf eine Rechnungsstellung von 600 000 bzw. 670 000 Franken für Polizeieinsätze. Weil dies in der Regel friedliche Feste sind, sehen wir nicht ein, weshalb man diese Beträge nicht erlassen sollte. Vielleicht sind sie dann effektiv kleiner, was auch zu hoffen wäre. Die EDU unterstützt den Minderheitsantrag Feller / Iseli.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Das Eidgenössische Schwing- und Älplerfest und das Eidgenössische Turnfest sind volkswirtschaftlich wichtige Anlässe; das haben wir schon mehrmals gehört. Dass sie im gleichen Jahr stattfinden, ist schade; es wäre besser gewesen, wenn man sie hätte verteilen können. Leider können wir da nichts mehr machen. Beides sind kommerzielle Anlässe. Dass sie bedingungslos namhafte und grosszügige Gelder aus dem Lotteriefonds und nicht aus dem Sportfonds beziehen, unterstreicht deren volkswirtschaftliche Bedeutung und Nutzen. Die glp-CVP-Fraktion steht hinter beiden Grossanlässen. Kritischer stehen wir der Tatsache gegenüber, dass der Kanton auch die Sicherheitskosten übernehmen soll. Grossanlässe bedeuten für die Polizei Mehraufwand und sie kosten etwas. Ich glaube Jürg Iseli, wenn er sagt, sie würden auf ihrem Gelände dafür sorgen, dass nichts passiert. Ich würde es mit den Schwingern auch nicht aufnehmen wollen. Aber es geht um die Abdeckung eines Grundrisikos. Es müssen Leute im Hintergrund bereit stehen, falls es einen Föhnsturm geben sollte, der Lothar kommt oder irgendetwas Verrücktes passiert.
Noch nicht erwähnt worden ist Folgendes: Bis jetzt war es immer Aufgabe des Kantons, und die Polizeikosten wurden immer transparent ausgewiesen. Es war eine gemeinwirtschaftliche Aufgabe des Kantons, darüber hat nie jemand gesprochen. Jetzt aber müssen wir über solche Ausgaben reden. In Anbetracht der heutigen Finanzlage des Kantons können wir nicht länger darüber hinwegschauen und die Kosten übernehmen. Es wäre ein schlechtes Signal, nachdem wir jetzt die Kosten anderen Sportvereinen überwälzen wollen. Die glp-CVP-Fraktion erachtet die Beiträge von je 1 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds als wichtiges und grosszügiges Signal, dass diese Sportanlässe dem Kanton wichtig sind und uns die Ausstrahlung in die ganze Schweiz etwas kosten soll. Wir sind aber gegen die Überwälzung der Sicherheitskosten auf die öffentliche Hand. Hier sind wir gleicher Meinung wie die FIKO-Mehrheit: Die Sicherheitskosten sollen zunächst mit dem Gewinn gedeckt werden, der zu erwarten ist, falls es nicht «Chatze haglet und Souhünd schneit».

Bethli Küng-Marmet, Gessenay (UDC). Ich behaupte, dass uns die Teilnehmenden an den beiden Grossveranstaltungen die je gut 600 000 Franken Sicherheitskosten schon längst in der Staatsrechnung eingespart haben. Warum behaupte ich das? In Biel sind von den 60 000 Teilnehmenden 17 000 Jugendliche. Diese 17 000 Jugendlichen haben im Turnverein jede Woche auf das Turnfest hin gearbeitet, um gut abschneiden zu können. Sie haben sich engagiert, sie haben Sport betrieben – was heute ja nicht mehr selbstverständlich ist – und sie wollen alle ein gutes Resultat erzielen. Das Gleiche gilt auch für die Jungschwinger, die ein bis zwei Mal pro Woche im Schwingkeller üben. Warum komme ich dazu zu sagen, sie hätten die 600 000 Franken schon längst eingespart? Diese Jugendlichen zählen nicht zu jenen, die in der Schule Probleme machen und wegen denen Schulpsychologen angestellt werden müssen. Diese Jugendlichen stehen nicht jeden Abend auf der Strasse, sie müssen nicht von den Sicherheitsbeamten nach Hause gebracht werden. Damit haben sie uns schon sehr viel Geld eingespart.
Die Vereine und Dachverbände, die sich jahraus jahrein für unsere Jugendlichen einsetzen und sich bereit erklären, Grossveranstaltungen zu organisieren, sollen jetzt mit der Streichung des Unterstützungsbeitrags für die Sicherheit abgestraft werden. Wie wollen Sie denn noch Leute motivieren, so wichtige Feste für unsere Jugendlichen zu organisieren? Die Veranstalter des Schwingfests in Burgdorf bräuchten niemanden für die Sicherheit anzustellen. Die Schwinger schauen selber zum Rechten; Randalierern würde kurzer Prozess gemacht. Es ist eine Schande, unsere Verbände, die sich für unsere Jugendlichen einsetzen, derart abstrafen zu wollen. Ich bitte Sie, den Antrag des Regierungsrats und der Minderheit der FIKO zu unterstützen und die gut 600 000 Franken pro Fest zu erlassen, damit wir auch später noch Leute haben, die solche Leuchttürme für unseren Kanton zu organisieren gewillt sind.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich bin bei diesem Geschäft natürlich befangen. Ich freue mich riesig, dass das

Schwingfest in Burgdorf stattfinden kann. Das ist eine einmalige Chance für die Stadt und die Region, aber auch für den Kanton. Ich freue mich übrigens auch für die Bieler und dass ich an ihrem Fest Ehrengast sein darf.
Natürlich kann man Sinn und Zweck solcher Mega-Events anzweifeln und grundsätzlich darüber diskutieren, gerade in der heutigen Finanzlage, ob wir so etwas überhaupt noch vermögen und wollen. Doch darüber können wir nicht jetzt diskutieren, dazu ist es definitiv zu spät. Zwei engagierte Komitees haben zwei ganz aussergewöhnliche Volksfeste in unseren Kanton geholt. Das kommt nicht von ungefähr. Sie haben dafür gekämpft, und sie haben gewonnen. Seither haben mehrere Hundert OK-Mitglieder sowohl in Burgdorf als auch im Seeland Zehntausende Arbeitsstunden geleistet, gratis und franko. Tausende von Helferinnen und Helfern wird es zusätzlich direkt vor Ort am Fest brauchen, damit ein überwältigendes, grandioses Schwingfest und ein super Turnfest stattfinden können, zur Freude der Turn- und Schwingbegeisterten im ganzen Land.
Jetzt, kurz vor dem Ziel, beginnen wir zu «schmürzele». Wir suchen das Haar in der Suppe und vermiesen allen Mitbeteiligten Stimmung und Motivation. Mitten im Spiel werden die Regeln geändert. Beide Komitees haben nämlich mit den Gratisdienstleistungen rechnen können; sie haben auch so budgetiert. Sie konnten davon ausgehen, denn ein entsprechendes Schreiben des Regierungsrats liegt schwarz auf weiss vor. Jetzt soll plötzlich alles anders sein. Ich finde das nicht richtig. Es ist vor allem unverhältnismässig. Wochenende für Wochenende ist ein riesiges Polizeiaufgebot im Einsatz, um die so genannten Hochrisikospiele im Griff zu haben. Wochenende für Wochenende türmen sich Sicherheitskosten auf, die wir Steuerzahlerinnen und Steuerzahler geduldig bezahlen, als ob sie ein Naturgesetz wären. Die Klubs zahlen darüber hinaus ein Trinkgeld. Will man die Klubs in die Verantwortung nehmen, diskutiert man, wie heute Nachmittag, stundenlang darüber und fragt sich, ob man es dürfe und ob es nicht eventuell Persönlichkeitsrechte verletzen könnte. Gleichzeitig stehen wir vor zwei Megafesten, die erstens friedlich sein werden, zweitens von Tausenden von Freiwilligen getragen werden und drittens ein Mal pro 15 bis 20 Jahre in unserem Kanton stattfinden. Wir reden von 600 000 Franken je Fest für Sicherheitsdienstleistungen. Grossrat Peter Siegenthaler sagte, er zahle jedes Jahr 750 000 Franken für seine Hochsicherheitsspiele, während die Klubs 15 000 Franken daran zahlten. Es ist völlig unverhältnismässig, die Schwinger und Turner jetzt derart in die Pflicht nehmen zu wollen. Für mich stimmt das nicht. Ich finde es falsch, wenn man plötzlich streng sein will, es sich nicht mehr leisten will. Stimmen wir dem Antrag der Regierung zu. Damit drücken wir nicht zuletzt unsere Wertschätzung gegenüber den Organisatoren und den Helferinnen und Helfern aus. Freuen wir uns, dass der Kanton mit den beiden Festen einen super Auftritt hat, hoffentlich bei schönstem Wetter. Das können wir hier allerdings nicht beschliessen, aber die Daumen drücken können wir allemal.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Der Kanton Bern unterstützt mit dem Schwingfest einen kommerziellen Anlass. Ich finde es grundsätzlich falsch, mit Staatsgeldern Anlässe zu unterstützen, die nicht defizitär sind. Ich habe mich deswegen im Stadtrat Thun seinerzeit bereits gegen Beiträge an das Swiss Economic Forum gestellt. Gerechtfertigt ist eine solche Unterstützung nur, wenn ein Anlass mit einer kommerzielle Ausrichtung ohne Staatsbeiträge nicht stattfinden kann. Wem käme es in den Sinn, das Gurtenfestival, das auch eine nationale Bedeutung hat, zu unterstützen? Auch das ist ein kommerzieller Anlass, und es gibt keinen Beitrag aus dem Lotteriefonds. Vielleicht handelt es sich hier um eine etwas andere Klientel. Das Schwingfest erhält eine Million aus dem Lotterietopf plus 600 000 Franken. Würde man letztere nicht sprechen bzw. abziehen, erhielte es noch 400 000 Franken aus dem Topf, und das wäre immer noch fast das Doppelte dessen, was das Schwingfest 2010 vom Kanton Thurgau erhalten hat.
Wohin fliesst das Geld? Es fliesst hauptsächlich an den Eidgenössischen Schwingerverband für die Lizenzgebühren. Wäre hier im Rat eine Motion, wonach dem Schwingerverband eine Million zu überweisen sei, mehrheitsfähig? Wir diskutieren nun schon recht lange über ein Geschäft, bei dem wir keinen einzigen Rappen sparen werden, sondern höchstens einen Imageverlust des Kantons verursachen. Denn der FIKO-Antrag ist leider nichts wert. Das Budget liegt nicht verbindlich auf, und ich traue dem Organisationskomitee durchaus eine gewisse Bauernschläue zu, eine Schlussabrechnung zu machen, die keinen Gewinn ausweist. Deshalb können Sie über diesen Antrag abstimmen, wie Sie wollen, es spielt keine Rolle; er hat eher symbolische Bedeutung.
Es ist auch eine Frage, ob aus dem Lotteriefonds so viel Geld ausbezahlt werden soll. Wir haben in der Vergangenheit auch andere Budgetposten in der Laufenden Rechnung durch Gelder aus dem Lotteriefonds entlastet. Man sagt, dies seien keine Steuergelder, sie stammten aus einem anderen Kässeli. Aber es gibt schon längst eine gewisse Vermischung der beiden Kässeli, und am Schluss ist es Geld, das der Kanton Bern einsetzen kann. Sie können sich nun überlegen, ob es beim Eidgenössischen Schwingerverband am richtigen Ort eingesetzt ist.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die Voten der Kolleginnen Imboden und Schöni haben mich dazu gebracht, entgegen meiner anfänglichen Absicht doch noch etwas zu sagen. Sie sprachen von kommerziellen Anlässen und von Spitzensport. Genau das stimmt hier nicht. Wir haben vorhin drei Stunden lang über einen Sport diskutiert, bei dem die Trainer mit x-tausend Franken monatlich entschädigt werden, Abgangsentschädigungen bezahlt werden, Transferzahlungen gemacht werden: all dies in einem Spitzensport, in dem abgesahnt, ja abgezockt wird. Hier haben wir genau das Gegenteil. Hier geht es um Breitensport. Ich habe vier Töchter, eine davon ist Turnerin. Tausende von Frauen leisten ehrenamtliche Arbeit, Woche für Woche, ohne einen Franken Entgelt. Das Eidgenössische Turnfest ist ihr Fest, ihr Highlight, ihre Motivation. Wollen wir jetzt so kleinkrämerisch tun und sagen, es koste zu viel und wir könnten es uns nicht leisten? Ich würde eher sagen: Super, danke, macht das, organisiert das Fest für unsere Kinder! Das ist Jugendarbeit, Quartierarbeit, ein Beitrag an die Gesundheit und gegen die Bewegungsarmut. Sollte der Antrag etwas wert sein – Kollege Bhend hat es angesprochen –, dürfte darin nicht «ein allfälliger Gewinn» stehen, sondern er müsste so formuliert werden: «Die Pauschale an den Sicherheitskosten beträgt so und so viel Franken.» Damit wäre die Motivation des Organisationskomitees, ein gutes Fest zu organisieren, weiterhin gegeben. Das wollen wir doch, wir wollen es doch nicht bremsen! Ich bitte Sie, das Geschäft gemäss regierungsrätlichem Antrag zu unterstützen.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Meine Interessenbindung: ich bin Ehrenmitglied des berüchtigten Eidgenös-

sischen Schwingerverbands. Mir fällt es leichter, meine Meinung im Sägemehlring kund zu tun als mit Worten. Ich versuche es jetzt trotzdem. Ich war 1998 am Eidgenössischen Schwingfest in Bern Vorstandsmitglied des einzigen Trägervereins, dem mittelländischen Schwingerverband. Dank eines Reingewinns konnten wir einen Fonds gründen, aus dem wir jährlich Geld für den Nachwuchs entnehmen können. Damit haben Jungschwinger die Möglichkeit, gratis ein Training zu besuchen. Zu ein paar Zahlen. Natalie Imboden sagte, das Schwingfest mache nie Defizit, sie habe das nachgeschaut. 2001, bei prächtigem Festwetter, gab es in Nyon ein Defizit, das nie ganz genau beziffert wurde, aber es ging um rund 250 000 Franken. In Aarau 2007, das konnte man in der Zeitung lesen, war am Festwochenende der Polizeieinsatz geringer als an den übrigen Wochenenden. Wir haben schon mehrmals Kredite für das Klee-Zentrum und andere Kulturgeschäfte gesprochen. Es wäre noch niemandem in den Sinn gekommen, eine Klausel aufzunehmen, wonach der Beitrag bei einem Reingewinn zurückzuzahlen sei. Ich danke Ihnen allen, wenn Sie den Beitrag unterstützen. Es ist ein Beitrag, der in die richtige Kasse kommt.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Wir haben jetzt viel von Zahlen in Franken geredet. Es geht aber nicht nur um Franken. Viel wichtiger ist der volkswirtschaftliche Nutzen. Mit Jugendlichen, die Sport treiben, haben wir viel weniger Probleme. Sie sind in Vereinen organisiert, haben eine Aufgaben und hängen nicht an Bahnhöfen herum und machen Probleme. Als Schüpfener kann ich mitreden: von den Chaoten, die uns Probleme machten, war nicht einer in einem Verein. Mit Vereinsjugendlichen hatten wir noch nie Probleme. Diese Jugendlichen tun etwas für ihren Körper, womit sie uns später Gesundheitskosten einsparen helfen. Ich bin Mitglied des OK eines Turnfests im Jahr 2016. Wir haben schon jetzt Sitzungen, und wir tun dies ehrenamtlich, aus Überzeugung, weil wir etwas für die Jugend tun wollen. Wenn solche Feste wegen der Rückzahlung der Sicherheitskosten ein Risiko sind, werden wir kaum noch Leute finden, die die Arbeit ehrenamtlich leisten. Auch von daher sollten wir eine gewisse Grösse zeigen und eine gewisse Sicherheit geben, dass es wie bisher weitergeht. In diesem Sinn bitte ich Sie, dem Antrag des Regierungsrats Folge zu leisten.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich rede als ehemaliger OK-Präsident eines verhältnismässig kleinen Fests, dem kantonalen Jodlerfest 2010. Ein Punkt ist bisher noch nicht beleuchtet worden. Zählt man die Budgets der beiden Anlässe zusammen, kommt man auf 50 Mio. Franken. Wir reden jetzt von 2 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds. Woher kommen die anderen 48 Mio. Franken? Sie müssen weitgehend mit Sponsoringanstrengungen hereingeholt werden. Ich war Sponsorenchef unseres Fests und weiss, was es braucht, um Sponsoren zu finden. Wenn wir hier ein Zeichen setzen, dass der Kanton Bern aus eigenen Mitteln nichts beitragen will, sondern nur die Defizitgarantie spricht, dann gute Nacht! Wenn die Sponsoren merken, dass sie das Fest indirekt auf Staatskosten unterstützen, werden sie nein, danke sagen. Das wäre sehr schade, haben diese Feste doch eine sehr grosse Bedeutung. Zur Gewinnorientierung Folgendes: An unserem Fest war es uns dank dem guten Festverlauf möglich, 10 Franken pro Helferstunde an die Vereine weiterzugeben. Gibt es keinen Gewinn, haben auch die Vereine bzw. die Helfer nichts. Ich bitte Sie, den Antrag der Regierung zu unterstützen.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Zu meiner Interessenbindung: ich bin Mitglied des OK Schwing- und Älplerfest Burgdorf. Das OK arbeitet bereits seit neun Jahren an diesem Fest. Es ist nicht einfach ein Verbandsfestli, es ist einer der grössten Sportanlässe in der Schweiz. Im Moment umfasst das OK 220 Mitglieder. Bis jetzt wurden schon zahlreiche ehrenamtliche Stunden geleistet. Vergessen Sie nicht, ein Gewinn steht keinesfalls fest. Wir können nur eventuell mit einem Gewinn rechnen, wenn wir schönes Wetter haben. Das Fest steht und fällt mit dem Wetter, unterschätzen Sie das nicht! Wie Andreas Burren schon erwähnte, hatte Nyon ein Defizit, und Frauenfeld geriet trotz hervorragendem Sommerwetter beinahe in ein Defizit. Natalie Imboden sprach von einem Budget von über 30 Mio. Franken. Das stimmt nicht, wir haben zusammengestrichen und gespart und kommen jetzt auf ein Budget von 25 Mio. Franken.
Betrachten Sie bitte das Ganze neutral. Wir möchten nichts anderes als eine Gleichbehandlung aller Sportanlässe, sei dies Fussball – darüber haben wir einen ganzen Nachmittag lang diskutiert –, Hockey usw. Diese Anlässe kosten uns ein Vielfaches pro Jahr von dem, was wir alle 15 Jahre zahlen. Mir ist deshalb unbegreiflich, warum man nun die Bremse ziehen will. In den Vereinen wird sehr viel für die Jugend gemacht. Bedenken Sie auch, dass wir 3500 Helfer brauchen, um das Fest durchführen zu können. Diese Helfer können wir nicht einfach aus dem Ärmel schütteln; wir sind auf die ganze Region, auf das ganze Emmental angewiesen. Einfach so kommen sie nicht.
Im Städtchen Burgdorf werden von Freitag bis Sonntag 250 000 Leute erwartet. Klar ist das ein friedliches Fest, wenn alles normal läuft. Aber wir müssen trotzdem für die Sicherheit sorgen, wir brauchen trotzdem ein Sicherheitsdispositiv und entsprechend Polizei. Wir dürfen nichts riskieren. Das Schwingfest hat eine enorme volkswirtschaftliche und touristische Bedeutung für den Kanton Bern. Unterschätzen Sie dies nicht! Es wurde auch der Beitrag an den Eidgenössischen Schwingerverband erwähnt. Wir könnten den Spiess umdrehen und den Schwingerverband mit der Sponsorensuche betrauen, sodass wir ihm keine Abgeltung zu geben brauchten. Da würde wohl niemand etwas sagen. Aber es ist halt nun einmal im Pflichtenheft niedergeschrieben, dass der Eidgenössische Schwingerverband 16 Prozent der Eintrittsbillette erhält, weil er sich so über die nächsten drei Jahre über Wasser halten kann. Am Rande sei noch Folgendes erwähnt: Wir haben jetzt viel über Geld geredet. An der letzten Olma war der Kanton Bern Gastkanton, was 800 000 Franken kostete. Für das Zürcher Sechseläuten zahlten wir 550 000 Franken. Demnächst wird die Luga stattfinden, wofür wir 450 000 Franken nur für Ausstellungen zahlen. Überlegen Sie sich das: hier machen wir etwas für die Jugend!

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. Die Antragsteller Schürch und Feller verzichten auf das Wort.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC). Ich kann es mir nicht verkneifen, noch etwas zu einigen Bemerkungen zu sagen. Roland Näf, du kannst das Schwingfest und das Turnfest nicht auf die Finanzpolitik herunter brechen. Sonst werden wir den Beitrag an das Klee-Zentrum künftig mit dem gleichen Argument streichen, und damit hätten wir genug Mittel, um in 15 Jahren für das nächste Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest sowohl die 600 000 Franken als auch die Million aus dem Lotteriefonds zu sprechen. Es geht auch um einen wirtschaftlichen Nutzen. Gemäss Berechnungen hat das Eidgenössische Schwing- und Älplerfest Luzern 2004 der Region einige Millionen Wertschöpfung ge-

bracht. Damals nahmen weniger Leute teil, als man in Burgdorf erwartet. Es kommt also etwas in den Kanton Bern zurück, auch wenn es jetzt heruntergespielt wurde. Solche Anlässe widerspiegeln ein Brauchtum, es sind Breitensport-Anlässe. Für mich ist übrigens der Beitrag aus dem Lotteriefonds nicht Geld aus der Staatskasse. Seien wir doch froh um jeden, der diesen Fonds mit seinen Lotteriescheinen speisen hilft. Ich appelliere noch einmal an Sie, unterstützen Sie den Antrag des Regierungsrats und setzen Sie damit ein Zeichen, dass der Kanton Bern bereit ist, die beiden Anlässe zu unterstützen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. «Bernbashing» ist in der Mode. Wenn sich der Kanton Bern selber ins Knie schiessen will, kann er das tun. Ob es gesamtschweizerisch gut ankommt, ist eine andere Frage. Wenn bernische Krankenkassen ihren Versicherten zu tiefe Prämien verrechnet, zeigt man auf den Kanton und sagt, er habe zu wenig gezahlt. Es ist nicht der Kanton Bern, aber es ist eben auch «part of bernbashing».
2013 finden in diesem wunderschönen, heterogenen, vielfältigen Kanton Bern zwei eidgenössische Feste statt. Ich oute mich, Elisabeth Zäch, du sagtest, es sei eine einmalige Chance für die Region. Früher, 1983, war ich in Langenthal im OK des ESAF. Schon damals gab es in der Region ein einmaliges Fest, und jetzt wiederholt sich das. Wenn Sie sich vorstellen, welche Ausstrahlung die beiden Feste in den Medien dieses Landes und bei der Bevölkerung in Stadt und auf dem Land haben, liegt dies auch auf der Schiene unseres Engagements an der Olma. Der Auftritt an der Olma war für den Kanton Bern fantastisch. Er war nicht ganz billig; er kostete 800 000 Franken. Wir waren am Zürcher Sechseläuten vertreten. Einige Regierungsräte waren sogar von einer Zunft eingeladen worden. Gekostet hat es 600 000 Franken. Mit diesen beiden Engagements wollten wir den Kanton positiv präsentieren und anderen Kantonen aufzeigen, was wir sind, was wir können. Bern «isch öpper». Dieses Element haben auch das Schwing- und das Turnfest. Aus dieser Gesamtsicht habe ich der Regierung den Antrag gestellt, je eine Million aus dem Lotteriefonds zu sprechen und die Sicherheitskosten zu erlassen. Ich musste mir in der Kommission vorwerfen lassen, man hätte die Kostenerlasse budgetieren müssen. Ein schwieriges Unterfangen, nachdem wir den Takt der OK's nicht mitbestimmen können. Die Regierung ist überzeugt, dass ihr Antrag in die richtige Richtung geht. Der Lotteriefonds vermag dies; es geht um einen einmaligen Beitrag – in 15 Jahren gibt es vielleicht wieder ein ETF. Ich empfehle Ihnen wärmstens, im Sinne der Ausstrahlung für den wunderschönen Kanton nicht Erbsen zu zählen, sondern dem regierungsrätlichen Antrag zuzustimmen.

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. In der ersten Abstimmung befinden wir über die Ergänzung des Beschlusses im Sinn des Antrags der FIKO-Mehrheit (Schürch). Danach führen wir eine Schlussabstimmung mit oder ohne Ergänzung durch.

Vote (proposition CFIN, Schürch)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	44
Non	94
Abstentions	5

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. Der Rat lehnt den Antrag FIKO-Mehrheit (Schürch) ab.

Vote final (proposition du Conseil-exécutif / proposition de la minorité de la CFIN / UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	131
Non	10
Abstentions	3

Bernhard Antener, Langnau i. E. (SP), vice-président. Der Rat hat das Kreditgeschäft in der Fassung Regierungsrat / FIKO-Minderheit (Feller) und SVP (Iseli) genehmigt.

Affaire 2012.1614

Direction de la police et des affaires militaires; Fête fédérale de gymnastique 2013 à Bienne; subvention du Fonds de loterie et remise des coûts (prestations et infrastructures cantonales)

Annexe 5, ACE 1840/2012

Proposition de la majorité de la CFIN (Schürch, Huttwil)
7. Conditions pour la subvention
Condition supplémentaire :
Les bénéfices éventuels réalisés par l'organisme responsable seront affectés en priorité à la couverture des coûts dans le domaine de la sécurité.

Proposition de la minorité de la CFIN (Feller, Steffisbourg) / UDC (Struchen, Epsach)
Proposition du Conseil-exécutif

Bernhard Antener, Langnau i. E. (PS), vice-président. Die meisten Rednerinnen und Redner haben sich bereits zu diesem Geschäft geäussert. (Discussion, voir 39, affaire 2012.1613 ci-avant) Die Vertreter der FIKO-Mehrheit bzw. -Minderheit verzichten auf das Wort.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC). Organiser une fête fédérale pareille, c'est vraiment un défi, un défi de taille. Plus de 60 000 participants, ce n'est pas tous les jours que l'on a la chance d'avoir une fête pareille dans le canton. J'aimerais donc remercier tout d'abord les organisateurs qui investissent énormément de temps libre pour cette manifestation, les volontaires, on l'a déjà dit, sans qui cette manifestation ne sera pas possible, et surtout les entraîneurs qui entraînent tout au long de l'année nos jeunes pour une bouchée de pain ou même bénévolement. Ils font de la sorte, ma camarade l'a déjà dit, un travail inestimable, un travail social. Nous soutenons la proposition du Conseil-exécutif. J'aimerais repréciser ici que la moitié du bénéfice sera reversée en faveur de l'encouragement de la gymnastique et du sport dans la région, et l'autre moitié à la Fédération suisse de gymnastique. Combien de fois a-t-on eu ici des motions qui disaient qu'il fallait encourager le sport, que le sport était très bon pour la santé? Aujourd'hui on hésite, on discute sur ce crédit. Je vous rappelle que l'on parle ici d'un sport, d'un sport populaire, c'est pourquoi je vous prie

de soutenir ce crédit. On a énormément de manifestations, cela a déjà été dit, et c'est aussi une question d'équité. Est-ce que vraiment, pour un sport populaire, il va falloir rembourser les frais de sécurité quand d'autres manifestations ne doivent pas le faire? M. le conseiller d'État a dit que cela revenait à se tirer une balle dans le pied et c'est vraiment cela. Est-ce que vous croyez que les discussions que l'on a eues cet après-midi sur ces coûts de sécurité, c'est bon pour l'image de notre canton? Autre chose: tout à l'heure, notre collègue Näf a demandé que quand on parlera de budget, il faudra se demander combien de bus, combien d'écoles il va falloir fermer. Je vous demande moi combien de musées on va fermer, puisqu'on a une Leuchtturm, un musée-phare qui nous coûte plus de 6 millions par année pour seulement 100 000 visiteurs. Je vous demande donc de soutenir la proposition du Conseil-exécutif.

Bernhard Antener, Langnau i .E. (SP), vice-président. Wir kommen zur Abstimmung.

Vote (proposition de la majorité de la CFIN, Schürch)

Décision du Grand Conseil	
Rejet	
Oui	28
Non	99
Abstentions	10

Bernhard Antener, Langnau i .E. (SP), vice-président. Der Rat hat den Antrag der FIKO-Mehrheit abgelehnt. Damit kommen wir zur Schlussabstimmung.

Vote final (proposition du Conseil-exécutif / minorité de la CFIN / UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	133
Non	0
Abstentions	7

Bernhard Antener, Langnau i.E. (PS), vice-président. Der Rat hat das Kreditgeschäft in der Fassung von Regierungsrat, FIKO-Minderheit und SVP genehmigt. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der POM. Sie haben es gemerkt: Sport weckt Emotionen. Während viereinhalb Stunden haben wir über drei Geschäfte debattiert und damit einen Rückstand in der Marschtabelle eingefahren. Wir müssen weiterfahren, sonst tagen wir auch noch nächsten Mittwoch. Deshalb beginnen wir jetzt mit der Eintretensdebatte zum Spitalversorgungsgesetz.

Affaire 2010.9359

Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification)

Annexe 9

1re lecture

Débat d'entrée en matière

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Es gibt Angenehmeres, als Sie am Abend zwanzig Minuten vor sieben Uhr über ein Geschäft zu informieren, das nicht als «peanuts» bezeichnet werden kann. Mit diesem Geschäft werden über 1,24 Mrd. Franken gesteuert, das heisst über 10 Prozent des gesamten Budgets.
Warum braucht es eine Revision des Spitalversorgungsgesetzes? Der Hauptgrund ist, dass die Bundesversammlung mit dem revidierten KVG eine andere Art der Steuerung der Gesundheitskosten verabschiedet hat. Im Gegensatz zur früheren reinen Objektfinanzierung, bei der die Institutionen, primär die öffentlichen Spitäler, Investitionskredite erhielten, sollen die Gesundheitskosten neu über Fallpauschalen, so genannte DRG, gesteuert werden. Die Zielsetzungen des Gesetzgebers sind mehr Wettbewerb und gleich lange Ellen zwischen privaten und öffentlichen Spitälern. Der Kanton hat neu in der Grundversicherung 55 Prozent der Kosten zu übernehmen. Deshalb der happige Betrag von 1,24 Mrd. Franken.
Was waren die Leitlinien für die Revision auf kantonaler Ebene? Primär war es Artikel 41 der kantonalen Verfassung, wonach der Kanton zuständig ist für eine ausreichende, wirtschaftlich tragbare medizinische und pflegerische Versorgung der Bevölkerung, wofür er die entsprechenden Institutionen zur Verfügung zu stellen hat. Leitlinie war aber auch, den Wettbewerb, den Markt, der sich im Kanton zwischen den öffentlichen und privaten Spitälern neu konstituiert, in dem Sinn zu managen, dass die regionalen Spitalzentren mit einer grösstmöglichen Flexibilität auf dem Markt agieren können. Insbesondere ging es der Regierung auch darum, die jetzt noch direkt unterstellten Bereiche der Psychiatrie, nämlich die UPD, die Psychiatrie Münsingen und die regionalen Psychiatriezentren, mit dem gleichen Meccano und den gleichen rechtlichen Strukturen abzubilden. Es gibt verschiedene Gesetze, die den Gesundheitsmarkt im Kanton Bern steuern. Das wichtigste und oberste System ist die so genannte Versorgungsplanung. Sie definiert die strategischen Punkte, von denen einerseits das Spitalversorgungsgesetz und anderseits die Spitalliste abgeleitet wird. Das sind die beiden zentralen Steuerungsinstrumentarien der GEF, um die Versorgung im Kanton Bern zu gewährleisten.
Zum Inhalt des Spitalversorgungsgesetzes. Ich werde mich hüten, Ihnen aus den 80 Seiten Protokoll die 170 Artikel vorzustellen. Hingegen werde ich versuchen, die zentralen Punkte, auch die Punkte, die wir politisch schon ein paar Mal miteinander diskutiert haben, kurz zu skizzieren. In der so genannten Spitalversorgung definiert die GEF, dass die kantonalen Leistungserbringer in der Struktur einer AG in den RSZ weitergeführt werden. Vor ein paar Monaten war dies noch eine Frage; die Regierung hatte eine andere Variante, die heute nicht mehr zur Diskussion steht. In der Zwischenzeit sind Regierung und Kommission einhellig der Meinung, dass sich die AG bewährt haben und es jetzt darum geht, die UPD und das PZM in die gleiche AG-Struktur zu überführen. Dabei sollen alle Spitalbereiche ungefähr die gleichen rechtlichen Strukturen haben. Insbesondere ist man überzeugt, dass ein Unternehmen mit einer AG die grösstmögliche Steuerungsfreiheit hat, um sich am Markt behaupten zu können.
Eines der goldenen Stücke, ein Stück, das morgen wohl dynamisch abgeht, ist die Frage der Steuerung des Leistungsvolumens. Bei diesem Punkt gibt es immer noch zwei Optionen, deshalb führe ich sie hier nicht aus. Die eine Option kann man als «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser» bezeichnen; das ist

die GEF-Strategie. Die zweite Variante hiesse «Vertrauen ist gut, man hat es im Griff». Was dies konkret heisst, werden wir morgen bei der Diskussion der Artikel 40 bis 47 sehen.
Nicht nur die Finanzierung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen ist im Gesetz enthalten, sondern als weiterer zentraler Punkt auch die Frage der Ausgleichsabgaben. Darauf komme ich später zurück. Das Rettungswesen wird mit Pflichten und Rechten definiert. Neu sollen bei den nicht-ärztlichen Aus- und Weiterbildungen sowohl die privaten wie die öffentlichen Spitäler die gleichen Leistungen zu erbringen haben. Ein Kardinalsstück ist auch die Frage, ob der Kanton weiterhin einen Fonds für die Spitalversorgung äufnen will, um die so genannte Finanzierung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen aus einem Topf finanzieren zu können.
Ich komme zur Art und Weise, wie wir das Geschäft in der Kommission beraten haben. Das Geschäft hatte bekanntlich einen grossen Vorlauf mit politischem Markieren. Wir hatten einen runden Tisch, und schon dort konnte ein Teil der Konfliktpunkte bereinigt werden. Dass es uns gelungen ist, das Gesetz statt in drei Tagen in eineinhalb Tagen zu beraten, hat mit drei Faktoren zu tun. Erstens wurde das Geschäft von der GEF sehr gut vorbereitet. Wir haben jederzeit von den Unterlagen her gewusst, was Sache ist. Zweitens haben es die Kommissionsmitglieder geschafft, Eigeninteressen hintan zu stellen und im Sinn der Kommunikation miteinander zu reden und nach mehrheitsfähigen Varianten zu suchen. Dafür danke ich ganz herzlich. Auch dafür, dass sich die Kommissionsmitglieder meiner relativ toughen Führung unterstellten und ich ab und zu «regenten» durfte. Ein ganz wichtiger Punkt war auch, dass wir es geschafft haben, bei Varianten, bei denen es unsicher war, ob sie das Gelbe vom Ei seien, die primär von bürgerlicher Seite kamen, in kürzester Zeit neue, mehrheitsfähige Kompromisslösungen zu finden. Dies ist dem Mann zu verdanken, der mit mir zusammen das Gesetz durch den Beratungsprozess gesteuert hat, nämlich dem Chef des Rechtsamts, Carlo Tschudi. Die GEF hat uns innerhalb der ersten Lesung des Gesetzes Varianten ausgearbeitet, die mehrheitsfähig waren. Neben den organisationsrechtlichen Bestimmung ist es primär auch darum gegangen, zu klären, wer im Markt von Kantonsseite her das Management hat. Es sind die regionalen akutstationären Grundversorgungen und die regionale Psychiatrie. Das Gesetz definiert auch die Rolle der Universitätsspitäler.
Grundsätzlich sind wir überzeugt, dass mit der Übernahme der bisherigen Regeln der RSZ eine Variante gefunden wurde, die sich in der Vergangenheit bewährt hat und sich auch in Zukunft bewähren wird. Neben den RSZ-Strukturen sind aber auch neue regionale Holding-Strukturen möglich, also ein grösserer Zusammenschluss; dies auf Antrag der einzelnen RSZ. Wir haben im Weiteren bezüglich der UPD geklärt, ob sie in eine öffentlich-rechtliche selbstständige Anstalt oder in eine AG ausgelagert werden soll. Hier haben Punkte der Einflussnahme, der staatlichen Kontrolle via Wahrnehmung der Aktionärsrechte überwogen. Nicht zuletzt sind wir überzeugt, dass eine AG den einzelnen Unternehmen eine grössere Steuerbarkeit und eine grössere Flexibilität gibt.
Die Frage der Mengenausweitung werden wir morgen genauer anschauen. Dies ist einer der zentralen Punkte, und ich gehe davon aus, dass niemand in irgendeiner Art ein Interesse daran hat, dass es zu einer unbegründeten Mengenausweitung kommt. Da ich nicht sicher bin, ob wir bereits die beste Lösung gefunden haben, gibt es deshalb auch einen Antrag von meiner Seite. Bezüglich Lebenszyklus-Management haben wir eine Lösung gefunden, die für uns alle stimmt. Auch da haben wir einen Kompromiss gefunden, der nicht mehr ein Streitpunkt ist. Die Ausgleichsabgabe wird morgen noch zu diskutieren geben. Es ist ein Instrumentarium, das versucht, dort, wo private Spitäler immer noch etwas bessere Chancen haben, indem sie einen grösseren Anteil von privaten und halbprivaten Patientinnen und Patienten haben, die entsprechenden Gewinne zugunsten eines Fonds abzuschöpfen.
Ich komme zum Spitalversorgungsfonds. Er ist eine Möglichkeit zu versuchen, all die Leistungen, die der Kanton erbringen muss und die nicht über DRG abgegolten werden, insbesondere in der regionalen Psychiatrie und den regionalen RSZ, zur Verfügung zu stellen. Es geht primär um ambulante Massnahmen, bei denen TARMED keinen adäquaten Preis abbildet; es geht aber auch um Versorgungsmodelle mit integralen Lösungen oder um verschiedene Modellversuche und Innovationen. Dieser Punkt wird morgen noch zu lösen sein.
Ich komme zum Schluss. Die Diskussionen in der Kommission waren sehr spannend. Ich gehe davon aus, dass wir gut gearbeitet haben. Es gibt relativ wenige Diskussionspunkte, die nicht per definitionem diskutiert werden müssen. Ich hoffe, dass wir morgen relativ schnell, wirtschaftlich und in gleich guter Stimmung wie in der Kommission das Gesetz werden beraten können. Ich danke schon jetzt für die Loyalität, die Sie gezeigt haben, und freue mich auf die morgige Diskussion.

Enea Martinelli-Messerli, Matten b.I. (PBD). Um es vorweg zu nehmen: die BDP ist für Eintreten auf das Gesetz. Ich möchte in meinem Eintretensvotum auf ein paar Eckpunkte zurückblenden, die das Bundesparlament bei der KVG-Revision bezüglich Spitalfinanzierung festgeschrieben hat. Ganz neu ist: mit der Revision des KVG werden Leistungen abgegolten, dies im Gegensatz zu früher, als der Kanton für seine öffentlichen Spitäler die Defizite gedeckt hat. Die Defizite werden heute im Prinzip nicht mehr gedeckt. Deshalb sind die Faktoren, ob es zu viele oder zu wenige Spitäler im Kanton Bern gibt, nicht mehr so relevant, wie dies früher der Fall war. Mit der Defizitdeckung von früher kam es effektiv darauf an, welche Leistung in welchem Spital angeboten wurde. Heute ist es anders, wir reden heute über Preise, und dabei geht es zu wie in einem ägyptischen Basar: sie werden kantonsweit ausgehandelt. Wir haben in der Versorgungsplanung die Eckpunkte definiert. So muss es muss beispielsweise möglich sein, innerhalb von 50 km zum nächsten Spital zu kommen. Die Krankenkassen werden kaum höhere Tarife für nicht wirtschaftlich betriebene Spitäler gewähren. Es ist eine Illusion zu meinen, dass es differenzierte Tarife gibt; zumindest im Moment sind sie nicht auszuhandeln. Es gibt Kantone, die sich an die Grundregeln der Spitalfinanzierung halten, so weitgehend der Kanton Bern. Andere Kantone halten sich überhaupt nicht daran. So zahlt der Kanton Solothurn zum Beispiel ein neues Spital. Im Kanton Bern hingegen müssen seit dem 1. Januar 2012 die Spitäler im Prinzip selber schauen, wie sie ihre Investitionen erwirtschaften – die letzten diesbezüglichen Kredite aus dem Spitalversorgungsfonds haben wir 2011 gesprochen.
Mit der Leistungsfinanzierung ist auch die freie Spitalwahl eingeführt worden. Früher war es grundversicherten Patienten kaum möglich, sich in einem anderen Kanton ohne Kostengutsprache behandeln zu lassen. Heute ist dies problemlos möglich. Der Kanton zahlt diesen Patienten den gleichen Beitrag, den er auch im Kanton Bern zahlen würde. Wenn sich ein Berner im Kanton Zürich behandeln lässt, muss der Kanton Bern

an die Leistung gleich viel zahlen, wie er an die Leistung im Kanton Bern zahlen würde. Gewisse Punkte bezüglich Leistungssteuerung werden dadurch etwas relativiert. Der Kanton Bern zahlt 55 Prozent an die Leistungen, die durch Tarifverträge ausgemacht worden sind. Sie können nun sagen, Zürich sei nicht relevant. Relevanter ist, wenn ein Oberaargauer nach Olten geht. Das Spital Langenthal kann mit Olten einen Vertrag aushandeln, aber die Leistung müsste trotzdem bezahlt werden. So ist das neue System gemäss Bundesgesetz, an dem können wir nicht rütteln.
Mit der neuen Spitalfinanzierung ist auch geklärt worden, welche Leistungen die Grundversicherung zahlt. Es ist nicht so, wie gewisse Leute meinen, dass medizinische Leistungen von zusatzversicherten Patienten aus der Zusatzversicherung bezahlt werden: sie werden auch bei Vorhandensein einer Zusatzversicherung aus der Grundversicherung bezahlt. Die Zusatzversicherung dient dazu, Zusatzleistungen zu bezahlen, zum Beispiel das Zweibett-Zimmer, die grössere Menüauswahl, die freie Arztwahl usw. Man muss mit den Tarifen auch Rückstellungen für Investitionen machen. In der Praxis heisst dies: jedem Patienten wird bei einer Blinddarmoperation beispielsweise gleich viel bezahlt, unabhängig davon, wie der Patient versichert ist: ob grund- oder zusatzversichert, für den Kanton kostet es gleich viel. Nur die Zusatzleistungen, die über Privatversicherungen gezahlt werden, kommen aus einem anderen Topf.
Das KVG legt ferner fest, dass Angebote, die über die medizinischen Leistungen hinausgehen, nicht von der Krankenversicherung, sondern durch den Kanton bezahlt werden. Man redet hier von gemeinwirtschaftlichen Leistungen wie beispielsweise Fort- und Weiterbildungen der universitären Gesundheitsberufe wie Ärzte oder Spitalapotheker. Auch andere Leistungen, die unabhängig von der Auslastung sind, aber zur Verfügung stehen müssen, werden vom Kanton bezahlt. Das betrifft gewisse Teile der Notfallstation, in gewissen Regionen auch die Geburtshilfe. Das sind gemeinwirtschaftliche Leistungen, das heisst, dass sie nicht gemein für die Wirtschaft sind, sondern aus der allgemeinen Kasse finanziert werden müssen. Das Budget des Kantons Graubünden für das laufende Jahr sie wie folgt aus: 4,1 Mio. Franken für Notfall- und Krankentransportdienste sowie Rettungsdienste; 5,6 Mio. Franken für die universitäre Lehre und Forschung und 17,2 Mio. Franken für gemeinwirtschaftliche Leistungen. Der Kanton Bern hat für diesen Teil den Rettungsdienst sowie die universitäre Lehre und Forschung budgetiert. Für gemeinwirtschaftliche Leistungen ist in diesem Sinn, soweit ich sehe – Herr Feller kann mich korrigieren – nichts vorgesehen.
Ein weiterer wichtiger Punkt ist zu erwähnen: Der Kanton hat diverse Rollen in diesem Spiel inne. Die Kantone sind Spitalinhaber, Hauptfinanzierer der Grundversorgung, gesundheitspolizeiliche Aufsichtsbehörden, Genehmigungsinstanz für Tarife und zuständig für die Spitalplanung. Diese Mehrfachrolle bietet diverse Interessenskonflikte. Je mehr man dem Staat zuschiebt, desto grösser werden diese Konflikte. Man muss nach Lösungen suchen, um sie möglichst zurückzubinden; Lösungen, die dazu führen, dass der Kanton dort seine Verantwortung übernimmt, wo er sie übernehmen muss. In Bezug auf die Eigentümerstrategie stellt sich die Frage: muss dies die GEF machen? Die GEF hat eine gesundheitspolizeiliche Aufgabe; Eigentümer ist der Kanton. Die Frage ist, ob die Eigentümerstrategie nicht an einem anderen Ort angesiedelt werden sollte, wie dies übrigens andere Kantone machen. Sie haben innerhalb der Gesundheitsdirektion nicht alles dem Spitalamt zugeschoben, sondern sehen getrennte Funktionen vor. Das eine ist das Spitaleigentum, die Strategie der eigenen Spitäler, das andere ist die Aufsicht und die Qualitätskontrolle. Diese Trennung ist an sich richtig, weil man so gewisse Interessenkonflikte zurückbinden kann. Die BDP unterstützt das Gesetz in der vorliegenden Form; sie unterstützt auch die Anträge der Kommission. Die BDP stellt sich aber klar gegen die Regierungsvariante einer Leistungsmengensteuerung und gegen einen Ausgleichsfonds aus Beiträgen aus der Zusatzversicherung. Den Antrag der SP bezüglich Vergütungsbericht lehnt die BDP ebenfalls ab. Ich werde dies bei den betreffenden Artikeln begründen.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Als erstes dankt die FDP für die Abfassung dieser Gesetzesvorlage in doch recht kurzer Zeit. Die gesetzlichen Inhalte, die im ersten Entwurf aus unserer Sicht nicht unterstützt werden konnten, sind im Sinn einer überwiesenen Motion Brand, Kneubühler und Widmer zum Teil in Form von Varianten oder in abgeänderten Form oder überhaupt nicht ins Gesetz eingeflossen. Mit der momentanen Gesetzesgrundlage haben wir die Möglichkeit, ein Spitalversorgungsgesetz zu beschliessen, welches gemäss den Grundsätzen des KVG für eine freie Spitalwahl und entsprechendem Wettbewerb nur dort plant, wo die Versorgungssicherheit gewährleistet werden muss. Die FDP ist beruhigt, dass sich die Kommission für die Organisationsform von Aktiengesellschaften für alle Spitalinstitutionen ausgesprochen hat. Die Möglichkeit von Zusammenschlüssen mit anderen Leistungserbringern in Holding-Strukturen wird von der FDP ausdrücklich begrüsst. Leistungsvolumenbegrenzungen, die Schaffung von Lenkungsabgaben und Ausgleichsfonds wirken gemäss unserer Überzeugung wettbewerbsverzerrend bzw. -behindernd. Wir dürfen nicht vergessen, dass wir dem interkantonalen Spitalmarkt ausgesetzt sind. Die FDP geht in erster Linie davon aus, dass die Leistungserbringer und die Versicherer die Leistungsmengenausweitung mit konkreten Massnahmen im Griff haben. Der Mechanismus einer Lenkungsabgabe ist für uns absolut nicht zielführend. Gleich beurteilen wir die Schaffung eines Ausgleichs- und Spitalfonds. Die Diskussionen in der Fraktion haben im Nachgang zu Anträgen geführt, die in der Kommission nicht behandelt worden sind. Wir werden in der Debatte auf diese und weitere Anträge näher eingehen. Wir möchten uns an dieser Stelle der Präsidentin der Kommission für die gute Vorbereitung und Durchführung der Kommissionssitzung ganz herzlich bedanken. Es ist eine komplexe Vorlage, und die Sitzung war absolut gut strukturiert. Wir danken der Präsidentin für ihre gute Arbeit. Die FDP ist einstimmig für Eintreten.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 18 heures 55.

Les rédactrices :
Gertrud Lutz Zaman (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Jeudi 21 mars 2013, 9 heures – 11 heures 45

Sixième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 153 députés. Excusés : Giauque Beat, Heuberger Thomas, Jost Marc, Mentha Luc, Moeschler Emilie, Studer Peter, von Kaenel Dave, Morier-Genoud Michèle

Affaire 2010.9359

Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification)

Annexe 9

Débat d'entrée en matière

Suite

La présidente. Ich begrüsse Sie ganz herzlich zum heutigen Sessionstag. Er dauert bis am Nachmittag um 15.00 Uhr, denn anschliessend ist ja Jugend-Sessionstag. Ich begrüsse zudem zu den heutigen Verhandlungen Herrn Regierungsrat Philippe Perrenoud, unseren Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Wir sind gestern bei der Eintretensdebatte zum Spitalversorgungsgesetz stehen geblieben. Die Fraktionen BDP und FDP haben sich bereits geäussert. Heute Morgen ist nun zuerst die SVP-Fraktion an der Reihe.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Da ich den letzten Tagen hier zahlreiche Tablettenschachteln, Hustensirup, Päckchen mit Taschentüchern und Nasensprays gesehen habe, gehe ich davon aus, dass der Grosse Rat ein bisschen kränklich ist, zum Teil sogar richtig krank. Parallelen zum Gesundheitswesen im Kanton Bern sind da nicht ganz von der Hand zu weisen. Auch die Vorlage zum Spitalversorgungsgesetz war zu Beginn nicht virenfrei, was dazu führte, dass der Grosse Rat die Notbremse zog und einen überarbeiteten Entwurf dieses Spitalversorgungsgesetzes forderte. Und zwar auch deshalb, weil die erste Fassung in vielen Teilen dem revidierten KVG, das am 1. 1. 2009 in Kraft getreten ist, klar widersprochen hat. Im jetzt vorliegenden Entwurf sind zwar einige Forderungen der überwiesenen bürgerlichen Motion Brand eingeflossen, aber trotzdem enthält sie immer noch planwirtschaftliches Ansinnen. Weil aber jetzt die einzelnen Punkte in Variantenform daherkommen, hatte die Kommission die Möglichkeit, das, was dafür und das, was dagegen sprach, zu diskutieren und dann auch darüber zu befinden. All diese Punkte wurden uns auch sehr gut aufgezeigt und dafür möchte ich mich bedanken.
Dem Ihnen vorliegenden Entwurf können Sie entnehmen, wie sich eine klare Mehrheit der Kommission entschieden hat. Fast alle in der Kommission unterlegenen Anliegen stehen jetzt jedoch wieder als Anträge im Raum. Das verwundert mich nicht. Denn es handelt sich durchwegs um Anliegen, die den Markt behindern und/oder dem Staat mehr Macht geben wollen. Es muss unser Ziel sein, auf den 1. 1. 2014 ein gültiges Spitalversorgungsgesetz in Kraft zu setzen, das nicht von vorneherein anfechtbar ist, weil es zum Beispiel KVG-Widrigkeiten enthält. Wir müssen ein breit abgestütztes Gesetz verabschieden, das allen Playern die heute fehlende Rechtssicherheit gibt. Die Vorlage, wie sie heute von der Mehrheit der Kommission vorgeschlagen wird, hat die Unterstützung sämtlicher Leistungserbringer, das heisst der öffentlichen Spitäler, der Privatspitäler und der Versicherer. Das ist bei den doch unterschiedlichen Interessen speziell und sagt durchaus etwas aus über die Anwendbarkeit, Verträglichkeit und Akzeptanz in der Praxis. Die SVP tritt selbstverständlich auf das Gesetz ein und unterstützt in allen Punkten die Varianten der Kommission. *(La présidente agite sa cloche.)* Zu einzelnen Punkten werden wir uns noch äussern.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Es ist unbestritten: Hier liegt eine bedeutende Gesetzesrevision vor uns. Die Revision des Spitalversorgungsgesetzes ist nötig, das wurde ja von der Sprecherin der Kommission und von meinen Vorrednern bereits gesagt. Von daher ist das Eintreten auf diese Gesetzesrevision auch von der grünen Fraktion absolut unbestritten. Aber wenn eine so bedeutende Gesetzesrevision ansteht, ist es natürlich auch dringend nötig und angebracht, sich Rechenschaft darüber abzulegen, was der vorhergehende Erlass, also die alte Version des Spitalversorgungsgesetzes, gebracht hat, also wie die Bilanz der letzten Jahre, während denen das Spitalversorgungsgesetz angewendet worden ist, aussieht. Wir müssen uns also die Frage stellen, ob sich das Spitalversorgungsgesetz aus dem Jahr 2005 bewährt hat, und ob alle vorgesehenen Mechanismen dieses Gesetzes zu unserer Zufriedenheit funktionieren, oder ob dort ein gewisser Korrekturbedarf besteht. Die Grünen geben eine relativ zwiespältige Antwort auf diese Frage: Selbstverständlich hat das Gesetz in den groben Zügen funktioniert, aber es gibt trotzdem gewisse Punkte, die wir genauer prüfen müssen. Die angestrebte und aufgrund der finanziellen Situation des Kantons dringend nötige Bereinigung der Spitallandschaft unseres Kantons ist nur in ungenügendem Masse eingetreten. Ich verweise auf die Diskussionen, die diesen Kanton doch ziemlich lange bewegt haben, die Auseinandersetzung um die Spitallandschaft im Simmental, im Saanenland, wo bekanntlich ein regionales Spitalzentrum entsprechende Bestrebungen angekündigt hat. Sie kennen die Wende, die diese Geschichte genommen hat und den Ruf, wonach das Parlament, die Politik hier auf den Plan treten und der Kanton hier steuern müsse. Die angestrebte Autonomie dieser regionalen Spitalzentren, welche die Möglichkeit haben sollen, die Landschaft selber zu prägen, stösst also schnell an ihre Grenzen. Die angestrebte Bereinigung der Spitallandschaft, die nicht im erhofften und auch nicht im nötigen Masse eingetreten ist, ist also der eine Punkt.
Ich möchte auch noch auf einen zweiten Punkt eintreten, und zwar als langjähriges Mitglied der Finanzkommission, weil ich dort viele entsprechende Diskussionen mitbekommen habe. In diesem Parlament wird sehr oft über die fehlenden und ungenügenden Steuerungsmöglichkeiten der Politik, insbesondere des Grossen Rats, aber auch des Regierungsrats gegenüber den Spitalzentren geklagt. Ich sage das nicht nur in Bezug auf die Strukturentscheide, die ich vorhin angesprochen habe, also die Spitallandschaft Saanenland und Simmental, sondern auch in Bezug auf Investitionsentscheide wie das Patientinnen- und

Patienten-Informationssystem oder die Kredite aus dem Fonds für Spitalinvestitionen. Wir kommen also immer wieder an den Punkt, wo wir uns in diesem Parlament beklagen, dass die Politik über zu wenige Steuerungsmöglichkeiten gegenüber der Spitallandschaft verfügt.
Schliesslich ist mir auch noch ein dritter Punkt wichtig, und wir kommen heute nicht darum herum, ihn einzublenden: Wir stehen finanzpolitisch vor einer sehr angespannten Situation, vor einem strukturellen Defizit in der Grössenordnung einer halben Milliarde Franken; also vor der Angebots- und Strukturüberprüfung, die in Auftrag gegeben worden ist, mit der wir uns werden auseinander setzen müssen und die zu einem massiven Druck auf unser öffentliches Leistungsangebot führen wird. Wir werden nicht darum herum kommen, diesen Hintergrund bei der Beratung dieses Spitalversorgungsgesetzes ebenfalls zu berücksichtigen. Wir sind dringend aufgerufen zu versuchen, auf die Milliarden von Franken, die hier im Spitalbereich anfallen, Einfluss zu nehmen. Und zwar nicht nur via Baserate, wie das in der Vergangenheit der Fall war, indem man auf diese Weise 80 Millionen einsparen konnte, oder über Einsparungen bei der ärztlichen Weiterbildung. Nein, wir müssen andere Möglichkeiten haben, auf die Kostenentwicklung im Spitalwesen Einfluss zu nehmen, nämlich auch über Strukturentscheide. Und diese Möglichkeit müssen wir uns schaffen.
Der ursprüngliche Gesetzesentwurf des Regierungsrats hat diesen Anliegen eigentlich Rechnung getragen. Um welche Steuerungsmöglichkeiten, um welche Anliegen geht es mir da? Erstens ist es wichtig, Steuerungsmöglichkeiten für die Politik zu schaffen. Es muss also Rahmenbedingungen, einen gesetzlichen Rahmen geben, der es dem Grossen Rat und allenfalls auch dem Regierungsrat ermöglicht, hier auf die Spitallandschaft Einfluss zu nehmen. Zweitens müssen wir eine bezahlbare Gesundheitsversorgung sicherstellen. Es darf also nicht weiterhin zu einem Kostenanstieg kommen. Die andere Seite der Medaille ist aber auch, dass wir eine gute Gesundheitsversorgung wollen. Und zwar nicht nur eine gute Gesundheitsversorgung in einigen wenigen Zentren, sondern für den ganzen Kanton. Und ein viertes Anliegen ist die Ermöglichung einer gewissen Innovation im Spitalbereich.
Welche Elemente braucht es dafür? Ich komme damit zu einigen Details dieser Vorlage: Primär ist es wichtig, uns hinsichtlich des Leistungsvolumens Steuerungsmöglichkeiten zu schaffen. Es ist ganz zentral, dass der Kanton Einfluss nehmen und Massnahmen ergreifen kann, wenn eine Leistungs-, eine Mengen- oder eine Preisentwicklung eintreten sollte, die es nötig macht, entsprechende Massnahmen zu ergreifen. Daraus folgt und ist selbstverständlich, dass der Kanton die Möglichkeit haben muss, die Massnahmen dann zu ergreifen, wenn es nötig ist und nicht erst dann die entsprechenden Instrumentarien entwickelt, wenn er merkt, dass er reagieren sollte. Denn sonst geben wir einen der grössten Kostenfaktoren unseres kantonalen Finanzhaushaltes einfach der Entwicklung der Marktkräfte preis, oder wir überlassen die Entwicklung dieses wichtigen Bereichs einfach allen anderen Akteuren dieses Bereichs. Und dort gibt es relativ gewichtige Akteure, seien es die Versicherer oder die Spitäler selber.
Ich möchte hier nur eine kleine Anekdote aus der Kommissionsarbeit preisgeben, eine Anekdote, die mir aber doch ziemlich besorgniserregend erscheint: Wir hörten verschiedene Interessenvertreter an. Unter anderem war auch ein Vertreter der Versicherungsbranche da. Zur Frage, was er zu der Preisentwicklung im Gesundheitsbereich sage, antwortete er, er fände es eigentlich gut, wenn die Preise und die Kosten steigen, denn das sei doch Ausdruck davon, dass einem die Gesundheit wichtig ist, und von daher sei es doch positiv, wenn die Gesundheitskosten zunehmen. Angesichts solcher Aussagen, angesichts unserer Sorgen um den Kantonshaushalt ist es eine Selbstverständlichkeit und total wichtig, dass wir uns hier Steuerungsmöglichkeiten schaffen, und dass wir die Preisentwicklung nicht einfach denjenigen Akteuren überlassen, die hier in erster Linie Gewinne garnieren wollen.
Die Sicherstellung einer guten Spitalversorgung im ganzen Kanton ist ein Anliegen von uns allen, insbesondere auch des ländlichen Raums. Der Fonds zur Spitalversorgung könnte dazu einen wichtigen Beitrag leisten. Heute leisten wir uns in diesem Kanton eine Spitallandschaft, die aus versorgungspolitischer Sicht nicht unbedingt erforderlich ist. Die erforderlichen Leistungen liessen sich durchaus mit dem einen oder andern Spital ebenfalls erbringen. Aber wir werden aus der Bevölkerung mit dem Anliegen und mit der Erwartung konfrontiert, über eine gute dezentrale Spitalinfrastruktur zu verfügen. Entsprechend müssen wir uns auch die Frage stellen, wie wir das finanzieren wollen. Dazu könnte der Fonds für die Spitalversorgung ein gutes Instrument sein. Auf weitere Elemente werden wir… *(La présidente demande à l'orateur de conclure.)* … in der Detailberatung eingehen. Ich bitte Sie, auf das Spitalversorgungsgesetz einzutreten und die Debatte, wie gesagt, auch vor dem Hintergrund eines gebührenden Einflusses der politischen Steuerung zu führen.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Die vorliegende Gesetzesberatung ist wichtig, denn es geht um ein für die gesamte Bevölkerung sensibles Thema. Es geht um Gesundheit, Krankheit und um Behandlungen, die es ermöglichen, wieder gesund zu werden, und auch um Behandlungen und Betreuung beim Sterben und beim Tod. Ich bedanke mich an dieser Stelle für die spannenden Diskussionen in der Kommission und die gute Kommissionsarbeit. Ich bedanke mich bei allen Mitgliedern der GEF, die hier mitgearbeitet haben und auch bei den Expertinnen und Experten, die uns in der Kommission ihre Sicht dargelegt haben.
Die Spitäler sind heute nicht mehr vergleichbar mit dem, was man von früher her noch kennt, also wie es vor 50, 30 oder 20 Jahren ausgesehen hat. Die Spitäler wurden moderne Unternehmen mit einem CEO an der Spitze. Sie sind gut oder schlecht aufgestellt und das Wort Caritas wird eigentlich nicht mehr mit den Spitälern in Verbindung gebracht. Das Gesundheitswesen ist ein Geschäft, es wurde ein ganz wichtiger Wirtschaftszweig. Schweizweit arbeiten im gesamten Gesundheitswesen rund eine halbe Million Menschen. Die Medizinaltechnik und die Pharmaindustrie sind wichtige Wirtschaftsunternehmungen geworden und haben entsprechend eine grosse Bedeutung.
Es wird gesagt, wir müssten den Medizinalstandort Bern verteidigen. Solche Begriffe zeigen, in was für einer Zeit wir leben. Wir befinden uns aufgrund dieser Bedingungen in folgendem Spannungsfeld: Einerseits ist es die Aufgabe der Politik, der Bevölkerung eine gute Spitalversorgung zu gewährleisten, anderseits gibt es die Ethik, wie, wer, wann behandelt werden kann. Und dann gibt es auch noch den dritten Pol, nämlich die Kostenfrage, also zu welchen Kosten wir behandelt werden und wer was bezahlt. Deshalb müssen wir uns die Frage stellen, was ein solches Spitalversorgungsgesetz an erster Stelle tun muss. Das kann ich gut beantworten: An erster Stelle muss

ein Spitalversorgungsgesetz die Patientinnen und Patienten ins Zentrum stellen. Die Politik muss sicherstellen, dass jemand, der krank wird oder bleibt, eine gute Behandlung, Pflege und Betreuung von gut ausgebildeten Menschen bekommt. Es geht um Heilungsprozesse, um Begleitungen in chronisch verlaufenden Krankheitssituationen, und es geht auch um das Sterben. Das Gesetz muss aber auch aufzeigen, zu welchen Arbeitsbedingungen die Mitarbeitenden in den Spitälern arbeiten sollen. Wir haben es am vergangenen Samstag erlebt: Den Leuten platzt langsam der Kragen, denn ihre Bedingungen sind nicht mehr gut. Wir müssen auch für die Spitäler als Unternehmen verlässliche Leitplanken und Rahmenbedingungen setzen und wir müssen aufzeigen, wie wir die Kosten im Griff behalten wollen.
Die Rahmenbedingungen für die Spitäler haben sich geändert: Die Einführung der DRG, die neue Spitalfinanzierung, zwingt uns, das Gesetz von 2005 zu ändern. Es wurde schon oft gesagt: DRG haben zum Ziel, Transparenz und Vergleichbarkeit hinsichtlich von Preis, Qualität und Wahlfreiheit für Patientinnen und Patienten zu schaffen. Das sind gute Anreize und wir könnten es somit abhaken. Doch setzen die DRG auch Anreize, die für das Gesundheitswesen überhaupt nicht gesund sind. Sie setzen nämlich Anreize, die zur Folge haben, dass Betriebe ihr Leistungsvolumen so gross wie möglich machen müssen, und dass sie ihre Menge auswerten müssen, um ökonomisch bestehen zu können. Es will jeder Betrieb bestehen, jedes Spital wird alles daran setzen, nicht aus ökonomischen Gründen schliessen zu müssen; was man ihm nicht übel nehmen kann. Und deshalb müssen wir dort eine gewisse Steuerung einbringen. Es kann ja nicht sein, hier ein Meccano zu unterstützen, das auf der einen Seite die Kosten fast ins Unermessliche steigen lässt wegen Eingriffen und Behandlungen, die an und für sich nicht nötig sind, und auf der andern Seite ziehen wir die Sparschraube so an, dass die Leute kaum mehr wissen, wie sie sich in den Spitälern bewegen sollen; also dass Leute 30 Stunden ohne Pausen arbeiten. Diese Zustände sind nicht gut. Diese beiden Seiten beissen sich, und hier ist die Politik verpflichtet, eine Steuerung einzuführen, damit das nicht möglich ist. Wettbewerb allein regelt in der Spitalversorgung nicht alles zum Wohl der Beteiligten und Betroffenen. Es braucht eine gewisse staatliche Regulierung, das ist für uns keine Todsünde. Kürzlich habe ich auf einem Podium gehört, das sei eine Todsünde, aber das ist nicht so. Steuerung ist für uns zwingend und wir müssen uns überlegen, wie wir vorgehen wollen, damit es auch in der Peripherie eine Spitalversorgung gibt, die vielleicht ökonomisch nicht immer gerechtfertigt ist. Und hier müssen wir uns überlegen, ob wir das aus den allgemeinen Steuermitteln alimentieren oder aus einem solidarischen Gesundheitswesen heraus, einmal ganz oberflächlich gesagt. Wir kommen bei den entsprechenden Anträgen noch darauf zurück.
Die SP-JUSO-PSA-Fraktion sagt auf jeden Fall Ja zum Eintreten. Sie sagt Ja zu einer moderaten und subsidiären Steuerung durch den Kanton. Ich erinnere daran: Es fliessen viele Steuergelder in das Spitalwesen, also sollen wir auch die Möglichkeit haben, mitzusteuern, damit es in den Spitälern richtig läuft. Wir sagen Ja zur Verlässlichkeit der Listenspitäler mit dem Grundsatz eines Leistungsvolumens, wir sagen Ja zu einer guten Versorgung auch in der Peripherie dank einem Fonds, den wir durch Lenkungs- und Ausgleichsabgaben alimentieren möchten. Dieses Meccano dient dazu, die Probleme dort zu lösen. Wir sagen auch Ja zu einer zukunftsgerichteten Psychiatrie als öffentlich-rechtliche Anstalt.
Und wir sagen Ja zu den regionalen Spitalzentren, die in der vorliegenden Gesetzesvorlage so aufgeführt werden, wie wir sie seit 2005 kennen. Wir müssen es wohl der nächsten Gesetzesrevision überlassen, hier einen Schritt weiter zu gehen. Denn hier sind wir alle noch nicht so weit, der Widerstand war derart gross, nur schon ein bisschen darüber nachzudenken, wie man es auch noch anders organisieren könnte. Also lassen wir halt die Finger davon. Mich persönlich hätte dieses Thema sehr interessiert. Aber lassen wir die regionalen Spitalzentren in diesem Sinn weiterwirken. Wir schaffen ihnen ja auch die Möglichkeit, sich zusammenzuschliessen, wenn sie das wollen. Das werden sie tun müssen, das ist wohl in den kommenden Jahren eine Tatsache, die auf sie zukommen wird.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Bereits die Vorbereitungen dieses Gesetz haben gezeigt, wie emotional das Geschäft angegangen wird. Es geht um sehr viel Geld. Das revidierte KVG ändert via Fallpauschale die Finanzierung von einer objektgesteuerten Finanzierung zu einer Subjektfinanzierung. Es fordert mehr Transparenz und mehr Wettbewerb. Gleichzeitig muss aber der Kanton eine ausreichende medizinische Versorgung für seine Bewohnerinnen und Bewohner garantieren. Die Aufgabe ist äusserst schwierig, es ist sehr anspruchsvoll, die beiden Forderungen unter einen Hut zu bringen. Die Frage, ob die Regeln der freien Marktwirtschaft eins zu eins auf das Gesundheitswesen übertragen werden können, stellt sich immer wieder. Die USA zeigen, dass der absolut freie Markt im Gesundheitswesen vor allem ein sehr teures und eben nicht das beste und nicht das effizienteste Gesundheitswesen hervorbringt. Man könnte es besser machen.
Mit diesem Gesetz haben wir die Möglichkeit, die Rahmenbedingungen für ein bezahlbares, effizientes Gesundheitswesen festzulegen, sodass die Gesundheitsversorgung eine genügende Versorgungssicherheit für alle Bürgerinnen und Bürger garantiert, egal ob sie chronisch krank sind, egal ob sie arm oder reich sind, egal ob sie in der Peripherie oder in den Zentren leben. Im Kanton Bern wird jeder zehnte Franken für das Gesundheitswesen ausgegeben, das ist eine Milliarde Franken. Es ist unsere Verantwortung, gerade in diesen äusserst schwierigen Zeiten dafür zu sorgen, dass mit dieser Milliarde genau das gemacht wird, was die Bevölkerung wirklich braucht. Nicht zu viel Versorgung, aber eben auch nicht zu wenig. Das neue KVG fordert bei den medizinischen Leistungen mehr Transparenz und mehr Wettbewerb. Gleichzeitig können wir aber mit dem Spitalversorgungsgesetz die Regeln bestimmen und das sollten wir wirklich tun. Wir werden den Vorschlag der Regierung unterstützen, mit welchem bei einer allfälligen Mengenausweitung per Gesetz eine Möglichkeit besteht, zu intervenieren. Zum jetzigen Zeitpunkt ist es müssig darüber zu debattieren, ob es eine Mengenausweitung geben wird oder nicht, denn die Zukunft wird das erst zeigen. Aber falls es eine Mengenauswirkung geben wird, werden wir ein Instrument haben, um in diesem Bereich zu intervenieren. All diejenigen, die sagen, es werde keine Mengenausweitung geben oder sie sei mit der Vereinbarungen der Versicherer und Leistungserbringer gesteuert, sollten somit eigentlich auch nicht Angst vor diesem Instrument haben. Es handelt sich dabei quasi um ein Sicherheitsnetz. Wir können so den äusseren Rahmen der Ausgaben setzen, damit wir künftig nicht einfach eine Rechnung präsentiert bekommen, die wir uns angesichts der finanziellen Aussichten schlicht nicht mehr werden leisten können. In diesem Sinn unterstützen wir die Artikel 40 bis 47 so, wie sie vom Re-

gierungsrat vorgeschlagen sind.
Auch unterstützen wir die Errichtung eines Ausgleichsfonds. Denn wir können uns nicht vorstellen, wie wir in der jetzigen finanziellen Situation Geld werden generieren können, um gemeinwirtschaftliche Leistungen abzugelten, um Leistungen im Bereich der ambulanten Spitalversorgung abzugelten; Abgeltungen wie zum Beispiel Vorhalteleistungen oder auch Abgeltungen im Bereich der integrierten Versorgung. Das ist insbesondere für die peripheren Gebiete ausserordentlich wichtig. Wir können uns auch nicht vorstellen, wie wir in Zukunft die wichtigen Beiträge der ärztlichen und pharmazeutischen Weiterbildung bezahlen sollen und wie wir die Beiträge für medizinische Innovationen aufbringen können. Aber gerade diese Beiträge sind sehr wichtig, um interkantonal konkurrenzfähig zu bleiben. Der Ausgleichsfonds macht Sinn, um dort einen Ausgleich zu schaffen, wo das System der Fallpauschale versagt. All diese Leistungen sind sehr gefährdet, wenn wir sie aus unserer laufenden Rechnung bezahlen müssen. Wir kennen ja die finanzielle Situation unseres Kantons. Genau für diejenigen Spitäler, die künftig einen Gewinn ausweisen, ist unsere finanzielle Situation eigentlich nicht so wichtig, oder man kann auch sagen: Sie ist ihnen egal. Die Spitäler, die einen Verlust ausweisen, werden aber bei uns anklopfen und um Unterstützung bitten, und genau diese Unterstützung können wir in Zukunft nicht mehr garantieren. Es besteht die Gefahr, dass solche Spitäler nicht überleben.
Als dritter Punkt steht die glp-CVP-Fraktion klar hinter der Uniklinik. Wir können uns nicht vorstellen, wie der Kanton Bern mit einem Kantonsspital aussehen wird. Die volkswirtschaftliche Bedeutung einer Uniklinik ist für den Kanton Bern enorm. Wir unterstützen Artikel 115, der die hochspezialisierte Medizin eindeutig der Uniklinik zuweist. In Worten unterstützen alle eine Uniklinik. Aber vielleicht wird einmal der Tag kommen, an dem wir die Uniklinik auch mit Taten, nämlich mit finanziellen Mitteln, werden unterstützen müssen. Wir hoffen, dass der Kanton Bern in der Lage sein wird, das zu tun. Wir unterstützen also die Massnahmen für die Eindämmung einer Mengenausweitung, wir unterstützen den Ausgleichsfonds und wir stehen hinter einer starken Uniklinik.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Ähnlich wie die Kommissionspräsidentin möchte auch ich mich bei der GEF, beim zuständigen Regierungsrat Herrn Perrenoud und bei allen bedanken, die in konstruktiver Art und Weise dazu beigetragen haben, dass wir jetzt in der Märzsession, also innerhalb der nötigen Frist, über das Spitalversorgungsgesetz beraten können. Der Weg war ja bekanntlich steinig. Ich erinnere an die Einsetzung einer Grossratskommission zur Umsetzung der Versorgungsplanung und des Spitalversorgungsgesetzes, die bereits am 26. 1. 2012 stattfand, und auch an den bekannten runden Tisch im November 2012 mit den Fraktionspräsidien. Das waren doch immerhin zwei ausserordentliche Massnahmen, beziehungsweise Schritte auf dem Weg zu der vorliegenden Kompromisslösung.
Nun zu einigen konkreten Punkten, die der EVP bei diesem Gesetz wichtig sind: Erstens begrüssen wir in diesem besonderen Umfeld die flankierenden Massnahmen, die dieses Gesetz im Sinn von Steuerungsinstrumenten dem Kanton zur Verfügung stellt, um den kompletten freien Markt, um das marktwirtschaftlich gesteuerte System, das hier unter diesen Bedingungen nicht funktionieren kann, zu ergänzen. Das Umfeld, in dem wir uns jetzt thematisch bewegen, ist nicht wie jedes andere, das muss einfach gesagt werden. Zweitens begrüsst die EVP-Fraktion auch den Fonds für die Spitalversorgung. Uns sind die in Artikel 138 aufgeführten Aufgaben wichtig, so wichtig, dass wir sicher sein wollen, dass sie finanziert werden können; meine Vorrednerin hat bereits darauf Bezug genommen. *(La présidente agite sa cloche.)* Diese Finanzierung ist mit der Lenkungsabgabe, oder mit der Ausgleichsabgabe, mit welcher dieser Fonds gespiesen werden soll, sehr viel mehr gewährleistet, als wenn die Erfüllung dieser öffentlichen Aufgaben über die Steuergelder als Alternativfinanzierung aufgetrieben werden müsste. Ich erinnere einfach nochmals an die knappen Staatsfinanzen.
Drittens will die EVP-Fraktion auch die finanzpolitische Verantwortung auf dem Gebiet der Gesundheitsversorgung wahrnehmen. Deshalb begrüssen wir ausdrücklich eine Form der Steuerung des Leistungsvolumens. Das kann über die vertragliche Regelung zwischen den Tarifpartnern geschehen, aber es kann ebenso gut über eine subsidiäre Lösung erfolgen, mit einer Regelung im Gesetz, gemäss der Kanton, Regierungsrat oder Grosser Rat – das werden wir dann noch beraten – mitredet. Es kann wirklich nicht sein – und hier sollten wir gerade angesichts der angespannten finanziellen Situation wirklich einen Konsens finden –, dass wir in diesem Milliardenmarkt freiwillig auf Mitsprache, sprich: Steuerung, verzichten. Insbesondere dann nicht, wenn der angestrebte Toleranzwert eine Obergrenze von 10 Prozent beachtet, und das sind doch immerhin 100 Mio. Schweizerfranken. Und auch, wenn der oft zitierte Wettbewerbsgedanke insofern honoriert wird, als auch das Leistungsvolumen als Summe der Leistungsvolumina sämtlicher Listenspitäler und Geburtshäuser gelten soll. Das heisst also: Die «Guten» können nach wie vor wachsen und gegenüber den vielleicht weniger guten Leistungsanbietern die Patientenströme zu ihren Gunsten steuern. Zu den übrigen Punkten werden wir uns im Rahmen der Detailberatung äussern. Die EVP-Fraktion schliesst sich den Vorrednern insofern an, als wir Eintreten auf das Gesetz empfehlen. Wir wünschen uns eine konstruktive Diskussion, ähnlich wie sie in der Kommission möglich war.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich möchte nur kurz etwas zum Votum von Blaise Kropf sagen. Ich weiss zwar nicht, ob er überhaupt da ist, vielleicht hört er es nicht einmal: Er zitierte aus dem Protokoll der Kommissionssitzung und wollte uns glaubhaft machen, dass der Vertreter der Versicherung sagte, die Kostensteigerung im Gesundheitswesen sei gut, die Versicherer würden von dieser Kostensteigerung profitieren und deshalb habe er nichts gegen diese Kostensteigerung. Das kam im Votum von Blaise Kropf so herüber. Blaise Kropf versuchte bereits in der Kommission, dem Vertreter der Versicherungen solche Worte in den Mund zu legen und verdrehte schon dort dessen Aussagen. Und nun gibt er diese verdrehte Fassung hier im Plenum wieder, was aus meiner Sicht nicht zulässig ist. Er soll mir einmal zeigen, wo im Protokoll der Kommissionssitzung diese Aussagen des Vertreters der Versicherungen stehen. Solche Aussagen ergeben sich nicht aus dem Protokoll. Ich zitiere jetzt aus dem Protokoll, was genau der Vertreter gesagt hat: «Zum Votum von Grossrat Kropf: Ich möchte nicht dahingehend interpretiert werden, dass es nicht genug kosten kann. Ich wollte zum Ausdruck bringen, dass Sie sich von der Idee verabschieden sollten, das Gesundheitswesen werde günstiger.» Das ist es, was der Vertreter der Versicherungen gesagt hat. Auch hat er gesagt, das Gesund-

heitswesen werde auf jeden Fall teurer. Wenn die Ressourcen gut eingesetzt würden, sei das Geld sinnvoll ausgegeben. Das hat er gesagt. Aber er hat nicht gesagt, es sei gut, wenn das Gesundheitswesen teurer werde und da sie davon profitieren würden fänden sie das gut. Wenn Blaise Kropf aus der Kommission Aussagen zitiert, sollte er es richtig zitieren und nicht so, wie er es gerne gehört hätte und es nicht gesagt worden ist.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Ich möchte auch mit meinem Dank für die Beratung anfangen. Zuerst möchte ich mich bei den Fraktionspräsidenten und ihren Vertretungen, die am Runden Tisch teilgenommen haben, für die gute Stimmung bedanken. Wir konnten einen Variantenentscheid treffen, sodass die Kommission mit der Beratung beginnen konnte. Auch möchte ich mich bei der Kommissionspräsidentin für die zügige und zielgerechte Beratung bedanken.
Obwohl die verschiedenen Eckwerte dieses Spitalversorgungsgesetzes hier im Rat bereits ein Thema waren, möchte ich kurz darauf eingehen. Es geht hier um den Entscheid der Bundesparlamentarier zur KVG-Revision im Jahr 2007. Seither gilt für den Akutbereich ein pauschales System. *(La présidente agite sa cloche.)* In der Psychiatrie und in der Rehabilitation haben wir diese endgültige Abgeltung noch nicht eingeführt. Es gibt zwischen dem Wohnkanton und der Grundversicherung einen dual-fixen Kostenteiler. Der Kanton trägt 55 Prozent der Kosten. Statt einer Objektfinanzierung haben wir also eine Subjektfinanzierung. Das heisst somit, dass seit 1. Januar 2012 mit der Subjektfinanzierung die Privatspitäler, die ich vorher nicht bezahlt habe, also das Spital A immerhin 80 Mio. Franken und Spital B immerhin 100 Mio. Franken bekommen. Die Aus- und Weiterbildung des nichtuniversitären Gesundheitspersonals ist im Tarif eingeschlossen, nicht aber was die Weiterbildung der Ärzte anbelangt. Wichtig ist, dass das System jetzt trägerschaftsunabhängig ist. Das gilt für alle Betriebe, die sich auf der Spitalliste befinden, egal ob sie öffentlich oder privat, rechtlich eigenständig oder unselbständig sind. Ziel muss es also im Gesetz sein, gleich lange Spiesse für alle Listenspitäler zu haben, also gleiche Rechte und Pflichten.
Wir kommen also von zwei verschiedenen Enden her: Auf der einen Seite gibt es bei den bisher öffentlich subventionierten Betrieben eine starke Regulierung, auf der andern Seite gibt es bei den Privatspitälern fast keine Regulierung. Das Konfliktpotenzial ist hoch und es braucht Kompromisse. Deshalb ist der Grosse Rat jetzt wirklich in der Pflicht, sich Gedanken zu machen. Grossrat Jost sagte, er wolle dem Staat nicht mehr Macht geben. Aber von wem spricht er? Vom Grossen Rat und der Regierung? Es ist für mich wirklich ein Anliegen, dass sich der Grosse Rat Gedanken darüber macht, was er will. Es steht ihm frei zu entscheiden, was er will, aber er muss darüber entscheiden, welche Steuerungsinstrumente er haben will. Erlauben Sie mir ein Zitat: «Zum Verhältnis Markt und Staat muss ich als bürgerlicher Politiker sagen, dass ich so viel Markt wie möglich und so viel Staat wie nötig will. Ich stelle aber im Gesundheitswesen in den meisten Bereichen alles andere als gute Bedingungen fest, den Markt voll spielen zu lassen. Denn es ist mit Steuergeldern und Prämiengeldern aus obligatorischen Sozialversicherungen finanziert. Bund und Kantone haben also nicht nur das Recht, sondern auch die Pflicht dafür zu sorgen, dass diese Mittel wirtschaftlich und gerecht eingesetzt werden, diese zu kontrollieren und nötigenfalls einzugreifen.» Denken Sie bei der Beratung des Spitalversorgungsgesetzes daran: Das ist es, worum es geht.
Zur Bemerkung von Grossrat Brand zu Blaise Kropf in Zusammenhang mit den Versicherern: Ich erinnere daran, dass die Versicherer jedes Jahr die Prämien erhöhen. Wie wollen wir dieses Problem mit diesen 1,1 Mrd. Franken, die wir für die Spitalversorgung zur Verfügung haben, lösen? Wollen wir jedes Jahr die Steuern für diese Spitäler erhöhen? Da werden wir Probleme haben.
Noch zu Artikel 80, der Frage des Ausgleichsfonds: Nach der Beratung in der Kommission war ich überzeugt, dass es keine Chance gibt und dass es vielleicht sogar ein Affront wäre, wenn die Regierung hier im Grossen Rat in der ersten Lesung diesen Ausgleichsfonds vorschlägt. Aber die Regierung wollte das in Anbetracht der finanzpolitischen Situation ganz unbedingt. Die Finanzdirektorin wäre bereit gewesen, an der Kommissionsitzung teilzunehmen, um noch einmal die finanzpolitische Situation darzulegen und aufzuzeigen, wie es mit der ASP 14 aussehen wird, dass ich drastisch sparen muss. Denken Sie bei der Beratung von Artikel 80 daran.

La présidente. Wir entscheiden jetzt über das Eintreten. Ist Eintreten bestritten? – Das ist nicht der Fall. Somit sind Sie auf das Spitalversorgungsgesetz eingetreten. Bevor wir zur Detailberatung kommen, gebe ich noch die Entscheidungen über die Dringlichkeit der eingereichten Vorstösse bekannt.

Urgence des interventions parlementaires

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :
083-2013 Feller, Steffisbourg (PLR). « Transports publics à l'est de Thoune »
082-2013 Interpellation von Allmen, Gimmelwald (PS). « Limitation du nombre de résidences secondaires: fixer des délais réalistes »
081-2013 Motion von Allmen, Gimmelwald (PS). « Introduction d'une taxe d'incitation sur les résidences secondaires »
080-2013 Motion Ammann, Meiringen (PS). « Pédopsychiatrie dans l'Oberland bernois »
079-2013 Motion Iseli, Zwieselberg (UDC). « Financement de la Politique agricole 2014-2017 »
078-2013 Interpellation Aebersold, Berne (PS). « Dépenses supplémentaires : qui doit passer à la caisse ? »
077-2013 Motion Brand, Münchenbuchsee (UDC). « EOS : présentation immédiate du train de mesures »
075-2013 Motion PS (Näf-Piera, Muri). « Jura bernois : financer les hôpitaux, les transports publics et les écoles plutôt que la campagne précédant la votation du 24 novembre »
072-2013 Motion Aebi, Hellsau (UDC). « Développement de GELAN »
071-2013 Interpellation Fuchs, Berne (UDC). « Départ de la directrice des SPU : népotisme ? »
069-2013 Interpellation Guggisberg, Kirchlindach (UDC). « Evolution des dépenses de l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation »
067-2013 Motion Fuchs, Berne (UDC). « Rédaction des messages au peuple »
066-2013 Interpellation (Näf-Piera, Muri). « L'argent des contribuables doit-il soutenir Skywork ? »
065-2013 Motion Zuber; Moutier (PSA). « Engagement du

Conseil-exécutif dans la campagne précédant le vote du 24 novembre 2013 »
063-2013 Interpellation Graber, la Neuveville (UDC). « Fonds publics du canton du Jura consacrés au financement des campagnes précédant la votation du 24 novembre 2013 relative à l'opportunité de créer un nouveau canton du Jura »
056-2013 Motion Müller, Bowil (UDC) « Le Jura bernois doit rester dans le canton de Berne »
055-2013 Motion Schmid, Achseten (UDC). « Pas de paralysie de la construction sans raison impérative »
054-2013 Motion Blanchard, Malleray (UDC). « Pour un combat politique à armes égales »
053-2013 Interpellation Fuchs, Berne (UDC). « Le gouvernement bernois et les rémunérations abusives »

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :
070-2013 Motion UDC (Blank, Aarberg). « Modification de l'ordonnance sur les notions et les méthodes de mesure dans le domaine de la construction (ONMC) »
060-2013 Interpellation Hofmann, Berne (PS). « Publication de la demande de prolongation de l'autorisation de BKW »

La présidente. Jetzt kommen wir zur Detailberatung des Spitalversorgungsgesetzes.

Délibération par article

Art. 1 – 30
Adoptés

La présidente. Die Kommissionspräsidentin hat das Wort.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Es ist mir wichtig, nicht nur die konfliktreichen Punkte vorzustellen. Was hier das SpVG geschaffen hat, ist ein wesentlicher Punkt, um die Zukunft und die Landschaft unserer öffentlichen Spitäler neu und gut im Wettbewerb zu positionieren. Insbesondere Artikel 27 und 28 zeigen: Man geht immer noch davon aus, dass die RSZ die kleinste Einheit ist, um die öffentlichen Spitäler in den Regionen zu positionieren. Aber neu können sich einzelne RSZ auf Antrag von unten, also auf Antrag von ihnen, zu einer überregionalen Holding zusammenschliessen. Das hat aber nichts mit einer kantonalen Holding zu tun, wie es einmal der Regierungsrat wollte, sondern mit überregionalen Strukturen. Und was ganz neu ist und wir als Kompromiss in der Kommission aufnahmen, ist, dass sich sogar eine solche überregionale Holding mit Unternehmen zusammenschliessen kann, die sich nicht im Mehrheitsbesitz des Kantons Bern befinden. Das soll den neuen Strukturen ermöglichen, sich in gewissen Bereichen sogar mit privaten Spitälern zusammenzuschliessen. Damit haben wir die Grundlage geschaffen für eine gute Ausgangslage insbesondere der öffentlichen Spitälern. Es war mir wichtig, Ihnen das kurz vorzustellen. Wir hatten dann auch gewisse Streitpunkte, aber diesen Punkt konnten wir im Konsens beraten.

La présidente. Gibt es weitere Wortmeldungen zu den Artikeln 19 bis 30? Das ist nicht der Fall. Somit sind diese Artikel genehmigt.

Art. 31 – 35, al. 1
Adoptés

Art. 35, al. 2
Proposition PS (Marti Anliker, Berne)
Proposition du Conseil-exécutif

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Es geht hier um den Vertrag mit dem Inselspital. Die Kommission hatte die aus unserer Sicht und auch aus der Sicht des Regierungsrats etwas merkwürdige Idee, wonach der Regierungsrat den Vertrag in den Grundsätzen dem Grossen Rat zur Genehmigung vorlegen muss. Doch das ist nicht stufengerecht. So werden die Vertragsverhandlungen unglaublich behindert und es ist überhaupt nicht zweckdienlich. Auch wird so von einem Misstrauen ausgegangen und die Regierung kann gegenüber dem Inselspital so nicht gut auftreten. Wir bitten Sie wirklich, Absatz 2 zu streichen, er gehört nicht in dieses Gesetz und entspricht nicht der Stufe dessen, was wir im Grossen Rat machen und nicht machen sollen. Diese Art von Mitsprache ist nicht angezeigt, denn dadurch werden ganz wichtige Vertragsverhandlungen behindert.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Die Diskussion zu diesem Artikel ergab am Schluss einen 9 zu 8 Entscheid. Die Kommission hat sich also hauchdünn für einen zweiten Absatz entschieden und dafür, dass die Verträge zur Genehmigung dem Grossen Rat vorgelegt werden. Auf der einen Seite steht die Frage nach der Stufengerechtigkeit und auf der andern Seite das Bedürfnis, zu diesen grossen Verträgen etwas sagen zu können. Unabhängig davon, ob man dafür oder dagegen ist, stellte sich für mich die Frage, was das bedeutet, wenn der Grosse Rat die Grundsätze eines Vertrages genehmigen muss. Man müsste also klären, was die Grundsätze im Vergleich zu einem Gesamtvertrag sind. Ich selber habe zwei Herzen in meiner Brust. Ich gehe davon aus, dass wir hier nochmals kurz debattieren und prüfen müssen, ob die Variante, bei der man so tief in die Intervention eines Spitalsystems eingreift, im Grossen Rat eine Mehrheit findet. Ich bin gespannt auf die Diskussion.

Enea Martinelli, Matten b.I. (PBD). Das Inselspital ist ein spezielles Konstrukt. Dieser Betrieb gehört nicht dem Kanton und doch ist er gleich zu werten wie ein regionales Spitalzentrum. Bei den regionalen Spitalzentren ist im Gesetz ziemlich viel vorgesehen, wie die Verwaltungsräte aussehen sollen und das ganze Konstrukt funktionieren soll. Beim Inselspital ist dagegen nichts vorgegeben. Deshalb sind wir der Auffassung, dass der Grosse Rat, analog wie er hier das Gesetz genehmigt um den Regionalen Spitalzentren den Rahmen zu geben, auch die Grundsätze des Vertrags mit dem Inselspital genehmigen soll, damit die Systematik gleich bleibt. Das ist nicht nicht stufengerecht, denn sonst würden wir ja den Rest auch nicht im Gesetz regeln.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Hier geht es um die Frage, was wir als Kanton, als Kantonsparlament steuern wollen, auf welche Grössen wir Einfluss nehmen wollen. Ich habe es in meinem Eintretensvotum erläutert: Wir geben für die Spitalversorgung rund 1 Mrd. Franken aus, und wenn wir als übergeordnetes Steuergremium Einfluss nehmen sollen, dann sicher auf solche ganz grossen Grössen. Also auf die Frage der Menge, auf die Preisentwicklung und auf das, was wir als Kanton ausgeben. Das ist die Stufengerechtigkeit, die man hier erwarten kann. Ich finde es falsch, wenn wir als Parlament auf

die ganz groben Steuerungsaggregate gar keinen Einfluss nehmen, aber auf der andern Seite auf die Details eines Vertrages mit dem Inselspital Einfluss nehmen wollen. Hier besteht eine grosse Diskrepanz auf der Stufe dessen, was hier stufengerecht wäre, was das Parlament hier machen sollte. Aus diesem Grund ist der Antrag des Regierungsrats, der hier mit einem Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt wird, die richtige Lösung. Hinzu kommt, dass der Inselvertrag ein sehr komplexes Vertragswerk ist, ein Vertragswerk, das immer wieder gewissen Änderungen unterworfen ist. Für die Zukunft des Medizinalstandorts Bern und für die Stärkung des Universitätsspitals ist es absolut nötig, hier mit der nötigen Flexibilität reagieren und den Vertrag anpassen zu können. Das setzt voraus, dass das Gremium, das die Möglichkeit hat, zu steuern, dies auch tun kann, und das wäre in dem Fall klar der Regierungsrat. Von daher empfehlen wir Ihnen, dem Antrag des Regierungsrats zuzustimmen.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Ich bin fast froh, habe ich das Wort «stufengerecht» auch noch irgendwo in mein Votum eingebaut. Aber ich beginne jetzt bei Artikel 35 Absatz 2. Beim so genannten Inselvertrag ist die EVP der Meinung, wir sollten uns an die richtige Ebene halten und wir wollen und sollen dem Regierungsrat nicht ins operative Geschäft dreinreden. Deshalb heisst eine Mehrheit der EVP-Fraktion den Antrag SP-JUSO-PSA-Fraktion, Marti Anliker, beziehungsweise Regierung gut. Eine Minderheit findet es nicht ganz unangebracht, in diesem Zusammenhang mit dem Inselvertrag den Grossen Rat miteinzubeziehen und zwar im Sinn einer Genehmigung des Vertrages. Das ist insofern noch «häbchläb» stufengerecht, als bei der Vertragsausgestaltung keine Mitsprache durch den Grossen Rat stattfindet, sondern lediglich eine Genehmigung. Dadurch ist auch der Informationsaustausch gewährleistet. Aber wie gesagt nimmt die Mehrheit den Antrag SP-JUSO-PSA-Fraktion, Marti Anliker, beziehungsweise den Antrag der Regierung an.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Die glp-CVP-Fraktion unterstützt ganz klar den Antrag der Regierung. Einerseits wird gerade von bürgerlicher Seite immer wieder die Eigenständigkeit und der möglichst grosse Freiraum der Leistungserbringer gefordert. Und jetzt soll der Grosse Rat einen Vertrag genehmigen. Die RSZ und das Inselspital sind nicht vergleichbar. Die RSZ gehören dem Kanton und das Inselspital ist eine eigeständige Stiftung. Ich möchte noch fragen, Grossrat Martinelli: Ist es tatsächlich so, dass die RSZ mit dem Vertrag beim Grossen Rat antraben müssen, wenn sie einen Vertrag mit andern Leistungserbringern abschliessen? Dieser Antrag ist nicht stufengerecht und wir werden ihn auf keinen Fall unterstützen.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Enea Martinelli hat es auf den Punkt gebracht: Das, was wir hier vorschlagen, ist nicht neu, das gibt es bereits. Der Grund, warum wir den Antrag gestellt haben und er gerade von unserer Seite unterstützt wird, liegt in der Vergangenheit bei all dem, was im Gesundheitswesen abgelaufen ist. Es hat aber nicht direkt mit Misstrauen zu tun. Vielmehr geht es hier ganz klar darum, dem Regierungsrat die Möglichkeit zu geben, uns das, was er ausgehandelt hat, darzulegen. Wenn er gut verhandelt hat, hat er ja nichts zu befürchten. Die SVP wird dem Antrag der Kommission zustimmen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Auch die FDP unterstützt grossmehrheitlich den Antrag der Kommission. Mit dem Vorschlag der Regierung liegt die Kompetenz der Führung und der Organisation der Eigentumsverhältnisse nur beim Regierungsrat und bei den zuständigen Organen des Inselspitals. Da es sich um einen bedeutungsvollen Vertrag handeln wird, sind auch wir grossmehrheitlich der Auffassung, dass die Grundsätze dieses Vertragsinhaltes dem Grossen Rat zur Genehmigung vorgelegt werden sollten.

Margreth Schär, Lyss (PS). Wir sprechen hier von der Stärkung des Medizinalstandortes Kanton Bern. Sehr viele Bürgerliche stehen dazu und wollen den Medizinalstandort stärken. Das Inselspital steht mit den übrigen Kantonen in Konkurrenz, und nicht mit den Institutionen innerhalb des Kantons. Stellen Sie sich einmal vor, was das für das Inselspital bedeuten würde, wenn die Regierung mit der Insel einen Vertrag abschliesst und das Inselspital nie weiss, was mit dem Vertrag los ist, weil es die Genehmigung durch den Grossen Rat abwarten muss. Das ist einfach nicht stufengerecht und macht das Ganze sehr schwerfällig und langfädig, und das Inselspital kann nicht richtig und nicht zeitgerecht reagieren. Das macht einfach keinen Sinn. Wir haben schon so oft die Rückmeldung bekommen, dass wir mit unseren Strukturen so viel verbauen und ausbremsen und nicht vorwärts kommen. Und hier, mit diesem Antrag der Kommission zu diesem Artikel, gehen wir genau in die Richtung, dass wir alles blockieren und ausbremsen. Die Vertragspartner wissen nicht, wie es herauskommt und haben auf Seite des Kantons keinen verlässlichen Partner, weil sie nie wissen, wie der Grosse Rat reagiert. Ich bitte Sie ganz fest, der Regierung zuzustimmen, wir brauchen das, es ist für den Medizinstandort Kanton Bern sehr wichtig.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Es geht eigentlich um etwas sehr Simples: Wir verfolgen mit großem Interesse die Weiterentwicklungen auf dem ganzen Areal des Inselspitals und die Zusammenarbeit und das Zusammenführen des Inselspitals mit dem Spital Netz Bern. Wir hier im Saal haben den Eindruck, wir seien für das ganze staatliche Gebilde Kanton Bern mitverantwortlich und in Bezug auf das Inselspital schauen wir immer zu, wie der Zug neben uns vorbei fährt. Ab und zu ergattern wir uns mit einer Motion einen Bericht, in dem über den Stand berichtet wird und welche Geldvolumina nötig sind. Aber wir können unsere Meinung nicht einfliessen lassen. All diejenigen, die der Meinung sind, der Grosse Rat sollte zwischendurch in Bezug auf die Grundsätze der Zusammenarbeit, der Führung, der Organisation und der Eigentumsverhältnisse mitreden können, sollen der Version der Kommission zustimmen.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Lieber Dieter Widmer, worum geht es hier eigentlich? Die RSZ wollen bei diesem Vertrag mitreden, denn ihr seid im Grossen Rat gut vertreten und es geht euch darum, Einfluss nehmen zu können. Das Inselspital ist eine Stiftung und gehört nicht dem Kanton Bern. Die Insel hat den Auftrag, unser Universitätsspital zu sein und sie hat weiss Gott genügend schwierige Zeiten, als dass bei den Vertragsverhandlungen noch der Grosse Rat dreinreden soll und auch noch diese Schleife genommen werden muss. Das ist völlig unangebracht und nicht dem entsprechend, was ihr auf der andern Seite fordert. Auch wir wollen einen Medizinalstandort, das ist ganz wichtig, das unterstützen wir auch, aber

mit Ihren Anträgen wird das gleichzeitig torpediert. Ich merke schon, worum es euch geht, nämlich darum, dass die Vertreter der RSZ hier im Grossen Rat mitreden können. Teilweise wird zudem befürchtet, das Inselspital werde zu gross und so weiter. Aber wenn wir auf einen Medizinalstandort setzen, brauchen wir ein starkes, grosses und eigenständiges Universitätsspital. Bekennt euch dazu, lehnt den Antrag der Kommission ab und stimmt dem Antrag der Regierung zu.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Vous ne serez pas étonnés que je défende la position du gouvernement. Je considère que cette proposition, qui a été discutée très rapidement en commission, ne correspond pas au niveau requis pour que le gouvernement puisse travailler avec l'Hôpital de l'Ile. Pour moi, c'est une déclaration de méfiance vis-à-vis de l'Hôpital de l'Ile. L'hôpital de l'Ile a un environnement extrêmement complexe à gérer et, si en plus, il faut passer par le Grand Conseil pour son contrat, j'ai mes doutes. J'aimerais bien que le député Widmer, par rapport à ce qu'il vient de dire, dise la même chose concernant l'ensemble des hôpitaux. Combien de choses ne regarde-t-on pas dans le domaine hospitalier? Dans le cas des hôpitaux privés ou des hôpitaux régionaux, le Grand Conseil ne veut pas intervenir, on veut simplement regarder passer le train, mais dans ce cas précis, on aimerait arrêter le train à chaque gare. Je trouve qu'il y a une contradiction dans les propos du député Widmer, mais peut-être je le comprends mal. Je vous propose donc de suivre la proposition du gouvernement.

La présidente. Damit kommen wir zur Abstimmung über Artikel 35 Absatz 2.

Vote (art. 35, al. 2, proposition du Conseil-exécutif / PS – proposition de la commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	63
Non	71
Abstentions	4

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission unterstützt, somit kommt dieser ins Gesetz.

Art. 36

Proposition (Marti Anliker, Berne)
Proposition du Conseil-exécutif (projet vert)

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Die UPD wird aus der Kantonsverwaltung ausgelagert und wir schlagen Ihnen vor, sie als öffentlich-rechtliche Anstalt auszulagern. So ergibt sich der grössere Spielraum, um die Psychiatrie gut aufzustellen. Das Projekt wird recht schwierig sein. Als erster Schritt ist es sinnvoll, die Psychiatrie als öffentlich-rechtliche Anstalt auszulagern und nicht als regionale Aktiengesellschaft, wie das bei den Spitälern der Fall ist. Bei den regionalen Spitälern ist klar, was zu den Regionen gehört, in der Psychiatrie ist das nicht so klar. Das wird man noch aushandeln müssen. Von daher beantragen wir Ihnen, die Variante der öffentlich-rechtlichen Anstalten zu befürworten.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Wir haben zu dieser Frage eine rege Diskussion geführt. Wir erhielten ein sehr gutes Papier zu den Vor- und Nachteilen beider Modelle. Ausschlaggebend dafür, dass Ihnen die Kommission beantragt, direkt eine Auslagerung in eine AG vorzunehmen, waren folgende Punkte: Erstens hatte man den Eindruck, es sei viel sinnvoller, die UPD, Münsingen und die regionalpsychiatrischen Dienste in die gleiche Rechtsform auszulagern, da bereits die RSZ in Form von AG bewirtschaftet werden. Ein wesentlicher Punkt war die Frage nach der Wettbewerbsfähigkeit. Wir gingen davon aus, dass es für die Universitären Psychiatrischen Dienste wichtig ist, viele Möglichkeiten zu haben, wenn wir sie auf dem Markt sein lassen wollen, insbesondere die Möglichkeit fremder Beteiligungen. Das ist aber per Definition nur bei einer AG und nicht bei einer öffentlich-rechtlichen Anstalt möglich. Diese beiden zentralen Punkte haben dazu geführt, dass die Variante der AG mit einer Mehrheit von 12 zu 4 Stimmen klar bevorzugt wurde. Ein wesentlicher Punkt der Diskussion war auch, dass unabhängig von der Rechtsform der Psychiatrie zum Beispiel die personalrechtlichen Bedingungen bei beiden Rechtsformen ausgestaltet werden können. Es ist also nicht so, dass per Definition die öffentlich-rechtliche Anstalt viel bessere Arbeitsbedingungen garantiert als eine AG. Noch ein Punkt an dich, Irène: Du hast den Antrag nur in Bezug auf die UPD gestellt. Gehst du davon aus, dass die RPD als AG ausgelagert werden soll? Ich wäre froh, wenn du etwas dazu sagen könntest, da das etwas unklar ist.

Enea Martinelli, Matten b.I. (PBD). Die BDP-Fraktion stellt sich gegen die Zusatzrunde über eine öffentlich-rechtliche Anstalt. Wir sehen keinen gesteigerten Zusatznutzen darin. Die Arbeiten für eine Aktiengesellschaft können sofort an die Hand genommen werden. Bei der öffentlich-rechtlichen Anstalt dagegen drehen wir nochmals eine Runde, weil wir extra noch ein Gesetz schaffen müssen. Ungefähr ab 2017 wird der DRG auch in der Psychiatrie wirken. Somit müssen wir unsere Psychiatrien auf diesen Zeitpunkt hin fit machen und das geht mit einer öffentlich-rechtlichen Anstalt weniger gut als mit einer Aktiengesellschaft. Mit einer Aktiengesellschaft haben wir die Systematik, dass sämtliche Betriebe des Gesundheitswesens, die sich in der öffentlichen Hand befinden, in der gleichen Rechtsform dastehen, mit Ausnahme der Insel.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Es steht hier eine wesentliche Änderung bevor und jedes Mal wenn man eine solche Änderung diskutiert, sollte man sich überlegen, was die Gründe sind, die dazu führen, eine solche Änderung in Erwägung zu ziehen. Es geht hier um den berechtigten Wunsch der UPD, über mehr Autonomie zu verfügen. Die Autonomie wird in verschiedenen Bereichen gewünscht. So hat die UPD das Gefühl, sie könne sich besser positionieren, wenn sie zum Teil flexibler und schneller entscheiden könnte. Diesen Wunsch müssen wir zur Kenntnis nehmen. Nun gibt es verschiedene Varianten, wie man diesem Wunsch entsprechen kann. Es lag in der Kommission ein Gutachten vor, Barbara Mühlheim hat darauf hingewiesen. Dieses legte offen, dass es in der schweizerischen Landschaft der Psychiatrieversorgung sehr viele Kantone gibt, die durchaus mit Erfolg auf das Modell der öffentlich-rechtlichen Anstalt setzen. Es ist keineswegs so, dass die einzige Möglichkeit, dem Wunsch nach mehr Autonomie der Psychiatrie zu entsprechen, eine Aktiengesellschaft ist. Das Gutachten hat

zudem auch aufgezeigt, dass der Grad der Autonomie, der diesen Institutionen damit gewährt werden kann, selbstverständlich von der Ausgestaltung dieser öffentlich-rechtlichen Anstalt abhängig ist. Bei der öffentlich-rechtlichen Anstalt hat man unterschiedlichste Möglichkeiten, den Grad der Autonomie der Institutionen festzulegen. Von daher erfüllt die öffentlich-rechtliche Anstalt alle Voraussetzungen, die wir hier der Psychiatrie gewähren möchten. Sie erfüllt nicht nur die Voraussetzungen, sondern weist gegenüber der Aktiengesellschaft doch auch bedeutende Vorteile aus.
Einer der wichtigsten Punkte ist der personalrechtliche Aspekt. Es ist unbestritten, dass öffentlich-rechtliche Anstellungsverhältnisse für das Personal wesentlich mehr Sicherheiten bieten, als dies in einem privatrechtlichen Arbeitsverhältnis der Fall ist. Es betrifft aber auch die Pensionskasse, bei der wir mit dem Gang zu einer Aktiengesellschaft aller Voraussicht nach eine Verschlechterung realisieren müssten. Doch gibt es auch finanzpolitische Punkte: Wir alle wissen, in welchen Gebäuden die UPD Waldau arbeitet. Rein vom Baurecht und vom Denkmalschutz und so weiter her sind diese Gebäude nicht ganz einfach. Und ich fürchte mich etwas, wenn ich mir vorstelle, dass mit einem Übergang zu einer Aktiengesellschaft auch all diese Fragen auf den Kanton zukommen würden. Also die Frage, wie man mit diesen Gebäulichkeiten umgehen wird. Auch in finanzpolitischer Hinsicht und im Hinblick auf den Umgang mit diesen Gebäulichkeiten wäre der Weg der öffentlich-rechtlichen Anstalt derjenige Weg, der wesentlich weniger Probleme verursachen würde. Unter dem Strich sieht es also so aus: Die Ziele der UPD, also mehr Autonomie, können wir mit einer öffentlich-rechtlichen Anstalt erreichen. Und wir können uns noch in vielen andern Punkten Probleme sparen. Von daher sollten wir klar dem Antrag der Regierung zustimmen und die öffentlich-rechtliche Anstalt ermöglichen.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die FDP unterstützt den Antrag der Kommission. Die Gutachten, die der Kommission vorgelegt wurden, sind das eine. Das andere sind aber die Planungserklärungen, die in den Bericht über die Psychiatrieversorgung eingeflossen sind. Und dort wurde ganz eindeutig festgehalten, dass die Rechtsform der Aktiengesellschaft bevorzugt wird. Es macht zudem keinen Sinn, in der Psychiatrie eine andere Rechtsform zu wählen als bei den RSZ. Das Argument bezüglich den Arbeitsverhältnissen wurde in der Kommission ausführlich diskutiert, Barbara Mühlheim hat vorhin darauf hingewiesen. Eine Aktiengesellschaft bietet nicht schlechtere Arbeitsbedingungen als eine öffentlich-rechtliche Anstalt.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Die EVP-Fraktion zieht einstimmig die AG einer öffentlich-rechtlichen Anstalt vor. Im Sinn einer Vereinheitlichung befürworten wir die Lösung, die UPD als AG zu führen. Erstens verfügen wir über einen gewissen Erfahrungswert aus der Zeit der RSZ, die bereits als AG geführt werden. Zweitens sind die verschiedenen Schritte, zum Beispiel die Gründung und die Umstrukturierungen mittels AG, wesentlich schneller und einfacher zu realisieren als dies über eine öffentlich-rechtliche Anstalt der Fall ist. Und gerade in diesem dynamischen Umfeld ist dieses Argument nicht unwesentlich.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Die glp-CVP-Fraktion unterstützt in diesem Fall die Variante UPD als Aktiengesellschaft. Die UPD soll den grösstmöglichen Spielraum bekommen. Zudem macht es Sinn, die UPD gleich zu führen wie die RSZ, nämlich als eigenständige AG. Das Personal ist durch einen branchenüblichen Gesamtarbeitsvertrag geschützt und somit den vielen Angestellten der RSZ gleichgestellt. Wir unterstützen also die UPD als eigenständige AG. Im Gegensatz zur bürgerlichen Mehrheit hier im Saal muten wir der UPD dann auch zu, ihre Verträge selber zu verhandeln und abzuschliessen.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Auch die SVP spricht sich ganz klar für die AG aus, und zwar im Sinn einer Analogie zu den RSZ, wie dies hier bereits ein paarmal gesagt wurde. Es ist nicht gut, wenn im gleichen Haus ungleiche Rechtsformen bestehen. Und das wäre an vielen Orten der Fall. Bei den Anstalten besteht keine Möglichkeit, allenfalls Dritte einzubinden – das ist für mich ein wesentlicher Punkt. Wenn Blaise Kropf so absolut ins Feld führt, eine AG sei schlechter für das Personal, stimmt das so in dieser Form nicht. Das wurde uns auch in der Kommission dargelegt. Die GAV-Pflicht besteht bei den AG ebenfalls und ich sehe nicht, wo die Situation dort schlechter sein sollte. Die SVP ist einstimmig für die Version der AG.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Un intervenant l'a rappelé tout à l'heure: dans la plupart des cantons, quand on a décantonalisé la psychiatrie, on est d'abord passé par des institutions de droit public, et c'est une réalité. Ici on dit qu'on veut tout de suite passer à une société anonyme. Vu les rapports de majorité à la commission, le gouvernement n'a pas voulu faire de différence et propose aussi de passer directement à la société anonyme.

La présidente. Wir stimmen über Artikel 36 ab.

Vote (art. 36, proposition PS (projet vert) – proposition du Conseil-exécutif et de la commission)

Décision du Grand Conseil :
Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la commission

Oui	37
Non	86
Abstentions	0

La présidente. Sie haben den Antrag von Regierung und Kommission gutgeheissen. Somit wurde Artikel 36 angenommen.

Art. 37 – 39
Adoptés

Art. 40 – 47

Art. 40
Proposition PS (Marti Anliker, Berne)
Proposition du Conseil-exécutif

Proposition de la commission (Mühlheim, Berne)
Proposition subsidiaire
Si la proposition de la commission l'emporte sur celle du Conseil-exécutif, renvoi de l'article 40.
Art. 41 – 47

Proposition PS (Marti Anliker, Berne)
Proposition du Conseil-exécutif

La présidente. Die Artikel 40 bis 47 beraten wir gemeinsam.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Der vorliegende Artikel ist das Herzstück des Gesetzes. In den Eingangsreferaten haben wir ja gehört, dass bei den DRG die Gefahr eines nicht gerechtfertigten Volumenwachstums besteht, und dass man deshalb eine Steuerung einbauen sollte, also quasi eine Notfallmöglichkeit, wenn das Ganze aus dem Ruder läuft. Darum drehen sich die vorliegenden Gesetzesartikel. Ich bin ausserordentlich froh, weil man in der Kommission bei Artikel 40 einen Weg gefunden hat, eine ganz moderate Steuerung gutzuheissen. Ich bin sehr froh, denn das ist sehr, sehr wichtig. Der Unterschied zwischen dem Antrag der Kommission und dem Antrag der Regierung, den die SP-JUSO-PSA-Fraktion vertritt, sieht wie folgt aus: Nachdem man ein ungerechtfertigtes Wachstum festgestellt hat, ist beim Antrag der Regierung klar vorgegeben, wie es weitergeht und was passieren muss. Es besteht eine klare Kaskade darüber, was passieren soll. Beim Antrag der Kommission hört es damit auf, dass der Regierungsrat dem Grossen Rat den Antrag stellt, um Massnahmen zu ergreifen. Aber welche Massnahmen ergreifen wir dann hier im Grossen Rat? Das ist eine grosse Unbekannte. Wir pflanzen hier eine grosse Blackbox in das Gesetz und das ist problematisch. Wenn wir dem Antrag der Regierung folgen, ist klar, was kommt: Es geht ganz klar um die Zustimmung, etwas zum Leistungsvolumen sagen zu wollen, also bei diesem Meccano mitmachen zu wollen, ähnlich wie bis anhin die RSZ von der Regierung behandelt worden sind. Es ist also nicht irgendetwas Neues.
Ich möchte an dieser Stelle daran erinnern, warum wir überhaupt sagen, es brauche hier einen subsidiären Steuerungsmechanismus. Ich möchte es betonen: An erster Stelle stehen die Verhandlungspartner, die Spitäler und die Krankenversicherer. Sie sorgen dafür, dass es kein ungerechtfertigtes Wachstum gibt. Das ist hier festgehalten. Der Kanton beginnt erst dann zu wirken, wenn man merkt, dass das nicht greift. Die Kommission schlägt vor, der Grosse Rat solle dann irgendwelche Massnahmen beschliessen, aber stellen Sie sich das vor: Man stellt ein ungerechtfertigtes Wachstum fest. Dann muss die Regierung dem Grossen Rat Massnahmen vorschlagen, was wahrscheinlich zur Einsetzung einer vorberatenden Kommission führt, und dann dauert es ewig, bis man Massnahmen ergreifen kann, die wirken. Ich erinnere an die mehr als 1 Mrd. Franken, die aus dem Steuersubstrat an die Spitalversorgung bezahlt wird. Ich verstehe das nicht, wenn Sie auf der einen Seite an einem Vertrag mit der Insel herumschrauben wollen, das ist ja nicht gerade ein Staatsvertrag. Auf der andern Seite besteht hier die Gefahr, dass diese Milliarde wächst und Sie wollen nicht noch mehr Steuerungsmechanismen. Vielleicht ist es eine Frage der Ansicht oder der Hoffnung. Vielleicht gehen Sie davon aus, dass der Wettbewerb alles regelt und ein ungerechtfertigtes Wachstum niemals eintreffen werde. Aber wir möchten hier auf der sicheren Seite sein und die Möglichkeit haben, gezielt zu intervenieren. Das Leistungsvolumen ist ein wichtiger Grundsatz, um mit den Spitälern eine gewisse Verlässlichkeit zu haben und um ihnen zu sagen, was man von ihnen erwartet. Es ist wichtig, dass es nicht zu einer uferlosen Steigerung kommt. Die DRG beinhalten die Gefahr, dass genau das passiert.
Die Lenkungsabgabe gehört zum gleichen Paket. Wird das Leistungsvolumen überschritten, besteht die Möglichkeit, mit einer Lenkungsabgabe die Spitäler wieder zu korrigieren, damit die Kosten nicht überschiessen. Die Lenkungsabgaben sollen in den Spitalfonds einfliessen. Es besteht also ein Meccano vom Spitalfonds über die Lenkungsabgaben. Der Ursprung davon ist, dass man an einem solchen Leistungsvolumen festhalten möchte. Über das Leistungsvolumen wurde schon viel gesagt, viel Gescheites, aber auch viel Dummes. Zum Beispiel wurde immer wieder gesagt, ein Leistungsvolumen führe dazu, dass man ab Oktober, wenn es ausgeschöpft ist, im Spital keine Operationen mehr durchführen kann. Das ist Unsinn und es ist widerlegt. Diesen Punkt haben wir gründlich diskutiert und es ist auch im Gesetz festgehalten, dass das nicht eintreten kann. Es geht einfach darum, kein überschiessendes Wachstum zu haben, das wir uns im Kanton nicht leisten können. Denn wir bezahlen es mit unseren Steuergeldern. Wir müssen hier eine gute Versorgung haben, die den Patientinnen und Patienten zugutekommt, und nicht einfach ein Wachstum, bei dem wir zuschauen müssen ohne intervenieren zu können. Es ist wichtig, einen Steuermechanismus ins Gesetz aufzunehmen. Denn sonst stehen wir im Fall eines ungerechtfertigten Wachstums völlig ohne Rechtsgrundlage da. Deshalb bin ich sehr dankbar für das Minimum, auf das sich die Kommission einigen konnte. Doch plädiere ich dafür, wie die Regierung eine weitergehende, eine ganzheitliche Sicht zu haben und deshalb den Anträgen der Regierung zuzustimmen, und zwar an erster Stelle aus finanzpolitischen Gründen, an zweiter Stelle aus Gründen der Versorgungssicherheit. Es ist nicht so, dass es zum Wohl der Patientinnen und Patienten ist, wenn sich das Wachstum ausdehnt. Ein ungerechtfertigtes Wachstum ist nicht nötig und dient nicht dem Wohl der Patientinnen und Patienten. Ich bitte Sie das anzuerkennen und der Regierung zuzustimmen. Ich weiss, es ist komplex und schwierig, wenn man sich nicht tagtäglich mit dieser Materie beschäftigt. Aber es macht keinen Sinn, einem Wachstum einfach zuzuschauen und nichts machen zu können. Es ist nicht im Sinn der Patientinnen und Patienten.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Es geht hier nicht gerade um to be or not to be, aber es geht doch um die grundsätzliche Fragestellung, ob man vertraut oder nicht. Wem soll man aber vertrauen oder nicht? Schlussendlich geht es um eine Art von Gesetzmässigkeiten: Entweder sagt man, man überlässt die Frage der Steuerung des Leistungsvolumens prioritär und fast absolut den Krankenkassen und den Leistungserbringern. Wir wurden in der Kommission sehr ausführlich darüber informiert. Wir hörten, dass die Spitäler teilweise fast 50 Prozent ihres Überschusses, den sie auf den überschiessenden Leistungen machen, zurückgeben müssen, sodass sie kaum mehr ein Interesse daran haben, die Leistungen zu erbringen. Oder man sagt, wir vertrauen ihnen zwar und gehen davon aus, dass es sich bei diesem Vorgehen um ein taugliches Instrumentarium handelt, aber wir wollen klar ein spezifiziertes, klar strukturiertes Notbremsen-Meccano einbauen, für den Fall, wenn es nicht klappt. Das ist die Variante der Regierung. In den Artikeln 41 bis 47 wird klar die Art und Weise definiert, was passiert, wenn die Spitäler zur Kasse gebeten werden.
Nach der Diskussion in der Kommission war es klar, dass die Variante mit der Übergabe der Verantwortung an die Krankenkassen und Spitäler erste Priorität hat. Man nahm dann einen

zweiten Absatz hinzu im Sinn der Subsidiarität: Falls es nicht funktioniert, hätte dann der Grosse Rat als so genannte unspezifische Notbremse noch die Möglichkeit zu intervenieren. Ich nehme es vorweg: Falls die Mehrheit des Grossen Rates die Variante der Kommission unterstützt, ist noch nicht sicher, ob Artikel 40 Absatz 2 mit der kantonalen Verfassung übereinstimmt. Insbesondere geht es dort darum, ob eine so allgemeine Formulierung wie das Ergreifen von Massnahmen dem Prinzip des staatlichen Handelns nicht widerspricht, also dass das staatliche Handeln rechtsgleich, berechenbar und voraussehbar ist. Ich habe mit den Mitgliedern der Kommission Folgendes abgemacht: Falls in Artikel 40 die Variante der Kommission obsiegt, wird die Frage der rechtlichen Würdigung in Artikel 40 und die Frage nach der Spezifizierung der in Artikel 40 nur allgemein definierten Massnahmen für die zweite Lesung zurückgenommen. Und ich kann hier der Kommission bereits sagen, dass die Frage nach der Rechtsstaatlichkeit in der zweiten Lesung mit Professor Rütsche genauer evaluiert wird. Ich mache hier bewusst keinen Antrag auf Rückweisung; wir haben das lange besprochen. Die Kommission hat mir bereits grünes Licht gegeben, falls der Antrag der Kommission hier obsiegt. Der Antrag zur Steuerung, so wie es die Kommission vorsieht, wurde mit 10 gegen 7 Stimmen ohne Enthaltung klar zugunsten der Kommission entschieden.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Vorerst geht es hier einmal darum festzustellen, worum es hier nicht geht: Es geht hier nicht darum, eine öffentliche Steuerung durch den Kanton Bern zu etablieren. Vielmehr soll die normale Steuerung durch die Leistungserbringer und die Versicherer geführt werden. Und nur wenn es zu einem ungerechtfertigten Wachstum des Leistungsvolumens kommt, nur unter dieser Voraussetzung, gäbe es hier die Möglichkeit, spezifische Massnahmen zu ergreifen. Dieses subsidiäre Element muss hier ganz stark betont werden. Dass solche Massnahmen unter gewissen Umständen gerechtfertigt und nötig sein können, liegt aber auf der Hand. Es wurde im Laufe dieser Debatte mehrfach darauf hingewiesen: Es geht hier nicht um ein paar Brosamen, sondern es geht um einen der grössten Kostenblöcke der Kantonsrechnung. Angesichts der Kantonsrechnung insgesamt, also angesichts unserem Budget in der Höhe von 10 Mrd. Franken, haben wir sehr, sehr restriktive Regelbindungen eingeführt: Wir haben eine Schuldenbremse für die laufende Rechnung, wir haben eine Schuldenbremse für die Investitionen. Diese Schuldenbremse gibt sehr genau und sehr rigide vor, wie wir bei einem defizitären Voranschlag vorgehen müssen. Wir können ihn nicht einfach so beschliessen, sondern wir müssen ihn ausgleichen oder zumindest braucht es eine qualifiziert Mehrheit, um so etwas zu beschliessen. Genau das Gleiche gilt bei einem defizitären Rechnungsabschluss: Er kann nicht einfach hingenommen werden, sondern der Fehlbetrag muss in der Rechnung innerhalb einer sehr kurzen Frist wieder abgetragen werden. Diese Schuldenbremse hat eine grosse Mehrheit dieses Parlamentes beschlossen und diese Verfassungsbestimmung wurde von der Kantonsbevölkerung in einer Abstimmung mit doch ziemlich deutlicher Mehrheit angenommen.
Hier diskutieren wir nicht um die gesamten 10 Mrd. Franken, sondern einfach um einen Zehntel davon. Aber immerhin handelt es sich hier um einen Zehntel. Und bei diesem Zehntel soll jetzt überhaupt nichts bestimmt werden. Diese Milliarde kann zunehmen wie sie will, die einzige Bestimmung, die wir festsetzen, ist die, dass dann allenfalls der Grosse Rat über Massnahmen beschliessen kann. Aber wie diese Massnahmen aussehen, bleibt völlig offen. Das ist aber doch eine massive und inakzeptable Diskrepanz zwischen der Behandlung der Gesamtheit dieses Budgets und dieses Zehntels. Wir müssen dafür sorgen, dass wir bei einem so gewichtigen Ausgabenbestandteil wie die Spitalversorgung einer ist, rechtzeitig über die Instrumentarien verfügen, wie wir reagieren sollen, wenn wir eine ungerechtfertigte Mengenausweitung feststellen. Ich bin überzeugt, es ist wichtig, das zu machen. Es ist nötig, rasch reagieren zu können, wenn wir feststellen, dass es zu dieser Mengenausweitung kommt. Die Schuldenbremse sieht auch nicht vor, einen Fehlbetrag vielleicht erst in zehn Jahren zu kompensieren, sondern dort muss es subito passieren. Hier ermöglichen die Anträge des Regierungsrates ein gezieltes Reagieren, man hätte Rechtssicherheit darüber, wie die Reaktion aussieht.
Mit dem Antrag der Kommission «kann der Grosse Rat auf Antrag des Regierungsrats Massnahmen beschliessen». Aber Irene Marti hat zu Recht gefragt, wie diese Massnahmen aussehen. Braucht es für diese Massnahmen plötzlich noch eine gesetzliche Grundlage? Muss man zuerst noch eine gesetzliche Grundalge schaffen, bevor man die Massnahmen ergreifen kann? All diese Fragen stellen sich. Mit dem Vorgehen des Regierungsrats, indem die Massnahmen bereits jetzt definiert werden, wird Rechtssicherheit geschaffen, und wir schaffen uns die Möglichkeit, in einer Situation – die hoffentlich nicht eintritt, aber falls sie eintritt – rechtzeitig zu reagieren. Und zwar im Interesse des Finanzhaushalts dieses Kantons. Von daher mache ich Ihnen sehr beliebt, hier dem Antrag der Regierung zuzustimmen und die Steuerung des Leistungsvolumens, falls sie nötig sein sollte, zu ermöglichen.

Enea Martinelli, Matten b.I. (PBD). Die BDP-Fraktion ist für den Antrag der Kommission. Wir sind damit einverstanden, wenn Absatz 2 in die Kommission zurückgenommen und nochmals darüber diskutiert wird. Im Artikel ist festgelegt, dass es in erster Linie degressive Tarife geben soll. Die Grundkosten werden also zuerst mit den vollen Tarifen gedeckt und wenn die Grundkosten gedeckt sind, werden nur noch die variablen Kosten bezahlt. Es gibt bereits jetzt solche Verträge, was ein Zeichen ist dafür, dass ein gemeinsames Interesse besteht. Es handelt sich um einen gemeinsamen Vorschlag der öffentlichen und der privaten Spitäler sowie der Krankenkassen. Es gibt aber nicht nur degressive Tarife, sondern es werden auch so genannte Kostengutsprachen verlangt. Wenn man also einen operativen Eingriff machen will – das gilt also nicht für Notfälle, sondern für operative Wahleingriffe – muss man die Krankenkasse zuerst fragen, ob man das machen kann. Erst wenn die Kostengutsprache eingetroffen ist, kann man weiterfahren. Dieses System ist heute etabliert, es funktioniert soweit gut. Es wurde mit der Einführung der DRG verschärft. Viele schimpfen darüber, dass es so ist, aber es wirkt.
Vom subsidiären Meccano, wie es in den Artikeln 41 bis 47 beschrieben ist, halte ich nicht viel. Es ist klar, es braucht eine gewisse Steuerung, das ist auch der BDP klar. Aber die Steuerung muss eine Wirkung haben. In Analogie zu meinem Beruf mache ich jetzt ein Beispiel: Ich bin im Spital eigentlich auch angestellt, um zu sparen. Halt in einem speziellen Bereich, nämlich bei den Medikamenten. Der hier beschriebene Meccano kommt mir vor, wie wenn ich pro Abteilung festlege, wie viele Tabletten sie brauchen sollen, wenn die Kosten für die Medikamente überborden. Das ist nicht anders, nur ein biss-

chen anders ausgedrückt, auf einem andern Niveau. Aber das machen wir. Der Ansatz wäre aber doch eigentlich völlig anders: Wenn wir steuern wollen, müssen wir dort steuern, wo der Entscheid passiert. Also bei der Frage, ob ein operativer Eingriff gemacht werden soll oder nicht. Das andere ist zu spät und ich strafe die Falschen. Unter Umständen strafe ich genau jemanden, der in einen andern Kanton geht und der Kanton bezahlt trotzdem. Und zwar den vollen Betrag und nicht den degressiven. Zum Beispiel jemand, der sich in Langenthal behandeln lassen wollte: Die SRO könnte dann, weil alle im System so böse und nur auf die Leistung aus sind, mit dem Spital Olten einen Vertrag machen und seine Operateure ins Spital Olten schicken, um dort ihre Operationen vorzunehmen und das Honorar zu kassieren. Dann wird noch ein Vertrag gemacht, nach dem sie sonst noch ein bisschen Geld bekommen und so hat der Kanton genau den gleichen Schaden. Wir müssen einfach aufpassen, dass wir mit einem System, mit dem wir die Leistungen steuern wollen, nicht die Falschen treffen. Ich verstehe es absolut, wenn man etwas machen will, ich bin auch nicht der Meinung, man solle dem tatenlos zuschauen. Aber das System muss eine Wirkung haben und ich habe grosse Zweifel, dass das hier beschriebene System auch wirklich seine Wirkung entfaltet. Beim Bund gibt es eine Qualitätsstrategie, die genau auf dieser Ebene funktioniert. Diese Qualitätsstrategie ist noch nicht so weit, sie befindet sich immer noch in Diskussion, es geht etwas langsam vorwärts, aber man muss genau dort ansetzen, nämlich beim Entscheid: Führe ich eine Therapie durch oder nicht? Die sinnvolle Steuerung geht nur über die Qualität und nicht über Leistungsmengenbegrenzungen; so schütten wir das Kind mit dem Bade aus, das funktioniert nicht. Ich möchte gerne eine Steuerung, die wirkt und nicht eine, die einfach das Gewissen beruhigen will, aber effektiv keine sachgerechte Wirkung hat. Deshalb ist die BDP für den Antrag der Kommission und ist auch bereit, diesen Punkt in der Kommission nochmals zu diskutieren, um zu prüfen, wie es dann effektiv aussehen soll.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die FDP stellt sich hinter die Anträge der Kommission und gegen diejenigen der SP-JUSO-PSA-Fraktion und des Regierungsrats. Dass die Leistungserbringer und die Versicherer geeignete Massnahmen treffen sollen, wenn ein medizinisch nicht gerechtfertigtes Wachstum festgestellt wird, ist ganz sicher unbestritten. Wir haben gehört, dass dort dann das System der degressiven Tarife greift. Subsidiär unterstützen wir den Antrag der Kommission zu Artikel 40 Absatz 2, der vorsieht, dass der Grosse Rat auf Antrag des Regierungsrats Massnahmen ergreifen kann, wenn Absatz 1 nicht ausreicht. Die entsprechenden Massnahmen sollen erst zum Zeitpunkt, wenn das eintrifft, und zwar ganz individuell aufgrund der Situation, wie sie dann aussieht, beschlossen werden. Die ganze Systematik der Lenkungsabgabe bis Artikel 47 ist für uns untauglich und wir lehnen sie mit Entschiedenheit ab. Allerdings sind wir auch bereit, wie dies vorhin von Enea Martinelli ausgeführt worden ist, Artikel 40 bezüglich der Rechtsstaatlichkeit in der Kommission nochmals zu überprüfen.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Die glp-CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Regierung. Dass zuerst die Versicherer mit den Leistungserbringern eine Einigung über die degressiven Tarife erzielen und so ein Instrument gegen Leistungsmengenausweitung vorhanden ist, unterstützen wir ganz klar. Es bleibt jedoch eine Hypothese, dass dieses Instrumentarium ausreichend gegen eine Leistungsausweitung wirken wird. Die Zukunft wird das erst zeigen. Wenn man der Überzeugung ist, dass dieses Instrument greifen wird, muss man eigentlich keine Angst vor den Artikeln 41 bis 47 haben, denn sie kommen ja erst dann zum Tragen, wenn die degressiven Tarife nicht wirken. Ich bin mit Grossrat Martinelli einverstanden, wonach die Qualitätsstrategie und Qualitätskontrolle eigentlich die richtigen Mechanismen sind, um die Leistungsmengen zu kontrollieren. Aber wann und von wem werden wir eine Qualitätsstrategie erhalten und wer im Kanton Bern bezahlt angesichts unserer finanziellen Aussichten die Qualitätskontrolle? Artikel 41 bis 47 sind ein Sicherheitsnetz dieser These und wir hoffen einfach, dass die Bürgerlichen gute Seiltänzer sind. Denn wir werden in den kommenden Jahren als Kanton Bern keine finanziellen Ressourcen und keinen Spielraum haben. Falls Artikel 40 gemäss Antrag der Kommission angenommen wird, würden wir es sehr unterstützen, wenn dieser Artikel nochmals in der Kommission behandelt wird. Es gibt Grundsätze der Rechtssicherheit, und so, wie der Artikel jetzt ausformuliert ist, ist es für die Leistungserbringer sehr eine unsichere Angelegenheit, denn sie wissen nicht zum Voraus, welche Massnahmen greifen werden, wenn die degressiven Tarife nicht wirken. Der Artikel ist völlig diffus. Deshalb unterstützen wir eine Rücknahme in die Kommission und eine erneute Behandlung in der zweiten Lesung.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Zu den Artikeln 40 bis 47 nehme ich als EVP-Sprecherin gesamthaft Stellung und stecke nur so eine Art Pflöcke ab. Wie bereits in der Eintretensdebatte dargestellt, unterstützt die EVP-Fraktion eine Steuerung des Leistungsvolumens. Sie ist dafür, dass die Mengenausweitung nicht ins Uferlose gehen kann. Es ist richtig, wenn sich die Tarifpartner einigen können und eine Leistungssteuerung über degressive Tarife geschehen kann, wenn also die vertragliche Variante der Tarifpartner als Steuerung greift. Sicherer im Sinn einer subsidiären Steuerung, als eine Art Notfallmassnahme, erachten wir aber die Variante des Regierungsrats, also die Artikel 41 bis 47. Erstens wird das Leistungsvolumen grosszügig berechnet. Zweitens wird die Aufnahmepflicht nicht tangiert. Drittens ist das Leistungsvolumen bereinigt, in dem Sinn, dass ausserkantonale Patientinnen und Patienten davon ausgenommen sind. Zudem ist medizinisch gerechtfertigtes Wachstum, das ja zum Beispiel bei Epidemien auch vorkommen kann, ebenfalls davon ausgenommen. Weiter wird auch der Wettbewerb nicht behindert, so wie ich das ja bereits in meinem Eintretensvotum gesagt habe. Man kann immer noch besser sein als die andern, einfach in einem gewissen Rahmen. Auch dem, was die Kommissionspräsidentin zu Artikel 40 Absatz 2 vorgeschlagen hat, wird die EVP zustimmen. Falls der Antrag obsiegen würde, würden wir ihn gerne nochmals in der Kommission besprechen. Aber gesamthaft unterstützen wir Artikel 40 so, wie es der Antrag SP-JUSO-PSA, Marti Anliker, verlangt, also Antrag Regierung. Wir unterstützen alle bis Artikel 47.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Wir müssen wirklich aufpassen: Der Kanton Bern steht nicht isoliert da, wir müssen das gesamte Umfeld einbeziehen. Es gibt daneben noch andere Kantone. Es wurde bereits gesagt: Es besteht die Gefahr, dass die Leistungserbringer Verträge mit Ausserkantonalen abschliessen, wenn wir hier Dinge beschliessen, die nicht greifen und

zu rigide sind. Und so werden wir auf einmal nicht mehr wettbewerbsfähig. Ein Spitalökonom hat ganz klar gesagt, dass eine Leistungsmengenbeschränkung nicht zwingend Kosteneinschränkungen bringt. Aber wenn wir falsch handeln, ergibt sich daraus ganz klar eine Unterstützung für einen andern Kanton, weil wir unsere Leute schlussendlich dorthin schicken und nicht mehr eingreifen können. Und bezahlen müssen wir genau gleich. Die SVP wird in allen Punkten der Kommission zustimmen.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich spreche hier als Mitglied der Finanzkommission, denn dieses Geschäft kann ja bedeutende finanzielle Auswirkungen haben. Blaise Kropf hat bereits viele finanzpolitische Argumente vorneweg genommen, ich will sie nicht wiederholen. Zu Enea Martinelli, den ich sonst eigentlich sehr schätze, auch als Gesundheitspolitiker: Ich bin gerne ebenfalls bereit, eine Steuerung über die Qualität vorzunehmen, wenn nachgewiesen ist, dass sie erstens flächendeckend eingeführt werden kann, und dass sie dann tatsächlich hinsichtlich der Menge auch eine Wirkung entfaltet. Leider sind wir heute noch nicht so weit. Ich befürchte einfach, dass wir sehr viel Zeit verlieren, wenn es tatsächlich so eine Mengenausweitung geben sollte, wie das in Deutschland der Fall ist, so dass wir zu spät sind und sich in diesem Bereich ein weiteres grosses finanzielles Debakel abzeichnet.
In Artikel 40 besteht eine ähnliche Situation wie gestern beim Schwingfest: Ich habe gestern gesagt, dieser Antrag sei nichts wert. Ich stehe immer noch dazu, es ist tatsächlich so, auch wenn er angenommen worden wäre. Der Vorschlag der Kommission zu Artikel 40 ist eigentlich auch nichts wert. Es bedeutet einfach, dass wir zusammenkommen und die Massnahmen diskutieren werden, wenn es ausarten sollte. Wir werden dann keine gesetzliche Grundlage haben, sondern wir werden sie von Grund auf erarbeiten müssen. Wir werden also gleich weit sein wie heute, wenn wir heute nichts definieren. Egal, ob dieser Artikel im Gesetz ist oder nicht: Eine Mengenausweitung wird sich auf das Budget, auf die laufende Rechnung auswirken, also werden wir zwingend wieder darüber diskutieren müssen, ob wir den von der Kommission vorgeschlagenen Absatz im Gesetz haben oder nicht.
Gestern beim Hooligan-Konkordat haben wir gerade den andern Weg gewählt: Es ging um eine Kann-Formulierung und wir definierten gewisse Massnahmen, damit wir dann, wenn es ausartet, bereits eine rechtliche Grundlage haben und die Massnahmen kennen. Solange es aber rund läuft, gibt es keinen Grund, irgendwelche Einschränkungen vorzunehmen, wie zum Beispiel Alkohol zu verbieten und so weiter. Hier wollen Sie interessanterweise etwas anderes. Es wäre aber angemessen, hier vorausschauend jetzt gewisse Massnahmen zu definieren, die man machen könnte, wenn es dann soweit kommen sollte. So würden wir keine wertvolle Zeit verlieren. Ich bin sehr froh, wenn von der Kommission her nicht bestritten ist, dass es bei einer ungerechtfertigten Mengenausweitung eine Steuerung braucht.
Es wurden die ausserkantonalen Spitäler erwähnt und es wurde argumentiert, wir müssten abgestimmt vorgehen. Eine gewisse Abstimmung ist tatsächlich wichtig. Aber ich möchte dann noch sehen, welches Spital sich dann wirklich dafür hätte, solche Abkommen zu treffen, um das zu umgehen. Erstens haben wohl nicht alle Leute, die in den Verwaltungsräten dieser Spitäler sitzen, nur finanzielle Interessen. Zudem möchte ich den Verwaltungsrat, der das bewilligt, noch sehen. Auch möchte ich sehen, ob er weiterhin vom Regierungsrat ernannt wird, wenn es wirklich zur Umgehung unserer Steuerungsmassnahmen, also zu solchen Abkommen kommen sollte. Es besteht dort auch eine gewisse Möglichkeit, auf der strategischen Ebene eine Steuerung vorzunehmen.
Ich möchte Sie bitten, wirklich vorausschauend zu handeln. Wie auch immer die Abstimmung herauskommen wird, möchte ich bitten, dass die Kommission den Artikel 40 wirklich nochmals behandelt und bereits jetzt griffige und anwendbare Massnahmen definiert, wenn eine Mengenausweitung eintrifft. Er greift so nicht. Es darf nicht sein, dass wir auf einmal ein Loch in der Höhe von 1 Mrd. Franken oder mehr haben, bevor wir überhaupt reagieren können.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Auf die Frage, was passiert, wenn es wirklich zu einer Mengenausweitung kommt, gibt es nur eine Antwort: Es gibt Ergebnisse aus Deutschland, das in Sachen DRG vorausgegangen ist. Dort liegt folgendes Ergebnis vor: Wir befinden uns zum Glück ungefähr erst im ersten Jahr nach Einführung von DRG. In Deutschland hat man festgestellt, dass in gewissen Bereichen, zum Beispiel auf dem Gebiet von Hüftgelenken oder bei der Häufigkeit von Rückenoperationen eine massive Zunahme der Menge stattfindet. Das wird bei uns sicher auch passieren und wir werden wahrscheinlich hier im Saal dereinst noch bitter bereuen, was wir hier heute offenbar entscheiden werden, nämlich fast keine Mengenbeschränkungen vorzunehmen. Denn was kann man in Bezug auf das Handeln einzelner Ärzte feststellen? Es ist nicht so, dass ein Arzt oder eine Ärztin böswillig ein Hüftgelenk mehr operiert oder ein Kniegelenk mehr implantiert. Diese Entscheide muss man abwägen. Wenn man aber im Hinterkopf einen leeren Operationssaal hat und weiss, dass Kapazitäten vorhanden sind, entscheidet man sich eher für eine Operation. Das merkt man selber nicht. Enea Martinelli hat vorhin das Beispiel mit den Medikamenten gebracht: Wenn Sie als Arzt bei einem Medikament einen gewissen Gewinn haben, werden Sie sich mit Sicherheit in einem Fall, bei dem Sie nicht ganz sicher sind, ob das Medikament Sinn macht oder nicht, für dieses Medikament entscheiden. Das geschieht nicht böswillig, aber das lässt sich statistisch nachweisen, nicht im Einzelfall, aber statistisch.

Enea Martinelli, Matten b.I. (PBD). Das mit den Medikamenten hast du jetzt einfach nicht begriffen, und du hast auch das System nicht begriffen: Wir befinden uns nicht im ersten Jahr nach Einführung von DRG. Im Kanton Bern befinden wir uns im Jahr fünf nach der Einführung, denn wir haben DRG schon länger eingeführt. Wir konnten es schon früh trainieren und haben jetzt lediglich auf das nationale System mit der dualen Finanzierung gewechselt. Vorher gab es diese Abschläge oder Zuschläge, je nachdem. Es gab damals die genau gleichen Effekte wie heute. Und das mit den Medikamenten hast du auch nicht begriffen: Stationär sind sie ein Teil der Pauschale. Wir haben eigentlich auch ein Interesse daran, keine Medikamente zu brauchen. Das was du meinst, und da hast du recht, betrifft den ambulanten Bereich. Dort besteht tatsächlich die Tendenz, mehr abzugeben, vor allem wenn man sie selber verkaufen kann. Aber stationär wird ja die Anzahl Tabletten pro Abteilung und die Anzahl Leistungen pro Spital festgelegt. Und das wirkt nicht. Wir haben den Patienten vor uns, den wir behandeln müssen. Und wenn wir wirklich steuern wollen, müssen wir den Hebel dort ansetzen, wo über die

Durchführung einer Behandlung oder über die Abgabe eines Medikamentes entschieden wird. Du hast es ja selbst gesehen.

La présidente. Wir haben begriffen, dass die Spitalversorgung schwer zu begreifen ist *(hilarité)*.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Auch als Mitglied der Finanzkommission bin ich überzeugt davon, dass wir bereits heute Weichen stellen müssen, um die Mengenausweitung im Griff zu behalten. Die Mengenausweitung wird ganz klar auf uns zu kommen. Jedes RSZ, jede Geschäftsleitung hat das Ziel, eine Umsatzsteigerung zu machen, und das geht nicht ohne Ausweitung. Das ist auch in unserer Firma so: Wenn wir den Gewinn steigern wollen, brauchen wir mehr Umsatz, und das ist auch in den Spitälern so. Die Ärzte haben ein Interesse daran, möglichst viele Operationen durchzuführen, denn sie haben ein Kässeli, in das etwas von der Menge der Operationen, die sie durchführen, hineinfliesst. Wir müssen doch ehrlich sein, das sind auch nur Menschen. Vorn im Kopf haben sie wohl an erster Stelle die Absicht, dem Patienten zu helfen, aber kurz darauf kommt sogleich schon das Geld. Ich spreche hier jetzt als Mitglied eines Verwaltungsrates und ich stelle Folgendes fest: Ziel der Geschäftsleitung ist es, möglichst eine Mengenausweitung machen zu können. Denn sonst rechtfertigen sich ja die Investitionen der letzten Jahre nicht und auch diejenigen nicht, die man noch machen will. Es ist zudem auch eine Bettenausweitung geplant und diese kann man nur planen, wenn man auch die entsprechende Menge hat. Deshalb bin ich über den Vorschlag der Regierung froh, und ich werde dem Vorschlag der Regierung zustimmen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Enea, du hast mich nun wirklich grad aus dem Busch geholt. Das, was du gesagt hast, mag bei deinen «Pilleli», die du verschreibst, wohl stimmen. Denn sie sind in den DRG inbegriffen. Aber es besteht die Gefahr einer Mengenausweitung und hier müssen wir etwas tun. Ich bin froh über das Votum von Hans-Jörg Pfister, das ist sogar wissenschaftlich nachgewiesen. Wir wissen, dass dort mehr Schulter- und Hüftoperationen und andere Eingriffe durchgeführt werden, wo es mehr Privatärzte gibt. Das schleckt keine Geiss weg. Und wenn wir unseren Staatshaushalt einigermassen im Lot behalten wollen, müssen wir Mechanismen haben, mit denen wir stopp sagen können, wenn die Mengenausweitung zu gross wird. Korrigiert mit älteren Menschen, korrigiert mit allem, was sonst noch korrigiert werden muss. Wenn wir beim angebotsinduzierten Mehr, das die Ärzte offerieren, einen Riegel schieben und unsere Staatkasse vor diesem Selbstbedienungsladen schützen wollen, müssen wir einen Mechanismus einbauen, mit dem wir stopp sagen können. Deshalb sind wir ganz klar für irgendeinen Mechanismus. Vielleicht muss man ihn noch etwas feiner ausgestalten, aber die Regierung muss zuletzt ein Instrument in der Hand haben, mit dem sie stopp sagen kann und mit dem sie sagen kann, dass sich das jetzt nicht mehr im Rahmen dessen befindet, was man von Hüftoperationen, Schulteroperationen oder irgendeinem Eingriff erwartet.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Die grosse Frage ist: Was wirkt? Ich stelle erfreut fest, dass niemand ein ungebremstes Wachstum will. Das ist mal als Erstes in diesem Grossen Rat eine gute Grundlage. Aber ich hoffe, Sie haben Grossrat Pfister sehr gut zugehört. Ich nehme an, er hat wirklich aus Erfahrung gesprochen und es ist «haar-tupf-genau» so. Und deshalb kommt man aus sachlichen Gründen zum Schluss, dass der Antrag der Regierung das richtige Instrument ist, das wirkt. Wie wirkt DRG? Es gibt Nachweise, wie es wirkt. Sicher, Enea, Medikamente sind in der Pauschale inbegriffen. Wenn man aber zum Beispiel eine Blutarmut feststellt und dann etwas verordnet, eine Therapie einleitet, fällt diese eben nicht unter die Pauschale. Dann lohnt es sich, schon nur ein einziges Eisentablettchen zu geben, damit man ankreuzen kann, man habe die Therapie eingeleitet. Das bringt schon mal 2500 Franken. Und wenn die Patientin das nicht will, hat man es als Spital trotzdem zugut. Ich spreche mit sehr vielen Leuten, die direkt am Bett, im OP oder wo auch immer arbeiten. Und das ist ausserordentlich belastend. Es sind nicht die Ärztinnen und Ärzte, die ihre Kassen füllen wollen, vielmehr werden sie angewiesen so zu handeln. Ich kenne Leute aus dem therapeutischen Bereich, sei es Physio oder Ergo, die Therapien machen müssen, für die es an und für sich keine richtige Indikation gibt, aber man kann es dort abrechnen und es gibt für das Unternehmen Spital mehr Einnahmen. Daneben liegt jemand, der es nicht bekommt, weil es das DRG dort nicht gut abbildet. Das ist, wie wenn Sie nach bestem Wissen und Gewissen arbeiten gehen würden und Sie könnten das plötzlich nicht mehr machen. So wirkt DRG. Und das ist für die Leute, die gut arbeiten und ihre Verantwortung wahrnehmen wollen, ausserordentlich belastend. Deshalb ist es so wichtig, übergeordnet vom Kanton her Steuerungsmechanismen einzusetzen.
Jemand hat einen Gesundheitsökonomen zitiert – ich glaube, jemand von der SVP. Er war eingeladen worden, ich konnte damals nicht teilnehmen. Auch die Gesundheitsökonomen tragen gewisse ideologische Brillen und sie kommen immer zum gleichen Schluss. Sie sind nicht kreativ und man kann dort nicht viel Neues erfahren. Ich erinnere daran: Auch die Finanzwirtschaft wurde jahrelang von Leuten mit den gleichen ideologischen Brillen beraten. Wohin das geführt hat, mussten wir alle relativ schmerzhaft miterleben und teilweise auch miterleiden. Ich bitte Sie deshalb, die ideologische Brille abzusetzen und zu sehen, dass eine Gefahr besteht und dass eine Steuerung nötig ist. Wir wollen in die richtige Richtung steuern. Enea und ich werden uns nicht einig, was genau wirkt. Ich bin aber überzeugt, die Anträge der Regierung gehen in die richtige Richtung und wirken richtig.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Zuerst ein paar Bemerkungen: Enea Martinelli: Sie haben gesagt, wir befänden uns mit DRG im fünften Jahr. Das mag stimmen, denn die Regionalen Spitalzentren haben schon vor ein paar Jahren angefangen, mit dem System DRG zu rechnen. Aber: Die Privatspitäler haben erst vor ungefähr zwei Jahren damit angefangen. Finanzpolitisch befinden wir uns im Budget des Kantons Bern hinsichtlich des Ausgabenwachstums im zweiten Jahr. Im Jahr 2012 habe ich wegen der KVG-Revision 0,25 Mrd. Franken mehr ins Budget einschreiben müssen. Das möchte ich betont haben. Zweitens zum Gesundheitsökonom, der Ihnen sagt, dass das mit der Volumensteigerung falsch ist: Ich erinnere die Grossräte vom Oberland daran: Das ist der gleiche Gesundheitsökonom, der gesagt hat, im Obersimmental sei ein Spital nicht versorgungsnotwendig. Das muss man auch zur Kenntnis nehmen.
Nun zum Gesetz: Ich bedanke mich bei der Kommission dafür, dass sie in das Thema eingestiegen ist und gesagt hat, es müsse ein richtiger Anreiz gesetzt werden, damit keine unge-

rechtfertigte Volumenerweiterung stattfindet. Wir setzen das mit Artikel 40 Absatz 1 um. Die Tarifpartner, also die Spitäler und die Versicherer, müssen sich auf degressive Tarife einigen. Das finde ich gut. Das Problem ist Absatz 2, und das haben wir in der Kommission auch gesagt. Es ist nicht verfassungskonform, wenn im Gesetz festgehalten wird, dass der Grosse Rat solche Massnahmen trifft. Deshalb hat die Regierung entschieden, hier nochmals darzulegen, wie wir das Meccano vorsehen. Und noch etwas: Schauen Sie, was Artikel 41 sagt: Wenn der Regierungsrat dieses Wachstum feststellt, dann kann der Grosse Rat entscheiden. Das ist erstens eine Kann-Formulierung, und zweitens geben wir dem Grossen Rat die Kompetenz, das Meccano in Gang zu setzen. Deshalb bitte ich Sie, die Vorlage gemäss Vorschlag der Regierung anzunehmen.

La présidente. Frau Grossrätin Küng hat sich noch als Einzelsprecherin gemeldet.

Bethli Küng-Marmet, Gessenay (UDC). Der Gesundheitsdirektor hat hier bereits zum zweiten Mal einen Satz geäussert, ohne ihn zu beenden. Er hat hier bereits zum zweiten Mal erwähnt, der Gesundheitsökonom Oggier habe gesagt, im Obersimmental Saanenland sei kein Akutspital versorgungsnotwendig. Aber dann hat er den Satz nicht fertig gemacht. Der genau gleiche Gesundheitsökonom hat gesagt: Und wenn ein Akutspital wirtschaftlich betrieben werden können soll, sei es das Spital in Saanen. Das haben Sie hier jedes Mal verschwiegen.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über Artikel 40. Zuerst stimmen wir über Absatz 1 und anschliessend über Absatz 2 ab.

Vote (art. 40, al. 1, proposition du Conseil-exécutif / PS – proposition de la commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	60
Non	81
Abstentions	3

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission unterstützt. Jetzt stimmen wir über Artikel 40 Absatz 2 ab.

Vote (art. 40, al. 2, proposition du Conseil-exécutif / PS – proposition de la commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	63
Non	81
Abstentions	2

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission unterstützt. Damit werden die restlichen Anträge zu den Artikeln 41 bis 47 obsolet. Jetzt kommen wir zum Kapitel 2.5 Pflichten. Es geht um einen neuen Artikel.

Proposition PS (Marti Anliker, Berne)
Art. XX (nouveau) Rapport sur les rémunérations
Al. 1
Les hôpitaux répertoriés du canton de Berne adressent chaque année au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale un rapport dans lequel ils indiquent toutes les rémunérations directes ou indirectes versées aux personnes suivantes :
a) les membres de l'organe stratégique de conduite,
b) les membres de la direction,
c) les médecins en chef et les médecins indépendants.
Al. 2
Le Conseil-exécutif définit par voie d'ordonnance quelles rémunérations directes et indirectes doivent être indiquées.
Al. 3
Dans le cas des médecins, le rapport précise si les rémunérations ont été versées en vertu de la LAMal ou de la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance, LCA).
Al. 4
Le rapport indique le nom et la fonction des personnes ayant touché des rémunérations.
Al. 5
L'exactitude du rapport est confirmée par des services de révision externes.

Proposition PLR (Desarzens-Wunderlin, Boll)
Art. XX
Renvoi à la commission avec pour mandat d'envisager des dispositions sur la transparence des rémunérations de certaines catégories de personnes à déterminer employées dans les hôpitaux répertoriés.

Irène Marti Anliker, Berne (PS). Dieser Antrag greift auf die erste Version zurück, wie sie uns die Regierung im Gesetz vorgelegt hat. Es geht darum, dass die Listenspitäler einen Vergütungsbericht abliefern müssen. Die Regierung stellte damals diesen Antrag, hat jedoch inzwischen darauf verzichtet, was jedoch die SP-JUSO-PSA-Fraktion sehr bedauert. Und seit der letzten Abstimmung müsste es eigentlich auch der Grosse Rat sehr bedauern, dass dies nicht im Gesetz steht. Ich führe das nicht weiter aus. Ich ergreife sehr gerne die ausgestreckte Hand der FDP. Wir stimmen ihrem Rückweisungsantrag zu. Ich freue mich sehr auf eine konstruktive Diskussion in der Kommission im Rahmen der zweiten Lesung. Ich hoffe, dass wir dann eine Lösung finden können, wie so ein Vergütungsbericht aussehen soll.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Irène Anliker hat es richtig gesagt: Seit dem ersten Sonntag im März ist nicht mehr alles gleich. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wollte den Antrag stellen, um nochmals darüber diskutieren zu können. Die FDP nimmt den Ball auf, denn sie findet es falsch zu sagen, es sei am ersten Sonntag im März nichts passiert. Deshalb hat die Fraktion ihren Entschluss, den sie an der letzten Fraktionssitzung vor der heutigen Sessionsdebatte gefasst hatte, nochmals überdacht. Gut 43 Prozent der Berner Bevölkerung hat an der Abstimmung teilgenommen. 70 Prozent waren der Meinung, es müsse etwas in der Verfassung stehen, wie man mit den hohen Löhnen und Gehältern umgehen soll. Es ist meine persönliche Ansicht: Ich gehe davon aus, dass sehr viele zugestimmt haben, weil es für sie nicht ausreichte, das nur im Aktiengesetz zu regeln. Vielmehr wollten sie eine Regelung auf Verfassungsebene. Sorry, sie trauen uns Politikern nicht, egal

ob hier oder auf Bundesebene. Es ist doch sonnenklar: Es haben doch auch Sympathisanten oder eingetragene Parteimitglieder von Parteien, welche die Nein-Parole herausgegeben haben, Ja gestimmt. Das müssen wir berücksichtigen. Wenn die SP-JUSO-PSA-Fraktion nochmals darüber diskutieren will, ist es richtig, dass wir nochmals in der Kommission darüber beraten, denn inhaltlich haben wir nicht darüber gesprochen. Die FDP findet, es müsse eine Möglichkeit geben. Denn wenn in der Bundesverfassung steht, dass börsenkotierte Aktiengesellschaften ihre Gehälter der oberen Verwaltungsstufen angeben müssen, muss man sich überlegen, ob der Bürger nicht auch erwartet, zumindest wissen zu können, wie beim hohen Kader der Spitäler die Löhne und Beteiligungen aussehen. Die Spitäler werden ja mit 55 Prozent Steuergeldern und mit 45 Prozent Krankenkassengeldern finanziert. Wir dürfen nicht einfach die Türe zuschlagen, wenn die SP-JUSO-PSA-Fraktion das nochmals prüfen will. Deshalb würden wir es begrüssen, wenn der Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion in der Kommission nochmals beurteilt wird. Es geht darum zu prüfen, ob es so richtig ist, wie es jetzt im Gesetz steht, und wie wir es richtig einstellen müssen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen. Es ist sinnvoll, diese Fragestellung in der zweiten Lesung nochmals zu prüfen. Ich erwarte jedoch, dass jede Fraktion mir schnell meldet, wie sie das sieht, damit wir in der nächsten Woche den Umfang der Rückweisung mit der GEF rasch vordiskutieren können. Schlussendlich muss sie ja der Kommission verschiedene Vorschläge unterbreiten. Eine Rückweisung allein nützt noch nichts, wir müssen den Auftrag dann konkret vorbereiten können. Ich gehe davon aus, dass Sie mit diesem Vorgehen einverstanden sind. Um hier etwas rascher vorwärts zu kommen, gehe ich davon aus, dass wir zu diesem Artikel jetzt hier nicht noch viel diskutieren müssen.

La présidente. Die Kommissionspräsidentin ist bereit, die Rückweisung in die Kommission zu akzeptieren. Wird der Rückweisungsantrag vom Rat bestritten? – Das ist nicht der Fall. Somit geht der neue Artikel zur Diskussion zurück in die Kommission.

Art. 48 – 59
Adoptés

Art. 60

Proposition Zumstein, Bützberg (PLR)
La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale définit avec les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés la liste des prestations ambulatoires en milieu hospitalier. Le Conseil-exécutif édicte par voie d'ordonnance les règles de calcul des forfaits.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Der Kanton bezahlt für ambulante Leistungen nichts, denn gemäss KVG liegen sie grundsätzlich nicht in der Kompetenz des Kantons. Es besteht aber die berechtigte Befürchtung, dass ambulante Leistungen zu stationären Leistungen werden könnten. Das macht aber aus Kostengründen keinen Sinn. Damit der Kanton in diesem Bereich sagen kann, was trotzdem finanziert werden sollte, braucht es unbestrittenermassen eine gesetzliche Grundlage. Offenbar besteht dieses Bedürfnis im Moment vor allem im Bereich der Psychiatrie. Für den Entscheid, welche ambulanten Spitalversorgungsleistungen auf die Liste aufgenommen werden können, braucht es aber zwingend neben der GEF und dem Regierungsrat auch die Listenspitäler und Geburtshäuser. Wir lehnen es ab, dass der Regierungsrat diese Liste ohne Absprache mit diesen Institutionen erarbeitet. Die Bemessungsgrundlage für die Pauschalen ist klar vom Regierungsrat in einer Verordnung zu regeln. Diskussionen mit den andern Fraktionen haben ergeben, dass dieser Artikel nochmals in der Kommission vertieft diskutiert werden sollte, weil die Problematik erkannt wurde. Wir würden uns deshalb gegen einen Rückweisungsantrag nicht wehren.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Dieser Artikel lag bei der ersten Lesung der Kommission nicht vor. Ich bitte Sie, jetzt nicht darüber zu diskutieren. Er verfügt über verschiedene Facetten, welche die Kommission näher prüfen sollte. Es lohnt sich, zu prüfen, worum es genau geht und welche Konsequenzen er hat. Er gehört zurück in die Kommission.

La présidente. Die Kommissionspräsidentin ist bereit, diesen Artikel 60 in der Kommission zu beraten. Wird das bestritten? – Das ist nicht der Fall. Somit geht Artikel 60 zurück in die Kommission.

Art. 61 – 79
Adoptés

Art. 80

La présidente. Es wurde mir gerade mitgeteilt, dass Frau Zäch die Autorin des Antrags der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist.

Proposition PS (Zäch, Berthoud)
Proposition du Conseil-exécutif

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Schon in der Kommission wurde es klar, dass diese Ausgleichsabgabe für die SP-JUSO-PSA ein ganz wichtiges Puzzle-Teil dieses Gesetzes ist. Artikel 80 hat für uns sehr viel mit Gerechtigkeit und mit Solidarität zu tun, Solidarität vor allem zwischen Stadt und Land. Das System dieser Abgabe basiert auf folgenden Überlegungen: Diejenigen Spitäler – und das sind vor allem die Privatspitäler –, welche die Chance haben, mehr Zusatzversicherte zu behandeln, sollen etwas davon in einen Fonds einbezahlen, sodass es sämtlichen Spitälern im Kanton Bern zugutekommt. Was ist die Überlegung dahinter? Auch die Zusatzversicherten profitieren bei ihrer Behandlung von der Grundinfrastruktur ihres jeweiligen Spitals, in dem sie sich befinden, und diese Grundinfrastrukturen werden zu einem grossen Teil mit öffentlichen Geldern mitfinanziert. Also soll ein Teil davon auch von den Zusatzversicherungen gedeckt werden. Das ist eigentlich logisch. Gerade Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen aus den ländlichen Gebieten, gerade Sie müssten doch an dieser Ausgleichsabgabe jedes Interesse haben, und zwar ein ganz vitales Interesse. Davon werden nämlich ganz direkt und ganz konkret unsere Regionalspitäler, für die ich auch sehr stark kämpfe und von denen ich auch den Eindruck habe, dass sie ganz wichtig sind, direkt profitieren. Sie haben nämlich viel weniger Zusatzversicherte – das lässt sich nachweisen. Sie kom-

men also auch nicht zu solchen Zusatzeinnahmen und können nicht davon profitieren. Via diese Abgabe könnten sie zu einem «Ausgleichszustupf» kommen. Wer also starke Regionalspitäler will, wer eine umfassende medizinische Grundversorgung im ganzen Kanton garantieren will, muss zu dieser Ausgleichsabgabe Ja sagen. Sie kommt allen zugute, der gesamten Bevölkerung, und das Geld bleibt nicht bei ein paar wenigen, bei den Privatspitälern. Falls unser Anliegen und das Anliegen der Regierung nicht durchkommt, werden wir bei Artikel 138 die Rückweisung dieses Fonds in die Kommission unterstützen. Aber darüber werden wir später sprechen. Sagen Sie jetzt zuerst einmal Ja zu dieser Ausgleichsabgabe.

Enea Martinelli, Matten b.I. (PBD). Ich bin so ein Mitarbeiter eines öffentlichen Spitals in der Peripherie, das ein ganz konkretes Problem hat: Der Geburtshilfe fehlt 1 Mio. Franken. Wir können die Geburtshilfe nicht rentabel betreiben und trotzdem wehre ich mich gegen diesen Artikel. Ich möchte begründen, warum – und die BDP steht grossmehrheitlich ebenfalls hinter meinen Aussagen: Mit den Leistungen, die in den Artikeln 57ff definiert werden, sind wir absolut einverstanden. Diese Leistungen sind mit Kann-Formulierungen definiert. Es handelt sich um wichtige Leistungen, die zum grossen Teil sehr unterstützungswürdig sind. Es sind gemeinwirtschaftliche Leistungen, so wie ich das gestern in meinem Eintretensvotum gesagt habe. Eine gemeinwirtschaftliche Leistung wird für die Allgemeinheit erbracht – das hat das Wort ja schon in sich. Jetzt stellt sich die grundsätzliche Frage, ob Aufgaben, die der Allgemeinheit zugutekommen, aus einem Topf bezahlt werden sollen, in den ein kleiner Teil der Versicherten einbezahlt. Die Verlockung ist gross, denn das Geld ist da. Man schöpft 20 Prozent des Umsatzes ab. Es wurde gesagt, der Kanton Zürich habe das Gleiche vorgeschlagen, aber das stimmt nicht. Er hat vorgeschlagen, 5 Prozent des Gewinns zu nehmen. Hier reden wir von 20 Prozent des Umsatzes, das ist etwas ganz anderes, das sind andere Beträge. Der Schaden ist grösser als der Nutzen.
Die Grundversicherung deckt die medizinische Leistung an allen Spitälern ab, inklusive den Privatspitälern. Das sind diese 260 Mio. Franken, von denen Philippe Perrenoud vorhin gesprochen hat und die er jetzt zusätzlich aus dem Kantonsbudget bezahlen muss. Das ist die Folge des Systemwechsels. Die Zusatzversicherung finanziert Zusatzleistungen und, jetzt kommt das Wichtige: Mit der Grundversicherung oder mit den medizinischen Leistungen darf man im Prinzip keinen Gewinn machen. Der einzige Sektor, wo man noch Gewinn machen kann, ist der Bereich der Zusatzversicherung. Jetzt kann man der Meinung sein, die Privatspitäler machten riesige Gewinne. Das kann man durchaus diskutieren. Aber der andere Punkt ist Folgender: Die öffentlichen Spitäler haben eben auch zusatzversicherte Patienten und zum Teil in einem relevanten Ausmass. Uns fehlt auf der Geburtshilfe 1 Mio. Franken: Wir würden an den Kanton mehr abliefern als diese Million, um diese Million wieder zu bekommen. Aber dieses Mehr fehlt dann wieder. Dann geht eine Spirale los, denn dann können wir andere Bereiche erst recht nicht mehr finanzieren und haben damit erst recht Probleme. Damit trifft man also nicht die Privatspitäler, sondern primär die öffentlichen Spitäler, und dagegen wehre ich mich. Mit dem System des Ausgleichsfonds schneiden Sie den öffentlichen Spitälern definitiv den «Schnauf» ab. Wir können auf diese Einnahmen nicht verzichten. Auch das Inselspital kann das nicht. Herr Birchler sagte, es handle sich um einen hohen zweistelligen Millionenbetrag, der an den Kanton fliesst und wieder zurück in die Region. *(Exclamations dans les rangs de l'assemblée.)* Nein, das ist kein Scheissdreck, das ist so. Hast du es ausgerechnet, wie viel es ist, kennst du die Zahlen? Ich würde dir empfehlen, einmal zu schauen, wie viel es ausmacht. Das ist viel Geld und das fehlt dann einfach. Es kommt dann zwar wieder in irgendeiner Form zurück, aber dieser Meccano geht einfach nicht auf.
Zudem ist das System ungerecht. Neu gilt das System schweizweit. Ein Zusatzversicherter befindet sich in der privilegierten Lage, dass er sich sein Spital aussuchen kann. Er hat kein Problem, wenn er sich in Lausanne behandeln lassen will. In Lausanne bezahlt der Berner Zusatzversicherte keine Abgabe und der Kanton bezahlt genau gleich viel. Also wenn man konsequent sein will, dann bitte bei allen Zusatzversicherten und nicht nur bei einem Teil. Man kann die Patienten problemlos verfolgen. Die Zusatzversicherten sind die Privilegierten, die keine Kosten und keine Mühe scheuen, sich bei Bedarf zu deplazieren, wenn es sein muss. Der Antrag auf einen Ausgleichsfonds in der Form, wie er hier beschrieben ist, wäre definitiv ein Schlag ins Genick der öffentlichen Spitäler, vor allem in der Peripherie. Ich spreche nicht gegen die Leistungen, die ab Artikel 57 definiert sind, ich spreche einzig und allein von dieser 20-Prozent-Abgabe auf den Erträgen der zusatzversicherten Patienten.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Nach dem Votum von Enea Martinelli möchte ich einfach sagen, dass es, wie so oft in der Politik, eine Frage der Perspektive ist, die man einnimmt. Ich habe hier ein bisschen einen anderen Blick. Ich gehe davon aus, wir seien uns auch über die Parteiengrenze hinweg einig, im Kanton Bern eine Spitallandschaft und eine Spitalversorgung haben zu wollen, die über dem liegt, was aus versorgungspolitischen Gründen nötig ist. Das hängt zum Teil gerade in der Region Bern damit zusammen, dass wir hier eine hohe Dichte haben. Es hängt aber auch damit zusammen, dass wir auch in der Peripherie dieses Kantons eine sehr hohe Dichte von Spitälern haben, die aus versorgungspolitischen Gründen letztlich nicht nötig ist. Es ist klar und ich habe in meinem Eintretensvotum darauf hingewiesen: Es besteht von Seiten der Bevölkerung die Erwartung, dass die Leistungen auch weiterhin erbracht werden können, in naher Distanz zu den Wohnorten und Aufenthaltsräumen der Leute. Von daher stellt sich für uns die Frage, wie wir überhaupt sicherstellen können, dass solche Leistungen auch weiterhin finanziert werden können.
Mit dem vorliegenden Vorschlag dieses Spitalfonds, der auf irgendeine Art und Weise geäufnet werden müsste und der vom Regierungsrat ins Spiel gebracht worden ist, bestünde eine Möglichkeit, solche Leistungen zu finanzieren. Von daher stellt sich weniger die Frage, ob das hier vorgeschlagene Modell genau so richtig ist. Man kann ja immer noch daran herumschrauben. Vielmehr stellt sich die Frage, ob wir hier überhaupt sicherstellen wollen, dass solche Leistungen auch künftig in diesem Kanton, auch nach einer Angebots-. und Strukturüberprüfung, finanziert werden können. Ich persönlich und mit mir die grüne Fraktion sind der Meinung, dass das ein tauglicher, ein sinnvoller Weg ist. Das ist das Erste.
Zweitens. Artikel 80 beinhaltet auch wieder, wie viele andere Bestimmungen, eine Kann-Formulierung. Wir haben gestern Nachmittag während mehreren Stunden über ein Konkordat diskutiert, das angeblich nur Kann-Formulierungen beinhaltet, und es wurde immer wieder gesagt, man denke überhaupt

nicht daran, es genauso zu handhaben. Ich stelle auch hier fest: Wenn wir diesen Artikel und damit die Grundlage schaffen für die Erhebung dieser Ausgleichsabgabe, geht es nicht darum, dass sie erhoben wird. Vielmehr schaffen wir uns einzig und allein die Möglichkeit, auf dieses Mittel zurückgreifen zu können. Ich appelliere hier an die Weitsicht der Landvertreterinnen und Landvertreter in diesem Parlament: Verbauen Sie sich hier nicht die Möglichkeit, auf eine solche Ausgleichsabgabe zurückgreifen zu können, falls es nötig sein sollte. Von daher sollten wir hier diese Möglichkeit schaffen, wir sollten diese Ausgleichsabgabe hier im Gesetz verankern. Ob und wann wir sie brauchen, müsste immer noch hier im Parlament diskutiert und beschlossen werden. Von daher beantragen wir Ihnen, dem Antrag des Regierungsrats zuzustimmen.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Zu Artikel 80 betone ich nochmals einen Punkt, den ich zwar schon gesagt habe, aber da er der EVP-Fraktion so wichtig ist, wiederhole ich ihn nochmals: Wir stehen hinter dem Fonds für die Spitalversorgung. Ich sage es hier nochmals, weil ein bedeutender Teil der Finanzierung dieses Fonds über die so genannte Ausgleichsabgabe stattfinden sollte. Es werden aus unserer Sicht im Gegensatz zu dem, was ich schon gehört habe, keine Geschäftsmodelle oder Gewinnmöglichkeiten verunmöglicht. Vielmehr werden die vielzitierten gleich langen Spiesse geschaffen. Ich gebe hier zu bedenken, dass die Listenspitäler im Bereich der Zusatzversicherungen – und davon sprechen wir ja bei diesen Abgaben – privatwirtschaftlich tätig sind, sie können also Gewinn generieren. Und dieser Gewinn wird unter anderem überhaupt erst ermöglicht, weil ja die Listenspitäler auf eine vom Kanton mitfinanzierte Basisinfrastruktur, wie das im Vortrag so schön beschrieben ist, zurückgreifen können. Es werden dabei Gebäude, Apparate und Geräte genannt. Wichtig ist auch der gesicherte Personalbestand und genau von diesen beiden Bereichen können die Listenspitäler profitieren. Die andern Spitäler, die in diesem Bereich auf diesem Markt mit den Listenspitälern um die Patienten wetteifern, können das aber nicht. Es besteht also eine Wettbewerbsungleichheit, die man mit dieser moderaten Ausgleichsabgabe von höchstens 20 Prozent und mit dieser Kann-Formulierung korrigieren könnte. Ich persönlich finde diese Ausgleichsabgabe moderat. Die EVP-Fraktion ist grossmehrheitlich für die Ausgleichsabgabe und unterstützt deshalb den Antrag Zäch, also den Antrag Regierung.

Les délibérations sont interrrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 44.

Les rédactrices :
Dorothea Richner (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Jeudi 21 mars 2013, 13 heures 30 – 16 heures

Septième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 150 députés. Excusés : Gfeller Niklaus, Giauque Beat, Gsteiger Patrick, Heuberger Thomas, Jost Marc, Kronenberg Sabine, Moeschler Emilie, Neuenschwander Peter, Studer Peter, von Kaenel Dave

Affaire 2010.9359

Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification)

Annexe 9

1re lecture

Délibération par article

Suite

La présidente. Ich begrüsse Sie zur Nachmittagssitzung. Nur bis drei Uhr wird das «e churze Chut». Wir fahren fort mit der Beratung von Artikel 80 des Spitalversorgungsgesetzes. Dazu liegt der Antrag Schär vor. Das Wort haben die Fraktionssprechenden.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Die FDP ist davon überzeugt, dass es sich bei der Ausgleichsabgabe um eine Sondersteuer handelt, die wir entschieden ablehnen. Vor allem Spitäler, die über wenige Eigenmittel verfügen, wären betroffen. Diese müssten hohe Investitionen tätigen, damit sie überhaupt überleben können. Kann sich ein versorgungstechnisch notwendiges Spital nicht mehr selbst finanzieren, so greifen die gemeinwirtschaftlichen Leistungen. Darauf hat Enea Martinelli eindrücklich hingewiesen. Sämtliche Experten, die wir in der Kommission angehört haben, haben sich gegen eine Ausgleichsabgabe gestellt. Ich erinnere daran, dass auch das Krankenversicherungsgesetz (KVG) dies ausdrücklich nicht will. Die FDP lehnt daher einen Ausgleichsfonds ab, und somit auch den Antrag der Regierung und der SP.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Wir von der Fraktion glp-CVP werden die Variante mit dem Fonds für die Spitalversorgung unterstützen. Wir sind damit einverstanden, dass man über dessen Ausgestaltung nochmals diskutieren könnte. In diesem Zusammenhang weise ich auf den Rückweisungsantrag von Franziska Schöni zu Artikel 138 hin. Damit könnte über die Finanzierung eines Fonds nochmals diskutiert werden. Es ist konsequent, den Artikel 138 zu streichen, will man den Fonds nicht unterstützen. In Zukunft wird das unser grosses Problem sein. Es sind Leistungen im Bereich der ambulanten Spitalversorgung, im Bereich der integrierten Versorgung, es sind Vorhalteleistungen, es ist die ärztliche und pharmazeutische Weiterbildung, es ist die Förderung von Innovationen. Wie wollen wir diese Leistungen in Zukunft garantieren?
Das Spital Interlaken hat für sich diese Rechnung offenbar gemacht und ist zum Schluss gekommen, ohne Fonds besser zu fahren. Sind Sie sich dessen wirklich sicher? Wer sich Geld des Kantons für diese Leistungen erhofft, ist aus unserer Sicht etwas naiv. Der Kanton Bern wird künftig für solche Zusatzleistungen kein Geld mehr haben. Denjenigen Spitälern des Kantons, die in Zukunft Gewinne machen werden, ist die finanzielle Situation des Kantons Bern egal. Diejenigen Leistungserbringer hingegen, die hoffen, vom Kanton Geld zu erhalten, müssen sich auf harte Zeiten gefasst machen. Wir brauchen einen Ausgleich, damit wir uns das Gesundheitswesen leisten können.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Die SVP hat sich bereits in der Kommission klar gegen einen Fonds und explizit auch gegen die vorgesehene Form der Alimentierung ausgesprochen. Die Begründung der Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF), warum sie einseitig auf die Zusatzversicherten losgehen will, ist für mich unverständlich. Wenn ich als freier Bürger eine Krankenversicherung abschliesse, kann ich wählen, ob mir eine Grundversicherung reicht, oder ob ich gewisse Zusatzleistungen über eine Versicherung einkaufen will. Darin liegt die Krux. Es sind ausschliesslich Zusatzleistungen, die ich mir einkaufe – vom besseren Essen über Einzelbetten bis hin zu Spezialtherapien. Kaufe ich also diese Zusatzleistungen ein, beabsichtige ich ganz sicher nicht, damit einen Fonds zu speisen. Und jetzt kommt es. Ohne zu wissen, was aus diesem Fonds jemals finanziert werden soll, und wer genau über dessen Verwendung entscheiden wird, wollen gewisse Leute dem zustimmen. Liebe Frauen und Männer, das macht mir nun doch etwas Mühe.
Ein Wort an die Vertreter der Regionen. Wenn ihr hier aus solchen Überlegungen zustimmt, so habt ihr keine Garantie, dass die Fondsgelder genau für eure Anliegen eingesetzt werden. Bedenkt das bitte bei der Abstimmung. Ich befürchte, dass wir mit dem Vorschlag der Regierung eine Variante lostreten, die das Ganze aus dem Gleichgewicht bringt. Ich bitte Sie, auf Abgaben und Fonds zu verzichten.

La présidente. Das Wort haben nun die Einzelsprechenden.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Artikel 80 ist wahrscheinlich einer der wichtigsten Artikel, wenn nicht der Schicksalsartikel des Gesetzes. Den einzelnen Voten ist zu entnehmen, dass uns die Spitalversorgung insbesondere im ländlichen Raum am Herzen liegt. Ich möchte Ihnen die Konsequenzen darlegen. Wie Sie wissen, liegt auch mir die Spitalversorgung am Herzen. Man muss den Blick für das Ganze behalten. Ein Spital zu betreiben, ist heutzutage eine höchst anspruchsvolle Aufgabe. Die Spitäler sind mit dem neuen Abgeltungssystem extrem gefordert. Die Leistungen müssen möglichst attraktiv, aber auch wirtschaftlich sein. Die Spitäler verdienen heute bei den halbprivat und privat versicherten Patienten etwas mehr als bei den allgemein Versicherten. Mit der Abgabe sollen 20 Prozent des Ertrags, der von den halbprivat und privat Versicherten stammt, weggenommen werden. Wenn wir dies hier beschliessen, wird ein Aufschrei durch alle bernischen Spitäler gehen. Die Spitäler würden so an den halbprivat und privat Versicherten nichts mehr verdienen. Diese waren attraktive Patientinnen und Patienten, weil die Abgeltung für sie besser war. Alle sprechen von der Stärkung des Medizinalstandortes

Bern. Sie wissen, dass das Inselspital den grössten Beitrag bezahlen würde. Im Rahmen der Stärkung des Medizinalstandortes Bern will man die Insel stärken. Gleichzeitig nimmt man ein ihr paar Millionen Franken pro Jahr weg. Folgen Sie hier bitte der Kommission.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich verstehe von dieser Materie nicht allzu viel und habe auch zu wenig Einblick. Wie die meisten unter Ihnen lese ich auch Zeitung. Heute haben wir gelesen: «Eklat um Spitalfonds». Wir haben einen Fonds, und wir haben sozusagen einen Angeklagten, der dafür verantwortlich sein soll, dass es möglicherweise nicht aufgeht. Was will ich damit sagen? An diesem Beispiel zeigt sich, wie es herauskommt, wenn man solche Fonds schafft. Und es ist nicht das einzige Beispiel – es gibt noch andere. Es ist ein Grundsatzentscheid. Wir von der EDU-Fraktion haben den Eindruck, es sei nicht der richtige Weg, hier wiederum ein «Käseli» zu schaffen. Wir unterstützen die Variante der Kommission.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ein Kompliment an die SP, welche die Sprecherin ausgetauscht hat. Der Antrag wurde durch Elisabeth Zäch begründet – wie immer sehr sympathisch, flott, schwungvoll und überzeugend. Allerdings hat sie die Hälfte zu erwähnen vergessen. Sie hat vergessen zu erwähnen, dass nicht nur die Privatspitäler von der Abgabe betroffen sind, sondern auch die öffentlichen Spitäler. Enea Martinelli hat das ergänzt. Elisabeth Zäch hat auch die ländlichen Regionen erwähnt. Das kam glaubwürdig daher. In diesem Zusammenhang hast du vergessen zu erwähnen, dass die Umverteilung durch die GEF vorgenommen wird. Ob das Geld schlussendlich dort ankommt, ist nicht gesagt. Daran zweifle ich. Alfred Schneiter hat es gesagt: Solche Fonds sind des Teufels. Wir haben es heute im Zusammenhang mit dem Spitalinvestitionsfonds in der Zeitung gelesen. Ich möchte den andern Fonds zwar nicht in den gleichen Topf werfen. Betrachtet man den Spitalinvestitionsfonds, so sieht man, wie die GEF mit solchen Fonds umgeht. Wenn es mit dem Umverteilungsfonds gleich gehen soll, muss man sich fragen, ob es richtig sei, einen solchen überhaupt zu schaffen.
In der Kommission hatten wir mit allen Spitälern Kontakt – mit privaten wie mit öffentlichen. Wir hatten auch mit Krankenkassen und Ärzten Kontakt. Alle Partner im Gesundheitswesen haben deutlich gesagt, der Ausgleichsfonds sei nicht notwendig. Dieses Instrument sei im Gesetz wesensfremd. Das wird schlussendlich auf eine Planwirtschaft hinauslaufen, die wir nicht wollen. Für mich ist das ein wichtiger Punkt, der nicht gemäss der Regierung, sondern gemäss der Kommission zu entscheiden ist. Ich bitte Sie, die Kommissionsvariante zu unterstützen und die Regierungsvariante haushoch abzulehnen.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Aus aktuellen Anlass – und das ist nicht ganz unverständlich – wurde vom «Angeklagten» gesprochen. Man hat Fonds generell als «des Teufels» bezeichnet. Nun ist der falsche Moment, um Fonds zu verurteilen oder eine Debatte über die Notwendigkeit von Fonds zu führen. Kürzlich nahm ich an einer Veranstaltung teil, an welcher der Ökonom Willy Oggier referierte. Enea Martinelli war auch anwesend und hat heute dem Rat bereits gewisse Weisheiten erzählt, die von Herrn Oggier gesagt wurden. Eine wesentliche Aussage war die Frage, wie wir in Zukunft Spitäler insbesondere in den Regionen finanzieren wollen, wenn diese aufgrund der Vorgaben nicht genügend wirtschaftlich sind. Diese Gefahr besteht – das ist nicht einfach ein Hirngespinst. Herr Oggier hat erläutert, dass dies vom Gemeinwesen bezahlt werden muss. Wenn man im Hinblick auf die zweite Lesung eine Möglichkeit der Finanzierung nicht zumindest prüft, so müssen Sie dann nicht kommen und sagen, der Kanton solle die Infrastruktur aufrechterhalten, die sich nicht rechnet. Eine andere Möglichkeit wäre es, dass die betroffenen Gemeinden das finanzieren. Ich kann mir etwa vorstellen, wie die entsprechenden Diskussionen verlaufen werden. Es ist sicher sinnvoll, zu prüfen, ob es Alternativen gibt. Und sonst, liebe Kolleginnen und Kollegen zu meiner Linken und vis-a-vis, muss man entscheiden, die Infrastruktur zu bereinigen. Was sich nicht rechnet, wird geschlossen.

Enea Martinelli-Messerli, Matten b. I. (PBD). Bis jetzt haben wir dem Personal jedes Jahr etwas zukommen lassen, weil wir einen Gewinn erwirtschaftet haben, beispielsweise einen Reka-Check im Wert von 500 Franken für alle. So etwas fällt als erstes weg. Genau solche Personalmassnahmen in den öffentlichen Spitälern werden durch Gewinne finanziert, die praktisch ausschliesslich über den Bereich der Zusatzversicherten erwirtschaftet werden. Dieser Teil soll nun um 20 Prozent geschmälert werden. Dies wirkt sich direkt auf das Personal aus. Es sei denn, man erhöhe die Prämien im Bereich der privat Versicherten. Dies wiederum hätte zur Folge, dass sich weniger Leute eine private Versicherung leisten könnten, wodurch der Topf wieder kleiner würde. Wir würden eine Spirale lostreten, die keine nachhaltige Finanzierung beinhaltet. Ich habe nichts dagegen, über einen Ausgleich oder eine Finanzierungsmöglichkeit zu diskutieren. Der vorgesehene Weg ist in meinen Augen einfach falsch. So können wir es nicht machen. Es ist insbesondere nicht nachhaltig. Wie Sie wissen, nimmt der Anteil der privat und halbprivat Versicherten stetig ab. Diese Tendenz kann man über die letzten Jahre beobachten. Somit wird der Topf dieser Gelder ebenfalls stetig kleiner. Wir können dies noch beschleunigen, indem wir die Prämien anheben. Das Inselspital ist unter dem Strich unter allen Spitälern der grösste Beitragszahler. Es versorgt zwar prozentual gesehen weniger privat und halbprivat Versicherte als die privaten Spitäler. Da es über mehr Betten verfügt, macht in absoluten Zahlen seine Anzahl der privat und halbprivat versicherten Patienten den grössten Teil aus. Dadurch würde ein zweistelliger Millionenbetrag abfliessen. Wenn Sie das wollen, bitte sehr. Ich will es nicht.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich habe nun eine schwierige Aufgabe, mein Votum wiederum so sympathisch zu halten, wie man es mir offenbar zutraut. Vielen Dank für das Kompliment. Ich bin froh über die Diskussion, wie sie nun erfolgt ist. Ich habe gehört, dass man nicht den Ausgleich ablehnt, sondern die Art, wie der Ausgleich stattfinden soll. Wenn Sie mithelfen, Artikel 138 zurückzuweisen, damit die Ausgleichsabgabe nochmals diskutiert werden kann, so hatte die Diskussion einen Nutzen. Ich hoffe auf ein Ja zur Rücknahme von Artikel 138 in die Kommission, die versuchen wird, eine kluge Ausgleichsabgabe zu finden.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Es geht mir genau darum, was Frau Zäch in ihrem Votum gesagt hat. Wir diskutieren hier über eine spezifische Art der Äufnung des Fonds. Ich gehe davon aus, dass primär die Art

und Weise der Äufnung, Absatz 2, stark in Frage gestellt wird. Falls die Rücknahme von Artikel 138 beschlossen wird, wäre automatisch klar, dass die Kommission die grundsätzlichen Fragen zuhanden der zweiten Lesung nochmals diskutieren würde. Unter Umständen könnte eine neue Version von Artikel 80 zuhanden der zweiten Lesung erarbeitet werden.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Wie kommt der Gesundheitsdirektor auf die komische Idee, eine Abgabe ins Gesetz aufzunehmen, die von der Zusatzversicherung stammt? Ich habe mich von meinem FDP-Kollegen aus dem Kanton Zürich inspirieren lassen, der in einer bürgerlichen Regierung arbeitet. Er hatte das im Gesetz ebenfalls vorgesehen. Dieses wurde im Juni des letzten Jahres vom Volk abgelehnt. Die Motion Brand verlangt, es sei keine Abgabe zu erheben. Am runden Tisch haben wir mit Varianten gearbeitet. Für die Abgabe waren zwei Möglichkeiten vorgesehen: keine Abgabe oder eben die Abgabe. Die Diskussion in der Kommission hat nicht stattgefunden. Man hat einfach die Variante ohne Abgabe beschlossen. Über die 20 Prozent oder andere Fragen hat man nicht diskutiert.
Der Vergleich mit Zürich ist schon wieder falsch, Herr Martinelli. Es ging auch in Zürich nicht um den Gewinn, sondern um den Mehrertrag. Die Zürcher Lösung war noch strenger als die Berner Lösung vorgesehen. Wir haben von Herrn Professor Rütsche ein Gutachten verlangt. Er sagt ganz klar, die Abgabe sei eine Korrektur der Wettbewerbsverzerrung, die in der Spitallandschaft des Kantons Bern stattfindet. Spitäler, die mehr Privatpatienten haben, verfügen über einen Vorteil gegenüber denjenigen Spitälern, die weniger solche Patienten haben. Es ist nicht KVG-widrig, wie Frau Zumstein gesagt hat – im Gegenteil. Das ist absolut möglich. Wie heute Morgen erwähnt, war ich an der Kommissionssitzung überzeugt, es mache keinen Sinn, nochmals mit der Abgabe zu kommen. Dann wurde ich von der Gesamtregierung – und nicht etwa von der rotgrünen Mehrheit – gebeten, sie nochmals zu bringen. Und zwar aus rein finanzpolitischen Gründen. Ich wiederhole, was ich heute Morgen gesagt habe. Die Finanzdirektorin – und sie ist keine Linke – wäre bereit gewesen, in die Kommission zu kommen, um zu begründen, warum die Regierung diese Abgabe möchte.
Die Optik ist ASP 2014. Ich muss auf viele so genannte gemeinwirtschaftliche Leistungen verzichten. Liebe Frau Küng, ich verzichte auf Gelder für die Innovation. Die Schaffung des Gesundheitsnetzes, die Grundversorgung in den Regionen können Sie ohne Abgabe vergessen. Ich muss streng sparen. Es ist kein Spass. Die ASP ist streng. Sie haben eine Motion eingereicht, wonach Sie nicht nur 400, sondern sogar 600 Mio. Franken wollen. Dann geht es hart auf hart. Bei der Weiterbildung der Ärzte habe ich schon Millionen gespart. Kommt das schweizweite Konkordat, würde das den Kanton 11 Mio. Franken kosten. Ich habe die 11 Mio. Franken nicht. Von diesen Geldern, respektive von der Weiterbildung der Ärzte, würden alle Listenspitäler profitieren, auch die Privatspitäler. Ich könnte noch weitere Punkte nennen, in welchen ich verzichten und sparen muss. Die ärztliche Weiterbildung habe ich bereits erwähnt. Es geht um die psychiatrischen Tageskliniken, die ambulante psychiatrische Versorgung, die integrierte Versorgung, die Innovation, die Zweisprachigkeit, die Umsetzung der Versorgungsplanung, die Sicherheitskosten der Forensik, die Kindergärten und Schulen für Patientinnen und Patienten, die Dolmetscherdienste usw. Wenn Sie darauf verzichten, stehen Sie in der Verantwortung, dass wir kein Geld für diese Leistungen mehr haben. Ich bitte Sie, dies in die Kommission zurückzunehmen, um es in aller Ruhe zu besprechen, und dann zu entscheiden.

La présidente. Wir stimmen ab über den Antrag zu Artikel 80.

Vote (art. 80, proposition du Conseil-exécutif / PS – proposition de la commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	59
Non	81
Abstentions	3

La présidente. Der Rat hat den Antrag der Kommission angenommen.

Art. 81, al. 1
Adopté

Art. 81, al. 2

Proposition PS (von Allmen, Gimmelwald)
Elle donne l'ordre d'intervenir aux services de sauvetage appropriés, les plus proches géographiquement du lieu de l'intervention.

Emil von Allmen, Gimmelwald (PS). In der Januarsession hat der Grosse Rat die Motion «Bessere Vernetzung der Flugrettung im Kanton Bern» von Christoph Berger und mir mit 92 zu 42 Stimmen bei 5 Enthaltungen angenommen. Mit dieser Motion wurde die Regierung beauftragt, sicherzustellen, dass im Falle eines Alarms der geografisch nächste Rettungshelikopter einer Flugrettungsorganisation, die über eine kantonale Bewilligung verfügt, zum Einsatz kommt. Mit meinem Antrag möchte ich die gesetzliche Grundlage zur Umsetzung dieser Motion schaffen. Also müssten nun logischerweise all diejenigen, die der Motion zugestimmt haben, auch diesem Antrag zustimmen.
In Artikel 81 wird lediglich festgehalten, die Rettungseinsätze seien dem geeigneten Rettungsdienst zuzuweisen. Auf dem Boden besteht kein Zweifel daran, dass der nächste Rettungsdienst aufgeboten wird. Wie die Erfahrung zeigt, ist das bei der Flugrettung etwas weniger klar. Daher möchte ich mit meinem Antrag präzisieren, dass neben der Eignung auch die Verfügbarkeit und insbesondere die geografische Nähe massgebende Kriterien sind. Ich rufe in Erinnerung, dass im Kanton Bern zwei Unternehmen Flugrettungen ausführen. Einerseits ist es die Rega, die mit Ausnahme des Wallis in der ganzen Schweiz tätig ist. Anderseits ist es die Air Glacier, die in Saanen und Lauterbrunnen Basen hat. Beide Gesellschaften sind praktisch Tag und Nacht einsatzbereit. Das gilt auch für die Rettungsärzte. Ein Problem besteht hingegen bei der Alarmierung. Geht ein Notruf über die zentrale Berner Nummer 144 ein, der einen Helikoptereinsatz nach sich zieht, so wird dieser an die Rega-Zentrale in Zürich weitergeleitet. Die Rega koordiniert die Flugrettung im gesamten Kanton Bern. Dabei zeigt sich immer wieder, dass sie gerne ihren eigenen Helikopter prioritär einsetzt, auch wenn die Air Glacier manchmal

näher und somit auch rascher auf der Unfallstelle wäre. Das kann nicht im Interesse der Patientinnen und Patienten sein.
Ich höre immer wieder, hierbei gehe es einfach um einen Machtkampf zweier privater Unternehmen. In Wirklichkeit geht es um viel mehr. Es geht um das Wohl verunfallter Menschen, die erwarten, dass sie so rasch als möglich gerettet werden. Vielmals geht es auch um Leben und Tod. Da haben eigentlich keine Konkurrenzkämpfe Platz. Wir wollen lediglich, dass der Regierungsrat dafür sorgt, dass die Rettungseinsätze neutral im Interesse von Verunfallten koordiniert wird. Das ist heute nicht immer der Fall. Mit der Präzisierung im Gesetz wird die Grundlage für eine Korrektur geschaffen. Aus meiner Sicht wäre es das Beste, wenn die Flugrettung wie die Bodenrettung direkt von der Zentrale aus gesteuert würde. Manchmal gibt es Einsätze, die am Boden und in der Luft koordiniert werden müssen. Im Kanton Wallis funktioniert das. Will man nicht so weit gehen, müsste der Regierungsrat zumindest die Rega-Zentrale anweisen, dass die zusätzlichen Kriterien, wie ich sie einbringen will, konsequent zu berücksichtigen sind. Aufgrund des Gesetzesartikels wäre es möglich, die Kriterien durchzusetzen. Gleichzeitig spreche ich für die SP-JUSO-Fraktion. Sie hat die Motion im Januar grossmehrheitlich angenommen und unterstützt auch den vorliegenden Antrag. Ich bitte den Rat, dem Antrag ebenfalls zuzustimmen, wie damals der Motion. Ich erwarte also 92 Ja-Stimmen und 42 Nein-Stimmen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Der Notruf definiert eigentlich klar, nach welchen Kriterien die Rettungseinsätze zu koordinieren sind. Es gibt ein zentrales Kriterium, das über allen andern Varianten steht, wie sie aufgeführt wurden. Es geht um die Frage des geeigneten Rettungsdienstes. Das Wort «geeignet» impliziert eben, dass im einen Fall der nächstgelegene Stützpunkt geeignet ist, im andern Fall jedoch nicht, beispielsweise wenn keine Flugzeuge verfügbar sind. Ich bitte Sie, wie die Kommission die Variante Regierungsrat zu unterstützen. Nur sie definiert die Rettungseinsätze nach objektiven Kriterien. Erwähnt man neben der Eignung auch noch die geografische Nähe, so stellt sich bei jedem Einsatz die Frage, was nun wichtiger sei. Das kann es nicht sein. Ich verstehe die Anliegen der Oberländer, die Herr von Allmen vertritt. In der Kommission sind wir zum Schluss gekommen, das Problem könne mit dem vorliegenden Artikel nicht gelöst werden.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Ich habe für das Anliegen von Emil von Allmen Verständnis. Die überwiesene Motion stelle ich in keiner Art und Weise in Frage. Diesen Auftrag hat der Regierungsrat, und das Problem muss geregelt werden. Es darf nicht sein, dass unsere Bürger darunter leiden, dass sich zwei streiten. In Artikel 81 Absatz 1 ist Folgendes festgehalten: «Die Sanitätsnotrufzentrale leitet und koordiniert die sanitätsdienstlichen Rettungseinsätze im ganzen Kantonsgebiet». Es geht nicht nur um die Flugrettung, sondern auch um diejenige am Boden. Die Notrufzentrale ist beauftragt, das zu regeln. Also ist gemäss der Motion dort einzugreifen. Hier im Gesetz hingegen regeln wir nämlich, wer für die Alarmierung zuständig ist. Da sitzen auch die Leute, welche über die entsprechende fachliche Kompetenz verfügen. Aus diesem Grund ist der von Regierungsrat und Kommission vorgeschlagene Wortlaut von Absatz 2 von A bis Z richtig und absolut genügend. Geht man, wie es der Antrag verlangt, hier weiter, und nimmt man einseitige Präzisierungen vor, so ist man bereits unmittelbar auf der operativen und fachlichen Ebene. Mit der expliziten Erwähnung des geografischen Faktors verankern wir etwas, das in keiner Art und Weise vollständig ist. Dabei werden die Faktoren Verfügbarkeit, Ausstattung und medizinisches Verletzungsmuster vergessen. Wollen wir wirklich die einseitige Aufnahme ins Gesetz? Aus meiner persönlichen Sicht gehört diese Erweiterung nicht in das Gesetz. Das ist im Rahmen der Leistungsaufträge, respektive unter den Vertragspartnern zu regeln. Der Regierungsrat wurde denn auch entsprechend beauftragt. Ein Gesetz soll die Rahmenbedingungen schaffen und die notwendige Flexibilität aufweisen, damit auf Veränderungen adäquat reagiert werden kann. Alles andere soll im Rahmen der Ausführungsbestimmungen geregelt werden. Ich bitte Sie, dem Antrag von Regierungsrat und Kommission zuzustimmen.

Enea Martinelli-Messerli, Matten b. I. (PBD). Für einmal unterstützen wir einen Antrag der SP. Wir sind sehr froh, hat Emil von Allmen den Antrag noch ergänzt. Es ist die Rede vom «geeigneten, geografisch nächsten verfügbaren» Rettungsdienst. Das ist der richtige Ansatz. Es geht nicht um die Frage Rega oder Air Glacier, sondern um eine sinnvolle Massnahme, die wir unterstützen. Ich sage dir noch Folgendes, Emil. Die Rega hat gesagt, sie werde einen Helikopter auf den Männlichen stellen. Damit sei das Problem auch gelöst. Für die BDP-Fraktion ist das ein richtiger Ansatz, und wir werden den Antrag unterstützen.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Die FDP lehnt diesen Antrag ab. Der Gesetzesartikel umfasst die Bestimmung «geeignet». Der geografisch nächst verfügbare Rettungsdienst kann der geeignete sein, muss es aber nicht, da zusätzlich andere Faktoren eine wichtige Rolle spielen können. Der geografisch nächste Rettungsdienst bedeutet für uns nicht implizit der geeignetste, wie das auch von Barbara Mühlheim ausgeführt wurde. Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen.

Emil von Allmen, Gimmelwald (PS). Die Kommissionspräsidentin hat gesagt, das Problem könne nicht über diesen Artikel gelöst werden. Das ist möglich. Denn die GEF und die Regierung müssen gewillt sein, das auch durchzusetzen. Mit der Zustimmung zum Antrag bekundet der Grosse Rat nach der Motion erneut klar den Willen, dass genau das geschehen soll. Ueli Frutiger hat gesagt, es würden nun einige Kriterien fehlen. Die Verfügbarkeit ist auch in meinem Antrag explizit enthalten. Das Kriterium «geeignet» kann breit gefasst werden. Es hat sich jedoch gezeigt, dass es nicht in jedem Fall – ich sage nicht, dass alles schief läuft – richtig läuft. Daher wäre es wichtig, eine klare Grundlage zu schaffen, die auch einklagbar wäre, wenn es schief läuft. Ziel ist es, im Interesse des Patienten arbeiten zu können. Zu Enea Martinelli. Ich habe nichts dagegen, wenn für einen Einsatz auf der Scheidegg ein Helikopter von Wilderswil genommen wird. Es geht um den Fall, da dieser Helikopter nicht einsatzbereit ist. Wegen der Verfügbarkeit müssen sie laufend schieben. Wenn die Rega gar nicht präsent ist, muss sie auch die Air Glacier beauftragen. Das ist auch umgekehrt der Fall. Bei uns geschehen – gerade im Winter – manchmal mehrere Unfälle gleichzeitig; mehr an der Zahl, als Helikopter in Lauterbrunnen bereitstehen. Manchmal geschieht Folgendes. Auf der Scheidegg geschieht ein Unfall. Der Helikopter der Rega aus Wilderswil ist im Einsatz. Die Rega holt dann ihren nächsten Helikopter beispielsweise aus Erstfeld. Das ist nun nicht mehr richtig. Da wäre die Air Glacier wesent-

lich rascher auf dem Posten, sofern sie verfügbar ist. Wenn sie nicht verfügbar ist, kommt eben das nächste Transportmittel zum Zug. So funktioniert das in der Praxis. Ich habe nichts dagegen, wenn ein Helikopter auf dem Männlichen platziert wird. Ist dieser jedoch auch in der Luft, so kommt eben der nächste zum Zug. Ich hoffe, dass Sie dem Antrag zustimmen.

La présidente. Wir stimmen ab über den Antrag zu Artikel 81 Absatz 2.

Vote (art. 80, al. 2, proposition PS)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	84
Non	50
Abstentions	1

La présidente. Der Rat hat den Antrag von Allmen angenommen.

Art. 81, al. 3–4, art. 82–114
Adoptés

Art. 115, al. 1

Proposition PS (Schär)
Proposition du Conseil-exécutif

Margreth Schär, Lyss (PS). Hier geht es wieder um einen Artikel, der den Medizinstandort Bern stärken will und soll. Dabei geht es nicht um eine Konkurrenz unter den Spitälern im Kanton. Das Universitätsspital Bern steht in Konkurrenz zu den andern Universitätsspitälern. Entsprechend müssen die Gelder für das Universitätsspital eingesetzt werden. Es geht hier nicht um Forschungsgelder, sondern um Zusatzkosten, die bei der klinischen Anwendung der Forschung entstehen. Diese Kosten können nicht über die Fallpauschale abgegolten werden. Sie müssen irgendwo zusätzlich bezahlt werden. Das Universitätsspital kann diese Gelder nicht selbst generieren. Dazu benötigt es die Unterstützung des Kantons. Die Forschung ist zwingend dem Universitätsspital angegliedert. Das ist im Gesetz so definiert. In der Regel findet die Forschung am Universitätsspital statt. Listenspitäler können allenfalls beigezogen werden. Der Lead bleibt jedoch beim Unispital. Daher fallen diese Kosten zwingend beim Unispital an. Es sei denn, das Unispital arbeite mit Listenspitälern zusammen. Entsprechend würde dann die Aufteilung der Kosten unter den Partnern ausgehandelt. Laut dem Gesetz ist die Forschung dem Unispital angegliedert. Die Zusatzkosten fallen bei der Forschung an. Daher macht es keinen Sinn, die Listenspitäler in diesem Zusammenhang im Gesetz zu nennen. Wir sind klar für den Antrag Regierung.

Enea Martinelli-Messerli, Matten b. I. (PBD). Ich kann das Votum von Frau Schär zu 99 Prozent unterstützen. Es gibt jedoch medizinische Innovationen, die andernorts stattfinden. Diese sind zwar selten. Mit der Formulierung der Regierung sind diese kategorisch ausgeschlossen. Das wollen wir nicht. Möglicherweise findet einmal in einem Listenspital etwas statt, das förderungswürdig ist. Beurteilt wird dies primär von der GEF, wie in Artikel 115 festgehalten wird: «Die zuständige Stelle der Gesundheits- und Fürsorgedirektion ...» Primär ist es das Universitätsspital, aber die andern sollen nicht kategorisch ausgeschlossen werden. Es könnte ja sein, dass eine medizinische Innovation nicht vom Universitätsspital, sondern von einem anderen Institut, Leistungserbringer oder Listenspital stammt. Uns geht es nicht um eine primäre Förderung solcher Institutionen, sondern darum, dass die GEF im Einzelfall auch eine solche Institution berücksichtigen kann und diese nicht kategorisch ausgeschlossen sind.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Dass Innovationen überall stattfinden, ist unbestritten. Sie finden auch in regionalen Spitalzentren und in Privatspitälern statt. Darum geht es in diesem Artikel auch nicht. Wir wissen, dass das Inselspital in einem brutalen Konkurrenzkampf steht – nicht mit andern Spitälern im Kanton Bern, sondern schweizweit. Wir werden anschliessend einen Vorstoss diskutieren, der genau das zum Inhalt hat. Es handelt sich um einen Vorstoss der SVP zum Herzzentrum. Wir haben ein Interesse daran, das Inselspital im harten Konkurrenzkampf gegenüber anderen Standorten in andern Kantonen zu stärken. Artikel 115 bietet eine Grundlage dazu. Daher ist es richtig, den Artikel auf das Universitätsspital auszurichten. Die Fraktion der Grünen beantragt Ihnen deshalb, dem Antrag des Regierungsrats zuzustimmen.

Melanie Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Ich möchte ein neues Argument ins Feld führen. Wir haben von der Verknüpfung von Forschung und medizinischer Innovation gehört. Gemäss Vortrag sind darunter unterschiedliche Dinge gemeint. In Artikel 115 geht es ausdrücklich um die medizinische Innovation. Die EVP-Fraktion spricht sich geschlossen gegen den Antrag SP, Schär, aus. Die medizinische Innovation ist per Definition nicht mehr Teil des Forschungsprozesses, der ja eben vorwiegend am Unispital stattfindet. Sie ist Teil der Umsetzung in neue Verfahren. Man kann sich dies als Implementierung vorstellen. Das findet auch an andern Orten statt, wird jedoch über die Fallpauschalen leider nicht abgebildet. Daher ist die Innovation über die herkömmliche Finanzierung nicht abgedeckt. Die EVP unterstützt eine Mitfinanzierung der medizinischen Innovationen bei allen Listenspitälern. Die Kriterien, um an Beiträge zu kommen, sind eng gefasst. Wir sind daher der Ansicht, es werde nicht zu ausufernden Ansprüchen oder Berechtigungen kommen. Die Innovation kann dort gefördert und unterstützt werden, wo sie stattfindet. So verstehen wir die Stärkung des Forschungsstandorts Bern. Was erforscht wurde, soll auch angewendet werden.

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Die glp-CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Regierung. Es macht Sinn, die Beiträge für die Förderung medizinischer Innovationen zu bündeln. Es ist durchaus möglich, dass ein Listenspital in diesem Bereich tätig ist. Wichtig ist, dass die Uniklinik den Lead innehat. Blaise Kropf hat bereits erwähnt, dass wir in einem harten interkantonalen Wettbewerb stehen. Den Regierungsrat aufzufordern, sich für das Herzzentrum einzusetzen, und gleichzeitig der Uniklinik den Lead nicht zu übertragen, macht wenig Sinn. Aus unserer Sicht ist die Variante der Kommission diesbezüglich unklar. Die Aussage, wonach die Uniklinik den Lead innehaben soll, geht daraus nicht klar hervor. Aus diesem Grund unterstützen wir den Antrag der Regierung.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR). Mit dem Kommissionsantrag soll erreicht werden, dass ausdrücklich auch Listen-

spitäler, wenn sie die Voraussetzungen dazu erfüllen, Beiträge zur Förderung einzelner medizinischer Leistungen erhalten sollen. Ich verweise auf die Voten von Herrn Martinelli und Frau Beutler. Zum Votum Sollberger. Hier geht es nicht um den Lead, sondern um die Beiträge, die geleistet werden sollen. Im Gesetz wird ausdrücklich festgehalten, dass das Unispital den Lead in der hoch spezialisierten Medizin innehat. Im Sinne der Innovation der Medizin unterstützen wir den Kommissionsantrag.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Worum geht es in Artikel 115? Es geht darum, dass die Fallpauschale DRG ein so genanntes lernendes System ist. Es gibt Innovation, die nur in den Universitätsspitälern stattfinden kann. Die Anbindung an die Universität und die medizinische Fakultät ist stark. Behandlungsmethoden werden entwickelt, die noch keine gültige DRG haben. Mehr oder weniger geht nicht. Ich halte es für reinen Zynismus, wenn Herr Grossrat Martinelli sagt, alle Spitäler müssten diese Möglichkeit erhalten. Nach meinem Votum, das ich vorhin gehalten habe, können Sie die Innovation für die nächsten fünf bis zehn Jahre vergessen. Entweder kann man den gesamten Artikel streichen oder den Vorschlag der Regierung annehmen.

La présidente. Wir stimmen ab über Artikel 115 Absatz 1.

Vote (art. 115, al. 1, proposition du Conseil-exécutif / PS – proposition de la commission)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	50
Non	86
Abstentions	1

La présidente. Der Rat hat den Antrag der Kommission angenommen.

Art. 115, al. 2, 116–137
Adoptés

Art. 138

Proposition PS (Schär)
Proposition du Conseil-exécutif

Proposition Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl)
Renvoi à la commission avec pour mandat
d'envisager une nouvelle forme de financement du Fonds ;
de revoir la liste des prestations dont l'indemnisation est financée par le Fonds.

La présidente. Der Antrag SP-JUSO-PSA ist mit der Abstimmung zu Artikel 80 obsolet geworden. Zur Diskussion steht noch der Antrag Schöni-Affolter.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Wir haben eine strenge Gesetzesberatung hinter uns. Alle sind müde. Bei diesem Artikel über die Spezialfinanzierung ist nochmals die Aufmerksamkeit aller notwendig, da er alle betrifft. Ich hoffe, wir können sachlich darüber sprechen, sämtliche Emotionen ablegen und auf taktische Spiele verzichten. Ich habe gehört, dass man sich einer Spezialfinanzierung für gewisse gemeinwirtschaftliche Aufgaben, die dazu dienen, unser Gesundheitswesen auf dem aktuellen Niveau zu halten, nicht ganz verschliesst. Eventuell sind alternative Finanzierungsmöglichkeiten zu suchen, um unser Gesundheitswesen auf diesem Niveau zu halten. Wir haben mehrmals gehört, die Finanzierung durch den Kanton müsse man für längere Zeit vergessen. Weiter haben wir gehört, dass das Gesundheitswesen zwar wettbewerbsorientiert, aber nicht ein freier Markt ist. Wir brauchen Geld, um gewisse Ausgleichszahlungen vorzunehmen. Das habe ich auch dem Votum von Enea Martinelli entnommen.
Warum? Zuerst an die ländliche Bevölkerung. Wir müssen im ländlichen Raum eine gute Gesundheitsversorgung sicherstellen. Diese ist unrentabel. Wir haben weniger Privatpatienten – ausser vielleicht in Gstaad –, von denen es in den Städten viele gibt. Was die Versorgungsplanung betrifft, möchten wir die Leute ambulant vor stationär versorgen. Enea Martinelli möchte über die Qualität steuern. Wie willst du diese finanzieren? Das kostet etwas. Wir müssen Versorgungsforschung betreiben, wollen wir nicht, dass die Leute dort gut versorgt sind, wo es viele Ärzte hat, und schlecht versorgt sind, wo es wenige Ärzte hat. Ich nenne Ihnen ein Beispiel. Im Kanton St. Gallen hat man herausgefunden, dass Frauen mit Brustkrebs im ländlichen Raum schlechter versorgt sind als in der Stadt. Das sind Fakten, die wir nicht übersehen dürfen. Wir brauchen also auch Geld, um die Qualität gerade im ländlichen Raum sicherzustellen.
Lars Guggisberg möchte die Herztransplantation auf die Fahne des Kantons Bern schreiben. Wie wollen wir das finanzieren, wenn der Kanton wirklich in massiven finanziellen Schwierigkeiten steckt? Der Regierungsrat hat uns andere Dinge wie die Weiterbildung der Ärzte aufgezählt, gemeinwirtschaftliche Leistungen, die nicht bezahlt sind. Die Gelder für die Forschung mussten wir massiv reduzieren. Die psychiatrischen Tageskliniken können wir nicht mehr finanzieren. Meine Damen und Herren, wir müssen irgendwie etwas finden, damit wir solche Leistungen im Kanton noch anbieten können. Ich möchte das Kind nicht mit dem Bade ausschütten und nun alles den Bach runter gehen lassen. Mit dem Rückweisungsantrag fordere ich Sie dazu auf, noch einmal über die Bücher zu gehen. Es ist zu prüfen, wie man Spezialfinanzierungen für diejenigen Leistungen finden könnte, die wir mit den DRG nicht finanzieren können. Wir brauchen alternative Finanzierungsmöglichkeiten. Auch müssen wir über den Umfang diskutieren. Vielleicht können wir uns das eine oder andere nicht leisten. Darüber müssen wir nochmals diskutieren. Wenn wir die Spezialfinanzierung in die zweite Lesung nehmen können, so hoffe ich, können wir nochmals sachlich über die Bücher gehen. Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag zuzustimmen, sodass wir in Ruhe nochmals über die Finanzierung der wichtigen medizinischen Leistungen, die wir im Kanton erbringen müssen, nachdenken können.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Wenn ich das Votum meiner Parteikollegin richtig verstanden habe, so versucht sie, die Türe etwas mehr zu öffnen. Die Bürgerlichen stossen sich an dem Wort «Fonds». Als Kommissionspräsidentin stelle ich die Frage nach der Bereitschaft, eine alternative Finanzierung neben der Laufenden Rechnung für einen speziellen Teil der gemeinwirtschaftlichen Leistungen nochmals zu diskutieren. Ist diese Bereitschaft vorhanden, so wäre ich froh, wenn man den Rückweisungsantrag annehmen

könnte. In Anbetracht der Dimension der wirtschaftlichen Probleme im Kanton und angesichts dessen, dass wir uns für die zweite Lesung nichts vergeben, wäre ich bereit, diese Frage nochmals anzugehen. Ich gehe davon aus, dass wir über den Rückweisungsantrag abstimmen, bevor die beiden Varianten einander gegenübergestellt werden.

La présidente. Ich muss zugeben, dass ich das Votum nicht ganz verstanden habe. Die Gespräche rundherum waren sehr laut. Ich nehme an, dass wir nun mit den Fraktionen weiterfahren können.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Ich schlage vor, dass die Fraktionen zum Rückweisungsantrag Stellung nehmen. Vor der Abstimmung über die beiden Varianten kann über die Rückweisung an die Kommission befunden werden.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Hört man der Antragstellerin, flankiert von der Kommissionspräsidentin, zu, so läuten die Glocken als Vorboten der Spardebatte vom November. Das Zeitalter ist also eröffnet. Eigentlich spricht man nicht mehr von der Spitalfinanzierung als solche, sondern darüber, wie das Aufgabenfeld im Spitalbereich vom Kanton finanziert werden soll. Warum macht man solche Bemerkungen nicht in Bezug auf Polizeiaufgaben, den öffentlichen Verkehr, die Bildung, Gemeindefusionen usw.? Es gäbe noch viele Bereiche, in denen man einen Fonds erschaffen könnte. Es kann nicht der Weg sein, im September auszuweichen, wenn die 400 bis 500 Millionen zurückgefahren werden müssen. Der Grosse Rat kann seiner Aufgabe nicht ausweichen, indem er auf der einen Seite 500 Millionen herunterfährt und auf der anderen Seite für einen Fonds bestimmte Abgaben beschliesst. Die BDP hat an sich keine Freude. Wir sind kategorisch gegen einen neuen Fonds. Der Investitionsfonds wird nun aufgehoben. Wir wollen daher keinen Spitalfonds, um Betriebskosten zu finanzieren. Angenommen, ein solcher Fonds bestünde. Sie können sich vorstellen, dass beim Gesundheitsdirektor laufend Post mit Begehren von Spitälern eingehen würde. So oder so würden die Fondsmittel bereits im Voraus nicht ausreichen. Ich bin kein Freund einer Rücknahme in die Kommission. Der Antrag kam so spät, dass wir ihn in der Fraktion nicht diskutieren konnten. Wie Sie wissen, muss die Kommission nach der Abstimmung zu Artikel 40 noch ergänzende Bestimmungen erlassen. Sollte die Ausdehnung des Leistungsvolumens kommen, so wird von unserer Seite her ein freiwilliges Modell angestrebt, das die Spitäler mit den Krankenversicherungen entwickeln. Das könnte einen Rückfluss an den Kanton zur Folge haben. Die allfällig zurückfliessenden Mittel würden in die allgemeine Staatskasse gelangen. Persönlich lehne ich die Rückweisung ab.

Katrin Zumstein, **Langenthal (PLR).** Franziska Schöni, es braucht keine alternativen Finanzierungsmöglichkeiten. Alles, was zusätzlich abgeschöpft und verteilt wird, ist wettbewerbsverzerrend. Alles kostet, so oder so. Man erhält den Eindruck, mit einem Ausgleichsfonds käme das Geld vom Himmel. Das kann nicht sein. Irgendjemand muss es bezahlen. Mit einem Ausgleichsfonds können wir das nicht lösen. Den Frauen im ländlichen Raum wird mit einem Ausgleichsfonds überhaupt nicht geholfen. Das ist eine ganz andere Thematik. Ich sage es nochmals: Das KVG will keinen Ausgleichsfonds. Ich habe nicht gesagt, es sei gesetzeswidrig, Herr Gesundheitsdirektor. Ich habe gesagt, die Schaffung von Ausgleichsfonds würde dem Sinn des KVG nicht entsprechen. Ich bitte Sie daher, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Wir haben uns von Beginn weg gegen den Fonds und gegen Zusatzabgaben ausgesprochen. Durch die Hintertüre soll in der Kommission eine Zusatzrunde gedreht werden. Von unserer Seite gesehen werden wir zu keinen anderen Resultaten kommen. Es ist falsch, eine Zusatzabgabe ausserhalb der ordentlichen Rechnung zu schaffen. Wir lehnen die Rückweisung an die Kommission ab.

Melanie Beutler-Hohenberger, Mühlethurnen (PEV). Zu Artikel 138, dem viel zitierten Fonds für die Spitalversorgung. Ich möchte nochmals betonen, dass die EVP-Fraktion einhellig dahinter steht. Was die Finanzierung betrifft, waren wir innerhalb unserer Fraktion nicht immer gleicher Meinung. Hinter dem Fonds stehen wir jedoch – und vor allem hinter dem, was der Fonds finanzieren soll. Wir begrüssen daher die Möglichkeit, alternative Finanzierungsmöglichkeiten zur Äufnung des Fonds zu prüfen. Wir unterstützen den Rückweisungsantrag einstimmig. Generell sind wir der Meinung, es wäre sinnvoller, eine systeminterne Finanzierungsmöglichkeit zu finden. Ansonsten könnten wir dereinst vor dem Dilemma stehen, dass wir all diejenigen Dinge finanziert haben möchten, die in Artikel 138 aufgeführt sind und diese über öffentliche Gelder finanzieren müssten, welche dann nicht vorhanden wären. Ich lese Ihnen einen einzigen Satz aus dem Vortrag, Seite 80 vor: «Anstatt einen Fonds einzurichten, könnten zur Erfüllung dieser öffentlichen Aufgaben auch Steuergelder eingesetzt werden.» Wenn Sie glauben, dass wir diese haben werden, wenn sie für solche Aufgaben benötigt werden, dann können Sie auf den Fonds verzichten. Ich persönlich denke, dass wir es uns weder leisten können, auf die aufgeführten Aufgaben zu verzichten, noch darauf, eine Finanzierungsmöglichkeit vorzusehen, die es uns ermöglicht, diesen Aufgaben auch nachzukommen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Es wurde der Vorwurf erhoben, der vorliegende Antrag sei ein weiterer Versuch, gleichwohl einzuführen, was man nun nicht beschlossen habe. Ich interpretiere den Antrag von Franziska Schöni etwas anders. Es ist der letzte Versuch, eine Türe zu öffnen, damit eine Brücke geschlagen und eine Lösung gefunden werden kann, um das Gesundheitsangebot zu schaffen, das die Bevölkerung des Kantons erwartet. Aufgrund der Beschlüsse des Grossen Rats wird es in der Kommission noch gewisse Diskussionen im Zusammenhang mit der Mengensteuerung geben – Dieter Widmer hat es erwähnt. Diese Türe sollte nun nicht zugeschlagen werden. Die grüne Fraktion stimmt dem Rückweisungsantrag klar zu. Ich möchte nicht verhehlen, dass es ein verhältnismässig kleiner Trost ist, der uns hier angeboten wird. Aus meiner Perspektive ist das auch nicht wirklich verständlich. Wir wissen, wie gross der Wunsch nach einer flächendeckenden Spitalversorgung auch in entlegenen Regionen im Kanton ist, über das hinausgehend, was aus versorgungspolitischer Sicht nötig wäre. Da hätten wir die Weichen bei der einen oder anderen Abstimmung anders stellen müssen. Das ist nun Vergangenheit. Ich bitte Sie, den kleinen Türspalt, der noch offen ist, nicht auch noch zuzuschlagen und dem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Wir sind sehr dafür, den Artikel 138 in die Kommission zurückzunehmen, damit wir diesen nochmals diskutieren können. Dieter Widmer hat gesagt,

es gehe darum, neue «Kässeli» zu äufnen und Dinge zu erfinden, um etwas zu finanzieren. Wir sprechen hier nicht über irgendetwas. Wir sprechen heute von der medizinischen Grundversorgung in unserem Kanton. Das ist etwas vom Wichtigsten. Die Bürgerinnen und Bürger im gesamten Kanton dürfen erwarten, dass wir ihnen mit ihren Steuergeldern eine gute Grundversorgung bieten. Ich appelliere an alle Kolleginnen und Kollegen, die starke und gute Regionalspitäler und eine gute Gesundheitsversorgung im gesamten Kanton Bern wollen. Wer das will, muss der Rückweisung zustimmen, damit wir im Rahmen unserer Kommission eine neue und schlaue Form finden, wie wir eine solche Ausgleichsabgabe realisieren können. Im Interesse der gesamten Bevölkerung und der medizinischen Grundversorgung unseres Kantons bitte ich Sie, der Rückweisung zuzustimmen und wenigstens hier einen Kompromiss zu suchen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Elisabeth Zäch hat von den Steuergeldern gesprochen, welche die gemeinwirtschaftlichen Leistungen finanzieren müssen. Das ist auch unsere Meinung. Dafür braucht es den Fonds nicht. In der Kommission haben wir x-mal darüber diskutiert, wie man diesen sonst noch speisen könnte. Wir sind auf keine anderen Schlüsse gekommen, als dass dies aus Steuergeldern geschehen sollte. Wir können den Rückweisungsantrag ebenso gut ablehnen. Darüber müssen wir in der Kommission nicht mehr sprechen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich sehe, es ist kein Interesse da. Man will das Gesundheitswesen dem freien Markt aussetzen. In was wir hineinlaufen, werden wir nicht in den Städten sehen. Die Landbevölkerung wird das sehen, indem wir die Spitäler nicht mehr aufrechterhalten können, die Grundversorgung nicht gesichert ist, usw. Dieter Widmer hat gesagt, der Antrag sei zu spät gekommen. Der Rückweisungsantrag lag am Montag auf dem Tisch. Ich glaube, ihr hattet genug Zeit, diesen anzuschauen. Es war von Artikel 80 die Rede. Ich habe verstanden, dass man die Finanzierung nicht will, wie sie dort vorgeschlagen wurde. Ich bin davon überzeugt, dass es systemintern eine Möglichkeit gibt, auf einen gemeinsamen Nenner zu kommen und eine so wichtige Finanzierung zu finden.

La présidente. Wir stimmen ab über den Rückweisungsantrag zu Artikel 138.

Vote (art. 138, proposition de renvoi Schöni-Affolter, pvl)

Décision du Grand Conseil :	
Rejet	
Oui	61
Non	74
Abstentions	2

La présidente. Der Rat hat den Rückweisungsantrag abgelehnt. Damit ist Artikel 138 bereinigt.

Art. 139–148
Adoptés

Art. 149–158

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), présidente de la commission. Der Antrag liegt Ihnen nicht schriftlich vor. Er ist aus aktuellem Anlass entstanden. Sie wissen, was gestern in den Medien diskutiert wurde. In Anbetracht dessen, dass unklar ist, ob noch Mittel im Spitalinvestitionsfonds enthalten sind, bitte ich Sie, die weiteren Übergangsbestimmungen zum Fonds zuhanden der zweiten Lesung zurückzuweisen. Ich möchte es zukunftsorientiert formulieren. Ich hoffe, dass die GEF es in Zukunft schafft, adäquat und zum richtigen Zeitpunkt mit der Kommission Kontakt aufzunehmen, wenn es Schwierigkeiten gibt. Ich hoffe, dass uns für die zweite Lesung klare Zahlen der GEF vorliegen. Ich hoffe, dass die Kommission und die Kommissionspräsidentin künftig nicht über Medienmitteilungen erfahren müssen, warum der Fonds ein Risiko hat. Damit ist für mich alles gesagt. Ich bin froh, wenn Sie dem Antrag der Kommission auf Rückweisung der betreffenden Artikel zustimmen können.

La présidente. Die Kommissionspräsidentin beantragt, das Kapitel 15.4, «Weitere Übergangsbestimmungen», Artikel 149 bis und mit 158 in die Kommission zurückzunehmen. Ist dieser Antrag bestritten? – Das ist nicht der Fall. Diese Artikel gehen somit zurück in die Kommission.

Art. 159–162
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Wird das Wort nochmals verlangt? – Das ist nicht der Fall. Wir kommen zur Schlussabstimmung.

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	80
Non	50
Abstentions	5

La présidente. Der Rat hat dem Gesetz in erster Lesung zugestimmt. Nun orientiere ich Sie noch über das Zeitbudget. Am Montag fahren wir fort mit Traktandum 41 gemäss Detailprogramm. Wir schlagen Ihnen vor, am Dienstag ohne Pause in den Abend hinein zu diskutieren – je nachdem bis sechs oder sieben. Dann werden der Staatsschreiber und Mitglieder des Grossen Rates verabschiedet, und abschliessend findet der Abschiedsapéro des Staatsschreibers statt. Wir werden also ohne Pause um halb fünf durchdiskutieren, bis wir fertig sind. Sie haben alles in der Hand – und ich fast nichts mehr. Ich wünsche Ihnen ein schönes Wochenende. Nehmen Sie am Jugendgrossratstag teil! Am Montag fahren wir weiter.

La séance est levée à 14 heures 56.

Les rédactrices :
Monika Hager (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Lundi 25 mars 2013, 13 heures 30 – 16 heures 30

Huitième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 154 députés. Excusés: Bauen Antonio, Bernasconi Roberto, Flück Peter, Hufschmid Elisabeth, Moeschler Emilie, Schmidhauser Corinne

Affaire 2012.0850

Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification)

Annexe 9

La présidente. Ich begrüsse Sie alle ganz herzlich zur zweiten Sessionswoche und zu meiner letzten Sessionswoche als Präsidentin des Grossen Rats. Ich sitze deshalb mit einem lachenden und einem weinenden Auge vor Ihnen. Wenn wir so effizient weiterarbeiten wie letzte Woche, werden wir wohl am Dienstagabend fertig werden. Nach einem neu erstellten Zeitbudget ist vorgesehen, nun die Geschäfte der GEF und anschliessend auch die Geschäfte der ERZ zu Ende zu beraten. Morgen sind in der Morgensitzung die Wahlen auf dem Programm, und anschliessend wird die zweite Vizepräsidentin den Rat durch die Fragestunde führen. Danach beginnen wir mit den Geschäften der Finanzdirektion. Sollten wir heute früher als vorgesehen fertig sein, beginnen wir selbstverständlich heute schon mit den Finanzgeschäften. Geplant sind sie jedoch morgen nach den Wahlen und der Fragestunde. Am Nachmittag werden wir ohne Unterbrechung verhandeln, bis wir mit allen Geschäften durch sind. Ich werde zudem zwei Verabschiedungen vorzunehmen haben sowie die Verabschiedung des Staatsschreibers. Ganz am Schluss sind wir zum Apéro des Staatsschreibers eingeladen. Dort können Sie persönlich von ihm Abschied nehmen. Im Weiteren habe ich drei Geburtstage auf meiner Liste. Ich gratuliere ganz herzlich einer Grossratskollegin und zwei Grossratskollegen: Daphné Rüfenacht, Andreas Hofmann und Erich Hess. Grossrat Hess ist der jüngste der drei. Ich wünsche den drei Geburtstagskindern weiterhin alles Gute und herzliche Gratulation. (Applaudissements)
Damit kommen wir zu den ordentlichen Geschäften des heutigen Nachmittags. Nachdem am letzten Donnerstag das Spitalversorgungsgesetz verabschiedet wurde, steht jetzt das Dekret über die Gebühren des Grossen Rats und des Regierungsrats zur Debatte. Es befindet sich auf der letzten Seite des Spitalversorgungsgesetzes.

I., II.
Adoptés

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	130
Non	0
Abstentions	0

La présidente. Der Grosse Rat stimmt dem Dekret einstimmig zu.

Affaire 2010.0076

Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)

Annexe 10

2e lecture

La présidente. Bis der Kommissionspräsident bereit ist, will ich noch etwas zu seiner Person sagen: Während der ersten Sessionswoche teilte er mir mit, er sei gerade dabei, sich zu überlegen, wie er mich doch noch in die Sätze bringen könnte. Ich hoffe, es gelinge auch im heute Nachmittag auch nicht. – Nun ist er bereit: Er hat das Wort.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR), président de la commission. Liebe Therese, ich bin bekannt dafür, dass ich sehr zahm bin und selten jemanden ohne Not angreife. Du brauchst also keine Angst zu haben.
Zum Gesetz kann ich mich kurz fassen. Wir werden anschliessend noch einen Antrag behandeln. In der Kommissionsitzung zur zweiten Lesung am 12. Februar mussten wir zwei Rückweisungsaufgaben bereinigen. Einerseits war der Rückweisungsantrag von Thomas Fuchs angenommen worden, der die Kommission beauftragte, zu prüfen, ob der Anwendungsbereich dieses Gesetzes auf Neuzuzüger aus dem Ausland beschränkt bleiben soll oder ob er ausgedehnt werden könne. Dieser Antrag war in der Kommission schon vor der ersten Lesung auf gewisse Sympathien gestossen. Wegen ungenauer Kostenschätzungen wurde damals befürchtet, eine Ausdehnung des Anwendungsbereichs werde zu massiven Mehrkosten führen. Im Rahmen der Kommissionssitzung vom 12. Februar zeigte sich, dass die Mehrkosten sehr gering sind, wenn man den Anwendungsbereich auf ein Jahr ausdehnt, wie die Kommission nun beantragt. Sie würden unter 100 000 Franken liegen. In der ganzen Interessenabwägung müssen sie deshalb weniger gewichtet werden. Die Kommission fand es wichtiger, dass ausländische Personen, die nur kurze Zeit in einem anderen Kanton gelebt haben, in den Anwendungsbereich des Integrationsgesetzes fallen müssen. Wenn jemand zwei, drei Monate im Kanton Solothurn oder im Kanton Zug gelebt hat und nachher in den Kanton Bern kommt, ist er in den seltensten Fällen voll integriert. Nach einer längeren Diskussion entschied die Kommission mit 16 gegen eine Stimme ohne Enthaltungen, in die vorliegenden Fassung im Sinne eines Kompromisses aufzunehmen, dass der Anwendungsbereich neu auch auf ausländische Personen ausgedehnt wird, die innerhalb eines Jahres in die Schweiz kamen.

Die zweite Rückweisungsaufgabe hatte Jan Gnägi gestellt. Er fand, es soll im Gesetz nicht nur stehen, ein Sprachkurs müsse besucht werden, sondern auch, man müsse ihn abschliessen. Es solle eine gewisse Erfolgskontrolle erfolgen. Auch hier diskutierte die Kommission länger darüber, wie das ins Gesetz aufgenommen werden soll. Der Wille der Kommission war auch hier, eine gewisse minimale Verpflichtung aufzunehmen. Dies im Wissen, dass die Justiziabilität einer solchen verschärften Formulierung noch nicht in allen Punkten geklärt ist. Es soll jedoch mindestens klar zum Ausdruck gebracht werden, dass das blosse Absitzen eines Kurses nicht genügt, sondern dass ein gewisser Einsatz verlangt wird. Dieser Absatz wurde letztlich mit 13 gegen 4 Stimmen ohne Enthaltungen aufgenommen. Im Namen der Kommission beantrage ich dem Grossen Rat, dem Integrationsgesetz so zuzustimmen. Der Antrag der SVP, das Gesetz dem obligatorischen Referendum zu unterstellen, lag der Kommission nicht vor. Deshalb muss ich dazu zum Glück auch nichts sagen – zum Glück für die SVP.

Délibération par article

Art. 1 – 4, al. 1, lit. c
Adoptés

Art. 4, al. 2, lit. d

Proposition de la Commission de rédaction
d) le principe que personne ne peut être discriminé, notamment pour une question de race[...]

La présidente. Wünscht jemand das Wort dazu? – Das ist nicht der Fall. Ich gehe daher davon aus, dass der Antrag nicht bestritten ist. Damit wurde er vom Grossen Rat stillschweigend genehmigt.

Art. 4, al. 3
Adopté

Art. 5, al. 1 et 2

La présidente. Wünscht jemand das Wort zum gemeinsamen Antrag des Regierungsrats und der Kommission? – Das ist nicht der Fall. Ich gehe also davon aus, dass der Antrag nicht bestritten ist. Damit wurde er vom Grossen Rat stillschweigend genehmigt.

Art. 5, al. 4 et 5
Adoptés

Art. 6, al. 1

Proposition de la Commission de rédaction
Ne concerne que le texte allemand.

La présidente. Wünscht jemand das Wort dazu? – Das ist nicht der Fall. Ich gehe daher davon aus, dass der Antrag nicht bestritten ist. Damit wurde er vom Grossen Rat stillschweigend genehmigt.

Art. 6, al. 2 et 3
Adoptés

Art. 6a – 8, al. 4
Adoptés

Art. 8a, al. 1, lit. a

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Zu Artikel 8a möchte ich kurz die Meinung der grünen Fraktion darlegen. Zudem weise ich darauf hin, dass es in dem Zusammenhang wichtig ist, Artikel 8a mit Augenmass umzusetzen. Das sagen wir auch zuhanden des Protokolls. Der Kommissionspräsident legte dar, wer neu einen Sprachkurs absolvieren muss. Wenn man eine Integrationsvereinbarung bekommt, muss man den Kurs nicht nur besuchen, sondern auch abschliessen. Das ist eine Verschärfung gegenüber der ursprünglich vorgesehenen Regelung. Der Kommissionspräsident sprach von der nicht ganz geklärten Justiziabilität dessen, was damit gemeint ist. Uns ist es wichtig, Artikel 3 Absatz a dieses Gesetzes in Erinnerung zu rufen, der besagt, dass im Rahmen der Fähigkeiten und Möglichkeiten eine Amtssprache zu erlernen ist. Weshalb betonen wir das noch einmal? Liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt zum Beispiel Behinderte, die immigrieren und nun die Auflage haben, einen Deutsch- oder einen Französischkurs zu besuchen. Wenn sie ihn nicht erfolgreich abschliessen, könnten sie die Aufenthaltsbewilligung verlieren. Dasselbe gilt auch für Menschen, die Analphabeten und Analphabetinnen sind oder Schwierigkeiten beim Erlernen einer Sprache haben. Das sind Realitäten. Wir appellieren deshalb an Sie, im Wissen darum bei der Umsetzung der verschärften Formulierung Augenmass walten zulassen. Die Mehrheit der grünen Fraktion unterstützt Artikel 8a, eine Minderheit ist aus den vorher genannten Gründen dagegen.

La présidente. Wünscht noch jemand das Wort zu Artikel 8a Absatz 1 Buchstabe a? – Das ist nicht der Fall. Damit ist er angenommen.

Art. 8a, al. 1, lit. b et al. 2
Adoptés

Art. 9–22, al. 1 et 2
Adoptés

Art. 22, al. 3

Proposition de la Commission de rédaction
Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale coordonne les mesures d'intégration du canton. Il fait office d'interlocuteur des autorités fédérales, cantonales, des communes et des organisations privées. Il contrôle l'exécution des mesures d'intégration en collaboration, en particulier, avec la Direction de la police et des affaires militaires.

La présidente. Wünscht jemand das Wort dazu? – Das ist nicht der Fall. Ich gehe daher davon aus, dass der Antrag nicht bestritten ist. Damit wurde er vom Grossen Rat stillschweigend genehmigt.

Art. 23 et 24
Adoptés

Proposition UDC (Fuchs, Berne)
La loi est soumise au référendum obligatoire.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Wir stellen den Antrag, das Integrationsgesetz dem Volk vorzulegen. Artikel 12 und 13 besagen, dass der Kanton und die Gemeinden für die Vermeidung und Bekämpfung von Diskriminierung gegenüber Ausländerinnen und Ausländern sorgen und dass der Kanton die Bevölkerung über die Integrationspolitik sowie über Themen der Migration und der Integration informiert. Genau das kann man machen, wenn man es dem Volk vorlegt. Eine günstigere Variante gibt es für den Kanton wahrscheinlich nie, als es im Rahmen einer Volksabstimmung der Bevölkerung darzulegen. Es würde sogar dem Gesetz, das eine Ratsmehrheit offenbar will, entsprechen. Man könnte die Bevölkerung anhand dieser Abstimmung darüber informieren. Wir sind der Meinung, es brauche diese Volksabstimmung zwingend. Das Gesetz kommt zu einer Zeit, da es dem Kanton finanziell schlecht geht. Ueli Spring sagte beim Hooligan-Gesetz, die nächste Spardebatte werde schmerzen. Hier haben wir ein Gesetz, das aus unserer Sicht nicht notwendig wäre, ein Gesetz, das viele Leute nicht betrifft. Es betrifft die EU- und EFTA-Staaten-Mitglieder nicht, auch nicht die Leute im Asylstatus. Ich sage das ganz bewusst für das Abstimmungsbüchlein, damit es noch einmal erwähnt ist. Das Gesetz ist weitgehend wirkungslos, zahnlos und setzt falsche Anreize. Das Gesetz belastet mit Artikel 16 auch KMU administrativ, damit sind wir gar nicht einverstanden. Integration ist letztlich nicht in erster Linie Sache von uns Schweizern, sondern vor allem Sache des Willens der zuziehenden Ausländer. Das Gesetz belastet die Gemeinden finanziell und personell enorm. Zudem gilt es, wie bereits gesagt, nicht für die Leute, die bereits hier sind. Für sie ist mit diesem Integrationsgesetz keine Integration mehr möglich.
Das Pilotprojekt in Ostermundigen hat gezeigt, dass das Gesetz gut klingt und gute Absichten hat, dass es aber das Zielpublikum nicht trifft und letztlich Millionen kostet. Das im Jahr 2012 verschärfte Bundesgesetz für Ausländerinnen und Ausländer regelt die Ein- und Ausreise genügend. Das Bundesgesetz würde vollumfänglich reichen, mehr braucht es schlicht und einfach nicht. Integration setzt den entsprechenden Willen der Ausländerinnen und Ausländer voraus, und eine Sprache lernt man nicht auf Befehl. Von daher bitten wir Sie, die Vorlage der Bevölkerung vorzulegen und sich vor dem Entscheid nicht zu fürchten. Ich denke, die Regierung hat bei einem Ja zu diesem Gesetz auch mehr Handhabe für die Integration. Aus unserer Sicht ist der Volksentscheid zwingend nötig. Es geht um eine Millionenausgabe in einer Zeit, da man überall Zehntausende von Franken zusammenspart. Ich bitte Sie deshalb, das Gesetz dem obligatorischen Referendum zu unterstellen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Die Fraktion EVP empfiehlt Ihnen eindringlich, diesen Antrag abzulehnen. Wir unterstützen das Gesetz in der jetzt vorliegenden Version. Wir sind überzeugt, dass mit dieser endgültigen Version des Gesetzes nach der zweiten Lesung das Kosten-Nutzen-Verhältnis gegeben ist und dass das Gesetz eine wichtige Funktion bei der Integration der ausländischen Bevölkerung im Kanton Bern haben wird. Die leichten Verschärfungen, die in der ersten und der zweite Lesung beschlossen wurden, können wir im Sinn eines Kompromisses gut mittragen. Dass wir mit diesem Gesetz im Kanton Bern auf dem richtigen Weg sind, bestätigte gestern der Artikel in der «Sonntagszeitung». Vielleicht haben ihn die einen oder anderen gelesen. Der Artikel zeigt gut auf, dass andere Kantone gerade mit der Verpflichtung, aber auch mit Anreizen beste Erfahrungen gemacht haben. Die Verpflichtung zur Integration und ihre Förderung scheinen sich bereits zu bewähren und sparen im Endeffekt wiederum Kosten. Das Wichtigste: Es ist ein zentraler Beitrag für das Miteinander in der Bevölkerung. Das bernische Modell des Integrationsgesetzes nun dem obligatorischen Referendum zu unterstellen, würde die Umsetzung im Vorfeld durch das Durchführen einer Abstimmung unverhältnismässig verteuern. Die EVP-Fraktion ist sicher nicht bereit, diesen Antrag zu unterstützen. Wir wollen nicht auf Staatskosten derjenigen Partei die Arbeit abnehmen, die ein allfälliges Referendum mit dem Sammeln der nötigen Unterschriften nun in Erwägung zieht. Ich danke dem Rat, wenn er diesen Antrag zumindest symbolisch mit Nachdruck ablehnt.

Ueli Spring, Lyss (PBD). Es gilt festzuhalten, dass zwar nicht im Kanton Bern, aber in vielen Kantonen gerade die SVP mit Vorstössen ein Integrationsgesetz gefordert hat. Indem man in diesem Gesetz den Forderungen der SVP in vielen Punkten entgegenkam, haben wir nach dem heutigen Stand das strengste Integrationsgesetz aller Kantone. Dem Artikel in der «Sonntagszeitung», den Christine Schnegg erwähnt hat, konnte man entnehmen, dass die Kantone das Nichteinhalten der Integrationsvereinbarung bereits heute dazu benutzen konnten, um Ausweisungen vorzunehmen. Genau das, was die SVP fordert, ist möglich, wenn man ein Integrationsgesetz hat. Weiter ist natürlich auch nicht ganz sicher, ob die Finanzen des Bundes, immerhin rund 3 Mio. Franken, noch fliessen, je mehr Kantone ein solches Gesetz haben. Hat man aber gar kein Gesetz, ist auch nicht sicher, ob das Geld überhaupt noch fliesst. Kosten hat man aber auch ohne Gesetz. Aus diesem Grund sehen wir keine Notwendigkeit, das Gesetz dem obligatorischen Referendum zu unterstellen. Ich finde es zudem schade, dass die SVP, die in ihren Reihen mit Ueli Studer jemandem mit Erfahrung hat, der sich mit dem Integrationsgesetz sehr gut auskennt, ihm nicht etwas mehr Gehör verschafft. Denn er hat auch in der Beratung deutlich dargelegt, wie es in Köniz geht und wie es läuft, wenn man ein gutes Integrationsgesetz hat. Und das haben wir hier. Ich bitte dem Rat, den Antrag der SVP abzulehnen, und dem Gesetz zuzustimmen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Wir sind einigermassen erstaunt über diesen Antrag. Für ein obligatorisches Referendum muss es sich entweder um ein sehr wichtiges oder um ein völlig umstrittenes Gesetz handeln. Beides ist hier nicht gegeben. Zuerst wollte man gar nicht darauf eintreten. Damit zeigt man, dass man es nicht als sehr wichtig betrachtet. Das hat man nun noch bekräftigt. Das ist der eine Grund. Der andere ist, dass hier im Rat eine relativ deutliche Mehrheit für das Gesetz ist. Zusätzlich ist es widersprüchlich, nun das obligatorische Referendum zu verlangen. Mit diesem Gesetz werden wenigstens kritische Fälle untersucht. Man kann sagen, es bringe vielleicht nicht besonders viel. Wir glauben aber, dass es etwas bringt. Die kritischen Fälle werden angeschaut. Die Leute müssen mit der Familie antraben. Man erhält einen Einblick und kann Probleme dadurch früh erkennen. Die Alternative wäre, nichts zu tun. Diese Leute kommen trotzdem. Aber man würde einfach nichts machen, anschliessend hat man Probleme und dann beklagt man sich darüber. Dazu kommt, dass wir im Verlauf der Debatte Verbesserungen erreicht haben. Die Gespräche mit den Behörden finden unter Umständen auch statt, wenn jemand aus einem anderen Kanton kommt.

Ein verpflichtender Sprachkurs wurde aufgenommen und so weiter. Im Weiteren waren die Argumente, die nun vorgebracht wurden, ein Durcheinander: Auf der einen Seite wurde gesagt, es koste viel, auf der anderen Seite beklagt man sich, dass die Leute, die hier sind, nicht berücksichtigt werden können. Würde man die auch noch berücksichtigen, würde es aber noch einmal mehr kosten. Irgendwo müsste man sich bei dieser Argumentation wohl entscheiden. Aus diesen Gründen empfehlen wir Ihnen, den Antrag auf ein obligatorisches Referendum abzulehnen.

Margreth Schär, Lyss (PS). Wir alle wollen, dass sich Ausländerinnen und Ausländer bei uns integrieren. Ganz speziell fordert das die SVP immer wieder. In der Vergangenheit ist das nicht immer gut gelungen. In Zukunft wollen wir es besser machen. Das Integrationsgesetz bildet die Grundlage dazu. Auch wenn es von bürgerlicher Seite in der Kommission und in der Debatte im Rat unnötig verschärft wurde – ich sehe das nicht ganz gleich wie mein Vorredner –, ist es doch immer noch ein gutes Gesetz. Es hilft mit den Erstgesprächs- und Ansprechstellen für die Integration allen Neuankommenden, sich bei uns rasch zurechtzufinden, und erleichtert ihnen damit die Integration. Ich möchte das zuhanden des Abstimmungsbüchleins noch einmal betonen, von dem wir heute offenbar sprechen: Das Gesetz dient allen Neuzuziehenden aus dem Ausland. Die kleinen Einschränkungen bestehen bei den Vereinbarungen. Dazu braucht es auch die Mitarbeit der aufnehmenden Bevölkerung. Ganz allein schaffen die Ausländerinnen und Ausländer ihre Integration nicht. Es ist doch ganz klar, dass wir ihnen zeigen und erklären müssen, was hier Usus ist und wie man es hier macht. Es braucht also die Mitarbeit der aufnehmenden Bevölkerung – auch das für das Abstimmungsbüchlein. Wir sind uns alle einig, dass wir die Grundlage brauchen und wollen nicht länger zuwarten. Wir wollen keine Zeit mehr verlieren. Es gibt überhaupt keinen Grund für ein obligatorisches Referendum.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Was ist eine lautere, vernünftige Integrationspolitik? Es ist eine Politik, die sich daran orientiert, welche Probleme wir tatsächlich mit Ausländerinnen und Ausländern in der Integration haben; es ist eine Politik, die sich daran orientiert, die Rechte und Pflichten sowohl auf das Gemeinwesen als auch auf die Ausländerinnen und Ausländer gerecht zu verteilen, und es ist eine Politik, die nicht kurzfristige, sondern langfristige Zielsetzungen hat und einsieht, dass die Finanzierung von Integrationsmassnahmen am Anfang bedeutend billiger kommt als eine langwierige «Pflästerlipolitik», wenn man später Probleme bei der Integration hat. An meinen Thesen merken Sie, dass ich nicht davon überzeugt bin, ob alle Parteien hier im Rat dasselbe wollen, nämlich eine lautere, vernünftige Integrationspolitik. Anhand des letzten Votums von Thomas Fuchs will ich Ihnen das beweisen. «Lauter» bedeutet für mich auch, dass man einen Gesetzesartikel vollumfänglich zitiert. Wenn Thomas Fuchs zu Artikel 8 «die Bekämpfung von Diskriminierung gegenüber Ausländerinnen und Ausländern» thematisiert, macht er Auslassungspunkte im Satz, wo es gar keine hat: Der Satz geht nämlich weiter: «wie auch gegenüber Personen schweizerischer Nationalität.» Da hört es für mich auf: Man kann unterschiedlicher Meinung sein, aber man muss fair und lauter sein. Es ist ein Zeichen dieses Gesetzes, dass es beide Seiten in die Verantwortung nimmt und für beide Seiten Pflichten verlangt. Für uns ist klar: Aus diesen Gründen sind wir für das Gesetz. Ich bin froh, das Gesetz mit einer Motion vor etwa sechs Jahren verlangt zu haben. Nun haben wir ein Konzept, für das der Bund Finanzen sprechen wird. Und ich hoffe, dass nicht die billige, populistische Politik, sondern die vernünftige, sanftere und klarere Politik obsiegen wird, wenn es trotzdem vor das Volk kommt. Unsere Fraktion wird dem Antrag ganz klar nicht zustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Für die grüne Fraktion ist klar: Sie unterstützt den Antrag der SVP nicht. Wir haben gewisse Spielregeln abgemacht. Das heisst, dass über Gesetze, die im Rat verabschiedet werden, im Normalfall letztlich hier abgestimmt wird, und wer das Referendum ergreifen will – diese Möglichkeit besteht, auch das ist Demokratie –, muss die nötigen Unterschriften sammeln. Von daher lehnen wir den Antrag der SVP ab. Ich möchte aber trotzdem noch einige Worte sagen: Die grüne Fraktion unterstützt das Gesetz in der vorliegenden Version, weil für uns die Gleichstellung und die Integration der Migrantinnen und Migranten ein sehr wichtiges Anliegen ist. Wir sind der Meinung, hier sei das Staatswesen gefordert, vorwärtszugehen und diese Aufgabe in die Hand zu nehmen. Im Eintretensvotum zur ersten Lesung haben wir das ausführlich dargelegt. Uns ist das weiterhin wichtig. Es gibt in diesem Gesetz auch einige Punkte, die uns Bauchweh machen. Unter dem Strich unterstützt jedoch die Mehrheit der Fraktion das Gesetz. Ich erlaube mir an dieser Stelle kurz eine persönliche Bemerkung: Der Ausgangspunkt des Gesetzes war «Fördern und Fordern». Meiner Meinung nach ist die Balance zwischen Fördern und Fordern im Rahmen der zwei Beratungen ziemlich aus dem Gleichgewicht geraten. Das Fördern ist zu schwach, das Fordern wurde verschärft. Wir haben es von Herrn Spring gehört: Es ist das schärfste Gesetz der Schweiz. Man kam damit der SVP entgegen. Wir müssen die Debatte nicht noch einmal führen, aber mit der Integrationsvereinbarung und dem Zwang, Deutschkurse abzuschliessen, wurde in massgebliches Mittel eingesetzt, das aus meiner Sicht zu weit geht. Wir haben verschiedene Verschärfungen vorgenommen und dem Integrationsgedanken damit vermutlich keine Hilfe geleistet. Zu Erinnerung: Wenn ich sehe, wie viele Leute hier im Rat nicht beide Amtssprachen sprechen, frage ich mich manchmal, wie stark uns bewusst ist, dass das Erlernen einer anderen Sprache sehr schwierig ist. Auch wir sind kein Beispiel dafür, dass die Integration bereits innerhalb eines Kantons funktioniert. Unter dem Strich bedeutet das Gesetz, dass für die immigrierenden Menschen von ausserhalb der EU ein anderes Regime gilt als für diejenigen, die von innerhalb der EU zu uns kommen. Fazit: Das Gesetz ist nicht dienlich, weil die Teile, die zu restriktiv sind, der Integration einen Bärendienst erweisen. Persönlich werde ich das Gesetz deshalb ablehnen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Es ist ein typisches Geschäft: Der altbekannte SVP-Reflex herrscht hier offenbar vor. Wenn die SVP etwas will, ist man aus Trotz erst mal dagegen. Es könnte ja etwas nützen. Sogar bei den Grünen ist das Bauchweh bei dieser Vorlage weitgehend verschwunden. Wir sind erfreut über die Anerkennung dafür, dass wir mitgeholfen haben, mit unseren Anträgen das Gesetz zu verbessern. Trotzdem bleiben wir dabei: Das Gesetz ist nicht das, was es braucht. Es weist gute Ansätze auf, vor allem betrifft es aber sehr viele Leute nicht, die es unseres Erachtens ebenfalls betreffen sollte. Wir geben lieber Geld für etwas aus, das letztlich

wirkt, als für etwas, das wenig Wirkung hat. Es wurden SVP-Vertreter zitiert, die gute Erfahrungen gemacht haben. Das ist genau das, was wir gesagt haben: Die Integrationsvereinbarung ist einer der guten Teile des Gesetzes. Sie wirkt aber bei allen EU- und EFTA-Bürger nicht. Man kann sie nicht zwingend machen. Es ist alles freiwillig. Und wenn man die Sonntagspresse zitiert, wonach schweizweit ganze acht Personen ausgewiesen wurden, kann man kaum von einem griffigen Gesetz sprechen. Da gehen sogar freiwillig mehr zurück. Zudem möchte ich prüfen, ob wirklich alle gegangen sind. Ich stelle mit Bedauern fest, dass man vor der Stimmbevölkerung Angst hat. Die EVP spricht zwar vom «Miteinander» der Bevölkerung, aber das Miteinander hört dort auf, wo sich die Bevölkerung dazu äussern kann, ob sie die Millionen überhaupt aufgeben will. Das Miteinander sieht für uns ein bisschen anders aus. Wäre das Gesetz so gut, wie Sie hier behauptet haben oder vielleicht sogar glauben, müsste man keine Angst haben, es der Bevölkerung vorzulegen. Die Bundesmittel werden ohnehin fliessen. Es ist nicht haltbar zu behaupten, ohne dieses Gesetz werde das Geld nicht fliessen. Das Bundesgesetz schreibt keine solche Gesetzgebung im Kanton vor. Im Gegenteil: man könnte sich auf die Bundesgesetzgebung abstützen. Von daher hoffen wir nach wie vor, dass Sie dem Antrag zustimmen, dass Sie sich einen Ruck geben und der Bevölkerung die Chance geben, zu diesem Gesetz Ja oder Nein zu sagen und die Integration öffentlich zu diskutieren. Damit haben Sie die Möglichkeit, die Leute von Ihren Argumenten zu überzeugen. Diejenigen, die hoffen, man könne Zeit sparen, wenn man den Antrag nun ablehnt, muss ich enttäuschen: Wir gehen davon aus, dass wir das Geschäft parteiintern weiter vorantreiben werden, sodass es dennoch zu einer Volksabstimmung kommt. Dann werden Sie Ihren Leuten erklären müssen, wie gut das Gesetz ist. Wir hätten es besser gefunden, wenn man den Mut gehabt hätte, die Stimmberechtigten nach ihrer Haltung zu befragen – sie können Ja oder Nein sagen oder zu Hause bleiben –, anstatt hier aus Angst vor dem Entscheid oder aus Angst vor der SVP auf den roten Knopf zu drücken.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR), président de la commission. Ich hatte gesagt, dass ich mich zum Antrag nicht äussern würde. Das haben die übrigen Fraktionssprecher erledigt. Das es anschliessend eine Schlussabstimmung geben wird, nehme ich noch zu einigen Argumenten Stellung, die vorgebracht wurden. Es ist wichtig, dass gewisse Entgegnungen im Protokoll stehen. Grossrat Fuchs sagte, im Rahmen einer Spardebatte sei das Gesetz nicht opportun. Gerade wir Bürgerlichen fühlen uns oft benachteiligt, wenn wir eine Steuersenkung vornehmen wollen. Die Steuerverwaltung kann uns auf den Rappen genau vorrechnen, wie viel an Steuerausfällen das zur Folge hätte. Wir können jedoch nicht belegen, wie viele Personen wegen der hohen Steuern längst aus dem Kanton Bern geflüchtet sind. Auch bei diesem Gesetz fühle ich mich benachteiligt: Man kann zwar die Mehrkosten, die dadurch verursacht werden, berechnen. Das, was man aus meiner Sicht in den Regelstrukturen einsparen muss – sonst hätte das Gesetz tatsächlich ein Problem –, weil man die Problemfälle schon erfasst, zuweist und untersucht, bevor der Schulbetrieb und andere Betriebe behindert werden, ist schwer abzuschätzen. Im Bereich der Regelstrukturen, gerade in der Schule, haben wir massive Kosten, bei denen ich mir wegen dieses Gesetzes eine Reduktion erhoffe, weil man früher hinschaut und versucht, zielgerichtete Massnahmen zu ergreifen – sei es beim Fördern oder beim Fordern, Natalie Imboden. Das schlechteste Argument von Thomas Fuchs finde ich das mit EU und EFTA. Ich betone: Es ist nicht der Fehler dieses Gesetzes, dass man hier nicht eingreifen kann. Es ist allenfalls der Fehler der Freizügigkeitsabkommen, die das weitgehend gestatten. Dort liegt der Fehler. Herr Fuchs kann nun nicht einfach dem Gesetz die Schuld dafür geben, dass man bei EU- und EFTA-Bürgern nichts machen kann. Er wird kein anderes Gesetz schaffen können, mit dem er bei EU- und EFTA-Bürgern irgendetwas in der Richtung, die er wünscht – oder sogar in die Richtung, die ich mir wünsche –, machen kann. Das ist nicht der Fehler des vorliegenden Gesetzes, so leid es mir tut. Wirkungslos, falsche Anreize: Ich weiss, Natalie Imboden hat vorhin kritisiert, es gehe zu stark Richtung Fordern und zu wenig Richtung Fördern. Und Thomas Fuchs meint mit «falschen Anreizen» wohl, dass das Gesetz gewisse Artikel enthält, die zu viele Fördermassnahmen enthalten. Auch ich bin der Meinung, Integrationspolitik müsse sich unbedingt auf beide Pfeiler abstützen. Es muss Anreize geben, mit denen man der ausländischen Bevölkerung auch hilft, sich hier zu integrieren, wenn sie das will. Auf der anderen Seite braucht es Sanktionen, wenn sie nicht wollen. In diesem Gesetz kommt es deshalb automatisch zu einem gesetzgeberischen Mechanismus, Natalie Imboden, wonach mehr Forderungen aufgenommen werden müssen. Und Sie, Thomas Fuchs, müssen nun aufpassen: Was passiert, wenn das Gesetz abgelehnt wird? Ich behaupte, die GEF oder der Regierungsrat finden alle andern gesetzlichen Grundlagen, die es dafür gibt, wenn sie weiterhin fördern wollen. Ein Problem des Gesetzes ist wohl, dass es sehr viele Wiederholungen von Elementen enthält, die anderswo schon geregelt werden. Wird das Gesetz abgeschossen, fallen sämtliche verpflichtenden Massnahmen weg. Deshalb braucht es eine neue gesetzliche Grundlage. Alles andere – Fördermassnahmen, Diskriminierungsverbot und so weiter – bleibt erhalten. Ich halte fest, dass Thomas Fuchs bei der Formulierung des Diskriminierungsverbots wacker mitdiskutiert hat. Das muss auch gesagt werden.

Zusammenfassend: Fällt das Gesetz weg, fallen die Fördermassnahmen in einem geringen Bereich weg. Alle verpflichtenden Massnahmen sind damit aber vom Tisch. Vor allem in den Städten oder den Agglomerationsgemeinden mit einem hohen ausländischen Bevölkerungsanteil besteht heute das Problem, dass verpflichtende Massnahmen fast nicht durchgesetzt werden können. Man ist weitgehend auf die Freiwilligkeit der ausländischen Personen angewiesen. An dieser Stelle möchte ich auch festhalten, dass es zahlreiche Personen gibt, die freiwillig mitmachen wollen und dankbar sind, wenn man sie unterstützt. Probleme verursachen jedoch die anderen Fälle, und genau dafür braucht es ein Gesetz. Ein andere Kritik der SVP bezieht auch auf Personen, die schon lange hier leben: Sie seien vom Gesetz nicht betroffen. Als ich Leserbriefe in Zeitungen und Online-Kommentare zu diesem Gesetz las, hiess es – vermutlich gerade vonseiten SVP –, ob wir den wahnsinnig seien, Leuten, die schon seit fünfzehn oder zwanzig Jahren in der Schweiz leben, Geld hinterherzuwerfen. Dazu muss ich sagen: Es macht wirklich wenig Sinn, jemandem, der zehn oder fünfzehn Jahre in der Schweiz ist, Geld hinterherzuwerfen. Jetzt einen Mechanismus aufzubauen, um von Anfang an hinzuschauen, muss das Ziel dieses Gesetzes sein. Sonst verweise ich auf die Argumentation von Philippe Müller, der auf den Widerspruch zwischen dem Argument, es sei zu kostenintensiv, und dem Argument, man schaue nicht hin, hingewiesen hat.

Das ist quasi ein Widerspruch in sich. Gerade in Ostermundigen, dessen Pilotversuch erwähnt wurde, hat sich gezeigt, dass es kaum einen Sinn hat, Integrationsvereinbarungen mit Leuten abzuschliessen, die schon seit zehn, zwölf Jahren hier sind. Eine Klammerbemerkung: Bei der juristischen Überprüfung der Aufenthaltsbewilligung bringen Sie jemanden, der mehr als zehn, zwölf Jahren hier ist, sowieso nicht weg. Es wäre in den meisten Fällen sowieso unverhältnismässig, da etwas widerrufen zu wollen.
Deshalb soll der ganze Mechanismus so konstruiert werden, dass man versucht, möglichst rasch hinzuschauen. Natürlich wurden auf Bundesebene jetzt gewisse Gesetzgebungen verschärft. Ich kann Ihnen aber sagen, dass jedes Gericht unabhängig vom Wortlaut immer wieder die Verhältnismässigkeit überprüfen wird. Ob uns das politisch passt oder nicht, lasse ich offen. Die Gerichte werden immer wieder die Verhältnismässigkeit überprüfen. Dabei bestand auch immer das Problem des Nachweises bei den Verhältnismässigkeitsanforderungen. Es musste nachgewiesen werden, ob die Behörden genug unternommen haben, damit die ausländische Person wirklich nichts dafür kann, wenn sie nun ausgewiesen wird. Wir müssen uns nicht darüber unterhalten, ob wir diese Rechtspraxis gut oder schlecht finden: Sie ist nun einmal so. Wir müssen nun Massnahmen finden, mittels derer die Behörden künftig besser belegen können, dass sich eine ausländische Person nicht bemüht hat und Weisungen und Auflagen nicht befolgt hat. Deshalb sollen früher Integrationsvereinbarungen abgeschlossen werden; man soll nach zwei, drei Jahren reagieren und nicht nach zehn oder zwölf. Das ist ein Ziel dieses Gesetzes.
Und noch einmal: Ich habe Verständnis dafür, dass Natalie Imboden das Gesetz aus ihrer politischen Warte kritisch betrachtet. Das habe ich schon in der ersten Lesung gesagt. Ich verstehe, dass nicht alle Grünen an diesem verschärften Gesetz Freude haben. Thomas Fuchs hat zudem vom SVP-Reflex gesprochen. Da habe ich mich aber schon gefragt, wer denn da den Reflex hatte. Hatten wir einen SVP-Reflex oder hatte die SVP einen Reflex, weil es um Ausländer geht? Das müssen Sie selbst beantworten. Zusammenfassend: Ich bin überzeugt, dass Sie erkennen, welche Chance das Gesetz sein kann, wenn Sie ihm vorurteilsfrei nachgehen. Sollte sich in einigen Jahren tatsächlich zeigen, dass es nichts gebracht hat, kann es im strategischen Aufgabenplan 2018–2022 allenfalls aufgehoben werden. Wenn Sie jedoch nichts machen, wird es in den Städten und den Agglomerationsgemeinden mit hohen Ausländeranteilen genau gleich weitergehen, und das passt Ihnen sicher auch nicht, ebenso wenig wie mir. Geben wir also dem Gesetz eine Chance, und denken Sie noch einmal darüber nach.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je ne serai pas long. Après l'intervention du président de la commission, avec les propos duquel je suis presque, je dis bien presque, d'accord sur tout, je n'ai pas besoin encore de défendre cette loi. Concernant la proposition du député Fuchs de demander le référendum obligatoire, je suis tout à fait d'accord avec les arguments qui ont été présentés par les différents rapporteurs de groupe et je crois qu'il faut refuser cette proposition.

La présidente. Wie Sie wissen, braucht es ein Quorum von 100 Ja-Stimmen, damit das Gesetz dem obligatorischen Referendum unterstellt werden kann.

Détermination du quorum (proposition UDC, Fuchs: référendum obligatoire)

Oui	47
Non	101
Abstentions	2

La présidente. Das Quorum wurde nicht erreicht. Der Grosse Rat hat den Antrag SVP abgelehnt. Damit bleibt das Dekret dem fakultativen Referendum unterstellt.

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR), président de la commission. Bei der Schlussabstimmung stimmte die Kommission dem Gesetz mit 11 gegen 4 Stimmen bei 2 Enthaltungen zu. Das hatte ich in meinem ersten Votum zu erwähnen vergessen.

Vote final

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	98
Non	41
Abstentions	8

La présidente. Der Grosse Rat hat das Integrationsgesetz angenommen.

Affaire 2013.0049

Numéro de l'intervention:	016-2013
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	18.01.2013
Déposée par:	Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Oui	24.01.2013
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	229/2013
Direction:	SAP

L'Hôpital de l'Ile doit rester un centre de transplantation cardiaque

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :
Prendre immédiatement des mesures pour que, dès 2014, le Centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire de l'Hôpital de l'Ile puisse de nouveau procéder à toutes les interventions chirurgicales et en particulier aux transplantations cardiaques.
Soutenir activement les démarches de coopération entre les centres de cardiologie de Bâle et de Berne, mais aussi les cantons envoyant des patients (Tessin, Fribourg, Neuchâtel, Soleure, Argovie, Lucerne, Unterwald, Valais).

Développement
L'Hôpital de l'Ile occupe une position de leader en Suisse en ce qui concerne la cardiologie et la chirurgie cardiovasculaire

et son rayonnement est international. Depuis une vingtaine d'années, il dispose d'une équipe stable, formée dans un large éventail de disciplines. Dans le domaine de la chirurgie de remplacement, c'est l'équipe la plus expérimentée de Suisse (depuis 1987 pour les transplantations, depuis 1993 pour les pompes artificielles). C'est lui qui enregistre le plus grand nombre de cas dans toutes les disciplines de la chirurgie cardiovasculaire et de la cardiologie. De plus, ces 12 dernières années, il a effectué nettement plus de transplantations que Lausanne et Zurich.
Le Centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire jouit d'une excellente réputation à l'étranger. Il joue un rôle déterminant pour l'enseignement et la recherche et, partant, pour la formation du personnel médical et soignant. L'institution offre des emplois intéressants et contribue ce faisant à l'attrait du site cantonal bernois. Priver l'Hôpital de l'Ile des transplantations cardiaques menacerait plusieurs coopérations cliniques et scientifiques importantes nouées avec de grands centres de cardiologie, des universités, des industries et des institutions en Suisse et à l'étranger.
C'est un organe intercantonal (organe de décision MHS) qui a la compétence de prendre les décisions de planification et d'attribution dans le domaine de la médecine hautement spécialisée. La convention intercantonale du 14 mars 2008 relative à la coordination et à la concentration de la médecine hautement spécialisée (CIMHS) définit les critères d'attribution. L'organe de décision MHS est nommé par les membres de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) et il est conseillé par un organe scientifique (organe scientifique MHS). L'organe de décision MHS se compose des directeurs et directrices de la santé publique des cantons d'Argovie, de Bâle-Ville, de Berne, de Fribourg, de Genève, du Tessin, de Lucerne, de Vaud, de St-Gall et de Zurich. C'est lui qui détermine quels domaines de la médecine hautement spécialisée nécessitent une concentration au niveau suisse. Les décisions d'attribution prises par l'organe de décision MHS sont contraignantes. C'est l'organe scientifique MHS qui prépare les décisions sous l'aspect médical et scientifique. Il est composé de 12 experts suisses et étrangers représentant les différentes spécialités de la médecine.
Le 28 mai 2010, l'organe de décision a rendu sa décision de planification de la médecine hautement spécialisée dans le domaine des transplantations cardiaques sans tenir compte des propositions et des recommandations formées par l'organe scientifique dans son rapport du 17 février 2012 et repoussé l'entrée en vigueur de la décision à 2013, après intervention du canton de Zurich.
La qualité, la disponibilité de personnel hautement qualifié et la formation d'équipe, la disponibilité des disciplines de soutien, l'économicité, le potentiel de développement, l'importance du lien avec la recherche et l'enseignement et la compétitivité internationale ne sont plus les seuls critères déterminants. Contrairement à ce que prévoit la CIMHS, la décision est prise essentiellement selon des critères politiques.
D'après des articles parus récemment dans la presse, l'hôpital universitaire de Zurich (USZ) et l'hôpital Triemli de Zurich (STZ) unissent actuellement leurs efforts dans la perspective de l'attribution du mandat pour les transplantations cardiaques. Alors que le Conseil d'Etat zurichois se bat sur tous les fronts pour le site zurichois, rien de semblable dans le canton de Berne. Il serait pourtant grand temps que le Conseil-exécutif fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que l'Hôpital de l'Ile garde les transplantations cardiaques. Le collège gouvernemental doit prendre la direction des opérations et pour ce faire, soutenir activement l'alliance entre Bâle et Berne et également les cantons qui envoient des patients.

Réponse du Conseil-exécutif
La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités. Il lui appartient de décider en dernier ressort.
Le Conseil-exécutif prend clairement fait et cause pour l'Hôpital de l'Ile comme centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire de pointe. Il partage le souhait du motionnaire que le centre universitaire puisse continuer de procéder à des transplantations cardiaques.
Point 1
Le Conseil-exécutif soutient le Centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire de l'Hôpital de l'Ile depuis longtemps, activement et sur plusieurs fronts.
Le débat politique se concentre surtout sur l'attribution des transplantations cardiaques. Mais du point de vue médical, la concentration de ce domaine ne devrait pas être considérée isolément, vu le petit nombre de cas (environ 35 par année dans toute la Suisse) et l'évolution rapide de cette spécialité, qui se manifeste notamment par les grands progrès accomplis dans le développement et l'implantation de cœurs artificiels. Le gouvernement est convaincu qu'il convient plutôt de prendre en compte la qualité de toute la palette des prestations fournies par un pôle cardiovasculaire. Aussi le gouvernement s'engage-t-il pour l'ensemble des activités du Centre de cardiologie et de chirurgie cardiovasculaire de l'Hôpital de l'Ile.
Le projet de renforcement du site médical de Berne, qui prévoit le regroupement de l'hôpital universitaire et du Spital Netz Bern AG, entraînera l'intégration des offres de prestations, une répartition claire des rôles et la mise en place de parcours de soins uniformes entre les différents sites. Ce processus permettra à l'hôpital universitaire de se concentrer encore davantage sur la médecine hautement spécialisée et sur ses priorités stratégiques. La médecine cardiovasculaire en fait partie, avec la neurologie et l'oncologie.
Le Conseil-exécutif s'investit également de tout son poids pour l'Hôpital de l'Ile dans la procédure d'attribution des prestations prévue par la CIMHS. En 2012, une cellule de réflexion cantonale, à laquelle participent la SAP, l'INS, l'Université et l'Hôpital de l'Ile, a été créée à l'initiative du directeur de la SAP pour élaborer des stratégies visant à renforcer le centre universitaire dans le domaine de la chirurgie cardiovasculaire dans son ensemble. Par ailleurs, le directeur de la SAP et son homologue du canton de Bâle-Ville se sont rencontrés à plusieurs reprises dans le cadre de l'Alliance stratégique Bâle-Berne en médecine. Les deux cantons ont pu mettre en place une coordination optimale dans plusieurs secteurs de la médecine de pointe. Des entretiens sont également en cours avec les directeurs de la santé d'autres cantons.
Point 2
Des échanges intensifs ont ainsi eu lieu sur l'attribution des mandats dans le cadre de l'Alliance stratégique Bâle-Berne en médecine, tant entre les hôpitaux universitaires qu'entre

les directeurs de la santé. Les décisions à venir de l'organe MHS font également l'objet de discussions ponctuelles avec d'autres cantons.
Soutenir l'Hôpital de l'Ile dans le domaine de la médecine hautement spécialisée constitue une tâche permanente du Conseil-exécutif. Dès lors, il propose l'adoption de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

La présidente. Da der Regierungsrat Annahme der Motion beantragt, besteht keine Differenz zwischen Regierung und Motionär. Wir stimmen über die Motion ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	130
Non	0
Abstentions	2

La présidente. Der Grosse Rat hat die Motion angenommen.

Affaire 2013.0078

Numéro de l'intervention:	030-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.01.2013
Déposée par:	Haldimann (Berthoud, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	4
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	230/2013
Direction:	SAP

Renforcement du site médical bernois: à quel prix?
D'après le Conseil-exécutif, le site médical bernois va être renforcé. En vertu de quelles données consolidées fait-il cette affirmation ? Le site va-t-il devenir plus rentable ? La qualité va-t-elle augmenter ? La position de la médecine hautement spécialisée sera-t-elle améliorée en comparaison nationale et internationale ? Dans l'affirmative, pourquoi ? Est-il vraiment opportun de parler du « plus grand hôpital de Suisse » ?
Le fait de confier la direction de l'ensemble des soins hospitaliers, hôpitaux compris, à des professeurs ordinaires ne risque-t-il pas de pousser les coûts à la hausse et de nuire à la médecine de proximité ?
Le Conseil-exécutif peut-il garantir que la fusion de l'Hôpital de l'Ile et des hôpitaux du SNB ne va pas se traduire par une augmentation du nombre de cas « universitaires » et donc par une augmentation des coûts au détriment des contribuables et assurés ?
Supposé-je à raison que le projet ne profite qu'à la Faculté ?

Réponse du Conseil-exécutif
Remarque liminaire
Le Conseil-exécutif présentera au Grand Conseil à la session de juin 2013 un rapport sur le renforcement du site médical bernois, qui répond de manière plus détaillée aux questions soulevées par la présente interpellation.
1.
Les conseils d'administration de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz Bern AG fondent leur stratégie et leurs décisions concernant la fusion des deux entreprises sur une large base de données médicales et entrepreneuriales. Il s'est agi en fait d'élaborer un plan intégré de développement et de financement pour la nouvelle entité et de le comparer aux plans individuels des deux entreprises dans l'hypothèse de la poursuite séparée de leurs activités.
Les deux établissements formeront à l'avenir une seule entreprise établie sur plusieurs sites (hôpital universitaire, hôpitaux centraux et hôpitaux décentralisés) gérée de manière uniforme, offrant un système de soins complets, la mise en place de parcours de soins uniformes entre les différents sites et alliant des traitements de qualité supérieurs à l'enseignement et à la recherche académiques. Les patients bénéficieront au sein du système du traitement adéquat de qualité sur le site le mieux adapté, à un prix adéquat. Les deux conseils d'administration estiment en effet que le regroupement offre un potentiel de diminution des coûts et d'accroissement des recettes qui n'existe pas si les deux sociétés poursuivent chacune de leur côté.
La mise en œuvre de cette stratégie est sans nul doute un défi majeur pour les conseils d'administration et les cadres de deux sociétés. Si les travaux poursuivent leur cours favorable, le Conseil-exécutif estime que le site médical bernois pourra être renforcé comme suit :
En utilisant toutes les possibilités de réduction des coûts et d'accroissement des recettes identifiées et en améliorant les structures, l'établissement public opérera de manière plus économique dans la région de Berne, ce qui lui permettra de faire face au défi que constituent le nouveau système de financement et les investissements nécessaires.
Le regroupement des offres de prestations, la répartition claire des rôles et la mise en place de parcours de soins uniformes entre les différents sites auront des répercussions positives tant sur la position de l'Hôpital de l'Ile en qualité d'hôpital universitaire (concentration sur les priorités stratégiques et la médecine de pointe) que sur la qualité des traitements de l'ensemble de l'entreprise.
La coopération de la nouvelle entreprise avec la Faculté de médecine renforcera aussi la position de l'Université, la création de plus grandes cliniques augmentant le nombre de cas et favorisant l'interconnexion des prestations médicales et de l'enseignement.
2.
Les grands domaines médicaux formeront des cliniques universitaires sur un ou plusieurs sites (Hôpital de l'Ile, policliniques), dirigées par les directeurs et professeurs en place. Les médecins-chefs des hôpitaux centraux siègeront dans la direction. Le Conseil-exécutif estime que ce modèle d'exploitation offrira la meilleure utilisation de l'infrastructure et donnera le plus grand nombre de cas dans les divers domaines médicaux, avec la meilleure fourniture de prestations dans de meilleures conditions économiques.
La nouvelle entreprise offrira aux patients et patientes le traitement nécessaire dans un système complet d'un seul tenant. Les parcours de soins uniformes permettront d'obtenir sans délai les soins requis sur le site le mieux adapté. L'accès à l'ensemble du système étant garanti sur tous les sites, il est facilité et proche des usagers et usagères.
Le Conseil-exécutif estime que la stratégie est prometteuse. Sa

mise en œuvre implique cependant que toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs se conçoivent sur tous les sites comme faisant partie de la même entreprise et accomplissent leur travail dans la perspective de l'ensemble.
3.
Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas judicieux pour le moment de regrouper la structure de revenu des deux établissements. Cela signifie tant que tous les hôpitaux n'appliquent pas le même prix de base, il restera donc différent à l'Hôpital de l'Ile en qualité d'hôpital universitaire et dans les établissements de Spital Netz Bern AG. Les craintes de l'auteur de l'interpellation paraissent donc infondées, bien que le Conseil-exécutif ne soit pas en mesure de donner des garanties à ce sujet. Le gouvernement relève que le modèle d'exploitation de la nouvelle entité mise sur la prise en charge adéquate des patients et patientes dans la structure appropriée, au coût correspondant. Il estime que le succès de la nouvelle entreprise dépendra essentiellement de sa réussite sur ce point.
4.
Les objectifs du Conseil-exécutif pour le projet « Renforcer le site médical de Berne » consistent à optimiser l'offre des hôpitaux de l'agglomération bernoise financés par les pouvoirs publics en termes de qualité et d'économicité, à renforcer la position de l'Hôpital de l'Ile en tant qu'hôpital universitaire et à garantir le rôle prépondérant de l'Université de Berne en matière d'enseignement et de recherche dans le domaine de la médecine. Le gouvernement estime que le regroupement de l'Hôpital de l'Ile et des établissements de Spital Netz Bern AG vont dans ce sens et que le site médical bernois en sortira consolidé. Le projet ne profite pas uniquement à la Faculté de médecine ou à l'Université, mais aussi aux deux hôpitaux publics de Berne, à leur personnel, au canton en sa qualité de propriétaire et, surtout, aux patients et patientes qui pourront bénéficier des services de l'hôpital universitaire, des deux hôpitaux centraux et des hôpitaux décentralisés.

Traitement groupé avec l'affaire 2013.0076, interpellation 031-2013 ci-après.

Affaire 2013.0076

Numéro de l'intervention:	031-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.01.2013
Déposée par:	Haldimann (Berthoud, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	3
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	20.02.2013
Numéro de l'ACE	231/2013
Direction:	SAP

Regroupement de l'Hôpital de l'Ile et du Centre hospitalier régional de Berne: risques financiers pour le canton de Berne?

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
Jusqu'à la fin 2011, le projet de renforcement du site médical bernois a coûté au moins deux millions de francs, coûts internes inclus. A combien s'élèvent les coûts complets et d'où proviennent jusqu'à présent les financements ?
A combien estime-t-on le budget à consacrer à la modification structurelle des deux entreprises ?
Comment se portent actuellement les finances de l'Hôpital de l'Ile et du centre hospitalier régional de Berne (SNB AG) ? Ces deux entités seront-elles en mesure de supporter ces coûts ?
Le Conseil-exécutif garantit-il que la nouvelle entreprise de facto pourra financer, sans exception aucune, tant les investissements que les frais d'exploitation ?

Réponse du Conseil-exécutif

Remarque liminaire
Le Conseil-exécutif présentera au Grand Conseil à la session de juin 2013 un rapport sur le renforcement du site médical bernois, qui répond de manière plus détaillée aux questions soulevées par la présente interpellation.
1.
Le Grand Conseil a autorisé en mars 2011 un crédit de 2,626 millions de francs par arrêté no 52 du 29 mars 2011 pour financer le projet principal de renforcement du site médical de Berne. Le Conseil-exécutif avait auparavant accordé 676 000 francs pour l'étude préalable.
Le crédit débloqué par le Grand Conseil de 2011 à 2013 s'élève donc à 1,95 million de francs, dont environ 1,9 million a servi à payer les experts externes. Le crédit a donc été respecté.
La SAP et les deux entreprises ont puisé dans leurs ressources en personnel. Depuis que les deux entreprises ont pris la direction du projet en mars 2012, de nombreuses personnes clés des deux établissements participent aux travaux.
Le coût des ressources en personnel de la SAP entrent pour une bonne part dans les charges de personnel de la Direction, alors que celui des deux établissements est compris dans leurs comptes respectifs. Détailler les coûts complets de ces dépenses dépasse la charge raisonnable.
2.
Le projet a révélé que le regroupement des deux entreprises occasionnerait des dépenses uniques et des dépenses récurrentes dans divers domaines (informatique, harmonisation des conditions de travail, etc.). Le coût prévisible de la transformation est en cours de définition dans le cadre de la planification détaillée du regroupement. Les deux conseils d'administration devront se prononcer à ce sujet ce printemps.
3.
Les finances de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG sont bonnes selon le conseil d'administration. Mais les deux entreprises seraient rapidement confrontées à des difficultés si elles devaient poursuivre leurs activités séparément.
La nouvelle entité, elle aussi, devra faire face à d'importants défis financiers à moyen terme, qui ne sont pas dus en premier lieu au regroupement mais bien aux conditions issues du nouveau système de financement hospitalier selon la LAMal. L'Hôpital de l'Ile et le Spital Netz Bern AG ne sont pas seuls à être confrontés à ces enjeux, car tous les hôpitaux de Suisse le sont.
Pour pouvoir financer l'exploitation et les investissements nécessaires à long terme, il faudra utiliser l'ensemble du potentiel de réduction des coûts et d'accroissement des recettes identifié par les conseils d'administration des deux entreprises. Il faut aussi passer au crible la structure des coûts actuels.
Le gouvernement estime que l'Hôpital de l'Ile et Spital Netz Bern AG sont en mesure de faire face à ce défi majeur, bien qu'il ne puisse donner de garanties à ce sujet.

La présidente. Der Interpellant ist von den Antworten sowohl

auf diese wie auf die vorangegangene Interpellation (Geschäft 2013.0078 Interpellation 030-2013) nicht befriedigt. Er gibt an dieser Stelle eine Erklärung zu beiden Interpellationen ab.

Franz Haldimann, Berthoud (PBD). Ich habe keine Illusionen, bei diesem grossen und kostspieligen Geschäft noch etwas bewirken zu können. Zuhanden des Grossen Rats in zehn Jahren ist mir aber die Protokollierung sehr wichtig. Die Antworten auf die beiden Interpellationen sind leider absolut unverbindlich, oberflächlich und im Konjunktiv gehalten. Nun haben wir noch den versprochenen Bericht zur Insel erhalten, der leider gleich wenig aussagt. Es wird klar, dass sich der Regierungsrat im totalen Blindflug befindet. Er kennt die effektiv viel höheren Vollkosten des Projekts nicht. Er kennt die künftigen riesigen Transformationskosten nicht. Er kann nicht garantieren, dass über die Menge der so genannten universitären Fälle die Prämien nicht zusätzlich belastet werden und die Grundversorgung im Kanton keinen Schaden nimmt. Ebenso wenig kann er klar und deutlich sagen, ob das Projekt den Steuerzahler zusätzlich belasten wird. Schliesslich weiss der Regierungsrat nicht, wie zuweisende Ärzte auf die Fusion reagieren werden. Von zwei Verwaltungsräten zu sprechen, wie es im Projekt erfolgt, wirkt für viele Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zynisch. Es handelt sich nicht um eine Hochzeit, sondern um eine Zwangsheirat. Herr Regierungsrat: Wo sind die Zahlen, die jeder durchschnittliche Projektleiter bei einem so grossen Projekt verlangen würde? Eine Mengenausweitung auf allen Stufen ist in diesem Fusionsprojekt vorprogrammiert. Wenn ich in Bern praktizieren würde, wäre ich froh, dass die bevorstehende Schwächung des öffentlichen Angebots zum Glück durch die Privatspitäler sicher kompensiert werden kann. Ich bleibe auf jeden Fall dran.

La présidente. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der GEF angelangt. Ich danke Herrn Regierungsrat Philippe Perrenoud für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen guten Nachmittag.

Affaire 2013.0020

Rapports d'information 2009, 2010 et 2011 de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin aux membres de la Commission interparlementaire de la Convention scolaire romande ; comptes 2009, 2010, 2011 ; budgets 2010, 2011, 2012

La présidente. Ich begrüsse den Erziehungsdirektor zu den Geschäften der Erziehungsdirektion. Gibt es zu diesem Geschäft Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall. Damit hat der Grosse Rat die Berichte stillschweigend zur Kenntnis genommen.

Affaire 2013.0150

Direction de l'instruction publique ; Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (I n° 1476) ; dépassement de solde dans le domaine des charges de personnel ; groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire ; crédit supplémentaire 2012

Annexe 5, ACE 0154/2013

La présidente. Wünscht Grossrätin Küng das Wort? – Sie verzichtet. Wird das Wort aus dem Rat gewünscht? – Das ist der Fall. Grossrätin Geissbühler hat das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Mich erstaunt es nicht, dass bei diesem Nachkredit niemand eine kritische Stellungnahme abgibt. Die Kostenfrage in der Bildung ist ein Tabuthema. Trotzdem traue ich mich jetzt, etwas dazu zu sagen. Bereits bei der ersten Schulreform hatte ich eine Motion zum Thema «Kosten und Nutzen von Bildungsreformen hinterfragen» eingereicht. Zu drei weiteren Reformen in der Volksschule reichte ich ebenfalls Motionen ein, zum selben Thema. Es war erstaunlich. Obschon das Thema «Kosten» in der Überschrift stand, wurde es gar nie aufgenommen – weder in der Antwort noch im Grossen Rat, weil man ein Aussenseiter ist, wenn man etwas über die Kosten in der Bildung wissen will. Die erste Motion hatte die Integration aller Kinder in die Regelklassen betroffen. Ich stellte damals schon fest, dass es in den Regelklassen zu Riesenproblemen führen werde. Erstens sind die Lehrer für die heilpädagogischen Aufgaben nicht ausgebildet, und zweitens wären sie überfordert. Ich wollte wissen, wie teuer es zu stehen komme, wenn man das so macht. Es hiess, die Kleinklassen seien dermassen teuer, dass es nur billiger kommen könne. Und wovor stehen wir nun? Über hundert Förderstellen wurden pro Jahr von der Erziehungsdirektion gesprochen. Dutzende von SOS-Stellen wurden geschaffen von Lehrern, die diese Kinder nun in den Regelklassen betreuen. Parallel zu dieser Integration konnte man feststellen, dass Burn-outs von Lehrern extrem zugenommen haben. Im letzten Jahr waren es 81, und zwar immer mit einer Abwesenheit dieser Burn-out-Lehrer von zirka einem halben Jahr, was wieder ungefähr 5 Mio. Franken ausmacht. Genaue Zahlen habe ich keine, man muss es selbst ausrechnen. Für mich war es ganz klar, dass wir mit diesen Reformen bei den Kosten in eine sehr schwierige Situation kommen. Und nicht nur bei den Kosten, sondern auch beim Nutzen, denn es bringt gar nicht viel. Nun habe ich eine Interpellation eingereicht und hoffe, dass bei der Aufgaben- und Strukturüberprüfung wirklich zu den einzelnen Reformen ganz genaue Zahlen aufgelistet werden, damit man sieht, was sie uns heutzutage kosten. Und noch etwas anderes: Wir werden immer wieder angegangen, auch wieder im LEBE-Heftli, der Grosse Rat, vor allem die SVP und die Bürgerlichen, sparten die Bildung zu Tode. Ich möchte Ihnen noch schnell eine Grafik zeigen (l'oratrice montre le graphique à l'assemblée): Die roten Säulen sind die Bildung von 2001 bis 2012. In nicht einmal zehn Jahren stiegen die Kosten von 2 Mrd. Franken auf 3 Mrd. Franken. Ich denke, das geschah vor allem in der Volksschule. Ich finde es daneben, wenn man den Kredit nun in den Berufsschulen kompensiert, denn Berufsschulen sind etwa ganz Wichtiges für uns. Ich bitte Sie, sich noch Gedanken zu diesem Thema zu machen.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption	
Oui	90
Non	5
Abstentions	2

La présidente. Der Grosse Rat hat das Kreditgeschäft genehmigt.

Affaire 2012.0968

Numéro de l'intervention:	161-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	09.07.2012
Déposée par:	Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	Non 06.09.2012
Date de la réponse:	13.02.2013
Numéro de l'ACE	197/2013
Direction:	INS

Elèves surdoués: pas de cours particuliers!

Un ou deux pour cent des élèves sont considérés comme des surdoués dans le canton de Berne. Ces enfants et ces adolescents aux capacités intellectuelles exceptionnelles peuvent suivre des cours conçus spécialement pour eux. Ces cours sont actuellement proposés quel que soit le nombre d'élèves inscrits. A l'extrême, on pourrait imaginer que des cours soient organisés même pour un seul élève. Or, les cours particuliers génèrent des coûts plus élevés que l'enseignement en groupe, une situation intolérable compte tenu de l'état des finances publiques.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est chargé de subordonner le plus rapidement possible la tenue de ces cours à l'inscription d'un nombre minimal d'élèves.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. C'est lui qui décide en dernier ressort.

L'entrée en vigueur, le 1er janvier 2008, de l'ordonnance du 19 septembre 2007 régissant les mesures pédagogiques particulières à l'école enfantine et à l'école obligatoire (OMPP) a permis au Conseil-exécutif de s'atteler à la mise en œuvre du mandat parlementaire dont il a été investi à l'issue de la révision de la loi de 2001 sur l'école obligatoire (voir l'art. 17 LEO).

En vertu de l'article 16 de l'ordonnance de Direction du 30 août 2008 régissant les mesures pédagogiques particulières à l'école enfantine et à l'école obligatoire (ODMPP), les communes peuvent organiser les mesures de soutien aux surdoués de manière intégrative (dans le cadre de l'enseignement régulier) ou séparative (organisation de cours en dehors de la classe). Sont admis aux programmes conçus spécialement pour les élèves à haut potentiel intellectuel les élèves dont le quotient intellectuel est égal ou supérieur à 130. Dans le canton de Berne, environ 500 élèves suivent un tel programme, soit 0,5 pour cent de l'ensemble des élèves de la scolarité préscolaire et obligatoire. Les communes disposent à cet effet d'un pool d'une leçon hebdomadaire pour 100 élèves.

Demande du motionnaire

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif « de subordonner le plus rapidement possible la tenue de ces cours à l'inscription d'un nombre minimal d'élèves ». Il argue que les cours particuliers génèrent des coûts élevés et estime qu'il y a là un potentiel d'économies.

Le Conseil-exécutif attire l'attention sur le fait que la taille des groupes mis en place dans le cadre des cours destinés aux surdoués est déjà définie à l'article 17, alinéa 1 de l'ordonnance de Direction précitée : « Les cours comprennent un minimum de trois et un maximum de douze élèves ». Il est de règle, dans la mise en œuvre des mesures de soutien aux surdoués, que celles-ci soient organisées sous forme de cours respectant les effectifs minimums définis dans l'ODMPP. De nombreuses communes se regroupent pour organiser ces mesures et mettent en commun les pools de leçons attribués.

Il peut néanmoins arriver que dans certaines communes ou écoles de petite taille, le nombre de trois surdoués ne soit pas atteint pour organiser de tels cours. Or en vertu de l'article 17 LEO, ces élèves en sous-effectif ont aussi le droit de recevoir un soutien spécifique. Ils peuvent alors bénéficier, à raison d'une à trois leçons hebdomadaires, de l'intervention en classe d'un enseignant ou d'une enseignante supplémentaire si la commune ne s'est pas regroupée avec d'autres communes pour organiser des cours en dehors de la classe.

Ce type de soutien en classe se justifie non seulement par le fait qu'il stimule les surdoués dans une démarche intégrative au sens de l'article 17 LEO, mais aussi par le fait qu'il peut être bénéfique à d'autres élèves doués dans la classe. Il y a donc lieu de maintenir la possibilité d'offrir un soutien intégratif aux enfants qui ont un QI de 130 ou plus, car ils remplissent les conditions pour bénéficier de mesures.

La Direction de l'instruction publique estime que le nombre d'élèves surdoués qui reçoivent de manière isolée un soutien dans la classe est très réduit (il n'existe pas de statistiques à ce sujet, mais la Direction évalue leur nombre à 20 pour l'ensemble du canton). Si ces élèves ne bénéficiaient pas de ce soutien intégratif dans leur école, ils devraient se rendre dans une autre commune pour suivre le programme de soutien mis en place pour les surdoués (solution entraînant généralement le transfert des leçons attribuées). Les économies seraient d'autant plus faibles que le transport des élèves générerait des coûts supplémentaires.

Le nombre minimum de participants aux cours destinés aux surdoués étant déjà défini par voie d'ordonnance de Direction et les communes n'étant pas autorisées à dépasser le pool de leçons qui leur est attribué pour l'organisation du soutien aux surdoués, le canton maîtrise les coûts dans ce domaine.

Depuis le 1er août 2011 et après une phase d'introduction de deux années, l'article 17 LEO a été mis en œuvre dans son intégralité. Une évaluation complète de la mise en œuvre a débuté en 2009 et s'achèvera en 2014. La Direction de l'instruction publique se fondera sur les résultats de cette évaluation pour examiner la nécessité d'adapter l'ODMPP en vue de modifier la pratique liée à l'attribution des leçons destinées aux mesures de soutien aux surdoués.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Grossrat Guggisberg wandelt seine Motion in ein Postulat. Damit besteht keine Differenz zum Regierungsrat mehr. Gibt es dazu noch Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall. Wir stimmen über das Postulat ab.

Vote

Décision du Grand Conseil : Adoption sous forme de postulat	
Oui	90
Non	0
Abstentions	4

La présidente. Der Grosse Rat hat das Postulat angenommen.

Affaire 2012.1134

Numéro de l'intervention:	171-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Linder (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	13
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	107/2013
Direction:	INS

Bourses plutôt qu'aide sociale: harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé de présenter un projet législatif d'harmonisation du régime des bourses et des normes de l'aide sociale au Grand Conseil dans la perspective de l'adhésion au Concordat sur les bourses d'études. Les aspects suivants seront pris en considération :

L'harmonisation prend comme référence les tarifs de l'aide sociale tels que définis dans les normes de la CSIAS.

Les adolescents et les jeunes adultes sans formation qui ont droit à l'aide sociale et qui suivent une formation reconnue couvrent dorénavant leurs besoins par une bourse. Le remplacement de l'aide sociale intervient sans effet de seuil.

La Direction de l'instruction publique, celle de la santé publique et de la prévoyance sociale et celle de l'économie publique collaborent étroitement, de manière institutionnalisée, à la mise en œuvre du nouveau régime.

Le Conseil-exécutif évalue la mise en œuvre du nouveau régime et informe régulièrement le Grand Conseil de son impact sur les finances et sur la politique d'intégration.

Développement

Le canton de Berne a un taux de diplômés du secondaire II de 95 pour cent, se plaçant ainsi dans le peloton de tête. Pourtant, 5000 jeunes entre 18 et 25 ans touchent l'aide sociale, dont 3500 n'ont pas de diplôme de fin d'études. Ces chiffres correspondent à la moyenne suisse : deux tiers des jeunes entre 18 et 25 ans bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas de titre de formation. Pour la CSIAS, « l'absence ou l'interruption d'une formation professionnelle marque souvent le début d'une évolution qui mène à l'aide sociale ».

L'harmonisation du régime des bourses d'études et de l'aide sociale pourrait améliorer sensiblement la situation. La bourse d'études permet aux jeunes issus de familles menacées de pauvreté sans pour autant toucher l'aide sociale de suivre une formation sans compromettre l'équilibre financier de la famille. Les jeunes qui bénéficient de l'aide sociale sortent quant à eux de ce système et évitent de tomber dans la pauvreté chronique. Le caractère subsidiaire de l'aide sociale est en outre ainsi préservé. Le recours au case management déploie ainsi tous ses effets.

Le canton de Vaud a fait d'excellentes expériences avec l'harmonisation des bourses d'études et de l'aide sociale. Le budget des bourses d'études a considérablement augmenté, mais l'aide sociale a été soulagée d'autant. L'intégration durable des jeunes dans le marché du travail va se traduire en outre à moyen terme par un allégement supplémentaire des charges financières en général et des charges de l'aide sociale en particulier. Mais surtout, les jeunes peuvent se voir offrir des perspectives d'intégration durable dans le monde du travail. La CSIAS recommande à tous les cantons d'harmoniser bourses d'études et aide sociale. L'amélioration du régime des bourses est par ailleurs un des objectifs définis par le Conseil-exécutif dans son programme de législature 2010 à 2014.

La réussite du projet passe par une collaboration étroite entre les Directions et offices concernés. C'est vrai en particulier pour la Direction de l'instruction publique (bourses), la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (aide sociale) et la Direction de l'économie publique (beco). L'évaluation concomitante du projet est nécessaire si l'on veut connaître à tout moment l'impact financier et social des mesures et pouvoir si nécessaire rectifier le cap.

Réponse du Conseil-exécutif

Introduction

Se référant au communiqué de presse de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et à la description du programme FORJAD (formation professionnelle pour jeunes adultes) adopté par le canton de Vaud, la motionnaire demande d'adapter les bases légales régissant les subsides de formation dans la perspective de l'adhésion du canton de Berne au Concordat sur les bourses d'études. Elle charge le Conseil-exécutif de présenter un projet au Grand Conseil qui, à l'instar du programme FORJAD, permettra d'harmoniser le régime des bourses d'études et les normes de l'aide sociale. A son sens, cette harmonisation devrait prendre comme référence les tarifs de l'aide sociale tels que définis dans les normes de la CSIAS. Les adolescents qui ont droit à l'aide sociale ainsi que les jeunes adultes issus de familles menacées de pauvreté sans pour autant toucher l'aide sociale devraient, pendant leur formation, pouvoir financer leurs besoins au moyen d'une bourse, en remplacement de l'aide sociale.

Les chiffres de l'aide sociale le prouvent : en dépit du système actuel des bourses, une importante partie des jeunes adultes en formation (27 %) dépend de l'aide sociale, ce qui indique un déficit d'harmonisation entre les deux prestations. Fort de cette constatation, le Conseil-exécutif a donné mandat d'examiner l'harmonisation entre le régime d'octroi des bourses et les normes de l'aide sociale (ACE 1735 du 1.12.2010). Début 2011, un groupe de travail réunissant des collaborateurs et collaboratrices de la Direction de l'instruction publique et de celle de la santé publique et de la prévoyance sociale a entamé les préparatifs de la mise en œuvre du mandat de vérification octroyé par le Conseil-exécutif. Ce mandat consistait à identifier les lacunes dans les interactions entre bourses et aide sociale puis, sur cette base, à formuler des propositions visant à mieux harmoniser les deux systèmes. Condition importante au vu de la situation financière : étant donné que les deux systèmes ont fait leurs preuves, il fallait les harmoniser sans les réformer en profondeur. Les solutions proposées devaient donc prendre en compte deux logiques parfois très différentes sans en modifier les principes. Les résultats et les propositions peuvent être consultés dans le troisième rapport social intitulé « La lutte contre la pauvreté dans le canton de Berne » (adopté par le Conseil-exécutif le 29.11.2012). Comme cela ressort du rapport, le Conseil-exécutif place l'harmonisation du système des bourses et de l'aide sociale dans les mesures prioritaires, parmi d'autres. Il ne considère en revanche pas approprié de trans-

former le régime des bourses en un programme cantonal destiné à couvrir les besoins vitaux uniquement de groupes déterminés de la population. Le canton de Berne a les ressources et les instruments nécessaires pour accorder un soutien suffisant à toutes les personnes désireuses de se former, y compris à la grande majorité d'entre elles qui ne reçoivent pas d'aide sociale.

Chiffre 1

La question de l'harmonisation des bourses et de l'aide sociale est à l'étude depuis longtemps dans le canton de Berne. A la suite du rapport social 2010, le Conseil-exécutif a, par l'ACE 1735 du 1er décembre 2010, chargé la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de rédiger, en collaboration avec les autres Directions, un rapport mettant en œuvre la motion Lüthi 044/2010 « Lutte contre la pauvreté dans le canton de Berne » et de le lui soumettre d'ici à 2012. Il s'agissait parmi d'autres mesures d'examiner l'harmonisation du système de bourses et de l'aide sociale et de proposer des solutions.

Le Conseil-exécutif a adopté le troisième rapport social (2012) le 29 novembre 2012. L'harmonisation des bourses et de l'aide sociale figure parmi les mesures prioritaires de lutte contre la pauvreté. Cependant, au vu de la situation financière actuelle, le Conseil-exécutif a renoncé à réformer en profondeur les deux systèmes de prestations qui ont néanmoins fait leurs preuves. Il tient malgré tout à accroître l'efficacité dans le domaine des prestations sociales en optimisant les interactions entre ces deux systèmes. Le rapport met notamment en évidence le fait que le canton de Berne possède tout un arsenal de mesures qu'il s'agit de mieux coordonner, harmoniser et compléter si nécessaire.

Un premier pas important vers l'harmonisation du système de bourses et de l'aide sociale a été franchi lorsque les taux applicables aux frais d'entretien (forfait pour l'entretien, frais de logement et frais médicaux de base) ont été adaptés au renchérissement lors de la modification au 13 juin 2012 de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation. Cette adaptation a constitué un premier alignement important sur les normes de l'aide sociale. Cela n'exclut cependant pas une harmonisation plus approfondie et ne rend pas superflu l'examen demandé en décembre 2010 par le Conseil-exécutif. Un deuxième pas consistera à mettre en œuvre les mesures jugées prioritaires dans le rapport social (voir aussi ch. 4). Le programme FORJAD lancé en 2006 par le canton de Vaud et introduit définitivement en 2010 est un programme cantonal général d'intégration permettant aux jeunes de 18 à 25 ans soutenus par l'aide sociale de recevoir pour leur formation des bourses d'études couvrant le minimum vital, en lieu et place de l'aide sociale. Le taux de réussite de 65 pour cent (poursuite de la formation ou achèvement d'un apprentissage) du programme FORJAD est encourageant mais a un coût considérable tant sur le plan financier que sur celui du personnel. Selon les informations du Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud, les dépenses pour les bourses ont augmenté d'environ 25 millions de francs entre 2009 (33 millions) et 2010 (58 millions). Parallèlement, le montant économisé dans l'aide sociale n'a été que de 11 millions de francs. De plus, l'Office cantonal des bourses d'études a dû engager deux personnes à plein temps. Au total, la gestion du programme requiert trois postes à 100 pour cent. En ce qui concerne le canton de Berne, on ne peut qu'estimer l'augmentation des moyens financiers pour les bourses ou les économies qui seraient obtenues dans l'aide sociale. Si l'on se base sur le rapport social 2012, les extrapolations réalisées les années précédentes et les estimations effectuées à partir de celles-ci indiquent que les mesures d'harmonisation engendreront un coût net annuel de 7,5 millions de francs environ (dépenses supplémentaires imputables aux bourses moins décharge de l'aide sociale). Une harmonisation plus poussée, comme celle réalisée dans le projet FORJAD, générerait des frais supplémentaires sensiblement plus élevés. Dans le cadre de l'examen ultérieur et de l'allègement possible de l'aide sociale, il faudrait suffisamment tenir compte des différences du système de financement des bourses et de l'aide sociale. Contrairement à ce qui existe dans le régime des bourses, les prestations d'aide sociale sont régies par un système de compensation des charges entre le canton et les communes. Suivant le résultat des travaux, il faudrait envisager d'adapter le financement des bourses (système de compensation des charges) car les charges des communes dans le domaine de l'aide sociale seraient moins importantes.

Chiffre 2

Le régime des bourses et l'aide sociale se différencient de par leurs tâches, leurs groupes cibles et leurs ressources. Il n'est par conséquent pas possible de fixer comme objectif prioritaire que les personnes en formation ne reçoivent pas d'aide sociale. Il faut plutôt faire en sorte que les acteurs de ces deux systèmes collaborent efficacement de manière à permettre à moyen terme un remplacement de l'aide sociale par l'accomplissement d'une formation. Il s'agit également de relever que les bénéficiaires de l'aide sociale ne sont pas tous en mesure d'aller jusqu'au bout d'une formation. Le taux d'abandon de 35 pour cent constaté dans le programme FORJAD en est la preuve. Dans de tels cas, cela explique malheureusement la dépendance à l'aide sociale, malgré les multiples mesures déployées.

Le canton de Berne a les ressources et les instruments nécessaires pour accorder un soutien suffisant à toutes les personnes désireuses de se former, y compris à la grande majorité d'entre elles qui ne reçoivent pas d'aide sociale. Conformément à la législation actuelle sur l'octroi de subsides de formation, le montant maximum accordé à une personne en formation ayant son propre domicile est de 30 000 francs par an dans la mesure où les parents sont sans ressources (le montant le plus élevé correspond au découvert calculé pour la personne en formation, soit la différence entre les frais reconnus et les revenus déterminants. Le montant est cependant limité du fait que les coûts pris en compte sont plafonnés). Dans de tels cas, le remplacement de l'aide sociale est aujourd'hui déjà réalité. Pour établir le montant de la bourse, on se base sur la situation familiale. Signalons dans ce contexte l'obligation des parents énoncée dans le code civil : dans la mesure où les circonstances permettent de l'exiger d'eux, les parents doivent subvenir à l'entretien de l'enfant jusqu'à ce qu'il ait acquis une première formation, et ce même au-delà de l'âge de 18 ans (art. 276 ss CC). On ne versera donc pas de bourses d'études à des jeunes dès l'âge de 18 ans sans tenir compte de la situation de leurs parents. Les bourses d'études ne doivent pas non plus financer les frais de logement de jeunes adultes avant qu'ils ne soient en mesure de les assumer eux-mêmes. Il est important de ne pas donner de signaux erronés dans l'octroi de bourses d'études. En effet, les familles disposant de peu de moyens qui financent elles-mêmes leurs besoins vitaux et la formation de leurs enfants se sentiraient flouées si l'Etat finançait entièrement le ménage de jeunes bénéficiaires de l'aide sociale.

Chiffre 3
Par l'ACE 1735 du 1er décembre 2010, le Conseil-exécutif a donné mandat d'harmoniser les systèmes de bourses d'études et d'aide sociale. Début 2011, un groupe de travail réunissant des collaborateurs et collaboratrices de la Direction de l'instruction publique et de celle de la santé publique et de la prévoyance sociale a entamé les préparatifs de la mise en œuvre du mandat de vérification octroyé par le Conseil-exécutif. Ce mandat consistait à identifier les lacunes dans les interactions entre bourses et aide sociale puis, sur cette base, à formuler des propositions visant à mieux harmoniser les deux systèmes. Condition importante au vu de la situation financière : étant donné qu'ils ont fait leurs preuves, il fallait les harmoniser sans les réformer en profondeur. Les solutions proposées devaient donc prendre en compte deux logiques parfois très différentes sans en modifier les principes.
La collaboration au sein de ce groupe de travail a fait ses preuves et peut être qualifiée de constructive. On peut donc supposer que cette collaboration entre la Direction de l'instruction publique et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale sera poursuivie et intensifiée dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'harmonisation du système de bourses d'études et de l'aide sociale jugées prioritaires dans le rapport social.
Chiffre 4
Dans les années 2007 à 2009, la Direction de l'instruction publique a évalué l'efficacité des subsides de formation. Les résultats de cette étude ont été soumis à la Commission de haute surveillance du Grand Conseil.
Une fois qu'il aura connaissance des éventuelles décisions d'orientation que le Grand Conseil prendra lors de ses délibérations sur le rapport social 2012, le Conseil-exécutif, d'une part, poursuivra son analyse et, d'autre part, lancera la mise en œuvre des mesures jugées prioritaires qui empruntent des voies décisionnelles différentes (suivant qu'il s'agit d'une mesure relevant du Grand Conseil, du Conseil-exécutif ou de Directions). Les mesures prioritaires d'harmonisation du système de bourses d'études et de l'aide sociale peuvent quant à elles être mises en œuvre par le Conseil-exécutif au niveau de l'ordonnance. La réalisation devra être effectuée par étapes pour tenir compte des difficultés financières du canton de Berne.
Conclusions
Dans ce contexte et vu les mesures d'économie exigées par la situation financière extrêmement tendue du canton de Berne, le Conseil-exécutif se voit obligé de proposer le rejet de la présente motion dans sa version absolue et contraignante. Il est toutefois favorable à son adoption sous forme de postulat, étant donné qu'elle a pour objectif l'harmonisation du régime des bourses et de l''aide sociale et qu'elle épouse par conséquent, sur le principe, les intentions qu'il a énoncées dans son rapport social 2012.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat
Délibération groupée de l'affaire 49, 2012.1134, motion 171-2012, de l'affaire 50, 2012.1135, motion 172 2012 et de l'affaire 51, 2012.1132, interpellation 170-2012. Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

La présidente. Damit kommen wir zu den beiden Motionen Linder sowie zur Interpellation Linder, alle drei Vorstösse zum Thema «Stipendien statt Sozialhilfe». Sie werden gemeinsam beraten.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Ich danke dem Regierungsrat für seine ausführliche Antwort. Sie ist jedoch ernüchternd, denn der Regierungsrat argumentiert vor allem finanzpolitisch und will die erste Motion, «Stipendien statt Sozialhilfe: Stipendienwesen und Sozialhilfe harmonisieren», nur als Postulat annehmen. Auf diesen Punkt werde ich gleich nochmal zurückkommen. Die Idee der Motion, dass man das Stipendienwesen und die Sozialhilfe harmonisieren müsste, ist natürlich nicht neu. Bereits in der Vergangenheit gab es im Grossen Rat immer wieder Vorstösse zu dieser Thematik. Ein erneuter Versuch, hier zu motionieren, ist das Projekt FORJAD im Kanton Waadt, das zeigt, dass eine Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe erfolgreich ist. Ich bin froh, dass die Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe im Sozialhilfebericht 2012 aufgenommen wurde und dort auch bei der Umsetzung eine hohe Priorität erhält. Im Sozialbericht 2012 wird klar aufgezeigt, dass dringender Handlungsbedarf besteht und dass die Regierung diesem Paradigmenwechsel gegenüber auch offen ist. Die Umsetzung vieler Motionen, die ähnlich gelagert sind wie die vorliegende, würde zunächst eine grössere finanzielle Belastung für den Kanton bedeuten. Deshalb wird argumentiert, dass der Motionsforderung aus finanzpolitischen Gründen nicht gefolgt werden kann. Diese Entwicklung finde ich grundsätzlich sehr bedenklich. Bezogen auf meine Motion, hat das folgende Gründe: Es ist richtig, dass der Kanton für die Umsetzung meiner Motion zuerst Geld in die Hand nehmen muss. Längerfristig ist es aber tatsächlich kostensparend – und zwar in einem nicht unbeträchtlichen Mass, wenn man Jugendliche aus der Sozialhilfe lösen kann oder wenn sie gar nicht erst hineingeraten. Damit hat man zweimal gewonnen. Die Kosten für die Sozialhilfe können gespart werden, und wir gewinnen im besten Fall junge Erwerbstätige auf dem Arbeitsmarkt. Selbstverständlich können nicht alle Jugendlich erfolgreich einen Abschluss machen, selbst dann nicht, wenn die finanzielle Situation viel besser wäre. Dafür gibt es verschiedenste Gründe. Dass aber grossmehrheitlich eine Verbesserung erzielt werden kann, steht wohl ausser Diskussion. Ein Ja zur Motion wäre eine Weichenstellung und ein klares Ja zu diesem Paradigmenwechsel. Das würde dem Kanton Bern längerfristig dienen. Darum halte ich an der Motion fest und bin gespannt auf die Diskussion.
Ich komme noch ganz kurz auf die zweite Motion, «Lancierung eines Ausbildungsprogramms», zu sprechen: Ich ziehe Ziffer 2 zurück. Jugendliche, die im Kanton Bern wohnen, können glücklicherweise auf eine Vielzahl von Unterstützungsmöglichkeiten zurückgreifen. Das betrifft die übrigen Ziffern der Motion. Oft ist es aber so, dass Jugendliche, die eine Mehrfachproblematik aufweisen, mit diesem System überfordert sind, weil sie meist verschiedene Ansprechpersonen haben. Sie wissen vor lauter Angeboten nicht, wohin. Oftmals sind es aber nicht nur die Jugendlichen, sondern auch Volksschullehrer, die keine Ahnung vom System haben und nicht wissen, was es alles gibt. Sie können auch keinen guten Berufsschulunterricht anbieten. Da nützt der beste Wille des Kantons nichts, der so viele Angebote bereitstellt. Die Lancierung eines niederschwelligen Ausbildungsprogramms, das dennoch den verschiedenen Bedürfnissen der Jugendlichen gerecht werden kann, wäre sinnvoll und zielführend. Ich bin froh, dass in allen Punkten Bestrebungen vorhanden sind. Ich fordere Sie jedoch auf, sie nicht abzuschreiben. Gerade die Koordination dieser verschiedenen Bereiche ist enorm wichtig. Danke für die Antwort auf die Interpellation, ich bin damit zufrieden.

La présidente. Ich mache Buchhaltung: Beim ersten Vorstoss hält die Motionärin an der Motion fest, in der zweiten Motion hat sie Ziffer 2 zurückgezogen und bestreitet bei den übrigen Ziffern die Anschreibung. Das ist die Ausgangslage für die Fraktionssprechenden.

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Gegen Ende des vergangenen Jahres wurde die Sozialhilfestatistik 2011 publik. Sie zeigt, dass der Anteil der Einpersonenfälle noch einmal zugenommen hat und nun bei über 64 Prozent liegt. Weshalb sage ich das? In dieser Gruppe sind vor allem junge Personen im Alter von 18 bis 25 Jahren zu finden, aber auch ältere Menschen im Alter von 56 bis 64 Jahren. Der Bericht zeigt aber auch, dass sich Sozialhilfeempfänger am ehesten aus eigener Kraft aus ihrer Abhängigkeit befreien können, wenn sie eine Erwerbstätigkeit aufnehmen oder ein höheres Einkommen erzielen. Die beiden Elemente der Sozialhilfestatistik 2011 müssen zu denken geben. Junge sind überdurchschnittlich oft von der Sozialhilfe abhängig. Sobald sie jedoch arbeiten oder einen besseren Verdienst erzielen, können sie sich aus der Sozialhilfe lösen. Diese Aussagen lassen eigentlich nur einen Schluss zu: Es muss alles unternommen werden, um jugendlichen Sozialhilfeempfängern eine Erwerbstätigkeit zu ermöglichen. Das beginnt häufig damit, dass sie, falls nötig, eine Berufsausbildung abschliessen können. Insofern beinhaltet der erste Vorstoss von Grossrätin Linder eine einleuchtende Idee zur Bekämpfung der Jugendarmut. Anstelle von Sozialhilfe, die nach dem Bedarfsprinzip nur in einer individuellen, aktuellen und konkreten Notsituation ausgerichtet wird, soll mit der Ausrichtung von Stipendien ein Anreiz zur Absolvierung einer Ausbildung geschaffen werden. Damit würde sich auch die Wahrscheinlichkeit, dass die Jugendlichen weiterhin Sozialhilfe beziehen, markant vermindern.
So weit, so gut: Die Idee ist gut. Das Anliegen wurde vom Regierungsrat bereits in mehrere Sozialberichten integriert und als prüfenswert erachtet. Erste Massnahmen hin zu einem solchen Systemwechsel wurden schon in die Wege geleitet. Vor dem Hintergrund der aktuellen Finanzlage liegt aber ein allzu forsches Umsetzen des Anliegens jenseits jeglicher politischer Realitäten. Man sieht auch im Kanton Waadt, dass ein Systemwechsel mit Mehrkosten verbunden ist. Man rechnet dort mit 25 Mio. Franken. Die EVP-Fraktion unterstützt deshalb den Weg des Regierungsrats, Schritt für Schritt auf eine Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe hinzuarbeiten. Wir unterstützen den ersten Vorstoss als Postulat.
Zum zweiten Vorstoss, Ausbildungsprogramm: Ich war beeindruckt, als ich die Liste von Massnahmen und Projekten las, welche die Jugendlichen bei der Vorbereitung einer Ausbildung oder eine Berufsausbildung unterstützen und damit auch präventiv wirken sollen. Ich habe mich gefragt, was denn die Motionärin sonst noch will. Der Kanton Bern unternimmt nämlich schon sehr viel, um möglichst vielen Menschen einen Abschluss auf der Sekundarstufe II zu ermöglichen. Der Spitzenplatz des Kantons Bern bei den Abschlüssen auf Sekundarstufe II ist unter anderem das Resultat dieser Bemühungen. Was ist dabei gut? Jeder Abschluss vermindert, wie ich bereits gesagt habe, die Wahrscheinlichkeit, dass die betreffenden jungen Menschen dereinst Sozialhilfe empfangen müssen. Etwas ist aber noch immer nicht gut: Es gibt immer noch mehrere Tausend junge Menschen, die Sozialhilfe empfangen. Zwei Drittel davon haben keine Berufsausbildung. Aufgrund der Antwort des Regierungsrats geht die EVP-Fraktion aber davon aus, dass die bestehenden Angebote, wie betont wurde, noch besser vernetzt und koordiniert werden, damit die Quote von Abschlüssen auf der Sekundarstufe II noch verbessert werden kann. Wir müssen letztlich auch nüchtern und ehrlich festhalten, dass mit keinem Programm, auch nicht mit demjenigen, welches der Motionärin vorschwebt, eine Quote von 100 Prozent Abschlüssen auf Sekundarstufe II erreicht werden kann. Die EVP-Fraktion folgt beim zweiten Vorstoss dem Antrag des Regierungsrats und wird auch die Anträge auf Abschreibung unterstützen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Zuerst eine ganz nüchterne Feststellung: Wir haben auch in diesem Kanton ein Problem, 5000 Menschen zwischen 18 und 25 Jahren beziehen Sozialhilfe. Die zweite Feststellung: 3500 dieser 5000 Personen zwischen 18 und 25 Jahren, die Sozialhilfe beziehen, verfügen nicht über einen Berufsanschluss. Das können Sie auch in der Antwort des Regierungsrats nachlesen. Zuerst müssen wir uns die Frage stellen, was das konkret bedeutet. Das Erste, was wir feststellen können: Rund 5000 Personen sind mehr oder weniger direkt von der Mündigkeit an im System der Sozialhilfe untergebracht. Bei einem sehr grossen Anteil dieser Personen, nämlich bei zwei Dritteln, besteht ein Risiko, dass sie keine Ausbildung erlangen werden und dadurch längerfristig – oder anders gesagt: chronisch – in diesem System der Sozialhilfe gefangen bleiben werden. Sie gelangen also in einen effektiven Armutskreislauf hinein und haben die Ausbildungsvoraussetzungen nicht, um aus diesem Kreislauf wieder ausbrechen zu können. Daran anschliessend möchte ich feststellen, dass wir damit gewissermassen an einer Zeitbombe bauen. Wir nehmen die längerfristige Desintegration eines beträchtlichen Kreises von Personen in Kauf und gehen damit selbstverständlich auch ein grosses finanzielles Risiko ein. Wenn diese Personen über lange Zeit mit chronischer Armut in diesem System von Sozialhilfe gefangen bleiben, ist das etwas, was den Kanton sehr viel kostet. Und eine letzte Feststellung möchte ich anbringen, dies auch im Anschluss an die Debatte zum Integrationsgesetz, die wir vorhin geführt haben. Fördern und Fordern war dort immer wieder eingebacht worden. Genau in diesem Bereich habe ich die Einschätzung, dass diesem Grundsatz nicht nachgelebt wird. Wir müssten doch wollen, dass alle Leute in diesem Alter zu einem Berufsabschluss gelangen, damit die die Chance haben, Fähigkeiten zu erarbeiten, um in dieser Gesellschaft und in diesem Arbeitsmarkt bestehen zu können. Das wäre doch der richtige Weg und nicht einfach ein Inkaufnehmen, dass die Leute im System der Sozialhilfe gefangen bleiben.
Was ist angesichts dieser Problemlage zu tun? Wir sollten alles daran setzen, um sicherzustellen, dass die jungen Leute zu einem Berufsabschluss kommen und sich damit die Fähigkeiten, die Ausbildungen und Abschlüsse erarbeiten können, die ihnen ermöglichen, im Berufsleben und im sozialen Leben zu bestehen. Damit würde man ihnen die Sicherheiten und die Möglichkeiten geben, auf eigenen Beinen zu stehen und dem Kreislauf der Armut zu entrinnen. Dafür müssten wir auch bereit sein, gewisse Investitionen zu tätigen. Sie kennen vermutlich die Definition von Investition: Es ist kein Betrag, den man immer wieder gibt, Investitionen haben irgendwann auch einen «return on investment». Genau in diesem Bereich wäre dieser «return on investment» sehr gross. Wir könnten sicherstellen, dass das, was wir ausgeben, zu einer längerfristigen Reduktion der Sozialhilfe beiträgt. Nun stellt sich die Frage, wie man das am besten angeht. Grossrätin Linder hat hier mit ihrem Vorstoss einen vielversprechenden Weg aufgezeigt. Der Kanton Waadt hat den Beweis angetreten, dass mit einem solchen Ausbil-

dungsprogramm, mit einer Finanzierung von Ausbildungen über Stipendien und nicht über das Verwalten, über die Sozialhilfe, ein gewinnbringender Weg möglich ist. Man kann heute feststellen: Das Programm im Kanton Waadt ist erstens total erfolgreich, und zweitens – und das scheint mir noch fast relevanter – ist es über alle Parteigrenzen hinweg anerkannt. Es gab im Parlament im Kanton Waadt nicht eine einzige Partei, die sich gegen das Programm gewehrt hätte, und zwar weil alle eingesehen haben, sowohl links wie auch rechts, dass es genau das ist, was eine Investition in die Zukunft des Kantons Waadt ermöglicht, dass es vor allem aber eine Investition in die jungen Leute darstellt, zu der man nicht einfach Nein sagen kann. Der Regierungsrat weist in seiner Antwort auf die angeblich beträchtliche Abbruchquote von 35 Prozent hin, die es auch im Programm des Kantons Waadt gebe. Dazu muss ich sagen: Das ist so. Offenbar gibt es eine Abbruchquote von 35 Prozent. Aber mit Verlaub, Kolleginnen und Kollegen: Wie sieht denn unsere heutige Situation aus? Heute haben wir die Situation, dass 5000 Personen zwischen 18 und 25 Sozialhilfe beziehen, zwei Drittel davon haben keine Ausbildung. Wenn wir durch das Programm sicherstellen können, dass bei diesen 5000 die Abbruchquote einen Drittel beträgt, hätten wir bereits eine gewaltige Verbesserung erreicht. Damit hätten wir sichergestellt, dass 1500 bis 2000 Personen zusätzlich einen Berufsabschluss erlangen können. Genau das müssten wir anstreben.

Wenn ich die Antwort des Regierungsrats lese, zweifle ich nicht daran, dass Handlungsbedarf besteht und dass es der Regierungsrat auch so sieht. Allerdings muss ich gleichwohl feststellen: Es geht reichlich langsam voran. Der Regierungsrat weist darauf hin, dass er am 1. Dezember 2010 im Rahmen eines Berichts einen Prüfauftrag für die Harmonisierung des Stipendien- und des Sozialhilfewesens erteilt hat. Zwei Jahre später, am 29. November 2012, lag wiederum ein Bericht vor. Dort wurde immerhin einmal beschlossen, die Harmonisierung priorisieren zu wollen. Aber effektiv ist leider nicht wahnsinnig viel passiert. In der Antwort des Regierungsrats sehe ich vor allem: Finanzen, Finanzen, Finanzen. Seitens der grünen Fraktion haben wir selbstverständlich Verständnis für die schwierige Finanzsituation des Kantons Bern. Wir wissen auch, dass wir uns vor diesem Hintergrund bewegen und orientieren müssen. Eine gewisse Handlungsfähigkeit muss der Kanton gleichwohl beibehalten. Es kann nicht sein, dass wir aufgrund einer schwierigen Finanzsituation jetzt einfach auf alles verzichten. Zudem scheinen uns einige Argumente in der Antwort des Regierungsrats doch etwas gesucht. Der Regierungsrat weist darauf hin, dass die Sozialhilfe im Moment über den Lastenausgleich finanziert wird, während das bei den Stipendien nicht der Fall ist: Klar, das ist so. Es sagt auch niemand, dass man das nicht ändern kann. Aber die Lastenausgleichsfinanzierung der Sozialhilfe kann doch hier kein Argument gegen dringend nötige Massnahmen sein. Vor diesem Hintergrund wäre es angesichts der parteiübergreifend sehr positiven Erfahrungen im Kanton Waadt wichtig, dem Regierungsrat einen klaren, verbindlichen Auftrag zu erteilen und ihm die Möglichkeit zu geben, das System wirklich zu entwickeln.

Noch einmal: Worum geht es in dieser Motion? Es geht darum, junge Leute zu einem Berufsabschluss zu führen. Das ist das Wichtigste. Die Finanzierung soll nicht über das Gefäss der Sozialhilfe erfolgen, sondern über Stipendien. Mit dem Begriff «Stipendien» wird oft ein Hochschulstudium verknüpft. Ich möchte aber betonen, dass es hier nicht um Stipendien von Uni-Absolventinnen und -Absolventen geht, sondern in erster Linie um Berufslehren und Berufsabschlüsse, die ermöglicht werden sollen: Dafür sollen ebenfalls Stipendien eingesetzt werden, wie es zum Teil bereits heute der Fall ist. Aber insbesondere im Bereich der Berufslehre müssen wir hier vorwärtsmachen. Es geht auch hinten und vorn nicht darum, den Jugendlichen von sozialhilfeberechtigten Familien zu ermöglichen, möglichst früh einen eigenen Haushalt zu führen. Auch das war der Antwort des Regierungsrats zu entnehmen. Ganz im Gegenteil. Mit diesem Vorstoss wollen wir vielmehr sicherstellen, dass Junge aus armutsgefährdete Familien nicht dazu gezwungen werden, eine Ausbildung abzubrechen. Vielmehr sollen sie effektiv zu einem Abschluss kommen. (La présidente demande à l'orateur de conclure.) Ich rufe die Ratsmitglieder auf, den beiden Vorstössen zuzustimmen.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Zwei Motionen zu Stipendien statt Sozialhilfe, die wir jetzt beraten: In der ersten geht es darum, Stipendien und Sozialhilfe zu harmonisieren. Die Motionärin und die Mitunterzeichnerinnen zielen darauf ab, dass im Kanton Bern analog zum Kanton Waadt Jugendliche anstelle von Sozialhilfe Stipendien respektive Ausbildungsbeiträge erhalten. Für die Umsetzung würde das bedeuten, dass es zuerst mehr Geld braucht. Später könnten sicher Einsparungen gemacht werden, da Jugendliche durch eine angeschlossene Berufslehre aus der Stigmatisierung der Sozialhilfe eher herauskommen. Der Regierungsrat hat bereits Schritte dafür unternommen; es besteht eine Arbeitsgruppe ERZ und GEF. Der Sozialbericht 2012 enthält einen Abschnitt darüber. Vor dem Hintergrund der Finanzlage und der notwendigen Sparmassnahmen einerseits und der grundsätzlich richtigen Stossrichtung der Motion anderseits schlägt der Regierungsrat die Annahme in Form eines Postulats vor. Die BDP kann ein Postulat grossmehrheitlich unterstützen. Die Motion würden wir ablehnen.

Bei der zweiten Motion, Lancieren eines Ausbildungsprogramms im Zusammenhang mit Stipendien anstatt Sozialhilfe, handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf, dass bereits einiges gemacht wird. Die Motionärin möchte jedoch, dass die verschiedenen Angebote besser koordiniert werden und unter dem Dach einer einzigen übergeordneten Organisation stehen. Die BDP ist grossmehrheitlich der Meinung, der Bedarf sei durch das Projekt KoBra gedeckt, und stimmt deshalb der Abschreibung zu: bei Ziffer 1, 3, 4 und 5 Annahme und gleichzeitige Abschreibung. Ziffer 2 wurde bekanntlich zurückgezogen. Persönlich möchte ich zu den zwei Motionen aufgrund meiner Erfahrung aus der Zeit, als ich im Cevi-Lehrlingshaus in Bern tätig war, noch Folgendes sagen: Das Problem von Jugendlichen, die keine Ausbildung haben, die Ausbildung abbrechen und sich nicht in einen Betrieb integrieren, ist eine Mehrfachproblematik. Sie ist kaum mit Projekten, Programmen und Finanzen zu lösen. Trotzdem dürfen wir sie seitens der Politik auch vor dem Hintergrund der angespannten Finanzlage nicht aus den Augen verlieren.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wir behandeln hier zwei ähnliche Anliegen. Es geht um die Frage Stipendien oder Sozialhilfe. Ein Abgleich oder eine Harmonisierung ist sinnvoll. Wo sollen wir investieren, wo ist es besser? In der Antwort konnten wir lesen, dass Schritte zur Harmonisierung bereits stattfinden und eingeleitet werden. In Ziffer 2 jenes Vorstosses werden Kosten verursacht, die nicht absehbar sind. In unserem Kan-

ton gibt es schon genügend Möglichkeiten und Unterstützungen, um diesem Umstand Rechnung zu tragen. Jeder hatte bisher die Möglichkeit, etwas zu unternehmen oder eine weiterführende Schule zu absolvieren. Auch eine berufliche Grundbildung ist möglich. Dabei brauchte es bis jetzt selten Stipendien. Auch Sozialhilfe kann hier abgebaut werden, wenn die Jugendlichen gefördert werden und aktiv werden. Aus unserer Sicht sollte hier keine Ungleichheit gefördert werden. Jeder hat die Wahl, und wenn er Unterstützung braucht, bekommt er sie auch. Als Lehrmeister möchte ich betonen: Wenn jemand etwas unternehmen will, eine Grundbildung machen will, dann findet er in aller Regel einen Ausbildungsplatz und wird in sehr vielen Fällen unterstützt, wenn es ein Problem gibt, sei es bei einem Abbruch oder bei der Suche nach einer neuen Stelle. Jeder muss sich selbst in die Verantwortung nehmen. Finanzen und vom Staat verordnete Möglichkeiten sind nicht zielführend. Aus diesem Grund sind wir der Ansicht, es seien genügend Strukturen vorhanden. Es braucht keine neuen Vorstösse, die viel kosten und wenig bringen. Aus diesem Grund unterstützt die EDU die Motion «Stipendien und Sozialhilfe harmonisieren» nicht, auch nicht als Postulat. Bei der Motion «Lancieren eines Ausbildungsprogramms» unterstützen wir den Antrag der Regierung. Ziffer 2 wurde, wie wir gehört haben, zurückgezogen.

Eva Desarzens, Boll (PLR). Der Kanton hat sich zum Ziel gesetzt, dass möglichst jeder Jugendliche eine Sek-II-Ausbildung hat, bevor er zwanzig ist. Im Moment sehen wir sehr gute Zahlen. So gute Zahlen kann nicht jeder Kanton vorlegen. Und die zweite Motion von Anna Linder zeigt eigentlich, was der Kanton schon alles macht. Da besteht kein Handlungsbedarf. Denn die Vernetzung wird er automatisch machen, da er die Projekte hat, bei denen er sieht, wo Synergien gewonnen werden können. Sobald die Verwaltung von aussen her einen Anstoss erhält, läuft bekanntlich einiges. Deshalb wird die FDP die zweite Motion annehmen und abschreiben. Die Idee, dass man Jugendliche über Stipendien von der Sozialhilfe wegbringen kann, ist vermutlich für einige die Lösung, die es reizvoller finden, ein Stipendium zu erhalten und von dort aus etwas zu machen. Aber 100 Prozent werden wir auch damit nicht erreichen. Davon bin ich überzeugt. Auch das funktioniert nicht bei allen. Die Frage ist nicht, wieso gewisse Jugendliche Sozialhilfe und keine Stipendien haben, sondern wie sie vom betreffenden Sozialdienst betreut werden und weshalb ihnen keine der anderen Möglichkeiten aufgezeigt werden, die es bereits gibt. Das ist doch eher die Frage. Wie wird diese Familie unterstützt? Wieso ist es keine zweischienige Angelegenheit mit Sozialhilfe oder Stipendien? Da es für gewisse Jugendliche eine Möglichkeit sein mag, wird die FDP den Vorstoss nicht ablehnen, sondern als Postulat annehmen, als Motion jedoch nicht.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Bei den beiden Motionen «Stipendien statt Sozialhilfe» ist die SVP bezüglich der Hauptstossrichtung auch aus finanzpolitischer Sicht klar dagegen. Es gibt in den beiden Motionen aber Ziffern, für die man durchaus Sympathien haben kann. Sie sind aber heute schon erfüllt und können deshalb abgeschrieben werden. Ebenfalls ist es heute schon so, dass die Jugendlichen, die eine Erstausbildung durchlaufen, Stipendien erhalten, sofern sie ein Anrecht darauf haben. Die Forderung der Motionärin, die Jugendlichen sollten künftig ihren Lebensunterhalt ausschliesslich mit Stipendien finanzieren, führt zumindest kurz- oder mittelfristig zu nicht unerheblichen Mehrkosten. Die Regierung zeigt das in ihrer Antwort auch auf, und zwar am Beispiel Waadt, wo Mehrkosten im zweistelligen Millionenbereich anfielen. Die Antwort der Regierung auf die erste Motion fällt denn auch eher kritisch und negativ aus, zumindest in den Ziffern 1 und 2. Umso erstaunter sind wir, dass die Regierung den Vorstoss dennoch als Postulat annehmen will.
Bei der zweiten Motion will man eine Steigerung der Quote von Berufsabschlüssen. Was hier so gut klingt, kann angesichts eines Zielerreichungsgrads im Kanton Bern von heute 95 Prozent – was, wie schon in verschiedenen Voten zu hören war, gesamtschweizerisch ein Spitzenplatz ist – kaum noch gesteigert werden. Das wäre höchstens mit unverhältnismässig grossen strukturellen und finanziellen Aufwänden noch möglich. Ich bilde seit mehr als 28 Jahren Jugendliche im Bereich Berufsbildung aus. Auch aus dieser Erfahrung weiss ich, dass es aus diversen Gründen nie eine Quote von 100 Prozent geben wird. Auch wenn die Forderung auch für mich an sich sehr sympathisch ist und es bedauerlich ist für all jene, die diesen Schritt nicht schaffen, ist es dennoch eine Tatsache.
In Ziffer 2 zeigt die Motionärin auf, wie sie diese Steigerung erreichen will. Sie hat diese Ziffer zwar zurückgezogen, es wäre aber effektiv die einzige reale Möglichkeit, um jedem die Gelegenheit zu geben, einen solchen Ausbildungsplatz zu durchlaufen. Wer will denn die restlichen Jugendlichen allenfalls nehmen? Die Wirtschaft bedankt sich vielleicht. Oder es kann nur mit grossem finanziellem Aufwand dafür gesorgt werden, dass die schwierigste Klientel noch zu Lehrstellen kommt. Sehr viele Anstrengungen werden bereits unternommen. Das konnten wir von meinen Vorrednern schon mehrfach hören. Ohne Ziffer 2 sind eine Steigerung und die Sicherstellung, dass alle ein Recht auf einen Ausbildungsplatz haben, gar nicht realistisch. Will man beim Recht auf einen Ausbildungsplatz eine Steigerung erreichen, müssen auch die staatlichen Angebote vermehrt ausgebaut werden: die Lehrwerkstätten und die Mittelschulen, also die sehr teuren Angebote. Aus der Sicht der Finanzen des Kantons Bern sollten heute solche Angebote eher heruntergefahren werden. Ich fasse zusammen: Die SVP lehnt bei der ersten Motion sowohl eine Motion als auch ein Postulat ab, bei der zweiten Motion folgen wir dem Antrag der Regierung. Da die Abschreibung bestritten ist, werden wir die Ziffern 1, 3, 4 und 5 ablehnen, wenn man daran festhält, die Abschreibung zu bestreiten.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Zuerst zur ersten Motion, in Sachen Harmonisierung: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt ganz klar dieses Anliegen. Ich will die einzelnen Argumente nicht noch einmal aufführen. Anna Linder und Blaise Kropf haben das bereits sehr gut gemacht, deshalb erübrigt sich das. In Anbetracht der verschiedenen Meinungen, die ich hier gehört habe, ist es wohl sinnlos zu sagen, die SP würde auch eine Motion unterstützen. Ich hoffe, dass das Postulat entsprechend eine Mehrheit findet. Eine Bemerkung in Bezug auf die Argumente, die zur ganzen Finanzierungsthematik vorgebracht wurden: Die SP steht zwar hinter dem Anliegen. Wir sehen aber auch hier wieder ein typisches Geschäft, bei dem der Kanton zusätzliche Aufgaben von den Gemeinden übernehmen würde, wenn man es entsprechend umsetzen würde. Wir wissen jedoch, wie schwierig das ist. Würde man es im Rahmen der Berichte, die wir alle kennen, umsetzen, müsste man wahrscheinlich ein anderes Finanzierungssystem suchen.

Zur zweiten Motion, in Sachen Ausbildungsprogramm: Ich bin etwas verwirrt, weil genau die Ziffer, die wir gern unterstützt hätten, nun zurückgezogen wurde. Bei den übrigen Ziffern schliessen wir uns der Regierung an: annehmen und abschreiben.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Die Problematik, die häufig zum Ausbildungsabbruch führt, ist, wie Grossrätin Kipfer ausführte, multifaktoriell und hat sicher nicht nur mit fehlendem Geld zu tun. Natürlich ist es ein lobenswertet Grundsatz, Hilfe zur Selbsthilfe zu leisten. Man kann Stipendien durchaus so betrachten. Ich möchte aber aus der Antwort des Regierungsrats zitieren: «Es musste daher eine Lösung gesucht werden, welche die beiden teilweise sehr unterschiedlichen Systemlogiken berücksichtigt und in ihren Grundzügen beibehält.» Er schreibt weiter: «Hingegen erachtet es der Regierungsrat nicht als zielführend, Stipendien zu einem umfassenden, staatlichen Existenzsicherungsprogramm nur für ausgewählte Bevölkerungsgruppen umzudefinieren.» Da muss ich Grossrätin Linder sagen: Wenn man das wörtlich liest, ist es enthalten. Vielleicht hat sie das gar nicht gewollt, aber genau aus diesem Grund steht die glp-CVP-Fraktion bei der ersten Motion hinter der Antwort des Regierungsrats. Sie ist jedoch bereit, den Vorstoss als Postulat zu unterstützen. Bei der zweiten Motion kann ich mich ganz kurz fassen. Der Regierungsrat sagt im Fazit: «Der Regierungsrat erachtet die vorhandenen Massnahmen und Instrumente zur Ausbildungsförderung als zweckmässig und angemessen.» Im Vergleich mit dem Kanton Waadt macht der Kanton Bern viel mehr. Unsere Fraktion erachtet das ebenfalls als angemessen. Sie ist hier auf der Linie der Regierung.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Aus meiner Erfahrung als Unternehmer: In den letzten 25 Jahren hatte ich immer wieder Jugendliche, die nicht auf direktem Weg zu einem Ausbildungsplatz kamen. Mit entsprechenden Coaching erreicht man aber, dass auch sie Tritt fassen. Im Raum Zollikofen–Bern Mittelland Nord gibt es eine Organisation namens ALP Grauholz – Aktion Lehrstellen und Praktikumsplätze. Mit grossem Aufwand wird dort von privater Seite, unterstützt von den Gemeinden, versucht, Jugendliche, die es nicht auf die normale Art und Weise geschafft haben und bei denen man manchmal den Eindruck hat, sie seien auch gar langsam, es sollte doch schneller gehen, wieder in den Ausbildungsprozess einzugliedern. Solche Leute gibt es auch im Kanton Bern. Wenn wir nun hören, dass es 5000 Leute gibt, die nicht eingegliedert sind, und dass der Kanton Waadt eine Erfolgsquote von 65 Prozent erreicht, sollte uns das den Anstoss geben, es im Kanton Bern ebenfalls zu versuchen, sei es über die Motion oder zumindest über das Postulat. Es sollte uns wert sein, diese jungen Leute vielleicht mit etwas mehr Aufwand als bei den übrigen dazu zu bringen, dass sie einen Ausbildungsplatz besuchen. Das wäre einerseits eine Investition, anderseits auch ein «return on investment», wie bereits gesagt wurde. Diese Leute kosten uns nachher weniger, zudem werden sie später mehr Steuern zahlen, als wenn sie im unteren Einkommenssegment herumvegetieren. Deshalb werde ich persönlich die beiden Motionen annehmen.

La présidente. Bevor ich der Motionärin das Wort gebe, begrüsse ich Gäste auf der Tribüne, und zwar sind es Mitglieder der BDP-Sektion Untere Emme: Ich wünsche Ihnen einen interessanten Nachmittag hier im Grossratssaal. (Applaudissements)

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Ich danke Ihnen für die spannende Diskussion. Mit Interesse habe ich den Voten zugehört. Mir ist klar, dass ich mit einer Motion im Rat nicht durchkomme. Das ist sehr bedauerlich. Es stimmt: Es gibt viele Angebote. Es ist auch klar, dass ich in keiner Art und Weise sagen will, die Angebote im Kanton Bern brauche es nicht oder es gebe nichts. Fakt ist aber, dass wir 5000 Jugendliche haben, die wir nicht unterbringen können. Es ist auch klar, dass Sympathien für das Anliegen vorhanden sind. Das kam in vielen Voten zum Ausdruck. Man möchte eigentlich etwas machen, aber letztlich hat man den Mut dann doch nicht, sei es aus finanzpolitischen Gründen oder sonstigen Erwägungen. Grundsätzlich ist hier im Rat niemand mehr in der Situation, dass er eine Ausbildung machen müsste. Viele Ratsmitglieder haben aber mit Jugendlichen zu tun. Und gerade von jener Seite habe ich sehr gute Voten gehört. Da ich mit der ersten Motion nicht durchkomme, wandle ich sie in ein Postulat. Bei der zweiten bestreite ich nach wie vor die Abschreibung.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Da der erste Vorstoss auch als Postulat bestritten ist, werde ich mich dazu äussern. Das Anliegen der Motionärin geht an sich in eine richtige Richtung. Aus unserer Sicht geht es jedoch eindeutig zu weit. Im Bereich Stipendien besteht zweifellos Handlungsbedarf. Aufgrund dessen, was in der Strategischen Aufgabenüberprüfung (SAR) und bereits vorher in einem Sparpaket gemacht wurde, wurden die Stipendien im Kanton Bern recht stark heruntergefahren. Heute liegt der Kanton Bern bei den Stipendien im hinteren Mittelfeld, um es positiv zu formulieren. Er ist ziemlich weit hinten. Deshalb wurde im Sommer 2012 die Verordnung über die Stipendien geändert und die Stipendienbeiträge wurden der Teuerung angepasst. Dies immer noch im Rahmen des Budgets, das wir dort seit Jahren haben. Gerade weil im Bereich Stipendien Handlungsbedarf besteht, wurde auch im dritten Sozialbericht zur Bekämpfung der Armut 2012, der in der Junisession behandelt werden soll, eine Massnahme vorgesehen, wonach grundsätzlich versucht wird, Sozialhilfe und Stipendien besser zu harmonisieren und bescheidene Schritte, aber solche, die dennoch etwas kosten, zu machen. Aus meiner Sicht ist es richtig, dass der Kanton Bern versucht, bei den Stipendien wieder etwas aufzuholen und nicht so weit hinten zu sein. Diese Massnahme wurde dort definiert und könnte im Netto-Saldo rund 7 Mio. Franken kosten. Ob sich der Kanton dies in den nächsten Jahren wird leisten können, kann ich heute nicht mit Sicherheit sagen. Wir haben jedoch die Motion Linder als Postulat entgegengenommen, weil im Bereich dieses Sozialberichts Schritte unternommen werden müssten. Wie schnell wir es schaffen, können wir heute nicht sagen. Die Richtung stimmt allerdings, und wir möchten die Sache genauer prüfen, um Schritte vorwärts zu machen.

Die Forderung der Motion, die nun nicht mehr als Motion vorliegt, wäre zu weit gegangen. Der Kanton Waadt hat, wie Thomas Brönnimann vorhin vorgelesen hat, eine Koordination vorgenommen, indem er Stipendien künftig in eine Art generelle Unterstützung oder Sozialhilfe für einen Teil der Bevölkerung umgestalten wird. Aus Sicht der Regierung des Kantons Bern ginge das zu weit. Das würde auch im Kanton Bern vermutlich mehr als 20 Mio. Franken Mehrkosten auslösen. Das liegt nicht drin. Aber auch sachlich wäre das für den Kanton Bern kaum sinnvoll. Deshalb nehmen wir den Vorstoss als Pos-

tulat an. Wir werden im Bereich Sozialbericht prüfen, was wir machen können. Geben Sie uns in den nächsten Jahren Rückenwind, um im Bereich Stipendien zu untersuchen, was finanzpolitisch überhaupt möglich ist.
Bei der zweiten Motion stellt sich nur noch die Frage, ob die Ziffern 1, 3, 4 und 5 abgeschrieben werden sollen oder nicht. Hier besteht ein entscheidender Unterschied zum Kanton Waadt: Der Kanton Bern unternimmt enorm viel an der Nahtstelle von der Volksschule zur Berufsbildung, wahrscheinlich mehr als der Kanton Waadt. Es geht nun aber nicht darum, die Kantone gegeneinander auszuspielen. Wir haben zum Beispiel sehr viele Lehrstellen im Bereich Berufsattest, EBA-Lehrstellen, von denen der Kanton Waadt viel weniger hat. Auch bei den Brückenangeboten sind wir gut unterwegs. Wir können stolz sein auf das, was die Lehrbetriebe, die Berufsschulen und die Verwaltung im Kanton Bern zusammen erreichen. Im Bereich Berufsbildung sind wir schweizweit führend. Wir haben eine Abschlussquote in der Grössenordnung von 95 Prozent. Beim Projekt FORJAD im Kanton Waadt bestand wahrscheinlich mehr Handlungsbedarf, als es in diesem Bereich im Kanton Bern der Fall ist. Die GEF, die VOL und die ERZ unternehmen gemeinsam enorme Anstrengungen. Deshalb bin ich der Ansicht, dass man die Ziffern 1, 3, 4 und 5 abschreiben kann. Ehrlich gesagt, glaube ich nicht, dass der Kanton Bern noch mehr machen könnte, als das, was er bereits macht. Wenn Sie diese Ziffern nicht abschreiben, sagen Sie uns damit, dass wir weiterhin dranbleiben sollen. Wenn Sie sie abschreiben, danken Sie uns dafür, dass wir bereits so viel machen. Ob Sie abschreiben oder nicht: Wir werden auch in Zukunft genau gleich viel machen. Wir wollen das machen. Der einzige Unterschied besteht darin, dass wir Ihnen in etwa zwei Jahren die Abschreibung beantragen müssen. Denn mehr als die interinstitutionelle Zusammenarbeit der drei Direktionen kann man in diesem Kanton schwerlich machen. Wir sind wirklich führend. In dem Sinn beantragen wir Abschreibung, es ist jedoch keine entscheidende Frage.

Vote (49, affaire 2012.1134, motion 171-2012)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	100
Non	40
Abstentions	3

La présidente. Der Grosse Rat hat das Postulat mit 100 gegen 40 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen.

Affaire 2012.1135

Numéro de l'intervention:	172-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Linder (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	12
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	108/2013
Direction:	INS

Bourses d'études plutôt qu'aide sociale: mise en place d'un programme de formation
Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier la possibilité de préparer un programme ciblé de formation et d'intégration destiné aux adolescents et aux jeunes adultes sans formation et bénéficiaires de l'aide sociale. Il adressera ensuite un rapport et, si nécessaire, une proposition au Grand Conseil. Les aspects suivants seront pris en considération :
Le programme doit avoir pour finalité de réduire sensiblement la proportion de jeunes sans diplôme de fin d'études touchant l'aide sociale et d'augmenter encore la proportion de jeunes diplômés du secondaire II.
Les adolescents et les jeunes adultes sans formation devront pouvoir prétendre à une place de formation.
Les Directions concernées (instruction publique, santé publique et prévoyance sociale et économie publique) devront renforcer leur collaboration et l'institutionnaliser.
La collaboration avec les milieux économiques, les organisations d'utilité publique et celles du social dans les domaines du travail et de l'intégration doit être renforcée et institutionnalisée.
Les mesures proposées seront axées sur l'offre actuelle du canton de Berne, les expériences réalisées par le canton de Vaud avec le programme de formation professionnelle FORJAD étant si possible prises en compte.
Développement
Le canton de Berne a un taux de diplômés du secondaire II de 95 pour cent, se plaçant ainsi dans le peloton de tête. Pourtant, 5000 jeunes entre 18 et 25 ans touchent l'aide sociale, dont 3500 n'ont pas de diplôme de fin d'études. Ces chiffres correspondent à la moyenne suisse : deux tiers des jeunes entre 18 et 25 ans bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas de titre de formation. Pour la CSIAS, « l'absence ou l'interruption d'une formation professionnelle marque souvent le début d'une évolution qui mène à l'aide sociale ».
La priorité devrait donc être de réduire la proportion de formations interrompues et d'augmenter encore le taux de diplômés du secondaire II. Le canton de Berne a aujourd'hui déjà une approche innovante et adéquate puisqu'il recourt au case management et qu'il a renforcé la collaboration de la Direction de l'instruction publique et de celle de l'économie publique dans le cadre de la Conférence sur les places d'apprentissage. Les chiffres montrent toutefois hélas que cela ne suffit pas (encore).
Le canton de Vaud a fait d'excellentes expériences avec son programme d'insertion des jeunes adultes par la formation professionnelle (FORJAD) qui int*ègre simultanément* les bourses d'études dans la facture sociale. Ce programme permet aux jeunes bénéficiaires du revenu d'insertion d'accéder à une formation professionnelle tout en bénéficiant d'une bourse d'études (prenant alors le relais du RI) comprenant les frais de formation ainsi qu'un suivi individualisé. Le programme se divise en trois grandes étapes : la préparation à l'entrée en apprentissage, la formation professionnelle et le placement en emploi à la suite de celle-ci. Le canton de Vaud estime avec ce programme investir dans l'avenir : des jeunes, d'une part, dont les perspectives et l'avenir s'améliorent et du canton, d'autre part, qui peut ainsi réduire durablement ses dépenses d'aide sociale. Le taux de réussite du programme, plus de 70 pour cent, est très élevé.

Réponse du Conseil-exécutif
Malgré le taux élevé de diplômés du secondaire II (95 %), 5000 jeunes âgés de 18 à 25 ans touchent l'aide sociale, dont 3500

n'ont pas de diplôme de fin d'études. La motionnaire demande donc au Conseil-exécutif d'étudier la possibilité de préparer un programme ciblé de formation et d'intégration destiné aux adolescents et aux jeunes adultes sans formation et bénéficiaires de l'aide sociale et d'adresser ensuite un rapport et, si nécessaire, une proposition au Grand Conseil.
La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive) au sens de l'article 53, alinéa 3 de la loi sur le Grand Conseil (LGC). Le gouvernement dispose, dans l'accomplissement du mandat qui lui est assigné, d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. Il lui appartient de décider en dernier ressort.
Pour le canton de Berne, les adolescents et jeunes adultes bénéficiaires de l'aide sociale (parfois à problèmes multiples) constituent un groupe cible problématique dont il a déjà analysé la situation en profondeur dans de nombreuses publications et pour lequel il a pris des mesures destinées à renforcer l'intégration professionnelle.
Le Rapport sur les places d'apprentissage 2010 montre comment le canton entend augmenter le taux de diplômés du secondaire II, de 95 pour cent actuellement. Les mesures proposées sont les suivantes : coordonner le nombre élevé d'offres transitoires financées par le canton, améliorer l'orientation par la mise en place de cellules d'aiguillage indépendantes et poursuivre les dispositifs d'accompagnement et d'encadrement des adolescents et jeunes adultes. Ces mesures visent en priorité les adolescents et jeunes adultes sans titre de fin d'études qui touchent l'aide sociale et sont fréquemment aux prises avec des problèmes multiples.
Le Rapport social 2010 a encore analysé spécifiquement la situation des adolescents et jeunes adultes du canton sous l'angle de la pauvreté. Dans la discussion qui a suivi au sujet des mesures possibles, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a également intégré dans ses réflexions le programme FORJAD du canton de Vaud et en a tiré des mandats d'examen taillés sur mesure pour la SAP. Il s'agissait d'examiner la mise en place d'une chaîne d'encadrement pour adolescents les accompagnant jusqu'à ce qu'ils trouvent une solution de raccordement après leur formation ainsi que l'ajustement du régime des bourses d'études sur les normes de l'aide sociale. Les mandats d'examen devaient être effectués avec le concours d'autres directions (CII) et un rapport devait être dressé sur les deux mandats d'examen en décembre 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de la motion Lüthi 044/2010 « Combattre la pauvreté dans le canton de Berne ».
Les travaux d'exécution pour ces mandats sont en cours ou déjà terminés. Les mesures du Rapport sur les places d'apprentissage 2010 sont aussi en train d'être réalisées. Concrètement, il s'agit des projets suivants :
Projet « Chaîne d'encadrement pour adolescents et jeunes adultes bénéficiaires de l'aide sociale » : ce projet a pour but d'institutionnaliser la collaboration entre les services sociaux et le Case management Formation professionnelle (CM FP) qui, depuis 2009, gère l'accompagnement des adolescents et jeunes adultes à problèmes multiples. L'encadrement étroit et durable des adolescents et jeunes adultes bénéficiaires de l'aide sociale est ainsi garanti par le développement et l'extension d'un produit existant et cet aspect du programme FORJAD est pris en compte.
L'harmonisation du régime des bourses d'études et des normes de l'aide sociale est examinée dans le cadre du rapport relatif à la motion Lüthi 044/2010 « Combattre la pauvreté dans le canton de Berne ».
Projet cantonal de coordination des solutions transitoires (KoBra) : ce projet se trouve, avec cinq sous-projets, dans la phase de mise en œuvre. Comme cela est requis dans le Rapport sur les places d'apprentissage, les offres transitoires existantes de la Direction de l'instruction publique (INS), de la Direction de l'économie publique (ECO) et de la SAP seront mieux coordonnées. Cela permettra d'exploiter des synergies et d'éviter des doublons. En même temps, les offres existantes pour les adolescents et jeunes adultes à problèmes multiples qui sont souvent bénéficiaires de l'aide sociale seront optimisées pour, d'une part, permettre à ceux-ci d'y accéder et de les suivre plus facilement et, d'autre part, les encourager de manière individualisée et ciblée conformément à leurs besoins une fois l'offre adéquate trouvée. Un autre sous-projet propose la création, dans le cadre du CM FP, de services d'aiguillage indépendants qui devraient à l'avenir orienter les adolescents et jeunes adultes vers l'offre la plus adaptée pour eux. Cela aussi garantit une intégration plus rapide dans une formation.
Pour la mise en œuvre de ces projets, l'INS, l'ECO et la SAP collaborent étroitement et ont de fréquents échanges. Ces projets sont dirigés par le groupe de pilotage CII, composé des chefs d'office de ces Directions.
Voici les principales mesures existantes destinées à soutenir les adolescents et jeunes adultes dans la préparation à une formation et pendant la formation et qui exercent ainsi une action préventive.
Case Management Formation professionnelle (CM FP) (lancé par le CE le 5 mars 2008, prolongé jusqu'à fin 2012 par l'ACE du 17 août 2011 et dont la consolidation a été décidée par l'ACE 1178 du 15 août 2012). Les adolescents à problèmes multiples sont identifiés dès la 7e et sont soutenus lors de la préparation au choix professionnel et pendant la formation. Il y a donc dans cette mesure une partie d'accompagnement analogue à ce que prévoit le programme FORJAD.
Le concept-cadre cantonal pour la préparation au choix professionnel en 8e et 9e est mis en œuvre (des conseillers et conseillères professionnels sont disponibles sur place dans les écoles pour des entretiens brefs, etc.).
Année scolaire de préparation professionnelle (APP) avec les variantes Formation générale, Pratique et Intégration. Les adolescents reçoivent un soutien ciblé destiné à combler les lacunes scolaires et sont préparés à l'entrée dans un apprentissage ou dans une école postobligatoire.
Le projet cantonal de coordination des solutions transitoires (KoBra) destiné à orienter les adolescents qui ont besoin d'une solution transitoire vers l'offre transitoire de l'INS, de l'ECO ou de la SAP la plus adaptée. La création et l'adaptation d'offres transitoires à bas seuil sont prévues (semestre de motivation, Aufstarten, POIAS), ce qui permettra à un nombre plus élevé de jeunes d'en bénéficier.
Semestre de motivation pour les jeunes qui sont au chômage ou qui touchent l'aide sociale.
Préapprentissage, parfois avec un suivi sociopédagogique, pour les adolescents qui ne possèdent pas encore toutes les connaissances spécifiques nécessaires à la profession qu'ils ont choisie. De la même manière, il existe aussi le préapprentissage pour adultes à partir de 18 ans qui n'ont pas encore achevé de formation professionnelle.

Aufstarten, solution transitoire à bas seuil qui s'adresse aux adolescents des classes générales et spéciales.
Diverses possibilités de soutien proposées par l'ECO lors de la transition entre la formation professionnelle initiale et le marché du travail avec financement des stages pratiques et allocations d'initiation au travail ainsi qu'engagements dans des entreprises d'entraînement.
Programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale (POIAS), destinés à soutenir les adolescents et jeunes adultes dans la recherche d'une place d'apprentissage ou à les préparer à entrer directement dans le premier marché du travail.
Au vu des explications ci-dessus, le Conseil-exécutif répond comme suit aux questions posées.
Chiffre 1
Pour réduire la proportion de jeunes adultes sans diplôme de fin d'études touchant l'aide sociale, des mesures inspirées du Rapport sur les places d'apprentissage 2010 et du Rapport sur l'aide sociale 2010 sont réalisées, seront améliorées ou sont en cours de planification. Le Rapport sur les places d'apprentissage 2010 a montré que, pour augmenter le taux de diplômés du secondaire II, il n'y a pas besoin de nouvelles mesures mais qu'il faut coordonner les mesures existantes et organiser un encadrement et un accompagnement durables. Ces travaux sont en cours.
Chiffre 2
Les adolescents et jeunes adultes sans formation doivent en priorité être encouragés de manière à pouvoir accéder à une formation. C'est possible avec les nombreuses solutions transitoires existantes et les améliorations prévues dans le cadre de KoBra. La situation des places d'apprentissage dans le canton de Berne est bonne : chaque année, l'économie propose entre 700 et 800 places d'apprentissage pour la formation professionnelle initiale de deux ans avec attestation (AFP) dans plus de 40 métiers. En raison du recul de la population, l'offre excède la demande. Les écoles de métiers cantonales mettent aussi à disposition des places de formation AFP dans diverses professions. Malgré cette offre étendue, chaque année quelque 500 adolescents n'obtiennent pas de diplôme du secondaire II en raison de problèmes multiples ou par manque de motivation. La création d'un droit à une place de formation, comme cela est requis dans la motion, ne paraît par conséquent pas adéquate et n'améliorerait pas la situation des jeunes à problèmes multiples. Par ailleurs, cela créerait diverses difficultés. Pour pouvoir octroyer à chacun un droit à une place de formation, il faudrait par exemple augmenter les offres cantonales de formations à temps plein (p. ex. les écoles de métiers). Outre le fait qu'il existe suffisamment de places d'apprentissage, ce projet ne serait guère réaliste au vu de la situation financière actuelle.
Chiffre 3
Les mesures et projets décrits ci-dessus mettent en évidence l'intensité de la collaboration interinstitutionnelle déjà existante. Le groupe de pilotage CII est composé des chefs d'office des trois Directions. Dans ce groupe, des décisions importantes sont prises notamment sur le pilotage des offres d'intégration dans la formation professionnelle et d'insertion ou de réinsertion dans le marché du travail.
Chiffre 4
Les contacts des trois Directions avec les organisations du monde du travail, les entreprises du canton de Berne et les institutions existent et sont cultivés, par exemple par des conférences sur les places d'apprentissage et des sommets sociaux qui ont lieu périodiquement ainsi que par la promotion des places d'apprentissage et les manifestations du beco à l'adresse des représentants des milieux économiques. L'Orientation personnelle et professionnelle met des coaches à disposition qui, grâce à leur réseau de contacts dans le secteur économique, aident les jeunes à trouver une place d'apprentissage.
Chiffre 5
Les explications données plus haut montrent qu'il existe des mesures adaptées à la situation du canton de Berne qui épousent la philosophie du projet vaudois FORJAD.
Conclusion
Le Conseil-exécutif juge les mesures et les instruments existants adaptés à la promotion de la formation. Ceux-ci sont constamment davantage coordonnés, reliés et adaptés. La collaboration interinstitutionnelle sera intensifiée. Grâce à la mise en place du CM FP, les mesures préventives commencent dès la 7e année scolaire et se poursuivent si nécessaire jusqu'à l'achèvement de la formation. Les bénéficiaires de ces mesures et projets sont en particulier les adolescents et jeunes adultes touchant l'aide sociale qui peuvent ainsi accéder à une formation et obtenir un diplôme du secondaire II.

Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement
Chiffre 2: rejet
Chiffre 3: adoption et classement
Chiffre 4: adoption et classement
Chiffre 5: adoption et classement

Délibération groupée de l'affaire 49, 2012.1134, motion 171-2012, de l'affaire 50, 2012.1135, motion 172-2012 et de l'affaire 51, 2012.1132, interpellation 170-2012. Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Débat groupé, voir 49, affaire 2012.1134, motion 171-2012 ci-avant.

Vote (50, affaire 2012.1135, motion 172-2012)

Décision du Grand Conseil :
Vote point par point
Chiffres 1, 3, 4, 5: adoption (101 oui, 40 non, 3 abstentions) et classement (107 oui, 35 non, 2 abstentions)
Chiffre 2: retiré

Affaire 2012.1132

Numéro de l'intervention:	170-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Linder (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	12
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	111/2013
Direction:	INS

Bourses d'études plutôt qu'aide sociale: une analyse de la situation

Le canton de Berne a un taux de diplômés du secondaire II de 95 pour cent, se plaçant ainsi dans le peloton de tête. Pourtant, 5000 jeunes entre 18 et 25 ans touchent l'aide sociale, dont 3500 n'ont pas de diplôme de fin d'études. Ces chiffres correspondent à la moyenne suisse : deux tiers des jeunes entre 18 et 25 ans bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas de titre de formation. Pour la CSIAS, « l'absence ou l'interruption d'une formation professionnelle marque souvent le début d'une évolution qui mène à l'aide sociale ».

L'ajustement des bourses d'études aux normes de soutien de l'aide sociale apporterait de grandes améliorations. Si elles sont de nature à garantir la subsistance, les bourses d'études permettent d'éviter la réduction du budget familial en rapport avec une formation ou l'incitation à l'abandon des études. De plus, les jeunes sortent du système de l'aide sociale, dont le caractère subsidiaire peut ainsi être maintenu, et ils évitent de tomber dans une pauvreté chronique.

La planification et la mise en œuvre des mesures supposent des connaissances précises de la situation actuelle dans le domaine des bourses d'études.

Le Conseil-exécutif est chargé de répondre aux questions suivantes :

Comment le système des bourses d'études a-t-il évolué depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'octroi de subsides de formation en 2006 ? Quels enseignements le Conseil-exécutif tire-t-il des sept années d'application de cette loi ? Quels sont les ajustements nécessaires pour des raisons de politique intérieure ?

Quelles modifications faudra-t-il apporter à la loi et à l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation dans l'optique de l'entrée en vigueur du Concordat sur les bourses d'études? A quel moment est-il prévu de mener ces travaux de révision ?

Combien de bourses d'études ou subsides de formation ont été accordés chaque année depuis l'entrée en vigueur de la loi ? Quel est le montant maximal, minimal et moyen des bourses d'études ?

Combien de demandes ont été refusées chaque année depuis l'entrée en vigueur de la loi ? Pour quels motifs ?

Dans quelle mesure les moyens budgétaires à disposition pour les subsides de formation ont-ils été épuisés ces dernières années ? Pour quelle raison les moyens n'ont-ils pas été accordés ? Quels sont les ajustements nécessaires pour assurer une meilleure distribution des moyens à disposition ?

Comment se répartissent les subsides de formation ou les bourses d'études entre les différentes filières (année scolaire de préparation professionnelle (APP), formation professionnelle, école moyenne, formation professionnelle supérieure, haute école spécialisée, université etc.) ?

Pour atteindre les objectifs du programme « Bourses d'études plutôt qu'aide sociale », il faut que les étudiants étrangers et les étudiantes étrangères puissent également bénéficier des bourses d'études. C'est pourquoi il faut se demander comment les bourses d'études accordées ou refusées se répartissent entre les différentes nationalités ou catégories de permis de séjour ?

Réponse du Conseil-exécutif

Se fondant sur un communiqué de presse de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) et prenant en exemple la situation particulière du canton de Vaud, l'auteure de l'interpellation pose différentes questions relatives aux subsides de formation. Elle indique que deux tiers des jeunes entre 18 et 25 ans bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas de formation professionnelle. Un alignement des régimes de subsides de formation sur les normes de soutien de l'aide sociale et la mise en place de subsides de nature à garantir la subsistance pourraient selon elle permettre d'améliorer la situation de manière significative. Pour elle, toutefois, la planification et la mise en œuvre des mesures correspondantes supposent un état des lieux précis concernant les subsides de formation.

Voici les réponses du Conseil-exécutif aux questions qui lui ont été posées :

1. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 novembre 2004 sur l'octroi de subsides de formation (LSF ; RSB 438.31), les moyens disponibles sont davantage consacrés à aider ceux qui en ont vraiment besoin. Les trois quarts des bénéficiaires environ sont issus de familles menacées de pauvreté dont les revenus nets oscillent entre 0 et 60 000 francs. Les coupes financières mises en œuvre dans le cadre de la nouvelle législation n'ont, selon l'étude menée en 2007, un impact sérieux sur la suite de la formation que dans des cas isolés. Dans le canton de Berne, la part des personnes désireuses de suivre une formation mais qui, faute de subsides de formation, sont contraintes d'y renoncer ou de l'interrompre pour des raisons financières s'établit entre 0,7 et 1,5 pour cent. Le taux d'abandon lié à des aspects financiers est donc proche de celui relevé avant les coupes pratiquées (0,9 %). Les modifications des 14 mai 2008 et 13 juin 2012 de l'ordonnance du 5 avril 2006 sur l'octroi de subsides de formation (OSF ; RSB 438.312) ont permis certaines améliorations au profit des bénéficiaires de subsides. Aujourd'hui, les moyens sont suffisants pour satisfaire toutes les demandes de subsides répondant aux critères. Malgré tout, il faut rester attentif aux évolutions dans ce domaine et, le cas échéant, envisager des ajustements.
2 A compter de l'entrée en vigueur de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études (a priori en 2013), les cantons signataires auront cinq ans pour réaliser les adaptations législatives dictées par l'accord. Dans le canton de Berne, aucune modification ne sera nécessaire puisque la LSF satisfait déjà aux nouvelles prescriptions. L'adhésion à l'accord n'a donc aucune conséquence financière pour le canton.
3. Depuis l'entrée en vigueur de la LSF, le canton de Berne dépense chaque année environ 26 millions de francs en bourses d'études, auxquels il faut ajouter environ 2 millions de francs octroyés sous forme de prêts. En vertu de la législation actuelle, une personne en formation gérant son propre ménage peut recevoir environ 30 000 francs par an si ses parents sont sans ressources (le montant maximal alloué correspond au découvert calculé pour la personne en formation, c'est-à-dire à la différence entre les frais reconnus et les revenus déterminants. Le montant est cependant limité du fait que les coûts pris en compte sont plafonnés.). Le montant minimal octroyé s'élève à 500 francs par année (art. 38, al. 2 OSF) tandis que le montant moyen des bourses annuelles est lui proche de 7 200 francs (2011).
4. Depuis l'entrée en vigueur de la LSF, environ 45 pour cent des demandes traitées sont rejetées, la très grande partie du fait de la situation financière des parents et/ou des personnes en formation.
5. Dans le cadre de l'examen stratégique des prestations pu-

bliques (ESPP) de 2002, le Grand Conseil de l'époque avait réduit le budget annuel des bourses du canton de Berne de 45 millions de francs à une valeur cible de 33 millions de francs. La mise en œuvre de la nouvelle base légale nécessaire pour atteindre cet objectif a eu pour conséquence que les moyens effectivement employés ont finalement été inférieurs à la valeur fixée. En 2012, dans le contexte du plan d'allègement budgétaire, les crédits ont été abaissés de 6,6 millions, passant par là même à 26,4 millions de francs annuels (sans modification matérielle de la législation sur les subsides de formation). Le recul du nombre d'élèves au sortir de l'école obligatoire, lié à la démographie et observé depuis une dizaine d'années, peut également expliquer que le budget prévu pour les subsides de formation n'ait pas été épuisé. D'après les prévisions de l'Office fédéral de la statistique, le nombre d'élèves du degré primaire devrait à nouveau croître aux environs de 2014, celui des élèves du degré secondaire I encore diminuer jusqu'en 2016 pour augmenter par la suite (source : Statistiques de la formation du canton de Berne). Le budget des bourses d'études devrait être mieux exploité puisque les frais d'entretien normatifs ont été ajustés à la hausse du coût de la vie intervenue depuis 2004.

6. Le montant des bourses octroyées se répartit assez équitablement depuis des années entre le degré secondaire II (49 %) et le degré tertiaire (51 %). 37 pour cent des bénéficiaires étudient cependant au degré tertiaire tandis que 63 pour cent sont élèves au degré secondaire II (chiffres 2011). Les tableaux suivants précisent ces informations en différenciant les types de formation.

Degré secondaire II

	Maturité		Années scol. de prépa. prof.		Ecoles pro. à temps plein		Formation prof. initiale		EMP après form. prof. initiale	
Année	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires
2007	2 549 522	421	3 467 100	973	2 506 702	382	4 554 960	816	434 227	76
2008	2 301 867	410	1 977 066	773	2 358 963	394	4 801 310	884	354 859	74
2009	2 756 616	440	2 154 302	835	2 887 761	426	5 090 543	917	330 423	67
2010	2 504 743	389	2 083 781	782	3 686 018	480	4 992 969	823	391 363	71
2011	2 140 707	345	1 828 614	727	3 581 854	455	5 021 945	794	434 925	76

Degré tertiaire

	Form. prof. sup.		HES		Universités, EPF	
Année	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires	Bourses en CHF	Bénéficiaires
2007	1 211 908	141	3 822 606	400	7 567 235	843
2008	822 302	113	3 357 276	402	6 621 607	834
2009	1 115 661	133	4 203 573	448	7 682 330	913
2010	1 245 118	155	4 863 486	517	7 280 601	793
2011	1 127 746	127	5 190 380	508	7 151 287	741

Source : Bourses et prêts d'études cantonaux, Office fédéral de la statistique (OFS)

7. En 2011, les bourses d'études se répartissaient comme suit entre les titulaires des différents permis de séjour :

Permis de séjour	Bourses	Bénéficiaires	Refus
Permis C	3,9 mio	525	225
Permis B	0,8 mio	111	99
Permis F (admis-es provisoirement)	0,9 mio	109	19
Total	5,6 mio	745	343

Dans le canton de Berne, 745 des 3 672 bénéficiaires de bourses, soit 20 pour cent, avaient en 2011 le statut d'étranger. Les chiffres étaient à peu près les mêmes les années précédentes. Fin avril 2011, les étrangers et étrangères représentaient 22 pour cent de la population résidante permanente suisse et 13 pour cent de la population du canton de Berne.

Sources : Bourses et prêts d'études cantonaux, Office fédéral de la statistique (OFS) Statistique des étrangers, à fin avril 2011, Office fédéral des migrations (ODM)

Délibération groupée de l'affaire 49, 2012.1134, motion 171-2012, de l'affaire 50, 2012.1135, motion 172-2012 et de l'affaire 51, 2012.1132, interpellation 170-2012. Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Débat groupé, voir affaire 2012.1134, motion 171-2012 ci-avant.

La présidente. Zur Interpellation, die ebenfalls zu diesem Paket gehört: Die Interpellantin ist befriedigt. Sie gibt keine weitere Erklärung ab.

Affaire 2012.1218

Numéro de l'intervention:	209-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	12.09.2012
Déposée par:	Schärer (Berne, Les Verts) (porte-parole) Imboden (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	109/2013
Direction:	INS

Plafonnement des taxes d'études

Le Conseil-exécutif est chargé de préparer la modification des bases légales pour que les taxes d'études soient plafonnées à 750 francs dans les trois hautes écoles du canton.

Développement

Les lois applicables aux hautes écoles définissent la fourchette des taxes d'études qui varie aujourd'hui entre 500 et 1000 francs, selon la décision du Conseil-exécutif. Dans le cadre du programme d'allégement 2012, les taxes d'études ont été augmentées de 150 francs et la subvention cantonale versée aux hautes écoles a été diminuée de la somme ainsi réalisée. A l'époque, le gouvernement et le Grand Conseil avaient déclaré que cette augmentation était supportable.

Le montant des taxes d'études constitue, avec les frais d'entretien, le principal obstacle à une formation en haute école, indépendamment des aptitudes des jeunes. Les étudiants et les étudiantes de l'Université de Berne disposent en moyenne de 1650 francs par mois, ceux de la Haute école spécialisée, d'à peine 1500 francs. 85 et 80 pour cent d'entre eux respectivement travaillent pour financer leurs études, gagnant en moyenne 710 francs par mois.

Aujourd'hui, les taxes d'études représentent l'équivalent d'un budget mensuel. Les étudiants et les étudiantes qui financent eux-mêmes l'essentiel de leur formation doivent travailler encore plus. Les plus touchés sont les jeunes issus des classes modestes et de la classe moyenne et ceux qui n'intègrent pas la formation tertiaire par la voie classique de la maturité gymnasiale.

Augmenter encore les taxes d'études serait incompatible avec les impératifs sociaux car de nombreux jeunes des classes modestes et de la classe moyenne ne pourraient tout simplement plus faire d'études. L'accès à la formation ne serait alors plus garanti dans le canton de Berne.

Le maximum doit donc être fixé à 750 francs. La présente motion a pour finalité de garantir l'égalité des chances dans l'accès à la formation tertiaire. Le plafonnement des taxes d'études au niveau actuel permettra d'éviter que de brillants jeunes ne puissent faire des études par manque d'argent.

Réponse du Conseil-exécutif

Les trois lois relatives aux hautes écoles (la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université, LUni, RSB 436.11 ; la loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise, LHESB, RSB 435.411 et la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone, LHEP, RSB 436.91) prévoient des taxes d'études entre 500 et 1000 francs par semestre. Cette fourchette a été fixée lors de la révision du 29 septembre 2000 (modification indirecte de la LUni, de la LHESB et de la LHEP dans le cadre de la loi sur la modification des dispositions concernant les écolages et les taxes d'études, ROB 01-43). L'objectif de la révision était d'harmoniser les écolages et les taxes d'études dans le degré tertiaire. Lors du débat parlementaire, il fut mentionné que la fourchette avait intentionnellement été fixée de manière assez large pour que de futures modifications des montants ne nécessitent pas de révision législative. Le Grand Conseil a fait confiance au Conseil-exécutif pour fixer chaque année le montant des taxes d'études avec modération (cf. le Journal du Grand Conseil, session de septembre 2000). Dans le cadre des mesures d'allègement du budget, le Conseil-exécutif a décidé, en novembre 2011, d'augmenter les taxes d'études pour les trois hautes écoles bernoises, les faisant passer de 600 à 750 francs par semestre. A cette date, les taxes d'études n'avaient plus été augmentées depuis plus de 13 ans à l'Université et depuis plus de sept ans à la Haute école spécialisée bernoise. Si l'on tient compte de la situation

financière du canton et des mesures d'économie qui menacent d'être appliquées dans les hautes écoles, cette augmentation peut être considérée comme modérée. Elle a d'ailleurs été soutenue par une nette majorité du Grand Conseil lors de la session de novembre 2011. Aucune autre augmentation des taxes d'études n'est prévue pour l'heure.
Les motionnaires demandent que le Conseil-exécutif prépare une révision des trois lois sur les hautes écoles dans le but de plafonner les taxes d'études au montant actuel de 750 francs par semestre. Comme cela a déjà été mentionné, le Conseil-exécutif a fait preuve d'une retenue hors du commun en matière d'augmentation des taxes d'études depuis l'entrée en vigueur du cadre légal actuel. Il a l'intention de poursuivre dans cette voie à l'avenir. Cependant, la loi doit continuer de lui laisser une marge de manœuvre grâce à laquelle des mesures qui pourraient s'imposer restent possibles et qui ne remette pas en question les objectifs de la révision de novembre 2000, à savoir l'harmonisation des écolages et des taxes d'études.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Die Motion wird von der Mitmotionärin Imboden vertreten.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Nachdem wir vorhin über Stipendien für die Berufsausbildung diskutierte haben, geht es in der vorliegenden Motion um die Hochschulen des Kantons Bern. Was will die Motion? Sie möchte, dass in den zuständigen Gesetzen, dem der Uni, dem der Fachhochschulen und dem der PH, festgelegt wird, dass die Studiengebühren auf 750 Franken plafoniert werden. Wir erinnern uns: Der Grosse Rat hat die Studiengebühren der Studierenden auf Anfang 2012 erhöht. Die Studierenden wehrten sich damals dagegen, sie sammelten mehr als 5000 Unterschriften für eine Petition. Die Motion will den damaligen Entscheid nicht rückgängig machen. Das möchte ich betonen. Sie will jedoch eine Plafonierung, damit der letzten Erhöhung, die vorgenommen wurde, keine weiteren folgen. Auch wenn der Regierungsrat die Motion leider ablehnt, sind wir froh, dass er wenigstens schreibt, es seien vorläufig keine weiteren Gebührenerhöhungen geplant. Uns ist es trotzdem ein Anliegen, das auch im Gesetz zu fixieren. Die Hochschulgesetze geben den Rahmen vor, wie die Studiengebühren festgelegt werden. Heute ist es eine Bandbreite von 500 bis 1000 Franken. Derzeit liegen die Gebühren genau in der Mitte. Hier hat der Regierungsrat die Kompetenz zu konkretisieren. Im Zusammenhang mit dem Entlastungspaket 2012 wurden die Studiengebühren erhöht, und wir erinnern uns, dass wir bereits im vorliegenden Budget bei den Hochschulen Sparmassnahmen vornehmen mussten, die sehr schwierig sind. Insgesamt wird von einem Paket von 8 Mio. Franken gesprochen, die bei den Hochschulen reduziert werden mussten. Uns ist es ein Anliegen, dass bildungspolitisch die Studierenden nicht weitergehend belastet werden. Die Studiengebühren sind für die Studierenden neben den Lebenshaltungskosten der grösste finanzielle Ausgabenposten. Ich kann es nachvollziehen, dass für viele von uns ein paar hundert Franken nicht nach wahnsinnig viel Geld klingen. Wenn man aber weiss, dass Studentinnen und Studenten an der Uni pro Monat 1650 Franken zur Verfügung haben, Fachhochschülerinnen und Fachhochschüler knapp 1500 Franken, dann machen höhere Studiengebühren eben doch einen Unterschied. 80 respektive 85 Prozent der Studierenden arbeiten neben dem Studium, und höhere Studiengebühren führen bei den meisten dazu, dass sie mehr Erwerbsarbeit leisten müssen und dass damit ihr Studium verlängert wird. Gerade für Studierende aus sozial schwächeren Verhältnissen sind das oft schwierige Situationen. Es reicht knapp nicht für Stipendien, aber es ist dennoch einschränkend, wenn man weniger Geld zur Verfügung hat.
Fazit: Die vorliegende Motion, die wir Ihnen gern zu Unterstützung empfehlen, möchte eine Plafonierung bei diesen 750 Franken, beim aktuellen Status quo, sodass wir jungen Menschen, die eine Ausbildung im Tertiärbereich absolvieren, unabhängig von ihren finanziellen Möglichkeiten weiterhin die Chance geben, nicht mit weiteren Gebührenerhöhungen rechnen zu müssen. Das wäre bildungspolitisch sinnvoll. Wir haben in anderen Kantonen und konkret bei der ETH sowohl in Lausanne wie auch in Zürich in den letzten Wochen miterlebt, dass die Studiengebühren erhöht werden sollten. Sehr schnell setzten sich alle Parteien – ich betone: alle Parteien inklusive SVP, CVP, links-grün sowieso – dafür ein, dass diese Studiengebühren nicht erhöht werden. Das ist aus meiner Sicht ein deutliches Signal, dass der Plafond erreicht ist. Die Studierenden haben im Moment auch eine Petition am Laufen, die ich Ihnen ans Herz legen möchte. Sie legt den Fokus auf die Frage, ob die Finanzierung unserer Hochschulen ins politische Bewusstsein ruft, dass es Geld für unsere Ausbildung braucht. Oft wird gesagt, Bildung sei unsere einzige natürliche Ressource. Die Jugend ist es, welche die Bildung und unsere Zukunft gestalten kann. Mit dieser Motion möchte ich ein Signal setzen, damit die Studiengebühren nicht erhöht werden und die Bildungspolitik im Kanton Bern für alle offen bleibt. Ich danke herzlich für Ihre Unterstützung.

Andreas Blaser, Steffisbourg (PS). Die Motion «Plafonierung der Studiengebühren» setzt ein deutliches Zeichen: Der Kanton Bern soll auch in Zukunft ein attraktiver Bildungskanton auf der Tertiärstufe bleiben. Es muss doch das Ziel sein, dass auch in Zukunft die talentiertesten und fähigsten jungen Menschen an unseren Universitäten, Fachhochschulen und pädagogischen Hochschulen studieren. Diese Zielsetzung wird aber nur erreicht, wenn sich alle Jugendlichen, welche die Voraussetzungen erfüllen, ein Studium auch leisten können. Das Stichwort ist Chancengleichheit. Das ist bereits heute nur beschränkt der Fall. Mit den heutigen Studiengebühren von 750 Franken pro Semester liegt der Kanton Bern gegenwärtig im oberen Mittelfeld der Hochschulgebühren in der Schweiz. Während die Gebühren in der Westschweiz bedeutend niedriger sind – im Kanton Genf zum Beispiel bei 500 Franken –, gehört der Kanton Bern unterdessen zu den teuersten Kantonen. Ein Ausreisser nach oben ist die HSG St. Gallen, aber dort gelten wohl andere Grundsätze. Meine Vorrednerin, Natalie Imboden, sagte, dass Studiengebühren nur ein Faktor der Lebenshaltungskosten der Studierenden sind. Das geht bei der ganze Geschichte wohl etwas vergessen. Gemäss Berechnungen der Universitäten kommt es auf die Lebenshaltungskosten je nach Studienort und selbstverständlich auch auf die persönlichen Ansprüche an. Die Gesamtkosten schwanken zwischen 21 000 und 31 000 Franken pro Jahr. Da können wir selbst ausrechnen, was das kostet. Was mich ebenfalls stört: Bereits bei der letzten Studiengebührenerhöhung mussten ausgerechnet die Studierenden – und damit meine ich vor allem deren Eltern – einen Beitrag an die Sanierung des Staatshaushalts

leisten. Aus meiner Sicht ist das kurzsichtig und widerspricht auf krasse Weise dem Slogan «Bildung ist der einzige Rohstoff unseres Landes». Wenn man landauf, landab Reden zur Bildungspolitik beiwohnt, ist das vermutlich das meistverwendete Zitat – aber eben nur in den Sonntagsreden. Wenn es um den Tatbeweis geht, ist es weniger der Fall. Heute kann der Grosse Rat ein Zeichen für die Studierenden setzen, indem er diese Motion überweist. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt sie grossmehrheitlich.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich muss die Kollegin Imboden enttäuschen: Die glp-CVP-Fraktion kann diese Motion nicht unterstützen. Wieso? Res Blaser versuchte vorhin bereits wieder, es so darzustellen, als ob die Befürworter der Motion für Bildung seien und wer dagegen ist, gegen Bildung. Ich glaube, auch im vorliegenden Fall ist es etwas komplizierter. Ganz bewusst wurde diese Bandbreite in das Hochschulgesetz aufgenommen, um dem Regierungsrat diesen Spielraum zu geben. In seiner Antwort schreibt der Regierungsrat vollkommen zu Recht, dass er mit diesem Spielraum sehr sorgfältig umgeht. Häufig werden hier persönliche Erfahrungen zum Besten gegeben. Ich kann das auch machen. Auch ich habe an der Uni Bern studiert und war Werkstudent, ohne Stipendien. Die Semestergebühren taten weh, aber sie waren nicht der entscheidende Faktor. Es gab viel wichtigere Faktoren, zum Beispiel die Miete. Wenn man eine Arbeit schreiben musste, war für mich auch immer ein Faktor, ob man jemanden findet, der die Arbeit betreut, also der Betreuungsfaktor, um effizient studieren zu können. Heute wäre, wie man hört, sicher die Verschulung des Universitätsstudiums ein Thema, die es immer schwieriger macht, im Bologna-System noch als Werkstudent tätig zu sein – zumindest, ohne dass die Studienzeit verlängert wird. Und das wird sie offenbar, obwohl man sich vom Bologna-System kürzere Studienzeiten erhoffte hatte. Item, das wäre ein anderes Thema. Wir hatten uns vom Bologna-System viel erhofft, und nichts davon ist eingetroffen – stattdessen einiges von dem, was wir befürchtet hatten.
Die glp-CVP-Fraktion nimmt hier das kleine Tabu in den Mund: Wir wären sogar bereit, darüber zu diskutieren, ob man angesichts der Rahmenbedingungen nicht eine Erhöhung der Studiengebühren ins Auge fassen müsste, und zwar bis ans obere Ende der Bandbreite von 1000 Franken. Was wir uns dafür wünschen würden, ist leider nicht Gegenstand dieser Motion. Vielleicht finden sich noch Interessierte, eine Motion einzureichen, die in diese Richtung geht. Wir würden uns wünschen, dass das Geld, vielleicht etwa 5 Mio. Franken, in der Uni bleibt, wenn die Studiengebühren plötzlich angehoben werden. Das wäre ein Wunsch an den Erziehungsdirektor, vielleicht kann er sich dazu äussern. Es gab bekanntlich eine Studie, die zeigt, dass Geld, das wir in die Uni investieren, gut investiertes Geld ist: Davon kommt etwas zurück. Ich glaube, wir könnten den Studenten eine Studiengebührenerhöhung zumuten, jedoch nur, wenn sie die Gewissheit haben, dass dieses Geld im Unibudget bleibt und dass nicht gleich im entsprechenden Ausmass beim Unibudget gekürzt wird.

Ueli Spring, Lyss (PBD). Ich kann mich sehr kurz fassen: Wir gehen mit der Antwort des Regierungsrats auf diese Motion vollumfänglich einig. Der Rahmen ist gegeben, und in diesem Rahmen bewegen sich die Studiengebühren. Sie sind noch nicht am obersten Rand davon. Es gibt keinen Grund, die geforderte Plafonierung vorzunehmen. An den steigenden Studierendenzahlen ist zudem ersichtlich, dass die Studiengebühren nicht den Ausschlag geben, ob jemand studiert oder nicht. Das ist sicher nicht der Hauptgrund. Die Zahlen sind klar steigend. Aus diesen Gründen beantragt die BDP-Fraktion, den Vorstoss abzulehnen.

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Ich kann mich Grossrat Brönnimann anschliessen: Ich war ebenfalls Werkstudent und finanzierte mein Studium vollumfänglich selbst, ohne irgendwelche Stipendien und ohne Unterstützung meiner Eltern. Die EVP-Fraktion lehnt die Motion ab, und zwar, weil wir den Eindruck haben, sie sei, aus einem anderen Blickwinkel gesehen, unfair. Sie ist unfair gegenüber anderen Bereichen in der Bildung, die in den nächsten Jahren werden sparen müssen. Aus unserer Sicht wäre es die Bevorteilung und Privilegierung eines bestimmten Bereichs, nämlich des Hochschulbereichs, wenn dort eine Plafonierung stattfinden würde. Wir müssen uns bewusst sein, dass in den nächsten Jahren auch der Bildungsbereich bei den Sparmassnahmen noch mehr zur Kasse gebeten werden wird. Man wird Opfer bringen müssen, auch im Hochschulbereich. Dass wir im Gesetz ähnliche Formulierungen bereits haben, sehe wir zum Beispiel im Musikschulgesetz: «Zur Erhaltung eines ausgeglichenen Finanzhaushalts» soll der Kanton Beiträge an Musikschulen plafonieren können. Auch dort besteht bereits eine Ungleichbehandlung oder eine ungerechte Belastung gewisser Familien. Ich sehe nicht ein, weshalb der Hochschulbereich davon ausgenommen werden soll, indem die Studiengebühren plafoniert werden sollen.
Ein zweiter Punkt: Wir erachten die aktuelle Situation im Gesetz mit dem Kostenrahmen von 500 bis 1000 Franken als vernünftig und nachvollziehbar. Ich kann mich auch da Grossrat Brönnimann anschliessen: Ich kann mir schlicht nicht vorstellen, dass für einen Studenten die Erhöhung der Studiengebühren von beispielsweise 100 Franken pro Semester den Ausschlag geben könnte, um ein Studium nicht mehr weiterführen zu können. Das kann nicht entscheidend sein. Da muss man lediglich zwei- oder dreimal weniger in den Ausgang gehen, und dann hat man die 100 Franken wieder drin. Wir lehnen die Motion ab: Wir sind auch im Sinn einer Gleichbehandlung mit anderen Bereichen, welche Sparmassnahmen über sich ergehen lassen müssen, gegen die Plafonierung von Studiengebühren.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Motionärinnen verlangen die Plafonierung der Studiengebühren in allen drei Berner Hochschulen, und das als Reaktion auf das Entlastungspaket 2012. Sie erinnern sich sicher noch an das Tohuwabohu, das sich deswegen auf der Tribüne abspielte. Ich kann es vorwegnehmen: Die SVP-Fraktion ist derselben Meinung wie der Regierungsrat und betrachtet es als verhältnismässig und massvoll, dass die Studiengebühren um 150 Franken erhöht wurden. Dabei ist auch zu berücksichtigen, dass die Gebühren beispielsweise an der Uni während 13 Jahren nicht mehr erhöht worden waren. Das wird in der Antwort auch klar dargelegt. Inzwischen gab es eine Teuerung von 9 Prozent. Unter dem Strich war es also eine Erhöhung von weniger als 100 Franken. Die SVP-Fraktion möchte den Spielraum, der momentan im Gesetz festgelegt ist, einstimmig beibehalten. Dies auch, um allenfalls reagieren zu können. Wir teilen die Meinung der Motionärinnen gar nicht, die behaupten, die Chancengleichheit sei nicht mehr gewährleistet und gewisse Studierende würden dadurch von einem Studium abgehalten.

Vielmehr sind wir der Ansicht, dass selbst bei einer Erhöhung auf 1000 Franken, die ebenfalls noch im Rahmen liegen würden, niemand davon abgehalten würde zu studieren. Schliesslich gibt es die Möglichkeit von Stipendien. Darüber wurde vorhin ausgiebig diskutiert. Aus den genannten Gründen lehnen wir die Motion einstimmig ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU lehnt die Motion ab. Im Moment steht die Bandbreite von 500 bis 1000 Franken zur Diskussion, wir finden das richtig so. Bis jetzt war das ausgewogen und angemessen, und der Regierungsrat hat dort Augenmass bewiesen und wird das auch weiterhin tun. Wir hörten etwas von Chancengleichheit: Diese sehe ich natürlich auch im Vergleich mit anderen Studiengängen, vielleicht nicht an der Uni, aber bei Weiterbildungen und Meisterprüfungen im handwerklichen Sektor. Dort ist es so, dass man zum Teil 100 Prozent arbeitet und die Weiterbildung in der Freizeit und am Abend macht. Ich habe mich kurz informiert, was bei uns Installateuren eine Weiterbildung am Abend kostet: Ein Semester kostet bis 2200 Franken. Deshalb bin ich der Meinung, man könne die Studiengebühren so lassen, wie sie aktuell sind. Gerade wegen der Chancengleichheit lehnen wir die Motion ab.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Studiengebühren sind vor allem eine Hürde für finanziell Schwächere. Wir müssen uns überlegen, was das Resultat dessen ist, was in einem Studium gelehrt wird: Es sind Leute mit höherer Qualifikation, mit höheren Löhnen, Leute, die mehr Steuern zahlen. Es gibt Bereiche, in denen wir auf mehr qualifizierte Leute dringend angewesen sind. Ich spreche speziell meinen Bereich an: den der Ingenieurinnen und Ingenieure. Wir haben zu wenige Leute und müssen Ausländer holen, was finanztechnisch ebenfalls interessant sein mag. Vor allem aber sollten wir mehr Studierende haben. Es wäre kein Problem, an den bernischen Ausbildungsstätten mehr Ingenieurinnen und Ingenieure auszubilden. Wenn man nun die Folgen einer Erhöhung der Studiengebühren betrachtet, ist es sicher nicht matchentscheiden, ob jemand 600, 750 oder 900 Franken zahlt. Aber es ist natürlich immer wieder eine Erhöhung der Schwelle und trifft die finanziell Schwächeren stärker als die andern. Es ist ganz einfach: In dem Fall gehen die Studierenden arbeiten. Wenn ich heute schwächere Studierende frage, weshalb sie nicht mehr lernen und sich engagieren würden, bekomme ich zu hören: «Ich arbeite noch an einer Tankstelle.» Oder: «Ich habe noch einen Nebenerwerb.» Das wird durch Bologna noch unterstützt, denn dort ist ein erheblicher Teil von Selbststudium vorgesehen. Ein Selbststudium kann man auf tieferem Niveau halten und stattdessen arbeiten gehen. Und dann wundert man sich, weshalb ein solcher Studierender schlechtere Leistungen zeigt und vielleicht noch eine Ehrenrunde dreht. Das sind die Leute, die mit Käse und Brot auf ihre 180 ECTS-Punkte kommen. Danach erhalten sie ein Diplom als «diplomiertes Eichhörnchen», das 180 Nüsschen sammeln konnte. Aber ein guter Ingenieur oder eine gute Ingenieurin, wie wir es uns wünschten, ist das nicht. Wir entlassend sie mit unguten Gefühlen in die Praxis und hoffen, dass keine Rückmeldung kommt und niemand fragt, wo so jemand studiert hat. Wir können uns also selbst das Leben schwer machen, indem wir bei den jungen Leuten, die finanziell schlechter gestellt sind, die Hürden erhöhen. Schlauer wäre es jedoch, diese Hürde nicht allzu hoch zu setzen, damit wir Leute haben, welche die Zeit des Studiums so brauchen, wie sie gedacht ist: nämlich zum Studieren.

Noch ein Wort zur Studiengebühr als solcher: Sie hat einen gewissen Wert und soll eine gewisse Höhe haben. Manchmal haben wir Studierende, bei denen wir uns fragen, was sie eigentlich bei uns machen und wie wir sie auf eine anständige Weise loswerden. Wir sagen uns jeweils, schlimmstenfalls zahlt er wenigstens seine Studiengebühren, und irgendwann sind wir ihn auch wieder los. Studiengebühren haben durchaus ihren Wert. Es ist ein Rückkopplungseffekt im ganzen System. Wir müssen jedoch schauen, dass wir es nicht übertreiben. Deshalb ist die Höhe von 750 Franken wahrscheinlich ein recht gutes Signal, dass es sich lohnt, an den bernischen Hochschulen zu studieren. Ich persönlich werde die Motion annehmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Vieles wurde nun gesagt, und ich möchte auf drei Punkte noch einmal eingehen. Vorweg möchte ich aber in Erinnerung rufen, dass die letzte Runde einer Erhöhung der Studiengebühren nicht dazu diente, das Betreuungsverhältnis der Studierenden an der Fachhochschule oder an der Universität zu verbessern; vielmehr war es ein Beitrag zur Verbesserung der Kantonsfinanzen. Es ist sicher nicht der geeignete Ort, das Geld vor allem beim Bildungsnachwuchs, der den Kanton vorwärtsbringen sollte, zu holen. Zwischen dem Jahr 2000 und 2010 nahmen die Studierendenzahlen, nur bezogen auf die Universität, um 50 Prozent zu. Die Mittel der Universität Bern stiegen jedoch nur um 12 Prozent. Das zeigt recht deutlich, dass es ein Missverhältnis gibt. Das wirkt sich auch auf die Qualität der Bildung aus. An die Adresse der glp: Tatsächlich sind die Studiengebühren, wie ich ebenfalls sagte, nicht der ausschlaggebende Punkt. Die Wohnungsmieten der Studierenden kann der Grosse Rat leider nicht direkt beeinflussen. Man könnte zwar, aber man tut es nicht. Von daher sind eben die Studiengebühren der Bereich, den wir hier beeinflussen können. An die Adresse der BDP: Es ist in der Tat nicht der allein entscheidende Punkt, aber wenn die Studiengebühren steigen, steigen auch die Mieten und die übrigen Lebenshaltungskosten. Die Stipendien halten da nicht mit. Deshalb sind die Studiengebühren trotzdem ein wichtiger Bereich. Und an die Adresse der SVP: Man kann eine Weiterbildung nicht mit einer Grundausbildung vergleichen. Die Leute, die eine Fachhochschule oder eine Universität besuchen, sind 18-, 19-, 20-jährig. Es handelt sich um eine Erstausbildung, und sie haben im Normallfall noch keine Ausbildung absolviert und haben noch nichts im Portemonnaie beiseitelegen können. Sie haben auch keinen Lehrbetrieb, der ihnen die Ausbildung finanziert. Entweder finanzieren die Eltern das Studium; wenn sie dazu nicht in der Lage sind, gibt es Stipendien. Viele sind irgendwo dazwischen. Und da ist es durchaus von Bedeutung, ob man pro Monat ein paar hundert Franken mehr oder weniger für die Studiengebühren bezahlen muss. Fazit: Wir würden das Signal wichtig finden, die Studiengebühren in der Verordnung respektive im Gesetz zu regeln. Wir sagen im Moment: «750 Franken sind genug.»

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Im Entlastungspaket 2012 wurden in der Tat die Studiengebühren für die drei Hochschulen auf 750 Franken pro Semester angehoben. Wie Thomas Brönnimann richtig sagte, kam dieses Geld nicht den Hochschulen zugute, sondern der Staatskasse. Wir kürzten entsprechend den Beitrag an die Hochschulen. Es handelte sich um eine Entlastungspaketsmassnahme für den Staatshaushalt und nicht um eine Förderungsmassnahme für die Hochschulen. In dem Sinn habe ich Verständnis

für den Protest der Studierenden, die gewünscht hätten, dass die höheren Studiengebühren wenigstens in die Kasse der Hochschulen fliessen, um die Betreuungsverhältnisse zu verbessern. Es handelt sich immerhin um einen kleinen, einstelligen Millionenbetrag. Aber es brachte etwas, und wenn das Geld der Uni, der PH oder der Fachhochschule zugutegekommen wäre, hätten sich die Studierenden weniger daran gestört. Die Finanzlage des Kantons Bern ist nun einmal so, wie sie ist, und deshalb wurde diese Massnahme ergriffen. Bei den Studiengebühren bewegen wir uns innerhalb der Schweiz damit im oberen Mittelfeld. Wir sind nicht die teuersten, sind aber nicht mehr im Mittelfeld, sondern, wie gesagt, im oberen Mittelfeld. Deshalb haben wir auch nicht die Absicht, die Studiengebühren weiter anzuheben. Wir sind jetzt bei diesen 750 Franken, und im Moment gibt es kein Projekt, darüber hinauszugehen. Im Gesetz ist eine Bandbreite von 500 bis 1000 Franken festgehalten. Wir lehnen die vorliegende Motion ab, die im Gesetz diese Bandbreite verringern und 750 Franken als obersten Betrag festsetzen will. Das Gesetz muss nach Möglichkeit ein paar Jahre Gültigkeit haben. Von daher ist es richtig, eine Bandbreite von 500 bis 1000 Franken pro Semester zu haben. Das scheint uns die richtige zu sein. Sie wurde auch im neuen Uni-Gesetz nicht geändert. Wir lehnen also die Motion nicht deswegen ab, weil wir beabsichtigen würden, demnächst die Studiengebühren anzuheben, sondern weil wir finden, das Gesetz sollte einen gewissen Spielraum zulassen. Und der Spielraum, den das Gesetz enthält, ist der richtige. Deshalb bitte ich Sie, die Motion abzulehnen.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	34
Non	103
Abstentions	3

La présidente. Der Grosse Rat hat die Motion abgelehnt.

Affaire 2012.0967

Numéro de l'intervention:	160-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	09.07.2012
Déposée par:	Baltensperger (Zollikofen, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	30.01.2013
Numéro de l'ACE	110/2013
Direction:	INS

Haute école pédagogique germanophone: sondage sans suite?

Lors de la délibération du rapport de gestion 2011 de la Haute école pédagogique germanophone PHBern, des membres du Grand Conseil se sont étonnés que le Conseil-exécutif ne réagisse pas au résultat d'un sondage montrant qu'un tiers des membres du corps enseignant ne se sentent pas suffisamment préparés à l'exercice de leur exigeante profession et ont demandé par quels moyens le gouvernement pensait aborder la question dans les plus brefs délais.

Même s'il ne faut pas attendre de miracle, la réponse du Conseil-exécutif a surpris car elle donnait l'impression que le canton a financé un sondage resté en définitive sans suite : « Nous devons laisser la haute école réunir ses expériences (…). Nous analyserons les prochains sondages plus en détail (…). Nous souhaitons attendre deux ou trois ans (…). » [trad.]
Dans ce contexte, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
Quelle était la finalité de ce sondage si d'emblée, il était clair que pour certaines raisons, rien ne serait entrepris ?
Comment justifier le coût du sondage si aucun enseignement n'en est tiré ?
Quels enseignements, prématurés selon lui, le Conseil-exécutif tire-t-il de ce sondage ?
Pourquoi ne pas analyser maintenant en détail les résultats du sondage et ne pas aborder les problèmes de front ?
(Les citations sont tirées du Journal du 12 juin 2012, page 804.)

Réponse du Conseil-exécutif

Différentes conclusions importantes ont pu être tirées de l'enquête menée auprès des anciens étudiants et étudiantes de la PHBern. Cette enquête a tout d'abord permis de rassembler des informations statistiques, de savoir par exemple si les diplômés et diplômées de l'école exerçaient une activité correspondant à leur profil ou encore si la situation de l'emploi du corps enseignant avait connu des évolutions. Elle a également fourni des informations sur la manière dont les offres de la PHBern pouvaient être améliorées ainsi que sur l'intérêt des anciens étudiants et étudiantes pour les diverses offres de formation et de formation continue de l'école. Dans le mandat de prestations (objectifs et prescriptions) qu'il a confié à la PHBern pour les années 2010 à 2013, le Conseil-exécutif a indiqué dans les objectifs généraux que l'institution devait préparer et qualifier au mieux les futurs enseignants et enseignantes pour leur activité professionnelle. L'enquête est donc réalisée auprès de ces derniers tous les deux ans, à deux périodes distinctes, dans le cadre de la gestion de la qualité. Lors du premier volet de l'enquête (environ cinq mois après la fin de la formation), il s'agit pour eux d'évaluer a posteriori la formation qu'ils ont reçue et de fournir des renseignements concernant leur entrée dans la vie active. Deux ans plus tard, les mêmes anciens étudiants et étudiantes sont de nouveau interrogés. L'objectif est de les inviter à évaluer leurs premiers pas sur le marché du travail ainsi que les incidences de leur formation sur leur vie professionnelle avec un plus de recul et une plus grande expérience. Depuis 2012, il est prévu que le premier volet de l'enquête soit organisé tous les ans afin de garantir une certaine continuité.
Les coûts de la dernière enquête s'élèvent à 26 000 francs pour le premier volet et à 32 000 francs pour le second. Ces chiffres comprennent la préparation de l'enquête et des instruments, sa réalisation, son dépouillement et l'établissement du rapport final. Comme précisé dans la réponse à la question 4, cette enquête fournit aujourd'hui déjà des informations précieuses qui permettent d'accroître constamment la qualité des prestations de la PHBern.
Si l'on se réfère aux objectifs de prestation définis dans le mandat de prestations de la PHBern, il apparaît qu'en seulement trois années de formation, les étudiants et étudiantes sont relativement bien préparés à la tâche principale de l'enseignant ou de l'enseignante, à savoir enseigner huit disciplines sur huit degrés scolaires. La PHBern a évalué de manière approfondie les résultats de l'enquête dans le cadre du reporting-controlling

réalisé à l'intention de la Direction de l'instruction publique. Elle se réjouit de la grande satisfaction exprimée par les nouveaux enseignants et enseignantes quant à différents aspects de l'apprentissage et de l'enseignement à la PHBern (diversité pédagogique, organisation des enseignements, compétences propres à l'enseignement, etc.). Comme elle s'y attendait, les résultats ont été un peu moins bons concernant l'évaluation des connaissances et compétences dans les autres domaines d'intervention des enseignants et enseignantes, qui ne peuvent être abordés que ponctuellement dans les cours et dans les stages, à savoir les questions d'organisation scolaire et la collaboration avec les directions d'école, les parents, le corps enseignant spécialisé, les différents services et les autorités. La brièveté de la formation ne permet qu'un premier contact avec ces aspects du métier, lesquels sont toutefois approfondis lors de la phase d'initiation (offre prévue par la PHBern). Le Conseil-exécutif estime donc qu'il n'est pas particulièrement inquiétant que des enseignants et enseignantes éprouvent encore quelques incertitudes dans ces domaines en début de carrière. Ce « choc » face à la pratique existe également dans d'autres professions. Il a été régulièrement décrit dans des études ces dernières années, particulièrement pour la profession enseignante.
Le Conseil-exécutif est convaincu que les résultats de l'enquête ont été analysés avec le plus grand soin et que la PHBern, qui est en dialogue constant avec la Direction de l'instruction publique, en a tiré les enseignements nécessaires. Malgré de bons résultats dans l'ensemble, la PHBern s'efforce d'améliorer sans cesse ses filières et de réliser les ajustements qui s'imposent. Ainsi, dans le contexte du remaniement du programme d'études pour 2013, elle a fait en sorte de laisser une plus grande place aux questions trop peu abordées jusqu'à présent dans la formation des enseignants et enseignantes. Elle a par ailleurs l'intention de donner plus d'importance à ces aspects dans le cadre de la phase d'initiation professionnelle d'un à deux ans, qui elle aussi est actuellement repensée. L'Institut für Weiterblidung de la PHBern et les directions d'école devraient désormais être plus impliqués dans ce processus d'introduction à la profession. Les premières améliorations découlant de l'enquête sont donc déjà en cours de réalisation. Il convient toutefois de souligner que l'évaluation dont il est question est la première depuis la création de la PHBern en 2005 à s'intéresser à des étudiants et étudiantes ayant achevé leur formation trois ans plus tôt. Dans l'intervalle, le lien entre pratique et formation a été constamment renforcé, notamment en raison des exigences du Conseil-exécutif et de la Direction de l'instruction publique inscrites dans le mandat de prestations confié à la PHBern. Même si une proportion de 65 pour cent d'évaluations bonnes ou moyennes ne saurait convaincre pleinement le Conseil-exécutif, il serait selon lui prématuré d'engager des changements de grande ampleur dès cette première enquête. En effet, comme pour toute évaluation, les résultats obtenus n'ont véritablement de sens que s'ils sont comparés à d'autres valeurs et si des constats peuvent être dressés sur une période relativement longue. C'est pourquoi le Conseil-exécutif et la Direction de l'instruction publique suivront la situation de près et prendront des mesures si cela devait s'avérer nécessaire au vu des résultats de la prochaine enquête, par exemple en modifiant plus en profondeur le programme d'études.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort teilweise befriedigt. Sie gibt eine Erklärung ab.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Weshalb nur teilweise? Das Erste, was mich gestört hat, ist, dass es so lange dauerte, bis die Antwort kam. Das ist manchmal Schicksal. Es ist einfach schon eine Weile her seit dem Geschäftsbericht 2011. Vor allem hat mich jedoch gestört, weshalb Befragungen und Evaluationen durchgeführt wurden, ohne dass man daraus Lehre ziehen wollte. Und das wurde auch nicht wirklich beantwortet. So wurde das bei der Kenntnisnahme des Geschäftsberichts 2011 kommuniziert. Mindestens machte es den Anschein. Das ist auch der Grund, weshalb ich mit der Antwort nicht zufrieden bin. Bei all meinen Fragen geht es nämlich nicht um die Ergebnisse und die Konsequenzen der Evaluation, sondern um den Eindruck, der entstanden ist, dass man keine Lehren daraus habe ziehen wollen. Dazu habe ich bekanntlich dem Tagblatt einige Zitate entnommen. Die Antwort, die nun vorliegt, wäre meines Erachtens die Antwort gewesen, die als Information bei der Berichterstattung hätte kommuniziert werden müssen. Das wäre damals spannend und von Interesse gewesen. Deshalb bin ich inhaltlich mit der Antwort eben sehr wohl zufrieden – deshalb der Mix mit «teilweise».

Affaire 2012.1115

Numéro de l'intervention:	165-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	8
Urgente:	Non 06.09.2012
Date de la réponse:	16.01.2013
Numéro de l'ACE	46/2013
Direction:	INS

Libre choix des matières du programme scolaire
Certains membres du syndicat LEBE pensent que les enfants devraient pouvoir choisir librement les matières dans lesquelles ils souhaitent acquérir des connaissances et le temps qu'ils veulent y consacrer. Ce qui équivaut à remettre en question l'enseignement général que le monde entier nous envie. L'argument invoqué pour justifier cette position, c'est que chaque enfant a son propre rythme d'apprentissage et ses propres centres d'intérêt. Il serait donc logique que l'enfant puisse décider lui-même ce qu'il veut apprendre, quand, comment et où. L'enseignant ou l'enseignante se bornerait dès lors à accompagner l'enfant dans son apprentissage et à lui fournir du matériel scolaire. L'enseignement risque donc de perdre encore de son attrait, ce qui ne manquera pas de générer des problèmes de recrutement.
Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
Ne court-on pas le risque :
que les enfants perdent l'esprit de corps et méconnaissent les valeurs jusque-là transmises en classe ?
que cette individualisation de l'enseignement ne provoque de graves troubles à l'école et surtout ne pénalise les élèves faibles ?
que le manque d'incitation des élèves à suivre l'enseignement en classe ne se traduise par un nivellement par le bas des performances scolaires ?
que les tests qui permettent de contrôler les connaissances

des élèves et les incitations à l'apprentissage - deux moyens d'améliorer les résultats scolaires - ne deviennent impossibles ?
que l'élève, confronté pendant la scolarité obligatoire à ce choix déterminant pour son avenir, ne soit dépassé par les événements ?
que l'école ne soit plus en mesure de contribuer au maintien du système démocratique, les enfants n'ayant plus la possibilité de travailler ensemble sur des contenus et connaissances prédéterminés ?
Que fait la Direction de l'instruction publique pour éviter cette catastrophe pédagogique et politique ?

Réponse du Conseil-exécutif
L'auteure de l'interpellation fait référence au projet IFÄ qui a été présenté par l'association de personnel Enseignantes et enseignants Berne (LEBE) dans sa revue Berner Schule en mai 2012. Comme l'article en question l'indique, IFÄ signifie « Individueller Fächerkanon », c'est-à-dire « éventail de disciplines individuel ». Ce projet devrait selon les auteurs intégralement remplacer le plan d'études de l'école obligatoire bernoise et donc la formation générale dispensée à tous les élèves. L'auteure de l'interpellation demande que le Conseil-exécutif prenne position à propos de ses doutes.
La présente interpellation est un cas particulier car elle concerne un projet qui n'existe pas. En mentionnant le projet IFÄ, les auteurs de l'article ont en effet souhaité, d'une façon satirique, lancer une discussion qui doit selon eux être menée d'urgence. Ils trouvent en particulier très importante la question de savoir quelles disciplines devront à l'avenir être plus ou moins prioritaires, cette question étant également d'actualité dans le cadre des discussions portant sur le nouveau plan d'études alémanique Lehrplan 21.
Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif renonce à répondre plus précisément aux différentes questions de l'interpellation. Il tient cependant à souligner les points suivants :
Le plan d'études alémanique (que ce soit 95 ou 21)
formule la mission sociétale de l'école ;
est un acte légal ayant force obligatoire ;
structure l'éventail de disciplines et fixe, de manière contraignante, les objectifs que les élèves doivent atteindre et les compétences qu'ils doivent acquérir grâce à l'enseignement ;
permet ainsi d'assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage.
C'est pourquoi il est totalement impensable pour le Conseil-exécutif qu'un « éventail de disciplines individuel » puisse un jour remplacer un plan d'études ayant force obligatoire. Il souhaite en revanche que soient garanties des conditions optimales permettant aux écoles de remplir leur mission sociétale et de dispenser aux élèves une formation générale complète.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort befriedigt. Sie gibt eine Erklärung ab.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Verschiedene Exponenten der Gewerkschaft der Lehrerinnen und Lehrer, LEBE Bern, aber auch Politikerinnen und Politiker fordern in der Volksschule noch mehr individuellen Unterricht und eine vermehrte Fächerauswahl; die Kinder sollen die Fächer auswählen können. In der Basisstufe, aber auch beim Wochenplan und beim Frühfranzösischlehrmittel sehen wir schon, dass die Kinder vor allem individuell arbeiten. Meine Bedenken, dass die Lehrpersonen nur noch Materialbeschaffer und Lernbegleiter werden und dass die erwiesenermassen bessere Lernmethode des Klassenunterrichts verloren ginge, teilt gemäss der Antwort auch die Erziehungsdirektion, indem sie sagt, dass im Bulletin «Berner Schule» die Diskussion zum Thema der Fächerauswahl und des individuellen Unterrichts angestossen worden sei und nun stattfinden sollte. Dafür danke ich dem Regierungsrat. Ich hoffe, das sei auch im Lehrplan 21, der bei uns im Kanton Bern sehr geheim gehalten wird, wirklich kein Thema.

Affaire 2012.1148

Numéro de l'intervention:	187-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Moeschler (Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	23.01.2013
Numéro de l'ACE	79/2013
Direction:	INS

Le canton va-t-il se reposer uniquement sur la loterie pour l'encouragement à la culture?
Le Conseil-exécutif a décidé ce printemps un moratoire sur les nouvelles dépenses et places de travail qui est entré en vigueur le 20 août dernier. Ce moratoire concerne, bien entendu, toute l'administration cantonale et par là-même tout le canton.
L'Office de la culture n'échappe donc pas au moratoire et une partie des subventions est gelée jusqu'à la fin de l'année (de même que l'engagement de toute nouvelle personne). Le compte Fonds des actions culturelles/Swisslos peut par contre encore être sollicité pour que les projets qui répondent aux critères établis puissent continuer d'être soutenus.
La nouvelle loi sur l'encouragement de la culture prévoit qu'à l'avenir il n'y ait qu'un seul fonds pour les subventions à des projets culturels : le Fonds d'encouragement des activités culturelles. Ce fonds sera alimenté en partie par le Fonds de loterie et en partie par des fonds du budget de la Direction de l'Instruction publique.
À terme, il est à craindre que le compte de l'Office de la culture disparaisse et que le soutien à la culture ne soit assuré qu'à l'aide du Fonds de loterie /Swisslos, tributaire donc des gains de la loterie.
Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes à ce sujet :
À l'avenir, est-il prévu que l'encouragement de la culture relève essentiellement du Fonds de loterie (avec ses propres règles et en fonction des recettes de la loterie) ?
Que se passera-t-il en cas de gel des dépenses, comme actuellement, sous le régime de la nouvelle LEAC ? La culture continuera-t-elle à être subventionnée, ou toute dépense sera-t-elle bloquée ?
Si le Conseil-exécutif envisage de faire reposer à terme tout le subventionnement à la culture sur des moyens issus du Fonds de loterie, quelles en seraient les conséquences pour la politique culturelle cantonale et, plus spécifiquement pour le soutien à la culture francophone ?
Le Conseil-exécutif est-il d'avis que l'encouragement à la culture tant pour les francophones que pour les alémaniques

est une tâche d'Etat qui implique aussi une utilisation des fonds propres tirés du budget ?

Réponse du Conseil-exécutif
L'auteure de l'interpellation souhaite savoir si, avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2013 de la loi totalement révisée sur l'encouragement des activités culturelles, l'encouragement de la culture est uniquement financé via les recettes de loterie et connaître les conséquences qu'un nouveau moratoire sur les dépenses pourrait avoir sur l'encouragement de la culture.
Question
Depuis l'entrée en vigueur au 1er janvier 2013 de la loi totalement révisée sur l'encouragement des activités culturelles, l'encouragement des activités culturelles est principalement financé via le nouveau Fonds d'encouragement des activités culturelles et non par le Fonds de loterie. Ce nouveau fonds est alimenté par des recettes de loterie mais aussi par des fonds publics généraux (cf. art. 34, al. 1 LEAC). Il incombe toutefois au Conseil-exécutif de déterminer chaque année quelle somme proviendra des fonds publics généraux et quelle somme sera prélevée sur le Fonds de loterie (au maximum 20% de la part des bénéfices nets reçue chaque année). Les règles concernant le versement de subventions depuis le Fonds d'encouragement des activités culturelles, fixées dans la législation sur l'encouragement des activités culturelles, sont différentes de celles régissant les prélèvements effectués sur le Fonds de loterie.
Question 2
Le fait que le Fonds d'encouragement des activités culturelles tombe ou non sous le coup d'un éventuel moratoire sur les dépenses dépend des conditions associées à ce moratoire. Le moratoire arrêté par le Conseil-exécutif pour la période allant du 20 août au 31 décembre 2012 (ACE 1183/2012) prévoyait ainsi notamment que les subventions financées via un fonds alimenté pour deux tiers au moins par des fonds de tiers ne soient pas concernées par le gel des dépenses.
De la même manière, ce moratoire sur les dépenses ne s'appliquait pas aux subventions versées aux institutions culturelles et aux organisations régionales dans le cadre de contrats de prestations.
Si le Conseil-exécutif devait ordonner un nouveau moratoire, il devrait alors définir à nou-veau les modalités concrètes de son application. Il n'est pour l'heure pas possible de faire une quelconque supposition à ce sujet.
Question 3
Les subventions prélevées sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles sont soumises à des règles uniformes, et ce quelle que soit la proportion des moyens provenant des fonds publics généraux ou des recettes de loterie. Aucun changement n'est à craindre dans le domaine de la politique culturelle ou du soutien à la culture francophone.
Question 4
La solution choisie, qui associe moyens budgétaires et moyens du Fonds de loterie, donne en principe au Conseil-exécutif la marge de manœuvre suffisante pour maîtriser le niveau des avoirs du Fonds d'encouragement des activités culturelles en cas de dégradation de la situation financière du canton ou de diminution des recettes de loterie. Dans l'idéal, la meilleure continuité possible en termes de ressources devrait être assurée pour garantir l'encouragement des projets culturels.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1208

Numéro de l'intervention:	204-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	11.09.2012
Déposée par:	Stucki (Berne, PS) (porte-parole) Schärer (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	16.01.2013
Numéro de l'ACE	47/2013
Direction:	INS

Soutenir l'enseignement de la langue et de la culture d'origine pour favoriser l'intégration
L'enseignement de la langue maternelle contribue largement, on le sait, à l'égalité des chances dans la formation : les aptitudes linguistiques des enfants issus de la migration sont stimulées et la reconnaissance de leur culture d'origine a également un impact positif sur leur intégration.
En Suisse, l'enseignement de la langue et de la culture d'origine (LCO) est souvent organisé par des organisations de migrants. Les ambassades et les consulats de certains pays veillaient auparavant à l'enseignement de la LCO et prenaient les coûts à leur charge.
Mais, du fait de la crise, de nombreux pays ont réduit ou carrément supprimé ces prestations. Fin 2011, par exemple, le Portugal a licencié 20 enseignants et enseignantes, réduit le nombre de cours proposés et introduit une participation des parents. Le même scénario risque de se reproduire pour l'Italie et la Grèce.
Depuis des décennies, on se demande comment mieux intégrer l'enseignement de la LCO dans les programmes de l'école publique. Le colloque Convegno de la CDIP était consacré à ce thème en 2010. Mais, concrètement, on ne note que peu d'avancées. Zurich a par exemple mis au point un plan d'études cadre pour l'enseignement de la LCO qui devait garantir un certain niveau de qualité. Mais les acquis ont été anéantis par la réduction des cours.
Dans ce contexte, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
Pense-t-il lui aussi que l'enseignement de la LCO est l'un des facteurs de réussite de l'intégration et de la stimulation scolaire ?
Des cours de LCO ont-ils été supprimés dans le canton de Berne ? Dans quelle envergure ?
Dans le cas où les pays d'origine réduisent les prestations, que fait le Conseil-exécutif pour maintenir cette offre importante ?
Est-il disposé à promouvoir une meilleure intégration de l'enseignement de la LCO sur la base de la Stratégie de la formation ?

Réponse du Conseil-exécutif
Question 1
L'enseignement de la langue et de la culture d'origine (LCO) permet aux enfants grandissant avec plusieurs langues d'étendre leurs compétences dans leur langue première (langue du père ou de la mère) ainsi que leur connaissance de la culture d'origine de l'un ou l'autre de leurs parents. Il complète l'enseignement linguistique dispensé dans les classes régulières dans la mesure où les deux processus d'apprentissage s'influencent positivement.

Aujourd'hui, nombreux sont les enfants et adolescents qui grandissent dans un environnement multilingue : ils parlent par exemple arabe, chinois ou croate à la maison ou encore espagnol avec l'un de leurs parents et allemand avec l'autre. En Suisse, les mariages binationaux représentent actuellement plus de 40 pour cent des unions. Ainsi, cela fait longtemps que l'enseignement LCO ne s'adresse plus principalement aux enfants de travailleurs migrants séjournant en Suisse pour une courte période et souhaitant que leurs enfants puissent réintégrer par la suite le système scolaire de leur pays d'origine. Aujourd'hui, l'enseignement LCO vise bien plus à promouvoir, également dans le contexte scolaire, la maîtrise de la ou des langues parlées à la maison afin d'acquérir des compétences qui vont au-delà de la pratique orale quotidienne (comme savoir lire et écrire, comprendre les structures de la langue, enrichir son vocabulaire). L'enseignement LCO permet en outre d'échanger des expériences, tant à propos de culture d'origine du père ou de la mère que de la culture suisse, d'approfondir ses connaissances et de se questionner. Cela contribue à renforcer l'identité des enfants et adolescents grandissant avec plusieurs langues et facilite leur intégration dans la société.
L'enseignement dispensé en langue première aide ainsi ces enfants à développer leur pratique linguistique et à se forger une identité. Cela constitue un facteur de réussite scolaire et d'intégration sociale mais aussi de renforcement du plurilinguisme et des compétences interculturelles. Ces deux aspects occupent une place toujours plus importante dans notre société, tant dans la vie professionnelle que dans la vie privée, et représentent une véritable ressource sociale, culturelle et économique dans le contexte de la mondialisation.
C'est en ce sens que le Conseil-exécutif partage l'avis des auteures de l'interpellation.
Question 2
L'enseignement LCO est proposé par certains pays d'origine via les consulats ou par des organisations privées telles que des associations de parents. Dans le canton de Berne, l'offre LCO comprend plus de 20 langues. Chaque semaine, ce sont ainsi plus de 400 cours qui sont dispensés par 180 enseignants et enseignantes dans une cinquantaine de lieux.
Le Conseil-exécutif n'a pas une connaissance précise de l'ampleur des coupes envisagées s'agissant des cours financés par les pays d'origine. En italien, l'offre a été plusieurs fois réduite au cours de ces dernières années.
Pour l'année scolaire 2012-2013, le nombre de prestations proposées en italien, espagnol et portugais a diminué de 10 à 20 pour cent par rapport à l'année précédente. Ces réductions ont été compensées en partie par le regroupement de différents niveaux ou groupes d'âge au sein d'un même cours.
Question 3
Jusqu'à présent, le canton de Berne, comme les autres cantons, n'assume aucune responsabilité juridique ou financière en ce qui concerne l'enseignement LCO.
Le Conseil-exécutif tient à souligner que, dans le contexte de la révision de la loi sur l'école obligatoire, des propositions relatives à une participation financière du canton ont déjà été refusées par la commission consultative. Indépendamment de la situation financière du canton, il n'existe donc pour l'heure aucune base légale autorisant ce dernier à soutenir financièrement l'enseignement LCO.
Le Grand Conseil a toutefois accepté que l'article 4, alinéa 4 du concordat HarmoS soit repris dans la loi sur l'école obligatoire. Cet article fournit une base légale aux activités d'organisation, de coordination et de conseil exercées par le canton dans le domaine de l'enseignement LCO.
Dans le prolongement de la révision de la loi sur l'école obligatoire, la Direction de l'instruction publique publiera des lignes directrices sur l'enseignement LCO au printemps 2013. Ce document clarifiera les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes, proposera des améliorations en termes d'organisation des cours et mettra en évidence des possibilités de collaboration ponctuelle quant à leur contenu.
Question 4
Le Conseil-exécutif a la volonté, comme il le souligne au point 3, d'améliorer la collaboration entre les responsables de l'enseignement LCO et l'école obligatoire dans le cadre des ressources disponibles et des structures existantes.
Par ailleurs, le canton de Berne s'engage en faveur de la promotion du plurilinguisme et de l'intégration scolaire au sein de divers comités de la CDIP.
La Stratégie de la formation est en cours de remaniement. Il conviendra d'examiner si des références à l'enseignement LCO doivent être ajoutées dans les orientations stratégiques de ce document sous les points « Plurilinguisme » ou « Egalité des chances ».

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1215

Numéro de l'intervention:	206-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	12.09.2012
Déposée par:	Iannino Gerber (Hinterkappelen, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	16.01.2013
Numéro de l'ACE	48/2013
Direction:	INS

Nettoyage du Gurnigel après la course

J'ai lu dans la presse que depuis des années, pour ne pas dire des décennies, après la course du Gurnigel, le nettoyage est assuré par des écoliers et écolières. Les trois classes impliquées touchent 300 francs chacune pour ce travail. Je trouve choquant que les organisateurs de cette manifestation commerciale n'assurent pas eux-mêmes le nettoyage.
Je prie dès lors le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :
Quel est l'apport pédagogique de cette opération qui consiste pour les élèves à éliminer les déchets laissés par d'autres ?
Ce travail de classe est-il autorisé par la loi ?
Combien les opérations de nettoyage coûteraient-elles aux organisateurs s'ils devaient les effectuer eux-mêmes ?
Le Conseil-exécutif va-t-il intervenir pour que ces travaux ne soient plus effectués par des enfants ?
Va-t-il intervenir pour qu'à l'avenir, les organisateurs mettent au point une stratégie de gestion des déchets prévoyant l'introduction d'une consigne sur les bouteilles et la vaisselle et l'installation de suffisamment de poubelles le long du circuit ?

Réponse du Conseil-exécutif
Il y a plus de 30 ans, les classes de l'école de Rüti bei Riggisberg nettoyaient déjà le circuit et les zones sur lesquelles est organisée la course du Gurnigel. Après la fermeture de cette école, ce sont les classes de Riggisberg qui ont repris cette tradition. Les parents comme les enseignants et enseignantes se joignent aux élèves pour ramasser les déchets après la course.
Point 1
L'initiative de nettoyage après la course du Gurnigel fait partie du programme environnemental des écoles de Riggisberg. Les enseignants et enseignantes préparent l'intervention des élèves en abordant au préalable avec eux des thèmes comme la protection de l'environnement, les déchets et la durabilité, thèmes qui sont également mentionnés dans le plan d'études de la discipline Natur – Mensch – Mitwelt (Connaissance de l'environnement).
Une intervention de ce type permet à l'école de sensibiliser les enfants et les adolescents au problème des déchets et de leur élimination. Les élèves ont de leur côté le sentiment de contribuer, ensemble et en compagnie de leurs parents et enseignants, à la protection de la nature.
Point 2
La législation cantonale sur l'école obligatoire ne contient pas de dispositions spécifiques sur ce type d'interventions. L'article 2, alinéa 4 de la loi sur l'école obligatoire indique simplement que l'école fait naître chez les élèves le sens de la responsabilité active à l'égard d'autrui et de l'environnement.
Le ramassage des déchets après la course du Gurnigel ne peut pas être assimilé à du travail des enfants selon les normes internationales. La notion de « travail des enfants » renvoie en effet à un travail régulier, rémunéré ou dont le produit est destiné au marché.
La démarche de l'école de Riggisberg est donc tout à fait autorisée du point de vue légal.
Point 3
L'association Bergrennen Gurnigel, qui organise la course, charge des entreprises spécialisées d'effectuer le grand nettoyage de la voirie et des espaces de rassemblement. Ces dernières collectent environ 99 pour cent des déchets de manière professionnelle et se chargent de leur élimination. Dans le cadre de l'action menée par l'école, les élèves, accompagnés et encadrés par leurs parents et enseignants, ramassent les déchets restants et gèrent leur élimination. Le volume concerné est d'environ 1 à 2 pour cent de l'ensemble des déchets générés par la manifestation.
Une estimation grossière montre que cette action revient, pour les organisateurs, à peu près au même prix que s'ils confiaient ce travail à une société (y c. collation / repas de midi et contribution de 300 francs par classe).
Point 4
Il incombe à l'école et à la commune de décider quels autres lieux d'apprentissage que l'école sont adaptés à leurs classes. Tant que les interventions de ce type sont préparées avec soin par les enseignants et enseignantes et qu'elles s'inscrivent dans les objectifs du plan d'études, le Conseil-exécutif ne voit pas de raison de s'y opposer.
Point 5
Dans les manifestations de grande ampleur bien délimitées sur le plan spatial telles que le festival du Gurten, la mise en place d'une consigne pour les emballages recyclables (p. ex. bouteilles en PET) ou la vaisselle s'est avérée très utile pour limiter la quantité de déchets et prévenir leur éparpillement. Cette expérience a été reconduite avec succès ces dernières années dans le cadre de différentes manifestations. Ce système est toutefois plus difficile à mettre sur pied dans des manifestations ouvertes telles que la course du Gurnigel.
Les emballages de boissons comptent seulement pour une faible part dans l'ensemble des déchets, les emballages de nourriture, mégots, paquets de cigarettes et autres constituant la majorité des déchets abandonnés.
Le Conseil-exécutif est néanmoins d'avis que l'instauration d'une consigne sur les emballages de boissons (verres réutilisables, bouteilles) est indiquée dans les grandes manifestations. Conformément au principe du pollueur-payeur, ce sont ainsi les personnes qui jettent des déchets qui doivent financer leur élimination. Il demeure cependant de la compétence des communes de prévoir dans leurs règlements des dispositions concrètes sur la gestion des déchets durant les grands évènements.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort teilweise befriedigt. Sie gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1222

Numéro de l'intervention:	213-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	12.09.2012
Déposée par:	Bärtschi (Lützelflüh, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	13.02.2013
Numéro de l'ACE	198/2013
Direction:	INS

Offres de formation à plein temps
Dans sa réponse à la motion intitulée « Formation d'employé-e de commerce: laisser tomber les formations à plein temps », le Conseil-exécutif a confirmé qu'il entend investir en particulier dans l'offre de formation à plein temps. La motion a soulevé de nombreuses questions concernant l'offre de formation à plein temps du degré secondaire II. Les salaires des enseignants et enseignantes, c'est certain, constituent une part déterminante des coûts de la formation. C'est pourquoi il est particulièrement important que les fonds publics soient gérés de manière responsable, en fonction des besoins réels.
Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :
Quelles écoles du canton de Berne offrent une formation à plein temps en mode dual, donc avec une partie de la formation en entreprise ?
Combien d'écoles de ce type existe-t-il par profession ?
Combien de leçons par classe entrent dans la formation initiale à l'école et dans la formation en entreprise, respectivement ?
Quel est le coût supplémentaire (salaires uniquement) de la formation initiale à l'école par rapport à la formation en entreprise aboutissant au même diplôme ?
Dans quels métiers le nombre de places d'apprentissage en formation duale proposées sur le marché est-il insuffisant, d'où l'obligation pour l'Etat de combler la lacune en proposant une formation scolaire ?
Comment le gouvernement s'assure-t-il que les personnes di-

plômées de la formation en entreprise aient les mêmes chances que les personnes ayant obtenu le même diplôme à l'issue de la formation à l'école ?
Quels sont les coûts supplémentaires liés aux investissements mentionnés plus haut ?
Quelles sont les branches ou les organisations pour lesquelles les élèves des écoles commerciales à plein temps sont formés, où ces élèves trouvent-ils une place à la fin de leur formation ?
Dans quelle ampleur ces branches ou organisations participent-elles aux coûts de la formation à plein temps ?
Quel est le niveau des élèves qui suivent la formation à plein temps sanctionnée par un CFC (indication par type d'école et par proportion d'élèves) ?
Selon quels critères le Conseil-exécutif définit-il la taille des classes dans la formation à plein temps à l'école ?
Les élèves formés à plein temps à l'école bénéficient-ils d'autres prestations complémentaires dont sont privés les élèves formés en entreprise ? si oui, lesquelles ?
Comment le recrutement et la publicité se font-ils pour la formation à plein temps à l'école ?
Est-il vrai que le canton de Berne est le seul canton de Suisse alémanique à proposer la formation d'employé-e-s de commerce à plein temps ?

Réponse du Conseil-exécutif
Question 1
Les écoles suivantes offrent une formation à plein temps pouvant être effectuée en mode dual :
Centre de formation professionnelle Biel-Bienne (CFP)
Ceff St-Imier (ceff)
Ecole d'horticulture de Hünibach
Ecole d'horticulture d'Oeschberg
Ecole de métiers de Berne (LWB)
Schlossbergschule Spiez
Ecole d'Arts Visuels Berne et Bienne (SfGB+B)
Ecole professionnelle de sculpture sur bois de Brienz
Ecoles de commerce :
Wirtschaftsmittelschule Bern (WMB)
Wirtschaftsmittelschule Biel / Ecole supérieure de commerce de Bienne (WMS Biel / ESC Bienne)
Gymnasium und Wirtschaftsmittelschule Thun-Schadau (WMS Thun)
Ecole Supérieure de Commerce La Neuveville (ESC La N.)
ceff COMMERCE Tramelan
Questions 2 et 3
Nombre de classes et de leçons :

Ecoles de métiers	**Profession**	**Classes en 2011-12**	**Leçons hebdomadaires, école professionnelle**
CFP	Electronicien/ne CFC	4	Mode dual[1]
CFP	Dessinateur/trice-constructeur/trice en microtechnique CFC / Micromécanicien/ne CFC	8	Mode dual
CFP	Praticien/ne en mécanique AFP	4	9
CFP	Horloger/ère praticien/ne CFC / Opérateur/trice en horlogerie AFP	7	Mode dual
ceff	Assistant/e en soins et santé communautaire CFC	6	14
ceff	Assistant/e socio-éducatif/ve CFC	6	14
ceff	Automaticien/ne	4	Mode dual
ceff	Dessinateur/trice-constructeur/trice industriel/le CFC	4	Mode dual
ceff	Dessinateur/trice-constructeur/trice en microtechnique CFC	4	Mode dual
ceff	Electronicien/ne CFC	4	Mode dual
ceff	Electronicien/ne en multimédia CFC	4	Mode dual
ceff	Informaticien/ne CFC	4	Mode dual
ceff	Monteur/euse-automaticien/ne CFC	3	Mode dual
ceff	Micromécanicien/ne CFC	4	Mode dual
ceff	Polymécanicien/ne CFC	4	Mode dual
ceff	Praticien/ne en mécanique AFP	2	Mode dual
Ecole d'horticulture de Hünibach	Horticulteur/trice CFC	3	12,8
Ecole d'horticulture d'Oeschberg	Fleuriste CFC	3	9
Ecole d'horticulture d'Oeschberg	Horticulteur/trice CFC	3	9
LWB	Electronicien/ne CFC	3	13,5 ; 4 ans. EMP externe
LWB	Constructeur/trice métallique CFC	3	9 ; 4 ans. EP uniquement

[1] L'intégration de personnes issues de formations à plein temps dans des formations duales n'entraîne aucun coût supplémentaire pour l'enseignement en école professionnelle.v

LWB	Polymécanicien/ne CFC. / Dessinateur/trice-constructeur/trice industriel/le CFC	3	13,5 ; 4 ans. EMP externe
LWB	Menuisier/ière-ébéniste CFC	3	9 ; 4 ans. EP uniquement
LWB	Ferblantier/ière CFC	2	9 ; 3 ans. EP uniquement
LWB	Aide en technique du bâtiment AFP	2	9
LWB	Aide en informatique AFP	1	13,5 ; 2 ans. EP uniquement
LWB	Praticien/ne en mécanique AFP	2	9
LWB	Aide-constructeur/trice métallique AFP	2	9
LWB	Aide-menuisier/ière AFP	2	9
Schlossbergschule Spiez	Créateur/trice de vêtements (CFC)	3	12,5
SfGB+B	Graphiste CFC	4	14
SfGB+B	Céramiste CFC	4	14,5. Mode dual
Ecole professionnelle de sculpture sur bois	Sculpteur/trice sur bois CFC	4	9,2
Total écoles de métiers		**119**	

Ecoles de commerce	**Profession**	**Classes en 2011-12**	**Leçons hebdomadaires, école professionnelle**
ceff Commerce	Employé/e de commerce	8	35
WMB	Diplôme de commerce / CFC	18	35
WMS Biel	Diplôme de commerce / CFC germanophone	6	35
ESC Bienne	Diplôme de commerce / CFC francophone	7	35
WMS Thun	Diplôme de commerce / CFC	6	35
ESC La N.	Diplôme de commerce / CFC francophone	19	35
Total ESC		**64**	

Dans les écoles de métiers, les formateurs et formatrices allouent environ 1 000 heures de travail par classe et par an à la formation pratique.
Pour 119 classes, cela représente environ 119 000 heures de travail.
Question 4
Le coût supplémentaire (salaire uniquement) des offres de formation initiale à l'école par rapport aux offres de formation en entreprise organisées en mode dual et aboutissant au même diplôme s'élève à environ 22 millions de francs par an. 9 millions reviennent aux écoles de métiers et les 13 millions restants aux écoles de commerce. Dans le cas de la formation à plein temps, par contre, les coûts engendrés par les cours interentreprises sont pris en charge à la fois par le canton et par la branche. En outre, la subvention fédérale, qui s'élève à environ 2 000 francs par an et par personne en formation pour les formations à plein temps, est plus élevée que pour les formations duales.
Question 5
Conformément à la législation cantonale sur la formation professionnelle, les écoles de métiers sont tenues de proposer les formations professionnelles initiales suivantes :
formations menant à une haute école spécialisée, dans les domaines offrant des perspectives aux personnes diplômées (p. ex. professions STIM telles qu'électronicien/ne ou polymécanicien/ne) ;
formations ciblant les jeunes qui ont des difficultés à trouver une place d'apprentissage en formation duale (p. ex. praticien/ne en mécanique AFP, aide-constructeur/trice métallique, aide en informatique AFP) ;
formations dans des domaines marqués par une pénurie de places d'apprentissage dans les formations duales (p. ex. horloger/ère praticien/ne CFC, opérateur/trice en horlogerie AFP, graphiste CFC, sculpteur/trice sur bois CFC).
Les écoles de métiers entretiennent des contacts étroits avec les organisations du monde du travail cantonales et régionales, les services sociaux de la région, les ORP ainsi qu'avec d'autres organisations (p. ex. services d'intégration, association « ALP Grauholz », etc.).
Ecoles de commerce : la question de l'offre des écoles de commerce a été abordée en 2009 dans le cadre du projet « Berufsschulorganisation '08 » (projet d'optimisation de l'organisation des écoles professionnelles), lors d'une large procédure de consultation adressée à l'Union cantonale bernoise des arts et métiers / PME bernoises, à l'Union cantonale des associations patronales bernoises et à l'Union du Commerce et de l'Industrie du canton de Berne. Le résultat s'est avéré

sans appel : la plupart des organisations ont exigé le maintien de l'offre. A l'instar des écoles de métiers, les écoles de commerce proposent des formations aux personnes qui peinent à trouver une place d'apprentissage, par exemple en raison de leur passé migratoire. En outre, les écoles de métiers, associées à une maturité professionnelle, représentent un tremplin vers les hautes écoles spécialisées et les écoles supérieures. Les écoles de commerce offrent aux personnes en formation dotées d'un fort potentiel un accès à la formation professionnelle et viennent compléter l'offre de formation commerciale de base.
Au cours des dernières années, aucune concurrence de la formation duale n'a été observée en termes de places d'apprentissage. A fin mars 2012, le nombre de contrats d'apprentissage d'employé-e de commerce CFC conclus était de 1 001. Dans la bourse d'apprentissage du canton de Berne, 31 offres d'apprentissage dans ce domaine étaient encore disponibles à la même période, ce qui signifie que 97 pour cent des places d'apprentissage étaient pourvues cinq mois avant le début de la formation.
Question 6
Les plans de formation et les examens finaux sont régis par les ordonnances de formation et sont supervisés par des experts en chef, aussi bien dans les écoles de métiers que dans la formation professionnelle duale. Depuis 2011, cela vaut également pour les écoles de commerce.
Question 7
Les investissements réalisés dans les écoles de métiers et dans les écoles de commerce s'élèvent à environ 2,9 millions de francs par an (hors dépenses consacrées à l'entretien des bâtiments ou aux investissements y afférents).
Question 8
La formation initiale à l'école est actuellement admise dans les branches Services et administration, öffentliche Verwaltung/Administration publique (ovap) et Banques. Une demande a été déposée pour la branche Administration fédérale.
Question 9
Les coûts supplémentaires des offres de formation commerciale à plein temps émanent exclusivement de la plus grande place accordée à la formation scolaire. Les branches ne participent pas à ces coûts. En termes de formation professionnelle (stages) et de procédure de qualification, il n'existe aucune différence de coûts entre la formation duale et la formation initiale à l'école.
Question 10
Comme expliqué en réponse à la question 5, peuvent être acceptés en école de métiers les bons élèves des classes secondaires d'une part et les élèves de classes générales d'autre part. On dénote un nombre considérable d'élèves issus d'une 10e année scolaire, en particulier d'une classe spéciale d'intégration. Aucune étude statistique n'a cependant été menée à ce sujet.
Question 11
Pilotage stratégique de l'offre : le Conseil-exécutif fixe tous les quatre ans, sur la base du recensement et de l'analyse des besoins en prestations de la Direction de l'instruction publique au sens de l'article 34 LFOP, des directives stratégiques concernant l'offre financée par le canton (voir aussi art. 112a OFOP). Ainsi, le 22 août 2012 a été présenté pour la première fois un rapport d'activité comprenant aussi des directives stratégiques pour les années à venir. Ces directives prévoient un examen critique périodique des offres de formation à plein temps dans le contexte, d'une part, de l'évolution démographique qui se traduit par une baisse du nombre d'élèves quittant l'école obligatoire et, d'autre part, des coûts particulièrement élevés qu'engendrent pour le canton les offres de formation à plein temps.
Pilotage opérationnel de l'offre : les conventions de prestations stipulent le nombre minimal et maximal de personnes en formation par école de métiers et par profession en début d'apprentissage. Les critères permettant de légitimer telle ou telle offre de formation à plein temps sont présentés dans la réponse à la question 5. C'est le directeur de l'instruction publique qui fixe le nombre de classes d'ESC. Ces dernières doivent accueillir un minimum de 22 élèves au début de la formation.
Question 12
Le Plan d'études standard concernant la formation à la pratique professionnelle et l'enseignement scolaire au sein des écoles de commerce précise que les élèves des écoles de commerce doivent acquérir une solide culture générale. Les compétences supplémentaires acquises en culture générale (histoire et institutions politiques, mathématiques) sont attestées dans un certificat ESC.
Question 13
Dans les écoles de métiers, le recrutement des élèves passe en règle générale par un examen d'admission. Ces écoles ne communiquent pas toutes de la même manière. Elles utilisent par exemple la page d'accueil de leur site Internet, organisent des journées portes ouvertes, tiennent un stand au salon bernois de la formation ou encore publient une brochure informative.
L'admission dans les écoles de commerce s'effectue en règle générale par le biais d'une procédure de recommandation par les écoles dont sont issus les élèves. Ces derniers doivent également passer un examen d'admission. La page d'accueil du site Internet de l'école, les journées d'information de l'école et les brochures d'information permettent de communiquer sur l'offre proposée. Les écoles sont représentées lors du salon bernois de la formation et peuvent présenter leur offre par l'intermédiaire des centres d'orientation professionnelle et personnelle.
Question 14
Non. Dans les cantons suivants, les personnes diplômées qui ont choisi le modèle 3+1, c'est-à-dire qui ont effectué trois années de formation à l'école suivies d'une année de stage pratique, obtiennent un certificat fédéral de capacité d'employé-e de commerce et un certificat fédéral de maturité professionnelle : Argovie, Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Fribourg, Grisons, Lucerne, Saint-Gall, Thurgovie, Zoug et Zurich. Dans les cantons de Berne et des Grisons ainsi que dans quelques cantons romands et dans le Tessin, il est même possible d'obtenir un certificat fédéral de capacité d'employé-e de commerce (sans maturité professionnelle) selon le modèle 3i, qui s'effectue en trois ans.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort befriedigt. Er gibt eine Erklärung ab.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Herzlichen Dank für die Beantwortung der vielen Fragen. Ich gebe zu, ich hatte in diesem Zusammenhang eine ganze Reihe von Fragen. Die meisten davon wurden zu meiner Befriedigung beantwortet. Ich möchte mich kurz zu Frage 4 äussern: Man sieht, wo der Kanton sparen kann, gerade im Zusammenhang mit dem Sparpaket von 40 Mio. Franken, die allein in der Berufsbildung gespart werden sollen. Man sieht aber auch, welche Berufsbilder wichtig sind und in diesem System weitergeführt werden. Ich danke

von daher herzlich für die Beantwortung der Interpellation. Ich bin befriedigt.

Affaire 2011.1751

Loi sur les impôts (LI) (Modification)

Délibération groupée de l'affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification) seconde lecture, de l'affaire 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Annexe 11

2e lecture

La présidente. Ich danke dem Erziehungsdirektor für seine Anwesenheit und wünsche ihm noch einen erfolgreichen Nachmittag. – Damit kommen wir bereits jetzt zu den Geschäften der Finanzdirektion. Ich begrüsse die Finanzdirektorin und ihre Mitarbeitenden zur Beratung der Finanzgeschäfte. Die folgenden drei Traktanden, das Steuergesetz, die Motion FDP (Müller, Bern) «Bern verliert bei Unternehmen den Anschluss – Jetzt handeln» sowie die Kommissionsmotion STGRev14 (Brand, Münchenbuchsee), werden gemeinsam behandelt.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Ich kann mich relativ kurz fassen: In der ersten Lesung im November 2012 wurde Artikel 95 des Steuergesetzes in die Kommission zurückgewiesen. Das Thema dieses Artikels ist die Unternehmensbesteuerung. Die Kommission traf sich im Dezember zu einer halbtägigen Sitzung. Dabei wurden die Themen «Besteuerung kleiner Landwirtschaftsbetriebe», Artikel 25 und Artikel 56, sowie «Unternehmensbesteuerung», Artikel 95, noch einmal diskutiert. Über Artikel 25 und 56 werden wir in der Detailberatung des Gesetzes sprechen. Zu Artikel 95, Unternehmensbesteuerung, legen wir keinen Antrag vor. Er soll in dieser Revision nach dem Willen der Kommission nicht geändert werden. In der Kommission wurde ein Antrag, der für das Jahr 2016 eine Senkung der Gewinnsteuern von Unternehmen vorgesehen hätte, mit 9 gegen 8 Stimmen abgelehnt. Obwohl die Gesetzesvorlage in der Kommission an sich bereinigt wurde, müssen wir nun eine ganze Reihe von Artikeln beraten, weil der Regierungsrat Differenzen geschaffen hat. Über alle Artikel, bei denen die Regierung Differenzen geschaffen hat, stimmte der Grosse Rat bereits einmal ab. Er hat seine Meinung kundgetan. Wenn Sie das Ergebnis der ersten Lesung betrachten, könne Sie sehen, dass über diese Artikel schon einmal abgestimmt wurde. Auf diese Artikel werde ich im Rahmen der Detailberatung zurückkommen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Was will die Motion? Der Kanton Bern soll konkurrenzfähig bleiben, wenn es darum geht, Unternehmen hier anzusiedeln oder zu behalten. Der Kanton Bern ist der grösste Industriekanton. Es gibt jedoch keine Garantie, dass das auch so bleibt. Die anderen Kantone bewegen sich, unter anderem senken sie ihre Unternehmenssteuern. Unsere Nachbarkantone Jura, Neuenburg und Luzern haben ihre Unternehmenssteuern zum Teil massiv gesenkt. Man kann das unsympathisch finden, aber eines ist sicher: Es hatte Auswirkungen, viele Unternehmen, die auch in den Kanton Bern hätten kommen können, haben sich dort angesiedelt. Die Höhe der Steuern ist ein wichtiges Entscheidungskriterium bei der Standortwahl eines Unternehmens. Auch das kann man sympathisch finden oder nicht: Es ist nun einmal so. Wenn man 5 Kilometer jenseits der Kantonsgrenze mehr oder weniger dasselbe erhält, gleichzeitig aber Millionen an Steuern sparen kann, die in Arbeitsplätze investiert werden können, braucht es gute Argumente, um sich trotzdem hier niederzulassen. Bis vor kurzem lag der Kanton Bern bezüglich der Unternehmenssteuer in der ersten Hälfte der Kantone. Bald werden wir nur noch auf Platz 19 sein. Deshalb verlangt die Motion, die Steuern dergestalt auszulegen, dass sich der Kanton Bern wieder in der Mitte der Kantone befindet. Er muss nicht zuvorderst liegen, aber er sollte sich etwa in der Mitte bewegen. Wenn der Kanton Bern nämlich mit der roten Laterne winkt, werden ihn viele Unternehmen gar nicht erst in Erwägung ziehen. Deshalb bitte ich den Rat, die Motion zu unterstützen, damit wir Steuersubstrat im Kanton Bern halten können. Sie haben es gehört: Die Motion wurde in der vorberatenden Kommission ganz knapp abgelehnt. Das hängt vielleicht damit zusammen, dass eine Motion mit ähnlichem Inhalt von der Kommission gutgeheissen wurde. Je nach Verlauf der Debatte, insbesondere auch bezüglich der Kommissionsmotion, behalte ich mir vor, unsere Motion in ein Postulat zu wandeln oder zurückzuziehen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Es ist wichtig, zu betonen, dass es sich um eine Kommissionsmotion handelt und nicht um meine persönliche Motion. Die Kommission hat das Thema Unternehmensbesteuerung, wie ich vorhin ausführte, intensiv diskutiert, und zwar vor der ersten Lesung und erneut bei der Vorbereitung der zweiten Lesung des Gesetzes. In beiden Sitzungen lagen Anträge auf Senkung der Unternehmenssteuern bereits für das Jahr 2016 und eine entsprechende Änderung von Artikel 95 des Steuergesetzes schon in der aktuellen Revision vor. Diese Anträge wurden knapp mit 9 gegen 8 Stimmen abgelehnt. Stattdessen beschloss die Kommission mit 10 gegen 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen, eine Kommissionsmotion einzureichen, über die wir nun diskutieren. Der Text dieser Motion wurde von den Vertretern der BDP eingebracht.
Die Motion beinhaltet im Sinne eines Langschusses und einer Zielsetzung für das Jahr 2016 zwei Punkte: Im ersten soll der Regierungsrat Vorkehrungen treffen, damit in der Periode 2016–2020 die Gewinnsteuern für Unternehmungen auf die Hälfte reduziert werden können. Im zweiten Punkt verlangt die Motion spätesten mit Inkraftsetzung 2016, den Gewinnsteuertarif im Rahmen der nächsten Steuergesetzrevision auf die Hälfte zu reduzieren. Philippe Müller hat es vorhin gesagt: Der Kanton Bern war früher im Bereich der Unternehmensgewinnsteuern bei den Spitzenreitern. Das hat auch neue Unternehmungen in den Kanton Bern gebracht. Im Laufe der Zeit rutschte der Kanton Bern jedoch immer weiter ab. Neu ist er auf Rang 17 und damit jetzt schon unter dem Durchschnitt. Man muss damit rechnen, dass der Kanton auch in diesem Bereich, bei den Unternehmenssteuern, weiter abrutscht. Die Halbierung der Gewinnsteuern bei den Unternehmungen würde bedeuten, dass es der Kanton 2016 voraussichtlich wieder ins Mittelfeld schaffen würde. Von einem vorderen Rang in diesem Bereich spricht schon gar niemand mehr. Die Motion soll dem Regierungstrat eine Zielsetzung vorgeben. Eine verbindliche Änderung des Steuergesetzes im jetzigen Zeitpunkt,

bei der aktuellen Revision, lehnte die Kommission, wie gesagt, ab. Ich bitte den Rat im Sinne eines Langschusses und einer Zielsetzung, die Kommissionsmotion zu unterstützen.

La présidente. Damit haben wir eine Auslegeordnung vorgenommen. Nun geben die Fraktionen ihre Stellungnahmen grundsätzlicher Art zu den Motionen ab. Anschliessend folgt die Detailberatung. Dort debattieren und befinden wir über Anträge. Danach kommen erneut die Motionen an die Reihe, und die Motionäre können darlegen, ob sie ihre Motion aufrechterhalten, wandeln oder zurückziehen. Die Abstimmung über die Motionen folgt am Schluss.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Aus meiner Sicht ist das Verfahren, das wir hier durchführen, etwas erstaunlich: Motionen, die in die Zukunft wirken, werden gleichzeitig mit einem Gesetz in zweiter Lesung behandelt. Offenbar ist das aber so gewollt, auch von der Präsidentenkonferenz. Nachdem sich die Mehrheit der Kommission wohlweislich und in Anbetracht der finanziellen Situation mehrheitlich auf die Anpassungen an das Bundesgesetz beschränkt hat, liegen jetzt trotzdem zwei Steuersenkungsmotionen auf dem Tisch. Man darf sich angesichts der Situation durchaus fragen, ob den Motionären und den dahinterstehenden Parteien die finanzpolitische Weitsicht fehlt oder ob einfach der eigenen Klientel mit leeren Versprechungen ein wenig Genüge getan werden soll. Wir wissen alle um die Situation, die wir heute haben. Wir sprechen hier aus meiner Sicht nicht nur von leeren Versprechungen, sondern sogar von einer gefährlichen Situation, die wir damit öffnen – gefährlich, weil sie den Weg in eine völlig falsche Richtung aufzeigt. In den nächsten Jahren brauchen wir die aktive Mithilfe aller Bevölkerungsteile, aller KMU und aller Grossfirmen, um das strukturelle Defizit des Kantons zu beseitigen und gleichzeitig die Wirtschaftskraft des Kantons zu erhalten. Wollen wir die guten Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und die Standortattraktivität des Kantons einigermassen auf dem durchschnittlichen, guten Niveau halten, dürfen wir gerade Grossfirmen keine zusätzlichen Steuergeschenke machen oder auch nur versprechen. Was wollen die beiden Motionen konkret? Beide Motionen wollen in den Jahren bis 2020 die Unternehmenssteuer um gut 200 Mio. Franken entlasten. Das braucht es, um eine Rangierung in der ersten Hälfte zu erreichen. Diese 200 Mio. Franken entsprechen ungefähr der Hälfte dessen, was wir bisher an Unternehmenssteuern eingenommen haben. Sie wissen selber, was es heisst, 200 Mio. Franken einzusparen – wir haben eine Übung mit 100 Mio. Franken gemacht; also das mal zwei. Bezeichnenderweise wird in den Motionen nirgends gesagt, wo diese 200 Mio. Franken zu kompensieren wären und auf welche kantonalen Leistungen verzichtet werden soll, ohne die wirtschaftliche Standortattraktivität zu schwächen. Weiter fordert die Motion der FDP den Umstieg auf den proportionalen Tarif, und zwar so, dass für kein Unternehmen eine Verschlechterung entsteht. Das heisst konkret: ein Umstieg auf den heute tiefsten Tarif der progressiven Dreistufentarife. Gewinner sind also die grossen, gewinnstarken Unternehmen. Kleine und gewinnschwache Unternehmen werden geschädigt, denn die 200 Mio. Franken werden fehlen, um für die KMU attraktive Rahmenbedingungen zu erhalten. Ich spreche von «erhalten», nicht von «neu schaffen». Unser Steuerprinzip beruht auf der Besteuerung nach wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit und ist deshalb progressiv angelegt. Ein Umstieg auf einen proportionalen Tarif verletzt unser Steuerprinzip und wirkt sich, wie erwähnt, sehr nachteilig auf die gewerbliche Struktur im Kanton Bern aus.
Erlauben Sie mir, in dem Zusammenhang einige Zahlen zu nennen: Im Kanton Bern zählen wir rund 35 000 Unternehmen. Davon zahlen gut ein Drittel Steuern. Von den Motionsforderungen profitiert die gewinnstarke obere Hälfte der steuerabliefernden Unternehmen. Es sind vorwiegend die grossen Unternehmen. Das sind auch diejenigen, die durch eine grössere Anzahl von Mitarbeitenden auch deutlich von den entsprechenden Rahmenbedingungen profitieren, die wir über den ÖV, die Bildung, die sozialen Netze schaffen müssen, wo wir das Geld einsetzen. Die EVP ist überzeugt, dass in dieser schwierigen Situation gerade von diesen Unternehmen weiterhin ein Beitrag an einen gesunden Kanton erwartet werden darf. Eine andere Zahlenkette: Seit dem Spitzenjahr 2007 sank der Beitrag der juristischen Personen an die Steuereinnahmen des Kantons von knapp 600 Mio. Franken auf zirka 450 Mio. Franken. In Gegenzug stiegen die Einnahmen durch die natürlichen Personen um 250 Mio. Franken. Der prozentuale Anteil am Mittragen des Kantons ist bei den Unternehmen deutlich gesunken. Das muss uns zu denken geben. An anderer Stelle wurde hier von einem SVP-Vertreter gesagt, das Problem liege nicht bei der Unternehmensbesteuerung. Wir dürfen vor allem von den Grossfirmen im Kanton ihren Beitrag an einen gesunden Kanton einfordern. Wenn wir das nicht machen, werden wir auch diese Firmen verlieren, weil wir nicht mehr wie bisher gute Trümpfe bei der Standortattraktivität in der Hand haben.
Die EVP ist der Meinung, im Zusammenhang mit der Steuergesetzrevision und auch der laufenden ASP sei diese Thematik genügend geprüft worden. Die EVP ist gegen leere Versprechungen für die Zukunft. Deshalb lehnen wir, wie begründet, die Motion wie auch ein allfälliges Postulat deutlich ab. Wir empfehlenden Motionären, die Vorstösse in finanzpolitischer Weitsicht und Ehrlichkeit zurückzuziehen. Werden sie in ein Postulat gewandelt, beantragen wir die Abschreibung.

Heinz Siegenthaler, Rüti bei Büren (PBD). Im Gegensatz zu meinem Vorredner stelle ich zwischen der Gesetzesdebatte und den Motionen ganz klar einen Zusammenhang fest. In Artikel 3 Absatz 6 bestand nach der ersten Lesung eine Differenz. Die Kommission wollte dort, dass man eine Steuerstrategie macht, während die Regierung das nicht wollte. Inzwischen konnte diese Differenz bereinigt werden. Die BDP half mit, diesen Antrag auf eine Steuerstrategie zu unterstützen. Die Regierung leistete dem Folge. Aus diesem Grund sind wir klar der Meinung, dass die beiden Motionen, die eine Änderung bei den Unternehmenssteuern fordern, innerhalb der Steuerstrategie, welche die Regierung in Angriff nehmen will, wirken müssen. Beide Motionen fordern aber klare Aufträge und lassen keine Prüfung mehr zu. Die Motion Müller will bereits ab 2014 – das ist bereits im nächsten Jahr und damit budgetrelevant – solche Massnahmen. Das ist sehr kurzfristig und eigentlich schon fast nicht mehr möglich. Die Motion der Kommission, die wir als Kompromisslösung mittragen halfen, will ab 2016 klare Massnahmen. In Ziffer 2 der Motion steht: «[…] zwecks Inkrafttreten spätestens am 1.1.2016 vorzulegen.» Das ist auch schon bald. Nachher besteht in der Steuerstrategie kein Handlungsspielraum mehr. Der Hauptpunkt, weshalb wir bereit sind, die beiden Motionen als Prüfungsauftrag zu überweisen, ist das Zauberwort, das wir ständig benutzen, von dem aber niemand weiss, was es eigentlich ist, was dabei herauskommt und wie die Massnahmen aussehen, wenn denn der Grosse Rat über-

haupt zustimmt: die ASP. Nach der Debatte der letzten Woche – besonders im Bereich öffentlicher Verkehr – habe ich bei der Mehrheit des Parlaments noch keinen besonderen Sparwillen verspürt. Deshalb können wir nun nicht verbindlich Steuersenkungen unterstützen helfen. Die BDP wird beide Motionen als Postulat unterstützen, die Motionen lehnen wir ab. Auf das Steuergesetz komme ich bei der Debatte zu den einzelnen Artikeln und Anträgen zurück.

Adrian Haas, Berne (PLR). Sie haben sicher gemerkt, dass die FDP keinen Antrag gestellt hat, um in diesem Steuergesetz Gewinnsteuertarif-Anpassungen zu machen, obwohl wir das in der Kommission noch gemacht hatten. Dies, weil wir sehen, dass der Kanton Bern im Moment grossen Finanzproblemen gegenübersteht. Wir wollen keine zusätzlichen Steuerausfälle produzieren. Es hat aber auch damit zu tun, dass wir uns sicher auch positiv zum Gegenvorschlag zur Abschaffung der Handänderungsteuer äussern werden. Wir finden, wenn man damit noch etwas Handlungsspielraum hat, müsste man ihn kurzfristig sicher dort einsetzen. Es ist aber eine Tatsache, dass die juristischen Personen im interkantonalen Vergleich heute auf Platz 19 besteuert werden. Der Kanton Bern steht damit schon jetzt sehr schlecht da. Vor der Tür stehen auch die Kompensationen, welche die Kantone als Folge des EU-Steuerstreits im Zusammenhang mit der Holdingbesteuerung und der Besteuerung von Verwaltungsgesellschaften, die nicht mehr akzeptiert, werden vornehmen werden. Sie wissen auch, welche Massnahmen auf der kantonalen Ebene etwa vorgeschlagen werden: einerseits die Lizenzbox, anderseits auch Tarifsenkungen bei den Gewinnsteuern. Das heisst: Die Entwicklung geht Richtung Senkung der Gewinnsteuern. In dem Sinn ist der Kanton Bern gezwungen, auch dort eine gewisse Antwort zu geben. Das war auch der Grund, weshalb die Kommission relativ deutlich die Kommissionsmotion unterstützte: Sie sieht langfristig oder allenfalls schon mittelfristig Handlungsbedarf. Die Motion verlangt keine sofortige Senkung, sondern spricht von der Zielsetzung 2020. Die Schritte sind nicht vorgegeben. Was Heinz Siegenthaler vorhin sagte, nämlich dass kein Handlungsspielraum mehr bestehe, war nicht ganz richtig. Es besteht sowohl bei der Motion Müller im ersten Punkt wie auch in der Kommissionsmotion durchaus Flexibilität, um im Bereich der Unternehmenssteuer wieder zu den Leuten zu kommen. Sie dürfen auch nicht vergessen, dass eine Senkung der Unternehmenssteuern durchaus einen volkswirtschaftlichen Gewinn haben kann, indem zusätzliche Firmen, die übrigens auch bei den natürlichen Personen Steuergelder einbringen, in den Kanton Bern kommen. Es besteht auch ein gewisses Risiko, Firmen zu verlieren. Damit verlieren wir nicht nur die Steuern der juristischen Personen, sondern auch diejenigen der natürlichen Personen. Wir sehen mittelfristig dringlichen Handlungsbedarf und unterstützen deshalb die Kommissionsmotion. Bei der Motion Müller geht es im zweiten Punkt um das Steuergesetz 14, das anschliessend beraten wird. Also wird sich dort entscheiden, was der Rat dazu meint. Der erste Punkt ist mehr oder weniger identisch mit der Kommissionsmotion. Die Fraktion neigt eher zur Präferenz der Kommissionsmotion.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Wir haben im Moment folgende Situation: Wir haben im Kanton Bern ein strukturelles Defizit von 450 Mio. Franken, zudem wurde ein Verzichtsauftrag von 600 Mio. Franken deponiert. Die Halbierung der Unternehmensgewinnsteuern würde rund 200 Mio. Franken zusätzlich kosten. Wir hören nun die Argumente des Steuerwettbewerbs. Es wird der Teufel an die Wand gemalt, als ob wir da den Anschluss verlieren würden. Ich möchte Ihnen kurz schildern, wohin das führt: Langfristig führt der Steuerwettbewerb dazu, dass eines Tages ein Kanton sagen wird, er erhebe keine Unternehmenssteuern mehr, sondern setze sie auf null. Was passiert: Andere müssen folgen. Am Schluss wird bei allen ein entsprechendes Steuersubstrat fehlen. Profiteure sind zwar auch Kleinaktionäre, Familienunternehmen und gutmütige Patrons, vor allem aber Steueroptimierer, Spekulanten und Abzocker. Die Leidtragenden werden die Bürgerinnen und Bürger insbesondere im ländlichen Raum sein. Das werde Sie sehen, wenn die Sparvorschläge der ASP auf dem Tisch liegen. Es wird, wie gesagt, der Teufel an die Wand gemalt, der Kanton Bern werde den Anschluss verlieren. Ich möchte Ihnen noch Folgendes sagen: Die Studie von BAKBASEL (BAK Basel Economics AG) aus dem Jahr 2009 zeigte, dass wir damals schlechter waren als der Kanton Zürich. International waren wir jedoch auch als Kanton Bern im Vergleich mit allen andern Ländern bereits an der Spitze. Heute sieht es etwas anders aus. Im Juli 2012 konnte man im «TagesAnzeiger» lesen, dass wir vor Zürich liegen und besser rangiert sind. Ich frage Sie: Mit wem stehen wir denn in Konkurrenz, wenn man von Steuerwettbewerb spricht? Stehen wir wirklich mit Appenzell Innerrhoden in Konkurrenz? Oder doch eher mit den Metropolitanräumen? Gemäss jener Auswertung liegen sowohl Zürich wie auch Genf, Basel-Stadt sowie Waadt mit der Stadt Lausanne hinter dem Kanton Bern. Ich möchte noch einmal zum internationalen Vergleich kommen: Dort sind wir nach wir vor sehr gut aufgestellt – so gut, dass die EU Sturm läuft gegen die Holdingbesteuerungspolitik, welche die Schweizer Kantone betreiben. Aus unserer Sicht besteht kein Handlungsbedarf, insbesondere dann nicht, wenn man die finanzielle Situation im Kanton Bern betrachtet. Wenn man sieht, wohin das führen würde, muss man die beiden Vorstösse als absolut unverantwortlich bezeichnen. Deshalb lehnen wir sie ab, sei es als Motion oder als Postulat, insbesondere zum jetzigen Zeitpunkt. Machen wir zuerst unsere Aufgaben und schauen wir, wohin das führt, bevor wir dem Kanton weitere Mittel entziehen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Ich kann mich relativ kurz fassen. Beim Steuergesetz wird die grüne Fraktion einhellig die Anträge des Regierungsrats unterstützen – mit Ausnahme von Artikel 25 und Artikel 56: Dort werden drei oder vier Personen den Kommissionantrag unterstützen. Genauso kurz kann ich es bei den beiden Vorstössen halten. Auch da ist die Haltung der grünen Fraktion klar: Wir lehnen die beiden Motionen ab. Es ist mir sowieso ein Rätsel, Kolleginnen und Kollegen, weshalb man nun so tut, als ob wir seriös über zwei derartige Vorstösse diskutieren würden. Vorredner haben es bereits erwähnt: Wir haben ein strukturelles Defizit von 450 Mio. Franken, also von knapp einer halben Milliarde. Es wurde zusätzlich die Forderung erhoben, nicht nur in diesem Ausmass ein Abbauprogramm vorzulegen, sondern eins von 600 Mio. Franken. Das ist ein astronomischer Betrag, ein astronomischer Anteil am Kantonsbudget. Allen ist klar, dass man das im Hinblick auf 2014 nicht einfach umsetzen können wird. Wenn man in dieser Grössenordnung sparen will, sind Gesetzesänderungen nötig. Das sind alles Sachen, die man hier wird diskutieren müssen. Sollten wir irgendwann gegen das Jahr 2016 an dem Punkt sein, wo das strukturelle Defizit halbwegs behoben wäre, ist es schlichtweg unverständlich, dass ausgerechnet dann weitere

200 Mio. Franken gespart werden sollen, die man dem Kanton schon jetzt mit einem Beschluss vorenthalten will. Ebenso unverständlich ist es, wenn der Fraktionssprecher der FDP darauf hinweist, man halte sich ein wenig zurück und mache deswegen keine Anträge im Rahmen der Gesetzesrevision, sondern nur Vorstösse, weil man dafür im Bereich der Handänderungssteuer noch einen Gegenvorschlag machen wolle.
Kolleginnen und Kollegen, in dieser Situation, da wir unser Leistungsangebot in einem riesigen Ausmass werden einschränken und abbauen müssen, solche Diskussionen zu führen, finde ich relativ schwierig. Ich möchte dennoch Folgendes anfügen: Wenn das mit der Standortattraktivität begründet wird und damit, dass wir Rahmenbedingungen erhalten sollten, die für unsere Wirtschaft attraktiv sind, möchte ich Ihnen zu bedenken geben, dass wir massiv abbauen müssen. Wir können nicht einfach die Zitrone etwas mehr auspressen, vielmehr werden konkrete Leistungsangebote dranglauben müssen: beispielsweise Ausbildungsgänge an der Fachhochschule. Beispielsweise etwas, was im Grossen Rat ebenfalls schon eingebracht wurde: Wir müssen eben schauen, wie wir mit den Investitionen im Bereich des öffentlichen Verkehrs umgehen. Eventuell muss ein Ausbau des Bahnhofs Bern verschoben werden. Oder das Tram Bern Region kann nicht realisiert werden oder muss verzögert werden. Wenn wir so weit sind, dass wir so wichtige Infrastrukturinvestitionen nicht mehr vornehmen können oder verschieben müssen, dann schaden wir der Wirtschaft wesentlich mehr, als wenn wir das Steuerniveau vorläufig auf dieser Höhe stehenlassen. Wenn sich die Rahmenbedingungen in finanzieller Hinsicht etwas verändert haben, kann man sehr wohl wieder darüber diskutieren. In absehbarer Zeit wird das leider nicht der Fall sein. Von daher empfehlen wir Ihnen, die beiden Motionen abzulehnen.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Schon vor dem letzten November haben wir die Weichen für diese Vorlage gestellt. Nun liegt die ergänzte Version vor. Wir befinden die zweite Vorlage für gut, auch wenn die Ergänzung mit dem irreführenden Titel «für Familien» nicht ganz im Sinn einer Fraktionsmehrheit war. Uns war schon damals klar, dass die Ablehnung dieser Ergänzung unliebsam und unpopulär wäre. Trotzdem sind wir grosso modo mit dem vorliegenden Text zufrieden. Besonders die Verquickung mit der Steuerstrategie begrüssen wir, damit man nicht nur mikropolitisch, sondern auch in den übergeordneten Zügen wirkt. Gerade im Finanzbereich kann man bekanntlich nicht oft genug betonen, wie wichtig strategische Herangehensweisen sind. Nur sie wirken mittel- und langfristig und sind keine kurzfristigen Feuerwehrübungen. Zudem finden wir auch die neue, präzisere Definition von Mitarbeiterbeteiligungen und vom Umgang damit wertvoll. Entsprechend begrüssen wir die Regelungen im Bereich Besteuerung nach dem Aufwand, die im letzten November formuliert wurden. Wir eingangs erwähnt, liegt aus unserer Sicht eine stichhaltige und auf gute Art bereinigte Fassung vor. Bei den Anträgen unterstützen wir diejenigen der Regierung, zum einen, weil wir sie moderater finden, zum andern, weil wir uns im Bereich SAK letzthin bereits so positioniert haben.
Zu den Motionen in Sachen Unternehmenssteuern nehme ich global Stellung. Zuerst ein kleiner Schritt zurück. Mit der letzten Unternehmenssteuerreform USTR II wurden auf Bundesebene insbesondere kleine und mittlere Unternehmen steuerlich entlastet. Um der Attraktivität der Schweiz im internationalen Standortwettbewerb zu stärken, beschloss der Bundesrat weitere Reformschritte in der Unternehmensbesteuerung. Zum Beispiel sollen die Emissionsabgaben auf Eigenkapital abgeschafft und weitere Steuerlasten für Unternehmen reduziert werden. Geeignete Anpassungen der kantonalen Steuerstatus für Holding- und Verwaltungsgesellschaften sollen gleichzeitig die internationale Akzeptanz des Steuersystems stärken. In- und ausländische Erträge dieser Gesellschaften sollen künftig gleich behandelt werden. Seit Dezember 2008 hat die EFD eine entsprechende Vernehmlassungsvorlage zu erarbeiten. Daraus nur ein Beispiel für die Kantone: Eine Angleichung der Gewinnbesteuerung zwischen den Kantonen wäre fatal. Das hat die EFD-Arbeitsgruppe nachgewiesen. Hingegen will man beispielsweise die Holdingprivilegien und die Domizilgesellschaften abschaffen. So ist zumindest der aktuelle Stand. Weitere Massnahmen werden geprüft, man ist also dran. Ich kann nachvollziehen, dass man hier einen Pflock für Unternehmen und insbesondere für den Standort Bern einschlagen will. Dennoch halte ich und mit mir die glp-CVP-Fraktion ein Verzetteln in Einzelmassnahmen für unseriös. In Massnahmen, die in eine bundesweite Stossrichtung eingebettet sind, sehen wir mehr Sinn und Zusammenhang. Deshalb kann ich kurz und zusammenfassend für die glp-CVP-Fraktion sagen: Es gibt bereits ein Bundesprojekt, das dieser Thematik begegnet. Man ist daran, zusammen mit den Kantonen eine Lösung zu finden. Wir unterstützen die Motionen höchstens als Postulat, weil wir die Problematik grundsätzlich natürlich anerkennen. Eine Prüfung kann sich nur lohnen und dünkt uns hier gleich zielführend.

Affaire 2012.0831

Numéro de l'intervention:	151-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	13.06.2012
Déposée par:	PLR (Müller, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	14
Urgente:	
Date de la réponse:	17.10.2012
Numéro de l'ACE	1465/2012
Direction:	FIN

Imposition des entreprises: Berne perd du terrain!
D'ici à 2020, le canton de Berne doit remonter dans la première moitié du classement des cantons en ce qui concerne l'imposition des entreprises (impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital). Le passage à l'imposition proportionnelle lors de l'exercice fiscal 2014 ne devra pas pénaliser les entreprises.
Développement
Le canton de Berne touche un milliard par an de la péréquation financière nationale, un record en Suisse. Même si les finances cantonales bouclent sur des résultats positifs depuis une dizaine d'années, certains problèmes (caisses de pension p. ex.) ne sont toujours pas réglés. Les dépenses de l'Etat ont grossi d'un tiers pour atteindre 10 milliards et les recettes fiscales du canton n'ont pas cessé d'augmenter.
Le canton de Berne se situe en queue de peloton en ce qui concerne la fiscalité des personnes physiques. En ce qui concerne l'imposition des entreprises, alors qu'il y a quelques années seulement, il était classé dans la première moitié du tableau, il a reculé progressivement pour atteindre aujourd'hui la 17e place. Or, nos voisins, Neuchâtel, le Jura et Lucerne (et d'autres cantons encore), abaissent les impôts des entreprises,

dans certains cas massivement. Berne se laisse dépasser par des cantons jusque-là moins bien classés que lui, au lieu de gagner du terrain. A Neuchâtel, la réduction de moitié de l'imposition des entreprises a été adoptée par le peuple il y a quelques mois. Voilà un avantage de localisation considérable et notre canton risque bien de rater le coche. Bien sûr, d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans l'implantation des entreprises: les infrastructures, les transports publics, etc. Mais les autres cantons disposent aussi de ces avantages. Dans le canton de Bâle-Ville, le Grand Conseil a voté il y a trois mois un allégement de la fiscalité des entreprises que même la directrice socialiste des finances soutient. Berne ne saurait rester indifférent à ces développements.
Le canton de Berne doit ramener l'imposition des entreprises au niveau de la moyenne suisse pour rester attrayant à moyen terme. Le but doit être de maintenir le substrat fiscal et donc de garantir les recettes fiscales dans ce domaine (ainsi que dans celui des personnes physiques concernées, telles que les employé-e-s, les fournisseurs, etc.). Notre canton ne peut pas se permettre le rater le coche. S'il ne fait rien, il se retrouvera en 2016 en 19e place avec une charge fiscale de 18,9 pour cent, alors que Schaffouse sera classé en 12e position avec 11,6 pour cent de charge fiscale. N'oublions pas que les entreprises entrent pour 15 pour cent environ dans les recettes fiscales du canton.

Réponse du Conseil-exécutif
L'auteur de la motion demande l'allégement progressif de la fiscalité des sociétés du canton de Berne (impôts sur le bénéfice et sur le capital), afin de faire remonter le canton dans la première moitié du classement fiscal des cantons d'ici 2020. D'ici là, il souhaite que l'imposition proportionnelle soit instaurée dès l'année fiscale 2014 et de telle sorte qu'elle n'alourdisse l'impôt d'aucune société.
L'actuel barème d'imposition à trois tranches (barème à tranches se rapprochant d'un barème proportionnel) s'est substitué en 2001 au barème d'imposition du bénéfice en fonction des rendements financiers appliqué jusque-là. Si l'on a renoncé à l'époque à instaurer un véritable barème proportionnel (sans tranche), c'est qu'il fallait trouver un moyen d'atténuer la double imposition économique. C'était le rôle attribué aux deux premières tranches de bénéfice, qui sont imposées à un taux plus faible dans le barème actuel. Avec l'imposition partielle des dividendes, qui a été introduite lors de la révision 2008 de la loi sur les impôts, la double imposition économique est maintenant largement atténuée au niveau du détenteur de la participation, de sorte que le barème d'imposition à trois tranches n'a plus ni le même intérêt ni la même raison d'être.
Aux yeux des spécialistes de la finance, l'imposition proportionnelle des bénéfices est un régime d'imposition moderne des sociétés. Sous l'angle du principe de l'imposition selon la capacité contributive, il n'y a, au fond, aucune raison que l'imposition des bénéfices des sociétés soit progressive. Leur imposition proportionnelle correspond aux normes internationales et simplifie le calcul de l'impôt, notamment en cas de répartitions fiscales intercantonales et d'exercices inférieurs à un an.
Le passage à l'imposition proportionnelle des bénéfices réduirait les rentrées fiscales. On peut éviter cela en fixant un taux d'imposition de 3,9 pour cent, mais ce taux augmenterait significativement l'impôt des sociétés qui réalisent peu de bénéfices. Il est possible d'éviter ces augmentations d'impôt en fixant un taux d'imposition plus bas, mais plus celui-ci sera faible, plus la baisse des rentrées fiscales sera importante. Or, pour un taux d'imposition de 3,5 pour cent par exemple, l'augmentation d'impôt pourrait certes aller jusqu'à 100 pour cent dans certains cas, mais ne dépasserait jamais 2 000 francs en valeur absolue. Le tableau ci-dessous montre comment varieraient la place du canton de Berne dans le classement fiscal des cantons, les rentrées fiscales et l'impôt des personnes morales selon le taux d'imposition choisi.

Chiffres donnés pour l'année fiscale 2014 (compte tenu des révisions des autres cantons connues à l'heure actuelle) :

Barème	**Classement**	**Baisse des recettes fiscales cantonales (en millions de CHF)**	**Baisses des recettes fiscales communales (en millions de CHF)**	**Sociétés bénéficiant d'une réduction d'impôt**	**Sociétés accusant une augmentation d'impôt**
Actuel barème à trois tranches	20	—	—	—	—
3,90%	17	0	0	947	11 433
3,50%	17	40	21	2 571	9 920
3,00%	17	94	49	3 735	8 792
2,50%	14	148	78	6 096	6 373
2,00%	9	202	106	7 497	5 071
1,55%	5	250	132	8 665	0

A l'occasion de la révision 2011/12 de la loi sur les impôts, le Conseil-exécutif a déjà indiqué qu'il était, sur le principe, favorable à l'adoption de l'imposition proportionnelle. Ce n'est qu'en raison des risques de déficit qu'il s'est opposé à cette mesure fiscale à l'époque. S'il est encore plus pressant d'agir aujourd'hui, la situation budgétaire s'est, quant à elle, nettement dégradée depuis, de sorte que le Conseil-exécutif n'a introduit aucun allégement fiscal dans son projet de révision de la loi sur les impôts, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 2014.
Concernant l'initiative « Des impôts équitables – pour les familles », le peuple bernois a adopté le contre-projet parlementaire lors de la votation du 23 septembre dernier. Ce projet réduira les rentrées fiscales cantonales et communales de respectivement 13 millions et 7 millions de francs environ. Le peuple bernois a également adopté le projet populaire de loi sur l'imposition des véhicules routiers. Celui-ci diminuera les rentrées fiscales cantonales de 100 millions de francs supplémentaires. Ces baisses de rentrées fiscales réduisent encore la faible marge de manœuvre dont on dispose en matière de fiscalité des personnes physiques et des personnes morales.
Dans ces circonstances, le Conseil-exécutif n'a d'autre choix que de s'opposer encore à tout nouvel allégement fiscal. L'allégement de la fiscalité des personnes morales, qui sans conteste est nécessaire, pourra être mis à l'étude dès que les perspectives budgétaires se seront améliorées. Cette étude doit être réalisée dans le cadre du positionnement stratégique du canton de Berne actuellement en projet (cf. réponse du Conseil-exécutif à la motion 126/2012 PLR Haas, Berne « Stratégie fiscale du canton de Berne »). Le Conseil-exécutif propose donc l'adoption de la présente motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée de l'affaire 59, 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification), seconde lecture, de l'affaire 60, 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 61, 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Début du débat, voir affaire 59, 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification), seconde lecture, ci-avant.

Affaire 2012.1292

Numéro de l'intervention:	227-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	10.10.2012
Déposée par:	LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	165/2013
Direction:	FIN

Imposition des entreprises: éviter les inconvénients liés au site d'implantation
Le Conseil-exécutif est chargé de :
faire le nécessaire pour que l'impôt sur le bénéfice des entreprises puisse être réduit de moitié entre 2016 et 2020 ;
présenter au Grand Conseil lors de la prochaine révision de la loi sur les impôts, ou en tout cas pour une entrée en vigueur au plus tard le 1er janvier 2016, une révision du barème de l'impôt sur le bénéfice qui réduise au moins de moitié l'imposition des entreprises en 2020.
Développement :
En ce moment, le canton de Berne occupe la 17e place du classement cantonal sur l'imposition des entreprises. Si nous n'agissons pas, nous risquons de nous retrouver derniers dans quelques années. Face à la concurrence, cela n'incite pas les entreprises à choisir le canton de Berne pour s'y installer. Le canton risque même de perdre des entreprises qui souhaiteraient changer de lieu d'implantation. Ce phénomène a un effet direct sur les emplois, et donc sur la substance fiscale des personnes physiques domiciliées dans le canton de Berne. Le canton a en outre affirmé dans sa stratégie économique qu'il voulait progresser dans le classement des cantons les plus attractifs fiscalement. C'est pourquoi il faut agir de toute urgence et prévoir une baisse des impôts. En réduisant de moitié l'impôt sur le bénéfice des entreprises, le canton de Berne ne deviendra pas le canton le plus attractif, mais il sera dans la moyenne, à condition toutefois que les autres cantons ne prévoient pas eux aussi de baisser l'imposition des entreprises. Le Conseil-exécutif est donc chargé de faire le nécessaire pour pouvoir faire face au manque à gagner que représente cette mesure et de présenter un plan concret définissant comment atteindre cet objectif d'ici à 2016.

Réponse du Conseil-exécutif
Comme la motion 151-2012 PLR (Müller, Berne), intitulée « Imposition des entreprises : Berne perd du terrain », que le Grand Conseil examinera vraisemblablement aussi lors de sa session de mars prochain, la présente motion réclame une baisse de l'impôt sur le bénéfice. Le Conseil-exécutif renvoie donc, avant toute chose, aux explications qu'il a fournies en réponse à ladite motion. En complément, il ajoute que le produit 2011 des impôts sur les personnes morales était d'environ 425 millions de francs. Réduire de moitié l'impôt sur le bénéfice, comme le réclame le motionnaire, représenterait donc un manque à gagner de plus de 200 millions de francs.
Comme il l'a déjà signalé à plusieurs reprises, le Conseil-exécutif est favorable à l'idée de baisser l'impôt sur le bénéfice. L'opportunité d'une mesure fiscale de cette nature, doit cependant, être étudiée dans le cadre du projet de stratégie fiscale du canton de Berne, qui n'est pas encore achevé. La politique fiscale dépendra également beaucoup du résultat de l'analyse des offres et des structures 2014 (EOS 2014). Dans ces circonstances, il serait prématuré de prendre, dès aujourd'hui, l'engagement de baisser l'impôt sur le bénéfice pour les années 2016 à 2020, sans attendre l'achèvement des projets évoqués. En conséquence, le Conseil-exécutif propose l'adoption de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée de l'affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification), seconde lecture, de l'affaire 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Début du débat, voir affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification), seconde lecture, ci-avant.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 29.

Les rédactrices :
Priska Vogt (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mardi 26 mars 2013, 9 heures – 11 heures 45

Neuvième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 153 députés. Excusés : Brunner Ursula E., Daetwyler Francis, Moeschler Emilie, Oester Stefan, Riem Bernhard, Rüfenacht Daphné, Rufener Thomas

Affaire 2013.0227

Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée (droit du travail) d'autorité régionale de conciliation pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2016

Discussion générale concernant les affaires 2013.0227 et 2013.0228

La présidente. Geschätzte Anwesende, ich begrüsse Sie zum letzten Tag der Märzsession. Laut Traktandenliste kommen wir nun zu den Wahlen und anschliessend zur Fragestunde. Das Wort hat die Sprecherin der Justizkommission.

Katrin Zumstein, Langenthal (PLR), rapporteuse de la Commission de justice. Es handelt sich um Ergänzungswahlen in den Bereichen Arbeitsrecht und Mietrecht für die regionalen Schlichtungsbehörden. Die Vorschläge werden nicht von unserer Seite aufgrund persönlicher Anhörungen, sondern seitens von Interessenverbänden gemacht. Es findet ein einziger Wahlgang statt.

Résultat de l'élection

Bulletins distribués : 109, bulletins rentrés : 109, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 109, majorité absolue : 55. Sont élus :

Jean-Paul Konrad par 108 voix
Nelly Wälchli-Kreis par 108

Affaire 2013.0228

Election de deux juges spécialisé-e-s (droit du bail) d'autorité régionale de conciliation pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2016

Discussion générale concernant les affaires 2013.0227 et 2013.0228, voir affaire 2013.0227 ci-avant

Résultat de l'élection
Bulletins distribués : 109, bulletins rentrés : 109, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en considération : 109, majorité absolue : 55. Sont élus :

Ladina Hagmann par 109 voix
Bernhard Marti par 106 voix

Affaire 2013.0100

La deuxième vice-présidente, Béatrice Struchen, Epsach (UDC) prend la direction des délibérations.

Béatrice Struchen, Epsach (UDC), vice-présidente. Bonne journée et bonne chance. (Hilarité) Nous allons passer aux délibérations en français. Nous attendons le président du Conseil-exécutif, M. Rickenbacher, qui va commencer par répondre à la question 3.

Question 3
Roland Matti, La Neuveville (PLR) – Catering Rathaus Berne
Le 14 février dernier, le canton a mis au concours le « catering » du Rathaus, tant en ce qui concerne l'exploitation de la cafétéria durant les sessions que pour tout ce qui a trait aux réceptions organisées dans les locaux du Palais du Parlement.
On peut s'étonner qu'une telle mise au concours soit effectuée à partir du canton de Soleure, alors même que le canton de Berne dispose d'une fiduciaire faîtière des cafetiers-restaurateurs (Gastroconsult) parfaitement à même d'organiser un tel appel d'offres.
Quelle est la raison de choisir un partenaire du canton de Soleure ?
Combien va coûter l'aménagement de ces infrastructures de restauration ?
Quel est le montant de la location ?

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Mme la deuxième vice-présidente, aussi bonne chance de ma part. À la question de M. Matti, le projet de transformation de l'Hôtel du gouvernement avec l'aménagement d'une cantine n'a pas été conçu par le Conseil-exécutif, mais par la Chancellerie d'Etat et le Bureau du Grand Conseil. Question 1. Le bureau d'architectes mandaté par l'OIC a recommandé que la restauration soit réglée dans un projet à part. Un bureau spécialisé dans la restauration en a été chargé. Cette société «Volkart und Richard» a déjà signé les projets de restauration du Palais fédéral, du Centre Paul Klee et du Musée national à Zurich. La Chancellerie d'Etat et l'OIC ont jugé rationnelle la recommandation du bureau d'architectes et ont donc confié à Volkart und Richard le mandat d'élaborer un projet. Le mandat a été attribué de gré à gré au sens de la loi sur les marchés publics. Question 2. Le coût de l'aménagement d'une cantine est estimé à 500 000 francs. Question 3. La société gérante versera à la Chancellerie d'Etat quatre pour cent du chiffre d'affaire annuel.

Question 13
Markus Aebi, Hellsau (UDC) – Coûts de la licence GELAN
Faut-il payer des licences pour l'utilisation du logiciel GELAN ?
Quel est le coût total de ces licences ?
Comment ces coûts sont-ils répartis entre les cantons de Soleure, de Fribourg et de Berne ?

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zur ersten Frage. Ja. Zur zweiten Frage. Die Kosten belaufen sich auf 8200 Franken. Zur dritten Frage. Die Kosten

sind wie folgt aufgeteilt: Der Kanton Bern trägt einen Anteil von 71 Prozent, der Kanton Freiburg von 20 Prozent und der Kanton Solothurn von 9 Prozent.

Question 19

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS) – De quelles associations économiques le canton de Berne est-il membre ?

Début mars 2013, on a appris que la Direction de l'économie publique du canton de Zurich est membre d'economiesuisse, l'association faîtière des entreprises suisses. C'est la raison pour laquelle j'aimerais savoir quelle est la situation dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

Le canton de Berne ou l'une de ses unités administratives est-il membre d'economiesuisse ou de l'une de ses sections ?

Le canton de Berne verse-t-il de l'argent des contribuables à economiesuisse ?

Le Conseil-exécutif pense-t-il que l'adhésion à cette association d'une unité administrative du canton de Berne soit nécessaire ?

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Der Kanton Bern unterhält gute Kontakte zu den Sozialpartnern im Kanton. Dazu gehören Wirtschafts- sowie Angestelltenverbände und Gewerkschaften. Gemäss den Angaben der Direktionen und der Staatskanzlei ist keine bernische Verwaltungseinheit Mitglied von «Economiesuisse». Aus diesem Grund können die drei Fragen mit nein beantwortet werden.

Question 7

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC) – Homicide de Schwarzenbourg

Le jugement de la cour dans l'affaire de l'homicide de Schwarzenbourg soulève de nombreuses questions :

Comment se fait-il, alors qu'il s'agit d'un homicide, que l'auteur s'en tire avec une amende (cultivateur de chanvre de Schwarzenbourg) ?

Qui était l'acheteur du chanvre (teneur en THC de 5,4) ?

Quelle a été la peine infligée au mandant ?

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Im Tötungsdelikt von Schwarzenburg hat das Regionalgericht Bern-Mittelland den beschuldigten Hanfbauern am 22. Januar dieses Jahres wegen Totschlags und Widerhandlung gegen das Betäubungsmittelgesetz schuldig gesprochen. Er wurde zu einer Freiheitsstrafe von 24 Monaten verurteilt; nicht nur zu einer Geldstrafe. Für die Höhe der Strafe war entscheidend, dass das Gericht den Beschuldigten wegen Totschlags und nicht wegen vorsätzlicher Tötung verurteilt hat. Das Gesetz sieht für vorsätzliche Tötung eine Freiheitsstrafe nicht unter fünf Jahren vor. Bei Totschlag liegt der Strafrahmen zwischen einem und zehn Jahren Freiheitsstrafe. Die Voraussetzungen des Totschlags sah das Gericht als gegeben an, weil es zum Schluss kam, der Beschuldigte sei stark unter Stress gestanden und habe im Affekt gehandelt, als er mit seinem Gewehr in Richtung des Hanfdiebs schoss. Dass das Gericht einen Entscheid im unteren Bereich des Strafrahmens gefällt hat, ist auf das tadellose Vorleben des Beschuldigten und auf den Umstand, dass er von Anfang an geständig war, zurückzuführen. Beides ist nach den einschlägigen Rechtsgrundlagen und der Praxis im Rahmen der Strafzumessung massgeblich zu berücksichtigen. Der Beschuldigte hat auf seinem Hanffeld legalen Industriehanf angebaut. Nebenbei baute er allerdings auf seiner Laube und im Garten einen illegalen, THC-haltigen Drogenhanf an. Diesen gab er als Naturalzahlung an Personen ab, die im Sommer sein Industriehanffeld über Nacht bewachten. Im Zusammenhang mit dem Drogenhanf wurde der Beschuldigte wegen Widerhandlung gegen das Betäubungsmittelgesetz für schuldig erklärt.

Das Verhalten der Abnehmer des Drogenhanfs, der auf der Laube oder im Garten angebaut wurde, war nicht Gegenstand des Strafverfahrens gegen den Hanfbauern. Soweit dem Regierungsrat bekannt ist, wurden die Abnehmer des Drogenhanfs nicht verurteilt.

Question 18

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD) – Mandant et mandataire à la fois ?

Pour la révision du manuel de la CRTU et des consignes concernant son contenu pour les CRTU de la 2e génération, le Conseil-exécutif a prévu par ACE du 27 février 2013 de consacrer 90 000 francs à un soutien externe. Le bureau externe sera chargé d'établir le cahier des charges de la révision des CRTU. Les travaux de révision seront à leur tour effectués par des bureaux externes. Il risque donc d'y avoir des conflits d'intérêts. Comment le Conseil-exécutif pense-t-il s'y prendre pour que le bureau chargé de la révision du manuel de la CRTU et des consignes pour le contenu de la CRTU de la 2e génération ne soit pas de surcroît chargé ensuite du remaniement d'une CRTU ?

Comment pense-t-il faire pour que la révision des CRTU s'en tienne à l'essentiel ?

Et comment pense-t-il garantir que l'investissement de ressources dans les régions soit limité au minimum ?

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Das Anforderungsprofil für die Überarbeitung der Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte (RGSK) und des entsprechenden Handbuchs ist weitgehend durch Mitarbeitende der Kantonsverwaltung vorzunehmen. Die Arbeiten werden von der interdirektionalen Projektorganisation RGSK verabschiedet. Das externe Büro, das vom Kanton beigezogen wurde, begleitet diesen Prozess und wird schwergewichtig für die Moderation und Durchführung von Workshops sowie für eine kritische Beurteilung von einzelnen Ergebnissen im Sinne einer Zweitmeinung zur Verfügung stehen. Für die anschliessende Überarbeitung der RGSK sind diejenigen Regionen, in welchen eine Regionalkonferenz geführt wird, abschliessend zuständig. Das geht aus Artikel 97a Absatz 1 des Baugesetzes hervor. Der Regierungsrat mischt sich nicht in die Auswahl der externen Büros ein. Es gibt Regionen ohne Regionalkonferenz. In Zusammenarbeit mit den betroffenen regionalen Verkehrskonferenzen und Planungsregionen sorgt der Regierungsrat für die Erarbeitung des RGSK. So kann der Regierungsrat bei der Auswahl der externen Büros allfällige Interessenkonflikte ausschliessen.

Im Vortrag zum Regierungsratsbeschluss vom 27. Februar dieses Jahres, dem RRB 0266/2013, steht, dass sich die Überarbeitung der neuen RGSK auf das Notwendigste zu beschränken habe. Das Ganze habe sich stark auf die RGSK der ersten Generation abzustützen. Der Regierungsrat teilt also die An-

sicht des Fragestellers und wird die Vorgaben und das Handbuch entsprechend erstellen lassen.
Mit geeigneten Grundlagen und Hilfestellungen soll der Aufwand für die Regionen minimiert werden. Dazu gehört beispielsweise das RGSK-Datenmodell, das vom Kanton bis Ende 2013 zur Verfügung gestellt wird. Dieses ermöglicht den Regionen eine einfachere Erfassung der Karteninhalte sowie die Veröffentlichung im Geoportal.

Question 6

Jakob Etter, Treiten (PBD) – Route de contournement H10

Dans la perspective de l'Expo 02, la route de contournement Anet – Champion - Chules a été construite jusqu'au giratoire d'Anet. A l'origine, il était prévu qu'elle continue jusqu'à Chiètres. Aujourd'hui, le trafic d'Anet en direction de Morat en passant par Sugiez est amené à l'A1 par la bretelle de Löwenberg.
Il y a quelques mois, une paroi de protection contre le bruit a été construite à Sugiez pour protéger les riverains harassés. De sources bien informées, nous avons appris que le canton de Berne a participé au financement de cette paroi anti-bruit érigée dans le canton de Fribourg. C'est ce qui m'a amené à poser les questions suivantes :
Est-il correct que le canton de Berne a participé au financement de cette paroi ?
Dans l'affirmative, quel est le montant de sa participation, et quelle est le pourcentage du total des coûts ?
Si tel est le cas, quelles sont les prestations offertes par le canton de Fribourg en contrepartie de la participation du canton de Berne ?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Nein, der Kanton Bern hat an die Kosten der Lärmschutzmassnahmen in Sugiez im Kanton Freiburg keine Beiträge geleistet.

Question 1

Thomas Fuchs, Berne (UDC) – Encaissement des impôts dans le canton de Berne

Depuis l'adoption de la réduction de l'impôt sur les véhicules routiers en votation populaire, on se plaint dans le canton de Berne de la perte de revenu fiscal. On oublie dans ce contexte que le canton reste dans la tranche supérieure de la moyenne suisse à cet égard.
Des clients de l'Office de la circulation routière se sont vu présenter dernièrement des factures de quelques centimes. L'un d'entre eux, Monsieur F., a reçu une facture de 25 centimes, Monsieur H., une facture de 5 centimes, payables dans les 30 jours.
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :
Comment justifie-t-on l'envoi de factures portant sur des sommes inférieures à 5 francs, si l'on tient compte du coût de l'établissement de la facture des frais de port et surtout des frais de versement ?
De telles factures sont-elles censées punir la population de la décision indésirable que le gouvernement n'a pas encore digérée ?
Le Conseil-exécutif est-il prêt à adopter sans plus tarder une attitude plus favorable à la clientèle à l'Office de la circulation routière et dans tous les autres domaines de l'administration, et surtout est-il prêt à trouver immédiatement une solution moins coûteuse pour le canton (montant minimum des factures, report sur la prochaine facture, etc.) ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Bei den Rechnungen des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamts (SVSA) handelt es sich nicht nur um die Zustellung eines Einzahlungsscheines. Die Rechnungen sind rechtsverbindliche Verfügungen. Diejenigen Leistungsausweise, die zu Kleinstbeträgen führen, sind zahlenmässig vernachlässigbar. Beim Massengeschäft geht es um 1.1 Millionen Zahlungsverfügungen pro Jahr. Der Regierungsrat signalisiert im Licht der Verhältnismässigkeit seine Bereitschaft, das Inkassosystem zu überdenken und das in Zukunft nicht mehr so zu machen.
Die beschriebene Rechnungslegung gegenüber der Kundschaft existiert seit vielen Jahren in diesem Stil und unverändert. Neuerungen aufgrund des Volksentscheids, also der Ecotax-Abstimmung, haben eine erhöhte Transparenz in den Leistungsausweisen zur Folge, beispielsweise das Ausweisen der Energieeffizienzkategorie oder die Reduktion des Steuertarifs. Bei den Leistungsausweisen mit Kleinstbeträgen, die Gegenstand dieser Frage sind, spielt der Volksentscheid keine Rolle. (L'orateur demande le silence aux personnes autour de lui.)
Ein Übertrag von Kleinstbeträgen auf die nächste Rechnung würde zu einem massiven Mehraufwand führen. Die Festlegung von Rechnungsbetragsminima löst das Problem auch nicht. Im Gegenteil, der Kanton würde von vornherein auf Einnahmen verzichten. Nun sage ich Ihnen etwas, das Sie vielleicht noch nie gehört haben: Für uns ist die Tatsache viel gravierender, dass mit dem E-Banking viele Rechnungsbeträge, die auf den Verfügungen erscheinen, beim Zahlen einfach abgerundet werden. Für das SVSA ist es relativ schwierig, das Geld wieder einzutreiben. Ich sage es nochmals: Es geht um 1.1 Millionen Rechnungen pro Jahr.

Question 9

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl) – Conventions de prestations et moratoire sur les dépenses

En raison de sa situation financière difficile, le canton de Berne a émis un moratoire sur les dépenses au moins jusqu'à la fin 2012. Les nouvelles conventions de prestations conclues sous la responsabilité du canton, et non celles qui répondaient à des tâches de mise en œuvre transférées au canton par la Confédération, devaient en outre être examinées de près.

– Quelles nouvelles conventions de prestations portant sur quels montants (p. ex. avec des institutions sans but lucratif) la Direction de la police et des affaires militaires a-t-elle conclues en 2013 ou se prépare-t-elle à conclure ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Für die Intervention im Uma-Zentrum in Bärau hat die Polizei- und Militärdirektion einen Leistungsvertrag mit der Firma «Zihler social development» abgeschlossen. Die ausserordentlichen Kosten für die vereinbarte Konsolidierungs- und Stabilisierungsphase belaufen sich auf rund 760 000 Franken. Das Amt für Bevölkerungsschutz, Sport und Militär hat einen Leistungsvertrag in der Höhe von maximal 21 120 Franken zur Unterstützung von Sportcamps ab 2014 und eine Leistungsvereinbarung mit der Stadt Burgdorf in der Höhe von 10 000 Franken für die finanzielle Unterstützung des bestehenden Bewegungs- und Sportnetzes abgeschlossen. Diejenigen Verträge, für die beim Kanton Bern keine Kosten anfallen, erwähne ich an dieser Stelle nicht.

Question 10

Andreas Blank, Aarberg (UDC) – Evasion de l'établissement de Saint-Jean

Une fois de plus, une évasion d'une prison bernoise a fait les grands titres de tous les journaux : un homme s'est échappé au cours d'une sortie accompagnée. Il lui restait encore deux ans et demi à purger. Il avait été interné en 1998, mais la mesure avait été levée. Même si l'homme a pu être arrêté rapidement, les questions suivantes se posent :
Quelles conséquences l'évasion a-t-elle pour l'intéressé et pour l'exécution des peines et mesures dans le canton de Berne ?
Le Conseil-exécutif pense-t-il lui aussi que l'intéressé a été placé trop tôt en détention en milieu ouvert ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Das Ereignis hat zu einer Revision des Vollzugsplans für den betreffenden Häftling geführt. Mit seinem Verhalten hat er deutlich gezeigt, dass sein Wille und seine Fähigkeit zur Integration in die normale Gesellschaft gegen einen Verbleib im offenen Regime sprechen. Er wird in den geschlossenen Massnahmenvollzug versetzt. Konsequenzen für das Massnahmenzentrum St. Johannsen ergeben sich für den Regierungsrat nicht. Die Bewährungsfreiräume, die man den Häftlingen mit dem Stufenvollzugskonzept gewährt, werden nicht in Frage gestellt. Zu Frage 2. Nein. Die Vollzugsverantwortlichen stützen sich für ihren Entscheid bezüglich Vollzugslockerungen auf die Aktenlage und auf das Verhalten des Eingewiesenen im Vollzug. Im konkreten Fall befand sich der Delinquent im offenen Massnahmenvollzug. Er war grundsätzlich urlaubsberechtigt. Die Zuteilung zu dieser Vollzugsform stützt sich auf die ordentlichen interdisziplinären Prozesse der konkordatlichen Fachkommission, der kantonalen Einweisungsbehörden und der Vollzugsinstitution. Gerade im offenen Vollzug wird es nie eine Nullrisiko-Garantie geben.

Question 14

Erich Hess, Berne (UDC) – Evasion d'un établissement pénitentiaire

Le 7 mars dernier, un prisonnier évadé de l'établissement de Saint-Jean a été arrêté à Soleure quatre jours après s'être échappé lors d'une sortie accompagnée en ville de Berne. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Quelle était la nationalité du prisonnier ?
2. Ce n'est pas la première fois que l'établissement de Saint-Jean se retrouve dans les titres des journaux. Cet établissement a-t-il un problème de sûreté ?
3. Cet incident va-t-il avoir pour conséquence la suppression des sorties accompagnées ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Der Delinquent ist Schweizer seit seiner Geburt. Zu Frage 2. Das Massnahmenzentrum St. Johannsen ist eine Vollzugseinrichtung, die im Sinne des Schweizerischen Strafgesetzbuches offen geführt wird. Beim offenen Vollzug will der Gesetzgeber den Eingewiesenen bewusst die Möglichkeit geben, einen realitätsnahen Bezug zur Aussenwelt aufzubauen – für den Tag, da sie die Institution verlassen und mitten unter uns sind. Die Umsetzung des offenen Vollzugs führt konsequenterweise zu reduzierten Sicherungsmitteln und Kontrollmöglichkeiten. Von einem Sicherheitsproblem kann jedoch nicht gesprochen werden. Zu Frage 3. Nein.

Question 16

Fuchs Thomas, Berne (UDC) – Evasion d'un établissement pénitentiaire

Le 7 mars dernier, un prisonnier évadé de l'établissement de Saint-Jean a été arrêté à Soleure quatre jours après s'être échappé lors d'une sortie accompagnée en ville de Berne. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Comment le Conseil-exécutif pense-t-il empêcher que de tels incidents ne se reproduisent ?
2. Quels sont les coûts de la recherche du prisonnier évadé ?

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Zu Frage 1. Im offenen Vollzug sind solche Vorkommnisse nicht gänzlich auszuschliessen. Ziel ist es, durch optimale und professionelle Prognoseeinschätzung inklusive Risikobeurteilung durch die Vollzugsverantwortlichen das Entweichungsrisiko zu minimieren. Das Regelwerk, die Ablauforganisation und die baulich-technischen Rahmenbedingungen in St. Johannsen wurden letztmals im Jahr 2010 intensiv überprüft. Wenn nötig werden sie kontinuierlich angepasst. Der vorliegende Einzelfall erfordert keine speziellen zusätzlichen Massnahmen.
Zu Frage 2. Die fraglichen Kosten beziehen sich auf die Fahndungsmassnahmen der Polizei. Solche Fahndungsmassnahmen werden nicht fallweise erhoben.

Question 15

Jürg Schürch, Huttwil (UDC) – Limitation à dix ans de la période de fonction des présidents des conseils d'administration des CHR

Le Conseil-exécutif a refusé il y a deux ans de lever la limitation à dix ans de la période de fonction des présidents des conseils d'administration du SRO SA et du STS SA. Quelle est la raison de ce refus ?
Quelles facultés particulières ont été celles du président du conseil d'administration du FMI SA pour que son actuelle période de fonction soit prolongée de quatre ans ?
L'appartenance partisane de cette personne joue-t-elle en l'occurrence un rôle ?

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Question 1. La limitation du mandat a été justifiée dans le passé par le fait que la durée maximale de dix ans est assez longue pour prendre pleinement en main l'entreprise et y développer toutes ses capacités. De plus, un changement permet de choisir des personnes apportant de nouvelles idées. Par la suite, cette règle a été assouplie dans la stratégie de propriétaire du canton pour permettre des exceptions jusqu'à quatorze ans maximum dans les cas justifiés. Question 2. Le conseil d'administration du Centre hospitalier régional FMI SA a effectivement demandé la réélection de son président au-delà de la durée statutaire. Le Conseil-exécutif n'a pas encore rendu sa décision. Lors de la nomination des membres des conseils d'administration, il tient compte des situations particulières, tels que le développement de projets hospitaliers supra-régionaux ou les questions de succession. Question 3. Non.

Question 2

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV) – Suspension provisoire ou fermeture définitive

Interpellé par une journaliste du Quotidien jurassien, le Directeur de l'instruction publique du canton de Berne Bernhard

Pulver a confirmé vouloir « mettre un terme au projet pilote » de filière ES en soins infirmiers ouverte en septembre 2012 au CEFF à St-Imier.
Cette annonce a provoqué un certain émoi du côté du CEFF santé-social et même, semble-t-il, au sein de l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré, qui avaient plutôt été informés d'une suspension provisoire, la filière devant être menée à son terme avec les deux premières volées d'étudiants avant une reconsidération de la situation en 2014.
Afin d'éclaircir la situation, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
La filière ES en soins infirmiers de St-Imier sera-t-elle définitivement abandonnée au terme de la formation des deux premières volées d'étudiants ?
Le cas échéant, quelles sont les raisons qui ont conduit à cette décision maintenant, sachant que la filière ES était déjà contestée dès le début par les directeurs cantonaux de l'instruction publique ?
N'y a-t-il pas lieu d'admettre que la manière de communiquer du directeur bernois de l'instruction publique laisse à désirer et que les intentions du gouvernement n'ont pas clairement été exposées aux principaux intéressés, en particulier au Conseil du Jura bernois ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.
Question 1. La seule décision prise à ce jour concernant ce dossier a été celle de limiter le projet pilote de la filière ES santé francophone à Saint-Imier à deux volées. La première volée a commencé en septembre 2012, la deuxième, il y a quelques semaines. Comme prévu lors du lancement du projet pilote, un rapport d'évaluation sera publié et une discussion sur les suites éventuelles à donner à cette filière sera ouverte avec les cantons romands et les milieux intéressés sur cette base. Question 2. Cette décision a dû être prise à la suite de l'admission d'un grand nombre d'élèves extra-cantonaux dans la deuxième volée par le Ceff. Cette admission était contraire aux directives de la Direction de l'instruction publique et contredisait l'engagement pris devant les cantons romands de n'admettre durant la phase pilote que des personnes domiciliées dans le canton de Berne. Question 3. Un article du Quotidien jurassien a déclenché de nombreuses réactions, notamment à l'interne de l'institution. Le communiqué de l'INS, publié en date du 15 mars a permis d'apaiser la situation. À noter que tant l'institution que les CJB et CAF ont été informés dès le mois de décembre de la situation.

Question 4
Thomas Knutti, Weissenburg (UDC) – Le pont de Wiler à Därstetten est-il un monument historique ?
Le pont de Wiler à Därstetten est en discussion depuis le 29 juin 1979. Bien que le conseil communal ait décidé à plusieurs reprises de ne pas rénover ou démonter le pont, le Service des monuments historiques se fait fort depuis 1979 de faire restaurer le pont pour le placer ailleurs. La commune d'Oberwil n'est pas prête elle non plus à prendre le pont vermoulu. Pour préserver sa crédibilité et s'assurer le soutien de la population, il vaudrait mieux que ce projet soit enfin enterré et que le pont puisse être détruit.
1. Combien de temps a-t-il été consacré à ce projet (à compter du 29 juin 1979) ?
2. Combien les contribuables ont-ils été amenés à payer jusqu'ici pour ce projet insensé (visites des lieux, travaux de clarification, entretiens, suivi des travaux etc.)?
3. Pourquoi le Service des monuments historiques n'a-t-il pas admis la destruction de ce pont ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.
Tatsächlich ist die Wilerbrücke seit vielen Jahren ein Thema. Nach verschiedenen Etappen und Abklärungen hat die Denkmalpflege vor kurzem die Aufhebung der regierungsrätlichen Unterschutzstellung eingeleitet. Zur Frage 1. Die seit dem 29. Juni 1979 von der Verwaltung aufgewendete Zeit kann leider nicht mehr eruiert werden, da verschiedene Direktionen und Ämter in die Arbeiten involviert waren. Bei uns, bei der Denkmalpflege, sind Besichtigungen und Sitzungen im Umfang von 5 Stunden aktenkundig.
Zu Frage 2. 1979 erfolgte eine Sanierung, die 14 000 Franken kostete. Die Kosten wurden von der damaligen Landwirtschaftsdirektion übernommen. Weitere Kosten sind Lohnkosten der Verwaltung, die sich, wie erwähnt, nicht näher beziffern lassen.
Zu Frage 3. Die Holzbrücke wurde mit der Ortsplanung von 1975 in das kommunale Inventar der schützenswerten Objekte aufgenommen. 1979 reichte die Gemeinde ein Baugesuch ein, um die Brücke abzubrechen und durch eine Betonbrücke zu ersetzen. 1988 wurde die alte Holzbrücke per Regierungsratsbeschluss in das Inventar der geschützten Kunstaltertümer aufgenommen. Aufgrund des schlechten Zustands der Brücke wurden nun Abklärungen für eine Gesamtsanierung gemacht. Aufgrund der hohen Kosten wurde das Sanierungsprojekt abgebrochen. Die Denkmalpflege hat nun die Aufhebung der regierungsrätlichen Unterschutzstellung in die Wege geleitet.

Question 8
Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV) – Nominations à l'Université de Berne
En raison d'un désaccord au sujet de la préférence supposée donnée aux candidats et candidates de nationalité allemande, la direction de l'Université de Zurich a interrompu récemment la procédure de nomination d'un nouveau professeur de journalisme politique.
A l'Université de Berne également, on peut se demander dans quelle mesure les candidats et candidates de nationalité suisse sont désavantagés lors d'un recrutement (cf. I 267/2009 Steiner-Brütsch « Nominations à l'Université de Berne : les candidats et candidates suisses défavorisés ? »).
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :
Combien de procédures de nomination de professeurs ordinaires et extraordinaires et de professeurs assistants ont-elles été menées à bien à l'Université de Berne entre 2009 et 2012 ?
Quelle est la proportion de ressortissants étrangers parmi les professeurs et professeurs assistants engagés entre 2009 et 2012 ?
Les mesures que l'Université de Berne a commencé à mettre en œuvre pour encourager la relève scientifique suisse ont-elles déjà produit des effets positifs dans les procédures de nomination ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.
Zu den Fragen 1 und 2 gebe ich Ihnen die Zahlen zur Neuanstellung der ordentlichen und ausserordentlichen Professorinnen und Professoren, sowie Assistenzprofessorinnen und -professoren mit Tenure-Track in den Jahren 2009 und 2012 bekannt. Im Jahr 2009 gab es insgesamt 35 Neuanstellungen. In 19 Fällen handelte es sich um ausländische Staatsangehö-

rige. 2010 gab es 31 Neuanstellungen, darunter 13 ausländische Staatsangehörige. 2011 wurden 35 Personen neu angestellt, wovon 15 ausländische Staatsangehörige waren. Von den 32 im Jahr 2012 neu Angestellten waren 19 ausländische Staatsangehörige.
Zu Frage 3. Wie in der Antwort auf die Interpellation Steiner-Brütsch vom 16. Dezember 2009 dargelegt, hat die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses für den Regierungsrat eine grosse Bedeutung. Sie ist auch der Universität ein wichtiges Anliegen. In dem seither vergangenen Zeitraum hat die Universität verschiedene Massnahmen ergriffen, um den Nachwuchs besser zu fördern. Allerdings ist es äusserst schwierig, einen direkten Einfluss dieser Massnahmen auf die Berufungsverfahren aufzuzeigen, da es sich um längerfristig wirkende Massnahmen handelt. Sie erfordern eine längere Zeitspanne, um den angezielten Effekt zu erreichen. Die Situation an den Fakultäten ist zudem sehr unterschiedlich. Im Bereich der Medizin oder der Naturwissenschaften liegt die Anzahl der ausländischen Professuren markant tiefer als in andern Bereichen. Das lässt sich insbesondere damit erklären, dass eine wissenschaftliche Karriere in diesen Bereichen für den Schweizer Nachwuchs immer noch attraktiv ist. In andern Fächern, beispielsweise der Betriebswirtschaft, scheint das nicht der Fall zu sein. Eine Karriere in der Privatwirtschaft scheint attraktiver zu sein. Die Universität wird den eingeschlagenen Weg konsequent weitergehen, und sie ist auch zuversichtlich, dass das eine positive Wirkung haben wird.

Question 11

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC) – Versement du salaire en cas de maladie dans le canton de Berne

Un ressortissant allemand a été mis à la retraite anticipée de son poste d'enseignant en Allemagne en 1998. En 2001, il a repris son activité dans l'enseignement du droit à l'école WKS (Economie et formation des cadres) à Berne, sans en avoir informé les autorités de son pays, raison pour laquelle il a continué de percevoir sa rente. Fin 2011 il a été condamné pour fraude. Fin 2012, le tribunal compétent a confirmé le jugement en 2e instance (un an de prison avec sursis, amende). Au total, l'intéressé avait perçu 90 000 euros de l'assurance pour incapacité de travail. Pendant un certain temps, il a même eu trois sources de revenu différentes : en plus de sa rente, il a touché 1 000 euros par mois de l'assurance et son salaire mensuel de 9 200 francs net de la WKS.
Après le jugement en première instance, la WKS a résilié en décembre 2011 les rapports de travail avec l'intéressé, avec effet immédiat. L'enseignant a fait recours, et le service juridique de l'INS a corrigé le jugement pour en faire un licenciement ordinaire à fin juillet 2012. Un nouveau recours devant le Tribunal administratif du canton de Berne a permis de transformer la décision du service juridique de l'INS en « résiliation en temps », raison pour laquelle les rapports de travail se sont prolongés au-delà du 31 juillet 2012. L'intéressé est dans l'intervalle en arrêt maladie.
C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :
Comment le service juridique de l'INS a-t-il pu considérer que le comportement frauduleux de l'enseignant n'était pas une raison suffisamment importante pour son licenciement avec effet immédiat mais simplement un motif de licenciement ordinaire ?
Quel est le montant total des salaires que la WKS a été contrainte de continuer de verser depuis fin 2011 en raison de ces différentes décisions ?
Le Conseil-exécutif pense-t-il prendre des dispositions législatives afin de protéger le canton contre de telles obligations, aussi coûteuses que superflues ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.
Zu Frage 1. Die Erziehungsdirektion hat sich mit ihrem Justizentscheid an die konstante Gerichtspraxis gehalten. Eine fristlose Kündigung wäre nach dieser Gerichtspraxis ungerechtfertigt gewesen, da der Lehrer diese Straftat gänzlich ausserhalb seiner Tätigkeit als Lehrer an der Wirtschafts- und Kaderschule (WKS) Bern beging. Eine ordentliche Kündigung wäre absolut gerechtfertigt gewesen. Wenn eine Lehrkraft der Fächer Wirtschaft und Recht einen Betrug begeht, so ist das von grossem Einfluss und hat einen Zusammenhang mit der Glaubwürdigkeit der Unterrichtstätigkeit. Dies gilt auch dann, wenn der Betrug keinen Bezug zum Unterricht und zur Schule hat. Daher ist eine ordentliche Kündigung gerechtfertigt. Ich habe daher entschieden, die fristlose Kündigung in eine ordentliche Kündigung umzuwandeln.
Zu Frage 2. In der Tat ist die betreffende Lehrkraft inzwischen krankgeschrieben. Darum hat das Verwaltungsgericht die ordentliche Kündigung aufgehoben. Die WKS Bern kann dem Lehrer nun bis Ende April per Ende Juni 2013 kündigen. Damit schuldet die WKS Bern dem Lehrer den Lohn von Januar 2012 bis Juni 2013. Das sind insgesamt 229 000 Franken. Zu Frage 3. Ein Kündigungsschutz bei Krankheit ist auch im Obligationenrecht vorgesehen. Wollte man bei Kündigungen andere Regelungen vorsehen, müsste man die Personal- und Lehreranstellungsgesetzgebung ändern. Eine entsprechende Gesetzesänderung ist nicht geplant.

Question 12

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV) – Fermeture du site de l'APP à Herzogenbuchsee

Dans la perspective de l'année scolaire 2013-2014, le canton de Berne travaille à la concentration en Haute Argovie, sur les sites de Huttwil et de Langenthal, de l'année scolaire de préparation professionnelle (APP). Les deux classes APP de Herzogenbuchsee seront ainsi fermées.
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :
Est-il correct que le contrat de location des locaux de l'APP à Herzogenbuchsee dure plus longtemps que la fin de l'année scolaire 2012-2013, même si le site de l'APP sera fermé à ce moment-là ?
Dans l'affirmative : pourquoi le contrat n'a-t-il pas pu être résilié pour la fin de cette année scolaire ?
Quels sont de ce fait les frais supplémentaires pour le canton de Berne ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.
Zu Frage 1. Das berufsvorbereitende Schuljahr in Herzogenbuchsee wird aufgrund der sinkenden Klassenzahlen per Sommer 2013 geschlossen. Die Schülerinnen und Schüler werden am Standort Langenthal konzentriert. Nach persönlichen Gesprächen mit Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinde Herzogenbuchsee habe ich meinen Entscheid mit einem Schreiben vom 8. Januar 2013 schriftlich mitgeteilt. Im Schreiben habe ich auch die bevorstehende Kündigung der bisher durch den Kanton gemieteten Schulräume durch das Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) per 31. Juli 2013 angekündigt.

Zu Frage 2. Aufgrund eines Missverständnisses innerhalb der Erziehungsdirektion hat das Amt für Grundstücke und Gebäude den Auftrag zur Kündigung bedauerlicherweise erst nach dem offiziellen Kündigungstermin vom 31. Januar 2013 erhalten. Dieser Fehler liegt bei der Erziehungsdirektion (ERZ). Die Kündigung wurde zwar umgehend nachgeholt. Nun sind wir jedoch auf den Goodwill der Gemeinde angewiesen, uns vorzeitig aus dem Mietvertrag zu entlassen. Im Moment sind wir mit der Gemeinde noch im Gespräch. Die offizielle Antwort kenne ich noch nicht. Der Fehler in der Kommunikation von der ERZ zum AGG wurde intern erkannt. Die nötigen Verbesserungsmassnahmen wurden bereits ergriffen.
Zu Frage 3. Die nächste Kündigungsmöglichkeit besteht erst wieder per 31. Juli 2014 mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten. Wir müssten also eine zusätzliche Jahresmiete an die Gemeinde Herzogenbuchsee bezahlen. Dies würde Kosten von knapp 100 000 Franken inklusive Heiz- und Nebenkosten verursachen. Wie gesagt ist das unser Fehler. Dazu stehen wir. Es kann einmal ein Fehler geschehen.

Question 17

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD) – Passepartout sans moyens didactiques et sans participants ?

Pour garantir la qualité de l'enseignement, la Direction de l'instruction publique propose la formation continue « Passepartout ; langues étrangères à l'école obligatoire ». Pour le personnel enseignant, cette formation est obligatoire puisqu'il faut garantir la qualité de l'enseignement. En été 2013, la première volée à suivre les cours de français et d'anglais va commencer l'enseignement au niveau du cycle secondaire 1. Or, les enseignants et enseignantes qui vont suivre la formation le feront sans les moyens didactiques, qui sont encore en planification et ne peuvent donc être mis à leur disposition. Il paraît que certaines directions d'école désinscrivent les enseignants et enseignantes de la formation « Passepartout » en faveur de formations internes.
Comment le Conseil-exécutif va-t-il faire pour que ces cours obligatoires soient bel et bien suivis ?
Comment pense-t-il faire en sorte que les enseignants et enseignantes ne soient pas retirés de la formation au profit d'une formation interne ?
Le Conseil-exécutif ne trouve-t-il pas fâcheux et inefficace qu'une formation soit organisée sans les moyens didactiques nécessaires ?

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Zu Frage 1. Mit den Weiterbildungen Französisch wurden gute Erfahrungen gemacht. Auch für die Weiterbildungen Englisch, die im Mai 2012 starteten, sind die Anmeldezahlen sehr hoch. Sie weisen auf ein starkes Interesse für die Weiterbildungen Englisch hin. Die Kontrolle darüber, ob die Lehrkräfte, die Fremdsprachen unterrichten, die obligatorischen Kurse auch wirklich besuchen, liegt bei den zuständigen Schulleitungen. Gleichzeitig ist das Thema der Unterrichtsqualifikation Teil des Controllings der Schulinspektorate gegenüber den Schulen. Wir haben jedoch keine Kontrolle über die einzelnen Lehrkräfte. Das machen die Schulleitungen.
Zu Frage 2. Die Erziehungsdirektion hat bis jetzt keine solchen Signale erhalten. Auch beim Institut für Weiterbildung sind bis jetzt keine Abmeldungen eingegangen, ausser wenn jemand die Stelle als Lehrkraft gekündigt hat.
Zu Frage 3. Die Weiterbildung findet nicht ohne die entsprechenden Lehrmittel statt. Diese stehen für die ersten Kursgruppen erst in der Erprobungsfassung zur Verfügung. Die Erprobungsfassung unterscheidet sich jedoch nicht grundsätzlich von den definitiven Lehrmitteln. Aufgrund der Erprobung werden zum Teil Korrekturen am definitiven Lehrmittel angebracht. Das Lehrmittel wird jedoch nicht grundsätzlich neu konzipiert. Für die Kurstage zur Einführung ins Lehrmittel im April und Mai 2013 braucht es jedoch zumindest einen Vorabdruck der definitiven Version. Die Erziehungsdirektion geht davon aus, dass die definitive Version dann vorhanden sein wird. Entsprechend haben wir beim Verlag und bei der interkantonalen Gesamtprojektleitung interveniert, dass diese im April, respektive im Mai vorliegen muss.

Question 5

Ueli Jost, Thoune (UDC) – Salaires des membres du conseil d'administration de la Banque cantonale bernoise

Le canton de Berne est actionnaire majoritaire de la Banque cantonale bernoise et le Conseil-exécutif représente ses actions à l'assemblée générale. Sur internet, on peut lire à l'adresse http://insideparadeplatz.ch/2013/03/15/berner-kantonalbank-vergoldet-verwaltungsraete/ que le président du conseil d'administration de la BCBE touche par exemple 2,5 fois le salaire annuel de son homologue de la banque cantonale zurichoise.
Comme chacun sait, le canton de Berne reçoit plus d'un milliard de francs par année dans la compensation des charges. Et malgré cela, la BCBE se permet de verser aux membres de ses organes dirigeants des indemnités qui prêtent à s'interroger.
Le journal en ligne présente la comparaison avec d'autres instituts bancaires et expose ainsi les Bernois comme autant de profiteurs. La comparaison est faite notamment avec la banque cantonale zurichoise, qui est beaucoup plus grande. Les trois membres à plein temps du conseil d'administration de la ZKB touchent à eux trois 100 000 francs de plus seulement que le président du conseil d'administration de la BCBE, qui est retraité et exerce sa fonction à titre accessoire. Ce dernier touche à lui tout seul 1 132 000 francs par an. Mais les autres membres du conseil d'administration de la BCBE sont eux aussi généreusement rétribués.
C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :
Le Conseil-exécutif, qui représente le canton de Berne, actionnaire majoritaire, avait-il connaissance de ces honoraires ?
Est-il prêt à renvoyer les comptes à l'assemblée générale ?
Le Conseil-exécutif trouve-t-il correct que dans une entreprise publique, on verse des rémunérations aussi abusives ?

Beatrice Simon, directrice des finances. Das Entschädigungsmodell wurde vom Verwaltungsrat der Berner Kantonalbank (BEKB) im Jahr 2002 festgelegt. Seither wurde keine Veränderung vorgenommen. Die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats und der Ausschüsse setzen sich aus einem fixen und einem variablen Teil zusammen. Der fixe Teil beträgt 300 000 Franken und 300 Namensaktien für das Präsidium, sowie 40 000 Franken und 150 Namensaktien für die Mitglieder des Verwaltungsrats. Der Erwerbspreis für Namensaktien beträgt 100 Franken pro Aktie, und die Aktien bleiben während fünf Jahren gesperrt. Es werden keine Sitzungsgelder ausbe-

zahlt. Der variable Teil hängt vom Geschäftsergebnis der Bank ab und beträgt zwischen plus 100 Prozent und minus 50 Prozent der fixen Entschädigung. Das heisst also, dass bei einem schlechten Ergebnis eine Rückerstattung von bis zur Hälfte des fixen Anteils erfolgen muss. Die ordentliche Vergütung des Verwaltungsratspräsidenten betrug in den letzten drei Jahren jährlich rund 800 000 Franken, und die ordentliche Vergütung der übrigen Verwaltungsratsmitglieder jährlich rund 130 000 Franken. Zusätzlich zur ordentlichen Vergütung wurde im Jahr 2012 eine Nachhaltigkeitsprämie ausgeschüttet, die den folgenden Hintergrund hat. Die BEKB hat das für die Jahre 2003 bis 2012 festgesetzte finanzielle Ziel deutlich übertroffen. Man wollte einen Free Cashflow von 800 Mio. bis zu 1 Mrd. Franken erarbeiten. Davon sollen nicht nur die Aktionäre mit einer zusätzlich zur ordentlichen Dividende vorgesehenen Sonderdividende profitieren. Der Kanton Bern beispielsweise profitiert von einer Ausschüttung von insgesamt 50 Mio. Franken. Die Mitarbeitenden sollen von einer Nachhaltigkeitsprämie von rund 30 Mio. Franken profitieren. Die Mitarbeitenden – wir sprechen von knapp 1500 Personen – erhalten 80 Prozent, die Geschäftsleitung und die Mitglieder der erweiterten Geschäftsleitung – 22 Personen – erhalten 10 Prozent, und die Mitglieder des Verwaltungsrats – 14 Personen – erhalten 10 Prozent. Der Präsident des Verwaltungsrats, Dr. Jürg Rieben, hat auf die Hälfte der ihm zustehenden Prämie zugunsten eines kulturellen Zwecks verzichtet.
Zu Frage 1. Die ordentlichen Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder basieren auf dem Entschädigungsmodell der BEKB. Dieses wird jeweils im Geschäftsbericht veröffentlicht. Es wurde seit dem Jahr 2002 nie verändert und ist damit längst öffentlich bekannt. Es ist wirtschaftlich begründet, politisch und gesellschaftlich akzeptiert und hat seit seinem Bestehen zu keinen Diskussionen Anlass gegeben. Die Modalitäten der Nachhaltigkeitsprämie sind ebenfalls seit mehr als zehn Jahren bekannt. In den letzten Jahren wurden sie im Geschäftsbericht jeweils detailliert dargestellt.
Zu Frage 2. Die Statuten der BEKB übertragen dem Verwaltungsrat die Befugnis, die ordentliche Vergütung festzulegen. Auch die Festlegung der Nachhaltigkeitsprämie obliegt dem Verwaltungsrat. Diese wird erst dann ausbezahlt, wenn die Revisionsstelle «PricewaterhouseCoopers» bestätigt hat, dass die Bedingungen erfüllt sind. Eine Genehmigung der Nachhaltigkeitsprämie durch die Generalversammlung ist nicht vorgesehen, da sie nicht in deren Kompetenz liegt und wahrscheinlich auch sonst den geltenden Rechtsgrundlagen nicht entsprechen würde.
Zu Frage 3. Die BEKB ist eine börsenkotierte Gesellschaft nach privatem Recht. Von Abzockerei kann aus der Sicht des Regierungsrats nicht gesprochen werden. Die Gesamtvergütung für die Geschäftsleitung der BEKB liegt im Durchschnitt aller Kantonalbanken. Das Institut für Finanzdienstleistungen Zug der Hochschule Luzern hat im Kantonalbanken-Governance Report von 2011 die ordentlichen Vergütungen für Verwaltungsräte aller Kantonalbanken für das Jahr 2010 verglichen. Da zeigt sich, dass die BEKB im Jahr 2010 sowohl in Bezug auf die Vergütung des Verwaltungsratspräsidiums als auch bezüglich der durchschnittlichen Vergütungen pro Verwaltungsrat an zweiter Stelle liegt. Allerdings hat die Gesamtvergütung des Verwaltungsrats der BEKB in den Jahren 2005 bis 2010 leicht abgenommen, währenddem beim Durchschnitt aller Kantonalbanken eher eine Zunahme zu verzeichnen ist. Die Corporate-Governance-Regel der BEKB sieht vor, dass die höchste Gesamtentschädigung maximal das Zwanzigfache der tiefsten Gesamtentschädigung ausmachen darf. Dieser Wert wird eingehalten, auch unter Berücksichtigung der ausgerichteten Nachhaltigkeitsprämie von 2013. Somit ist alles in Ordnung. Ich warne davor, im vorliegenden Fall von Abzockerei zu sprechen.

Désignation de commissions (délibération lors de la session de juin)

Affaire 2012.0782

Loi sur la police cantonale (LPC) (Modification)
Lors de sa séance du 21 mars 2013, le Bureau a désigné les membres et la présidence de la commission :

125) Loi sur la police cantonale (LPC) (Modification) – POM

Peter Flück, Unterseen (PLR), président
Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts), vice-présidente
Andreas Blaser, Steffisbourg (PS)
Matthias Burkhalter, Rümligen (PS)
Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC)
Patrick Gsteiger, Eschert (PEV)
Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD)
Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC)
Willy Marti, Kallnach (UDC)
Roland Matti, La Neuveville (PLR)
Markus Meyer, Roggwil (PS)
Moritz Müller, Bowil (UDC)
Thomas Rufener, Langenthal (UDC)
Tanja Sollberger, Berne (pvl)
Ueli Spring, Lyss (PBD)
Ueli Studer, Niederscherli (UDC)
Adrian Wüthrich, Huttwil (PS)

Affaire 2012.0183

Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative populaire « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! »
Lors de sa séance du 21 mars 2013, le Bureau a désigné les membres et la présidence de la commission :

126) Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative populaire «Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale!»

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD), président
Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV), vice-président
Andreas Blaser, Steffisbourg (PS)
Peter Bonsack, Kallnach (UDF)
Peter Flück, Unterseen (PLR)
Thomas Fuchs, Berne (UDC)
Samuel Graber, Horrenbach (UDC)
Erich Hess, Berne (UDC)
Elisabeth Hufschmid, Bienne (PS)
Verena Kipfer, Stettlen (PBD)
Adrian Kneubühler, Nidau (PLR)
Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD)
Andrea Lüthi, Berthoud (PS)
Hasim Sancar, Berne (PS)

Martin Schlup, Schüpfen (UDC)
Jürg Schürch,Huttwil (UDC)
Béatrice Stucki, Berne (PS)

Affaire 2011.1751

Loi sur les impôts (LI) (Modification)

Annexe 11

2e lecture

Délibération groupée de l'affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification) seconde lecture, de l'affaire 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Suite

La présidente Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD) reprend la direction des délibérations.

La présidente. Wir beraten das Steuergesetz zusammen mit der Motion FDP, Müller und der Kommissionsmotion, vertreten durch den Präsidenten, Grossrat Brand. Das Wort haben weiterhin die Fraktionssprecher.

Andreas Blank, Aarberg (UDC). Die BDP hat im Vorfeld zu diesem Geschäft die Disziplin gewechselt, und zwar vom Riesenslalom zum Slalom. Wir waren es uns schon früher gewöhnt, dass es manchmal ein wenig hin und her geht. Die Kadenz der Richtungswechsel wird jedoch kürzer. Ich erinnere daran, dass der Inhalt der Kommissionsmotion eigentlich von der BDP stammt. Was leider in finanzpolitischen Fragen geblieben ist, ist, dass der letzte Schwenk meist in die linke Richtung geht. Das ist leider auch hier wieder so. Wir sind überzeugt, dass man im Bereich der Unternehmenssteuern im Kanton Bern mindestens dieses Zeichen setzen sollte. Wir bedauern, dass ein Antrag auf eine Gesetzesänderung keine Chance hat. Darum haben weder wir noch die FDP diesen nochmals gestellt. Ein Zeichen dafür, dass wir im Kanton Bern im Bereich der Unternehmenssteuern etwas machen möchten, wäre dringend notwendig. Es wurde bereits mehrfach erwähnt: Die andern Kantone machen etwas. Der Rangvergleich unter den Kantonen hinkt ein wenig, denn es kommt immer auch auf die Gemeinde an. In den steuergünstigen Gemeinden sieht es vielleicht anders aus als in den Hauptstädten. Gerade bei kleineren und mittleren Unternehmen ist es so, dass diese dort, wo sie den Sitz haben, auch wohnen möchten. Bei den natürlichen Personen – und das wissen wir alle – sind wir auch sehr schlecht unterwegs und rutschen auch immer weiter nach hinten. Daher wäre es wenigstens bei den Unternehmenssteuern nötig, etwas zu tun.
Über die Voten gewisser Redner bin ich etwas erstaunt. Das heisst, ich bin nicht über die Voten erstaunt, aber ich bin gespannt auf die Diskussion über die Pensionskasse. Beim Kanton Bern sollen Schulden in Milliardenhöhe neu bilanziert werden. Ich bin gespannt, wie sie sich dazu äussern werden, wenn wir doch im Kanton Bern um das finanzielle Überleben kämpfen, wie immer wieder betont wird. Die SVP unterstützt daher die Kommissionsmotion als Motion. Bei der Motion Müller gehen wir davon aus, dass zumindest die Ziffer 2 zurückgezogen wird. In Ziffer 1 unterscheidet sie sich nicht gross von der Kommissionsmotion. In diesem Sinne könnten wir die Ziffer 1 unterstützen. Wir möchten uns auf die Kommissionsmotion konzentrieren, die damals unter den Bürgerlichen parteiübergreifend verabschiedet wurde. Diese möchten wir unterstützen und das wichtige Zeichen setzen. Ich sage es nochmals: Unser grosses Problem im Kanton Bern ist, dass wir, im Gegensatz zu den andern Kantonen, keinen Zuwachs an steuerkräftigen Unternehmen und steuerkräftigen natürlichen Personen haben. Es ist nicht damit getan, zu sagen, wir würden keine verlieren. Im Unterschied zu den andern Kantonen gewinnen wir eben keine dazu. Daher können wir auch die Einnahmen nicht steigern. Und darum haben wir durch das Ausgabenwachstum die heutigen finanziellen Probleme.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich gebe es zu: Bis vor nicht allzu langer Zeit hätte unsere Fraktion beide Motionen vollumfänglich unterstützt. Handlungsbedarf ist gegeben; er ist unbestritten. Auch der Wechsel zum proportionalen Tarif wäre sachlich richtig. Damit käme man vom heutigen Dreistufentarif weg. Wir haben es gestern gehört – in der Zwischenzeit haben wir ein strukturelles Defizit von über 400 Mio. Franken. Neuerdings wissen wir, dass die Rechnung 2012 im Umfang von 200 Mio. Franken defizitär ist. Wir bezweifeln, dass der Wettbewerb unter den Kantonen so rasant weitergehen kann. Wir haben gehört, dass andere Kantone mittlerweile auch finanzielle Probleme haben. Das ist ein kleiner Trost, das wissen wir.
Als Neuerung haben wir im Steuergesetz die Steuerstrategie verankert. Unsere Fraktion möchte der Regierung die Gelegenheit geben, die Strategie auszuarbeiten, ohne bestimmte Vorgaben in einzelnen Bereichen zu machen. Das gilt auch für die Motion Stucki betreffend die Besteuerung ausländischer Sportlerinnen und Künstler. Wir sind der Meinung, auch dieses Anliegen sollte in die Strategie einfliessen. Wir würden daher die Wandlung der Motionen ins Postulat begrüssen und in dieser Form unterstützen.

La présidente. Damit kommen wir nun zu den Einzelsprechenden.

Urs Muntwyler, Berne (les Verts). Als ich die zwei Anliegen sah, hatte ich natürlich Freude, denn da werden Geschenke gemacht. So heisst es denn auch: «Schenken macht Freude» – vielleicht sogar Freunde. Aber man sollte es sich leisten können. Am Wochenende habe ich im Finanzbericht und in den Budgetunterlagen nachgeschaut, ob man dort 400 bis 600 Millionen Franken finden könne. Ich selbst habe sie noch nicht gefunden. Wenn wir nun den Unternehmern erklären, dass wir ihnen ein grosszügiges Steuergeschenk geben, müssen wir auch sagen, was auf der Kehrseite ist. Wir können uns das nämlich gar nicht leisten und werden also Leistungen abbauen müssen. Das Geschenk, das wir ihnen machen, ist ein Geschenk, das wir uns gar nicht leisten können. Manchmal erhält man ja Geschenke von grosszügigen Leuten und stellt später fest, dass man über die Verhältnisse gelebt hat, dass man es sich eigentlich gar nicht hätte leisten können, und dass diejenigen, die das Geld so grosszügig ausgegeben haben, eigentlich Hochstapler sind. Wir sollten aufpassen, dass wir das, was wir nun so grosszügig ausgeben wollen, zuerst auch haben. Darum sollten wir zuerst den Schuldenab-

bau und die stabilen Finanzen anstreben. Wir sollten schrittweise vorgehen, sodass wir nachhaltige Finanzen haben. Den Stapel der Pendenzen sollten wir von oben nach unten abbauen. Die beiden vorliegenden Anliegen sind meiner Meinung nach ganz unten im Stapel. Würde man diese ins Postulat wandeln, so wären sie zuunterst. Man könnte auch sagen: Seien wir realistisch, ziehen wir sie zurück, lehnen wir sie ab, und bringen wir sie dann wieder, wenn wir wirklich genug Geld haben. Machen wir das Geschenk dann, wenn wir es uns leisten können. Dann würde ich das vielleicht sogar noch unterstützen.
Was muss man machen, damit man mehr Unternehmen erhält? Bestimmt nicht solche Steuergeschenke. Ich war während 25 Jahren Unternehmer im Kanton Bern und habe auch in der Nähe gewohnt, sogar in der Stadt. Das Geschäft hatte ich in Zollikofen. Es war also nicht gerade die günstigste Lösung. Ich muss Ihnen sagen, es hat mich nie gestört, dass ich mehr Steuern bezahle, dass wir vielleicht hoch eingeschätzt sind. Es gab Faktoren, die wesentlich wichtiger waren, nämlich die Nähe zum Kunden, die Nähe zu den Lieferanten, gute Verkehrsbedingungen, gut ausgebildete Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, usw. Wenn wir neue Unternehmen wollen, sehen wir, was man machen muss. Gestern stand das im «Bund». Grosszügige Steuergeschenke – dann kommen sie erst einmal. Wir sollten dann auch dafür sorgen, dass sie bleiben, sodass wir ein Steuersubstrat haben. Erst dann, wenn wir genug Geld haben, sollten wir solche Geschenke machen. Darum plädiere ich dafür, das abzulehnen, oder zuunterst im Pendenzenberg einzuordnen und erst dann wieder hervor zu nehmen, wenn wir es uns auch leisten können.

Dieter Widmer, Wanzwil (PBD). Ich danke dem Kollegen Andreas Blank für seinen kollegialen Direktschuss. Es stimmt, die BDP hat auf Slalom gewechselt, und das aus gutem Grund. Ich erhalte den Eindruck, Andreas Blank und seine Kollegen hätten nicht bemerkt, dass der Skizirkus auf einen anderen Hügel gezogen ist. Der Hügel ist so steil, dass man darauf nicht mehr Riesenslalom fahren kann; sondern man muss nun Slalom fahren. Es ist nicht mehr die gleiche Welt wie zu Beginn des Monats Oktober im Jahr 2012, als man die Motion – auch auf Vorschlag der BDP – in der Kommission entwickelt hat. Fünf Monate später hat sich die finanzpolitische Situation verdüstert. Aus unserer Sicht ist so etwas im Moment nicht mehr zu verantworten. Daher müssen wir zuerst versuchen, die Situation von den Ausgaben her in den Griff zu bekommen, bevor wir auf sieben Jahre hinaus weitere Einnahmenausfälle bei den Steuern provozieren. Wir sind also mit Spass und viel Engagement beim Slalom mit dabei, und wir hoffen, dass die SVP ebenfalls wechselt. Wir würden den Vorstoss gerne als Postulat überweisen. Offenbar ist man nicht bereit, denn man wollte keine Stehkonferenz in der Wandelhalle machen, um den Vorstoss zu wandeln. Nun ist das Schicksal des Vorstosses klar. Wir bedauern das.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Der heutige Dreistufentarif, wie wir ihn aus der Unternehmenssteuer kennen, macht aus ethischer Sicht Sinn. Ein kleiner Gewinn wird sehr gering besteuert. Eine zweite Tranche, die dem Werterhalt der Firmen dient, also die Eigenfinanzierung sicherstellt, wird etwas höher versteuert. Der eigentliche Speck erfährt eine höhere Steuer. Für uns KMU ist das ein wichtiges Instrument. So hat beispielsweise unser KMU, das etwas grösser ist, in den letzten 10 Jahren niemals in der obersten Stufe Steuern bezahlt. Von einer Änderung würden die KMU mit Umsätzen von 1, 2 oder 3 Millionen null Franken profitieren. Wenn wir von einem dreistufigen auf einen einstufigen Tarif wandeln, wird das eine Vergünstigung bei den Steuern der grossen, gewinnstarken Firmen zu Ungunsten der KMU zur Folge haben. Diese Verschiebung suchen und brauchen wir in unserer KMU-Wirtschaft nicht. Darum werde ich die Motion Müller auch als Postulat ablehnen. Denn dieses macht selbst in finanziell guten Zeiten keinen Sinn. Anders sieht es beim Vorschlag der Kommission aus. Für alle Beteiligten sind längerfristig günstige Steuern ein Vorteil. In der heutigen Zeit macht es aber keinen Sinn, darüber zu reden. Diese Diskussion müssen wir wahrscheinlich verschieben. Ob ein Postulat oder gar nichts überwiesen wird, ist daher nicht so wichtig. Denn bei diesem Geschäft ist es wie in jeder guten Krimiserie: Fortsetzung folgt – das ist sicher.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich verzichte auf ein langes Votum zum Steuergesetz und äussere mich nur zu denjenigen Artikeln, zu welchen es zwischen Regierung und Kommission Differenzen gibt. Jetzt äussere ich mich zu den beiden Motionen, die zur Diskussion stehen. Der Regierungsrat hat den Handlungsbedarf bei den Unternehmenssteuern bereits seit längerer Zeit erkannt. Dazu genügt nämlich auch ein Blick in den Vortrag zur Steuergesetzrevision 2011/2012. In der grünen Vorlage, die der Regierungsrat im Jahr 2009 erarbeitet hat, wird unter anderem der Übergang zum proportionalen Gewinnsteuertarif vorgeschlagen. Auch in der Wirtschaftsstrategie, die 2011 verabschiedet wurde, hält der Regierungsrat fest, dass im Bereich der juristischen Personen etwas verändert werden sollte, dass man neue Akzente setzen wolle.
Ich verstehe, dass man im Rahmen dieser Steuergesetzrevision ein Zeichen für die Unternehmen setzen will. Ich verstehe es wirklich. Sie haben anlässlich der letzten Diskussion zu diesem Thema bereits ein erstes Zeichen gesetzt. Sie haben nämlich beschlossen, dass im Steuergesetz neu festgehalten wird, eine Steuerstrategie sei zu erarbeiten. Ich habe im Vorfeld mehrmals gesagt, dass ich eigentlich keinen gesetzlichen Auftrag benötige, da ich diese Arbeiten längst in Auftrag gegeben habe. Ich wehre mich auch nicht dagegen, dass das nun im Gesetz steht – damit habe ich kein Problem. Da ich diese Arbeiten längst in Gang gesetzt habe, kann nun festgestellt werden, dass die Erarbeitung einer solchen Strategie sehr umfassend ist. Denn eine Steuerstrategie beinhaltet definitiv nicht nur die Unternehmenssteuer. Wir wollen am Schluss ein kohärentes Steuerpapier verabschieden. Da gilt es noch diverse andere Elemente zu berücksichtigen, die aufeinander abgestimmt werden müssen.
Wir werden heute Morgen noch andere Vorstösse im Bereich der Steuern diskutieren, die der Regierungsrat grossmehrheitlich als Postulate zur Annahme empfiehlt. Denn all diese Themen tangieren die Steuerstrategie in irgendeiner Form. Sie müssen dann diskutiert werden, wenn die entsprechenden Arbeiten erledigt werden. Daher bitte ich den Grossen Rat, die beiden vorliegenden Motionen höchstens als Postulate zu überweisen. Heute ist nicht der Zeitpunkt, Motionen zu überweisen, mit welchen Steuersenkungen beschlossen werden. Alle in diesem Saal wissen, wie es um die Finanzen des Kantons Bern steht. Also kann man doch nicht mit gutem Gewissen eine Motion überweisen, die ganz klar festhält, bis wann

die Unternehmenssteuern reduziert werden müssen. Das ist doch schlicht nicht zu verantworten. Ich bitte Sie, die Vorstösse als Postulate anzunehmen, falls gewandelt wird, oder diese abzulehnen, wenn nicht gewandelt wird.

La présidente. Damit kommen wir zur Detailberatung des Steuergesetzes.

I., art. 3, al. 1 et 2
Adoptés

Art. 3, al. 3

Proposition du Conseil-exécutif
«les paliers du barème exprimés en francs, les déductions sociales et les montants exonérés d'impôt» est remplacé par «les paliers du barème et les déductions sociales exprimés en francs».

Proposition de la commission
Biffer

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Über Artikel 3 Absatz 3 haben wir bereits in der ersten Lesung gesprochen. Im Rahmen der Steuergesetzrevision wurde dieser per 3. März 2010 angepasst. Unter dem Titel «Befugnisse des Grossen Rates» steht in Artikel 3 Absatz 3: «Er passt die frankenmässig festgelegten Tarifstufen, Sozialabzüge und Steuerfreibeträge durch Dekret ganz- oder teilweise, aber im gleichen Ausmass dem veränderten Geldwert an, wenn sich der Landesindex der Konsumentenpreise um mindestens 3 Prozent verändert hat.» Die Kommission beantragt Ihnen, den Wortlaut unverändert zu belassen, wie Sie das auch in der ersten Lesung beschlossen haben. Die Mehrheit der Kommission sieht nicht ein, warum der Teuerungsausgleich nur bei den Tarifstufen und Sozialabzügen, nicht aber bei den Steuerfreibeträgen vorgenommen werden soll. Der Regierungsrat begründet den Antrag wie folgt. Der Steuerfreibetrag sollte gleich geregelt sein wie im Bundessteuerrecht. Für die Mehrheit der Kommission ist das als Begründung nicht ausreichend. Im Gegenteil. Die Kommission ist der Meinung, auch Steuerfreibeträge sollten der Teuerung angepasst werden. Der administrative Aufwand, der sich aufgrund der unterschiedlichen Regelungen bei der Bundessteuer und den Kantons- und Gemeindesteuern ergibt, sollte vertretbar sein.
Die Abstimmung über Artikel 3 Absatz 3 hat Auswirkungen auf Artikel 44 Absatz 4, Artikel 45 Absatz 2, Artikel 100 Absatz 2, Artikel 128 Absatz 2, Artikel 143 Absatz 1 und Artikel 145 Absatz 2. Ich beantrage daher, dass die Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 gleichzeitig auch als Abstimmung zu den aufgezählten Artikeln gilt. Die Kommission beantragt, dass der Antrag der Regierung gestrichen wird. Die Artikel sollen also unverändert bleiben, so wie sie zurzeit im Steuergesetz enthalten sind. Die Steuerfreibeiträge sollen wie heute unverändert 5200 Franken betragen. Sie sollen nicht auf 5000 Franken gesenkt werden. In der ersten Lesung hat der Grosse Rat den entsprechenden Antrag der Regierung mit 76 zu 56 Stimmen abgelehnt und ist der Kommission gefolgt. Die Kommission hat an ihrer Sitzung vom 14. Dezember das Thema nicht nochmals diskutiert. Sie hat jedoch vor der ersten Lesung deutlich Stellung genommen. In der ersten Lesung wurde der Antrag der Kommission angenommen. Ich bitte Sie daher, der Kommission zu folgen.

La présidente. Wie Sie gehört haben, wirkt sich die Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 auf sämtliche Artikel aus, die vom Kommissionspräsidenten aufgezählt wurden. Über diese Artikel wird dann nicht mehr separat abgestimmt. Sie werden mit der Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 entschieden.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich versuche es trotzdem noch einmal. Zusätzlich zu den Ausführungen im Vortrag kann ich im Sinne einer Klärung Folgendes festhalten. Bei den Freibeträgen wird lediglich Bagatellfällen Rechnung getragen. Aus ökonomischen Gründen wird auf die Erhebung verzichtet, wenn das steuerbare Einkommen oder der steuerbare Gewinn sehr tief sind. Ich nenne Ihnen dazu ein Beispiel. Kapitalleistungen aus Vorsorge werden beispielsweise nur dann besteuert, wenn der Betrag 5200 Franken übersteigt. Für Personen mit Kapitalleistungen über 5200 Franken ist es irrelevant, ob der Freibetrag 5000 oder 5200 Franken beträgt. Die geschuldete Steuer ist in beiden Fällen genau gleich hoch. Der Verzicht auf einen Ausgleich der kalten Progression führt daher nicht zu einer höheren Steuerbelastung. Es gibt eine Ausnahme, nämlich der äusserst seltene Fall einer Kapitalleistung von genau 5100 Franken. Wenn dieser Fall eintritt, wäre es von einer gewissen Bedeutung, ob der Freibetrag bei 5000 oder 5200 Franken liegt. Bei diesen Freibeträgen geht es also nicht um Abzüge, deren Höhe grundsätzlich für alle eine Auswirkung auf die Steuerbelastung hat. Die Teuerung führt bei den Freibeträgen nicht zu einer höheren Steuerbelastung. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dem Regierungsrat zu folgen und diesen Artikel wie auch die damit zusammenhängenden Artikel zu korrigieren. Nicht zuletzt fordern immer alle Vereinfachungen im Steuerrecht. Wenn Sie nun hier Freibeträge anders behandeln, als es die Bundessteuer vorsieht, entsteht eben wieder einer dieser Unterschiede, die für den Steuerzahler kaum nachvollziehbar sind.

La présidente. Wir stimmen ab über Artikel 3 Absatz 3. Der Entscheid gilt auch für Artikel 44 Absatz 4, Artikel 45 Absatz 2, Artikel 100 Absatz 2, Artikel 128 Absatz 2, Artikel 143 Absatz 1 und Artikel 145 Absatz 2.

Vote (proposition du Conseil-exécutif – proposition de la commission / UDC)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	56
Non	81
Abstentions	1

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission angenommen.

Art. 3, al. 4–6, art. 6, 16, 20, 20a, 20b, 20c, 20d
Adoptés
Art. 25

Proposition du Conseil-exécutif
Biffer.

Proposition de la commission
Al. 1 et 2 : Inchangés.
Al. 3 : La valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de

la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)1) est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'oeuvre standard.
Al. 4 et 5: anciens alinéas 3 et 4.

Art. 56

Proposition du Conseil-exécutif
Biffer.

Proposition de la commission
Al. 1 : Inchangé.
Al. 2 : La valeur de rendement et la valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)1) sont réduites de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main-d'oeuvre standard.
Al. 3 à 5: anciens alinéas 2 à 4.

Fritz Freiburghaus, Rosshäusern (UDC). Es handelt sich nicht um einen Abänderungsantrag, sondern um einen Antrag der Kommission. Ich plädiere dafür, den Beschluss der ersten Lesung zu bestätigen. Ich war eigentlich der Meinung, wir müssten nicht noch einmal über die SAK-Grenzen diskutieren. Ich erinnere daran, dass wir mittlerweile viermal über diese Sache gesprochen haben. Die Entscheide fielen jeweils klar aus. Zuerst haben wir über die Motion Graber diskutiert und diese klar überwiesen. In der Kommission haben wir die Frage diskutiert, und im Plenum fiel in der ersten Lesung ein klarer Entscheid. In der Kommission haben wir anschliessend die Frage erneut diskutiert. Auch dort fiel ein äusserst klarer Entscheid. Ich habe daher erwartet, dass die Entscheide des Grossen Rats seitens des Regierungsrats akzeptiert werden. Für mich hat das auch ein wenig mit der Wertschätzung des Parlaments zu tun.
Die Anträge der Kommission haben einen Zusammenhang mit der Änderung der SAK-Faktoren beim Bund. Die kleineren Betriebe werden zusätzlich belastet. Wir wollen nichts anderes, als dass der Kanton Bern die kleineren Betriebe nicht noch zusätzlich belastet. Der Kommissionsantrag ist nichts Exotisches. Wir tun lediglich das, was die meisten anderen Kantone ebenfalls tun. Sie gehen mit ihren Regelungen tiefer als das Bodenrecht. Dem Kanton Bern mit einer relativ klein strukturierten Landwirtschaft stünde es gut an, auch in diese Richtung zu gehen. Ich bitte Sie, die Anträge der Kommission und der ersten Lesung zu bestätigen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Fritz Freiburghaus hat die Entstehungsgeschichte dieser Artikel aufgezeigt. Schlussendlich geht es darum, die Motion Graber in der Gesetzgebung umzusetzen, die vom Rat grossmehrheitlich überwiesen würde. In der ersten Lesung wurde der Kommissionsantrag zu Artikel 25 mit 104 gegen 40 Stimmen überwiesen. Der Antrag zu Artikel 56 wurde mit 93 zu 30 Stimmen angenommen. Anlässlich der Kommissionssitzung vom 14. Dezember haben wir nochmals über diese Artikel gesprochen, da ein Änderungsantrag vorlag. Auch in der Kommission wurde die Haltung des Grossen Rats in der ersten Lesung und zur Motion Graber deutlich bestätigt. Der Änderungsantrag wurde mit 13 zu 1 Stimme bei 3 Enthaltungen abgelehnt. Ich bitte Sie, den Kommissionsantrag wie in der ersten Lesung zu unterstützen. Zum Abstimmungsverfahren. Ich beantrage, über die beiden Anträge zu Artikel 3 Absatz 3 und Artikel 56 Absatz 2 gemeinsam abzustimmen. Der eine Artikel betrifft die Einkommens- und der andere die Vermögenssteuer. In beiden Artikeln geht es darum, die SAK-Problematik zu behandeln.

Emil von Allmen, Gimmelwald (PS). Das Thema haben wir tatsächlich schon mehrmals besprochen. Ich betrachte es als Wertschätzung für die Landwirtschaft, dass wir ein solches Interesse haben, das Thema hier zu behandeln. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bleibt ihrer bisherigen Linie treu und unterstützt die Kommission gemäss dem Antrag Freiburghaus – zumindest grossmehrheitlich. Zur Sache möchte ich nicht mehr viel sagen. Wir haben im Rat viel über die Berechnung der SAK-Faktoren, Gewerbe- und andere Grenzen sowie deren Bedeutung und den Zusammenhang zur Agrarpolitik 2014–2017 gesprochen.
Es wird immer wieder argumentiert, es liege eine Ungleichbehandlung von landwirtschaftlichem und nichtlandwirtschaftlichem Gewerbe vor. In allen Industriestaaten weltweit hat die Landwirtschaft eine Sonderstellung und wird finanziell unterstützt. Das ist auch in Regionen der Fall, wo die natürlichen Produktionsbedingungen weitaus besser sind als bei uns in der Schweiz. Wir müssen uns keine Illusionen machen. Hätten wir in der Schweiz keine Fördermassnahmen für die Landwirtschaft, dann gäbe es sie kaum mehr, mit Ausnahme einiger Grossbetriebe in günstigen Lagen. Warum das so ist, wäre ein grosses Thema, das den Rahmen sprengen würde. Darauf gehe ich nicht ein. Das nichtlandwirtschaftliche Gewerbe kennt keine solchen Fördermassnahmen, weil die Grundvoraussetzungen ganz anders sind als in der Landwirtschaft. Die unterschiedliche Behandlung von Landwirtschaftsbetrieben und anderem Gewerbe ist allgemein akzeptiert. Zu den Fördermassnahmen der Landwirtschaft gehört auch die spezielle Behandlung im Steuerbereich. Mit den beiden Artikeln 25 und 56 werden keine neuen Privilegien geschaffen, wie einige meinen. Es wird lediglich die spezielle steuerliche Behandlung, wie sie in der Landwirtschaft allgemein gilt, auch auf die etwas kleineren Betriebe ausgedehnt. Das ist alles, was wir hiermit tun. Wenn man die Fördermassnahmen für die grösseren Betriebe akzeptiert, so verstehe ich nicht, warum man es plötzlich als ungerecht empfindet, wenn kleinere Betriebe die gleiche steuerliche Behandlung erfahren wie die grösseren. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt grossmehrheitlich den Kommissionsantrag.

La présidente. Wir kommen jetzt zu den Einzelsprechenden.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Emil von Allmen hat das gesagt, was mir wichtig ist. Es geht hier nicht darum, das landwirtschaftliche und das übrige Gewerbe gegeneinander auszuspielen. Es geht um Steuergerechtigkeit innerhalb der Landwirtschaft. Warum haben die grossen Landwirtschaftsbetriebe steuerliche Erleichterungen, und die mittleren und kleinen sollen diese in Zukunft nicht mehr haben? Grund ist eine technische Berechnung, nämlich die SAK-Faktoren, und ein politischer Entscheid auf Bundesebene. Betroffen sind auch Betriebe im Bernbiet. Kleine Betriebe sollen zum Verkehrswert besteuert werden. Nebst anderen finan-

ziellen Auswirkungen führt dies zu einer steuerlichen Mehrbelastung. Im September haben Sie der Motion mit 102 Stimmen zugestimmt. Diese Motion zielte auf die Steuergesetzrevision hin. Im November, bei der Beratung des Steuergesetzes, haben Sie dem von der Kommission vorberatenen Artikel 25 mit 104 Ja-Stimmen zugestimmt. Bei Artikel 56 waren es 93 Ja-Stimmen. Ich hoffe, dass Sie auch diesmal dem Kommissionsantrag folgen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Zum Abstimmungsverfahren. Wir müssen zwei Abstimmungen durchführen; eine zu Artikel 25 und eine zu Artikel 56. Dann ist die Meinungsäusserung des Grossen Rats zu jedem Artikel separat gegeben.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich kann nur wiederholen, was ich bereits im Rahmen der ersten Lesung und anlässlich der Kommissionssitzung gesagt habe. Daher kann ich mich verhältnismässig kurz halten. Die beabsichtigte Lösung des Grossen Rats tangiert zwingend das Bundesrecht. Das bedeutet, dass mit dem kantonalen Steuerrecht Agrarpolitik betrieben wird – Agrarpolitik, die nicht Sache der Kantone ist. Das hat eine Ungleichbehandlung gegenüber dem übrigen Gewerbe sowie einen zusätzlichen Verwaltungsaufwand zur Folge. Darüber haben wir schon einige Male gesprochen. Ich bitte Sie daher, dem Antrag des Regierungsrats zu folgen. Die Lösung für die hier zur Diskussion stehende Problematik ist beim Bundesgesetzgeber einzugeben, nicht beim kantonalbernischen Steuergesetz. Dies die rein sachliche Begründung von meiner Seite.
Erlauben Sie mir nun noch ein emotionales Votum. «Angebots- und Strukturüberprüfung ASP» – dieser Begriff geht verhältnismässig leicht über die Lippen. Wir werden im Herbst, ganz bestimmt im November eine heftige Diskussion rund um die Berner Finanzen und um Sparmassnahmen in diesem Zusammenhang führen; hier, in diesem Saal. Ich gehe davon aus, dass wir nicht nur über Millionenbeträge und die entsprechenden Massnahmen diskutieren werden. Wir werden auch über kleinere, sechsstellige Beträge diskutieren. Bei jeder Massnahme wird irgendjemand in diesem Saal zum Schluss kommen, er wolle diese nicht, weil sie ihn oder seine nähere Umgebung tangiert. Sagen Sie nun hier ja, so verzichten Sie bewusst auf rund eine Million Franken. Wahrscheinlich sind es sogar eher zwei Millionen Franken. Dieses Geld wird uns im November noch zusätzlich fehlen. Denn es wären Einnahmen, die wir nächstes Jahr nicht mehr machen könnten. Ich möchte Ihnen wirklich empfehlen, sich sehr gut zu überlegen, ob Sie heute rot oder grün drücken. Ich stamme aus dem ländlichen Gebiet und habe sehr viel Hochachtung gegenüber den landwirtschaftlichen Betrieben. Ich habe nun einige Male zu erklären versucht, warum es hier nicht angesagt ist, Agrarpolitik zu betreiben. Denn das Geld wird uns schmerzlich fehlen, und es wird zusätzliche, schmerzliche Sparmassnahmen auslösen. Auf diese könnte man heute verzichten, indem man sagt, die Agrarpolitik gehöre auf die Bundesebene, währenddem das, was wir hier machen, Kantonspolitik ist. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem Antrag der Regierung folgen, und wie gesagt: Überlegen Sie sich gut, welche Taste Sie drü cken.

La présidente. Wir stimmen ab über Artikel 25 Absatz 3.

Vote (art. 25, al. 3 : proposition du Conseil-exécutif – proposition de la commission / UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	53
Non	81
Abstentions	8

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission angenommen. Wir stimmen ab über Artikel 56 Absatz 2.

Vote (art. 56, al. 2: proposition du Conseil-exécutif – proposition de la commission / UDC)

Décision du Grand Conseil :	
Adoption de la proposition de la commission	
Oui	63
Non	74
Abstentions	5

La présidente. Sie haben den Antrag der Kommission angenommen.

Art. 29, 32, 38, 40, 41, 43, 43a
Adoptés

Art. 44, 45

La présidente. Diese Artikel wurden mit der Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 bereinigt.

Art. 49
Adopté

Art. 56

La présidente. Dieser Artikel wurde mit der vorangegangenen Abstimmung bereinigt.

Art. 64, 83, 88, 90
Adoptés

Art. 100

La présidente. Dieser Artikel wurde mit der Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 bereinigt.

Art. 113, 118, 122a, 123, 127
Adoptés

Art. 128, 143, 145

La présidente. Diese Artikel wurden mit der Abstimmung zu Artikel 3 Absatz 3 bereinigt.

Art. 159, 172, 186, 229, 259
Adoptés
II.
La loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD) est modifiée comme suit :

Art. 32
Adopté

III. Disposition transitoires
Adoptées

Pas de demande de réouverture de la discussion

Titre et préambule
Adoptés

La présidente. Wir kommen zur Schlussabstimmung.

Vote final

Décision du Grand Conseil :
Adoption

Oui	107
Non	16
Abstentions	16

La présidente. Sie haben dem Steuergesetz mit 107 Ja-Stimmen zu 16 Nein-Stimmen bei 16 Enthaltungen zugestimmt. Wir kommen nun zu den beiden Motionen. Herr Grossrat Kneubühler vertritt Herrn Grossrat Müller.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR). Am letzten Tag meiner Tätigkeit als FDP-Fraktionschef ziehe ich den Vorstoss im Namen von Philipp Müller zugunsten der Kommissionsmotion zurück. Ich appelliere an den Kommissionspräsidenten, nicht zu wandeln. Denn hier setzen wir entweder ein Zeichen, dass es in dieser Richtung vorwärts gehen soll, oder das Anliegen wird halt beerdigt. Entweder beerdigen wir es heute, oder dann halt später. Das ewige Hin und Her habe ich in dieser Sache etwas satt.

La présidente. Die Motion FDP, Müller, Geschäft 2012.0831, wurde zurückgezogen.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC), président de la commission. Die Kommissionsmotion wurde in der Kommission mit 10 zu 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen deutlich angenommen. Es ist ein qualitativer Unterschied, ob man eine Motion einreicht oder gleich das Gesetz ändert. Es gab auch Anträge in der Kommission, die Gesetzesänderung nullkommaplötzlich, das heisst mit Wirkung per 2016, vorzunehmen. Diese Anträge wurden in der Kommission abgelehnt, wenn auch knapp. Die Kommissionsmotion ist in diesem Sinne ein Kompromiss. Seitens von Kommissionsmitgliedern wurde gesagt, eine Steuersenkung sei gut vorzubereiten. Dazu wurde die Kommissionsmotion eingereicht. Sie beauftragt den Regierungsrat, im Rahmen der nächsten Steuergesetzrevision eine Reduktion der Unternehmensbesteuerung vorzuschlagen. Der Entscheid darüber liegt dann wiederum beim Grossen Rat. Der Entscheid darüber, ob das Steuergesetz tatsächlich geändert wird, fällt bei der nächsten Revision des Steuergesetzes.
Die Kommissionsmotion ist ein Kompromiss. Ich habe Mühe damit, wenn man nun bereits vor diesem Kompromiss Angst hat. Der Kompromiss sollte, betrachtet man das Abstimmungsresultat in der Kommission, auch im Rat eine Mehrheit finden. Die Motion gibt dem Regierungsrat eine verbindliche Zielsetzung. Sie definiert einen «Langschuss» für die Jahre 2016 bis 2020. Es wurde vorgeschlagen, die Motion ins Postulat zu wandeln. Wie Adrian Kneubühler bin ich nicht der Meinung, dass man den Vorstoss wandeln sollte. Ein Postulat bringt uns wirklich nichts. Frau Regierungsrätin Simon hat gesagt, der Regierungsrat sei bereits an der Arbeit, und die Steuerstrategie werde kommen. Der Regierungsrat habe sich in Sachen Unternehmenssteuer bereits Gedanken gemacht. Es bringt nichts, dem Regierungsrat einen Auftrag zu erteilen, das nochmals zu prüfen, ohne eine klare Zielsetzung zu definieren. Wir sollten nun über die Kompromissmotion abstimmen. Mir persönlich – das sage ich nicht als Kommissionspräsident – hätte eine direkte Änderung des Steuergesetzes besser gepasst. Daher ist die vorliegende Motion ein Kompromiss. Stimmen wir ihr zu. Dann hat der Regierungsrat eine Zielsetzung. Ich bitte Sie, ein Gleiches zu tun.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Wir wären mit Überzeugung für ein Postulat. Das Anliegen soll im Rahmen der Steuerstrategie geprüft werden. Wir haben mitgeholfen, den Artikel zur Steuerstrategie im Gesetz zu verankern. Nun müssen wir darüber abstimmen. Eine Motion können wir nicht unterstützen. Die Meinung der Kommission ist nicht bekannt. Der Kommissionspräsident hat seine persönliche Meinung abgegeben. Die Kommission konnte sich zur Frage der Wandlung ins Postulat nicht äussern. Das finde ich schade. Nun ist es so: Es wird nicht gewandelt. Wir können die Motion leider nicht unterstützen.

La présidente. Wir stimmen ab über die Kommissionsmotion.

Affaire 2012.0831

Imposition des entreprises: Berne perd du terrain!

Délibération groupée de l'affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification) seconde lecture, de l'affaire 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.

Suite

La présidente. Die Motion FDP, Müller, Geschäft 2012.0831, wurde zurückgezogen.

Affaire 2012.1292

Imposition des entreprises: éviter les inconvénients liés au site d'implantation

Délibération groupée de l'affaire 2011.1751, loi sur les impôts (LI) (Modification) seconde lecture, de l'affaire 2012.0831, motion 151-2012 PLR (Müller, Berne) et de l'affaire 2012.1292, motion LIRev14 (Brand, Münchenbuchsee). Les résultats des votes figurent sous l'affaire en question.
Suite

La présidente. Wir stimmen ab über die Kommissionsmotion.

Vote (motion 227-2012, affaire 2012.1292)

Décision du Grand Conseil :
Rejet de la motion

Oui	55
Non	80
Abstentions	6

La présidente. Sie haben die Motion abgelehnt. Damit ist das Paket zum Steuergesetz bereinigt.

Affaire 2012.1153

Numéro de l'intervention:	190-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2012
Déposée par:	PS-JS-PSA (Stucki, Berne) (porte-parole)
Cosignataires:	20
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	159/2013
Direction:	FIN

Assainissement des finances et service public de qualité Imposition des sportifs et artistes étrangers

L'article 117, alinéa 2 de la loi sur les impôts (LI) est modifié dans le sens suivant :

L'impôt perçu à la source auprès des artistes, des musiciens et musiciennes, des sportifs et sportives ainsi que des conférenciers et conférencières qui n'ont pas leur domicile en Suisse est augmenté. Le barème correspond en gros à celui des cantons de Fribourg et de Soleure.

Le barème est progressif comme dans d'autres cantons tels celui de Zurich.

Développement

Les recettes journalières des artistes et sportifs étrangers sont taxées dans le canton de Berne selon un taux fixe de 10 pour cent qui est nettement inférieur à la moyenne suisse. Les contribuables domiciliés en Suisse sont fortement pénalisés, car leurs revenus sont imposés beaucoup plus lourdement.

Le canton de Soleure applique par exemple le barème suivant :

Recettes journalières inférieures ou égales à 200 francs	8 %
Recettes journalières comprises entre 201 et 1000 francs	12 %
Recettes journalières comprises entre 1001 et 3000 francs	18 %
Recettes journalières supérieures ou égales à 3000 francs	25 %

Zurich applique aussi un barème progressif :

Recettes journalières inférieures ou égales à 200 francs	10,8 %
Recettes journalières comprises entre 201 et 1000 francs	12,4 %
Recettes journalières comprises entre 1001 et 3000 francs	15,0 %
Recettes journalières supérieures ou égales à 3000 francs	17,0 %

La progressivité du barème correspond au principe de l'imposition selon la capacité économique défini dans la Constitution fédérale.

Les charges supportées par les pouvoirs publics qu'engendrent les manifestations commerciales ne sont pas suffisamment indemnisées. C'est le cas notamment des interventions de la police lors de manifestations sportives et de l'élimination des déchets. De plus, l'imposition équitable des recettes journalières vaudra des recettes supplémentaires au canton.

Réponse du Conseil-exécutif

Les personnes domiciliées à l'étranger qui fournissent certaines prestations dans le canton de Berne sont imposables à la source au taux de 10 pour cent sur leurs recettes journalières. Les recettes journalières sont les recettes brutes, indemnités et revenus accessoires compris, moins les frais d'obtention du revenu (art. 117 de la loi sur les impôts, LI, RSB 661.11). Le taux d'imposition applicable aujourd'hui a été fixé à l'occasion de la révision partielle de la loi sur les impôts du 24 février 2008. Si le taux d'imposition à la source avait été baissé à l'époque, c'est qu'il était trop élevé par rapport à ceux des autres cantons. Cela rendait le canton de Berne peu attrayant, notamment aux yeux des organisateurs de grands concerts. Le récent Stade de Suisse de Berne devait tout particulièrement tirer parti d'un taux d'imposition plus avantageux. C'est donc pour des raisons de compétitivité fiscale que les taux d'imposition avaient été harmonisés et alignés sur ceux des cantons de Zurich et d'Argovie. Le tableau ci-dessous présente le barème d'imposition actuellement appliqué dans différents cantons.

Impôt à la source en pour-cent (impôt fédéral direct compris)

	Recettes brutes (en CHF)			
Canton	**Jusqu'à 200**	**De 201 à 1 000**	**De 1 001 à 3 000**	**Supérieures à 3 000**
BE	10,8	12,4	15,0	17,0
ZH	10,8	12,4	15,0	17,0
AG	10,8	12,4	15,0	17,0
LU	10,0	12,0	15,0	17,0
BS	9,0	15,0	21,0	27,0
SO	8,0	12,0	18,0	25,0
FR	9,8	15,4	23,0	29,0

(Source AFC: L'imposition à la source, selon les législations au 1er janvier 2009, p. 35)

Le taux d'imposition du canton de Berne est le même que celui des cantons de Zurich et d'Argovie. Contrairement à ce qu'indique la motionnaire, l'imposition à la source est également proportionnelle dans le canton de Zurich. Le taux d'im-

position y est de 10 pour cent (hors impôt fédéral direct), comme dans le canton de Berne.
Du côté des cantons appliquant un barème progressif, le canton de Lucerne pratique un taux d'imposition à peine moins élevé que celui du canton de Berne sur les des deux tranches de recettes journalières inférieures. Le taux d'imposition est, en revanche, plus élevé dans le canton de Bâle-Ville, un concurrent majeur en matière d'organisation de grandes manifestations, tout comme dans les cantons de Soleure et de Fribourg que cite la motionnaire.
En 2012, le Conseil-exécutif a répondu à diverses interventions parlementaires portant sur la fiscalité. L'une d'elles, la motion 126-2012 PLR (Haas, Berne) intitulée « Stratégie fiscale du canton de Berne », demandait qu'une disposition soit introduite dans la loi sur les impôts pour contraindre le gouvernement à définir une stratégie fiscale. Cette intervention avait été retirée à la session de novembre 2012, car une disposition de teneur équivalente avait été introduite à l'article 3 de la sur les impôts à l'occasion de la première lecture de la révision 2014 de ce texte de loi.
La stratégie fiscale doit donner une image générale de la situation fiscale du canton de Berne, en mettant notamment en évidence les différences par rapport aux autres cantons dans tous les domaines de la fiscalité. Compte tenu de sa situation financière tendue, le canton doit laisser la porte ouverte à toutes les options, y compris en qui concerne l'imposition à la source des recettes journalières des personnes domiciliées à l'étranger.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Béatrice Stucki, Berne (PS). Zuerst ein kleines Eingeständnis. Beim Schreiben dieser Motion ist mir ein Fehler unterlaufen. Bei den Daten aus Zürich ging aus der Homepage nicht hervor, dass der Anteil Bundessteuern bereits eingerechnet ist. Darum stimmt natürlich die Antwort der Finanzdirektion, wonach die Besteuerung von Tageseinkünften in Bern und Zürich gleich hoch ist. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist ganz klar, dass die Finanzen des Kantons nicht ausschliesslich über die Ausgabenseite saniert werden können. Die Einnahmenseite muss mindestens ebenso akribisch und kritisch betrachtet werden. Scheuklappen in Bezug auf Korrekturen im Sinne von Mehreinnahmen im Einnahmenbereich sind in der heutigen Lage definitiv fehl am Platz. Das ist auch der Hintergrund unserer Motion. Grossanlässe wie Konzerte von Robbie Williams oder der Boxkampf von Klitschko im letzten Jahr zeigen, dass Grossanlässe im Kanton Bern möglich sind und stattfinden. Dieses Jahr werden im Juni sogar drei grosse Anlässe stattfinden, und zwar von Grössen wie Depeche Mode und Bon Jovi. Letzterer spielt bereits zum zweiten Mal in Bern. Der Kanton Bern ist also als Auftrittsort interessant. Sowohl die Stadt Bern, als auch das Saanenland mit seinen klassischen Konzerten, Interlaken oder Biel sind gut erschlossen und attraktiv. Das muss der Kanton Bern vermarkten und daraus Profit ziehen – eben durch eine angemessene, korrekte Quellenbesteuerung. Wir sind bereit, ins Postulat zu wandeln. Im Rahmen der Steuerstrategie, die in Arbeit ist, soll auch bei Künstlerinnen, Künstlern, Artistinnen, Artisten usw. eine Besteuerung realisiert werden, die nicht nur die Kosten der zumeist kommerziellen Veranstaltungen deckt. Darüber hinaus soll diese dem Kanton auch effektive Steuereinnahmen bringen. Grossanlässe, wie ich sie erwähnt habe, kommen, wie gesagt, sehr oft vor. Es ist gut möglich, dass diese in die höchste Progressionsstufe kommen, weil es eben – wie im Falle von Klitschko – höchst kommerzielle Anlässe sind. Wir müssen uns an Basel-Stadt, Freiburg oder Solothurn anpassen. Es zeigt sich, dass sehr wohl Handlungsspielraum gegeben ist. Gerade in Basel-Stadt finden sehr grosse Rockkonzerte statt. Wir können uns also Basel-Stadt zum Vorbild nehmen. Wir bitten Sie, das Postulat zu unterstützen.

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Wir sprechen hier über eine Form der Steuererhöhung. Dass unsere Partei nicht für Steuererhöhung ist, ist mittlerweile auch bekannt. Darum lehnen wir auch ein Postulat ab. Aus der Antwort des Regierungsrats geht hervor, dass unser Kanton bei der Erhebung der Quellensteuer für Künstlerinnen und Künstler, Sportlerinnen und Sportler im Rahmen der andern Kantone liegt. Der Vergleich zeigt, dass der Kanton Bern sogar genau im Bereich der Kantone Zürich, Aargau und Luzern liegt. Schliesslich geht es ja um die Konkurrenzfähigkeit unserer Veranstaltungsorte, beispielsweise dem Stade de Suisse, gegenüber Standorten von andern Kantonen. Das ist mit ein Grund dafür, warum das Berner Volk im Februar 2008 im Rahmen einer Teilrevision des Steuergesetzes einer Herabsetzung der Ansätze für die Quellensteuer zugestimmt hat. Dieser Volksentscheid ist so zu akzeptieren. Eine Erhöhung drängt sich im Konkurrenzvergleich nicht auf. Dementsprechend lehnen wir das Postulat ab.

Adrian Kneubühler, Nidau (PLR). Ich habe ein minimales Verständnis dafür, dass wir jetzt kein Zeichen für eine Steuersenkung setzen. Aber ich habe wenig Verständnis dafür, wenn man hier Zeichen für Steuererhöhungen setzen will. Wenn die Künstler- und Sportlerwelt effektiv mehr bezahlen müsste, könnte ich damit leben. In der Praxis handeln die Sportler und Künstler mit den entsprechenden Veranstaltern und Vereinen häufig Nettogagen aus. Faktisch würde sich eine Steuererhöhung gegen bernische Vereine und Veranstalter in Kultur und Sport wenden. Wir stehen in einem Wettbewerb mit andern Kantonen. Daher liegt hier faktisch eine Steuererhöhungsmotion für bernische Unternehmen, Vereine und andere Institutionen vor. Die FDP will keine Zeichen für Steuererhöhung setzen. Daher lehnen wir den Vorstoss in beiden Formen ab.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motion will die Quellensteuer für Sportler, Künstler, Artisten und Redner erhöhen. Eine steuerliche Progression soll eingeführt werden. Vorbilder sollen die Kantone Freiburg und Solothurn sein. Die Motionärin hat bereits festgestellt, dass bei den 10 Prozent als genereller Tarif Zürich auch dabei ist. Wir haben die genau gleichen Ansätze, wie sie im Moment in Zürich angewendet werden. Die BDP-Fraktion ist der Meinung, die heutige Regelung habe sich im Prinzip bewährt. Eine neue Beurteilung im Zusammenhang mit der Steuerstrategie und der allgemeinen finanziellen Situation sollte jedoch möglich sein. Unsere Fraktion rechnet nicht damit, dass das Finanzproblem des Kantons Bern gelöst werden kann, wenn wir diese Steuern anheben. Der Vorredner hat es schon gesagt: Die Steuern bezahlen wohl die Veranstalter. Denn die Künstler machen Nettogagen ab. So bleibt es bei den Veranstaltern, Geld zu bezahlen. Eine grosse Mehrheit unterstützt dennoch ein Postulat im Sinne einer Auslegeordnung im

Steuer- und Finanzbereich unseres Kantons. Eine Motion wird jedoch einstimmig abgelehnt.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Die EVP unterstützt das Postulat einstimmig. Im Rahmen der Steuerstrategie, die wir im Gesetz festgehalten haben, sollen auch die Quellensteuern angeschaut werden. Wir sind auch der Meinung, dass dort eine stärkere Progression durchaus möglich sein könnte. Wir bitten Sie – gerade auch mit Blick auf die Nachbarkantone Solothurn und Freiburg, denn sonst vergleichen wir ja auch gerne mit den Nachbarn – mitzuhelfen, das Postulat zu überweisen. In der Steuerstrategie soll eine Gesamtauslegeordnung gemacht werden, wie das vom Sprecher der BDP gesagt wurde. Daher ist ein Postulat in dieser Frage richtig. Gerade auch, wenn ich dem Sprecher der grössten Partei zugehört habe, denke ich: Da seid ihr wahrscheinlich in einem Dilemma, wenn es einerseits um Steuererhöhung geht und anderseits um Ausländerinnen und Ausländer. Es würde auch euch nicht schaden, zumindest im Rahmen eines Postulats und der Steuerstrategie die beiden Seiten nochmals abzuwägen.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Wie der Regierungsrat schlüssig und richtig antwortet, sollte man beim vorliegenden Vorstoss nicht bereits operativ eingreifen und sich hinsichtlich Steuerstrategie in Sachen Quellenbesteuerung die Möglichkeiten offenhalten. Aus diesem Grund lehnen wir den Vorstoss ab. Dies auch als Postulat, da uns eine Prüfung überflüssig erscheint, ist doch die Regierung im Rahmen der Steuerstrategie an einer Neubeurteilung.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Ein ausgeglichenes Budget besteht darin, dass die Ausgaben mit den Einnahmen im Einklang sind. Haben wir zu wenige Einnahmen oder zu viele Ausgaben, so ist es bestimmt nicht dumm, auch einmal auf die Einnahmen zu schauen. Als Unternehmer habe ich immer zuerst auf die Einnahmen geschaut – dort konnte man am schnellsten etwas machen. Betrachten wir die Grossveranstaltungen, die ausländischen SportlerInnen und KünstlerInnen, so geht es um Anlässe grösseren Umfangs. In diesem Markt ist eine grosse Änderung im Gange. Früher haben die Musiker wesentlich Geld verdient, indem sie Platten und CDs verkauft haben. Das ist heute nicht mehr der Fall. Diese Einnahmen sind minoritär. Heute müssen sie Veranstaltungen machen und touren. Rund um die Uhr wie bei Bob Dylan, der auf seiner «Never ending tour» ist und von Zeit zu Zeit wieder in die Schweiz kommt. Die Beträge, die man bezahlen muss, damit solche Künstlerinnen und Künstler kommen, sind mittlerweile erheblich. Die Zeiten, da man «Deep Purple» für 20 Franken besuchen konnte, wie das 1974 der Fall war, sind vorbei. Da bezahlt man heute gegen 100 Franken, und für andere Acts weit über 100 Franken. Da sind also grosse Umsätze im Spiel. Es ist daher nichts als richtig, dass man diese auch entsprechend besteuert. Die Acts kommen nicht, weil wir nette Menschen sind oder tiefe Steuersätze haben. Wie alle anderen Leute auch schauen sie, ob ein Markt vorhanden ist, auf welchem sie ihre Einnahmen generieren können. Sprich: Gibt es ein genügend grosses Stadion mit der entsprechenden Infrastruktur, und kommen die Leute auch? Dann werden die Stadien regelmässig bespielt, wie man das bei einem Bruce Springsteen sieht, der in Bern war, im letzten Jahr in Zürich und diesen Sommer Genf sein wird. Und so geht das immer weiter. Entsprechend sollten wir dafür sorgen, dass wir das vorhandene Steuersubstrat erheben. Mit dem Postulat ist eine richtige Marke gesetzt worden. Da gibt es für den Kanton Bern Einnahmen zu generieren. Diese sollten wir uns nicht entgehen lassen. Daher sind die Grünen für Annahme des Postulats.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich mache es kurz. Ich möchte auf einen Punkt hinweisen, der mir relativ wichtig scheint. In der Bundesverfassung steht eine entscheidende Aussage zum Steuerrecht, nämlich die Besteuerung nach wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit. Gerade im Zusammenhang mit den Finanzproblemen im Kanton Bern stellt man fest, wie wichtig es ist, dass jemand, der viel verdient, etwas mehr bezahlt als jemand, der wenig verdient. Bei den ausländischen Künstlerinnen und Künstlern liegt eine etwas ungeschickte Situation vor. Das eidgenössische Steuerrecht sieht klar eine Progression gemäss Bundesverfassung vor. Die meisten Kantone machen das auch. Die Kantone Zürich und Bern hingegen kennen in diesem Bereich keine Progression. Das ist eines der Hauptanliegen der Motion. Aus der Sicht dieses Grundprinzips macht es Sinn, wenn Sie zumindest das Postulat unterstützen. Ob wir später die Steuern erhöhen werden, ist eine andere Frage. Das werden wir dann debattieren, wenn wir die ganze Steuersache überprüfen. Zumindest tendenziell sollten wir versuchen, eine Progression hineinzubringen. Das ist eine Frage der Steuerfairness und hängt wie erwähnt von der Bundesverfassung ab. Ich bitte Sie also, dem Postulat zuzustimmen.

Beatrice Simon, directrice des finances. Ich kann es sehr kurz machen. Es gibt keine Differenz. Die Motionärin hat ins Postulat gewandelt – wir werden das prüfen. Man muss daran denken, dass die Grossveranstaltungen nach Bern kommen, weil die Belastung verhältnismässig moderat war. Man darf sich nicht erhoffen, durch eine höhere Besteuerung wären unsere finanziellen Probleme gelöst. Ein Postulat ist für mich kein Problem; wir werden das anschauen. Die Diskussion wird zu einem späteren Zeitpunkt geführt werden.

La présidente. Wir stimmen ab über den Vorstoss, der ins Postulat gewandelt wurde.

Vote

Décision du Grand Conseil :	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	74
Non	68
Abstentions	0

La présidente. Sie haben den Vorstoss als Postulat angenommen.

Affaire 2012.1154

Numéro de l'intervention:	191-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2012
Déposée par:	PS-JS-PSA (Stucki, Berne) (porte-parole) PS-JS-PSA (Hofmann, Berne)
Cosignataires:	19
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	160/2013
Direction:	FIN

Assainissement des finances et service public de qualité En finir avec la fraude fiscale

Le Conseil-exécutif soumet au Grand Conseil une estimation sur l'ampleur de la fraude fiscale dans le canton de Berne.
Dans l'intérêt des contribuables et des entreprises honnêtes, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil un ensemble de mesures destinées à combattre la fraude fiscale.
Cet ensemble de mesures comprend notamment le renforcement de l'inspection fiscale et des dispositions permettant d'améliorer la transparence des revenus et des fortunes.
Développement
En 2006, les économistes Lars P. Feld et Bruno S. Frey ont présenté une étude sur l'évasion fiscale en Suisse, et ils ont conclu que près de 23,5 pour cent du revenu brut des ménages sont soustraits au fisc. Le Conseil fédéral s'attend lui aussi à une dégradation de la moralité fiscale et en réponse à une question posée au Conseil national, il a admis que selon les enquêtes internationales, la moralité fiscale s'est clairement dégradée entre 1988 et 1996.
Rien n'indique que les contribuables honnêtes n'aient pas à souffrir dans le canton de Berne des conséquences de ce qu'il faut bien appeler un vol. Les études menées jusqu'ici permettent de conclure que dans le canton de Berne, la soustraction fiscale se chiffre à plus d'un milliard de francs par an. Si le canton de Berne parvient à imposer un peu plus de moralité fiscale, la charge pesant sur les contribuables honnêtes pourra être allégée sans qu'il soit nécessaire de démonter le service public.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion s'appuie sur une étude datant de 2006, qui indique que près de 23,5 pour cent du revenu brut des ménages suisses sont soustraits au fisc. Le Conseil-exécutif est prié de présenter sa propre estimation de l'ampleur de la soustraction fiscale dans le canton de Berne et de proposer des mesures susceptibles de renforcer la lutte contre ces soustractions d'impôt. Lors de la session de novembre 2012, le groupe socialiste a déjà réclamé, par la voie d'une déclaration de planification, un renforcement des inspections fiscales.

1. Estimation gouvernementale de l'ampleur de la soustraction fiscale
L'interpellation 169/2007 Hofmann, Berne (PS-JS), déposée le 7 juin 2007 et intitulée « Fraude à l'AI et fraude fiscale », est la dernière intervention parlementaire en date ayant réclamé une estimation gouvernementale de l'ampleur de la soustraction fiscale dans le canton de Berne.
A l'époque, le gouvernement avait fait remarquer qu'il était, par nature, impossible d'évaluer les soustractions d'impôt qui n'étaient pas sanctionnées. Voici un extrait de sa réponse : « Il n'est pas possible de chiffrer précisément les cas de soustraction d›impôt non sanctionnés dans le canton de Berne, et l'on ne dispose pas de suffisamment d'indices significatifs même pour fournir une simple estimation en la matière. [...]Les recettes provenant des cas de soustraction d'impôt sanctionnés, qui incluent aussi les amendes et les intérêts, s'élèvent annuellement à environ 7 millions de francs en moyenne des cinq dernières années. Les rappels d'impôt proprement dits représentent un montant estimé à 4 millions de francs par an. Toutefois, ces chiffres ne comprennent pas les nombreux cas de tentatives de soustraction d'impôt qui sont découverts et réglés dans le cadre des activités de taxation ordinaires. »
Le Conseil-exécutif renvoie aux explications fournies à l'époque et propose au Grand Conseil de rejeter le point 1 de la motion.

2. Mesures de renforcement de la lutte contre la soustraction d'impôt
Après que le Conseil-exécutif eut répondu à cette interpellation, la motion 129/2008 PS-JS (Schär), intitulée « Lutte contre la soustraction d'impôt », avait été déposée le 10 avril 2008. Elle chargeait le Conseil-exécutif de prendre des mesures supplémentaires de lutte contre la soustraction d'impôt et la fraude fiscale.
Le gouvernement avait répondu qu'il n'y avait pas lieu de renforcer encore le dispositif de contrôle en place. Il avait proposé l'adoption et le classement de ce point de la motion.
En séance du 4 septembre 2008 (Journal de la session de septembre 2008), le Grand Conseil avait suivi cette recommandation, au vote par appel nominal, par 81 voix contre 58, et 3 abstentions (concernant son adoption) et par 82 voix contre 59, et zéro abstention (concernant son classement).
Le Conseil-exécutif reste, au fond, convaincu que le dispositif de contrôle actuel est suffisant. Cependant, la situation des finances publiques s'est gravement dégradée depuis qu'il a répondu à la motion 129/2008. Cette évolution l'a conduit à faire réaliser un examen des offres et des structures (EOS 2014), dont l'objectif est d'analyser les services publics à la recherche de moyens d'alléger les charges du canton. Mais pour favoriser l'acceptation des mesures de réduction des dépenses, il est important qu'elles s'accompagnent de mesures crédibles d'augmentation des recettes et d'amélioration de l'équité fiscale. La déclaration incomplète du revenu, du patrimoine et des bénéfices soustrait à l'Etat des ressources dont il a besoin pour remplir ses fonctions dans l'intérêt de l'économie et des citoyens et citoyennes. Compte tenu de sa situation financière tendue, le canton doit pour l'instant laisser la porte ouverte à toutes les options en attendant les résultats de l'EOS 2014. En conséquence, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter les points 2 et 3 de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point
Point 1: rejet
Point 2: adoption sous forme de postulat
Point 3: adoption sous forme de postulat

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich mache einen Rückblick auf die Aprilsession 2008. Da haben wir zwei Motionen behandelt, eine Motion Brand, Lockerung der Schweigepflichten im

Interesse unseres Sozialstaates und eine Motion Fuchs, Stopp dem Sozialmissbrauch – Datenschutz darf nicht Täterschutz werden. Darauf komme ich später zurück. Zwei Zitate aus der Diskussion zu diesen Motionen: «Wenn ihr findet, es werde auch andernorts Missbrauch betrieben, müsst ihr Motionen zu euren Themen eingeben. Ich helfe gerne alle Missbräuche bekämpfen.» Das war Thomas Fuchs. Voilà, hier haben wir eine solche Motion, und das bereits zum zweiten Mal. Vorher hatten wir noch die Motion Schär. Peter Brand hat gesagt: «Auch ich bin der Meinung, Steuerhinterziehung müsse auf alle Art und Weise bekämpft werden.» Voilà, der Tatbeweis ist fällig. Die SP hat 2008 bei beiden Motionen offeriert, diesen als Postulate zuzustimmen. Die Motionäre haben nicht gewandelt, und dann haben wir halt mehrheitlich dagegen gestimmt. Persönlich habe ich der Ziffer 1 der Motion Fuchs zugestimmt.
Im September 2008 stand eine Motion Schär der SP zur Diskussion. Wie die heutige Motion behandelte sie den Steuermissbrauch. Ein Gegenangebot von bürgerlicher Seite, die beiden Motionen als Postulate zu unterstützen, ist ausgeblieben. Das heisst, man hat im Prinzip die versprochene Gegenleistung nicht erbracht. Auch die Regierung war damals dagegen. Bei der jetzigen Motion haben wir wenigstens bei der Regierung ein Umdenken festgestellt. Ob das mehr an der finanziellen Lage des Kantons liegt oder an den Diskussionen, die in den fünf Jahren in Sachen Steuern stattgefunden haben, ist nicht so wichtig. Die Debatte der letzten Jahre hat gezeigt, dass die Schweiz in Steuersachen eine Rechtsinsel ist. Das Unrechtsbewusstsein bei Steuerhinterziehung ist noch ziemlich unterentwickelt. Mit Staunen haben wir beobachtet, wie man beispielsweise in den USA rigoros gegen Steuerhinterzieher vorgeht. Das kann man sich in der Schweiz ja gar nicht vorstellen. Bei uns riskiert man eine grosse Konsequenz gegen Unrecht vor allem gegenüber Sozialfällen – aber ja nicht etwa gegenüber Steuerhinterziehern. Die Partei von Herrn Fuchs und Herrn Brand, welche die Steuerhinterziehung offenbar nur rhetorisch bekämpfen will, geht noch weiter und will das Recht auf Steuerhinterziehung sogar noch in der Verfassung verankern. In der Sonntagsausgabe der NZZ gab es dazu ein Zitat von Christian Wanner, dem freisinnigen Präsidenten der Finanzdirektoren. Er sagt: «Das Volksbegehren ist völlig überflüssig. Niemand wünscht sich gläserne Bürger – auch ich nicht. Offenbar will die Initiative verhindern, dass man auch in der Schweiz gegen Steuerhinterziehung vorgehen kann.» Es ist also nicht der Schutz der Privatsphäre, sondern ein Schutz der Steuerhinterziehung, der beabsichtigt wird.
Zurück zur Motion. Es wird etliche bürgerliche RednerInnen geben, die sagen werden, sie seien selbstverständlich auch gegen Steuerhinterziehung. Und gerade diese Motion sei nicht geeignet, um genau dieses Ziel zu erreichen. Um diesen Leuten eine Brücke zu bauen, wandeln wir die Motion ins Postulat. So kann die Regierung in einer breiteren Art, als es formuliert ist, schauen, wie man die Steuerhinterziehung bekämpfen kann. Wir wandeln also ins Postulat. So haben gewisse Bürgerliche die Möglichkeit, nicht immer nur zu reden, sondern auch einmal etwas zu machen.

La présidente. Der Vorstoss wurde ins Postulat gewandelt.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion zur Bekämpfung von Steuerhinterziehung. Seit Jahren wird von bürgerlicher Seite auf so genannten «Schein-Sozialhilfefällen», «Schein-Invaliden» und anderem «Schein» herumgehackt. Das Echo seitens der bürgerlichen Parteien ist «Missbrauch, Missbrauch, Missbrauch». Das Herumhacken auf Leuten, die wenig Einkommen haben, ist billig. Mehr Geld zu holen gibt es bei denjenigen, die ein höheres Einkommen haben, oder sogar ein hohes Einkommen und Vermögen, zum Beispiel eben bei den «Scheinsteuerzahlenden». Auch das ist eigentlich ein Missbrauch. Ein Missbrauch, der nicht so benannt wird, insbesondere von den Bürgerlichen im Moment nicht. Steuerhinterziehung ist ein Missbrauch öffentlicher Dienstleistungen und der öffentlichen Infrastruktur. Wer davon profitiert, soll auch den Beitrag dafür bezahlen, den alle leisten müssen – proportional zu ihrem Einkommen und Vermögen. Gerade bei den hohen Einkommen müsste man genauer hinschauen, ob sie diesen Beitrag auch wirklich bezahlen, der ihnen angedacht ist. Wenn es überhaupt möglich ist, genau hinzuschauen. Genau dort fängt es nämlich mit der Transparenz an, die auch eine Forderung der Motion und nun des Postulates ist. Bei den Steuerdaten ist Transparenz vielfach nicht gegeben. Beispielsweise wird die Öffentlichkeit des Steuerregisters immer wieder sehr willkürlich eingeschränkt. Bei den Pauschalbesteuerten haben wir diese Diskussion bereits geführt. Gewisse Gemeinden sind bei andern Steuerdaten sehr zurückhaltend, wenn es um Transparenz geht, respektive sehr fleissig, wenn es darum geht, Steuerdaten nicht öffentlich zugänglich zu machen. Ich komme zum Fazit. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt den Vorstoss und macht Ihnen beliebt, den Anträgen der Motionärin und des Motionärs zu folgen, so wie sie das präsentiert haben.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Steuern sind eine der wichtigsten Einnahmequellen eines Staates. Steuerpolitik ist bei der Strukturierung der Gesellschaft für eine Entwicklung der Gleichstellung und vor allem für die Umverteilung der Ressourcen und des Reichtums, der gemeinsam durch verschiedene Formen der Arbeit geschaffen wird, zentral. Auch wenn viele annehmen, dass sie ihr Vermögen oder ihren Reichtum selber erwirtschaftet haben, ist das nicht die ganze Wahrheit. Jedes erschaffene Vermögen hat gesellschaftliche Zusammenhänge, die es überhaupt erst möglich machen, dass Reichtum entsteht. Daran sind immer auch viele andere Menschen beteiligt. Es ist also selbstverständlich, dass ein Teil dieser Vermögen in Form von Steuergeldern für das Gesamtwohl der Gesellschaft dem Staat zur Verfügung gestellt wird, damit er diese möglichst gerecht umverteilen und ausgeben kann.
Die Mehrheit der Bürgerinnen und Bürger ist korrekt und ehrlich bezüglich der Steuern. Leider gibt es auch eine nicht zu unterschätzende Anzahl Personen, die Steuerhinterziehung als Kavaliersdelikt betrachten und ihre Vermögen am Fiskus vorbeischleusen, um keine oder möglichst wenige Steuern zu bezahlen. Die nationale Politik in Sachen Steuerhinterziehung oder Steuerbetrug von ausländischen Geldanlegern in der Schweiz ist immer noch viel zu large, was einer ehrlichen Haltung in Sachen Steuerrechnung nicht besonders gut bekommt. Auch wenn sich dank einigen Skandalen und dem Druck aus dem Ausland ein bisschen was verbessert hat, wird auf nationaler Ebene Steuerhinterziehung bis heute zu offen unterstützt, zu bereitwillig toleriert – ja gezielt und rechtlich untermauert noch gefördert.
Der Kanton Bern lebt nicht im luftleeren Raum. Natürlich wird auch er von dieser Politik beeinflusst. Würden alle hinterzogenen Steuergelder in die Staatskasse fliessen, müssten wir

heute zumindest nicht so heftig über die Sparmassnahmen diskutieren. Ein grosser Teil der notwenigen Sozialausgaben und der Kosten der öffentlichen Aufgaben, die auf den Kanton und die Gemeinden zukommen, könnte heute mit hinterzogenen Geldern finanziert werden. Der britische Wirtschaftshistoriker Ritchard Wilkinson und die amerikanische Ernährungswissenschaftlerin Kate Pickett haben die Daten der Weltbank studiert, ausgewertet und die Befunde in Bezug auf Reichtumsunterschiede miteinander verglichen. In ihrem Buch «Gleichheit ist Glück» kommen die Autoren zum Schluss, dass es in den Ländern mit grosser Gleichheit den Reichen psychisch und physisch besser geht – so leben sie beispielsweise länger – als Reichen in Ländern mit grosser Ungleichheit. Die Reichen im Lande würden sich selbst dienen, wenn sie mit der Steuerhinterziehung aufhören würden.
Wenn es darum geht, Probleme zu lösen, muss man das Übel an der Wurzel packen, nämlich bei der Steuerreduktion für Reiche, die nur die Ungleichheit fördert, und bei den strukturellen Voraussetzungen, die «Steuerbeschiss» zulassen, ja fördern. Von der Antwort des Regierungsrats bin ich sehr enttäuscht. Es ist schon erstaunlich, dass er als verantwortlicher Akteur im kantonalen Politikgefüge faktisch nichts unternehmen möchte, um die nötigen Schritte gegen den «Steuerbeschiss» einzuleiten. Und das in einer Zeit, da jeder Franken zählt. Wir Grünen werden uns dem Anliegen der Motionärin und des Motionärs anschliessen und ihre Forderungen auch als Postulat unterstützen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP unterstützt die Ziffern 2 und 3 als Postulat und in diesem Sinne die vorliegende Stossrichtung. Wie die Regierung ausführt, ist die Forderung von Ziffer 1 ein Ding der Unmöglichkeit. Das möchten wir nicht unbedingt ablehnen, aber wenn es als Postulat durchgeht, kann man diesen Punkt eigentlich gerade abschreiben. Man hat es geprüft, und genauere Schätzungen können nicht gemacht werden. Denn wenn man es wüsste, würde man ja etwas dagegen machen. Dass wir in den Fragen der Steuermoral, der Steuerehrlichkeit genauer hinschauen, finden wir seitens der EVP richtig. Gerade im Zusammenhang mit der Steuerstrategie, die man am erarbeiten ist, ist das ein Bereich, in dem es sich bestimmt lohnt. Es geht uns nicht darum, hier einen Kampf aufzubauen. Es wird eine «verstärkte Bekämpfung» gefordert. Es geht uns auch nicht darum, einen Schnüffelstaat aufzubauen. Der EVP ist wichtig, dass die Transparenz gefördert wird, dass die Steuerehrlichkeit gefördert wird. In diesem Sinne unterstützen wir die Ziffern 2 und 3 als Postulat.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Natürlich ist es löblich und redlich, der Steuerhinterziehung entgegenwirken zu wollen. Wir finden allerdings, dass der vorliegende Text etwas über das Ziel hinausschiesst. Immerhin gilt die Steuermoral in der Schweiz europaweit als vorbildlich. Das ist ein Umstand, den man durchaus nicht aus den Augen verlieren sollte, auch hinsichtlich der so genannten «Bschiisser». Aber Steuerbetrug ist selbstredend kein Kavaliersdelikt wie in Italien, das hinter vorgehaltener Hand noch als «cool» gilt. In diesem Sinne unterstützen wir die Vorlage als Stossrichtung. Gewandelt sind wir bereit, sie zu überweisen. Ziffer 1 sollte unserer Meinung nach abgeschrieben werden, wie es der Vorredner auch schon gesagt hat. Es ist schwierig, und die Messbarkeit ist nicht gegeben, wie der Regeierungsrat in seiner Antwort darlegt. Daher unterstützen wir die Ziffer 1 nicht.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Eine Vorbemerkung. Ich finde den Titel und den Text schon etwas hart. Wenn man von «Diebstahl am Volk» und «Steuerbeschiss» spricht, so suggeriert das, dass alle Steuerpflichtigen grundsätzlich Betrügerinnen und Betrüger seien. Das ist etwa gleich falsch, wie wenn man sagt, Sozialhilfebezüger würden grundsätzlich «bschiisse». So ist es nicht. Das stört mich ein wenig. Es wird gesagt, es müsse totale Transparenz vorhanden sein. Auch Steuerpflichtige haben Rechte, und auch Steuerpflichtige haben das Recht auf einen Schutz der Privatsphäre, und auch für Steuerpflichtige gilt der Datenschutz. Unter «Steuermoral» kann man auch etwas anderes verstehen: Wer eine Steuerrechnung erhält, bezahlt sie dann auch. Aber Sie wissen, dass es viele Leute gibt, die zwar ein steuerbares Einkommen oder Vermögen deklarieren, aber keine Steuern bezahlen. Auch das hat etwas mit Steuermoral zu tun. Das Ganze riecht auch ein wenig nach dem Motto, wer reich ist und viel verdiene, betrüge ohnehin; das seien die schlechten Menschen. Diejenigen, die arm sind und nichts haben, seien grundsätzlich gute Menschen. Dies als Vorbemerkung.
Der Vorstoss wurde ins Postulat gewandelt. Die Ziffern 2 und 3 sind bestimmt prüfenswert. Man soll schauen, welche Massnahmen man noch ergreifen kann. Ich erinnere daran, dass die Steuerverwaltung schon früher einmal, auch auf Drängen des Grossen Rats hin, zusätzliche Steuerexpertinnen und -experten eingesetzt hat und das Problem angegangen ist. Da ist man laufend dran. Es ist nicht so, dass man das einfach vernachlässigt hat. Wenn man weitere Massnahmen treffen kann, die sinnvoll sind und nicht nur Kosten auslösen, dann helfen wir von der BDP mit. Zu Ziffer 1. Da habe ich etwas Mühe. Eine Schätzung – Sie können auch mich fragen, und dann mache ich irgendeine Schätzung. Ich kann ja nicht beweisen, dass sie zutrifft. Vielleicht könnte man Mike Shiva fragen – vielleicht hätte er auch noch eine Idee, wie man den Ausfall der nicht deklarierten Steuern schätzen könnte. Ziffer 1 lehnt die BDP daher auch als Postulat ab. Die Ziffern 2 und 3 unterstützen wir als Postulate.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann es kurz machen. Ich werde keinen Monolog über Steuerhinterziehung halten, wie es vom Vertreter der Grünen gemacht wurde. Ich glaube, niemand unter uns ist für Steuerhinterziehung. Wir sind alle dafür, dass dies zu bekämpfen ist. Ich zitiere einen Satz aus der Antwort des Regierungsrats, dem wir uns anschliessen können. «Der Regierungsrat vertritt grundsätzlich weiterhin die Auffassung, dass das bestehende Kontrolldispositiv ausreichend ist.» Die Frage ist ausgesprochen operativ und nicht strategisch. Gibt es konkrete Anzeichen von Steuerhinterziehung, ist es bereits heute selbstverständlich Aufgabe und Pflicht der Verwaltung wie der Regierung, zu reagieren. Wenn man in diesem Bereich zu wenige Leute hat, setzt man mehr ein. Wollte man hingegen einen Apparat auf Vorrat aufbauen, um unbescholtene Bürger zu plagen, würden wir natürlich nicht mithelfen. Liegen Anzeichen vor, so muss man den Fällen selbstverständlich nachgehen und die entsprechenden Ressourcen bereitstellen. Wir empfinden daher Motion und Postulat als überflüssig.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDF). Ich staune schon ein wenig darüber, was man hier am Mikrofon sagen darf, und wie der Vorstoss formuliert ist. Wenn ich es richtig verstanden habe, hat der Vertreter der Grünen gesagt, auf Bundesebene

werde Steuerhinterziehung sogar gefördert. Ich frage mich, aufgrund welcher Tatsachen er dies gesagt hat, und wie er das belegen könnte. Andreas Hofmann hat vorweggenommen, was ich hier sagen werde. Aber ich sage es wirklich, deutsch und deutlich, und ich meine es auch so: Die SVP-Fraktion verurteilt jegliche Form von Steuerhinterziehung. So, wie der Vorstoss daherkommt, sieht es wirklich allzu populistisch aus. Heinz Siegenthaler hat es vorhin gesagt. Es klingt so, als würde jeder Steuerzahler und jeder, der bereit ist, eine Steuererklärung auszufüllen, ohnehin betrügen. Das stimmt einfach nicht. Ich wehre mich gegen jeglichen solchen Vorwurf. Mit der Motion, die Sie da einreichen, wird das Kind mit dem Bade ausgeschüttet. Bei Ziffer 1 weiss ich nicht, was Sie schlussendlich wollen. Wie Heinz Siegenthaler gesagt hat, bringen Schätzungen tatsächlich nichts. Ein weiterer Bericht bringt nichts. Das bringt Verwaltungsaufwand, und das ist etwas, was wir angesichts der Situation bei den Kantonsfinanzen als Letztes brauchen können.
Die Steuerverwaltung macht, was möglich ist. Sie ist im Bereich der Prüfung von Steuererklärungen sehr gut aufgestellt. Im Rahmen der rechtlichen Möglichkeiten macht die Steuerverwaltung alles, was möglich ist. Ich weiss auch, dass man vor ein paar Jahren zusätzliche Leute als Steuerinspektoren angestellt hat. Das ist noch nicht allzu lange her. Wie von verschiedenen Rednern gesagt wurde, haben wir im Vergleich zum Ausland eine sehr gute Steuermoral. Es gibt nicht nur Studien, die zeigen, dass die Steuermoral nicht so gut ist, wie es im Vorstoss steht. Es gibt auch breit abgestützte Untersuchungen und Vergleiche mit dem Ausland, die zum Schluss kommen, dass wir in der Schweiz in punkto Steuermoral und Steuerehrlichkeit zum Glück eine sehr gute Situation haben. Da muss man nicht mit solchen Vorstössen allen unterstellen, sie würden bei den Steuern «bschiisse». In diesem Bereich sind jetzt keine Massnahmen nötig. Die Steuerverwaltung, die Finanzdirektion machen, was möglich ist in diesem Bereich. Wir brauchen weder die Motion, noch das Postulat und werden beides ablehnen.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR). Steuerhinterziehung entzieht dem Staat Mittel. Daher haben der Staat, hat die zuständige Steuerverwaltung ein ureigenes Interesse daran, die unrechtmässigen Ausfälle zu minimieren. Das tut sie auch. In seiner Antwort auf diesen Vorstoss, aber auch auf frühere, ähnlich gelagerte Vorstösse hat der Regierungsrat glaubwürdig dargelegt, dass die bestehenden Kontrollmechanismen tauglich und ausreichend sind. Trotzdem sollen sie im Rahmen des Projekts ASP 2014 erneut kritisch überprüft werden. Damit ist eigentlich auch die Zielsetzung des Vorstosses bereits erfüllt. Darum lehnt die FDP die Motion in der vorliegenden Form, aber auch in Form eines Postulats ab.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Es gibt ab und zu ein Thema, bei dem es Christian Hadorn «dr Nuggi usejagt». Als 30-jähriger Unternehmer gibt es noch ein anderes Wort als Steuerhinterziehung, nämlich Steueroptimierung. Ich will Ihnen nun erklären, warum das eine geniale Sache ist. Die Steuerverwaltung lässt nämlich Steueroptimierungen zu. In den kleinen KMU wollen wir ja das Geld der Firma nicht einfach entziehen, beispielsweise bei einer Geschäftsübergabe. Man findet mit der Steuerverwaltung Lösungen. Sehr wichtig ist auch, dass man einen Eigenfinanzierungsgrad in den Geschäften bilden kann. Dazu gibt es gute Reglemente, wie man das zusammen mit der Steuerverwaltung machen kann. Viele meinen immer, das sei Steuerhinterziehung. Und das stimmt nicht. Dass man da versucht, langjährige Unternehmerinnen und Unternehmer der kleinen KMU mit zwei bis 25 Angestellten in den gleichen Topf zu werfen, verbitte ich mir. Dementsprechend müssen wir diese Punkte ablehnen. Denn wir versuchen als kleine und mittlere Betriebe ganz klar, den Staat nicht zu hintergehen. Wir führen lediglich Optimierungen durch, die dem Betrieb und dem Staat helfen. Wenn es etwas schlechter geht, entlassen wir nicht einfach rasch zwei, drei Personen, sondern wir behalten sie.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich habe einen ziemlich tiefen Ruhepuls. Eben konnte ich beobachten, wie es mir den Puls hinaufgejagt hat. Zu Christian Hadorn: Wir sprechen hier nicht von Steueroptimierung. Wir sprechen von Steuerbetrug und von Steuerhinterziehung. Was ich hier gehört habe, ist eine masslose Verharmlosung dessen, was in Sachen Steuerhinterziehung in der Schweiz und auch im Kanton Bern effektiv läuft. Es gibt OECD-Studien zur Steuerhinterziehung. Auf der anderen Seite haben wir Studien von Bruno Frey aus Zürich. Wir können davon ausgehen, dass wir im Kanton Bern wegen Steuerbetrug und Steuerhinterziehung jährlich zirka 1 bis 2 Milliarden Franken an Steuereinnahmen verlieren. Das hat auch die Diskussion im Nationalrat ergeben. Das heisst, ohne Steuerbetrug und Steuerhinterziehung hätten wir beinahe ein Viertel mehr Steuereinnahmen. Das ist nicht nur eine Schätzung, sondern ein Wert, der in Studien ermittelt wurde. Die glp hat gesagt, die Steuermoral sei hoch. Dazu muss ich Ihnen den Bundesrat zitieren. Der Bundesrat hat gesagt, wir hätten ein grosses Problem. Die Steuerkorrektheit habe von 1984 bis 1994 stark abgenommen. Das ist eine Tendenz, die der Bundesrat bestätigt. Die Ehrlichkeit, von der ich gehört habe, sie sei vorhanden, ist nicht mehr vorhanden. Das hängt auch mit den Möglichkeiten zusammen, die wir im Kanton Bern in Sachen Bankgeheimnis haben. Das Bankgeheimnis wird verschwinden. Und wenn das Bankgeheimnis einmal weg ist, werden wir im Grossen Rat keine Probleme mehr haben, darüber zu diskutieren, wie wir mit der ASP Kürzungen vornehmen können. Dann werden wir nämlich zu viel Geld haben. Und dann können wir endlich denjenigen Leuten, die einen Lohnausweis haben und keine Chance haben, irgendetwas zu verstecken, die Steuern senken. Das ist hier das entscheidende. Wenn Sie nun sagen, wir hätten keine Probleme im Kanton Bern, dann widersprechen Sie allen internationalen Studien, die es in diesem Zusammenhang gibt. Dafür habe ich kein Verständnis. Ich komme zum Fazit. Das Problem im Kanton Bern ist nicht ein Problem von zu tiefen oder zu hohen Steuern, sondern ein Problem der Steuerhinterziehung und des Steuerbetrugs.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). Ich danke Kollege Hadorn für die kleine KMU-Buchhaltung. Wir sehen das genauso. Das ist eine Steueroptimierung und hat keineswegs etwas mit Steuerhinterziehung zu tun. Es ist sinnvoll, dass gerade die kleineren Firmen darauf achten, dass sie ihre Aktiven beisammen haben. Es gibt auch wieder schlechtere Zeiten, und dann ist man froh, wenn man auf Mittel zurückgreifen kann. Würde man das Geld vorzeitig ausgeben, gibt es Probleme. Und genau das muss man vermeiden. Man muss Ausgaben und Ein-

nahmen im Lot behalten. Nur so kann man nachhaltig wirtschaften. Was Kollege Hadorn erklärt hat, ist genau ein solcher Fall. Stellen wir uns nun einmal ein solches KMU vor. Es erleidet Liquiditätsschwierigkeiten, und es droht der Konkurs. Ein Treuhänder wird beigezogen. Dieser stellt fest, dass vergessen wurde, die Rechnungen zu schreiben. Es gibt Ausstände, die auf 23.5 Prozent geschätzt werden. Es ist nicht ganz sicher, ob diese Zahl zutrifft, wurde sie doch von einem Zürcher Professor ermittelt. Vielleicht ist es mehr und vielleicht weniger. Man müsste also zumindest einmal schauen, wie gross die Ausstände sind. Unverzüglich muss eine Task force geschaffen werden. Der Unternehmensberater würde sofort Leute einsetzen, welche die Rechnungen schreiben und die Ausstände eintreiben. Dann wäre es bereits erledigt, und man könnte sich die ganze ASP-Diskussion ersparen. Wenn wir im Bereich von 20 Prozent sind, wäre das schon die ganze Miete. Es wurde gesagt, man solle das Kind nicht mit dem Bade ausschütten. Ich habe mir überlegt, dass Frau Simon das Kind mit dem Bade ausschütten würde. Das kann ich mir schwerlich vorstellen – dass sie das nicht richtig machen würde. Wir sollten unserer Finanzdirektorin etwas zutrauen. Sie kann das wohl besser als die meisten unter uns. Nämlich schauen, was nötig ist und das nötige Augenmass haben. Daher ist Ziffer 1 sehr wichtig. Wir müssen zuerst schauen, was das Potenzial ist. Sind es nun 20 oder 10 Prozent? Das ist doch matchentscheidend. Anschliessend kann man die nötigen Massnahmen ergreifen, damit wir auch auf der Einnahmenseite eine Optimierung haben. Ich empfehle daher, das Postulat anzunehmen und die Hausaufgaben auch auf der Einnahmenseite zu machen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ich wollte eigentlich nichts sagen, weil ich der Meinung war, es bringe nichts. Nun kommt jedoch Grossrat Näf und sagt, das Problem des Kantons Bern seien nicht die Steuern, sondern die Steuerhinterziehung oder der Steuerbetrug. Ich muss mich schon langsam fragen, wie man das so einfach herunterbrechen kann. Ich hoffe, die meisten sehen das ein wenig anders. Dass es Steuerbetrug und Steuerhinterziehung gibt, ist mir auch klar. Es wäre naiv zu behaupten, das geschehe nicht. Die Frage ist, wie man diese Leute findet und erwischt. Als Präsident des Bundes der Steuerzahler habe ich relativ viele Anfragen von Leuten auf dem Tisch, die mir ihre Anfragen der Steuerverwaltung zeigen. Da werden beispielsweise Belege über eine Parteispende von 100 Franken geprüft. Es werden Spendenbelege über 20 oder 30 Franken einverlangt. Man müsste sich fragen, ob das denn sinnvoll ist. Müsste man diese Zeit nicht für andere Sachen verwenden? Die Steuerverwaltung hätte bereits heute genügend Möglichkeiten, ihre Zeit etwas sinnvoller einzusetzen, als auf Kleinstbeträgen herumzuhacken und Leute – ich sage es nun so – zu schikanieren.
Der Vorstoss suggeriert, dass quasi alle Steuern hinterziehen und «bschiisse». Das ist aus meiner Sicht gar nicht der Fall. Ich erhalte den Eindruck, die Selbstdeklarationen seien weitgehend sehr ehrlich gemacht. Die Leute geben sich auch Mühe, die Sachen richtig anzugeben. Schwarze Schafe gibt es immer. Diese kann man mit dem heutigen Personalbestand finden. Dazu braucht es keine Massnahmen. Für mich gehört das zum Auftrag der Steuerverwaltung, dass sie möglichst alles unternimmt, um das herauszufinden. In diesem Sinne: Die Steuerehrlichkeit ist hoch. Für mich braucht es diese Vorstösse nicht. Herrn Grossrat Sancar muss ich doch noch etwas sagen. Sie vergiessen hier Krokodilstränen wegen der armen Leute. Sie haben einmal gesagt, Sie würden persönlich gerne Steuern bezahlen. Ich habe mir erlaubt, Ihre Steuerzahlen anzufordern. Und da ist Einkommen null und Vermögen null. Wenn sich jemand hier gross aufführt und selbst keine Steuern bezahlt und kein Vermögen hat, und sagt, er bezahle gerne Steuern, weil er sehe, was mit dem Geld gemacht werde, dann geht es für mich nicht mehr auf.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Wenn ich richtig verstanden habe, haben Sie mir vorgeworfen, dass ich keine Steuern bezahle und kein Vermögen habe. Stimmt das? Erstens: Woher haben Sie diese Information? Zweitens: Ich möchte eine Entschuldigung. Denn das haben Sie schon einmal gemacht und in ihrer Zeitung verbreitet. Ich bin berufstätig, und seit ich in der Schweiz bin, habe ich immer gearbeitet und meine Steuern bezahlt, inklusive Vermögenssteuer. Und ich bin stolz darauf, dass ich meine Steuern bezahle. Aber ich möchte eine öffentliche Entschuldigung.

La présidente. Damit sind wir am Ende der Einzelsprechenden. Am Nachmittag fahren wir weiter mit dem Motionär und der Finanzdirektorin. Wir unterbrechen an dieser Stelle die Beratungen. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 38.

Les rédactrices :
Monika Hager (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Mardi 26 mars 2013, 13 heures 30 – 15 heures 12

Dixième séance

Présidence : Therese Rufer-Wüthrich, Zuzwil (PBD), présidente
Présents : 153 députés. Excusés : Brunner Ursula E., Daetwyler Francis, Moeschler Emilie, Oester Stefan, Riem Bernhard, Rüfenacht Daphné, Rufener Thomas

Affaire 2012.1154

Motion 191-2012 PS-JS-PSA (Stucki, Berne)
Assainissement des finances et service public de qualité
En finir avec la fraude fiscale

Suite

La présidente. Ich begrüsse Sie zur Nachmittagssitzung. *(La présidente agite sa cloche.)* Wir fahren mit dem Traktandum 63 weiter. Vertreten wird die Motion durch den Grossrat Hofmann.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Zu Beginn möchte ich etwas Formelles in Bezug auf die Abstimmung sagen. Ich gehe davon aus, dass wir über Ziffer 1 und die Ziffern 2 und 3 separat abstimmen werden. Bei Ziffer 1 kann man anschliessend noch über die Abschreibung abstimmen, und bei den Ziffern 2 und 3 würde ich vorschlagen gemeinsam darüber zu befinden. Ich gehe kurz zurück in das Jahr 2007, in welchem die Sozialmissbrauchsdebatte stattgefunden hat. Damals war ich der Meinung, dass man eigentlich auch eine Steuerdebatte führen sollte und habe eine Interpellation eingereicht. Ich griff auf eine Schätzung von Ruedi Strahm zurück. Er ist ein anerkannter Experte betreffend die Steuern. Er hat gesagt, dass in der gesamten Schweiz 10 Mrd. Franken Steuern hinterzogen werden. Für den Kanton Bern würde das ja mehr als 1 Mrd. Franken ausmachen. Von 2007 bis heute gab es viel über das Thema der Steuern zu lesen. Im Gegensatz zur Regierung haben sich auch sehr renommierte Experten zur Schätzung geäussert. Ich war erstaunt, wie gut Ruedi Strahm mit seiner Schätzung lag. Es gab Schätzungen die höher und solche die tiefer waren als die seine. Im Mittelwert lagen alle Schätzungen bei ungefähr 10 Mrd. Franken. Es ist mir klar, dass ein grosser Teil dieses Betrages ohne Aufhebung des Steuergeheimnisses und ohne Verzicht auf den Unterschied zwischen Steuerhinterziehung und Steuerbetrug nicht einholbar ist. Da müssten die bürgerlichen Grossräte, die so besorgt über die Steuerhinterziehung sind, eben mit ihren Kollegen im Nationalrat sprechen, damit man auf schweizerischer Ebene in Sachen Steuergeheimnis etwas weiterkommt.
Die Annahme dieses Postulats schlägt zwei Fliegen auf einen Schlag. Zum einen bekommen wir ohne Steuererhöhung mehr Steuereinnahmen; das würde die erwartete Sparübung etwas mildern. Zum anderen würden die ehrlichen SteuerzahlerInnen wenigstens zum Teil von der unangenehmen Vorstellung, die Deppen im Umzug zu sein, befreit werden. Ich möchte noch etwas zu den Voten bezüglich Ziffer 1 sagen. Die Regierung, Herr Kipfer und andere haben dargelegt, dass man die Summe, die dem Staat entgeht, nicht schätzen kann. Da erinnere ich an die Diskussion über den Sozialmissbrauch, die ich bereits erwähnt habe. Edith Olibet, Schuldirektorin der Stadt Bern, hat damals genau Dasselbe gemacht, wie jetzt Beatrice Simon. Sie sagte, die, welche man erwischt habe seien aufgelistet worden, und das koste ein paar Mio. Franken pro Jahr. Nur gab es eben einen grossen Unterschied, denn das führte dann zu einem riesen Aufschrei in der Presse. Man hat gesagt, dass das doch nicht stimmen kann, das gehe doch nicht, und gerade die bürgerlichen Parteien haben dann die Stadt Bern unter Druck gesetzt, Zahlen bekannt zu geben; und zwar Missbrauchszahlen in Prozenten. Edith Olibet hat dann unter grossem Druck fünf Prozent bekannt gegeben, die Vorsteherin des Sozialamtes, die damals schon ausgeschieden war, hat die Missbräuche auf 10 Prozent geschätzt. Auf bürgerlichen Druck hin, wurden diese Zahlen bekanntgegeben. Das Problem ist, dass im Falle der Steuern natürlich der bürgerliche Druck fehlt und deshalb wird die Presse diesen Druck auch nicht erzeugen. Die glp-Fraktion hat die angeblich hohe Steuermoral in der Schweiz erwähnt. Ich empfehle der glp-Fraktion die Lektüre der Untersuchung Professor Kirchgässners, der diese Frage eingehend untersucht und gezeigt hat, dass die Schweiz in der Rangliste von Ländern der ganzen Welt auf dem letzten Zweidrittel landet. Diese hohe Steuermoral ist Schnee von gestern. – Das Lämpchen leuchtet, daher höre ich hier auf.

Beatrice Simon, directrice des finances. Mit der Ziffer 1 wird eine Schätzung des Ausmasses der Steuerhinterziehung verlangt. Liebe Anwesende, als Finanzdirektorin hätte ich natürlich auch gerne solch eine Zahl. Aber glauben Sie mir, wenn es so einfach wäre eine solche Schätzung zu machen um das Ausmass und den Umfang der Steuerhinterziehung genau feststellen zu können, dann würde es diese Schätzung ganz sicher schon geben. Dann gäbe es dazu auch unzählige Studien und etliche Reporting-Zahlen und entsprechende dispositive Massnahmen, auch für den Kanton Bern. Leider sind aber aussagekräftige Schätzungen nicht möglich und deshalb ist die Forderung der Ziffer 1 schlicht unrealistisch. Wünschbar vielleicht, aber eben nicht realistisch und deshalb lehnt die Regierung diese Ziffer ab. Sie lehnt sie auch als Postulat ab. In den Ziffern 2 und 3 fordert der Motionär ein Massnahmenpaket zur Bekämpfung der Steuerhinterziehung. Nun ist es ein Postulat – das haben wir alle gehört. Der Grosse Rat hat 2008 betreffend einer ähnlichen Motion Annahme und gleichzeitige Abschreibung beschlossen. Also hat der Grosse Rat damals noch keinen Handlungsbedarf für dieses Thema erkannt. Der Regierungsrat empfindet zum heutigen Zeitpunkt aber, dass sich die Situation verändert hat und beantragt eben auch die Annahme der Ziffern 2 und 3 als Postulat, weil es sinnvoll ist. Wir begründen das mit der veränderten Situation, der veränderten schlechten Finanzlage des Kantons Bern. Und im Hinblick auf die laufenden Aufgaben- und Strukturüberprüfungsarbeiten möchte sich der Regierungsrat alle Optionen offen halten und eben auch zusätzliche Abklärungen in diesem Bereich machen. Deshalb empfehlen wir Ihnen die Annahme von Ziffer 2 und 3 als Postulat.

La présidente. Der Motionär ist einverstanden separat über die Ziffern abzustimmen. Zuerst stimmen wir über Ziffer 1 und

anschliessend über deren Abschreibung ab. Anschliessend stimmen wir über die Ziffern 2 und 3 gemeinsam ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Vote point par point
Chiffre 1: rejet (55 oui, 86 non, 2 abstentions)
Chiffres 2+3: adoption sous forme de postulat (78 oui, 65 non, 0 abstentions)

La présidente. Der Grosse Rat hat Ziffer 1 als Postulat abgelehnt. Damit erledigt sich die Abstimmung über deren Abschreibung. In der zweiten Abstimmung hat der Grosse Rat die Ziffern 2 und 3 als Postulat angenommen.

Affaire 2012.1155

Numéro de l'intervention:	192-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2012
Déposée par:	PS-JS-PSA (Moeschler, Bienne) (porte-parole)
Cosignataires:	21
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	161/2013
Direction:	FIN

Bulle immobilière - Empêcher la spéculation
Les articles 144, 146 et 147 de la loi sur les impôts sont modifiés de la manière suivante :
Le Conseil-exécutif soumet au Grand Conseil une augmentation des taux unitaires pour le calcul de l'impôt simple sur les gains immobiliers. L'impôt sera progressif en fonction des gains immobiliers.
Le Conseil-exécutif soumet au Grand Conseil des adaptations concernant la durée de possession pour que l'acquisition de la propriété soit moins attractive pour la spéculation.
Développement
Depuis peu, des spécialistes suisses de la finance renforcent l'idée que la hausse des prix des terrains de ces dernières années a le caractère d'une bulle immobilière. En raison des mauvaises expériences du passé (bulles immobilières au Japon, aux USA, en Espagne et dans les années 90 en Suisse), tous et toutes s'accordent à dire qu'il faut réagir à temps à ce type de tendance.
La conjoncture actuelle ne permet pas d'augmenter le taux de référence de la Banque nationale suisse. C'est pourquoi l'adaptation de l'imposition des gains immobiliers pourrait être un moyen efficace pour éviter une bulle immobilière.
Les propriétaires de biens immobiliers avec un revenu normal et une modeste fortune ne devraient par contre pas voir leurs impôts augmenter. L'imposition sur les bénéfices de terrain doit, en effet, être progressive et tenir compte de la durée de la possession.
Cette proposition vise à contrer le danger d'une bulle immobilière et apporte en même temps davantage de recettes pour le canton.

Réponse du Conseil-exécutif
Le Conseil-exécutif est prié de préparer une modification de la loi sur les impôts pour augmenter les taux d'imposition des gains immobiliers, surtout des gains réalisés à court terme, au motif que cela permettrait de prévenir une bulle immobilière.
Il n'est pas certain que l'on puisse parler d'une bulle immobilière. Pour la Banque nationale suisse, il n'y a pas seulement certains risques aux points chauds des marchés hypothécaire et immobilier, mais elle voit désormais un accroissement des risques pour tout le système financier. Cependant, selon les dernières études de marché systématiques de l'Intendance des impôts, il n'y a aucun risque de bulle immobilière généralisée dans le canton de Berne, même si les prix de l'immobilier ont augmenté presque partout ces dernières années. On observe néanmoins une tendance à la surchauffe dans certaines communes de l'Oberland bernois. Et compte tenu surtout du fait que les taux d'intérêt restent extrêmement faibles, il y a bien un risque d'aggravation des déséquilibres. Il est donc important de surveiller étroitement l'évolution sur ce terrain.
Il conviendrait d'examiner de plus près si l'augmentation de l'impôt sur les gains immobiliers, ou son adaptation par le biais de la durée de possession, serait susceptible de prévenir une bulle immobilière. Le Conseil-exécutif est donc disposé à proposer l'adoption de la motion sous forme de postulat. Cette proposition s'impose d'ailleurs aussi dans l'optique de la stratégie fiscale que le canton est en train de définir. Celle-ci doit donner une image générale de la situation fiscale du canton de Berne, en mettant notamment en évidence les différences par rapport aux autres cantons dans tous les domaines de la fiscalité. Compte tenu de sa situation financière tendue, le canton doit laisser la porte ouverte à toutes les options, y compris en matière d'impôt sur les gains immobiliers.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Die Regierung beantragt die Annahme als Postulat.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Viele hier im Saal erinnern sich vielleicht noch an die 90er-Jahre. Damals hatten wir in der Schweiz auch eine Immobilienkrise. Ich selbst habe es persönlich, weil ich wegen meiner Frau fast halber Spanier bin, einige Jahre später, nämlich letztes Jahr in Spanien, noch viel schärfer erlebt, was solch eine Immobilienkrise für die Menschen bedeutet. Spanien erlitt zum Teil massive Verluste und wenn man heute in Spanien die Folgen auf der Strasse sieht, ist das nicht lustig. In der Motion der SP-JUSO-PSA-Fraktion geht es nicht darum, auf die Leute zu zielen, die selbst ein Haus oder eine Wohnung kaufen um auch darin zu wohnen. Es ist auch nicht so, dass in den USA oder in Spanien die Immobilienblase in erster Linie durch diese Leute entstanden ist. In Spanien stellte ich bis weit unten im Mittelstand fest, dass noch eine oder zwei Wohnungen mehr gekauft wurden, um zu dem Gewinn zu kommen, den einige schliesslich auch erzielen konnten. Die Folge war, dass unglaublich viele Häuser gebaut wurden, die heute schlicht und einfach leer stehen. Wenn wir die momentane Lage betrachten, dürften wegen des Wertverlustes all jene, die etwas sparen wollen, eigentlich nichts auf dem Bankkonto liegenlassen. Sie denken, dass sie ein Haus und dazu noch eine Wohnung kaufen müssen, um sicherzugehen, dass ihr Geld an einem sicheren Ort deponiert ist. Dem ist eben nicht so, vor allem nicht, wenn es eine solche Blase gibt.
Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte die Immobilienspekulation verhindern. Warum? Eines der grössten Probleme der Schwei-

zerinnen und Schweizer – vielleicht im Kanton Bern nicht ganz so stark wie in Zürich oder in Lausanne – ist die Immobilienspekulation und als Folge die hohen Mieten. Wir haben hier in Bezug auf die hohen Mieten bereits verschiedene Argumente gehört. Demzufolge müsste das Anliegen der SP-JUSO-PSA-Fraktion auch Ihr Anliegen sein. Das Ziel ist, die Spekulation mit den Immobilien unattraktiv zu machen. Jetzt haben wir im Gesetz eigentlich bereits die nötigen Instrumente. Das erste Rezept sieht vor zu verhindern, dass Immobilien schnell den Eigentümer wechseln, also dass ein Grundstück gekauft und bereits im nächsten Monat oder nach einem Jahr weiterverkauft wird. Das sind natürlich keine Eigentume, die man selbst benützt. Das zweite Rezept sagt: Tief versteuern oder fast gar nicht versteuern, wenn man ein Objekt beispielsweise nach zehn Jahren verkauft, also logischerweise wenn man darin gewohnt hat. Es geht darum ganz bewusst das kurzfristige Spekulieren unattraktiv zu machen. Entsprechend lassen wir in diesem Rahmen dem Regierungsrat auch offen, wie das gemacht werden soll und wie lang die Frist sein soll, in der man den Grundstückgewinn relativ tief versteuert. Wir wollen zwei Faktoren anpassen. Der eine ist die Besitzesdauer und der andere sind die Steuersätze, die eine Progressivität enthalten müssen. Wichtig ist hier zu sagen, dass diese Massnahme die Normalverdiener entlastet und zwar aufgrund der Mieten. Noch eine Behauptung möchte ich hier anbringen: Ich bin überzeugt, wenn man in Spanien und in den USA rechtzeitig die Gesetzesgrundlagen, die wir hier in der Schweiz und im Kanton Bern zum Glück schon haben, geschaffen und entsprechend verschärft hätte betreffend die Besitzesdauer und die Ansätze, wäre die Krise in beiden Ländern wesentlich weniger schlimm ausgefallen. Wir müssen erreichen, dass wir in der Schweiz und im Kanton Bern nicht in solch eine Situation kommen. Wir haben bereits Gebiete, die Agglomeration der Stadt Bern und Saanen / Gstaad, in denen man Tendenzen einer Immobilienblase sieht. Wir können das steuern, indem Sie heute diese Motion überweisen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP-Fraktion möchte nicht für Spanien oder die USA Politik betreiben, auch wenn das für uns sicherlich sehr spannend wäre und wir hier hervorragende Lösungen präsentieren könnten, sondern sich auf den Kanton Bern konzentrieren. Der Vorstoss, der uns vorliegt, soll hauptsächlich – das steht zumindest im Titel – eine allfällige Immobilienblase im Kanton Bern verhindern. Das ist ein sehr gutes Ansinnen. Die BDP-Fraktion ist auch der Meinung, dass die Immobilienblase im Kanton Bern längerfristig Schaden anrichten könnte und wir möchten selbstverständlich, sofern wir eine hätten oder sich eine solche abzeichnen würde, mithelfen, die geeigneten Instrumente vorzulegen, um das zu verhindern. Die BDP-Fraktion verschliesst sich schlussendlich nicht, solche unrühmlichen Auswirkungen des Immobilienmarktes zu bekämpfen. Die Frage stellt sich lediglich, ob wir im Kanton Bern unterdessen tatsächlich soweit sind. Diesbezüglich konnten wir vergangene Woche, am 20. März, im «Bund» verschiedene Aussagen von Experten lesen. Unter anderem von einem Immobilienexperten der Universität Bern, der sich zitieren lässt: «Im Kanton Bern sind wir weit weg von einer Immobilienüberhitzung beziehungsweise gar Blase.» Ich glaube, wenn ein Experte der Universität Bern das sagt, dann muss irgendwo eine Spur Wahrheit daran sein. Die Credit Suisse lässt sich auch zitieren: «Im Kanton Bern und auch in der Wirtschaftsregion der Stadt Bern könne nicht von einer Überbewertung des Immobilienmarktes gesprochen werden.» Das im Gegensatz zu den Gebieten rund um den Genfer- und Zürichsee. Offensichtlich aber nicht im Kanton Bern. Deshalb stellt sich die Frage, was wir mit diesem Vorstoss erreichen wollen.

Ich kann Ihnen geschätzte Kolleginnen und Kollegen der SP-JUSO-PSA-Fraktion auch versichern, dass wir im Emmental keine Anzeichen einer Immobilienblase haben – im Gegenteil. Mit anderen Worten, es ist jetzt wahrscheinlich nicht gerade das richtige Instrument, über das gesamte Kantonsgebiet die Grundstückgewinnsteuer zu erhöhen. Wenn man etwas machen möchte, vorsorglich, prophylaktisch und gegen allfällige leichte Überhitzungen die sich gemäss dem Bundbericht in der Region der Stadt Bern, in Saanen und in Grindelwald abzeichnen, dann müsste der Vorstoss dahin gehen, dass sämtliche Immobiliengrundstückgewinnverfahren für die Stadt Bern, Saanen und Grindelwald einer speziell höheren Steuer unterliegen, wenn man diesem Ansinnen der SP-JUSO-PSA-Fraktion folgen möchte. Das wiederum ist dem Vorstoss nicht zu entnehmen. Ich nehme es vorweg: Es macht höchstwahrscheinlich keinen Sinn die Steuern grundsätzlich über den ganzen Kanton zu erhöhen. Und somit sind wir auch schon beim Kerngehalt des Vorstosses. Wenn wir genau hinschauen was hier verlangt wird, dann geht es eigentlich nicht um die Einschränkung oder die Eindämmung einer allfälligen Immobilienblase. Vielmehr geht es darum, dass man unter einem «Deckmänteli» einer sich abzeichnenden Immobilienblase eine Steuererhöhungsvorlage einreichen möchte. Eine Steuererhöhungsvorlage für alle die, welche bereits jetzt durch die Steuern recht hoch belastet sind, nämlich die Grundeigentümer. Wenn man den Vorstoss noch etwas genauer anschaut, dann stellt man ebenfalls fest, dass nicht alle von dieser Steuererhöhung betroffen sein sollen. In der Begründung steht nämlich, dass für einen Grundeigentümer mit einem normalen Einkommen und einem bescheidenen Vermögen die Steuern nicht erhöht werden sollen. Die Frage stellt sich jetzt natürlich was ein normales Einkommen oder bescheidenes Vermögen ist. Das kommt auch immer ein wenig auf die Definition an. Sie sehen also, dieser Vorstoss ist in sich selbst unstimmig und schlussendlich auch nicht umsetzbar.

Man kann den Vorstoss auch nicht innerhalb des heutigen Grundstückgewinnsteuerverfahrens umsetzen, das eben nicht nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit, sondern lediglich nach dem Grundstückgewinn geht, der in einem Verkauf vorliegt. Roland Näf hat richtig gesagt: Wir haben mit dem heutigen Steuergesetz bereits sehr griffige Instrumente, um eine Spekulation höher zu besteuern. Die Steuererhöhung in den ersten fünf Jahren, wenn man das Eigentum innerhalb von fünf Jahren wieder verkauft, ist markant. Ich habe ihnen ein Beispiel, das ich kurz durchgerechnet habe: Die Ausgangslage ist der Kauf eines Ferienhäuschens in Lauterbrunnen für 700 000 Franken. Der Käufer ist römisch-katholischer Provenienz. Nach knapp einem Jahr verkauft er das Haus für 800 000 Franken. Das gibt eine Gesamtsteuerbelastung an Grundstückgewinnsteuern von 55 600 Franken. Also gehen von diesen 100 000 Franken schon einmal 55 600 Franken weg. Bei dem ganzen Handel hält der Kanton nochmals die hohle Hand auf und verlangt vom Käufer noch eine Abänderungssteuer von 14 400 Franken. Der Kanton zieht also Total 70 000 Franken ein. Das geschieht nach heutigem Grundstückgewinnsteuerrecht. Kolleginnen und Kollegen, die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass unser Grundstückgewinnsteuerrecht in Ordnung ist, so wie es momentan ist und dass die Spekulationsabzüge, die wir im

Steuergesetz haben, bei weitem genügen. Demnach lehnt sie eine solche Steuererhöhung unter dem Deckmantel der Verhinderung einer Immobilienblase ab. Die BDP-Fraktion verweigert sich nicht prinzipiell, im Notfall allfällige kleinere Korrekturen in unserem Steuergesetz zu machen. In diesem Fall aber funktioniert das Grundstückgewinnsteuerverfahren und wir bitten Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Ruedi Sutter, Grosshöchstetten (PLR). Der Motionär möchte mit seinem Vorstoss die Bildung einer Immobilienblase verhindern. Das soll durch die Erhöhung einer Grundstückgewinnsteuer erfolgen. Die FDP-Fraktion erachtet dieses Vorhaben als falsch. Wir sind nicht in Spanien oder in den USA, sondern in der Schweiz, im Kanton Bern. Vorab kann nach Einschätzung von Fachkreisen in der Schweiz und insbesondere im Kanton Bern nicht von einer Immobilienblase gesprochen werden. Es ist zwar eine Tatsache, dass die durchschnittliche Preisentwicklung im Schweizer Immobilienmarkt in den vergangenen zehn Jahren deutlich über der Preisentwicklung der Konsumentengüter des täglichen Bedarfs lag. Diese Entwicklung können wir aber auch bei anderen Sachwerten, zum Beispiel bei Edelmetall, beobachten. Die expansive Geldpolitik der Notenbank und die Schuldenwirtschaft vieler Staaten rund um den Globus haben zu einem Vertrauensverlust der Anleger in Nominalwerten und zu einer Flucht in Sachwerte geführt. Was wir im Moment erleben ist eine so genannte Asset-Inflation: eine Inflation der Sachwerte. Die Anleger und Sparer schichten ihr Gespartes in Sachwerte, um sich zumindest teilweise gegen die zu erwartende Inflation aus Folge dieser Geldschwemme der Notenbanken, zu schützen. Die aus diesen Gründen erhöhte Nachfrage ist auch ein Grund für die schleichende Höherbewertung der Immobilien.
Ein zweiter und weiterer Grund ist rein mathematischer Natur. Wenn die Zinssätze wegen dieser Notenbankmenge gegen null tendieren, so sinken auch die Zinssätze und Kapitalisierungssätze der Anlagen. Und wenn die Kapitalisierungssätze der Anlagen sinken, dann steigt der Wert der Anlageobjekte. Das sind kommunizierende Gefässe. Ein Beispiel: Wenn sich jemand leisten kann bei einem Zinssatz von fünf Prozent 100 Franken zu verzinsen, so kann er bei einem Zinssatz von 2.5 Prozent mit dem gleichen Zinsaufwand 200 Franken verzinsen. Entsprechend hat er auch mehr Spielraum, für ein Objekt Geld auszugeben. Wir sehen diesen Mechanismus der kommunizierenden Röhre beispielsweise bei Rekursen von bestehenden Obligationenanleihen mit hohen Zinssätzen, die in den letzten Jahren deutlich anstiegen; ähnlich wie eben die Liegenschaftspreise. Sobald die Zinsen aber wenden und sprunghaft ansteigen, sackt im Gegenzug der Wert von Obligationen, aber auch von Rendite-Liegenschaften wieder ab. Es ist also absehbar, dass wir in nicht allzu ferner Zukunft tatsächlich wieder einmal einen deutlichen Rückgang der Preise sehen werden, bei Obligationen und eben auch bei gewissen Immobilien. Das ist aber keine Katastrophe, sondern ein ganz normaler Bewertungsvorgang, den man bei allen Märkten beobachten kann. Vom Verhältnis, wie dies in den USA bis in das Jahr 2008 oder in Spanien bis in das Jahr 2010 beobachtet werden konnte, sind wir in der Schweiz weit entfernt. Als jung gelernter Banker habe ich zusammen mit vielen anderen aktiven Mitarbeitenden der Schweizer Banken den Boom auf den Liegenschaftsmarkt in der Schweiz Ende der 80er-, Anfang der 90er-Jahre miterlebt. Wir und unsere Arbeitgeber haben die Lektion gelernt. Ich kann Ihnen versichern, dass das Hypothekengeschäft heute wesentlich zurückhaltender betrieben wird als noch vor 25 Jahren.
Ich komme zurück zur Preisentwicklung: Wie dargelegt, liegen die Ursachen für die Preissteigerungen, die wir seit vielen Jahren beobachten können, in der staatlichen Geldpolitik. Wenn nun der gleiche Staat die Folgen seines Handelns mit einer Steuererhöhung bekämpfen soll, dann ist das etwa dasselbe, wie wenn man den Teufel mit dem Beelzebub austreiben möchte. Ich komme zum Schluss: Die FDP-Fraktion lehnt die Motion nicht nur deshalb ab, weil sie generell gegen eine Steuererhöhung ist, sondern weil die vorgeschlagene Massnahme ungerecht ist, da sie den Wohnraum zusätzlich verteuert und preistreibend wirkt. Sie würde also genau das Gegenteil von dem bewirken, was die Motion eigentlich anstrebt, weil letztendlich der Sparer bestraft wird, der seine Ersparnisse vor den negativen Folgen der staatlichen Budgets und der Geldpolitik schützen will. Ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Wie auch die Vorredner bereits sagten, hat der «Bund»-Artikel von letzter Woche eigentlich gut klargestellt, dass wir von einer Überhitzung des Immobilienmarktes weit entfernt sind. Auch Abklärungen bei betroffenen Betrieben bestätigen das. Dennoch sind wir der Meinung, dass der vorausschauende und vorausplanende Charakter dieser Motion – im Sinne von handeln, bevor die Hütte zusammengefallen ist – zu würdigen ist. Gerade in Zeiten der so genannten Moralisierung des Marktes erhält die Grundidee dieses Vorstosses tatsächlich etwas Zukunftweisendes. Wir sind also bereit, diesen Vorstoss als Stossrichtung, als Denkanstoss und im Sinne der Regierungsratsantwort zu unterstützen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Die EVP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss als Postulat. Wir sind froh, dass wir im Immobilienmarkt keine Zustände wie in Amerika und anderen Ländern haben. Allerdings lesen wir aus der Antwort der Regierung, dass es auch im Kanton Bern in einzelnen Gemeinden eine Tendenz zur Überhitzung gibt. Wir haben auch zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat neue Vorschriften bezüglich des Eigenkapitals bei den Banken bei der Hypothekenvergabe erlassen hat. Nachdem der Bundesrat schon im Jahre 2011 Vorschriften für die Eigenmittel ins Auge gefasst, aber damals zu Gunsten einer Selbstregulierung der Banken darauf verzichtet hat, hat die Nationalbank im vergangenen Jahr mehrmals vor einer Überhitzung des Immobilienmarktes gewarnt. Kürzlich hat der Bundesrat ja mit einer Übergangsfrist bis September beschlossen, dass die Banken bei den Hypotheken 1 Prozent mehr Kapital hinterlegen müssen. Für die EVP-Fraktion reicht das als Anzeichen, um diesen Vorstoss – wie auch schon die vorangegangenen Vorstösse – im Rahmen der Steuerstrategie in der Gesamtschau anzuschauen. Wir haben noch eine Frage an die Finanzdirektorin: In der Antwort kann man lesen, dass der Kanton Bern eine systematische Marktanalyse macht. Es würde uns interessieren, wie das geschieht.

Emil von Allmen, Gimmelwald (PS). Die entscheidende Frage ist, ob wir überhaupt auf eine Immobilienblase zusteuern. Gemäss der Antwort des Regierungsrats ist er sich dessen keineswegs sicher und auch verschiedene Redner erklärten, dass sich die Experten dessen auch nicht sicher sind. Ich führe eine unverdächtige Firma an, die ich zitieren möchte. Es sind die Finanzspezialisten der UBS, die aufzeigen, dass die

Schweiz tatsächlich auf eine Immobilienblase zusteuert. Gemäss der UBS sind wir noch nicht drin, aber im Risikobereich. Und jeder interessierte Normalbürger kann selbst feststellen, dass die Liegenschaftspreise und Mietpreise in verschiedenen Regionen stark gestiegen sind und weiter steigen. Das ist an sich auch eine logische Folge, wenn die Nachfrage gross ist und die Zinsen so tief sind. Diese Situation zieht die Spekulanten an. Man darf die Tourismusregion im Kanton Bern nicht vergessen, in der als Folge der Zweitwohnungsinitiative die Nachfrage nach Zweitwohnungen auch steigen wird. Auch logisch ist, dass dann irgendwann die Zinsen steigen und dadurch viele Hausbesitzer in Schwierigkeiten kommen werden. Es drohen Ihnen nicht nur höhere Zinsen; wenn auch noch die Liegenschaftspreise sinken, wird bei vielen hochverschuldeten Objekten die Deckung nicht mehr reichen und die Banken werden dann eine Reduzierung der Hypotheken verlangen, oder sie werden die Zinsen erhöhen. Viele Hausbesitzer werden das nicht verkraften können und werden dann im ungünstigsten Moment gezwungen sein, ihr Haus zu verkaufen und damit ihren Verlust an der Liegenschaft realisieren. Ihr Eigenkapital ist dann weg.
Für die Entstehung einer Immobilienblase sind bekanntlich zwei Faktoren mitbeteiligt: Einerseits die Kreditvergabe. Wenn die Banken Kredite zu sehr tiefen Preisen abgeben, dann geraten auch viele Leute in Versuchung sich finanziell zu übernehmen. Anderseits ist auch die Steuerpolitik massgebend. Wenn die Besteuerung die Spekulation interessant macht, so können die Spekulanten die Preise weiter in die Höhe treiben und von dieser Situation profitieren. Die Motion setzt hier bei der Steuerpolitik an. Mit der Grundstückgewinnsteuer, vor allem mit der Regelung bezüglich der Besitzesdauer, kann die Spekulation gebremst werden. Und das hat dann mit einer Steuererhöhung nichts zu tun. Der zweite Teil der Motion, zumindest Ziffer 2, hat wirklich nur auf die Spekulation einen Einfluss. Es ist wichtig, dass die kurzzeitige Besitzesdauer uninteressant wird. Die Motion möchte, dass die Grundstückbesteuerung im Steuergesetz entsprechend verschärft wird. Die Ansätze sind bereits enthalten. Es geht nicht darum, den normalen Hausbesitzer zusätzlich zu belasten, sondern die Spekulation zu unterbinden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion oder bei allfälliger Umwandlung auch ein Postulat.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). «Gouverner c'est prévoir» heisst es. Es geht darum, eine Immobilienblase zu verhindern. Wenn ich das aus Sicht eines Elektroingenieurs erklären darf: Wir haben hier ein schwingfähiges Gebilde, das überborden kann. In diesem Fall ist klar, was man machen muss. Es muss ein Rückkopplungszweig mit einem Dämpfungsglied eingebaut werden, damit das System nicht schwingen und so ausser Kontrolle geraten kann. Und dass es ausser Kontrolle geraten kann, konnten wir im Ausland beobachten. So etwas kann uns auch passieren und damit das eben nicht passiert, müssen wir im System ein Dämpfungsglied einbauen. Wie das genau aussieht, kann sich unsere Finanzdirektorin überlegen. Grundsätzlich sehen wir, dass etwas vorher gemacht werden sollte. Wenn nämlich ein Dämpfungsglied nachträglich eingebaut werden muss, ist es schon zu spät. Deshalb stimmt die grüne Fraktion der Motion zu und würde auch ein Postulat unterstützen.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). Je le dis d'entrée, le groupe UDC rejettera cette motion, également sous forme de postulat. La motion est composée de deux points. Le chiffre 1 propose une augmentation d'impôt – vous pensez bien que l'UDC ne peut pas soutenir une telle proposition. Je crois que les messages que nous avons reçus, non seulement du Grand Conseil depuis plusieurs années, mais aussi de la population, qui a soutenu les différentes propositions de baisses d'impôt qui ont été décidées dans ce cénacle, nous incitent à être extrêmement prudents, voire même à refuser par principe toute possibilité d'augmenter un impôt, quel qu'il soit. Le chiffre 2 propose de combattre la spéculation par une augmentation de la charge, pour que nous puissions augmenter la charge fiscale afin que la spéculation soit réduite. Comme l'a bien expliqué tout à l'heure mon excellent collègue Leuenberger, notaire de son état, par rapport aux charges qui pèsent en cas de vente d'un bien immobilier dans un délai relativement court, nous avons des augmentations d'impôt importantes lorsque qu'un bien immobilier est vendu après une durée de possession de moins de cinq ans, sauf erreur. Ces instruments sont extrêmement concrets, extrêmement bien ancrés dans la législation depuis de nombreuses années, et il n'y a pas de besoin ici de les rendre performants pour combattre une soi-disant bulle spéculative. Bulle spéculative qui dans le canton de Berne est, si tant est qu'elle existe, extrêmement limitée: nous parlons ici de peut-être quelques communes isolées dans des contextes bien particuliers. Nous sommes dans le canton bien loin du contexte, par exemple, de l'Arc lémanique, qui a connu une certaine surchauffe, mais qui est aussi en train de procéder à une forme d'atterrissage en douceur actuellement. Pour toutes ces raisons, nous n'allons pas soutenir cette intervention.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Vielen Dank für die spannende Diskussion. Ich habe mich besonders über die Beispiele des Sprechers der BDP-Fraktion gefreut. Seine Rechnungen waren äusserst spannend. Er hat auch von einer hohlen Hand gesprochen und sich um die Leute, die dort mit den Immobilien handeln, gesorgt. Nun sind in der Rechnung aber die Notariatsgebühren untergegangen. Zudem wurde über die Blase diskutiert. Wann gibt es eine Blase? Die Wirtschaftswissenschaften sagen, dass man eine Immobilienblase als solche eigentlich erst erkennen kann, wenn sie bereits vorbei ist. Vorher sieht man sie nie. Vorhin haben wir vom Sprecher der FDP-Fraktion gehört, dass es Faktoren gibt, beispielsweise die Zinssätze oder die Konjunkturbeurteilung, die es so ausserordentlich schwierig machen, im Voraus zu sagen, ob eine Blase vorhanden ist und ob sie eventuell noch platzen wird. Das ist praktisch nicht möglich. Das Beispiel des Emmentals ist mir aufgestossen. Es ist einfach so – das ist klar –, dass wenn ein Markt nicht vorhanden ist, dort sicher auch keine Blase entstehen kann und es auch keine Spekulation gibt. In Situationen in denen es keine Preissteigerungen gibt, gibt es logischerweise auch keine Spekulationsmöglichkeiten. Zum Schluss noch: Der Wunsch glp- und EVP-Fraktion sei mir Befehl. Ich wandle die Motion in ein Postulat um und hoffe entsprechend um eine breite Unterstützung.

La présidente. Der Motionär hat den Vorstoss in ein Postulat umgewandelt.

Beatrice Simon, directrice des finances. Jetzt haben wir ja keine Differenz mehr, denn wir haben von Seiten der Regierung beantragt, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen. Deshalb werde ich gar nicht zu viele Worte verlieren, au-

sser vielleicht noch die Frage betreffend die Marktanalyse durch die Steuerverwaltung zu beantworten. Es ist also nicht so, dass wir einem beliebig teuren Büro einen Auftrag erteilen, sondern die entsprechenden Personen in der Steuerverwaltung machen Beobachtungen und Auswertungen von den effektiv getätigten Liegenschaftsverkäufen. Anhand der erhobenen Zahlen, der Tendenzen, die unter Umständen erkannt werden können und Dank der jahrelangen Erfahrung – das macht man nämlich schon etliche Jahre –, können eben allenfalls Tendenzen erkannt und entsprechende Empfehlungen abgegeben werden. Wie gesagt, wir haben keine Differenz. Das Postulat ist das, was die Regierung auch gerne hätte. Wir werden das im Rahmen der Steuerstrategie genauer beleuchten und schauen, welche Veränderungen wir vornehmen können.

Vote

Décision du Grand Conseil :
Rejet

Oui	62
Non	84
Abstentions	0

La présidente. Der Grosse Rat hat das Postulat abgelehnt.

Affaire 2012.1168

Numéro de l'intervention:	193-2012
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	05.09.2012
Déposée par:	Lüthi (Berthoud, PS) (porte-parole) Häsler (Burglauenen, Les Verts)
Cosignataires:	30
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	163/2013
Direction:	FIN

Coordonner le barème de l'impôt et les prestations liées aux besoins

Pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, le Conseil-exécutif est chargé :

de clarifier l'impact de la progression fiscale sur les revenus les plus bas ;

de proposer une adaptation du barème de l'impôt permettant d'éviter les effets pervers et les effets de seuil indésirables en rapport avec les prestations prévues par la loi en cas de besoin, notamment les prestations complémentaires à l'AVS/AI et l'aide sociale.

Développement

Les impôts constituent on le sait une très lourde charge pour les personnes touchant les prestations complémentaires (PC) et les autres catégories de population à bas revenus. Si la progression de l'impôt s'applique dès le bas du tableau, les personnes qui perdent le droit aux PC ou qui se trouvent juste à la limite peuvent selon les circonstances se retrouver avec moins de ressources disponibles que les bénéficiaires de PC. La situation est similaire dans le cas des bénéficiaires de l'aide sociale : les personnes exerçant une activité lucrative et gagnant un revenu modeste peuvent dans certains cas avoir moins d'argent que les personnes disposant des mêmes ressources, mais versées par l'aide sociale.

La perte des PC ou de l'aide sociale a pour effet que non seulement le revenu gagné devient imposable, mais aussi que les prestations de transfert calculées sur la base du revenu imposable (réduction des primes d'assurance-maladie, tarif préférentiel dans les crèches, etc.) sont également supprimées.

Ces effets de seuil créent des incitations malvenues en rapport avec les prestations qu'il est possible de solliciter en cas de besoin. Ils se traduisent également par une augmentation des demandes de remise d'impôts et par un surcroît de travail pour l'administration qui doit clarifier les demandes de prestations.

Il faut donc modifier la législation pour garantir l'égalité de traitement de tous les contribuables à bas revenus.

Lors de l'heure des questions de la session de juin 2012, la directrice des finances a déclaré, en réponse à la question 17, que le Conseil-exécutif pensait lui aussi que l'égalité de traitement fiscal des bénéficiaires de PC n'est pas garantie. Mais elle a également rappelé qu'en février 2009, le canton de Berne a déposé une initiative cantonale intitulée « Imposition des prestations de l'aide sociale » (AGC du 20.1.2009) et demandant que les prestations de l'aide sociale ainsi que les autres aides soient intégrées dans le calcul du revenu imposable et qu'en contrepartie, le minimum vital soit exonéré d'impôt.

L'initiative cantonale a été traitée par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE) qui a alors déposé une motion intitulée « Imposition des prestations d'aide sociale et allègement fiscal pour le minimum vital ». Dans son avis du 12 mai 2010, le Conseil fédéral a proposé l'adoption de la motion, tout en précisant qu'en ce qui concerne l'impôt fédéral direct, « l'exonération du minimum vital est assurée de fait par l'aménagement du barème et des déductions ». Pour ce qui est de la situation dans les cantons, le Conseil fédéral ajoute « qu'ils sont tenus de ne pas imposer le minimum vital en vertu du principe constitutionnel de l'imposition selon la capacité économique », mais que la Confédération n'a « pas la compétence de prescrire aux cantons la manière dont ils doivent exonérer fiscalement le minimum vital ». Le Conseil national et le Conseil des Etats ont adopté la motion.

La balle est donc dans le camp du canton s'agissant de l'exonération du minimum vital.

Réponse du Conseil-exécutif

Les motionnaires font référence aux travaux en cours à l'échelon fédéral, qui ont été engagés à la suite de l'initiative cantonale « Imposition des prestations d'aide sociale » déposée par le Grand Conseil du canton de Berne (arrêté du Grand Conseil du 20 janvier 2009). Cette initiative demande que les prestations d'aide sociale, tout comme n'importe quelle autre prestation versée sous conditions de revenu, soient assujetties à l'impôt sur le revenu, et qu'en contrepartie, l'imposition soit aménagée de sorte à garantir un minimum vital. Voici en substance les arguments sur lesquels le Conseil-exécutif avait appuyé cette initiative :

Le canton de Berne envisage de mettre en œuvre l'exonération fiscale partielle du minimum vital en augmentant les déductions sociales à l'occasion de la révision de sa loi sur les impôts (révision fiscale 2011 en cours au moment du dépôt de l'initiative cantonale). La fiscalisation des aides publiques (en particulier des prestations d'aide sociale) mettra les bénéficiaires de l'aide sociale et les personnes exerçant un emploi sur un pied d'égalité face à l'impôt. Le minimum vital qui doit être garanti

après imposition sera ainsi objectivement plus juste et aménagé de la même manière pour ces deux catégories de personnes.
Cette argumentation montre que garantir le minimum vital au moment de la taxation n'a de sens que si les différentes catégories de revenu sont toutes prises en compte de la même manière dans la base d'imposition. Or, cela ne sera possible que lorsque le droit fédéral aura été modifié.
D'ici-là, le minimum vital doit être garanti par d'autres biais que celui de la législation fiscale:
Sous le régime juridique actuel, le minimum vital est garanti par le droit des poursuites. Le droit des poursuites garantit que le minimum vital (défini en droit des poursuites) est pris en compte en cas d'exécution par voie de poursuite. Cela signifie que le recouvrement des créances fiscales qui entament ce minimum vital ne peut pas être obtenu par voie de poursuite.
La remise d'impôt permet même d'éviter la mise en recouvrement de créances fiscales lorsqu'il s'agit de garantir le minimum vital. Le minimum vital défini en droit des poursuites est en effet un critère de remise d'impôt.
Avant que le minimum vital puisse être garanti dès la taxation fiscale, il est nécessaire, comme indiqué ci-dessus, que la base d'imposition englobe l'ensemble des revenus. Pour cela, le législateur fédéral doit modifier en conséquence la loi sur l'impôt fédéral direct et la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, car les cantons n'ont actuellement pas le pouvoir de fiscaliser les prestations d'aide sociale. Toute modification des barèmes d'imposition et des déductions n'a donc aucun sens pour l'instant. Compte tenu de ces arguments, la motion doit donc être rejetée.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Wir suchen krampfhaft nach einer Lösung, wie man die Ungerechtigkeit der Steuerpflicht von Bezügern von Ergänzungsleistungen der AHV/IV (EL) und der Sozialhilfe beseitigen kann. Die EL-Bezüger und Sozialhilfe-Bezüger sind grundsätzlich steuerpflichtig. Zwar nicht auf den EL- oder Sozialhilfe-Beiträgen, diese sind steuerfrei, aber auf den weiteren Einkommen wie AHV/IV-Renten, Pensionskassen-Renten und Erwerbseinkommen. Das hat zur Folge, dass je nachdem wie hoch die Rente oder die allfälligen Erwerbseinkommen im Einzelfall sind, der Steuerbetrag sehr unterschiedlich ausfällt. Die Steuern werden aber bei der Berechnung des Anspruchs auf Ergänzungsleistung nicht berücksichtigt. Die unterschiedlichen Steuerbeträge, welche die Bezügerinnen und Bezüger der Ergänzungsleistungen zahlen müssen, fallen also stark ins Gewicht. Kurz gesagt: Je höher die Rente oder das Erwerbseinkommen ist, desto weniger hoch ist logischerweise der EL- oder der Sozialhilfe-Beitrag. Anderseits wird die Steuerbelastung grösser und damit der Nettobetrag im Portemonnaie kleiner, je mehr man arbeitet. Ich gehe davon aus, dass dieser Schwelleneffekt, dieser negative Anreiz zur Erwerbsarbeit niemandem von Ihnen gefällt. Deshalb hat der Kanton Bern 2009 auch die Standesinitiative, «Besteuerung von Sozialhilfeleistungen», eingereicht. Diese verlangt, dass Sozialhilfeleistungen, aber auch übrige bedarfsabhängige Einkommen in die Berechnung des steuerpflichtigen Einkommens einbezogen werden und im Gegenzug das Existenzminimum steuerbefreit wird. Der Regierungsrat verweist in seiner Antwort auf diese Standesinitiative und möchte die verlangte Änderung des Bundesrechts abwarten. Er verschweigt aber oder hat nicht zur Kenntnis genommen, dass momentan die Standesinitiative auf Bundesebene sistiert ist. Die erstberatende Kommission hat nämlich auf Grund unserer Standesinitiative eine eigene Kommissionsmotion erarbeitet und die Standesinitiative sistiert. Die Kommissionsmotion wurde aber anschliessend in einen Prüfungsauftrag, also in ein Postulat, umgewandelt und seit der zweiten Beratung im Ständerat, das war im März 2011, ist nichts mehr passiert. Der Bund betont aber, dass die Befreiung des Existenzminimums bei der direkten Bundessteuer durch die Tarifgestaltung und die Abzüge faktisch erfüllt ist. Die Kantone müssen hingegen selbst dafür sorgen, dass bei der Kantonssteuer das Existenzminimum nicht besteuert wird. Der Bund hat keine Kompetenz den Kantonen vorzuschreiben, wie sie das machen sollen. Meiner Meinung nach liegt also ein Teil der Verantwortung beim Kanton und es besteht anscheinend auch Handlungsspielraum. Und beim Bund wird geprüft.
Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass man in der Zwischenzeit, eben solange der Bund noch prüft – und das wird vermutlich noch sehr lange dauern –, das Existenzminimum über das Betreibungsrecht oder über das Instrument des Steuererlasses befreien muss. Dazu gibt es zwei Punkte zu sagen. Erstens: Es kann doch nicht sein, dass man in Kauf nimmt, dass EL-Bezüger und Sozialhilfe-Bezüger Schulden machen müssen, die dann auf einem Betreibungsregisterauszug ersichtlich sind und möglicherweise die Chance auf eine neue Wohnung oder einen neuen Job massiv reduzieren. Klar ist, dass das rechtliche Existenzminimum vor einer Pfändung geschützt ist, aber die Folge ist dann eine Schuldenspirale mit allen negativen Konsequenzen. Zweitens: Die Steuererlasspraxis im Kanton Bern ist leider sehr unterschiedlich. Das bestätigen Organisationen wie Pro Senectute, Pro Infirmis und auch die Sozialdienste. Je nach Behörde kommt es zu einem Erlass, zu einem teilweisen Erlass oder zu einer Ablehnung des Gesuches. Ausserdem werden Steuern nie erlassen, wenn noch andere Schulden vorhanden sind. Der Kanton verzichtet nicht auf seine Forderung zugunsten von anderen Gläubigern. Und wenn jemand seine Steuererklärung nicht ausgefüllt hat und eingeschätzt wird, was bei EL-Bezügern und Sozialhilfe-Bezügern von Zeit zu Zeit vorkommt, gibt es auch keinen Steuererlass. Damit beisst sich dieser Vorschlag des Regierungsrats in den Schwanz. Aus den Vorgesprächen mit den Fraktionen ist uns bewusst geworden, dass die Motion trotz guter Argumente und offensichtlichem Handlungsspielraum einen schweren Stand hat. Aber vielleicht konnte ich Sie wenigstens teilweise überzeugen und verlange deshalb eine punktweise Abstimmung.

La présidente. Die Motionärin verlangt eine punktweise Abstimmung.

Christine Häsler, Burglauenen (Les Verts). Wir gehen davon aus, dass die Bevölkerung hier im Grossen Rat durch unsere Vielfalt gleichmässig vertreten ist. Wir haben Lehrerinnen und Lehrer, Notarinnen und Notare, Leute aus der Landwirtschaft, Juristinnen und Juristen, Gewerkschafterinnen und Gewerkschafter und so weiter. Die Bevölkerung ist auch gut durch verschiedene Alterssegmente vertreten. Wir haben ältere, jüngere und viele mittelalterliche Frauen und Männer hier im Parlament. Aber etwas haben wir wahrscheinlich nicht: Diese 10 Prozent von Menschen im Kanton Bern, die in Armut leben. Diese sind hier wahrscheinlich schlecht vertreten. Umso

grösser ist unsere Verantwortung, an die zu denken, die mit den tiefen und tiefsten Einkommen auskommen müssen. Unter diesen 10 Prozent sind auch Kinder. Wie sich Armut auf die Kindheit, den Bildungsweg und die Jugend auswirkt, wissen wir nur teilweise. Wir wissen aber auf jeden Fall, dass für diese Kinder vieles schwieriger ist und sie auf sehr vieles verzichten müssen, manchmal auch auf die richtige Förderung. Um uns diesem Thema bewusst zu werden, habe ich mir erlaubt, einige Zahlen, die wir eigentlich kennen, herauszusuchen: Beispielsweise beträgt eine Minimalrente bei der AHV 1170 Franken. Das muss man sich einmal auf der Zunge zergehen lassen. Oder die Maximalrente für 100 Prozent Invalidität beträgt 2300 Franken. Das ist sehr wenig und das sind prekäre Verhältnisse. Und jemand der eine Hilflosenentschädigung braucht, weil er schweren Grades behindert ist, Hilfe und Pflege braucht und zu Hause, also nicht im Heim ist, hat 1872 Franken zugute. Das sind Beträge, die uns betroffen machen. Es handelt sich um 40 000 Haushalte, davon 75 000 Personen, denen es wesentlich weniger gut geht als dem Durchschnitt im Kanton Bern und die von diesem Problem betroffen sind. Logisch, dass sie bei solchen Beträgen und Zahlen definitiv in Schwierigkeiten kommen und die Steuern schlicht und einfach nicht bezahlen können. Und wir wissen und haben es vorhin nochmals von der Motionärin gehört, dass das mit dem Steuererlass immer eine sehr langwierige Geschichte ist. Wir können heute aber beweisen, dass auch diese 10 Prozent der Bevölkerung des Kantons Bern hier eine Lobby haben und mindestens Ziffer 1 der Motion überweisen, damit die konkreten Auswirkungen der Steuerprogression auf die tiefsten Einkommen überprüft werden können. In Ziffer 2 geht es darum, Massnahmen zu ergreifen. Die bürgerliche Seite hat deutlich gesagt, dass sie das nicht will. Ich bin davon überzeugt, dass sie sich das irgendwann noch gut überlegen wird. Vielen Dank für die Aufmerksamkeit.

Jean-Michel Blanchard, Malleray (UDC). Notre groupe a examiné la motion Lüthi-Häsler demandant au gouvernement de coordonner le barème de l'impôt et les prestations liées aux besoins. Comme le souligne le Conseil-exécutif, il est nécessaire pour ce faire de modifier la législation pour garantir l'égalité de traitement de tous les contribuables à bas revenu. Cette modification est de la compétence de la Confédération, qui doit intervenir au niveau de la loi sur l'impôt fédéral direct, car les cantons n'ont actuellement pas le pouvoir de fiscaliser les prestations d'aide sociale. Compte tenu de ces arguments, et comme le souligne d'ailleurs le gouvernement, cette motion doit être rejetée, ce que fera notre groupe.

Hans Rudolf Feller, Steffisbourg (PLR). Im Namen der FDP-Fraktion empfehle ich Ihnen diesen Vorstoss in beiden Ziffern abzulehnen. Ich beginne nun trotzdem bei Ziffer 2. Christine Häsler sagte, dass diese Ziffer einmal angegangen werden muss. Damit sind wir einverstanden. Es ist störend, dass Leute die irgendeine Leistung erhalten und plötzlich noch etwas dazu verdienen können, anschliessend weniger im Portemonnaie haben als vorher. Aber es geht nicht unbedingt um das Existenzminimum und um die ganz tiefen Einkommen, sondern eben um diesen störenden Effekt. Der Regierungsrat erklärt gut, was es für Voraussetzungen braucht. Er schreibt aber nirgends, dass es erst zu einer Betreibung kommen muss. In der Regel funktioniert der Steuererlass. Es kommt dann auch noch etwas auf das Geschick des Steuerverwalters der Gemeinde an, ob er schnell die Situation erkennt und der Person in dieser Beziehung etwas helfen kann. Aber Sie konnten lesen, dass das Problem erst angegangen werden kann, wenn alle Einkünfte in der Steuerbemessung erfasst werden, also auch die Sozialleistungen. Das heisst mit anderen Worten, dass Ziffer 2 nicht jetzt angegangen werden kann und auch Ziffer 1 obsolet ist. Es nützt nichts, auszurechnen, wenn man dann keine Massnahmen treffen kann. Der Vorstoss ist an sich gut gemeint und auch gerechtfertigt, aber zum falschen Zeitpunkt eingereicht worden.

Sabine Kronenberg, Bienne (pvl). Ich kann in dasselbe Horn blasen wie mein Vorredner und mein Votum von Seiten der glp-CVP-Fraktion kurz halten. Wir lehnen den Vorstoss ab, da dazu bereits eine Standesinitiative in der Pipeline ist und wir eigentlich immer mehr zum Schluss kommen, dass es nicht sein kann, dass hier trotzdem versucht wird, weiter zu intervenieren. Inhaltlich können auch wir uns diesem Anliegen durchaus anschliessen, wir finden nur, dass es erst einmal abzuwarten gilt.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die Arbeit soll sich lohnen und wer eine Leistung erbringen kann, soll das tun oder auch tun müssen. Dass nach Abzug der Steuern und zusätzlich vom Wegfall der Transferleistungen für Erwerbstätige weniger im Portemonnaie bleibt als beim Bezug von Sozialhilfe und Ergänzungsleistungen, ist nicht in Ordnung. Das ist auch für die Wahrnehmung der Eigenverantwortung nicht förderlich. Ich glaube, da sind wir uns weitgehend einig. Ziffer 1 verlangt Abklärungen – und das sind umfangreiche Abklärungen, wenn ich das richtig sehe. Diese Abklärungen sind aufwendig und das braucht Personal. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion mehrheitlich Ziffer 1 ab. Eine Steuerprogression bei tiefen Einkommen ist nicht das Hauptproblem, jedenfalls nicht im Kanton Bern. Schwellen gibt es immer wieder, irgendwo und irgendwie. Solange nicht sämtliche Einkünfte zur Bemessung von Steuern herangezogen werden können, wird es fast keine Gleichbehandlung geben. Dazu muss zuerst, wie wir es gehört haben, das Bundesrecht geändert werden. Die Standesinitiative von 2009 verlangt das auch – das wurde hier bereits erwähnt. Der Spielraum für den Kanton Bern ist also klein. Darum teilt die BDP-Fraktion die Meinung des Regierungsrats trotz Kenntnis des Problems und lehnt die Motion ab.

Luc Mentha, Köniz (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt selbstverständlich diese Motion. Unser Sozialsystem – es wurde bereits gesagt – ist in den Bereichen EL, AHV, IV und Sozialhilfe so ausgestaltet, dass es in Grenzbereichen interessanter ist, keine Arbeit aufzunehmen. Und das darf doch nicht sein, dass kein Interesse daran besteht eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, weil man dann effektiv weniger Mittel zur Verfügung hat, als wenn man nur von der EL oder der Sozialhilfe lebt. Es wurde auf die Standesinitiative beim Bund hingewiesen. Sie ist schon einige Jahre hängig und seit die zuständige Kommission des Nationalrats 2010 entschieden hat, diese Standesinitiative in einen unverbindlichen Prüfungsauftrag umzuwandeln, ist nichts mehr geschehen. Das heisst mit anderen Worten, dass der Bund entschieden hat die Sache auf die lange Bank zu schieben. Und es ist nicht so, wie Grossrätin Kronenberg sagte, dass dieses Anliegen sich in der Pipeline befinden würde. Das Anliegen des Kantons Bern wurde in das Orbit geschossen, schwirrt irgendwo im Bund umher und es passiert überhaupt nichts. So herrscht dieser so genannte

Himmel-Hölle-Effekt weiterhin. Der Himmel besteht darin, dass Personen die EL oder Sozialhilfe beziehen nicht besteuert werden und staatliche Leistungen bekommen, wie beispielsweise den Krippenplatz kostenlos oder günstig und zusätzliche Verbilligungen auf die Krankenkassenprämien. Sobald diese Personen aber dann ein Erwerbseinkommen erzielen, fallen EL und Sozialgelder ganz oder teilweise weg und unter Umständen dann eben auch die Verbilligungen und Vergünstigungen. Das ist dann die so genannte Hölle.
Der Regierungsrat will nichts machen und auf den Bund warten. Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf hat bei der Behandlung unserer Standesinitiative in der eidgenössischen Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates (WAK-S) erklärt, dass es Sache der Kantone sei – meine Damen und Herren – zu bestimmen, auf welche Art und Weise sie das Existenzminimum steuerlich befreien wollen. Es ist also nicht so, dass wir zwingend und in jedem Fall auf den Bundesgesetzgeber warten müssen. Der Bund hat beispielsweise bei der direkten Bundessteuer das Problem gelöst: Die Besteuerung beginnt bei Einzelpersonen erst ab einem steuerbaren Einkommen von 17 800 Franken und bei verheirateten Personen ab 30 800 Franken. Wenn der Bund nicht handelt, kann und muss man auf kantonaler Ebene Lösungen suchen. Das ist die Meinung unserer Fraktion.
Ich gestatte mir den Hinweis auf die «BZ» von gestern: Darin konnten Sie lesen, dass die EL-Ausgaben im Kanton Bern trotz der Sparmassnahmen, welche die Mehrheit des Grossen Rats im Bereich der EL beschlossen hat, steigen. Das hat natürlich verschiedene Ursachen. Eine davon, vielleicht nicht die grösste, ist beispielsweise auch der unsägliche Fehlanreiz im Steuerrecht, der eben die bestraft, die arbeiten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist der Meinung, dass dieser Fehlanreiz angegangen werden muss, wir können nicht ewig auf den Bund warten. Das Anliegen hat insofern auch etwas mit der ASP zu tun, weil auch hundert kleine Massnahmen etwas bringen. Deshalb empfehlen wir Ihnen, diese Motion zu überweisen. Dass die SVP-Fraktion nicht mitmacht bedaure ich sehr. Es wird dann ja noch die Motion von Ueli Studer geben, die im Bereich der Kürzung der Sozialhilfe genau das gleiche Problem anspricht. Auch wenn ich persönlich, lieber Ueli, nicht der Meinung bin, dass man es in der Sozialhilfe lösen kann; man muss es im Steuerrecht lösen. Aber vielleicht kann dann die SVP-Fraktion den Himmel-Hölle-Effekt nochmals diskutieren und sich überlegen, was man machen muss, wenn diese Motion mit vermutlich dem besseren Absender zur Diskussion steht.

La présidente. Die Motionärinnen wünschen nach der Regierungsrätin das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der Regierungsrat soll gemäss dieser Vorlage Anpassungen des Steuertarifs vorschlagen, um die vielbesagten falschen Anreize und unerwünschten Schwelleneffekte bei den Ergänzungs- und Sozialhilfeleistungen zu vermeiden. Die so avisierte Befreiung des Existenzminimums im Rahmen der Steuerveranlagung ist aber erst sinnvoll, wenn sämtliche Einkünfte in diese Bemessungsgrundlagen einbezogen werden können, zum Beispiel eben auch Sozialhilfeleistungen. Das wird aber erst möglich sein, wenn die Standesinitiative die verlangte Änderung des Bundesrechts möglich macht. Nun wurde Diverses im Zusammenhang mit dieser Standesinitiative erzählt und ich möchte Ihnen nun sagen wie es wirklich ist. Ich habe mich informiert: Die eidgenössische Steuerverwaltung ist zurzeit daran, einen Bericht zu erarbeiten, der im Sommer 2013 vorliegen soll. Nun werden Sie denken, dass das noch nichts Spektakuläres ist. Aber gleichzeitig möchte ich Sie darüber informieren – das ist wirklich wichtig und aktuell –, dass letzte Woche eine Sitzung stattfand zwischen den Leuten, welche die Gesetzgebung im Zusammenhang mit diesem Geschäft vorantreiben und meinen Leuten der Steuerverwaltung. Also die Leute der Gesetzgebung der eidgenössischen Steuerverwaltung auf der einen Seite und die Leute der Steuerverwaltung des Kantons Bern auf der anderen Seite hatten letzte Woche eine gemeinsame Sitzung. – Es geschieht also etwas! Es ist nicht so, dass es auf die lange Bank geschoben wurde. Deshalb lehnt der Regierungsrat Ziffer 2 ab. Nun wurde ja eine punktweise Abstimmung verlangt und deshalb werden wir auch noch über Ziffer 1 diskutieren. Aber, liebe Grossrätinnen und Grossräte, es macht keinen Sinn Ziffer 1 zu überweisen. Die Abklärungen wurden sehr ausführlich gemacht und das Problem ist erkannt, deshalb gab es auch die Standesinitiative und die Arbeiten laufen auf Bundesebene. Selbstverständlich können die Motionärinnen die Unterlagen, die seinerzeit erarbeitet wurden, bei mir auch noch verlangen, sodass sie diese auch bekommen. Sie basieren zwar auf den Zahlen des Jahres 2009, aber die Erkenntnis ist heute dieselbe wie damals im Jahre 2009. Es wurde festgehalten, wo das Problem liegt. Es braucht keine neuen Arbeiten, die in Auftrag gegeben werden müssen, Stunden, die aufgewendet werden, um keine neue Erkenntnis zu haben. Deshalb macht Ziffer 1 alleine auch keinen Sinn. Ich bitte Sie, die Motion in beiden Ziffern abzulehnen.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Ich bin über diese Diskussion etwas frustriert. Ich glaubte, wenigstens Ziffer 1 habe eine Chance. Von 2009 bis jetzt sind vier Jahre vergangen. Nun fanden erst einmal Sitzungen statt und im Sommer wird es dann einen Bericht geben. Aber von Massnahmen spricht niemand und bis diese dann umgesetzt sind wird es auch noch ewig dauern. Wie gesagt: Never ending story! Wir warten wahrscheinlich noch lange. Auf der anderen Seite habe ich aber auch gehört, dass Sie dieses Problem erkannt haben und die Einschätzung teilen, dass man bei diesen Schwelleneffekten etwas machen muss. Vielleicht müssen wir Motionärinnen uns auch etwas von diesem Tunnelblick, nur den Steuertarif im Auge zu haben, lösen und überlegen, was es für weitere Massnahmen gäbe. Deshalb werden wir einen anderen Vorstoss erarbeiten, der Massnahmen aufzeigt, wie man die Schwelleneffekte ausserhalb des Steuertarifs reduzieren könnte, um den Anreiz der Erwerbsaufnahme zu erhöhen. Zum Beispiel wäre es auch dringend nötig, einmal über eine Flexibilisierung und Harmonisierung der Steuererlasspraxis zu sprechen, damit in solchen Fällen auf die effektive wirtschaftliche Leistungsfähigkeit Rücksicht genommen würde. Und auch müsste man einmal die Praxis der Steuerrekurskommission anschauen, die anscheinend der Bundesgerichtspraxis widerspricht, was die Berücksichtigung der Krankheitskosten betrifft. Da könnten wir dem Regierungsrat oder der Verwaltung gerne noch ergänzende Informationen zur Verfügung stellen. Oder es gäbe sicherlich auch bei den anderen Transferleistungen und Subventionen wie Krankenkassenverbilligung, Krippentarife und so weiter, Möglichkeiten, diese Schwelleneffekte zu verhindern und das Existenzminimum zu entlasten. Im Juni werden wir dann den Sozialbericht 2012 besprechen, der auch Massnahmen zur Armutsbekämpfung vorsieht. Mit diesen Überlegun-

gen und mit bestem Dank für die Diskussion, werden wir unsere Motion zurückziehen und uns wie gesagt, einen anderen Vorstoss überlegen.

La présidente. Damit ist das Traktandum 65 bereinigt.

Affaire 2012.1140

Numéro de l'intervention:	176-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	03.09.2012
Déposée par:	Hügli (Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	162/2013
Direction:	FIN

Garantir la publicité du registre de l'impôt

Personne ne sait ce que les personnes assujetties au forfait fiscal paieraient si elles étaient imposées normalement, comme les contribuables lambda. En effet, elles font presque toutes bloquer leurs données fiscales. Impossible dans ces conditions de connaître leur situation financière. Cette attitude est antidémocratique et intolérable car elle fait perdre aux pays d'origine de ces personnes, à la Suisse, au canton de Berne et aux communes de considérables recettes fiscales.

Ce qui est choquant, c'est que manifestement le fisc bernois tourne le principe de la publicité du registre de l'impôt (art. 164, al. 3 LI) s'agissant des personnes assujetties au forfait fiscal. En vertu de l'article 13, alinéa 2 de la loi sur la protection des données, la communication est admissible malgré le blocage si l'autorité responsable y est contrainte par la loi. Enfin, la publicité du registre de l'impôt revêt un intérêt public car elle permet d'instaurer la transparence fiscale et de savoir qui contribue aux finances publiques et à raison de quel montant. Elle peut en outre être un moyen de prévention contre l'évasion fiscale.

Ayant obtenu une réponse insatisfaisante lors de l'heure des questions de la session de juin 2012 et les données étant difficilement accessibles, je prie le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

Pense-t-il lui aussi que le registre de l'impôt doit être public dans un souci de respect de la démocratie ?

Qui peut faire bloquer des données du registre de l'impôt ?

Quelles données peuvent-elles être bloquées et dans quelles conditions ? Existe-t-il des règles et des critères ?

Comment le Conseil-exécutif entend-il garantir la publicité du registre de l'impôt, en tout cas lorsque des demandes de consultation sont déposées ?

Quelle somme les personnes assujetties au forfait fiscal devraient-elles payer si elles étaient imposées comme les autres contribuables du canton de Berne ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Le registre de l'impôt des personnes physiques que tiennent les communes comporte des informations sur le revenu et la fortune imposables des personnes physiques, ainsi que sur les valeurs officielles des immeubles sis dans la commune considérée.

L'article 164, alinéa 6 de la loi sur les impôts (LI, RSB 661.11) énonce que les registres d'impôts sont publics. Il y a toutefois des raisons de porter un regard critique sur le principe de publicité du registre de l'impôt. Alors qu'aucun débat approfondi n'a été ouvert sur le sujet dans le canton de Berne récemment, d'autres cantons ont, quant à eux, déjà renoncé à la publicité du registre de l'impôt, qui n'existe plus que dans les cantons de Zurich, Fribourg, St-Gall, Vaud, Neuchâtel et en Valais (voir la documentation de l'AFC « La publicité des registres d'impôt dans les cantons »).

Les registres d'impôts resteront publics tant que ce principe sera inscrit dans la loi bernoise sur les impôts.

Question 2

Le droit en vigueur ne permet pas de bloquer des données fiscales.

L'article 13 de la loi sur la protection des données (LCPD, RSB 152.04) autorise certes une personne qui prouve l'existence d'un intérêt digne de protection à s'opposer à la communication de ses données. Toutefois, il est impossible de bloquer la communication de données que l'autorité compétente est légalement tenue de publier. Comme le principe de publicité du registre de l'impôt énonce l'obligation de répondre aux demandes de renseignement individuelles, il est impossible de faire bloquer des données fiscales en application de l'article 13 LCPD.

L'article 14 de la loi sur la protection des données énonce que la communication de données personnelles peut être refusée, limitée ou subordonnée à certaines conditions, lorsqu'il s'agit de préserver des intérêts privés nécessitant une protection particulière. L'autorité responsable qui a connaissance d'intérêts privés nécessitant une protection particulière doit user de son pouvoir d'appréciation pour refuser de communiquer des informations du registre de l'impôt, même en cas de demande de renseignement individuelle. En pratique, les intérêts privés nécessitant une protection particulière peuvent être signalés à l'Intendance des impôts. Celle-ci en avise la commune concernée, afin qu'elle puisse réagir en conséquence face à une éventuelle demande de renseignements individuelle (cf. article TaxInfo « Publicité du registre de l'impôt des personnes physiques »).

Il y a moins de douze cas de ce type dans le canton de Berne. L'hypothèse formulée dans l'interpellation, selon laquelle presque toutes les personnes imposées d'après la dépense feraient logiquement bloquer leurs données fiscales, est donc inexacte.

Question 3

Comme indiqué ci-dessus, une commune peut refuser de communiquer le revenu ou la fortune imposables d'une personne ou les valeurs officielles des immeubles sis sur son territoire, s'il en va d'intérêts privés nécessitant une protection particulière.

Question 4

Les réflexions ci-avant montrent que les dispositions légales actuelles régissant la protection des données garantissent la publicité du registre de l'impôt.

Question 5

Le revenu et la fortune imposables des personnes imposées d'après la dépense sont imposés selon les mêmes barèmes fiscaux que ceux qui s'appliquent aux autres contribuables. Sur ce point, l'imposition de ces personnes n'est pas différente de celles de tout autre contribuable bernois.

Ce qui est différent, c'est l'évaluation de leur revenu et de leur

fortune imposables. La base d'imposition de ces personnes n'est pas le montant effectif de leurs revenus et de leur fortune, mais un montant fixé en fonction des dépenses d'entretien courant qu'elles engagent pour elles et leur famille.
Les autorités fiscales n'ont pas connaissance du montant effectif de leurs revenus et de leur fortune. En conséquence, il est difficile d'établir quel serait le montant de leur contribution à l'impôt si leur revenu et leur fortune imposables en Suisse étaient établis sur la base du montant effectif de leur revenu et de leur fortune.
Par ailleurs, il convient de signaler que les valeurs imposables à l'étranger (impôt retenu à la source sur les bénéfices et sur les revenus du travail de source étrangère, impôt sur les biens immobiliers, etc.) ne seraient pas plus imposées en Suisse si la base d'imposition était fixée en fonction du montant effectif des revenus et de fortune de ces personnes. L'expérience tend à montrer que ce mode d'imposition n'est pas tant choisi pour payer moins d'impôt, que pour la simplicité de la déclaration qui lui est associée.

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort nicht befriedigt und gibt keine Erklärung ab.

Affaire 2012.1217

Numéro de l'intervention:	208-2012
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	12.09.2012
Déposée par:	Daetwyler (Saint-Imier, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgente:	
Date de la réponse:	06.02.2013
Numéro de l'ACE	164/2013
Direction:	FIN

Cantonalisation de l'impôt sur les personnes morales
L'impôt sur les personnes morales est nettement plus volatil que celui sur les personnes physiques. Il s'ensuit une incertitude considérable pour les communes, qui peuvent être confrontées à des fluctuations à la hausse ou à la baisse très fortes de ces recettes, ce qui rend l'élaboration des budgets et la gestion financière très difficile. Si les fluctuations à la hausse ne sont pas trop problématiques, il n'en va pas de même pour des baisses de rendement qui peuvent être très brutales.
La cantonalisation de l'impôt sur les personnes morales devrait aussi limiter la concurrence fiscale entre les communes au sein du canton au moins.
La cantonalisation induirait un transfert de recettes des communes au canton. Comme la répartition des tâches entre le canton et les communes ne sera pas modifiée, un mécanisme de correction est indispensable. La cantonalisation a également des effets sur la péréquation financière intercommunale.
Le but de l'interpellation est d'obtenir les réponses aux questions suivantes :
Quelle est la position de principe du canton face à cette mesure ? Compte tenu que la répartition des tâches reste identique, comme indiqué plus haut, l'opération doit être financièrement neutre ; quels moyens sont-ils envisagés pour atteindre cet objectif ?
Quelles seraient les conséquences sur la péréquation financière intercommunale ?

Réponse du Conseil-exécutif
Question 1
La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID, RS 642.14) laisse les cantons libres de décider si les communes doivent lever un impôt sur le bénéfice et sur le capital. Le cadre légal ne serait donc pas un obstacle à la cantonalisation de l'imposition des personnes morales1.
Hormis les changements qu'elle entraînerait en matière de péréquation financière intercommunale et de transfert du produit de l'impôt du canton vers les communes, la cantonalisation de l'imposition des personnes morales pourrait bien avoir aussi de lourdes conséquences sur la politique financière du canton. Il est impossible de répondre à la question sans prendre d'autres informations en compte ou faire certaines hypothèses. Le Conseil-exécutif tient en particulier à la replacer dans le contexte actuel.
L'objectif de la Stratégie économique 2025 du canton de Berne est de renforcer sa puissance économique. Si le canton de Berne veut améliorer son potentiel fiscal, il doit attirer des entreprises et des personnes à haut revenu et s'assurer que ce genre d'entreprises et de personnes ne quittent pas le canton. L'attrait d'un site d'implantation dépend notamment de sa fiscalité, même si les entreprises considèrent bien d'autres facteurs pour faire leur choix. En conséquence, cantonaliser l'imposition des personnes morales en fixant un taux d'imposition moyen (sur la base de la charge fiscale actuelle de l'impôt cantonal et communal) pourrait ne pas être une solution optimale. La baisse de rentrées fiscale que cela engendrerait devrait alors être compensée par d'autres biais ou par des réductions des services publics.
L'opportunité d'une cantonalisation de l'imposition des personnes morales devrait être examinée de manière approfondie dans le cadre du projet de stratégie fiscale du canton de Berne (cf. réponse du Conseil-exécutif à la motion 126-2012 Haas, Berne (PLR) : « Stratégie fiscale du canton de Berne »). Le résultat de l'examen des offres et des structures 2014 (EOS 2014) pourrait aussi avoir une influence déterminante sur la question. Cette étude porte en effet sur les tâches du canton de Berne et leur accomplissement. Elle pourra donc avoir des répercussions sur la répartition actuelle des tâches et des charges entre le canton et les communes et nécessiter des adaptations en la matière.
Dans ces circonstances, le Conseil-exécutif estime qu'il serait incohérent de procéder à une réforme de cette nature à l'heure actuelle.
Question 2
Les mécanismes de compensation envisageables pour que l'opération soit financièrement neutre entre le canton et l'ensemble des communes sont les suivants :
Imputation par compensation des charges : nouvelle répartition des tâches conformément à l'article 29b de la loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC, RSB 631.1).
Transfert de charge fiscale du canton vers les communes : la quotité d'impôt cantonale est réduite dans une proportion équi-

1 Dans les cantons de OW, NW, BS, AR, AI, SG, AG et GR, les communes n'ont aucune souveraineté fiscale sur les personnes morales. Elles reçoivent simplement une part du produit de l'impôt cantonal, qui est réparti entre le canton, les communes et les paroisses (voir chiffre 612.26 de la documentation AFC « L'imposition des personnes morales »).

valente au surcroît de recettes que le canton encaisse suite à la cantonalisation des impôts sur les personnes morales. De leur côté, les communes peuvent augmenter leur propre quotité d'impôt, exprimée en dixième de l'impôt simple, à concurrence de la réduction de la quotité d'impôt cantonale.
Question 3
Les impôts sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales sont des impôts communaux ordinaires (cf. art. 2, al. 1, lit. b de l'ordonnance du 22 août 2001 sur la péréquation financière et la compensation des charges, OPFC, RSB 631.111). Les impôts communaux ordinaires sont des éléments essentiels pour le calcul du rendement fiscal harmonisé, plus précisément de l'indice de rendement fiscal harmonisé (IRH) utilisé pour la péréquation financière.
La cantonalisation des impôts sur les personnes morales réduirait considérablement les rentrées fiscales des villes de Berne, de Bienne, de Thoune, de Berthoud et de Langenthal et des villes des grandes communes d'agglomération (comme Köniz, Muri) en particulier, ce qui diminuerait l'IRH de ces communes. Dans le cadre de la réduction des disparités, cette baisse de l'IRH se traduirait, selon le cas, soit par une réduction de la prestation compensatoire à verser, soit par une augmentation de la prestation complémentaire à recevoir. A ces effets s'ajouterait ceux du mécanisme de compensation visant à assurer la neutralité financière de l'opération entre le canton et l'ensemble des communes (cf. réponse à la question 2).

La présidente. Der Interpellant ist von der Antwort teilweise befriedigt und wird eine Erklärung abgeben.

Francis Daetwyler, Saint-Imier (PS). Je suis en effet partiellement satisfait de cette réponse. La satisfaction vient du fait que dans cette réponse, le Conseil-exécutif montre une certaine ouverture vis-à-vis de cette problématique. Ce qui fait que je suis seulement partiellement satisfait, c'est surtout la partie de la réponse qui concerne la relation entre la cantonalisation de l'impôt sur les personnes morales, et la stratégie économique cantonale, où la relation pour vous n'est pas du tout évidente et pourrait ne pas être une solution optimale, et on ne s'engage pas trop. On dit parfois qu'il y a deux sortes de gens, qu'il y a ceux qui voient les problèmes et ceux qui voient les solutions, et ici j'ai un peu le sentiment que l'on a plutôt vu les problèmes que les solutions.

Affaire 2013.0077

Numéro de l'intervention:	032-2013
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.01.2013
Déposée par:	Linder (Berne, Les Verts) (porte-parole) Kropf (Berne, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgente:	Oui 24.01.2013
Date de la réponse:	06.03.2013
Numéro de l'ACE	307/2013
Direction:	FIN

Pannes des systèmes informatiques de l'administration cantonale

Le canton de Berne connaît des pannes informatiques récurrentes. Ces importantes pannes touchent en particulier les tribunaux et le Ministère public.
Dans les milieux spécialisés, on entend dire que ces pannes coûteraient jusqu'à un million de francs par jour.
Dans ces circonstances, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :
Le Conseil-exécutif est-il au courant de ce problème concernant les systèmes informatiques du canton ?
A quelle fréquence de tels problèmes informatiques sont-ils survenus ?
Pendant combien d'heures au total les systèmes touchés ont-ils été bloqués ?
De quels problèmes s'agit-il ?
A combien s'élèvent les coûts journaliers de ces pannes informatiques du canton (frais de personnel inclus) ?
Que pense faire le Conseil-exécutif pour s'attaquer au problème ?
Est-il possible de demander des comptes aux entreprises responsables des produits informatiques ?

Réponse du Conseil-exécutif

Il est inexact que des pannes informatiques se produisent de manière répétée dans les quelque quatre-vingts offices que compte l'administration cantonale. Ces systèmes tournent en continu et fonctionnent en majeure partie de manière irréprochable, notamment pour ce qui est de l'offre de base (PC, imprimantes, messagerie électronique, réseaux, logiciels, bureautique, etc.). Il y a certes eu en mai 2012 une panne informatique qui a concerné d'importantes parties de l'administration cantonale, mais elle a été réparée en 36 heures. Il est impossible d'exclure totalement ce type d'incidents, qui se produisent toutefois très rarement. Ce que confirme d'ailleurs une brève enquête réalisée auprès des membres de la Conférence informatique cantonale (CIC), organe composé des responsables informatiques des Directions et de la Chancellerie d'Etat. Lorsqu'une panne de ce genre affecte, exceptionnellement et pour une durée déterminée, le fonctionnement de l'informatique, cela n'empêche en général pas les employés concernés de travailler. Simplement, ils accomplissent ce jour-là des activités qui ne dépendent pas impérativement des outils informatiques.
Les auteurs de l'interpellation indiquent que des pannes informatiques importantes ont en particulier touché les tribunaux et le Ministère public. Aussi les réponses suivantes ne concernent-elles que les pannes informatiques subies par les tribunaux et le Ministère public:
Il est exact que les tribunaux et le Ministère public ont connu à plusieurs reprises des problèmes informatiques en 2012.
Ces pannes se sont produites fin mai/début juin et fin novembre/début décembre 2012. Il n'a alors pendant plusieurs jours été possible de travailler que dans des conditions parfois extrêmement difficiles.
En 2012, les systèmes des tribunaux et du Ministère public ont été complètement bloqués pendant le nombre d'heures suivant:
– Ministère public et procureurs des mineurs: 21,5 heures au total
– Cour suprême et tribunaux de première instance: 20 heures au total
– Tribunal administratif: 14 heures au total

Ces problèmes résultent directement du manque de personnel au Service d'informatique de l'Office de gestion et de surveillance (OGS) de la Direction de la justice, des affaires commu-

nales et des affaires ecclésiastiques (JCE), ledit service étant responsable des systèmes informatiques des tribunaux et du Ministère public. En 2011, chaque collaborateur ou collaboratrice du Service informatique de la JCE s'occupait en moyenne de 153 postes de travail informatisés, alors qu'à la même époque, cette moyenne était de 44 pour l'ensemble du personnel informatique de toutes les Directions du canton de Berne. Aucune Direction n'a un coefficient d'encadrement ne serait-ce qu'approximativement aussi mauvais que celui de la JCE. L'allocation économe de ressources en personnel a fonctionné sans perturbation tant que les systèmes utilisés étaient encore relativement neufs et que les exigences correspondaient aux dimensions prévues à l'origine. Mais la maintenance supplémentaire que nécessitent les systèmes au fur et à mesure qu'ils vieillissent ne peut plus être fournie en suffisance avec ces ressources limitées, ce dont attestent malheureusement les pannes répétées qui se sont produites en 2012.
Dans le même temps, la situation financière du canton de Berne s'est clairement détériorée et le Conseil-exécutif a notamment réagi en prenant des mesures qui ont touché la JCE à un moment très défavorable.
Il était en particulier impossible de combler le besoin en personnel du fait du gel de l'embauche qui avait été décidé.
Il est difficile de chiffrer les coûts de ces pannes informatiques, en premier lieu parce qu'elles touchent principalement le personnel. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, il est à supposer qu'en cas de panne des structures informatiques les agents peuvent accomplir d'autres travaux, en particulier lorsque les interruptions sont de courte durée.
La JCE a décidé au printemps 2012, de modifier sa stratégie et de profiter du remplacement de son ancienne infrastructure de serveurs pour externaliser différentes prestations de services jusque-là fournies par le Service d'informatique. Dans le cadre d'un projet commun, la Direction des finances (FIN), la JCE et Direction de la magistrature ont décidé, après une analyse effectuée en janvier 2013, de s'occuper à l'avenir ensemble de la fourniture des prestations informatiques de base. Concrètement, cela signifie que c'est l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) de la FIN, spécialiste en la matière, qui s'occupera à l'avenir de fournir les prestations informatiques de base aux tribunaux et au Ministère public, ainsi qu'à la FIN et à la JCE. Cela satisfait par ailleurs les exigences du Grand Conseil quant à un resserrement de la collaboration entre Directions dans le domaine informatique et à une intensification des efforts d'harmonisation et de centralisation.
La nouvelle stratégie informatique applicable aux autorités judiciaires, au Ministère public, à la JCE et à la FIN sera progressivement mise en œuvre vraisemblablement dans le courant de l'année 2014, cet horizon étant en particulier prévu pour la fin du transfert des prestations actuelles de centre de calcul, opération qui nécessite un appel d'offres. Entre temps tout sera fait pour améliorer la stabilité des systèmes et éviter dans la mesure du possible d'autres pannes. Pour remédier au manque de personnel du Service d'informatique de la JCE, plusieurs experts externes ont été appelés en renfort depuis mai 2012. Des mesures techniques ont en outre été prises pour améliorer les performances et la stabilité des anciens systèmes de serveur, de réseau et de stockage.
Il n'est possible de demander des comptes aux entreprises responsables des systèmes informatiques ou des logiciels que dans la mesure où cela est explicitement réglé dans les contrats (accords de niveaux de service) signés avec elles. Dans le domaine de l'informatique, les contrats contiennent toutefois habituellement une clause de non-responsabilité de grande portée. Cette pratique s'explique par le fait qu'une petite erreur de programmation commise par inadvertance peut par exemple provoquer des problèmes considérables qui déclenchent des pannes et génèrent des frais. Il arrive donc souvent que les sociétés informatiques ne soient pas disposées à endosser dans un contrat une responsabilité plus étendue.

La présidente. Die Interpellantin ist von der Antwort nicht befriedigt und gibt keine Erklärung ab. Damit sind wir am Ende der Finanzgeschäfte angelangt. Ich danke Frau Regierungsrätin Beatrice Simon für ihre Anwesenheit.

Affaire 2013.0229

Autorités judiciaires et Ministère public (no I 24284). Groupe de produits Juridictions civile et pénale (12.01.9101). Crédit supplémentaire 2012

Annexe 5

La présidente. Zu den Geschäften der Justizleitung begrüsse ich den Präsidenten des Obergerichts, Herrn Trenkel. Bezüglich des Nachkreditgeschäfts verzichtet Grossrat Fuchs auf ein Votum. Möchte jemand aus dem Grossen Rat etwas sagen? – Das ist nicht der Fall. Auch Herr Trenkel verzichtet auf ein Votum. Damit haben Sie dieses Kreditgeschäft stillschweigend genehmigt.

Hommage à des membres du Grand Conseil

La présidente. Wir sind am Ende des Sessionsprogramms angelangt und kommen nun noch zu den verschiedenen Verabschiedungen. Zuerst verabschiede ich zwei Mitglieder aus dem Parlament, und zwar Herrn Grossrat Blanchard und Frau Grossrätin Stucki. Herr Grossrat Jean-Michel Blanchard war während zwei Perioden Mitglied des Grossen Rats. Zum ersten Mal von 2002 bis 2006 und zum zweiten Mal von 2008 bis 2013. Das ergibt insgesamt neun Jahre in der Legislative. In dieser Zeit hat er als Mitglied der Deputation und im Jahre 2003/2004 als Präsident des Grossen Rats amtiert. Er war zudem Mitglied der Steuerungskommission und hat auch in verschiedenen, nichtständigen Kommissionen mitgearbeitet. Die verschiedenen Vorstösse, die Herr Blanchard eingereicht hat, haben sich vor allem mit Angelegenheiten des Jura befasst. Ich zitiere aus seinem Rücktrittsschreiben:
« J'aimerais souligner l'immense plaisir que j'ai eu de pouvoir fonctionner comme député pour servir mon coin de pays et mon canton. Durant ces nombreuses années, j'ai eu l'occasion de me familiariser au fonctionnement de notre parlement, de connaître des collègues issus de milieux différents et d'enrichir ainsi mes connaissances dans de très nombreux domaines.
J'aimerais souligner, malgré les différences politiques et les idées qui nous séparent, l'extrême politesse et le respect qui y ont toujours régné au sein de ce parlement, car jamais au cours de ces neuf années une présidente ou un président n'a dû rappeler à l'ordre quiconque pour des propos déplacés, même si quelques fois de petites piques étaient échangées, parfois malicieuses, quelques fois pleines d'humour ou quelques fois aussi quelque peu sarcastiques. Pour terminer, je vous dirai que je

suis fier d'être tout à la fois romand et bernois et reste confiant qu'à l'avenir ce grand canton restera bilingue et fier de l'être. »
Lieber Jean-Michel. Ich schliesse mich diesem Wunsch oder dieser Hoffnung an und danke dir ganz herzlich für dein Engagement zugunsten des Kantons Bern hier im Grossen Rat. Ich wünsche dir für deine Zukunft weiterhin alles Gute und viel Glück – Merci!» (Applaudissements)
Die nächste Verabschiedung betrifft Margrit Stucki-Mäder. Sie war von 2004 bis 2013 Mitglied des Grossen Rats. Sie ist Mitglied der Justizkommission und hat auch in verschiedenen, nicht ständigen Kommissionen mitgearbeitet. Diese Kommissionen haben sich vor allem mit Bildungs- und Finanzfragen beschäftigt. Frau Grossrätin Stucki hat auch Vorstösse zu Themen der Bildung, über Verdingkinder und die Weiternutzung von freiwerdenden Büros eingereicht. Als ich das durchlas fiel mir auf, dass Margrit Stucki nur einen einzigen Vorstoss mit einem Grossratskollegen eingereicht hat, nämlich zusammen mit Herrn Grossrat Fuchs. (Hilarité) Möchten Sie den Titel wissen? – Er lautet: «Motion Fuchs / Stucki-Mäder – Zivilstandesamt im Zentrum – Trauungen im barocken Schloss auch nach 2011.» Ich zitiere auch aus ihrem Rücktrittsschreiben: «In diesen knapp neun Jahren gehörte ich häufig nicht zur Ratsmehrheit und trotzdem fand ich die Arbeit im Rat und vor allem in den Kommissionen häufig spannend und bereichernd – es machte sogar Spass. Mit der jetzigen Legislatur von 2010 bis 2014 ist die Stimmung im Grossen Rat rauer geworden. Die beschlossenen Steuersenkungen, die fehlenden Einnahmen und damit das Loch in der Staatskasse bestimmen immer wieder die Traktanden und die Geschäfte. Fortschrittliche Lösungen und berechtigte Forderungen haben kaum mehr Chancen unter dem Druck des fehlenden Geldes. Deshalb fällt mir der Entscheid zum Rücktritt heute etwas leichter.» Liebe Margrit, im Namen des Grossen Rats danke ich auch dir ganz herzlich für deine Tätigkeit zugunsten des Kantons Bern und wünsche dir in deiner dritten Lebensphase weiterhin alles Gute und viel Inspiration – Merci!» (Applaudissements)

Hommage au chancelier Kurt Nuspliger

La présidente. So, nun kommen wir zu einem besonderen Moment. Sind alle Ratsherren und Ratsdamen anwesend? – Nein, dann warten wir noch einen Moment.
Zum Abschied von unserem Staatsschreiber begrüsse ich die abkömmlichen Regierungsmitglieder. Sehr geehrte Grossrätinnen und Grossräte, sehr geehrte Regierungsrätin und Regierungsräte, sehr geehrter Herr Staatsschreiber und sehr geehrte Damen und Herren. Ausserordentliche Ereignisse erfordern ausserordentliche Massnahmen. Das ausserordentliche Ereignis besteht darin, heute den Staatsschreiber zu verabschieden, der dem Kanton Bern während 28 Jahren treu gedient und ihn gleichzeitig klug mitgestaltet und mitgeprägt hat. Die ausserordentliche Massnahme ist mein Versuch, die Tätigkeit dieses Staatsschreibers in Worte zu fassen oder zu erfassen. 28 Jahre, zusätzlich die drei Jahre als Vizestaatsschreiber und dazu noch die vier Jahre als juristischer Mitarbeiter des Sekretariats der Bundesversammlung. Das sind 35 Jahre, in denen sich Dr. Kurt Nuspliger auf Stufe Bund und auf Stufe Kanton für das Gemeinwohl eingesetzt hat und das sicherlich auch noch weiter tun wird – Chapeau, lieber Kurt! Von seiner Wahl zum Staatsschreiber am 13. Februar 1985 durch den Grossen Rat bis zur heutigen Verabschiedung ist viel Wasser durch die Aare in die Nordsee geflossen. In der Amtszeit von Kurt Nuspliger wurden die politischen Behörden und die Bevölkerung des Kantons Bern vor grosse Herausforderungen gestellt. Diesen Herausforderungen mussten der Grosse Rat und der Regierungsrat gerecht werden. Sie ergaben sich ganz konkret aus dem wirtschaftlichen und sozialen Strukturwandel und einer zunehmenden Mobilität der Gesellschaft. Wo früher in den grossen Städten harte industrielle Werkarbeit geleistet wurde, werden heute innovative Dienstleistungen, Bildungsangebote, Kreativwirtschaft und Spitzentechnologie gepflegt. Gleichzeitig ist das Angebot an attraktiven Wohnungen und Freizeitvergnügen gewachsen. Die Städte – das erleben wir hautnah im Kanton Bern – sind zu den Motoren für eine umfassend diversifizierte und innovative Schweiz geworden. Sie sind attraktive Dreh- und Angelpunkte von Agglomerationen geworden. Wichtig ist das Angebot an Arbeitsplätzen, Wohnraum und Verkehrsverbindungen. Die Bedeutung von Gemeinde- und Kantonsgrenzen wird eher zurückgedrängt.
In dieser sich verändernden Geografie von Agglomeration, Stadt und Land akzentuieren sich auch die Herausforderungen, wie die Abgeltung der Zentrumslasten oder des Steuerfussausgleichs. Auch die bernische Staatskunst ist somit herausgefordert, die geltenden und bewährten Grundsätze des Föderalismus den veränderten Bedingungen anzupassen. Und mitten drin in diesem Strom von politischer, wirtschaftlicher und gesellschaftlicher Befindlichkeiten und Ansprüchen steht unser Staatschreiber wie ein Fels in der Brandung. Gegenüber der Regierung ist der hochbegabte Jurist Kurt Nuspliger Anwalt des Parlaments und gegenüber dem Parlament Anwalt der Regierung. Als Professor für Staatsrecht an der Universität Bern ordnete er Fakten und Normen und orientierte Generationen von begeisterten Studierenden über den Sinn und Zweck des Weltenlaufs. Und er bereicherte die Forschung und die Praxis mit einer Vielzahl von Lösungsvorschlägen zu den dringendsten Fragen, auf die das politische System Schweiz wegen den veränderten Rahmenbedingungen eine Antwort finden musste. Fragen wir uns zum Beispiel heute, wie viel Bern die Schweiz braucht, war die Antwort im Zeitalter der Burgunderkriege, der Reformation und der Eroberung der Waadt ziemlich klar: Möglichst viel Bern zum Vorteil der Alten Eidgenossenschaft. So lautete damals mehrheitlich die Antwort, auch aus Zürich, Zug und Schwyz, was ja heute im Rahmen des neuen Finanzausgleichs nicht immer der Fall ist. Damals wie heute waren die Zeiten stürmisch. Damals wie heute kam es zu häufigen Wechseln von Schultheissen und Regierungsmitgliedern. Damals wie heute haben die Staatsschreiber die Kontinuität im Staate Bern verkörpert. Dank ihrer Stellung prägten Thüring Fricker, Niklaus Schaller, Peter Cyro und Kurt Nuspliger die Geschicke dieses Staates entscheidend mit. Zwischen 22 und 36 langen Jahren füllten die vier namentlich genannten Staatsschreiber ihr Amt aus. Burcardus, notarius Bernensium oder Bernensis, war 1256 der erste. Bern brauchte alle 13 Jahre einen neuen Staatsschreiber, fast immer Juristen. Und wenn wir schon bei den Zahlen zur Würdigung von Kurt Nuspligers Wirken sind: Er arbeitete als Folge seiner überdurchschnittlichen langen Amtszeit mit 30 verschiedenen Regierungsmitgliedern zusammen und unterstützte 28 Grossratspräsidentinnen und Grossratspräsidenten.
Spätestens jetzt müssen wir uns natürlich die Frage stellen, was Kurt Nuspliger eigentlich für ein Mensch ist, der das alles aushält? «Fair beraten, nicht Macht ausüben», lautete die Devise von Kurt Nuspliger, als er vom Bund im Januar 1985 danach gefragt wurde, was ihn dazu motiviere, sich als Staatsschreiber zu bewerben. Zwanzig Jahre später ergänzte er, das

Kanzlerinnen und Kanzler ihren Auftrag diskret, kompetent, effizient, unparteiisch und wenn möglich mit Charme zu erfüllen hätten. Kurt Nuspliger hat diese Berufsethik und sein Rollenverständnis als Leiter der Staatskanzlei und damit als Stabs- und Verbindungsstelle des Grossen Rats und des Regierungsrats in eindrücklicher Weise gelebt. Er hat sich in einem Text selbst einmal als «Diener zweier Herren» bezeichnet, nämlich der Regierung und des Parlaments. So wie ich Kurt kenne, gehören mit dieser Redewendung selbstverständlich die Frauen mit dazu.

Ich erlaube mir an dieser Stelle, als amtierende Grossratspräsidentin ein paar persönliche Worte an dich zu richten, lieber Kurt. Es ist für mich eine grosse Ehre, dich in deinem letzten Amtsjahr an meiner Seite zu wissen. Mit deiner grossen Erfahrung und deiner Menschenkenntnis hast du stets verstanden, wann die fachliche Unterstützung gefragt ist und wann sie eben vielleicht auch nicht gefragt ist. Deine Zurückhaltung im richtigen Moment und deine klaren und sicheren Stellungnahmen habe ich in meinem Amtsjahr ausserordentlich geschätzt. Nie hast du mich zur Meinungsbildung gedrängt und häufig hast du verschiedene Varianten oder Abläufe aufgezeigt, mit entsprechenden Vor- und Nachteilen. Die Entscheidung hast du richtigerweise der Grossratspräsidentin überlassen. Diese neutrale Beratung hat dich stets ausgezeichnet. Wie hast du es im Interview mit dem Bund gesagt? «Fair beraten, nicht Macht ausüben». Du hast dies nicht nur gesagt sondern auch danach gehandelt und gelebt. Was mich an dir ebenfalls sehr beeindruckt hat, ist deine Offenheit und deine zuvorkommende Art. An unterschiedlichsten Anlässen und auch im Parlament habe ich festgestellt, wie unkompliziert du mit den verschiedensten Menschen und ihren Meinungen umgehen kannst. Nie habe ich dich ungeduldig oder unbeherrscht erlebt. Ohne Ausnahme bist du für uns alle immer gesprächsbereit; sei es auch ausserhalb der Arbeitszeit oder wenn es brennt übers Wochenende. Geduldig beantwortest du Fragen, die sich doch häufig auch wiederholen und erläuterst Abstimmungsprozedere. Du gehst auf alle Menschen und ihre Anliegen ein und nimmst sie ernst – du hast Menschen gerne, das hat man gespürt. Arroganz und Besserwisserei sind dir fremd. Für mich warst du jederzeit erreichbar, sogar während der Ferienabwesenheit. Da habe ich gespürt, dass du für den Staat Bern lebst. Passiert etwas Ausserordentliches, dann bist du zur Stelle. Kurt, du bist eine grosse, integre Persönlichkeit. Der Staat Bern und wir alle haben dir sehr viel zu verdanken. Für alle, die mit dir zu tun haben, bist du möglicherweise nebst «dem Staatsschreiber der Kompetenz» auch «der Staatsschreiber der Herzen».

Der Staatsschreiber wurde in seiner Amtszeit auch mit einigen sehr schwierigen Geschäften konfrontiert. Ich denke etwa an die Jurafrage, die Besondere Untersuchungskommission zur Finanzaffäre oder die Parlamentarische Untersuchungskommission zur bernischen Lehrerversicherungskasse. Durch seine überlegte und sachliche Handlungsweise ist es ihm gelungen, die Behörden bei der Bewältigung von schwierigen Geschäften optimal zu unterstützen. Damit hat Kurt Nuspliger eine hohe Akzeptanz sowohl in Fachkreisen als auch in der Politik. Dies bestätigen die regelmässig hervorragenden Wahlergebnisse bei den Bestätigungswahlen durch den Grossen Rat. Vertrauen und Zuverlässigkeit sind dabei von grösster Bedeutung. Die Behörden können sich auf das Wort und auf das Urteil des Staatsschreibers verlassen. Das Vertrauen von Regierung und Grossem Rat erwarb sich der Staatsschreiber auch dank seiner ausserordentlichen Leistungsfähigkeit: Er liest schnell und viel, hat eine enorm rasche Auffassungsgabe und erzielt viel Wirkung. Er sucht und findet Lösungen. Er hat praktisch keine Regierungssitzung verpasst. Der Staatsschreiber ermöglicht es der Regierung und dem Parlament, in Kenntnis aller Sachzusammenhänge und zum richtigen Zeitpunkt Entscheide zu fällen. Stabsarbeit hat somit auch mit Innovationsfähigkeit, vorausschauender Gesetzesarbeit und Kommunikation zu tun. In allen drei Bereichen hat Kurt Nuspliger Herausragendes von bleibendem Wert geleistet. Innerhalb der Staatskanzlei hat er zahlreiche Innovationen gefördert. Zum Beispiel E-Government und E-Voting für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. In Organisationsfragen ist es für ihn wichtig, sich abzeichnende Entwicklungen rechtzeitig vorauszusehen und anzugehen. Er hat deshalb eine Strategie der Staatskanzlei für die nächsten Jahre erarbeiten lassen. Eine Aufgabe der Staatskanzlei ist es, der Allgemeinheit gestützt auf das Öffentlichkeitsprinzip Unterlagen zur Verfügung zu stellen. Mit Unterstützung der neuen elektronischen Medien konnte das Angebot in den letzten Jahren massiv ausgebaut werden. Eine gute, präzise und beständige Gesetzgebung ist für den Staatsschreiber und Universitätsprofessor die Königsdisziplin. Er ist Mitglied des Vorstandes der Schweizerischen Gesellschaft für Gesetzgebung. In Kurt Nuspligers Amtszeit wurden alle Bereiche der Staatskanzlei mit modernen Gesetzen geregelt: Organisationsgesetz, Gesetz über die politischen Rechte, Informationsgesetz, Gesetz über die Archivierung, Sonderstatusgesetz, Parlamentsrecht, Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Gleichstellung. Er übergibt seinem Nachfolger eine Staatskanzlei, die in allen Bereichen über aktualisierte und moderne Erlasse verfügt. Ein Höhepunkt war für Kurt Nuspliger mit Sicherheit die Erarbeitung der neuen Kantonsverfassung. Diese Verfassung ist von den Stimmberechtigten des Kantons Bern am 6. Juni 1993 und damit an seinem 44. Geburtstag angenommen worden. Das war für Kurt wohl eines seiner schöneren Geburtstagsgeschenke. Im Rahmen der Geburtstagsnachbereitungen unterzeichnete er zusammen mit der vormaligen Präsidentin des Grossen Rats, Eva Maria Zbinden, am 14. Januar 1994 eigenhändig das Original. Diese Verfassung war für die ganze Schweiz wegweisend. Mit der neuen Kantonsverfassung wurde das Öffentlichkeitsprinzip eingeführt. Der Kanton Bern ist in diesem Bereich führend. Kurt Nuspliger gilt in der Schweiz als ausgewiesener Experte des Öffentlichkeitsprinzips. Während seiner Amtszeit wurde der Bereich der Kommunikation stark ausgebaut. Das Amt für Kommunikation gewährleistet heute eine umfassende Dienstleistung für das Parlament, die Regierung und die Verwaltung. Eine gute Zusammenarbeit mit den Medien ist für ihn ebenso wichtig, wie die Zweisprachigkeit des Kantons Bern.

Sollen wir einen solchen Staatsschreiber gehen lassen? Eigentlich sollten wir nicht. Aber sein Wille ist zu respektieren und wir freuen uns auf seinen Nachfolger, Dr. Christoph Auer. Für ihn wird es nicht einfach sein, in die Fussstapfen von Kurt zu treten. Aber wir werden selbstverständlich das, was wir können, für Herrn Auer als Unterstützung bieten. Lieber Kurt, wir danken dir mit grossem Respekt herzlich dafür, dass du für den Kanton Bern, den schönsten Kanton der Welt notabene, und für uns Ausserordentliches geleistet hast. Ich will diesem Dankeschön mit einem Geschenk einen besonderen Ausdruck verleihen. Erlauben Sie mir, bevor ich dem Staatschreiber dieses Geschenk überreiche, von Parlament und Regierung zur dritten Gewalt in unserem Staat zu wechseln. Ich hoffe, Sie mögen noch zuhören.

Gerichte waren und sind Zeichen für eine starke Herrschaft. Sie waren gleichzeitig auch Voraussetzung für die Aufrechterhaltung einer solchen Herrschaft. Die Rechtsgrundlagen für gerichtliche Entscheidungen und für die Gestaltung der Verfahren waren in Bern erstmals 1539 in einer so genannten «Ordnung» zusammengefasst worden. Mitte des 18. Jahrhunderts entstand das Bedürfnis, die Ordnung von 1539 neu zu gestalten. Der Rat beauftragte 1761 den damaligen Inhaber des juristischen Lehrstuhls in Bern, Professor Sigmund Ludwig von Lerber, mit dieser anspruchsvollen Aufgabe. Lieber Kurt, das Werk von Lerber hat eine gewichtige Parallele zu deinem Wirken als Staatsschreiber: Die Gerichtssatzung von 1761 behielt über eine lange Zeitspanne Bedeutung, im Bereich des Zivil- und Zivilprozessrechtes bis in die 20er-Jahre des 19. Jahrhunderts und im Bereich des Strafrechts sogar bis zum Erlass des bernischen Strafgesetzbuches von 1866. Schon heute ist absehbar, dass deine langjährige Tätigkeit als Staatsschreiber eine weitreichende und lang anhaltende Wirkung haben wird. Deshalb haben wir aus der Schatztruhe deines Staatsarchivs diese Gerichtssatzung für den Kanton Bern von 1761 entnommen. Dieses historische Dokument darf ich dir jetzt überreichen. Dieses Exemplar war in der obrigkeitlichen Buchdruckerei 1810 gedruckt worden und ist in Leder gefasst. Ich wünsche dir für deine Zukunft gute Gesundheit und für alles, was du noch in Angriff nehmen willst, nur das Allerbeste. Ich danke Ihnen allen für die Aufmerksamkeit.

(L'assemblée se lève pour une longue ovation.)

La présidente. Damit sind wir am Ende der Märzsession angelangt und auch am Ende meiner letzten Session als Präsidentin. Ich danke Ihnen allen ganz herzlich für das Vertrauen, das Sie mir entgegengebracht haben. Ich danke Ihnen auch für die Nachsicht und dass Sie mich vor der Stichentscheidung verschont haben. Ich bedanke mich für die gute Zusammenarbeit und die Unterstützung. Vor allem bedanke ich mich aber bei der Staatskanzlei, dem Ratssekretariat, der Übersetzung, allen guten Geistern im Hintergrund und selbstverständlich meinen beiden VizepräsidentInnen. Im Juni werde ich noch die Gelegenheit haben, die neue Legislatur zu eröffnen und mich dann zu verabschieden. Nun wünsche ich Ihnen ganz schöne und erholsame Ostertage. Die Märzsession ist geschlossen – besten Dank! (Applaudissements)

Fin de la séance et de la session à 15 heures 12.

Les rédactrices :
Larissa Steinhart (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session mars 2013

Début de la session le 18 mars 2013

Directions — Page

Commission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie 1
Direction de la police et des affaires militaires 4
Direction de l'instruction publique 5

Commission de justice

Direction de la magistrature. 6

Comission des finances

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

1774 Commune d'Ittigen
Worble; subvention cantonale à l'étude et à la réalisation du projet «Protection contre les crues de la Worble à Worblaufen»
Projet isolé; crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit d'engagement demandé, de 2 254 500 francs (coût total donnant droit à des subventions de CHF 8 350 000.–, moins la contribution fédérale de CHF 3 340 000.–, moins la contribution communale de CHF 2 755 500.–) doit permettre d'allouer une subvention cantonale aux frais d'étude et de réalisation des mesures de protection contre les crues de la Worble à Worblaufen dans la commune d'Ittigen.

2. Bases juridiques

– Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100), articles 6 ss
– Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE; RSB 751.11), articles 36, 37 et 40
– Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1), article 29
– Ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux; RSB 631.123), articles 2 et 3
– Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), article 11
– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
– Loi du 23 novembre 1997 sur l'utilisation des eaux (LUE; RSB 752.41), article 36a
– Directive du 13 janvier 2012 de l'Office des ponts et chaussées «Aménagement de eaux: Subventions pour les ouvrages de protection et les revitalisations»
– Plan d'aménagement des eaux «Protection contre les crues de la Worble à Worblaufen, 2009» commune d'Ittigen, approuvé le 29 août 2012

3. Coûts; dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1er avril 2010; indice des coûts à la production de la SSE pour l'aménagement de cours d'eau

Coût total donnant droit à des subventions	*CHF 8 350 000.–*
./. subvention probable de la Confédération (40% de CHF 8 350 000.–)	– CHF 3 340 000.–
./. contribution communale (33% de CHF 8 350 000.–)	– CHF 2 755 500.–
Coûts à la charge du canton/Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses selon les articles 141 ss OFP	*CHF 2 254 500.–*
Crédit à approuver max. (27% de CHF 8 350 000.– au maximum)	*CHF 2 254 500.–*

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 2, lettre *a* LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement.

4. Nature du crédit/compte/exercices

Groupe de produits:	Protection contre les crues (09.11.9130)
Objectif de programme RPT:	Projet isolé

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet) au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, relayé en principe par les paiements suivants, inscrits au budget 2013 et dans le plan intégré mission-financement:

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice	Montant
1579 562000	Office des ponts et chaussées, contributions d'investissement aux communes pour l'aménagement des eaux	2013	CHF 100 000.–
		2014	CHF 300 000.–
		2015	CHF 500 000.–
		2016	CHF 500 000.–
		2017	CHF 500 000.–
		2018	CHF 354 500.–
		Total	*CHF 2 254 500.–*

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum financier facultatif et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

1775 Communes de Wilderswil et de Matten; Lütschine, protection contre les crues, station de pompage de la STEP de Wilderswil au pont Aenderberg; protection contre les crues/ projet isolé
Subvention cantonale, crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet)

1. Objet

Le crédit d'engagement pluriannuel de 2 940 000 francs (total des coûts donnant droit à une subvention de CHF 7 000 000.–, moins la subvention fédérale de CHF 3 010 000.– et la participation aux coûts de la corporation de digues de CHF 1 050 000.–) doit permettre de subventionner les frais d'étude et de réalisation des mesures de protection contre les crues de la Lütschine sur le tronçon entre la station de pompage de la STEP à Wilderswil et le pont Aenderberg (commune de Matten).

2. Bases légales

- Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100), articles 6 ss
- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (LAE; RSB 751.11), articles 36, 37 et 40
- Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1), article 29
- Ordonnance du 24 octobre 2007 portant introduction de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons en matière d'aménagement des eaux (OI RPT AmEaux; RSB 631.123), articles 2 et 3
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1), article 11
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss
- ACE 0652 du 13 avril 2011 sur l'octroi de subside pour cas de rigueur à la corporation de digues Bödeli Süd (n'existe qu'en allemand)
- Plan d'aménagement des eaux: protection contre les crues Bödeli, recalibrage du profil d'écoulement de la Lütschine, station de pompage STEP – pont Aenderberg, approuvé le 25 octobre 2012

3. Couts; dépenses nouvelles

La subvention cantonale se compose d'une contribution de base de 25 pour cent pour les projets de protection contre les crues et d'un subside pour cas de rigueur de 17 pour cent conformément à l'ACE 0652/2011 du 13 avril 2011. Elle n'inclut aucune prestation supplémentaire.

Niveau des prix au 1er octobre 2011; renchérissement de l'indice: indice suisse des coûts de construction de l'Office fédéral de la statistique; variation des prix du contrat d'entreprise due au renchérissement: indice des coûts de production (ICP) pour l'aménagement de cours d'eau de la Société suisse des entrepreneurs

Total des coûts donnant droit à une subvention	*CHF 7 000 000.–*
./. contribution probable de la Confédération (43% de CHF 7 000 000.–)	– CHF 3 010 000.–
./. part de la corporation de digues Bödeli Süd (15% de CHF 7 000 000.–)	– CHF 1 050 000.–
Coûts à la charge du canton/Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses selon les articles 141 ss OFP	*CHF 2 940 000.–*
Crédit à approuver max. (42% de CHF 7 000 000.– au maximum)	*CHF 2 940 000.–*

Il s'agit de dépenses uniques et nouvelles au sens des articles 46 et 48, alinéa 2, lettre *a* LFP. Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (article 54, alinéa 3 LFP et article 151 OFP).

4. Nature du crédit/compte/exercices

Groupe de produits:	protection contre les crues (09.11.9130)
Programme et objectif RPT:	ouvrages de protection des eaux, projet isolé

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet) au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, relayé en principe par les paiements suivants, inscrits au budget 2013 et au plan intégré mission-financement:

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice	Montant
1579 562000	Office des ponts et chaussées, subventions d'investissement aux communes pour l'aménagement des eaux	2013	CHF 500 000.–
		2014	CHF 1 300 000.–
		2015	CHF 1 140 000.–
		Total	*CHF 2 940 000.–*

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum financier facultatif. Il doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

0013 Interlaken / Gymnase, années scolaires de préparation professionnelle
Rénovation complète et adaptation du complexe scolaire
Crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit demandé, de *40 720 000 francs* (coût total de 43 700 000 francs, moins les frais d'étude déjà autorisés de 2 980 000 francs), doit permettre de rénover les bâtiments du gymnase d'Interlaken, y compris son aula et ses salles spécialisées, l'école du Mittengraben accueillant les années scolaires de préparation professionnelle du centre de formation (Bildungszentrum) d'Interlaken, ainsi que la conciergerie. La salle de gymnastique sera seulement remise en état de sorte à pouvoir être utilisée pour les dix prochaines années au plus. Les salles supplémentaires nécessaires seront créées au moyen de transformations et de densifications sans augmenter le volume existant. Les installations extérieures seront partiellement réaménagées. Une installation photovoltaïque sera montée sur les toits du gymnase.

Le permis de construire a été octroyé pour l'ensemble du projet de construction le 22 octobre 2012 et n'a fait l'objet d'aucune opposition.

2. Bases légales

- Loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP; RSB 435.11), articles 38 et 51, alinéa 3
- Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM; RSB 433.12), articles 33 et 59
- Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les écoles moyennes (OEM; RSB 433.121)
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA; RSB 152.01), article 33

– Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts; dépenses nouvelles et dépenses liées

Niveau des prix du mois d'avril 2011, indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland = 124,5 points

Total des coûts (y compris nouvelles acquisitions et réserves)	*CHF 43 700 000.–*
Réserve de remaniement de la TTE (conseillère d'Etat) 9% Réserve de remaniement de l'OIC (architecte cantonale) 4%	
dont:	
a) Dépenses nouvelles	CHF 8 300 000.–
– Etude de projet	
– Mesures de construction des bâtiments	
– Installation photovoltaïque	
– Aménagement	
b) Dépenses liées	CHF 35 400 000.–
– Mesures de conservation et de remplacement de la structure, de l'enveloppe et des installations techniques	
– Adaptation de la protection incendie et de la sécurité parasismique à approuver par le Conseil-exécutif	
Montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses au sens des articles 143 et 147 OFP (dépenses nouvelles et frais d'étude)	*CHF 8 300 000.–*
Moins: coûts d'étude et de planification déjà approuvés	– CHF 2 980 000.–
Dépenses nouvelles, montants nets	*CHF 5 320 000.–*
dont crédit de construction (TTE)	CHF 4 320 000.–
dont crédit d'aménagement (INS)	CHF 1 000 000.–
Dépenses à autoriser	
– Dépenses liées	CHF 35 400 000.–
– Dépenses nouvelles	CHF 5 320 000.–
Total du crédit à approuver	*CHF 40 720 000.–*

Les dépenses sont uniques au sens de l'article 46 LFP. Si elles sont nécessaires à la rénovation et au remplacement de la substance du bâtiment et des installations, elles sont liées en vertu de l'article 48, alinéa 1, lettres d et f LFP. Par ailleurs, elles sont nouvelles en vertu de l'article 48, alinéa 2, lettre a LFP. La qualification de «nouvelles» s'applique tout particulièrement, dans le présent arrêté, aux dépenses dues à l'installation photovoltaïque en raison de l'absence actuelle d'une pratique suffisante quant à l'article 52, alinéa 2 de la loi cantonale sur l'énergie (LCEn), qui détermine la norme et les conditions en matière d'installations solaires dans les bâtiments cantonaux.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

4. Type de crédit/compte/exercices

Les dépenses sont inscrites au budget et dans le plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie et de la Direction de l'instruction publique. Il s'agit d'un crédit d'exécution et d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP, relayé en principe par les paiements ci-après, sous réserve de l'approbation du budget:

Groupe de produits: évolution du parc immobilier (n° 09.16.9120)

Dépenses TTE:

Compte		Exercice/montant		
4980 503100	Office des immeubles et des constructions Transformation de bien-fonds du patrimoine administratif	2011	CHF	508 000.–
		2012	CHF	1 900 000.–
		2013	CHF	4 800 000.–
		2014	CHF	11 000 000.–
		2015	CHF	12 000 000.–
		2016	CHF	12 492 000.–
		Total	*CHF*	*42 700 000.–*

Groupe de produits: formation en école moyenne (n° 08.06.9110)

Dépenses INS (gymnase):

Compte		Exercice/montant		
506100	Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle Mobilier et installations didactiques	2013	CHF	250 000.–
		2014	CHF	440 000.–
		2015	CHF	110 000.–
		2016	CHF	100 000.–
		Total	*CHF*	900 000.–

Groupe de produits: formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle (n° 08.05.9100)

Dépenses INS (années scolaires de préparation professionnelle):

Compte		Exercice/montant		
506100	Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle Mobilier et installations didactiques	2014	CHF	100 000.–

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire *facultative* et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

0148 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie, Office des ponts et chaussées, groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120) Crédit supplémentaire 2012

1. Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la RPT (Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons), une provision pour la participation financière du canton aux routes nationales en construction (A5 et A16) avait été constituée au 31 décembre 2007. Son montant avait été calculé sur la base de l'ancien programme de construction de l'Office fédéral des routes (OFROU) et il est adapté chaque année par rapport à la nouvelle planification des coûts.

Il ressort de la nouvelle planification des coûts, élaborée en collaboration avec l'OFROU, qu'il faut augmenter les provisions en 2012 en raison de certaines adaptations et des paiements complémentaires pour l'A5 (branches Est et Ouest du contournement de Bienne).

Le crédit supplémentaire peut être intégralement compensé.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN; RS 725.11)
- Ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN; RS 725.111)
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), article 57
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), article 160
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (ordonnance d'organisation TTE, OO TTE, RSB 152.221.191), article 12, lettre b

3. Montant du crédit et groupe de produits

Groupe de produits Routes nationales (n° 09.10.9120)

Crédit budgétaire	CHF 15 026 045.54
Crédit supplémentaire nécessaire	*CHF 5 700 000.00*

Le crédit supplémentaire se compose comme suit:

– Augmentation des provisions pour les routes nationales en construction (sur la base de la nouvelle planification des coûts)	CHF 8 221 599.00
– Recettes supplémentaires internes au groupe de produits provenant des travaux pour les filiales de l'OFROU et dépenses inférieures au montant prévu dans l'entretien des routes et les coûts standard (amortissements et intérêts)	– CHF 2 521 599.00

Compensation
Le crédit supplémentaire peut être compensé partiellement au sein de l'Office des ponts et chaussées comme suit:

Groupe de produits Routes cantonales (n° 09.09.9110)	CHF 5 700 000.00

La compensation est possible étant donné que le montant des amortissements et des frais de matériel et de prestations est inférieur à ce qui était budgété dans le groupe de produits Routes cantonales.

4. Répercussions sur le calcul des prestations

Le crédit supplémentaire doit permettre d'atteindre les objectifs d'effet et de prestation dans le domaine de la construction et de l'aménagement. La compensation n'a pas d'incidence négative sur les objectifs de prestation dans le groupe de produits concerné.

5. Répercussions sur la comptabilité financière

Le crédit supplémentaire est imputé sur le compte suivant du compte de fonctionnement:

332500 Provisions pour routes nationales en construction	CHF 8 221 599.00

6. Type de crédit et exercice comptable

Crédit supplémentaire 2012

Direction de la police et des affaires militaires

1839 Direction de la police et des affaires militaires; Fête fédérale de lutte 2013 à Berthoud; subvention du Fonds de loterie et prestations

1. Objet

Le présent projet concerne une subvention du Fonds de loterie en faveur de la Fête fédérale de lutte 2013 à Berthoud. Une remise portant sur les coûts des prestations cantonales (intervention de la Police cantonale bernoise [POCA] et de la protection civile) est demandée de la part du canton de Berne.

2. Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéas 1 et 4, 38, alinéas 1 et 2, 42, alinéa 2, 46, alinéa 2, lettre m, 48, alinéas 1, lettre a, et 3
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéas 2 et 3, 35, alinéas 2, 5 et 6, articles 37, alinéa 1, 38, alinéa 2
- Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1)
- Ordonnance du 17 octobre 2007 sur la police (OPol; RSB 551.111)
- Loi du 20 juin 1996 sur la Police cantonale (LPC; RSB 552.1), article 3, alinéa 1
- Contrat sur les ressources du 14 décembre 2009 entre le canton de Berne et la ville de Berthoud
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 8
- Ordonnance du 6 juin 2008 sur les interventions de la protection civile en faveur de la collectivité (OIPCC; RS 520.14)
- Ordonnance cantonale du 27 octobre 2004 sur la protection civile (OCPCi; RSB 521.11)
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 31, 42, 46, 50, alinéa 3, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 141, 145, 148, 152 et annexe 3
- Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (ordonnance sur les émoluments; OEmo; RSB 154.21), articles 4, alinéa 2, 8 et annexe V C

3. Coût, financement, montant déterminant

Subvention du Fonds de loterie	CHF 1 000 000.–
Remise	CHF 609 975.–
Total	*CHF 1 609 975.–*

La subvention du Fonds de loterie relève de la compétence financière du Grand Conseil.

4. Nature de la dépense

La subvention du Fonds de loterie constitue une dépense nouvelle et unique (art. 46 et 48, al. 2, lit. a LFP).

5. Nature des coûts

436000 Remboursement de tiers	CHF 609 975.–

6. Nature du crédit, compte, exercice

Le crédit d'engagement porte sur plusieurs années. La comptabilisation se fera sur l'exercice 2013.

Compte 1299-23784-206000-09 Tourisme	CHF 1 000 000.–
Compte 910019 Prestations pour tiers (remise)	CHF 609 975.–

7. Conditions pour la subvention

a) A la clôture de la manifestation, le décompte final doit être présenté à la Direction de la police et des affaires militaires.
b) Si le décompte présente des coûts inférieurs au budget, la subvention est réduite en proportion.
c) Les dépassements de devis ne sont pas pris en compte.
d) La subvention du Fonds de loterie doit être mentionnée au moyen des logos correspondants à l'entrée du site de la fête ainsi que dans le guide de la manifestation.

1840 Direction de la police et des affaires militaires; Fête fédérale de gymnastique 2013 à Bienne; subvention du Fonds de loterie et remise des coûts (prestations et infrastructures cantonales)

1. Objet

Le présent projet concerne une subvention du Fonds de loterie en faveur de la Fête fédérale de gymnastique 2013 à Bienne et une remise portant sur les coûts des prestations (intervention de la Police cantonale bernoise [POCA] et de la protection civile) et des infrastructures cantonales (utilisation des halles de sport).

2. Bases légales

– Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéas 1 et 4, 38, alinéas 1 et 2, 42, alinéa 2, 46, alinéa 2, lettre m, 48, alinéas 1, lettre a, et 3
– Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéas 2 et 3, 35, alinéas 2, 5 et 6, articles 37, alinéa 1, 38, alinéa 2
– Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1)
– Ordonnance du 17 octobre 2007 sur la police (OPol; RSB 551.111)
– Loi du 20 juin 1996 sur la Police cantonale (LPC; RSB 552.1), article 3, alinéa 1
– Contrat sur les ressources du 31 mars 2008 entre le canton de Berne et la ville de Bienne
– Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 8
– Ordonnance du 6 juin 2008 sur les interventions de la protection civile en faveur de la collectivité (OIPCC; RS 520.14)
– Ordonnance cantonale du 27 octobre 2004 sur la protection civile (OCPCi; RSB 521.11)
– Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (ordonnance d'organisation TTE, OO TTE; RSB 152.221.191)
– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 3, alinéas 1, lettre d, et 5, lettre c, 31, 42, 46, 50, alinéa 3, et 52
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 141, 145, 148, 152 et annexe 3
– Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (ordonnance sur les émoluments; OEmo; RSB 154.21), articles 4, alinéa 2, 8 et annexe V C

3. Coût, financement, montant déterminant

Subvention du Fonds de loterie	CHF 1 000 000.–
Remise	CHF 689 375.–
Total	*CHF 1 689 375.–*

La subvention du Fonds de loterie relève de la compétence financière du Grand Conseil.

4. Nature de la dépense

La subvention du Fonds de loterie constitue une dépense nouvelle et unique (art. 46 et 48, al. 2, lit. a LFP).

5. Nature des coûts

436000 Remboursement de tiers CHF 689 375.–

6. Nature du crédit, compte, exercice

Le crédit d'engagement porte sur plusieurs années. La comptabilisation se fera sur l'exercice 2013.

Compte 1299-23784-206000-09 Tourisme CHF 1 000 000.–
Compte 910019 Prestations pour tiers (remise) CHF 689 375.–

7. Conditions pour la subvention

a) A la clôture de la manifestation, le décompte final doit être présenté à la Direction de la police et des affaires militaires.
b) Si le décompte présente des coûts inférieurs au budget, la subvention est réduite en proportion.
c) Les dépassements de devis ne sont pas pris en compte.
d) La subvention du Fonds de loterie doit être mentionnée au moyen des logos correspondants à l'entrée du site de la fête ainsi que dans le guide de la manifestation.

Direction de l'instruction publique

0154 Direction de l'instruction publique; Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (I n° 1476); Dépassement de solde dans le domaine des charges de personnel; groupe de produits Ecole enfantine et école obligatoire; crédit supplémentaire 2012

1. Objet

Crédit supplémentaire pour des charges de personnel non budgétées résultant de consignes de coupes budgétaires dans la planification des frais de personnel.

2. Bases légales

– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP), article 57
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP), article 160
– ACE 1589 du 19 mai 2004
– ACE 3882 du 14 décembre 2005

3. Montant du crédit et groupe de produits

– Crédit budgétaire 2012	CHF	751 227 867.79
– Crédit supplémentaire 2012 GP Ecole enfantine et école obligatoire	CHF	22 927 050.36
– Compensation 1: Unité CCPR Ecole enfantine et école obligatoire; groupe de produits 08.04.9110 Services psychologiques pour enfants et adolescents et offres périscolaires	CHF	602 545.91
– Compensation 2: Unité CCPR Services centralisés; groupe de produits 08.12.9100 Prestations internes de service	CHF	4 401 590.10

groupe de produits 08.13.9200		
Subsides de formation	CHF	111 884.34
– Compensation 3:		
Unité CCPR OSP – Degré secondaire II		
groupe de produits 08.05.9100		
Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle	CHF	14 741 261.92
groupe de produits 08.06.9110		
Formation en école moyenne	CHF	3 069 768.09

Le crédit supplémentaire peut ainsi être intégralement compensé au sein de la Direction de l'instruction publique.

4. Type de dépense et qualification juridique de la dépense

Il s'agit d'une dépense périodique et liée (art. 47 et art. 48, al. 1, lit. a LFP).

5. Incidences sur le calcul des prestations

Groupe de produits 08.04.9110:
Pas d'incidences sur la réalisation des objectifs de prestation. La compensation est possible principalement grâce au fait que le budget alloué aux écoles de musique n'a pas été employé dans son intégralité. Les leçons dispensées ont été moins nombreuses que prévu, générant notamment une augmentation des frais de personnel inférieure à la moyenne.

Groupe de produits 08.12.9100:
Pas d'incidences; économies générales sur les coûts (surtout en raison du moratoire sur les dépenses).

Groupe de produits 08.13.9200:
Pas d'incidences; recul du nombre de demandes et augmentation des remboursements.

Groupe de produits 08.05.9100:
Pas d'incidences; économies générales sur les coûts (notamment en raison du moratoire sur les dépenses).

Groupe de produits 08.06.9110:
Pas d'incidences; économies générales sur les coûts (notamment en raison du moratoire sur les dépenses).

6. Incidences sur la comptabilité financière

Les charges supplémentaires se répercutent intégralement sur la comptabilité financière.

7. Type de crédit et exercice

Crédit supplémentaire 2012

Commission de justice

Direction de la magistrature

01/2013 Autorités judiciaires et Ministère public (nº I 24284) Groupe de produits Juridictions civile et pénale (12.01.9101) Crédit supplémentaire 2012

1. Objet

Les tests de plausibilité de l'Administration des finances basés sur la version du groupe 1 des comptes annuels 2011 ont montré, en janvier 2012, que lors de la budgétisation 2011, tout comme pour le budget 2012, des différences d'incorporation matérielle entre la comptabilité financière et la comptabilité analytique d'exploitation ont été effectuées à tort sur le compte de pertes sur créances provenant de l'assistance judiciaire gratuite. Lorsque cela a été découvert, le budget 2012 avait déjà été approuvé par le Grand Conseil.

En raison de ces différences d'incorporation matérielle erronées, les coûts du compte de pertes sur créances provenant de l'assistance judiciaire gratuite sont inférieurs pour l'exercice comptable 2012 de CHF 17,3 millions (année précédente: CHF 16,6 mio). Comme prévu, le résultat des comptes 2012 montre aujourd'hui que la marge contributive III d'un montant de CHF 11 604 698.71 n'est pas suffisante. Cela est dû à des pertes sur créances provenant de l'assistance judiciaire gratuite, sur lesquelles les juridictions civile et pénale n'ont pas d'influence. Les réductions de coûts aussi bien dans le domaine du personnel, de CHF –2 063 547.13, que dans les biens, services et marchandises, de CHF –4 072 600.90, ainsi que les revenus supplémentaires résultant de l'augmentation des subventions acquises de CHF –555 396.91 et la réduction du ducroire sur débiteurs de CHF –102 699.27 ont allégé le résultat des comptes 2012. En contrepartie, la diminution des revenus des émoluments administratifs et des autres revenus d'un montant total de CHF 788 099.45 pénalisent le résultat des comptes 2012.

Le crédit supplémentaire n'a cependant aucun effet sur la comptabilité financière, qui clôture l'exercice comptable 2012 avec une solde amélioré de CHF –260 663.50.

2. Bases légales

- Article 57 de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)
- Article 75, alinéa 1, lettre g de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)
- Article 160 de l'ordonnance sur le pilotage des finances et des prestations (OFP)
- Article 18, alinéa 1, lettre g de la loi sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM)

3. Montant du crédit et groupe de produits

Crédit budgétaire (marge contributive III)	CHF 45 164 310.45
Crédit supplémentaire du groupe de produits Juridictions civile et pénale (12.01.9101)	*CHF 11 604 698.71*

4. Type de dépense et qualification juridique de la dépense

Art. 47 LFP Dépenses périodiques
Art. 48, al. 1, let. b LFP Dépense liée

5. Répercussions sur le calcul des prestations

L'exécution obligatoire des tâches légales provoque l'augmentation des dépenses et la diminution des recettes, sur lesquelles les juridictions civile et pénale n'ont pas d'influence.

6. Répercussions sur la comptabilité financière

Charges inférieures de	CHF –2 742 792.86
Revenu inférieur de	CHF 2 482 129.36
Amélioration du solde	CHF –260 663.50

7. Type de crédit et exercice comptable

Crédit supplémentaire 2012

Berne, le 11 février 2013

Au nom de la Direction de la magistrature,

le président: *C. Trenkel*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification)

Direction de l'économie publique

Annexe 6

Proposition du Conseil-exécutif

Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification) 921.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Grand Conseil,

arrête:

I.

La loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts (LCFo) est modifiée comme suit:

Art. 3 [1 et 2]Inchangés.

[3 et 4]Abrogés.

2.1.1 (nouveau) Plan forestier cantonal

Principes

Art. 5 [1]Le plan forestier cantonal vise à défendre les intérêts publics propres à la forêt, assure la coordination avec l'aménagement du territoire et contient les règles pour la planification forestière régionale.

[2] Il décrit les orientations de développement pour les zones forestières présentant un intérêt public important et contient des prescriptions spéciales de gestion et d'exploitation de la forêt.

[3] Il peut aussi contenir des programmes pour des zones situées à l'extérieur de l'aire forestière, pour autant qu'ils aient une incidence sur le développement des forêts.

[4] Ancien alinéa 3.

Prescriptions spéciales de gestion

Art. 5a (nouveau) [1]Lorsque des intérêts publics majeurs sont touchés, le plan forestier cantonal désigne les territoires soumis à des prescriptions spéciales de gestion.

[2] Les prescriptions spéciales de gestion deviennent obligatoires pour les propriétaires fonciers par l'approbation des dispositions obligatoires d'un programme de gestion forestière ou par la conclusion d'un contrat.

[3] Elles deviennent en outre obligatoires pour les propriétaires fonciers par une décision,

a lorsqu'une mise en œuvre selon l'alinéa 2 n'est pas possible, n'est pas efficace ou n'est pas appropriée, ou

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification) 921.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Grand Conseil,

arrête:

I.

La loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts (LCFo) est modifiée comme suit:

Art. 3 [1 et 2]Inchangés.

[3 et 4]Abrogés.

Art. 5 à **6** Biffer.

Résultat de la première lecture

Loi cantonale sur les forêts (LCFo) (Modification) 921.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Grand Conseil,

arrête:

I.

La loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts (LCFo) est modifiée comme suit:

Art. 3 [1 et 2]Inchangés.

[3 et 4]Abrogés.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

b lorsqu'une réserve forestière est touchée, si la majorité des propriétaires fonciers approuve qu'une décision soit rendue.

[4] Lorsque les prescriptions spéciales de gestion équivalent à une expropriation, la personne concernée peut exiger la reprise du bien-fonds par le canton conformément aux prescriptions sur l'expropriation.

Orientation de l'exploitation des forêts

Art. 5b (nouveau) Le plan forestier cantonal définit les zones dans lesquelles l'exploitation liée à la fonction sociale peut menacer l'exercice durable des autres fonctions de la forêt.

Conception, exécution et approbation

Art. 5c (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de l'économie publique a la responsabilité de réunir les bases de planification et d'établir, d'exécuter et de tenir à jour le plan forestier cantonal.

[2] Il veille à assurer une participation publique avant l'adoption du plan forestier cantonal.

[3] Le Conseil-exécutif approuve le plan forestier cantonal.

2.1.2 (nouveau) Plan forestier régional

Principes

Art. 6 [1]Le plan forestier régional vise à défendre les intérêts publics propres à une zone forestière particulière et à assurer la coordination avec l'aménagement du territoire.

[2] Il met en œuvre les prescriptions du plan forestier cantonal.

[3] Il est contraignant pour la Direction de l'économie publique et pour les unités administratives qui lui sont subordonnées. La Direction de l'économie publique peut déclarer le plan forestier régional comme étant contraignant pour d'autres autorités cantonales et les communes, pour autant qu'elles l'aient approuvé.

Prescriptions spéciales de gestion

Art. 6a (nouveau) Le plan forestier régional peut prévoir d'autres prescriptions spéciales de gestion en plus de celles fixées dans le plan forestier cantonal, pour autant que les propriétaires de forêts concernés y soient favorables.

Art. 7 [1]Inchangé.

[2] Il veille à assurer une participation publique avant l'adoption du plan forestier régional.

[3] La Direction de l'économie publique approuve le plan forestier régional.

Orientation de l'exploitation des forêts

Art. 6a (nouveau) Le plan forestier régional définit les zones dans lesquelles l'exploitation liée à la fonction sociale peut menacer l'exercice durable des autres fonctions de la forêt.

Art. 7 [1]Inchangé.

[2] Il veille à assurer une participation publique avant l'adoption du plan forestier régional.

[3] La Direction de l'économie publique approuve le plan forestier régional.

Orientation de l'exploitation des forêts

Art. 6a (nouveau) Le plan forestier régional définit les zones dans lesquelles l'exploitation liée à la fonction sociale peut menacer l'exercice durable des autres fonctions de la forêt.

Art. 7 [1]Inchangé.

[2] Il veille à assurer une participation publique avant l'adoption du plan forestier régional.

[3] La Direction de l'économie publique approuve le plan forestier régional.

Art. 8 [1]Inchangé.

[2] Aucune obligation d'exploiter n'est applicable à la forêt, sous réserve des législations fédérale et cantonale.

[3] Toute exploitation doit rester proche de l'état naturel et garantir que la forêt puisse remplir durablement ses fonctions.

Art. 14 [1]«plan forestier régional» est remplacé par «plan forestier cantonal».

[2] «plan forestier régional» est remplacé par «plan forestier cantonal».

[3] Inchangé.

Art. 16 [1]Les améliorations forestières sont des mesures ou des ouvrages qui visent
a à améliorer les structures de gestion et à faciliter la gestion;
b et *c* inchangées.

[2 et 3]Inchangés.

Art. 18 [1]Toute personne qui rétribue des travaux de récolte du bois en forêt en tant qu'employeur, donneur d'ouvrage ou autre doit garantir que ceux qui effectuent les travaux ont une formation technique de base ou une expérience pratique dans le domaine.

[2] Inchangé.

Art. 20 [1]Les avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement doivent être compensés.

[2] Cette compensation est fixée, après consultation de la commune, par le service compétent de la Direction de l'économie publique. Elle s'élève à 50 pour cent de la plus-value réalisée selon les critères en matière de construction et d'aménagement, mais au minimum à 12 francs par mètre carré, dont doivent être déduits les autres versements compensatoires perçus par la commune.

[3] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à favoriser et à maintenir la fonction sociale ainsi que la biodiversité de la forêt.

Art. 8 [1]Inchangé.

[2] Aucune obligation d'exploiter n'est applicable à la forêt, sous réserve des législations fédérale et cantonale.

[3] Toute exploitation doit rester proche de l'état naturel et garantir que la forêt puisse remplir durablement ses fonctions.

Art. 14 Biffer.

Art. 16 [1]Les améliorations forestières sont des mesures ou des ouvrages qui visent
a à améliorer les structures de gestion et à faciliter la gestion;
b et *c* inchangées.

[2 et 3]Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 18 [1]Toute personne qui rétribue des travaux de récolte du bois en forêt en tant qu'employeur, donneur d'ouvrage ou autre doit garantir que ceux qui effectuent les travaux ont une formation technique de base ou une expérience pratique dans le domaine.

[2] Inchangé.

Proposition de la commission

Art. 18 Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 20 [1]Les avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement doivent être compensés.

[2] Cette compensation est fixée, après consultation de la commune, par le service compétent de la Direction de l'économie publique. Elle s'élève à 50 pour cent de la plus-value réalisée selon les critères en matière de construction et d'aménagement, mais au minimum à 12 francs par mètre carré, dont doivent être déduits les autres versements compensatoires perçus par la commune.

[3] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à favoriser et à maintenir la fonction sociale ainsi que la biodiversité de la forêt.

Art. 8 [1]Inchangé.

[2] Aucune obligation d'exploiter n'est applicable à la forêt, sous réserve des législations fédérale et cantonale.

[3] Toute exploitation doit rester proche de l'état naturel et garantir que la forêt puisse remplir durablement ses fonctions.

Art. 14 Biffer.

Art. 16 [1]Les améliorations forestières sont des mesures ou des ouvrages qui visent
a à améliorer les structures de gestion et à faciliter la gestion;
b et *c* inchangées.

[2 et 3]Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 18 [1]Toute personne qui rétribue des travaux de récolte du bois en forêt en tant qu'employeur, donneur d'ouvrage ou autre doit garantir que ceux qui effectuent les travaux ont une formation technique de base ou une expérience pratique dans le domaine.

[2] Inchangé.

Proposition de la commission

Art. 18 Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 20 [1]Les avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement doivent être compensés.

[2] Cette compensation est fixée, après consultation de la commune, par le service compétent de la Direction de l'économie publique. Elle s'élève à 50 pour cent de la plus-value réalisée selon les critères en matière de construction et d'aménagement, mais au minimum à 12 francs par mètre carré, dont doivent être déduits les autres versements compensatoires perçus par la commune.

[3] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à favoriser et à maintenir la fonction sociale ainsi que la biodiversité de la forêt.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 18 [1]Toute personne qui rétribue des travaux de récolte du bois en forêt en tant qu'employeur, donneur d'ouvrage ou autre doit garantir que ceux qui effectuent les travaux ont une formation technique de base ou une expérience pratique dans le domaine.

[2] Inchangé.

Proposition de la commission

Art. 18 Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 20 [1]Les avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement doivent être compensés.

[2] Cette compensation est fixée, après consultation de la commune, par le service compétent de la Direction de l'économie publique. Elle s'élève à 50 pour cent de la plus-value réalisée selon les critères en matière de construction et d'aménagement, mais au minimum à 12 francs par mètre carré, dont doivent être déduits les autres versements compensatoires perçus par la commune.

[3] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à favoriser et à maintenir la fonction sociale ainsi que la biodiversité de la forêt.

Proposition de la commission

Art. 20 [1]La compensation des avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement est soumise aux dispositions de la législation sur les constructions.

[2] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à promouvoir et à conserver la forêt.

Art. 21 [1]La forêt est accessible à tous, conformément à l'usage local, sans que cela n'engage une responsabilité particulière du propriétaire de la forêt.

[2] L'accès de certains secteurs forestiers peut être restreint, notamment
a et *b* inchangées,
c «les installations et» est remplacé par «les installations»,
d inchangée,
e aux fins de protéger les personnes et les biens.

[3] Inchangé.

Art. 21 [1]La forêt est accessible à tous, conformément à l'usage local, sans que cela n'engage une responsabilité particulière du propriétaire de la forêt.

[2] L'accès de certains secteurs forestiers peut être restreint, notamment
a et *b* inchangées,
c «les installations et» est remplacé par «les installations»,
d inchangée,
e aux fins de protéger les personnes et les biens.

[3] Inchangé.

Art. 23 [1]La circulation des véhicules automobiles sur les routes forestières est exclusivement réservée
a inchangée,
b à la pratique de la chasse dans les limites des prescriptions sur la chasse,
c à *e* inchangées.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut accorder pour d'autres usages une autorisation de circuler limitée dans l'espace et dans le temps.

[3] Ancien alinéa 2.

[4] L'ouverture des routes forestières est subordonnée à une participation appropriée des requérants ou requérantes à l'entretien et aux éventuelles prestations en dommages-intérêts dues par le propriétaire de l'ouvrage.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 23 [1]La circulation des véhicules automobiles sur les routes forestières est exclusivement réservée
a inchangée,
b à la pratique de la chasse dans les limites des prescriptions sur la chasse,
c à *e* inchangées.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut accorder pour d'autres usages une autorisation de circuler limitée dans l'espace et dans le temps.

[3] Ancien alinéa 2.

[4] L'ouverture des routes forestières est subordonnée à une participation appropriée des requérants ou requérantes à l'entretien et aux éventuelles prestations en dommages-intérêts dues par le propriétaire de l'ouvrage.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 32 [1]«indemnités» est remplacé par «indemnités au canton ou à des tiers».

[2] «aides financières» est remplacé par «aides financières au canton ou à des tiers».

[3] Les subventions cantonales peuvent atteindre jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables résultant des mesures.

Art. 32 [1]«indemnités» est remplacé par «indemnités au canton ou à des tiers».

[2] «aides financières» est remplacé par «aides financières au canton ou à des tiers».

[3] Les subventions cantonales peuvent atteindre jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables résultant des mesures.

Proposition de la commission

Art. 20 [1]La compensation des avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement est soumise aux dispositions de la législation sur les constructions.

[2] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à promouvoir et à conserver la forêt.

Art. 21 [1]La forêt est accessible à tous, conformément à l'usage local, sans que cela n'engage une responsabilité particulière du propriétaire de la forêt.

[2] L'accès de certains secteurs forestiers peut être restreint, notamment
a et *b* inchangées,
c «les installations et» est remplacé par «les installations»,
d inchangée,
e aux fins de protéger les personnes et les biens.

[3] Inchangé.

Art. 23 [1]La circulation des véhicules automobiles sur les routes forestières est exclusivement réservée
a inchangée,
b à la pratique de la chasse dans les limites des prescriptions sur la chasse,
c à *e* inchangées.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut accorder pour d'autres usages une autorisation de circuler limitée dans l'espace et dans le temps.

[3] Ancien alinéa 2.

[4] L'ouverture des routes forestières est subordonnée à une participation appropriée des requérants ou requérantes à l'entretien et aux éventuelles prestations en dommages-intérêts dues par le propriétaire de l'ouvrage.

[5] Ancien alinéa 4.

Art. 32 [1]«indemnités» est remplacé par «indemnités au canton ou à des tiers».

[2] «aides financières» est remplacé par «aides financières au canton ou à des tiers».

[3] Les subventions cantonales peuvent atteindre jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables résultant des mesures.

Proposition de la commission

Art. 20 [1]La compensation des avantages importants résultant d'une autorisation de défrichement est soumise aux dispositions de la législation sur les constructions.

[2] Elle revient à la commune et doit être affectée à des mesures visant à promouvoir et à conserver la forêt.

Art. 33 [1]Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables pour

a «du plan d'exploitation» est remplacé par «des programmes de gestion forestière»;
b inchangée;
c «la formation» est remplacé par «la formation et le perfectionnement»;
d des mesures sylvicoles dans les forêts protectrices.

[2] Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer des aides financières allant jusqu'à 70 pour cent des frais subventionnables pour

a des améliorations forestières, à l'exception des remaniements parcellaires forestiers;
b inchangée;
c des bases de planification forestière répondant aussi à un intérêt public;
d la formation forestière;
e les soins aux jeunes forêts en dehors des forêts protectrices.

[3] Abrogé.

Art. 35 [1]Les subventions ne sont versées que s'il est garanti que l'allocataire fournit une prestation ou subit une charge, qui servent l'intérêt public.

[2] Inchangé.

[3] «peut prévoir» est remplacé par «prévoit».

Art. 37 [1]Les subventions doivent en principe être allouées sous la forme de forfaits liés aux prestations.

[2] Inchangé.

[3] Les forfaits correspondent au maximum aux dépenses occasionnées par l'exécution économe des mesures.

Délégation de compétences en matière de dépenses

Art. 37a (nouveau) [1]Pour le financement de mesures de protection de la forêt ou de défense contre les catastrophes naturelles, qui doivent être prises rapidement pour parer à un danger imminent, empêcher des dégâts nettement plus importants ou assurer les premiers travaux de réparation en cas de dommage, les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil sont déléguées au Conseil-exécutif, pour autant que ces mesures ne puissent attendre une décision de l'organe ordinairement seul compétent en la matière.

Art. 33 [1]Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables pour

a «du plan d'exploitation» est remplacé par «des programmes de gestion forestière»;
b inchangée;
c «la formation» est remplacé par «la formation et le perfectionnement»;
d des mesures sylvicoles dans les forêts protectrices.

[2] Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer des aides financières allant jusqu'à 70 pour cent des frais subventionnables pour

a des améliorations forestières, à l'exception des remaniements parcellaires forestiers;
b inchangée;
c des bases de planification forestière répondant aussi à un intérêt public;
d la formation forestière;
e les soins aux jeunes forêts en dehors des forêts protectrices.

[3] Abrogé.

Art. 35 [1]Les subventions ne sont versées que s'il est garanti que l'allocataire fournit une prestation ou subit une charge, qui servent l'intérêt public.

[2] Inchangé.

[3] «peut prévoir» est remplacé par «prévoit».

Art. 37 [1]Les subventions doivent en principe être allouées sous la forme de forfaits liés aux prestations.

[2] Inchangé.

[3] Les forfaits correspondent au maximum aux dépenses occasionnées par l'exécution économe des mesures.

Délégation de compétences en matière de dépenses

Art. 37a (nouveau) [1]Pour le financement de mesures de protection de la forêt ou de défense contre les catastrophes naturelles, qui doivent être prises rapidement pour parer à un danger imminent, empêcher des dégâts nettement plus importants ou assurer les premiers travaux de réparation en cas de dommage, les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil sont déléguées au Conseil-exécutif, pour autant que ces mesures ne puissent attendre une décision de l'organe ordinairement seul compétent en la matière.

Art. 33 [1]Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer jusqu'à 100 pour cent des frais subventionnables pour

a «du plan d'exploitation» est remplacé par «des programmes de gestion forestière»;
b inchangée;
c «la formation» est remplacé par «la formation et le perfectionnement»;
d des mesures sylvicoles dans les forêts protectrices.

[2] Si aucune subvention fédérale ne peut être obtenue, le canton peut allouer des aides financières allant jusqu'à 70 pour cent des frais subventionnables pour

a des améliorations forestières, à l'exception des remaniements parcellaires forestiers;
b inchangée;
c des bases de planification forestière répondant aussi à un intérêt public;
d la formation forestière;
e les soins aux jeunes forêts en dehors des forêts protectrices.

[3] Abrogé.

Art. 35 [1]Les subventions ne sont versées que s'il est garanti que l'allocataire fournit une prestation ou subit une charge, qui servent l'intérêt public.

[2] Inchangé.

[3] «peut prévoir» est remplacé par «prévoit».

Art. 37 [1]Les subventions doivent en principe être allouées sous la forme de forfaits liés aux prestations.

[2] Inchangé.

[3] Les forfaits correspondent au maximum aux dépenses occasionnées par l'exécution économe des mesures.

Délégation de compétences en matière de dépenses

Art. 37a (nouveau) [1]Pour le financement de mesures de protection de la forêt ou de défense contre les catastrophes naturelles, qui doivent être prises rapidement pour parer à un danger imminent, empêcher des dégâts nettement plus importants ou assurer les premiers travaux de réparation en cas de dommage, les compétences en matière d'autorisation de dépenses du peuple et du Grand Conseil sont déléguées au Conseil-exécutif, pour autant que ces mesures ne puissent attendre une décision de l'organe ordinairement seul compétent en la matière.

[2] La Commission des finances du Grand Conseil doit immédiatement être informée de la décision de dépense.

Art. 44 Le service forestier participe avec des tiers, en particulier des organisations du monde du travail et des organisations forestières, à la formation de base, le perfectionnement et la formation continue des personnes actives dans le domaine forestier ainsi qu'à la formation de la main-d'œuvre non qualifiée.

Art. 46 [1]Sera punie de l'amende jusqu'à 20 000 francs toute personne qui intentionnellement
a et *b* inchangées;

c contrevient aux prescriptions sur les exploitations préjudiciables ou
d contrevient aux prescriptions du Conseil-exécutif sur les feux en forêt.

[2] Inchangé.

Poursuite pénale **Art. 47a** (nouveau) [1]La poursuite pénale incombe aux autorités de poursuite pénale ordinaires.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut exercer les droits de partie en procédure pénale.

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 4 juillet 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Approuvée le ... par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

[2] La Commission des finances du Grand Conseil doit immédiatement être informée de la décision de dépense.

Art. 44 Le service forestier participe avec des tiers, en particulier des organisations du monde du travail et des organisations forestières, à la formation de base, le perfectionnement et la formation continue des personnes actives dans le domaine forestier ainsi qu'à la formation de la main-d'œuvre non qualifiée.

Art. 46 [1]Sera punie de l'amende jusqu'à 20 000 francs toute personne qui intentionnellement
a et *b* inchangées;

c contrevient aux prescriptions sur les exploitations préjudiciables ou
d contrevient aux prescriptions du Conseil-exécutif sur les feux en forêt.

[2] Inchangé.

Poursuite pénale **Art. 47a** (nouveau) [1]La poursuite pénale incombe aux autorités de poursuite pénale ordinaires.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut exercer les droits de partie en procédure pénale.

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 17 octobre 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 18 septembre 2012

Au nom de la commission,

le président: *Ruchti*

Approuvée le ... par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

[2] La Commission des finances du Grand Conseil doit immédiatement être informée de la décision de dépense.

Art. 44 Le service forestier participe avec des tiers, en particulier des organisations du monde du travail et des organisations forestières, à la formation de base, le perfectionnement et la formation continue des personnes actives dans le domaine forestier ainsi qu'à la formation de la main-d'œuvre non qualifiée.

Art. 46 [1]Sera punie de l'amende jusqu'à 20 000 francs toute personne qui intentionnellement
a inchangée;
b «ou» est abrogé;
c contrevient aux prescriptions sur les exploitations préjudiciables ou
d contrevient aux prescriptions du Conseil-exécutif sur les feux en forêt.

[2] Inchangé.

Poursuite pénale

Art. 47a (nouveau) [1]La poursuite pénale incombe aux autorités de poursuite pénale ordinaires.

[2] Le service compétent de la Direction de l'économie publique peut exercer les droits de partie en procédure pénale.

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 19 novembre 2012

Au nom du Grand Conseil,

la présidente: *Rufer-Wüthrich*
la vice-chancelière: *Aeschmann*

Approuvée le ... par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Texte approuvé par la Commission de rédaction

Berne, le 30 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 11 janvier 2013

Au nom de la commission,

le président: *Ruchti*

Approuvée le ... par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)

Direction de la police et des affaires militaires

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	3
4.	**Forme de l'acte législatif**	4
5.	**Droit comparé**	4
6.	**Commentaire des articles**	4
7.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	7
8.	**Répercussions financières**	7
9.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	8
10.	**Répercussions sur les communes**	8
11.	**Répercussions sur l'économie**	8
12.	**Résultat de la consultation**	8
13.	**Résultat de la procédure de consultation**	8
14.	**Proposition**	8

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE)

1. Synthèse

Le Tribunal administratif a retenu (ATA 100.2010.279U du 6 août 2010) qu'une norme générale faisait défaut pour fonder la détention administrative (détention en phase préparatoire, détention en vue du renvoi ou de l'expulsion, détention pour insoumission) et les conditions de cette détention, dans la mesure où il faut distinguer celles-ci par rapport à l'exécution de peine ou la détention avant jugement. Il a souligné en particulier les éléments suivants: possibilité de travailler, type d'hébergement, locaux de visite, promenade, sanctions disciplinaires.

Le présent projet crée des dispositions sur ces thèmes et règle les compétences pour exécuter les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté. Il indique également les principaux droits et obligations des personnes détenues et contient des dispositions sur l'ordre et la sécurité dans les établissements de détention.

A l'instigation du Tribunal administratif, la Direction de la police et des affaires militaires du canton de Berne (POM) propose le présent projet, qui prévoit une modification de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20).

2. Contexte

L'arrêté fédéral sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers est entré en vigueur début 1995, après un vote appelé par référendum. Cette première formulation des mesures de contrainte comportait des règles assez rudimentaires en ce qui concerne la privation de liberté. La jurisprudence du Tribunal fédéral a donc dû apporter quelques précisions dans les premières années, notamment sur les conditions de détention; le Tribunal fédéral a également incité les cantons à créer des normes générales et abstraites.

La révision totale de la loi sur les étrangers, entrée en vigueur début 2008, a certes étendu la thématique des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté; toutefois, hormis la nouvelle formulation des conditions de détention déjà présentes à l'article 13d de l'ancienne loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE), le nouvel article 81 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr; RS 142.20) ne fournit pas de description concrète des conditions de détention.

L'arrêté fédéral du 18 juin 2010 sur la réception des directives européennes relatives au retour de ressortissants de pays tiers (directive 2008/115/CE) requiert de préciser les conditions de détention; cet arrêté, mentionné à titre complémentaire, est entré en vigueur le 1er janvier 2011.

Dans l'arrêt déjà mentionné, le Tribunal administratif s'étend longuement sur les conditions de détention en vue du renvoi ou de l'expulsion, demandant la création rapide de dispositions à cet égard, et précisant ce qui suit.

Le Tribunal fédéral a souligné à plusieurs reprises qu'un Etat de droit se doit de décrire dans une loi ou une ordonnance (règlement carcéral) les conditions de la privation de liberté afin de protéger les personnes détenues de l'arbitraire et de l'inconstitutionnalité (ATF 123 I 221 consid. I 4a, 122 I 222 consid. 2b; Thomas Hugi Yar, Ausländerrecht, Bâle 2009, ch. 10.130, avec un aperçu de la réglementation au niveau de la loi ou de l'ordonnance des cantons AG, FR, LU, VS et JU et de la réglementation concordataire des cantons VD, NE et GE). Il n'existe pas de disposition dans le canton de Berne; les autorités d'exécution se fondent semble-t-il uniquement sur l'article 81 LEtr et sur la pratique du Tribunal fédéral [...]. La détention administrative relevant du droit des étrangers constitue une atteinte grave à la liberté des personnes concernées, raison pour laquelle une réglementation claire et de densité normative suffisante doit apporter une protection contre les décisions contraires à la constitution et les traitements arbitraires ou inéquitables (ATF 123 I 221 consid. I. 4a). Les autorités d'exécution doivent en outre pouvoir appuyer leur action, de manière claire et fiable, sur des dispositions suffisamment détaillées, sans devoir passer en revue toute une série de cas traités par le Tribunal fédéral afin d'y trouver une réponse appropriée (ATF 122 I 222 consid. 2b). L'article 81 LEtr (tout comme l'ancien article 13d LSEE) n'est pas suffisant, du point de vue de la densité normative, pour qu'on puisse y voir une norme générale et abstraite fondant les conditions de détention. Un renvoi à la jurisprudence du Tribunal fédéral ne saurait remplacer une telle réglementation non plus, puisque la pratique de cette instance réclame une description des conditions de détention dans une norme générale et abstraite.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

Comme déjà précisé, le Tribunal administratif a retenu (ATA 100.2010.279U du 6 août 2010) qu'une norme générale et abstraite faisait défaut pour fonder la détention administrative (détention en phase préparatoire, détention en vue du renvoi ou de l'expulsion, détention pour insoumission) et les conditions de cette détention, dans la mesure où il faut distinguer celles-ci par rapport à l'exécution de peine ou la détention avant jugement. Il a souligné en particulier les éléments suivants: possibilité de travailler, type d'hébergement, locaux de visite, promenade, sanctions disciplinaires.

Il est vrai que les dispositions correspondantes dans le secteur de l'exécution des peines et mesures ne peuvent pas être simplement reprises ou appliquées telles quelles pour les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant

la privation de liberté, puisque celles-ci poursuivent d'autres objectifs. Elles servent à garantir l'exécution d'une procédure de renvoi ou d'expulsion (détention en phase préparatoire) ou l'exécution d'une décision de renvoi ou d'expulsion (détention en vue du renvoi ou de l'expulsion, détention pour insoumission). Le chiffre 4 ci-après montre que l'on touche là aux droits fondamentaux de la personne. Pour cette raison, la jurisprudence du Tribunal fédéral ou les principes fondés sur celle-ci ne sauraient remplacer durablement une base légale suffisante. Comme déjà indiqué, le présent projet crée des dispositions sur ces thèmes et règle les compétences pour exécuter les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté. Il indique également les principaux droits et obligations des personnes détenues et contient des dispositions sur l'ordre et la sécurité dans les établissements de détention. Nous renvoyons aux explications du chiffre 6 ci-après.

4. Forme de l'acte législatif

Une norme générale et abstraite portant sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté comprend des atteintes à la liberté des personnes détenues, notamment dans ses dispositions sur le droit disciplinaire. Les éléments essentiels au moins doivent donc être fixés dans une loi au sens formel. Comme pour le secteur de l'exécution des peines et mesures, cette réglementation ne doit pas être trop succincte. La LiLFAE comporte déjà un chapitre 5 consacré au renvoi, à l'expulsion et aux mesures de contrainte. On entend ici par mesures de contrainte celles qui s'appliquent en droit des étrangers, en particulier la détention administrative (détention en phase préparatoire, détention en vue du renvoi ou de l'expulsion, détention pour insoumission). Comme ce type de privation de liberté diffère notablement de l'exécution des peines et mesures, il ne serait pas judicieux de procéder en modifiant ou en complétant la loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1); il semble indiqué de modifier ou de compléter la LiLFAE. Pour plus de clarté, le titre de la section 5 est adapté, et les nouvelles dispositions sur les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté sont traitées dans une nouvelle section 5a.

La modification proposée par le présent projet entend d'abord définir les compétences pour les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté. Il s'agit ensuite de préciser les droits et obligations fondamentaux des personnes détenues et les principes en matière d'ordre, de sécurité et de droit disciplinaire. Pour les dispositions qui ne doivent pas nécessairement être inscrites dans la loi, le projet charge le Conseil-exécutif de procéder par voie d'ordonnance.

5. Droit comparé

Dans l'arrêt déjà évoqué, le Tribunal administratif renvoie à un aperçu des réglementations cantonales (AG, FR, LU, VS et JU) et de la réglementation concordataire (VD, NE et GE). Les premières opèrent au niveau de la loi ou de l'ordonnance, la seconde par le droit intercantonal.

Le présent projet vise à édicter des règles au niveau de la loi. Il se concentre sur les compétences et sur les dispositions matérielles à inscrire dans la loi, en particulier là où il faut faire une différence claire entre le traitement des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté et les autres types de détention. Là où les différences par rapport à l'exécution des peines et mesures sont mineures, le projet renvoie à la LEPM, par exemple pour les questions d'ordre, de sécurité et de droit disciplinaire.

6. Commentaire des articles

Article 10

La modification concerne une adaptation du titre marginal.

Article 12

Le projet répond au souhait du Tribunal administratif d'abroger l'alinéa 3, lettre *c*. Cette prescription avait été reprise de l'ordonnance du 18 mars 2009 sur le contrôle judiciaire des mesures de contrainte dans le droit des étrangers (OCMC, abrogée), alors que son contenu et son utilité n'étaient pas exempts de certains doutes à l'époque déjà. Cette limitation du pouvoir d'appréciation correspondait à celle de l'article 97, alinéa 1 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF; RS 173.110). Or, au moment de son adoption, elle entrait en contradiction avec l'article 25 de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA; RSB 155.21), qui autorise la présentation de nouveaux faits, et ce point a été sous-estimé. La norme ne pose pas de problème pour les procédures de droit fédéral, étant donné que la recevabilité des faits et moyens nouveaux y est déjà limitée et que le juge est lié par les constatations de l'instance précédente. Par ailleurs, la pratique a montré qu'une règle particulière limitant le pouvoir d'appréciation du Tribunal administratif dans le champ d'application de la LiLFAE ne se justifiait pas.

Article 12a

Les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté sont la rétention (art. 73 LEtr), la détention en phase préparatoire (art. 75 LEtr), la détention en vue du renvoi ou de l'expulsion (art. 76 et 77 LEtr) et la détention pour insoumission (art. 78 LEtr). En vertu de l'article 10, lettre *d* LEPM, ce sont les prisons qui prennent en charge les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers.

Dans le canton de Berne, les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté sont exécutées dans les établissements destinés à la détention avant jugement ou à l'exécution des peines et mesures; mais elles le sont dans des sections spécifiques. Les Etablissements de Witzwil disposent dans un bâtiment d'une aile séparée affectée à la détention administrative pour hommes. Les prisons régionales de Berne, de Berthoud et de Thoune peuvent prendre en charge la détention administrative. Or, les conditions de détention administrative en prison régionale doivent être qualifiées de critiques, notamment pour les femmes;

c'est pourquoi les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté seront exécutées dès 2013 dans une seule et même section de la Prison régionale de Thoune. La Prison régionale de Berne prendra en charge uniquement les mesures de courte durée prononcées contre des hommes; les mesures plus longues seront assumées par la Prison régionale de Berthoud et les Etablissements de Witzwil. Les autorités ont donc déjà pris les mesures qui s'imposent sur le plan structurel et organisationnel pour une exécution séparée. Le présent projet est une concrétisation du mandat donné par la Confédération à l'article 81, alinéa 2 LEtr. Pour la rétention (art. 73 LEtr), la durée maximale est de trois jours, et l'atteinte que constitue ce type de détention n'est pas aussi importante que celle des autres mesures de contrainte; on peut par conséquent prendre en considération des exigences moins élevées en ce qui concerne les locaux appropriés; en revanche, le principe de la séparation des types de détention doit être respecté dans tous les cas.

L'alinéa 3 rappelle que la forme de la détention doit tenir compte des besoins des personnes à protéger et des familles accompagnées d'enfants. Cette réglementation découle de l'article 81, alinéa 3 LEtr. La directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier indique dans son article 3, chiffre 9 quelles sont les «personnes vulnérables»: les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle.

Article 12b

Cet article régit les droits de la personnalité des personnes visées par une mesure de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté. Il s'appuie sur la teneur des dispositions de la LEPM, dans la mesure où elles peuvent être appliquées aux situations concernées ici.

Il faut souligner que l'entrée dans un établissement de détention crée un rapport de droit spécial entre la personne détenue et l'institution étatique. Plus le rapport de subordination est marqué, plus augmente le droit de l'institution de donner des directives et l'obligation pour la personne détenue de s'y soumettre.

Alinéa 1

La teneur est pratiquement identique à celle de l'article 19, alinéa 1 LEPM. Comme les personnes exécutant une peine ou une mesure, celles visées par une mesure de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté ont droit – comme tout un chacun – au respect de leur dignité et de leur personnalité. Il s'agit là d'un principe fondé sur l'article 12 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1) et sur les articles 7 et 10 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101).

Alinéa 2

La teneur est voisine de celle de l'article 19, alinéa 2 LEPM. Les droits constitutionnels et légaux des personnes visées par une mesure de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté ne peuvent être limités que dans la mesure où l'objectif de la détention et le maintien de la bonne marche de l'établissement l'exigent. Comme pour les autres secteurs du droit, les principes énoncés à l'article 28 ConstC et aux articles 31 et 36 Cst. doivent également être appliqués en cas de limitation des droits constitutionnels et légaux. Toute restriction des droits fondamentaux nécessite une base légale et doit être justifiée par un intérêt public; elle doit en outre respecter le principe de proportionnalité et ne pas violer l'essence des droits fondamentaux.

Alinéa 3

La teneur est voisine de celle de l'article 18, alinéa 1 LEPM. Il faut concevoir l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté de manière à ce qu'elle soit conforme, dans la mesure du possible, aux conditions de vie générales, assiste la personne détenue et pallie les conséquences négatives de la privation de liberté. Pour l'exécution de ces mesures de contrainte, l'aspect de la protection de la collectivité est moins marqué que celui de l'ordre et de la sécurité au sein de l'établissement. Il se justifie donc de s'écarter sur ce point de la formulation de la LEPM.

Alinéa 4

Vu l'objectif de la détention (garantir la procédure de renvoi et l'exécution du renvoi), la détention administrative relevant du droit des étrangers recourt à un régime de détention moins strict (locaux communs, visites, loisirs, etc.) que celui appliqué aux autres types de détention (ATF 122 I 222 consid. 2a/bb, p. 227). Pour ce qui est de la stratégie appliquée en matière de placement, nous renvoyons aux explications données dans le commentaire de l'article 12a (2e paragraphe).

L'hébergement en commun n'admet le séjour en cellule individuelle que pendant la nuit, lorsque les cellules sont fermées. Pendant la journée, les contacts doivent être possibles entre personnes détenues pour les mêmes motifs (ATF 122 II 299 consid. 8b). Cette forme d'hébergement en commun correspond à la règle aujourd'hui dans les Etablissements de Witzwil et les prisons régionales de Berne, Berthoud et Thoune.

Les personnes détenues en vertu du droit des étrangers ont droit chaque jour à une promenade d'au moins une heure en plein air (ATF 122 I 222 consid. 4), sans qu'il faille pour cela recourir à des menottes (Zünd, in Spescha/Thür/Bolzli, Migrationsrecht, art. 81 LEtr, ch. 3). Ce droit est lui aussi concrétisé aujourd'hui dans tous les établissements de détention.

Le Tribunal fédéral estime que les personnes détenues pour des motifs relevant du droit des étrangers ont droit – à leurs frais – aux contacts téléphoniques non limités et non surveillés (ATF 122 II 299 consid. 6b), et à un échange de courrier sans contrôle (ATF 122 I 222 consid. 6a et 122 II 49 consid. 5b/bb). A moins d'un abus

avéré, le contrôle du courrier entrant ou sortant n'est admissible qu'au cas par cas et uniquement pour des motifs particuliers de sécurité (ATF 122 II 299 consid. 6b). Les contacts téléphoniques non surveillés ne peuvent être refusés, eux aussi, que dans un cas concret présentant une justification étayée (ATF 122 II 299 consid. 6b).

Ces personnes ont également droit à des visites non surveillées (ATF 122 I 222 consid. 5b). La configuration des locaux de visite ne doit pas séparer physiquement les personnes en visite des personnes détenues; le contact direct tel qu'embrassade, poignée de main, etc. doit rester possible. Il est possible de s'écarter de cette règle pour des motifs ressortissant à l'ordre et à la sécurité.

Alinéa 5

Contrairement au secteur de l'exécution des peines et mesures, les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté n'impliquent pas pour les personnes détenues l'obligation de travailler. Le Tribunal administratif a néanmoins précisé que pour une détention d'une certaine durée, un travail doit être proposé. Il ne définit pas cette durée, mais estime qu'elle est certainement atteinte après une détention de quatre mois. Le présent projet propose une durée de deux mois. Si la personne détenue en fait la demande et selon les possibilités, un travail peut lui être proposé avant ce délai. En procédure de consultation, le souhait a été émis d'une obligation de travailler encore plus précoce; or la chose n'est pas possible pour des raisons pratiques. Le délai a toutefois été raccourci d'un mois par rapport au projet initial.

Article 12c

Ces dispositions régissent les obligations des personnes détenues en vertu de mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté. Les dispositions correspondantes de la LEPM sont reprises dans la mesure du possible.

Alinéa 1

Cette disposition correspond à l'article 20, alinéa 3 LEPM. Elle porte sur l'ensemble des règles générales et abstraites (prescriptions d'exécution) et individuelles et concrètes (ordres) auxquelles la personne détenue doit se soumettre. Les ordres sont donnés non seulement par la direction et le personnel de l'établissement de détention, mais aussi par les autres autorités d'exécution concernées. L'obligation de s'y soumettre doit être exprimée sous forme d'injonction directe aux personnes détenues.

Alinéa 2

Cette disposition correspond à l'article 20, alinéa 1 LEPM, qui permet d'éviter de recourir à la législation cantonale et fédérale sur les épidémies pour fonder un examen sanitaire. Procéder à l'examen relève de l'obligation de l'établissement; la personne détenue a simplement l'obligation de s'y soumettre. L'étendue de l'examen ne peut pas dépasser les exigences liées à l'entrée et au séjour dans un établissement de détention. Il ne saurait comprendre, par exemple, un examen gynécologique, d'où l'utilisation de la formule restrictive «d'éventuels problèmes de santé». Il est en revanche clair qu'un tel examen peut aussi poursuivre des objectifs de contrôle (ordre et sécurité) à l'instar des fouilles évoquées à l'article 57 LEPM, pour empêcher l'introduction au sein de l'établissement d'objets dangereux ou interdits.

Article 12d

Les dispositions prises pour garantir l'ordre et la sécurité lors de l'exécution de mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté constituent des atteintes aux droits fondamentaux de la personnalité et doivent par conséquent figurer dans une loi au sens formel. Pourtant, les compétences en matière d'ordre et de sécurité ainsi que les dispositions prises à cet égard ne diffèrent pas notablement de celles qui ont cours pour l'exécution des peines et mesures, hormis la compétence pour ordonner le transfert évoquée à l'alinéa 2. L'article 30 LEPM – auquel renvoie l'article 58, alinéa 3 LEPM – attribue cette compétence à l'autorité de placement; seuls les transferts de courte durée dictés par des raisons de sécurité peuvent être ordonnés dans tous les cas par la direction de l'établissement. Pour les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté, en revanche, la direction de l'établissement est compétente dans tous les cas.

Il se justifie donc de procéder par un renvoi aux dispositions pertinentes – et incontestées – de la LEPM, avec une réserve pour la compétence en matière de transfert. Les dispositions de la LEPM portant sur la contrainte directe doivent elles aussi pouvoir être appliquées dans le cas de mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté.

Le projet renonce sciemment à un renvoi à l'article 56 LEPM sur les mesures d'identification; ces mesures, usuelles pour l'exécution des peines et mesures, ne s'imposent pas dans ce contexte. Ceci s'applique également à l'alimentation forcée (art. 61 LEPM) et à la médication sous contrainte (art. 62 à 66a LEPM).

Article 12e

Le droit disciplinaire est un exemple emblématique du secteur réglementé; ses principes doivent être inscrits dans la loi. Son contenu, pour les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté, ne diffère pas de celui qui concerne l'exécution des peines et mesures. Pour cette raison, le présent projet propose le renvoi aux articles 75 à 79 LEPM. Ceux-ci s'appliquent uniquement lorsqu'ils ne contredisent pas le but de la détention. Ainsi, le refus de travailler (art. 75, al. 2, lit. *b* LEPM) peut entraîner une procédure disciplinaire dans l'exécution des peines et mesures, mais pas dans les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers, puisque celles-ci ne connaissent pas l'obligation de travailler. La même chose est valable pour l'abus du congé (art. 75, al. 2, lit. *g* LEPM), puisque le secteur concerné ici ne connaît pas les congés.

La direction de l'établissement est compétente pour ordonner les mesures disciplinaires. La présente disposition renvoie notamment à l'article 78 LEPM, concrétisé

dans l'article 124 de l'ordonnance du 5 mai 2004 sur l'exécution des peines et mesures (OEPM; RSB 341.11). Par direction de l'établissement, la présente loi ainsi que la LEPM désignent l'unité dirigeant l'établissement en question et constituée de deux niveaux de gestion. Les compétences attribuées à la direction ne peuvent – à moins que la loi n'en dispose autrement – être déléguées à un échelon inférieur.

Article 12f

Alinéas 1 et 2

Les nouvelles voies de droit s'appliquent à toutes les décisions rendues par la direction de l'établissement. La première instance de recours est la POM, et le Tribunal administratif tranche en dernière instance cantonale. La procédure est régie par la LPJA, avec une double réserve: les recours n'ont pas d'effet suspensif, et le délai de recours est de trois jours pour les affaires disciplinaires.

Alinéas 3 et 4

De manière similaire à ce que prévoit l'article 81 LEPM, le service compétent de la POM tente de trouver un accord à l'amiable dans un délai de 30 jours. La POM a fait de très bonnes expériences avec la procédure de conciliation prévue à l'article 81 LEPM pour le secteur de la privation de liberté relevant du droit pénal, où un grand nombre de cas peuvent être réglés de cette manière. Comme l'indiquait le rapport accompagnant la LEPM, cette procédure moins formelle, qui recourt à un examen préalable sommaire, permet de décharger considérablement le Service juridique du Secrétariat général de la POM. La statistique des années précédentes montre qu'en moyenne la moitié au moins des procédures de recours soumises à la procédure de conciliation – et en particulier celles qui concernent une affaire disciplinaire – sont ainsi réglées. Cela peut s'expliquer par le fait qu'on recourt plus spontanément aux voies de droit pendant la privation de liberté, rapport de droit spécial accentué encore par la consignation ou les arrêts. Une explication brève et informelle quant à l'appréciation de l'état de fait et à la situation juridique permet semble-t-il d'éviter la voie du litige, pour les cas qui s'y prêtent.

L'alinéa 4 s'inspire également de l'article 81 LEPM, qui a fait ses preuves en matière d'exécution des peines. Il faut souligner qu'il serait peu judicieux, pour les litiges portant sur une disposition matérielle *et* sur l'effet suspensif, de prévoir pour celui-ci une procédure au niveau de la Direction et ensuite de renvoyer l'affaire au service compétent afin qu'il trouve un accord à l'amiable. Ces cas sont rares, et il est d'usage de préférer, dans les procédures d'emblée vouées à l'échec, une remarque faite dans un deuxième temps par l'autorité d'instruction, qui donne à l'intéressé la possibilité de retirer son recours.

Si aucun accord à l'amiable n'est trouvé, le dossier est transmis à la POM pour la suite de la procédure.

Article 12g

Le Tribunal fédéral a souligné à plusieurs reprises qu'un Etat de droit se doit de décrire dans une loi ou une ordonnance (règlement carcéral) les conditions de la privation de liberté afin de protéger les personnes détenues de l'arbitraire et de l'inconstitutionnalité. Cette disposition précise que le Conseil-exécutif doit en régler les détails par voie d'ordonnance. Alors que le présent projet se concentre sur les principes (p. ex. le fait que les personnes détenues ne sont pas obligées de travailler, mais qu'un travail doit leur être proposé si la durée excède deux mois), l'ordonnance porte sur les dispositions d'exécution (p. ex. possibilités de travailler, rémunération). La même chose s'applique aux autres thèmes (p. ex. contact avec l'extérieur).

Modification indirecte des articles 1, 10 et 80 LEPM

Les articles 12d et 12e du présent projet désignent comme applicables certaines normes de la LEPM. Toutefois, selon l'article 1, alinéa 2, lettre *a* en relation avec l'article 10, lettre *d* LEPM, cette loi s'applique de manière générale au secteur de la privation de liberté relevant du droit des étrangers, dans la mesure où il n'existe pas d'autres dispositions. Il existe donc un doute quant à la mesure dans laquelle la LEPM s'applique à la détention relevant du droit des étrangers. Afin d'éliminer toute contradiction avec la LiLFAE, il convient donc de modifier les dispositions de la LEPM: l'article 1 doit être adapté et complété, l'article 10 adapté, et l'article 80, alinéa 5 harmonisé avec la teneur de l'article 12f, alinéa 2 LiLFAE.

La LEPM s'applique donc à la détention administrative seulement dans la mesure où la LiLFAE le précise; les dispositions concernées sont les articles 55, 57, 58 et 60 LiLFAE, ainsi que les articles 75 à 79 LiLFAE, pour autant qu'ils soient conciliables avec l'objectif de la détention. Les autres dispositions de la LEPM ne s'appliquent donc pas à la détention administrative. Là où la LEPM formule des principes généraux qui appellent un écho pour le secteur de la détention administrative, les normes sont intégrées directement dans le présent acte législatif (c'est le cas des questions touchant aux droits et obligations des personnes détenues ou aux voies de droit) ou dans ses dispositions d'exécution (p. ex. hébergement, repas, assistance, service d'aumônerie).

7. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le présent projet de modification de loi n'est pas prévu au programme législatif et ne concerne pas directement l'un des objectifs de législature. Néanmoins, vu l'arrêt pris par le Tribunal administratif en date du 6 août 2010, il se justifie d'édicter ces dispositions. Bien que ce thème ne soit pas spécifiquement évoqué dans le programme gouvernemental de législature, la modification de loi proposée ne contredit ce programme en aucune manière.

8. Répercussions financières

Le présent projet de modification n'a aucune conséquence financière directe. Les mesures de construction permettant de respecter les conditions prévues par le droit international public (directives européennes relatives au retour de ressortissants de

pays tiers) et par le droit fédéral ont déjà été prises dans les prisons régionales de Berne, Berthoud et Thoune ainsi que dans les Etablissements de Witzwil.

Le fait que le canton de Berne ordonne la détention administrative a bien sûr des conséquences financières importantes. Le présent projet n'appelle cependant pas de nouvelle discussion sur ce thème. Le canton de Berne prend toutes les mesures qui s'imposent pour favoriser le retour (obligatoire), dans leur pays d'origine, des personnes dont la demande d'asile a été rejetée et qui lui ont été attribuées. Si le départ ne se fait pas de manière contrôlée ou selon les injonctions, il doit ordonner des mesures de contrainte pour garantir ce départ. Ceci s'applique aussi aux étrangers qui doivent quitter le pays pour des raisons relevant de la police des étrangers.

9. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le présent projet n'a aucune (nouvelle) incidence sur le personnel et l'organisation. D'expérience, le droit disciplinaire n'influence qu'assez modérément l'organisation quotidienne d'un établissement carcéral. La présente modification ne devrait pas avoir de conséquence négative pour le volume des recours adressés à la POM, ni entraîner de nouveaux besoins en matière de formation du personnel.

10. Répercussions sur les communes

Aucune

11. Répercussions sur l'économie

Aucune

12. Résultat de la consultation

Comme indiqué aux chiffres 1 et 2, le présent projet de modification de loi fait suite à un arrêt du Tribunal administratif. Celui-ci et le Tribunal cantonal des mesures de contraintes sont directement touchés par la modification et ont sans doute un intérêt particulier dans cette affaire; c'est pourquoi la POM les a invités à une consultation préalable. Tous deux approuvent le projet; ils ont formulé bon nombre de remarques judicieuses qui ont été reprises dans le texte de loi ou dans le rapport. Un point particulier fut la question du rapport entre LiLFAE et LEPM; d'où la modification indirecte proposée, qui a permis de régler plusieurs points soulevés. Les deux instances judiciaires ont estimé que pour la rétention au sens de l'article 73 LEtr, il se justifiait que les exigences en matière de locaux idoines soient moins élevées; d'où la remarque du commentaire de l'article 12a *in fine*. Le rapport a aussi été complété en ce qui concerne l'offre de travail, suite à une remarque du Tribunal des mesures de contrainte: l'offre *peut* intervenir également si la durée de détention est inférieure à deux mois. Enfin, le projet propose d'abroger l'article 12, alinéa 3, lettre *c* LiLFAE sur proposition du Tribunal administratif.

13. Résultat de la procédure de consultation

Le projet a rencontré globalement un écho positif. La procédure de consultation incluait 71 destinataires, dont 32 se sont exprimés, 12 sans remarques quant au fond, 20 avec des propositions de modifications. L'analyse détaillée montre que de nombreuses voix se sont élevées – en particulier en provenance des organisations religieuses – pour demander que l'on précise dans l'article 12a les modalités d'hébergement des personnes vulnérables (femmes, femmes avec enfants, autres personnes à protéger, mineurs, etc.). La nouvelle mouture du projet prévoit dès lors pour cet article un alinéa 3 et des explications plus détaillées dans le rapport (stratégie de placement). Certains ont également souhaité que l'offre de travail intervienne plus tôt, avant le délai de trois mois. Les possibilités concrètes étant limitées, le projet propose désormais un délai de deux mois au lieu de trois; si une personne souhaite travailler avant ce délai, on s'efforce généralement de lui en donner la possibilité. Enfin, quelques destinataires ont estimé qu'il fallait porter à 30 jours au lieu de dix le délai fixé pour contester les décisions du Tribunal administratif, et prévoir désormais un délai de dix jours pour le traitement par cette instance. Celle-ci a été invitée à se prononcer sur ce point de manière informelle, et en a rejeté l'idée en étayant sa position par une argumentation convaincante. Nous renonçons donc à modifier l'article 12, alinéa 3 sur ce point. Les autres remarques émises ne donnent pas lieu à un commentaire en détail.

14. Proposition

Au vu des explications qui précèdent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le présent projet de modification.

Berne, le 5 décembre 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) est modifiée comme suit:

5. Décision de renvoi ou d'expulsion et mesures de contrainte

Décision

Art. 10 Inchangé.

Art. 12 [1 et 2]Inchangés.

[3] La procédure devant le Tribunal administratif est régie par la LPJA sous réserve des dispositions suivantes:
a et *b* inchangées;
c abrogée.

5a. (nouveau) Exécution des mesures de contrainte et privation de liberté

Exécution

Art. 12a (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires exécute dans des locaux adéquats les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant une privation de liberté.

[2] Les personnes détenues le sont séparément des personnes qui se trouvent en détention avant jugement ou en exécution de peines et de mesures.

[3] La forme de la détention doit tenir compte des besoins des personnes vulnérables et des familles accompagnées d'enfants.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE) est modifiée comme suit:

5. Décision de renvoi ou d'expulsion et mesures de contrainte

Décision

Art. 10 Inchangé.

Art. 12 [1 et 2]Inchangés.

[3] La procédure devant le Tribunal administratif est régie par la LPJA sous réserve des dispositions suivantes:
a et *b* inchangées;
c abrogée.

5a. (nouveau) Exécution des mesures de contrainte et privation de liberté

Exécution

Art. 12a (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires exécute dans des locaux adéquats les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant une privation de liberté.

[2] Les personnes détenues le sont séparément des personnes qui se trouvent en détention avant jugement ou en exécution de peines et de mesures.

[3] La forme de la détention doit tenir compte des besoins des personnes vulnérables et des familles accompagnées d'enfants.

Droits

Art. 12b (nouveau) [1]La personne détenue a droit au respect de sa personnalité et de sa dignité.

[2] Ses droits constitutionnels et légaux ne peuvent être restreints que dans la mesure où l'exige l'objectif de la détention et le fonctionnement de l'établissement de détention.

[3] L'exécution est conçue de manière à ce qu'elle soit conforme, dans la mesure du possible, aux conditions de vie générales, que l'assistance à la personne détenue soit garantie et qu'elle pallie les conséquences négatives de la privation de liberté.

[4] En particulier, la personne détenue a droit, chaque jour, à passer un moment en plein air. Elle a droit à l'hébergement en commun et aux contacts sociaux, aux contacts extérieurs non contrôlés par courrier ou par téléphone, et aux visites non surveillées, pour autant que des motifs dictés par le maintien de l'ordre et de la sécurité ne s'y opposent pas.

[5] Elle n'est pas obligée de travailler. Si la privation de liberté excède deux mois, un travail approprié lui est proposé.

Obligations

Art. 12c (nouveau) [1]La personne détenue doit respecter les prescriptions d'exécution et suivre les ordres donnés par la direction et le personnel de l'établissement de détention ainsi que par le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires. Elle doit s'abstenir de tout acte qui pourrait compromettre l'exécution et le maintien de l'ordre et de la sécurité.

[2] La personne entrant en détention doit se soumettre à un examen médical effectué par un professionnel ou une professionnelle de la santé, destiné à déceler d'éventuels problèmes de santé.

Ordre et sécurité, contrainte directe

Art. 12d (nouveau) [1]Les dispositions sur l'ordre, la sécurité et la contrainte directe des articles 55, 57, 58 et 60 de la loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM)[1)] s'appliquent à l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté.

[2] Les transferts au sens de l'article 58, alinéa 3 LEPM sont ordonnés par la direction de l'établissement de détention.

Droit disciplinaire

Art. 12e (nouveau) Les dispositions sur le droit disciplinaire des articles 75 à 79 LEPM s'appliquent à l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté, dans la mesure où elles sont compatibles avec le but de la détention.

[1)] RSB 341.1

Droits

Art. 12b (nouveau) [1]La personne détenue a droit au respect de sa personnalité et de sa dignité.

[2] Ses droits constitutionnels et légaux ne peuvent être restreints que dans la mesure où l'exige l'objectif de la détention et le fonctionnement de l'établissement de détention.

[3] L'exécution est conçue de manière à ce qu'elle soit conforme, dans la mesure du possible, aux conditions de vie générales, que l'assistance à la personne détenue soit garantie et qu'elle pallie les conséquences négatives de la privation de liberté.

[4] En particulier, la personne détenue a droit, chaque jour, à passer un moment en plein air. Elle a droit à l'hébergement en commun et aux contacts sociaux, aux contacts extérieurs non contrôlés par courrier ou par téléphone, et aux visites non surveillées, pour autant que des motifs dictés par le maintien de l'ordre et de la sécurité ne s'y opposent pas.

[5] Si la privation de liberté excède deux mois, un travail approprié lui est proposé.

Obligations

Art. 12c (nouveau) [1]La personne détenue doit respecter les prescriptions d'exécution et suivre les ordres donnés par la direction et le personnel de l'établissement de détention ainsi que par le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires. Elle doit s'abstenir de tout acte qui pourrait compromettre l'exécution et le maintien de l'ordre et de la sécurité.

[2] La personne entrant en détention doit se soumettre à un examen médical effectué par un professionnel ou une professionnelle de la santé, destiné à déceler d'éventuels problèmes de santé.

Ordre et sécurité, contrainte directe

Art. 12d (nouveau) [1]Les dispositions sur l'ordre, la sécurité et la contrainte directe des articles 55, 57, 58 et 60 de la loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM)[1)] s'appliquent à l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté.

[2] Les transferts au sens de l'article 58, alinéa 3 LEPM sont ordonnés par la direction de l'établissement de détention.

Droit disciplinaire

Art. 12e (nouveau) Les dispositions sur le droit disciplinaire des articles 75 à 79 LEPM s'appliquent à l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté, dans la mesure où elles sont compatibles avec le but de la détention.

[1)] RSB 341.1

Voies de droit

Art. 12f (nouveau) [1]Les décisions rendues par la direction de l'établissement peuvent être contestées par un recours adressé à la Direction de la police et des affaires militaires. Les décisions de celle-ci peuvent être contestées devant le Tribunal administratif.

[2] La procédure devant le Tribunal administratif est régie par la LPJA sous réserve des dispositions suivantes:

a pour les décisions disciplinaires, le délai de recours est de trois jours;

b le recours disciplinaire n'a pas d'effet suspensif.

[3] Le recours devant la Direction de la police et des affaires militaires doit parvenir au service compétent dans le délai prévu. Celui-ci tente de trouver un accord à l'amiable après un simple échange d'écritures. S'il n'y parvient pas dans le délai de 30 jours à compter du dépôt du recours, il transmet le dossier à la Direction de la police et des affaires militaires pour la suite de la procédure.

[4] La procédure de conciliation n'est pas engagée si l'octroi de l'effet suspensif est demandé.

Dispositions d'exécution

Art. 12g (nouveau) Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté.

II.

La loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]Inchangé.

[2] Sauf disposition spéciale, la loi s'applique également

a aux formes de privation de liberté citées à l'article 10, hormis la détention provisoire, la garde à vue ainsi que les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté;

b inchangée.

[3] Inchangé.

[4] L'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté est régie par la présente loi dans la mesure où la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE)[2)] le prévoit.

[1)] RSB 341.1
[2)] RSB 122.20

Voies de droit

Art. 12f (nouveau) [1]Les décisions rendues par la direction de l'établissement peuvent être contestées par un recours adressé à la Direction de la police et des affaires militaires. Les décisions de celle-ci peuvent être contestées devant le Tribunal administratif.

[2] La procédure devant le Tribunal administratif est régie par la LPJA sous réserve des dispositions suivantes:

a pour les décisions disciplinaires, le délai de recours est de trois jours;

b le recours disciplinaire n'a pas d'effet suspensif.

[3] Le recours devant la Direction de la police et des affaires militaires doit parvenir au service compétent dans le délai prévu. Celui-ci tente de trouver un accord à l'amiable après un simple échange d'écritures. S'il n'y parvient pas dans le délai de 30 jours à compter du dépôt du recours, il transmet le dossier à la Direction de la police et des affaires militaires pour la suite de la procédure.

[4] La procédure de conciliation n'est pas engagée si l'octroi de l'effet suspensif est demandé.

Dispositions d'exécution

Art. 12g (nouveau) Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté.

II.

La loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]Inchangé.

[2] Sauf disposition spéciale, la loi s'applique également

a aux formes de privation de liberté citées à l'article 10, hormis la détention provisoire, la garde à vue ainsi que les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté;

b inchangée.

[3] Inchangé.

[4] L'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté est régie par la présente loi dans la mesure où la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE)[2)] le prévoit.

[1)] RSB 341.1
[2)] RSB 122.20

Art. 10 Les prisons sont destinées aux types de détention suivants:
a à *c* inchangées,
d les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté,
e à *i* inchangées.

Art. 80 [1 à 4] Inchangés.

[5] Le recours disciplinaire n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité d'instruction ou de décision de la Direction de la police et des affaires militaires n'en décide autrement pour de justes motifs.

III.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 5 décembre 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Art. 10 Les prisons sont destinées aux types de détention suivants:
a à *c* inchangées,
d les mesures de contrainte relevant du droit des étrangers et requérant la privation de liberté,
e à *i* inchangées.

Art. 80 [1 à 4] Inchangés.

[5] Le recours disciplinaire n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité d'instruction ou de décision de la Direction de la police et des affaires militaires n'en décide autrement pour de justes motifs.

III.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 30 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 15 janvier 2013

Au nom de la commission,

la présidente: *Schenk-Anderegg*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du 2 février 2012 du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Direction de la police et des affaires militaires

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
2.1	Développements observés au cours des dernières années	3
2.2	Concept de la CCDJP et table ronde nationale contre la violence liée au sport	4
2.3	Vide juridique actuel	4
2.4	Nécessité de compléter le concordat	4
3.	**Contenu du traité intercantonal (ajouts et modifications)**	5
3.1	Compétences	5
3.2	Définition du comportement violent (art. 2)	5
3.3	Régime de l'autorisation et obligations	5
3.4	Fouilles (art. 3b)	7
3.5	Interdiction de périmètre (art. 4)	7
3.6	Décision d'interdiction de périmètre (art. 5)	7
3.7	Obligation de se présenter (art. 6)	7
3.8	Mise en application de l'obligation de se présenter (art. 7)	7
3.9	Recommandation d'une interdiction de stade (art. 10)	7
3.10	Effet suspensif (art. 12)	7
3.11	Compétence et procédure (art. 13)	7
4.	**Loi ou arrêté d'adhésion**	8
4.1	Adhésion au concordat dans sa version initiale	8
4.2	Adhésion à la nouvelle version du concordat	8
5.	**Commentaire des dispositions de l'arrêté d'adhésion**	9
6.	**Place du projet dans le programme législatif**	9
7.	**Répercussions financières**	10
8.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	10
9.	**Répercussions sur les communes**	10
10.	**Répercussions sur l'économie**	10
11.	**Résultat de la consultation**	10
12.	**Proposition**	11

Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant l'arrêté du Grand Conseil sur la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

1. Synthèse

Le 24 mars 2006, les Chambres fédérales ont voté une révision partielle de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI)[1] afin d'empêcher des actes de violence et des débordements dans le cadre d'événements sportifs, et de donner aux autorités les instruments nécessaires pour gérer les grands événements sportifs que la Suisse s'apprêtait à accueillir à cette époque (Championnat d'Europe de football 2008, Championnat du monde de hockey sur glace 2009). Cette révision partielle est entrée en vigueur le 1er janvier 2007. Cinq mesures, votées les unes après les autres, ont été introduites. Si l'introduction du système d'information des hooligans «HOOGAN» et l'interdiction de se rendre dans un pays donné reposaient bien sur les compétences constitutionnelles de la Confédération, la constitutionnalité des mesures policières préventives que constituaient l'interdiction de périmètre, l'obligation de se présenter à la police et la garde à vue des hooligans était contestée eu égard à la souveraineté des cantons en matière de police. De ce fait, ces trois mesures, qui peuvent être ordonnées par des autorités désignées par les cantons, ont été limitées à fin 2009 et inscrites au concordat de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) du 15 novembre 2007 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives. Par arrêté du Grand Conseil du 4 juin 2008, le canton de Berne a adhéré à ce concordat. Entre-temps, l'ensemble des autres cantons ont fait de même.

Les développements inquiétants parfois observés en matière de violence dans le cadre d'événements majeurs ont malheureusement rendu nécessaires de nouvelles mesures pour combattre la violence liée au sport («Concept contre la violence dans le sport»). Dans ce contexte, de nouvelles mesures ont été prises à différents niveaux. Afin de garantir une réglementation aussi uniforme que possible à l'échelle du pays, la CCDJP, dans son assemblée du 2 février 2012, a décidé de compléter le concordat sur certains points; un aspect central de cette modification a été l'introduction d'une obligation d'autorisation pour les matchs de football et de hockey des ligues supérieures. Le présent arrêté porte sur l'adhésion du canton de Berne à la nouvelle version du concordat.

[1] RS 120

2. Contexte

Les raisons qui ont conduit à la création du concordat en 2007 ont été présentées au chiffre 1 (voir ci-dessus). Les raisons de la présente révision du concordat figurent dans les explications de la CCDJP dans son rapport y relatif (www.ccdjp.ch, Contrats/Conventions – Concordat révisé instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives – rapport relatif à la modification du concordat du 2 février 2012). On peut les résumer comme suit:

2.1 Développements observés au cours des dernières années

Les développements des dernières années relatifs aux cas de violence en lien avec le sport peuvent être suivis à travers les entrées figurant dans le système d'information «HOOGAN». Depuis le 1er août 2007, on enregistre dans ce système, géré par l'Office fédéral de la police (fedpol), des données relatives aux personnes qui ont eu un comportement violent dans le cadre d'événements sportifs et qui ont fait l'objet de mesures telles qu'interdiction de stade ou de périmètre, obligation de se présenter à la police, garde à vue ou interdiction de se rendre dans un pays donné.

A l'heure actuelle, «HOOGAN» contient plus de 1000 entrées. On constate que le risque de violence en football et en hockey a tendu à la baisse au début de l'année 2008, après que l'on a mis à disposition des autorités de nouveaux instruments de lutte contre la violence dans le cadre d'événements sportifs avec la révision partielle de la LMSI. Cependant, après l'Euro 2008, on a assisté à une recrudescence de débordements violents dans le cadre de matchs de championnats de football ou de hockey. On a enregistré 148 cas de violence au cours de la saison 2008/2009, et constaté des augmentations au cours des deux saisons suivantes: 181 en 2009/2010 et 248 en 2010/2011. Cette tendance à la hausse n'a pas épargné le canton de Berne.

A l'été 2011, un sondage de l'organe de coordination «Violence dans le cadre de manifestations sportives», mené auprès de spécialistes issus de la police, de services de sécurité privés, d'associations sportives, d'associations de supporters et d'entreprises de transport a également donné l'impression globale que les actes de violence étaient en hausse. Cette augmentation s'observe avant tout dans le cadre de matchs de football. En hockey, la tendance de la saison 2010/2011 a été positive: les mesures prononcées ont diminué de moitié par rapport à la saison précédente.

Un sommet a été atteint dans la violence à l'occasion des débordements du 2 octobre 2011 entre des supporters de Grasshopper et du FC Zurich au stade du Letzigrund. Des supporters du FC Zurich avaient alors jeté des engins pyrotechniques en direction des supporters de l'équipe adverse. Cela avait donné lieu à des émeutes parmi les spectateurs et à des risques sérieux pour l'intégrité corporelle et la vie des personnes présentes. L'arbitre avait dû interrompre le match à la 77e minute, car la sécurité des spectateurs et des joueurs était compromise.

On n'a pas non plus oublié les graves débordements qui ont eu lieu avant le match de championnat de Super League opposant le FC Zurich au FC Bâle au stade du Letzigrund à Zurich le 11 mai 2011. Environ 1500 supporters du FC Bâle avaient alors

ébranlé le secteur des visiteurs. Dix personnes avaient été blessées légèrement, dont des agents de sécurité privés qui tentaient de repousser les personnes violentes. En dehors du stade, de nombreux appareils électroniques avaient été détruits. A l'intérieur, des stands de nourriture avaient été saccagés et des toilettes sévèrement endommagées.

Les débordements violents dans le cadre de matchs de football ou de hockey représentent une charge de travail très lourde pour la Police cantonale bernoise, qui doit envoyer des effectifs importants sur les lieux concernés, ce qui diminue ses capacités pour d'autres tâches.

2.2 Concept de la CCDJP et table ronde nationale contre la violence liée au sport

A l'automne 2009, en collaboration avec l'Office fédéral de la police et sur la base de visites effectuées dans plusieurs pays européens, la CCDJP a élaboré un concept contre la violence dans le sport avec pour objectif de casser la perception de la violence dans le sport comme un mal de société inévitable[2)]. Ce concept repose sur la responsabilisation de l'ensemble des acteurs de manifestations sportives: chacun d'entre eux doit contribuer à la résolution du problème de la violence dans la limite de ses capacités. Les mesures décidées dans le concept portent principalement sur les domaines de l'identification des auteurs de violences, de la poursuite pénale, de la sécurité des stades et du transport des supporters visiteurs.

Le 9 avril 2010, afin de favoriser la mise en œuvre des mesures figurant dans le concept, la CCDJP a adopté un modèle de convention pour le domaine du football. Le concept et le modèle de convention sont présentés comme de simples recommandations et définissent notamment la collaboration entre les autorités et les clubs sportifs ainsi que leurs responsabilités respectives.

Dans le canton de Berne, les communes concernées ont toutes conclu des accords avec les différents clubs de ligues supérieures en football et en hockey. Ces accords reposent pour l'essentiel sur le modèle de convention de la CCDJP ou lui sont comparables.

De plus, le 2 septembre 2010, la table ronde nationale contre la violence liée au sport, présidée par le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), a adopté le concept-cadre du *fancoaching* en Suisse.

2.3 Vide juridique actuel

Face aux actes de violence toujours plus nombreux et parfois très graves dans le cadre de matchs de football, la CCDJP a dû constater que seuls peu des objectifs fixés dans le concept avaient pu être atteints. Une des raisons repose sur le défaut de bases légales claires permettant aux autorités d'imposer certaines mesures contre la volonté des clubs.

En revanche, certaines mesures ont été couronnées de succès: les inscriptions dans le système «HOOGAN» sont désormais systématiquement accompagnées d'une photographie des personnes concernées; les sanctions contre les infractions dans le domaine du sport ont été unifiées par la Conférence des autorités de poursuite pénale de Suisse (CAPS), qui a élaboré des directives; les décisions quant à des mesures d'interdiction de périmètre, d'obligation de se présenter à la police et de garde à vue sont toujours appliquées selon les mêmes critères.

Jusqu'à présent, certaines mesures importantes contenues dans le concept, en particulier celles qui ne sont pas obligatoires mais seulement recommandées (p. ex. modèle d'accord), n'ont été appliquées que partiellement ou seulement par certains clubs isolés. L'augmentation du nombre d'observateurs de la police en civil et d'accompagnants de sécurité, le renforcement des ressources destinées à l'identification des auteurs de violence, l'installation de caméras vidéo haute résolution dans les stades, une collaboration plus étroite entre la police et les ministères publics, l'adoption de règlements de stades et de concepts de sécurité, l'introduction d'un régime de l'autorisation, l'imposition d'obligations aux clubs et la limitation de la vente d'alcool peuvent être considérés comme des succès.

Aucun progrès n'a toutefois été réalisé quant à l'introduction d'une carte de supporter, au développement du transport des supporters dans des trains spéciaux, à l'introduction de billets combinés et à la réduction de la consommation d'alcool dans les transports et dans les environs des stades.

2.4 Nécessité de compléter le concordat

Sachant que, après deux années et demie, les objectifs du concept n'ont pas été atteints entièrement, ni uniformément sur le territoire suisse, et que la tendance est à la hausse concernant la violence, surtout dans le domaine du football, il est nécessaire, afin de garantir un déroulement sans violence des événements sportifs, que les clubs et leurs environs soient forcés de collaborer s'ils ne respectent pas, ou pas complètement, les mesures du concept. Pour ce faire, il faut procéder à des modifications du concordat, essentiellement dans les domaines suivants.

- Une obligation d'autorisation pour les matchs de football et de hockey impliquant des équipes des ligues supérieures (Super League et National League) doit être introduite. Les autorités seront ainsi en mesure d'imposer des conditions aux clubs et aux organisateurs notamment quant au règlement dans les stades, aux dispositifs de sécurité et aux voyages aller et retour des supporters (arrivée et départ).
- Il faut procéder à des contrôles d'identité des groupes de supporters, de façon à vérifier en même temps que des mesures ordonnées telles qu'interdiction de périmètre ou obligation de se présenter à la police sont respectées.

[2)] Rapport complet sur www.ccdjp.ch, Contrats/Conventions – Concordat révisé instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives – rapport relatif à la modification du concordat du 2 février 2012

– Il faut définir des bases légales pour procéder à des fouilles lors des contrôles de sécurité à l'entrée des stades.
– La liste des délits qui représentent un comportement violent au sens du concordat doit être élargie (notamment voie de fait et empêchement d'accomplir un acte officiel).
– Les mesures d'interdiction de périmètre et d'obligation de se présenter à la police doivent encore être élargies et durcies.

On a renoncé à légiférer sur la participation financière des clubs aux coûts des opérations policières dues à des événements sportifs (cf. également ch. 9).

Le 14 octobre 2011, la CCDJP a mis en consultation une modification du concordat. Le Conseil-exécutif, dans sa prise de position du 11 janvier 2012, a approuvé le projet de modification dans l'ensemble[3]. Il a toutefois déploré des dispositions trop vagues sur l'obligation d'autorisation. Suite à cela, la CCDJP y a apporté des modifications essentielles. Les autres cantons, les grandes communes, les services concernés de la Confédération, les CFF, les associations de commandants de police et l'Association des entreprises suisses de services de sécurité ont tous approuvé le projet dans son ensemble ou avec des réserves moindres. Du côté des associations sportives concernées, l'obligation d'autorisation généralisée n'a pas été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. La section zurichoise des Juristes démocrates, Fancoaching Suisse et l'association de supporters Ostkurve Bern/Gäubschwarzsüchtig ont rejeté le projet (cf. plus haut ch. 2).

Lors de son assemblée plénière extraordinaire du 2 février 2012, la CCDJP a approuvé la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives à l'unanimité.

Afin de garantir une application aussi uniforme que possible des conditions posées dans le cadre de l'obligation d'autorisation, selon le degré de danger, la CCDJP a élaboré une ébauche des conditions-cadres et émis des recommandations relatives au prononcé de sanctions pour des cas particuliers.

3. Contenu du traité intercantonal (ajouts et modifications)

3.1 Compétences

En relation avec les modifications des dispositions, le Conseil-exécutif devra désigner les autorités compétentes par voie d'ordonnance. Il est prévu que les mesures (interdiction de périmètre, obligation de se présenter à la police, garde à vue) contenues dans la version actuelle du concordat continuent d'être ordonnées par la Police cantonale (art. 13, al. 1 du concordat). En vertu de l'article 13, alinéa 3 du concordat, c'est également à elle qu'incombe de signaler les mesures qu'elle a ordonnées (notamment l'interdiction de périmètre) à l'Office fédéral de la police. Les ordonnances pénales correspondantes sont communiquées par les autorités pénales compétentes.

[3] ACE 0025/2012

L'obligation d'autorisation pour les matchs de football et de hockey, nouvellement introduite, incombera aux communes concernées, conformément aux dispositions légales: les communes du canton de Berne sont seules compétentes pour l'accomplissement des tâches relevant de la police de sécurité et pour l'octroi d'autorisations communales de toute nature, en particulier pour les manifestations (art. 9 et 10a de la loi du 8 juin 1997 sur la police, LPol)[4]. Les dispositions relatives à l'obligation d'autorisation ne génèrent pas de nouvelles tâches ou compétences pour la Police cantonale. Les expériences passées suggèrent toutefois que les communes feront appel à elle en tant qu'organe de conseil. Quant aux tâches de la Police cantonale les jours de match, elles restent inchangées et dépendent grosso modo de ce qui figure dans la loi cantonale sur la police et du degré concret de dangerosité de chaque événement.

Les agences de sécurité privées engagées par l'organisateur de l'événement ne disposent pas de compétences supplémentaires dans le domaine de la fouille. Leurs tâches se basent ainsi toujours sur le droit de disposer des locaux et le règlement intérieur du stade.

3.2 Définition du comportement violent (art. 2)

L'alinéa 1 précise d'un point de vue spatiotemporel et thématique comment sont répertoriés les comportements violents ou les actes de violence dont une personne s'est rendue coupable avant, pendant ou après une manifestation sportive. Cela permet de tenir compte de violences non seulement pendant un match, mais aussi avant, si la personne s'est rendue plus tôt à l'intérieur de la ville accueillant l'événement sportif, ou après avoir quitté le lieu de la manifestation.

De plus, la liste des délits figurant sous le titre des comportements violents et des actes de violence est complétée: voies de fait (art. 126 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937, CP)[5], emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques (art. 224 CP), provocation publique au crime ou à la violence (art. 259 CP) et empêchement d'accomplir un acte officiel (art. 286 CP).

3.3 Régime de l'autorisation et obligations

L'introduction d'une obligation d'autorisation pour les matchs de football et de hockey sur glace des ligues supérieures et la possibilité offerte aux communes d'assortir l'autorisation de conditions constituent la modification la plus importante du concordat. Le but de cette obligation d'autorisation est de donner la possibilité aux communes de poser des conditions, et donc d'intervenir dans des affaires qui relèvent de la responsabilité des clubs et des organisateurs de matchs de football ou de hockey sur glace. Elles devraient ainsi pouvoir prendre les mesures nécessaires pour empêcher des actes de violence dans les stades. Afin que l'autorisation délivrée par une commune et les conditions dont elle est assortie produisent les effets

[4] RSB 551.1
[5] RS 311.0

escomptés, la commune cherchera, comme jusqu'à présent, à dialoguer avec les organisateurs, et éventuellement avec d'autres organismes concernés (p. ex. police, entreprises de transport).

L'obligation d'autorisation visée à l'alinéa 1 concerne tous les matchs de football de Super League et tous les matchs de hockey de National League. Dans le canton de Berne, cela concerne principalement des matchs qui ont lieu à Berne, Bienne, Thoune ou Langnau (BSC Young Boys et FC Thoune pour le football; SC Berne, EHC Bienne, SCL Tigers pour le hockey sur glace). En cas de participation d'une équipe de Super League ou de National League, les matchs de championnat, mais aussi les matchs de coupes, de tournois ou amicaux et les matchs se déroulant dans le cadre de concours internationaux ont besoin d'une autorisation de la part de la commune, indépendamment de l'endroit où se déroule le match (p. ex. autorisation de la commune d'Interlaken pour un match de coupe entre le FC Interlaken et le FC Thoune). Pour les matchs qui ne présentent pas de danger, la commune peut octroyer une autorisation sans l'assortir de conditions. Le type de matchs le plus fréquent est clairement le championnat de la plus haute ligue en football et en hockey.

Pour les matchs de clubs de football ou de hockey de ligue inférieure (et auxquels ne participe donc aucune équipe de Super League ou de National League), mais aussi de clubs d'autres sports, il n'y a pas besoin d'autorisation; les communes concernées ont cependant la possibilité d'en prévoir une lorsque la situation indique que la sécurité pourrait être compromise. Toutefois, dans le canton de Berne, les expériences passées dans le domaine de la sécurité lors d'événements sportifs suggèrent qu'il n'y aura pratiquement jamais besoin d'étendre l'obligation d'autorisation à des matchs de football, hockey ou autres de ligues inférieures.

La CCDJP a élaboré un modèle global d'autorisation assortie de conditions qui pourra être distribué aux clubs et qui portera sur certains matchs ou sur une partie de saison, voire même sur une saison complète. Pour ce faire, elle ne s'est pas fondée uniquement sur le concordat, mais aussi sur des dispositions relevant des différents droits cantonaux (p. ex. participation des clubs aux coûts de la sécurité). Ce modèle a donc pour but de donner des lignes directrices aux cantons afin de mettre en place une pratique d'octroi des autorisations uniforme à l'échelle du pays. Concrètement, certaines lois en vigueur dans le canton de Berne doivent être adaptées (p. ex. LPol), de même que les exigences en matière de sécurité dans chaque commune. Il incombera en premier lieu aux communes citées plus haut, dont les clubs évoluent en Super League ou en National League, de définir l'organisation concrète de leur régime d'autorisation en le basant sur le concordat.

De plus, dans l'intérêt d'uniformiser les pratiques des autorités responsables des autorisations, la CCDJP met des recommandations à disposition quant aux réactions à adopter en cas d'incidents déterminés, tels qu'une émeute dans un secteur du stade, des manifestations de supporters non autorisées ou l'utilisation d'engins pyrotechniques. Il convient d'évoquer ici qu'une interruption éventuelle d'un match ne pourra toutefois être prononcée que dans des cas de danger extrême. Elle serait déjà envisageable aujourd'hui, en vertu de la mission générale de la police d'écarter les risques, basée sur les dispositions de la loi cantonale sur la police.

Les autorisations peuvent être assorties d'obligations, dont quelques exemples sont énumérés à l'alinéa 2. Les autorités responsables de les octroyer seront orientées dans leur choix des obligations, mais disposeront d'un certain pouvoir d'appréciation, sachant que les obligations sont formulées de manière flexible et qu'elles peuvent être adaptées relativement facilement en cas de besoin. Les *mesures architectoniques* comprennent par exemple l'assignation d'une place assise donnée et l'installation de barrières de séparation, qui permettent un contrôle systématique des accès et empêchent des perturbations aux entrées de stade peu avant le début du match. Les *mesures techniques* incluent entre autres l'installation ou la modernisation de la vidéosurveillance, avec des caméras à haute résolution placées aux points névralgiques. Le *recours par l'organisateur à certaines ressources en termes de personnel ou autre* peut signifier, d'une part, que le règlement intérieur du stade interdit formellement l'utilisation d'engins pyrotechniques, de drapeaux ou de banderoles et, d'autre part, que la commune doit approuver le concept de sécurité des lieux. Les communes peuvent déterminer le nombre de stadiers ou d'agents de sécurité privés qu'un organisateur doit employer pendant un match. Elles peuvent aussi fixer l'horaire d'un match afin de d'éviter des risques pour la sécurité liés à d'autres événements ayant lieu au même moment ou le même jour.

Les obligations relatives à la *vente des billets* permettent par exemple d'empêcher que des supporters de l'équipe locale et de l'équipe visiteuse se rencontrent lors du voyage aller ou retour, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du stade. Par ailleurs, les grandes quantités d'alcool parfois consommés lors d'événements sportifs ont un effet désinhibiteur et catalysent les actes de violence. C'est pourquoi il faut aussi permettre aux communes de réglementer le commerce des boissons alcoolisées, à l'intérieur comme aux environs des stades.

Il n'est possible de tenir hors des stades des supporters violents que si les contrôles à l'entrée des stades ou lors de la montée dans les transports organisés ne se limitent pas à un contrôle visuel. De ce fait, l'alinéa 3 permet aux communes d'imposer un contrôle de l'identité des supporters et éventuellement une comparaison avec les entrées du système d'information «HOOGAN» (p. ex. interdiction de stade ou de périmètre). La commune doit aussi pouvoir imposer la vente de billets combinés afin de piloter les arrivées et départs des supporters visiteurs. Cela signifie alors que seuls les supporters visiteurs ayant emprunté un moyen de transport déterminé par la commune peuvent pénétrer dans la zone qui leur est réservée dans l'enceinte du stade. D'entente avec les entreprises de transport, les arrivées et les départs sont organisés de façon à ce que les supporters visiteurs soient séparés des supporters locaux (physiquement et temporellement). Des réglementations complémentaires sur le transport des supporters (y compris billets combinés) devraient être créées dans la modification prévue de la loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV)[6].

[6] RS 745.1

En cas de violation des obligations ordonnées par la commune, l'alinéa 4 prévoit des sanctions appropriées (avant tout le refus d'octroi ultérieur d'une autorisation; en second lieu l'imposition de conditions supplémentaires à l'avenir) et des indemnisations à verser pour les dommages causés.

3.4 Fouilles (art. 3b)

Il est possible de procéder à des fouilles au moment où les supporters montent dans un moyen de transport ou pénètrent dans un stade, non seulement pour des matchs de football ou de hockey, mais aussi pour tout autre événement sportif. La police procède à ces fouilles en cas de soupçons concrets et peut aussi fouiller sous les vêtements (al. 1), ce que l'article 36 LPol prévoit déjà. L'article 3b du concordat n'apporte donc pas de compétences nouvelles à la Police cantonale.

L'alinéa 2 prévoit que les fouilles peuvent aussi se faire sans soupçons concrets, par-dessus les vêtements et sur tout le corps (une palpation des zones intimes est donc possible), et qu'elles peuvent être déléguées à des entreprises de sécurité privées. Le canton de Berne renonce toutefois à cette possibilité nouvelle. La pratique actuelle quant à la palpation à l'entrée des stades par des agents privés (par-dessus les vêtements, en évitant les zones intimes), fondée sur le droit de disposer des locaux et le règlement intérieur du stades, reste donc inchangée.

L'alinéa 3 indique aux organisateurs qu'ils ont le devoir d'informer au préalable les spectateurs et spectatrices de l'éventualité de fouilles.

3.5 Interdiction de périmètre (art. 4)

La durée d'une interdiction de périmètre est calquée sur celle d'une interdiction de stade et pourra désormais s'élever à trois ans maximum. De plus, une telle interdiction pourra porter sur plusieurs périmètres distincts à travers la Suisse (al. 2). Il faut encore souligner que, en vertu du principe de proportionnalité, une interdiction de périmètre ne doit empêcher la personne qu'elle vise que de se tenir dans une zone où évoluent les supporters de son club. L'alinéa 3 a ainsi été complété pour que l'autorité compétente du canton où a son siège le club avec lequel la personne concernée est en relation puisse elle aussi prononcer une interdiction de périmètre. L'ordre de préséance des autorités cantonales susceptibles de prononcer une telle interdiction a été adapté en conséquence.

3.6 Décision d'interdiction de périmètre (art. 5)

Sachant que les interdictions de périmètre pourront désormais être prononcées pour plusieurs endroits à travers la Suisse, il n'est plus possible, pour des raisons pratiques, d'envoyer aux personnes concernées des plans exhaustifs quant aux périmètres interdits. C'est pourquoi les décisions d'interdiction les renverront à une adresse Internet à laquelle elles trouveront des informations sur les secteurs qui leur sont interdits. Si une personne concernée ne dispose pas d'un accès à Internet, l'autorité de décision (en l'occurrence la Police cantonale bernoise) lui donnera la possibilité de prendre connaissance des secteurs qui lui sont interdits auprès de l'autorité définie dans la décision.

3.7 Obligation de se présenter (art. 6)

La notion de «poste de police» des alinéas 1 et 2 est remplacée par «office». L'alinéa 1 précise que cet office est désigné par la Police cantonale. Une obligation de se présenter peut désormais être prononcée pour une durée maximale de trois ans. On renonce pour le moment à fixer une durée minimale (al. 1). Par ailleurs, la liste des situations dans lesquelles une telle obligation peut être prononcée (al. 1, lit. *a* à *c*) est considérablement élargie et adaptée. Désormais, les actes de violence contre des personnes, les dommages à la propriété causés à l'occasion d'un attroupement en public ou de grande ampleur, ainsi que l'utilisation d'armes, d'explosifs, de poudre de guerre ou d'engins pyrotechniques dans l'intention de nuire ou de faire du tort à des tiers peuvent conduire à une obligation de se présenter, sans qu'une interdiction de périmètre doive être préalablement prononcée. Des actes de violence moins graves (p. ex. voies de fait) et commis par des personnes sans antécédents donneront encore lieu à une interdiction de périmètre. Le système en cascade actuel est donc conservé.

3.8 Mise en application de l'obligation de se présenter (art. 7)

Comme nouveauté, l'alinéa 4 prévoit le doublement de la durée de la sanction en cas de manquement à l'obligation de se présenter sans motif valable.

3.9 Recommandation d'une interdiction de stade (art. 10)

L'Office fédéral de la police (fedpol) pourra également émettre des recommandations d'interdiction de stade aux organisateurs d'événements sportifs. Désormais, ces recommandations pourront être faites indépendamment du fait que les violences aient été commises à l'intérieur ou à l'extérieur d'un stade.

3.10 Effet suspensif (art. 12)

Les recours formés contre des décisions relatives à l'obligation de se présenter au sens de l'article 3a n'ont pas d'effet suspensif. Ce dernier peut toutefois être accordé au recourant, sur demande, par l'autorité de recours, sous certaines conditions, par exemple quand la décision contestée ne porte pas sur des mesures pour des matchs isolés, mais sur des mesures architectoniques à long terme ou techniques.

3.11 Compétence et procédure (art. 13)

En vertu de l'alinéa 1, les cantons désignent les autorités compétentes pour l'autorisation et les autres mesures (cf. ch. 3.1).

Modification de la désignation et de la numérotation des chapitres

En raison des nouvelles dispositions introduites aux articles 3a et 3b, le titre du chapitre 2 est modifié (Régime de l'autorisation et obligations), et un chapitre 3 est introduit (Mesures policières). Les numéros des chapitres suivants sont décalés en conséquence.

4. Loi ou arrêté d'adhésion

En vertu de l'article 74, alinéa 2 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993[7], le Grand Conseil approuve des traités intercantonaux, pour autant que ces derniers ne relèvent pas de la compétence exclusive du Conseil-exécutif. Ce dernier est exclusivement compétent pour des traités intercantonaux qui peuvent être résiliés à court terme et qui portent sur un sujet pouvant être réglé par voie d'ordonnance, ou qui sont d'importance mineure. Les traités intercantonaux approuvés par le Grand Conseil sont soumis au référendum facultatif si le droit cantonal le prévoit, par exemple lorsque leur objet doit être réglé à l'échelon de la loi. Dans des cas exceptionnels, l'adhésion à des traités intercantonaux se fait au moyen d'une loi. C'est le cas lorsque l'adhésion implique l'adaptation ou l'ajout de lois cantonales (cf. Directives du canton de Berne sur la procédure législative [DPL], module 3, ch. 3.1).

4.1 Adhésion au concordat dans sa version initiale

La version initiale du concordat avait notamment instauré une base légale à durée indéterminée pour la lutte contre la violence liée à des manifestations sportives; cette base légale permettait l'enregistrement de hooligans s'étant rendus coupables de violence dans un système d'information national et la prise de mesures telles que l'interdiction de se rendre dans un pays donné, l'interdiction de périmètre, l'obligation de se présenter à la police ou la garde à vue; cette première version réglait aussi les compétences respectives et les procédures. Le concordat avait donc incontestablement le rang de loi. Le contenu matériel des mesures en question, lesquelles portent atteinte à certains droits fondamentaux, a donc été fixé de manière suffisamment précise dans le concordat pour que la question de la fixation des «grandes lignes du statut juridique des particuliers», au sens de l'article 69, alinéa 4, lettre *a* de la Constitution ne se pose plus. La fixation des grandes lignes de l'organisation et des tâches des autorités visée à la lettre *d* de la disposition constitutionnelle précitée ne posait pas non plus de problèmes, sachant qu'il fallait les régler également à l'échelon de la loi. L'ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction du Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives[8] suffisait à combler le besoin de légiférer sur le plan cantonal. Cette ordonnance prévoit que la Police cantonale est compétente pour prononcer des interdictions de périmètre, des obligations de se présenter à elle et des gardes à vue; en ce qui concerne l'évaluation de la proportionnalité de la privation de liberté résultant d'une garde à vue, on renvoie à la disposition correspondante dans la loi cantonale sur la police.

4.2 Adhésion à la nouvelle version du concordat

La présente modification du concordat ne constitue en aucun cas un nouveau traité intercantonal; il s'agit en fait du concordat en vigueur, qui reste inchangé dans les grandes lignes. Les mesures en vigueur jusqu'à présent sont précisées, et partiellement durcies. Celles des mesures qui portent atteinte à des droits fondamentaux (cf. ci-dessus) sont toujours réglées avec une précision suffisante dans le concordat. Il n'y a donc toujours pas lieu de craindre une contradiction avec l'article 69, alinéa 4, lettre *a* de la Constitution. Partant, les seuls éléments de la nouvelle version du concordat qu'il convient d'examiner en détail sont les nouveaux articles 3a (régime de l'autorisation) et 3b (fouilles).

L'alinéa 1 de l'article 3b ne donne pas davantage de pouvoirs à la Police cantonale que l'article 36 LPol. Il n'y a donc pas besoin de réglementer davantage à l'échelon de la loi. La situation pourrait se révéler un peu plus délicate en ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 3b, du point de vue de la délégation de tâches officielles à des tiers, lorsque ces tâches relèvent du monopole de la puissance publique détenu par l'Etat. En vertu de l'article 95, alinéa 1 de la Constitution, le canton peut certes attribuer des tâches publiques à des personnes privées ou à des institutions extérieures à l'administration. L'alinéa 2, lettre *d* prévoit que la nature et l'étendue d'une telle attribution doivent être réglées par la loi, si les tâches en question impliquent des prestations importantes, la restriction des droits fondamentaux ou la perception de contributions publiques. Lors de la publication des nouvelles dispositions du concordat, la CCDJP a elle aussi procédé à des réflexions d'ordre juridique et fait appel à des experts. Ces derniers ont conclu qu'une fouille ciblée dans la zone intime, même par-dessus les vêtements (et non une fouille non ciblée, qui semble admissible eu égard au droit de disposer des locaux et au règlement intérieur du stade), lorsqu'elle a lieu sans soupçons concrets, relève impérativement de la compétence de la police; des membres d'entreprises de sécurité privées ne pourraient être autorisés à opérer des telles fouilles à la place de la police qu'à condition que cela figure formellement dans la loi, et pour autant que le droit cantonal offre une base légale suffisante à la police pour que cette dernière puisse procéder à des fouilles sans soupçons fondés sur des spectateurs et spectatrices; à défaut, la police ne saurait déléguer des compétences qu'elle-même n'a pas. La question de savoir si l'actuel article 36 LPol offre une base légale suffisante à cet effet est loin d'être tranchée, mais elle peut rester en suspens, sachant que le canton de Berne renonce à la possibilité de délégation prévue par le concordat (cf. ch. 3.4). Ainsi, l'adhésion au nouvel article 3b du concordat peut être décidée par voie d'arrêté.

L'article 3a du concordat introduit une obligation d'autorisation pour les matchs de football et de hockey sur glace avec participation des clubs masculins de la ligue la plus élevée. Des matchs entre clubs de divisions inférieures ou dans d'autres sports peuvent aussi être soumis à autorisation lorsqu'une menace à la sécurité publique est à craindre. Les alinéas 2 à 4 énumèrent les obligations dont peut être assortie

[7] RSB 101.1
[8] RSB 551.212

une autorisation; ils apportent les bases légales nécessaires aux contrôles d'identité de groupes de supporters, aux mesures architectoniques et techniques à l'intérieur et aux abords des stades, et à l'introduction de billets combinés pour les supporters visiteurs lors de matchs à risque. Ils définissent également sur les sanctions applicables en cas de non-respect de telles obligations. Les alinéas sont volontairement libellés de façon permissive plutôt que prescriptive (utilisation du verbe «pouvoir» plutôt que «devoir»). Il convient, d'un côté, d'énumérer toutes les possibilités raisonnablement envisageables mais, de l'autre côté, il ne faut pas que les obligations soient toujours toutes les mêmes pour chaque match: elles doivent être adaptées aux besoins de sécurité spécifiques d'un match et d'un stade donnés. Les conditions doivent toutefois être aussi uniformes que possible sur le plan national, après prise en compte du danger au cas par cas. L'organe de coordination «Violence dans le cadre de manifestations sportives», composé de représentants des pouvoirs publics, des associations et des ligues sportives et de Fancoaching suisse, travaille lui aussi à l'élaboration de recommandations; il suggère des conditions différentes selon le degré de risque d'un match (faible, moyen ou élevé). De telles recommandations, comme des autorisations types, n'ont pas de valeur légale, et l'article 3a laisse de la place à l'interprétation; on ne peut donc ignorer qu'un modèle passe-partout ne serait guère adapté à la diversité des matchs et des lieux, et ne serait jamais accepté par des cercles de personnes qui, d'une manière générale, ne voient pas les obligations d'autorisation d'un bon œil. De ce fait, le degré de définition de la nouvelle version du concordat dans ce domaine, aussi après évaluation de l'atteinte à la liberté des personnes concernées, apparaît suffisamment clair et précis: des dispositions matérielles complémentaires dans la loi cantonale ne s'imposent pas, du moins pas aujourd'hui. En raison des différences constitutionnelles entre les cantons, une comparaison directe avec ces derniers doit se faire de manière prudente; on peut néanmoins constater que la demi-douzaine de cantons qui ont déjà accepté le concordat ou sont en passe de le faire n'ont pas non plus ressenti de besoin de réglementation matérielle complémentaire à l'échelon de la loi.

Il ne faut pas oublier de mentionner qu'au cours de la lecture de sa session de janvier 2012, le Grand Conseil a traité un nombre considérable d'interventions parlementaires portant sur la problématique de la violence dans le cadre de manifestations, sportives ou autres (M 148/2011 Müller, Berne, UDC; M 223/2011 Kast, Berne, PDC; M 209/2011 Häsler, Burglauenen, Les Verts, et Siegenthaler, Thoune, PS; M 240/2011 Müller, Bowil, UDC). L'ensemble des points de ces motions portant sur un devoir d'autorisation contraignant pour les manifestations sportives de grande ampleur ont été adoptés à une nette majorité. Par ailleurs, la réponse commune du Conseil-exécutif à ces interventions indiquait déjà à quoi devrait ressembler la nouvelle version du concordat, décidée entre-temps.

Partant, on peut conclure que l'adhésion à la nouvelle version du concordat, comme ce fut le cas pour la version d'origine, peut être décidée par le Grand Conseil, avec possibilité de référendum.

Pour des raisons d'autonomie d'organisation des cantons, les autorités compétentes pour ordonner des mesures relatives au concordat et aussi pour l'obligation d'autorisation ne sont pas nommées dans le concordat: le choix est laissé aux cantons. Comme évoqué précédemment, le canton de Berne a désigné ces autorités par son ordonnance portant introduction citée plus haut. En ce qui concerne l'obligation d'autorisation, nouvellement introduite, il apparaît sensé d'en confier la compétence aux communes concernées. Dans la pratique, il ne devrait s'agir que de Berne, Bienne, Thoune et Langnau. Lors d'entretiens préparatoires, et avec l'accueil positif du Secrétariat général des préfectures et de l'Association des communes bernoises, on a pu établir que les autorités concernées faisaient preuve de compréhension et étaient prêtes à collaborer en ce sens, même si la consultation (cf. ch. 11) a indiqué que l'approbation n'était pas unanime quant à la compétence proposée. Les communes sont toutefois celles qui connaissent le mieux la configuration du terrain; de plus, cette mesure n'introduit pas une nouvelle compétence communale, mais repose sur la loi et la constitution (cf. ch. 3.1), sachant que la responsabilité pour la sécurité publique incombe aux communes. Ainsi, l'article 9 LPol prévoit que la commune veille à l'accomplissement des tâches relevant de la police de sécurité et de la police routière; l'article 10a LPol prévoit la compétence exclusive de la commune pour l'octroi d'autorisations communales de toute nature, en particulier pour les manifestations et les affaires relevant à la fois de la police administrative et de la compétence de la commune. Au vu de ces éléments, il apparaît suffisant, mais également nécessaire, d'inscrire dans l'ordonnance portant introduction, à l'occasion d'une révision partielle, la compétence communale pour l'obligation d'autorisation.

Du fait de la grande diversité des propriétaires de clubs et des stades, le dossier de celui qui demande une autorisation ne peut pas être traité d'une façon abstraite et générale. C'est pourquoi l'autorité responsable de l'autorisation doit décider selon les paramètres locaux.

5. Commentaire des dispositions de l'arrêté d'adhésion

Il n'y a pratiquement pas besoin de faire des remarques approfondies. Sachant que le canton de Berne a adhéré à la première version du concordat depuis longtemps, il convient de le souligner, par souci de clarté. Il ne reste donc plus qu'à approuver formellement les modifications et compléments apportés au concordat, de même qu'à déterminer la date de leur entrée en vigueur. De plus, comme il s'agit d'un concordat (et de modifications) à force légale, dont le contenu devrait être réglé par une loi si on légiférait au niveau intracantonal plutôt qu'intercantonal, la possibilité de référendum facultatif doit aussi figurer dans l'arrêté.

6. Place du projet dans le programme législatif

Pour la législature en cours, le Conseil-exécutif a décidé de se tenir à la maxime du développement durable et entend se concentrer sur huit points forts essentiels, parmi lesquels l'amélioration de la sécurité publique. A la lumière des faits survenus récemment lors d'événements sportifs dans le canton et qui ont conduit à des actes de violence inacceptables, à des dommages à la propriété massifs et à des blessures légères ou graves, il apparaît parfaitement justifié et nécessaire d'optimiser la pa-

lette d'instruments à la disposition des autorités, en particulier de la police, et de la compléter, afin qu'à l'avenir, on puisse faire face de manière plus efficace à des événements de ce genre; en effet, les possibilités offertes par la version actuelle du concordat sont manifestement insuffisantes et incomplètes. Le présent arrêté d'adhésion ne figure certes pas expressément au programme de la législature 2011–2014, mais cela ne s'oppose pas au projet, d'autant qu'au début de la législature, le Conseil-exécutif ignorait que le concordat allait être complété.

7. Répercussions financières

L'adhésion à la nouvelle version du concordat ne change rien aux charges financières du canton de Berne, puisque l'on ne fera pas appel à de nouvelles interventions policières. On évitera notamment de faire appel en premier lieu à la police en cas d'infraction d'un club à des conditions qui lui ont été imposées. Dans de tels cas, c'est avant tout à l'autorité compétente pour l'autorisation qu'il incombera de retirer cette dernière, de la refuser pour des matchs ultérieurs ou de l'assortir à l'avenir de conditions supplémentaires (cf. art. 3a, al. 4 du concordat).

Les modifications apportées au concordat entraîneront des répercussions financières avant tout pour les communes, puisque ces dernières devront élaborer et octroyer des autorisations (cf. ch. 9 ci-après). L'introduction des nouvelles mesures pourra toutefois induire une diminution des interventions policières ou une réduction des effectifs, au bénéfice des communes contractantes.

8. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Il n'y a pas de répercussions à signaler sur le personnel et l'organisation. On peut toutefois mentionner que l'introduction de l'obligation d'autorisation et le durcissement des mesures (interdiction de périmètre et obligation de se présenter à la police) conduiront, dans un avenir proche, à une réduction des effectifs policiers sollicités, et donc à une diminution de la charge de travail des collaborateurs de la Police cantonale bernoise.

9. Répercussions sur les communes

Les modifications apportées au concordat génèrent un surcroît de travail en particulier pour les communes, du fait de la nouvelle responsabilité qui leur incombe de délivrer des autorisations pour des matchs de football et de hockey. Avec deux clubs évoluant dans des ligues supérieures, la ville de Berne devrait être la commune la plus concernée par les autorisations. Il est toutefois difficile d'estimer la charge administrative et les coûts supplémentaires induits, car on ne peut pas prévoir le nombre d'autorisations ou de modifications d'autorisations qu'il y aura à délivrer. Les communes ont la possibilité de percevoir des émoluments pour la délivrance d'autorisations, pour autant qu'elles disposent d'un règlement qui le prévoit. On peut s'attendre à ce que le régime d'autorisation et les nouvelles mesures contribuent à moyen ou long terme à diminuer le besoin en matière de sécurité, et donc les interventions policières. Les montants ainsi économisés permettront de compenser largement les coûts liés au surcroît de tâches administratives.

En outre, les communes sont toujours libres de facturer un émolument aux organisateurs pour couvrir les frais engagés par la police, ou d'en adapter le montant (cf. art. 61, al. 2 LPol), pour autant que les dispositions complémentaires nécessaires aient été ajoutées dans leur droit communal.

10. Répercussions sur l'économie

Il n'y a pas de répercussions directes particulières sur l'économie.

11. Résultat de la consultation

Dans l'ensemble, les modifications apportées au concordat sont accueillies positivement. Certaines sociétés sportives ou associations de supporters se montrent toutefois sceptiques ou refusent totalement l'introduction de l'obligation d'autorisation.

Trois destinataires de la consultation ont émis des remarques critiques quant à la désignation des communes comme autorités compétentes pour l'octroi des autorisations. Alors que le Directoire des préfectures a salué l'octroi partiel de compétences à ces dernières (en ce qui concerne la vente d'alcool), l'Association bernoise des polices locales estime que les préfectures devraient aussi être responsables de l'octroi des autorisations. La ville de Berne demande que la compétence soit donnée à une autorité cantonale; elle estime que c'est là l'unique façon de garantir un traitement équitable de tous les clubs et une application uniforme des critères d'autorisation et que, pour que les conditions prévues puissent être coordonnées, il est nécessaire que seule une autorité soit responsable de délivrer les autorisations. Il n'est cependant pas raisonnable, ni prévu légalement, de répartir les responsabilités dans le domaine de la sécurité. En raison des responsabilités légales actuelles des communes dans ce domaine et dans celui de l'octroi d'autorisations pour des manifestations, il convient donc de laisser le pouvoir d'autorisation aux communes. Les objections formulées quant au manque d'unité dans l'application des critères d'autorisation ne sont pas justifiées, sachant que les quatre communes concernées (Berne, Bienne, Thoune et Langnau), qui sont toutes rattachées à des préfectures différentes, seront en mesure de coordonner leurs travaux d'élaboration des conditions générales.

Les autres prises de position concernant les modifications apportées au concordat peuvent être résumées comme suit:

a) Plusieurs parties à la consultation ont indiqué que l'autorité responsable de l'autorisation devrait pouvoir user de son pouvoir discrétionnaire lorsqu'elle assortit une autorisation de conditions. L'octroi de la compétence d'autorisation aux communes permet de tenir compte de façon optimale des circonstances locales et des particularités et possibilités de chaque club. Il incombe à la commune de déterminer les obligations nécessaires pour les clubs situés sur son territoire. Il

conviendra alors d'instaurer un dialogue préalable entre les organismes concernés (notamment commune, club, police). Les conditions générales et les recommandations de la CCDJP laissent la marge de manœuvre nécessaire aux communes pour élaborer des conditions acceptables et adaptées aux circonstances locales afin d'améliorer la sécurité lors de certains matchs à risque.

b) Les villes de Berne et de Langnau ont fait part de leur inquiétude quant à une éventuelle responsabilité (dommages-intérêts) de l'autorité compétente pour l'autorisation au cas où celle-ci refuserait ou retirerait une autorisation pour un match donné. Or, la responsabilité d'une autorité n'est engagée que lorsque cette dernière enfreint le droit. Sachant que dans le cas présent, les autorités concernées se fondent sur les dispositions du concordat, il ne peut y avoir d'infraction au droit, et donc de responsabilité de l'Etat en perspective.

c) Plusieurs destinataires (le FC Thoune, l'association de supporters Thirty-Nine du HC Bienne et Fanarbeit Bern) ont jugé que les obligations dont peuvent être assorties les autorisations ne respectent pas le principe de proportionnalité. Ils dénoncent en particulier l'injustice que représenterait une interdiction d'alcool dans les stades pour les visiteurs calmes et la mise sous tutelle qui se cache derrière le billet combiné. Il faut opposer à cela le fait que la majeure partie des cas de violences ou d'usage d'engins pyrotechniques sont le fait de personnes sous l'influence plus ou moins prononcée de l'alcool. Partout en Europe, la police a fait des expériences positives avec les interdictions de vente d'alcool et les standards de l'UEFA (Union européenne des association de football) prévoient une interdiction de l'alcool lors de matchs internationaux. Par ailleurs, la CCDJP ne recommande une telle interdiction que pour des matchs à haut risque, ce qui représente une part limitée des matchs de football ou de hockey impliquant des clubs de ligues supérieures. De même, le système de billets combinés ne doit aussi être appliqué que pour des matchs à haut risque; ce système vise à éviter la confrontation de groupes de supporters opposés et la participation de fans à des manifestations non autorisées. Cela permet de protéger la liberté de la population d'une commune et de protéger piétons et automobilistes.

d) L'autorité cantonale de surveillance de la protection des données estime qu'il y a un conflit de compétences entre l'enregistrement d'images permis à la Police cantonale lors de manifestations de masse (cf. art. 51 LPol) et l'influence des communes rendue possible par le concordat (art. 3a, al. 2) en matière de vidéosurveillance sur les lieux de manifestations sportives. L'article 51 LPol porte uniquement sur la surveillance effectuée par la Police cantonale; il concerne en principe le domaine public (p. ex. chemins d'accès des supporters aux stades), ce qui diffère clairement de la surveillance opérée par des organisateurs privés à l'intérieur et autour des stades et sur laquelle les communes peuvent avoir une influence en vertu du concordat. Dans ce cas, les organisateurs se fondent sur le droit de disposer des locaux et mettent en place une surveillance vidéo pour la protection du public et des biens. Il n'y a donc pas de conflit d'intérêts entre les communes et la Police cantonale en matière de vidéosurveillance.

12. Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'accepter le présent arrêté sur la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

Berne, le 10 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Annexes

1. Version du concordat figurant actuellement au RSB (559.14)
2. Modification du concordat du 2 février 2012

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le canton de Berne est signataire du concordat du 15 novembre 2007 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives dans sa version modifiée (annexe 1).
2. Le Grand Conseil approuve les modifications apportées audit concordat le 2 février 2012 (annexe 2).
3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2013.
4. Il est soumis à la votation facultative.

Berne, le 10 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

1) RSB 101.1

441/1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Arrêté du Grand Conseil sur l'approbation de la modification du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu l'article 74, alinéa 2 de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le canton de Berne est signataire du concordat du 15 novembre 2007 instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives dans sa version modifiée (annexe 1).
2. Le Grand Conseil approuve les modifications apportées audit concordat le 2 février 2012 (annexe 2).
3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2013.
4. Il est soumis à la votation facultative.

Berne, le 13 février 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 5 février 2013

Au nom de la commission,

le président: *Kast*

1) RSB 101.1

Annexe 1

Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

du 15 novembre 2007; modification du 2 février 2012

La Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police adopte le texte concordataire suivant:

Chapitre 1 Dispositions générales

But

Art. 1 Les cantons instituent en collaboration avec la Confédération des mesures policières préventives visant à empêcher les comportements violents au sens du présent concordat pour détecter précocement et combattre la violence lors de manifestations sportives.

Définition du comportement violent

Art. 2 [1]Il y a notamment comportement violent et actes de violence lorsqu'une personne, avant, pendant ou après une manifestation sportive, a commis ou incité à commettre les infractions suivantes:

a les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle visées aux art. 111 à 113, 117, 122, 123, 125, al. 2, 126 al. 1, 129, 133 et 134 du code pénal (CP)[1)];
b les dommages à la propriété visés à l'art. 144 CP;
c la contrainte visée à l'art. 181 CP;
d l'incendie intentionnel visé à l'art. 221 CP;
e l'explosion visée à l'art. 223 CP;
f emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques visé à l'art. 224 CP;
g la provocation publique au crime ou à la violence visée à l'art. 259 CP;
h l'émeute visée à l'art. 260 CP;
i la violence ou la menace contre les autorités et les fonctionnaires visée à l'art. 285 CP;
j l'empêchement d'accomplir un acte officiel visé à l'art. 286 CP.

[2] Est aussi considéré comme comportement violent le fait de menacer la sécurité publique en transportant ou en utilisant des armes, des explosifs, de la poudre de guerre ou des engins pyrotechniques dans les stades ou les salles de sport, aux alentours et sur les trajets aller et retour.

[1)] RS 311.0

Preuve du comportement violent

Art. 3 [1]Sont considérés comme preuve d'un comportement violent selon l'art. 2:

a les décisions judiciaires ou les dénonciations policières allant dans ce sens;
b les témoignages crédibles ou les prises de vue de la police, de l'administration des douanes, du personnel de sécurité ou des fédérations et associations sportives;
c les interdictions de stade prononcées par les fédérations ou associations sportives;
d les communications d'une autorité étrangère compétente.

[2] Les témoignages visés à l'al. 1, let. *b*, doivent être déposés par écrit et signés.

Chapitre 2 Régime de l'autorisation et obligations

Régime de l'autorisation

Art. 3a [1]Les matchs de football et de hockey sur glace avec participation des clubs de la division respectivement la plus élevée des hommes sont soumis à autorisation. Les matchs des clubs de ligues inférieures ou d'autres types de sports peuvent être soumis à autorisation s'il y a lieu de craindre un risque pour la sécurité publique aux abords du match.

[2] Pour éviter tout comportement violent au sens de l'article 2, les autorités compétentes peuvent assortir l'autorisation de certaines obligations. Il peut s'agir, notamment, de mesures architectoniques et techniques, du recours par l'organisateur de la manifestation à certaines ressources en termes de personnel ou autre, de règles pour la vente des billets, la vente de boissons alcooliques ou le traitement des contrôles d'accès. Les autorités peuvent notamment définir comment doivent s'organiser les arrivées et les départs des supporters de l'équipe visiteuse, et sous quelles conditions leur accès aux stades ou salles de sport peut être autorisé.

[3] L'autorité peut ordonner que les spectatrices et les spectateurs doivent présenter des pièces d'identité pour monter dans des transports organisés de supporters ou pour accéder aux stades ou aux salles de sports, et que l'on s'assure par une comparaison avec le système d'information HOOGAN qu'aucune personne frappée d'une interdiction de stade valide ou de mesure au sens du présent concordat n'est admise.

[4] La violation d'obligations peut entraîner des mesures adéquates, notamment le retrait de l'autorisation, son refus pour des matchs ultérieurs, ou l'octroi ultérieur d'une autorisation assorti de conditions supplémentaires. Le destinataire de l'autorisation peut se voir exiger une indemnisation pour des dommages dus à une violation d'obligations.

Chapitre 3 Mesures policières

Fouilles

Art. 3b [1]La police peut faire fouiller des spectatrices et des spectateurs par des agents de même sexe dans le cadre de contrôles d'accès lors de manifestations sportives ou avant le transport des supporters vers le lieu de ces manifestations à la recherche d'objets interdits, en cas de soupçon concret, y compris sous les vêtements et sur tout le corps. Les fouilles doivent être effectuées dans un endroit situé à l'abri des regards. Les fouilles intimes à proprement parler doivent être exécutées avec la participation de personnel médical.

[2] Les autorités peuvent habiliter des entreprises de sécurité privées chargées par l'organisateur de contrôler l'accès aux stades ou salles de sport, et aux transports organisés de supporters à palper les personnes, indépendamment d'un soupçon concret, par-dessus les vêtements par des personnes de même sexe sur tout le corps, à la recherche d'objets interdits.

[3] L'organisateur informe les spectatrices et les spectateurs de sa manifestation sportive de l'éventualité de fouilles.

Interdiction de périmètre

Art. 4 [1]Toute personne qui, à l'occasion de manifestations sportives, a pris part de façon avérée à des actes de violence dirigés contre des personnes ou des objets peut être soumise pendant des périodes déterminées à une interdiction de pénétrer dans une zone clairement délimitée entourant l'endroit où se déroulent les manifestations sportives (périmètre). L'autorité compétente définit pour quels périmètres l'interdiction est valable.

[2] L'interdiction de périmètre est prononcée pour une durée de un à trois ans. Il est possible de définir des périmètres dans toute la Suisse.

[3] Elle peut être prononcée par les autorités suivantes:

a par l'autorité compétente du canton dans lequel l'acte de violence a été commis;

b par l'autorité compétente du canton de domicile de la personne visée;

c par l'autorité compétente du canton où a son siège le club avec lequel la personne concernée est en relation.

Si des compétences entrent en concurrence, c'est l'ordre d'énumération du présent alinéa qui détermine la priorité.

[4] L'Observatoire suisse du hooliganisme (Observatoire) et l'Office fédéral de la police fedpol peuvent demander que des interdictions de périmètre soient prononcées.

Décision d'interdiction de périmètre

Art. 5 [1]La décision d'interdiction de périmètre doit en préciser la durée et le champ d'application géographique. Elle doit être accompagnée d'indications qui permettent à la personne concernée d'avoir une connaissance détaillée des périmètres s'y rapportant.

[2] L'autorité qui a pris la décision informe sans attendre les autres autorités mentionnées à l'art. 4 al. 3 et 4.

[3] L'art. 3 est déterminant pour apporter la preuve de la participation à des actes de violence.

Obligation de se présenter

Art. 6 [1]Une personne peut être obligée de se présenter pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans à un office désigné par l'autorité compétente à des heures précises dans les cas suivants:

a elle a participé à des actes de violence contre des personnes au sens de l'article 2 alinéa 1 let. *a* et *c–j*. Sont exceptés les voies de fait au sens de l'art. 126 al. 1 CP;

b si elle s'est livrée à des dommages à la propriété au sens de l'art. 144 al. 2 et 3 CP;

c elle a utilisé des armes, des explosifs, de la poudre de guerre ou des engins pyrotechniques dans l'intention de nuire ou de faire du tort à des tiers, ou elle a été prête à l'accepter;

d une mesure au sens du présent concordat ou une interdiction de se rendre dans un pays donné au sens de l'art. 24c LMSI[1)] a déjà été prononcée contre elle au cours des deux années précédentes, et elle a à nouveau commis un acte de violence au sens de l'article 2;

e des faits concrets et récents laissent supposer que d'autres mesures ne suffiront pas à la faire renoncer à commettre des actes de violence lors de manifestations sportives;

f l'obligation de se présenter semble être dans le cas d'espèce une mesure moins contraignante que d'autres.

[2] La personne visée doit se présenter à l'office mentionné dans la décision aux heures indiquées. Dans la mesure du possible, il s'agit d'un office du lieu de domicile de la personne visée. L'autorité qui a ordonné la mesure tient compte de la situation personnelle de la personne visée pour déterminer le lieu et les heures où elle devra se présenter.

[3] L'autorité compétente au domicile de la personne visée prononce l'obligation de se présenter. L'observatoire et fedpol peuvent demander que de telles obligations soient prononcées.

[1)] RS 120

Application de l'obligation de se présenter

Art. 7 [1]Il y a lieu de penser que des mesures autres que l'obligation de se présenter ne suffiront pas à faire renoncer une personne à commettre des actes de violence lors de manifestations sportives (art. 6, al. 1, let. *e*) notamment:

a lorsque des déclarations ou des actes récents de la personne visée indiquent qu'elle contournerait les mesures moins strictes qui seraient prises à son encontre ou

b que les mesures moins strictes qui seraient prises à l'encontre de la personne visée ne pourraient l'empêcher, en raison de sa situation personnelle, par exemple si son lieu de domicile ou de travail est proche d'un stade, de commettre des actes de violence lors de manifestations sportives ultérieures.

[2] Si, pour des motifs importants et justifiés, la personne visée ne peut se présenter à l'office compétent conformément à l'art. 6, al. 2, elle doit immédiatement en informer l'office où elle doit se présenter et indiquer son lieu de séjour. L'autorité policière compétente vérifie si le lieu de séjour et les indications fournies par la personne visée sont exacts.

[3] L'office où la personne doit se présenter fait immédiatement savoir à l'autorité qui a ordonné l'obligation de se présenter si la personne visée s'est présentée ou non.

[4] Si une obligation de s'annoncer est violée sans motif excusable au sens de l'al. 2, sa durée est doublée.

Garde à vue

Art. 8 [1]Une garde à vue peut être prononcée contre une personne aux conditions suivantes:

a des éléments concrets et récents indiquent qu'elle prendra part à des actes de violence graves contre des personnes ou des objets lors d'une manifestation sportive nationale ou internationale;

b cette mesure est le seul moyen de l'empêcher de commettre de tels actes de violence.

[2] La garde à vue doit prendre fin lorsque les conditions l'ayant justifiée ne sont plus réunies, mais au plus tard après 24 heures.

[3] La personne visée doit se présenter au poste de police de son lieu de domicile ou à un autre poste de police mentionné dans la décision à la date et à l'heure indiquées, et doit y demeurer le temps de la garde à vue.

[4] Si la personne visée ne se présente pas au poste de police indiqué, elle peut y être amenée par la police.

[5] Si la personne visée en fait la demande, un juge vérifie que la privation de liberté est conforme à la loi.

[6] La garde à vue peut être prononcée par les autorités du canton dans lequel la personne visée est domiciliée ou par les autorités du canton dans lequel les actes de violence risquent d'être commis. La décision des autorités du canton dans lequel les actes de violence risquent d'être commis prime.

Application de la garde à vue

Art. 9 [1]Les manifestations sportives nationales visées à l'art. 8, al. 1, let. *a*, sont des rencontres qui sont organisées par les fédérations sportives ou les ligues nationales, ou auxquelles participent des clubs de ces organisations.

[2] Les actes de violence graves au sens de l'art. 8, al. 1, let. *a*, sont notamment les infractions définies aux art. 111 à 113, 122, 123, ch. 2, 129, 144, al. 3, 221, 223 ou 224 CP[1)].

[3] L'autorité compétente du lieu de domicile de la personne visée désigne le poste de police où celle-ci doit se présenter et fixe le début et la fin de la garde à vue.

[4] Les cantons désignent l'instance judiciaire chargée de vérifier si la garde à vue est conforme à la loi.

[5] Le droit de la personne visée de demander qu'un juge vérifie si la privation de liberté est conforme à la loi (art. 8, al. 5) doit figurer dans la décision.

[6] Le poste de police désigné pour l'exécution de la garde à vue informe l'autorité qui a ordonné la mesure que la garde à vue a eu lieu. Si la personne visée ne se présente pas au poste de police, l'autorité qui a ordonné la mesure doit en être informée immédiatement.

Recommandation d'une interdiction de stade

Art. 10 L'autorité compétente pour ordonner les mesures visées aux art. 4 à 9, l'Observatoire et fedpol peuvent émettre à l'intention des organisateurs de manifestations sportives la recommandation de prononcer une interdiction de stade contre des personnes qui ont commis des actes de violence à l'intérieur ou à l'extérieur du stade lors d'une manifestation sportive. La recommandation est assortie des données nécessaires au sens de l'article 24a, alinéa 3 LMSI.

Age minimum

Art. 11 Les mesures prévues aux art. 4 à 7 ne peuvent être ordonnées qu'à l'encontre de personnes âgées d'au moins 12 ans. La garde à vue prévue aux art. 8 et 9 ne peut être ordonnée qu'à l'encontre de personnes âgées d'au moins 15 ans.

[1)] RS 311.0

Chapitre 4 Dispositions de procédure

Effet suspensif

Art. 12 [1]Les recours contre les décisions des autorités prises en application de l'article 3a n'ont pas d'effet suspensif. L'instance de recours peut octroyer l'effet suspensif à la demande de la partie recourante.

[2] Le recours contre une décision portant sur les mesures visées aux art. 4 à 9 a un effet suspensif lorsqu'il ne compromet pas le but de la mesure et lorsque l'autorité de recours ou le juge accepte expressément l'effet suspensif dans une décision incidente.

Compétence et procédure

Art. 13 [1]Les cantons désignent les autorités compétentes pour accorder les autorisations visées à l'article 3a, al. 1 et pour ordonner les mesures visées aux art. 3a al. 2 à 4, 3b et 4 à 9.

[2] Toute décision portant sur des mesures prises en vertu du chapitre 3 doit mentionner la teneur de l'art. 292 CP[1)].

[3] Les autorités compétentes informent l'office fédéral de la police (fedpol) conformément à l'art. 24a, al. 4 LMSI[2)]:

a des mesures visées aux art. 4 à 9 et 12 qu'ils ont prononcées ou levées;
b des infractions aux mesures prévues aux art. 4 à 9 et des décisions pénales en résultant;
c des périmètres qu'ils ont délimités.

Chapitre 5 Dispositions finales

Information de la Confédération

Art. 14 Le secrétariat général de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) informe la Chancellerie fédérale du présent concordat. La procédure est régie par l'art. 27o OLOGA[3)].

Entrée en vigueur

Art. 15 [1]Le présent concordat entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'adhésion d'au moins deux cantons, mais au plus tôt le 1er janvier 2010.

[2] Les modifications du 2 février 2012 entrent en vigueur pour les cantons qui les approuvent à la date à laquelle leur décision d'adhésion devient exécutoire.

Résiliation

Art. 16 Un canton membre peut résilier le concordat pour la fin d'une année avec un préavis d'un an. Les autres cantons décident si le concordat doit rester en vigueur.

Information du secrétariat général de la CCDJP

Art. 17 Les cantons informent le secrétariat général de la CCDJP de leur adhésion, de l'autorité compétente au sens de l'art. 13, al. 1 et de leur résiliation. Le secrétariat général de la CCDJP gère une liste des cantons membres du concordat.

1) RS 311.0
2) RS 120
3) RS 172.010.1

Annnexe 2

Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives

Modification du 2 février 2012

La Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police adopte le texte concordataire suivant:

Art. 2 [1]Il y a notamment comportement violent et actes de violence lorsqu'une personne, avant, pendant ou après une manifestation sportive, a commis ou incité à commettre les infractions suivantes:

a les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle visées aux art. 111 à 113, 117, 122, 123, 125, al. 2, 126, al. 1, 129, 133 et 134 du code pénal (CP)[1)];

b à *e* inchangées;

f emploi, avec dessein délictueux, d'explosifs ou de gaz toxiques visé à l'art. 224 CP;

g la provocation publique au crime ou à la violence visée à l'art. 259 CP;

h l'émeute visée à l'art. 260 CP;

i la violence ou la menace contre les autorités et les fonctionnaires visée à l'art. 285 CP;

j l'empêchement d'accomplir un acte officiel visé à l'art. 286 CP.

[2] Inchangé.

Chapitre 2: Régime de l'autorisation et obligations

Régime de l'autorisation

Art. 3a [1]Les matchs de football et de hockey sur glace avec participation des clubs de la division respectivement la plus élevée des hommes sont soumis à autorisation. Les matchs des clubs de ligues inférieures ou d'autres types de sports peuvent être soumis à autorisation s'il y a lieu de craindre un risque pour la sécurité publique aux abords du match.

[2] Pour éviter tout comportement violent au sens de l'article 2, les autorités compétentes peuvent assortir l'autorisation de certaines obligations. Il peut s'agir, notamment, de mesures architectoniques et techniques, du recours par l'organisateur de la manifestation à certaines ressources en termes de personnel ou autre, de règles pour la vente des billets, la vente de boissons alcooliques ou le traitement des contrôles d'accès. Les autorités peuvent notamment définir comment doivent s'organiser les arrivées et les départs des supporters de l'équipe visiteuse, et sous quelles conditions leur accès aux stades ou salles de sport peut être autorisé.

[3] L'autorité peut ordonner que les spectatrices et les spectateurs doivent présenter des pièces d'identité pour monter dans des transports organisés de supporters ou pour accéder aux stades ou aux salles de sports, et que l'on s'assure par une comparaison avec le système d'information HOOGAN qu'aucune personne frappée d'une interdiction de stade valide ou de mesure au sens du présent concordat n'est admise.

[4] La violation d'obligations peut entraîner des mesures adéquates, notamment le retrait de l'autorisation, son refus pour des matchs ultérieurs, ou l'octroi ultérieur d'une autorisation assorti de conditions supplémentaires. Le destinataire de l'autorisation peut se voir exiger une indemnisation pour des dommages dus à une violation d'obligations.

Chapitre 3: Mesures policières

Fouilles

Art. 3b [1]La police peut faire fouiller des spectatrices et des spectateurs par des agents de même sexe dans le cadre de contrôles d'accès lors de manifestations sportives ou avant le transport des supporters vers le lieu de ces manifestations à la recherche d'objets interdits, en cas de soupçon concret, y compris sous les vêtements et sur tout le corps. Les fouilles doivent être effectuées dans un endroit situé à l'abri des regards. Les fouilles intimes à proprement parler doivent être exécutées avec la participation de personnel médical.

[2] Les autorités peuvent habiliter des entreprises de sécurité privées chargées par l'organisateur de contrôler l'accès aux stades ou salles de sport, et aux transports organisés de supporters à palper les personnes, indépendamment d'un soupçon concret, par-dessus les vêtements par des personnes de même sexe sur tout le corps, à la recherche d'objets interdits.

[3] L'organisateur informe les spectatrices et les spectateurs de sa manifestation sportive de l'éventualité de fouilles.

Interdiction de périmètre

Art. 4 [1]Toute personne qui, à l'occasion de manifestations sportives, a pris part de façon avérée à des actes de violence dirigés contre des personnes ou des objets peut être soumise pendant des périodes déterminées à une interdiction de pénétrer dans une zone clairement délimitée entourant l'endroit où se déroulent les manifestations sportives (périmètre). L'autorité compétente définit pour quels périmètres l'interdiction et valable.

[1)] RS 311.0

2 L'interdiction de périmètre est prononcée pour une durée de un à trois ans. Il est possible de définir des périmètres dans toute la Suisse.

3 Elle peut être prononcée par les autorités suivantes:
a par l'autorité compétente du canton dans lequel l'acte de violence a été commis;
b par l'autorité compétente du canton de domicile de la personne visée;
c par l'autorité compétente du canton où a son siège le club avec lequel la personne concernée est en relation.

Si des compétences entrent en concurrence, c'est l'ordre d'énumération du présent alinéa qui détermine la priorité.

4 L'Observatoire suisse du hooliganisme (Observatoire) et l'Office fédéral de la police fedpol peuvent demander que des interdictions de périmètre soient prononcées.

Décision d'interdiction de périmètre

Art. 5 1La décision d'interdiction de périmètre doit en préciser la durée et le champ d'application géographique. Elle doit être accompagnée d'indications qui permettent à la personne concernée d'avoir une connaissance détaillée des périmètres s'y rapportant.

2 L'autorité qui a pris la décision informe sans attendre les autres autorités mentionnées à l'art. 4 al. 3 et 4.

3 Inchangé.

Obligation de se présenter

Art. 6 1Une personne peut être obligée de se présenter pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans à un office désigné par l'autorité compétente à des heures précises dans les cas suivants:
a elle a participé à des actes de violence contre des personnes au sens de l'article 2, alinéa 1 let. *a* et *c–j*. Sont exceptés les voies de fait au sens de l'art. 126, al. 1 CP;
b si elle s'est livrée à des dommages à la propriété au sens de l'art. 144, al. 2 et 3 CP;
c elle a utilisé des armes, des explosifs, de la poudre de guerre ou des engins pyrotechniques dans l'intention de nuire ou de faire du tort à des tiers, ou elle a été prête à l'accepter;
d une mesure au sens du présent concordat ou une interdiction de se rendre dans un pays donné au sens de l'art. 24c LMSI[1)] a déjà été prononcée contre elle au cours des deux années précédentes et elle a à nouveau commis un acte de violence au sens de l'article 2;
e des faits concrets et récents laissent supposer que d'autres mesures ne suffiront pas à la faire renoncer à commettre des actes de violence lors de manifestations sportives;
f l'obligation de se présenter semble être dans le cas d'espèce une mesure moins contraignante que d'autres.

2 La personne visée doit se présenter à l'office mentionné dans la décision aux heures indiquées. Dans la mesure du possible, il s'agit d'un office du lieu de domicile de la personne visée. L'autorité qui a ordonné la mesure tient compte de la situation personnelle de la personne visée pour déterminer le lieu et les heures où elle devra se présenter.

3 L'autorité compétente au domicile de la personne visée prononce l'obligation de se présenter. L'observatoire et fedpol peuvent demander que de telles obligations soient prononcées.

Application de l'obligation de se présenter

Art. 7 1Il y a lieu de penser que des mesures autres que l'obligation de se présenter ne suffiront pas à faire renoncer une personne à commettre des actes de violence lors de manifestations sportives (art. 6, al. 1, let. *e*) notamment:
a et *b* inchangées.

2 Si, pour des motifs importants et justifiés, la personne visée ne peut se présenter à l'office compétent conformément à l'art. 6, al. 2, elle doit immédiatement en informer l'office où elle doit se présenter et indiquer son lieu de séjour. L'autorité policière compétente vérifie si le lieu de séjour et les indications fournies par la personne visée sont exacts.

3 L'office où la personne doit se présenter fait immédiatement savoir à l'autorité qui a ordonné l'obligation de se présenter si la personne visée s'est présentée ou non.

4 Si une obligation de s'annoncer est violée sans motif excusable au sens de l'al. 2, sa durée est doublée.

Recommandation d'une interdiction de stade

Art. 10 L'autorité compétente pour ordonner les mesures visées aux art. 4 à 9, l'Observatoire et fedpol peuvent émettre à l'intention des organisateurs de manifestations sportives la recommandation de prononcer une interdiction de stade contre des personnes qui ont commis des actes de violence à l'intérieur ou à l'extérieur du stade lors d'une manifestation sportive. La recommandation est assortie des données nécessaires au sens de l'article 24a, alinéa 3 LMSI.

Chapitre 4: Dispositions de procédure

Effet suspensif

Art. 12 1Les recours contre les décisions des autorités prises en application de l'article 3a n'ont pas d'effet suspensif. L'instance de recours peut octroyer l'effet suspensif à la demande de la partie recourante.

1) RS 120

[2] Le recours contre une décision portant sur les mesures visées aux art. 4 à 9 a un effet suspensif lorsqu'il ne compromet pas le but de la mesure et lorsque l'autorité de recours ou le juge accepte expressément l'effet suspensif dans une décision incidente.

Compétence et procédure

Art. 13 [1]Les cantons désignent les autorités compétentes pour accorder les autorisations visées à l'article 3a, al. 1 et pour ordonner les mesures visées aux art. 3a al. 2 à 4, 3b et 4 à 9.

[2] Toute décision portant sur des mesures prises en vertu du chapitre 3 doit mentionner la teneur de l'art. 292 CP4.

[3] Les autorités compétentes informent l'office fédéral de la police (fedpol) conformément à l'art. 24a, al. 4:
a et *b* inchangées;
c des périmètres qu'ils ont délimités.

Chapitre 5 Dispositions finales

Entrée en vigueur

Art. 15 [1]Le présent concordat entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'adhésion d'au moins deux cantons, mais au plus tôt le 1er janvier 2010.

[2] Les modifications du 2 février 2012 entrent en vigueur pour les cantons qui les approuvent à la date à laquelle leur décision d'adhésion devient exécutoire.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification)

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Annexe 9

Table des matières

		pages
Abréviations		3
Sources		3
1.	**Synthèse**	5
2.	**Remarques générales**	6
2.1	Contexte	6
2.1.1	Les soins hospitaliers dans le canton de Berne	6
2.1.2	Financement des soins hospitaliers avant la révision de la LAMal en 2007	7
2.1.3	Révision 2007 de la LAMal (financement des hôpitaux)	8
2.1.4	Révision indispensable	8
2.2	Caractéristiques de la nouvelle réglementation	8
2.2.1	Principes	8
2.2.2	Réorganisation des hôpitaux bernois	11
2.3	Interventions parlementaires	16
3.	**Commentaire des articles**	16
3.1	Loi sur les soins hospitaliers	16
3.2	Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE)	91
4.	**Répercussions**	91
4.1	Répercussions financières	91
4.2	Répercussions sur le personnel et l'organisation	92
4.2.1	Répercussions sur l'administration centrale	92
4.2.2	Répercussions sur les institutions psychiatriques cantonales	92
4.2.3	Répercussions sur les communes	93
4.2.4	Répercussions sur l'économie	93
5.	**Résultat de la procédure de consultation**	93
5.1	Généralités	93
5.2	Résumé des prises de position	93
5.2.1	Loi sur les soins hospitaliers	93
5.2.2	Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif	94
5.3	Motion urgente «Remanier le projet de loi sur les soins hospitaliers»	94
5.3.1	Maintien des centres hospitaliers régionaux dans le statut de sociétés anonymes de droit privé	94
5.3.2	Regroupement et externalisation des services psychiatriques et organisation sous forme de société anonyme de droit privé	94
5.3.3	Abandon de l'idée d'un rapport sur les indemnités directes ou indirectes	94
5.3.4	Responsabilité des hôpitaux dans la gestion du cycle de vie des infrastructures plutôt que pilotage des investissements par le canton	95
5.3.5	Abandon de la limitation du volume des prestations et de la taxe d'incitation	95
5.3.6	Abandon de l'idée de créer une taxe compensatoire et un fonds	96
5.4	Autres modifications apportées au projet de loi suite à la procédure de consultation	96
6.	**Proposition du Conseil-exécutif**	96

Abréviations

ATF	Arrêt du Tribunal fédéral
DRG	Diagnosis Related Groups: système de forfaits par cas pour la rémunération des prestations hospitalières
CAS	Club alpin suisse
CCT	convention collective de travail
CDS	Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé publique
CHR	centre hospitalier régional
CIMHS	Convention intercantonale du 14 mars 2008 relative à la médecine hautement spécialisée
CPM	Centre psychiatrique de Münsingen
FMH	Fédération des médecins suisses
H+	association faîtière des hôpitaux de Suisse
JAB	Jurisprudence administrative bernoise
OdASanté	organisation faîtière du monde du travail en santé
REKOLE®	méthode révisée du calcul des coûts et de saisie des prestations
santésuisse	association faîtière de l'assurance-maladie
SAP	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne
SPJBB	Services psychiatriques Jura bernois – Bienne-Seeland
SPR	service psychiatrique régional
SPU	Services psychiatriques universitaires de Berne
SwissDRG	Swiss Diagnosis Related Groups: système de forfaits par cas pour la facturation des prestations des hôpitaux de Suisse au sens de l'article 49 LAMal
Swiss GAAP RPC	Recommandations relatives à la présentation des comptes, normes suisses destinées aux entreprises
TARMED	tarif des prestations médicales ambulatoires (tarif médical)

Sources

Bibliographie

Bauer Rudolf	Lexikon des Sozial- und Gesundheitswesens, Munich 1992
Coullery Pascal	Gesundheits- und Sozialhilferecht, in Markus Müller, Reto Feller, Bernisches Verwaltungsrecht, Berne 2008
Kälin Walter, Bolz Urs	Manuel de droit constitutionnel bernois, Berne 1995,
Landolt Hardy	Öffentliches Gesundheitsrecht, Public Health Law, Zurich 2009
Mader Mélanie	Financement des hôpitaux et des soins: éléments importants des révisions LAMal, marge de manœuvre des cantons et rôle de la liberté économique, in Jusletter du 16 août 2010
Merkli Thomas, Aeschlimann Arthur, Herzog Ruth	Kommentar zum bernischen VRPG, Berne 1997
Rütsche Bernhard	Neue Spitalfinanzierung und Spitalplanung, Insbesondere zur Steuerung der Leistungsmenge im stationären Bereich, Berne 2011
Rütsche Bernhard (2012a)	Datenschutzrechtliche Aufsicht über Spitäler nach Umsetzung der neuen Spitalfinanzierung, Rechtsgutachten z. Hd. der Vereinigung «Die schweizerischen Datenschutzbeauftragten (privatim)», Lucerne 2012
Rütsche Bernhard (2012b)	Spitalplanung und Spitalfinanzierung: Grundsatzurteil des Bundesgerichts, Hill (Zeitschrift für Recht und Gesundheit) 2012, n° 50, https://hill.swisslex.ch/
Tschannen Pierre, Zimmerli Ulrich, Müller Markus	Allgemeines Verwaltungsrecht, Berne 2009
Wichtermann Jürg	Staatshaftungsrecht, in Bernisches Verwaltungsrecht, édité par Markus Müller/Reto Feller, Berne 2008

Actes législatifs

AIMP	Accord intercantonal du 25 novembre 1994 sur les marchés publics (RSB 731.2)
BR PsyV	Ordonnance du 24 mars 2004 sur le compte spécial des cliniques psychiatriques (RSB 621.15)
CC	Code civil suisse du 10 décembre 1907 (RS 210)

CIMHS	Convention intercantonale du 14 mars 2008 relative à la médecine hautement spécialisée (RSB 811.08)
CO	Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième: Code des obligations; RS 220)
Constitution cantonale	Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1)
Constitution fédérale	Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101)
DEmo GC/CE	Décret du 15 janvier 1996 sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (RSB 154.11)
LAGH	Loi fédérale du 8 octobre 2004 sur l'analyse génétique humaine (RS 810.12)
LAMal	Loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (RS 832.10)
LASoc	Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (RSB 860.1)
LC	Loi du 9 juin 1985 sur les constructions (RSB 721.0)
LCA	Loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (Loi sur le contrat d'assurance; RS 221.229.1)
LCCF	Loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (RSB 622.1)
LCMP	Loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (RSB 731.2)
LCoord	Loi de coordination du 21 mars 1994 (RSB 724.1)
LCPD	Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (RSB 152.04)
LCPPCi	Loi cantonale sur la protection de la population et sur la protection civile (RSB 521.1)
LCSu	Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (RSB 641.1)
LSu	Loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (Loi sur les subventions; RS 616.1)
LFP	Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (RSB 620.0)
LFPr	Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (Loi sur la formation professionnelle; RS 412.10)
LFus	Loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (loi sur la fusion; RS 221.301)
LH	Loi du 2 décembre 1973 sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières (Loi sur les hôpitaux)
LI	Loi du 21 mai 2000 sur les impôts (RSB 661.11)
LiCCS	Loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse (RSB 211.1)
LiLAMAM	Loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (RSB 842.11)
LMI	Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (RS 943.02)
LOCA	Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (Loi d'organisation; RSB 152.01)
LPers	Loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (RSB 153.01)
LPFC	Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (RSB 631.1)
LPGA	Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.1)
LPJA	Loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (RSB 155.21)
LPMéd	Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (Loi sur les professions médicales; RS 811.11)
LSA	Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurance (Loi sur la surveillance des assurances; RS 961.01)
LSH	Loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (RSB 812.11)
LSP	Loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (RSB 811.01)
LUni	Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (RSB 436.11)
OAMal	Ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (RS 832.102)
OCP	Ordonnance fédérale du 3 juillet 2002 sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux, les maisons de naissance et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie (RS 832.104)
OFP	Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (RSB 621.1)
Oi LAMal	Ordonnance du 2 novembre 2011 portant introduction de la révision du 21 décembre 2007 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RSB 842.111.2)

OO SAP	Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance d'organisation SAP; RSB 152.221.121)
OPAS	Ordonnance du DFI du 29 septembre 1995 sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins; RS 832.112.31)
OSH	Ordonnance du 30 novembre 2005 sur les soins hospitaliers (RSB 812.112)
OSP	Ordonnance du 24 octobre 2001 sur les activités professionnelles dans le secteur sanitaire (Ordonnance sur la santé publique; RSB 811.111)
OUL	Ordonnance du 18 octobre 2005 sur l'usage des langues dans l'arrondissement administratif de Biel/Bienne et, pour les autorités régionales, dans l'arrondissement administratif du Seeland (RSB 152.381)

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la révision de la loi sur les soins hospitaliers et celle du décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif

1. Synthèse

La révision de la LAMal est entrée en vigueur le 1er janvier 2009. Ses dispositions transitoires prescrivent l'introduction de nouvelles règles de tarification et de financement au 1er janvier 2012. Pour pouvoir les appliquer tout en continuant de garantir la sécurité des soins et de contrôler les coûts sur son territoire, le canton de Berne était tenu d'adapter sa loi sur les soins hospitaliers avec effet à cette date.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a donc préparé **un projet de révision de la LSH** qui a fait l'objet d'une procédure de corapport en **août 2010.** Celle-ci a suscité, outre le nouveau mode de financement découlant de la LAMal révisée sur lequel se concentrait le projet, un grand nombre de remarques concernant l'organisation des hôpitaux publics du canton de Berne. Il s'est avéré qu'une éventuelle réorganisation impliquerait de procéder préalablement à une analyse approfondie de l'organisation en cours, sur la base de laquelle la future organisation pourrait être conçue avant de créer la législation requise. Il s'est avéré également que cet important chantier ne pourrait pas être achevé à temps pour intégrer ses conclusions à la révision de la LSH préparée par la SAP pour l'entrée en vigueur du nouveau mode de financement hospitalier prescrit par la Confédération le 1er janvier 2012.

Le Conseil-exécutif a par conséquent décidé de procéder par étapes pour appliquer la révision de la LAMal, en commençant par édicter l'Oi LAMal qui contient les dispositions d'application requises pour le 1er janvier 2012.

L'**Oi LAMal** repose d'une part sur la révision du 21 décembre 2007 de la LAMal, en particulier sur les dispositions transitoires ordonnant aux cantons d'introduire le nouveau droit d'ici au début 2012. Elle se base d'autre part sur l'article 88, alinéa 3 de la Constitution cantonale, qui prévoit que le Conseil-exécutif peut, en cas d'urgence, édicter par voie d'ordonnance les dispositions qui sont nécessaires à l'introduction du droit supérieur. Ces dispositions introductives urgentes sont à remplacer sans retard en suivant la procédure ordinaire[1)], raison pour laquelle le Conseil-exécutif soumet au Grand Conseil le présent projet de **révision de la LSH.** Il a été conçu dans le souci de garantir la sécurité des soins médicaux et le contrôle des coûts. Voici un aperçu des principales adaptations qu'il contient.

[1)] Kälin/Bolz, note 10 relative à l'art. 88

Les articles 49 et 49a LAMal sont les nouveautés essentielles de la loi sur l'assurance-maladie révisée: ils disposent que les assureurs et les fournisseurs de prestations (ou fournisseurs) conviennent de **forfaits par cas** pour rémunérer les traitements hospitaliers, forfaits qui sont liés aux prestations et se basent sur des structures uniformes pour l'ensemble de la Suisse. Ces forfaits ne peuvent pas servir à financer des prestations d'intérêt général, telles que le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale ou la recherche et la formation universitaire. En revanche, ils incluent désormais le coût des investissements. La rémunération est prise en charge proportionnellement par le canton et les assureurs. La part cantonale, qui se monte à 55 pour cent au moins, est fixée par le canton pour chaque année civile, au plus tard neuf mois avant le début de celle-ci.

Si cette compétence attribuée au canton entraîne une répartition différente de la charge financière entre les assureurs-maladie et lui-même, elle ne garantit pas la rétribution des prestations. Il est à prévoir que le nouveau système tarifaire exercera une pression financière accrue sur les fournisseurs. Si ceux-ci ne pouvaient plus assurer à un degré suffisant des prestations importantes pour la couverture des besoins, la révision ménage au canton la possibilité de leur octroyer, sur la base de la planification des soins, une **indemnisation supplémentaire** destinée notamment à des prestations de base fixes, à des prestations ambulatoires ou à des prestations de gestion intégrée des soins.

En outre, le projet de loi prévoit la possibilité de **piloter le volume des prestations** au cas où les fournisseurs de soins et les assureurs ne prendraient pas de mesures propres à en éviter une augmentation non justifiée médicalement. Deux options sont proposées. La première prévoit que le Grand Conseil charge la SAP de fixer pour les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés un volume de prestations calculé sur la base de la planification des soins et de l'évolution du secteur de la santé. Selon la seconde, c'est le Conseil-exécutif qui mandate la SAP en ce sens. S'ils dépassent le volume qui leur a été indiqué, les fournisseurs de prestations versent une **taxe compensatoire** qui alimente le **Fonds des soins hospitaliers** nouvellement créé. Une option ne comprenant pas de fonds de ce type est également prévue.

De plus, tous les fournisseurs de prestations habilités à facturer à la charge de l'assurance-maladie, figurant par conséquent sur la liste des hôpitaux, sont soumis à certains **devoirs** visant à assurer la durabilité des soins. Ils sont par exemple astreints à une obligation d'admission et de traitement, et doivent conclure une convention collective de travail, s'affilier à la convention de la branche ou offrir à leur personnel des conditions de travail conformes à celle-ci.

Lorsqu'ils fournissent des prestations au titre des assurances complémentaires, les hôpitaux répertoriés profitent de l'infrastructure de base financée par le canton et les assureurs sociaux en vertu de l'article 49*a* LAMal ainsi que de leur personnel qualifié prodiguant les soins relevant de l'assurance de base. Le projet de loi prévoit dès lors, à titre d'option, que les hôpitaux répertoriés versent une **taxe compensatoire** au canton afin d'équilibrer ces avantages. Il propose également que cette taxe alimente soit le Fonds des soins hospitaliers, soit les finances générales du canton.

Il résulte de l'article 49, alinéa 3 LAMal que les investissements doivent désormais être compris dans la rémunération des traitements hospitaliers. Le canton perdra donc l'influence qu'il exerçait sur cette activité des hôpitaux, pour laquelle il ne sera plus habilité à autoriser des projets ni à allouer des moyens financiers. Conformément à l'article 41, alinéa 2 de la Constitution cantonale, il devra malgré tout garantir l'emploi efficace et économique des ressources publiques. Il lui faudra donc pouvoir contrôler comment la rémunération des traitements hospitaliers qu'il cofinance est utilisée, investissements compris. C'est pourquoi la LSH prescrit dorénavant que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés **gèrent le cycle de vie** de leur infrastructure, c'est-à-dire les données relatives à l'état et au refinancement de cette dernière.

Alors que le pilotage des soins hospitaliers se limite aux prestations importantes pour la couverture des besoins, certaines exigences et règles sont applicables à tous les fournisseurs de prestations œuvrant dans le champ d'application de la LSH, qu'ils figurent ou non sur la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance. Il s'agit notamment des dispositions en matière de **surveillance** et d'**autorisation,** qui restent les mêmes pour l'essentiel, sauf que des mesures disciplinaires échelonnées peuvent désormais être prononcées en cas d'infraction.

Ces mesures devraient donner tout son poids à l'obligation, nouvellement ancrée dans la loi, de participer à la **formation et au perfectionnement** dans certaines professions de la santé nommément désignées.

Le projet mis en consultation proposait deux options visant à créer une **structure centralisée regroupant les CHR.** Il s'agissait pour ces établissements soit de fusionner en une société anonyme cantonale, soit de se constituer en holding. La première option ayant été rejetée par les instances consultées, elle a été abandonnée. Tout en conservant la deuxième, soit la société holding, le présent projet de LSH en introduit une autre consistant à gérer les CHR sous forme de sociétés anonymes régionales, ce qui va dans le sens de la motion 186-2012 adoptée par le Grand Conseil, qui souhaite le maintien des sociétés actuelles.

La même motion demande **le regroupement des institutions psychiatriques et leur externalisation** (détachement de la SAP). C'est pourquoi les options Services psychiatriques régionaux comme société anonyme et Services psychiatriques régionaux comme institution autonome de droit public sont proposées ci-après.

2. Remarques générales

2.1 Contexte

2.1.1 Les soins hospitaliers dans le canton de Berne

Le canton et les communes veillent à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable, et créent à cet effet les institutions nécessaires (art. 41 de la Constitution cantonale). Le canton assume sa tâche de diverses manières, puisqu'elle se fonde sur trois législations:

Législation sur la santé publique: elle régit les soins ambulatoires, ceux-ci étant dispensés par des professionnels de la santé dont les activités relèvent du droit privé. Dans ce domaine, le canton se contente pour l'essentiel de jouer le rôle de police sanitaire (art. 5 LSP).

Législation sur les soins hospitaliers: elle régit les soins aigus somatiques et psychiatriques, gériatrie incluse, dispensés par les hôpitaux, les maisons de naissance ou par les autres institutions de soins aigus. Elle réglemente aussi le sauvetage, de même que l'obligation pour les fournisseurs de soins hospitaliers et préhospitaliers d'offrir des places de formation et de perfectionnement (art. 2 LSH).

Législation sur l'aide sociale: elle régit notamment les prestations requises par les personnes souffrant d'un handicap et par les personnes nécessitant des soins et un encadrement en raison de l'âge ou pour d'autres raisons (art. 67 ss LASoc). Elle réglemente dorénavant aussi l'obligation pour les établissements médico-sociaux et les services d'aide et de soins à domicile d'offrir des places de formation et de perfectionnement.

Le canton assume plusieurs rôles dans le domaine des soins hospitaliers et dispose à cet effet de divers types d'instruments. Ceux-ci sont regroupés ci-après dans un tableau afin d'en donner une image claire. A noter que chaque instrument possède ses spécificités et que l'on peut distinguer ceux qui sont axés sur l'ancienne législation et ceux qui sont tournés vers la nouvelle. Par exemple, les contrats de prestations en tant que principal moyen de commander les prestations requises appartiennent au passé, tandis que le pilotage du volume des prestations est appelé à devenir le nouvel instrument de gestion.

Domaine	Rôle du canton	Instrument de pilotage	Nouveau?
Soins hospitaliers	**Régulation**	Surveillance et octroi de l'autorisation d'exploiter	
		Planification des soins	
		Liste des hôpitaux	
		Pilotage du volume des prestations (taxe d'incitation comprise)	nouveau
		Définition de la part cantonale	nouveau
		Devoirs des hôpitaux	
		Monitorage des investissements	nouveau
		Fonds des soins hospitaliers	nouveau
		Adoption et fixation de tarifs	
	Commande de prestations	Commande de prestations supplémentaires par contrat de prestations	
	Financement	Participation cantonale aux forfaits	nouveau
		Subventions supplémentaires	
	Propriété	CHR : désignation des conseils d'administration, stratégie de propriétaire	
Sauvetage	**Régulation**	Surveillance et octroi de l'autorisation d'exploiter	
		Planification des soins	
	Commande de prestations	Commande de prestations par le biais de contrats de prestations	
	Financement	Subventions aux investissements	
Formation et perfectionnement Professions non universitaires de la santé	**Régulation**	Planification des soins	nouveau
		Obligation de formation et de perfectionnement imposée aux fournisseurs de prestations	nouveau
	Régulation/ financement	Système de bonus-malus	nouveau
Professions universitaires de la santé	**Régulation**	Obligation pour les fournisseurs de prestations d'assurer la formation et le perfectionnement	nouveau
	Financement	Indemnisation	nouveau
Innovation	**Financement**	Contributions	

2.1.2 Financement des soins hospitaliers avant la révision de la LAMal en 2007

Pour les prestations fournies dans le cadre hospitalier, la LAMal prévoyait, jusqu'en 2007, un modèle dual qui répartissait le financement entre assureurs-maladie et cantons: l'assurance obligatoire des soins couvrait au maximum 50 pour cent des coûts imputables des traitements hospitaliers dispensés par des hôpitaux publics ou subventionnés par les pouvoirs publics. Implicitement, le reste des coûts de fonctionnement devait être pris en charge par les cantons (art. 49 LAMal). Ce modèle visait à respecter le principe consistant à faire coïncider la compétence de piloter le système et l'obligation de le financer. La couverture d'une partie des coûts hospitaliers par les revenus fiscaux avait en outre le mérite d'assurer une répartition plus sociale de la charge financière.

2.1.3 Révision 2007 de la LAMal (financement des hôpitaux)

Le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la révision de la loi fédérale sur l'assurance maladie (financement des hôpitaux) le 15 septembre 2004. Le 21 décembre 2007, au terme de trois années de délibérations, l'Assemblée fédérale a approuvé la révision partielle de la LAMal portant sur le financement des hôpitaux (révision 2007 de la LAMal). Cette révision partielle a modifié comme suit le financement des hôpitaux a partir du 1er janvier 2012:

- Libre choix des hôpitaux sur le territoire suisse (avec prise en charge des coûts jusqu'à concurrence du tarif applicable dans le canton de résidence) (art. 41 LAMal).
- Passage du financement par objet au financement par sujet: au lieu d'indemniser les coûts des fournisseurs de prestations, les assureurs-maladie et les cantons rémunèrent désormais les traitements hospitaliers. Les coûts d'infrastructure jusqu'alors financés séparément par les cantons sont intégrés dans les forfaits par cas (art. 49 LAMal).
- Les tarifs hospitaliers sont déterminés en fonction de la rémunération des hôpitaux qui fournissent la prestation dans la qualité nécessaire, de manière efficiente et avantageuse (art. 49 LAMal).
- Financement dual fixe: la part cantonale de la rémunération des traitements hospitaliers se monte à 55 pour cent au moins (art. 49a LAMal). Les cantons cofinancent désormais aussi les établissements privés qui figurent sur la liste des hôpitaux. Le passage à un modèle moniste, avec un seul agent payeur, n'a pas passé la rampe au Parlement, tout comme l'idée d'appliquer le même modèle de financement aux prestations ambulatoires.

2.1.4 Révision indispensable

Entrée en vigueur le 1er janvier 2006, la loi actuelle sur les soins hospitaliers (LSH) a remplacé la loi sur les hôpitaux de 1973. Les principales modifications apportées à la loi ont consisté à transférer la responsabilité des soins hospitaliers au canton, afin de décharger les communes, et à introduire les changements exigés par la nouvelle LAMal, en vigueur à l'époque.

L'introduction de la LPFC ayant libéré les communes du financement des hôpitaux, la LSH en a tenu compte en transférant les hôpitaux régionaux et de district des syndicats hospitaliers vers les sociétés anonymes des centres hospitaliers régionaux (CHR), nouvellement créées et propriété du canton. Par souci d'efficacité, le financement des hôpitaux dans le canton de Berne a été adapté après l'entrée en vigueur de la LAMal: le canton ne doit plus couvrir des déficits, mais commander et financer des prestations. Dans le même temps, il a introduit le système des forfaits par cas et un financement des investissements partiellement moniste dans les hôpitaux avec lesquels il a conclu un contrat de prestations.

La réorganisation du système hospitalier a exigé la promulgation d'une nouvelle base légale régissant le sauvetage.

Bien que l'expérience tirée de l'application de cette loi soit encore modeste, il apparaît que le texte législatif a fait ses preuves. Les instruments qu'il prévoit ont en effet permis de piloter le système de manière à assurer des prestations suffisantes et économiquement supportables, comme l'exige la Constitution. La planification des soins et la liste des hôpitaux ont servi à imposer le principe de la concentration décentralisée des prestations et assuré une accessibilité élevée des fournisseurs de prestations sur tout le territoire cantonal, en grande partie rural. La commande de prestations par le biais de contrats a contribué à réduire les risques budgétaires. Le financement des investissements sur la base d'autorisations a fait évoluer les prestations dans le sens de la planification élaborée. Les subventions d'investissement liées aux prestations ont permis aux hôpitaux d'entreprendre des travaux d'entretien de leur propre chef ou d'opérer de modestes acquisitions. Les dispositions de la LSH régissant le financement ont participé à préparer les hôpitaux financés par les pouvoirs publics à la révision partielle de la LAMal portant sur le financement des hôpitaux. Les modifications apportées à la LAMal sont toutefois si importantes qu'elles exigent une révision de la LSH.

La LSH adoptée en 2005 et entrée en vigueur le 1er janvier 2006 comprend déjà des outils de pilotage qui ont été repris dans la révision 2007 de la LAMal (le financement des prestations en particulier). Cette révision exige néanmoins de revoir la LSH. Afin de garantir la couverture des besoins et le contrôle des coûts, il convient en effet d'adapter les instruments de pilotage du canton de Berne au nouveau cadre fédéral.

2.2 Caractéristiques de la nouvelle réglementation

2.2.1 Principes

Comme jusqu'à présent, La LSH doit permettre au canton de Berne d'assurer la couverture en soins selon le mandat que lui confère l'article 41 de sa Constitution et, dans le même temps, de piloter les soins hospitaliers en vue de maîtriser les coûts.

La couverture des besoins comprend les soins tant hospitaliers (soins somatiques et psychiatriques aigus ainsi que de réadaptation) que préhospitaliers (prestations de sauvetage). Ces soins doivent être accessibles à toute la population bernoise, conformes aux besoins, précisément, de bonne qualité et économiquement supportables, mais ne peuvent être garantis qu'à condition de disposer de suffisamment de spécialistes possédant les compétences nécessaires. Cela implique donc d'anticiper la pénurie de professionnels de la santé qui se dessine et de prendre des mesures pour assurer la relève dans le secteur hospitalier et dans le domaine du sauvetage.

En outre, il faut inscrire dans la LSH le devoir de planifier les prestations conformément aux dispositions en la matière de la LAMal. La planification doit en particulier se fonder sur les besoins de l'ensemble de la population, et les cantons sont tenus de coordonner leur planification en raison de l'introduction du libre choix du patient (art. 39, al. 2 LAMal).

C'est pourquoi la LSH conserve les instruments essentiels de pilotage que sont la **planification des soins** et **la liste des hôpitaux,** la seconde étant édictée par le Conseil-exécutif sur la base de la première. Cette liste répertorie les fournisseurs habilités à facturer leurs prestations à la charge de l'assurance-maladie obligatoire, qui se voient confier chacun un ou plusieurs **mandats de prestations** répondant à un besoin et dont ils remplissent les exigences.

Par ailleurs, le présent projet de loi contient un instrument de pilotage pour le cas où les fournisseurs de prestations et les assureurs ne prendraient pas de mesures propres à éviter une augmentation du volume des prestations non justifiée médicalement. Deux options sont proposées. La première prévoit qu'en présence d'une telle augmentation, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de charger la SAP de piloter les prestations et de prélever le cas échéant une taxe d'incitation. Selon la seconde, c'est le Conseil-exécutif qui mandate la SAP en ce sens. Si le parlement ou le gouvernement en disposent ainsi, la SAP fixe donc pour les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés un volume de prestations calculé sur la base de la planification des soins et de l'évolution du secteur de la santé. Le volume ainsi déterminé n'est pas une simple recommandation, mais une décision contraignante établissant dans quelle mesure ces institutions peuvent facturer sans restriction des soins à la charge de l'assurance-maladie obligatoire. La taxe perçue en cas de dépassement du volume prescrit a pour objectif d'encourager les fournisseurs à le respecter. Son montant est fixé de manière à ne causer ni une suspension des prestations ni une rémunération manifestement insuffisante. Les recettes provenant de la taxe d'incitation alimentent un fonds au moyen duquel le canton rémunère ou indemnise des prestations utiles à la couverture en soins hospitaliers et préhospitaliers.

Le volume des prestations que les fournisseurs peuvent facturer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire est ainsi déterminé fondamentalement par la planification des soins, par la liste des hôpitaux et par les indications de la SAP évoquées ci-dessus. Le **mode de financement** se fonde sur les **prescriptions de la nouvelle LAMal:** les articles 49 et 49*a* disposent en effet que les fournisseurs et les assureurs-maladie fixent le prix des prestations d'un commun accord et que le canton prend en charge 55 pour cent de la rémunération au moins. Jusqu'ici, le canton gérait les coûts par le moyen des contrats de prestations, par lesquels il définissait le volume des soins et leur rétribution d'entente avec les fournisseurs. Le nouveau système de financement prescrit par la LAMal rend cet outil de pilotage caduc pour ce qui est des soins hospitaliers. Les possibilités du canton d'agir sur les coûts s'en trouvent réduites et se limitent désormais à modifier (à la hausse) sa part de financement (art. 49*a,* al. 2 LAMal), à approuver ou non les tarifs négociés ou à imposer un tarif en l'absence d'une convention tarifaire (art. 46 al. 4 et art. 47 LAMal).

Conformément à l'article 49 LAMal, les fournisseurs de prestations et les assureurs-maladie fixent ces tarifs d'un commun accord, sous la forme de **forfaits par cas liés aux prestations** basés sur des structures uniformes pour l'ensemble de la Suisse. Le canton n'est pas partie à la convention tarifaire.

En inscrivant le passage au financement des prestations, investissements compris, dans la révision partielle de la LAMal, le législateur fédéral visait à augmenter l'efficacité de la fourniture de soins. Une pression financière pourrait toutefois s'exercer sur les fournisseurs de prestations à la suite de ce changement et, suivant la situation, il faut s'attendre à ce que le canton ne puisse plus maintenir certaines **prestations indispensables à la couverture des besoins,** ou certaines infrastructures utiles à cet effet, faute de parvenir à en couvrir les coûts. Dans de tels cas, s'il entend remplir sa **mission constitutionnelle,** il doit pouvoir octroyer un soutien financier supplémentaire aux fournisseurs de prestations. C'est pourquoi la LSH lui réserve la possibilité d'engager des moyens supplémentaires en faveur de prestations ou d'infrastructures essentielles qui seraient mises en danger, ce en sus de la part qu'il finance en vertu de la LAMal. Les modalités suivantes sont prévues:

– La catégorie de prestations des soins semi-hospitaliers, supprimée lors de la révision de la LAMal, sera dorénavant indemnisée comme les soins ambulatoires. Afin de dissuader les hôpitaux de préférer les traitements hospitaliers en raison du tarif plus élevé qui leur est applicable, la nouvelle LSH doit permettre au canton de soutenir les soins ambulatoires en passant des contrats des prestations avec les fournisseurs de prestations (cf. art. 57).

– Selon l'article 49, alinéa 3 LAMal, les prestations d'intérêt général telles que la formation et la recherche, ou le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale ne doivent pas êtres financées via les forfaits par cas. Le canton peut néanmoins les indemniser en sus par contrat de prestations ou en octroyant des subventions par voie de décision (cf. art. 64). Il doit s'agir de tâches publiques nécessaires à la couverture en soins, pour lesquelles le Grand Conseil arrête un crédit-cadre en vertu de l'article 139. D'autres possibilités de financement découlent de l'article 61 (indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins), de l'article 65 (indemnisation des prestations de base fixes), de l'article 71 (cautionnements et prêts destinés à assurer les liquidités) et de l'article 74 (subventions aux investissements).

Le canton entend obliger les institutions auxquelles il accorde un contrat de prestations à pratiquer une prise en charge globale et durable. En conséquence et quel que soit leur organisme responsable, les hôpitaux répertoriés doivent satisfaire à des **obligations** bien précises. Certaines d'entre elles, telles l'obligation d'admission ou celle de porter assistance, découlent directement du mandat de prestations qui leur est confié. D'autres sont indirectement liées à la nécessité de garantir durablement la prise en charge hospitalière dans le canton. Il s'agit notamment des mesures qu'un hôpital est tenu de prendre dans l'intérêt de son personnel.

Le projet de loi prévoit en outre, à titre d'option, une **taxe compensatoire** et un **fonds:** les hôpitaux répertoriés assument des tâches publiques dans le cadre de leurs mandats de prestations mais peuvent aussi proposer, d'entente avec les assureurs-maladie, des prestations, relevant des assurances complémentaires. Ce faisant, ils profitent de l'infrastructure de base (bâtiments et appareils, entre autres) et du personnel qualifié, cofinancés par le canton et par les assurances sociales. Ils disposent ainsi d'un avantage concurrentiel dans le domaine de l'assurance com-

plémentaire, qu'ils sont tenus d'équilibrer en versant une taxe affectée au fonds, également alimenté par les recettes de la taxe d'incitation. Ce fonds permet au canton de rémunérer ou d'indemniser des prestations utiles à la couverture en soins hospitaliers et préhospitaliers.

En outre, les fournisseurs de prestations sont tenus d'appliquer des modèles de **prise en charge intégrée** selon les principes que le canton a énoncés dans sa planification des soins. Cela implique de renforcer les liens entre les divers secteurs et fournisseurs du domaine de la santé en visant une organisation régionale, axée sur les résultats. La gestion intégrée se caractérise par

– des soins centrés sur les besoins individuels des patients, en particulier ceux des malades chroniques et
– la continuité des soins, avec pour objectif d'éviter toute perte d'information ou fragmentation de la prise en charge (notamment chez les malades chroniques).

C'est dans cette optique que le Grand Conseil a décidé le 16 mars 2010 de développer une stratégie de gestion intégrée des soins. Il veut promouvoir de nouveaux modèles de prise en charge visant la coordination et la mise en réseau des fournisseurs de prestations. Une étape ultérieure pourrait voir l'émergence d'un groupement ou d'un réseau réunissant médecins en pratique privée, hôpitaux, services d'aide et de soins à domicile, cliniques de réadaptation, établissements médicosociaux, etc. et assumant la responsabilité des processus de soins et du budget. Cela permettrait d'assurer l'intégration des soins de santé et de surmonter progressivement les discontinuités du système actuel.

La planification des soins a par ailleurs pour fonction décisive de permettre de piloter l'accroissement ou la réduction des infrastructures hospitalières cantonales.

Alors que les investissements des hôpitaux publics étaient jusqu'ici indemnisés par objet, moyennant une autorisation du canton sur demande de l'établissement concerné, la nouvelle LAMal prescrit de consacrer une part des forfaits par cas au **financement des investissements.** Cette disposition découle de l'article 49, alinéa 3 LAMal, qui précise que seules les parts représentant les coûts des prestations d'intérêt général – dont les investissements ne font pas partie – ne sont pas comprises dans la rémunération. Le tarif comprenant désormais une part des coûts d'investissements, le canton de Berne perd l'important outil de pilotage que représentait le régime de l'autorisation ancré dans la LSH de 2005 pour remplir le mandat que lui confère l'article 41 de sa Constitution, consistant à garantir une assistance médicale et paramédicale suffisante et économiquement supportable. Vu son devoir constitutionnel de veiller à la disponibilité des infrastructures requises, c'est par monitorage qu'il vérifiera dorénavant si et comment ces dernières sont entretenues et refinancées. A cet effet, les fournisseurs de prestations procèderont à la **gestion du cycle de vie de leur infrastructure,** dont ils communiqueront annuellement les données mises à jour à la SAP.

Ces obligations et le monitorage qu'elles impliquent de la part du canton trouvent leur justification dans l'article 49*a* LAMal, qui dispose que celui-ci assume 55 pour cent au minimum de la rémunération des prestations, part d'investissement comprise.

Dès lors que, comme évoqué plus haut, les investissements sont financés par le biais de la rémunération des prestations sur la base des articles 49 et 49*a* LAMal et non plus séparément, les fournisseurs de prestations sont libres dans l'emploi des moyens qui leur reviennent. Il convient donc de prévenir tout sur- ou sous-approvisionnement en soins par une attribution ciblée des mandats de prestations et par un **contrôle systématique de la qualité.**

La nouvelle LSH s'en tient en outre à la stratégie de concentration régionale précédemment adoptée, selon laquelle **les soins de base** sont prodigués **de façon décentralisée** par les CHR. Ces derniers continuent de bénéficier d'une marge de manœuvre appropriée au niveau de l'exploitation, que leur accorde le canton en sa qualité de propriétaire.

En vertu de l'article 41, alinéa 5 de sa Constitution, le canton de Berne exerce la **surveillance** sur tous les fournisseurs de soins hospitaliers et préhospitaliers, et leur accorde les **autorisations** nécessaires, une tâche qu'il continuera d'assumer comme jusqu'à présent. Il appliquera toutefois le modèle de surveillance ancré dans la LPMéd, repris par la nouvelle LSH, ce qui lui permettra de prononcer, en cas d'infraction, des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au retrait de l'autorisation de pratiquer ou d'exploiter.

Les soins d'urgence dispensés sur l'ensemble du territoire cantonal par les **services de sauvetage** doivent être de qualité et économiquement supportables. La LSH fournit donc au canton la base lui permettant de veiller à ce que ces services soient performants et adéquatement équipés. Le secteur du sauvetage n'est pas touché directement par la révision de la LAMal. Les modifications apportées visent, à l'exception de celles qui concernent les dispositions de financement, à assouplir et à optimiser le système actuel qui a fait ses preuves.

Planifier et assurer les soins hospitaliers n'est possible que si l'on dispose des spécialistes nécessaires. Or, une **pénurie sérieuse de personnel de santé** se profile à l'horizon. Le canton est tenu de garantir un volume suffisant de personnel qualifié, devoir qu'il remplit en indemnisant les institutions du système de santé pour leur contribution à la formation et au perfectionnement en médecine et en pharmacie et pour le personnel de santé non universitaire, tout en leur imposant en contrepartie une **obligation de formation.** Etant entendu que les fournisseurs de prestations doivent désormais s'impliquer davantage dans la formation et le perfectionnement de leur personnel, il convient d'opérer une distinction entre les mesures prévues pour les professions universitaires et celles qui concernent le personnel de santé non universitaire. Ce dernier verra sa formation financée par les recettes tarifaires, les besoins en professionnels de ce type étant déterminés dans le cadre de la planification des soins. Pour éviter que la concurrence sur les prix engendrée par les tarifs LAMal ne se répercute négativement sur la disposition des institutions à prodiguer la formation, la LSH impose dorénavant une obligation de formation à tous les fournisseurs de prestations. Quant aux établissements accrédités pour assurer la

formation postgrade en médecine et en pharmacie, ils pourront recevoir un soutien financier dans la mesure où leurs coûts ne sont pas couverts par le travail des personnes en formation.

Par ailleurs, il n'est plus nécessaire de réglementer l'**activité médicale privée** dans la révision de la LSH. En effet, les articles 49, alinéa 1 et 49*a*, alinéa 1 de la LAMal révisée prescrivent que les prestations hospitalières sont rémunérées par les cantons et les assurances. Le canton de Berne paie la part fixée à l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal indépendamment des autres revenus de l'hôpital. Et, selon l'article 49, alinéa 1 LAMal, toutes les prestations pour lesquelles il existe un mandat de la liste des hôpitaux sont à cofinancer par le canton. On ne différencie donc plus les hôpitaux subventionnés des cliniques privées dans la liste. C'est aux établissements qu'il revient désormais de régler, s'ils le souhaitent, la participation des médecins privés et dans quelle mesure.

2.2.2 Réorganisation des hôpitaux bernois

2.2.2.1 Généralités

Deux options sont proposées en ce qui concerne les CHR. La première, qui consiste en sociétés anonymes régionales, n'entraîne pas de réorganisation mais s'en tient à la forme juridique de ces établissements ancrée dans la LSH en vigueur. La seconde implique en revanche une réorganisation, en ce sens qu'elle prévoit de réunir les sociétés anonymes actuelles des CHR en une société holding. Ces deux options sont présentées dans les pages ci-après, qui s'attachent également à décrire les projets de renforcement du site médical de Berne et de réorganisation des institutions psychiatriques cantonales.

2.2.2.2 Variante Sociétés anonymes régionales

Cette option correspond à l'organisation des CHR prévue par la LSH actuelle. Si les dispositions de cette dernière n'ont pas été modifiées sur le fond, elles ont été réarticulées en fonction de la nouvelle systématique propre au présent projet de loi.

Six régions hospitalières ont été définies dans le cadre de la planification des soins 2007–2010: Berne, Oberland bernois est, Oberland bernois ouest, Emmental, Haute-Argovie et Bienne-Jura bernois. Elles forment (y compris la sous-région du Jura bernois) ce qu'on appelle le modèle 6+. Chacune d'entre elles correspond à la zone dans laquelle un CHR dispense les soins de base.

Les CHR sont gérés sous forme de sociétés anonymes indépendantes. Ils regroupent chacun divers sites et institutions constituant une entité juridique et organisationnelle. Quand bien même cela évite d'avoir affaire à une variété de petites structures locales, la taille des bassins de population desservis varie fortement (41 000 personnes dans la sous-région du Jura bernois contre 414 000 dans la région de Berne).

L'organisation actuelle des CHR repose sur une structure décentralisée. Ils sont indépendants les uns des autres et placés sous une direction stratégique et une direction opérationnelle séparées. La plupart d'entre eux proposent leurs prestations sur divers sites, dont plusieurs affichent un nombre de cas et un taux d'occupation trop faibles pour justifier leur maintien en tant que sites hospitaliers. Ils éprouvent de plus en plus de difficultés à répondre aux exigences croissantes de qualité et d'économicité. Diverses études prouvent que les hôpitaux traitant de nombreux patients obtiennent souvent de meilleurs résultats (complications évitées, qualité des soins), ce qui s'explique sans doute par la standardisation de leurs procédures et la plus grande spécialisation de leurs médecins.

S'appuyant sur la planification des soins 2011–2014 (ch. 6.5.1), le Conseil-exécutif estime que trop de sites offrent aujourd'hui des prestations. Il applique dès lors le principe de la concentration décentralisée déjà présent dans la LSH en vigueur, qui devrait induire une réduction du nombre de sites dans les régions hospitalières et concerne en premier lieu les hôpitaux à faible bassin de population n'atteignant qu'un très petit nombre de cas. Elle peut également signifier que les sites d'une même région concentrent chacun leurs activités sur des prestations distinctes car il est peu judicieux que tous offrent l'entier de la palette de soins. La donne de départ variant d'une région à l'autre, il convient d'envisager pour chacune d'elle un développement et un mode de regroupement différents. Une concentration s'impose ici aussi bien pour les établissements publics que pour les établissements privés. Le canton, qui a choisi d'appuyer les processus de concentration au niveau régional en définissant des normes de qualité pour l'attribution des mandats de prestations, peut favoriser ce développement chez les premiers par le biais de sa stratégie de propriétaire, mais il ne peut l'imposer aux seconds.

La structure décentralisée des CHR fait qu'ils ne sont pas seulement en concurrence avec les hôpitaux privés, mais aussi entre eux. Cette concurrence accroît d'une part la pression sur chacun d'entre eux, les incitant à accroître leur économicité et leur qualité. D'autre part, l'accroissement de l'économicité dépend justement du nombre de cas effectif ou potentiel. Or il est impossible d'accroître l'économicité et la qualité dans la proportion requise afin d'augmenter le nombre de cas traités sans disposer d'une infrastructure moderne et adéquate et sans une spécialisation poussée des médecins. Un nombre de cas plus élevé ne doit toutefois pas induire une augmentation des prestations injustifiée médicalement.

La question se pose de savoir si tous les CHR sont en mesure, dans le système décentralisé actuel, d'opérer les adaptations nécessaires. La convoitise dont font l'objet les ressources restantes du Fonds d'investissements hospitaliers a récemment prouvé à l'envi que les divers CHR, soucieux de s'acquitter de leur mandat, s'efforcent en priorité de préserver les structures régionales qui ont prévalu jusqu'ici. Ils entrent en compétition pour améliorer leurs chances de départ en matière d'investissements sous le nouveau régime de financement des soins instauré par la révision de la LAMal.

Cette course forcée à l'investissement comporte le risque de développer partout les capacités régionales existantes et de faire apparaître des surcapacités au niveau

cantonal. On peut donc craindre que ces dépenses aillent à l'encontre d'une politique d'investissement optimale du point de vue cantonal, menant en fin de compte à une hausse des coûts hospitaliers. Compte tenu du manque de moyens disponibles, les investissements en question ne seront possibles que grâce à un apport massif de capitaux de tiers, d'où un endettement considérable de certains CHR.

S'agissant des mesures de concentration que le canton entend prendre au sein des diverses régions hospitalières sur la base de la planification des soins 2011–2014, il s'agit de faire en sorte que les sites d'une région cessent de tous proposer l'ensemble des prestations de soins possibles, ce qui permettra certainement d'améliorer ponctuellement la situation. D'un autre côté, cela renforcera les structures régionales existantes issues de l'évolution historique, rendant plus difficile la mise en place, au moins partielle, d'une conception cantonale de la fourniture de soins. Il existe un risque que certains CHR cherchent à se profiler par une offre aussi complète que possible et ne coordonnent pas, ou que fort peu, leurs prestations et leurs services. Dans une perspective cantonale, cela présente un désavantage lorsqu'un nombre de cas suffisant ne peut être atteint dans la zone desservie pour les prestations en question ou que celles-ci nécessitent une infrastructure coûteuse.

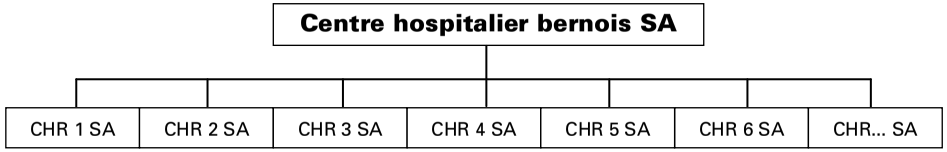
L'orientation régionale des CHR, leur effort de survivre à tout prix ou de préserver certains de leurs sites, les mesures prises à leur égard par le canton, la pression pesant sur eux d'augmenter le nombre de cas traités et de disposer d'une infrastructure moderne, ainsi que la concurrence les opposant recèlent le danger de les voir se démarquer les uns des autres et n'agir que dans leur propre intérêt, sans prendre en compte les besoins des autres centres hospitaliers. Tout cela s'écarte d'une approche cantonale de la couverture en soins. C'est pourquoi une structure décentralisée semble présenter plus d'inconvénients que d'avantages par rapport à un système centralisé, notamment si l'on entend mettre les hôpitaux privés et les hôpitaux publics sur un pied d'égalité. A l'avenir, pour contrer l'augmentation des coûts de la santé, il faudra améliorer encore les procédures et réduire les surcapacités sans que la qualité des soins médicaux en souffre ou soit compromise. Il convient donc de faire en sorte que les CHR collaborent, coordonnent leur action et travaillent le plus possible en synergie. A cet effet, les responsables concernés doivent pouvoir exercer leurs tâches et leurs responsabilités dans une perspective plus cantonale que régionale.

Bien que le Conseil-exécutif ne soit pas en faveur de l'option des sociétés anonymes régionales, il l'a toutefois incluse dans le présent projet de LSH eu égard à l'adoption par le Grand Conseil de la motion 186-2012 du 3 septembre 2012 intitulée «Remanier le projet de loi sur les soins hospitaliers».

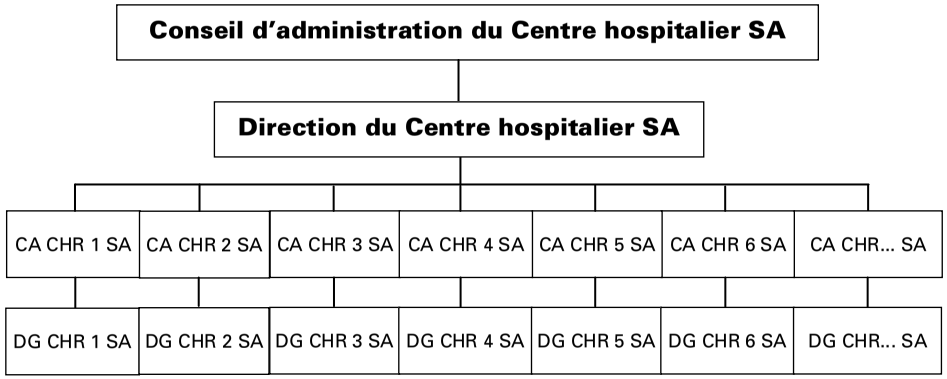
2.2.2.3 Variante Holding

Une holding est une société qui a pour principal but de détenir en permanence des participations dans d'autres sociétés. Une holding peut par ailleurs contrôler ces autres sociétés ou en assurer la direction (elle s'appelle alors «holding mixte»).

Voici comment les CHR seraient regroupés au sein d'une holding:



Dans le cas d'une holding, outre la holding elle-même, chaque société qui en fait partie possède son organe stratégique central (conseil d'administration, CA) et un organe opérationnel de direction (direction du groupe ou direction [générale], DG). Au total, une holding présente ainsi quatre échelons de direction:



La direction centrale unique de la holding prend les décisions stratégiques importantes et peut imposer une politique, des procédures et une stratégie d'entreprise uniformes et contraignantes. Cela présuppose et permet tout à la fois de dépasser la perspective régionale pour aménager les soins de base et décider des structures de prise en charge ou des investissements dans une optique cantonale.

En présence d'une holding, le canton peut concentrer ses efforts sur une seule société hospitalière. Au lieu des six, voire sept, interlocuteurs actuels, il n'a en principe affaire qu'à un seul représentant central. Cette solution facilite les démarches destinées à appliquer sa stratégie de propriétaire.

Comme évoqué, la responsabilité confiée à une société hospitalière de couvrir les besoins à l'échelle du canton permet à sa direction de prendre des décisions en matière de soins et de finances dans une perspective suprarégionale, voire cantonale. Une telle solution permet d'éliminer efficacement les doublons et les surcapacités. Elle simplifie grandement la coopération entre les CHR actuels, c'est-à-dire entre les fournisseurs assurant des prestations sur plusieurs sites ou dans plusieurs régions, puisque ces entités appartiennent au même groupe de sociétés ou à la même société. Ce modèle favorise aussi la spécialisation médicale, puisque les diverses prestations hospitalières tendent à se concentrer, augmentant le nombre de cas traités dans certaines disciplines. L'hôpital attire ainsi davantage les méde-

cins spécialistes. Le nombre de cas plus élevé et la spécialisation accrue renforcent en fin de compte le caractère économique et la qualité des prestations hospitalières.

Pour ce qui est des risques financiers encourus par le canton en cas de surendettement de la société hospitalière, une holding présenterait d'un côté l'inconvénient suivant: le risque de faillite mettrait en péril les prestations de santé dans tout le canton. L'hôpital jouant un rôle essentiel pour l'ensemble du système, le canton n'aurait pas d'autre choix que d'intervenir afin de soutenir ou de sauver l'entité menacée. D'un autre côté, vu sa taille et sa compétence d'envergure cantonale, la société holding cantonale jouirait d'une marge de manœuvre sensiblement plus grande pour intervenir au niveau des coûts, de sorte qu'il serait nettement moins susceptible d'éprouver des difficultés financières que les CHR d'un système décentralisé, dont la faillite requerrait également l'action du canton.

Le succès d'une société holding dépend en grande partie de la qualité de sa direction. Vu l'ensemble des compétences dont celle-ci doit disposer (en termes de connaissances professionnelles ou régionales, d'indépendance, etc.), la nomination des organes dirigeants suprêmes posera un défi de taille. Mais ne plus devoir élire qu'un seul conseil d'administration au lieu de sept en respectant les exigences de la stratégie de propriétaire devrait faciliter le processus.

Les intérêts régionaux ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts cantonaux. Alors que la présence d'un centre hospitalier régional peut s'avérer importante et utile du point de vue économique pour une région, le canton se préoccupe avant tout d'assurer la sécurité des soins, les prestations de base devant être garanties dans le respect de l'économicité et offrir une qualité optimale. De par sa structure, la holding préserve dans une certaine mesure les intérêts régionaux, puisque sa forme juridique permet aux CHR de jouir d'une certaine autonomie.

Dans le cas d'une holding, tant le groupe de sociétés que les divers CHR qu'il réunit sont tenus de faire contrôler leurs comptes par l'organe de révision. Conformément à l'article 663e CO, il faudra de plus établir des comptes annuels consolidés (comptes de groupe) et les faire contrôler, d'où un certain volume de charges supplémentaires. Parallèlement, le fait que le canton ait désormais pour seul interlocuteur le conseil d'administration de la holding et que sa stratégie de propriétaire porte sur une seule société, cela représentera une simplification.

Comparée à l'option des sociétés anonymes régionales, une holding offre divers avantages qui relèvent du fait qu'une seule société hospitalière est responsable de garantir les soins de base dans tout le canton. Une telle structure est à même de réserver la place nécessaire aux spécificités et aux besoins régionaux, dans la mesure où la direction centrale réserve l'autonomie requise aux responsables locaux. Cette autonomie permet d'opérer des intégrations verticales au niveau régional ou de tenir compte de besoins régionaux spécifiques ainsi que de préserver tout bonnement le contact de proximité avec les patients. Pour mettre à profit les avantages décisifs d'une holding, il importe avant tout de garantir une large indépendance aux organes responsables, qui doivent bénéficier des compétences (p. ex. en matière d'investissement) et de la marge de manœuvre requises. Le conseil d'administration doit en effet pouvoir prendre les décisions stratégiques de manière aussi autonome et indépendante que possible, sans subir d'influences politiques.

2.2.2.4 Projet de renforcement du site médical de Berne

Par l'arrêté du Conseil-exécutif n° 2033 du 25 novembre 2009, le gouvernement a donné en mandat la réalisation du projet «Renforcer le site médical de Berne». Le regroupement de l'Hôpital de l'Ile et des hôpitaux de Spital Netz Bern AG vise à concentrer les forces dans l'agglomération bernoise et à exploiter au mieux les synergies existantes. En collaboration avec les hôpitaux de Spital Netz Bern AG et la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, ainsi qu'en concertation avec l'Université et avec l'appui d'experts externes, la SAP prépare actuellement les conditions pratiques et juridiques du regroupement des deux hôpitaux.

En prévision de cette fusion, le Conseil-exécutif a nommé au 1er janvier 2012 les mêmes personnes au sein des conseils d'administration de Spital Netz Bern AG et de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile. En mars 2012, il a par ailleurs confié la direction du projet de fusion aux deux entreprises. Ces deux mesures aident aussi bien Spital Netz Bern AG que la Fondation de l'Hôpital de l'Ile à axer résolument leurs travaux sur la réussite du projet.

Dès que les résultats du projet «Renforcer le site médical de Berne» seront connus, il faudra déterminer, au cours d'une étape ultérieure, la forme juridique que revêtira le regroupement des deux institutions. Il est à prévoir que le droit restrictif régissant les fondations et notamment celle de l'Hôpital de l'Ile ne laissera que peu d'options ouvertes. Le présent projet législatif pose le cadre qui donnera au Conseil-exécutif la marge de manœuvre nécessaire pour doter la nouvelle entité hospitalière d'une structure fonctionnelle.

2.2.2.5 Réorganisation des institutions psychiatriques cantonales

Le 28 mars 2012, le Grand Conseil a pris connaissance du rapport du Conseil-exécutif sur l'autonomisation des cliniques psychiatriques cantonales (motion Fritschy) et confirmé dans plusieurs déclarations de planification sa volonté d'autonomiser ce secteur. De l'avis des députés, il s'agit dans un premier temps de mettre en œ uvre la planification des soins et, ce faisant, de renforcer en particulier les capacités régionales. Le Grand Conseil prévoit par ailleurs de regrouper le CPM et les SPU. Les travaux de planification de cette réorganisation en profondeur s'étendront sur deux à trois ans environ. Ils permettront d'identifier les établissements qui contribueront à l'avenir – et dans quelle mesure – à fournir les soins psychiatriques. L'idée générale est de créer des services psychiatriques régionaux (SPR) englobant une partie des institutions psychiatriques cantonales actuelles, soit le CPM et les Services psychiatriques Jura bernois – Bienne-Seeland (SPJBB), alors que les SPU continueront à œuvrer sous leur nom en tant qu'hôpital universitaire.

Différentes formes juridiques sont envisageables pour réaliser l'autonomisation. L'article 41 de l'ancienne LSH prévoyait la possibilité pour le Grand Conseil de

confier la direction des institutions psychiatriques cantonales à des sociétés anonymes. Dans la déclaration de planification, le parlement s'en est tenu à cette option. Afin de lancer le débat, le Conseil-exécutif en propose une deuxième, soit l'institution autonome de droit public. Le tableau ci-après compare les avantages et les inconvénients des deux solutions.

	Société anonyme (SA)	**Institution autonome de droit public**
Législation	Base légale dans la LSH, renvoi au CO	Fondation et structure à définir dans une loi cantonale
Pilotage par le canton	Le fait que les CHR sont d'ores et déjà des SA facilite la mise en place d'un système unifié (exception: Hôpital de l'Ile).	La pluralité des formes juridiques est maintenue (institutions autonomes de droit public au lieu des unités administratives assimilées).
Relation à l'Etat	Distante de par le statut de société de droit privé	Proche de par le statut d'entité chargée de tâches publiques, autonome sur le plan matériel et du personnel
Degré d'autonomie	Il est donné de par la loi, les possibilités de le restreindre sont limitées (statuts, stratégie de propriétaire, composition du conseil d'administration, p. ex).	Il découle de l'aménagement de l'institution et généralement limité par la proximité de celle-ci avec la collectivité concernée.
Souplesse	Les SA peuvent s'adapter rapidement à des circonstances changeantes. Les coopérations et les fusions sont possibles, de même que les participations de ou à des entreprises tierces.	Toute modification significative de l'institution demande une révision de la loi. Les participations de tiers ne sont pas possibles.
Compétitivité	Forme juridique idéale à cet égard	Elle dépend du degré d'autonomie. Les voies décisionnelles plus longues, l'adaptabilité limitée et l'influence des politiques peuvent la restreindre.
Conditions d'engagement	Obligation légale de soumettre les conditions de travail à la législation cantonale sur le personnel juridiquement possible, mais contraire au système	Obligation légale de soumettre les conditions de travail à la législation cantonale sur le personnel juridiquement possible et compatible avec la proximité de l'entité par rapport à l'Etat

2.2.3 Compétences

La révision de la LAMal et l'adaptation du modèle de pilotage des soins hospitaliers entraînent une modification des compétences décisionnelles, dont voici un aperçu:

Compétences / Instruments de pilotage	**Grand Conseil**	**Conseil-exécutif**	**Direction de la SAP**	**Offices de la SAP**	**Modification par rapport à la réglementation actuelle**
Législation					
Loi sur les soins hospitaliers	édicter				
Ordonnance sur les soins hospitaliers		édicter			
Programme gouvernemental de législature		édicter			
Finances publiques					
Budget	approuver				marge de décision réduite (liée au résultat des négociations tarifaires entre fournisseurs de prestations et assureurs)
Statut de propriétaire du canton					
Forme juridique et structure des CHR et des SPR	décider				
Participation dans les SA des CHR et des SPR (p. ex. élection des membres du Conseil d'administration)		exercer les droits			
Stratégie de propriétaire		édicter			
Forme juridique des hôpitaux universitaires	décider				

Compétences / Instruments de pilotage	Grand Conseil	Conseil-exécutif	Direction de la SAP	Offices de la SAP	Modification par rapport à la réglementation actuelle
Soins hospitaliers					
Planification des soins	prendre connaissance	adopter			
Liste des hôpitaux et des maisons de naissance		décider			
Part de financement du canton selon l'article 49*a* LAMal		fixer			nouveau moyen d'agir sur le volume des coûts (mais influence moindre par rapport aux actuels contrats de prestations)
Part forfaitaire du canton			autoriser les dépenses	effectuer les versements; fixer les modalités d'entente avec les fournisseurs de prestations	perte de compétence du canton: prix liés aux conventions tarifaires, disparition des contrats de prestations négociés avec les fournisseurs
Indemnisation (prestations ambulatoires en milieu hospitalier, prestations de gestion intégrée des soins, prestations de base fixes)	autoriser le crédit-cadre, en général tous les quatre ans		conclure des contrats de prestations		nouvelle possibilité de pilotage
Contribution aux restructurations	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	octroyer des subventions		nouvelle possibilité de pilotage
Cautionnements et prêts destinés à assurer les liquidités	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	octroyer des prêts et des cautionnements		nouvelle possibilité de pilotage
Subvention aux investissements	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	compétence en matière d'autorisation régie par la LFP	octroyer par voie de décision		perte de compétence du canton: approbation limitée aux contributions complétant la part de la rémunération destinée aux investissements. Actuellement : autorisation requise pour tous les investissements dépassant 500 000 CHF (2 mio pour l'Hôpital de l'Ile)
Gestion du cycle de vie et du refinancement des infrastructures		édicter des dispositions		monitorer	nouveau moyen de suivi par le canton
Sauvetage					
Contrats de prestations			autoriser les dépenses	conclure des contrats de prestations	
Formation et perfectionnement					
Formation postgrade en pharmacie et en médecine	autoriser le crédit-cadre, en général tous les quatre ans			conclure des contrats de prestations	nouvelle possibilité de pilotage

Compétences / Instruments de pilotage	Grand Conseil	Conseil-exécutif	Direction de la SAP	Offices de la SAP	Modification par rapport à la réglementation actuelle
Professions de la santé non universitaires			autoriser les dépenses	décider du potentiel de formation, du versement de compensations et de l'indemnisation	nouvelle possibilité de pilotage
Essais-pilotes et innovations médicales					
Contributions	autoriser le crédit-cadre, en général tous les quatre ans		autoriser les dépenses	conclure des contrats de prestations, décider des montants	
Obligations des fournisseurs de prestations					
Admission, soins et premiers secours, CCT, rapport sur les indemnités, formation et perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, etc.				arrêter des sanctions	nouvelle possibilité de pilotage
Droit tarifaire					
Tarifs		approuver, fixer			
Surveillance					
Autorisation d'exploiter				décider	
Mesures à prendre				décider	

2.3 Interventions parlementaires

Les interventions parlementaires ci-dessous, dont le classement est proposé dans le rapport de gestion 2011, formulent des requêtes largement prises en compte dans le cadre de la révision de la LSH.

Volume des prestations: motion 247/2011 Zumstein du 12 août 2011, intitulée «Pas de limitation des volumes de prestations par hôpital»

Teneur de la loi et calendrier: motion 186-2012 Brand du 3 septembre 2012 «Remanier le projet de loi sur les soins hospitaliers»

3. Commentaire des articles

3.1 Loi sur les soins hospitaliers

Dispositions générales

Article 1 (But)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 1, alinéa 1 de l'ancienne loi. Le souci de garantir la relève professionnelle est venu compléter le contenu du texte initial.

L'article 41 de la Constitution cantonale oblige le canton (et les communes) à fournir une assistance médicale et paramédicale suffisante à la population et à créer les institutions nécessaires à cet effet. La LSH remplit ce mandat en assurant la couverture en soins hospitaliers et en prestations de sauvetage, de même que la relève professionnelle dans le domaine de la santé, l'article 102, alinéa 3 prévoyant par ailleurs que le Conseil-exécutif désigne les professions concernées.

Outre les soins hospitaliers, l'article 1 mentionne expressément le sauvetage parmi les objets régis par la loi. Ces deux domaines constituant des maillons consécutifs de la chaîne des soins, leur harmonisation est indispensable. Il convient dès lors de les régler dans un seul et même acte législatif.

Pour assurer la couverture en soins, il faut également garantir l'exploitation des structures. Seule une chaîne de soins opérationnelle permet en effet au canton de s'acquitter de son mandat constitutionnel. Il importe notamment de disposer d'effectifs suffisants possédant les qualifications requises. Le canton prévoit de remplir cette obligation en reconnaissant (financièrement) les prestations de formation des entreprises dans les métiers de la santé universitaires et non universitaires, mais aussi en soumettant les institutions du système de santé à l'obligation de former le personnel nécessaire. Cette intention ne s'applique pas uniquement au secteur des soins aigus, mais à tous les maillons de la chaîne des soins, dans la mesure où le canton peut les piloter. Compte tenu de son champ d'application, la LSH règle cette obligation pour les soins aigus et le sauvetage, mais pas pour les établissements médico-sociaux (EMS).

Article 2 (Objet)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 1, alinéa 2 de l'ancienne loi.

Elle décrit cependant le champ d'application de la LSH avec davantage de précision. Elle trace ainsi plus explicitement la ligne de démarcation entre la LSH d'une part, et la LSP ainsi que la LASoc d'autre part.

Lettre *a*

La lettre *a* définit la notion de **soins hospitaliers** au sens de l'article 39, alinéa 1 LAMal. Selon cette disposition, les hôpitaux servent au traitement hospitalier de maladies aiguës ou à l'exécution, en milieu hospitalier, de mesures médicales de réadaptation. Les soins hospitaliers se composent donc des soins aigus et de la réadaptation. Ils comprennent le traitement de maladies ou de blessures, l'obstétrique, les mesures diagnostiques et thérapeutiques (prévention comprise) et les soins palliatifs. La LSH règle également les soins gériatriques et les mesures de réadaptation, autrement dit les prestations hospitalières spécialement destinées à améliorer l'état de santé des patients et des patientes. Les soins de longue durée (dans les EMS, p. ex.) sont réglés par la LASoc. Sont considérés comme soins de longue durée les soins médicaux et la prise en charge de personnes souffrant de problèmes de santé chroniques ou de troubles fonctionnels durables ne nécessitant pas un traitement en milieu hospitalier.

Cette disposition souligne par ailleurs que les soins hospitaliers englobent le traitement de troubles psychiatriques. La psychiatrie occupe cependant une place à part, car elle comprend le traitement, les soins et la prise en charge de patients et de patientes chroniques souffrant de maladies psychiatriques graves qui ne peuvent pas être traités dans les institutions habituelles de long séjour soumises à la LASoc.

La notion de soins hospitaliers est décrite du point de vue des prestations et de celui des fournisseurs:

– prestations: soins somatiques et psychiatriques, gériatrie et réadaptation incluses,
– fournisseurs de prestations: hôpitaux, maisons de naissance et autres institutions de soins aigus.

Les soins hospitaliers somatiques et psychiatriques comprennent aussi bien les soins médicaux généraux que les soins gériatriques et la réadaptation. Les prestations doivent être fournies en cas de maladie ou d'invalidité conformément à la législation fédérale sur les assurances sociales, et englobent les examens, les traitements, les mesures de soins et la réadaptation médicale. Ces prestations peuvent être ambulatoires ou fournies en milieu hospitalier.

L'expression **soins aigus somatiques** recouvre les prestations destinées aux personnes qui souffrent de problèmes de santé physiques nécessitant une prise en charge médicale et infirmière intensive. Les **soins aigus psychiatriques** visent par analogie à traiter les problèmes de santé psychiques. Quoi qu'il en soit, le fait que les soins soient aigus ne signifie pas que le séjour sera obligatoirement de courte durée. La législation sur l'assurance-maladie n'admet en effet pas une définition fondée exclusivement sur le critère de la durée de séjour, comme il découle de l'article 49, alinéa 4 LAMal et de l'article 6 OCP. C'est l'indication médicale qui constitue le facteur déterminant: lorsqu'un traitement, des soins ou une réadaptation en milieu hospitalier répondent à une indication médicale, ils entrent dans la catégorie des soins aigus et sont rémunérés comme tels.

Outre les hôpitaux, cadre traditionnel des soins hospitaliers, la lettre *a* évoque d'autres **institutions de soins aigus.** Il s'agit de structures médicales disponibles en dehors des hôpitaux, mais qui s'avèrent indispensables pour assurer la couverture en soins hospitaliers au sens large. Aujourd'hui déjà, les soins aigus ne sont pas tous et pas entièrement assurés en milieu hospitalier. Certaines branches de la psychiatrie sociale en particulier fournissent une prise en charge en clinique, mais sans hospitalisation. Selon toute vraisemblance, la part des soins aigus dispensés hors hôpitaux tendra à l'avenir à s'accroître. Par institutions non hospitalières de soins aigus, la loi entend les structures incluses dans un cadre institutionnel, mais dotées de leurs propres locaux et offrant une qualité d'exploitation propre aux hôpitaux, de sorte qu'elles peuvent être assimilées à des cliniques. Il convient de ne pas confondre de telles institutions avec des structures telles que les cabinets médicaux, par exemple. Ce domaine risquant de connaître une évolution rapide dans les années à venir, la réglementation doit demeurer assez souple.

Il convient encore de relever que c'est la LCPPCi qui règle les interventions et les compétences en cas de catastrophe, d'événement majeur et de situation d'urgence. Les fournisseurs de prestations au sens de la LSH peuvent être appelés à collaborer à la maîtrise de ces événements, au même titre que les sapeurs-pompiers (cf. les organisations partenaires citées à l'art. 5 LCPPCi).

Lettre *b*

Dans le domaine du **sauvetage,** les soins recouvrent la médecine d'urgence préhospitalière. Celle-ci a pour objectif d'assurer le déroulement sans faille du sauvetage, depuis la prise en charge du patient ou de la patiente sur le lieu d'intervention jusqu'à son admission à l'hôpital (chaîne des soins préhospitaliers). Le sauvetage constituant le maillon qui précède immédiatement les soins hospitaliers dans la chaîne des soins, ces deux domaines doivent être parfaitement harmonisés. Les dispositions régissant le sauvetage dans la présente loi ont en principe une validité générale; n'est réservée que la LCPPCi, qui s'applique en cas de catastrophe et peut conduire à limiter les prestations de sauvetage et les soins hospitaliers.

Lettre *c*

La lettre *c*, enfin, englobe les mesures requises pour que les hôpitaux sis dans le canton de Berne disposent du **personnel qualifié** nécessaire. La présente loi accorde à cet aspect de la fourniture des soins une importance beaucoup plus grande que l'ancien texte. Il faut savoir que des études nationales, de même que des enquêtes cantonales, ont révélé que le besoin en professionnels et professionnelles de la santé connaîtra une nette hausse dans les années à venir. Si l'on veut assurer la

couverture en soins dans les domaines régis par la présente loi, tous les établissements doivent contribuer à la formation et au perfectionnement du personnel spécialisé nécessaire.

Article 3 (Principes)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 3 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les soins hospitaliers et le sauvetage doivent obéir aux principes suivants: ils doivent être accessibles à tous, conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques.

Accessibilité des soins: le droit fondamental d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse, inscrit dans la Constitution fédérale et dans la Constitution cantonale, garantit la couverture des besoins humains élémentaires et englobe dès lors également le droit aux soins médicaux essentiels[2]. Le canton de Berne doit donc veiller à ce que l'offre de soins hospitaliers et préhospitaliers soit suffisante, de telle sorte que toute personne habitant sur son territoire puisse y recourir, quel que soit son statut social. En principe, les fournisseurs sis dans le canton doivent notamment assurer des prestations qui sont également ouvertes aux patients et aux patientes bénéficiant uniquement de l'assurance de base. Le principe de l'accessibilité des soins ne signifie cependant pas que le canton soit tenu de proposer partout et en permanence des structures proposant tous les types de prestations. Dans la mesure où il est possible de pratiquer l'intervention appropriée à un autre moment ou dans un autre lieu, et de la réaliser aussi bien, voire mieux, et peut-être à des conditions plus avantageuses, on considère que le principe de l'accessibilité des soins est respecté.

Conformité aux besoins: il s'agit de proposer des prestations de soins hospitaliers et de sauvetage répondant aux besoins supposés dans la zone considérée. Relevons que le besoin n'est pas une grandeur fixe aisément quantifiable. La demande d'une prestation particulière peut au contraire être influencée par l'offre, par des incitations, le niveau des prix ou encore des facteurs subjectifs ou émotionnels. Voilà pourquoi il incombe à la planification hospitalière de déterminer soigneusement les prestations faisant l'objet d'une demande fondée, de même qu'elle doit établir le lieu et le volume de cette demande. Les soins hospitaliers dont le canton se porte garant ne doivent en effet couvrir que des besoins avérés. Pour les identifier, il importe d'utiliser avant tout des critères objectifs (des facteurs médicaux, p. ex.), mais aussi d'autres aspects tels que la mobilité des patients et des patientes.

Qualité: les soins hospitaliers et le sauvetage doivent être de qualité. Il convient autant que possible de mesurer la qualité des prestations à l'aide de critères considérés comme objectifs, qui se fondent par exemple sur des directives médicales reconnues. Soulignons cependant que les progrès, de la médecine en particulier, tendent à placer la barre toujours plus haut. Cette constante évolution empêche de définir des critères absolus en matière de qualité des soins. Il convient plutôt de décider de cas en cas si la qualité d'une prestation offerte à un moment donné peut être qualifiée d'irréprochable.

Caractère économique: l'article 41, alinéa 1 de la Constitution cantonale engage le canton à organiser les soins hospitaliers de telle sorte qu'ils soient économiquement supportables. Sans remettre en question le respect des trois autres principes (accessibilité, conformité aux besoins et qualité), cette exigence signifie qu'il faut optimiser l'engagement des ressources et la réalisation des objectifs dans les soins hospitaliers et le sauvetage. Alors que les collectivités publiques sont actuellement soumises à des restrictions financières, le canton serait malvenu de proposer une offre maximale de soins et doit bien plus s'attacher à garantir une couverture optimale en tenant compte de tous les principes définis. Pour autant qu'elles soient acceptables du point de vue médical, les améliorations passent par la mise en place de structures moins coûteuses, la définition de pôles, un système de rémunération lié aux prestations ou de nouveaux modèles, telle la gestion intégrée des soins. Si les structures économiquement peu rationnelles ne sont pas souhaitables, les impératifs de la politique régionale et le contexte économique global peuvent parfois justifier leur maintien dans un canton aussi vaste que celui de Berne. Dans un tel cas, les coûts supplémentaires doivent faire l'objet de relevés séparés.

Alinéa 2

La nouvelle loi dispose que les soins doivent à l'avenir faire l'objet d'une gestion intégrée. Cet alinéa tient compte de l'arrêté du Grand Conseil du 16 mars 2010, par lequel le législatif a approuvé l'élaboration d'une stratégie cantonale en la matière. Désormais, le canton s'efforcera donc d'appliquer les principes de la **gestion intégrée des soins.** On distingue à cet égard divers niveaux ou degrés d'organisation:

La **coordination** désigne l'élaboration et l'introduction de procédures standard de prise en charge.

La mise en réseau désigne une structure d'éléments de soins indépendants reliés par des liens relativement ténus; un réseau se distingue par l'absence d'obligation d'y participer et dès lors par une faible cohésion.

L'intégration ou la gestion intégrée des soins désignent un programme complet de soins de santé et de prise en charge sociale dans lequel les responsabilités, les ressources et l'organisation sont regroupés. Leur fonctionnement commun est régi par des relations contractuelles contraignantes. L'objectif consiste à offrir un ensemble exhaustif de prestations, dans une structure clairement organisée et cohérente. Ces prestations, destinées à des bénéficiaires individuels, sont planifiées et gérées d'un commun accord par

- divers organismes,
- des professionnels et professionnelles collaborant avec l'entité considérée et
- les autres personnes concernées.

[2] Article 12 Cst.; article 29 ConstC; Coullery, p. 629.

La mise en place d'une gestion intégrée des soins doit éviter des discontinuités dans le traitement et la prise en charge ainsi que dans la répartition des responsabilités. Le patient ou la patiente ne se voit ainsi pas imposer des mesures diagnostiques inutiles, des interruptions de traitement risquant d'annuler les effets obtenus, un manque d'information aux personnes concernées, des traitements insuffisamment harmonisés. La gestion intégrée permet enfin d'exclure l'absence ou le manque de prise en charge complémentaire, la mobilisation simultanée et inutile de capacités médicales et techniques et le gaspillage de ressources matérielles et humaines.

Cette disposition invite les fournisseurs de prestations soumis à la LSH à coordonner progressivement leurs activités, puis à se mettre en réseau et, enfin, à intégrer leurs prestations en vue d'assurer une prise en charge intersectorielle. Mise en réseau et intégration impliquent de prendre en considération les soins ambulatoires assurés par le médecin de premier recours et les médecins spécialistes, même si le canton ne possède dans ce domaine que des compétences minimes, voire inexistantes, en matière de planification et de pilotage. Il s'agit de permettre des mesures dans les soins ambulatoires ou hospitaliers de longue durée, c'est-à-dire dans le domaine des soins à domicile et des EMS. Il importe ici de faire intervenir les communes.

Lorsque la rémunération prévue par la LAMal ne permet pas de financer la totalité des prestations (de coordination) requises, mais que celles-ci correspondent à sa stratégie, le canton peut, conformément aux articles 61 à 63 de la présente loi, assurer leur fourniture par le biais de contrats de prestations.

Alinéa 3

Le canton est tenu de mettre sur pied un système qui lui permette de piloter le domaine de la santé de manière appropriée en vue d'observer les principes définis à l'alinéa 1. Il doit avant tout s'assurer que les fonds publics engagés produiront des effets optimaux en respectant les objectifs qui sous-tendent ces principes. Il apparaît toutefois évident que leur réalisation oblige parfois à définir des priorités contradictoires.

Alinéa 4

La compétence de vérifier la qualité des soins incombe au canton. A cet effet, il peut imposer des exigences aux fournisseurs de prestations, afin d'assurer la comparabilité des critères au niveau suisse ou cantonal. Cette disposition se voit incluse dans la LSH, car l'examen de la qualité auprès des fournisseurs de prestations revêt une importance nouvelle. C'est notamment le cas depuis la révision partielle de la LAMal concernant le financement hospitalier, qui prévoit désormais l'adoption de critères de planification uniformes prenant en considération la qualité et le caractère économique. Outre la qualité des structures, qui est au centre de la procédure d'autorisation d'exploiter, le canton doit en particulier veiller à la qualité des résultats et des processus en établissant la liste des hôpitaux. Si l'on veut ménager une place (même minime) à la concurrence, la comparabilité doit par ailleurs être possible même au-delà des titulaires de mandats de prestations.

Alinéa 5

Conformément à l'article 6, alinéa 1 de la Constitution cantonale, le français et l'allemand sont les langues officielles du canton de Berne. L'alinéa 2 du même article définit la langue officielle des différents districts, dont la liste figure à l'article 38, alinéa 2 LOCA.

Le présent alinéa prévoit que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés fournissent leurs prestations dans la langue officielle de l'arrondissement administratif où ils sont situés. Lorsqu'un établissement dispose de plusieurs sites, c'est ce dernier qui fait foi et non le siège de l'institution. Ainsi, un hôpital répertorié dont le siège est sis en ville de Berne, qui exploite un site dans l'arrondissement administratif de Biel/Bienne, officiellement bilingue selon l'article 1 OUL, doit fournir des prestations dans les deux langues dans ce district alors que l'allemand suffit au sein de la maison mère de Berne.

Quant aux services de sauvetage, ils fournissent leurs prestations dans la langue officielle de l'arrondissement administratif où l'intervention a lieu. Ce n'est donc pas le siège du service qui est déterminant en l'espèce.

Comme prescrit à l'article 6, alinéa 5 de la Constitution cantonale, toute personne peut s'adresser dans la langue officielle de son choix aux autorités compétentes pour l'ensemble du canton. Par analogie, les hôpitaux universitaires, soit la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et les SPU, fournissent leurs prestations en français et en allemand, même si leurs sites sont situés dans un cercle administratif uniquement francophone ou germanophone.

Article 4 (Commissions)

Cette disposition crée une base légale plus générale que les articles 7 et 52 de l'ancienne loi et l'article 9 OSH en vue d'instituer des commissions.

Alinéa 1

Le Conseil-exécutif joue un rôle majeur dans la définition de l'orientation stratégique des soins hospitaliers. Il est dès lors essentiel qu'il puisse, le cas échéant, compter sur les conseils non seulement des services de l'administration cantonale, mais aussi de spécialistes externes. C'est pourquoi il existe une Commission des soins hospitaliers, une Commission des soins psychiatriques et une Commission des soins préhospitaliers. Ces commissions sont appelées à être des forums réunissant le savoir-faire et l'expérience de personnes dont la profession les confronte chaque jour aux divers aspects des soins hospitaliers, de la psychiatrie et du sauvetage, et qui mettent leurs connaissances au service du Conseil-exécutif et de l'administration. Si les commissions ne possèdent en toute logique aucune compétence décisionnelle, elles peuvent en revanche apporter des contributions décisives à la préparation de décisions, de mesures ou de directives.

Jusqu'ici, les trois commissions étaient régies par des dispositions distinctes portant leur nom[3]. Le présent alinéa a été rédigé de manière plus générale, afin d'offrir la possibilité au Conseil-exécutif d'adapter les commissions aujourd'hui consacrées à des domaines spécifiques, et de leur permettre ainsi de répondre aux besoins futurs et de rechercher des solutions interdisciplinaires.

Alinéa 2

Le Conseil-exécutif fixe la composition des commissions, définit leurs tâches et nomme leurs membres. Selon l'article 37, alinéas 2 et 3 LOCA, les deux sexes sont si possible représentés à raison de 30 pour cent au moins au sein des commissions d'une part, et les besoins spécifiques de la minorité francophone y sont prises en compte d'autre part.

Alinéa 3

Le Conseil-exécutif peut désormais déléguer la compétence de nommer les membres des commissions à la SAP, par voie d'ordonnance. Il a ainsi la possibilité de se décharger d'une tâche ne faisant l'objet d'aucune controverse politique.

Article 5 (Organe de médiation)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 8 de l'ancienne loi.

Compte tenu du nouveau mode de financement hospitalier, le domaine de compétence de l'organe de médiation s'étend désormais à tous les hôpitaux et à toutes les maisons de naissance répertoriés du canton. Cet organe doit de plus pouvoir intervenir dans le domaine du sauvetage.

Le canton de Berne possède depuis juin 2008 un organe de médiation dans le secteur hospitalier, auquel peuvent s'adresser les patients et les patientes des hôpitaux ayant conclu un contrat de prestations avec le canton de Berne. Sa gestion a fait l'objet d'un appel d'offres et est assurée par un organisme externe. Si le nombre de demandes qui lui ont été adressées pendant la phase initiale a certes été faible, il conviendra de réévaluer le besoin d'un tel organe au cours de la phase de consolidation.

Cette disposition autorise le Conseil-exécutif à créer ou à soutenir un organe de médiation pour les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne, de même que pour les services de sauvetage. Sa formulation indique que la mise en place d'un tel organe n'est pas obligatoire, mais que le Conseil-exécutif doit l'entreprendre après en avoir soigneusement évalué le besoin. La disposition ne précise pas les modalités d'organisation. Le canton peut par exemple, comme jusqu'ici, en confier la direction à un organisme externe approprié et se contenter de lui allouer un soutien financier. Il pourrait également envisager de créer un organe de médiation pour chaque secteur des soins hospitaliers.

[3] Commission des soins hospitaliers: article 7 LSH; Commission des soins préhospitaliers: article 52 LSH; Commission des soins psychiatriques: article 9 OSH

Article 6 (Planification des soins; 1. Contenu)

Quelques adaptations purement linguistiques mises à part, cette disposition correspond à l'article 4 de l'ancienne loi.

La planification des soins constitue le principal instrument dont le canton dispose pour garantir la couverture des besoins. Il ne doit nullement adopter un rôle autoritaire, mais assumer son mandat constitutionnel en analysant les multiples besoins et les éléments ayant une incidence sur la couverture en soins. Il lui incombe de coordonner les différentes offres et de planifier les mesures requises afin d'assurer des soins hospitaliers observant les principes définis à l'article 3, alinéa 1.

Il importe de renvoyer ici à l'article 39, alinéa 2bis LAMal, selon lequel la médecine hautement spécialisée doit faire l'objet d'une planification à l'échelle de toute la Suisse et non plus du canton. Le 4 septembre 2008, le Grand Conseil a d'ailleurs approuvé l'adhésion du canton de Berne à la CIMHS, qui prévoit une coordination entre cantons dans ce domaine.

En matière de planification des soins, il convient aussi de prendre en considération l'article 7 LiLAMAM, auquel les dispositions finales de la présente loi apportent des modifications.

Alinéa 1

Puisque ce domaine relève de sa compétence, c'est à la SAP qu'il incombe d'élaborer la planification des soins. Celle-ci revêtant une importance stratégique, elle doit, aux termes de l'article 7, être soumise à l'approbation du Conseil-exécutif. Si l'on considère le champ d'application délimité par l'article 2 de la loi, la planification porte sur les soins hospitaliers, le sauvetage et la mise à disposition de personnel spécialisé. Afin de planifier ce dernier élément de la couverture en soins, il importe tout d'abord de collecter les données correspondantes auprès de tous les fournisseurs de prestations. Pour établir une planification globale, il est indispensable de prendre en considération les effectifs du personnel, le taux moyen d'occupation, la durée moyenne d'exercice de la profession, l'évolution des prestations fournies et celle du «skill mix» et du «grade mix». Le terme «skill mix» désigne les différentes expériences professionnelles et compétences personnelles des collaborateurs et collaboratrices, tandis que le terme «grade mix» désigne les formations et perfectionnements achevés. L'obligation de fournir les données correspondantes est inscrite à l'article 126.

La planification porte en principe sur les soins à fournir à la population du canton de Berne. Dans la mesure où la législation fédérale exige que les patients et les patientes domiciliés hors du canton soient également pris en charge, la planification sera adaptée en conséquence (cf. commentaire de l'al. 5).

Alinéa 2

La planification des soins fixe des objectifs concrets, de même que les mesures à prendre et la voie à suivre pour les atteindre. Elle cerne les prestations requises dans le canton de Berne et spécifie les structures et les fournisseurs appelés à les

assurer. Ce faisant, elle se conforme à la législation fédérale, en respectant notamment les critères uniformes de planification définis dans la LAMal. L'estimation des coûts constitue également un volet important de la planification. Celle-ci sert aussi de base pour établir la liste des hôpitaux, qui est arrêtée par le Conseil-exécutif conformément à l'article 17 et à l'article 8 LiLAMAM.

Alinéa 3

En dépit de l'évolution dynamique qui caractérise souvent le domaine de la santé en général et le secteur hospitalier en particulier, la planification cantonale doit fournir au canton les informations dont il a besoin pour assurer un pilotage optimal des soins hospitaliers, c'est-à-dire pour affecter au mieux les fonds publics dans ce secteur. L'alinéa 3 énumère ainsi les données fondamentales sur lesquelles la planification s'appuie pour formuler des conclusions valables sur l'orientation stratégique du système de soins. Elles comprennent en particulier les données relatives aux prestations, qui indiquent le type, le volume et le prix des services offerts dans les hôpitaux. Renseignant sur les prestations effectivement fournies les années précédentes, ces données servent avant tout à planifier les prestations futures.

Alinéa 4

Si la prise en charge en milieu hospitalier est un maillon essentiel de la chaîne des soins, la coordination des traitements hospitaliers avec les secteurs situés en amont et en aval (sauvetage, prise en charge préhospitalière, soins à domicile, soins de longue durée, etc.) gagne en importance dans l'optique de la gestion intégrée des soins. Une intégration optimale des différents secteurs peut en effet améliorer la couverture en soins et contribuer à réduire les coûts de la santé. En vertu de l'alinéa 4, la planification des soins hospitaliers doit dès lors prendre en considération les secteurs situés en amont et en aval de la chaîne des soins.

Alinéa 5

Assumant une responsabilité majeure dans le financement des prestations hospitalières, le canton doit pouvoir exercer une certaine influence sur les domaines qu'il est tenu de cofinancer, notamment sur le choix de l'offre proposée. Il lui incombe de coordonner au mieux le type et le volume des prestations fournies sur son territoire, afin qu'il soit possible de définir les priorités et d'éviter les surcapacités. L'alinéa 5 précise par ailleurs que les fournisseurs de prestations d'autres cantons doivent être inclus dans la planification, dans la mesure où cela paraît approprié ou si la législation fédérale, notamment l'article 58*d* OAMal, l'exige. Même si le patient ou la patiente bénéficie désormais du libre choix, le canton est tenu d'assurer la couverture en soins de sa population, le cas échéant auprès de fournisseurs d'autres cantons. Rappelons ici l'exigence formulée dans l'article 58*b* OAMal. Une telle planification peut jouer un rôle important pour garantir les soins de base dans les régions limitrophes ou des soins très spécifiques (prise en charge de paraplégiques, p. ex.) dans l'ensemble de la Suisse.

Article 7 (2. Approbation et révision)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 5 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Le Conseil-exécutif est compétent pour approuver la planification des soins. Celle-ci constituant le principal instrument stratégique pour piloter les soins hospitaliers, elle est portée à la connaissance du Grand Conseil.

Alinéa 2

La planification est en principe révisée tous les quatre ans. Cet intervalle permet de dresser périodiquement un état des lieux et de rectifier le cap si besoin est. Il n'y aura donc pas de temps mort. Si l'évolution de la situation requiert une adaptation avant terme, une nouvelle planification peut, à titre exceptionnel, être publiée avant l'échéance du délai de quatre ans. A l'inverse, il est également possible de reporter le réexamen lorsque la planification en vigueur reste pertinente au terme des quatre ans. Cette disposition obéit ainsi à l'exigence de l'article 58*a*, alinéa 2 OAMal, qui invite les cantons à réexaminer périodiquement leurs planifications.

Le fait que la planification des soins est révisée tous les quatre ans ne signifie pas qu'elle se limite à cet horizon. Chaque planification réunit des perspectives à moyen et à long terme, des mesures réalisables à court terme et un cadre de référence plus global. Les échéances doivent être fixées dans chaque planification selon les conditions générales dont il faut tenir compte, les questions actuelles et les bases de pilotage requises par le canton. La révision périodique de la planification, alliée à la vision à long terme, assure une continuité.

Article 8 (Contrats de prestations; 1. But)

Auparavant, le contrat de prestations constituait le principal instrument de pilotage: le canton et les fournisseurs concluaient des contrats sur les prestations hospitalières et préhospitalières qui en régissaient la réalisation. L'achat de prestations intervenait dès lors sur une base négociée entre canton et fournisseurs de prestations. Suite à la révision partielle de la LAMal concernant le financement hospitalier, le canton n'est plus en mesure d'acquérir une grande partie des soins hospitaliers par le biais de contrats de prestations. Il fixe désormais les prestations hospitalières à fournir et participe aux coûts conformément aux règles définies par la LAMal. Le système des contrats de prestations est toutefois maintenu dans le domaine du sauvetage.

Les contrats encore conclus en vertu de la présente loi peuvent en particulier porter sur les prestations ci-après:

- prestations complémentaires nécessaires à la couverture en soins dans le secteur hospitalier (telle la protection de l'enfance) et préhospitalier (sauvetage aquatique, p. ex.),
- promotion de la prise en charge ambulatoire en milieu hospitalier,
- gestion intégrée des soins,

– prestations de base fixes (d'un service des urgences, p. ex.),
– sauvetage,
– garantie de la relève professionnelle tant chez les médecins et les pharmaciens et pharmaciennes (formation postgrade) que dans les professions de la santé non universitaires,
– essais pilotes (destinés p. ex. à tester des formes novatrices de traitement).

Article 9 (2. Contenu)

Cette disposition correspond pour l'essentiel aux articles 21 et 22 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les principaux éléments d'un contrat de prestations sont énumérés en termes assez généraux, et leur liste n'est pas exhaustive. Les modalités d'exécution devant être adaptées à chaque situation, elles peuvent varier grandement.

Il incombe à la SAP de contrôler les divers aspects des relations avec les fournisseurs de prestations. La loi ne spécifie toutefois pas les détails, afin de ménager une marge de manœuvre permettant d'opter pour des moyens souples et efficaces. Il n'est du reste pas indispensable que la SAP s'acquitte elle-même de cette mission. D'autres solutions (autocontrôle, tiers, etc.) sont tout aussi envisageables pour autant qu'elles permettent de vérifier le respect des conditions contractuelles, la réalisation des objectifs et l'obtention des effets visés. Conformément à l'article 126, alinéa 1, lettre *e*, les fournisseurs de prestations sont tenus de mettre à la disposition de la SAP toutes les données requises pour cette vérification. Le Conseil-exécutif définit les données en question par voie d'ordonnance en vertu de l'article 126, alinéa 3.

Selon le contexte (planification des soins, synergies potentielles, promotion de la gestion intégrée des soins, etc.), la collaboration d'une institution avec d'autres fournisseurs de prestations (équipes pluridisciplinaires, p. ex.) ou avec d'autres services d'appui (pour l'informatique ou l'achat de matériel en commun, p. ex.) peut s'avérer avantageuse. Dans ce cas, le canton peut subordonner la conclusion du contrat à la condition que le fournisseur accepte de mettre à profit toutes les possibilités de coopération. Cette obligation peut s'appliquer à tous les fournisseurs de prestations avec lesquels le canton passe des contrats.

Alinéa 2

Les fournisseurs de prestations non soumis aux obligations de la loi peuvent être tenus par contrat de s'y conformer. Cette disposition vise à assurer que les obligations définies par la loi soient remplies de manière aussi exhaustive et aussi uniforme que possible. Par contrat, le canton de Berne peut par exemple contraindre un établissement qui ne figure pas sur la liste des hôpitaux, mais qui fournit une prestation d'intérêt général, à conclure une convention collective de travail.

Article 10 (3. Violation du contrat)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 25 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Lorsque l'une des parties contractantes ne remplit pas, ou ne remplit que de manière insatisfaisante, les obligations convenues, elle est tenue de dédommager l'autre partie, ou alors elle doit renoncer à la totalité ou à une partie de la contreprestation. Cette disposition ne régit que le cas dans lequel un fournisseur de prestations viole ses engagements contractuels; elle ne concerne pas le rapport contractuel inverse. Les demandes de réparation adressées au canton pour violation de ses obligations sont bien entendu admises. Cet alinéa ne porte cependant que sur les infractions contre lesquelles le service compétent de la SAP peut agir en réduisant partiellement ou entièrement les contreprestations (le plus souvent) financières du canton pour des prestations commandées qui n'ont pas été exécutées conformément aux termes du contrat. Si le canton subit d'autres dommages, les demandes de réparation correspondantes sont réservées.

Alinéa 2

En cas de violation grave des obligations, notamment lorsque le fournisseur de prestations enfreint grossièrement les accords passés ou qu'il le fait de manière répétée en dépit d'un avertissement, on ne peut exiger du canton qu'il poursuive la collaboration. Dans un tel cas, le contrat peut être résilié avec effet immédiat par le canton ou le service qui l'a conclu.

Article 11 (4. Aliénation de l'exploitation)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 27 de l'ancienne loi.

Les fournisseurs de prestations doivent garantir qu'ils sont en mesure de remplir correctement le mandat qui leur est confié. Du reste, le canton en tient compte lors de leur sélection. Or l'aliénation d'une exploitation pendant la durée de validité d'un contrat peut, selon les circonstances, mettre la couverture des besoins en péril. Dans ce cas, le service compétent de la SAP est autorisé à résilier le contrat. La cession d'une institution à un tiers ne conduit toutefois pas automatiquement à une rupture de la collaboration. Si le repreneur fournit les garanties nécessaires prouvant qu'il est en mesure d'assurer le respect des conditions fixées, le contrat peut être maintenu.

Article 12 (Couverture des besoins)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 28 de l'ancienne loi.

Jusqu'à fin 2011, le canton pilotait les soins hospitaliers en concluant des contrats de prestations. Si aucun contrat ne pouvait être passé et que la couverture des besoins était menacée, le Conseil-exécutif pouvait obliger des fournisseurs à assurer les prestations par voie de décision. Les instruments de pilotage prévus par le projet de loi ne sont pas contraignants. Pour pouvoir assurer la sécurité des soins inscrite à l'article 41 de la Constitution cantonale, il faut pouvoir astreindre les fournisseurs

de prestations à garantir les soins requis, indépendamment de la conclusion d'un contrat.

La sécurité des soins est vérifiée dans le cadre de la planification des soins, qui relève du Conseil-exécutif. Celui-ci se fonde en la matière sur des standards reconnus, en tenant compte des spécificités structurelles et géographiques du canton de Berne.

Alinéa 1

L'alinéa 1 confère le pouvoir au Conseil-exécutif d'obliger une institution, par voie de décision, à fournir des prestations contre sa volonté. Ce pouvoir se limite toutefois aux prestations requises pour assurer la couverture en soins. Si d'autres fournisseurs peuvent compenser l'absence d'un fournisseur de manière acceptable pour les patients et les patientes, celle-ci ne remet pas en cause la couverture des besoins et le Conseil-exécutif n'a aucune raison de contraindre unilatéralement un fournisseur à accomplir une activité donnée.

Si la couverture en soins préhospitaliers ne peut pas être assurée autrement, le Conseil-exécutif peut ordonner à un CHR d'exploiter un service de sauvetage, qu'il soit situé dans la zone à desservir ou hors de celle-ci, la nouvelle zone venant alors s'ajouter à la sienne. Cette disposition, qui reprend l'article 64, alinéa 3 de l'ancienne loi, a pour but de permettre au canton de remplir son mandat constitutionnel selon l'article 41, alinéa 1 alors que toutes les autres options ont échoué. Elle permet de regrouper si nécessaire tous les services de sauvetage en une organisation cantonale selon l'article 87.

Alinéa 2

Dans sa décision, le Conseil-exécutif précise le type, le volume et les modalités des prestations à fournir. Celles-ci ne débordent pas du cadre requis pour assurer la couverture en soins. Par modalités, on entend par exemple le moment du paiement ou le versement d'acomptes.

Alinéa 3

La rémunération est réglée en premier lieu par le système de financement introduit par la LAMal et, subsidiairement, selon les dispositions relatives aux autres contributions. Si un CHR doit exploiter un service de sauvetage pour assurer la couverture en soins préhospitaliers, l'indemnisation est définie à l'article 99.

Alinéa 4

Outre le type, le volume et les modalités des prestations selon l'alinéa 2, le Conseil-exécutif peut prévoir d'autres charges ou conditions si elles sont nécessaires afin d'assurer la couverture des besoins conformément à la LSH.

Article 13 (Contributions à des organismes)

Cette disposition est nouvelle.

Elle attribue au service idoine de la SAP la compétence de soutenir diverses organisations, comme l'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ), l'Interassociation de sauvetage (IAS) ou l'Association des samaritains, en leur versant des cotisations de membre ou des contributions volontaires. Ces institutions fournissent du travail de fond et assument des tâches de coordination dans le domaine de la santé. Seules sont versées les contributions indispensables à ce travail de fond. Les contributions à ce type d'organisations se montent à quelque 120 000 francs par année au total. De tels versements étaient déjà alloués jusqu'ici, mais reposaient sur des bases légales distinctes: la contribution à l'ANQ se fondait sur l'article 30, alinéa 1 LSH et sur l'article 24 OSH, la subvention à l'IAS sur l'article 4 LSP et la contribution à l'Association des samaritains sur l'article 30 LSH. A noter que les compétences ordinaires en matière d'autorisation de dépenses restent valables.

Soins hospitaliers

Généralités

Article 14 (Fournisseurs de prestations)

La notion de fournisseur de prestations figurait déjà à l'article 9 de l'ancienne loi. Une partie de cette disposition a été supprimée lors de l'adaptation de la loi. Ainsi l'ancien alinéa 2 de l'article 9 figure à l'article 17 du présent projet de loi et à l'article 8 LiLAMAM (compétence liste des hôpitaux), et l'ancien alinéa 3 (désignation des fournisseurs de prestations) est remplacé par l'article 14 du présent projet.

Alinéa 1

Les fournisseurs de prestations au sens de la présente loi sont les institutions de soins hospitaliers selon l'article 2, lettre *a* LSH.

Un fournisseur de prestations peut être un hôpital individuel, un CHR, un hôpital universitaire, cantonal ou hors canton. Les centres de réadaptation et autres cliniques spécialisées entrent également en ligne de compte, tout comme les cliniques privées. Le fait qu'un fournisseur réponde à la définition ci-dessus ne signifie toutefois pas qu'il bénéficiera d'un mandat de prestations. En effet, le canton ne fait appel qu'aux fournisseurs inscrits sur la liste des hôpitaux qu'à condition qu'ils répondent à un besoin mis en évidence dans la planification des soins.

Alinéa 2

La LSH ne prescrit pas de forme particulière pour l'organisme responsable des fournisseurs de prestations. Toute entité intéressée peut fournir des prestations hospitalières dans le canton de Berne, pour autant qu'elle respecte les conditions posées pour l'octroi d'une autorisation de police sanitaire. Par conséquent, les organismes responsables des fournisseurs de prestations peuvent être publics ou privés. La forme choisie n'a en réalité que peu d'importance. La distinction entre les institutions publiques et privées dépend de l'entité qui constitue l'organisme responsable. Des organismes mixtes pourraient être admis, sous réserve des restrictions imposées au canton.

Article 15 (Domaines de soins)

La stratégie adoptée par la LSH se fonde sur le principe de la décentralisation générale et de la concentration régionale. Elle permet de garantir à la population cantonale des soins de base suffisants dans toutes les régions, à créer des pôles régionaux favorisant des améliorations au niveau de la qualité des soins. Dans ce système de soins à deux niveaux, les hôpitaux universitaires fournissent de manière centralisée les prestations de la médecine de pointe.

Alinéa 1

Cet alinéa règle le premier niveau de la stratégie qui part du principe que les soins aigus hospitaliers de base sont assurés par les CHR.

L'étendue de l'offre n'est pas forcément la même pour tous les CHR et dépend de la demande effective à laquelle ceux-ci doivent répondre. Il se peut qu'un CHR assure les soins de base sur son territoire en collaborant avec d'autres fournisseurs de prestations, voire des fournisseurs hors canton. Si les CHR en assument la responsabilité, ils ne sont pas tenus de fournir eux-mêmes dans tous les cas les prestations correspondantes. En revanche, l'exploitation d'une unité de soins intensifs (USI) est une condition sine qua non pour accéder au statut de CHR.

Alinéa 2

Le système de soins à deux niveaux s'applique également à la psychiatrie. Les soins psychiatriques peuvent être assurés par différents fournisseurs de prestations. Il est important de noter que les soins psychiatriques ne sont pas obligatoirement liés à un type précis d'institution spécialisée (clinique psychiatrique). A l'instar des soins aigus somatiques, les soins psychiatriques sont assurés à l'échelle régionale par les services psychiatriques régionaux (SPR). Ces derniers fournissent ces prestations avec d'autres fournisseurs tels que les CHR ou d'autres fournisseurs cantonaux ou hors canton.

Alinéa 3

Comme nous l'avons mentionné plus haut, dans le système de soins à deux niveaux, les hôpitaux universitaires fournissent de manière centralisée les prestations de la médecine de pointe.

Article 16 (Désignation des CHR et des SPR)

Cette disposition reprend l'article 10, alinéa 1 de l'ancienne loi. Elle est complétée par deux alinéas. L'un porte sur la désignation des SPR. L'autre énonce qu'une personne morale peut assumer exceptionnellement plusieurs fonctions en qualité de fournisseur de prestations cantonal (CHR, SPR, hôpital universitaire) selon le titre 2.2 de la présente loi.

Alinéa 1

Se fondant sur la planification des soins, le Conseil-exécutif décide du nombre de CHR et de SPR nécessaires pour remplir le mandat constitutionnel ainsi que de leurs sites. Il a déterminé les CHR par ACE n° 508 du 1er mars 2006. Après l'entrée en vigueur de la révision de la loi, il devra encore désigner les SPR. En cas de changement de la donne, il peut procéder aux adaptations requises et revoir la désignation des CHR et des SPR.

Alinéa 2

Conformément à la motion Brand (186/2012), le Grand Conseil prévoit un regroupement du Centre psychiatrique de Münsingen (CPM) et des Services psychiatriques universitaires (SPU). Les travaux de réorganisation prendront deux à trois ans. La planification permettra de voir quelles institutions vont participer à la future couverture des soins psychiatriques et de quelle manière. La création de SPR englobant les institutions psychiatriques cantonales actuelles servira de cadre.

Cette disposition montre clairement qu'en qualité de fournisseur de prestations cantonal, une seule et même personne morale peut assumer exceptionnellement plusieurs fonctions (CHR, SPR, hôpital universitaire) selon le titre 2.2 de la présente loi et peut être désignée en conséquence par le Conseil-exécutif: par exemple les SPU comme société anonyme ou un CHR comme SPR, si besoin est. Cela signifie qu'en tant qu'organisme responsable, la Fondation de l'Hôpital de l'Ile peut être désignée CHR ou SPR.

Variante sociétés anonymes régionales

Alinéa 3

A l'exception de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, toutes les personnes morales désignées fournisseurs de prestations cantonaux selon le titre 2.2 de la présente loi (CHR, SPR et SPU comme hôpital universitaire) sont des sociétés anonymes. Si la Fondation de l'Hôpital de l'Ile était désignée en plus CHR ou SPR, il se pourrait que la forme juridique prescrite par la LSH ne puisse pas être mise en œuvre en raison de la rigidité du droit en matière de fondation. Cet alinéa précise que les dispositions relatives à la forme juridique (art. 19), à l'organisation (art. 20) et à la participation du canton (art. 21) ne sont pas applicables pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile en tant que CHR. Il en va de même pour les articles 31 et 32 en corrélation avec les articles 20 et 21 pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile en tant que SPR. Compte tenu du fait que le canton ne participe pas à la fondation, les dispositions relatives à l'exercice des droits de participation (art. 22 et 23) ne sont pas applicables.

Variante holding

Alinéa 3

A l'exception de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, toutes les personnes morales désignées fournisseurs de prestations cantonaux selon le titre 2.2 de la présente loi (CHR, SPR et SPU comme hôpital universitaire) sont des sociétés anonymes. Si la

Fondation de l'Hôpital de l'Ile était désignée en plus CHR ou SPR, il se pourrait que la forme juridique prescrite par la LSH ne puisse pas être mise en œuvre en raison de la rigidité du droit en matière de fondation. Cet alinéa précise que les dispositions relatives à la forme juridique (art. 19), à l'organisation (art. 20) et à la participation de la holding hospitalière (art. 22) ne sont pas applicables à la Fondation de l'Hôpital de l'Ile en tant que CHR. Pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile en tant que SPR, il s'agit des dispositions analyses. Compte tenu du fait que le canton, plus précisément la holding hospitalière, ne participe pas à la fondation, les dispositions relatives à l'exercice des droits de participation (art. 23 à 25) ne sont pas applicables.

Article 17 (Liste des hôpitaux et des maisons de naissance; 1. Mandats de prestations)

Cette disposition mentionne que la planification des soins est déterminante pour la liste des hôpitaux et des maisons de naissance et que les mandats de prestations attribués aux fournisseurs de prestations, c'est-à-dire les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés, doivent être conformes à la législation sur l'assurance-maladie. Ainsi que l'énonce l'article 8 LiLAMAM, le Conseil-exécutif édicte la liste. Cet article souligne que celle-ci permet au gouvernement d'assurer à la population une couverture des soins.

Article 18 (2. Critères)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Selon les prescriptions fédérales, le canton doit planifier une couverture des soins respectant les besoins. L'article 58b OAMal précise les différentes étapes de la planification. Dans un premier temps, le canton détermine les besoins et l'offre qui doit être garantie par l'inscription d'établissements sur la liste des hôpitaux. Celle-ci correspond aux besoins déterminés desquels on déduit l'offre utilisée dans les établissements qui ne figurent pas sur la liste des hôpitaux. Le canton doit ensuite évaluer les fournisseurs de prestations et choisir ceux auxquels il entend octroyer un mandat de prestations et qui, de ce fait, figureront sur la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance. Lors de cette étape, il devra prendre en considération les critères de la législation sur l'assurance-maladie, notamment le caractère économique et la qualité des prestations, l'accès des patients au traitement dans un délai utile, la disponibilité et la capacité de l'établissement à remplir le mandat de prestations. Le but de cette étape est d'adapter l'offre aux besoins en vue de garantir la qualité et l'efficience de la fourniture des prestations. L'alinéa 5 du même article définit le caractère économique et la qualité des prestations. Lors de l'examen du caractère économique et de la qualité, le canton prend notamment en considération l'efficience de la fourniture de prestations, la justification de la qualité nécessaire et, dans le domaine hospitalier, le nombre minimum de cas et l'exploitation des synergies.

Le canton de Berne accorde le plus grand soin à ce que la planification des soins tienne compte d'un double niveau. Le premier concerne l'ensemble de la population, à laquelle il s'agit de fournir des soins adaptés aux besoins, de qualité, supportables économiquement et accessibles à tous, le second les prestations individuelles dont la qualité, l'économie, l'accès et l'adéquation aux besoins sont examinés individuellement. Il est essentiel de distinguer ces deux niveaux, un fournisseur de prestations n'étant pas nécessairement économique dans tous les domaines.

C'est pourquoi le service compétent de la SAP a mis au point une procédure progressive pour évaluer les fournisseurs de prestations. Pour figurer sur la liste des hôpitaux et des maisons de naissance, ceux-ci doivent remplir les critères fixés par le droit fédéral, qui sont à préciser dans l'OSH (al. 2), ainsi que les conditions énumérées à l'alinéa 3. De plus, les prestations fournies dans un groupe de prestations doivent être, en général, nécessaires dans tous les domaines. Et la qualité et l'économie des fournisseurs de prestations sont évaluées pour chaque mandat, selon des indicateurs spécifiques et divers éléments pour la qualité. La qualité de la structure porte sur les ressources matérielles et en personnel ainsi que sur les données d'organisation et de finance du processus de fourniture des soins médicaux. La qualité du processus concerne les propriétés de toutes les activités médicales, soignantes et administratives se déroulant au sein du système de santé entre les fournisseurs et les usagers des prestations. Quant à la qualité du résultat, elle comprend les variations de l'état de santé des patientes et des patients découlant des actes médicaux.

Ce processus d'évaluation permet de choisir des fournisseurs de prestations respectant les prescriptions fédérales et conformes aux principes de la fourniture des soins (adaptée aux besoins, accessible, de qualité et économique).

Alinéa 2

Se fondant sur l'article 39, alinéa 2ter LAMal, le Conseil fédéral a édicté des critères de planification aux articles 58a à 58e OAMal. Ces dispositions offrent au canton la marge d'appréciation nécessaire pour l'élaboration de la liste des hôpitaux.

Le Conseil-exécutif est habilité à préciser par voie d'ordonnance les critères d'évaluation spécifiés aux alinéas 4 et 5 de l'article 58b OAMal, sans pour autant restreindre outre mesure la marge susmentionnée. Il peut ainsi fixer des indicateurs permettant d'évaluer le caractère économique et la qualité des prestations, mais aussi déterminer comment il appréciera les critères de l'accessibilité, de la disponibilité et de la capacité des hôpitaux ou des maisons de naissance à remplir leurs mandats de prestations. Ce faisant, il définira dans l'ordonnance les règles présidant à l'évaluation d'un fournisseur de prestations en vue de son admission sur la liste cantonale.

En adoptant de telles dispositions, le Conseil-exécutif peut assurer l'égalité de traitement et la transparence au niveau de la procédure d'évaluation des fournisseurs à répertorier. Le canton n'est toutefois pas tenu par le droit fédéral de préciser les prescriptions susmentionnées de l'OAMal.

Etant donné que la liste des hôpitaux bernoise se fonde sur la planification des soins, le Conseil-exécutif en tiendra compte au moment d'expliciter les critères de planification fédéraux. Il s'appuiera sur les objectifs, les stratégies et les mesures qui y sont définis conformément à l'obligation prescrite à l'article 39, alinéa 1, lettre d LAMal d'assurer la couverture des besoins en soins hospitaliers. La planification des soins approuvée par le Conseil-exécutif en vertu de l'article 7 de la présente loi est déterminante au plan stratégique pour le développement des soins hospitaliers dans le canton. Sa prise en considération pour l'évaluation et le choix des fournisseurs de prestations à répertorier découle de l'article 39, alinéa 1, lettres d et e LAMal et de l'article 58b, alinéa 4, lettres b et c OAMal. Cette dernière disposition mentionne des critères pour la sélection de l'offre qui sont certes indépendants des deux critères de planification cités dans la loi fédérale (caractère économique et qualité), mais qui respectent, comme la planification des soins, le critère de la couverture des besoins en soins hospitaliers ancré à l'article 39, alinéa 1, lettre d LAMal.

Alinéa 3

Cette disposition explicite certaines exigences de l'OAMal et souligne que l'admission sur la liste des hôpitaux et des maisons de naissance est assortie d'obligations. Celles prévues aux lettres a et b d'offrir un service de consultation sociale, d'assurer la gestion administrative des patients et de disposer d'une aumônerie contribuent à garantir la qualité des prestations fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés.

Lorsqu'un fournisseur de prestations ne remplit pas intégralement ces trois exigences, il risque, au terme d'une évaluation globale de tous les fournisseurs ou d'une comparaison entre ceux-ci, de ne pas obtenir de place sur la liste ou d'en être rayé. Le respect des obligations prévues à l'alinéa 3 permet donc aux institutions d'accroître leurs chances d'être répertoriées.

Fournisseurs de prestations cantonaux

Centres hospitaliers régionaux (CHR)

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales (art. 19–30)

Article 19 (Forme juridique)

L'alinéa 1 reprend l'article 37 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

La forme juridique de droit privé des CHR (cf. art. 37 de l'ancienne loi) s'est révélée satisfaisante. Les CHR continuent à être gérés comme des sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO, partant comme des organisations juridiquement autonomes. Cette caractéristique correspond à l'objectif avoué d'assurer dans la mesure du possible une marge de manœuvre entrepreneuriale suffisante.

Le fait qu'elle repose sur une structure de capital facilement divisible et transmissible, assortie de droits de participation, est un atout majeur.

Alinéa 2

Comme jusqu'à présent, il incombe au Conseil-exécutif d'aménager les CHR en sociétés anonymes et de garantir la participation du canton à ces dernières. Il est autorisé notamment à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes, à y prendre des participations ou à les vendre.

Dorénavant, la liquidation des sociétés anonymes ne reviendra pas au Conseil-exécutif, mais aux actionnaires lors de l'assemblée générale. Conformément à l'article 740, alinéa 1 CO, il incombe au conseil d'administration ou aux liquidateurs désignés par l'assemblée générale de liquider la société dissoute.

La compétence du Conseil-exécutif en matière de regroupement d'une société anonyme et d'une autre société est réglée explicitement. Les fusions qui ne sont pas soumises à une décision lors de l'assemblée générale sont possibles selon les articles 23 ss (fusion simplifiée de sociétés de capitaux) de la loi fédérale sur la fusion (LFus). L'article 24 LSH prévoit que le regroupement d'un CHR avec un ou plusieurs CHR ou avec un ou plusieurs fournisseurs de prestations est soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

La décision inverse, soit la scission de sociétés (art. 29 ss LFus), relève de la compétence de l'assemble générale, partant du Conseil-exécutif. Un CHR peut être divisé en deux ou plusieurs sociétés.

Article 20 (Organisation)

Cette disposition reprend l'article 38 de l'ancienne loi.

L'article réaffirme ce qui est en soi une évidence, à savoir que l'organisation des CHR est régie par le CO et par les statuts. Les articles 620 ss CO contiennent une réglementation complète applicable aux sociétés anonymes, qui peut en partie être adaptée aux circonstances concrètes. Dans la mesure du souhaitable et du possible, il convient de régler les détails dans les statuts de la société. Le canton doit veiller en particulier à ce que le but de la société soit ancré dans ces derniers, y compris son affectation à un but de service public.

Article 21 (Participation)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 36 de l'ancienne loi.

Alinéas 1 et 2

Ces dispositions reprennent les alinéas 1 et 2 de l'article 36 de l'ancienne loi.

Alinéa 3

La possibilité offerte par cet alinéa est élargie de deux autres possibilités par rapport à l'alinéa 3 de l'article 36 de l'ancienne loi. Dorénavant, il peut être dérogé au principe de la participation majoritaire du canton non seulement lorsque celui-ci forme avec d'autres collectivités publiques au moins un groupe détenant la majorité du capital et des voix de l'institution, mais également lorsqu'il forme un tel groupe avec des institutions aux mains des pouvoirs publics ou lorsque cela est nécessaire pour garantir une couverture en soins appropriée. Cette disposition plus large, qui donne au

Conseil-exécutif la marge de manœuvre nécessaire pour réagir à l'évolution du contexte hospitalier ou des fournisseurs de prestations, pourra en particulier s'appliquer en vue du regroupement visé de l'Hôpital de l'Ile et de Spital Netz Bern AG.

Article 22 (Exercice des droits de participation; 1. Généralités)

Cette disposition reprend l'article 39 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Le canton est actionnaire majoritaire des CHR et, de ce fait, premier propriétaire de ces derniers. Vu que des fonds publics sont engagés, il est tenu de défendre et de faire respecter ses intérêts de propriétaire auprès des CHR. Le canton exerce les droits (et assume les devoirs) qui lui incombent à l'égard de la société anonyme en sa qualité d'actionnaire. Il s'agit essentiellement du droit de participer à l'assemblée générale, siège des décisions les plus importantes concernant la société (p. ex. définition de son but, choix du conseil d'administration, etc.). Le canton en tant qu'actionnaire est représenté par le Conseil-exécutif. Ce dernier n'a pas à assumer ce rôle personnellement, mais doit veiller à déléguer un représentant à l'assemblée générale pour faire valoir ses décisions (cf. commentaire ci-dessous).

Alinéa 2

Il n'est pas indispensable que le Conseil-exécutif assume lui-même les droits de participation. Il peut en déléguer l'exercice à une ou plusieurs Directions. Il en réglera les modalités au cas par cas par arrêté.

Alinéa 3

Le canton étant en principe actionnaire majoritaire des organisations dans lesquelles il détient une participation, il a une influence prépondérante sur la composition du conseil d'administration. Il s'engage à tenir compte de manière appropriée des intérêts régionaux lors de la désignation des membres du conseil d'administration. Comme c'était le cas auparavant, les membres de conseil d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

Alinéa 4

Les comptes des sociétés anonymes sont contrôlés par des services de révision prescrits par la loi. La surveillance du Contrôle des finances est à cet égard subsidiaire et limitée. Ses prérogatives sont déterminées par la LCCF. Le contrôle porte avant tout sur l'évaluation et le contrôle des risques que la participation du canton peut faire peser sur les finances publiques.

Article 23 (2. Stratégie de propriétaire)

Il reprend l'article 94, alinéa 1 de l'ancienne OSH, selon lequel le Conseil-exécutif édicte des consignes pour l'exercice des droits de participation (stratégie de propriétaire). Ce nouvel alinéa permet de mieux ancrer la stratégie de propriétaire dans la LSH.

Article 24 (3. Regroupement)

Il faut s'attendre à ce que la question du regroupement d'un CHR avec d'autres CHR ou fournisseurs de prestations se pose. Concernant le Spital Netz Bern AG, cela pourrait être prochainement le cas compte tenu du projet en cours avec l'Hôpital de l'Ile. Selon la LFus, il existe des situations pour lesquelles la décision de fusion n'est pas prise par l'assemblée générale, soit les actionnaires, mais par le conseil d'administration. Il en va ainsi notamment pour les sociétés aux actionnaires identiques (art. 23 ss LFus). Pour sauvegarder le rôle du canton dans le processus de pilotage, les regroupements sont soumis à l'approbation du Conseil-exécutif. Celui-ci peut les interdire s'ils vont à l'encontre des intérêts cantonaux ou régionaux primordiaux. Il peut s'agir de fusions au sens technique du terme ainsi que de tous les regroupements imaginables (effectifs, économiques, etc.), par exemple la reprise de la participation majoritaire d'un fournisseur de prestations par un CHR ou la subordination d'un CHR et d'un autre fournisseur de prestations à une seule direction.

Article 25 (Indépendance dans la gestion)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 40 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Comme auparavant, les CHR sont responsables de leur gestion opérationnelle. Le nouveau système de financement prescrit par la LAMal rend le contrat de prestations caduc. La mention «dans les limites des dispositions contractuelles convenues» à l'article 40, alinéa 1 de l'ancienne loi est donc supprimée.

Alinéa 2

Cette disposition reprend l'alinéa 2 de l'article 40 de l'ancienne loi. Le canton reste tenu de laisser aux CHR la marge de manœuvre appropriée. En particulier des libertés de manœuvre qui vont à l'encontre des intérêts globaux du canton ne sont pas justifiées quant au fond.

Alinéa 3

Cette disposition reprend l'alinéa 3 de l'article 40 de l'ancienne loi: la liberté accordée aux CHR va de pair avec le devoir d'en faire un bon usage dans l'exploitation.

Article 26 (Autres tâches et activités)

Cette disposition reprend dans les grandes lignes l'article 10, alinéas 2 et 3 et l'article 35, alinéa 3 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Au besoin, les CHR peuvent se voir confier par voie de contrat de prestations, outre des mandats de prestations selon la liste des hôpitaux (cf. art. 17 LSH), d'autres tâches n'entrant pas dans le champ d'application de la LSH tels que les services de planning familial.

Alinéa 2

Outre les mandats de prestations qui lui sont attribués selon la liste des hôpitaux et les tâches qui lui sont confiées par contrat de prestations, un CHR peut notamment exercer d'autres tâches si celles-ci sont matériellement proches de son domaine d'activité principal. Il est renoncé à la condition supplémentaire posée à l'article 35, alinéa 3, lettre b de l'ancienne loi, selon laquelle l'organisme responsable doit en assumer l'entière responsabilité. Cette disposition devait permettre d'éviter que le canton soit responsable en vertu de la loi sur le personnel (responsabilité de l'Etat). Or, au vu de la participation majoritaire du canton aux CHR en vertu de l'article 21 LSH, le canton constitue lui-même l'organisme responsable principal. Cela signifie qu'il devrait approuver toute activité et de plus en assumer l'entière responsabilité, ce qui n'est ni judicieux ni réalisable.

Article 27 (Holding suprarégionale; 1. Forme juridique et dispositions applicables)

En vertu de l'article 19, alinéa 2, le Conseil-exécutif a la possibilité de fusionner deux ou plusieurs CHR. Si cette mesure lui paraît trop radicale, il a la possibilité de regrouper deux ou plusieurs CHR en une holding hospitalière suprarégionale dont le canton détient au moins la majorité des voix et du capital. Les CHR deviennent des filiales de cette holding.

Alinéa 1

En complément aux possibilités offertes par l'article 19, alinéa 2, le Conseil-exécutif peut transférer les actions de deux ou plusieurs CHR à une holding hospitalière. Le canton participe ainsi seulement indirectement aux CHR.

Alinéa 2

La holding hospitalière est gérée comme les CHR sous forme de société anonyme de droit privé. Cette forme juridique se prête parfaitement à une société holding. A l'instar de ces CHR, elle poursuit un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

Alinéa 3

Les dispositions relatives aux possibilités d'adaptation (art. 19, al. 2), à l'organisation (art. 20), à la participation du canton (art. 21), à l'exercice des droits de participation (art. 22 et 23), au regroupement (art. 24), à l'indépendance dans la gestion (art. 25) valables pour les CHR auxquels le canton participe directement, sont applicables à la holding hospitalière par analogie. Il est renvoyé aux commentaires de ces articles.

Alinéa 4

Les dispositions valables pour les CHR auxquels le canton participe directement ne sont pas toutes applicables aux CHR appartenant à la holding hospitalière. Compte tenu de la participation indirecte du canton, diverses réglementations figurent aux articles 28 à 30, en fonction de la structure, et certaines dispositions disparaissent complètement. Les dispositions relatives à la forme juridique (art. 19, al. 1), à l'organisation (art. 20), au regroupement (art. 24), aux autres tâches et activités (art. 26) restent applicables aux CHR regroupés dans la holding hospitalière.

Article 28 (2. Participation de la holding hospitalière aux CHR)

Cette disposition régit la participation de la holding hospitalière aux CHR. Elle reprend dans les grandes lignes l'article 36 de l'ancienne loi.

Alinéas 1 et 2

Comme pour le canton à l'égard des CHR ou de la holding hospitalière (art. 21, al. 1 et 2, art. 27, al. 3 en corrélation avec art. 21, al. 1 et 2), la loi prescrit que la holding hospitalière participe aux CHR désignés par le Conseil-exécutif selon l'article 27, alinéa 1 et détient la majorité du capital et des voix. Les avantages se font sentir lorsque la holding hospitalière peut exercer une influence stratégique et en partie aussi opérationnelle décisive sur les CHR.

Alinéa 3

Comme auparavant ainsi qu'en cas de participation directe du canton aux CHR, il peut être toutefois dérogé au principe de la participation majoritaire dans des cas exceptionnels justifiés. Cette dérogation est élargie par rapport à l'article 36, alinéa 3 de l'ancienne loi. Elle est désormais possible lorsque la holding hospitalière forme un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix, non seulement avec d'autres collectivités publiques mais aussi avec des institutions aux mains des pouvoirs publics ou pour garantir une couverture en soins appropriée. Cette mesure dérogatoire radicale est toutefois soumise à l'approbation du Conseil-exécutif. Le conseil d'administration de la holding ne peut donc pas décider librement de renoncer à la participation majoritaire. Ces possibilités supplémentaires confèrent à la holding hospitalière ou au Conseil-exécutif la souplesse nécessaire pour réagir aux changements survenant dans l'environnement hospitalier ou auprès des fournisseurs de prestations.

Article 29 (3. Exercice des droits de participation)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 39, alinéa 3 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les CHR sont responsables de leur gestion au sein de la holding (cf. art. 30, al. 1). La holding hospitalière étant en principe actionnaire majoritaire des organisations dans lesquelles elle détient une participation, elle a une influence prépondérante sur la composition du conseil d'administration. Le conseil d'administration de la holding est chargé de mettre en œuvre les intérêts et les stratégies du canton. Les intérêts régionaux prépondérants revêtent toutefois aussi une importance primordiale pour les CHR. La holding hospitalière doit donc tenir compte de manière appropriée des intérêts régionaux lors de la désignation des membres du conseil d'administration.

Alinéa 2

Comme auparavant, les membres de conseil d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

Article 30 (4. Indépendance dans la gestion)

Cette disposition reprend, dans les grandes lignes, l'article 40 de l'ancienne loi. Elle porte sur le fait d'assurer progressivement l'indépendance dans la gestion d'une part pour la holding hospitalière, d'autre part pour les CHR. Les dispositions valables pour les CHR, auxquels le canton participe directement, s'appliquent à la holding hospitalière par analogie (cf. renvoi à l'art. 25 figurant à l'art. 27, al. 3). En complément, le présent article règle l'indépendance accordée aux CHR en matière de gestion au sein de la holding.

Alinéa 1

Les dispositions valables pour les CHR auxquels le canton participe directement s'appliquent à la holding hospitalière par analogie (renvoi à l'art. 27, al. 3 en corrélation avec art. 25, al. 1). Il en va de même pour les CHR qui doivent toutefois tolérer certaines interventions de la holding hospitalière. Les avantages de cette dernière se font sentir uniquement si elle peut se développer et s'imposer à l'échelle suprarégionale. Il s'agit notamment de supprimer les doubles emplois et les surcapacités, des coopérations entre CHR, de réglementer la fourniture des prestations hospitalières suprarégionales de manière centralisée, des mesures visant à exploiter les synergies et à optimiser les processus, de concentrer les investissements.

Alinéa 2

Cette disposition reprend l'article 40, alinéa 2 de l'ancienne loi. A l'instar du canton à l'égard de la holding hospitalière (art. 27, al. 3 en corrélation avec art. 25, al. 2), celle-ci est tenue d'accorder aux CHR la marge de manœuvre adéquate et conforme au droit. Ne sont pas justifiées quant au fond les marges de manœuvre qui vont à l'encontre des intérêts globaux du canton ou de la dimension suprarégionale de la holding.

Alinéa 3

Cette disposition reprend l'article 40, alinéa 3 de l'ancienne loi. Comme la holding hospitalière (art. 27, al. 3 en corrélation avec art. 25, al. 3), les CHR doivent mettre à profit leur marge de manœuvre.

Variante CHR comme holding (art. 19–28)

Article 19 (Forme juridique et structure)

Cette disposition reprend, en ce qui concerne la forme juridique des CHR, l'article 37 de l'ancienne loi. La nouveauté réside dans la création d'une holding cantonale responsable de gérer les CHR en tant que filiales.

Alinéa 1

La forme juridique de droit privé des CHR s'est révélée satisfaisante (art. 37 de l'ancienne loi). Les CHR continuent à être gérés comme des sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO, partant comme des organisations juridiquement autonomes. Cette caractéristique correspond à l'objectif avoué d'assurer dans la mesure du possible une marge de manœuvre entrepreneuriale suffisante.

Le fait qu'elle repose sur une structure de capital facilement divisible et transmissible, assortie de droits de participation, est un atout majeur.

Alinéa 2

Les actions des CHR, dont le canton était jusqu'alors le seul détenteur, à l'exception d'une participation d'un tiers revenant au Centre hospitalier de Bienne, sont dorénavant détenues par une holding hospitalière cantonale. Le canton ne participe qu'indirectement aux CHR par le biais de la holding hospitalière (exceptions cf. art. 22, al. 4).

La holding hospitalière est gérée sous forme de société anonyme de droit privé. Cette forme juridique se prête parfaitement à une holding.

Alinéa 3

Les CHR SA et la holding hospitalière poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts, ce qui correspond à l'ancienne organisation des CHR.

Alinéa 4

L'aménagement de la holding hospitalière en société anonyme et la garantie de la participation du canton relève de la compétence du Conseil-exécutif. Il en va de même pour les CHR auxquels le canton participe directement et non indirectement par le biais d'une holding (cf. art. 22, al. 4). Le Conseil-exécutif peut fonder, dissoudre, diviser ou fusionner des sociétés anonymes ou y prendre des participations ou les vendre.

Dorénavant, la liquidation des sociétés anonymes ne reviendra pas au Conseil-exécutif, mais aux actionnaires. La décision sera prise lors de l'assemblée générale. Conformément à l'article 740, alinéa 1 CO, il incombe au conseil d'administration ou aux liquidateurs désignés par l'assemblée générale de liquider la société dissoute.

La compétence du Conseil-exécutif en matière de regroupement d'une société anonyme et d'une autre société est réglée explicitement. Le Conseil-exécutif n'est donc plus compétent en la matière du point de vue du droit des sociétés, comme il ne participe pas directement aux CHR. Afin d'assurer au canton une certaine influence à ce sujet (il lui revient notamment de désigner les CHR, cf. art. 16, al. 1), l'article 26 énonce l'obligation de soumettre à l'approbation du Conseil-exécutif le regroupement d'un CHR avec un ou plusieurs CHR ou un ou plusieurs fournisseurs de prestations.

La décision du processus inverse, soit la scission de sociétés (art. 29 ss LFus), relève de la compétence de l'assemble générale, partant du Conseil-exécutif. Un CHR peut être divisé en deux ou plusieurs sociétés.

Article 20 (Organisation)

Cette disposition reprend l'article 38 de l'ancienne loi en l'élargissant à la holding hospitalière.

L'article réaffirme ce qui est en soi une évidence, à savoir que l'organisation des CHR est régie par le Code des obligations et par les statuts. Les articles 620 ss CO contiennent une réglementation complète applicable aux sociétés anonymes, qui peut en partie être adaptée aux circonstances concrètes. Dans la mesure du souhaitable et du possible, il convient de régler les détails dans les statuts de la société.

Article 21 (Participation; 1. Canton)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 36 de l'ancienne loi en ce qui concerne la participation du canton. Dès lors, elle ne se réfère plus aux CHR, mais à la holding hospitalière.

Alinéas 1 et 2

Par analogie à l'article 36 de l'ancienne loi, le canton détient au moins la majorité du capital et des voix de la holding hospitalière. Il n'est plus possible de déroger aux modalités comme cela était prévu pour la participation directe du canton aux CHR. Il va de soi que le canton n'est pas prêt à assumer le risque d'entrepreneur et les risques financiers sans pouvoir exercer une influence stratégique suffisante en tant qu'actionnaire majoritaire. Dans des cas exceptionnels, une participation minoritaire est néanmoins toujours possible dans le cas d'une participation directe du canton à un CHR (cf. art. 22, al. 4 en corrélation avec al. 3) ou de la participation de la holding hospitalière aux CHR (cf. art. 22, al. 3).

Article 22 (2. Holding hospitalière)

Cette disposition règlemente la participation de la holding hospitalière aux CHR. Elle reprend dans les grandes lignes l'article 36 de l'ancienne loi (réglementation de la participation du canton aux CHR).

Alinéas 1 et 2

Par analogie à l'article 36 de l'ancienne loi, la holding hospitalière détient au moins la majorité du capital et des voix des CHR. Les avantages se font sentir lorsque la holding hospitalière peut exercer une influence stratégique et en partie aussi opérationnelle sur les CHR.

Alinéa 3

La possibilité offerte par cet alinéa est élargie de deux autres par rapport à l'alinéa 3 de l'article 36 de l'ancienne loi. Dorénavant, dans des cas exceptionnels, il peut être également dérogé au principe de la participation majoritaire de la holding hospitalière lorsque celle-ci forme avec des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

Cette mesure dérogatoire radicale est toutefois soumise à l'approbation du Conseil-exécutif. Le conseil d'administration de la holding ne peut donc pas décider librement de renoncer à la participation majoritaire. Ces possibilités supplémentaires confèrent à la holding hospitalière ou au Conseil-exécutif la souplesse nécessaire pour réagir aux changements survenant dans l'environnement hospitalier ou auprès des fournisseurs de prestations, notamment compte tenu de l'organisation judicieuse du regroupement prévu de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG. Cette mesure dérogatoire existe aussi pour le canton de Berne lorsqu'il participe exceptionnellement directement à un CHR (cf. al. 4).

Alinéa 4

Dans des cas justifiés, le Conseil-exécutif peut renoncer à la participation de la holding hospitalière à un CHR. En pareil cas, le canton doit participer directement ou indirectement à ce dernier. Il y a notamment participation indirecte lorsque le canton participe à la société mère d'un CHR. Selon l'organisation finale du regroupement de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG, cette disposition laisse la souplesse requise au Conseil-exécutif. Dans le cas de participation directe ou indirecte du canton à un CHR, les dispositions des alinéas 1 à 3 sont applicables par analogie. Le canton peut déroger à une participation majoritaire uniquement dans des cas exceptionnels justifiés.

Article 23 (Exercice des droits de participation; 1. A l'égard de la holding hospitalière)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 39 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Le canton est actionnaire majoritaire de la holding hospitalière et, de ce fait, premier propriétaire de cette dernière. Vu que des fonds publics sont engagés, il est tenu de défendre et de faire respecter ses intérêts de propriétaire auprès de la holding. Le canton exerce les droits (et assume les devoirs) qui lui incombent à l'égard de la société anonyme en sa qualité d'actionnaire. Il s'agit essentiellement du droit de participer à l'assemblée générale, siège des décisions les plus importantes concernant la société (p. ex. détermination de son but, choix du conseil d'administration, etc.). Le canton en tant qu'actionnaire est représenté par le Conseil-exécutif. Ce dernier n'a pas à assumer ce rôle personnellement, mais doit veiller à déléguer un représentant à l'assemblée générale pour faire valoir ses décisions (cf. commentaire ci-dessous). La même réglementation est valable pour la participation directe ou indirecte du canton aux CHR, conformément à l'article 22, alinéa 4.

Alinéa 2

Il n'est pas indispensable que le Conseil-exécutif assume lui-même les droits de participation. Il peut en déléguer l'exercice à une ou plusieurs Directions. Il en réglera les modalités au cas par cas par arrêté.

Alinéa 3

Le canton étant en principe actionnaire majoritaire de la holding hospitalière dans laquelle il détient une participation, il a une influence prépondérante sur la composition du conseil d'administration. Comme auparavant, les membres de conseil d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale. Il n'est plus prévu de tenir compte de manière appropriée des intérêts régionaux lors de la désignation des membres du conseil d'administration. Ce dernier est chargé de mettre en œuvre les intérêts et les stratégies du canton. Cette mission serait très difficile, voire impossible si le conseil d'administration était composé de représentants régionaux, car il devrait comprendre des représentantes et représentants de toutes les régions hospitalières. Et cela exigerait la mise en place d'un organe anormalement grand et compliquerait la prise de décision en son sein. La holding hospitalière doit néanmoins prendre en considération de manière appropriée les intérêts régionaux lors de la désignation des conseils d'administration des CHR (cf. art. 24, al.1).

Alinéa 4

Cette disposition reprend l'alinéa 4 de l'article 39 de l'ancienne loi.

Les comptes des sociétés anonymes sont contrôlés par des services de révision prescrits par le droit des sociétés. La surveillance du Contrôle des finances est à cet égard subsidiaire et limitée. Ses prérogatives sont déterminées par la LCCF. Le contrôle porte avant tout sur l'évaluation et le contrôle des risques que la participation du canton peut faire peser sur les finances publiques.

Article 24 (2. A l'égard des CHR)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 39, alinéa 3 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les CHR sont responsables de leur gestion au sein de la holding (cf. art. 27, al. 1). La holding hospitalière étant actionnaire majoritaire des CHR, elle a une influence prépondérante sur la composition du conseil d'administration. Le conseil d'administration de la holding hospitalière est chargé de mettre en œuvre les intérêts et les stratégies du canton. Les intérêts régionaux essentiels sont toutefois primordiaux pour les CHR. La holding hospitalière est donc obligée d'en tenir compte lors de la désignation des conseils d'administration des CHR.

Alinéa 2

Les membres des conseils d'administration des CHR SA ne peuvent pas, comme jusqu'alors, faire partie de l'administration cantonale.

Article 25 (3. Stratégie de propriétaire)

Il reprend l'article 94, alinéa 1 de l'ancienne ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH), selon lequel le Conseil-exécutif édicte des consignes pour l'exercice des droits de participation (stratégie de propriétaire). Ce nouvel alinéa permet de mieux ancrer la stratégie de propriétaire dans la LSH.

La stratégie de propriétaire se réfère quant à la forme à la holding hospitalière et à d'autres participations éventuelles du canton. Quant au fond, elle part toutefois du point de vue d'un groupe de sociétés et comprend donc des consignes compte tenu de l'orientation stratégique des CHR.

Article 26 (Regroupement)

Il faut s'attendre à ce que la question du regroupement d'un CHR avec d'autres CHR ou fournisseurs de prestations se pose tôt ou tard. Cette décision ressortit selon le droit des sociétés à l'assemblée générale ou, selon la situation, aux conseils d'administration des sociétés désirant fusionner. Etant donné que le canton ne participe pas en principe directement aux CHR, il ne peut pas, sur le plan du droit civil, exercer une influence en matière de regroupement. Afin de sauvegarder le rôle du canton dans le processus de pilotage, les regroupements sont soumis à l'approbation du Conseil-exécutif, indépendamment de la participation du canton en tant qu'actionnaire. Cela signifie que le gouvernement cantonal peut interdire un regroupement qui irait, par exemple, à l'encontre d'intérêts cantonaux ou régionaux primordiaux. Il peut s'agir de fusions au sens technique du terme ainsi que d'autres regroupements imaginables (effectifs, économiques, etc.), par exemple la reprise de la participation majoritaire d'un fournisseur de prestations par un CHR ou la subordination d'un CHR et d'un autre fournisseur de prestations à une seule direction.

Article 27 (Indépendance dans la gestion)

Cette disposition reprend dans les grandes lignes l'article 40 de l'ancienne loi. La nouveauté réside dans le fait de garantir progressivement l'indépendance dans la gestion à la holding hospitalière d'une part et aux CHR d'autre part.

Alinéa 1

Comme c'était auparavant le cas pour les CHR, la holding hospitalière est responsable de sa gestion opérationnelle. Il en va de même pour les CHR qui doivent toutefois accepter l'intervention de la holding hospitalière dans certaines situations. Les avantages d'une structure centralisée telle que la holding hospitalière se font sentir lorsqu'elle est à même d'agir dans une perspective cantonale, tout en tenant compte des spécificités et des besoins régionaux. Il s'agit notamment de supprimer les doubles emplois et les surcapacités, des coopérations entre CHR, de réglementer la fourniture des prestations hospitalières suprarégionales de manière centralisée, des mesures visant à exploiter les synergies et à optimiser les processus, de concentrer les investissements.

Le nouveau système de financement prescrit par la LAMal rend le contrat de prestations caduc. La mention «dans les limites des dispositions contractuelles convenues» à l'article 40, alinéa 1 de l'ancienne loi est donc supprimée.

Alinéa 2

Cette disposition reprend entièrement l'alinéa 2 de l'article 40 de l'ancienne loi. Le canton reste tenu de laisser à la holding hospitalière, tout comme celle-ci à l'égard des CHR, la marge de manœuvre appropriée. Ne sont pas justifiées les marges de manœuvre qui vont à l'encontre des intérêts globaux du canton.

Alinéa 3

Cette disposition correspond entièrement à l'alinéa 3 de l'article 40 de l'ancienne loi: la liberté accordée à la holding hospitalière et aux CHR va de pair avec le devoir d'en faire un bon usage dans l'exploitation.

Article 28 (Autres tâches et activités)

Cette disposition reprend dans les grandes lignes l'article 10, alinéas 2 et 3 et l'article 35, alinéa 3 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Au besoin, les CHR peuvent se voir confier par voie de contrat de prestations, en plus des mandats de prestations attribués selon la liste des hôpitaux (cf. art. 17 LSH), d'autres tâches n'entrant pas dans le champ d'application de la LSH tels que les services de planning familial.

Alinéa 2

Outre les mandats de prestations qui lui sont attribués selon la liste des hôpitaux et les tâches qui lui sont confiées par contrat de prestations, un CHR peut notamment exercer d'autres tâches si celles-ci sont matériellement proches de son domaine d'activité principal. Il est renoncé à la condition supplémentaire posée à l'article 35, alinéa 3, lettre *b* de l'ancienne loi, selon laquelle l'organisme responsable doit en assumer l'entière responsabilité. Cette disposition devait permettre d'éviter que le canton ne soit responsable en vertu de la loi sur le personnel (responsabilité de l'Etat). Or, au vu de la participation majoritaire de la holding hospitalière aux CHR en vertu de l'article 21 LSH, il s'agit en l'occurrence d'une société dans laquelle le canton est de nouveau l'actionnaire majoritaire. Cela signifie que la holding hospitalière, partant le canton, devrait assumer l'entière responsabilité des activités en question, ce qui n'est ni judicieux ni réalisable.

Services psychiatriques régionaux (SPR)

Variante SPR comme société anonyme

Article 31 (Forme juridique)

Une commission du Grand Conseil et ce dernier ont affirmé clairement que les institutions psychiatriques cantonales et les Services psychiatriques universitaires ne doivent plus être gérés comme des unités administratives assimilées, mais qu'ils doivent être délocalisés et gérés sous la forme d'une société anonyme de droit privé. Par ailleurs, le Grand Conseil prévoit un regroupement du CPM et des SPU. Les travaux de réorganisation prendront deux à trois ans. La planification permettra de voir quelles institutions vont participer à la future couverture des soins psychiatriques et de quelle manière. La création de SPR englobant les institutions psychiatriques cantonales actuelles servira de cadre. Comme pour les CHR, la forme juridique envisagée est la société anonyme selon les articles 620 ss CO.

Alinéas 1 et 2

La forme juridique des SPR est, comme pour les CHR, la société anonyme selon les articles 620 ss CO. La réglementation correspond à celle des CHR à l'article 19. Conformément à la motion Brand (186/2012), on vise la création d'une société anonyme regroupant le CPM et les SPU. Cela permettrait à la société anonyme d'être à la fois un SPR et un hôpital universitaire.

Les SPJBB doivent être transformés en société anonyme à part.

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales

Article 32 (Dispositions applicables)

Sont applicables par analogie aux SPR en tant que sociétés anonymes quant à l'organisation, à la participation du canton, à l'exercice des droits de participation, à la stratégie de propriétaire, au regroupement, à l'indépendance dans la gestion, aux autres tâches et activités, les articles 20 à 26.

Variante CHR comme holding

Article 30 (Dispositions applicables)

Sont applicables par analogie aux SPR en tant que sociétés anonymes quant à l'organisation, à la participation du canton, à l'exercice des droits de participation, à la stratégie de propriétaire, au regroupement, à l'indépendance dans la gestion, aux autres tâches et activités, les articles 20 à 28.

Variante SPR comme institution autonome de droit public

Article 31 (Forme juridique)

Contrairement à la société anonyme pour laquelle le législateur peut s'appuyer sur les règles détaillées du droit privé, l'établissement de droit public doit être défini par la loi, notamment les éléments suivants: fondation, description des tâches, organisation (structure, organes, élection et composition des organes, compétences), instruments de direction, principes d'entreprise, financement, situation juridique par rapport aux organes et au personnel, rapports avec le canton, droits et obligations à l'égard de tiers, domaines transversaux (droit d'acquisition, protection des données, responsabilité de l'Etat, p. ex.). Des exemples d'établissements de droit public se trouvent dans les législations sur les universités, les hautes écoles spécialisées et l'assurance immobilière.

Cet article énonce seulement que les SPR doivent être gérés comme des établissements de droit public. Une législation à part s'impose pour la création et l'organisation de telles institutions. Des précisions peuvent être intégrées ultérieurement dans la LSH.

Hôpitaux universitaires

Article 33 (Tâches)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 12, alinéa 1 et l'article 14, alinéas 1 et 2 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les hôpitaux universitaires remplissent deux tâches principales: ils assument d'une part la fonction de centres médicaux pour l'ensemble du canton en fournissant des prestations de la médecine de pointe. D'autre part, ils sont compétents pour fournir les prestations relevant de l'enseignement et de la recherche qui leur sont déléguées par l'Université.

La médecine de pointe (niveau tertiaire) comprend notamment des interventions et des traitements particulièrement complexes et coûteux, qui requièrent des équipements novateurs et du personnel spécialisé. Eu égard à leur très haute spécialisation et aux coûts parfois extrêmement élevés qu'elles occasionnent, il est évident du point de vue tant médical qu'économique que ces prestations hospitalières ne peuvent être fournies que de manière centralisée. Dans le canton de Berne, de telles prestations sont assurées uniquement par les hôpitaux universitaires. Compte tenu de la CIMHS, elles peuvent être également fournies par les hôpitaux universitaires d'autres cantons.

La Division cellulaire de l'Hôpital de l'Ile fournit des prestations pour lesquelles, du point de vue médical, aucun hôpital universitaire n'est requis. Néanmoins, il est préférable de les centraliser étant donné qu'un dispositif de sécurité particulier doit être prévu pour l'exécution des peines et des mesures.

Alinéa 2

Les hôpitaux universitaires fournissent des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche (principalement dans le domaine médical) en faveur de l'Université de Berne. Certes, la Faculté de médecine fait partie intégrante de l'Université, mais celle-ci dépend dans une large mesure des hôpitaux universitaires pour assurer l'enseignement et la recherche dans le domaine médical. De leur côté, les hôpitaux universitaires profitent, en leur qualité de centres médicaux, de leurs liens étroits avec l'Université.

Alinéa 3

Les hôpitaux universitaires sont actifs avant tout dans le domaine de la médecine de pointe. Afin qu'un hôpital universitaire puisse assumer parfaitement son mandat de formation et de recherche qui lui est confié par l'Université, il doit pouvoir fournir des prestations de soins de base. Il est en outre possible que les hôpitaux universitaires doivent aussi proposer des prestations de soins de base pour assurer la couverture des besoins. Cet alinéa prévoit cette possibilité uniquement si cela est nécessaire et rentable pour la formation, l'enseignement, la recherche ou la couverture des besoins.

Alinéa 4

Les hôpitaux universitaires peuvent également se voir attribuer d'autres tâches en fonction des besoins et de leurs capacités par voie de contrat de prestations.

Alinéa 5

Les hôpitaux universitaires peuvent également fournir des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de tiers (p. ex. d'autres universités) si le besoin existe. Pour ce faire, ils doivent cependant respecter deux conditions: d'une part, les coûts de ces prestations doivent être couverts – elles ne doivent pas être financées par le canton de Berne – et, d'autre part, cette activité ne doit pas les empêcher d'honorer leurs engagements envers l'Université de Berne (enseignement et recherche) et le canton (prestations hospitalières). Les hôpitaux universitaires ont une mission importante à remplir en faveur de la population et la fourniture des prestations hospitalières est prioritaire au même titre que les tâches universitaires.

Article 34 (Hôpitaux universitaires)

Cette disposition reprend l'article 42, alinéa 1 et à l'article 43 de l'ancienne loi.

Elle désigne l'Hôpital de l'Ile et les SPU de Berne comme hôpitaux universitaires, car aucune autre institution ne pourrait prétendre aujourd'hui de manière réaliste au statut de centre médical à même de remplir toutes les tâches d'un hôpital universitaire dans le canton de Berne. La Fondation de l'Hôpital de l'Ile assume la direction et la responsabilité de l'établissement. La désignation de l'Hôpital de l'Ile comme hôpital universitaire implique que la direction et l'exploitation de l'établissement sont confiées à la fondation, qui est tenue de les assumer elle-même.

L'hôpital psychiatrique universitaire est lui aussi directement désigné dans la loi, puisque ce statut est attribué dans la présente disposition aux SPU, qui sont donc soumis aux dispositions régissant les hôpitaux universitaires.

Article 35 (Contrat avec l'Hôpital de l'Ile)

Du point de vue économique, l'Hôpital de l'Ile a été mis sur pied grâce à des fonds publics et dépend aujourd'hui encore pour une bonne part du financement assuré par le canton. Il en résulte que le canton a pratiquement un statut de propriétaire vis-à-vis de l'Hôpital de l'Ile. L'article 73, alinéa 1 de l'ancienne ordonnance (OSH) prévoyait que le Conseil-exécutif conclut avec ce dernier une convention réglant la direction, l'organisation et les conditions de propriété de l'hôpital (l'actuel contrat date du 13 décembre 2007). Compte tenu du fait qu'il s'agit d'un contrat de droit public et que de tels contrats doivent se fonder sur une base légale (art. 49 LPJA), cette disposition doit être fixée au niveau de la loi.

La présente disposition prévoit donc que le Conseil-exécutif et l'organe compétent de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile concluent une convention réglant la direction, l'organisation et les conditions de propriété de l'hôpital ainsi que la présentation d'un rapport par le Conseil d'administration de la fondation au gouvernement. Etant donné que la Fondation de l'Hôpital de l'Ile est une fondation au sens des articles 80 ss du Code civil suisse (CC), sa direction et son organisation ne sont réglées que dans la mesure où cela est dans l'intérêt du canton; pour le reste, la fondation est autonome en matière de décision. De la même façon, les conditions de propriété sont réglementées pour autant que les immeubles sont utilisés pour des prestations hospitalières au sens de la LSH ou qu'ils sont cofinancés par le canton à cet effet; les immeubles n'étant pas concernés par le champ d'application ne le sont pas non plus par la réglementation des conditions de propriété dans le contrat.

Il convient de rappeler que les biens-fonds exploités par l'Hôpital de l'Ile appartiennent à sa fondation, sauf dans quelques cas où le canton est propriétaire. En cas de cessation du contrat avec l'Hôpital de l'Ile due à des circonstances particulières, les conditions de propriété seraient adaptées à la nouvelle donne. La Fondation de l'Hôpital de l'Ile accorderait au canton un droit de superficie contre indemnisation pour les bâtiments situés sur ses biens-fonds qui sont utilisés pour des prestations hospitalières au sens de la LSH. Les bâtiments financés par le canton passeraient au canton sans dédommagement. Quant aux bâtiments situés sur des biens-fonds du canton pour lesquels un droit de superficie a été accordé en faveur de la fondation, ils seraient dévolus au canton. Les bâtiments sis sur des biens-fonds du canton et financés par la fondation, quant à eux, resteraient propriété du canton, et les investissements effectués par la fondation seraient rémunérés par le canton selon des règles précises.

En vertu de l'article 75 de l'ancienne ordonnance, le conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile remet au moins une fois par année au Conseil-exécutif un rapport sur les planifications stratégiques et les dossiers de l'hôpital, les détails concernant la remise des rapports étant réglés dans le contrat conclu avec l'Hôpital de l'Ile. Le but de ce rapport est d'informer suffisamment tôt le Conseil-exécutif de la planification stratégique et des sujets de discussion de la fondation afin qu'il puisse prendre position à ce sujet. Ce point revêt une importance capitale d'autant que la planification stratégique de l'hôpital universitaire doit être adaptée normalement à celle de l'Université ou de la Faculté de médecine et qu'elle a des répercussions notables tant au plan de la construction que des finances. La Fondation de l'Hôpital de l'Ile et le Spinal Netz Bern AG ont été chargés entre-temps par le Conseil-exécutif de se regrouper dans le cadre du projet de renforcement du site médical bernois. Dorénavant, les conseils d'administration de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG fixeront leur planification stratégique dans une perspective globale. Le rapport qui doit être remis au Conseil-exécutif ne se présentera probablement plus de la même manière. Aucune précision ne sera fournie dans la loi explicitement afin de laisser au gouvernement et aux deux entreprises une marge de manœuvre suffisante. La réglementation à ce sujet est incluse dans les questions de conduite et d'organisation.

Variante SPU comme société anonyme

Article 36 (Forme juridique des SPU)

Alinéas 1 et 2

Une fois délocalisés, les SPU seront gérés comme les CHR et les SPR sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO. La réglementation correspond à celle des CHR figurant à l'article 19, alinéas 2 et 3.

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales

Article 37 (Dispositions applicables)

Sont applicables par analogie aux SPU en tant que sociétés anonymes quant à l'organisation, à la participation du canton, à l'exercice des droits de participation, à la stratégie de propriétaire, au regroupement, à l'indépendance dans la gestion, aux autres tâches et activités, les articles 20 à 26.

Variante CHR comme holding

Article 35 (Dispositions applicables)

Sont applicables par analogie aux SPU en tant que sociétés anonymes quant à l'organisation, à la participation du canton, à l'exercice des droits de participation, à la stratégie de propriétaire, au regroupement, à l'indépendance dans la gestion, aux autres tâches et activités, les articles 19 à 28.

Variante SPU comme institution de droit public

Article 36

Contrairement à la société anonyme pour laquelle le législateur peut s'appuyer sur les règles détaillées du droit privé, l'établissement de droit public doit être défini par la loi, notamment les éléments suivants: fondation, description des tâches, organisation (structure, organes, élection et composition des organes, compétences), instruments de direction, principes d'entreprise, financement, situation juridique par rapport aux organes et au personnel, rapports avec le canton, droits et obligations à l'égard de tiers, domaines transversaux (droit d'acquisition, protection des données, responsabilité de l'Etat, p. ex.). Des exemples d'établissements de droit public se trouvent dans les législations sur les universités, les hautes écoles spécialisées et l'assurance immobilière.

Cet article énonce seulement que les SPU doivent être gérés comme des institutions de droit public. Une législation spéciale s'impose pour la création et l'organisation de telles institutions. Des précisions peuvent être intégrées ultérieurement dans la LSH.

Article 38 (Enseignement et recherche)

Cette disposition reprend l'article 13, alinéas 2 à 5 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les conditions dans lesquelles les hôpitaux universitaires fournissent leurs prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de l'Université (cf. art. 33, al. 2) ne sont pas décrites dans la LSH mais dans la LUni. Son article 53 prévoit que l'Université conclut des contrats avec les hôpitaux universitaires bernois (ou avec d'autres fournisseurs de prestations) sur la délégation de tâches relevant de l'enseignement et de la recherche. Compte tenu du fait que le canton a un intérêt évident à ce que les deux institutions entretiennent des relations harmonieuses (vu que ces accords ont des conséquences financières très importantes pour lui), le Conseil-exécutif dispose du droit d'approuver les conventions passées. Il peut décider de la délégation de tâches entre l'Université et les hôpitaux universitaires si les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord.

Alinéa 2

L'expérience a montré que des droits de représentation réciproques adéquats dans les organes de direction pouvaient être très utiles pour résoudre des problèmes importants concernant les deux institutions, raison pour laquelle cet alinéa prévoit le maintien de ce principe, également pour l'hôpital psychiatrique universitaire. La situation de ce dernier étant tout à fait différente de celle de l'Hôpital de l'Ile dans ses liens avec l'Université, il est toutefois concevable d'adapter les droits de représentation à la donne. Le Conseil-exécutif édicte des dispositions d'application.

Alinéa 3

En principe, l'Université commande les prestations d'enseignement et de recherche dont elle a besoin auprès des hôpitaux universitaires bernois. Il existe entre eux un «partenariat privilégié»: bien qu'il soit possible de travailler avec des tiers, il convient de vérifier au préalable si le partenaire traditionnel est le mieux placé. Pour l'Université, ce mécanisme est ancré dans cet alinéa. Elle peut, si nécessaire, commander des prestations de l'enseignement et de la recherche dans le domaine médical auprès de fournisseurs autres que les hôpitaux universitaires bernois, pour autant qu'elle respecte certaines conditions. Il faut que les prestations soient plus avantageuses à qualité égale ou qu'elles présentent une qualité supérieure à celle proposée par les hôpitaux universitaires.

Autres organisations

Article 39

Alinéa 1

Cet alinéa reprend pour l'essentiel l'alinéa 1 de l'article 44 de l'ancienne loi.

Mis à part les CHR, les SPR et les SPU, le canton peut, si nécessaire, fonder et (faire) diriger d'autres organisations ou y prendre des participations. Il s'agit surtout de créer des organisations de services dont ont besoin les fournisseurs de prestations, par exemple pour l'exploitation commune d'infrastructures informatiques ou l'achat de matériel, etc.

Les rapports de travail de ces unités d'organisations autonomes sont fonction de la forme juridique de celles-ci. Dans le cas de sociétés anonymes selon le CO ou d'une fondation selon le CC, cela implique des rapports de travail de droit privé.

Alinéa 2

L'abandon de cette condition a avant tout des conséquences techniques (pas d'exonération fiscale, versement de dividendes plus élevés) et ne change rien au fait que ces organisations remplissent des tâches publiques.

Pilotage du volume des prestations

Conformément à la LAMal, la liste des hôpitaux doit permettre au canton de Berne de garantir les prestations requises pour couvrir les besoins en soins hospitaliers de sa population résidante. La jurisprudence concernant la loi fédérale avant sa révision exigeait en sus un pilotage du volume des prestations. Alors compétent pour traiter des recours dans ce domaine, le Conseil fédéral défendait la position selon laquelle la fixation d'un nombre maximal de lits permettait d'éviter ou de diminuer les surcapacités. Il estimait que les cantons devaient adopter de telles consignes pour freiner la hausse des coûts de la santé.

La révision 2007 de la LAMal concernant le domaine hospitalier a notablement renforcé les éléments de concurrence et de gestion d'entreprise tout en maintenant l'obligation imposée aux cantons d'établir une planification hospitalière. Plusieurs solutions ont été étudiées pour la mise en œuvre des dispositions révisées au 1er janvier 2012 dans le but d'éviter autant que possible les conflits d'intérêts, autrement dit de concilier au mieux concurrence et planification[4]. Il s'agissait notamment de régler la question de savoir si les cantons étaient habilités à piloter le volume des prestations fournies dans le cadre des mandats de prestations attribués aux institutions ou s'ils y étaient tenus[5]. Dans son expertise du 20 juin 2011 consacrée au pilotage dans le domaine hospitalier, le professeur en droit Bernhard Rütsche parvient à la conclusion que les cantons sont autorisés à piloter le volume des prestations suite à la révision de la LAMal, mais qu'ils n'y sont pas obligés[6]. Cet avis correspond à celui de l'Office fédéral de la santé publique, qui relève dans le commentaire de la révision de l'OAMal au 1er janvier 2009 que la planification ne contraint pas les cantons à effectuer un pilotage[7]. Dans un arrêt concernant le canton du Tessin, le Tribunal fédéral estime qu'un système attribuant un volume maximal de prestations à chaque fournisseur est conforme à la LAMal[8]. La législation tessinoise va même plus loin que le présent projet de LSH puisque, contrairement à ce que dispose l'article 43, alinéa 1, lettre b, elle ne prévoit pas d'exception pour les augmentations de volume nécessaires médicalement. Or une telle exception se justifie dans le canton de Berne, par exemple en présence d'une modification des facteurs épidémiolo-

4) Rütsche 2011, note 90
5) Rütsche 2011, notes 96 ss
6) Rütsche 2011, note 109
7) Cf. citations de l'OFSP dans Rütsche 2011, note 97
8) ATF 2C_796/2011 du 10 juillet 2012, cons. 3.3.3.5 et 3.4.4

giques, étant entendu que l'objectif du pilotage doit être de prévenir la polypragmasie en instaurant des incitations négatives[9]. L'article 43, alinéa 1, lettre a exclut également de la limitation des volumes les traitements dispensés aux assurés et assurées domiciliés hors du canton et pour lesquels la liste des hôpitaux n'attribue pas de mandat de prestations aux établissements répertoriés. Assorti de cette exception, le pilotage des prestations respecte le libre choix de l'hôpital voulu par la Confédération[10].

Si le volume total des prestations fournies dans le canton se situe dans une fourchette raisonnable, il n'est pas judicieux d'attribuer des volumes à chacun des prestataires. On laissera plutôt jouer la concurrence selon la volonté du législateur, dans l'idée que des transferts de volumes entre fournisseurs résultent du libre choix de l'hôpital ou d'éventuelles différences de qualité entre hôpitaux. Toutefois, une augmentation du nombre de traitements pour des raisons de maximisation des recettes présenterait le risque que ceux-ci ne soient pas justifiés médicalement. C'est aux partenaires tarifaires, soit aux fournisseurs de prestations et aux assureurs, qu'il revient de prévenir une telle évolution en prenant des mesures adéquates. Si le canton constate que celles-ci restent sans effet ou ne sont pas mises en œuvre, il doit pouvoir procéder au pilotage des prestations afin d'endiguer la hausse des coûts dans le domaine hospitalier.

Pilotage par les partenaires tarifaires

Article 40

En tant que partenaires du canton, les fournisseurs de prestations et les assureurs ont eux aussi intérêt à ce que le frein mis à la hausse des coûts par le nouveau financement hospitalier ne soit pas contrecarré par des considérations purement économiques. Il leur faut donc prendre des mesures appropriées pour empêcher une évolution dans ce sens. Ils pourraient par exemple s'accorder par convention pour appliquer un pilotage des prestations prévoyant des tarifs dégressifs, d'autres instruments étant par ailleurs envisageables. Une telle solution, négociée d'entente entre les deux partenaires, doit être préférée à un pilotage effectué d'autorité.

Pilotage subsidiaire par le canton

Variante Pilotage par le Grand Conseil

Article 41 (Arrêté du Grand Conseil)

Si le Conseil-exécutif constate une augmentation inhabituelle du volume cantonal total des prestations ne correspondant ni à l'évolution prévue par la planification des soins ni à la situation médicale du moment, il doit pouvoir prendre des mesures de pilotage.

[9] Rütsche 2012b, note 24
[10] Rütsche 2012b, note 26

La décision de recourir à ces mesures incombe au Grand Conseil. Au cas où le Conseil-exécutif constate une croissance des coûts hospitaliers nécessitant une intervention, il peut proposer au parlement de charger la SAP de piloter le volume des prestations.

Si le Grand Conseil accède à cette demande, celle-ci calcule dès lors un volume de prestations pour chacun des hôpitaux et maisons de naissance répertoriés conformément aux dispositions ci-après et le lui communique par voie de décision formelle. A la fin de l'exercice, elle vérifie que le volume cantonal total des prestations a été respecté et perçoit, le cas échéant, une taxe d'incitation auprès des fournisseurs qui ont contribué à son dépassement.

Avec cette méthode, les fournisseurs n'ont aucun intérêt, au plan financier, à augmenter leur volume de prestations sans justification médicale. Ils n'ont pas non plus de raison de refuser des patients ou des patientes puisque la taxe d'incitation ne supprime pas leur indemnisation mais ne fait que la réduire. Le produit de la taxe viendra alimenter le Fonds des soins hospitaliers et sera ainsi réaffecté à la sécurité de ces derniers dans le canton de Berne.

Variante Pilotage par le Conseil-exécutif

Article 41 (Arrêté du Conseil-exécutif)

Si le Conseil-exécutif constate une augmentation inhabituelle du volume cantonal total des prestations ne correspondant ni à l'évolution prévue par la planification des soins ni à la situation et aux développements médicaux du moment, il doit pouvoir prendre des mesures de pilotage.

Au cas où la croissance des coûts hospitaliers nécessite une intervention, le Conseil-exécutif peut charger la SAP de piloter le volume des prestations. Celle-ci calcule dès lors un volume de prestations pour chacun des hôpitaux et maisons de naissance répertoriés conformément aux dispositions ci-après et le lui communique par voie de décision formelle. A la fin de l'exercice, elle vérifie que le volume cantonal total des prestations a été respecté et perçoit, le cas échéant, une taxe d'incitation auprès des fournisseurs qui ont contribué à son dépassement.

Avec cette méthode, les fournisseurs n'ont aucun intérêt, au plan financier, à augmenter leur volume de prestations sans justification médicale. Ils n'ont pas non plus de raison de refuser des patients ou des patientes puisque la taxe d'incitation ne supprime pas leur indemnisation mais ne fait que la réduire. Le produit de la taxe viendra alimenter le Fonds des soins hospitaliers et sera ainsi réaffecté à la sécurité de ces derniers dans le canton de Berne.

Article 42 (Volume de prestations; 1. Principe)

Alinéa 1

Le directeur ou la directrice de la SAP se voit attribuer par le Grand Conseil la compétence de communiquer aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés le volume annuel des prestations hospitalières qu'ils peuvent facturer sans restriction à la charge de l'assurance obligatoire des soins, c'est-à-dire sans verser de taxe

d'incitation réduisant indirectement leurs recettes. Ce volume pour une année est établi à partir des données chiffrées relatives à leurs prestations et de la planification des soins, avec pour cadre de référence l'évolution du volume cantonal total des prestations résultant de celle-ci, actualisé annuellement. Si nécessaire, le Conseil-exécutif peut régler les détails en vertu de l'article 159. Les consignes sont définies en prenant comme référence l'unité utilisée pour les traitements hospitaliers dans le système tarifaire en vigueur dans le secteur considéré (soins aigus somatiques, réadaptation ou psychiatrie). Il peut s'agir, par exemple, du casemix ou de journées de soins. Le volume de prestations communiqué par le canton à un hôpital répertorié ne porte pas sur chaque groupe de prestations défini dans le mandat attribué sur la liste des hôpitaux, mais sur le total des groupes de prestations par secteur[11)].

Alinéa 2

L'article 41*a*, alinéa 1 LAMal prescrit désormais une obligation d'admission générale. Celle-ci ne vaut toutefois que pour les personnes domiciliées dans le canton où se situe l'institution répertoriée, dans les limites du mandat de prestations qui lui est attribué et de ses capacités. Dans ces circonstances, les fournisseurs pourraient être tentés d'éviter de prendre en charge des patients et patientes inintéressants du point de vue économique en invoquant le fait qu'ils ne sont pas autorisés à dépasser le plafond prescrit. Une telle sélection, qui porte notamment sur le profil de risque des patients et patientes, n'est pas admissible. C'est pourquoi la présente disposition précise que les volumes définis selon l'alinéa 1 incluent les prestations nécessaires au respect de l'obligation d'admission[12)]. L'article 43 prévoit en outre une marge supplémentaire, de sorte que les institutions ne puissent pas refuser de prendre en charge des patients et patientes. Enfin, cet alinéa souligne que l'obligation d'admission prévue à l'article 41*a* LAMal doit être observée toute l'année sans interruption.

Article 43 (2. Exceptions)

Alinéa 1

Pour que les volumes de prestations soient compatibles avec le libre choix de l'hôpital garanti par l'article 41, alinéa 1bis LAMal, il faut exclure de ces plafonds les traitements dispensés à des patients et patientes d'autres cantons (lit. *a*). Par ailleurs, les consignes quantitatives visant uniquement à éviter les augmentations injustifiées du point de vue médical, celles qui n'étaient pas prévisibles au moment de la planification des soins, mais qui sont nécessaires médicalement sont réservées (lit. *b*)[13)]. Il peut notamment s'agir de prestations fournies suite à une épidémie ou à un accident majeur. Les prévisions formulées dans la planification des soins sont établies en tenant compte des pronostics démographiques, de l'évolution de la fréquence des maladies chroniques et des comportements préjudiciables à la santé, ainsi que des progrès médico-techniques.

La division cellulaire de l'Hôpital de l'Ile constitue un cas particulier. Elle fournit des prestations pour lesquelles un hôpital universitaire n'est pas nécessaire sur le plan médical, mais qui requièrent des mesures de sécurité particulières pour les patients et les patientes qui y exécutent une peine ou une mesure. Ces prestations sont d'une ampleur négligeable par rapport à celles mentionnées aux lettres *a* et *b*, raison pour laquelle une disposition particulière les concernant ne s'impose pas.

Alinéa 2

En cas de dépassement du volume prescrit, il est important de savoir à qui il incombe de prouver que les prestations excédentaires sont justifiées. Cette question devant être réglée dans le droit cantonal[14)], la présente disposition précise qu'il appartient à l'institution répertoriée d'apporter la preuve au service compétent de la SAP que le dépassement est dû aux circonstances mentionnées à l'alinéa 1.

Article 44 (Taxe d'incitation; 1. Principe)

Si la SAP attribue des volumes de prestations maximaux aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés selon l'article 42, elle le fait par voie de décision formelle. Il ne s'agit donc pas de recommandations, mais d'indications précises contraignantes concernant les prestations que chaque institution répertoriée est autorisée à fournir à la charge de l'assurance obligatoire des soins. Le législateur doit par conséquent s'assurer, par des instruments appropriés, que les limites fixées sont respectées.

Dans cette optique, le canton et les assureurs pourraient refuser de rémunérer les prestations qui dépassent le volume attribué à un fournisseur. Toutefois, il n'est pas certain que cette sanction, par ailleurs efficace, soit compatible avec le droit fédéral. En vertu de l'article 49*a* LAMal, tous les traitements hospitaliers doivent en effet être rémunérés dès lors qu'ils satisfont aux critères de l'efficacité, de l'adéquation et de l'économicité (critères EAE). Il serait aussi possible d'envisager des mesures relevant des outils de planification (suppression de mandats, non-inscription sur la liste des hôpitaux) ou du droit administratif (amendes). Cependant, ces sanctions seraient trop radicales et inappropriées pour assurer le pilotage du volume des prestations hospitalières.

C'est pourquoi le présent projet introduit un système de taxe d'incitation applicable aux prestations qui dépassent le volume communiqué. Il s'agit, par des incitations financières (négatives), d'encourager les fournisseurs à respecter leur mandat.

Le canton renonce à prélever la taxe si le fournisseur de prestations s'accorde par convention avec tous ses partenaires tarifaires pour appliquer, dans le domaine de l'assurance-maladie et accidents sociale, un pilotage des prestations ayant des effets comparables à ceux visés par la taxe d'incitation. Des tarifs dégressifs pourraient par exemple être prévus dans les conventions tarifaires.

[11)] Rütsche 2011, note 117
[12)] Rütsche 2011, note 119, et Rütsche 2012b, note 25
[13)] Rütsche 2011, note 118, et Rütsche 2012b, note 24
[14)] Rütsche 2011, note 118

Alinéa 1

La SAP vérifie si les prestations fournies par une institution répertoriée durant l'année considérée ne dépassent pas le volume qui lui a été communiqué selon l'article 42. Ce faisant, elle tient compte, le cas échéant, des motifs invoqués par le fournisseur pour justifier une augmentation au sens de l'article 43.

Alinéa 2

La taxe d'incitation est perçue uniquement lorsque la somme des prestations fournies par secteur (soins aigus somatiques, réadaptation ou psychiatrie), à savoir le volume cantonal total des prestations, dépasse les volumes communiqués par le canton aux différents fournisseurs selon l'article 42 et apurés selon l'article 43 et que cet excédent est supérieur à la marge de tolérance définie par le Conseil-exécutif. Cette vision globale est nécessaire pour éviter que le pilotage des prestations ne mette à mal la concurrence entre les institutions et ne contribue au maintien de structures non rentables. Les déplacements de parts de marché entre établissements répertoriés doivent être possibles et refléter la qualité des prestations fournies. La fixation d'un volume plafond vise uniquement à prévenir une augmentation des prestations qui, quoique pertinente du point de vue de la gestion d'entreprise, n'est pas souhaitable en termes d'économie publique et de qualité des soins.

Alinéa 3

Le présent projet de loi réglemente le pilotage du volume des prestations en s'appuyant sur le principe de la proportionnalité. Il prend en considération le fait que la planification des soins repose sur des prévisions qui peuvent après coup s'avérer inexactes. Le Conseil-exécutif tient compte de ce risque immanent au système de deux manières: en prenant pour valeur de référence le volume cantonal total des prestations actualisé annuellement, d'une part, et en tolérant un écart de dix pour cent au maximum par rapport à ce volume, d'autre part. Il définit cette marge de tolérance par voie d'ordonnance. La taxe d'incitation est prélevée auprès des établissements qui l'ont dépassée uniquement lorsqu'un dépassement global est enregistré à l'échelon du canton[15)].

Article 45 (2. Montant de la taxe d'incitation)

Cet article présente la méthode employée pour calculer la taxe d'incitation, qui est fonction du tarif applicable. Les notions clés y relatives sont expliquées dans le commentaire concernant l'article 56.

Fixée à 20 pour cent du tarif, la taxe vaut uniquement pour les prestations qui dépassent le volume communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43. Concrètement, la taxe est déterminée en multipliant 20 pour cent du tarif en vigueur dans le secteur considéré par l'unité utilisée pour le calcul du tarif. Cette dernière n'est pas la même dans tous les domaines. Le forfait par cas lié aux prestations fondé sur des structures uniformes pour l'ensemble de la Suisse tel que visé à l'article 49 LAMal n'est pour l'heure appliqué que dans les établissements de soins aigus somatiques. De telles structures tarifaires sont en préparation pour les traitements hospitaliers en réadaptation et en psychiatrie, domaines où les forfaits par jour ou par nuit sont encore courants. Compte tenu de cette situation, le calcul de la taxe d'incitation se fonde sur le système tarifaire en vigueur dans le secteur considéré.

Alinéa 1

Cette disposition précise le mode de calcul de la taxe d'incitation pour les hôpitaux de soins aigus somatiques. Les prestations fournies par ces institutions étant facturées sous forme de forfaits par cas liés aux prestations reposant sur le système SwissDRG, la taxe est calculée en multipliant le prix de base par le cost-weight. Fixée à 20 pour cent, elle est applicable uniquement aux prestations qui dépassent le volume communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43. Vu que le montant de la taxe dépend de l'addition des cost-weights des prestations excédentaires, soit du casemix, la facture est plus élevée si ce dernier augmente. Le commentaire de l'article 56 contient une explication des termes *SwissDRG, casemix, cost-weight* et *prix de base*.

Alinéa 2

Cette disposition précise le mode de calcul de la taxe d'incitation dans les domaines de la réadaptation et de la psychiatrie. Comme indiqué ci-dessus, les systèmes tarifaires liés aux prestations sont en cours de développement dans ces secteurs. C'est pourquoi la taxe de 20 pour cent se fonde sur l'unité utilisée dans le système de décompte en vigueur (p. ex. le forfait par jour ou par nuit). Elle est prélevée sur les recettes tarifaires provenant des prestations fournies en trop, par exemple 20 pour cent du forfait journalier sur les journées de soins excédant la marge de tolérance.

Variante avec Fonds des soins hospitaliers (art. 46)

Article 46 (3. Affectation des recettes)

Les recettes provenant de la taxe d'incitation sont versées au nouveau Fonds des soins hospitaliers prévu à l'article 138, de sorte qu'elles bénéficient aux hôpitaux répertoriés et à la population.

Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'article 46 est supprimé. Les recettes provenant de la taxe d'incitation alimentent les finances générales du canton.

Article 47 (4. Exception)

Alinéa 1

Le canton renonce à prélever la taxe si le fournisseur de prestations s'accorde par convention avec tous les partenaires tarifaires avec lesquels il conclut ou doit conclure un contrat portant sur les traitements hospitaliers pour appliquer, dans le domaine de l'assurance-maladie et accidents sociale, un pilotage des prestations

[15)] Rütsche 2011, note 111

ayant des effets comparables à ceux visés par la taxe d'incitation. Des tarifs dégressifs pourraient par exemple être prévus dans les conventions tarifaires, entraînant une perte financière pour les fournisseurs de prestations qui dépassent le volume de prestations fixé. Exiger d'eux qu'ils versent en plus la taxe d'incitation reviendrait à les pénaliser doublement sur le plan financier.

Alinéa 2

La SAP examine si l'instrument prévu permet d'obtenir des résultats comparables à ceux visés par le pilotage cantonal prescrit aux articles 42 ss. Il faut donc que la convention signée par les partenaires tarifaires repose sur un objectif de pilotage cohérent, qui tienne compte à la fois des volumes communiqués par le canton aux différents fournisseurs et du volume global ainsi fixé. Faute de quoi, il serait impossible de vérifier que les conventions ont des résultats comparables à ceux prévus par les dispositions légales.

Obligations

Article 48 (Admission, soins et premiers secours)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 17 de l'ancienne loi.

En vertu de l'article 41*a* LAMal, «les hôpitaux répertoriés sont tenus de garantir la prise en charge de tous les assurés résidant dans le canton où se situe l'hôpital (obligation d'admission)». Autrement dit, toutes les institutions figurant sur la liste des hôpitaux doivent prendre en charge les patients et les patientes qui requièrent des soins hospitaliers. Bien que l'obligation d'admission inscrite dans la LAMal concerne le secteur hospitalier, il n'en découle pas de droit à une hospitalisation si le besoin n'est pas attesté (c'est-à-dire en l'absence d'indication médicale pour un traitement hospitalier).

Alinéa 1

L'obligation d'admission va de pair avec une obligation de soins. Toutes deux sont valables pour les personnes domiciliées dans le canton de Berne et doivent être respectées dans le cadre des mandats de prestations attribués sur la base de l'article 39 LAMal. La nécessité d'un traitement hospitalier doit être évaluée du point de vue médical, en tenant compte du principe selon lequel les soins ambulatoires priment les soins hospitaliers. Lorsqu'un traitement peut être dispensé en mode ambulatoire, l'hospitalisation doit être évitée.

Si les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés sont tenus d'accueillir les patients et les patientes et de déterminer les soins dont ils ont besoin, l'admission effective n'a lieu que lorsqu'un traitement hospitalier est nécessaire selon les règles de la médecine. Dans tous les autres cas où la personne doit recevoir des soins, le fournisseur de prestations veillera à ce qu'ils lui soient prodigués en mode ambulatoire.

A titre exceptionnel, le transfert vers une autre institution peut être compatible avec l'obligation de soins. Il peut être envisagé lorsque l'hôpital de premier recours ne propose pas le traitement requis ou n'est pas autorisé à l'effectuer ou que les chances de succès sont plus grandes dans l'établissement – spécialisé – vers lequel la personne est dirigée.

Alinéa 2

Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés sont tenus de prodiguer les premiers secours. Cette obligation est la même que celle imposée aux professionnels et professionnelles de la santé assurant une prise en charge ambulatoire[16]. Alors que les premiers secours comprennent la mise à l'abri des victimes et les mesures immédiates pour sauver la vie, la médecine d'urgence est une spécialité médicale qui a pour mission d'identifier les situations ou les états comportant un risque vital et d'écarter ce risque par un traitement adéquat. Les soins nécessaires sont généralement prodigués par des médecins d'urgence ou urgentistes[17].

Alinéa 3

Cet alinéa précise que les obligations susmentionnées doivent être remplies de manière non discriminatoire et ne sauraient être liées à des conditions autres que des considérations médicales.

Article 49 (Convention collective de travail)

Alinéa 1

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 19, alinéa 1 de l'ancienne loi.

La qualité de la fourniture de prestations dépend notamment des conditions de travail. Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés doivent donc offrir à leur personnel des conditions de travail équitables. On ne saurait en effet tolérer des conditions contraires aux principes fondamentaux de l'action publique dans le cadre de l'accomplissement de tâches de l'Etat. A l'instar de la législation sur les marchés publics[18], la LSH prescrit que les fournisseurs de prestations rémunérées par le canton doivent employer leur personnel à des conditions correctes. L'existence d'une convention collective de travail (CCT) constitue à cet égard la meilleure garantie. Négociée entre les partenaires sociaux, la CCT consacre en principe une norme acceptée par les deux parties. Les fournisseurs de prestations ne sont toutefois pas tenus de conclure une telle convention ou d'y adhérer. Il suffit qu'ils offrent à leur personnel des conditions de travail conformes à la CCT de la branche. Le fait de prendre la CCT comme référence se justifie, car celle-ci existe depuis un certain temps déjà dans le domaine hospitalier et une bonne partie des collaborateurs et collaboratrices des établissements sont aujourd'hui employés sur la base de la CCT pour le personnel des hôpitaux bernois[19]. De plus, des expériences ont pu être recueillies concernant l'application de cet instrument, vu que l'ancienne LSH prévoyait déjà des exigences analogues en matière de droit du personnel. Concrètement,

[16] Article 30 LSP
[17] Définition selon Bauer
[18] AIMP et LCMP
[19] Première version datant du 1.1.2000, nouvelle version du 1.1.2011

seuls les fournisseurs de prestations qui adhéraient à une CCT ou garantissaient des conditions de travail conformes à celles usuelles dans la branche pouvaient conclure un contrat de prestations avec le canton.

Le Tribunal fédéral a jugé que «si la loi cantonale ne peut pas subordonner l'aide de l'Etat à la conclusion d'une convention collective de travail ou à l'adhésion à celle-ci, l'Etat peut en revanche, sans violer le droit fédéral, soumettre la concession de l'aide au respect des conditions de travail prévues par la convention collective»[20]. Le présent article 49 de la LSH ne contrevient pas à la jurisprudence, car ses dispositions règlent uniquement l'obligation de droit bernois, sans toucher le moins du monde le versement de la part cantonale de la rémunération tarifaire selon l'article 49*a* LAMal.

Les conditions d'engagement en vigueur aux CHR et à la Fondation de l'Hôpital de l'Ile relèvent du droit privé, puisqu'il s'agit respectivement de sociétés anonymes au sens du CO et d'une fondation au sens du CC. Seuls les rapports de travail des professeurs et professeures ordinaires exerçant à l'Hôpital de l'Ile sont régis par le droit public, en l'occurrence par la LUni (JAB 2010, p. 97, cons. 2 et 3).

Alinéa 2

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 19, alinéa 2 de l'ancienne loi.

En l'absence de CCT, le Conseil-exécutif fixe par voie de décision les conditions d'engagement et de travail que les fournisseurs de prestations sont appelés à respecter. Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif en vertu de l'article 76, alinéa 2 LPJA.

Article 50 (Gestion administrative des patients et consultation sociale)

A l'article 20, lettre *c* de l'ancienne loi, l'obligation de disposer d'un service social interne et d'une aumônerie était présentée comme condition pouvant être imposée en vue de la signature d'un contrat de prestations.

Etant donné qu'il ne sera plus possible, suite à l'introduction de l'article 49*a* LAMal, de conclure des contrats de prestations réglant la rétribution des prestations (principales) par le canton, il convient d'ancrer dans la LSH l'obligation d'exploiter un service de gestion administrative des patients ainsi qu'un service de consultation sociale. Cette condition vaut pour tous les établissements répertoriés situés dans le canton de Berne.

Alinéa 1

Cet alinéa prévoit une obligation d'exploiter un service de gestion administrative des patients et des patientes professionnel ainsi qu'un service de consultation sociale interne à l'hôpital. Ce dernier a notamment pour mission principale d'encadrer et de conseiller les patients et les patientes ainsi que leurs proches pour toutes les questions d'ordre social, de leur fournir des aides appropriées, de coordonner la sortie et d'offrir un soutien pour la prise en charge ou le suivi hors du cadre hospitalier. Il peut également apporter un précieux appui au personnel médical. Afin que ces tâches puissent être accomplies de manière efficace, il est indispensable que les assistants sociaux et les assistantes sociales soient intégrés dans l'établissement et possèdent des connaissances médicales et infirmières, ce qui permet de tenir compte des exigences en matière de gestion administrative des patients, qui vont plus loin que la consultation sociale assurée par les services sociaux. L'exploitation d'un service de gestion administrative des patients est nécessaire pour optimiser le déroulement des activités, mais aussi pour améliorer la mise en réseau et la gestion intégrée des soins dans le canton, comme l'exige le principe formulé à l'article 3, alinéa 2. Tous les hôpitaux répertoriés situés sur le territoire bernois sont concernés par l'obligation prévue par la présente disposition. Ils restent cependant libres d'organiser ces deux services comme ils l'entendent. Ils peuvent notamment en confier la gestion à un tiers, pour autant que le personnel de ce dernier travaille au sein même de l'établissement concerné, seule manière d'assurer une consultation sociale et une gestion des patients et des patientes efficaces.

Alinéa 2

La coordination interne et externe à l'hôpital des prestations sociales, médicales et infirmières n'est plus une évidence dans un système de santé et un secteur hospitalier toujours plus fragmentés. Le soutien professionnel de services de gestion administrative des patients et patientes et de consultation sociale est indispensable afin que ces derniers puissent être pris en charge à temps et avec respect par une institution qui soit à même de traiter leur problème de santé et dispose de personnel qualifié et des équipements requis, que ce soit à des fins de diagnostic – pour déterminer le traitement nécessaire ou l'établissement adapté pour le dispenser –, de thérapie et de soins ou de réadaptation. L'alinéa 2 souligne à cette fin la collaboration nécessaire entre les professionnels et les professionnelles de la consultation sociale et de la gestion administrative des patients et des patientes. Ceux-ci coopèrent étroitement avec les services de soins à domicile, les établissements de réadaptation médicale et les institutions du long séjour ainsi qu'avec les communes et les syndicats de communes. Leurs efforts conjugués doivent permettre aux patients et aux patientes de réintégrer leur foyer dans de bonnes conditions. L'échange de données entre les différents intervenants n'est possible qu'avec l'assentiment du patient ou de la patiente.

Article 51 (Aumônerie)

Comme indiqué dans le commentaire introductif relatif aux services de gestion administrative des patients et patientes et de consultation sociale, l'obligation d'exploiter une aumônerie était déjà ancrée à l'article 20, lettre *c* LSH sous forme de condition pouvant être imposée en vue de la conclusion d'un contrat de prestations avec le canton. Désormais, tous les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne seront tenus de disposer d'une aumônerie ouverte aux patients et aux patientes ainsi qu'à leurs proches.

Les aumôniers et aumônières des hôpitaux offrent aux patients et aux patientes écoute et soutien face à leurs questions religieuses, spirituelles et existentielles. Ce faisant, ils contribuent à leur bien-être, les aident à se sentir en sécurité et partici-

[20] ATF 2C_796/2011 du 10 juillet 2012, cons. 8.4

pent à une prise en charge complète et globale des patients et des patientes. Ils se tiennent aussi à la disposition des familles dans l'accompagnement à l'hôpital d'un proche malade ou en fin de vie. Leurs compétences particulières peuvent également être sollicitées par les collaborateurs et collaboratrices de l'établissement ainsi que dans le cadre de la formation et du perfectionnement.

Article 52 (Présentation des comptes)

Cette disposition est nouvelle.

Pour garantir l'application des dispositions révisées de la LAMal valables à partir du 1er janvier 2012, il est essentiel que tous les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés appliquent des normes comptables garantissant la plus grande transparence possible. Le canton doit en effet pouvoir disposer de données comparables afin d'évaluer en particulier le caractère économique[21)] des fournisseurs de prestations désireux d'obtenir ou de conserver leur inscription sur la liste des hôpitaux, critère déterminant dans la législation sur l'assurance-maladie. Ces prescriptions visent également à instaurer une concurrence équitable entre les établissements, toutes les institutions au bénéfice de fonds publics étant soumises aux mêmes obligations.

Alinéa 1

Suite à l'autonomie qui leur a été accordée, les hôpitaux bernois subventionnés par les pouvoirs publics tiennent aujourd'hui leur comptabilité selon les dispositions du Code des obligations. Il s'agit là de prescriptions minimales basées sur le principe de la prudence. Or le canton de Berne a besoin, pour remplir les tâches qui sont les siennes, de données comptables reflétant précisément la situation économique des hôpitaux. En effet, il doit notamment pouvoir déterminer si l'exploitation peut être assurée à long terme et si un établissement travaille de manière économique. Par conséquent, il est nécessaire de créer dans le droit cantonal une base légale permettant de prescrire l'application d'un modèle de présentation des comptes particulier en complément au Code des obligations, ce que l'alinéa 1 vise à garantir.

Alinéa 2

Plusieurs hôpitaux sont gérés par une autre société du groupe dont ils font partie, à laquelle les immeubles indispensables à leur exploitation ont été transférés. Dans ce cas, il convient de s'assurer que le canton puisse aussi se faire une idée complète de la situation économique effective de l'établissement. L'alinéa 2 dispose donc que le modèle de présentation des comptes visé à l'alinéa 1 est également valable pour les sociétés du groupe possédant les immeubles que l'hôpital utilise dans le canton de Berne.

Cela est indispensable pour pouvoir considérer les loyers au sein du groupe comme des facturations internes et les utiliser comme des charnières. C'est le groupe qui détermine le montant des loyers des sociétés à facturer et l'utilisation des rentrées en fonction de la stratégie. Par conséquent, les loyers ne reflètent pas obligatoirement les coûts de l'exploitation, de l'entretien, de la remise en état ni des rénovations nécessaires. De plus, les immeubles peuvent réintégrer la société, cette possibilité subsiste. Les investissements nécessaires sont à la charge de la société jusqu'alors, ce qui peut mettre les fournisseurs de prestations en difficulté et menacer la sécurité sanitaire du canton de Berne. Le fait que le modèle de présentation des comptes s'applique aussi aux sociétés du groupe possédant les immeubles, il se limite auxdits immeubles. Contrairement à l'externalisation d'un service de nettoyage, par exemple, les immeubles dépassent en général le simple recours aux prestations ou l'exploitation, et il importe d'assurer leur pérennité (renouvellement de l'infrastructure). Ce sont des éléments substantiels requérant des informations étendues.

Les loyers des sociétés qui ne sont pas associées ne relèvent pas de l'alinéa 2. Le bail lie des partenaires à égalité, et les loyers font l'objet d'une négociation, dont le prix comprend par conséquent la totalité des charges exigibles.

Cette disposition s'applique tant aux groupes chapeautés par une société holding, à savoir une simple société de participations, qu'à ceux dirigés par une société mère ou une société holding mixte, c'est-à-dire une société qui déploie une activité propre (production, commerce ou services) en plus de la gestion de ses filiales.

Alinéa 3

Etant donné que les normes comptables diffèrent grandement au niveau de leur application et de leurs conséquences pratiques, le Conseil-exécutif prescrit le modèle à appliquer afin de garantir la comparabilité des comptes annuels des hôpitaux répertoriés, condition indispensable pour évaluer en particulier la gestion économique d'un établissement.

Article 53 (Comptabilité analytique)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

La LAMal comme l'OCP exigent une méthode transparente pour le calcul des coûts et le classement des prestations. Les hôpitaux et les cliniques ont eux aussi besoin d'un système complet en la matière, et les consignes de l'OCP relatives à la comptabilité analytique ne sont pas suffisantes. Une comptabilité analytique selon l'OCP ne contient en particulier pas les charges complètes liées à l'utilisation des immobilisations, car la diminution de valeur de l'ensemble des investissements effectués par le passé n'y figure pas au titre de coûts d'exploitation. Or la présentation intégrale de tous les paramètres est décisive pour la transparence sur les coûts et la comparabilité entre les hôpitaux. C'est pourquoi le canton exige à l'alinéa 1 la tenue d'une comptabilité analytique complète. Compte tenu de leurs spécificités structurelles, les maisons de naissance ne sont pas concernées par cette réglementation.

Alinéa 2

En vertu de l'alinéa 2, le Conseil-exécutif détermine le modèle de comptabilité analytique à appliquer. Il est impératif que cette compétence soit de son ressort afin que

[21)] Art. 58*b*, al. 4 OAMal

le canton puisse comparer entre elles les données comptables des différents hôpitaux, ce qui ne serait pas possible si chaque fournisseur de prestations choisissait lui-même le modèle comptable à employer. Concrètement, le Conseil-exécutif pourrait opter pour la solution REKOLE®, qui a été élaborée sous la supervision de H+, organisation nationale des hôpitaux, des cliniques et des institutions de soins.

Article 54 (Gestion du cycle de vie)

Les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés doivent dorénavant mettre sur pied un système de gestion du cycle de vie pour leur infrastructure. Cette obligation est réglée dans la présente disposition et repose sur le principe suivant:

En vertu de l'article 39 LAMal et des articles 58*a* à 58*e* OAMal, les soins hospitaliers sont pilotés par le biais de la planification des soins et de la liste des hôpitaux. Les investissements des hôpitaux et maisons de naissance répertoriés sont financés en fonction des prestations (art. 49, al. 1 LAMal), ce qui signifie que les rémunérations qui leur sont versées par le canton et par les assureurs pour chaque traitement incluent une part réservée aux investissements. Le volume total des immobilisations doit donc être refinancé par le biais de cette dernière, mais aussi des parts destinées aux investissements contenues dans d'autres rémunérations. Par conséquent, les fournisseurs de prestations doivent désormais décider des investissements à effectuer en fonction des tarifs ainsi que du volume de patients et patientes prévisibles et garantir le financement de l'infrastructure nécessaire pour la réalisation de leurs mandats. De son côté, le canton est tenu de veiller à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable et créer à cet effet les institutions nécessaires (art. 41, al. 1 ConstC). Sachant qu'il peut être très difficile de remplacer à court terme les prestations fournies par des hôpitaux répertoriés, il est essentiel que le canton soit informé régulièrement du maintien en état de l'infrastructure afin de pouvoir repérer le plus vite possible les négligences d'entretien ou les investissements inappropriés (p. ex. lorsqu'un fournisseur de prestations investit davantage que ce que le forfait lui permet de financer ou le fait dans des infrastructures inutiles pour réaliser ses mandats) et agir en conséquence pour assurer la sécurité des soins. Dans cette perspective, la présente disposition prévoit que les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés doivent mettre sur pied un système de gestion du cycle de vie de leur infrastructure.

Les données qu'ils fournissent en vertu des dispositions sur la présentation des comptes et la comptabilité analytique sont certes prises en compte, mais elles ne contiennent pas d'indications quant à l'état effectif de leur infrastructure (existence ou non d'une maintenance ciblée et durable, sécurité d'exploitation) ni à sa valeur de remplacement (état initial des constructions et installations).

C'est pourquoi des instruments supplémentaires permettant de saisir ces données avec précision sont nécessaires. Ils existent d'ailleurs en partie (relevés visant la compensation des valeurs actuelles de l'infrastructure des hôpitaux publics financée jusqu'ici selon l'ancien système) ou sont à définir d'entente avec les fournisseurs de prestations. En effet, pour des raisons de gestion d'entreprise, ceux-ci doivent de toute façon disposer d'informations sur l'état de leur infrastructure et le futur coût de son renouvellement. Ils ne devront donc engager qu'un minimum de ressources dans cette démarche, de même que la SAP.

La présente disposition n'instaure pas d'autorisation obligatoire pour les investissements hospitaliers, mais permet de les contrôler, ce qui est nécessaire pour calculer les coûts selon l'article 8, alinéa 1 OCP. De tels contrôles sont admissibles selon le jugement du Tribunal fédéral du 10 juillet 2012[22)].

Alinéa 1

Pour pouvoir repérer les négligences d'entretien ou les investissements inappropriés, le canton doit être renseigné sur la situation des hôpitaux et des maisons de naissance en matière d'infrastructure. Les données y relatives devant être saisies selon une méthode standardisée, les fournisseurs de prestations sont tenus de procéder à une gestion du cycle de vie donnant des indications sur l'état et le refinancement de leur infrastructure.

Alinéa 2

Ces indications doivent être communiquées chaque année au service compétent de la SAP, par écrit et dans leurs versions actualisées. Celui-ci peut ainsi procéder à temps aux constats nécessaires. Il s'agit en outre de veiller à ce que les conditions infrastructurelles dictées par la systématique des prestations de la liste des hôpitaux soient respectées.

Alinéa 3

Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les détails concernant la gestion du cycle de vie, notamment la réglementation sur les obligations liées à l'établissement d'un reporting.

Déjà ancrée dans le droit en vigueur, la réglementation en matière de reporting doit être reprise telle quelle. Elle est complétée dans le présent projet (cf. art. 128, al. 2, lit. *c*) par la compétence conférée à la SAP de publier les données sur l'état et le refinancement de l'infrastructure des fournisseurs de prestations par le biais d'un média accessible à tous, par exemple Internet.

Article 55 (Sanctions)

Alinéa 1

Cette disposition permet de sanctionner les fournisseurs de prestations qui ne respectent pas ou que partiellement les obligations spécifiées aux articles 48 à 54 en leur infligeant une amende. Le service compétent de la SAP fixe le montant de celle-ci en fonction de la gravité de l'infraction sur la base des alinéas 2 à 5. La sanction devant être en lien direct avec la violation des règles, l'amende est calculée par sortie ou par journée de soins, ou selon un pourcentage de la masse salariale de l'institution concernée. Elle est d'autant plus élevée que l'obligation en cause est importante pour la garantie des soins hospitaliers. La présente disposition définit

[22)] ATF 2C_796/2011 du 10 juillet 2012, cons. 6.2 et Rütsche, 2012b, note 44

l'amende la plus forte qui peut frapper un manquement aux obligations. Son montant effectif est cependant fixé en fonction de la gravité de la violation et déterminé proportionnellement. L'amende est prononcée dans le cadre d'une procédure administrative.

Alinéa 2

Le montant prélevé à titre de sanction dépend de la gravité de l'infraction, qui est laissée à l'appréciation de l'autorité. Sur la base des prestations enregistrées en 2011, l'amende maximale de 36 francs par sortie dans le secteur des soins aigus somatiques équivaudrait à une somme de quelque 155 000 francs pour l'Hôpital du Jura Bernois SA, à 1 382 000 francs environ pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et à 714 000 francs pour la société Hirslanden Bern AG. Un montant maximal de 36 francs par journée de soins est applicable par analogie dans les secteurs de la psychiatrie et de la réadaptation.

Alinéa 3

Dans l'ancienne loi, l'obligation concernant la CCT était inscrite comme condition à remplir pour pouvoir conclure un contrat de prestations, solution qui n'est plus possible dans le secteur hospitalier avec le nouveau modèle de financement. Le non-respect des exigences minimales en matière de conditions d'engagement (en particulier en ce qui concerne le temps de travail, la rémunération et les prestations sociales) peut procurer aux fournisseurs de prestations des avantages au niveau des coûts par rapport aux établissements qui se conforment aux prescriptions. Afin d'éviter qu'une institution répertoriée ne soit tentée d'économiser sur les frais de personnel, le canton est autorisé à prélever jusqu'à 0,1 pour cent de la masse salariale soumise à cotisation en cas de non-respect de l'obligation énoncée à l'article 49. Un établissement est donc sanctionné lorsqu'il n'adhère pas à la CCT de la branche ou propose des conditions de travail moins bonnes que celles prévues dans la convention. A noter que s'ils offrent des conditions de travail défavorables, les fournisseurs de prestations seront moins compétitifs sur le marché de l'emploi. Ils auront donc tout intérêt à respecter les exigences minimales prévues par la CCT. Si toutefois ils ne s'y conforment pas, l'amende peut atteindre 0,1 pour cent de la masse salariale soumise à cotisation, ce qui représenterait une somme de quelque 30 000 francs pour l'Hôpital du Jura bernois SA et environ 535 000 francs pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, en prenant comme base de calcul les salaires versés en 2011.

Alinéa 4

La sanction dépend de la gravité de l'infraction, qui est laissée à l'appréciation de l'autorité. L'amende maximale prévue est égale à 12 francs par sortie dans le secteur des soins aigus somatiques et à 12 francs par journée de soins en psychiatrie et en réadaptation, ce qui équivaudrait, sur la base des prestations enregistrées en 2011, à quelque 52 000 francs pour l'Hôpital du Jura Bernois SA, à 461 000 francs environ pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile et à 238 000 francs pour la société Hirslanden Bern AG.

Alinéa 5

Les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 sont adaptés à l'indice suisse des prix à la consommation afin d'éviter que la sanction ne perde de son poids au fil des années.

Financement

Rémunération forfaitaire

Article 56

Cette disposition est nouvelle.

Selon l'article 49, alinéa 1 LAMal, les parties à la convention (fournisseurs de prestations et assureurs) conviennent de forfaits pour rémunérer le traitement hospitalier, y compris le séjour à l'hôpital ou dans une maison de naissance. Cette disposition précise que ce sont en règle générale des forfaits par cas, que ceux-ci sont liés aux prestations et qu'ils se basent sur des structures uniformes pour l'ensemble de la Suisse.

Dans le domaine des soins aigus somatiques, il s'agit du système de classification des patients **SwissDRG** (Swiss Diagnosis Related Groups)[23]. Adapté spécifiquement pour la Suisse, cet instrument permet de classer les séjours effectués dans un hôpital ou une maison de naissance en groupes de cas homogènes (DRG) en fonction de critères médicaux et d'autres facteurs tels que les diagnostics, les traitements, la durée de séjour, l'âge, le sexe, etc. La rémunération d'un cas donné est calculée en multipliant le cost-weight (degré de sévérité) du DRG auquel le cas est attribué par le **prix de base (baserate)** convenu par les partenaires tarifaires (assureurs et fournisseurs de prestations). Dans le système DRG, le prix de base désigne le montant payé pour un cas présentant un cost-weight de 1,0. A chaque DRG est attribué un cost-weight (coût relatif) correspondant aux frais de traitement moyens du groupe de cas considéré. Les **cost-weights** sont calculés sur la base des coûts par cas d'un échantillon d'hôpitaux dits hôpitaux de réseau. Pour obtenir le cost-weight d'un DRG, le coût moyen des cas inliers (cas «normaux») du DRG est divisé par le coût moyen de l'ensemble des cas inliers de l'échantillon. Lorsqu'un DRG présente un coût moyen égal au coût moyen de l'ensemble des cas, il a par définition un cost-weight de 1,0. Les cost-weights des DRG sont en principe réévalués chaque année. Ils peuvent être consultés dans le catalogue des forfaits par cas. Calculé en additionnant les cost-weights, le **casemix** représente le degré de sévérité total des cas facturés par un hôpital ou une maison de naissance. En le divisant par le nombre de cas, on obtient le **casemix index,** qui correspond au degré de sévérité moyen des cas hospitaliers traités par l'établissement.

Des structures tarifaires nationales liées aux prestations sont en préparation pour les domaines de la réadaptation et de la psychiatrie. Ces systèmes devraient pouvoir être introduits au plus tôt en 2015.

[23] Les explications qui suivent sont reprises de SwissDRG SA:
http://www.swissdrg.org/fr/07_casemix_office/Wichtige_Begriffe.asp?navid=13

Conformément à l'article 49*a*, alinéa 1 LAMal, les rémunérations pour les traitements hospitaliers sont prises en charge par le canton et les assureurs, selon leur part respective. L'alinéa 2 du même article prévoit que le canton fixe pour chaque année civile, au plus tard neuf mois avant le début de celle-ci, la part cantonale pour les habitants et habitantes du canton, qui se monte à 55 pour cent au moins. Vu que l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal ne définit pas quel organe est chargé de déterminer la part cantonale, le canton de Berne prescrit à l'article 9*a* LiLAMAM que cette compétence revient au Conseil-exécutif (cf. art. 160 «Modification d'actes législatifs»).

Compte tenu des dispositions susmentionnées de la LAMal révisée concernant le financement, le canton ne peut plus, comme le prévoyait auparavant la LSH, utiliser l'instrument du contrat de prestations pour influer sur les coûts relatifs aux traitements hospitaliers. Jusqu'à présent, en effet, il pouvait piloter les prestations hospitalières en définissant leur volume et en réglant leur rétribution dans un contrat de prestations négocié avec les fournisseurs. Avec la nouvelle loi fédérale sur l'assurance-maladie, la marge d'influence du canton sur les coûts est restreinte, puisqu'il ne peut que revoir (à la hausse) la part cantonale, refuser d'approuver les tarifs négociés ou fixer les tarifs en l'absence de convention tarifaire.

Autres contributions

Remarques préliminaires

La révision 2007 de la LAMal visait à rendre la fourniture des prestations plus efficiente grâce au passage à un système de rémunération liée aux prestations incluant également les coûts d'investissement. Ce nouveau régime financier pourrait toutefois mettre sous pression les fournisseurs de prestations. Dans certains cas, des prestations ou des infrastructures considérées comme nécessaires pour répondre aux besoins en soins pourraient être mises en péril en raison de la couverture insuffisante des coûts par la rétribution prévue. En pareilles circonstances, le canton doit avoir la possibilité d'accorder un soutien financier aux fournisseurs de prestations afin de garantir des soins de santé suffisants conformément à son mandat constitutionnel. Il n'en découle cependant pas de droit à des contributions conformément à l'article 6, alinéa 1, lettre *a* LCSu. A moins que la présente loi n'en dispose autrement, celles-ci sont régies par la LCSu.

Les compétences ancrées dans les dispositions qui suivent portent sur l'autorisation de prononcer une décision ou de conclure un contrat de prestations. Les compétences relatives à l'autorisation de dépenses interne à l'administration sont réglées à l'article 139.

Article 57 (Indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier; 1. But)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

En principe, les prestations ambulatoires fournies en milieu hospitalier n'entrent pas dans le champ de compétences du canton en matière de planification et de pilotage, car la LAMal ne prévoit pas de participation de ce dernier au financement des traitements ambulatoires dispensés dans les hôpitaux. Dans l'intérêt de garantir des soins de santé économiques, il convient cependant d'éviter que des prestations pouvant être fournies à l'hôpital en mode ambulatoire donnent lieu à une hospitalisation. Du point de vue de la gestion d'entreprise, les fournisseurs de prestations ne peuvent pas se permettre d'opter systématiquement pour la solution ambulatoire lorsque les rémunérations des assureurs-maladie ne suffisent pas à couvrir les coûts. Afin de minimiser ces incitations négatives, le canton doit pouvoir, à titre exceptionnel, contribuer au financement de prestations ambulatoires en milieu hospitalier.

Cette indemnisation n'est toutefois possible que pour des prestations spécifiques, à savoir celles figurant sur la liste cantonale selon l'article 60. Il faut également que soit conclu avec le fournisseur de prestations un contrat réglant la rétribution des prestations ambulatoires sur la base de l'article 57.

Dans ce cas, l'instrument du contrat de prestations peut être utilisé, car il ne s'agit pas d'une participation obligatoire du canton prescrite par la LAMal. Cet accord peut prévoir des restrictions concernant aussi bien le type de prestations que le volume indemnisé.

Alinéa 2

La contribution du canton ne vise pas à décharger les assureurs-maladie, puisqu'elle s'ajoute à celle versée par ces derniers.

Article 58 (2. Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Dans l'intérêt du système de soins et d'une allocation efficace des fonds publics, il convient de poser des limites à la participation financière du canton concernant des prestations ambulatoires. L'indemnisation supplémentaire n'a de sens que dans les cas où cette contribution est utile à la couverture en soins ou permet de diminuer à terme les coûts de certains traitements. Il est donc nécessaire de définir clairement les prestations pouvant faire l'objet d'une rétribution, qui sont énumérées dans la liste cantonale des prestations ambulatoires en milieu hospitalier.

Alinéa 2

Cette disposition donne des précisions sur la liste des prestations ambulatoires pouvant faire l'objet d'une indemnisation supplémentaire versée par le canton. Il doit s'agir de prestations qui requièrent impérativement l'infrastructure d'un hôpital, celle disponible ordinairement dans un cabinet médical n'étant pas suffisante en l'espèce. Dans le domaine des soins aigus somatiques, il s'agit en particulier de disposer d'une salle d'opération et de pouvoir pratiquer une intervention d'urgence. De plus, les opérations et traitements en question doivent pouvoir être effectués en mode ambulatoire, autrement dit sans nuitée et donc sans hospitalisation, selon

l'état actuel des sciences médicales. En définissant ces critères, le législateur entend éviter que des hôpitaux ou des maisons de naissance répertoriés ne préfèrent la solution hospitalière pour des raisons purement financières – les traitements hospitaliers donnent lieu à une rétribution plus élevée –, alors que du point de vue médical, les soins requis pourraient aussi bien être dispensés en mode ambulatoire. L'objectif consiste à décharger l'infrastructure hospitalière, à réaliser des économies et à favoriser l'évolution souhaitée au niveau de la politique des soins.

Article 59 (3. Forfaits)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Une indemnisation individuelle avec examen systématique de la couverture des coûts par le tarif LAMal serait inefficace, car les charges occasionnées seraient disproportionnées par rapport à l'utilité promise.

Il est donc préférable d'opter pour une indemnité forfaitaire sur la base de critères uniformes, selon le même modèle que les forfaits par cas ou la rémunération forfaitaire par unité de prestations.

L'indemnité s'ajoute aux contributions des caisses-maladie selon la LAMal.

Alinéa 2

Dans le domaine des soins aigus somatiques, l'indemnisation supplémentaire se fonde sur la rétribution des traitements hospitaliers selon le système SwissDRG. Concrètement, le cas ambulatoire sera indemnisé de la même façon que le cas hospitalier, en tenant compte toutefois de la durée de séjour raccourcie («low outlier»), ce qui entraîne une diminution du prix par rapport au degré de gravité que présenterait le patient ou la patiente hospitalisé pour une durée ordinaire. Il n'est donc pas question de créer un nouveau régime d'indemnisation, mais d'utiliser celui prévu pour les traitements hospitaliers.

Article 60 (4. Dispositions d'exécution)

Cette disposition est nouvelle.

Compte tenu des progrès de la médecine et de l'évolution des connaissances sur l'efficacité des différents modes de traitement, les prestations pour lesquelles il convient d'encourager un transfert accru vers le domaine ambulatoire sont susceptibles de changer relativement souvent. L'infrastructure et les ressources requises pour fournir ces prestations sont également soumises à une évolution constante. Cela étant, la définition des prestations pouvant donner droit à une indemnisation supplémentaire et les règles de calcul applicables doivent être du ressort du Conseil-exécutif afin de pouvoir procéder rapidement aux adaptations nécessaires pour tenir compte de ces conditions changeantes.

Article 61 (Indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins; 1. But)

Cette disposition est nouvelle.

En tant que mode d'organisation de la prise en charge, la «gestion intégrée des soins» désigne un ensemble structuré et coordonné de prestations assurées par différents fournisseurs de prestations dans plusieurs disciplines (p. ex. médecins de premier recours, médecins spécialistes, services d'aide et de soins à domicile, hôpitaux et cliniques de réadaptation, mais aussi institutions de soins de longue durée). Une définition plus complète est donnée dans le commentaire relatif à l'article 3, alinéa 2. La gestion intégrée des soins a pour but principal d'améliorer la prise en charge des patients et des patientes et d'endiguer la hausse des coûts de la santé. La présente disposition offre au canton de Berne la possibilité de promouvoir de manière ciblée cette forme d'organisation en indemnisant, lorsque cela est indiqué ou nécessaire, des prestations de gestion intégrée des soins fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés sur la base d'un contrat de prestations.

Article 62 (2. Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

Les prestations de gestion intégrée des soins sont indemnisées à condition qu'elles correspondent à la planification des soins du canton et que les coûts ne soient pas couverts par les recettes tarifaires. En d'autres termes, les hôpitaux qui proposent ce type de prestations doivent respecter les consignes figurant dans la planification des soins pour que celles-ci soient reconnues comme nécessaires par le canton. Il faut également qu'ils apportent la preuve que les prestations fournies ne peuvent pas être financées intégralement par les recettes tarifaires selon la LAMal (à savoir par les forfaits par cas dans le secteur hospitalier ou par le Tarmed dans le domaine ambulatoire).

Article 63 (3. Forfaits)

Cette disposition est nouvelle.

Une indemnisation fondée sur les coûts effectifs des différentes prestations fournies dans le cadre de la gestion intégrée des soins entraînerait une charge de travail disproportionnée. Il faudrait en effet que le canton contrôle individuellement les prestations et les coûts communiqués par les hôpitaux répertoriés avant de procéder au décompte. Il est donc préférable que la rétribution repose sur des coûts normatifs, ce qui garantit aussi l'égalité de traitement, les coûts étant calculés selon des principes reconnus et l'indemnisation étant la même pour tous les hôpitaux répertoriés. De plus, ce principe – une même rétribution pour une prestation identique – est conforme à la logique de la LAMal liée aux prestations.

Article 64 (Indemnisation de prestations supplémentaires)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

En plus des prestations rémunérées en vertu de l'article 49 LAMal, le canton peut, en cas de besoin, commander d'autres prestations auprès des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés, à condition que celles-ci contribuent à l'amélioration de la prise en charge des patients et des patientes et ne puissent être financées par la rémunération ordinaire. Autrement dit, il faut que la rémunération selon l'article 49 LAMal soit insuffisante pour supporter les coûts de ces prestations. Cette disposition ne saurait toutefois ouvrir la porte au financement d'éventuels déficits liés à des traitements hospitaliers que les forfaits par cas liés aux prestations ne suffiraient pas à couvrir.

Alinéa 2

Cet alinéa cite, à titre d'exemple, les prestations de conseil prescrites par le droit fédéral[24]. Le recours aux services d'interprètes pour permettre un diagnostic et un traitement médical corrects entre également en ligne de compte.

Article 65 (Indemnisation de prestations de base fixes; 1. But)

Cette disposition est nouvelle.

La rémunération liée aux prestations prévue par la LAMal porte sur la rétribution des prestations effectivement fournies. Pour que les patients et les patientes puissent bénéficier à temps des soins dont ils ont besoin, les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés doivent pouvoir assurer en permanence l'infrastructure requise. En règle générale, les coûts qui en découlent sont couverts par la rémunération liée aux prestations. Toutefois, cette dernière ne suffit pas toujours pour financer certaines prestations de base fixes, dont l'exemple type est l'exploitation d'un service d'urgences ouvert 24 heures sur 24. Elle ne permet pas non plus de couvrir entièrement les coûts lorsqu'un fournisseur de prestations assume strictement son mandat d'assistance, autrement dit lorsqu'il ne pratique pas de sélection des risques en fonction de critères économiques. Les services de psychiatrie non hospitalière sont par exemple amenés à prendre en charge, à titre subsidiaire, des catégories de personnes vulnérables (notamment des malades chroniques et multimorbides ou des patients présentant des problèmes d'intégration) dont le traitement requiert différentes prestations qui ne peuvent être rémunérées intégralement. Afin de garantir la couverture des besoins selon la planification des soins et de permettre notamment à des groupes particulièrement vulnérables d'avoir accès à des prestations appropriées, il doit être possible de financer les coûts non couverts résultant de la fourniture de prestations de base fixes.

Article 66 (2. Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

[24] Centres de consultation en matière de grossesse (art. 1 de la loi fédérale du 9 octobre 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse [RS 857.5]; services d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale (art. 17 de la loi fédérale du 8 octobre 2004 sur l'analyse génétique humaine [LAGH; RS 810.12])

Les prestations de base fixes sont indemnisées à condition qu'elles soient reconnues comme nécessaires à la lumière de la planification des soins et que les tarifs liés aux prestations ne suffisent pas à couvrir les coûts.

Article 67 (3. Forfaits)

Cette disposition est nouvelle.

Une indemnisation fondée sur les coûts effectifs des prestations de base fixes entraînerait une charge de travail disproportionnée et serait contraire à la logique de la LAMal, qui veut que des prestations identiques donnent lieu à une même rétribution. Cela étant, il convient d'opter là encore pour un modèle forfaitaire basé sur des valeurs normatives en ce qui concerne les coûts et le volume à financer.

Article 68 (Contributions aux restructurations; 1. But)

Sous cette forme, cette disposition est nouvelle. Elle s'appuie toutefois sur l'article 32 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

La SAP peut promouvoir les restructurations qui vont dans le sens de la planification des soins en accordant des contributions aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne. Il peut s'agir du redimensionnement d'une structure ou de sa suppression complète, mais aussi de reconversions avec, dans certains cas, participation financière à la mise en place de l'infrastructure pour de nouvelles offres. Les contributions peuvent être octroyées pour des prestations hospitalières ou non hospitalières.

Alinéa 2

Comme il est dans l'intérêt du canton de procéder aux restructurations pour améliorer les soins hospitaliers, l'Etat doit avoir la possiblité de les subventionner, c'est l'objet du présent alinéa. L'article 32 de l'ancienne loi mentionne comme exemple de contribution cantonale le financement d'un plan social en cas de suppression de postes ou celui de la liquidation d'une institution hospitalière. La présente disposition étend, précise et cerne les possibilités de subventionnement qu'elle énumère nommément.

Si la restructuration porte sur la fermeture d'un établissement, il est dans l'intérêt même de la garantie des soins que le démantèlement se fasse de manière ordonnée et progressive et que la santé publique puisse garder le personnel libéré. Il peut donc s'avérer approprié de mentionner dans un plan social des mesures permettant, lors d'une fermeture d'hôpital, d'aider le personnel spécialisé à retrouver un emploi dans la santé. Vu l'importante pénurie de personnel annoncée dans la planification des soins pour le long séjour et l'aide et les soins à domicile, il paraît nécessaire de pouvoir subventionner les fournisseurs de prestations qui favorisent un changement d'emploi de leur personnel au sein de la santé. De telles mesures d'accompagnement en faveur du maintien du personnel peuvent être très larges: reconversion, bourse de l'emploi, programme de formation passerelle. Si les établissements n'ont

pas les moyens nécessaires, le canton peut les leur mettre à disposition. Les possibilités de venir en aide aux parties restructurées des établissements (p. ex. subvention à la création de centres de santé) visent à accélérer les changements dans les institutions dus à la planification des soins.

Article 69 (2. Conditions)

Sous cette forme, cette disposition est nouvelle. Elle s'appuie sur l'article 32 de l'ancienne loi.

Les conditions d'octroi des contributions aux restructurations sont les suivantes: il faut que la mesure soit conforme à la planification des soins, qu'elle s'inscrive dans le plan d'affaires («business plan») du fournisseur de prestations et qu'elle fasse l'objet d'un projet détaillé attestant la plausibilité de son financement à long terme. La lettre *d* indique que le principe de subsidiarité est applicable. Quant à la lettre *e*, elle dispose que la mesure de restructuration doit être viable à long terme avec un financement assuré sur six ans au moins. C'est le cas lorsque celle-ci consiste en la suppression complète d'une structure, par exemple la fermeture d'une division (cf. commentaire de l'art. 68, al. 1), le financement étant assuré faute de coûts imputables.

Article 70 (3. Type de contributions)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Les contributions peuvent être octroyées sous forme de cautionnements de droit privé[25] (lit. *a*), de prêts avec intérêts (lit. *b*), qui sont accordés par voie de décision car ils relèvent du droit public ou d'indemnités (lit. *c*). Conformément à l'article 3, alinéa 3 LCSu, les indemnités sont des prestations accordées à des tiers étrangers à l'administration cantonale pour atténuer ou compenser des charges financières résultant de l'exécution de tâches prescrites ou déléguées par le droit public. Sauf prescription contraire de la présente loi, la LCSu s'applique en la matière. Ces différents types de contributions peuvent être combinés entre eux.

Au niveau du choix des formes de contributions, la SAP jouit ainsi d'une grande marge d'appréciation qui doit lui permettre de trouver des solutions adaptées aux circonstances concrètes.

Alinéa 2

Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de remboursement.

Article 71 (Cautionnements et prêts destinés à assurer des liquidités; 1. But)

Cette disposition est nouvelle.

[25] Articles 492 ss CO

La LSH prévoyait jusqu'à présent que le canton alloue aux hôpitaux publics inscrits sur la liste bernoise des subventions aux investissements sous deux formes, à savoir des contributions intégrées dans les forfaits liés aux prestations et des contributions par projet. Ces dernières étaient prélevées sur les ressources du Fonds d'investissements hospitaliers (FIH).

Selon le nouveau régime de financement des hôpitaux introduit par la LAMal et valable à partir de 2012, les prestations hospitalières fournies par l'ensemble des fournisseurs admis sur la liste cantonale font l'objet d'une rémunération forfaitaire liée aux prestations[26] Cette rétribution inclut une part réservée aux investissements devant permettre aux fournisseurs d'assumer les coûts résultant de l'entretien, de la rénovation et du développement de leur infrastructure (financement moniste des investissements). Les investissements sont par conséquent financés selon un système fondé sur les prestations. Le volume total des immobilisations doit pouvoir être refinancé par les recettes affectées aux investissements selon la révision partielle de la LAMal et les parts destinées aux investissements contenues dans d'autres rémunérations. Ce principe vaut pour toutes les institutions figurant sur la liste des hôpitaux. Il appartient aux fournisseurs de prestations de décider des investissements à effectuer en fonction des tarifs et du volume de patients et de patientes prévisible et de veiller à disposer des ressources nécessaires pour les financer.

Afin d'être en mesure d'assurer les investissements nécessaires à la couverture en soins, les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés doivent pouvoir acquérir à bon compte des capitaux sur le marché, sans subir de pertes inutiles dues à des conditions défavorables. A cette fin, la SAP peut leur octroyer des cautionnements de droit privé ou des prêts avec intérêts. Relevant du droit public, ces derniers sont accordés par voie de décision.

Article 72 (2. Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

La SAP octroie des cautionnements et des prêts à certaines conditions seulement. La lettre *a* précise que l'investissement doit être conforme à la planification des soins, et la lettre *b* que celui-ci doit s'inscrire dans le plan d'affaires («business plan») du fournisseur de prestations, autrement dit qu'il doit concorder avec la stratégie générale de ce dernier. Selon la lettre *c*, il doit par ailleurs faire l'objet d'un projet détaillé présentant les caractéristiques de l'investissement (situation initiale, évaluation, but du projet, coûts, financement, etc.). Enfin, la lettre *d* demande au requérant ou à la requérante d'attester que le total des immobilisations pourra être refinancé au moyen des recettes escomptées provenant des prestations. Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 73 (3. Dispositions complémentaires)

Cette disposition est nouvelle.

[26] Article 49 LAMal

Le Conseil-exécutif règle les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de leur remboursement.

Article 74 (Subventions aux investissements; 1. But)

Cette disposition est nouvelle.

Conformément à l'article 41, alinéa 1 ConstC, le canton doit veiller à ce que «l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable» et créer à cet effet les institutions nécessaires. Selon la LAMal, le pilotage des soins hospitaliers repose sur la planification cantonale et la liste des hôpitaux qui en découle. Il serait très difficile de trouver à court terme une solution de rechange au cas où un hôpital répertorié ne serait plus en mesure de fournir ses prestations. Si la SAP constate que l'infrastructure nécessaire pour remplir le mandat de prestations est négligée (p. ex. en cas de degré de couverture manifestement insuffisant) ou, plus grave, qu'une maison de naissance ou un hôpital répertorié risque la faillite suite à l'application du financement moniste des investissements, il doit pouvoir, dans l'intérêt du canton, lui octroyer des contributions supplémentaires.

Allouées par voie de décision, celles-ci sont subsidiaires aux montants destinés à couvrir les coûts d'investissement intégrés dans la rémunération forfaitaire selon l'article 49*a* LAMal.

Article 75 (2. Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

Le service compétent de la SAP accorde des contributions à certaines conditions seulement. La lettre *a* précise que l'investissement doit être conforme à la planification des soins, et la lettre *b* que celui-ci doit s'inscrire dans le plan d'affaires («business plan») du fournisseur de prestations, autrement dit qu'il doit concorder avec la stratégie générale de ce dernier. Selon la lettre *c*, il doit par ailleurs faire l'objet d'un projet détaillé présentant les caractéristiques de l'investissement (situation initiale, évaluation, but du projet, coûts, financement, etc.). Enfin, la lettre *d* demande au requérant ou à la requérante d'attester que l'investissement ne peut pas être couvert par d'autres sources (principe de subsidiarité), et la lettre *e* prévoit qu'il ne doit pas pouvoir être réalisé au moyen d'un prêt ou d'un cautionnement.

Article 76 (Obligation de rembourser; 1. Conditions)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 60 de l'ancienne OSH.

Le présent article énumère les conditions auxquelles il est possible d'exiger des fournisseurs de prestations le remboursement de contributions aux restructurations et de subventions aux investissements. Il est applicable uniquement aux contributions octroyées par le canton par voie de décision. S'agissant des contributions allouées au moyen de contrats de prestations, leur remboursement peut être demandé sur la base de l'article 10 en cas de violation des dispositions contractuelles.

La prescription des créances afférentes aux contributions précitées est régie par l'article 25 LCSu.

Article 77 (2. Calcul)

Cette disposition reprend en partie l'article 61 de l'ancienne OSH.

La somme à rembourser est calculée en fonction de la rémunération octroyée pour l'investissement, en déduisant de ce montant les amortissements annuels depuis l'année de son versement.

Article 78 (3. Cas de rigueur)

Cette disposition reprend en partie l'article 62 de l'ancienne OSH.

Il peut être renoncé partiellement ou entièrement au remboursement dans les cas de «rigueur», cette notion étant interprétée sur la base de la doctrine dominante et de la jurisprudence concernant la renonciation partielle ou complète au remboursement dans des cas comparables sur le fond.

Droit de recours

Article 79

Cette disposition est nouvelle.

En vertu de l'article 72, alinéa 1 LPGA, l'assureur est subrogé aux droits de l'assuré contre tout tiers responsable de l'événement dommageable. Un assureur-maladie peut ainsi se retourner contre une personne tenue responsable de l'accident dont a été victime l'un de ses assurés ou l'une de ses assurées bénéficiant d'une couverture en cas d'accident en vertu de l'article 1, alinéa 2, lettre *b* LAMal. Conformément à l'article 79*a* LAMal, ce droit de recours s'applique par analogie au canton de domicile de la personne assurée (dans l'exemple précité, de la personne accidentée) pour les contributions qu'il a versées, par exemple, pour le traitement hospitalier. Le passage de ce droit au canton de domicile se justifie par le fait que dans le domaine hospitalier, les prestations de l'assurance-maladie sont aussi financées par les contribuables en vertu de la répartition des coûts fixée à l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal.

Alinéa 1

Au nom du principe de l'autonomie organisationnelle, l'article 79*a* LAMal laisse les cantons décider de l'organe compétent pour exécuter le droit de recours. L'alinéa 1 de la présente disposition prévoit que dans le canton de Berne, cette tâche revient à la SAP ou, plus précisément, au service compétent selon l'OO SAP.

Alinéa 2

L'alinéa 2 autorise le service compétent de la SAP à déléguer à des tiers la tâche d'exécuter le droit de recours. Les cas dans lesquels ce dernier intervient relèvent du droit de la responsabilité civile qui, d'une manière générale, mais plus encore dans le domaine médical, constitue une branche très pointue. Il est par conséquent recommandé de confier à des experts externes le soin de faire valoir ces prétentions (le cas échéant par voie judiciaire). Il serait par exemple possible de conclure un

contrat avec un ou une spécialiste du droit de la responsabilité civile ou une société spécialisée.

Variante avec taxe compensatoire et arrêté du Grand Conseil (art. 80)

Taxe compensatoire

Article 80

Dans le cadre de leurs mandats de prestations, les hôpitaux répertoriés assument les tâches publiques qui leur sont conférées. Dans le domaine des assurances complémentaires, ils agissent en revanche selon les principes de l'économie privée et peuvent convenir librement avec les assureurs-maladie des prestations qu'ils entendent fournir. Les contrats entre les caisses-maladie et les patients et patientes portant sur les assurances complémentaires sont régis par la LCA.

Si les hôpitaux répertoriés offrent des prestations relevant des assurances complémentaires, ils se trouvent en concurrence sur le marché avec des établissements proposant les mêmes prestations et ne figurant pas sur la liste des hôpitaux d'un canton. Ils bénéficient cependant d'avantages garantis par l'Etat, car ils peuvent profiter d'une infrastructure de base cofinancée par le canton et l'assurance sociale (bâtiment, installations, équipements, appareils, etc.). De plus, ce cofinancement par les pouvoirs publics leur permet d'engager et de conserver du personnel qualifié auquel ils peuvent recourir lorsqu'ils proposent des prestations relevant des assurances complémentaires. Dans ce domaine, ils ont donc des atouts concurrentiels, grâce à la rémunération de leurs prestations par le canton, l'assurance-maladie obligatoire et d'autres assurances sociales (assurance-accidents, assurance-invalidité ou assurance militaire).

Le financement public des prestations couvertes par les assurances sociales peut cependant aussi entraîner des distorsions de concurrence entre les hôpitaux répertoriés: ceux qui bénéficient de mandats de prestations pour la majorité de leur offre sont privilégiés par rapport à ceux dont la proportion de mandats est plus faible, car ils profitent dans une plus large mesure, pour leur activité privée, des infrastructures et du personnel financés par les pouvoirs publics. La présente disposition prévoit donc qu'ils doivent verser une taxe compensatoire au canton, pour autant que le Grand Conseil en décide ainsi sur proposition du Conseil-exécutif.

Alinéa 1 Variante avec Fonds des soins hospitaliers

Alinéa 1

Le service compétent de la SAP ne prélève une taxe compensatoire qu'au sens des alinéas 2 et 3 et n'en affecte le produit au Fonds des soins hospitaliers visé à l'article 138 que si le Grand Conseil promulgue un arrêté à cet effet sur proposition du Conseil-exécutif.

Alinéa 1 Variante sans Fonds des soins hospitaliers

Alinéa 1

Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe compensatoire au sens des alinéas 2 et 3 seulement si le Grand Conseil en dispose ainsi sur proposition du Conseil-exécutif.

Alinéa 2

Pour corriger les avantages concurrentiels découlant des prestations qui relèvent des assurances complémentaires, les hôpitaux répertoriés s'acquittent chaque année d'une taxe compensatoire. Vu le principe de territorialité, celle-ci est perçue uniquement auprès des hôpitaux répertoriés (établissements de soins aigus, cliniques de réadaptation et cliniques psychiatriques) dont le site d'exploitation se trouve dans le canton de Berne. Les maisons de naissance en sont dispensées, car les distorsions de concurrence y sont beaucoup plus faibles. La taxe peut être exigée uniquement de la part des établissements dotés de la personnalité juridique. Aussi longtemps que les institutions psychiatriques cantonales et les Services psychiatriques universitaires de Berne sont rattachés à l'administration centrale du canton, ils en sont exemptés.

Comme indiqué ci-dessus, la taxe compensatoire a pour but de corriger les avantages dont bénéficient les hôpitaux répertoriés – grâce au cofinancement public – pour les prestations hospitalières rémunérées par les assureurs complémentaires. Ces avantages correspondent aux sommes versées par ces derniers pour les traitements pour lesquels un établissement reçoit aussi une rétribution de base de la part d'une assurance sociale. Il y a donc un lien direct entre la taxe compensatoire et les avantages des hôpitaux répertoriés cofinancés par les pouvoirs publics sur le marché des assurances complémentaires.

Alinéa 3

Le canton perçoit une taxe compensatoire maximale de 20 pour cent sur les revenus déterminants provenant des assurances complémentaires. Concrètement, un hôpital encaissant à ce titre 3 millions de francs devra verser au maximum 600 000 francs. Le Conseil-exécutif est habilité à fixer le montant de la taxe à hauteur de ce plafond par voie d'ordonnance, en se fondant sur deux critères: elle doit être suffisamment élevée pour compenser efficacement les distorsions de concurrence, mais ne pas être excessive, sans quoi les hôpitaux répertoriés ne seraient plus incités à fournir des prestations relevant des assurances complémentaires.

Variante avec taxe compensatoire, sans arrêté du Grand Conseil (art. 80)

Taxe compensatoire

Article 80

Dans le cadre de leurs mandats de prestations, les hôpitaux répertoriés assument les tâches publiques qui leur sont conférées. Dans le domaine des assurances complémentaires, ils agissent en revanche selon les principes de l'économie privée et

peuvent convenir librement avec les assureurs-maladie des prestations qu'ils entendent fournir. Les contrats entre les caisses-maladie et les patients et patientes portant sur les assurances complémentaires sont régis par la LCA.

Si les hôpitaux répertoriés offrent des prestations relevant des assurances complémentaires, ils se trouvent en concurrence sur le marché avec des établissements proposant les mêmes prestations et ne figurant pas sur la liste des hôpitaux d'un canton. Ils bénéficient cependant d'avantages garantis par l'Etat, car ils peuvent profiter d'une infrastructure de base cofinancée par le canton et l'assurance sociale (bâtiment, installations, équipements, appareils, etc.). De plus, ce cofinancement par les pouvoirs publics leur permet d'engager et de conserver du personnel qualifié auquel ils peuvent recourir lorsqu'ils proposent des prestations relevant des assurances complémentaires. Dans ce domaine, ils ont donc des atouts concurrentiels, grâce à la rémunération de leurs prestations par le canton, l'assurance-maladie obligatoire et d'autres assurances sociales (assurance-accidents, assurance-invalidité ou assurance militaire).

Le financement public des prestations couvertes par les assurances sociales peut cependant aussi entraîner des distorsions de concurrence entre les hôpitaux répertoriés: ceux qui bénéficient de mandats de prestations pour la majorité de leur offre sont privilégiés par rapport à ceux dont la proportion de mandats est plus faible, car ils profitent dans une plus large mesure, pour leur activité privée, des infrastructures et du personnel financés par les pouvoirs publics. La présente disposition prévoit donc qu'ils doivent verser une taxe compensatoire au canton.

Alinéa 1

Pour corriger les avantages concurrentiels découlant des prestations qui relèvent des assurances complémentaires, les hôpitaux répertoriés s'acquittent chaque année d'une taxe compensatoire. Vu le principe de territorialité, celle-ci est perçue uniquement auprès des hôpitaux répertoriés (établissements de soins aigus, cliniques de réadaptation et cliniques psychiatriques) dont le site d'exploitation se trouve dans le canton de Berne. Les maisons de naissance en sont dispensées, car les distorsions de concurrence y sont beaucoup plus faibles. La taxe peut être exigée uniquement de la part des établissements dotés de la personnalité juridique. Aussi longtemps que les institutions psychiatriques cantonales et les Services psychiatriques universitaires de Berne sont rattachés à l'administration centrale du canton, ils en sont exemptés.

Comme indiqué ci-dessus, la taxe compensatoire a pour but de corriger les avantages dont bénéficient les hôpitaux répertoriés – grâce au cofinancement public – pour les prestations hospitalières rémunérées par les assureurs complémentaires. Ces avantages correspondent aux sommes versées par ces derniers pour les traitements pour lesquels un établissement reçoit aussi une rétribution de base de la part d'une assurance sociale. Il y a donc un lien direct entre la taxe compensatoire et les avantages des hôpitaux répertoriés cofinancés par les pouvoirs publics sur le marché des assurances complémentaires.

Alinéa 2

Le canton perçoit une taxe compensatoire maximale de 20 pour cent sur les revenus déterminants provenant des assurances complémentaires. Concrètement, un hôpital encaissant à ce titre 3 millions de francs devra verser au maximum 600 000 francs. Le Conseil-exécutif est habilité à fixer le montant de la taxe à hauteur de ce plafond par voie d'ordonnance, en se fondant sur deux critères: elle doit être suffisamment élevée pour compenser efficacement les distorsions de concurrence, mais ne pas être excessive, sans quoi les hôpitaux répertoriés ne seraient plus incités à fournir des prestations relevant des assurances complémentaires.

Alinéa 3 Variante avec Fonds des soins hospitaliers

Alinéa 3

Le produit de la taxe compensatoire est versé au Fonds des soins hospitaliers. Celui-ci est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la législation sur le pilotage des finances et des prestations. En vertu de l'article 14, alinéa 5 LFP, la totalité des frais occasionnés par la gestion du fonds est imputée à ce dernier.

Alinéa 3 Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'alinéa 3 est supprimé. Le produit de la taxe compensatoire alimente les finances générales du canton.

Variante sans taxe compensatoire

La subdivision «2.7 Taxe compensatoire» et l'article 80 sont supprimés.

Sauvetage

Remarque préliminaire

Basé sur les connaissances de la médecine d'urgence préhospitalière, le sauvetage a pour but d'assurer la chaîne de sauvetage de l'accident au transfert à l'hôpital.

La réglementation ci-dessous se base sur l'ancienne loi sur les soins hospitaliers. Il n'y a pas de raison, en effet, de réorganiser le sauvetage de fond en comble. Cependant, l'organisation a été simplifiée et flexibilisée là où cela s'avérait nécessaire, expérience faite. Quant au financement, il a été entièrement revu.

Fournisseurs de prestations

Centrale d'appels sanitaires urgents

Article 81 (Tâches)

Les alinéas 1 à 3 du projet reprennent l'article 54 de l'ancienne loi, l'alinéa 4 l'ancien article 53, alinéa 3.

Pour donner l'alerte et coordonner le sauvetage de manière optimale, il est indispensable de déterminer une centrale d'urgence qui, connaissant les forces d'intervention, peut commander le sauvetage et le contrôler de manière optimale.

Alinéas 1 et 2

La centrale d'appels sanitaires urgents (CASU, 144) a pour priorité de donner l'alerte, de diriger et de coordonner les forces de sauvetage. Elle dirige les interventions sur le plan opérationnel, non seulement jusqu'à l'arrivée des sauveteurs sur le lieu de l'intervention, mais encore jusqu'à ce que celle-ci soit terminée, soit jusqu'à l'hospitalisation du patient ou de la patiente. C'est elle qui choisit, selon des critères objectifs, les forces d'intervention les plus appropriées, soit le service de sauvetage compétent le plus proche et, surtout, le plus disponible au moment nécessaire.

Alinéa 3

La CASU peut donner des instructions pour tous les fournisseurs de prestations de sauvetage en matière de planification et d'intervention, notamment pour les services de sauvetage avec lesquels le canton de Berne n'a pas conclu de contrat de prestations. Cette compétence du 144 est essentielle à la réussite du sauvetage.

Alinéa 4

La CASU est responsable du 144, numéro de téléphone des urgences unique pour l'ensemble du canton, dont elle est tenue de garantir le fonctionnement en permanence.

Article 82 (Organisation)

Les alinéas 1 et 2 reprennent pour l'essentiel l'article 53, alinéas 1 et 2 de l'ancienne loi, alors que l'alinéa 3 est nouveau.

Il est indispensable, pour donner l'alarme et coordonner le sauvetage de manière optimale, de déterminer une centrale d'urgence qui, connaissant les forces d'intervention, peut commander le sauvetage et le contrôler de manière optimale. Le bilinguisme est également une condition indispensable.

Alinéas 1 et 2

Le canton n'a pas à gérer lui-même la CASU, le service compétent de la SAP pouvant mandater un tiers pour l'ensemble du territoire cantonal.

Alinéa 3

Le service compétent de la SAP peut en confier l'exploitation à un tiers pour une partie du canton seulement, si cela s'avère approprié pour améliorer la couverture du sauvetage, l'autre partie pouvant être gérée directement par le canton (al. 1) ou par un tiers (al. 2).

La collaboration par-delà les frontières cantonales peut par exemple permettre une meilleure couverture. Berne et Soleure sont ainsi liés par une convention sur l'alerte et l'intervention en Haute-Argovie, qui règle l'intervention de la police soleuroise au profit du service de sauvetage du CHR SRO AG. Améliorer l'alerte dans le Jura bernois pourrait se faire de manière analogue: des analyses sont en cours. En attribuant le mandat à plusieurs fournisseurs, il convient de veiller à ce que le territoire cantonal soit complètement couvert et à ce que leur obligation réciproque d'informer soit réglée. Chacun des fournisseurs de prestations doit assurer le sauvetage en permanence.

Le contrat de prestations doit notamment régler la compétence en matière de protection des données, en précisant si ce sont les dispositions du canton de Berne qui s'appliquent ou celles du canton où le tiers mandaté a son siège.

Services de sauvetage régionaux

Article 83 (Tâches)

Le nouvel alinéa 1 reprend pour l'essentiel l'article 55, alinéa 1 de l'ancienne loi, les alinéas 2 et 3, les alinéas 1 et 2 de l'ancien article 56.

Alinéa 1

Les services de sauvetage régionaux sont responsables de fournir les prestations de sauvetage à la population. Leur zone d'intervention est définie dans le contrat de prestations. Voir également le commentaire de l'article 97.

Alinéa 2

Les services de sauvetage régionaux disposent d'un centre d'intervention à l'intérieur de leur zone et peuvent baser des ambulances sur d'autres sites, en particulier dans les régions où les délais d'intervention médicaux ne pourraient pas être tenus en partant depuis le centre.

Article 84 (Organisation)

Alinéa 1

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 64, alinéa 1 de l'ancienne loi.

Les services de sauvetage terrestre sont autonomes sur le plan comptable, administratif et juridique, avec une réserve dans ce dernier cas: ils peuvent être intégrés dans un CHR ou une collectivité publique. C'est à ce titre que la ville de Berne fournit des prestations de sauvetage à une partie de la population du canton de Berne.

Alinéa 2

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 64, alinéa 2 de l'ancienne loi.

Dans le cas où le sauvetage est intégré à un CHR ou à une collectivité publique, son exploitation et sa comptabilité sont à gérer séparément. Comme le canton cofinance le sauvetage, la transparence des dépenses et des recettes est indispensable. L'autonomie des services de sauvetage souligne l'importance de ce domaine, qu'il faut organiser de façon à ce qu'il puisse remplir sa mission indépendamment des autres services du CHR ou de la collectivité.

Article 85 (Participation du canton)

Alinéa 1

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 66, alinéa 1 de l'ancienne loi.

Dans le sauvetage, le canton agit en premier lieu au niveau de la planification, de la commande de prestations, du financement et de la surveillance. Il siège dans les organismes responsables des services de sauvetage uniquement si aucune autre organisation ne peut assumer cette responsabilité. Lorsque cela s'avère indispensable du point de vue de la fourniture des prestations de sauvetage, c'est au canton lui-même qu'il revient de mettre sur pied l'organisation nécessaire, soit la CASU et les services de sauvetage. Quant à l'organe cantonal responsable, il varie selon le montant en cause de la participation, conformément à la LFP.

Cette disposition confère au canton si nécessaire la compétence d'améliorer l'organisation du sauvetage selon les principes de qualité et d'économicité.

Alinéa 2

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 66, alinéa 2 de l'ancienne loi.

Pour autant qu'il participe à un service de sauvetage, le canton détient une participation majoritaire afin de défendre ses intérêts de propriétaire et d'assumer sa responsabilité.

Alinéa 3

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 67 de l'ancienne loi. Les dispositions relatives à l'organisation et à la participation du canton aux CHR s'appliquent par analogie à sa participation à un service de sauvetage. Il s'agit notamment des articles 19 ss (variante CHR comme sociétés anonymes régionales). Au vu de l'article 21, alinéa 3 et en dérogation à l'article 85, alinéa 2, le canton peut malgré tout détenir la majorité du capital et des voix d'un service de sauvetage conjointement avec d'autres collectivités publiques. Cependant, cela doit rester une exception, pour la participation à un CHR comme à un service de sauvetage régional, sous peine de vider de son sens l'alinéa 2.

Autres fournisseurs de prestations

Article 86

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 57 de l'ancienne loi.

En principe, les services de sauvetage régionaux, à qui des zones d'intervention ont été attribuées, couvrent l'ensemble du canton. Cependant, il faut pouvoir transférer une zone déterminée d'un service de sauvetage à un autre si la géographie l'exige, que le fournisseur de prestations soit cantonal, extracantonal ou intercantonal. Dans ce dernier cas, la coopération peut s'avérer judicieuse et avantageuse économiquement. Condition: que les services de sauvetage puissent garantir l'intervention en cas de mise en danger présumée des fonctions vitales des patients et des patientes. Pour garantir la fourniture des prestations de sauvetage sur l'ensemble du canton en situation ordinaire et extraordinaire, il peut s'avérer nécessaire de conclure des contrats de prestations avec les services de sauvetage aériens (Rega, p. ex.) ou autres (comme le secours en montagne du CAS, les secours sur le lac, les associations de samaritains ou la protection civile), comme c'est déjà le cas en temps normal pour les régions de montagne notamment. La conclusion d'un contrat est une condition préalable au financement des prestations de sauvetage cantonales, hors canton et intercantonales.

Le service compétent de la SAP informe la Police cantonale de la conclusion imminente des contrats de prestations ou la consulte préalablement, car selon l'article 90 c'est celle-ci qui fixe les normes techniques de la CASU, qui se répercutent sur les services de sauvetage.

Organisation cantonale de sauvetage

Article 87

Cette disposition reprend l'article 65, alinéa 1 de l'ancienne loi.

Elle crée la base permettant de regrouper la CASU et les services de sauvetage régionaux en une organisation cantonale de sauvetage. La LOCA et la LFP sont déterminantes pour mettre sur pied et financer une telle organisation.

Gestion des ressources

Article 88

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 51, alinéa 1 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Le Conseil-exécutif peut réglementer la gestion uniforme des ressources, ce qui lui permet de régler précisément la qualité de l'infrastructure et de l'équipement et de coordonner l'achat du matériel.

Alinéa 2

Le Conseil-exécutif peut déléguer à la SAP la compétence mentionnée ci-dessus. L'article 43, alinéa 1 LOCA permet en effet aux Directions à titre exceptionnel d'édicter une ordonnance si la réglementation revêt un caractère éminemment technique, si elle est régie par des circonstances en rapide évolution ou est de portée mineure. Le présent alinéa laisse le Conseil-exécutif libre de décider d'intervenir directement ou d'en charger la SAP. Il convient cependant, lors d'un achat commun de matériel ou d'une utilisation commune, de respecter la législation intercantonale sur les marchés publics et les obligations réciproques régies par l'AIMP.

Obligations

Article 89 (Intervention)

Cette disposition reprend pour l'essentiel l'article 55, alinéas 2 à 4 de l'ancienne loi.

Les fournisseurs de prestations s'engagent à intervenir à l'intérieur de la zone convenue par contrat de prestations. L'intervention est précisée dans le contrat. Le

canton se conforme aux directives et standards en vigueur. Une non-intervention constitue une violation du contrat, avec les conséquences prévues à l'article 10, auxquelles peuvent s'ajouter les répercussions pénales mentionnées à l'article 134 pour la personne qui assume la responsabilité de la violation de contrat.

Article 90 (Normes techniques de la CASU)

Traiter des appels d'urgence et alerter les forces d'intervention est une opération très complexe. Pour garantir la sécurité d'exploitation requise, il convient d'utiliser des instruments standardisés dans la mesure du possible. Les aspects techniques du système d'alarme et de la conduite des interventions étant gérés par la Police cantonale, il est justifié d'obliger les fournisseurs de prestations à appliquer et à respecter les normes techniques définies par celle-ci.

Les normes techniques définies par un tiers s'appliquent dans la mesure où il a été chargé par le service compétent de la SAP d'exploiter une centrale d'appels sanitaires urgents pour une partie du canton selon l'article 82, alinéa 3, comme c'est le cas de la police du canton de Soleure pour la Haute-Argovie. Les modalités du processus technique de l'alarme et de la conduite des interventions sont à régler dans le contrat de prestations correspondant.

Article 91 (Obligation de sauver)

Le texte proposé va au-delà des articles 55 et 56 de l'ancienne loi: l'obligation des services de sauvetage de venir en aide à autrui est mentionnée expressément, alors que la LSH évoquait jusqu'à présent uniquement une obligation d'admission et de soins pour les hôpitaux à l'article 17.

Les services de sauvetage prennent en charge tous les patients et toutes les patientes qui leur sont attribués par la CASU, sans discrimination aucune comme il est d'usage dans le sauvetage. Le domicile, l'âge, le sexe, l'origine, la couverture d'assurance et la situation personnelle en particulier n'exercent pas la moindre influence sur la prise en charge par l'équipe de sauvetage. Le non-respect de cette clause peut valoir des sanctions pénales à la personne responsable (cf. ch. 10 Dispositions pénales).

Article 92 (Directives de la CASU)

Cette disposition reprend l'article 54, alinéa 3 et l'article 60, alinéa 1, lettre *a* de l'ancienne loi.

La CASU a pour mission prioritaire de donner l'alerte, de diriger et de coordonner les interventions de sauvetage. Elle dirige les interventions sur le plan opérationnel, non seulement jusqu'à l'arrivée sur le lieu de l'intervention, mais encore jusqu'à ce que celle-ci soit terminée, soit jusqu'à l'hospitalisation du patient ou de la patiente. C'est elle qui choisit, selon des critères objectifs, les forces d'intervention les plus appropriées. Pour être en mesure de remplir sa mission, elle est habilitée selon l'article 67, alinéa 3 à donner des instructions à tous les fournisseurs de prestations en matière de planification et de direction d'intervention. Pour souligner l'importance de cette disposition, le présent article oblige ceux-ci à se conformer aux instructions de la CASU, en particulier les services de sauvetage privés qui n'ont pas conclu de contrat de prestations avec le canton de Berne, mais y disposent d'une autorisation d'exploiter. Cette compétence du 144 est essentielle à la réussite du sauvetage. Si un fournisseur ne se conforme pas aux instructions de la CASU, la personne responsable devra faire face aux conséquences pénales prévues à l'article 134.

La LSH règle les rapports des organisations auxquelles elle s'applique. C'est la raison pour laquelle n'y sont précisément pas mentionnées les relations avec d'autres organisations, celles avec lesquelles les services de sauvetage sont en contact pour maîtriser les événements majeurs, par exemple. La présente disposition n'exclut donc pas que les services de sauvetage aient à suivre les consignes de la Police cantonale en cas d'accident, par exemple.

Article 93 (Coordination avec les hôpitaux)

Cette disposition reprend l'article 56, alinéa 3 et l'article 60, alinéa 1, lettre *b* de l'ancienne loi.

Les services de sauvetage coordonnent leur activité avec un hôpital doté d'un service des urgences, afin de ne pas briser la chaîne de sauvetage. Il s'agit en général d'un CHR, la plupart des services de sauvetage régionaux avec lesquels le canton de Berne signe un contrat de prestations étant rattachés à un tel établissement. Selon la région, le sauvetage peut être coordonné par plusieurs hôpitaux, si cela s'avère justifié médicalement et à condition que cela n'occasionne pas des frais supplémentaires excessifs.

Article 94 (Autres obligations)

Cette disposition est nouvelle.

Jusqu'à présent, conclure un contrat de prestations présupposait qu'une convention collective de travail avait été signée ou que les dispositions en étaient respectées. Cette obligation est désormais appliquée à l'ensemble des fournisseurs de prestations de sauvetage.

L'obligation de gérer le cycle de vie de l'infrastructure vaut pour les services de sauvetage régionaux, pour d'autres fournisseurs de prestations éventuels et pour l'organisation cantonale de sauvetage érigée par la loi en modèle de développement. Elle ne s'applique pas à la CASU.

La violation de cette obligation débouche sur les sanctions énumérées à l'article suivant.

Article 95 (Sanctions)

Alinéa 1

Cette disposition permet de sanctionner les fournisseurs de prestations qui ne respectent pas ou que partiellement les obligations spécifiées aux articles 49, 54 et 91 en leur infligeant une amende. Le service compétent de la SAP fixe le montant de celle-ci en fonction de la gravité de l'infraction sur la base des alinéas 2 à 5. La sanc-

tion doit être en lien direct avec la violation des règles. L'amende est calculée par sauvetage ou selon un pourcentage de la masse salariale de l'institution concernée. Elle est d'autant plus élevée que l'obligation en cause est importante pour la garantie du sauvetage. La présente disposition définit l'amende la plus forte qui peut frapper un manquement aux obligations professionnelles. Son montant effectif est cependant fixé en fonction de la gravité de la violation et déterminé proportionnellement. L'amende est prononcée dans le cadre d'une procédure administrative.

Alinéa 2

La sanction dépend de la gravité de l'infraction, qui est laissée à l'appréciation de l'autorité. Elle s'élève au maximum à 36 francs par intervention de sauvetage réalisée.

Alinéa 3

Le non-respect des exigences minimales en matière de conditions d'engagement (en particulier en ce qui concerne le temps de travail, la rémunération et les prestations sociales) peut procurer aux fournisseurs de prestations des avantages au niveau des coûts par rapport à ceux qui se conforment aux prescriptions. Lorsqu'un d'entre eux ne respecte pas l'obligation énoncée à l'article 49, autrement dit lorsqu'il n'adhère pas à la CCT de la branche ou propose des conditions de travail moins bonnes que celles prévues dans la convention, il peut se voir infliger, à titre de sanction, le paiement d'un montant correspondant au maximum à 0,1 pour cent de la masse salariale totale soumise à cotisation AVS. S'ils offrent des conditions de travail défavorables, les fournisseurs de prestations seront par ailleurs moins compétitifs sur le marché de l'emploi. Ils auront donc tout intérêt à respecter les exigences minimales prévues par la CCT.

Alinéa 4

La sanction dépend de la gravité de l'infraction, qui est laissée à l'appréciation de l'autorité. L'amende maximale prévue est égale à douze francs par intervention de sauvetage.

Alinéa 5

Les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 sont adaptés à l'indice suisse des prix à la consommation afin d'éviter que la sanction ne perde de son poids au fil des années.

Contrats de prestations

Article 96 (Conclusion)

Le contenu de cet article reprend pour l'essentiel l'article 59 de l'ancienne loi.

La commande des prestations de sauvetage s'effectue par le biais des contrats conclus par le canton avec les fournisseurs de prestations, dont font partie la CASU, les services de sauvetage régionaux et ceux évoqués à l'article 86. Contrairement à l'ancien droit, la nouvelle loi ne parle plus de contrats-cadres, ceux-ci s'étant révélés difficiles à faire correspondre aux contrats annuels, car ils n'offrent pas la souplesse de réaction attendue et vident les contrats annuels de toutes les dispositions autres que purement techniques. Par conséquent, seuls des contrats de prestations d'un an sont conclus depuis 2007. Cette durée est conservée dans la nouvelle loi. Par ailleurs en application de l'article 9 alinéa 1, lettre *a*, la zone d'intervention est désormais fixée dans les contrats annuels, le besoin de souplesse accru s'étant également fait sentir à ce sujet, notamment aux abords des limites cantonales. Il ne sera donc plus nécessaire de délivrer un arrêté du Conseil-exécutif. La nouvelle loi n'exclut pas d'employer d'autres services de sauvetage disposant d'une autorisation d'exploiter que ceux avec lesquels un contrat de prestations a été conclu. L'indemnisation des prestations s'effectue cependant uniquement selon les contrats de prestations valables.

Article 97 (Contenu)

Cette disposition est nouvelle.

En plus des éléments mentionnés à l'article 9, les contrats de prestations définissent les sites des ambulances de la zone d'intervention, si la planification hospitalière constate un besoin de la population. La zone est fixée selon les prestations convenues à l'article 9, alinéa 1, lettre *a*. Il est indispensable de définir précisément les zones d'intervention pour coordonner les interventions et les diriger. Le dispositif doit tenir compte, partout où cela s'avère approprié ou nécessaire, de la coordination intercantonale et de la collaboration avec les organisations de sauvetage adéquates, notamment des secours aériens, alpins et lacustres selon l'article 86.

Article 98 (Contrat avec un tiers)

L'ancienne loi ne prévoit pas la conclusion de contrats avec des tiers, alors que la nouvelle loi mentionne cette possibilité explicitement.

Alinéa 1

Selon l'article 96, le service compétent de la SAP conclut un contrat de prestations avec les services de sauvetage régionaux, qui peuvent à leur tour en conclure avec un tiers selon l'article 98, alinéa 1.

Cette disposition a notamment pour but de garantir la fourniture de prestations de sauvetage dans les régions décentrées et dans les régions proches des limites cantonales à un prix raisonnable. En qualité de mandant, le canton n'est que le partenaire contractuel des services de sauvetage régionaux, ceux-ci restant responsables envers lui dans leur zone d'intervention. Si la fourniture des prestations confiée par un service de sauvetage à un tiers laisse à désirer, le service compétent de la SAP se tournera vers son partenaire, soit le service régional de sauvetage, pour faire appliquer le contrat conclu avec lui. C'est à ce dernier qu'il reviendra de traiter avec le tiers qu'il aura à son tour mandaté.

Lettre *a*

Il peut s'agir aussi bien d'un service de sauvetage intercantonal bénéficiant d'une autorisation d'exploiter du canton de Berne que du service de sauvetage d'un autre canton, au bénéfice d'une autorisation de son canton ou de celui de Berne.

Lettre *b*

Les services de sauvetage régionaux peuvent également mandater les médecins privés disposant d'une autorisation d'exercer la profession du canton de Berne. Ceux qui disposent d'une autorisation d'un autre canton peuvent certes exercer librement dans le canton de Berne durant 90 jours civils à condition de s'être annoncés à l'autorité compétente, selon l'article 35, alinéas 2 et 3 LPMéd. Toutefois, demander une autorisation est une procédure unique qui simplifie l'administration et supprime le contrôle annuel. Conclure un contrat de prestations avec des médecins privés améliore le modèle du médecin de service selon l'article 58 de l'ancienne loi, car les services de sauvetage régionaux, et non plus la SAP, sont désormais leurs partenaires. Cet article 58 n'a jamais été appliqué. La collaboration des médecins mandatés par la SAP aurait été particulièrement difficile en raison de l'absence de règles unissant les médecins et les services de sauvetage concernant les horaires, les plans d'intervention, etc.

Alinéa 2

Afin que le canton connaisse les zones desservies, les contrats avec un tiers sont conclus par écrit et portés à la connaissance du service compétent de la SAP. Bien que les relations contractuelles de celui-ci se limitent à son partenaire direct, il est indispensable que le canton ait une vue d'ensemble des services régionaux de sauvetage et de leur zone d'intervention.

Financement

Article 99 (Subventionnement des prestations)

Cette disposition est nouvelle. Il s'agit de créer une base sûre permettant de suivre en souplesse le développement du sauvetage bernois et d'influencer l'évolution des dépenses.

Alinéa 1

Les exploitations perçoivent des subventions du canton selon les contrats de prestations conclus avec les services de sauvetage et avec la CASU. Les contrats de prestations déterminent, par exemple, quelles sont les prestations à fournir et par combien de services de sauvetage selon la planification des soins. De plus, le contenu des contrats est à régler selon l'article 9.

Alinéa 2

Le financement des services de sauvetage est assuré en premier lieu par les revenus provenant des prestations de sauvetage facturées aux patients et aux patientes et à leurs assurances, par la facturation d'autres prestations telles que les transports sur commande, les activités en faveur des hôpitaux ou autres et par les subventions du canton. Les tarifs négociés par les services de sauvetage et les assurances permettent de couvrir le coût des interventions. La disponibilité à intervenir en tout temps, elle, est indemnisée par les subventions du canton. Cela correspond à la différence entre les charges d'exploitation standard, soit les coûts normatifs et les recettes.

La CASU ne pouvant facturer aucune prestation, la totalité de ses coûts normatifs sont couverts par la subvention cantonale.

Le montant de celle-ci n'est déterminé qu'au terme de l'exercice, les recettes de tiers n'étant connues qu'à ce moment-là.

Alinéa 3

Il faut que le canton puisse influencer l'évolution des dépenses des fournisseurs pour les prestations convenues contractuellement. C'est pourquoi les coûts normatifs sont standardisés pour tous les fournisseurs de prestations. Le canton possède ainsi, outre le contrat de prestations, un instrument supplémentaire lui permettant d'améliorer la précision de son engagement financier. La comparabilité des divers fournisseurs de prestations s'en trouve elle aussi améliorée. Cela n'était pas le cas aussi largement avec le système de couverture du déficit en vigueur jusqu'en 2006.

Standardiser les frais généraux respecte les exigences de qualité prescrites dans les directives sur la reconnaissance des services de sauvetage de l'Interassociation de sauvetage IAS, et on peut en déduire le coût annuel de la disponibilité jour et nuit d'une équipe de sauvetage.

Alinéa 4

Les coûts normatifs comprennent les coûts d'exploitation et d'investissement. Comme il inclut les frais d'investissements, le système de financement des prestations de sauvetage se rapproche de celui des prestations hospitalières, la plupart des services de sauvetage faisant partie d'un hôpital, ou en dépendant. La lourde procédure des subventions d'investissements individuelles disparaît au profit d'une liberté accrue pour eux.

Il est tenu compte de la collaboration avec d'autres services de sauvetage ou avec des médecins privés, ainsi que des différents mandats que les divers centres d'ambulances ont à remplir. Le coût d'une exploitation 24 heures sur 24 ne sera pas indemnisé de manière identique à celui d'un service purement diurne.

Alinéa 5

Les revenus provenant des prestations facturées aux patients et aux patientes et à leurs assurances figurent au premier rang des recettes d'un service de sauvetage. Celui-ci facture ses prestations aux patients et patientes dont les assurances sont tenues d'assumer une partie des frais de sauvetage selon l'article 27 OPAS. Les recettes provenant des transports sur commande font également partie des revenus d'un service de sauvetage. Il s'agit d'interventions de priorité P3 et non d'interventions d'urgence. Sont également considérés comme revenus l'indemnisation du

service de garde lors de manifestations, la subvention perçue pour la formation des ambulanciers et ambulancières, la rétribution des prestations fournies à l'organisme responsable (facturation interne) ainsi que l'utilisation de l'infrastructure de celui-ci, etc.

Alinéa 6

Les modalités des coûts normatifs et du calcul des coûts normatifs seront fixées par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance, ce qui lui permettra de réagir de manière optimale aux nouveaux éléments dont il convient de tenir compte.

Article 100 (Constructions et installations du canton)

Cette disposition est nouvelle.

Elle permet au canton de mettre constructions et installations à la disposition des fournisseurs de prestations. Il peut élever spécialement une construction à leur intention ou leur laisser l'usage de bâtiments existants, adaptés à leurs besoins le cas échéant. A condition toutefois que cela soit justifié sur le plan économique: il n'est pas possible, par exemple, d'exiger d'un fournisseur de prestations qu'il supporte seul un gros investissement utile à l'ensemble du sauvetage bernois. Bien que les contrats de prestations courent sur un an pour permettre au canton de changer de fournisseurs de prestations si nécessaire, une telle durée ne garantit pas à ceux-ci la sécurité requise dans la planification et en cas d'investissement majeur. La présente disposition, qui permet d'y remédier, s'applique à tous les fournisseurs de prestations de sauvetage, exploitants de la CASU compris.

Article 101 (Dispositions applicables)

Cette disposition est nouvelle.

Comme pour les soins hospitaliers, le sauvetage peut bénéficier de subventions pour restructuration selon les articles 63 à 58, de même que de subventions d'investissement. L'application par analogie de ces dispositions se justifie par le fait qu'il est parfaitement possible que le sauvetage doive subir des restructurations ou des conditions particulières de financement des investissements et qu'il n'y a pas de raison de le considérer différemment des soins hospitaliers. Il en va de même pour les subventions aux investissements selon l'article 74. L'obligation de remboursement selon les articles 76 à 78 s'applique également aux fournisseurs de prestations du sauvetage.

Formation et perfectionnement

Les dispositions concernant la formation et le perfectionnement sont nouvelles.

Selon l'article 41, alinéa 1 de la Constitution cantonale, le canton et les communes veillent à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable, et ils créent à cet effet les institutions nécessaires. Afin de satisfaire à l'obligation de mettre à disposition suffisamment de personnel, tant en nombre qu'en qualité, le canton veut indemniser les prestations de formation et de perfectionnement assurées par les fournisseurs dans les professions de la santé universitaires et non universitaires. Mais il s'agit aussi d'inscrire dans la loi l'obligation de formation pour les institutions du système de santé. Cette obligation vaut pour le domaine des soins aigus comme pour tous les domaines de la chaîne de soins pilotée par le canton. Celui-ci ne peut remplir son mandat constitutionnel que si cette chaîne fonctionne. Le cadre ainsi posé lui permet d'indemniser les entreprises du système de santé, conformément aux prestations fournies et aux objectifs fixés, pour la formation postgrade en médecine et en pharmacie ainsi que pour la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires.

Nécessité d'intervenir dans le domaine de la formation postgrade des médecins

Depuis quelque temps, différentes voix s'élèvent pour annoncer une pénurie de médecins à moyen terme en Suisse, affirmant que le pays ne pourra couvrir ce besoin croissant qu'en engageant du personnel étranger. Mais les expertises ne s'accordent pas sur la façon de réagir face à ce pronostic. Certains estiment qu'il ne s'agit pas d'une simple pénurie, mais plutôt d'un problème de répartition entre l'Université, les hôpitaux et les cabinets privés. Pour d'autres, le problème s'explique aussi par le changement de génération et de genre (féminisation de la médecine) et il pourrait donc en partie être résolu par les nouveaux modèles de travail (réseaux, temps partiels, soins intégrés, etc.). D'autres enfin soulignent que l'offre médicale «appropriée» est très difficile à calculer exactement dans le cadre d'une analyse des besoins, car elle dépend avant tout de la capacité économique d'un pays. Quoi qu'il en soit, pour le corps médical comme pour les autres groupes professionnels, le canton ne peut mettre à disposition les établissements nécessaires à l'assistance médicale et paramédicale de la population que si ceux-ci fonctionnent; autrement dit, s'ils disposent du personnel médical nécessaire en nombre et en qualification.

A l'heure actuelle, la formation des médecins est une formation universitaire réglée et structurée au niveau fédéral. La détermination des capacités d'accueil, coordonnée pour l'ensemble de la Suisse, est de la compétence du Conseil-exécutif[27]. Le coût de la formation théorique et pratique des étudiants jusqu'à l'obtention du diplôme fédéral est assumé, conformément à l'article 53 LUni, par les hôpitaux universitaires ainsi que par les autres hôpitaux impliqués. Pour cette partie de la formation des médecins, il n'est donc pas possible d'intégrer à la LSH des règles permettant de garantir que le canton disposera du personnel médical nécessaire.

Mais pour qu'un médecin puisse exercer de manière autonome en Suisse, il doit encore, une fois ses études de médecine terminées, suivre une formation postgrade. Très peu de médecins diplômés travaillent comme salariés, en tant que médecins ou non, sans avoir suivi une spécialisation. Celle-ci se déroule généralement dans un hôpital reconnu pour la formation postgrade. C'est la Fédération des médecins

[27] Article 11c LUni

suisses (FMH) qui est chargée par le Département fédéral de l'intérieur d'assurer cette formation.

Dans le canton de Berne, le coût de la formation postgrade des médecins faisait jusqu'à présent partie, de manière non explicite, du budget des hôpitaux et relevait principalement du budget de la SAP. En vertu de l'article 49, alinéa 3 LAMal, les rémunérations prises en charge conjointement par les cantons et les assureurs pour les prestations des hôpitaux répertoriés ne doivent pas comprendre les parts que représentent les coûts des prestations d'intérêt général, c'est-à-dire en particulier la recherche et la formation universitaire. Ces coûts sont donc déduits des frais d'exploitation des hôpitaux qui doivent être cofinancés par les assureurs-maladie. Sont considérés comme coûts de formation universitaire, d'après l'article 7 OCP, outre la formation de base théorique et pratique des étudiants et étudiantes jusqu'à l'obtention du diplôme fédéral, la formation postgrade jusqu'à l'obtention du titre postgrade fédéral.

L'OCP ne décrit pas en détail ce que comprennent les coûts de la formation postgrade des médecins qui sont exclus du financement par les forfaits par cas. Etant donné la position du Conseil fédéral en réponse aux interventions déposées au Conseil national, on peut supposer qu'il s'agit des coûts pouvant être attribués clairement à la spécialisation jusqu'à l'obtention du titre postgrade. En font partie notamment les frais généraux liés à l'activité de formation ainsi que les parts de salaire versées aux personnes qui, selon leur cahier des charges, se consacrent entièrement ou partiellement à des tâches de formation. Les salaires des médecins-assistants et médecins-assistantes, en revanche, doivent faire partie, comme c'est le cas actuellement, des frais d'exploitation des hôpitaux et être payés dans le cadre des forfaits par cas. Le calcul des coûts de formation est donc toujours un calcul de solde.

On ne dispose pas de chiffres consolidés sur le coût effectif de la formation postgrade, difficiles à déterminer. Diverses études ont donc tenté d'y voir plus clair, ces années passées. La dernière en date, celle de l'Office fédéral de la statistique (OFS), chargé il y a deux ans par la Conférence universitaire suisse (CUS) de réaliser un projet portant sur une méthode uniforme d'évaluation du coût de la formation et de la recherche académiques dans les hôpitaux universitaires («*Kosten der akademischen Lehre und Forschung in den Universitätsspitälern*»), a débouché sur des résultats partiellement contradictoires, impossibles à généraliser.

La nécessité actuelle d'intervenir dans le domaine de la formation postgrade des médecins découle du passage du financement hospitalier aux forfaits par cas en fonction des prestations (DRG) en 2012. Il n'est pas certain qu'avec ce nouveau système, la formation postgrade des médecins soit encore couverte par lesdits forfaits, ce qui pourrait nuire à l'offre des institutions de formation et à la qualité du perfectionnement. Sans compter le désavantage économique que pourraient subir les établissements formateurs par rapport aux hôpitaux ne l'étant pas. Ce problème concerne en particulier les hôpitaux universitaires, qui emploient de nombreux assistants et assistantes.

Dans le cadre du Dialogue de la Politique nationale suisse de la santé (PNS), la plateforme «Avenir de la formation médicale» fondée en 2010 a longuement réfléchi à ces questions. En principe, tous les établissements figurant sur la liste des hôpitaux sont tenus de former un nombre de personnes correspondant à leur potentiel de formation. Il est prévu que les cantons soutiennent la formation postgrade en versant un forfait par médecin en formation et par année, à charge pour l'hôpital de respecter un certain nombre de consignes, dont des critères qualitatifs. Ce modèle forfaitaire, qui se veut pragmatique et simple, est actuellement développé par un groupe de travail de la CDS, qui recherche encore la possibilité de mettre sur pied une compensation intercantonale des coûts de la formation postgrade en médecine.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les dispositions révisées de la LSH, afin de financer et de piloter la formation postgrade des médecins à moyen terme selon un modèle national axé sur les prestations.

Nécessité d'intervenir dans le domaine de la formation postgrade en pharmacie

Comme pour les médecins, les associations professionnelles craignent une pénurie de pharmaciens et de pharmaciennes cliniques expérimentés, d'autant plus que l'importance de la pharmacie clinique augmente plutôt qu'elle ne décroît. Une des raisons avancées est qu'il est de plus en plus difficile de trouver des postes de formation postgrade dans une pharmacie d'hôpital pour la relève en raison de la pression du nouveau régime de financement hospitalier.

Les études en pharmacie sont réglées au niveau fédéral, sous forme de formation universitaire structurée aux universités de Bâle, Genève et Zurich ainsi qu'à l'EPFZ. La pharmacie est une profession médicale universitaire soumise à la LPMéd. La formation postgrade en pharmacie clinique s'acquiert au terme des études en sciences pharmaceutiques en étant assistant ou assistante dans un centre de formation continue agréé (les hôpitaux en premier lieu). Ayant accompli la formation postgrade avec succès, la personne obtient le titre de pharmacien ou pharmacienne d'hôpital FPH. Selon la LPMéd, c'est la Société suisse des pharmaciens qui est responsable de filières de formation postgrade en pharmacie et donc pour la pharmacie clinique.

En vertu de l'article 49, alinéa 3 LAMal, les rémunérations prises en charge conjointement par les cantons et les assureurs pour les prestations des hôpitaux répertoriés ne doivent pas comprendre les parts que représentent les coûts des prestations d'intérêt général, c'est-à-dire en particulier la recherche et la formation universitaire. Sont considérés comme coûts de formation universitaire, d'après l'article 7 OCP, outre la formation de base théorique et pratique jusqu'à l'obtention du diplôme fédéral, la formation postgrade jusqu'à l'obtention du titre postgrade fédéral des professions médicales selon la LPMéd, soit en l'occurrence de pharmacien et de pharmacienne. Comme il vient d'être indiqué pour la formation postgrade des médecins, seules les dépenses de matériel et de personnel directement liées à l'activité de formation peuvent être considérées comme frais de perfectionnement professionnel. Le calcul des coûts de formation est un calcul de solde.

Le groupe de travail de la plateforme «Avenir de la formation médicale» a présenté une première réflexion sur le coût et le financement de la formation postgrade en pharmacie clinique, moins détaillée cependant que pour la formation postgrade des médecins. La CDS en a conclu que la question du financement de la pharmacie clinique est analogue à celle de la médecine humaine. De plus, comme il n'y a qu'une poignée de centres de formation continue en Suisse, la CDS envisage d'intégrer le financement du postgrade en pharmacie clinique dans le modèle PEP (pragmatique, simple et forfaitaire).

Il est vraisemblable que d'autres travaux de fond sont à effectuer en ce qui concerne le coût de la formation postgrade en pharmacie clinique pour les hôpitaux. Parallèlement, il faut prévoir dans la LSH les dispositions permettant de piloter et de financer à moyen terme la formation postgrade en pharmacie clinique en cas de besoin attesté.

Nécessité d'intervenir dans les professions de la santé non universitaires

Le canton de Berne s'efforce depuis le début de l'année 2000 de déterminer le besoin de relève dans les professions de la santé non universitaires. Les calculs d'alors, qui indiquaient déjà une pénurie prévisible de personnel qualifié, l'ont amené à intensifier les mesures visant à promouvoir le recrutement d'apprentis et apprenties et d'étudiants et étudiantes ainsi que la formation pratique dans ces métiers.

Des dispositions concrètes concernant l'offre de places de formation et de perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires avaient été introduites pour la première fois lors de l'élaboration de l'ancienne loi. La prestation de formation nécessaire découle du besoin attesté dans la planification des soins hospitaliers 2007–2010, qui avait été calculé au niveau du système de soins.

Les études nationales publiées en 2009, d'une part par l'Observatoire nationale de la santé (Obsan) et d'autre part par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) et l'association faîtière du monde du travail en santé (OdA-Santé), ont confirmé les pronostics du canton de Berne relatifs aux besoins. Les chiffres publiés dans ces études sont alarmants en ce qui concerne l'évolution des effectifs dans le système de santé. Selon les prévisions de l'Obsan, le besoin en personnel de santé non universitaire en Suisse passera de 25 000 personnes en 2006 à 48 000 en 2020, soit 16 à 28 pour cent de collaborateurs et collaboratrices de plus qu'aujourd'hui. Par ailleurs, dans la même période, 60 000 personnes quitteront la vie active pour prendre leur retraite, ce qui représente 40 pour cent de l'effectif actuel dans ces métiers.

Avec la réglementation proposée, toutes les institutions qui emploient du personnel de santé non universitaire contribueront à assurer la relève grâce à des prestations de formation et de perfectionnement. La loi laisse en outre la possibilité, pour ces métiers, de fournir des prestations de formation pratique réglées par des accords contractuels. Citons ici comme exemples les services régionaux qui offrent un enseignement dans le domaine Training et Transfert (TT) de la formation en soins infirmiers ES, ainsi que le portail Internet, en construction, qui sera dédié à l'organisation des formations informelles. La loi permet également de soutenir financièrement les institutions qui s'occupent du marketing professionnel et du recrutement d'apprentis et d'apprenties et d'étudiants et d'étudiantes dans les professions de la santé non médicales. Enfin, elle règle les conditions à l'octroi de subventions d'encouragement du canton pour la formation et le perfectionnement théoriques du personnel de santé non universitaire employé par les fournisseurs de prestations.

Comme dans l'ancienne loi, les prestations de formation et de perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires sont désignées par le Conseil-exécutif et énumérées dans une annexe. L'admission des professions de la santé se fonde sur les données de la planification des soins.

Dispositions générales

Article 102

Cette nouvelle disposition s'inspire de l'article 33 de l'ancienne loi. La nouveauté est représentée par la possibilité de prendre des mesures concernant la formation postgrade en médecine et en pharmacie. La disposition précise en outre que, pour répondre aux exigences posées, la SAP conclut des contrats de prestations avec les fournisseurs ou avec d'autres organisations appropriées.

Alinéa 1

Cet alinéa habilite le service compétent de la SAP à prendre des mesures touchant la formation postgrade en médecine et en pharmacie, ainsi que la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève n'est pas assurée pour les soins hospitaliers et le sauvetage.

Alinéa 2

Selon l'article 49, alinéa 1 LPJA, l'autorité compétente règle d'office ou sur requête les rapports juridiques de droit public en rendant des décisions, à moins que la loi n'y déroge expressément. L'alinéa 2 permet au service compétent de la SAP de conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées pour mettre en œuvre les mesures visées à l'article 103, alinéa 1, sans devoir recourir à la voie de décision.

Alinéa 3

Le Conseil-exécutif désigne dans une ordonnance les professions de la santé non universitaires pour lesquelles des mesures doivent être prises afin d'assurer la relève dans les soins hospitaliers et le sauvetage.

Formation postgrade en médecine et en pharmacie

Article 103 (Obligation)

Cette disposition est nouvelle.

Elle amène les fournisseurs de prestations actifs dans le canton de Berne à lutter à armes égales en les obligeant à participer à la formation postgrade en médecine et

en pharmacie reconnue par la LPMéd. En principe, tous les fournisseurs – y compris ceux qui ne figurent pas sur la liste des hôpitaux – doivent contribuer à la relève en offrant une formation postgrade. En effet, tous ont besoin de personnel médical et pharmaceutique, raison pour laquelle ils devraient apporter une contribution à sa formation.

La formation postgrade en médecine et en pharmacie est reconnue par la Confédération à la condition de remplir certaines exigences, notamment celle d'avoir lieu dans des établissements de formation reconnus comme tels par l'organisation désignée par la LPMéd. L'obligation se limite ainsi de facto aux fournisseurs de prestations (services, unités, cliniques, instituts, etc.) reconnus comme établissements de formation par la LPMéd.

Etendue à tous les fournisseurs de prestations, cette obligation présupposerait le devoir pour chacun d'eux de mettre en place dans leurs unités les conditions leur permettant d'être reconnus comme établissements de formation par la LPMéd. Une telle obligation – de même que la sanction correspondante en cas de non-respect – n'a pas été ancrée dans la présente loi, car elle ne paraissait pas judicieuse. En effet, il est à prévoir que les fournisseurs de prestations ont tout intérêt à faire reconnaître leurs unités comme établissements de formation, d'une part parce que cela peut dans une certaine mesure être considéré comme une preuve de qualité et donc comme un argument de marketing et, d'autre part, parce que l'engagement (et partant la formation postgrade) de médecins-assistants et médecins-assistantes et de pharmaciens et pharmaciennes cliniques peut, dans certaines conditions, s'avérer intéressant du point de vue économique.

Article 104 (Indemnisation)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Le service compétent de la SAP peut conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs qui dispensent des formations postgrade reconnues par la LPMéd. Le canton a ainsi la possibilité, dans le but d'assurer la relève professionnelle, de participer au financement de la formation postgrade en médecine et en pharmacie.

La formulation potestative permet au canton de Berne de se rattacher, pour l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie, à une solution nationale. De plus, elle tient compte du fait qu'on ne connaît pas encore très bien les dépenses que cette formation occasionnera aux fournisseurs de prestations. Elle prend également en considération une autre question encore en suspens, celle de savoir comment régler la prise en charge des frais afférents à la formation postgrade en médecine et en pharmacie.

Alinéa 2

Les détails relatifs au montant de l'indemnisation sont réglés par le Conseil-exécutif, qui fixe des forfaits. Les montants définis par contrat ne doivent couvrir que les dépenses qui restent à la charge du fournisseur une fois déduite la prestation de travail fournie par les médecins et les pharmaciens et pharmaciennes suivant la formation postgrade. L'indemnisation se limite donc au solde.

Formation et perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires

Formation et perfectionnement pratiques

Article 105 (Obligation)

Cette disposition est nouvelle.

La demande de prestations de soins dans le système de santé ne fera qu'augmenter à l'avenir, tendance encore renforcée par l'évolution démographique, épidémiologique, économique et sociétale. La situation, déjà tendue en ce qui concerne le personnel disponible dans les professions de la santé non universitaires, va continuer à s'aggraver. Dans ce domaine, la relève doit être assurée par le biais d'une obligation de formation pour tous les fournisseurs de prestations actifs dans le champ d'application de la présente loi. Cette règle concerne les fournisseurs inscrits par le canton sur la liste des hôpitaux (hôpitaux et maisons de naissance répertoriés) comme ceux qui ne le sont pas, ainsi que les services de sauvetage. Toutes les institutions qui emploient du personnel exerçant un métier de la santé non universitaire doivent contribuer à assurer la relève par la formation et le perfectionnement.

Les cantons sont habilités à fonder cette obligation de formation et de perfectionnement. Le Tribunal fédéral juge en effet que «la loi en vigueur exclut uniquement la formation universitaire; l'on peut, donc, en déduire, a contrario, que les frais relatifs à la formation non universitaire doivent être inclus dans les tarifs remboursés»[28]. La LAMal prévoit ainsi d'indemniser les prestations de formation sans obliger les hôpitaux à les fournir. Les cantons peuvent combler cette lacune et introduire dans leur législation l'obligation de participer à la formation et au perfectionnement[29].

Assurer l'approvisionnement en soins requiert de disposer de suffisamment de personnel qualifié. Ont donc aussi été analysés des modèles incluant tous les établissements, en particulier ceux qui comportent des fonds en faveur de la formation professionnelle, auxquels, en vertu de l'article 60 de la LFPr, la Confédération peut depuis 2004 déclarer la participation obligatoire pour toutes les entreprises de la branche en les contraignant à verser des subventions de formation. Il en existe 13 à l'heure actuelle (automobile, culture maraîchère, menuiserie, etc.). La participation obligatoire à un fonds en faveur de la formation professionnelle oblige à former du personnel les entreprises qui ne le faisaient pas auparavant et qui profitaient des prestations des entreprises formatrices. Bien que ce modèle puisse renforcer la solidarité de la branche, il n'a pas été retenu pour les professions de la santé non universitaires. En effet, il génère une importante charge administrative, sans réussir à atteindre les objectifs de garantie du personnel, car il ne peut comporter de sanctions.

[28] ATF 2C_796/2011 du 10 juillet 2012, cons. 8.3
[29] Rütsche, 2012b, note 58

Article 106 (Stratégie de formation)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Tous les fournisseurs de prestations sont tenus d'élaborer une stratégie de formation. Les entreprises ne disposent pas toutes des mêmes conditions structurelles pour la formation et le perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires. Ce constat vaut avant tout pour les différents secteurs des soins (hôpitaux de soins aigus et cliniques, établissements de long séjour, aide et soins à domicile), mais aussi pour chaque entreprise en leur sein. Certains de ces secteurs, de même que certaines entreprises, ont des conditions structurelles telles qu'il leur est difficile de former la relève dont ils auraient besoin, tandis que d'autres peuvent proposer sans problème des prestations pratiques de formation et de perfectionnement allant au-delà de leurs propres besoins de relève. Il faut prendre en compte ces différences si l'on veut introduire une obligation de formation: d'une part, des conditions structurelles défavorables ne doivent pas être encore aggravées par la charge que constitueraient des sanctions; d'autre part, le potentiel de formation des entreprises disposant de bonnes conditions structurelles doit être exploité jusqu'au bout, de façon à garantir que le système de santé disposera de personnel spécialisé en nombre suffisant.

Le cadre que peuvent proposer les fournisseurs de prestations pour la formation et le perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif doit donc être précisé dans une stratégie de formation. La mise au point de cette stratégie présuppose une analyse interne mettant en évidence les ressources dont l'entreprise dispose pour la formation.

Alinéa 2

Pour que la stratégie de formation mentionnée à l'alinéa 1 atteigne le but fixé, elle doit répondre à certaines exigences. Celles-ci sont indiquées à l'alinéa 2.

Article 107 (Prestation de formation et de perfectionnement)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Pour chaque fournisseur de prestations, la définition concrète de la formation et du perfectionnement se fonde sur la planification cantonale des soins et sur son potentiel de formation. De cette manière, la prestation de formation n'est plus calculée uniquement à partir des objectifs d'approvisionnement en soins, mais tient largement compte du potentiel existant dans l'entreprise, tel qu'il est décrit à l'alinéa 2. C'est le service compétent de la SAP qui fixe, par voie de décision, la formation et le perfectionnement dus par chaque fournisseur.

Alinéa 2

Pour le calcul du potentiel de formation, les principaux paramètres à prendre en compte sont les suivants:

- le nombre de collaborateurs et collaboratrices (équivalents temps plein) par groupe professionnel,
- la structure de l'entreprise (type, structure et étendue de l'offre),
- les prestations de l'entreprise (dans le domaine hospitalier, dans le domaine ambulatoire; à visée thérapeutique, à visée diagnostique).

L'analyse de ces paramètres dans un hôpital de référence a montré que le meilleur moyen d'évaluer le potentiel de formation dans la santé est de se baser sur le plan des postes, celui-ci reflétant directement les prestations et les champs d'apprentissage qui y sont liés. Le personnel à prendre en compte dans le calcul des normes est déterminé par profession. Dans les professions en soins et assistance, par exemple, on tient compte uniquement du personnel intervenant dans les divisions de lits, car c'est là seulement que la formation et le perfectionnement pratiques peuvent avoir lieu.

Le potentiel de formation est calculé par profession non universitaire au moyen de normes reflétant le nombre de semaines de pratique devant être accomplies par poste à temps plein. Pour un établissement, il revient à l'addition des temps complets des professions en cause multipliés par leurs normes respectives.

C'est la prestation actuelle de formation d'un hôpital de référence qui a servi à fixer les normes des professions en soins et assistance, formulées en semaines de formation pratique par temps complet. Elle fait office de référence (benchmark). Quant à la norme, elle est définie pour les professions en soins et assistance à 60 pour cent de la référence pour les hôpitaux de soins aigus et à 40 pour cent de la référence pour les cliniques de réadaptation et la psychiatrie.

La norme des professions médico-techniques et médico-thérapeutiques a été définie selon la même méthode, mais sur la base d'autres hôpitaux de référence pour chacune d'entre elles. Elle est fixée à 80 pour cent de la référence pour tous les fournisseurs de prestations du canton de Berne.

Cette méthode rend le calcul du potentiel de formation objectif et compréhensible. L'entreprise calcule elle-même son potentiel au moyen de ces normes avec l'aide du service compétent de la SAP. Le potentiel de formation fait partie des données que les entreprises sont tenues de communiquer.

Du potentiel de formation à la prestation de formation: pour calculer la prestation de formation, le potentiel déterminé est complété par une pondération par filière, basée sur des éléments découlant de la planification des soins. Ce facteur de pondération est un instrument de pilotage qui soutient les objectifs de la planification; par conséquent, comme cette dernière, il doit être fixé tous les quatre ans par la SAP. Le potentiel de formation est multiplié par le facteur de pondération pour donner la prestation de formation à fournir. Celle-ci, exprimée sous forme de points de formation, est fixée par décision du service compétent de la SAP.

Définition de la prestation de formation: le service compétent de la SAP fixe par décision le volume de formation sur la base des points calculés. Cette forme d'obligation laisse aux entreprises une marge de manœuvre quant à la façon de concrétiser leur mandat de formation. Il est probable qu'elles axeront leur stratégie sur les deux objectifs suivants:

– optimisation de la formation: elles mettront l'accent sur leur activité de formation et se concentreront sur les formations qu'elles auront choisies en tirant parti de leurs points forts;

– maximisation de l'indemnisation: elles organiseront leur activité de formation de façon à parvenir, avec la pondération fixée, à la rétribution maximale.

L'obligation en forme de points de formation permet également aux fournisseurs de prestations d'adapter avec souplesse leur activité au recrutement possible d'apprentis et d'apprenties et d'étudiants et d'étudiantes.

De la prestation de formation à l'indemnité de formation: l'indemnité de formation répond à la formule «quantité fois prix». Les places de formation sont indemnisées de manière forfaitaire sur la base du coût normatif calculé. La méthode consistant à fixer les forfaits de formation pour la formation et le perfectionnement non universitaires, qui a fait ses preuves depuis 2002, est ainsi maintenue. Les forfaits sont exprimés en francs par semaine de formation pratique.

Calcul de la prestation: comme indiqué à l'alinéa 1, le service compétent de la SAP communique à chaque fournisseur, par voie de décision, sa prestation de formation et de perfectionnement, et celui-ci est tenu d'épuiser le potentiel de formation qui lui a été fixé sous forme de points. Les prestations qu'il doit – le chiffre à atteindre – sont indiquées dans la décision. L'exemple fictif et simplifié ci-dessous illustre ce principe.

Décision relative à la formation (exemple de calcul), feuille Prestation de formation

Formation	Potentiel de formation en semaines	Pondération	Points de formation	Indemnité par semaine de formation en francs	Indemnité de formation fixée, en francs
ASSC	926	1,0	926	57.89	53 606.15
ASSC adultes[30)]	78	1,0	78	0	0.00

[30)] L'apprentissage d'assistant-e en soins et santé communautaire (ASSC) pour adultes est en fait un projet de développement du personnel. Cette formation, qui s'adresse en premier lieu aux employés et employées de longue date d'une entreprise (p. ex. aides-soignants ou aides-soignantes), donne à ce groupe de personnes de nouvelles perspectives professionnelles et leur permet d'obtenir un salaire plus élevé (quatre classes) ainsi que de suivre une formation de niveau tertiaire après celle d'ASSC. Pour l'entreprise, cette filière représente une chance unique de garder son personnel et de continuer à travailler avec les mêmes employés et employées. Comme c'est principalement le personnel interne de l'entreprise qui suit cet apprentissage et que les frais de formation qui y sont liés ne sont donc pas imputables, le cadre financier pendant la durée de la formation sans subvention du canton est négocié individuellement entre les collaborateurs et collaboratrices et l'entreprise. Le canton permet aux personnes qui doivent compléter la formation générale nécessaire (ECG) avant de préparer le certificat de capacité de suivre gratuitement ce module dans les écoles professionnelles, raison pour laquelle, dans le tableau ci-dessus, il ne verse pas de subvention pour l'ASSC.

Décision relative à la formation (exemple de calcul), feuille Prestation de formation

Formation	Potentiel de formation en semaines	Pondération	Points de formation	Indemnité par semaine de formation en francs	Indemnité de formation fixée, en francs
Infirmière ES	888	1,0	888	300	266 400.00
Infirmière HES	80	1,0	80	450	36 000.00
Physiothérapeute HES	49	1,0	49	300	14 700.00
Sage-femme HES	65	1,0	65	300	19 500.00
Soins intensifs	0	1,0	0	1 203.70	0.00
Anesthésie	0	1,0	0	1 203.70	0.00
Prestation de formation fixée par décision			2 086		
Indemnité de formation fixée par décision					390 326.15

Alinéa 3

Il faut laisser aux entreprises une grande marge de manœuvre quant à la façon de concrétiser leur mandat de formation. Elles peuvent, par exemple, s'allier à d'autres hôpitaux de soins aigus ou à des fournisseurs de prestations d'autres domaines. Il est aussi envisageable qu'un fournisseur de prestations en charge un autre (établi dans le canton de Berne) d'organiser la formation et le perfectionnement en tout ou partie. Dans de tels cas, les modalités sont réglées directement par les partenaires, financement compris. Chaque fournisseur de prestations reste responsable devant le service compétent de la SAP de la formation et du perfectionnement dus (et non pas l'entreprise les dispensant).

Alinéa 4

C'est par voie d'ordonnance que le Conseil-exécutif règle les détails permettant au service compétent de rendre les décisions en matière de formation et de perfectionnement des divers fournisseurs de prestations. Le calcul du potentiel s'effectue selon des consignes cantonales, définies en fin de compte par le gouvernement, bien qu'elles aient été négociées par le canton et la branche de la santé. Ces consignes feront l'objet d'une analyse régulière, à l'instar de la planification des soins. La pondération de chaque formation et du perfectionnement des diverses professions de la santé non universitaires est également fixée par le Conseil-exécutif.

Article 108 (Indemnisation)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Pendant l'année de formation et de perfectionnement, l'entreprise documente son activité de formation, puis, à la fin de l'exercice, elle indique au service compétent de la SAP combien de semaines de formation et de perfectionnement elle a effectivement fournies. Celui-ci met les instruments informatiques nécessaires à sa disposition.

Alinéa 2

L'indemnisation des prestations de formation et de perfectionnement est calculée à partir de la prestation effectivement fournie et du montant fixé à cet effet par le Conseil-exécutif (indemnité de formation). Sont considérées comme prestations effectivement fournies

- les contrats d'apprentissage de niveau secondaire II conclus et commencés le 30 novembre de l'exercice,
- les stages de la formation infirmière ES et infirmier ES et les semaines de stage des autres formations et du perfectionnement de niveau tertiaire des professions de la santé non universitaires selon la convention annuelle signée avec l'école, ainsi que les stages convenus au moyen de l'interface internet «Myoda». Voir l'exemple ci-dessous:

Décompte relatif à l'indemnité de formation (exemple de calcul)					
Formation	Potentiel de formation en semaines	Pondération	Points de formation	Indemnité par semaine de formation en francs	Indemnité de formation effective, en francs
ASSC	910	1,0	910	57.89	52 679.90
ASSC adultes	50	1,0	50	0	0.00
Infirmière ES	880	1,0	880	300	264 000.00
Infirmière HES	0	1,0	0	450	0.00
Physiothérapeute HES	40	1,0	40	300	12 000.00
Sage-femme HES	0	1,0	0	300	0.00
Soins intensifs	21,6	1,0	21.6	1 203.70	26 000.00
Anesthésie	21,6	1,0	21.6	1 203.70	26 000.00
Prestation de formation atteinte			1 923.2		
Indemnité de formation effective					380 679.90

Selon la LAMal, la formation et le perfectionnement des professions de la santé non universitaires font partie des frais imputables et sont compris dans la rémunération. Comme il ne s'agit pas de rétribuer à double les fournisseurs de prestations, le service compétent de la SAP déduit les indemnités de la rémunération à laquelle ils ont droit selon la LAMal pour les places de formation et de perfectionnement et fait mention de la déduction dans la décision de décompte de prestations.

Alinéa 3

La part cantonale est versée sous formes d'avances, comme pour le cofinancement des traitements résidentiels selon l'article 26, alinéa 2. En revanche, les indemnités de formation et de perfectionnement du sauvetage ne sont pas comprises dans les frais imputables selon la LAMal, restant financées entièrement par le canton. La présente disposition habilite le service compétent de la SAP à verser des avances dans ce domaine.

Alinéa 4

L'indemnisation de la formation et du perfectionnement s'effectue au moyen de forfaits ancrés dans une ordonnance. Elle correspond à la charge nette occasionnée par la personne en formation selon le calcul du coût normatif. Il n'est pas possible d'indemniser les prestations individuellement, les conditions des hôpitaux de soins aigus et les prestations des personnes en formation différant trop les unes des autres.

Article 109 (Versement compensatoire)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Le fournisseur de prestations doit verser une compensation au canton quand la prestation de formation et de perfectionnement qu'il a fournie durant l'exercice annuel est inférieure à celle que lui avait fixée par décision le service compétent de la SAP en vertu de l'article 107, alinéa 1. Le calcul du potentiel de formation, expliqué dans le commentaire de l'article 107, permet à tous les fournisseurs de prestations d'apporter une contribution juste au maintien d'un effectif suffisant pour le personnel de santé. La compensation prévient le risque de comportement non solidaire de la part des fournisseurs; c'est un instrument garantissant que ceux qui organisent une formation ne seront pas désavantagés par rapport à ceux qui n'en organisent pas.

Alinéa 2

En principe, la prestation de formation atteinte se mesure sur la base du calcul expliqué dans le commentaire de l'article 108, valable également pour le calcul du montant compensatoire. Il faut cependant tenir compte de la marge de tolérance définie à l'alinéa 3 et se référer au commentaire de celui-ci.

Les entretiens avec les fournisseurs de prestations ont montré qu'ils apprécient l'introduction d'une sanction efficace sous la forme de la compensation expliquée ci-dessus. La possibilité pour certains de «profiter» en recrutant du personnel sans

en former eux-mêmes a suscité d'importantes protestations ces dernières années. La compensation introduite ici constitue une sanction relevant du droit administratif. Afin qu'elle ait des effets sensibles sur le plan financier, le montant de la somme à verser a été fixé à trois fois la différence entre l'indemnisation de la prestation de formation et de perfectionnement fixée et l'indemnisation de la prestation effectivement fournie durant l'exercice.

Alinéa 3

Cette disposition habilite le Conseil-exécutif à régler en détail le calcul du montant compensatoire et, en particulier, à fixer la marge de tolérance. Celle-ci permet de prendre en compte le fait que le fournisseur n'est pas toujours en mesure d'atteindre la prestation de formation et de perfectionnement qui lui avait été indiquée dans la décision du service compétent de la SAP. La marge de tolérance dépend en particulier des éléments suivants:

– l'évolution du nombre de personnes cherchant une place d'apprentissage (nombre d'élèves sortant de l'école obligatoire moins nombre de ceux qui entrent au secondaire II);
– l'évolution du nombre d'étudiants et d'étudiantes dans les formations tertiaires de la santé;
– l'écart entre le potentiel de formation et la formation nécessaire pour assurer la relève;
– les interruptions de formation avérées (résiliation de contrats d'apprentissage ou non-respect de conventions de stage conclues avec l'école).

Afin d'éviter de longues discussions avec les fournisseurs de prestations, le Conseil-exécutif fixe pour les facteurs énumérés ci-dessus une marge de tolérance, c'est-à-dire un chiffre (global, en pourcentage) indiquant dans quelle mesure il tolère un écart par rapport à la prestation de formation prescrite. Ce pourcentage sera fixé régulièrement par le Conseil-exécutif.

Si l'écart entre la prestation fixée (en points de formation) et la prestation atteinte tombe à l'intérieur de la marge de tolérance, le service compétent de la SAP l'accepte sans sanction, c'est-à-dire qu'il n'impose pas de compensation. Mais si l'écart dépasse cette marge, une compensation est due, et il rend une décision indiquant son montant au fournisseur de prestations.

Le montant compensatoire se calcule en deux temps. Dans le premier temps, le service compétent examine, au vu des points de formation atteints et de la marge de tolérance, s'il doit exiger une compensation.

Si c'est le cas, il demande la compensation et doit donc calculer son montant dans un second temps. Les points de formation ne sont plus déterminants ici: l'élément décisif est la mesure dans laquelle l'indemnité de formation déterminante n'a pas été atteinte. Le montant compensatoire est égal à trois fois la différence entre l'indemnité indiquée dans le contrat de prestations et l'indemnité obtenue en raison de la prestation de formation effective. Le tableau ci-dessous donne un exemple de calcul:

Prestation de formation fixée par décision (points de formation)	2 086,0
Prestation de formation effective (points de formation)	1 923,2
Différence formation fixée – formation effective en points de formation	–162,8
Différence formation fixée – formation effective en pour cent	7,8
Marge de tolérance de 10 pour cent dépassée (oui/non)	non
Compensation due (oui/non)	non
Indemnité de formation fixée par décision	390 206.15
Rétribution effective de la formation et du perfectionnement	380 679.90
Versement supplémentaire de la SAP (+); remboursement à la SAP (–)	–9 526.25
Montant compensatoire = 3 fois la différence (décision – effective)	aucun

Alinéa 4

Le service compétent de la SAP renonce à exiger la compensation si le fournisseur de prestations peut prouver que le fait de n'avoir pas atteint la prestation de formation et de perfectionnement est dû à des circonstances extraordinaires impossibles à prévoir au moment où le Conseil-exécutif a fixé la marge de tolérance. La fermeture de services en cours d'exercice ou le manque d'apprentis ou d'apprenties ou d'étudiants ou d'étudiantes font partie de tels impondérables.

Dans ce dernier cas, le fournisseur de prestations prouvera qu'il n'y avait pas de candidatures ou de candidats ou candidates aptes. Les places de stages ne pouvant pas être occupées feront l'objet d'une attestation idoine de l'organisateur de la formation.

Ne sont pas exemptés du versement compensatoire les fournisseurs de prestations attribuant des prestations de formation à des professions de la santé dont on connaît par expérience les difficultés de recrutement. Un manque de personnel n'autorise pas les entreprises à renoncer à la formation au détriment des personnes à former, ce qui équivaudrait à entamer le capital humain. Le manque de personnel général n'empêchera donc pas d'exiger le versement de la compensation.

Article 110 (Délégation de compétences)

Cette disposition est nouvelle.

Selon l'article 43, alinéa 1 LOCA, les Directions peuvent à titre exceptionnel être autorisées par la loi à édicter une ordonnance si la réglementation revêt un caractère éminemment technique, est régie par des circonstances en constante évolution

ou est de portée mineure. La formation et le perfectionnement dans les professions non universitaires sont des matières constamment remaniées par les partenaires de formation et très dépendantes du contexte. Par exemple, la pondération et l'indemnisation des places de formation et de perfectionnement dépendent fortement de la situation sur le marché du travail. Il faut donc pouvoir adapter rapidement les ordonnances pour prendre à temps les mesures qui s'imposent. La présente disposition habilite le Conseil-exécutif à déléguer à la SAP sa compétence législative, le cas échéant pour certains domaines uniquement.

Formation et perfectionnement théoriques du personnel des fournisseurs de prestations

Article 111 (But)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Afin d'éviter une pénurie de personnel à l'avenir, il faut garantir que le personnel spécialisé du fournisseur de prestations pourra suivre la formation et le perfectionnement nécessaires à l'entreprise dans une profession de la santé non universitaire. Aujourd'hui déjà, les moyens dont disposent les fournisseurs ne suffisent pas pour former le personnel dont ils ont besoin dans plusieurs secteurs (soins intensifs, anesthésie et urgences). La présente disposition crée, en particulier pour le financement des frais de scolarité afférents à ces formations, une base légale qui encouragera les fournisseurs de prestations à prendre des mesures en faveur du personnel spécialisé. La planification cantonale des soins a montré qu'il était nécessaire d'intervenir de ce point de vue.

Alinéa 2

La SAP soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Elle y indique le montant des subventions accordées, les professions de la santé non universitaires faisant l'objet de formation et de perfectionnement et si les objectifs ont été atteints. Le rapport a pour but de donner au gouvernement un aperçu de ce domaine majeur qu'est le personnel des professions de la santé non universitaires et de l'utilisation des moyens dévolus à cette fin dans le budget cantonal.

Article 112 (Conditions)

Cette disposition est nouvelle.

Les conditions de l'octroi de subventions aux fournisseurs de prestations pour la formation et le perfectionnement théoriques de leur personnel spécialisé sont restrictives, c'est-à-dire que ces subventions sont versées uniquement si le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins. En outre, seules sont prises en compte les formations dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif, ce qui exclut le financement d'autres types de formation (telles que la gestion du personnel). Enfin, il doit s'agir de personnel employé par le fournisseur de prestations.

Article 113 (Montant des subventions)

Cette disposition est nouvelle.

Elle limite les subventions aux dépenses de formation des fournisseurs de prestations, à qui il est interdit d'en facturer d'autres telles que les frais ou les dépenses de compensation des absences au travail.

Essais-pilotes et innovation médicale

Article 114 (Essais-pilotes)

Cette disposition correspond pour l'essentiel aux articles 68 et 69 de l'ancienne loi.

Elle précise désormais que la réalisation et le subventionnement d'essais pilotes sont de la compétence de la SAP, tout en mentionnant explicitement les domaines dans lesquels ceux-ci peuvent être mis sur pied.

Alinéa 1

Compte tenu des bouleversements rapides que connaît le paysage sanitaire, il est important de donner au canton la possibilité d'effectuer ou de cofinancer des essais-pilotes en vue de tester des méthodes, stratégies, réglementations, formes ou procédures entièrement ou partiellement nouvelles. Il convient de permettre l'application temporaire de nouvelles découvertes en matière de soins afin de pouvoir évaluer l'opportunité de les introduire. En vertu de cet alinéa, la SAP se voit donc attribuer la compétence générale de mener des essais-pilotes ou de les promouvoir en allouant des subventions. Elle doit pouvoir en accomplir dans le champ d'application direct de la LSH, c'est-à-dire dans les domaines des soins hospitaliers, du sauvetage, de la formation et du perfectionnement ainsi que dans leurs domaines de coopération (lit. *a*). Mais elle doit aussi pouvoir en réaliser ou en soutenir dans les secteurs à la jonction entre le champ d'application de la LSH et ceux de la LSP et de la LASoc, qui concernent la prise en charge en amont et en aval (lit. *b*). L'optimisation de ces interfaces va en effet revêtir une importance croissante ces prochaines années dans le cadre du développement de la gestion intégrée des soins.

Alinéa 2

Cet alinéa définit les conditions fondamentales auxquelles doivent satisfaire les essais-pilotes, du point de vue du contenu et de la procédure. Ceux-ci doivent tenir compte des besoins des patients et des patientes et viser des améliorations au niveau médical, stratégique ou économique. Ils doivent également faire l'objet d'un controlling et d'une évaluation pour garantir une exploitation concluante des résultats. Ce dernier critère assure une préparation et une orientation optimales des essais-pilotes. Une fois ceux-ci achevés, seules doivent être gardées les données nécessaires à l'évaluation. La conservation et l'archivage doivent dans tous les cas respecter les dispositions de l'article 19 LCPD.

Alinéa 3

Le service compétent de la SAP règle la réalisation et le subventionnement des essais-pilotes dans des contrats de prestations conclus avec les fournisseurs concernés ou avec d'autres organisations appropriées. Y sont définis les objectifs du projet, sa durée, les contributions du canton et les prestations des partenaires.

Alinéa 4

Les ressources financières nécessaires à la mise sur pied des essais-pilotes doivent être calculées et présentées dans la planification des soins ou dans un rapport distinct.

Alinéa 5

Le Grand Conseil est informé du déroulement et des résultats au terme de l'essai-pilote ou, si besoin est, au cours de sa réalisation.

Alinéa 6

Dans certains cas, il peut être nécessaire de s'écarter des consignes ou des processus fixés dans la loi afin de tester des solutions nouvelles pour lesquelles il n'existe pas (encore) de base légale. C'est pourquoi le Conseil-exécutif est autorisé à promulguer des ordonnances exploratoires, dont les modalités sont réglées par l'article 44 LOCA. Cette base légale peut être utilisée pour édicter des ordonnances exploratoires prévoyant l'accomplissement d'essais-pilotes dans le cadre de la LSH. Si cette solution offre la souplesse et la rapidité souhaitées, elle garantit aussi, de par son caractère législatif, que les dérogations éventuelles à la réglementation légale soient conduites de manière transparente dans un cadre défini.

Article 115 (Subventions à l'innovation médicale)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

L'innovation médicale vise soit à convertir les résultats de la recherche en de nouvelles méthodes d'examen et de traitement ou en de nouveaux produits, soit à remédier aux défauts de méthodes de traitement courantes identifiés par des spécialistes. Elle ne relève pas de la phase de recherche, mais du processus de traitement clinique des hôpitaux universitaires. C'est pourquoi elle n'est pas financée par les moyens dévolus à la recherche, mais par la rémunération des prestations d'examen et de traitement.

Il faut savoir que les innovations médicales ne sont pas automatiquement cofinancées par l'assurance obligatoire des soins dès leur application clinique. Pour l'être, les prestations doivent être efficaces, adéquates et économiques. En vertu de l'article 33 LAMal, les innovations médicales doivent donc faire l'objet d'une procédure de demande auprès de la Commission fédérale des prestations générales et des principes (CFPP). Cela garantit que les ressources limitées à disposition sont affectées à des prestations incontestablement utiles aux patients et aux patientes. A noter que, puisque la rémunération de l'innovation médicale est incluse dans les forfaits par cas, ceux-ci doivent être recalculés pour une prise en compte correcte des coûts, ce qui ne se fera pas du jour au lendemain.

Ce processus peut même prendre plusieurs années, de sorte que les cliniques pourraient se trouver dans une impasse financière pour ce qui est de l'application des innovations médicales. Afin de ne pas mettre en péril la prise en charge optimale des patients et des patientes et la compétitivité des hôpitaux universitaires bernois, l'alinéa 1 donne au service compétent de la SAP la possibilité d'octroyer à ces derniers des subventions destinées à promouvoir des innovations médicales données. Pour en bénéficier, les hôpitaux concernés doivent déposer une demande spécifique, dans laquelle ils démontrent que le nouveau produit ou la nouvelle méthode en question constitue une véritable innovation médicale ou permet de remédier à un défaut manifeste d'une méthode de traitement courante, identifié par des spécialistes. De plus, la demande doit contenir un calcul détaillé et lisible des surcoûts qui ne peuvent être financés dans un premier temps par les forfaits par cas.

Alinéa 2

Les subventions du canton à l'innovation médicale sont soumises au principe de subsidiarité: elles ne sont allouées que si les autres sources de financement sont épuisées ou qu'elles sont inexistantes. De telles contributions ne sont donc octroyées que si les coûts de l'innovation médicale ne peuvent pas être couverts par les prestations de l'assurance obligatoire des soins ou d'autres assurances, par des subventions ou des indemnités d'autres collectivités ou par des contributions de privés. Les demandes des hôpitaux universitaires devront contenir des informations détaillées sur ce point également.

Le service compétent de la SAP statuera sur les demandes des hôpitaux universitaires par voie de décision.

Rapport juridique entre les fournisseurs de prestations et les patients et les patientes

Article 116

Cette disposition est nouvelle.

L'ancienne loi ne précisait pas si le rapport établi dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins (mais pas des assurances complémentaires) entre les fournisseurs de prestations et les patients et les patientes relevait du droit public ou du droit privé. Aussi, les institutions ont souvent eu de la peine à qualifier le rapport juridique. Particulièrement en cas de litige, il n'était pas toujours aisé de déterminer quels étaient les organes juridictionnels compétents et quelle voie de droit devait être saisie. En droit privé, les rapports juridiques sont réglés par voie de contrats entre les institutions et les bénéficiaires, et les plaintes relèvent des tribunaux civils ordinaires. Pour ce qui est des relations de droit public, elles sont réglées soit par des contrats de droit public soit par les institutions, qui disposent d'un pouvoir de souveraineté et agissent par voie de décision.

Comme ces incertitudes touchaient également l'aide sociale institutionnelle, la SAP a mandaté une expertise auprès d'Andreas Lienhard, professeur en droit au Centre de compétences en administration publique de l'Université de Berne, le chargeant d'étudier le lien juridique entre les EMS publics du canton de Berne et leurs pensionnaires.

Au terme d'une analyse circonstanciée, remise le 21 octobre 2004, Andreas Lienhard est arrivé à la conclusion qu'en l'absence de réglementation expresse dans la loi, les arguments plaident plutôt en faveur d'un rapport de droit public entre les EMS et leurs pensionnaires. Son expertise est fondée en premier lieu sur la théorie fonctionnelle, selon laquelle le rapport juridique relève du droit public lorsqu'il a pour objet de remplir une tâche publique ou concerne un thème réglementé par le droit public. S'agissant des EMS, l'expert est d'avis qu'ils assument une tâche publique et que, partant, le lien juridique doit relever du droit public. Il précise cependant qu'il serait aussi possible de faire valoir toute une série d'arguments en faveur d'une relation de droit privé. D'après Andreas Lienhard, il est opportun que les rapports de droit soient réglés, sur la base de la législation sur l'aide sociale, par un contrat de droit administratif et non par voie de décision. Il estime que l'admissibilité de la réglementation contractuelle en droit public doit alors être ancrée dans la loi. La LASoc a donc été complétée en 2011; elle dispose désormais que le rapport juridique avec les bénéficiaires de prestations se fonde sur un contrat de droit public[31)].

Les principes qui font pencher la balance vers un rapport de droit public dans l'aide sociale institutionnelle sont applicables par analogie aux soins hospitaliers: les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés sont soumis à l'obligation d'admission[32)] et les services de sauvetage à une obligation d'intervention selon les instructions de la centrale d'appels sanitaires urgents[33)]. Ils sont accessibles à toutes les personnes assurées[34)]. Ils assument des tâches publiques dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins et sont financés à plus de 50 pour cent par des subventions cantonales. Enfin, la rémunération est fixée sur la base de tarifs et est soumise à un contrôle officiel[35)]. Ce point de vue est confirmé par la jurisprudence[36)]. Par ailleurs, conformément à l'article 59, alinéa 3 OAMal, les fournisseurs de prestations doivent établir deux factures séparées, la première pour les prestations prises en charge par l'assurance obligatoire des soins et la seconde pour les autres prestations. En effet, ils remplissent une tâche publique uniquement dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins. Quant aux autres prestations (relevant des assurances complémentaires), elles se fondent non sur la LAMal, mais sur la LCA et font l'objet d'un contrat de droit privé.

Il importe donc d'expliciter cette question dans la loi en ce qui concerne les traitements dispensés dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins. Le législateur cantonal ne peut certes pas choisir librement le rapport de droit. Mais il devrait pouvoir, pour les domaines dans lesquels la délimitation entre droit public et droit privé est difficile et équivoque, désigner dans la loi le rapport juridique comme relevant du droit public ou du droit privé. Cette solution garantit la sécurité du droit et ne va pas à l'encontre du droit fédéral.

La loi précise désormais que le rapport juridique entre les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés ainsi que les services de sauvetage situés dans le canton de Berne d'une part, et les patients et les patientes d'autre part, relève du droit public, dans la mesure où il s'agit de prestations de l'assurance obligatoire des soins.

Elle précise également, vu la pratique la plus usuelle en la matière, que ce rapport juridique se fonde sur un contrat. Les éventuels litiges feront donc l'objet d'une procédure administrative, ce qui garantira aux patients et aux patientes concernés une meilleure protection juridique[37)], notamment parce que les faits doivent être élucidés d'office dans le cadre des déclarations des parties[38)].

Le fait que le rapport juridique soit qualifié de droit public n'a aucune incidence au niveau de la protection des données. Aux termes de la LCPD, en effet, les organes des collectivités et établissements ainsi que les personnes privées sont également considérés comme des autorités dans la mesure où ils sont chargés d'une tâche publique (art. 2, al. 6, lit. *b* LCPD)[39)]. Les patients et les patientes, en particulier, peuvent exercer les droits que leur confèrent les articles 20 ss LCPD, notamment ceux d'accès et de rectification. En outre, conformément à l'article 28 LCPD, les décisions des fournisseurs de prestations traitant de requêtes relatives à ces droits peuvent être attaquées, ainsi que le fait de retarder ou de refuser ces décisions.

S'agissant de la responsabilité des fournisseurs de prestations vis-à-vis des patients et des patientes, les normes bernoises concernant la responsabilité de l'Etat sont applicables à ceux qui remplissent des tâches publiques sur mandat du canton. Les organisations publiques soumises au droit cantonal et les organisations privées ou les personnes qui sont directement chargées d'accomplir des tâches cantonales publiques répondent du dommage causé à des tiers par leurs organes ou leurs employés et employées en raison d'un acte illicite commis dans l'exécution de ces tâches[40)]. Si les faits qui motivent les prétentions se sont produits lors de l'accomplissement de tâches par une personne ou une organisation au sens de l'article 101 LPers, les demandes de dommages-intérêts ou d'indemnité à titre de réparation morale doivent être adressées à l'organisation ou à la personne concernée, qui statue par voie de décision[41)].

[31)] Article 77*a* LASoc
[32)] Article 41*a* LAMal
[33)] Article 79, alinéa 3 LSH
[34)] Article 41, alinéas 1[bis] LAMal
[35)] Articles 43 ss et en particulier 49 LAMal
[36)] Cf. JAB 1997 172, consid. 2a, p. 174

[37)] Tschannen/Zimmerli/Müller, § 42, n. 2
[38)] Merkli/Aeschlimann/Herzog, n. 5 ad art. 91, al. 1 LPJA
[39)] Rütsche 2012
[40)] Wichtermann, n. 23 ss
[41)] Article 104a, alinéa 1 LPers

Surveillance et autorisation d'exploiter

Article 117 (Surveillance)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 70 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Tous les fournisseurs de prestations réglées par la présente loi sont soumis à la surveillance du canton. La surveillance doit être comprise dans un sens général: elle s'applique à toutes les activités et à tous les instruments de pilotage prévus par la LSH. Cet alinéa a été légèrement modifié pour tenir compte du fait que la conclusion de contrats de prestations n'est plus nécessaire pour mener les principales activités relevant de la LSH.

Alinéa 2

Le service compétent de la SAP vérifie périodiquement si les fournisseurs de prestations remplissent les conditions légales pour exercer leur activité. La nouveauté de cet alinéa réside dans la périodicité de la vérification. L'importance accrue ainsi accordée à la surveillance semble justifiée, vu la pression sur les prix croissante à laquelle les fournisseurs de prestations seront très probablement confrontés. Le service compétent de la SAP contrôle en particulier si les fournisseurs de prestations satisfont toujours aux conditions d'octroi de l'autorisation d'exploiter. L'autorité peut pour ce faire exiger des documents et doit avoir accès aux locaux, y compris lors d'une visite inopinée.

Article 118 (Autorisation d'exploiter)

Cette disposition s'inspire largement de l'ancienne loi. Elle correspond pour l'essentiel à l'article 71, alinéa 1 et à l'article 72, alinéa 1 de celle-ci.

L'autorisation d'exploiter est une autorisation de police, qui vise à assurer la qualité des structures des entreprises soumises à autorisation. Celles-ci y ont droit dès lors que les conditions professionnelles, personnelles et matérielles sont réunies. En octroyant l'autorisation, l'administration constate que les conditions légales d'exploitation sont satisfaites au moment de son établissement[42].

Tous les fournisseurs de prestations incluses dans le champ d'application de la loi (art. 2) doivent être titulaires d'une autorisation d'exploiter. Cette définition comprend donc les fournisseurs de prestations de soins aigus somatiques et psychiatriques dispensés dans les hôpitaux et les autres institutions de soins aigus, gériatrie et réadaptation incluses. Au sens de la LSH, les hôpitaux et autres institutions de soins aigus désignent des institutions axées principalement sur la prise en charge (hébergement, nourriture, examens médicaux, traitements et soins) de personnes malades, accidentées ou enceintes. Doivent également être titulaires d'une autorisation d'exploiter les fournisseurs de prestations de sauvetage, quels que soient les moyens utilisés (interventions terrestres, aquatiques ou aériennes).

[42] Landolt, p. 138 ; Coullery, p. 641

Les établissements non soumis à la présente loi, mais à la LASoc, se voient appliquer les dispositions correspondantes sur l'autorisation obligatoire[43]. A mentionner également la LSP: depuis sa révision du 19 janvier 2010, doit requérir une autorisation d'exploiter celui ou celle qui exploite une entreprise exerçant des activités soumises à autorisation dont les locaux et les équipements ou les prestations qu'elles proposent requièrent un contrôle officiel visant à protéger la santé[44]. Les activités et les entreprises soumises à autorisation sont définies dans l'OSP. La législation sur la santé publique s'applique aux prestations ambulatoires qui ne sont pas fournies dans le cadre d'un établissement relevant de la LSH et sont par conséquent soumises à un autre régime d'autorisation.

Article 119 (Hôpitaux et maisons de naissance)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 71 de l'ancienne loi.

Elle fixe les conditions d'octroi d'une autorisation d'exploiter aux hôpitaux et aux maisons de naissance, qui sont cumulatives. Si l'établissement est exploité sur plusieurs sites, chacun d'entre eux doit satisfaire aux critères. Il doit ainsi fournir la garantie que les patients et les patientes bénéficient d'un traitement médical et de soins professionnels, disposer de locaux et d'équipements médicaux adéquats, assurer la fourniture adéquate des médicaments, définir son offre en matière de traitements et de soins dans un programme d'exploitation, appliquer un système approprié d'assurance de la qualité, posséder une structure adéquate de prise en charge des urgences et attester avoir conclu une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

Les lettres *a*, *b* et *c* ont été adaptées à la formulation de l'article 39, alinéa 1, lettres *a* à *c* LAMal. La lettre *e* est nouvelle. En effet, la pression financière croissante risque de pousser les fournisseurs de prestations à économiser sur la qualité. C'est pourquoi ils doivent désormais posséder et appliquer un système d'assurance de la qualité. Celui-ci se compose surtout d'une documentation qui établit les responsabilités au sein de l'entreprise et définit les principaux processus. La formulation choisie est ouverte, étant donné que les exigences à remplir doivent être proportionnelles au type et à la taille de l'entreprise ainsi qu'aux risques de police sanitaire encourus.

Article 120 (Services de sauvetage)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 72 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Elle fixe les conditions d'octroi d'une autorisation d'exploiter aux services de sauvetage. Si l'établissement est exploité sur plusieurs sites, chacun d'entre eux doit satisfaire aux critères. Il doit ainsi disposer d'une direction pour l'exploitation et d'une direction médicale, du personnel qualifié requis, des moyens de sauvetage terres-

[43] Articles 65 et 66 LASoc
[44] Article 16 LSP

tres ou aériens, des installations et des équipements ainsi que des ressources matérielles nécessaires à l'exploitation, d'un raccordement à la centrale d'appels sanitaires urgents, d'un programme d'exploitation décrivant son offre, d'un système approprié d'assurance de la qualité et d'une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante. La lettre *f* est nouvelle. En effet, la pression financière croissante risque de pousser les fournisseurs de prestations à économiser sur la qualité. C'est pourquoi ils doivent désormais posséder et appliquer un système d'assurance de la qualité. Celui-ci se compose surtout d'une documentation qui établit les responsabilités au sein de l'entreprise et définit les principaux processus. La formulation choisie est ouverte, étant donné que les exigences à remplir doivent être proportionnelles au type et à la taille de l'entreprise ainsi qu'aux risques de police sanitaire encourus.

Alinéa 2

Les autorisations d'exploiter délivrées par d'autres cantons sont reconnues en vertu de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI). L'autorité compétente octroie dans ce cas une autorisation d'exploiter bernoise sans vérifier les conditions définies à l'alinéa 1. Les fournisseurs de prestations titulaires d'une autorisation d'exploiter d'un autre canton sont cependant soumis à la surveillance de celui de Berne pour ce qui est de leur activité sur le territoire de ce dernier.

Article 121 (Restrictions à l'autorisation d'exploiter)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 71, alinéa 3 de l'ancienne loi.

L'autorisation d'exploiter peut dorénavant être partielle, c'est-à-dire porter sur une partie seulement de l'activité envisagée. Pour le reste, elle peut – comme jusqu'ici – être délivrée pour une durée limitée ou être assortie de conditions ou de charges. C'est notamment le cas lorsque des éléments déterminants pour l'octroi ne peuvent être clarifiés définitivement qu'après la mise en service ou lorsqu'il convient de remédier à des défauts qui ne justifient cependant pas un retrait immédiat de l'autorisation d'exploiter.

Article 122 (Retrait et extinction de l'autorisation d'exploiter)

Cette disposition correspond pour l'essentiel aux articles 73 et 75 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

L'autorité de surveillance retire l'autorisation d'exploiter si les conditions d'octroi ne sont plus remplies ou s'il apparaît ultérieurement que celle-ci n'aurait pas dû être délivrée.

Alinéa 2

Par ailleurs, l'autorisation s'éteint automatiquement avec la cessation de l'activité.

Article 123 (Mesures envers les titulaires d'une autorisation d'exploiter)

Cette disposition reprend en partie l'article 75 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Par analogie avec les dispositions de la LSP dans sa teneur révisée de 2010, reprises de la LPMéd, la poursuite administrative de négligences et d'infractions est désormais distinguée plus clairement du retrait de l'autorisation d'exploiter pour non-respect des conditions d'octroi. En cas de violation du devoir de diligence lié à l'entreprise, de non-respect des conditions ou des charges dont l'autorisation est assortie ou d'infraction aux dispositions de la législation sur les soins hospitaliers, le ou la titulaire de l'autorisation d'exploiter peut se voir infliger une amende pouvant atteindre 200 000 francs. Le système de sanction est ainsi affiné.

Alinéa 2

Jusqu'ici l'autorité de surveillance pouvait uniquement adresser un avertissement ou retirer l'autorisation. Ces instruments sont conservés. Comme auparavant, le retrait peut être total ou partiel (p. ex. pour certaines divisions ou disciplines médicales) et porter sur une période déterminée ou indéterminée. De plus, une autorisation de durée indéterminée peut être convertie en une autorisation limitée dans le temps.

Article 124 (Surveillance par des tiers)

Cette disposition est nouvelle. Elle constitue la base légale permettant au service compétent de la SAP de mandater des tiers pour effectuer des contrôles auprès des fournisseurs de prestations dans le cadre de sa mission de surveillance. Ce mandat relève du droit privé et est donc régi par les articles 394 ss CO.

Les résultats sont à consigner dans un rapport à l'intention de l'autorité, qui décide sur cette base si des mesures s'imposent.

Article 125 (Prescription)

Cette nouvelle disposition s'inspire de l'article 46 LPMéd.

Alinéa 1

La poursuite administrative se prescrit par deux ans à compter de la date à laquelle l'autorité de surveillance a eu connaissance des faits incriminés.

Alinéa 2

En outre, le délai (relatif) de prescription par deux ans est interrompu par tout acte d'instruction ou de procédure que l'autorité de surveillance, une autorité de poursuite pénale ou un tribunal opère en rapport avec les faits incriminés.

Alinéa 3

La poursuite administrative se prescrit dans tous les cas par dix ans à compter du moment où les faits ont été commis.

Remise, publication et protection des données

Article 126 (Remise des données; 1. Obligation)

Cette disposition, qui correspond partiellement à l'article 76 de l'ancienne loi, a été reformulée et complétée.

Alinéa 1

Les fournisseurs de prestations sont tenus de remettre au canton les données dont il a en particulier besoin pour assumer son mandat de planification (lit. *a*). Les données requises aux lettres *b* et *c* en vue de la comparaison de la qualité et des coûts des prestations servent en définitive elles aussi à la planification des soins. Comme la législation fédérale le prescrit en effet à l'article 58*b* OAMal, lors de l'évaluation et du choix de l'offre qui doit être garantie par la liste des hôpitaux, les cantons prennent notamment en compte le caractère économique et la qualité de la fourniture de prestations. Le canton a besoin de diverses données pour vérifier si les fournisseurs de prestations remplissent leurs obligations légales, qu'il peut récolter en vertu de la lettre *d*. La communication de données était déjà inscrite dans l'ancienne loi. Mais vu le rôle accru que la planification des soins est appelée à jouer dans le pilotage des prestations hospitalières depuis 2012, il convient d'étendre la compétence du canton d'exiger des données.

La lettre *e* sert de base légale à la remise des données dont le service compétent de la SAP a besoin pour vérifier que les objectifs et les effets convenus dans les contrats de prestations conclus entre le canton et les fournisseurs selon les articles 8 et 9 sont atteints. Ce contrôle est nécessaire pour décider de l'opportunité de continuer à conclure des contrats de prestations.

La lettre *f* sert de base légale à la remise des données dont le service compétent de la SAP a besoin pour vérifier les décomptes et paiements finaux convenus dans les contrats de prestations conclus entre le canton et les fournisseurs selon les articles 8 et 9.

La lettre *g* sert de base légale à la remise des données dont le service compétent de la SAP a besoin pour fixer le montant de la part cantonale de la rémunération au sens de l'article 49*a*, alinéa 1 LAMal (l'autre part étant prise en charge par les assureurs). Cela vaut aussi bien pour les révisions intermédiaires que pour la révision finale, réalisées auprès des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés. La révision finale permet au canton de déterminer les prestations effectivement fournies durant l'exercice considéré et d'y comparer les avances mensuelles dont le canton peut convenir comme modalités de versement avec les fournisseurs de prestations en vertu de l'article 49*a*, alinéa 3 LAMal (cf. l'art. 9c LiLAMAM complété de manière indirecte par la présente révision).

Conformément à la lettre *h*, les fournisseurs de prestations remettent aussi au service compétent de la SAP les données requises pour l'exercice du droit de recours du canton selon l'article 79*a* LAMal concernant les parts de rémunération des prestations hospitalières que celui-ci a versées en vertu des articles 41 et 49*a* LAMal.

Alinéa 2

Cette disposition vise à garantir la protection de la personnalité. Elle concerne en particulier les données relatives aux patients et patientes ainsi qu'au personnel, qui doivent être rendues anonymes de façon à empêcher toute identification.

Alinéa 3

Pour ce qui est des détails, il revient au Conseil-exécutif de fixer le délai de livraison, de même que la nature et la forme des données à livrer. Les données concernant les patients et patientes, en particulier, doivent être rendues anonymes de façon à garantir la protection de la personnalité et empêcher toute identification.

Les fournisseurs de prestations peuvent être tenus de remettre gratuitement au canton les données relatives au nombre de cas par établissement et de journées de séjour par classe d'assurance, aux mesures de la qualité, à la comptabilité analytique (par centre de charges et par unité d'imputation), etc. Il peut aussi s'agir d'indications exigées par la Confédération en vertu de l'article 22*a* LAMal, que le canton demande directement aux fournisseurs de prestations pour éviter tout retard.

Article 127 (2. Sanction)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Il faut pouvoir sanctionner les fournisseurs de prestations qui violent l'obligation de remettre des données inscrite à l'article 126. Le montant de la sanction, qui dépend de la gravité de l'infraction, est laissé à l'appréciation de l'autorité. Il peut aller jusqu'à 12 francs par sortie dans les soins aigus (lit. *a*), par journée de soins dans la réadaptation et la psychiatrie (lit. *b*) et par intervention dans le sauvetage (lit. *c*). Pour l'Hôpital du Jura bernois SA, cela représenterait une somme de quelque 52 000 francs, pour la Fondation de l'Hôpital de l'Ile environ 461 000 francs et pour la société Hirslanden Bern AG 238 000 francs si l'on se fonde sur les prestations 2011. Il s'agit d'une sanction administrative, qui doit être prononcée dans le cadre d'une procédure administrative. L'article 134 est applicable de manière cumulative à la personne responsable au sein de l'exploitation. Le canton a besoin de données concluantes, correctes et livrées dans les temps, pour pouvoir procéder à une planification des soins précise et, de manière générale, pour remplir les obligations qui lui sont dévolues en matière de santé. Il est donc important qu'il dispose de possibilités de sanctions.

Alinéa 2

Le montant de 12 francs selon l'alinéa 1 est indexé chaque année sur l'indice suisse des prix à la consommation, afin que la sanction garde son effet au fil des ans.

Article 128 (Publication des données)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

La SAP relève, sur mandat de la Confédération, les données de la statistique des établissements de santé, qui englobe la statistique médicale (données personnelles rendues anonymes), la statistique des hôpitaux (données relatives à l'exploitation et données personnelles rendues anonymes) et la statistique des établissements de santé non hospitaliers (données relatives à l'exploitation et données sur le personnel et la patientèle rendues anonymes). Ces données lui servent notamment à rédiger le recueil des indicateurs des hôpitaux du canton de Berne. La présente disposition lui fournit la base légale requise. Les données sont publiées sous une forme permettant d'identifier les divers fournisseurs de prestations, cités nommément. Par contre, les données relatives aux personnes naturelles sont rendues anonymes et ne sont pas publiées individuellement, mais uniquement sous forme condensée, par fournisseur de prestations, par exemple dans le recueil des indicateurs.

Alinéa 2

Comme c'était déjà le cas de l'article 76, alinéa 2 de l'ancienne loi, cette disposition constitue une base légale pour la publication de données importantes, notamment en lien avec la planification des prestations hospitalières.

Il s'agit principalement des données relatives au caractère économique et à la qualité des prestations ainsi qu'à l'état et au refinancement de l'infrastructure. Des données sont également publiées par l'Office fédéral de la statistique en vertu de l'article 22*a*, alinéa 3 LAMal. Le présent alinéa permet au service compétent de la SAP de publier lui aussi des données si cela apparaît nécessaire pour des questions de transparence, surtout à des fins de planification.

Alinéa 3

L'alinéa 3 crée la base légale permettant de les publier sur Internet, dès lors que l'accès à ce média est devenu la norme dans la population.

Article 129 (Protection des données)

Cette disposition est nouvelle.

Sont en particulier considérés comme fournisseurs de prestations auxquels des tâches cantonales sont déléguées les CHR et les services de sauvetage régionaux ainsi que la centrale d'appels sanitaires urgents. En font aussi partie les hôpitaux privés situés dans le canton qui figurent sur la liste bernoise des hôpitaux. En effet, le canton veille à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable (art. 41, al. 1 ConstC). S'il inscrit un hôpital privé sur sa liste, celui-ci est considéré comme nécessaire pour couvrir les besoins en soins et, de ce fait, remplit une tâche cantonale. Il est également précisé ici que la LCPD s'applique aux commissions au sens de l'article 4 et à l'organe de médiation au sens de l'article 5. Le législateur s'assure ainsi que les membres des commissions et les personnes qui travaillent pour elles, ainsi que les personnes chargées de la médiation remplissent leurs tâches en respectant les principes de la protection des données. Le fait que la LCPD s'applique aux fournisseurs de prestations auxquels des tâches cantonales sont déléguées, aux commissions et à l'organe de médiation découle de l'article 2, alinéa 6, lettre *b* LCPD. L'inscription de cette disposition dans la LSH renforce l'importance accordée à la protection des données. L'application de cette réglementation aux fournisseurs de prestations qui se voient déléguer des tâches cantonales correspond aux conclusions auxquelles aboutit le professeur en droit Bernhard Rütsche dans son expertise du 31 mars 2012 consacrée à la surveillance des hôpitaux en matière de protection des données lors de la mise en œuvre du nouveau financement hospitalier[45)].

Obligation de collaborer et d'informer

Article 130 (Obligation de collaborer)

Cette disposition est nouvelle. Elle s'inspire cependant de l'article 71, alinéa 4 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Tous les fournisseurs de prestations dans le champ d'application de la LSH sont tenus de soutenir les autorités dans l'accomplissement de leurs tâches légales. Ils doivent pour cela renseigner gratuitement le service compétent de la SAP ou la personne mandatée par ce dernier, leur permettre de consulter les documents souhaités et leur donner accès à leurs terrains, exploitations, locaux et équipements, et cela sans frais pour les autorités. Cette obligation de collaborer est valable en tout temps, mais en particulier dans les cas suivants: lorsque le canton doit s'assurer qu'un hôpital répertorié est encore en mesure de remplir son mandat de prestations (respect des conditions, des délais et des exigences relatives à la qualité des structures et des processus, à vérifier périodiquement) ou qu'un service de sauvetage peut encore fournir ses prestations dans la qualité voulue. Elle s'applique par exemple aussi lorsque des questions, des incertitudes ou des doutes sur la gestion du cycle de vie surviennent en lien avec les investissements du fournisseur de prestations. Ou encore quand, dans le cadre du devoir de surveillance du canton, il faut vérifier si les conditions d'octroi d'une autorisation d'exploiter sont (toujours) remplies ou si des mesures sont requises contre le ou la titulaire. L'obligation de collaborer est globale: les autorités doivent être soutenues dans toutes les questions concernant l'accomplissement des tâches dans le champ d'application de la présente loi. Si l'autorité délègue une tâche ou partie d'une tâche à des tiers, l'obligation de collaborer vaut aussi envers ces derniers.

Alinéa 2

Leurs organes et leurs auxiliaires ne peuvent pas invoquer d'obligations légales ou contractuelles de garder le secret vis-à-vis des autorités compétentes pour refuser leur collaboration.

[45)] Rütsche 2012a, notes 115 à 118

Article 131 (Obligation d'informer)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Les titulaires d'une autorisation d'exploiter du canton de Berne sont tenus d'informer l'autorité compétente pour son octroi avant toute modification majeure concernant le programme d'exploitation, la prise en charge des urgences et la fourniture de médicaments (lit. *a*). L'autorité doit en effet pouvoir vérifier au préalable si le projet a des incidences sur l'autorisation d'exploiter et prendre des mesures si tel est le cas.

Par ailleurs, les fournisseurs de prestations doivent annoncer immédiatement les autres modifications majeures qui pourraient compromettre l'accomplissement des tâches publiques qui leur ont été déléguées par voie de contrat de prestations ou de décision (lit. *b*). Ce dernier cas concerne entre autres les mandats de prestations que le Conseil-exécutif confère aux établissements inscrits sur la liste des hôpitaux (par décision). Pour prendre un exemple, si un hôpital risque de ne plus être en mesure de remplir son mandat suite au départ d'un médecin spécialiste, il doit l'annoncer. Il peut aussi s'agir de tâches que la SAP a déléguées au fournisseur par contrat de prestations.

Alinéa 2

Toute activité exercée sur le territoire bernois avec une autorisation d'exploiter délivrée par un autre canton doit être annoncée à l'autorité compétente. Cette disposition garantit que les fournisseurs de prestations d'autres cantons collaborent avec la centrale d'appels sanitaires urgents bernoise et soient soumis à une surveillance adéquate. Elle permet aussi de clarifier les modalités de la collaboration avec des fournisseurs de prestations travaillant temporairement dans le canton de Berne (pour des grands événements ou des manifestations sportives, p. ex.).

Alinéa 3

Les autorités judiciaires et les autorités administratives sont tenues de signaler au service compétent de la SAP les faits susceptibles d'entraîner la non-observation du devoir de diligence lié à une entreprise.

Cette réglementation permet à l'autorité de surveillance d'avoir connaissance sans tarder des éléments relatifs à une éventuelle violation de ce devoir, de les analyser et, au besoin, d'ordonner les mesures nécessaires envers les titulaires d'une autorisation d'exploiter. Cette disposition, qui s'appuie sur l'article 42 LPMéd, a pour objet de protéger les patients et les patientes et répond donc à l'intérêt public dans le domaine de la police sanitaire. Mais il ne s'agit pas d'inciter à signaler des incidents mineurs. L'expérience récoltée dans la mise en œuvre de la LPMéd montre que l'obligation de déclarer est appliquée de manière raisonnable. Le cas échéant, les autorités judiciaires et les autorités administratives peuvent dans un premier temps dénoncer un fait en rendant les données anonymes, de manière que le service compétent de la SAP puisse évaluer l'opportunité de prendre des mesures. Les faits qui semblent appeler une intervention contre une autorité peuvent être dénoncés par tout un chacun, par exemple les patients et patientes, leurs proches, le personnel ou les associations de personnel. Les autorités judiciaires et administratives, pour leur part, y sont non seulement habilitées, mais tenues de par l'alinéa 3.

Dispositions pénales

Article 132 (Indications fausses)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 78 de l'ancienne loi.

Elle doit permettre au canton de remplir sa mission de surveillance vis-à-vis des fournisseurs de prestations. En vertu des articles 119 et 120, ceux-ci doivent être titulaires d'une autorisation d'exploiter. La présente disposition rend punissable le fait de donner des indications fausses pour obtenir une telle autorisation, empêcher qu'elle fasse l'objet de restrictions ou éviter son retrait. L'exécution incombe aux autorités de poursuite pénale du canton de Berne prévues par le code de procédure pénale, qui agissent sur dénonciation du service compétent de la SAP.

Article 133 (Exercice de l'activité sans autorisation)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 79 de l'ancienne loi.

Il est désormais précisé que ce sont les personnes responsables, et non la personne morale que constitue le fournisseur de prestations, qui sont sanctionnées. L'exécution incombe aux autorités de poursuite pénale du canton de Berne prévues par le code de procédure pénale, qui agissent sur dénonciation du service compétent de la SAP. Les personnes morales, pour leur part, tombent sous le coup des sanctions administratives prévues à l'article 123.

Les amendes infligées aux personnes responsables peuvent aller jusqu'à 100 000 francs. Ce montant se justifie, dès lors que les autorisations d'exploiter servent à la protection de la santé et que la santé est un bien juridique de haute valeur.

Article 134 (Violation d'autres obligations)

Cette disposition est nouvelle.

La LSH comporte des obligations, notamment aux chapitres 2.5, 3.3, 4 et 8. Parfois, des sanctions administratives sont prévues dans le chapitre même en cas de violation. Le présent article dispose que la personne responsable peut être punie pénalement de manière cumulative. L'exécution incombe aux autorités de poursuite pénale du canton de Berne prévues par le code de procédure pénale, qui agissent sur dénonciation du service compétent de la SAP. Le montant de l'amende augmente en cas de récidive de la personne, ce qui renforce l'incitation à remplir ses obligations.

Article 135 (Infraction dans la gestion)

Cette disposition correspond à l'article 80 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

La responsabilité solidaire évite que la sanction soit entièrement reportée sur les personnes physiques. Tant le fournisseur de prestations que son organisme responsable ont donc intérêt à remplir les obligations qui leur sont dévolues par la LSH.

Alinéa 2

Le fournisseur de prestations et son organisme responsable peuvent exercer les droits de partie dans la procédure pénale engagée contre la personne physique par les autorités de poursuite pénale en application du code de procédure pénale.

Voies de droit

Article 136

Cette disposition correspond à l'article 81 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Le présent alinéa répond avant tout à un souci d'information et de clarté, puisqu'en l'espèce, ce sont les règles usuelles de la justice administrative bernoise qui s'appliquent: les décisions rendues par les services cantonaux compétents dans le cadre de leur activité en vertu de la LSH peuvent faire l'objet d'un recours administratif.

Alinéa 2

Conformément à la LPJA, le Tribunal administratif connaît en instance unique des litiges découlant des contrats de droit public. Sont considérés comme tels les contrats de prestations entre la SAP et les fournisseurs de prestations, de même que les rapports juridiques établis entre les fournisseurs de prestations et les patients et patientes dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins.

Compensation de créances

Article 137

Cette disposition est nouvelle.

La possibilité donnée au canton de compenser ses créances envers un fournisseur de prestations vise à éviter des mesures de recouvrement, sources de surcroît de travail, tout en excluant le risque que le canton ne puisse faire valoir une créance. Ce droit est dévolu au canton, et non au fournisseur de prestations.

Le canton peut par exemple compenser sa créance envers un hôpital répertorié situé sur son territoire résultant de la violation par ce dernier de l'obligation d'offrir des conditions de travail conformes à la convention collective de travail – créance fondée sur la législation cantonale sur les soins hospitaliers – avec la rémunération forfaitaire des traitements hospitaliers dispensés par l'établissement, créance fondée sur législation fédérale sur l'assurance-maladie. Comme on le voit, il n'est pas nécessaire que les deux créances relèvent de la même législation. A supposer que la créance du canton soit inférieure à celle de l'hôpital, le canton déduira le montant qui lui est dû de la rémunération forfaitaire à verser à ce dernier.

La législation sur l'assurance-maladie et sur les soins hospitaliers inclut la LiLAMAM. Ainsi, une sanction administrative arrêtée en application du nouvel article 9e, alinéa 4 LiLAMAM par le service compétent de la SAP pour cause de données incomplètes peut être compensée avec une créance du fournisseur de prestations envers le canton, pour autant que celle-ci se fonde elle aussi sur la législation sur l'assurance-maladie ou sur les soins hospitaliers.

Fonds des soins hospitaliers

Article 138

Alinéa 1

Le Fonds des soins hospitaliers est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la législation cantonale sur les finances et les prestations. En vertu de l'article 14, alinéa 5 LFP, la totalité des frais occasionnés par la gestion du fonds est imputée à ce dernier.

Il paraît logique que les sommes issues de la taxe d'incitation et de la taxe compensatoire soient affectées autant que possible au secteur même dont elles proviennent, soit les soins hospitaliers.

Au lieu d'instaurer un fonds, il serait aussi possible de recourir aux deniers publics pour financer les tâches cantonales liées à ces soins, voire d'alimenter avec une partie du produit de l'impôt un fonds comme celui que prévoyait la loi sur les hôpitaux abrogée en 2007. Pour des raisons politiques, il a été renoncé à développer ces solutions plus avant. Quant à la possibilité de prélever une sorte de taxe hospitalière auprès des patients et des patientes lors de l'admission, elle n'entre pas en ligne de compte pour des raisons juridiques. Elle serait contraire au droit fédéral car incompatible avec l'esprit de la LAMal, qui veut que toutes les personnes assurées puissent suivre un traitement hospitalier dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins en ne payant que les primes, quotes-parts et franchises fixées par celle-ci. Cela ne laisse aucune marge de manœuvre aux cantons pour introduire une taxe de ce type.

Alinéa 2

Le Fonds des soins hospitaliers est alimenté par les recettes provenant de la taxe d'incitation et de la taxe compensatoire. Cette manière de procéder garantit que le produit de ces taxes ne soit pas incorporé dans les finances générales du canton, mais soit affecté à des tâches publiques relevant des soins hospitaliers, secteur dans lequel les taxes ont été prélevées (cf. al. 3).

Alinéa 3

Le Fonds des soins hospitaliers sert à financer les tâches publiques cantonales relevant des soins hospitaliers, à savoir celles qui sont mentionnées aux articles 57 à 70, 74 et 75, 104, 114 et 115. En font partie par exemple les indemnités dues pour les

prestations ambulatoires en milieu hospitalier, les prestations de gestion intégrée des soins, les prestations supplémentaires (fournies p. ex. par les centres de consultation en matière de grossesse), les prestations de base fixes, les contributions aux restructurations au sens de la planification des soins et les subventions aux investissements, mais aussi les subventions octroyées pour la formation postgrade en médecine et en pharmacie ou celles allouées pour les essais pilotes et l'innovation médicale.

Les contributions aux restructurations octroyées aux fournisseurs de prestations de sauvetage (cf. art.101) peuvent également être financées par le fonds.

Si les ressources de ce dernier sont insuffisantes, les rémunérations et les contributions sont prélevées sur les finances générales du canton.

Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'article 138 n'a alors pas lieu d'être, et les recettes provenant de la taxe d'incitation et de la taxe compensatoire sont incorporées dans les finances générales du canton.

Autorisation de dépenses

Article 139

Cette disposition remplace l'article 29, alinéa 3 de l'ancienne loi et l'article 41 de l'ancienne OSH.

Selon l'article 23 de l'ancienne loi, la SAP était compétente pour conclure les contrats de prestations annuels, dans les limites des ressources allouées par le Grand Conseil dans le budget. C'est donc le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale qui autorisait les dépenses. En 2010, celles-ci se sont montées à quelque 840 millions de francs (sans compter la rémunération des investissements par projet).

Dorénavant, la rémunération des prestations hospitalières ne peut plus être pilotée par le canton, qui doit verser une part fixe en vertu de la LAMal. Dès lors, des contrats de prestations seront uniquement conclus pour les contributions qui reposent sur la LSH, et non pas sur la LAMal. Cet article règle la compétence pour les autorisations de dépenses résiduelles qui divergent des compétences fixées dans la LFP et l'OFP. A noter que les montants concernés ne constituent qu'une petite partie des 840 millions de francs évoqués ci-dessus.

Il convient de distinguer les compétences au sens des articles 57 ss de celles déterminées dans la présente disposition. Les premières concernent l'habilitation à conclure un contrat de prestations ou à arrêter une décision. Les articles 51 ss définissent ainsi l'organe représentant le canton à l'extérieur (auprès des partenaires contractuels ou des destinataires des décisions). Le présent article, pour sa part, règle l'autorisation de dépenses, interne au canton. Avant qu'un organe de l'administration accorde une subvention par voie de décision ou passe un contrat de prestations, il doit s'assurer que l'autorisation de dépense requise a bien été octroyée par l'organe compétent (art. 43 LFP). A noter qu'il s'agit ici de financer exclusivement des prestations nécessaires à la sécurité des soins, respectant les principes de l'efficacité, de l'adéquation et du caractère économique, correspondant à la planification des soins ou en lien étroit avec cette dernière.

Alinéa 1

Il faut pouvoir intervenir en ouvrant les cordons de la bourse lorsque la sécurité des soins est menacée, qu'il y a risque de dommages économiques en raison de fausses incitations ou qu'il est indispensable de développer certaines prestations. Une telle intervention peut s'imposer dès lors que la rémunération des prestations hospitalières selon l'article 49*a* LAMal n'est pas suffisante pour atteindre un certain nombre d'objectifs de la planification des soins. Les contributions indiquées à l'alinéa 1 visent précisément ces buts. La SAP planifie les prestations entrant en ligne de compte tous les quatre ans pour que lesdites contributions soient compatibles avec la planification des soins et réparties de manière équilibrée dans l'ensemble du système de soins. Le Grand Conseil arrête un crédit-cadre[46] au sens de l'article 53 LFP pour quatre ans sur la base de ce plan. Celui-ci décrit les prestations auxquelles des moyens devraient être affectés, leur importance pour la mise en œuvre de la planification des soins et les problèmes de sécurité des soins qui se dessinent. La définition préalable des prestations de soutien requises pour la sécurité des soins et l'approbation du crédit-cadre par le Grand Conseil garantissent l'établissement préalable de priorités dans les champs d'action et un usage des ressources conforme à la planification des soins. Le Grand Conseil se voit ainsi conférer le pouvoir d'intervention maximal que la révision de la LAMal autorise encore concernant les dépenses hospitalières.

Les subventions incluses dans le crédit-cadre sont plus ou moins planifiables. Tel n'est par contre pas le cas des contributions aux restructurations et aux investissements, ni des prêts et cautionnements. C'est pourquoi la compétence pour l'autorisation de ces dépenses est régie par la LFP (cf. al. 4).

Alinéa 2

La SAP libère le crédit-cadre avec les arrêtés d'exécution[47]. Elle rend compte chaque année de son utilisation dans le rapport de gestion[48].

Alinéa 3

Contrairement aux prestations inscrites à l'alinéa 1, il ne s'agit pas, dans les deux champs d'action mentionnés ici, de fournir un financement complémentaire à la rémunération des prestations hospitalières, mais de remplir une obligation légale.

La lettre *a* règle l'autorisation de dépenses pour les prestations de sauvetage, qui sont imposées par la LSH. Tant le sauvetage proprement dit que la coordination des interventions par la centrale d'appels sanitaires urgents doivent faire l'objet d'une

[46] Art. 53 LFP
[47] Art. 149 OFP
[48] Art. 53, al. 3 LFP

indemnisation. Ces prestations ne visent pas à parer à une diminution de la sécurité des soins, mais à assumer des prestations de soins hospitaliers ordinaires telles que prescrites par la présente loi.

La lettre *b* règle l'autorisation de dépenses concernant la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires. La LSH impose une obligation de formation aux fournisseurs de prestations. Les tâches de formation et de perfectionnement assumées par les *hôpitaux répertoriés* font partie intégrante des coûts imputables selon la LAMal et sont donc incluses dans la rémunération prévue par la LAMal. Tel n'est pas le cas des *services de sauvetage*, dont les prestations de formation et de perfectionnement sont entièrement à la charge du canton. La contribution effective dépend directement de l'activité de formation des différents services, qui n'est pas prévisible, et le montant de l'indemnité supplémentaire n'est donc connu qu'à posteriori. Vu l'obligation légale imposée aux services de sauvetage, celle-ci est cependant due dans tous les cas. C'est pourquoi la compétence d'attribuer ces moyens doit revenir à la SAP.

De même, il convient de déléguer à la SAP la compétence d'indemniser les autres mesures touchant la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires prévues aux articles 105 ss. Sont notamment concernés les contrats de prestations conclus avec l'organisation du monde du travail Santé Berne dans le domaine de la communication et de l'orientation professionnelle et avec des organisateurs de cours de réinsertion professionnelle. Aucun de ces contrats n'a entraîné par le passé des engagements financiers requérant une autorisation de dépenses du Grand Conseil.

Alinéa 4

Toutes les autres dépenses doivent être arrêtées en vertu de la législation sur le pilotage des finances et des prestations. Il s'agit en particulier des contributions aux restructurations (art. 68), des cautionnements et prêts (art. 71) et des subventions aux investissements (art. 74). La différence entre les compétences réglées aux articles 57 ss et celles définies à l'article 139 est exposée dans l'introduction au commentaire du présent article (dernier paragraphe).

Selon les articles 68 à 75, le directeur ou la directrice de la SAP peut certes accorder des contributions aux restructurations ou aux investissements ou des prêts et cautionnements aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés. Mais avant de fixer leur montant par voie de décision susceptible de recours, la SAP doit demander une autorisation de dépense à l'organe compétent en la matière. Ainsi, à supposer qu'elle veuille allouer à un hôpital répertorié une contribution aux restructurations de l'ordre de 800 000 francs par exemple, elle doit requérir l'autorisation préalable du Conseil-exécutif pour cette dépense nouvelle unique, conformément à l'article 89, alinéa 2 de la Constitution cantonale.

Dispositions transitoires

Transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux nouveaux organismes responsables

Article 140 (Répartition de l'indemnité forfaitaire entre les communes)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 99 de l'ancienne loi.

Lors du transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux CHR, les anciens organismes responsables se sont vus attribuer une indemnité forfaitaire. Cette indemnité doit être répartie entre les communes, puisque celles-ci étaient tenues de participer aux organismes responsables jusqu'à la réalisation du transfert. Les délais de prescription en la matière n'étant pas tous échus, la réglementation correspondante doit être reprise dans la version révisée de la LSH.

Alinéa 1

Cet alinéa définit le principe selon lequel l'indemnité forfaitaire versée à un seul ancien organisme responsable doit être répartie entre les communes de cet organisme (syndicat hospitalier, p. ex.). Cette répartition doit en principe respecter les règles selon lesquelles les communes versaient leurs contributions à l'organisme responsable. Ces règles figurent ordinairement dans le règlement ou dans les statuts de l'organisme.

Alinéa 2

Lorsqu'un organisme responsable avait adopté une réglementation spéciale dans ce domaine, celle-ci est prépondérante. Si les communes ne parviennent pas à s'entendre, elles peuvent faire appel à une commission arbitrale. Les décisions de cette commission sont définitives, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être attaquées devant une autre instance.

Article 141 (Commission arbitrale)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 100 de l'ancienne loi.

La LSH a réglé de manière relativement détaillée le transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux. Mais vu la complexité des transactions, il était impossible de garantir que cette réglementation allait pouvoir résoudre tous les cas de manière infaillible. Une commission arbitrale de cinq membres a dès lors été instituée afin de régler les litiges engendrés par le transfert des hôpitaux aux nouveaux organismes responsables. Les délais de prescription prévus dans le cadre de la répartition des indemnités forfaitaires entre les communes n'étant pas tous échus (comme mentionné ci-dessus), la commission doit être maintenue. L'alinéa 4, qui est nouveau, prévoit sa dissolution au terme des délais de prescription ou d'éventuelles procédures, et confère au Conseil-exécutif la compétence de la dissoudre.

Article 142 (Participation aux bénéfices)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 101 de l'ancienne loi.

La réglementation régissant le transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux prévoyait que tous les établissements (à quelques exceptions près) se-

raient repris par le canton. Nul ne pouvait et ne peut toutefois affirmer que le canton ou les CHR concernés auront besoin à long terme de tous ces terrains, constructions, installations et équipements afin d'assurer la couverture en soins.

Si un CHR revend ces objets dans les dix ans et retire un bénéfice de cette vente, les anciens propriétaires ou les communes qui participaient à l'ancien organisme responsable doivent recevoir une part de ces bénéfices. Les communes ne pourront toutefois participer au bénéfice qu'en présence d'un gain effectif (après déduction des frais de vente, des impenses et des investissements pour l'objet, et compte tenu de la participation cantonale aux investissements consentis précédemment).

Le calcul des bénéfices répond en principe aux critères utilisés pour fixer le prix d'achat lors du transfert au canton: du montant de la vente, il faut déduire les investissements de ce dernier (travaux d'entretien compris), ces investissements faisant l'objet d'un amortissement dégressif de dix pour cent par an. La participation aux bénéfices est donc proportionnelle aux investissements consentis. Avant de procéder à un possible reversement des bénéfices, il convient également de déduire les frais de vente éventuels.

La réglementation sur la participation aux bénéfices ne s'applique que si l'organisme responsable ou les communes qui ont cédé des objets au canton n'ont pas opté pour un droit de superficie ou de rachat. S'ils ont choisi d'exercer l'un de ces droits, aucune participation au bénéfice n'est due en cas de changement d'affectation. Lors de l'exercice d'un droit de superficie, les infrastructures (constructions) concernées font retour à l'ancien organisme responsable ou aux communes qui y participaient contre rémunération. Si le droit de rachat n'est pas exercé, le canton peut ou doit se prononcer à ce sujet.

Cette disposition précise désormais que les organismes responsables au sens des articles 29 et 30a LH ont également droit à une participation au bénéfice.

Article 143 (Droits de superficie)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 87 de l'ancienne loi.

Lors du transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux CHR, les anciens organismes responsables pouvaient choisir soit de se séparer des terrains concernés moyennant une indemnisation forfaitaire, soit de les conserver et d'accorder un droit de superficie à titre gracieux aux CHR. Troisième possibilité, ils pouvaient faire valoir un droit au rachat des terrains. En optant pour le droit de superficie ou le droit de rachat, ils renonçaient automatiquement à l'indemnité forfaitaire pour le terrain. Le syndicat hospitalier de la ville de Berne, le syndicat intercommunal Spital Interlaken et la société anonyme Spital Saanen AG ont exercé leur droit de superficie.

Alinéa 1

Les droits de superficie accordés à un CHR lors du transfert des hôpitaux ont été établis à titre gracieux et leur validité a été fixée à 100 ans.

Alinéas 2 et 3

Un retour anticipé intervient lorsque les terrains ne sont plus affectés aux soins hospitaliers. Dans ce cas, le montant de l'indemnité pour les constructions, installations et équipements est fixé par la commission d'estimation des lettres de rente.

Article 144 (Droit au rachat de la propriété, 1. Principe)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 102 de l'ancienne loi.

Lors du transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux CHR, les anciens organismes responsables pouvaient choisir soit de se séparer des terrains concernés moyennant une indemnisation forfaitaire, soit de les conserver et d'accorder un droit de superficie à titre gracieux aux CHR. Troisième possibilité, ils pouvaient faire valoir un droit au rachat des terrains. En optant pour le droit de superficie ou le droit de rachat, ils renonçaient automatiquement à l'indemnité forfaitaire pour le terrain. Seul le syndicat intercommunal Spital Frutigen a choisi le droit de rachat.

Alinéa 1

Cet alinéa fixe les conditions auxquelles il est possible de faire valoir le droit de rachat. D'une part, il faut qu'il y ait changement d'affectation, c'est-à-dire que le canton ou le CHR ne puisse ou ne veuille plus utiliser les objets considérés pour assurer la couverture en soins hospitaliers. D'autre part, 50 ans au maximum peuvent s'être écoulés depuis la reprise par le CHR. La durée de validité de ce droit étant relativement longue, fixer sa date d'extinction vise à mettre un terme au flou juridique. En effet, le maintien de telles options sur de longues durées rend l'insécurité du droit trop pesante.

La rétrocession porte sur l'intégralité des terrains concernés. En d'autres termes, lors de l'exercice du droit au rachat de la propriété, tous les terrains de même que l'ensemble des constructions, installations et équipements qui s'y trouvent retournent à l'ancien organisme responsable ou aux communes. Terrains et constructions ne peuvent être séparés.

Alinéa 2

La rétrocession des terrains intervient à titre gracieux. Cette disposition est logique, puisque les terrains ont également été repris sans compensation financière par le canton ou les CHR à l'entrée en vigueur de la LSH, lorsque l'organisme responsable ou les communes concernées ont opté pour le droit au rachat de la propriété et non pas pour l'indemnité forfaitaire.

Alinéa 3

Une indemnité doit en revanche être versée pour la valeur des constructions, installations et équipements situés sur les parcelles concernées. Là encore, cette exigence se justifie, car le canton a payé une indemnité à l'organisme responsable ou aux communes propriétaires pour les objets qu'il a repris ou qui ont été repris par les CHR. Le montant de l'indemnité due au CHR concerné est fixé par la commission

d'estimation des lettres de rentes conformément à l'article 113 LiCCS. L'indemnité est versée par le ou les sujets qui récupèrent la propriété des objets.

Article 145 (2. Exercice)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 103 de l'ancienne loi.

Cet article ne reprend toutefois pas la réglementation prévue à l'article 103, alinéa 3 de l'ancienne loi, selon laquelle les anciens organismes responsables ou les communes qui y participaient pouvaient convenir, pour régler l'exercice du droit au rachat de la propriété, des dispositions s'écartant des alinéas 1 et 2 de l'article 103 de l'ancienne version et de l'article 144 de la nouvelle version de la LSH. De telles dispositions auraient dû être définies au moment du choix d'exercer ou non le droit au rachat de la propriété. Or cette option n'a été retenue dans aucun cas de transfert. La réglementation en question est dès lors obsolète.

Alinéa 1

Le droit au rachat de la propriété est une option. En fait, c'est seulement au moment du changement d'affectation des objets que les décideurs communaux doivent choisir s'ils entendent exercer ce droit, afin de récupérer les objets en question, ou s'ils y renoncent définitivement. L'indemnité due au canton peut parfois atteindre un montant élevé, en particulier si des investissements ont été consentis récemment. Il se peut que les charges paraissent alors trop lourdes et que les ayants droit renoncent au rachat.

Lorsqu'une infrastructure ne sert plus à fournir des soins hospitaliers, il importe de savoir rapidement si les ayants droit souhaitent récupérer les objets ou si le canton, ou le CHR, peuvent en disposer. C'est pourquoi l'alinéa 1 accorde aux décideurs communaux un délai de six mois, à compter du moment où la commission d'estimation des lettres de rentes a fixé le montant de l'indemnité due au canton ou au CHR, pour décider d'exercer ou non le droit au rachat de la propriété. Ils sont alors en mesure de se prononcer en connaissance de cause.

Alinéa 2

Le droit au rachat de la propriété possédant une durée de validité relativement longue (50 ans), force est de supposer que les anciens organismes responsables n'existent plus forcément au moment où ce droit peut s'exercer et que la décision ne sera peut-être pas prise par le même sujet.

Alinéa 3

Si la décision n'est pas prise dans le délai imparti, on peut admettre que les ayants droit ont renoncé à la possibilité de racheter la propriété.

Article 146 (3. Conséquences)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 104 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

L'alinéa 1 précise à qui les infrastructures sont transférées en cas d'exercice du droit au rachat de la propriété. Si l'ancien organisme responsable existe encore (lorsqu'un syndicat hospitalier assume de nouvelles tâches, p. ex.), c'est à lui que revient la propriété.

Alinéa 2

Lorsque l'organisme responsable n'existe plus ou que sa composition a été modifiée, les objets sont transférés en copropriété aux communes qui participaient initialement à l'organisme responsable (syndicat ou société anonyme), en proportion de leur dernière obligation de contribuer à cet organisme avant le transfert de l'infrastructure hospitalière au canton. Les communes peuvent disposer librement de leur part de copropriété.

Article 147 (Responsabilité)

Cette disposition correspond pour l'essentiel à l'article 105 de l'ancienne loi.

Alinéa 1

Les communes assument une responsabilité pour la période précédant le transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux au canton. Cette responsabilité est toutefois restreinte à plusieurs égards. Elle porte tout d'abord sur les faits antérieurs au transfert. Si un événement s'est produit pendant cette période, qui occasionne un dommage immédiat ou ultérieur, les communes (ou les organismes responsables au sens de l'article 29 LH, pour autant qu'ils existent encore) sont tenus de le couvrir. Leur responsabilité n'est cependant engagée que si le canton n'aurait pas été tenu de prendre en charge les coûts y relatifs en vertu des modalités de financement appliquées avant l'entrée en vigueur de la LSH.

Concrètement, les communes n'assument que le «risque résiduel», qui leur incombe de toute façon: depuis que le financement des hôpitaux a été très largement transféré au canton (soit depuis l'entrée en vigueur de la LPFC en date du 1er janvier 2002), ce dernier supporte en principe l'intégralité des coûts d'investissement et d'exploitation. Jusqu'au moment du transfert, les communes prenaient uniquement en charge les coûts que le canton ne pouvait pas couvrir pour des raisons objectives, car ils faisaient partie des risques supportés par l'organisme responsable (contributions des médecins exerçant une activité privée ou prestations d'assurances négligées, erreurs manifestes de gestion, recouvrement défaillant des créances, etc.). Les communes assument ce risque résiduel pour la période pendant laquelle elles ont assuré la gestion des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux. Un dommage pouvant toutefois survenir bien après ses causes (antérieures au transfert au canton), la responsabilité des communes perdure pendant dix ans après la reprise. Il se peut en effet que l'erreur à l'origine d'un dommage ne soit découverte qu'au moment de la liquidation de l'organisme responsable.

Alinéa 2

La réglementation définie à l'alinéa 1 ne vaut pas seulement pour les dettes proprement dites, mais aussi pour les recettes négligées et les dépenses injustifiées. Ce cas se présente lorsqu'un organisme responsable n'a pas fait valoir des contributions dues sur l'activité privée des médecins ou d'autres créances en sa faveur, ou qu'il n'a pas facturé correctement des prestations à une caisse-maladie. Il en va de même s'il n'a pas invoqué les droits liés à la garantie pour les défauts sur des contrats d'entreprise, etc. De tels manquements aux devoirs n'engendrent pas de véritables dettes à la charge de l'organisme responsable, mais peuvent néanmoins léser des tiers, dont en particulier le canton. Ce dernier pourrait en effet avoir versé des subventions d'exploitation ou une couverture du déficit trop élevées.

Alinéa 3

La réglementation en matière de responsabilité s'applique par analogie aux communes qui participaient à un organisme responsable selon l'article 30a LH. Ces organismes responsables continuent certes d'exister après la reprise par le canton, mais leur composition aura changé. Grâce à cet alinéa, les communes concernées assument la même responsabilité que celles affiliées à un syndicat hospitalier.

Variante CHR comme holding (art. 146)

Transfert des CHR à la holding hospitalière

Art. 146 (Reprise)

Alinéa 1

Le transfert des CHR dans la holding a lieu dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi.

Alinéa 2

La reprise est exonérée de tous les types d'impôts et d'émoluments cantonaux et communaux.

Variante SPR et SPU comme sociétés anonymes

Autonomisation des cliniques psychiatriques cantonales et des SPU sous forme de sociétés anonymes

Article 148

Alinéa 1

La transformation des cliniques psychiatriques cantonales et des SPU en sociétés anonymes indépendantes de l'administration cantonale constitue une réorganisation en profondeur. Les travaux de planification s'étendront sur deux à trois ans environ. C'est pourquoi l'autonomisation est prévue dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Alinéa 2

Là aussi, la mutation est exonérée de tous les types d'impôts et d'émoluments cantonaux.

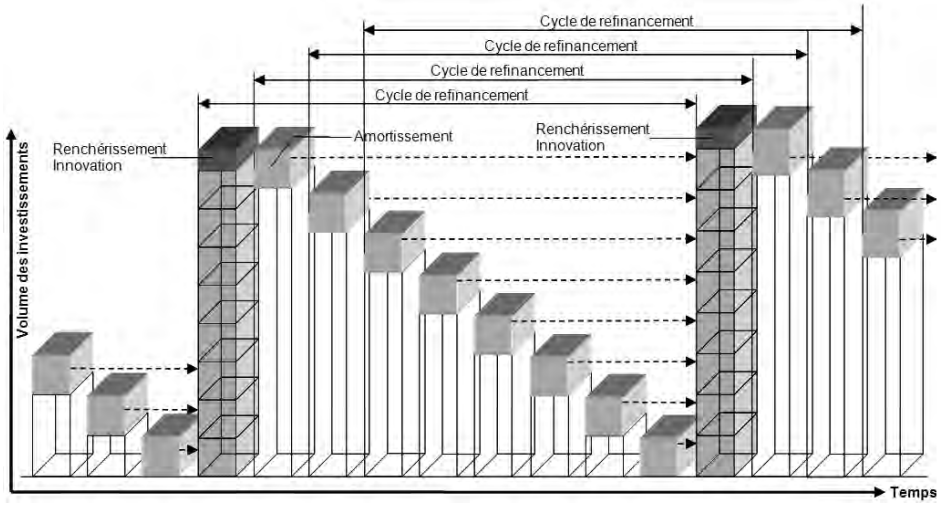
Autres dispositions transitoires

Remarque concernant le maintien de la réglementation sur la compensation

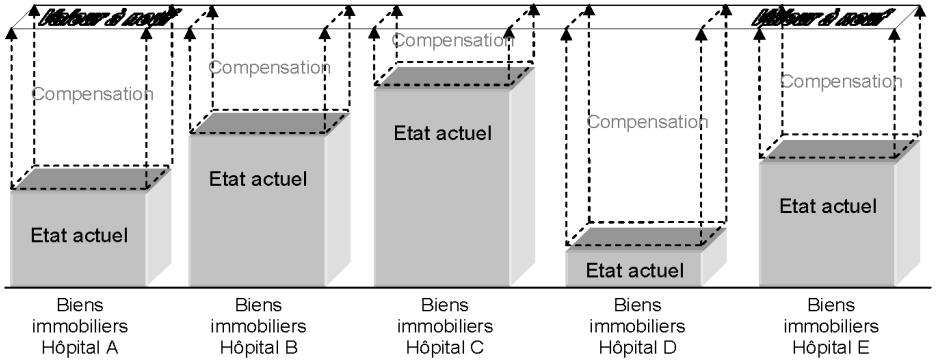
Au moment de passer au nouveau système introduit en 2012, l'âge et l'état des infrastructures dont disposaient les fournisseurs de prestations différaient beaucoup. En conséquence, le volume des ressources à consacrer à leur renouvellement de même que le moment où il faut en faire usage sont loin d'être identiques. Or les fournisseurs de prestations publics ne reçoivent des contributions pour financer leurs infrastructures que depuis le 1er janvier 2012, et ne bénéficient donc pas tous des mêmes conditions initiales.

Les interventions parlementaires Haldimann (M-183-2009), Gasser (M-010-2010) et Fritschy (M-048-2010) demandaient que des mesures soient prises afin de placer les CHR sur un pied d'égalité jusqu'à fin 2011 au plus tard. Aussi la compensation a-t-elle été réglée dans l'OiLAMal. Comme il est peu probable que tous les projets pour lesquels des fonds peuvent être demandés soient prêts lors de l'entrée en vigueur de la présente révision de la LSH, cette réglementation est maintenue.

Le graphique ci-après illustre le cycle de refinancement et d'amortissement tel qu'il est prévu dans la révision partielle de la LAMal:



Parmi les trois options (assorties de sous-options) envisageables, c'est celle de la compensation basée sur la valeur des installations du fournisseur de prestations qui possède l'infrastructure présentant le meilleur état (infrastructure la plus récente) qui a été introduite dans l'OiLAMal.



Commentaire des articles

Article 149 (Compensation des valeurs actuelles; 1. Objet)

Alinéa 1

Jusqu'à fin 2012, le canton et les communes (syndicats hospitaliers) n'avaient pas consenti les mêmes investissements dans les infrastructures de tous les fournisseurs de prestations. Lors du passage au nouveau modèle de financement, l'âge et l'état de ces infrastructures variaient dès lors grandement. Une forme de compensation a été introduite dans l'OiLAMal pour que les fournisseurs se trouvent sur un pied d'égalité au plan de leurs infrastructures. Cette réglementation doit rester valable jusqu'à ce que la compensation soit achevée.

Alinéa 2

Ont droit à une compensation les institutions qui étaient en droit de bénéficier de subventions aux investissements jusqu'à fin 2011 aux termes l'ancienne loi. Les institutions psychiatriques cantonales pouvaient recevoir des subventions d'investissement du canton jusqu'à fin 2011. Les contributions qui leur revenaient sont transférées aux sociétés anonymes des services psychiatriques régionaux nouvellement créées succédant aux institutions psychiatriques cantonales.

Alinéa 3

La compensation se base sur l'infrastructure qui présentait le meilleur état au moment de l'évaluation parmi toutes les infrastructures considérées.

Article 150 (2. Valeur actuelle)

En vue de calculer les parts compensatoires, le service compétent de la SAP a déterminé la valeur actuelle au 1er janvier 2012 des infrastructures de toutes les institutions ayant droit à une compensation. Il a pris en considération l'état effectif des infrastructures de même que d'éventuels projets d'investissements ayant fait l'objet d'un arrêté jusqu'à fin 2011 aux termes de l'ancienne loi.

Article 151 (3. Calcul des parts compensatoires)

Alinéa 1

La compensation est exclusivement financée par les ressources dont le Fonds d'investissements hospitaliers disposait encore au 1er janvier 2012.

Alinéa 2

La part compensatoire de chaque fournisseur de prestations a été calculée comme suit (étape par étape):

Lettre *a*

Pour identifier l'institution possédant la meilleure infrastructure, on calcule la valeur actuelle des infrastructures de chaque fournisseur de prestations (exprimée en pour cent), à partir de leur valeur à neuf (valeur assurée) et de leur valeur actuelle effective (établie à l'aide d'une méthode appropriée).

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

L'étape suivante consiste à extrapoler la valeur (en francs) des infrastructures de chaque institution à la valeur actuelle fictive (correspondant à celle de la meilleure infrastructure).

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

Lettre *b*

Tout investissement effectué ou autorisé, mais pas encore concrétisé, jusqu'au 31 décembre 2011 modifie les valeurs à neuf qui entrent dans le calcul des compensations. Voilà pourquoi toutes les contributions octroyées aux termes de l'ancienne loi sont prises en considération.

Lettre *c*

La différence entre valeur actuelle effective et valeur actuelle fictive correspond au capital sur lequel sont calculés les intérêts.

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

En multipliant le capital par le taux d'intérêt sur les hypothèques variables de premier rang de la Banque cantonale bernoise, on obtient les intérêts annuels sur la différence.

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

Lettre *d*

La durée de versement des intérêts se base sur des taux d'amortissement moyens. Au contraire d'une clinique psychiatrique, l'hôpital universitaire possède par exemple des infrastructures de pointe dont la durée de vie est brève. Les taux d'amortissement varient donc selon le type d'institution.

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

Lettre *e*

La compensation par institution résulte de la multiplication des intérêts annuels par la durée de versement des intérêts.

Compensation entre les institutions **Chiffres fictifs**

[en CHF]

Institution	Valeur à neuf au 1.1.2012	Valeur actuelle effective au 1.1.2012	%	88,37% de la valeur à neuf (valeur actuelle fictive)	Différence entre valeur actuelle effective et fictive	Intérêts annuels sur la différence	Compensation des intérêts
A	129'000'000	114'000'000	88.37	114'000'000	0	0	0
B	370'000'000	326'000'000	88.11	326'976'744	976'744	24'419	406'977
C	50'000'000	43'000'000	86.00	44'186'047	1'186'047	29'651	593'023
D	72'000'000	60'000'000	83.33	63'627'907	3'627'907	90'698	1'813'953
				Compensation fondée sur la meilleure infrastructure			2'813'953

Tables annexes

Taux moyens d'amortissement		Durée de versement des intérêts (années)
Centres hospitaliers régionaux	6.0%	16.67
Cliniques de réadaptation	5.0%	20.00
Hôpital universitaire	6.5%	15.38
Cliniques de soins psychiatriques	4.5%	22.22

Taux d'intérêt sur les hypothèques variables (BCBE, 22.2.2010) 2.50%

Article152 (4. Rapport entre parts compensatoires et ressources du fonds)

Alinéa 1

Le montant maximal de la compensation est déterminé selon le calcul ci-dessus. La compensation s'effectue sous forme de contributions à des projets d'investissement (intérêts), pour autant que les conditions matérielles selon l'article 155 soient remplies. Les parts suivantes ont été calculées au 1er janvier 2012 avec la méthode décrite, compte tenu des projets approuvés mais pas encore réalisés:

Hôpital du Jura bernois SA	CHF	0 (meilleure infrastructure)
Centre hospitalier Bienne SA	CHF	0 (meilleure infrastructure)
Spital Netz Bern AG	CHF	8 266 590
Spital Region Oberaargau	CHF	413 258
Spital Thun Simmental AG	CHF	3 927 731
Spitäler FMI AG	CHF	2 066 276
Hôpital de l'Ile	CHF	18 618 231
Regionalspital Emmental AG	CHF	2 704 650
Centre psychiatrique de Münsingen	CHF	4 267 500
SPJBB	CHF	4 825 100
SPU	CHF	5 907 775
Clinique BETHESDA Tschugg	CHF	270 702
Clinique Bernoise Montana	CHF	1 367 847
Berner REHA-Zentrum, Heiligenschwendi	CHF	1 946 637

Article 153 (5. Subventions)

Alinéa 1

Des subventions sont allouées uniquement à des projets d'investissements concrets. Le calcul des parts compensatoires présenté plus haut définit le montant maximal des contributions.

Alinéa 2

Les contributions et subventions allouées pour la compensation en vertu de l'OiLAMal doivent être déduites de la somme totale affectée à la compensation.

Alinéa 3

Les subventions au sens de l'article 74 sont accordées sur le Fonds d'investissements hospitaliers uniquement s'il reste des ressources suffisantes après les versements compensatoires.

Article 154 (6. Autorisation de dépenses)

Le Conseil-exécutif est compétent pour autoriser les dépenses. Cette disposition garantit l'application d'une pratique unifiée dans ce domaine.

Article 155 (7. Conditions matérielles)

Le canton octroie des subventions si l'investissement qu'elles financent répond à certaines conditions. La priorité revient au mandat de la couverture en soins, qui incombe au canton. L'exigence figurant à la lettre *a* garantit dès lors que l'investissement est conforme à la planification des soins. Comme le veut la lettre *b*, l'investissement doit également s'accorder avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations, c'est-à-dire qu'il doit s'inscrire dans une stratégie globale. Pour qu'il soit possible d'apprécier l'acquisition prévue, le requérant doit par ailleurs, comme le prévoit la lettre *c*, présenter un projet détaillé. Enfin, aux termes de la lettre *d*, il doit prouver que les immobilisations pourront être refinancées par les recettes escomptées.

Article 156 (8. Utilisation des ressources du fonds)

Alinéa 1

Les dépenses autorisées avant le changement de système de financement, le 1er janvier 2012, sont financées par le Fonds d'investissements hospitaliers.

Alinéa 2

Si le Fonds d'investissements hospitaliers dispose encore de ressources après financement des subventions aux investissements arrêtées avant le 1er janvier 2012 et après compensation des valeurs actuelles, ces ressources servent à financer des subventions aux investissements au sens de l'article 74.

Article 157 (9. Dissolution du fonds)

Alinéa 1

Le Conseil-exécutif dissout le fonds lorsque toutes ses ressources ont été utilisées, que toutes les dépenses autorisées ont été comptabilisées ou que l'objectif de la compensation ne peut plus être atteint.

Article 158 (Obligation de rembourser)

Alinéa 1

Cette disposition énumère les divers motifs qui donnent naissance à l'obligation du fournisseur de prestations de rembourser la contribution reçue. Elle s'applique aux contributions octroyées à des projets d'investissements dans le cadre du calcul compensatoire selon l'article 31 LSH 2005 ou selon l'article 151.

La prescription des demandes de restitution est régie par l'article 25 LCSu.

Alinéa 2

Le montant faisant l'objet de la demande de restitution correspond au montant des subventions aux investissements après déduction des amortissements annuels.

Alinéa 3

Le canton peut renoncer à une partie ou à la totalité du remboursement, si celui-ci engendre un cas de rigueur. Il convient d'interpréter la notion de cas de rigueur selon la doctrine en cours et la jurisprudence en vigueur concernant la renonciation partielle ou totale à un remboursement dans des situations similaires.

Dispositions finales

Article 159 (Dispositions d'exécution)

Cette disposition est nouvelle.

Elle habilite le Conseil-exécutif à régler l'exécution de la loi par voie d'ordonnance. La LSH lui donne déjà cette compétence dans plusieurs de ses dispositions, dans des domaines spécifiques. Le présent article est une clause générale applicable si cette attribution fait défaut dans un secteur donné.

Article 160 (Modification d'actes législatifs)

1. Loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)

Article 259 (Assujettissement et exonération)

Alinéa 4, lettre *c*

L'ancien article 259, alinéa 4 LI prévoit que la taxe immobilière n'est pas perçue sur les bâtiments affectés aux soins hospitaliers appartenant à un prestataire qui a conclu avec le canton un contrat réglant la fourniture de prestations hospitalières.

Jusqu'à la révision 2007 de la LAMal concernant le financement hospitalier et à l'entrée en vigueur de l'OiLAMal le 1er janvier 2012, seuls les CHR et l'Hôpital de l'Ile concluaient des contrats de prestations avec le canton et étaient rémunérés par ce dernier sur cette base. Or la LAMal révisée et l'OiLAMal et, en l'occurrence, la LSH révisée prévoient une égalité de traitement entre hôpitaux privés et publics. Ainsi, tous les fournisseurs de prestations inscrits sur la liste des hôpitaux sont rémunérés par des forfaits par cas incluant une part des coûts d'infrastructure, quel que soit leur organisme responsable.

Pour des questions de libre concurrence, hôpitaux publics et hôpitaux privés doivent être considérés de la même manière en ce qui concerne la taxe immobilière. Aucune différence objective ne justifie un traitement différencié. Par ailleurs, les fournisseurs de prestations hospitalières doivent être traités comme les autres institutions poursuivant des buts de service public, qui sont certes libérées de l'impôt sur le bénéfice et sur le capital, mais soumises à la taxe immobilière. Il n'y a pas de raison que les soins hospitaliers donnent lieu à l'exemption d'une taxe due pour tous les autres buts de service public.

2. Loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)

Article 17c (Obligation d'informer)

Cette disposition de la LSP est nouvelle.

La nouvelle teneur de l'article 49a LSP constitue, sur le fond, le pendant à l'article 131 LSH pour ce qui est des soins ambulatoires, qui relèvent de la loi sur la santé publique. Elle s'appuie également sur l'article 42 LPMéd. La présente disposition est introduite à des fins de protection de la santé publique: elle permet à l'autorité de surveillance cantonale compétente d'avoir connaissance sans tarder de faits relatifs à une éventuelle violation du devoir de diligence lié à la profession ou à l'entreprise, de les analyser et, au besoin, d'ordonner les mesures nécessaires envers les titulaires d'une autorisation d'exercer ou d'exploiter (cf. commentaire de l'art. 131). Peuvent être considérés comme autorités de surveillance compétentes l'Office du médecin cantonal, l'Office du pharmacien cantonal, le Laboratoire cantonal et l'Office des personnes âgées et handicapées.

Il ne s'agit pas de faire signaler des bagatelles. L'expérience récoltée dans la mise en œuvre de la LPMéd montre que l'obligation d'annoncer est appliquée de manière rationnelle. Le cas échéant, les autorités judiciaires et les autorités administratives peuvent dans un premier temps annoncer un fait en rendant les données anonymes, de manière que le service compétent de la SAP puisse évaluer l'opportunité de prendre des mesures.

3. Loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM)

Article 7 (Planification des soins)

L'alinéa 1 de cette disposition s'applique désormais non seulement aux hôpitaux, mais aussi aux maisons de naissance. Celles-ci doivent être inscrites sur la liste cantonale pour pouvoir pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins. Il

convient donc de les englober dans la planification des soins. C'est ce qui découle de l'article 39, alinéa 3 LAMal, reformulé lors de la révision partielle de la LAMal concernant le financement hospitalier de 2007.

La compétence d'établir la planification et la procédure sont réglées principalement aux articles 6 à 37 LSH.

Article 8 (Listes)

Conformément à l'article 39, alinéa 1, lettre *e* et à l'article 39, alinéa 3 LAMal, le canton dresse une liste des hôpitaux, des établissements médico-sociaux et désormais aussi des maisons de naissance. Le droit cantonal doit définir l'organe compétent pour ce faire. Comme le Conseil-exécutif arrête déjà les listes des hôpitaux et des EMS, la présente disposition lui donne la même compétence pour la liste des maisons de naissance. A noter que la LAMal n'impose pas trois listes distinctes. Les cantons sont libres de regrouper hôpitaux et maisons de naissance, par exemple, dans une seule et même liste.

Article 9a (Rémunération; 1. Part cantonale)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

En vertu de l'article 49*a*, alinéa 1 LAMal, la rémunération des prestations hospitalières est prise en charge par le canton et les assureurs, selon leur part respective. L'alinéa 2 charge le canton de fixer la part cantonale pour chaque année civile, au plus tard neuf mois avant le début de l'année. Le droit cantonal doit désigner l'organe compétent pour ce faire. Il semble opportun que cette attribution revienne au Conseil-exécutif, puisque la part cantonale influe de manière non négligeable sur la situation financière du canton et qu'elle joue un rôle déterminant dans la préparation du budget cantonal, que le gouvernement soumet au Grand Conseil. Comme il s'agit d'une décision annuelle, il n'est pas nécessaire d'édicter la part cantonale dans une ordonnance. Un arrêté du Conseil-exécutif suffit à la fixer de manière définitive, sans possibilité de recours.

Etant donné que la part versée par le canton finance une tâche publique assumée par les hôpitaux répertoriés, elle doit être considérée comme une subvention cantonale[49]. Les subventions cantonales, même imposées par le droit fédéral, relèvent de la LSu[50], sauf dans les cas où le canton jouit d'une marge d'appréciation.

Article 9b (2. Autorisation de dépenses)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Comme indiqué ci-dessus, le canton et les assureurs prennent en charge la rémunération des prestations hospitalières selon leur part respective (art. 49*a*, al. 1 LAMal). La législation fédérale contraint ainsi le canton à contribuer à la rémunération forfaitaire des traitements hospitaliers. Celui-ci n'a pas de compétence décisionnelle en la matière: il est tenu de participer aux coûts jusqu'à concurrence de la part fixée en application de l'article 9a LiLAMAM, dès lors que le traitement relève d'un mandat inscrit dans la liste des hôpitaux. L'autorisation de dépenses est donc une procédure purement administrative et interne au canton. Il apparaît judicieux d'en donner la compétence à la SAP.

Article 9c (3. Modalités)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Alinéa 1

Dès lors que le canton et les assureurs prennent en charge la rémunération des prestations hospitalières selon leur part respective (art. 49*a*, al. 1 LAMal), l'alinéa 1 du présent article désigne l'organe bernois chargé de verser la part cantonale aux fournisseurs de prestations, à savoir le service compétent de la SAP. Le canton de Berne ne fait pas usage de la possibilité donnée par l'article 49*a*, alinéa 3 LAMal, selon lequel l'assureur et le canton peuvent convenir que le canton paie sa part à l'assureur, et que ce dernier verse les deux parts à l'hôpital. En effet, dans la mesure où la prestation à rémunérer n'a pas été fournie par l'assureur mais par l'hôpital, il semble plus approprié que le canton verse sa part de la rémunération directement à ce dernier.

Alinéa 2

Conformément à l'article 49*a*, alinéa 3 LAMal, les modalités du versement de la rémunération cantonale sont convenues entre l'hôpital et le canton. Il s'agit par exemple du moment du versement et du compte sur lequel virer le montant dû. La solution la plus judicieuse est de confier cette tâche au service compétent de la SAP. Le dispositif adopté en vertu de l'ancienne législation est le suivant: le canton verse ses contributions sous forme d'avances mensuelles sur la rémunération prévue, sur la base d'un contrat; la différence entre le montant des acomptes et le montant dû est soit versée à l'hôpital l'année suivante s'il a fourni des prestations en sus, soit déduite de la prochaine avance dans le cas contraire; le montant dû est déterminé en fonction de la statistique médicale et d'autres données et justificatifs remis par les fournisseurs de prestations. Ce système est maintenu dans la LSH révisée.

Article 9d (4. Vérification des factures adressées aux patients et patientes)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Alinéa 1

En vertu de l'ancienne loi, le canton vérifiait subsidiairement, par pointage, la qualité du codage réalisé par les établissements de soins aigus et l'exhaustivité de la facturation lorsqu'il contrôlait le respect du contrat de prestations. Le canton déléguait cette tâche à un tiers (cf. le commentaire ci-après relatif à l'article 9e LiLAMAM). La qualité du codage était évaluée sur la base d'un échantillon représentatif.

[49] Mader, p. 17

[50] Rapport du Conseil-exécutif concernant la LSU, in Journal du Grand-Conseil 1992, annexe 24, p. 10; cf. arrêté du Tribunal administratif du canton de Berne du 3 septembre 2010, n° 100.2009.374U, p. 15

Ces vérifications n'avaient pas d'influence directe sur l'établissement ou la correction des factures aux patients et aux patientes ou à leurs assureurs-maladie, mais jouaient un rôle dans le calcul de la subvention définitive. Ce contrôle disparaît en 2012, en même temps que les contrats de prestations. Au lieu de conclure des contrats avec les hôpitaux, le canton doit prendre en charge une part de la rémunération des prestations hospitalières, conformément à l'article 49*a*, alinéa 1 LAMal, l'autre part étant endossée par les assureurs. La part cantonale se monte à 55 pour cent au moins (art. 49*a*, al. 2 LAMal).

Le contrôle des factures fait partie intégrante des tâches des assureurs. Mais dès lors que le cofinancement des soins aigus hospitaliers coûte chaque année plus d'un milliard de francs au canton de Berne, celui-ci doit avoir la possibilité de vérifier les factures, pour s'assurer qu'elles sont correctes et, partant, qu'il ne prenne pas en charge des sommes injustifiées. Il semble opportun que la vérification des factures – effectuée par sondage et sur la base des dossiers des fournisseurs de prestations – soit confiée au service compétent de la SAP.

Alinéa 2

Il n'est cependant pas indispensable que ce service vérifie les factures lui-même. L'alinéa 2 lui donne la possibilité de mandater des tiers. Cette solution est en particulier idéale si la vérification des factures est assumée par une organisation mandatée conjointement par plusieurs cantons, voire par cantons et assureurs, ce qui permet de créer un centre de compétences. Le service compétent de la SAP peut conclure avec les tiers mandatés un contrat écrit. Il convient d'y accorder une importance particulière à la protection des données, en ne se contentant pas de renvoyer les tiers mandatés à l'obligation de garder le secret inscrite à l'alinéa 5. Le contrat doit également préciser que les données peuvent être traitées uniquement pour la vérification des factures et de la part cantonale au sens de l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal. Il paraît judicieux de soumettre le projet de contrat pour avis au Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données, afin de s'assurer que les éléments ayant trait à la protection des données sont réglés correctement.

Alinéa 3

Cette disposition est la base légale permettant au service compétent de la SAP d'exiger des hôpitaux et maisons de naissance répertoriés les données requises pour vérifier les factures. Il ne réclame pas toutes les factures, mais uniquement un échantillon qu'il vérifie intégralement, en veillant avec une sûreté raisonnable à ce qu'il soit représentatif (procédé statistique). Les critères de l'échantillonnage sont communiqués à l'établissement. Les données remises sont pseudonymisées, c'est-à-dire qu'elles ne comportent pas de référence directe aux personnes intéressées, mais permettent de remonter jusqu'à elles en cas de nécessité.

Alinéa 4

La procédure par sondage prévue à l'article 3 découle du principe de proportionnalité. Le service compétent de la SAP ou les tiers mandatés peuvent uniquement consulter les dossiers, c'est-à-dire les données non pseudonymisées, en cas de nécessité, pour vérifier les indices d'irrégularités.

Alinéa 5

Cette disposition s'appuie sur la formulation de l'article 36 LCPD. Il s'agit de s'assurer que le service compétent de la SAP et les tiers mandatés sont soumis aux mêmes devoirs que les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés en ce qui concerne l'obligation de garder le secret.

Article 9e (5. Révision du codage)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Alinéa 1

Le codage consiste à relever de manière structurée des critères médicaux et autres, de manière à obtenir des DRG (diagnosis related groups; groupes de diagnostics). Chaque cas de soins aigus hospitaliers est attribué à un DRG en fonction du diagnostic principal et des diagnostics supplémentaires, des thérapies, de la durée de séjour, du sexe et de l'âge du patient ou de la patiente. La révision du codage évalue la qualité du codage effectué par les hôpitaux et constitue donc elle-même un instrument d'assurance de la qualité. Il s'agit de s'assurer, sur la base d'un échantillon représentatif, que les bases de codage ont été appliquées correctement. C'est une procédure essentielle dès lors que la mise en œuvre des SwissDRG a une incidence sur le tarif.

Conformément à l'article 59*d*, alinéa 2 OAMal, dans le cas d'un modèle de rémunération lié aux prestations basé sur un système de classification des patients de type DRG, la convention tarifaire doit comprendre un concept pour la révision du codage. Le règlement sur l'exécution de la révision du codage de SwissDRG fixe les objectifs et les principes, les directives de révision ainsi que les exigences posées au rapport de révision. Selon le point 5.2 de ce règlement, les cantons doivent pouvoir accéder à l'intégralité du rapport. Indépendamment du règlement, les cantons sont habilités, en leur qualité de législateurs, à créer les bases requises pour d'autres révisions du codage. Cela découle du point 4.1.1, alinéa 3 du règlement, qui donne la possibilité aux cantons d'instaurer des contrôles plus approfondis. C'est pourquoi l'article 9e, alinéa 1 LiLAMAM dispose que le service compétent de la SAP peut vérifier que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés codent leurs prestations conformément aux prescriptions de l'article 49, alinéa 2 LAMal. Le cas échéant, il réalisera de telles révisions subsidiairement aux révisions menées par les partenaires tarifaires en vertu de l'article 59*d*, alinéa 2 OAMal.

Alinéa 2

Les révisions du codage effectuées dans les CHR avant l'introduction du nouveau financement hospitalier étaient réalisées par une entreprise mandatée par le canton. Il est peu probable que la SAP se charge à l'avenir elle-même des révisions supplémentaires éventuelles. C'est pourquoi l'alinéa 2 permet de déléguer cette tâche. Il

convient de préciser que la révision du codage exige une formation spécifique et une vaste expérience. Aussi la création d'un service ad hoc au sein de l'administration cantonale ne serait-elle pas efficace. Le contrat conclu par le service compétent de la SAP devra accorder une importance particulière à la protection des données, en ne se contentant pas de renvoyer la personne mandatée à l'obligation de garder le secret inscrite à l'alinéa 4. Il conviendra de préciser que les données sont à traiter uniquement pour vérifier le codage. Enfin il paraît judicieux de soumettre le projet de contrat pour avis au Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données, afin de s'assurer que les éléments ayant trait à la protection des données sont réglés correctement.

Alinéa 3

Les données à communiquer par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés comprennent l'ensemble des documents requis pour les vérifications supplémentaires du codage des sorties. Les personnes mandatées à cet effet se voient remettre les données électroniques importantes pour leur activité ainsi que les dossiers des patients et des patientes. Le délai de livraison est fixé par le service compétent de la SAP ou, en cas de délégation, par le tiers mandaté.

Alinéa 4

Cette disposition s'appuie sur la formulation de l'article 36 LPCD. Il s'agit de s'assurer que le service compétent de la SAP et les tiers mandatés sont soumis aux mêmes devoirs que les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés en ce qui concerne l'obligation de garder le secret.

Article 9f (6. Sanction)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Alinéa 1

Si un fournisseur de prestations viole l'obligation de livrer les données énoncée à l'article 9*d* ou à l'article 9*e*, il est passible d'une sanction. Le service compétent de la SAP peut ainsi exiger de sa part un montant pouvant aller jusqu'à douze francs par sortie, en fonction de la gravité de l'infraction. Pour l'Hôpital du Jura bernois SA, cela représenterait une somme de quelque 53 000 francs, pour l'Hôpital de l'Ile environ 457 000 francs et pour la clinique Beau-Site AG (cliniques Beau-Site et Permanence) quelque 240 000 francs si l'on se fondait sur les prestations 2010. Il s'agit d'une sanction administrative, qui doit être prononcée dans le cadre d'une procédure administrative. L'article 134 est applicable de manière cumulative à la personne responsable au sein de l'exploitation. Dès lors que le cofinancement des soins aigus hospitaliers coûte chaque année plus d'un milliard de francs au canton de Berne, il est dans son intérêt que les fournisseurs de prestations facturent et codent leurs prestations correctement. Il est donc important qu'il dispose de possibilités de sanctions lorsqu'un fournisseur de prestations ne livre pas les données requises.

Alinéa 2

Le montant de douze francs selon l'alinéa 1 est indexé chaque année sur l'indice suisse des prix à la consommation, afin que la sanction garde son effet au fil des ans.

Article 9g (7. Contributions)

Cette disposition de la LiLAMAM est nouvelle.

Elle permet au service compétent de la SAP d'octroyer des contributions aux institutions qui développent et entretiennent la structure tarifaire à la prestation uniforme sur le plan suisse selon la LAMal. Il peut s'agir de cotisations ou de contributions volontaires. A l'heure actuelle, de telles contributions ne sont ni prévues ni nécessaires. Mais cette disposition permet de créer la base légale éventuellement requise, puisque toute dépense présuppose une base juridique (art. 43 LFP).

Article 10

Alinéa 1

Si, pour des raisons médicales, l'assuré ou l'assurée se soumet à un traitement hospitalier fourni par un hôpital non répertorié du canton de domicile, l'assureur et le canton de domicile prennent à leur charge leur part respective de la rémunération au sens de l'article 49*a* LAMal (art. 41, al. 3 LAMal). Conformément à l'alinéa 1 de l'article 10 LiLAMAL, c'est la SAP qui verse la part cantonale à l'hôpital. Le service compétent selon l'OO SAP s'assure que les conditions définies à l'article 41 LAMal sont remplies et approuve ou rejette la prise en charge des coûts par voie de décision.

Alinéa 2

Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance, comme l'ancien article 10 LiLAMAM lui en donnait déjà la compétence.

Alinéa 3

Il est judicieux que le service compétent de la SAP autorise les dépenses en la matière, étant donné que l'alinéa 1 l'habilite à décider de la prise en charge des coûts. Les procédures administratives sont ainsi simplifiées.

Article 12

Les lettres *a*, *c*, *d*, *f* et *g* restent inchangées, alors que les lettres *b* et *e* sont adaptées.

Lettre *b*

La lettre *b* règle désormais la compétence de fixer les tarifs de référence. Conformément à l'article 41, alinéa 1bis LAMal, en cas de traitement hospitalier, l'assuré ou l'assurée a le libre choix entre les hôpitaux aptes à traiter sa maladie et figurant sur la liste de son canton de domicile ou celle du canton où se situe l'hôpital (hôpital répertorié). Le choix de l'hôpital est cependant limité dans la mesure où l'assureur et

le canton de domicile prennent en charge leur part respective de rémunération au sens de l'article 49*a* jusqu'à concurrence du tarif applicable pour ce traitement dans un hôpital répertorié du canton de domicile, lorsque le traitement hors canton dans un hôpital répertorié n'est pas dû à des raisons médicales. Le tarif applicable au traitement dans le canton de domicile est considéré comme le tarif de référence, et celui-ci est fixé par le Conseil-exécutif.

Lettre *e*

Dans l'ancienne version, le Conseil-exécutif faisait procéder à des comparaisons des frais d'exploitation entre hôpitaux au sens de la LAMal. Or la disposition correspondante de la LAMal a été modifiée. Conformément à l'article 49, alinéa 8 LAMal, c'est désormais le Conseil fédéral qui fait procéder à l'échelle nationale à des comparaisons entre hôpitaux, en collaboration avec les cantons. Vu ce transfert de compétence, la lettre *e* n'est plus nécessaire et est donc abrogée.

Article 13

Alinéa 1

Cet alinéa est modifié suite à la révision de la disposition correspondante de la LAMal, comme pour l'article 12, lettre e LiLAMAM. En effet, la compétence d'ordonner des comparaisons entre hôpitaux ne relève plus en premier lieu des cantons. Selon l'article 49, alinéa 8 LAMal, le Conseil fédéral fait procéder à l'échelle nationale à des comparaisons entre hôpitaux en ce qui concerne notamment les coûts et la qualité des résultats médicaux. Les hôpitaux et les cantons doivent livrer les documents requis à cette fin.

Alinéa 2

Cet alinéa est supprimé dès lors que les cantons doivent livrer directement les documents requis pour les comparaisons entre hôpitaux ordonnées par le Conseil fédéral selon l'article 49, alinéa 8 LAMal. Une délégation à des tiers n'est plus prévue.

4. Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)

Les articles 77*b* à 77*n* sont nouveaux alors que l'article 63, alinéa 3 et l'article 79, alinéa 1 sont adaptés.

Selon l'article 41, alinéa 1 de la Constitution cantonale, le canton et les communes veillent à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable, et ils créent à cet effet les institutions nécessaires. Afin de satisfaire à l'obligation de mettre à disposition suffisamment de personnel, tant en nombre qu'en qualité, le canton veut indemniser les prestations de formation et de perfectionnement assurées par les fournisseurs dans les professions de la santé non universitaires. En contrepartie les institutions du système de santé auront l'obligation de former leur personnel. Cette obligation vaut pour le domaine des soins aigus comme pour tous les domaines de la chaîne de soins pilotée par le canton. Celui-ci ne peut remplir son mandat constitutionnel que si cette chaîne fonctionne. Le cadre ainsi posé lui permet d'indemniser les entreprises du système de santé, conformément aux prestations fournies et aux objectifs fixés pour la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires.

Nécessité d'intervenir dans les professions de la santé non universitaires

Le canton de Berne s'efforce depuis le début de l'année 2000 de déterminer le besoin de relève dans les professions de la santé non universitaires. Les calculs d'alors, qui indiquaient déjà une pénurie prévisible de personnel qualifié, l'ont amené à intensifier les mesures visant à promouvoir le recrutement d'apprentis et d'apprenties et d'étudiants et d'étudiantes ainsi que la formation pratique dans ces métiers.

Les études nationales publiées en 2009, d'une part par l'Obsan et d'autre part par la CDS et l'OdASanté, ont confirmé les pronostics du canton de Berne relatifs aux besoins. Les chiffres publiés dans ces études sont alarmants en ce qui concerne l'évolution des effectifs dans le système de santé. Selon les prévisions de l'Obsan, le besoin en personnel de santé non universitaire en Suisse passera de 25 000 personnes en 2006 à 48 000 en 2020, soit 16 à 28 pour cent de collaborateurs et collaboratrices de plus qu'aujourd'hui. Par ailleurs, dans la même période, 60 000 personnes quitteront la vie active pour prendre leur retraite, ce qui représente 40 pour cent de l'effectif actuel dans ces métiers.

Avec la réglementation proposée, toutes les institutions mentionnées à l'article 77b, alinéa 2 qui emploient du personnel de santé non universitaire contribueront à assurer la relève grâce à des prestations de formation et de perfectionnement. La loi laisse en outre la possibilité, pour ces métiers, de fournir des prestations de formation pratique réglées par des accords contractuels. En outre, elle règle les conditions à l'octroi de subventions d'encouragement du canton pour la formation et le perfectionnement théoriques du personnel de santé non universitaire employé par les fournisseurs de prestations.

Comme dans les soins hospitaliers, les prestations de formation et de perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires dans l'aide sociale sont désignées par le Conseil-exécutif et énumérées dans une annexe. L'admission des professions de santé se fonde sur les données de la planification des soins.

Article 63

L'article 63, alinéa 3 LASoc est modifié.

Il faut en effet pouvoir continuer à assurer la formation pratique dans le domaine social en concluant des accords contractuels avec les fournisseurs de prestations auxquels les articles 77b à 77n ne se rapportent pas. Le champ d'application de l'article 63 LASoc est donc précisé en le restreignant auxdits fournisseurs pour lesquels les articles 77b à 77n ne s'appliquent pas.

Article 77b

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

Cet alinéa habilite le service compétent de la SAP à prendre des mesures touchant la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève n'est pas assurée.

Alinéa 2

Selon l'article 49, alinéa 1 LPJA, l'autorité compétente règle d'office ou sur requête les rapports juridiques de droit public en rendant des décisions, à moins que la loi n'y déroge expressément. L'alinéa 2 permet au service compétent de la SAP de conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées pour mettre en œuvre les mesures visées à l'article 77b, alinéa 1, sans devoir recourir à la voie de la décision.

Alinéa 3

Les dispositions en matière de formation et de perfectionnement des articles 77b à 77n visent uniquement les fournisseurs de prestations cités ici, soit ceux qui sont actifs dans les soins de longue durée aux personnes âgées ainsi que dans l'aide et les soins à domicile, auxquels ne s'applique pas l'article 63, alinéa 3 LASoc.

Alinéa 4

Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les professions de la santé non universitaires pour lesquelles des mesures doivent être prises afin d'assurer la relève.

Article 77c (Obligation)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

La demande de prestations de soins dans le système de santé ne fera qu'augmenter à l'avenir, tendance encore renforcée par l'évolution démographique, épidémiologique, économique et sociétale. La situation, déjà tendue en ce qui concerne le personnel disponible dans les professions de la santé non universitaires, va continuer à s'aggraver. Dans ce domaine, la relève doit être assurée par le biais d'une obligation de formation pour les fournisseurs de prestations cités à l'article 77b, alinéa 2.

Assurer l'approvisionnement en soins requiert de disposer de suffisamment de personnel qualifié. Ont donc aussi été analysés des modèles incluant tous les établissements, en particulier ceux qui comportent des Fonds pour la formation professionnelle des branches professionnelles, auxquels, en vertu de l'article 60 LFPr, le Conseil fédéral peut depuis 2004 déclarer la participation obligatoire pour toutes les entreprises de la branche en les contraignant à verser des subventions de formation. Il en existe 13 à l'heure actuelle (automobile, culture maraîchère, menuiserie, etc.). La participation obligatoire à un fonds en faveur de la formation professionnelle oblige à former du personnel les entreprises qui ne le faisaient pas auparavant et qui profitaient des prestations des entreprises formatrices. Bien que ce modèle puisse renforcer la solidarité de branche, il n'a pas été retenu pour les professions de la santé non universitaires. En effet, il génère une importante charge administrative, sans réussir à atteindre les objectifs de garantie du personnel, car il ne peut comporter de sanctions.

Article 77d (Stratégie de formation)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

Tous les fournisseurs de prestations sont tenus d'élaborer une stratégie de formation. Les entreprises ne disposent pas toutes des mêmes conditions structurelles pour la formation et le perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires. Ce constat vaut avant tout pour les différents secteurs des soins (hôpitaux de soins aigus et cliniques, établissements de long séjour, aide et soins à domicile), mais aussi pour chaque entreprise en leur sein. Certains de ces secteurs, de même que certaines entreprises, ont des conditions structurelles telles qu'il leur est difficile de former la relève dont ils auraient besoin, tandis que d'autres peuvent proposer sans problème des prestations pratiques de formation et de perfectionnement allant au-delà de leurs propres besoins de relève. Il faut prendre en compte ces différences si l'on veut introduire une obligation de formation: d'une part, des conditions structurelles défavorables ne doivent pas être encore aggravées par la charge que constitueraient des sanctions; d'autre part, le potentiel de formation des entreprises disposant de bonnes conditions structurelles doit être exploité jusqu'au bout, de façon à garantir que le système de santé disposera de personnel spécialisé en nombre suffisant.

Le cadre que peuvent proposer les fournisseurs de prestations pour la formation et le perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif doit donc être précisé dans une stratégie de formation. La mise au point de cette stratégie présuppose une analyse interne mettant en évidence les ressources dont dispose l'entreprise pour une activité de formation.

Alinéa 2

Pour que la stratégie de formation mentionnée à l'alinéa 1 atteigne le but fixé, elle doit répondre à certaines exigences. Celles-ci sont indiquées à l'alinéa 2.

Article 77e (Prestation de formation et de perfectionnement)

Cette disposition est nouvelle.

Alinéa 1

Pour chaque fournisseur de prestations, la définition concrète de la prestation de formation et de perfectionnement se fonde, d'une part, sur la planification cantonale des soins et d'autre part, en particulier, sur son potentiel de formation. De cette manière, la prestation n'est plus calculée uniquement à partir des objectifs d'approvisionnement en soins, mais tient largement compte du potentiel existant dans l'entreprise, tel qu'il est décrit à l'alinéa 2. C'est le service compétent de la SAP qui

fixe, par voie de décision, la prestation de formation et de perfectionnement due par chaque fournisseur.

Alinéa 2

Pour le calcul du potentiel de formation, les principaux paramètres à prendre en compte sont les suivants:

– nombre de collaborateurs et de collaboratrices (équivalents temps plein) par groupe professionnel,
– structure de l'entreprise (type, structure et étendue de l'offre),
– prestations de l'entreprise (dans le domaine hospitalier, dans le domaine ambulatoire; à visée thérapeutique, à visée diagnostique).

L'analyse des ces paramètres dans un établissement de référence a montré que le meilleur moyen d'évaluer le potentiel de formation des EMS est de se baser sur le plan des postes types et sur le potentiel de formation des services d'aide et soins à domicile concernés établi en fonction des heures de prestations selon l'article 7 OPAS.

Le potentiel de formation est calculé au moyen de normes spécifiques aux professions de la santé reflétant le nombre de semaines de pratique devant être accomplies par poste à temps plein ou pour mille heures de prestations selon l'article 7 OPAS. Pour un établissement, il correspond à la multiplication des temps complets ou des mille heures de prestations des professions en cause par leur norme respective.

C'est la prestation actuelle de formation de diverses institutions de référence qui a servi à fixer les normes des professions en soins et assistance, formulées en semaines de formation pratique par temps complet ou pour mille heures de prestations selon l'article 7 OPAS. Les normes de ce secteur de la santé sont basées sur ces évaluations.

Cette méthode rend le calcul du potentiel de formation objectif et compréhensible. L'entreprise, à l'aide de ces normes, calcule elle-même son potentiel et le communique à la SAP. Le potentiel de formation fait partie des données que les entreprises sont tenues de communiquer.

Du potentiel de formation à la prestation de formation: pour le calcul de la prestation de formation, le potentiel déterminé est complété par une pondération par filière, basée sur des éléments découlant de la planification des soins. Ce facteur de pondération est un instrument de pilotage qui soutient les objectifs de la planification; par conséquent, comme cette dernière, il doit être fixé tous les quatre ans par la SAP. Le potentiel de formation est multiplié par le facteur de pondération pour donner la prestation de formation à fournir. Celle-ci, exprimée sous forme de points de formation, est fixée par décision du service compétent de la SAP.

Définition de la prestation de formation: le service compétent de la SAP fixe la prestation de formation sur la base des points calculés par voie de décision. Cette forme d'obligation laisse aux entreprises une marge de manœuvre quant à la façon de concrétiser leur mandat de formation. Il est probable qu'elles axeront leur stratégie sur les deux objectifs suivants:

– optimisation de la formation: elles mettront l'accent sur leur activité de formation et se concentreront sur les formations qu'elles auront choisies en tirant parti de leurs points forts;
– maximisation de l'indemnisation: elles organiseront leur activité de formation de façon à parvenir, avec la pondération fixée, à la rétribution maximale.

L'obligation sous forme de points de formation permet également aux fournisseurs de prestations d'adapter avec souplesse leur activité au recrutement possible d'apprentis et d'apprenties et d'étudiants et d'étudiantes.

De la prestation de formation à l'indemnité de formation: l'indemnité de formation répond à la formule «quantité × prix». Les places de formation sont indemnisées de manière forfaitaire sur la base du coût normatif calculé pour chaque prestation de formation ou de perfectionnement. La méthode servant à fixer les forfaits de formation pour les prestations de formation et de perfectionnement non universitaires, qui a fait ses preuves depuis 2002, est ainsi maintenue. Les fortaits sont exprimés en francs par semaine de formation pratique.

Calcul de la prestation: comme indiqué à l'alinéa 1, le service compétent de la SAP communique à chaque fournisseur, par voie de décision, sa prestation de formation et de perfectionnement, et le fournisseur est tenu d'épuiser le potentiel de formation qui lui a été fixé sous forme de points. Les prestations qu'il doit – le chiffre à atteindre – sont indiquées dans la décision sous la forme d'une «feuille Prestation de formation». L'exemple fictif ci-dessous illustre ce principe.

Décision relative à la formation (exemple de calcul), feuille Prestation de formation

Formation	Potentiel de formation en semaines	Pondération	Points de formation	Indemnité par semaine de formation en francs	Indemnité de formation fixée, en francs
ASSC	317	1,0	317	57.89	18 351.13
ASSC adultes[51)]	34.3	1,0	34,3	0	0.00

[51)] L'apprentissage raccourci d'assistant/e en soins et santé communautaire (ASSC) pour adultes est en fait un projet de développement du personnel. Cette formation, qui s'adresse en premier lieu aux employés de longue date d'une entreprise (p. ex. aides-soignants ou aides-soignantes), donne à ce groupe de personnes de nouvelles perspectives professionnelles et leur permet d'obtenir un salaire plus élevé (quatre classes) ainsi que de suivre une formation de niveau tertiaire après celle d'ASSC. Pour l'entreprise, cette filière représente une chance unique de garder son personnel et de continuer à travailler avec les mêmes employés. Comme c'est principalement le personnel interne de l'entreprise qui suit cet apprentissage et que les frais de formation qui y sont liés ne sont donc pas imputables, le cadre financier pendant la durée de la formation sans subvention du canton est négocié individuellement entre les collaborateurs et collaboratrices et l'em-

Décision relative à la formation (exemple de calcul), feuille Prestation de formation					
Infirmière ES	78,4	1,0	78,4	300	23 520.00
Infirmière HES	12	1,0	12	450	5 400.00
Spécialiste en activation HES	15	1,0	15	300	4 500.00
Prestation de formation fixée par décision			456,7		
Indemnité de formation fixée par décision					51 771.15

Alinéa 3

Il faut laisser aux entreprises une grande marge de manœuvre quant à la façon de concrétiser leur mandat de formation. Elles peuvent, par exemple, s'allier à d'autres EMS ou services d'aide et de soins à domicile, mais aussi à des fournisseurs de prestations d'autres domaines. Il est aussi envisageable qu'un fournisseur de prestations en charge un autre, établi dans le canton de Berne, d'organiser la formation et le perfectionnement en tout ou partie. Dans de tels cas, les modalités sont réglées directement par les partenaires, financement compris. Chaque fournisseur de prestations reste responsable devant le service compétent de la SAP de la formation et du perfectionnement dus (et non pas l'entreprise les dispensant).

Alinéa 4

Cette disposition habilite le Conseil-exécutif à régler par voie d'ordonnance les détails afin que le service compétent puisse, sur cette base, fixer par décision la prestation de formation et de perfectionnement due par chaque fournisseur de prestations. De même, le calcul du potentiel de formation se base sur les consignes cantonales, qui devront être mises au point conjointement par le canton et le secteur de la santé, mais qui seront réglées en dernier recours par le Conseil-exécutif. Par analogie avec la planification cantonale des soins, il est prévu que les consignes soient révisées régulièrement. Le Conseil-exécutif règle également la pondération de chaque place de formation et de perfectionnement.

Article 77f (Indemnisation)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

Pendant l'année de formation et de perfectionnement, l'entreprise documente son activité de formation puis, à la fin de l'exercice, elle indique au service compétent de la SAP combien de semaines de formation et de perfectionnement elle a effectivement fournies. Celui-ci met les instruments informatiques nécessaires à sa disposition.

Alinéa 2

L'indemnisation des prestations de formation et de perfectionnement est calculée à partir de la prestation effectivement fournie et du montant fixé à cet effet par le Conseil-exécutif (indemnité de formation). Sont considérées comme prestations effectivement fournies

- les contrats d'apprentissage de niveau secondaire II conclus et commencés le 30 novembre de l'exercice,
- les stages de la formation infirmière ES et infirmier ES et les semaines de stage des autres formations et du perfectionnement de niveau tertiaire des professions de la santé non universitaires selon la convention annuelle signée avec l'école, ainsi que les stages convenus au moyen de l'interface internet «Myoda». Voir l'exemple ci-dessous:

Indemnité de formation (exemple de calcul)					
Formation	Semaines de formation	Pondération	Points de formation	Indemnité par semaine de formation en francs	Indemnité de formation effective
ASSC	253,6	1,0	253,6	57.89	14 680.90
ASSC adultes	68,6	1,0	68,6	0	0.00
Infirmière ES	78,4	1,0	78,4	300	23 520.00
Infirmière HES	16	1,0	16	450	7 200.00
Spécialiste en activation HES	0	1,0	0	300	0.00
Prestation de formation effective			416.6		
Indemnité de formation effective					45 400.90

Alinéa 3

Cette disposition a pour but de permettre au service compétent de la SAP de verser des avances régulières aux fournisseurs de prestations pour la formation et le perfectionnement.

Alinéa 4

La rétribution de la formation et du perfectionnement s'effectue au moyen de forfaits à ancrer dans une ordonnance. Elle correspond à la charge nette occasionnée par la personne en formation selon le calcul du coût normatif. Il n'est pas possible de rétribuer les prestations individuellement, les conditions des EMS et des services d'aide et de soins à domicile comme les prestations des personnes en formation différant trop les unes des autres.

ployeur. Le canton permet aux personnes qui doivent compléter la formation générale nécessaire (ECG) avant de préparer le certificat de capacité de suivre gratuitement ce module dans les écoles professionnelles, raison pour laquelle, dans le tableau ci-dessus, il ne verse pas de subvention pour l'ASSC.

Article 77g (Versement compensatoire)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

Le fournisseur de prestations doit verser une compensation au canton quand la prestation de formation et de perfectionnement qu'il a fournie durant l'exercice annuel est inférieure à celle que lui avait fixée par décision le service compétent de la SAP en vertu de l'article 77e, alinéa 1. Le calcul du potentiel de formation expliqué dans le commentaire de l'article 77e permet à tous les fournisseurs de prestations d'apporter une contribution juste au maintien d'un effectif suffisant pour le personnel de santé. La compensation prévient le risque de comportement non solidaire de la part des fournisseurs; c'est un instrument garantissant que ceux qui organisent une formation ne seront pas désavantagés par rapport à ceux qui n'en organisent pas.

Alinéa 2

En principe, la prestation de formation atteinte se mesure sur la base du calcul expliqué dans le commentaire de l'article 77f, valable également pour le calcul du montant compensatoire. Il faut cependant tenir compte de la marge de tolérance définie à l'alinéa 3 et se référer au commentaire de celui-ci.

Les entretiens avec les fournisseurs de prestations ont montré qu'ils apprécient l'introduction d'une sanction efficace sous la forme de la compensation expliquée ci-dessus. La possibilité pour certains de «profiter» en recrutant du personnel sans en former eux-mêmes a suscité d'importantes protestations ces dernières années. La compensation introduite ici constitue une sanction relevant du droit administratif. Afin qu'elle ait des effets sensibles sur le plan financier, le montant de la somme à verser a été fixé à trois fois la différence entre l'indemnisation de la prestation de formation et de perfectionnement fixée et l'indemnisation de la prestation effectivement fournie durant l'exercice annuel.

Alinéa 3

Cette disposition habilite le Conseil-exécutif à régler en détail par voie d'ordonnance le calcul du montant compensatoire et, en particulier, à fixer la marge de tolérance. Celle-ci permet de prendre en compte le fait que le fournisseur n'est pas toujours en mesure d'atteindre la prestation de formation et de perfectionnement qui lui avait été indiquée dans la décision du service compétent de la SAP. La marge de tolérance dépend en particulier des éléments suivants:

– l'évolution du nombre de personnes cherchant une place d'apprentissage (nombre d'élèves sortant de l'école obligatoire moins nombre de ceux qui entrent en secondaire II);
– l'évolution du nombre d'étudiants et d'étudiantes dans les formations tertiaires de la santé;
– l'écart entre le potentiel de formation et la formation nécessaire pour assurer la relève;
– les interruptions de formation avérées (résiliation de contrats d'apprentissage ou non-respect de conventions de stage conclues avec l'école).

Afin d'éviter de longues discussions avec les fournisseurs de prestations, le Conseil-exécutif fixe pour les facteurs énumérés ci-dessus une marge de tolérance, c'est-à-dire un chiffre (global, en pourcentage) indiquant dans quelle mesure il tolère un écart par rapport à la prestation de formation prescrite. Ce pourcentage sera fixé régulièrement par le Conseil-exécutif.

Si l'écart entre la prestation fixée (en points de formation) et la prestation atteinte tombe à l'intérieur de la marge de tolérance, le service compétent de la SAP l'accepte sans sanction, c'est-à-dire qu'il n'impose pas de compensation. Mais si l'écart dépasse cette marge, une compensation est due et il rend une décision indiquant son montant au fournisseur de prestations.

Le montant compensatoire se calcule en deux temps. Dans le premier temps, le service compétent examine, au vu des points de formation atteints et de la marge de tolérance, s'il doit exiger une compensation.

Si c'est le cas, il demande la compensation et doit donc en calculer le montant. Les points de formation ne sont plus déterminants ici: l'élément décisif est la mesure dans laquelle l'indemnité de formation déterminante n'a pas été atteinte. Le montant compensatoire est égal à trois fois la différence entre l'indemnité indiquée dans le contrat de prestations et l'indemnité obtenue en raison de la prestation de formation effective. Le tableau ci-dessous donne un exemple de calcul:

Prestation de formation fixée par décision (points de formation)	456,7
Prestation de formation effective (points de formation)	416,6
Différence formation fixée – formation effective en points de formation	–40,1
Différence formation fixée – formation effective en pour cent	8,8
Marge de tolérance de 10 pour cent dépassée (oui/non)	non
Compensation due (oui/non)	non
Indemnité de formation fixée par décision	51 771.15
Rétribution effective de la formation et du perfectionnement	45 400.90
Versement supplémentaire de la SAP (+); remboursement à la SAP (–)	–6 370.25
Montant compensatoire = 3 fois la différence (décision – effective)	aucun

Alinéa 4

Le service compétent de la SAP renonce à exiger la compensation si le fournisseur de prestations peut prouver que le fait de n'avoir pas atteint la prestation de formation et de perfectionnement est dû à des circonstances extraordinaires impossibles à prévoir au moment où le Conseil-exécutif a fixé la marge de tolérance. La ferme-

ture de services en cours d'exercice ou le manque d'apprentis et d'apprenties ou d'étudiants et d'étudiantes font partie de tels impondérables.

Dans ce dernier cas, le fournisseur de prestations prouvera qu'il n'y avait pas de candidatures ou de candidats aptes. Les places de stages ne pouvant pas être occupées feront l'objet d'une attestation idoine de l'organisateur de la formation.

Ne sont pas exemptés du versement compensatoire les fournisseurs de prestations attribuant des prestations de formation à des professions de la santé dont on connaît par expérience les difficultés de recrutement. Un manque de personnel n'autorise pas les entreprises à renoncer à la formation au détriment des personnes à former, ce qui équivaudrait à entamer le capital humain. Le manque de personnel général n'empêchera donc pas d'exiger le versement de la compensation.

Article 77h (Remise des données; 1. Obligation)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

L'obligation de communiquer les données garantit que le service compétent de la SAP puisse fixer la prestation de formation et de perfectionnement et indemniser le fournisseur de prestations dans les délais et sans charge administrative supplémentaire.

Alinéa 2

Pour ce qui est des détails, il revient au Conseil-exécutif de fixer par voie d'ordonnance le délai de livraison, de même que la nature et la forme des données à livrer.

Article 77i (2. Sanction)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Il faut en effet pouvoir sanctionner les fournisseurs de prestations qui violent l'obligation de remettre des données inscrite à l'article 77h. Le service compétent de la SAP peut ainsi exiger de l'institution un paiement de 20 000 francs au maximum. Il s'agit d'une sanction administrative, qui doit être prononcée dans le cadre d'une procédure administrative. Le canton a besoin de données parlantes, correctes et livrées dans les temps, pour pouvoir procéder à une planification des soins précise et, de manière générale, pour remplir les obligations qui lui sont dévolues en matière de santé. Il est donc indispensable de pouvoir sanctionner les fournisseurs de prestations qui violent l'obligation de remettre des données.

Article 77k (Délégation de compétences)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Selon l'article 43, alinéa 1 LOCA, les Directions peuvent à titre exceptionnel être autorisées par la loi à édicter une ordonnance si la réglementation revêt un caractère éminemment technique, est régie par des circonstances en constante évolution ou est de portée mineure. La formation et le perfectionnement dans les professions non universitaires sont des matières constamment remaniées par les partenaires de formation et très dépendantes du contexte. Par exemple, la pondération et l'indemnisation des places de formation et de perfectionnement dépendent fortement de la situation sur le marché du travail. Il faut donc pouvoir adapter rapidement les ordonnances pour prendre à temps les mesures qui s'imposent. La présente disposition habilite le Conseil-exécutif à déléguer à la SAP sa compétence législative, le cas échéant pour certains domaines uniquement.

Formation et perfectionnement théoriques du personnel du fournisseur de prestations

Article 77l (But)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Alinéa 1

Afin d'éviter une pénurie de personnel à l'avenir, il faut garantir que le personnel spécialisé du fournisseur de prestations pourra suivre la formation et le perfectionnement nécessaires à l'entreprise dans une profession de la santé non universitaire. La présente disposition crée, en particulier pour le financement des frais de scolarité afférents à ces formations, une base légale qui encouragera les fournisseurs de prestations à prendre des mesures en faveur du personnel spécialisé. La planification cantonale des soins a montré qu'il était nécessaire d'intervenir de ce point de vue.

Alinéa 2

La SAP soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Ce rapport porte en particulier sur le montant des subventions, sur les professions de la santé non universitaires faisant l'objet de formation et de perfectionnement et il indique si les objectifs ont été atteints. Le rapport a pour but de donner au gouvernement un aperçu de ce domaine majeur qu'est le personnel des professions de la santé non universitaires et de l'utilisation des moyens dévolus à cette fin dans le budget cantonal.

Article 77m (Conditions)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Les conditions de l'octroi de subventions aux fournisseurs de prestations pour la formation et le perfectionnement théoriques de leur personnel spécialisé sont restrictives, c'est-à-dire que ces subventions sont versées uniquement si le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins. En outre, seules sont prises en compte les formations dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif, ce qui exclut le financement d'autres types de formation (telles que la gestion du personnel). Enfin, il doit s'agir de personnel employé par le fournisseur de prestations.

Article 77n (Montant des subventions)

Cette disposition de la LASoc est nouvelle.

Elle limite les subventions aux dépenses de formation des fournisseurs de prestations, à qui il est interdit d'en facturer d'autres telles que les frais ou les dépenses de compensation des absences au travail.

Article 161 (Abrogation d'actes législatifs)

L'ancienne LSH du 5 juin 2005 est abrogée, elle est remplacée par la nouvelle.

L'arrêté du Grand Conseil du 8 novembre 1978 aurait pu être abrogé il y a quelques années déjà, compte tenu de la modification de la législation cantonale ainsi que de la législation fédérale sur l'assurance-maladie valable depuis 1978.

Article 162 (Entrée en vigueur)

Alinéa 1

Il est stipulé à l'alinéa 1 des dispositions transitoires concernant la modification de la LAMal du 21 décembre 2007 (Financement hospitalier) que l'introduction des forfaits liés aux prestations au sens de l'article 49, alinéa 1 ainsi que l'application des règles de financement au sens de l'article 49a, y compris l'inclusion des coûts d'investissement, doivent être terminées au plus tard le 31 décembre 2011. Les autres alinéas des dispositions transitoires se réfèrent également à cette date.

Comme prévu à l'article 88, alinéa 3 de la Constitution cantonale, le Conseil-exécutif a édicté le 2 novembre 2011 l'Oi LAMal, permettant de régler l'application de la révision de la LAMal à partir du 1er janvier 2012. L'Oi LAMal est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016 au plus tard. Le Conseil-exécutif mettra la présente révision en œuvre dès qu'elle sera adoptée par le Grand Conseil afin de respecter cette échéance.

Le Conseil-exécutif ne pourra vraisemblablement pas mettre en vigueur toutes les dispositions du nouveau droit ni abroger toutes celles de l'ancien droit à la même date. Celles des articles 15 ss sur la réorganisation hospitalière seront réalisées de manière échelonnée, par exemple, car il faut préalablement créer la nouvelle structure. Le Conseil-exécutif peut donc décider de fixer le délai dans lequel les anciennes dispositions seront abrogées et les nouvelles mises en vigueur. Il avait procédé de la sorte pour l'ancienne LSH de 2005, comme il ressort de l'arrêté n° 3697 du 30 novembre 2005.

Alinéa 2

Le Conseil-exécutif peut édicter d'autres dispositions transitoires si cela est nécessaire pour l'abrogation et la mise en vigueur progressives.

3.2 Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE)

Annexe II DEmo GC/CE

En vertu de l'article 46, alinéa 4 LAMal, la convention tarifaire doit être approuvée par le gouvernement cantonal. Celui-ci fixe également le tarif conformément à l'article 47 de la même loi. Au même titre que l'approbation des conventions tarifaires, fixer le tarif sous-entend une procédure administrative au sens de la loi sur la procédure et la juridiction administratives. La procédure peut être considérable selon la complexité du tarif à approuver ou à fixer. La dépense de temps peut être imputée aux parties à la convention, en l'occurrence aux assureurs et aux fournisseurs de prestations. Il est donc justifié de mettre les frais de procédure à leur charge. En conséquence, il convient d'ajouter au point 2.9 de l'annexe II DEmo GC/CE que le Conseil-exécutif perçoit un émolument pour l'approbation ou la détermination d'un tarif LAMal et de préciser également le barème-cadre appliqué en fonction du temps requis[52)].

Etant donné qu'un vote populaire ne peut pas être demandé pour les modifications de décret, la présente modification ne figure pas dans le même acte législatif que la nouvelle loi sur les soins hospitaliers soumise, quant à elle, au référendum facultatif. La présentation des deux modifications dans un rapport commun est cependant possible.

4. Répercussions

4.1 Répercussions financières

Les forfaits liés aux prestations ont été introduits dans le secteur des soins aigus somatiques en 2012, conformément aux dispositions transitoires de la modification 2007 de la LAMal. Le Conseil-exécutif du canton de Berne a mis en vigueur l'Oi LAMal en date du 1er janvier 2012.

En vertu de l'article 49, alinéa 1 LAMal, ces forfaits se basent sur des structures uniformes pour l'ensemble de la Suisse. Le canton et les assureurs les prennent en charge selon leur part respective (art. 49*a*, al. 1 LAMal) et rémunèrent ainsi les soins hospitaliers. Les conditions de ce financement sont donc fixées par la loi fédérale et non par le canton, ce qui réduit considérablement la marge de manœuvre de ce dernier en matière de pilotage des dépenses. Les deux facteurs que sont le prix et le volume des prestations sont déterminés par des protagonistes différents.

Les assureurs-maladie et les fournisseurs de prestations négocient conjointement les prix, et donc les tarifs, alors que les cantons régulent les volumes par le biais de leur planification hospitalière. L'obligation du canton, imposée par le droit fédéral, de prendre en charge 55 pour cent au moins du tarif LAMal fait qu'à l'avenir, le montant de sa participation au financement des traitements hospitaliers est incertain, car lié à l'issue des négociations tarifaires. Tout au moins la loi fédérale pres-

[52)] Cf. articles 5 et 6 DEmo GC/CE

crit-elle que le tarif lui soit soumis pour approbation. Cette compétence mise à part, le canton n'a d'autre latitude que de fixer le montant de sa part de la rémunération des forfaits par cas, sans pouvoir toutefois descendre en-deçà du pourcentage précité. Il doit donc agir sur les coûts imputables aux pouvoirs publics essentiellement au moyen de la planification hospitalière (planification des soins et liste des hôpitaux). Comme développé ci-après, les répercussions financières auxquelles il fait face résultent principalement de la révision de la LAMal. En effet, si la présente LSH crée les conditions du pilotage des soins hospitaliers dans le nouveau contexte, elle applique pour l'essentiel les dispositions du droit fédéral.

La liste des hôpitaux découlant de la planification des soins joue un rôle crucial dans ce contexte. Selon les prévisions de cette dernière, le coût des soins hospitaliers s'élèvera à 1261 millions de francs par année pendant la période 2011–2014. Ce chiffre tient compte du cofinancement par le canton de tous les séjours hospitaliers effectués par sa population dans l'ensemble des hôpitaux répertoriés de Suisse, à l'inclusion des hôpitaux privés et de ceux figurant sur les listes des autres cantons. Le tarif de la rémunération englobe dorénavant les investissements des hôpitaux en sus de leurs frais d'exploitation. Ces nouveautés font augmenter les dépenses hospitalières du canton de 30 pour cent de 2011 à 2012, alors que les assureurs-maladie voient leur facture allégée au niveau de l'assurance de base comme des assurances complémentaires. On ne peut exclure une hausse des coûts venant s'ajouter à ce transfert de charges. Il s'agit de la freiner autant que possible, ce qui justifie un renforcement des instruments de pilotage (planification des soins, liste des hôpitaux et taxe d'incitation influant sur le volume des prestations). Outre la garantie des soins, ce renforcement vise à prévenir tout excédent ou distorsion de la fourniture de prestations dans des secteurs lucratifs, que ce soit au plan régional ou cantonal. S'il est difficile d'évaluer les répercussions financières de ces instruments et des dispositions de la présente loi, il est permis d'affirmer qu'une augmentation de dix pour cent du nombre de séjours hospitaliers par rapport aux prévisions de la planification des soins entraînerait un surcoût de l'ordre de 84 millions de francs.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le canton pourrait devoir assumer des coûts supplémentaires non couverts par la rémunération des forfaits par cas afin de remplir sa mission principale – garantir la couverture en soins sur tout son territoire – dans une situation de concurrence artificielle générant une pression sur les prix. Ne pas adapter les structures hospitalières actuelles engendrerait très probablement des lacunes de financement, dont le montant dépendrait du système tarifaire appliqué et que le canton ne pourrait combler que dans la limite des fonds disponibles. Pour éviter que ces dépenses ne grèvent les seules finances cantonales, les hôpitaux les cofinanceront – pour un montant estimé à 40 millions de francs par année – par un prélèvement sur leurs recettes issues des prestations relevant de l'assurance complémentaire. La taxe compensatoire ancrée dans ce but à titre d'option dans la LSH révisée crée un équilibre par rapport aux avantages dont bénéficient les hôpitaux répertoriés proposant de nombreuses prestations de ce type. Les revenus provenant de cette taxe, si elle est instaurée, seront affectés exclusivement à la garantie des soins hospitaliers et, partant, aux contributions prévues à cet effet par la LSH. A l'instar des recettes éventuelles de la taxe d'incitation que verseront les hôpitaux ayant dépassé leur volume de prestations annuel, elles alimenteront le Fonds des soins hospitaliers qui sera alors créé.

La transformation des CHR en holding aura elle aussi des conséquences financières pour le canton. Il n'est pas possible de les estimer pour l'heure, car les paramètres de ce changement structurel ne sont pas encore connus (répartition des tâches entre la maison mère et les filiales ou entre les divers hôpitaux, p. ex.) et il reste à décider si le canton participera directement aux coûts qu'il engendre ou si les CHR en assumeront le financement. La mise en œuvre juridique et comptable sera relativement peu coûteuse (au maximum CHF 1 mio). Les travaux (internes) de conception et d'organisation, qui concerneront pratiquement tous les domaines de la nouvelle entreprise et devront être suivis pas des experts externes, nécessiteront davantage de ressources. Ils s'inscriront dans un vaste processus stratégique lancé et géré par le conseil d'administration de la nouvelle structure. La stratégie poursuivie visera systématiquement à accroître le caractère économique et la qualité des prestations et à exploiter les synergies, le projet de renforcement du site médical de Berne servant ici de référence.

Externaliser les institutions psychiatriques et en faire des sociétés anonymes sur le modèle des CHR ou les transformer en institutions autonomes de droit public aura des répercussions financières sur le budget de l'Etat. L'analyse effectuée par l'administration cantonale suite à la motion Fritschy (adoptée sous forme de postulat) montre que les dépenses varient beaucoup selon le modèle retenu. Il faudra en effet doter l'organisation en capital propre et adapter la structure des institutions, qui n'appartiendront plus aux biens immobiliers du canton. Les estimations ayant été faites il y a longtemps, il faudra réexaminer de manière précise les répercussions financières pour le canton à l'heure actuelle.

4.2 Répercussions sur le personnel et l'organisation

4.2.1 Répercussions sur l'administration centrale

Le projet n'a pas d'impact prévisible en ce qui concerne le personnel et l'organisation. Il y a toutefois lieu de supposer que la révision législative entraînera une modification des tâches dévolues à l'administration. Eu égard aux efforts d'économie du canton, celles-ci devraient être maîtrisables avec les effectifs actuels, moyennant des mesures de reconversion et l'amélioration des outils et des bases de données.

4.2.2 Répercussions sur les institutions psychiatriques cantonales

Fusionner partiellement ou totalement le Centre psychiatrique de Münsingen (CPM) et les Services psychiatriques universitaires de berne (SPU) induirait une restructuration majeure. Il faudrait en effet concevoir et mettre en place une nouvelle structure de direction, d'organisation et de personnel, comme de nouvelles infrastructures et une nouvelle offre en fonction des besoins régionaux et suprarégionaux.

Externaliser les institutions psychiatriques aurait pour conséquence de supprimer partiellement ou totalement les prestations de l'administration cantonale en matière

de personnel, de finance et d'informatique. Services qu'il faudrait reconstruire dans les institutions. Il faudrait également revoir les contrats et les accords de coopération.

4.2.3 Répercussions sur les communes

Le projet n'a pas d'impact prévisible sur les communes où se trouvent des hôpitaux. L'exonération de la taxe immobilière ayant été supprimée, elles peuvent tabler sur une augmentation des rentrées financières, en fonction du régime appliqué auparavant aux établissements. La valeur officielle de ces derniers est déterminante, la taxe immobilière représentant au maximum 1,5 pour mille de celle-ci.

4.2.4 Répercussions sur l'économie

La révision partielle de la LAMal concernant le financement hospitalier vise à accroître les incitations et à maîtriser les coûts. C'est pourquoi le législateur a misé sur le passage du financement des charges à celui des prestations, et sur l'inclusion des investissements dans le calcul des forfaits liés aux prestations. Il a ainsi jeté la base d'une concurrence en matière de prix entre les hôpitaux, laquelle se voit renforcée par le libre choix de l'hôpital au-delà des frontières cantonales. Comme le relève le Conseil fédéral dans sa réponse du 5 mars 2010 au postulat 09.3061 de la conseillère nationale Christine Goll, la pression économique qui s'exerce sur les hôpitaux augmente en conséquence. Il est actuellement impossible d'en prévoir l'impact sur l'exploitation et la structure des établissements. Les décisions prises par les directions des hôpitaux porteront dès lors presque exclusivement sur l'affectation du personnel médical et infirmier et sur les priorités selon lesquelles dispenser les soins. Il faut aussi s'attendre à une modification structurelle sous la forme d'une concentration des sites hospitaliers. Or de tels remaniements ont toujours des répercussions sur les entreprises de sous-traitance ou les postes de travail concernés, dont l'ampleur n'est pas prévisible à l'heure actuelle. Enfin, il faut souligner clairement que les effets ici évoqués sont ceux d'une modification de la législation fédérale que les cantons sont tenus d'exécuter. Tout au moins la nouvelle LSH crée-t-elle un cadre permettant d'éviter que la concurrence attendue n'ait des répercussions négatives sur la couverture des besoins. Il n'est au demeurant pas possible de cerner précisément les conséquences économiques de l'évolution qui s'amorce.

5. Résultat de la procédure de consultation

5.1 Généralités

Par décision du 4 juillet 2012, le Conseil-exécutif a autorisé la SAP à organiser une procédure de consultation concernant la loi sur les soins hospitaliers (LSH) ainsi que le décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE), qui s'est déroulée du 5 juillet au 5 octobre 2012. Au total, 94 fournisseurs de prestations, assureurs-maladie, associations, partis, communes et syndicats de communes, Directions, services cantonaux et institutions se sont prononcés sur la LSH. Le décret n'a en revanche suscité aucune remarque.

5.2 Résumé des prises de position

5.2.1 Loi sur les soins hospitaliers

La majorité des participants à la procédure de consultation ne sont pas satisfaits du projet de loi sur les soins hospitaliers. Les positions – présentées par catégories – peuvent être résumées comme suit:

Les **fournisseurs de prestations** refusent le projet dans sa quasi-totalité et nombre d'entre eux en demandent le renvoi. Qu'ils soient publics ou privés, leurs objections portent sur le manque de compatibilité avec la LAMal ainsi que sur la densité excessive des contrôles et des réglementations. Les fournisseurs privés contestent en outre l'inégalité de traitement entre hôpitaux privés et hôpitaux publics. Sur ce sujet, ces derniers estiment pour leur part que les objectifs sont atteints. S'ils approuvent également les dispositions sur la formation et le perfectionnement, ils critiquent par contre fortement les réglementations sur la structure organisationnelle des centres hospitaliers régionaux (CHR).

Pour les **assureurs-maladie,** la LSH dépasse largement les adaptations que nécessite le nouveau financement des hôpitaux introduit par la LAMal. Les uns considèrent que la plupart des réglementations sont inappropriées et d'autres les rejettent en bloc, les jugeant exagérées.

Les **associations** ont des avis très partagés. Le SSP, par exemple, salue l'orientation de la loi en général et les possibilités de pilotage et de contrôle par les pouvoirs publics en particulier. Par contre, le projet est rejeté par plusieurs associations du domaine de la santé, à savoir l'Association des cliniques privées du canton de Berne (VPSB), l'Association des établissements hospitaliers bernois (diespitäler.be), la Société des médecins du canton de Berne, l'Association des médecins indépendants bernois, l'Association cantonale bernoise d'aide et de soins à domicile et senesuisse. Selon elles, les compétences en matière de contrôle et de réglementation conférées au canton sont excessives et le projet ne respecte pas le principe de concurrence prévu par la LAMal, violant ainsi le droit fédéral. Le renvoi du projet est également demandé par les organisations patronales UCI et PME bernoises.

Du côté des **partis,** Les Verts et le PS expriment un avis de principe positif, saluant notamment les instruments de pilotage prévus par la loi ainsi que les possibilités de contrôle des coûts. Le PS relève cependant que, dans quelques domaines, la loi est très opérationnelle et détaillée. Le PEV reconnaît les efforts fournis par le Conseil-exécutif ainsi que par la SAP, mais le projet ne le satisfait pas. Il propose de limiter la présente révision aux nouvelles réglementations absolument indispensables et d'élaborer plus tard – après avoir formulé une vision orientée vers l'avenir pour le domaine de la santé bernois – une loi moderne portant sur l'ensemble des soins de santé. Pour le PBD, le PLR et l'UDC, le projet de loi est en contradiction avec la LAMal, qui préconise davantage de concurrence dans le paysage hospitalier. Criti-

quant le fait que le Conseil-exécutif ait passé outre aux décisions et avis du Grand Conseil, ces trois partis exigent un nouveau projet de loi qui les prenne en compte. Il convient selon eux de mettre en œuvre uniquement les nouveautés nécessaires au regard de la LAMal révisée et de renoncer aux éléments qui entravent la concurrence. L'UDF exige elle aussi l'élaboration d'un nouveau projet qui soit susceptible de réunir une majorité. Les Vert'libéraux demandent également des modifications substantielles. S'ils saluent les objectifs du Conseil-exécutif en vue de limiter la croissance des coûts hospitaliers, celui-ci table cependant en grande partie, à leur avis, sur les mauvais instruments de planification et ignore la réalité politique du canton et du parlement.

Dans la catégorie des **communes et syndicats de communes,** la ville de Berne soutient la révision de la LSH, alors que la Conférence régionale Oberland-Est en exige le remaniement afin que les différents intérêts régionaux et cantonaux soient mieux harmonisés.

5.2.2 Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif

La modification du décret a pour objet de créer la base légale requise pour percevoir des émoluments en cas d'approbation de conventions tarifaires ou de fixation de tarifs selon la LAMal afin de couvrir les frais de procédure encourus par l'administration cantonale. Elle n'a suscité aucune prise de position.

5.3 Motion urgente «Remanier le projet de loi sur les soins hospitaliers»

La motion urgente du 3 septembre 2012 adoptée par le Grand Conseil (M 186/2012) demande de «remettre le projet de loi sur le métier sans plus attendre et de ne régler que les domaines que la LAMal rend obligatoires». Le Conseil-exécutif est en outre chargé de «préparer le texte législatif de manière à ce que la première lecture puisse avoir lieu à la session de mars 2013». La motion, qui a valeur de directive, énumère une série de points devant impérativement être pris en compte.

5.3.1 Maintien des centres hospitaliers régionaux dans le statut de sociétés anonymes de droit privé

Les deux options concernant la structure organisationnelle des CHR ont suscité les réactions suivantes:

A l'exception de la ville de Berne et des SPU, qui les soutiennent toutes les deux, la totalité des participants à la procédure de consultation les refusent. Les consignes organisationnelles sont notamment rejetées par tous les partis, de gauche comme de droite (Les Verts, PS, PEV, Vert'libéraux, PLR, PBD, UDC et UDF).

Le réseau diespitäler.be et plusieurs fournisseurs de prestations publics (parmi lesquels le CHR Spital STS AG, l'Hôpital du Jura bernois et le CHR Spitäler FMI AG) jugent les dispositions sur la structure organisationnelle inutiles.

La VPSB et quelques établissements privés (dont le groupe Lindenhof-Sonnenhof) estiment qu'une structure de holding n'est pas appropriée au regard du droit de la concurrence et la qualifient d'irréaliste.

La Société des médecins du canton de Berne, l'Association des médecins indépendants bernois et l'ASMAC ne voient aucun avantage à introduire une nouvelle réglementation pour la structure organisationnelle. D'autres, comme l'Association des pharmaciens du canton de Berne ou la Communauté de travail des directrices et directeurs médicaux des institutions psychiatriques du canton de Berne, rejettent les deux options.

Parmi les organisations patronales, starke wirtschaft simmental et l'UCI considèrent qu'il n'y a pas de raison de changer les structures actuelles.

Les assureurs-maladie (notamment santésuisse et Helsana) rejettent eux aussi le projet de restructuration. Selon santésuisse, la concurrence entre fournisseurs de prestations publics et privés pour les soins de base est indispensable. De plus, rien ne prouve que des structures de plus grande envergure présentent des avantages en termes de coûts.

Le Conseil du Jura bernois s'oppose également aux options proposées pour la forme juridique des CHR.

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, le Conseil-exécutif a décidé de renoncer à l'option «société anonyme cantonale» et de la remplacer par celle des sociétés anonymes régionales (statu quo par rapport à la LSH en vigueur).

5.3.2 Regroupement et externalisation des services psychiatriques et organisation sous forme de société anonyme de droit privé

De nombreux participants à la procédure de consultation se sont prononcés en faveur d'une externalisation des cliniques psychiatriques cantonales. Du côté des partis politiques, cette solution est approuvée aussi bien par le PS et Les Verts que par le PLR et le PBD. Ce dernier demande qu'elles soient organisées sous forme de sociétés anonymes. Une position que partagent le CHR Spitäler FMI AG, la VPSB et plusieurs fournisseurs de prestations privés, mais pas le PS, le SPP et l'ASMAC. Le PS et l'ASMAC privilégient la constitution d'un établissement de droit public.

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, et suite à la table ronde que le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale a tenue avec les présidents et présidentes des groupes parlementaires, le Conseil-exécutif a décidé d'externaliser les cliniques psychiatriques cantonales. Il propose de les organiser, soit sous forme de sociétés anonymes au même titre que les CHR, soit en tant qu'institutions autonomes de droit public.

5.3.3 Abandon de l'idée d'un rapport sur les indemnités directes ou indirectes

Concernant l'obligation pour les hôpitaux répertoriés d'établir un rapport sur les indemnités, les prises de position divergent. Elle est approuvée par Les Verts et le

PEV, les syndicats et les associations de personnel, la ville de Berne et deux fournisseurs de prestations (SPU et Hôpital du Jura bernois). Y sont par contre opposés le PBD, le PLR et les Vert'libéraux, la Société des médecins du canton de Berne, l'Association des médecins indépendants bernois, le réseau diespitäler.be, la VPSB ainsi qu'une douzaine de fournisseurs de prestations publics et privés (notamment l'Hôpital de l'Ile, le CHR Spitäler FMI AG, le CHR Spital STS AG, le groupe Hirslanden et le groupe Lindenhof-Sonnenhof). Plusieurs d'entre eux estiment que la publication telle que prévue par les normes SWISS GAAP RPC est suffisante.

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, le Conseil-exécutif a décidé de renoncer à obliger les hôpitaux répertoriés à établir un rapport sur les indemnités.

5.3.4 Responsabilité des hôpitaux dans la gestion du cycle de vie des infrastructures plutôt que pilotage des investissements par le canton

De nombreux participants à la procédure de consultation sont d'avis que les dispositions relatives à la gestion du cycle de vie des infrastructures et à la planification des investissements vont trop loin, même s'ils font preuve de compréhension pour les intérêts du canton. Le PBD et le PLR demandent de supprimer purement et simplement l'article du projet de loi et le PS considère que les exigences posées sont disproportionnées. La réglementation concernant la gestion du cycle de vie et la planification des investissements est rejetée par les associations de fournisseurs de prestations (VPSB, diespitäler.be, Association des pharmaciens du canton de Berne, Société des médecins du canton de Berne, Association des médecins indépendants bernois) ainsi que par les organisations patronales (UCI, starke wirtschaft simmental). Si plusieurs fournisseurs de prestations tant publics que privés reconnaissent le bien-fondé de ces instruments, ils jugent inacceptable d'accorder un droit de regard institutionnalisé et un droit de codécision en matière d'investissements.

Du côté des partis, seuls Les Verts sont favorables à l'obligation imposée aux hôpitaux considérés comme indispensables pour garantir les soins de requérir une autorisation du Conseil-exécutif pour les grands projets d'infrastructure. Le PS émet des doutes quant à l'applicabilité de cette disposition, qui est rejetée par l'UDC, le PBD, le PLR, l'UDF, le PEV et les Vert'libéraux. Les associations de fournisseurs de prestations ainsi que plusieurs associations professionnelles (en particulier la VPSB, l'Association des pharmaciens du canton de Berne, la Société des médecins du canton de Berne et le groupe d'intérêt des directeurs des professions MTT du canton de Berne) font également part de leur désapprobation. Les syndicats et les associations de personnel ne sont pas opposés à l'autorisation sur le principe, mais craignent que cette réglementation lèse les CHR et les hôpitaux universitaires. Helsana, santésuisse et l'Association suisse d'assurances refusent ces dispositions, de même que différents fournisseurs de prestations publics et privés (dont l'Hôpital de l'Ile, les SPU, le CHR Spitäler FMI AG, le CHR Spital STS AG et le groupe Hirslanden).

Le PS, le PLR et les Vert'libéraux rejettent l'article permettant au canton de prendre des mesures à l'encontre des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés en situation de sous-investissement. Cet avis négatif est partagé par la VPSB, soutenue par plusieurs cliniques privées, ainsi que par la Société des médecins du canton de Berne. Les syndicats et les associations de personnel redoutent pour leur part que les investissements soient effectués au détriment du personnel et demandent des mesures de protection.

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, le Conseil-exécutif a décidé de supprimer les dispositions concernant l'obligation pour les hôpitaux répertoriés d'établir une planification des investissements, l'octroi d'une autorisation pour les grands projets d'infrastructure et les mesures prévues en cas de sous-investissements. Il ne peut par contre renoncer à exiger des hôpitaux répertoriés qu'ils mettent sur pied un système de gestion du cycle de vie de l'infrastructure (état des lieux et planification de son refinancement) et qu'ils remettent ces informations au service compétent de la SAP. Le canton a en effet besoin de données de monitorage pour remplir le mandat qui lui est confié à l'article 41 de la Constitution cantonale, en vertu duquel il doit veiller à ce que «l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable» et garantir «l'emploi efficace et économique des ressources publiques».

5.3.5 Abandon de la limitation du volume des prestations et de la taxe d'incitation

Le pilotage du volume des prestations tel que proposé par le Conseil-exécutif dans le projet de LSH mis en consultation a suscité les réactions suivantes: du côté des partis, seuls le PS et Les Verts soutiennent cet instrument. L'UDC, le PBD, le PLR, l'UDF, le PEV et les Vert'libéraux se prononcent contre toute restriction dans ce domaine. S'agissant des fournisseurs de prestations, plus de 20 hôpitaux tant publics que privés y sont opposés (en particulier l'Hôpital de l'Ile, le CHR Spital Netz Bern AG et le groupe Hirslanden). La VPSB et le réseau diespitäler.be se positionnent clairement contre la fixation de volumes plafonds, tout comme d'autres associations représentant des fournisseurs de prestations (notamment senesuisse et l'Association des pharmaciens du canton de Berne). La Société des médecins du canton de Berne, l'Association des médecins indépendants bernois et l'ASMAC rejettent également cette réglementation. Helsana, santésuisse et l'Association suisse d'assurances estiment quant à elles que le pilotage du volume des prestations est un instrument inadapté et, à leur sens, contraire à la LAMal. Cette mesure est en revanche saluée par la ville de Berne et par le Conseil du Jura bernois.

Les participants à la procédure de consultation qui rejettent le principe du pilotage du volume des prestations s'opposent également au prélèvement d'une taxe d'incitation en cas de dépassement des plafonds attribués aux hôpitaux répertoriés.

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, le Conseil-exécutif a décidé de présenter dans le projet de loi deux options pour le pilotage du volume des prestations (qui inclut la prescription de volumes plafonds et le système de taxe d'incitation):

– Variante avec pilotage par le Grand Conseil: des dispositions relatives au pilotage du volume des prestations sont intégrées dans la LSH. Pour qu'elles puissent être

appliquées, le Grand Conseil doit d'abord, sur proposition du Conseil-exécutif, autoriser la SAP à piloter les prestations hospitalières, c'est-à-dire à communiquer aux hôpitaux répertoriés un volume maximal et à prélever une taxe d'incitation en cas de dépassement des consignes fixées.

– Variante avec pilotage par le Conseil-exécutif: des dispositions relatives au pilotage du volume des prestations sont inscrites dans la LSH, mais elles ne sont applicables que si le gouvernement autorise la SAP à piloter le volume des prestations.

Le Conseil-exécutif est convaincu que le canton de Berne a besoin de bases légales pour agir au cas où le volume global des prestations devait connaître une croissance injustifiée du point de vue médical. En pareille situation, il devrait pouvoir intervenir et piloter le volume des prestations pour freiner la progression des coûts dans le domaine hospitalier.

5.3.6 Abandon de l'idée de créer une taxe compensatoire et un fonds

Le prélèvement d'une taxe compensatoire et l'alimentation d'un fonds ont donné lieu à des appréciations très diverses: le PS, Les Verts, les syndicats et les associations de personnel, la ville de Berne, le Conseil du Jura bernois et les SPU saluent ce nouvel instrument. Les Vert'libéraux y sont également favorables sur le principe, mais aimeraient que le fonds soit alimenté uniquement en fonction du bénéfice réalisé sur les traitements hospitaliers, et non proportionnellement au chiffre d'affaires. L'idée de créer un tel fonds est par contre rejetée par l'UDC, le PBD, le PLR et le PEV, par les associations de fournisseurs de prestations (notamment la VPSB, diespitäler.be, l'Association des pharmaciens du canton de Berne, la Société des médecins du canton de Berne et l'Association des médecins indépendants bernois) ainsi que par les assureurs (Helsana, santésuisse, Association suisse d'assurances). Plusieurs établissements hospitaliers publics et privés font également part de leur opposition (en particulier l'Hôpital de l'Ile, le CHR Spitäler FMI AG, le CHR Spital STS AG, le groupe Hirslanden et le groupe Lindenhof-Sonnenhof).

Vu ces prises de position et la motion adoptée par le parlement, le Conseil-exécutif a décidé d'intégrer trois options dans le projet de LSH:

– **Variante avec taxe compensatoire et arrêté du Grand Conseil**
Le canton prélève auprès des hôpitaux répertoriés une taxe compensatoire correspondant au maximum à 20 pour cent des contributions versées par les assureurs complémentaires. Le produit de la taxe est affecté au fonds, qui est utilisé pour financer les contributions et les rémunérations prévues par le projet de loi en faveur des hôpitaux répertoriés.

– **Variante avec taxe compensatoire, sans arrêté du Grand Conseil**
Les mêmes règles ne s'appliquent que pour l'option précédente, sauf qu'une décision du parlement n'est pas nécessaire.

– **Variante sans taxe compensatoire:** conformément à la demande exprimée dans la motion, il est renoncé à créer de tels instruments.

Le Conseil-exécutif est d'avis que la taxe compensatoire revête une importance particulière pour la politique hospitalière en termes de garantie des soins. Si le fonds ne peut voir le jour, le canton ne pourra pallier facilement ce manque, car la situation des finances publiques l'oblige à s'en tenir strictement au financement des traitements hospitaliers, sans moyens supplémentaires pour les contributions et les rémunérations prévues en faveur des hôpitaux répertoriés (y compris des établissements privés figurant sur la liste cantonale).

5.4 Autres modifications apportées au projet de loi suite à la procédure de consultation

La motion adoptée par le Grand Conseil exige que la première lecture du projet de loi remanié ait lieu à la session de mars 2013. Le texte législatif devant être préparé dans un délai très court, plusieurs points soulevés par des participants à la procédure de consultation n'ont pas pu être traités ou pris en compte. Faute de ressources en personnel suffisantes, il n'a en effet pas été possible d'élaborer des solutions et de les intégrer dans le projet de loi. Les demandes ne nécessitant pas d'examen approfondi ont en revanche été retenues, et les modifications suivantes ont été apportées au projet:

– insertion d'un article expliquant le but visé pour les contrats de prestations,

– explicitation des dispositions sur les sanctions en cas de violation des obligations,

– introduction de nouvelles dispositions plus souples pour le financement des prestations de sauvetage,

– instauration d'une obligation pour les hôpitaux répertoriés de participer au perfectionnement pharmaceutique,

– regroupement de toutes les obligations de collaborer et d'informer dans un même chapitre et, partant, suppression des nombreuses dispositions y relatives figurant à d'autres endroits de l'ancien projet,

– adaptation du rapport et ajouts explicatifs.

6. Proposition du Conseil-exécutif

Compte tenu des explications qui précèdent, le Conseil-exécutif invite le Grand Conseil à approuver les présents projets de révision de la LSH et du DEmo GC/CE.

Berne, le 16 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'article 41 de la Constitution cantonale[1)],
vu la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)[2)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Dispositions générales

But

Art. 1 La présente loi a pour but d'assurer la couverture de la population du canton en soins hospitaliers et en prestations de sauvetage, de même que la relève professionnelle nécessaire dans le domaine de la santé.

Objet

Art. 2 La présente loi règle

a les soins hospitaliers, qui recouvrent les soins aigus somatiques et psychiatriques, réadaptation incluse, dispensés dans les hôpitaux, les maisons de naissance ou les autres institutions de soins aigus;
b le sauvetage, qui englobe les soins d'urgence prodigués aux patients et aux patientes jusqu'à leur admission dans un hôpital;
c la mise à disposition de places de formation et de perfectionnement pour le personnel qualifié nécessaire et les autres mesures requises pour garantir la relève professionnelle.

Principes

Art. 3 [1]Les soins hospitaliers et le sauvetage sont accessibles à tous, conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques.

[2] Le canton et les fournisseurs de prestations assurent la gestion intégrée des soins.

[3] Par un pilotage adéquat, le canton s'assure que les fonds publics engagés produisent des effets optimaux selon les principes énoncés aux alinéas 1 et 2.

[4] Il vérifie la qualité des soins et des prestations de sauvetage.

[1)] RSB 101.1
[2)] RS 832.10

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application de l'article 41 de la Constitution cantonale[1)],
vu la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)[2)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Dispositions générales

But

Art. 1 La présente loi a pour but d'assurer la couverture de la population du canton en soins hospitaliers et en prestations de sauvetage, de même que la relève professionnelle nécessaire dans le domaine de la santé.

Objet

Art. 2 La présente loi règle

a les soins hospitaliers, qui recouvrent les soins aigus somatiques et psychiatriques, réadaptation incluse, dispensés dans les hôpitaux, les maisons de naissance ou les autres institutions de soins aigus;
b le sauvetage, qui englobe les soins d'urgence prodigués aux patients et aux patientes jusqu'à leur admission dans un hôpital;
c la mise à disposition de places de formation et de perfectionnement pour le personnel qualifié nécessaire et les autres mesures requises pour garantir la relève professionnelle.

Principes

Art. 3 [1]Les soins hospitaliers et le sauvetage sont accessibles à tous, conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques.

[2] Le canton et les fournisseurs de prestations assurent la gestion intégrée des soins et s'emploient conjointement à promouvoir les soins palliatifs.

[3] Par un pilotage adéquat, le canton s'assure que les fonds publics engagés produisent des effets optimaux selon les principes énoncés aux alinéas 1 et 2.

[4] Il vérifie la qualité des soins et des prestations de sauvetage.

[1)] RSB 101.1
[2)] RS 832.10

[5] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés utilisent la langue officielle de l'arrondissement administratif où ils sont situés, les services de sauvetage celle de l'arrondissement administratif où l'intervention a lieu, les hôpitaux universitaires les deux langues officielles du canton.

Commissions

Art. 4 [1]Le Conseil-exécutif peut, par voie d'ordonnance, instituer des commissions chargées de le conseiller dans les questions techniques.

[2] Il fixe leur composition, définit leurs tâches et nomme leurs membres.

[3] Il peut, par voie d'ordonnance, déléguer la compétence de nommer les membres des commissions à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Organe de médiation

Art. 5 Le Conseil-exécutif peut conclure avec une personne ou une institution appropriée un contrat de prestations concernant la gestion d'un organe de médiation pour les patients et les patientes des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne et pour les patients et les patientes du secteur du sauvetage.

Planification des soins
1. Contenu

Art. 6 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale planifie les prestations à la population définies à l'article 2.

[2] La planification des soins fixe les objectifs à atteindre, détermine les besoins à couvrir, estime les conséquences financières des prestations à fournir et concrétise les structures de soins devant assurer ces prestations.

[3] Elle se fonde en particulier sur les données relatives aux prestations, les comparaisons entre cantons et les résultats de la recherche en soins hospitaliers, en tenant compte de l'évolution démographique, des progrès de la médecine et du plan directeur cantonal.

[4] Elle prend en considération les secteurs de la chaîne des soins situés en amont et en aval dans la réalisation des tâches définies à l'alinéa 2.

[5] Elle coordonne le type et le volume des prestations assurées par les fournisseurs dans le canton et, si cela est adéquat ou que la législation fédérale l'exige, par des fournisseurs hors canton.

2. Approbation et révision

Art. 7 [1]Le Conseil-exécutif approuve la planification des soins et en donne connaissance au Grand Conseil.

[2] La planification des soins est en principe révisée tous les quatre ans.

[5] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés utilisent la langue officielle de l'arrondissement administratif où ils sont situés, les services de sauvetage celle de l'arrondissement administratif où l'intervention a lieu, les hôpitaux universitaires les deux langues officielles du canton.

Commissions

Art. 4 [1]Le Conseil-exécutif peut, par voie d'ordonnance, instituer des commissions chargées de le conseiller dans les questions techniques.

[2] Il fixe leur composition, définit leurs tâches et nomme leurs membres.

[3] Il peut, par voie d'ordonnance, déléguer la compétence de nommer les membres des commissions à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Organe de médiation

Art. 5 Le Conseil-exécutif peut conclure avec une personne ou une institution appropriée un contrat de prestations concernant la gestion d'un organe de médiation pour les patients et les patientes des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne et pour les patients et les patientes du secteur du sauvetage.

Planification des soins
1. Contenu

Art. 6 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale planifie les prestations à la population définies à l'article 2.

[2] La planification des soins fixe les objectifs à atteindre, détermine les besoins à couvrir, estime les conséquences financières des prestations à fournir et concrétise les structures de soins devant assurer ces prestations.

[3] Elle se fonde en particulier sur les données relatives aux prestations, les comparaisons entre cantons et les résultats de la recherche en soins hospitaliers, en tenant compte de l'évolution démographique, des progrès de la médecine et du plan directeur cantonal.

[4] Elle prend en considération les secteurs de la chaîne des soins situés en amont et en aval dans la réalisation des tâches définies à l'alinéa 2.

[5] Elle coordonne le type et le volume des prestations assurées par les fournisseurs dans le canton et, si cela est adéquat ou que la législation fédérale l'exige, par des fournisseurs hors canton.

2. Approbation et révision

Art. 7 [1]Le Conseil-exécutif approuve la planification des soins et en donne connaissance au Grand Conseil.

[2] La planification des soins est en principe révisée tous les quatre ans.

Contrats de prestations 1. But

Art. 8 Le canton peut conclure des contrats de prestations avec des fournisseurs pour assurer la couverture en soins de santé. Dans le domaine des soins hospitaliers, ces prestations sont fournies en plus des mandats inscrits dans la liste des hôpitaux selon l'article 39 LAMal.

2. Contenu

Art. 9 [1]Les contrats de prestations au sens de la présente loi règlent en particulier
a les prestations à fournir,
b l'indemnisation,
c les objectifs et la vérification de leur réalisation,
d l'éventuelle obligation de collaborer,
e la remise des données et des informations requises.

[2] Lorsque des contrats de prestations sont conclus avec des fournisseurs non soumis aux obligations de la présente loi, ces derniers peuvent être contraints par contrat à s'y conformer.

3. Violation du contrat

Art. 10 [1]En cas de violation des obligations convenues dans un contrat de prestations, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, après une sommation infructueuse, réduire l'indemnisation, cesser son versement ou, si elle a déjà été versée, exiger son remboursement assorti d'intérêts.

[2] En cas de violation grave, le contrat de prestations peut être résilié avec effet immédiat.

4. Aliénation de l'exploitation

Art. 11 En cas d'aliénation de l'exploitation pendant la durée de validité d'un contrat de prestations, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut le résilier avec effet immédiat.

Couverture des besoins

Art. 12 [1]Le Conseil-exécutif peut obliger par voie de décision un fournisseur à assurer des prestations si la couverture en soins n'est plus garantie. Dans le secteur du sauvetage, il peut y obliger un centre hospitalier régional (CHR).

[2] Il fixe le type, le volume et les modalités des prestations.

[3] Les prestations sont rémunérées conformément à l'article 49 LAMal. Les prestations qui ne sont pas rémunérées selon l'article 49 LAMal le sont selon les dispositions relatives aux autres contributions. Dans le secteur du sauvetage, l'indemnisation est régie par l'article 99.

[4] Le Conseil-exécutif peut imposer d'autres charges ou conditions si la couverture des besoins l'exige.

Contrats de prestations 1. But

Art. 8 Le canton peut conclure des contrats de prestations avec des fournisseurs pour assurer la couverture en soins de santé. Dans le domaine des soins hospitaliers, ces prestations sont fournies en plus des mandats inscrits dans la liste des hôpitaux selon l'article 39 LAMal.

2. Contenu

Art. 9 [1]Les contrats de prestations au sens de la présente loi règlent en particulier
a les prestations à fournir,
b l'indemnisation,
c les objectifs et la vérification de leur réalisation,
d l'éventuelle obligation de collaborer,
e la remise des données et des informations requises.

[2] Lorsque des contrats de prestations sont conclus avec des fournisseurs non soumis aux obligations de la présente loi, ces derniers peuvent être contraints par contrat à s'y conformer.

3. Violation du contrat

Art. 10 [1]En cas de violation des obligations convenues dans un contrat de prestations, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, après une sommation infructueuse, réduire l'indemnisation, cesser son versement ou, si elle a déjà été versée, exiger son remboursement assorti d'intérêts.

[2] En cas de violation grave, le contrat de prestations peut être résilié avec effet immédiat.

4. Aliénation de l'exploitation

Art. 11 En cas d'aliénation de l'exploitation pendant la durée de validité d'un contrat de prestations, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut le résilier avec effet immédiat.

Couverture des besoins

Art. 12 [1]Le Conseil-exécutif peut obliger par voie de décision un fournisseur à assurer des prestations si la couverture en soins n'est plus garantie. Dans le secteur du sauvetage, il peut y obliger un centre hospitalier régional (CHR).

[2] Il fixe le type, le volume et les modalités des prestations.

[3] Les prestations sont rémunérées conformément à l'article 49 LAMal. Les prestations qui ne sont pas rémunérées selon l'article 49 LAMal le sont selon les dispositions relatives aux autres contributions. Dans le secteur du sauvetage, l'indemnisation est régie par l'article 99.

[4] Le Conseil-exécutif peut imposer d'autres charges ou conditions si la couverture des besoins l'exige.

Contributions à des organisations

Art. 13 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, accorder des contributions à des organisations du secteur hospitalier et du sauvetage. De telles contributions sont en particulier octroyées à des organisations qui assument un travail de fond ou des tâches de coordination.

2. Soins hospitaliers

2.1 Généralités

Fournisseurs de prestations

Art. 14 [1]Sont réputées fournisseurs de prestations les institutions de soins hospitaliers selon l'article 2, lettre *a*.

[2] Les organismes responsables des fournisseurs de prestations peuvent être publics ou privés.

Domaines de soins

Art. 15 [1]Les CHR ainsi que d'autres fournisseurs de prestations sont chargés d'assurer la couverture des besoins de la région en soins hospitaliers de base.

[2] Les services psychiatriques régionaux (SPR), les CHR et d'autres fournisseurs de prestations sont chargés d'assurer la couverture des besoins de la région en soins psychiatriques de base.

[3] En règle générale, les hôpitaux universitaires sont chargés d'assurer la couverture des besoins du canton en prestations de la médecine de pointe.

Désignation des CHR et des SPR

Art. 16 [1]Le Conseil-exécutif désigne en qualité de dernière instance cantonale les CHR et les SPR.

[2] Une entité juridique peut être désignée à la fois CHR et SPR. Les entités juridiques des hôpitaux universitaires peuvent également être désignées CHR et SPR.

[3] Si la Fondation de l'Hôpital de l'Ile est désignée CHR ou SPR, le contrat avec l'Hôpital de l'Ile selon l'article 35 doit contenir les règles nécessaires. Les dispositions relatives à la forme juridique, à l'organisation et à la participation ne sont pas applicables.

Liste des hôpitaux et des maisons de naissance
1. Mandats de prestations

Art. 17 [1]Le canton garantit la couverture des soins en attribuant aux fournisseurs de prestations, sur la base de la planification des soins, des mandats de prestations selon la liste des hôpitaux conformément à l'article 39 LAMal.

Contributions à des organisations

Art. 13 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, accorder des contributions à des organisations du secteur hospitalier et du sauvetage. De telles contributions sont en particulier octroyées à des organisations qui assument un travail de fond ou des tâches de coordination.

2. Soins hospitaliers

2.1 Généralités

Fournisseurs de prestations

Art. 14 [1]Sont réputées fournisseurs de prestations les institutions de soins hospitaliers selon l'article 2, lettre *a*.

[2] Les organismes responsables des fournisseurs de prestations peuvent être publics ou privés.

Domaines de soins

Art. 15 [1]Les CHR ainsi que d'autres fournisseurs de prestations sont chargés d'assurer la couverture des besoins de la région en soins hospitaliers de base.

[2] Les services psychiatriques régionaux (SPR), les CHR et d'autres fournisseurs de prestations sont chargés d'assurer la couverture des besoins de la région en soins psychiatriques de base.

[3] En règle générale, les hôpitaux universitaires sont chargés d'assurer la couverture des besoins du canton en prestations de la médecine de pointe.

Désignation des CHR et des SPR

Art. 16 [1]Le Conseil-exécutif désigne en qualité de dernière instance cantonale les CHR et les SPR.

[2] Une entité juridique peut être désignée à la fois CHR et SPR. Les entités juridiques des hôpitaux universitaires peuvent également être désignées CHR et SPR.

[3] Si la Fondation de l'Hôpital de l'Ile est désignée CHR ou SPR, le contrat avec l'Hôpital de l'Ile selon l'article 35 doit contenir les règles nécessaires. Les dispositions relatives à la forme juridique, à l'organisation et à la participation ne sont pas applicables.

Liste des hôpitaux et des maisons de naissance
1. Mandats de prestations

Art. 17 [1]Le canton garantit la couverture des soins en attribuant aux fournisseurs de prestations, sur la base de la planification des soins, des mandats de prestations selon la liste des hôpitaux conformément à l'article 39 LAMal.

[2] Le Conseil-exécutif arrête la liste des hôpitaux et des maisons de naissance par voie de décision conformément à l'article 8 de la loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLA-MAM)[1)].

2. Critères

Art. 18 [1]Le Conseil-exécutif tient compte des critères de la législation sur l'assurance-maladie pour évaluer et choisir les hôpitaux et les maisons de naissance à répertorier.

[2] Il peut préciser les critères au sens de l'alinéa 1 par voie d'ordonnance.

[3] Il considère également en particulier
a l'offre de consultation sociale et la gestion administrative des patients selon l'article 50,
b la mise à disposition d'une aumônerie hospitalière selon l'article 51.

2.2 Fournisseurs de prestations cantonaux

2.2.1 Centres hospitaliers régionaux

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales (Art. 19–30)

Forme juridique

Art. 19 [1]Les CHR sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss du Code des obligations (CO)[2)]. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des CHR en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est autorisé en particulier à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Organisation

Art. 20 L'organisation des CHR est régie par le CO et les statuts.

Participation

Art. 21 [1]Le canton participe aux CHR.

[2] Il détient au moins la majorité du capital et des voix dans ces institutions.

[1)] RSB 842.11
[2)] RS 220

[2] Le Conseil-exécutif arrête la liste des hôpitaux et des maisons de naissance par voie de décision conformément à l'article 8 de la loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLA-MAM)[1)].

2. Critères

Art. 18 [1]Le Conseil-exécutif tient compte des critères de la législation sur l'assurance-maladie pour évaluer et choisir les hôpitaux et les maisons de naissance à répertorier.

[2] Il peut préciser les critères au sens de l'alinéa 1 par voie d'ordonnance.

[3] Il considère également en particulier
a l'offre de consultation sociale et la gestion administrative des patients selon l'article 50,
b la mise à disposition d'une aumônerie hospitalière selon l'article 51.

2.2 Fournisseurs de prestations cantonaux

2.2.1 Centres hospitaliers régionaux

Forme juridique

Art. 19 [1]Les CHR sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss du Code des obligations (CO)[2)]. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des CHR en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est autorisé en particulier à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Organisation

Art. 20 L'organisation des CHR est régie par le CO et les statuts.

Participation

Art. 21 [1]Le canton participe aux CHR.

[2] Il détient au moins la majorité du capital et des voix dans ces institutions.

[1)] RSB 842.11
[2)] RS 220

3 Le Conseil-exécutif peut exceptionnellement arrêter des modalités de participation dérogeant à celles spécifiées à l'alinéa 2 lorsqu'il forme avec d'autres collectivités publiques ou des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix du CHR concerné ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

Exercice des droits de participation 1. Généralités

Art. 22 1Le Conseil-exécutif exerce les droits et assume les obligations lui incombant en sa qualité d'actionnaire des CHR.

2 Il peut déléguer l'exercice des droits de participation à une ou plusieurs Directions.

3 Lors de la désignation du conseil d'administration d'un CHR, il tient compte de manière appropriée des intérêts régionaux en exerçant ses droits d'actionnaire. Les membres du conseil d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

4 La surveillance par le Contrôle des finances est régie par la loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF)[1)].

2. Stratégie de propriétaire

Art. 23 Le Conseil-exécutif arrête des consignes sur l'exercice des droits de participation.

Regroupement

Art. 24 Le regroupement d'un CHR avec un ou plusieurs CHR ou avec un ou plusieurs autres fournisseurs de prestations est soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

Indépendance dans la gestion

Art. 25 1Les CHR sont responsables de leur gestion.

2 Le canton s'efforce d'accorder aux CHR la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit.

3 Les CHR mettent à profit leur marge de manœuvre.

Autres tâches et activités

Art. 26 1Les CHR peuvent se voir attribuer, en plus des mandats de prestations, d'autres tâches par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie de contrat de prestations.

2 Les CHR peuvent exercer d'autres activités lorsque celles-ci sont matériellement proches de leurs mandats de prestations ou de leurs tâches. Ils peuvent accomplir en particulier des tâches relevant de l'enseignement et de la recherche en complément de l'offre des hôpitaux universitaires.

1) RSB 622.1

3 Le Conseil-exécutif peut exceptionnellement arrêter des modalités de participation dérogeant à celles spécifiées à l'alinéa 2 lorsqu'il forme avec d'autres collectivités publiques ou des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix du CHR concerné ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

Exercice des droits de participation 1. Généralités

Art. 22 1Le Conseil-exécutif exerce les droits et assume les obligations lui incombant en sa qualité d'actionnaire des CHR.

2 Il peut déléguer l'exercice des droits de participation à une ou plusieurs Directions.

3 Lors de la désignation du conseil d'administration d'un CHR, il tient compte de manière appropriée des intérêts régionaux en exerçant ses droits d'actionnaire. Les membres du conseil d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

4 La surveillance par le Contrôle des finances est régie par la loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF)[1)].

2. Stratégie de propriétaire

Art. 23 Le Conseil-exécutif arrête des consignes sur l'exercice des droits de participation.

Regroupement

Art. 24 Le regroupement d'un CHR avec un ou plusieurs CHR ou avec un ou plusieurs autres fournisseurs de prestations est soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

Indépendance dans la gestion

Art. 25 1Les CHR sont responsables de leur gestion.

2 Le canton s'efforce d'accorder aux CHR la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit.

3 Les CHR mettent à profit leur marge de manœuvre.

Autres tâches et activités

Art. 26 1Les CHR peuvent se voir attribuer, en plus des mandats de prestations, d'autres tâches par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie de contrat de prestations.

2 Les CHR peuvent exercer d'autres activités lorsque celles-ci sont matériellement proches de leurs mandats de prestations ou de leurs tâches. Ils peuvent accomplir en particulier des tâches relevant de l'enseignement et de la recherche en complément de l'offre des hôpitaux universitaires.

1) RSB 622.1

Holding suprarégionale
1. Forme juridique et dispositions applicables

Art. 27 [1]Le Conseil-exécutif peut, au nom du canton, regrouper deux ou plusieurs CHR en une holding hospitalière suprarégionale.

[2] La holding hospitalière est gérée sous forme de société anonyme selon les articles 620 ss CO et poursuit un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[3] Les articles 19, alinéa 2 à 25 sont applicables à la holding hospitalière par analogie.

[4] L'article 19, alinéa 1 et les articles 20, 24 et 26 sont applicables aux CHR regroupés en holding.

2. Participation de la holding hospitalière aux CHR

Art. 28 [1]La holding hospitalière participe aux CHR désignés par le Conseil-exécutif.

[2] Elle détient au moins la majorité du capital et des voix.

[3] Elle peut exceptionnellement, avec l'accord du Conseil-exécutif, arrêter des modalités de participation dérogeant à celles spécifiées à l'alinéa 2 lorsqu'elle forme avec d'autres collectivités publiques ou des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix du CHR concerné ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

3. Exercice des droits de participation

Art. 29 [1]Lors de la désignation des membres des conseils d'administration des CHR, la holding hospitalière tient compte de manière appropriée des intérêts régionaux en exerçant ses droits d'actionnaire.

[2] Les membres des conseils d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

4. Indépendance dans la gestion

Art. 30 [1]Les CHR sont responsables de leur gestion au sein de la holding.

[2] La holding hospitalière s'efforce de leur accorder la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit.

[3] Les CHR mettent à profit leur marge de manœuvre.

Variante CHR comme holding (Art. 19–28)

Forme juridique et structure

Art. 19 [1]Les CHR sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss du Code des obligations (CO)[1)].

[1)] RS 220

Holding suprarégionale
1. Forme juridique et dispositions applicables

Art. 27 [1]Le Conseil-exécutif peut, au nom du canton, regrouper deux ou plusieurs CHR en une holding hospitalière suprarégionale lorsque ceux-ci en font conjointement la demande.

[2] La holding hospitalière est gérée sous forme de société anonyme selon les articles 620 ss CO et poursuit un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[3] Les articles 19, alinéa 2 à 25 sont applicables à la holding hospitalière par analogie.

[4] L'article 19, alinéa 1 et les articles 20, 24 et 26 sont applicables aux CHR regroupés en holding.

2. Participation de la holding hospitalière aux CHR

Art. 28 [1]La holding hospitalière participe aux CHR désignés par le Conseil-exécutif.

[2] Elle détient au moins la majorité du capital et des voix.

[3] Elle peut exceptionnellement, avec l'accord du Conseil-exécutif, arrêter des modalités de participation dérogeant à celles spécifiées à l'alinéa 2 lorsqu'elle forme avec d'autres collectivités publiques ou des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix du CHR concerné ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

3. Participation de la holding hospitalière à d'autres fournisseurs de prestations

Art. 28a La holding hospitalière peut participer à d'autres fournisseurs de prestations si cela est nécessaire pour assurer une couverture en soins appropriée.

4. Exercice des droits de participation

Art. 29 [1]Lors de la désignation des membres des conseils d'administration des CHR, la holding hospitalière tient compte de manière appropriée des intérêts régionaux en exerçant ses droits d'actionnaire.

[2] Les membres des conseils d'administration ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

5. Indépendance dans la gestion

Art. 30 [1]Les CHR sont responsables de leur gestion au sein de la holding.

[2] La holding hospitalière s'efforce de leur accorder la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit.

[3] Les CHR mettent à profit leur marge de manœuvre.

[2] Le canton participe indirectement aux CHR par le biais d'une holding hospitalière cantonale. Cette dernière est gérée sous forme de société anonyme selon les articles 620 ss CO.

[3] La holding hospitalière et les CHR poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[4] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement de la holding hospitalière et, le cas échéant, des CHR en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est en particulier autorisé à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Organisation

Art. 20 [1]L'organisation des CHR et de la holding hospitalière est régie par le CO et les statuts.

Participation
1. Canton

Art. 21 [1]Le canton participe à la holding hospitalière.

[2] Il détient au moins la majorité du capital et des voix.

2. Holding hospitalière

Art. 22 [1]La holding hospitalière participe aux CHR.

[2] Elle détient au moins la majorité du capital et des voix.

[3] Elle peut exceptionnellement, avec l'accord du Conseil-exécutif, arrêter des modalités de participation dérogeant à celles spécifiées à l'alinéa 2 lorsqu'elle forme avec d'autres collectivités publiques ou des institutions aux mains des pouvoirs publics un groupe détenant au moins la majorité du capital et des voix du CHR concerné ou pour garantir une couverture en soins appropriée.

[4] Le Conseil-exécutif peut, dans des cas justifiés, renoncer à participer à certains CHR par le biais de la holding hospitalière. Dans ce cas, le canton participe directement ou indirectement aux CHR en question. Les dispositions des alinéas 1 à 3, de l'article 24, alinéa 1 et de l'article 27 sont applicables par analogie.

Exercice des droits de participation
1. A l'égard de la holding hospitalière

Art. 23 [1]Le Conseil-exécutif exerce les droits et assume les obligations incombant au canton en sa qualité d'actionnaire de la holding hospitalière ainsi que des sociétés selon l'article 22, alinéa 4.

[2] Il peut déléguer l'exercice des droits de participation à une ou plusieurs Directions.

[3] Les membres du conseil d'administration de la holding hospitalière ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

[4] La surveillance par le Contrôle des finances est régie par la loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF)[1)].

2. A l'égard des CHR

Art. 24 [1]Lors de la désignation des membres des conseils d'administration des CHR, la holding hospitalière tient compte de manière appropriée des intérêts régionaux en exerçant ses droits d'actionnaire.

[2] Les membres des conseils d'administration des CHR ne peuvent pas faire partie de l'administration cantonale.

3. Stratégie de propriétaire

Art. 25 [1]Le Conseil-exécutif arrête des consignes sur l'exercice des droits de participation.

Regroupement

Art. 26 Le regroupement d'un CHR avec un ou plusieurs autres CHR ou avec un ou plusieurs fournisseurs de prestations est soumis à l'approbation du Conseil-exécutif.

Indépendance dans la gestion

Art. 27 [1]La holding hospitalière est responsable de sa gestion, de même que les CHR au sein de la holding.

[2] Le canton s'efforce d'accorder à la holding hospitalière la marge de manœuvre adéquate dans les limites fixées par le droit. Il en va de même de la holding hospitalière à l'égard des CHR.

[3] La holding hospitalière et les CHR mettent à profit leur marge de manœuvre.

Autres tâches et activités

Art. 28 [1]Les CHR peuvent se voir attribuer, en plus des mandats de prestations, d'autres tâches par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie de contrat de prestations.

[2] Les CHR peuvent exercer d'autres activités lorsque celles-ci sont matériellement proches de leurs mandats de prestations ou de leurs tâches. Ils peuvent accomplir en particulier des tâches relevant de l'enseignement et de la recherche en complément de l'offre des hôpitaux universitaires.

2.2.2 Services psychiatriques régionaux

Variante SPR comme société anonyme

Forme juridique

Art. 31 [1]Les SPR sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

2.2.2 Services psychiatriques régionaux

Forme juridique

Art. 31 [1]Les SPR sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

1) RSB 622.1

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des SPR en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est en particulier autorisé à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales

Dispositions applicables

Art. 32 Les articles 20 à 26 sont applicables aux SPR par analogie.

Variante CHR comme holding

Dispositions applicables

Art. 30 Les articles 20 à 28 sont applicables aux SPR par analogie.

Variante SPR comme institution autonome de droit public

Forme juridique

Art. 31 [1]Les SPR sont gérés sous forme d'établissements autonomes de droit public.

[2] La fondation et l'aménagement d'établissements de droit public sont régis par une loi spéciale.

2.2.3 Hôpitaux universitaires

Tâches

Art. 33 [1]Les hôpitaux universitaires sont chargés d'assurer la couverture des besoins du canton en prestations de la médecine de pointe.

[2] Ils fournissent des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de l'Université de Berne.

[3] Ils fournissent des prestations relevant des soins de base en plus de celles de la médecine de pointe, pour autant qu'elles soient économiques et nécessaires du point de vue de la formation, de l'enseignement et de la recherche ou de la couverture en soins.

[4] En plus des mandats de prestations, ils peuvent se voir attribuer d'autres tâches par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie de contrat de prestations.

[5] Ils peuvent fournir des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de tiers, à condition que leurs coûts soient couverts et que cette activité ne les empêche pas de remplir leurs engagements conformément aux alinéas 1 à 4.

Hôpitaux universitaires

Art. 34 Sont réputés hôpitaux universitaires l'Hôpital de l'Ile de Berne et les Services psychiatriques universitaires (SPU).

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des SPR en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est en particulier autorisé à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Dispositions applicables

Art. 32 Les articles 20 à 26 sont applicables aux SPR par analogie.

2.2.3 Hôpitaux universitaires

Tâches

Art. 33 [1]Les hôpitaux universitaires sont chargés d'assurer la couverture des besoins du canton en prestations de la médecine de pointe.

[2] Ils fournissent des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de l'Université de Berne.

[3] Ils fournissent des prestations relevant des soins de base en plus de celles de la médecine de pointe, pour autant qu'elles soient économiques et nécessaires du point de vue de la formation, de l'enseignement et de la recherche ou de la couverture en soins.

[4] En plus des mandats de prestations, ils peuvent se voir attribuer d'autres tâches par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie de contrat de prestations.

[5] Ils peuvent fournir des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche en faveur de tiers, à condition que leurs coûts soient couverts et que cette activité ne les empêche pas de remplir leurs engagements conformément aux alinéas 1 à 4.

Hôpitaux universitaires

Art. 34 Sont réputés hôpitaux universitaires l'Hôpital de l'Ile de Berne et les Services psychiatriques universitaires (SPU).

Contrat avec l'Hôpital de l'Ile

Art. 35 Le Conseil-exécutif et l'organe compétent de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile règlent par contrat, en particulier, la gestion, l'organisation et les rapports de propriété de l'Hôpital de l'Ile.

Contrat avec l'Hôpital de l'Ile

Art. 35 Le Conseil-exécutif et l'organe compétent de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile règlent par contrat, en particulier, la gestion, l'organisation et les rapports de propriété de l'Hôpital de l'Ile.

Proposition du Conseil-exécutif

Pas d'alinéa 2.

Proposition de la commission

[2] Le Conseil-exécutif soumet les principes du contrat au Grand Conseil pour approbation.

Variante SPU comme société anonyme

Forme juridique des SPU

Art. 36 [1]Les SPU sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des SPU en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est en particulier autorisé à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Forme juridique des SPU

Art. 36 [1]Les SPU sont gérés sous forme de sociétés anonymes selon les articles 620 ss CO. Ils poursuivent un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

[2] Le Conseil-exécutif prend, au nom du canton, les mesures nécessaires à l'aménagement des SPU en sociétés anonymes et à la participation du canton à ces dernières. Pour ce faire, il est en particulier autorisé à fonder, à dissoudre, à diviser ou à fusionner des sociétés anonymes ou à y prendre des participations ou à les vendre.

Variante CHR comme sociétés anonymes régionales

Dispositions applicables

Art. 37 Les articles 20 à 26 sont applicables aux SPU par analogie.

Dispositions applicables

Art. 37 Les articles 20 à 26 sont applicables aux SPU par analogie.

Variante CHR comme holding

Dispositions applicables

Art. 35 Les articles 19 à 28 sont applicables aux SPU par analogie.

Variante SPU comme institution autonome de droit public

Forme juridique

Art. 36 [1]Les SPU sont gérés sous forme d'établissements autonomes de droit public.

[2] La création et l'aménagement d'établissements de droit public sont régis par une loi spéciale.

Enseignement et recherche

Art. 38 [1]La fourniture des prestations dans le domaine de l'enseignement et de la recherche est réglée sur la base de la législation sur l'Université.

[2] Les hôpitaux universitaires et l'Université de Berne s'accordent des droits de représentation appropriés au sein de leurs organes de direction. Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Enseignement et recherche

Art. 38 [1]La fourniture des prestations dans le domaine de l'enseignement et de la recherche est réglée sur la base de la législation sur l'Université.

[2] Les hôpitaux universitaires et l'Université de Berne s'accordent des droits de représentation appropriés au sein de leurs organes de direction. Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

[3] L'Université de Berne peut commander des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche à d'autres fournisseurs de prestations si celles-ci sont plus avantageuses du point de vue des coûts ou nécessaires pour assurer la qualité de l'enseignement et de la recherche.

2.3 Autres organisations

Art. 39 [1]Le Conseil-exécutif peut fonder d'autres organisations indépendantes ou y faire prendre au canton des participations si cela est nécessaire pour assurer les soins hospitaliers, en particulier pour l'exploitation d'infrastructures ou la fourniture de prestations en commun.

[2] Il peut être renoncé à l'affectation à un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

2.4 Pilotage du volume des prestations

2.4.1 Pilotage par les partenaires tarifaires

Art. 40 Les fournisseurs de prestations et les assureurs prennent des mesures propres à éviter une augmentation du volume des prestations non justifiée du point de vue médical.

Variante pilotage par le Grand Conseil

2.4.2 Pilotage subsidiaire par le canton

Arrêté du Grand Conseil

Art. 41 Si le Conseil-exécutif constate une augmentation du volume des prestations non justifiée du point de vue médical, le Grand Conseil peut, sur proposition du Conseil-exécutif, charger la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de piloter le volume des prestations des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés selon les articles 42 à 47.

[3] L'Université de Berne peut commander des prestations relevant de l'enseignement et de la recherche à d'autres fournisseurs de prestations si celles-ci sont plus avantageuses du point de vue des coûts ou nécessaires pour assurer la qualité de l'enseignement et de la recherche.

2.3 Autres organisations

Art. 39 [1]Le Conseil-exécutif peut fonder d'autres organisations indépendantes ou y faire prendre au canton des participations si cela est nécessaire pour assurer les soins hospitaliers, en particulier pour l'exploitation d'infrastructures ou la fourniture de prestations en commun.

[2] Il peut être renoncé à l'affectation à un but de service public au sens de la législation sur les impôts.

2.4 Pilotage du volume des prestations

Proposition du Conseil-exécutif

2.4.1 Pilotage par les partenaires tarifaires

Art. 40 Les fournisseurs de prestations et les assureurs prennent des mesures propres à éviter une augmentation du volume des prestations non justifiée du point de vue médical.

Proposition de la commission

Art. 40 [1]Les fournisseurs de prestations et les assureurs prennent des mesures propres à éviter une augmentation du volume des prestations (somme des sorties ou des journées de soins pondérées) non justifiée du point de vue médical.

[2] Si le Conseil-exécutif constate une telle augmentation, le Grand Conseil peut arrêter des mesures sur proposition de celui-ci.

Proposition du Conseil-exécutif

2.4.2 Pilotage subsidiaire par le canton

Arrêté du Grand Conseil

Art. 41 Si le Conseil-exécutif constate une augmentation du volume des prestations non justifiée du point de vue médical, le Grand Conseil peut, sur proposition du Conseil-exécutif, charger la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de piloter le volume des prestations des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés selon les articles 42 à 47.

Variante pilotage par le Conseil-exécutif

Arrêté du Conseil-exécutif

Art. 41 Si le Conseil-exécutif constate une augmentation du volume des prestations non justifiée du point de vue médical, il peut charger la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de piloter le volume des prestations des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés selon les articles 42 à 47.

Proposition de la commission

Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

Volume des prestations 1. Principe

Art. 42 [1]Sur la base du volume cantonal total des prestations actualisé annuellement, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale communique au plus tard sept mois avant le début de l'année civile aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne le volume des prestations hospitalières qu'ils peuvent facturer durant l'exercice considéré à la charge de l'assurance obligatoire des soins, compte tenu des données chiffrées sur leurs prestations respectives et de la planification des soins.

[2] Le volume fixé selon l'alinéa 1 inclut les prestations hospitalières nécessaires au respect de l'obligation d'admission prescrite à l'article 41*a* LAMal tout au long de l'année.

Volume des prestations 1. Principe

Art. 42 [1]Sur la base du volume cantonal total des prestations actualisé annuellement, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale communique au plus tard sept mois avant le début de l'année civile aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne le volume des prestations hospitalières qu'ils peuvent facturer durant l'exercice considéré à la charge de l'assurance obligatoire des soins, compte tenu des données chiffrées sur leurs prestations respectives et de la planification des soins.

[2] Le volume fixé selon l'alinéa 1 inclut les prestations hospitalières nécessaires au respect de l'obligation d'admission prescrite à l'article 41*a* LAMal tout au long de l'année.

Proposition de la commission

Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

2. Exceptions

Art. 43 [1]Sont exclus du volume des prestations attribué selon l'article 42

a les traitements dispensés aux assurés domiciliés hors du canton de Berne,

b les augmentations de volume nécessaires médicalement qui n'étaient pas prévisibles au moment de la planification des soins.

[2] L'hôpital répertorié ou la maison de naissance répertoriée apporte au canton la preuve des traitements et des augmentations de volume mentionnés à l'alinéa 1.

2. Exceptions

Art. 43 [1]Sont exclus du volume des prestations attribué selon l'article 42

a les traitements dispensés aux assurés domiciliés hors du canton de Berne,

b les augmentations de volume nécessaires médicalement qui n'étaient pas prévisibles au moment de la planification des soins.

[2] L'hôpital répertorié ou la maison de naissance répertoriée apporte au canton la preuve des traitements et des augmentations de volume mentionnés à l'alinéa 1.

Proposition de la commission

Biffer.

Taxe d'incitation
1. Principe

Art. 44 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe d'incitation auprès des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés qui dépassent le volume des prestations annuel communiqué selon l'article 42 et apuré selon l'article 43. L'alinéa 2 est réservé.

[2] Elle renonce à prélever la taxe d'incitation lorsque la somme des prestations fournies par l'ensemble des hôpitaux ou des maisons de naissance répertoriés n'excède pas la marge de tolérance définie à l'alinéa 3.

[3] Le Conseil-exécutif définit la marge de tolérance sous forme de pourcentage par voie d'ordonnance, le maximum admis étant fixé à dix pour cent.

2. Montant de la taxe d'incitation

Art. 45 [1]Le montant de la taxe d'incitation facturée aux hôpitaux répertoriés dans le domaine des soins aigus somatiques et aux maisons de naissance répertoriées est calculé en multipliant les facteurs suivants:

a 20 pour cent du prix de base (baserate) et

b la somme des cost-weights (casemix) dépassant le volume des prestations communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43.

[2] Le montant de la taxe d'incitation facturée aux hôpitaux répertoriés dans les domaines de la psychiatrie et de la réadaptation est calculé en multipliant les facteurs suivants:

a 20 pour cent du forfait selon l'article 49, alinéa 1 LAMal et

b les prestations dépassant le volume communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43, en prenant comme référence l'unité utilisée pour le calcul du forfait.

Variante avec Fonds des soins hospitaliers (Art. 46)

3. Affectation des recettes

Art. 46 Les recettes provenant de la taxe d'incitation sont versées au Fonds des soins hospitaliers selon l'article 138.

Proposition du Conseil-exécutif

Taxe d'incitation
1. Principe

Art. 44 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe d'incitation auprès des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés qui dépassent le volume des prestations annuel communiqué selon l'article 42 et apuré selon l'article 43. L'alinéa 2 est réservé.

[2] Elle renonce à prélever la taxe d'incitation lorsque la somme des prestations fournies par l'ensemble des hôpitaux ou des maisons de naissance répertoriés n'excède pas la marge de tolérance définie à l'alinéa 3.

[3] Le Conseil-exécutif définit la marge de tolérance sous forme de pourcentage par voie d'ordonnance, le maximum admis étant fixé à dix pour cent.

Proposition de la commission

Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

2. Montant de la taxe d'incitation

Art. 45 [1]Le montant de la taxe d'incitation facturée aux hôpitaux répertoriés dans le domaine des soins aigus somatiques et aux maisons de naissance répertoriées est calculé en multipliant les facteurs suivants:

a 20 pour cent du prix de base (baserate) et

b la somme des cost-weights (casemix) dépassant le volume des prestations communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43.

[2] Le montant de la taxe d'incitation facturée aux hôpitaux répertoriés dans les domaines de la psychiatrie et de la réadaptation est calculé en multipliant les facteurs suivants:

a 20 pour cent du forfait selon l'article 49, alinéa 1 LAMal et

b les prestations dépassant le volume communiqué selon l'article 42, alinéa 1 et apuré selon l'article 43, en prenant comme référence l'unité utilisée pour le calcul du forfait.

Proposition de la commission

Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

3. Affectation des recettes

Art. 46 Les recettes provenant de la taxe d'incitation sont versées au Fonds des soins hospitaliers selon l'article 138.

Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'article 46 est supprimé.

Proposition de la commission

Biffer.

Proposition du Conseil-exécutif

4. Exception

Art. 47 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale renonce à la taxe d'incitation lorsque les conventions tarifaires signées par un fournisseur de prestations ont toutes des effets comparables au pilotage du volume des prestations prévu par les dispositions qui précèdent.

[2] Les conventions tarifaires signées par un fournisseur de prestations ont des effets comparables au sens de l'alinéa 1 lorsqu'elles se fondent sur les volumes de prestations suivants:

a le volume des prestations communiqué à l'hôpital répertorié ou à la maison de naissance répertoriée selon l'article 42, alinéa 1,

b la somme des volumes de prestations communiqués aux hôpitaux ou aux maisons de naissance répertoriés selon l'article 42, alinéa 1.

Proposition de la commission

Biffer.

2.5 Obligations

Admission, soins et premiers secours

Art. 48 [1]Dans les limites des mandats de prestations qui leur sont attribués selon l'article 39, alinéa 1, lettre *e* LAMal, les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés sont tenus de prendre en charge et de soigner les personnes domiciliées dans le canton de Berne.

[2] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne sont tenus de prodiguer les premiers secours.

[3] Ces obligations doivent être remplies sans discrimination. Elles sont valables en particulier quels que soient l'âge, le sexe, l'origine ou la couverture d'assurance des patients et des patientes.

Convention collective de travail

Art. 49 [1]Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne concluent une convention collective de travail de la branche ou offrent à leur personnel des conditions de travail conformes à ladite convention, en particulier en ce qui concerne le temps de travail, la rémunération et les prestations sociales.

[2] En l'absence de convention collective de travail, le Conseil-exécutif fixe les exigences minimales à respecter en matière de conditions d'engagement et de travail, en particulier en ce qui concerne le temps de travail, la rémunération et les prestations sociales.

[2] En l'absence de convention collective de travail, le Conseil-exécutif fixe les exigences minimales à respecter en matière de conditions d'engagement et de travail, en particulier en ce qui concerne le temps de travail, la rémunération et les prestations sociales.

Gestion administrative des patients et consultation sociale

Art. 50 [1]Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne exploitent chacun un service de gestion administrative des patients ainsi qu'un service de consultation sociale ouvert aux patients et aux patientes et à leurs proches.

[2] Ces deux services assurent ensemble la coordination interne et externe à l'hôpital des prestations sociales, infirmières et médicales.

Gestion administrative des patients et consultation sociale

Art. 50 [1]Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne exploitent chacun un service de gestion administrative des patients ainsi qu'un service de consultation sociale ouvert aux patients et aux patientes et à leurs proches.

[2] Ces deux services assurent ensemble la coordination interne et externe à l'hôpital des prestations sociales, infirmières et médicales.

Aumônerie

Art. 51 Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne disposent d'une aumônerie ouverte aux patients et aux patientes et à leurs proches.

Aumônerie

Art. 51 Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne disposent d'une aumônerie ouverte aux patients et aux patientes et à leurs proches.

Présentation des comptes

Art. 52 [1]Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne établissent leurs comptes annuels sur la base d'un modèle de présentation des comptes reconnu à l'échelle nationale ou internationale.

[2] S'ils font partie d'un groupe de sociétés et que les biens immobiliers indispensables à leur exploitation appartiennent à une autre société du groupe, celle-ci applique ce modèle aux immeubles que l'hôpital ou la maison de naissance utilise dans le canton de Berne.

[2] Le Conseil-exécutif définit par voie d'ordonnance le modèle de présentation des comptes à appliquer.

Présentation des comptes

Art. 52 [1]Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne établissent leurs comptes annuels sur la base d'un modèle de présentation des comptes reconnu à l'échelle nationale ou internationale.

[2] S'ils font partie d'un groupe de sociétés et que les biens immobiliers indispensables à leur exploitation appartiennent à une autre société du groupe, celle-ci applique ce modèle aux immeubles que l'hôpital ou la maison de naissance utilise dans le canton de Berne.

[2] Le Conseil-exécutif définit par voie d'ordonnance le modèle de présentation des comptes à appliquer.

Comptabilité analytique

Art. 53 [1]Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne tiennent une comptabilité analytique complète et certifiée.

[2] Le Conseil-exécutif définit par voie d'ordonnance le modèle de comptabilité analytique à appliquer.

Comptabilité analytique

Art. 53 [1]Les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne tiennent une comptabilité analytique complète et certifiée.

[2] Le Conseil-exécutif définit par voie d'ordonnance le modèle de comptabilité analytique à appliquer.

Gestion du cycle de vie

Art. 54 [1]Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés mettent sur pied pour leur infrastructure un système de gestion du cycle de vie qui en recense l'état et en planifie le refinancement.

[2] Ils remettent chaque année au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale une version actualisée de la gestion du cycle de vie.

[3] Le Conseil-exécutif règle les détails concernant le système de gestion du cycle de vie par voie d'ordonnance.

Gestion du cycle de vie

Art. 54 [1]Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés gèrent le cycle de vie de leur infrastructure.

[2] Ils informent de cette gestion le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

[3] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale définit, d'entente avec les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés, les indicateurs de la gestion du cycle de vie à lui présenter, à quelle fréquence et sous quelle forme.

[4] Le Conseil-exécutif règle les détails par voie d'ordonnance.

Sanctions

Art. 55 [1]En cas de violation partielle ou totale des obligations énoncées aux articles 48 à 54, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève auprès du fournisseur de prestations pour l'année considérée un montant déterminé conformément aux alinéas 2 à 5.

[2] En cas de violation de l'obligation énoncée à l'article 48, le montant prélevé pour l'année considérée correspond au maximum à 36 francs
a par sortie hospitalière enregistrée dans le secteur des soins aigus somatiques,
b par journée de soins fournie en mode hospitalier dans les secteurs de la réadaptation et de la psychiatrie.

[3] En cas de violation de l'obligation énoncée à l'article 49, le montant prélevé correspond au maximum à 0,1 pour cent de la masse salariale de l'année considérée soumise à cotisation selon la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)[1)].

[4] En cas de violation des obligations énoncées aux articles 50 à 54, le montant prélevé pour l'année considérée correspond au maximum à douze francs
a par sortie hospitalière enregistrée dans le secteur des soins aigus somatiques,
b par journée de soins fournie en mode hospitalier dans les secteurs de la réadaptation et de la psychiatrie.

[5] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte chaque année les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 à l'indice suisse des prix à la consommation.

2.6 Financement

2.6.1 Rémunération forfaitaire

Art. 56 La rémunération forfaitaire des traitements hospitaliers par le canton est régie par la législation fédérale sur l'assurance-maladie et par la LiLAMAM.

2.6.2 Autres contributions

Indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier 1. But

Art. 57 [1]Afin de promouvoir les traitements ambulatoires en milieu hospitalier, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations ambulatoires fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne, sur la base de contrats de prestations.

[1)] RS 831.10

Sanctions

Art. 55 [1]En cas de violation partielle ou totale des obligations énoncées aux articles 48 à 54, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève auprès du fournisseur de prestations pour l'année considérée un montant déterminé conformément aux alinéas 2 à 5.

[2] En cas de violation de l'obligation énoncée à l'article 48, le montant prélevé pour l'année considérée correspond au maximum à 36 francs
a par sortie hospitalière enregistrée dans le secteur des soins aigus somatiques,
b par journée de soins fournie en mode hospitalier dans les secteurs de la réadaptation et de la psychiatrie.

[3] En cas de violation de l'obligation énoncée à l'article 49, le montant prélevé correspond au maximum à 0,1 pour cent de la masse salariale de l'année considérée soumise à cotisation selon la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)[1)].

[4] En cas de violation des obligations énoncées aux articles 50 à 54, le montant prélevé pour l'année considérée correspond au maximum à douze francs
a par sortie hospitalière enregistrée dans le secteur des soins aigus somatiques,
b par journée de soins fournie en mode hospitalier dans les secteurs de la réadaptation et de la psychiatrie.

[5] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte chaque année les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 à l'indice suisse des prix à la consommation.

2.6 Financement

2.6.1 Rémunération forfaitaire

Art. 56 La rémunération forfaitaire des traitements hospitaliers par le canton est régie par la législation fédérale sur l'assurance-maladie et par la LiLAMAM.

2.6.2 Autres contributions

Indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier 1. But

Art. 57 [1]Afin de promouvoir les traitements ambulatoires en milieu hospitalier, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations ambulatoires fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne, sur la base de contrats de prestations.

[1)] RS 831.10

[2] L'indemnité octroyée par le canton s'ajoute à celle versée par les assureurs-maladie.

[2] L'indemnité octroyée par le canton s'ajoute à celle versée par les assureurs-maladie.

2. Conditions

Art. 58 [1]Les traitements ambulatoires en milieu hospitalier peuvent faire l'objet d'une indemnisation supplémentaire à condition qu'ils figurent sur la liste cantonale des prestations ambulatoires en milieu hospitalier selon l'article 60.

[2] Sont admises sur la liste cantonale des prestations ambulatoires en milieu hospitalier les prestations qui requièrent l'infrastructure d'un hôpital, mais peuvent être fournies sans hospitalisation selon l'état actuel des sciences médicales.

2. Conditions

Art. 58 [1]Les traitements ambulatoires en milieu hospitalier peuvent faire l'objet d'une indemnisation supplémentaire à condition qu'ils figurent sur la liste cantonale des prestations ambulatoires en milieu hospitalier selon l'article 60.

[2] Sont admises sur la liste cantonale des prestations ambulatoires en milieu hospitalier les prestations qui requièrent l'infrastructure d'un hôpital, mais peuvent être fournies sans hospitalisation selon l'état actuel des sciences médicales.

3. Forfaits

Art. 59 [1]Les prestations ambulatoires en milieu hospitalier sont indemnisées en sus au moyen de forfaits liés aux prestations définis sur la base de critères uniformes.

[2] Les forfaits se fondent sur la structure uniforme nationale pour la rémunération des traitements hospitaliers selon la législation fédérale sur l'assurance-maladie.

3. Forfaits

Art. 59 [1]Les prestations ambulatoires en milieu hospitalier sont indemnisées en sus au moyen de forfaits liés aux prestations définis sur la base de critères uniformes.

[2] Les forfaits se fondent sur la structure uniforme nationale pour la rémunération des traitements hospitaliers selon la législation fédérale sur l'assurance-maladie.

4. Dispositions d'exécution

Art. 60 Le Conseil-exécutif édicte par voie d'ordonnance la liste des prestations ambulatoires en milieu hospitalier et les règles de calcul des forfaits.

4. Dispositions d'exécution

Art. 60 Le Conseil-exécutif édicte par voie d'ordonnance la liste des prestations ambulatoires en milieu hospitalier et les règles de calcul des forfaits.

Indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins
1. But

Art. 61 Afin d'assurer des soins conformes aux besoins et économiques, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations de gestion intégrée des soins fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne, sur la base de contrats de prestations.

Indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins
1. But

Art. 61 Afin d'assurer des soins conformes aux besoins et économiques, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations de gestion intégrée des soins fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne, sur la base de contrats de prestations.

2. Conditions

Art. 62 Les prestations de gestion intégrée des soins peuvent être indemnisées à condition qu'elles soient conformes à la planification des soins du canton et que le tarif selon la LAMal ne couvre pas les coûts.

2. Conditions

Art. 62 Les prestations de gestion intégrée des soins peuvent être indemnisées à condition qu'elles soient conformes à la planification des soins du canton et que le tarif selon la LAMal ne couvre pas les coûts.

3. Forfaits

Art. 63 Les prestations de gestion intégrée des soins sont indemnisées sous forme de forfaits sur la base de valeurs normatives.

3. Forfaits

Art. 63 Les prestations de gestion intégrée des soins sont indemnisées sous forme de forfaits sur la base de valeurs normatives.

Indemnisation de prestations supplémentaires

Art. 64 [1]Afin de contribuer à optimiser les soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne sur la base de contrats de prestations, lorsque ces prestations ne sont pas financées en vertu de l'article 49 LAMal.

Indemnisation de prestations supplémentaires

Art. 64 [1]Afin de contribuer à optimiser les soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne sur la base de contrats de prestations, lorsque ces prestations ne sont pas financées en vertu de l'article 49 LAMal.

[2] Elle peut indemniser en particulier les prestations fournies par les centres de consultation en matière de grossesse et les services d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale.

Indemnisation des prestations de base fixes 1. But

Art. 65 Afin de garantir la couverture en soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations de base fixes fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés, sur la base de contrats de prestations.

2. Conditions

Art. 66 Les prestations de base fixes peuvent être indemnisées à condition qu'elles soient conformes à la planification des soins du canton et que le tarif selon la LAMal ne couvre pas les coûts.

3. Forfaits

Art. 67 Les prestations de base fixes sont indemnisées sous forme de forfaits sur la base de valeurs normatives.

Contributions aux restructurations 1. But

Art. 68 [1]Afin de promouvoir les restructurations au sens de la planification des soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, accorder des contributions aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne.

[2] Ces contributions peuvent être octroyées à titre de participation à la reconversion de l'infrastructure, aux coûts de liquidation, aux plans sociaux, aux mesures d'accompagnement visant à fidéliser le personnel et à l'aide au démarrage de la partie restructurée de l'exploitation.

2. Conditions

Art. 69 Les contributions peuvent être octroyées à condition que la mesure de restructuration

a soit conforme à la planification des soins du canton;
b s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c fasse l'objet d'un projet détaillé;
d ne puisse être financée par la rémunération forfaitaire selon l'article 49a LAMal, par des prestations d'assurances, par des contributions privées ou par des fonds propres et
e paraisse viable à long terme avec un financement assuré sur six ans au moins.

3. Type de contributions

Art. 70 [1]Les contributions peuvent être octroyées sous forme

a de cautionnements conformément aux articles 492 à 512 CO,
b de prêts avec intérêts,
c d'indemnités.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de leur remboursement.

[2] Elle peut indemniser en particulier les prestations fournies par les centres de consultation en matière de grossesse et les services d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale.

Indemnisation des prestations de base fixes 1. But

Art. 65 Afin de garantir la couverture en soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, indemniser des prestations de base fixes fournies par les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés, sur la base de contrats de prestations.

2. Conditions

Art. 66 Les prestations de base fixes peuvent être indemnisées à condition qu'elles soient conformes à la planification des soins du canton et que le tarif selon la LAMal ne couvre pas les coûts.

3. Forfaits

Art. 67 Les prestations de base fixes sont indemnisées sous forme de forfaits sur la base de valeurs normatives.

Contributions aux restructurations 1. But

Art. 68 [1]Afin de promouvoir les restructurations au sens de la planification des soins, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, accorder des contributions aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés situés dans le canton de Berne.

[2] Ces contributions peuvent être octroyées à titre de participation à la reconversion de l'infrastructure, aux coûts de liquidation, aux plans sociaux, aux mesures d'accompagnement visant à fidéliser le personnel et à l'aide au démarrage de la partie restructurée de l'exploitation.

2. Conditions

Art. 69 Les contributions peuvent être octroyées à condition que la mesure de restructuration

a soit conforme à la planification des soins du canton;
b s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c fasse l'objet d'un projet détaillé;
d ne puisse être financée par la rémunération forfaitaire selon l'article 49a LAMal, par des prestations d'assurances, par des contributions privées ou par des fonds propres et
e paraisse viable à long terme avec un financement assuré sur six ans au moins.

3. Type de contributions

Art. 70 [1]Les contributions peuvent être octroyées sous forme

a de cautionnements conformément aux articles 492 à 512 CO,
b de prêts avec intérêts,
c d'indemnités.

[2] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de leur remboursement.

Cautionnements et prêts destinés à assurer les liquidités
1. But

Art. 71 Afin d'assurer aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés des liquidités suffisantes en cas d'investissement, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, leur accorder des cautionnements conformément aux articles 492 à 512 CO et des prêts avec intérêts.

2. Conditions

Art. 72 Les cautionnements et les prêts peuvent être octroyés à condition
a que l'investissement soit conforme à la planification des soins du canton;
b qu'il s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c qu'il fasse l'objet d'un projet détaillé et
d que le volume total des immobilisations puisse être entièrement financé par les recettes escomptées.

3.Dispositions complémentaires

Art. 73 Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de leur remboursement.

Subventions aux investissements
1. But

Art. 74 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, octroyer aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés des subventions aux investissements nécessaires pour assurer la couverture en soins dont les coûts ne sont pas couverts par la rémunération forfaitaire selon l'article 49a LAMal.

2. Conditions

Art. 75 Les contributions peuvent être octroyées à condition que l'investissement
a soit conforme à la planification des soins du canton;
b s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c fasse l'objet d'un projet détaillé;
d ne puisse être financé par des prestations d'assurances, par des contributions privées ou par des fonds propres et
e ne puisse être réalisé au moyen d'un prêt ou d'un cautionnement selon l'article 71.

Obligation de rembourser
1. Conditions

Art. 76 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale exige le remboursement de la contribution aux restructurations selon l'article 68 et de la subvention aux investissements selon l'article 74 lorsque le ou la bénéficiaire
a a obtenu la contribution sur la base de données fausses ou incomplètes;
b n'utilise pas la contribution aux fins convenues;
c enfreint des charges ou des conditions liées à l'octroi de la contribution;

Cautionnements et prêts destinés à assurer les liquidités
1. But

Art. 71 Afin d'assurer aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés des liquidités suffisantes en cas d'investissement, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, leur accorder des cautionnements conformément aux articles 492 à 512 CO et des prêts avec intérêts.

2. Conditions

Art. 72 Les cautionnements et les prêts peuvent être octroyés à condition
a que l'investissement soit conforme à la planification des soins du canton;
b qu'il s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c qu'il fasse l'objet d'un projet détaillé et
d que le volume total des immobilisations puisse être entièrement financé par les recettes escomptées.

3.Dispositions complémentaires

Art. 73 Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les intérêts perçus sur les prêts et les modalités de leur remboursement.

Subventions aux investissements
1. But

Art. 74 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut, dans le cadre des dépenses autorisées, octroyer aux hôpitaux et aux maisons de naissance répertoriés des subventions aux investissements nécessaires pour assurer la couverture en soins dont les coûts ne sont pas couverts par la rémunération forfaitaire selon l'article 49a LAMal.

2. Conditions

Art. 75 Les contributions peuvent être octroyées à condition que l'investissement
a soit conforme à la planification des soins du canton;
b s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;
c fasse l'objet d'un projet détaillé;
d ne puisse être financé par des prestations d'assurances, par des contributions privées ou par des fonds propres et
e ne puisse être réalisé au moyen d'un prêt ou d'un cautionnement selon l'article 71.

Obligation de rembourser
1. Conditions

Art. 76 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale exige le remboursement de la contribution aux restructurations selon l'article 68 et de la subvention aux investissements selon l'article 74 lorsque le ou la bénéficiaire
a a obtenu la contribution sur la base de données fausses ou incomplètes;
b n'utilise pas la contribution aux fins convenues;
c enfreint des charges ou des conditions liées à l'octroi de la contribution;

d reçoit après coup des contributions aux investissements de tiers;
e modifie l'affectation de l'objet ou l'aliène;
f est rayé de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance.

2. Calcul **Art. 77** En cas de modification de l'affectation, d'aliénation ou de radiation de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance, le montant à rembourser est calculé en fonction du cycle de vie de l'infrastructure.

3. Cas de rigueur **Art. 78** Il peut être renoncé partiellement ou entièrement au remboursement dans les cas de rigueur.

2.6.3 Droit de recours

Art. 79 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fait valoir les droits transférés au canton selon l'article 79*a* LAMal.

[2] Il peut déléguer cette tâche à un tiers par contrat.

Variante avec taxe compensatoire et arrêté du Grand Conseil (Art. 80)

2.7 Taxe compensatoire

Art. 80

Alinéa 1 Variante avec Fonds des soins hospitaliers

[1] Le Grand Conseil peut, sur proposition du Conseil-exécutif, décider que le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe compensatoire et en affecte le produit au Fonds des soins hospitaliers.

Alinéa 1 Variante sans Fonds des soins hospitaliers

[1] Le Grand Conseil peut, sur proposition du Conseil-exécutif, décider que le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe compensatoire.

[2] En vertu de l'arrêté du Grand Conseil, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève chaque année auprès de tous les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne une taxe compensatoire sur les contributions qui leur sont versées par les assureurs complémentaires pour les traitements également rémunérés par la rétribution de base d'une assurance sociale.

d reçoit après coup des contributions aux investissements de tiers;
e modifie l'affectation de l'objet ou l'aliène;
f est rayé de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance.

2. Calcul **Art. 77** En cas de modification de l'affectation, d'aliénation ou de radiation de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance, le montant à rembourser est calculé en fonction du cycle de vie de l'infrastructure.

3. Cas de rigueur **Art. 78** Il peut être renoncé partiellement ou entièrement au remboursement dans les cas de rigueur.

2.6.3 Droit de recours

Art. 79 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fait valoir les droits transférés au canton selon l'article 79*a* LAMal.

[2] Il peut déléguer cette tâche à un tiers par contrat.

Proposition du Conseil-exécutif

2.7 Taxe compensatoire

Art. 80 [1]Le Grand Conseil peut, sur proposition du Conseil-exécutif, décider que le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève une taxe compensatoire et en affecte le produit au Fonds des soins hospitaliers.

[2] En vertu de l'arrêté du Grand Conseil, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève chaque année auprès de tous les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne une taxe compensatoire sur les contributions qui leur sont versées par les assureurs complémentaires pour les traitements également rémunérés par la rétribution de base d'une assurance sociale.

Proposition du Conseil-exécutif

[3] La taxe compensatoire s'élève au maximum à 20 pour cent des contributions selon l'alinéa 2. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance.

Variante avec taxe compensatoire, sans arrêté du Grand Conseil (Art. 80)

2.7 Taxe compensatoire

Art. 80 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève chaque année auprès de tous les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne une taxe compensatoire sur les contributions qui leur sont versées par les assureurs complémentaires pour les traitements également rémunérés par la rétribution de base d'une assurance sociale.

[2] La taxe compensatoire s'élève au maximum à 20 pour cent des contributions selon l'alinéa 1. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance.

Alinéa 3 Variante avec Fonds des soins hospitaliers

[3] Le produit de la taxe est affecté au Fonds des soins hospitaliers.

Alinéa 3 Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'alinéa 3 est supprimé.

Variante sans taxe compensatoire

La subdivision «2.7 Taxe compensatoire» et l'article 80 sont supprimés.

3. Sauvetage

3.1 Fournisseurs de prestations

3.1.1 Centrale d'appels sanitaires urgents

Tâches

Art. 81 [1]La centrale d'appels sanitaires urgents conduit et coordonne les interventions de sauvetage dans l'ensemble du canton.

[2] Elle donne l'ordre d'intervenir aux services de sauvetage appropriés.

[3] Elle est habilitée à imposer des directives à l'ensemble des fournisseurs de prestations de sauvetage dans le cadre de la planification et de la conduite des interventions.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission 118

[3] La taxe compensatoire s'élève au maximum à 20 pour cent des contributions selon l'alinéa 2. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance.

Proposition de la commission

Biffer.

3. Sauvetage

3.1 Fournisseurs de prestations

3.1.1 Centrale d'appels sanitaires urgents

Tâches

Art. 81 [1]La centrale d'appels sanitaires urgents conduit et coordonne les interventions de sauvetage dans l'ensemble du canton.

[2] Elle donne l'ordre d'intervenir aux services de sauvetage appropriés.

[3] Elle est habilitée à imposer des directives à l'ensemble des fournisseurs de prestations de sauvetage dans le cadre de la planification et de la conduite des interventions.

4 Elle exploite un numéro d'appel d'urgence unique pour l'ensemble du canton.

Organisation

Art. 82 1La centrale d'appels sanitaires urgents est exploitée par le canton.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut confier l'exploitation de la centrale d'appels sanitaires urgents à un tiers par voie de contrat de prestations.

3 Si cela s'avère nécessaire pour améliorer la couverture du sauvetage, il peut confier l'exploitation de la centrale d'appels sanitaires urgents dans une ou plusieurs parties du territoire cantonal à un tiers par voie de contrat de prestations.

3.1.2 Services de sauvetage régionaux

Tâches

Art. 83 1Les services de sauvetage régionaux sont chargés de couvrir les besoins de la population en prestations de sauvetage.

2 Ils exploitent un centre d'intervention et les centres d'ambulances nécessaires dans la zone qui leur a été attribuée.

Organisation

Art. 84 1Les prestations de sauvetage peuvent être fournies
a par un service de sauvetage privé,
b par un CHR,
c par une autre collectivité publique.

2 Les services de sauvetage régionaux sont organisés sous forme de structures autonomes tenant leur propre comptabilité.

Participation du canton

Art. 85 1L'organe cantonal compétent en matière d'autorisation de dépenses décide de la participation du canton aux services de sauvetage régionaux, si son engagement est nécessaire pour assurer des prestations de sauvetage suffisantes selon la planification des soins.

2 Lorsqu'il prend une participation, le canton détient au moins la majorité du capital et des voix.

3 Les dispositions relatives à l'organisation et à la participation des CHR sont applicables par analogie.

3.1.3 Autres fournisseurs de prestations

Art. 86 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut déléguer par voie de contrat de prestations des tâches relevant du sauvetage à d'autres services de sauvetage cantonaux, hors canton ou intercantonaux, en particulier à des services spécialisés dans le sauvetage aquatique et aérien.

4 Elle exploite un numéro d'appel d'urgence unique pour l'ensemble du canton.

Organisation

Art. 82 1La centrale d'appels sanitaires urgents est exploitée par le canton.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut confier l'exploitation de la centrale d'appels sanitaires urgents à un tiers par voie de contrat de prestations.

3 Si cela s'avère nécessaire pour améliorer la couverture du sauvetage, il peut confier l'exploitation de la centrale d'appels sanitaires urgents dans une ou plusieurs parties du territoire cantonal à un tiers par voie de contrat de prestations.

3.1.2 Services de sauvetage régionaux

Tâches

Art. 83 1Les services de sauvetage régionaux sont chargés de couvrir les besoins de la population en prestations de sauvetage.

2 Ils exploitent un centre d'intervention et les centres d'ambulances nécessaires dans la zone qui leur a été attribuée.

Organisation

Art. 84 1Les prestations de sauvetage peuvent être fournies
a par un service de sauvetage privé,
b par un CHR,
c par une autre collectivité publique.

2 Les services de sauvetage régionaux sont organisés sous forme de structures autonomes tenant leur propre comptabilité.

Participation du canton

Art. 85 1L'organe cantonal compétent en matière d'autorisation de dépenses décide de la participation du canton aux services de sauvetage régionaux, si son engagement est nécessaire pour assurer des prestations de sauvetage suffisantes selon la planification des soins.

2 Lorsqu'il prend une participation, le canton détient au moins la majorité du capital et des voix.

3 Les dispositions relatives à l'organisation et à la participation des CHR sont applicables par analogie.

3.1.3 Autres fournisseurs de prestations

Art. 86 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut déléguer par voie de contrat de prestations des tâches relevant du sauvetage à d'autres services de sauvetage cantonaux, hors canton ou intercantonaux, en particulier à des services spécialisés dans le sauvetage aquatique et aérien.

3.1.4 Organisation cantonale de sauvetage

Art. 87 Le Conseil-exécutif peut créer une organisation cantonale de sauvetage réunissant la centrale d'appels sanitaires urgents et les services de sauvetage régionaux.

3.2 Gestion des ressources

Art. 88 [1]Le Conseil-exécutif peut régler par voie d'ordonnance l'acquisition et l'utilisation uniformes de l'infrastructure des fournisseurs de prestations.

[2] Il peut déléguer cette compétence à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie d'ordonnance.

3.3 Obligations

Intervention

Art. 89 Les fournisseurs de prestations s'engagent à intervenir dans la mesure des prestations convenues.

Normes techniques de la centrale d'appels sanitaires urgents

Art. 90 La centrale d'appels sanitaires urgents respecte les normes techniques d'exploitation fixées par la Police cantonale.

Obligation de sauver

Art. 91 Les services de sauvetage régionaux et les autres mandataires selon les articles 86 et 87 sont tenus de fournir les prestations de sauvetage sans discrimination, en particulier quels que soient l'âge, le sexe, l'origine on la couverture d'assurance des personnes qui en bénéficient.

Directives de la centrale d'appels sanitaires urgents

Art. 92 Les services de sauvetage régionaux et les autres fournisseurs de prestations au sens de l'article 86 sont tenus de se conformer aux instructions de la centrale d'appels sanitaires urgents et de lui transmettre toutes les informations requises pour la planification et la conduite des interventions.

Coordination avec les hôpitaux

Art. 93 Les services de sauvetage régionaux et l'organisation cantonale de sauvetage coordonnent leur activité avec un ou plusieurs fournisseurs de soins aigus qui remplissent les conditions de prise en charge des urgences.

Autres obligations

Art. 94 L'article 49 pour l'ensemble des fournisseurs de prestations et l'article 54 pour ceux au sens des articles 83, 86 et 87 sont applicables par analogie.

3.1.4 Organisation cantonale de sauvetage

Art. 87 Le Conseil-exécutif peut créer une organisation cantonale de sauvetage réunissant la centrale d'appels sanitaires urgents et les services de sauvetage régionaux.

3.2 Gestion des ressources

Art. 88 [1]Le Conseil-exécutif peut régler par voie d'ordonnance l'acquisition et l'utilisation uniformes de l'infrastructure des fournisseurs de prestations.

[2] Il peut déléguer cette compétence à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale par voie d'ordonnance.

3.3 Obligations

Intervention

Art. 89 Les fournisseurs de prestations s'engagent à intervenir dans la mesure des prestations convenues.

Normes techniques de la centrale d'appels sanitaires urgents

Art. 90 La centrale d'appels sanitaires urgents respecte les normes techniques d'exploitation fixées par la Police cantonale.

Obligation de sauver

Art. 91 Les services de sauvetage régionaux et les autres mandataires selon les articles 86 et 87 sont tenus de fournir les prestations de sauvetage sans discrimination, en particulier quels que soient l'âge, le sexe, l'origine on la couverture d'assurance des personnes qui en bénéficient.

Directives de la centrale d'appels sanitaires urgents

Art. 92 Les services de sauvetage régionaux et les autres fournisseurs de prestations au sens de l'article 86 sont tenus de se conformer aux instructions de la centrale d'appels sanitaires urgents et de lui transmettre toutes les informations requises pour la planification et la conduite des interventions.

Coordination avec les hôpitaux

Art. 93 Les services de sauvetage régionaux et l'organisation cantonale de sauvetage coordonnent leur activité avec un ou plusieurs fournisseurs de soins aigus qui remplissent les conditions de prise en charge des urgences.

Autres obligations

Art. 94 L'article 49 pour l'ensemble des fournisseurs de prestations et l'article 54 pour ceux au sens des articles 83, 86 et 87 sont applicables par analogie.

Sanctions

Art. 95 [1]En cas de violation partielle ou totale des obligations énoncées aux articles 91, 49 ou 54, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève auprès du fournisseur de prestations concerné un montant déterminé conformément aux alinéas 2 à 5.

[2] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 91, le montant prélevé correspond au nombre de sauvetages enregistrés durant l'année considérée multiplié au maximum par 36 francs.

[3] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 49, le montant prélevé correspond au maximum à 0,1 pour cent de la masse salariale soumise à cotisation selon la LAVS[1)] durant l'année considérée.

[4] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 54, le montant prélevé correspond au nombre de sauvetages enregistrés durant l'année considérée multiplié au maximum par douze francs.

[5] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 chaque année à l'indice suisse des prix à la consommation.

3.4 Contrats de prestations

Conclusion

Art. 96 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale conclut les contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations de sauvetage.

Contenu

Art. 97 Outre les éléments mentionnés à l'article 9, alinéa 1, le contrat de prestations précise les centres d'ambulances nécessaires que le fournisseur de prestations gère dans sa zone d'intervention.

Contrat avec un tiers

Art. 98 [1]Pour fournir les prestations convenues, les services de sauvetage régionaux peuvent mandater

a les services de sauvetage cantonaux ou hors canton titulaires d'une autorisation cantonale d'exploiter,

b les médecins établis titulaires d'une autorisation du canton de Berne d'exercer la profession.

[2] Le contrat est conclu par écrit et porté à la connaissance du service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

[1)] RS 831.10

Sanctions

Art. 95 [1]En cas de violation partielle ou totale des obligations énoncées aux articles 91, 49 ou 54, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève auprès du fournisseur de prestations concerné un montant déterminé conformément aux alinéas 2 à 5.

[2] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 91, le montant prélevé correspond au nombre de sauvetages enregistrés durant l'année considérée multiplié au maximum par 36 francs.

[3] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 49, le montant prélevé correspond au maximum à 0,1 pour cent de la masse salariale soumise à cotisation selon la LAVS[1)] durant l'année considérée.

[4] En cas de violation des obligations énoncées à l'article 54, le montant prélevé correspond au nombre de sauvetages enregistrés durant l'année considérée multiplié au maximum par douze francs.

[5] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte les montants maximaux prévus aux alinéas 2 et 4 chaque année à l'indice suisse des prix à la consommation.

3.4 Contrats de prestations

Conclusion

Art. 96 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale conclut les contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations de sauvetage.

Contenu

Art. 97 Outre les éléments mentionnés à l'article 9, alinéa 1, le contrat de prestations précise les centres d'ambulances nécessaires que le fournisseur de prestations gère dans sa zone d'intervention.

Contrat avec un tiers

Art. 98 [1]Pour fournir les prestations convenues, les services de sauvetage régionaux peuvent mandater

a les services de sauvetage cantonaux ou hors canton titulaires d'une autorisation cantonale d'exploiter,

b les médecins établis titulaires d'une autorisation du canton de Berne d'exercer la profession.

[2] Le contrat est conclu par écrit et porté à la connaissance du service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

[1)] RS 831.10

3.5 Financement

Subventionnement des prestations

Art. 99 [1]Le canton subventionne la centrale d'appels sanitaires urgents et les services de sauvetage par contrat de prestations.

[2] Les subventions correspondent à la différence entre les coûts normatifs du fournisseur de prestations et ses revenus.

[3] Les coûts normatifs correspondent aux charges de fournisseurs de prestations comparables.

[4] Le montant des coûts normatifs tient compte en particulier
a des coûts d'exploitation et d'investissement,
b de la collaboration avec d'autres fournisseurs de prestations,
c de la nature des mandats attribués aux divers centres d'ambulances.

[5] Figurent en particulier parmi les revenus
a les contributions des assurances privées et des assurances sociales,
b les contributions des patients et des patientes,
c l'indemnisation des prestations fournies pour l'organisme responsable du fournisseur de prestations,
d les prestations appréciables en argent de cet organisme.

[6] Le Conseil-exécutif règle les détails du barème des coûts normatifs et du subventionnement des prestations par voie d'ordonnance.

Constructions et installations du canton

Art. 100 Le canton peut mettre les constructions et installations dont il est propriétaire à la disposition des fournisseurs de prestations si cela s'avère approprié économiquement.

Dispositions applicables

Art. 101 Les articles 68 à 70 ainsi que 74 à 78 sont applicables par analogie aux fournisseurs de prestations de sauvetage.

4. Formation et perfectionnement

4.1. Dispositions générales

Art. 102 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut prendre des mesures touchant la formation postgrade en médecine et en pharmacie ainsi que la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève pour les soins hospitaliers et le sauvetage est menacée.

[2] A cet effet, il peut conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées.

3.5 Financement

Subventionnement des prestations

Art. 99 [1]Le canton subventionne la centrale d'appels sanitaires urgents et les services de sauvetage par contrat de prestations.

[2] Les subventions correspondent à la différence entre les coûts normatifs du fournisseur de prestations et ses revenus.

[3] Les coûts normatifs correspondent aux charges de fournisseurs de prestations comparables.

[4] Le montant des coûts normatifs tient compte en particulier
a des coûts d'exploitation et d'investissement,
b de la collaboration avec d'autres fournisseurs de prestations,
c de la nature des mandats attribués aux divers centres d'ambulances.

[5] Figurent en particulier parmi les revenus
a les contributions des assurances privées et des assurances sociales,
b les contributions des patients et des patientes,
c l'indemnisation des prestations fournies pour l'organisme responsable du fournisseur de prestations,
d les prestations appréciables en argent de cet organisme.

[6] Le Conseil-exécutif règle les détails du barème des coûts normatifs et du subventionnement des prestations par voie d'ordonnance.

Constructions et installations du canton

Art. 100 Le canton peut mettre les constructions et installations dont il est propriétaire à la disposition des fournisseurs de prestations si cela s'avère approprié économiquement.

Dispositions applicables

Art. 101 Les articles 68 à 70 ainsi que 74 à 78 sont applicables par analogie aux fournisseurs de prestations de sauvetage.

4. Formation et perfectionnement

4.1. Dispositions générales

Art. 102 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut prendre des mesures touchant la formation postgrade en médecine et en pharmacie ainsi que la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève pour les soins hospitaliers et le sauvetage est menacée.

[2] A cet effet, il peut conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées.

3 Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les professions de la santé non universitaires concernées.

4.2. Formation postgrade en médecine et en pharmacie

Obligation

Art. 103 Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier participent à la formation postgrade en médecine et en pharmacie reconnue par la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (loi sur les professions médicales, LPMéd)[1)] s'ils emploient du personnel médical et pharmaceutique et si l'organisation responsable en vertu de la LPMéd les a reconnus comme établissements de formation.

Indemnisation

Art. 104 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs qui dispensent des formations postgrades en médecine et en pharmacie reconnues par la LPMéd.

2 Le Conseil-exécutif règle les détails du montant de l'indemnité par voie d'ordonnance. Il fixe les forfaits et tient compte en particulier de la prestation de travail des personnes en formation.

4.3. Formation et perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires

4.3.1 Formation et perfectionnement pratiques

Obligation

Art. 105 Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier et du secteur du sauvetage participent à la formation et au perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Stratégie de formation

Art. 106 1Chaque fournisseur établit une stratégie de formation.

2 La stratégie de formation indique les conditions requises en exploitation et les objectifs ainsi que les thèmes de la formation et du perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Prestation de formation et de perfectionnement

Art. 107 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe la prestation de formation et de perfectionnement à réaliser par chaque fournisseur de prestations durant l'exercice annuel. Pour ce faire, il se fonde sur la planification cantonale des soins et sur les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation.

1) RS 811.11

3 Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les professions de la santé non universitaires concernées.

4.2. Formation postgrade en médecine et en pharmacie

Obligation

Art. 103 Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier participent à la formation postgrade en médecine et en pharmacie reconnue par la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (loi sur les professions médicales, LPMéd)[1)] s'ils emploient du personnel médical et pharmaceutique et si l'organisation responsable en vertu de la LPMéd les a reconnus comme établissements de formation.

Indemnisation

Art. 104 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut conclure des contrats de prestations avec les fournisseurs qui dispensent des formations postgrades en médecine et en pharmacie reconnues par la LPMéd.

2 Le Conseil-exécutif règle les détails du montant de l'indemnité par voie d'ordonnance. Il fixe les forfaits et tient compte en particulier de la prestation de travail des personnes en formation.

4.3. Formation et perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires

4.3.1 Formation et perfectionnement pratiques

Obligation

Art. 105 Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier et du secteur du sauvetage participent à la formation et au perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Stratégie de formation

Art. 106 1Chaque fournisseur établit une stratégie de formation.

2 La stratégie de formation indique les conditions requises en exploitation et les objectifs ainsi que les thèmes de la formation et du perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Prestation de formation et de perfectionnement

Art. 107 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe la prestation de formation et de perfectionnement à réaliser par chaque fournisseur de prestations durant l'exercice annuel. Pour ce faire, il se fonde sur la planification cantonale des soins et sur les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation.

1) RS 811.11

2 Les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation prennent notamment en compte
a l'effectif du personnel du fournisseur de prestations exerçant une profession de la santé non universitaire;
b la structure de l'entreprise du fournisseur de prestations;
c les prestations diagnostiques, thérapeutiques, infirmières et obstétriques du fournisseur de prestations dans les secteurs hospitalier et ambulatoire.

3 Le fournisseur de prestations peut organiser la formation et le perfectionnement lui-même ou en charger un autre fournisseur de prestations établi dans le canton de Berne.

4 Le Conseil-exécutif fixe la pondération applicable à chaque place de formation et de perfectionnement par voie d'ordonnance et édicte les consignes relatives au calcul du potentiel de formation des fournisseurs de prestations.

Indemnisation

Art. 108 1A la fin de l'exercice annuel, le fournisseur de prestations communique au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour chaque profession de la santé non universitaire, le nombre de semaines de formation et de perfectionnement qui ont eu lieu pendant ledit exercice.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale indemnise le fournisseur pour la prestation de formation et de perfectionnement réalisée pendant l'exercice annuel. Il déduit du montant versé les sommes que le fournisseur de prestations touche en vertu de la LAMal.

3 Il peut verser des avances périodiques au fournisseur de prestations durant l'exercice pour la formation et le perfectionnement convenus.

4 Le Conseil-exécutif règle les détails du versement de l'indemnité par voie d'ordonnance.

Versement compensatoire

Art. 109 1Si la prestation de formation et de perfectionnement est inférieure au volume convenu, le fournisseur de prestations s'acquitte d'un versement compensatoire.

2 Le montant du versement compensatoire correspond à trois fois la différence entre l'indemnité prévue pour la formation et le perfectionnement et celle due pour la prestation effectivement fournie durant l'exercice annuel.

3 L'obligation du versement compensatoire naît par le dépassement d'une marge de tolérance. Les détails relatifs au versement compensatoire et en particulier le montant de la marge de tolérance sont réglés par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance.

2 Les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation prennent notamment en compte
a l'effectif du personnel du fournisseur de prestations exerçant une profession de la santé non universitaire;
b la structure de l'entreprise du fournisseur de prestations;
c les prestations diagnostiques, thérapeutiques, infirmières et obstétriques du fournisseur de prestations dans les secteurs hospitalier et ambulatoire.

3 Le fournisseur de prestations peut organiser la formation et le perfectionnement lui-même ou en charger un autre fournisseur de prestations établi dans le canton de Berne.

4 Le Conseil-exécutif fixe la pondération applicable à chaque place de formation et de perfectionnement par voie d'ordonnance et édicte les consignes relatives au calcul du potentiel de formation des fournisseurs de prestations.

Indemnisation

Art. 108 1A la fin de l'exercice annuel, le fournisseur de prestations communique au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour chaque profession de la santé non universitaire, le nombre de semaines de formation et de perfectionnement qui ont eu lieu pendant ledit exercice.

2 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale indemnise le fournisseur pour la prestation de formation et de perfectionnement réalisée pendant l'exercice annuel. Il déduit du montant versé les sommes que le fournisseur de prestations touche en vertu de la LAMal.

3 Il peut verser des avances périodiques au fournisseur de prestations durant l'exercice pour la formation et le perfectionnement convenus.

4 Le Conseil-exécutif règle les détails du versement de l'indemnité par voie d'ordonnance.

Versement compensatoire

Art. 109 1Si la prestation de formation et de perfectionnement est inférieure au volume convenu, le fournisseur de prestations s'acquitte d'un versement compensatoire.

2 Le montant du versement compensatoire correspond à trois fois la différence entre l'indemnité prévue pour la formation et le perfectionnement et celle due pour la prestation effectivement fournie durant l'exercice annuel.

3 L'obligation du versement compensatoire naît par le dépassement d'une marge de tolérance. Les détails relatifs au versement compensatoire et en particulier le montant de la marge de tolérance sont réglés par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance.

4 Si le fournisseur de prestations peut prouver qu'il n'est pas responsable du dépassement de la marge de tolérance, il est renoncé au versement compensatoire.

Délégation de compétences

Art. 110 Le Conseil-exécutif peut déléguer à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ses compétences concernant la réglementation de la formation et du perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires par voie d'ordonnance.

4.3.2 Formation et perfectionnement théoriques du personnel des fournisseurs de prestations

But

Art. 111 1Afin de garantir la relève dans les professions de la santé non universitaires, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux fournisseurs de prestations établis dans le canton de Berne des subventions à la formation et au perfectionnement théoriques de leur personnel.

2 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Ce rapport porte en particulier sur le montant des subventions accordées.

Conditions

Art. 112 Des subventions peuvent être octroyées pour la formation et le perfectionnement du personnel du fournisseur de prestations quand il s'agit d'une profession de la santé non universitaire reconnue par le Conseil-exécutif, dont le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins.

Montant des subventions

Art. 113 Les subventions couvrent les coûts de formation et de perfectionnement que les institutions qui les organisent facturent aux fournisseurs de prestations ou aux personnes engagées par ceux-ci.

5. Essais pilotes et innovation médicale

Essais pilotes

Art. 114 1La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut réaliser ou, dans le cadre des dépenses autorisées, subventionner des essais pilotes destinés à tester des méthodes, stratégies, réglementations, formes ou procédures entièrement ou partiellement nouvelles

a dans les domaines des soins hospitaliers, du sauvetage, de la formation et du perfectionnement ainsi que dans leurs secteurs de coopération,

4 Si le fournisseur de prestations peut prouver qu'il n'est pas responsable du dépassement de la marge de tolérance, il est renoncé au versement compensatoire.

Délégation de compétences

Art. 110 Le Conseil-exécutif peut déléguer à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ses compétences concernant la réglementation de la formation et du perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires par voie d'ordonnance.

4.3.2 Formation et perfectionnement théoriques du personnel des fournisseurs de prestations

But

Art. 111 1Afin de garantir la relève dans les professions de la santé non universitaires, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux fournisseurs de prestations établis dans le canton de Berne des subventions à la formation et au perfectionnement théoriques de leur personnel.

2 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Ce rapport porte en particulier sur le montant des subventions accordées.

Conditions

Art. 112 Des subventions peuvent être octroyées pour la formation et le perfectionnement du personnel du fournisseur de prestations quand il s'agit d'une profession de la santé non universitaire reconnue par le Conseil-exécutif, dont le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins.

Montant des subventions

Art. 113 Les subventions couvrent les coûts de formation et de perfectionnement que les institutions qui les organisent facturent aux fournisseurs de prestations ou aux personnes engagées par ceux-ci.

5. Essais pilotes et innovation médicale

Essais pilotes

Art. 114 1La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut réaliser ou, dans le cadre des dépenses autorisées, subventionner des essais pilotes destinés à tester des méthodes, stratégies, réglementations, formes ou procédures entièrement ou partiellement nouvelles

a dans les domaines des soins hospitaliers, du sauvetage, de la formation et du perfectionnement ainsi que dans leurs secteurs de coopération,

b dans les domaines à la jonction entre le champ d'application de la présente loi ainsi que de ceux de la loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)[1)] et de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)[2)], dès lors que les essais pilotes concernent la prise en charge en amont et en aval.

[2] Les essais pilotes doivent respecter les principes suivants:
a tenir compte des besoins des patients et des patientes;
b viser des améliorations au niveau médical, stratégique ou économique;
c s'accompagner d'un controlling et faire l'objet d'une évaluation.

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale règle la réalisation et le subventionnement des essais pilotes dans des contrats de prestations conclus avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées.

[4] Les ressources financières requises pour les essais pilotes sont présentées dans la planification des soins ou dans un rapport spécifique.

[5] Le Grand Conseil est informé du déroulement et des résultats des essais pilotes par la planification des soins ou le rapport spécifique.

[6] Le Conseil-exécutif peut édicter des ordonnances exploratoires dérogeant à la présente loi pour la réalisation d'essais pilotes. L'article 44 de la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA)[3)] est applicable.

Subventions à l'innovation médicale

Art. 115 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux hôpitaux universitaires des subventions visant à promouvoir des innovations médicales spécifiques, dans le cadre des dépenses autorisées.

1) RSB 811.01
2) RSB 860.1
3) RSB 152.01

b dans les domaines à la jonction entre le champ d'application de la présente loi ainsi que de ceux de la loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)[1)] et de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)[2)], dès lors que les essais pilotes concernent la prise en charge en amont et en aval.

[2] Les essais pilotes doivent respecter les principes suivants:
a tenir compte des besoins des patients et des patientes;
b viser des améliorations au niveau médical, stratégique ou économique;
c s'accompagner d'un controlling et faire l'objet d'une évaluation.

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale règle la réalisation et le subventionnement des essais pilotes dans des contrats de prestations conclus avec les fournisseurs de prestations ou avec d'autres organisations appropriées.

[4] Les ressources financières requises pour les essais pilotes sont présentées dans la planification des soins ou dans un rapport spécifique.

[5] Le Grand Conseil est informé du déroulement et des résultats des essais pilotes par la planification des soins ou le rapport spécifique.

[6] Le Conseil-exécutif peut édicter des ordonnances exploratoires dérogeant à la présente loi pour la réalisation d'essais pilotes. L'article 44 de la loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA)[3)] est applicable.

Proposition du Conseil-exécutif

Subventions à l'innovation médicale

Art. 115 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux hôpitaux universitaires des subventions visant à promouvoir des innovations médicales spécifiques, dans le cadre des dépenses autorisées.

Proposition de la commission

Subventions à l'innovation médicale

Art. 115 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux hôpitaux universitaires et aux autres hôpitaux répertoriés des subventions visant à promouvoir des innovations médicales spécifiques, dans le cadre des dépenses autorisées.

1) RSB 811.01
2) RSB 860.1
3) RSB 152.01

[2] De telles subventions ne sont allouées que si les coûts de l'innovation médicale ne peuvent pas être couverts par la rémunération forfaitaire selon l'article 49*a* LAMal, par des prestations d'assurances, par des subventions ou des indemnités d'autres collectivités ou par des contributions de personnes privées.

6. Rapport juridique entre les fournisseurs de prestations et les patients et les patientes

Art. 116 Le rapport juridique établi, dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins, entre les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés ainsi que les services de sauvetage situés dans le canton de Berne d'une part, et les patients et les patientes d'autre part, se fonde sur un contrat de droit public.

7. Surveillance et autorisation d'exploiter

Surveillance

Art. 117 [1]Quiconque fournit des prestations dans le champ d'application de la présente loi est soumis à la surveillance du canton.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale vérifie périodiquement si les fournisseurs de prestations remplissent les conditions légales pour exercer leur activité.

Autorisation d'exploiter

Art. 118 Quiconque fournit des prestations dans le champ d'application de la présente loi doit être titulaire d'une autorisation d'exploiter.

Hôpitaux et maisons de naissance

Art. 119 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale délivre l'autorisation d'exploiter l'hôpital ou la maison de naissance lorsque le fournisseur de prestations

a donne la garantie que les patients et les patientes bénéficient d'un traitement médical et de soins professionnels;
b dispose de locaux et d'équipements médicaux adéquats;
c assure la fourniture adéquate des médicaments;
d définit son offre de traitements et de soins dans un programme d'exploitation;
e applique un système approprié d'assurance de la qualité;
f possède une structure adéquate de prise en charge des urgences et
g atteste avoir conclu une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

[2] De telles subventions ne sont allouées que si les coûts de l'innovation médicale ne peuvent pas être couverts par la rémunération forfaitaire selon l'article 49*a* LAMal, par des prestations d'assurances, par des subventions ou des indemnités d'autres collectivités ou par des contributions de personnes privées.

6. Rapport juridique entre les fournisseurs de prestations et les patients et les patientes

Art. 116 Le rapport juridique établi, dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins, entre les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés ainsi que les services de sauvetage situés dans le canton de Berne d'une part, et les patients et les patientes d'autre part, se fonde sur un contrat de droit public.

7. Surveillance et autorisation d'exploiter

Surveillance

Art. 117 [1]Quiconque fournit des prestations dans le champ d'application de la présente loi est soumis à la surveillance du canton.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale vérifie périodiquement si les fournisseurs de prestations remplissent les conditions légales pour exercer leur activité.

Autorisation d'exploiter

Art. 118 Quiconque fournit des prestations dans le champ d'application de la présente loi doit être titulaire d'une autorisation d'exploiter.

Hôpitaux et maisons de naissance

Art. 119 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale délivre l'autorisation d'exploiter l'hôpital ou la maison de naissance lorsque le fournisseur de prestations

a donne la garantie que les patients et les patientes bénéficient d'un traitement médical et de soins professionnels;
b dispose de locaux et d'équipements médicaux adéquats;
c assure la fourniture adéquate des médicaments;
d définit son offre de traitements et de soins dans un programme d'exploitation;
e applique un système approprié d'assurance de la qualité;
f possède une structure adéquate de prise en charge des urgences et
g atteste avoir conclu une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

Services de sauvetage

Art. 120 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale délivre l'autorisation d'exploiter le service de sauvetage lorsque le fournisseur de prestations dispose
a d'une direction pour l'exploitation et d'une direction médicale,
b du personnel qualifié nécessaire,
c des moyens de sauvetage terrestres ou aériens, des installations et des équipements ainsi que des ressources matérielles nécessaires à l'exploitation,
d d'un raccordement à la centrale d'appels sanitaires urgents,
e d'un programme d'exploitation décrivant son offre,
f d'un système approprié d'assurance de la qualité et
g d'une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

2 Si le fournisseur de prestations est titulaire d'une autorisation d'exploiter d'un autre canton, celle-ci est reconnue selon les dispositions de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI)[1)].

Restrictions à l'autorisation d'exploiter

Art. 121 L'autorisation d'exploiter peut être délivrée partiellement, pour une durée limitée, ou être assortie de conditions ou de charges.

Retrait et extinction de l'autorisation d'exploiter

Art. 122 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale retire l'autorisation d'exploiter lorsque les conditions d'octroi ne sont plus remplies ou s'il constate ultérieurement que celle-ci n'aurait pas dû être délivrée.

2 L'autorisation s'éteint avec la cessation de l'activité.

Mesures envers les titulaires d'une autorisation d'exploiter

Art. 123 1En cas de violation du devoir de diligence lié à l'entreprise, de non-respect des conditions ou des charges dont l'autorisation est assortie ou d'infraction aux dispositions de la législation sur les soins hospitaliers, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut ordonner envers le ou la titulaire d'une autorisation d'exploiter les mesures suivantes:
a un avertissement,
b une amende de 200 000 francs au plus,
c le retrait de l'autorisation.

2 L'autorisation peut être entièrement ou partiellement retirée pour une période déterminée ou indéterminée ou être convertie en une autorisation limitée dans le temps.

Surveillance par des tiers

Art. 124 Dans le cadre de sa mission de surveillance, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut mandater des tiers pour effectuer des contrôles auprès des fournisseurs de prestations et pour lui rendre rapport.

1) RS 943.02

Services de sauvetage

Art. 120 Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale délivre l'autorisation d'exploiter le service de sauvetage lorsque le fournisseur de prestations dispose
a d'une direction pour l'exploitation et d'une direction médicale,
b du personnel qualifié nécessaire,
c des moyens de sauvetage terrestres ou aériens, des installations et des équipements ainsi que des ressources matérielles nécessaires à l'exploitation,
d d'un raccordement à la centrale d'appels sanitaires urgents,
e d'un programme d'exploitation décrivant son offre,
f d'un système approprié d'assurance de la qualité et
g d'une assurance responsabilité civile professionnelle suffisante.

2 Si le fournisseur de prestations est titulaire d'une autorisation d'exploiter d'un autre canton, celle-ci est reconnue selon les dispositions de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur le marché intérieur (LMI)[1)].

Restrictions à l'autorisation d'exploiter

Art. 121 L'autorisation d'exploiter peut être délivrée partiellement, pour une durée limitée, ou être assortie de conditions ou de charges.

Retrait et extinction de l'autorisation d'exploiter

Art. 122 1Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale retire l'autorisation d'exploiter lorsque les conditions d'octroi ne sont plus remplies ou s'il constate ultérieurement que celle-ci n'aurait pas dû être délivrée.

2 L'autorisation s'éteint avec la cessation de l'activité.

Mesures envers les titulaires d'une autorisation d'exploiter

Art. 123 1En cas de violation du devoir de diligence lié à l'entreprise, de non-respect des conditions ou des charges dont l'autorisation est assortie ou d'infraction aux dispositions de la législation sur les soins hospitaliers, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut ordonner envers le ou la titulaire d'une autorisation d'exploiter les mesures suivantes:
a un avertissement,
b une amende de 200 000 francs au plus,
c le retrait de l'autorisation.

2 L'autorisation peut être entièrement ou partiellement retirée pour une période déterminée ou indéterminée ou être convertie en une autorisation limitée dans le temps.

Surveillance par des tiers

Art. 124 Dans le cadre de sa mission de surveillance, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut mandater des tiers pour effectuer des contrôles auprès des fournisseurs de prestations et pour lui rendre rapport.

1) RS 943.02

Prescription

Art. 125 [1]La poursuite administrative se prescrit par deux ans à compter de la date à laquelle le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a eu connaissance des faits déterminants.

[2] Le délai de prescription est interrompu par tout acte d'instruction ou de procédure que le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, une autorité de poursuite pénale ou un tribunal opère en rapport avec les faits déterminants.

[3] La poursuite administrative se prescrit en tout cas par dix ans à compter du jour où les faits incriminés se sont produits.

8. Remise, publication et protection des données

Remise des données
1. Obligation

Art. 126 [1]Les fournisseurs de prestations remettent dans le délai imparti au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale toutes les données nécessaires pour

a la planification des soins hospitaliers, la planification du sauvetage ainsi que les mesures requises pour garantir la relève professionnelle,
b le contrôle comparatif de la qualité,
c le contrôle comparatif des coûts des prestations,
d la vérification du respect des obligations légales,
e la vérification de la réalisation des objectifs et des effets inscrits dans les contrats de prestations selon l'article 8,
f la vérification de l'indemnité inscrite dans les contrats de prestations selon l'article 8,
g la vérification de la part cantonale de la rémunération selon l'article 49a, alinéa 1 LAMal,
h l'exercice du droit de recours du canton selon l'article 79*a* LAMal.

[2] Les données sont rendues anonymes afin d'exclure tout recoupement avec d'autres personnes que les fournisseurs de prestations.

[3] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance. Il peut notamment préciser la nature et le volume des données ainsi que la date de remise.

2. Sanction

Art. 127 [1]Si un fournisseur de prestations ne communique pas les données requises ou ne respecte pas les consignes du Conseil-exécutif en la matière, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale perçoit de sa part un montant de douze francs au maximum

a par sortie hospitalière enregistrée l'année considérée dans le secteur des soins aigus,
b par journée de soins en mode hospitalier fournie l'année considérée dans les secteurs de la réadaptation ou de la psychiatrie,

Prescription

Art. 125 [1]La poursuite administrative se prescrit par deux ans à compter de la date à laquelle le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a eu connaissance des faits déterminants.

[2] Le délai de prescription est interrompu par tout acte d'instruction ou de procédure que le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, une autorité de poursuite pénale ou un tribunal opère en rapport avec les faits déterminants.

[3] La poursuite administrative se prescrit en tout cas par dix ans à compter du jour où les faits incriminés se sont produits.

8. Remise, publication et protection des données

Remise des données
1. Obligation

Art. 126 [1]Les fournisseurs de prestations remettent dans le délai imparti au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale toutes les données nécessaires pour

a la planification des soins hospitaliers, la planification du sauvetage ainsi que les mesures requises pour garantir la relève professionnelle,
b le contrôle comparatif de la qualité,
c le contrôle comparatif des coûts des prestations,
d la vérification du respect des obligations légales,
e la vérification de la réalisation des objectifs et des effets inscrits dans les contrats de prestations selon l'article 8,
f la vérification de l'indemnité inscrite dans les contrats de prestations selon l'article 8,
g la vérification de la part cantonale de la rémunération selon l'article 49a, alinéa 1 LAMal,
h l'exercice du droit de recours du canton selon l'article 79*a* LAMal.

[2] Les données sont rendues anonymes afin d'exclure tout recoupement avec d'autres personnes que les fournisseurs de prestations.

[3] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance. Il peut notamment préciser la nature et le volume des données ainsi que la date de remise.

2. Sanction

Art. 127 [1]Si un fournisseur de prestations ne communique pas les données requises ou ne respecte pas les consignes du Conseil-exécutif en la matière, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale perçoit de sa part un montant de douze francs au maximum

a par sortie hospitalière enregistrée l'année considérée dans le secteur des soins aigus,
b par journée de soins en mode hospitalier fournie l'année considérée dans les secteurs de la réadaptation ou de la psychiatrie,

c par intervention enregistrée l'année considérée dans le secteur du sauvetage.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte chaque année le montant selon l'alinéa 1 à l'indice suisse des prix à la consommation.

Publication des données

Art. 128 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale est habilitée à traiter les données relevées selon les consignes de la Confédération auprès des fournisseurs de prestations et à les publier sous une forme permettant d'identifier ces derniers.

[2] Elle peut par ailleurs publier dans un média accessible à tous les données suivantes concernant les fournisseurs de prestations:
a le résultat du contrôle comparatif de la qualité,
b le résultat du contrôle comparatif des coûts des prestations,
c l'état et le refinancement de l'infrastructure des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés.

[3] Internet est en particulier considéré comme média accessible à tous.

Protection des données

Art. 129 Les fournisseurs de prestations auxquels des tâches cantonales sont déléguées, les commissions au sens de l'article 4 et l'organe de médiation au sens de l'article 5 sont soumis aux dispositions de la loi cantonale du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)[1)].

9. Obligation de collaborer et d'informer

Obligation de collaborer

Art. 130 [1]Les fournisseurs de prestations renseignent gratuitement le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ou la personne mandatée par ce dernier, leur permettent de consulter les dossiers sans frais, leur donnent accès aux terrains, exploitations, locaux et équipements et les soutiennent dans tous les domaines dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des tâches du canton.

[2] Leurs organes et leurs auxiliaires ne peuvent pas invoquer d'obligations légales ou contractuelles de garder le secret vis-à-vis du service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ou de la personne mandatée par ce dernier.

Obligation d'informer

Art. 131 [1]Les titulaires d'une autorisation d'exploiter du canton de Berne informent le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

[1)] RSB 152.04

c par intervention enregistrée l'année considérée dans le secteur du sauvetage.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale adapte chaque année le montant selon l'alinéa 1 à l'indice suisse des prix à la consommation.

Publication des données

Art. 128 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale est habilitée à traiter les données relevées selon les consignes de la Confédération auprès des fournisseurs de prestations et à les publier sous une forme permettant d'identifier ces derniers.

[2] Elle peut par ailleurs publier dans un média accessible à tous les données suivantes concernant les fournisseurs de prestations:
a le résultat du contrôle comparatif de la qualité,
b le résultat du contrôle comparatif des coûts des prestations,
c l'état et le refinancement de l'infrastructure des hôpitaux et des maisons de naissance répertoriés.

[3] Internet est en particulier considéré comme média accessible à tous.

Protection des données

Art. 129 Les fournisseurs de prestations auxquels des tâches cantonales sont déléguées, les commissions au sens de l'article 4 et l'organe de médiation au sens de l'article 5 sont soumis aux dispositions de la loi cantonale du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)[1)].

9. Obligation de collaborer et d'informer

Obligation de collaborer

Art. 130 [1]Les fournisseurs de prestations renseignent gratuitement le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ou la personne mandatée par ce dernier, leur permettent de consulter les dossiers sans frais, leur donnent accès aux terrains, exploitations, locaux et équipements et les soutiennent dans tous les domaines dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des tâches du canton.

[2] Leurs organes et leurs auxiliaires ne peuvent pas invoquer d'obligations légales ou contractuelles de garder le secret vis-à-vis du service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ou de la personne mandatée par ce dernier.

Obligation d'informer

Art. 131 [1]Les titulaires d'une autorisation d'exploiter du canton de Berne informent le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

[1)] RSB 152.04

a au préalable de toute modification majeure concernant le programme d'exploitation, la prise en charge des urgences ou la fourniture des médicaments;
b immédiatement de toute autre modification majeure susceptible de compromettre l'accomplissement des tâches publiques qui leur sont déléguées.

2 Les titulaires d'une autorisation d'exploiter d'un autre canton informent le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de leur activité sur le territoire bernois.

3 Les autorités judiciaires et administratives annoncent sans retard au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale les faits susceptibles de constituer une violation du devoir de diligence lié à l'entreprise.

10. Dispositions pénales

Indications fausses

Art. 132 Quiconque aura sciemment fourni des indications fausses sur des faits essentiels ou caché de tels faits dans l'intention d'obtenir une autorisation d'exploiter, d'empêcher qu'il lui soit apporté des restrictions ou d'éviter son retrait sera puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

Exercice de l'activité sans autorisation

Art. 133 Si un fournisseur de prestations agit sans l'autorisation d'exploiter de l'autorité compétente, en se fondant sur une autorisation obtenue illicitement ou en outrepassant l'autorisation délivrée, les personnes responsables seront punies d'une amende de 100 000 francs au plus.

Violation d'autres obligations

Art. 134 Si un fournisseur de prestations viole d'autres obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi, les personnes responsables seront punies d'une amende de 60 000 francs au plus, ou de 100 000 francs au plus en cas de récidive.

Infraction dans la gestion

Art. 135 1Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, celle-ci est solidairement responsable de l'amende, des émoluments et des frais.

2 Elle peut exercer les droits de partie dans la procédure pénale.

a au préalable de toute modification majeure concernant le programme d'exploitation, la prise en charge des urgences ou la fourniture des médicaments;
b immédiatement de toute autre modification majeure susceptible de compromettre l'accomplissement des tâches publiques qui leur sont déléguées.

2 Les titulaires d'une autorisation d'exploiter d'un autre canton informent le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de leur activité sur le territoire bernois.

3 Les autorités judiciaires et administratives annoncent sans retard au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale les faits susceptibles de constituer une violation du devoir de diligence lié à l'entreprise.

10. Dispositions pénales

Indications fausses

Art. 132 Quiconque aura sciemment fourni des indications fausses sur des faits essentiels ou caché de tels faits dans l'intention d'obtenir une autorisation d'exploiter, d'empêcher qu'il lui soit apporté des restrictions ou d'éviter son retrait sera puni d'une amende de 100 000 francs au plus.

Exercice de l'activité sans autorisation

Art. 133 Si un fournisseur de prestations agit sans l'autorisation d'exploiter de l'autorité compétente, en se fondant sur une autorisation obtenue illicitement ou en outrepassant l'autorisation délivrée, les personnes responsables seront punies d'une amende de 100 000 francs au plus.

Violation d'autres obligations

Art. 134 Si un fournisseur de prestations viole d'autres obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi, les personnes responsables seront punies d'une amende de 60 000 francs au plus, ou de 100 000 francs au plus en cas de récidive.

Infraction dans la gestion

Art. 135 1Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, celle-ci est solidairement responsable de l'amende, des émoluments et des frais.

2 Elle peut exercer les droits de partie dans la procédure pénale.

11. Voies de droit

Art. 136 [1]Les décisions rendues en vertu de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)].

[2] Le Tribunal administratif connaît en instance cantonale unique des actions portant sur les contrats de droit public selon la présente loi.

12. Compensation de créances

Art. 137 Le canton peut compenser ses créances envers un fournisseur de prestations avec les créances du fournisseur de prestations envers le canton dès lors que les unes et les autres sont exigibles et se fondent sur la législation sur l'assurance-maladie ou sur les soins hospitaliers.

13. Fonds des soins hospitaliers

Art. 138 [1]Le Fonds des soins hospitaliers est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)[2)].

[2] Il est alimenté par les recettes provenant de la taxe d'incitation et de la taxe compensatoire.

[3] Il est utilisé pour financer
a l'indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier,
b l'indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins,
c l'indemnisation des prestations supplémentaires,
d l'indemnisation des prestations de base fixes,
e les contributions aux restructurations,
f les subventions aux investissements,
g l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie,
h le subventionnement des essais pilotes,
i le subventionnement de l'innovation médicale.

[1)] RSB 155.21
[2)] RSB 620.0

11. Voies de droit

Art. 136 [1]Les décisions rendues en vertu de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours conformément aux dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)[1)].

[2] Le Tribunal administratif connaît en instance cantonale unique des actions portant sur les contrats de droit public selon la présente loi.

12. Compensation de créances

Art. 137 Le canton peut compenser ses créances envers un fournisseur de prestations avec les créances du fournisseur de prestations envers le canton dès lors que les unes et les autres sont exigibles et se fondent sur la législation sur l'assurance-maladie ou sur les soins hospitaliers.

Proposition du Conseil-exécutif

13. Fonds des soins hospitaliers

Art. 138 [1]Le Fonds des soins hospitaliers est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)[2)].

[2] Il est alimenté par les recettes provenant de la taxe d'incitation et de la taxe compensatoire.

[3] Il est utilisé pour financer
a l'indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier,
b l'indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins,
c l'indemnisation des prestations supplémentaires,
d l'indemnisation des prestations de base fixes,
e les contributions aux restructurations,
f les subventions aux investissements,
g l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie,
h le subventionnement des essais pilotes,
i le subventionnement de l'innovation médicale.

Proposition de la commission

Biffer.

[1)] RSB 155.21
[2)] RSB 620.0

Variante sans Fonds des soins hospitaliers

L'article 138 est supprimé.

14. Autorisation de dépenses

Art. 139 [1]Le Grand Conseil arrête en règle générale tous les quatre ans un crédit-cadre concernant
a le subventionnement des essais pilotes,
b le subventionnement de l'innovation médicale,
c l'indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier,
d l'indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins,
e l'indemnisation des prestations supplémentaires,
f l'indemnisation des prestations de base fixes,
g l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale décide de l'utilisation du crédit-cadre.

[3] Elle est compétente pour autoriser les dépenses concernant
a l'indemnisation des fournisseurs de prestations de sauvetage,
b la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires.

[4] La compétence pour l'autorisation d'autres dépenses est régie par la Constitution cantonale et par la législation sur le pilotage des finances et des prestations.

15. Dispositions transitoires

15.1. Transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux nouveaux organismes responsables

Répartition de l'indemnité forfaitaire entre les communes

Art. 140 [1]L'indemnité forfaitaire versée par le canton à un organisme responsable au sens de l'article 29 de la loi du 2 décembre 1973 sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières (loi sur les hôpitaux, LH)[1)] est répartie entre les communes concernées en fonction des règles convenues pour le versement des contributions communales.

[2] Les réglementations spéciales des organismes responsables sont réservées.

Commission arbitrale

Art. 141 [1]Une commission arbitrale de cinq membres est instituée pour régler la reprise des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux.

[1)] http://www.lexfind.ch/dtah/23464/FR/

14. Autorisation de dépenses

Art. 139 [1]Le Grand Conseil arrête en règle générale tous les quatre ans un crédit-cadre concernant
a le subventionnement des essais pilotes,
b le subventionnement de l'innovation médicale,
c l'indemnisation des prestations ambulatoires en milieu hospitalier,
d l'indemnisation des prestations de gestion intégrée des soins,
e l'indemnisation des prestations supplémentaires,
f l'indemnisation des prestations de base fixes,
g l'indemnisation de la formation postgrade en médecine et en pharmacie.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale décide de l'utilisation du crédit-cadre.

[3] Elle est compétente pour autoriser les dépenses concernant
a l'indemnisation des fournisseurs de prestations de sauvetage,
b la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires.

[4] La compétence pour l'autorisation d'autres dépenses est régie par la Constitution cantonale et par la législation sur le pilotage des finances et des prestations.

15. Dispositions transitoires

15.1. Transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux nouveaux organismes responsables

Répartition de l'indemnité forfaitaire entre les communes

Art. 140 [1]L'indemnité forfaitaire versée par le canton à un organisme responsable au sens de l'article 29 de la loi du 2 décembre 1973 sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières (loi sur les hôpitaux, LH)[1)] est répartie entre les communes concernées en fonction des règles convenues pour le versement des contributions communales.

[2] Les réglementations spéciales des organismes responsables sont réservées.

Commission arbitrale

Art. 141 [1]Une commission arbitrale de cinq membres est instituée pour régler la reprise des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux.

[1)] http://www.lexfind.ch/dtah/23464/FR/

[2] Le Tribunal administratif nomme le président ou la présidente ainsi que deux membres de la commission arbitrale, les deux autres membres étant désignés respectivement par l'Association des communes bernoises et par le Conseil-exécutif.

[3] A la demande d'une commune concernée, la commission arbitrale contrôle la répartition de l'indemnité forfaitaire du canton reçue par un organisme responsable au sens de l'article 29 LH entre les communes affiliées.

[4] Le Conseil-exécutif dissout la commission aussitôt que tous les délais de prescription assortissant la répartition de l'indemnité forfaitaire du canton sont échus sans dépôt de demande ou que les procédures correspondantes sont achevées.

Participation aux bénéfices

Art. 142 En cas de vente par un CHR jusqu'au 31 décembre 2015 d'objets repris par les organismes responsables au sens des articles 29 et 30a LH, les anciens propriétaires ou, à leur place, les communes qui participaient à l'organisme responsable reçoivent une part proportionnelle des éventuels bénéfices.

Droits de superficie

Art. 143 [1]Les droits de superficie accordés à un CHR lors du transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux nouveaux organismes responsables sont établis à titre gracieux, pour 100 ans.

[2] Les constructions font retour au propriétaire avant l'expiration du droit de superficie si les terrains ne sont plus affectés aux soins hospitaliers.

[3] En cas de retour anticipé des constructions, le montant de l'indemnité pour les constructions, installations et équipements est fixé par la commission d'estimation des lettres de rente.

Droit au rachat de la propriété 1. Principe

Art. 144 [1]Lorsque les terrains ne sont plus utilisés comme infrastructure hospitalière dans les 50 ans suivant la date du transfert au nouvel organisme responsable et que le droit au rachat de la propriété est exercé, les terrains ainsi que l'ensemble des constructions, installations et équipements qui y sont situés sont rétrocédés à l'ancien propriétaire ou à l'ancienne propriétaire.

[2] Les terrains sont rétrocédés gratuitement.

[3] Les constructions, installations et équipements font l'objet d'une indemnisation en faveur du nouvel organisme responsable. Le montant de l'indemnité est fixé par la commission d'estimation des lettres de rente.

[2] Le Tribunal administratif nomme le président ou la présidente ainsi que deux membres de la commission arbitrale, les deux autres membres étant désignés respectivement par l'Association des communes bernoises et par le Conseil-exécutif.

[3] A la demande d'une commune concernée, la commission arbitrale contrôle la répartition de l'indemnité forfaitaire du canton reçue par un organisme responsable au sens de l'article 29 LH entre les communes affiliées.

[4] Le Conseil-exécutif dissout la commission aussitôt que tous les délais de prescription assortissant la répartition de l'indemnité forfaitaire du canton sont échus sans dépôt de demande ou que les procédures correspondantes sont achevées.

Participation aux bénéfices

Art. 142 En cas de vente par un CHR jusqu'au 31 décembre 2015 d'objets repris par les organismes responsables au sens des articles 29 et 30a LH, les anciens propriétaires ou, à leur place, les communes qui participaient à l'organisme responsable reçoivent une part proportionnelle des éventuels bénéfices.

Droits de superficie

Art. 143 [1]Les droits de superficie accordés à un CHR lors du transfert des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux aux nouveaux organismes responsables sont établis à titre gracieux, pour 100 ans.

[2] Les constructions font retour au propriétaire avant l'expiration du droit de superficie si les terrains ne sont plus affectés aux soins hospitaliers.

[3] En cas de retour anticipé des constructions, le montant de l'indemnité pour les constructions, installations et équipements est fixé par la commission d'estimation des lettres de rente.

Droit au rachat de la propriété 1. Principe

Art. 144 [1]Lorsque les terrains ne sont plus utilisés comme infrastructure hospitalière dans les 50 ans suivant la date du transfert au nouvel organisme responsable et que le droit au rachat de la propriété est exercé, les terrains ainsi que l'ensemble des constructions, installations et équipements qui y sont situés sont rétrocédés à l'ancien propriétaire ou à l'ancienne propriétaire.

[2] Les terrains sont rétrocédés gratuitement.

[3] Les constructions, installations et équipements font l'objet d'une indemnisation en faveur du nouvel organisme responsable. Le montant de l'indemnité est fixé par la commission d'estimation des lettres de rente.

2. Exercice

Art. 145 [1]Les anciens organismes responsables au sens de l'article 29 LH et les communes qui ont cédé des objets au canton décident à la majorité de l'exercice du droit au rachat de la propriété dans les six mois suivant la fixation de l'indemnité conformément à l'article 144, alinéa 3.

[2] Si à la date du changement d'affectation des objets, les anciens organismes responsables n'existent plus ou que leur composition a été modifiée, les communes qui participaient à l'organisme responsable décident de l'exercice du droit au rachat de la propriété.

[3] L'écoulement du délai sans qu'il ait été utilisé vaut renonciation au droit au rachat.

3. Conséquences

Art. 146 [1]Si le droit au rachat de la propriété est exercé, les objets concernés reviennent à l'organisme responsable ou à la commune qui les avait cédés au canton.

[2] Lorsque l'organisme responsable n'existe plus ou que sa composition a été modifiée, l'objet est transféré en copropriété aux communes qui participaient initialement à l'organisme responsable en proportion de leur obligation de contribuer telle qu'elle était fixée en 2005.

Responsabilité

Art. 147 [1]Pendant dix ans à compter de la reprise des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux, les organismes responsables selon l'article 29 LH ou, s'ils n'existent plus, les communes qui y participaient, répondent des dettes nées sur la base d'un fait antérieur à la reprise et dont les coûts n'ont pas été couverts ou n'auraient pu l'être par des contributions cantonales aux coûts d'exploitation des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux conformément aux modalités de financement en vigueur avant la reprise.

[2] L'alinéa 1 est applicable par analogie aux organismes responsables qui n'ont pas fait valoir leurs droits et dont les recettes s'en sont trouvées réduites ou les dépenses augmentées.

[3] Les alinéas 1 et 2 sont applicables par analogie aux communes qui participaient à un organisme responsable selon l'article 30a LH.

Variante CHR comme holding (Art. 146)

15.2 Transfert des CHR à la holding hospitalière

Reprise

Art. 146 [1]La holding reprend les participations du canton aux CHR dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] La reprise est exonérée de tous les impôts et émoluments cantonaux et communaux.

2. Exercice

Art. 145 [1]Les anciens organismes responsables au sens de l'article 29 LH et les communes qui ont cédé des objets au canton décident à la majorité de l'exercice du droit au rachat de la propriété dans les six mois suivant la fixation de l'indemnité conformément à l'article 144, alinéa 3.

[2] Si à la date du changement d'affectation des objets, les anciens organismes responsables n'existent plus ou que leur composition a été modifiée, les communes qui participaient à l'organisme responsable décident de l'exercice du droit au rachat de la propriété.

[3] L'écoulement du délai sans qu'il ait été utilisé vaut renonciation au droit au rachat.

3. Conséquences

Art. 146 [1]Si le droit au rachat de la propriété est exercé, les objets concernés reviennent à l'organisme responsable ou à la commune qui les avait cédés au canton.

[2] Lorsque l'organisme responsable n'existe plus ou que sa composition a été modifiée, l'objet est transféré en copropriété aux communes qui participaient initialement à l'organisme responsable en proportion de leur obligation de contribuer telle qu'elle était fixée en 2005.

Responsabilité

Art. 147 [1]Pendant dix ans à compter de la reprise des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux, les organismes responsables selon l'article 29 LH ou, s'ils n'existent plus, les communes qui y participaient, répondent des dettes nées sur la base d'un fait antérieur à la reprise et dont les coûts n'ont pas été couverts ou n'auraient pu l'être par des contributions cantonales aux coûts d'exploitation des hôpitaux de district et des hôpitaux régionaux conformément aux modalités de financement en vigueur avant la reprise.

[2] L'alinéa 1 est applicable par analogie aux organismes responsables qui n'ont pas fait valoir leurs droits et dont les recettes s'en sont trouvées réduites ou les dépenses augmentées.

[3] Les alinéas 1 et 2 sont applicables par analogie aux communes qui participaient à un organisme responsable selon l'article 30a LH.

Variante SPR et SPU comme sociétés anonymes

15.3 Autonomisation des cliniques psychiatriques cantonales et des SPU sous forme de sociétés anonymes

Art. 148 [1]Les cliniques psychiatriques cantonales et les SPU sont autonomisés et transformés en sociétés anonymes dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Ce changement de statut est exonéré de tous les impôts et émoluments cantonaux et communaux.

15.4 Autres dispositions transitoires

Compensation des valeurs actuelles 1. Objet

Art. 149 [1]En prévision du nouveau modèle de financement, des contributions peuvent être allouées afin de compenser les différences entre les subventions aux investissements reçues, octroyées par le canton et les communes.

[2] Ont droit à une compensation les CHR, les services psychiatriques régionaux, les hôpitaux universitaires et les cliniques publiques de réadaptation.

[3] Le montant de la compensation se fonde sur la valeur actuelle de la meilleure infrastructure d'une institution ayant droit à une compensation.

2. Valeur actuelle

Art. 150 Est considérée comme valeur actuelle des infrastructures la valeur déterminée par le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale au 1er janvier 2012.

3. Calcul des parts compensatoires

Art. 151 [1]Les valeurs actuelles des infrastructures sont compensées au moyen des ressources disponibles au 1er janvier 2012 sur le Fonds d'investissements hospitaliers.

[2] La part maximale des ressources du fonds qui peut être attribuée à une institution ayant droit à une compensation est calculée comme suit:

a Les valeurs actuelles des diverses infrastructures sont extrapolées à la valeur actuelle de la meilleure d'entre elles (valeur actuelle fictive).

b La valeur actuelle fictive englobe toutes les dépenses approuvées par l'organe compétent en la matière jusqu'au 31 décembre 2011 afin de financer des contributions aux investissements au sens de l'article 31 de la loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (LSH 2005)[1)].

[1)] http://www.lexfind.ch/dtah/56513/fr/

15.3 Autonomisation des cliniques psychiatriques cantonales et des SPU sous forme de sociétés anonymes

Art. 148 [1]Les cliniques psychiatriques cantonales et les SPU sont autonomisés et transformés en sociétés anonymes dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Ce changement de statut est exonéré de tous les impôts et émoluments cantonaux et communaux.

15.4 Autres dispositions transitoires

Compensation des valeurs actuelles 1. Objet

Art. 149 [1]En prévision du nouveau modèle de financement, des contributions peuvent être allouées afin de compenser les différences entre les subventions aux investissements reçues, octroyées par le canton et les communes.

[2] Ont droit à une compensation les CHR, les services psychiatriques régionaux, les hôpitaux universitaires et les cliniques publiques de réadaptation.

[3] Le montant de la compensation se fonde sur la valeur actuelle de la meilleure infrastructure d'une institution ayant droit à une compensation.

2. Valeur actuelle

Art. 150 Est considérée comme valeur actuelle des infrastructures la valeur déterminée par le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale au 1er janvier 2012.

3. Calcul des parts compensatoires

Art. 151 [1]Les valeurs actuelles des infrastructures sont compensées au moyen des ressources disponibles au 1er janvier 2012 sur le Fonds d'investissements hospitaliers.

[2] La part maximale des ressources du fonds qui peut être attribuée à une institution ayant droit à une compensation est calculée comme suit:

a Les valeurs actuelles des diverses infrastructures sont extrapolées à la valeur actuelle de la meilleure d'entre elles (valeur actuelle fictive).

b La valeur actuelle fictive englobe toutes les dépenses approuvées par l'organe compétent en la matière jusqu'au 31 décembre 2011 afin de financer des contributions aux investissements au sens de l'article 31 de la loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (LSH 2005)[1)].

[1)] http://www.lexfind.ch/dtah/56513/fr/

c Les intérêts annuels sur la différence entre valeurs actuelles effective et fictive sont calculés selon le taux d'intérêt sur les hypothèques variables de premier rang de la Banque cantonale bernoise SA.

d Le cycle de vie de l'infrastructure est établi sur la base des taux moyens d'amortissement pour chaque type d'institution ayant droit à une compensation. Les taux d'amortissement sont fixés comme suit:

1. CHR: 6 pour cent,
2. services psychiatriques régionaux: 4,5 pour cent,
3. hôpitaux universitaires: 6,5 pour cent,
4. cliniques de réadaptation publiques: 5 pour cent.

e Les intérêts annuels multipliés par la durée du cycle de vie correspondent à la part de chaque institution ayant droit à une compensation.

4. Rapport entre parts compensatoires et ressources du fonds

Art. 152 La part de chaque institution ayant droit à une compensation est déterminée par le calcul de sa part compensatoire.

5. Subventions

Art. 153 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale accorde des subventions à des projets d'investissements spécifiques selon le calcul des parts compensatoires.

[2] Elle déduit des subventions selon l'alinéa 1 les contributions et subventions déjà allouées en vertu des articles 31 à 36 de l'ordonnance du 2 novembre 2011 portant introduction de la révision du 21 décembre 2007 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (OiLAMal)[1)].

[3] Les subventions au sens de l'article 74 sont accordées subsidiairement aux subventions selon l'article 153.

6. Autorisation de dépenses

Art. 154 Le Conseil-exécutif autorise les dépenses destinées à financer les subventions au sens de l'article 153.

7. Conditions matérielles

Art. 155 Des subventions sont octroyées à condition

a que l'investissement soit conforme à la planification des soins du canton;

b qu'il s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;

c qu'il fasse l'objet d'un projet détaillé et

d que le total des immobilisations puisse être refinancé par les recettes escomptées.

[1)] RSB 842.111.2

c Les intérêts annuels sur la différence entre valeurs actuelles effective et fictive sont calculés selon le taux d'intérêt sur les hypothèques variables de premier rang de la Banque cantonale bernoise SA.

d Le cycle de vie de l'infrastructure est établi sur la base des taux moyens d'amortissement pour chaque type d'institution ayant droit à une compensation. Les taux d'amortissement sont fixés comme suit:

1. CHR: 6 pour cent,
2. services psychiatriques régionaux: 4,5 pour cent,
3. hôpitaux universitaires: 6,5 pour cent,
4. cliniques de réadaptation publiques: 5 pour cent.

e Les intérêts annuels multipliés par la durée du cycle de vie correspondent à la part de chaque institution ayant droit à une compensation.

4. Rapport entre parts compensatoires et ressources du fonds

Art. 152 La part de chaque institution ayant droit à une compensation est déterminée par le calcul de sa part compensatoire.

5. Subventions

Art. 153 [1]La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale accorde des subventions à des projets d'investissements spécifiques selon le calcul des parts compensatoires.

[2] Elle déduit des subventions selon l'alinéa 1 les contributions et subventions déjà allouées en vertu des articles 31 à 36 de l'ordonnance du 2 novembre 2011 portant introduction de la révision du 21 décembre 2007 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (OiLAMal)[1)].

[3] Les subventions au sens de l'article 74 sont accordées subsidiairement aux subventions selon l'article 153.

6. Autorisation de dépenses

Art. 154 Le Conseil-exécutif autorise les dépenses destinées à financer les subventions au sens de l'article 153.

7. Conditions matérielles

Art. 155 Des subventions sont octroyées à condition

a que l'investissement soit conforme à la planification des soins du canton;

b qu'il s'accorde avec le plan d'affaires du fournisseur de prestations;

c qu'il fasse l'objet d'un projet détaillé et

d que le total des immobilisations puisse être refinancé par les recettes escomptées.

[1)] RSB 842.111.2

8. Utilisation des ressources du fonds

Art. 156 [1]Les dépenses autorisées avant le 1er janvier 2012 pour la rétribution des investissements selon l'article 31 LSH 2005 sont financées par le Fonds d'investissements hospitaliers.

[2] Les ressources du fonds éventuellement disponibles au terme de la compensation prévue aux articles 149 et suivants servent à financer des subventions au sens de l'article 74.

9. Dissolution du fonds

Art. 157 Le Conseil-exécutif dissout le Fonds d'investissements hospitaliers lorsque toutes ses ressources ont été utilisées, que toutes les dépenses au sens de l'article 156 ont été comptabilisées ou que l'objectif de la compensation ne peut plus être atteint.

Obligation de rembourser

Art. 158 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale exige le remboursement de la contribution à un projet d'investissement accordée selon l'article 31 LSH 2005 ou selon l'article 153 lorsque le ou la bénéficiaire

a a obtenu la subvention sur la base de données fausses ou incomplètes;
b n'utilise pas la subvention aux fins convenues;
c enfreint les charges ou les conditions liées à l'octroi de la subvention;
d reçoit après coup des contributions aux investissements de tiers;
e modifie l'affectation de l'objet ou l'aliène;
f est rayée de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance.

[2] En cas de changement d'affectation, d'aliénation ou de radiation de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance, le montant à rembourser est calculé en fonction du cycle de vie de l'infrastructure conformément à l'article 151, alinéa 2, lettre *d*.

[3] Dans les cas de rigueur, il peut être renoncé à une partie ou à la totalité du remboursement.

16. Dispositions finales

Dispositions d'exécution

Art. 159 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Modification d'actes législatifs

Art. 160 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)

Art. 259 [1 à 3]Inchangés.

[4] La taxe immobilière n'est pas perçue
a et *b* inchangées;
c abrogée.

[5] Inchangé.

8. Utilisation des ressources du fonds

Art. 156 [1]Les dépenses autorisées avant le 1er janvier 2012 pour la rétribution des investissements selon l'article 31 LSH 2005 sont financées par le Fonds d'investissements hospitaliers.

[2] Les ressources du fonds éventuellement disponibles au terme de la compensation prévue aux articles 149 et suivants servent à financer des subventions au sens de l'article 74.

9. Dissolution du fonds

Art. 157 Le Conseil-exécutif dissout le Fonds d'investissements hospitaliers lorsque toutes ses ressources ont été utilisées, que toutes les dépenses au sens de l'article 156 ont été comptabilisées ou que l'objectif de la compensation ne peut plus être atteint.

Obligation de rembourser

Art. 158 [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale exige le remboursement de la contribution à un projet d'investissement accordée selon l'article 31 LSH 2005 ou selon l'article 153 lorsque le ou la bénéficiaire

a a obtenu la subvention sur la base de données fausses ou incomplètes;
b n'utilise pas la subvention aux fins convenues;
c enfreint les charges ou les conditions liées à l'octroi de la subvention;
d reçoit après coup des contributions aux investissements de tiers;
e modifie l'affectation de l'objet ou l'aliène;
f est rayée de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance.

[2] En cas de changement d'affectation, d'aliénation ou de radiation de la liste des hôpitaux ou des maisons de naissance, le montant à rembourser est calculé en fonction du cycle de vie de l'infrastructure conformément à l'article 151, alinéa 2, lettre *d*.

[3] Dans les cas de rigueur, il peut être renoncé à une partie ou à la totalité du remboursement.

16. Dispositions finales

Dispositions d'exécution

Art. 159 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Modification d'actes législatifs

Art. 160 Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)

Art. 259 [1 à 3]Inchangés.

[4] La taxe immobilière n'est pas perçue
a et *b* inchangées;
c abrogée.

[5] Inchangé.

2. Loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)

4.4 Obligation d'informer

Art. 17c (nouveau) Les autorités judiciaires et administratives annoncent sans retard au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale les faits susceptibles de constituer une violation du devoir de diligence lié à la profession ou à l'entreprise.

4.5 Prescription

Art. 18 Inchangé.

3. Loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM)

Planification des soins

Art. 7 [1]La compétence d'établir une planification qui couvre les besoins en soins de la population du canton par des prestations des hôpitaux et des maisons de naissance, ainsi que la procédure, sont régies par les dispositions de la législation sur les soins hospitaliers.

[2] Inchangé.

Listes

Art. 8 Le Conseil-exécutif arrête les listes des hôpitaux, des maisons de naissance et des établissements médico-sociaux par voie de décision.

Rémunération 1. Part cantonale

Art. 9a (nouveau) Le Conseil-exécutif fixe annuellement la part cantonale au sens de l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal.

2. Autorisation de dépenses

Art. 9b (nouveau) La SAP est compétente pour autoriser les dépenses concernant la rémunération forfaitaire des prestations hospitalières à la charge du canton selon l'article 49*a* LAMal.

3. Modalités

Art. 9c (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP verse la part cantonale directement aux fournisseurs de prestations.

[2] Il convient des modalités avec les fournisseurs de prestations. Il peut en particulier verser des avances périodiques.

4. Vérification des factures adressées aux patients et patientes

Art. 9d (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP peut vérifier les factures adressées aux patients et aux patientes par les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés.

[2] Il peut confier la vérification des factures à des tiers.

[3] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés mettent à la disposition du service compétent de la SAP ou des tiers mandatés selon l'alinéa 2, dans les délais et sous une forme pseudonymisée, tous les échantillons de données demandés par le service compétent de la SAP pour vérifier les factures.

2. Loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique (LSP)

4.4 Obligation d'informer

Art. 17c (nouveau) Les autorités judiciaires et administratives annoncent sans retard au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale les faits susceptibles de constituer une violation du devoir de diligence lié à la profession ou à l'entreprise.

4.5 Prescription

Art. 18 Inchangé.

3. Loi du 6 juin 2000 portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM)

Planification des soins

Art. 7 [1]La compétence d'établir une planification qui couvre les besoins en soins de la population du canton par des prestations des hôpitaux et des maisons de naissance, ainsi que la procédure, sont régies par les dispositions de la législation sur les soins hospitaliers.

[2] Inchangé.

Listes

Art. 8 Le Conseil-exécutif arrête les listes des hôpitaux, des maisons de naissance et des établissements médico-sociaux par voie de décision.

Rémunération 1. Part cantonale

Art. 9a (nouveau) Le Conseil-exécutif fixe annuellement la part cantonale au sens de l'article 49*a*, alinéa 2 LAMal.

2. Autorisation de dépenses

Art. 9b (nouveau) La SAP est compétente pour autoriser les dépenses concernant la rémunération forfaitaire des prestations hospitalières à la charge du canton selon l'article 49*a* LAMal.

3. Modalités

Art. 9c (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP verse la part cantonale directement aux fournisseurs de prestations.

[2] Il convient des modalités avec les fournisseurs de prestations. Il peut en particulier verser des avances périodiques.

4. Vérification des factures adressées aux patients et patientes

Art. 9d (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP peut vérifier les factures adressées aux patients et aux patientes par les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés.

[2] Il peut confier la vérification des factures à des tiers.

[3] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés mettent à la disposition du service compétent de la SAP ou des tiers mandatés selon l'alinéa 2, dans les délais et sous une forme pseudonymisée, tous les échantillons de données demandés par le service compétent de la SAP pour vérifier les factures.

Proposition du Conseil-exécutif

[4] Si le service compétent de la SAP ou les tiers mandatés selon l'alinéa 2 constatent sur la base des données pseudonymisées qu'il convient de vérifier des factures de manière plus approfondie, les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés leur donnent un accès complet aux documents en question.

[5] Le service compétent de la SAP et les tiers mandatés selon l'alinéa 2 sont soumis à la même obligation de garder secrètes les données personnelles que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés qui les traitent.

5. Révision du codage

Art. 9e (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP peut vérifier que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés codent leurs prestations conformément aux prescriptions de l'article 49, alinéa 2 LAMal.

[2] Il peut confier la vérification du codage selon l'alinéa 1 à des tiers.

[3] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés mettent à la disposition du service compétent de la SAP ou des tiers mandatés selon l'alinéa 2, dans les délais, tous les échantillons de données requis en particulier pour le contrôle du codage effectué dans le cadre de la structure tarifaire à la prestation uniforme sur le plan suisse prévue par la LAMal.

[4] Le service compétent de la SAP et les tiers mandatés selon l'alinéa 2 sont soumis à la même obligation de garder secrètes les données personnelles que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés qui les traitent.

6. Sanction

Art. 9f (nouveau) [1]Si les données exigées selon les articles 9d et 9e ne sont pas mises à disposition dans les délais ou dans leur intégralité, le service compétent de la SAP perçoit du fournisseur de prestations un montant correspondant au nombre des sorties en mode hospitalier de l'année concernée multiplié par un facteur pouvant aller jusqu'à douze francs.

[2] Le service compétent de la SAP adapte chaque année le montant de douze francs selon l'alinéa 1 à l'indice suisse des prix à la consommation.

7. Contributions

Art. 9g (nouveau) Le service compétent de la SAP peut octroyer des contributions aux institutions qui développent et entretiennent la structure tarifaire à la prestation uniforme sur le plan suisse prévue par la LAMal.

Art. 10 [1]Le service compétent de la SAP verse la rémunération due selon l'article 41, alinéa 3 LAMal pour un traitement hospitalier fourni pour des raisons médicales par un établissement ne figurant pas sur la liste des hôpitaux du canton de Berne.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission 140

[4] Si le service compétent de la SAP ou les tiers mandatés selon l'alinéa 2 constatent sur la base des données pseudonymisées qu'il convient de vérifier des factures de manière plus approfondie, les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés leur donnent un accès complet aux documents en question.

[5] Le service compétent de la SAP et les tiers mandatés selon l'alinéa 2 sont soumis à la même obligation de garder secrètes les données personnelles que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés qui les traitent.

5. Révision du codage

Art. 9e (nouveau) [1]Le service compétent de la SAP peut vérifier que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés codent leurs prestations conformément aux prescriptions de l'article 49, alinéa 2 LAMal.

[2] Il peut confier la vérification du codage selon l'alinéa 1 à des tiers.

[3] Les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés mettent à la disposition du service compétent de la SAP ou des tiers mandatés selon l'alinéa 2, dans les délais, tous les échantillons de données requis en particulier pour le contrôle du codage effectué dans le cadre de la structure tarifaire à la prestation uniforme sur le plan suisse prévue par la LAMal.

[4] Le service compétent de la SAP et les tiers mandatés selon l'alinéa 2 sont soumis à la même obligation de garder secrètes les données personnelles que les hôpitaux et les maisons de naissance répertoriés qui les traitent.

6. Sanction

Art. 9f (nouveau) [1]Si les données exigées selon les articles 9d et 9e ne sont pas mises à disposition dans les délais ou dans leur intégralité, le service compétent de la SAP perçoit du fournisseur de prestations un montant correspondant au nombre des sorties en mode hospitalier de l'année concernée multiplié par un facteur pouvant aller jusqu'à douze francs.

[2] Le service compétent de la SAP adapte chaque année le montant de douze francs selon l'alinéa 1 à l'indice suisse des prix à la consommation.

7. Contributions

Art. 9g (nouveau) Le service compétent de la SAP peut octroyer des contributions aux institutions qui développent et entretiennent la structure tarifaire à la prestation uniforme sur le plan suisse prévue par la LAMal.

Art. 10 [1]Le service compétent de la SAP verse la rémunération due selon l'article 41, alinéa 3 LAMal pour un traitement hospitalier fourni pour des raisons médicales par un établissement ne figurant pas sur la liste des hôpitaux du canton de Berne.

[2] Le Conseil-exécutif édicte les dispositions de détail par voie d'ordonnance.

[3] Le service compétent de la SAP autorise les dépenses concernant la rémunération due par le canton selon l'article 41, alinéa 3 LAMal.

Art. 12 Le Conseil-exécutif
a inchangée;
b fixe les tarifs selon l'article 41, alinéa 1bis et l'article 47 LAMal;
c et *d* inchangées;
e abrogée;
f et *g* inchangées.

Art. 13 Le service compétent de la SAP livre aux autorités fédérales compétentes les documents requis pour les comparaisons entre hôpitaux ordonnées par le Conseil fédéral en vertu de l'article 49, alinéa 8 LAMal.

4. Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)

Art. 63 [1 et 2]Inchangés.

[3] Ils garantissent que les fournisseurs de prestations proposent les places de formation et de stage nécessaires, dans la mesure où il ne s'agit pas des fournisseurs visés à l'article 77b, alinéa 3.

[4] Inchangé.

IVa. (nouveau) Formation et perfectionnement

1. (nouveau) Généralités

Art. 77b (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut prendre des mesures touchant la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève est menacée dans les entreprises des fournisseurs de prestations visés à l'alinéa 3.

[2] A cette fin, il peut conclure des contrats de prestations avec des fournisseurs de prestations ou d'autres organisations appropriées.

[3] Les dispositions sur la formation et le perfectionnement s'appliquent aux fournisseurs de prestations suivants:
a les établissements de long séjour accueillant des personnes nécessitant des soins ou un encadrement;
b les services d'aide et de soins à domicile.

[4] Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les professions de la santé non universitaires concernées.

[2] Le Conseil-exécutif édicte les dispositions de détail par voie d'ordonnance.

[3] Le service compétent de la SAP autorise les dépenses concernant la rémunération due par le canton selon l'article 41, alinéa 3 LAMal.

Art. 12 Le Conseil-exécutif
a inchangée;
b fixe les tarifs selon l'article 41, alinéa 1bis et l'article 47 LAMal;
c et *d* inchangées;
e abrogée;
f et *g* inchangées.

Art. 13 Le service compétent de la SAP livre aux autorités fédérales compétentes les documents requis pour les comparaisons entre hôpitaux ordonnées par le Conseil fédéral en vertu de l'article 49, alinéa 8 LAMal.

4. Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)

Art. 63 [1 et 2]Inchangés.

[3] Ils garantissent que les fournisseurs de prestations proposent les places de formation et de stage nécessaires, dans la mesure où il ne s'agit pas des fournisseurs visés à l'article 77b, alinéa 3.

[4] Inchangé.

IVa. (nouveau) Formation et perfectionnement

1. (nouveau) Généralités

Art. 77b (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut prendre des mesures touchant la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires, quand la relève est menacée dans les entreprises des fournisseurs de prestations visés à l'alinéa 3.

[2] A cette fin, il peut conclure des contrats de prestations avec des fournisseurs de prestations ou d'autres organisations appropriées.

[3] Les dispositions sur la formation et le perfectionnement s'appliquent aux fournisseurs de prestations suivants:
a les établissements de long séjour accueillant des personnes nécessitant des soins ou un encadrement;
b les services d'aide et de soins à domicile.

[4] Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les professions de la santé non universitaires concernées.

2. (nouveau) **Formation et perfectionnement pratiques**

Obligation

Art. 77c (nouveau) Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier et du secteur du sauvetage participent à la formation et au perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Stratégie de formation

Art. 77d (nouveau) [1]Chaque fournisseur de prestations établit une stratégie de formation.

[2] La stratégie de formation décrit les conditions requises en exploitation et les objectifs ainsi que les thèmes de la formation et du perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Prestation de formation et de perfectionnement

Art. 77e (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe la prestation de formation et de perfectionnement à réaliser par chaque fournisseur durant l'exercice annuel. Pour ce faire, il se fonde sur la planification cantonale des soins et sur les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation.

[2] Les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation prennent en particulier en compte
a l'effectif du fournisseur de prestations exerçant une profession de la santé non universitaire;
b la structure de l'entreprise du fournisseur de prestations;
c les prestations diagnostiques, thérapeutiques et infirmières du fournisseur de prestations dans les secteurs hospitalier et ambulatoire.

[3] Le fournisseur de prestations peut organiser la formation et le perfectionnement lui-même ou en charger un autre fournisseur de prestations situé dans le canton de Berne.

[4] Le Conseil-exécutif fixe la pondération applicable à chaque place de formation et de perfectionnement par voie d'ordonnance et édicte les consignes relatives au calcul du potentiel de formation des fournisseurs de prestations.

Indemnisation

Art. 77f (nouveau) [1]A la fin de l'exercice annuel, le fournisseur de prestations communique au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour chaque profession de la santé non universitaire, le nombre de semaines de formation et de perfectionnement qui ont eu lieu pendant ledit exercice.

2. (nouveau) **Formation et perfectionnement pratiques**

Obligation

Art. 77c (nouveau) Les fournisseurs de prestations du secteur hospitalier et du secteur du sauvetage participent à la formation et au perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Stratégie de formation

Art. 77d (nouveau) [1]Chaque fournisseur de prestations établit une stratégie de formation.

[2] La stratégie de formation décrit les conditions requises en exploitation et les objectifs ainsi que les thèmes de la formation et du perfectionnement pratiques dans les professions de la santé non universitaires désignées par le Conseil-exécutif.

Prestation de formation et de perfectionnement

Art. 77e (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale fixe la prestation de formation et de perfectionnement à réaliser par chaque fournisseur durant l'exercice annuel. Pour ce faire, il se fonde sur la planification cantonale des soins et sur les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation.

[2] Les consignes cantonales relatives au calcul du potentiel de formation prennent en particulier en compte
a l'effectif du fournisseur de prestations exerçant une profession de la santé non universitaire;
b la structure de l'entreprise du fournisseur de prestations;
c les prestations diagnostiques, thérapeutiques et infirmières du fournisseur de prestations dans les secteurs hospitalier et ambulatoire.

[3] Le fournisseur de prestations peut organiser la formation et le perfectionnement lui-même ou en charger un autre fournisseur de prestations situé dans le canton de Berne.

[4] Le Conseil-exécutif fixe la pondération applicable à chaque place de formation et de perfectionnement par voie d'ordonnance et édicte les consignes relatives au calcul du potentiel de formation des fournisseurs de prestations.

Indemnisation

Art. 77f (nouveau) [1]A la fin de l'exercice annuel, le fournisseur de prestations communique au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour chaque profession de la santé non universitaire, le nombre de semaines de formation et de perfectionnement qui ont eu lieu pendant ledit exercice.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale indemnise le fournisseur pour la prestation de formation et de perfectionnement réalisée pendant l'exercice annuel. Il déduit du montant versé les sommes que le fournisseur de prestations touche en vertu de la LAMal.

[3] Il peut verser des avances périodiques au fournisseur de prestations durant l'exercice pour la formation et le perfectionnement convenus.

[4] Le Conseil-exécutif définit les détails du versement de l'indemnité par voie d'ordonnance.

Versement compensatoire

Art. 77g (nouveau) [1]Si la prestation de formation et de perfectionnement est inférieure au volume convenu, le fournisseur de prestations s'acquitte d'un versement compensatoire.

[2] Le montant du versement compensatoire correspond à trois fois la différence entre l'indemnité prévue pour la formation et le perfectionnement et celle due pour la prestation effectivement fournie durant l'exercice annuel.

[3] L'obligation du versement compensatoire naît par le dépassement d'une marge de tolérance. Le Conseil-exécutif règle les détails relatifs au versement compensatoire et en particulier le montant de la marge de tolérance.

[4] Si le fournisseur de prestations peut prouver qu'il n'est pas responsable du dépassement de la marge de tolérance, il est renoncé au versement compensatoire.

Remise des données
1. Obligation

Art. 77h (nouveau) [1]Les fournisseurs de prestations remettent dans le délai imparti au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale toutes les données requises pour les vérifications découlant des articles 77e à 77g.

[2] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance. Il peut en particulier préciser la nature et le volume des données ainsi que la date de remise.

2. Sanction

Art. 77i (nouveau) Si un fournisseur de prestations ne communique pas les données requises ou ne respecte pas les directives du Conseil-exécutif en la matière, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale perçoit de sa part un montant pouvant atteindre 20 000 francs.

Délégation de compétences

Art. 77k (nouveau) Le Conseil-exécutif peut déléguer à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ses compétences concernant la réglementation de la formation et du perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires par voie d'ordonnance.

[2] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale indemnise le fournisseur pour la prestation de formation et de perfectionnement réalisée pendant l'exercice annuel. Il déduit du montant versé les sommes que le fournisseur de prestations touche en vertu de la LAMal.

[3] Il peut verser des avances périodiques au fournisseur de prestations durant l'exercice pour la formation et le perfectionnement convenus.

[4] Le Conseil-exécutif définit les détails du versement de l'indemnité par voie d'ordonnance.

Versement compensatoire

Art. 77g (nouveau) [1]Si la prestation de formation et de perfectionnement est inférieure au volume convenu, le fournisseur de prestations s'acquitte d'un versement compensatoire.

[2] Le montant du versement compensatoire correspond à trois fois la différence entre l'indemnité prévue pour la formation et le perfectionnement et celle due pour la prestation effectivement fournie durant l'exercice annuel.

[3] L'obligation du versement compensatoire naît par le dépassement d'une marge de tolérance. Le Conseil-exécutif règle les détails relatifs au versement compensatoire et en particulier le montant de la marge de tolérance.

[4] Si le fournisseur de prestations peut prouver qu'il n'est pas responsable du dépassement de la marge de tolérance, il est renoncé au versement compensatoire.

Remise des données
1. Obligation

Art. 77h (nouveau) [1]Les fournisseurs de prestations remettent dans le délai imparti au service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale toutes les données requises pour les vérifications découlant des articles 77e à 77g.

[2] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance. Il peut en particulier préciser la nature et le volume des données ainsi que la date de remise.

2. Sanction

Art. 77i (nouveau) Si un fournisseur de prestations ne communique pas les données requises ou ne respecte pas les directives du Conseil-exécutif en la matière, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale perçoit de sa part un montant pouvant atteindre 20 000 francs.

Délégation de compétences

Art. 77k (nouveau) Le Conseil-exécutif peut déléguer à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale ses compétences concernant la réglementation de la formation et du perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires par voie d'ordonnance.

3. (nouveau) **Formation et perfectionnement théoriques du personnel des fournisseurs de prestations**

But

Art. 77l (nouveau) [1]Afin de garantir la relève dans les professions de la santé non universitaires, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux fournisseurs de prestations établis dans le canton de Berne des subventions à la formation et au perfectionnement théoriques de leur personnel.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Ce rapport porte en particulier sur le montant des subventions.

Conditions

Art. 77m (nouveau) Des subventions peuvent être octroyées pour la formation et le perfectionnement du personnel du fournisseur de prestations quand il s'agit d'une profession de la santé non universitaire reconnue par le Conseil-exécutif, dont le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins.

Montant des subventions

Art. 77n (nouveau) Les subventions couvrent les dépenses de formation et de perfectionnement des institutions, facturées aux fournisseurs de prestations ou aux personnes engagées par ceux-ci.

Abrogation d'actes législatifs

Art. 161 [1]Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (LSH) (RSB 812.11),
2. arrêté du Grand Conseil du 8 novembre 1978 concernant la planification hospitalière 1978 (RSB 812.221).

Entrée en vigueur

Art. 162 [1]Le Conseil-exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Il peut édicter d'autres dispositions transitoires nécessaires à l'entrée en vigueur échelonnée.

Berne, le 16 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

3. (nouveau) **Formation et perfectionnement théoriques du personnel des fournisseurs de prestations**

But

Art. 77l (nouveau) [1]Afin de garantir la relève dans les professions de la santé non universitaires, le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut octroyer aux fournisseurs de prestations établis dans le canton de Berne des subventions à la formation et au perfectionnement théoriques de leur personnel.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale soumet un rapport annuel au Conseil-exécutif. Ce rapport porte en particulier sur le montant des subventions.

Conditions

Art. 77m (nouveau) Des subventions peuvent être octroyées pour la formation et le perfectionnement du personnel du fournisseur de prestations quand il s'agit d'une profession de la santé non universitaire reconnue par le Conseil-exécutif, dont le besoin est attesté dans la planification cantonale des soins.

Montant des subventions

Art. 77n (nouveau) Les subventions couvrent les dépenses de formation et de perfectionnement des institutions, facturées aux fournisseurs de prestations ou aux personnes engagées par ceux-ci.

Abrogation d'actes législatifs

Art. 161 [1]Les actes législatifs suivants sont abrogés:

1. loi du 5 juin 2005 sur les soins hospitaliers (LSH) (RSB 812.11),
2. arrêté du Grand Conseil du 8 novembre 1978 concernant la planification hospitalière 1978 (RSB 812.221).

Entrée en vigueur

Art. 162 [1]Le Conseil-exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] Il peut édicter d'autres dispositions transitoires nécessaires à l'entrée en vigueur échelonnée.

Berne, le 27 février 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, les 4/8 février 2013

Au nom de la commission,

la présidente: *Mühlheim*

Proposition du Conseil-exécutif

Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

Le décret du 15 janvier 1996 sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) est modifié comme suit:

Annexe II Tarif des émoluments du Conseil-exécutif

1. à 2.8 Inchangés

		Points
2.9 (nouveau)	Détermination et approbation des tarifs conformément à la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie.....	700 à 3500

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 16 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) (Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

Le décret du 15 janvier 1996 sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif (DEmo GC/CE) est modifié comme suit:

Annexe II Tarif des émoluments du Conseil-exécutif

1. à 2.8 Inchangés

		Points
2.9 (nouveau)	Détermination et approbation des tarifs conformément à la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie.....	700 à 3500

II.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 27 février 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, les 4/8 février 2013

Au nom de la commission,

la présidente: *Mühlheim*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des articles 4 et 10 de la Constitution du canton de Berne[1] et vu l'article 124, alinéa 2 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)[2],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Dispositions générales

But et objet

Art. 1 [1]La présente loi a pour but d'encourager l'intégration de la population étrangère.

[2] Dans cette optique, elle vise à favoriser l'égalité des chances de la population étrangère.

[3] Elle définit les objectifs de l'intégration des personnes étrangères vivant dans le canton de Berne et leur contribution à l'intégration.

[4] Elle règle la mission du canton et des communes en la matière.

But de l'intégration

Art. 2 [1]L'intégration doit permettre une cohabitation constructive et reposant sur un respect mutuel de la population suisse et de la population étrangère selon l'ordre juridique suisse.

[2] Il convient de permettre aux personnes étrangères de se former et de participer à la vie économique, sociale et culturelle.

[3] L'encouragement de l'intégration se limite aux personnes pour lesquelles le droit fédéral prescrit des mesures d'intégration.

2. Mesures pour encourager l'intégration

Contribution de la population étrangère à l'intégration

Art. 3 Les personnes étrangères contribuent à leur intégration

a en s'efforçant d'apprendre la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées;

[1] RSB 101.1
[2] RS 142.20

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des articles 4 et 10 de la Constitution du canton de Berne[1] et vu l'article 124, alinéa 2 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)[2],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Dispositions générales

But et objet

Art. 1 [1]La présente loi a pour but de favoriser l'intégration de la population étrangère selon le principe d'encourager et d'exiger.

[2] Dans cette optique, elle vise à favoriser l'égalité des chances de la population étrangère.

[3] Elle définit les objectifs de l'intégration des personnes étrangères vivant dans le canton de Berne et leur contribution à l'intégration.

[4] Elle règle la mission du canton et des communes en la matière.

But de l'intégration

Art. 2 [1]L'intégration doit permettre une cohabitation constructive et reposant sur un respect mutuel de la population suisse et de la population étrangère selon l'ordre juridique suisse.

[2] Il convient de permettre aux personnes étrangères de se former et de participer à la vie économique, sociale et culturelle.

[3] L'encouragement de l'intégration se limite aux personnes pour lesquelles le droit fédéral prescrit des mesures d'intégration.

2. Mesures pour encourager l'intégration

Contribution de la population étrangère à l'intégration

Art. 3 Les personnes étrangères contribuent à leur intégration

a en s'engageant dans la mesure de leurs capacités et de leurs possibilités à apprendre la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées;

[1] RSB 101.1
[2] RS 142.20

Résultat de la première lecture

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur l'intégration de la population étrangère (Loi sur l'intégration, LInt)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

en application des articles 4 et 10 de la Constitution du canton de Berne[1)] et vu l'article 124, alinéa 2 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)[2)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Dispositions générales

But et objet

Art. 1 [1]La présente loi a pour but de favoriser l'intégration de la population étrangère selon le principe d'encourager et d'exiger.

[2] Dans cette optique, elle vise à favoriser l'égalité des chances de la population étrangère.

[3] Elle définit les objectifs de l'intégration des personnes étrangères vivant dans le canton de Berne et leur contribution à l'intégration.

[4] Elle règle la mission du canton et des communes en la matière.

But de l'intégration

Art. 2 [1]L'intégration doit permettre une cohabitation constructive et reposant sur un respect mutuel de la population suisse et de la population étrangère selon l'ordre juridique suisse.

[2] Il convient de permettre aux personnes étrangères de se former et de participer à la vie économique, sociale et culturelle.

[3] L'encouragement de l'intégration se limite aux personnes pour lesquelles le droit fédéral prescrit des mesures d'intégration.

2. Mesures pour encourager l'intégration

Contribution de la population étrangère à l'intégration

Art. 3 Les personnes étrangères contribuent à leur intégration

a en s'engageant dans la mesure de leurs capacités et de leurs possibilités à apprendre la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées;

1) RSB 101.1
2) RS 142.20

b en s'efforçant de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens ou d'acquérir la formation leur permettant de le faire et

c en respectant la sécurité et l'ordre public.

Encouragement de l'intégration

Art. 4 [1]L'encouragement de l'intégration s'effectue dans le cadre des structures publiques et privées existantes. Des mesures spécifiques au sens de la présente loi ne sont proposées qu'à titre complémentaire.

[2] L'encouragement de l'intégration
a tient compte du potentiel et des ressources de la personne;
b favorise l'égalité entre femmes et hommes;
c tient compte des exigences particulières des familles et de l'éducation et

d débute le plus tôt possible auprès des enfants et des adolescents.

Antennes d'intégration

Art. 5 [1]Les antennes d'intégration conseillent aussi bien les particuliers que les organisations privées ou publiques.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale assure que l'ensemble de la population du canton y ait accès.

[3] Elle désigne d'entente avec les communes les antennes dont leurs habitants relèvent.

[4] Elle peut confier la gestion des antennes d'intégration aux communes ou à des organisations privées par un contrat de prestation.

b en s'efforçant de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens;
c en s'efforçant d'acquérir la formation leur permettant de participer à la vie économique, sociale et culturelle;
d en respectant la sécurité et l'ordre public.

Encouragement de l'intégration

Art. 4 [1]L'encouragement de l'intégration s'effectue dans le cadre des structures publiques et privées existantes. Des mesures spécifiques au sens de la présente loi ne sont proposées qu'à titre complémentaire.

[2] L'encouragement de l'intégration est fondé sur
a le potentiel et les ressources de la personne;
b l'acceptation de l'égalité entre femmes et hommes,
c les besoins des familles et de l'éducation et

d le fait que personne ne peut être discriminé pour une question de race, de couleur de peau, de sexe, d'âge, de langue, d'origine, de mode de vie, d'orientation sexuelle, de convictions politiques ou religieuses ou en raison d'un handicap corporel, mental ou psychique.

[3] L'intégration des enfants et des adolescents, qui implique leurs parents, commence le plus tôt possible.

Premier entretien dans la commune

Art. 5 [1]Les personnes étrangères récemment arrivées de l'étranger se présentent personnellement au service compétent de leur commune de domicile.

[2] Lors du premier entretien, le service compétent de la commune informe les personnes récemment arrivées de l'étranger de manière suffisante de leurs droits et de leurs obligations, ainsi que des conditions de vie locales et des offres d'encouragement à l'intégration.

[3] S'il constate lors de l'entretien personnel que la personne nouvellement arrivée ou ses enfants mineurs pourraient avoir des besoins particuliers d'information sur l'intégration, il les annonce à une antenne d'intégration en mentionnant le motif.

[4] Des besoins particuliers d'information peuvent apparaître en particulier
a si les personnes concernées ne parlent pas la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées ou que leurs connaissance de la langue sont faibles;

b en s'efforçant de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens;
c en s'efforçant d'acquérir la formation leur permettant de participer à la vie économique, sociale et culturelle;
d en respectant la sécurité et l'ordre public.

Encouragement de l'intégration

Art. 4 [1]L'encouragement de l'intégration s'effectue dans le cadre des structures publiques et privées existantes. Des mesures spécifiques au sens de la présente loi ne sont proposées qu'à titre complémentaire.

[2] L'encouragement de l'intégration est fondé sur
a le potentiel et les ressources de la personne;
b l'acceptation de l'égalité entre femmes et hommes,
c les besoins des familles et de l'éducation et

d le fait que personne ne peut être discriminé pour une question de race, de couleur de peau, de sexe, d'âge, de langue, d'origine, de mode de vie, d'orientation sexuelle, de convictions politiques ou religieuses ou en raison d'un handicap corporel, mental ou psychique.

[3] L'intégration des enfants et des adolescents, qui implique leurs parents, commence le plus tôt possible.

Premier entretien dans la commune

Art. 5 [1]Les personnes étrangères récemment arrivées de l'étranger se présentent personnellement au service compétent de leur commune de domicile.

[2] Lors du premier entretien, le service compétent de la commune informe les personnes récemment arrivées de l'étranger de manière suffisante de leurs droits et de leurs obligations, ainsi que des conditions de vie locales et des offres d'encouragement à l'intégration.

[3] S'il constate lors de l'entretien personnel que la personne nouvellement arrivée ou ses enfants mineurs pourraient avoir des besoins particuliers d'information sur l'intégration, il les annonce à une antenne d'intégration en mentionnant le motif.

[4] Des besoins particuliers d'information peuvent apparaître en particulier
a si les personnes concernées ne parlent pas la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées ou que leurs connaissance de la langue sont faibles;

Proposition de la Commission de rédaction

d le principe que personne ne peut être discriminé, notamment pour une question de race, de couleur de peau, de sexe, d'âge, de langue, d'origine, de mode de vie, d'orientation sexuelle, de convictions politiques ou religieuses ou en raison d'un handicap corporel, mental ou psychique.

Premier entretien dans la commune

Art. 5 [1]Les personnes étrangères récemment arrivées de l'étranger ainsi que celles qui résidaient depuis moins de douze mois dans un autre canton suisse se présentent personnellement au service compétent de leur commune de domicile.

[2] Lors du premier entretien, le service compétent de la commune informe les personnes visées à l'alinéa 1 de manière suffisante de leurs droits et de leurs obligations, ainsi que des conditions de vie locales et des offres d'encouragement à l'intégration.

Premier entretien dans la commune

Art. 6 [1]Les personnes étrangères âgées de 15 ans et plus récemment arrivées de l'étranger se présentent personnellement au service compétent de leur commune de domicile.

[2] Lors du premier entretien, le service compétent de la commune informe les personnes récemment arrivées de l'étranger de manière suffisante de leurs droits et de leurs obligations, ainsi que des conditions de vie locales et des offres d'encouragement à l'intégration.

[3] S'il constate lors de l'entretien personnel que la personne nouvellement arrivée ou ses enfants mineurs pourraient avoir des besoins particuliers d'information sur l'intégration, il les annonce à une antenne d'intégration en mentionnant le motif.

[4] Des besoins particuliers d'information peuvent apparaître en particulier

a si les personnes concernées ne parlent pas la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'arrondissement administratif dans lequel elles sont domiciliées ou que leurs connaissances de la langue soient faibles;

b si elles ne possèdent pas de qualifications professionnelles reconnues en Suisse, n'effectuent pas un perfectionnement ou n'exercent aucune activité lucrative;

c si elles ont des enfants mineurs.

[5] Les personnes adressées à une antenne d'intégration ont l'obligation de s'y rendre. Cette disposition a valeur de recommandation pour les ressortissants et ressortissantes des pays membres de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

[6] L'antenne d'intégration annonce à l'autorité compétente pour l'exécution de la législation sur le droit des étrangers (autorité de migration) les personnes qui ne se sont pas présentées.

b si elles ne possèdent pas de qualifications professionnelles reconnues en Suisse, n'effectuent pas un perfectionnement ou n'exercent aucune activité lucrative;

c *si elles ont des enfants mineurs.*

[5] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance et veille à l'uniformité de l'application du droit.

Envoi à une antenne d'intégration

Art. 6 [1]Les personnes adressées à une antenne d'intégration ont l'obligation de s'y rendre. Faute de respecter cette obligation, elles ne sauraient obtenir une autorisation relevant du droit des étrangers.

[2] Cette disposition équivaut à une recommandation pour les ressortissants et ressortissantes des pays membres de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

[3] L'antenne d'intégration annonce à l'autorité compétente pour l'exécution de la législation sur le droit des étrangers (autorité de migration) les personnes qui ne se sont pas présentées.

Antennes d'intégration

Art. 6a [1]Les antennes d'intégration conseillent aussi bien les particuliers que les organisations privées ou publiques.

b si elles ne possèdent pas de qualifications professionnelles reconnues en Suisse, n'effectuent pas un perfectionnement ou n'exercent aucune activité lucrative;
c si elles ont des enfants mineurs.

[5] Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance et veille à l'uniformité de l'application du droit.

Envoi à une antenne d'intégration

Art. 6 [1]Les personnes adressées à une antenne d'intégration ont l'obligation de s'y rendre. Faute de respecter cette obligation, elles ne sauraient obtenir une autorisation relevant du droit des étrangers.

[2] Cette disposition équivaut à une recommandation pour les ressortissants et ressortissantes des pays membres de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

[3] L'antenne d'intégration annonce à l'autorité compétente pour l'exécution de la législation sur le droit des étrangers (autorité de migration) les personnes qui ne se sont pas présentées.

Antennes d'intégration

Art. 6a [1]Les antennes d'intégration conseillent aussi bien les particuliers que les organisations privées ou publiques.

Proposition de la Commission de rédaction

Art. 6 [1]Ne concerne que le texte allemand.

Conseil et suivi

Art. 7 [1]Lors de la consultation, l'antenne d'intégration détermine le besoin de mesures d'intégration particulières.

[2] Elle communique le résultat à l'autorité de migration.

[3] Elle recommande les mesures à prendre aux personnes concernées, qu'elle accompagne dans le cas où une convention d'intégration selon l'article 8 ne peut pas être conclue mais qu'un besoin d'intégration se fait sentir.

Convention d'intégration avec l'autorité de migration 1. Antenne d'intégration

Art. 8 [1]S'il s'avère que des mesures d'intégration particulières sont nécessaires, l'antenne d'intégration détermine avec l'autorité de migration si celle-ci envisage de conclure une convention d'intégration.

[2] L'antenne d'intégration élabore le projet de convention avec la personne concernée à l'intention de l'autorité de migration.

[3] La convention d'intégration mentionne

a l'obligation de suivre un cours de langue ou d'intégration ou toute autre mesure nécessaire selon le droit de séjour;
b les conséquences si l'objectif convenu n'est pas atteint;
c les modalités du financement des mesures d'intégration ordonnées.

[4] L'autorité de migration conclut la convention d'intégration avec la personne concernée.

[5] Elle peut soumettre l'octroi ou la prolongation de l'autorisation de séjour à l'obligation de conclure une convention d'intégration.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale garantit que l'ensemble de la population ait accès aux antennes d'intégration.

[3] Elle désigne d'entente avec les communes les antennes dont leurs habitants relèvent.

[4] Elle peut confier la gestion des antennes d'intégration aux communes ou à des organisations privées par contrat de prestations.

Conseil et suivi

Art. 7 [1]Lors de la consultation, l'antenne d'intégration détermine le besoin de mesures d'intégration particulières.

[2] Elle communique le résultat à l'autorité de migration.

[3] Elle recommande les mesures à prendre aux personnes concernées, les accompagne et contrôle l'accomplissement des mesures, si une convention d'intégration selon l'article 8 ne peut pas être conclue mais qu'un besoin d'intégration se fait sentir.

Convention d'intégration avec l'autorité de migration 1. Antenne d'intégration

Art. 8 [1]S'il s'avère que des mesures d'intégration particulières sont nécessaires, l'antenne d'intégration détermine avec l'autorité de migration si celle-ci envisage de conclure une convention d'intégration.

[2] L'antenne d'intégration élabore le projet de convention avec la personne concernée à l'intention de l'autorité de migration.

[3] L'autorité de migration conclut la convention d'intégration avec la personne concernée.

[4] Elle soumet l'octroi ou la prolongation de l'autorisation de séjour à l'obligation de conclure une convention d'intégration et de la respecter.

2. Contenu et coût des mesures

Art. 8a [1]La convention d'intégration mentionne
a l'obligation de suivre un cours de langue ou toute autre mesure nécessaire selon le droit de séjour;
b les conséquences si l'objectif convenu n'est pas atteint.

[2] La personne concernée assume le coût des mesures d'intégration selon l'alinéa 1, lettre *a*.

[2] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale garantit que l'ensemble de la population ait accès aux antennes d'intégration.

[3] Elle désigne d'entente avec les communes les antennes dont leurs habitants relèvent.

[4] Elle peut confier la gestion des antennes d'intégration aux communes ou à des organisations privées par contrat de prestations.

Conseil et suivi

Art. 7 [1]Lors de la consultation, l'antenne d'intégration détermine le besoin de mesures d'intégration particulières.

[2] Elle communique le résultat à l'autorité de migration.

[3] Elle recommande les mesures à prendre aux personnes concernées, les accompagne et contrôle l'accomplissement des mesures, si une convention d'intégration selon l'article 8 ne peut pas être conclue mais qu'un besoin d'intégration se fait sentir.

Convention d'intégration avec l'autorité de migration
1. Antenne d'intégration

Art. 8 [1]S'il s'avère que des mesures d'intégration particulières sont nécessaires, l'antenne d'intégration détermine avec l'autorité de migration si celle-ci envisage de conclure une convention d'intégration.

[2] L'antenne d'intégration élabore le projet de convention avec la personne concernée à l'intention de l'autorité de migration.

[3] L'autorité de migration conclut la convention d'intégration avec la personne concernée.

[4] Elle soumet l'octroi ou la prolongation de l'autorisation de séjour à l'obligation de conclure une convention d'intégration et de la respecter.

2. Contenu et coût des mesures

Art. 8a [1]La convention d'intégration mentionne

a l'obligation de suivre un cours de langue ou toute autre mesure nécessaire selon le droit de séjour;

b les conséquences si l'objectif convenu n'est pas atteint.

[2] La personne concernée assume le coût des mesures d'intégration selon l'alinéa 1, lettre *a*.

2. Contenu et coût des mesures

Art. 8a [1]La convention d'intégration mentionne

a l'obligation de suivre et d'achever un cours de langue ou toute autre mesure nécessaire selon le droit de séjour;

2. Suivi, contrôle et conséquences

Art. 9 [1]En cas de conclusion d'une convention, l'antenne d'intégration veille à ce que les personnes concernées soient suivies dans l'accomplissement de leurs obligations selon la convention.

[2] Elle en fait rapport à l'autorité de migration.

[3] Les autorités chargées de l'exécution de la législation sur le droit des étrangers tiennent compte de l'accomplissement des mesures convenues au moment d'attribuer une autorisation de séjour ou d'établissement, de la prolonger ou de la révoquer.

3. Tâches du canton, des communes et des employeurs

Tâches du canton et des communes 1. Conditions générales de l'intégration

Art. 10 [1]Le canton et les communes accomplissent leur mission d'intégration en collaboration avec les organisations publiques ou privées, y compris les partenaires sociaux et les associations de personnes étrangères.

[2] Ils prennent les mesures requises pour que les personnes étrangères aient accès aux prestations de l'Etat et pour supprimer les entraves réglementaires à l'intégration.

2. Canton et communes en qualité d'employeurs

Art. 11 [1]Le canton et les communes accordent aux personnes étrangères à qualifications égales le même accès aux emplois et aux places d'apprentissage qu'aux autochtones.

[2] Sont réservées les dispositions de la législation spéciale qui exigent la nationalité suisse comme condition préalable à un engagement.

[3] Le canton et les communes assurent la formation en matière d'intégration de leurs collaborateurs et collaboratrices qui sont en contact avec la population étrangère et favorisent leurs compétences interculturelles.

3. Protection contre la discrimination

Art. 12 [1]Le canton et les communes veillent à prévenir la discrimination ethnique ou culturelle et à la combattre.

[2] Ils peuvent notamment prendre des mesures de communication et de sensibilisation ciblées et offrir des prestations de conseil pour les personnes concernées. Ils collaborent avec les autorités fédérales compétentes et avec les institutions publiques et privées opérant dans ce secteur.

Tâches du canton 1. Information

Art. 13 Le canton informe la population de la politique d'intégration et des questions relatives à la migration, à l'intégration, à la prévention et à la lutte contre la discrimination éthnique ou culturelle.

3. Suivi, contrôle et conséquences

Art. 9 [1]En cas de conclusion d'une convention, l'antenne d'intégration veille à ce que les personnes concernées soient suivies et contrôle l'accomplissement de leurs obligations selon la convention.

[2] Elle en fait rapport à l'autorité de migration et à la commune de domicile.

[3] Les autorités chargées de l'exécution de la législation sur le droit des étrangers tiennent compte de l'accomplissement des mesures convenues au moment d'attribuer une autorisation de séjour ou d'établissement, de la prolonger ou de la révoquer.

3. Tâches du canton, des communes et des employeurs

Tâches du canton et des communes 1. Conditions générales de l'intégration

Art. 10 [1]Le canton et les communes accomplissent leur mission d'intégration en collaboration avec les organisations publiques ou privées, y compris les partenaires sociaux et les associations de personnes étrangères.

[2] Ils prennent les mesures requises pour que les personnes étrangères aient accès aux prestations de l'Etat et pour supprimer les entraves réglementaires à l'intégration.

2. Canton et communes en qualité d'employeurs

Art. 11 [1]Le canton et les communes accordent aux personnes étrangères à qualifications égales le même accès aux emplois et aux places d'apprentissage qu'aux personnes de nationalité suisse.

[2] Sont réservées les dispositions de la législation spéciale qui exigent la nationalité suisse comme condition préalable à un engagement.

[3] Le canton et les communes assurent la formation en matière d'intégration de leurs collaborateurs et collaboratrices qui sont en contact avec la population étrangère et favorisent leurs compétences interculturelles.

3. Protection contre la discrimination

Art. 12 [1]Le canton et les communes veillent à prévenir la discrimination envers les personnes étrangères comme envers celles de nationalité suisse et à la combattre.

[2] Ils peuvent notamment prendre des mesures de communication et de sensibilisation ciblées et offrir des prestations de conseil pour les personnes concernées. Ils collaborent avec les autorités fédérales compétentes et avec les institutions publiques et privées opérant dans ce secteur.

Tâches du canton 1. Information

Art. 13 Le canton informe la population de la politique d'intégration et des questions relatives à la migration et à l'intégration.

3. Suivi, contrôle et conséquences

Art. 9 [1]En cas de conclusion d'une convention, l'antenne d'intégration veille à ce que les personnes concernées soient suivies et contrôle l'accomplissement de leurs obligations selon la convention.

[2] Elle en fait rapport à l'autorité de migration et à la commune de domicile.

[3] Les autorités chargées de l'exécution de la législation sur le droit des étrangers tiennent compte de l'accomplissement des mesures convenues au moment d'attribuer une autorisation de séjour ou d'établissement, de la prolonger ou de la révoquer.

3. Tâches du canton, des communes et des employeurs

Tâches du canton et des communes 1. Conditions générales de l'intégration

Art. 10 [1]Le canton et les communes accomplissent leur mission d'intégration en collaboration avec les organisations publiques ou privées, y compris les partenaires sociaux et les associations de personnes étrangères.

[2] Ils prennent les mesures requises pour que les personnes étrangères aient accès aux prestations de l'Etat et pour supprimer les entraves réglementaires à l'intégration.

2. Canton et communes en qualité d'employeurs

Art. 11 [1]Le canton et les communes accordent aux personnes étrangères à qualifications égales le même accès aux emplois et aux places d'apprentissage qu'aux personnes de nationalité suisse.

[2] Sont réservées les dispositions de la législation spéciale qui exigent la nationalité suisse comme condition préalable à un engagement.

[3] Le canton et les communes assurent la formation en matière d'intégration de leurs collaborateurs et collaboratrices qui sont en contact avec la population étrangère et favorisent leurs compétences interculturelles.

3. Protection contre la discrimination

Art. 12 [1]Le canton et les communes veillent à prévenir la discrimination envers les personnes étrangères comme envers celles de nationalité suisse et à la combattre.

[2] Ils peuvent notamment prendre des mesures de communication et de sensibilisation ciblées et offrir des prestations de conseil pour les personnes concernées. Ils collaborent avec les autorités fédérales compétentes et avec les institutions publiques et privées opérant dans ce secteur.

Tâches du canton 1. Information

Art. 13 Le canton informe la population de la politique d'intégration et des questions relatives à la migration et à l'intégration.

2. Cours de langue et d'intégration

Art. 14 Le canton garantit que les personnes étrangères puissent bénéficier de cours de langue et d'intégration appropriés.

3. Commission de l'intégration

Art. 15 Le Conseil-exécutif peut instituer une commission consultative pour la politique cantonale d'intégration, qui conseille le gouvernement ainsi que l'administration cantonale et les communes dans la mise en œuvre de la présente loi.

Employeurs

Art. 16 Avec l'aide du canton, les employeurs informent leur personnel étranger des programmes d'encouragement à l'intégration et des mesures de prévention et de lutte contre la discrimination éthnique ou culturelle.

4. Financement

Financement et compensation des charges

Art. 17 [1]Les communes financent le premier entretien personnel selon l'article 6.

[2] Le canton finance les antennes d'intégration pour le conseil et le suivi selon les articles 7 et 9.

[3] Les charges des communes selon l'alinéa 1 et celles du canton selon l'alinéa 2 relèvent de la compensation des charges conformément à la législation sur l'aide sociale, pour autant que les subventions fédérales pour l'intégration se révèlent insuffisantes.

[4] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les charges des communes admises à la compensation des charges. Il peut définir des forfaits.

Autres mesures et projets

Art. 18 [1]Le canton et les communes peuvent, sur la base de la présente loi, prendre d'autres mesures de promotion de l'intégration dans leurs domaines de compétences respectifs, mener des projets d'encouragement à l'intégration ou en subventionner.

[2] Le financement au sens de l'article 17 ou un subventionnement sont accordés dans la mesure du possible en complément aux contributions de la Confédération ou de tiers.

[3] Les autorités compétentes du canton selon la présente loi ou la législation spéciale accordent des subventions pour les mesures et les projets selon l'alinéa 1 par voie de décision ou par le biais de contrats de prestations.

5. Contrat de prestations

Contrat de prestations
1. Conditions

Art. 19 [1]Le canton et les communes peuvent conclure un contrat de prestations pour la réalisation des mesures d'intégration, soit entre eux, soit avec des tiers.

2. Cours de langue et d'intégration

Art. 14 Le canton garantit que les personnes étrangères puissent bénéficier de cours de langue appropriés.

3. Commission de l'intégration

Art. 15 Le Conseil-exécutif peut instituer une commission consultative pour la politique cantonale d'intégration, qui conseille le gouvernement ainsi que l'administration cantonale et les communes dans la mise en œuvre de la présente loi.

Employeurs

Art. 16 Avec l'aide du canton, les employeurs informent leur personnel étranger des programmes d'encouragement à l'intégration.

4. Financement

Financement et compensation des charges

Art. 17 [1]Les communes financent le premier entretien personnel selon l'article 5.

[2] Le canton finance les antennes d'intégration pour le conseil et le suivi selon les articles 7, 8 et 9.

[3] Les charges des communes selon l'alinéa 1 et celles du canton selon l'alinéa 2 relèvent de la compensation des charges conformément à la législation sur l'aide sociale, pour autant que les subventions fédérales pour l'intégration se révèlent insuffisantes.

[4] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les charges des communes admises à la compensation des charges. Il peut définir des forfaits.

Autres mesures et projets

Art. 18 [1]Le canton et les communes peuvent, sur la base de la présente loi, prendre d'autres mesures de promotion de l'intégration dans leurs domaines de compétences respectifs, mener des projets d'encouragement à l'intégration ou en subventionner.

[2] Le financement au sens de l'article 17 ou un subventionnement sont accordés dans la mesure du possible en complément aux contributions de la Confédération ou de tiers.

[3] Les autorités compétentes du canton selon la présente loi ou la législation spéciale accordent des subventions pour les mesures et les projets selon l'alinéa 1 par voie de décision ou par le biais de contrats de prestations.

5. Contrat de prestations

Contrat de prestations
1. Conditions

Art. 19 [1]Le canton et les communes peuvent conclure un contrat de prestations pour la réalisation des mesures d'intégration, soit entre eux, soit avec des tiers.

2. Cours de langue et d'intégration

Art. 14 Le canton garantit que les personnes étrangères puissent bénéficier de cours de langue appropriés.

3. Commission de l'intégration

Art. 15 Le Conseil-exécutif peut instituer une commission consultative pour la politique cantonale d'intégration, qui conseille le gouvernement ainsi que l'administration cantonale et les communes dans la mise en œuvre de la présente loi.

Employeurs

Art. 16 Avec l'aide du canton, les employeurs informent leur personnel étranger des programmes d'encouragement à l'intégration.

4. Financement

Financement et compensation des charges

Art. 17 [1]Les communes financent le premier entretien personnel selon l'article 5.

[2] Le canton finance les antennes d'intégration pour le conseil et le suivi selon les articles 7, 8 et 9.

[3] Les charges des communes selon l'alinéa 1 et celles du canton selon l'alinéa 2 relèvent de la compensation des charges conformément à la législation sur l'aide sociale, pour autant que les subventions fédérales pour l'intégration se révèlent insuffisantes.

[4] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les charges des communes admises à la compensation des charges. Il peut définir des forfaits.

Autres mesures et projets

Art. 18 [1]Le canton et les communes peuvent, sur la base de la présente loi, prendre d'autres mesures de promotion de l'intégration dans leurs domaines de compétences respectifs, mener des projets d'encouragement à l'intégration ou en subventionner.

[2] Le financement au sens de l'article 17 ou un subventionnement sont accordés dans la mesure du possible en complément aux contributions de la Confédération ou de tiers.

[3] Les autorités compétentes du canton selon la présente loi ou la législation spéciale accordent des subventions pour les mesures et les projets selon l'alinéa 1 par voie de décision ou par le biais de contrats de prestations.

5. Contrat de prestations

Contrat de prestations
1. Conditions

Art. 19 [1]Le canton et les communes peuvent conclure un contrat de prestations pour la réalisation des mesures d'intégration, soit entre eux, soit avec des tiers.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations est soumise aux conditions préalables suivantes:
a l'offre répond à un besoin avéré;
b le personnel disposant d'une formation suffisante pour fournir les prestations spécialisées est disponible et

c l'organisation du ou de la prestataire est adaptée à la mission.

[3] Les conditions figurant à l'alinéa 2 valent également pour les subventions accordées par voie de décision.

2. Contenu

Art. 20 [1]Le contrat de prestations règle en particulier
a les prestations à fournir pour le canton ou pour la commune,
b le versement des subventions,
c les objectifs d'effet et les objectifs de prestation,
d l'examen régulier de leur effet,
e la mise à disposition des données et informations requises.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations présuppose le respect des conventions collectives ou des conditions de travail usuelles du lieu et de la branche.

3. Violation du contrat

Art. 21 [1]En cas de violation des obligations contractuelles par le ou la prestataire et après sommation infructueuse, le service compétent du canton ou de la commune peut, par voie de décision, diminuer la subvention, la supprimer, voire en exiger le remboursement avec intérêts dès la date du versement.

[2] Une violation grave des obligations contractuelles peut entraîner la résiliation immédiate du contrat.

6. Exécution

Art. 22 [1]Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

[2] Il analyse la situation des personnes étrangères sous l'angle de l'intégration, fait élaborer des plans de mesures pour l'application de la présente loi dans l'ensemble des domaines d'activité de l'administration cantonale et adopte lesdits plans.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations est soumise aux conditions préalables suivantes:
a l'offre répond à un besoin avéré;
b le personnel disposant d'une formation suffisante pour fournir les prestations spécialisées est disponible;
c le ou la prestataire soutient la politique cantonale d'intégration, notamment en poursuivant les objectifs et en proposant les mesures prévus par la loi sur l'intégration selon le principe d'encourager et d'exiger, et
d l'organisation du ou de la prestataire est adaptée à la mission.

[3] Les conditions figurant à l'alinéa 2 valent également pour les subventions accordées par voie de décision.

2. Contenu

Art. 20 [1]Le contrat de prestations règle en particulier
a les prestations à fournir pour le canton ou pour la commune,
b le versement des subventions,
c les objectifs d'effet et les objectifs de prestation,
d l'examen régulier de leur effet,
e la mise à disposition des données et informations requises.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations présuppose le respect des conventions collectives ou des conditions de travail usuelles du lieu et de la branche.

3. Violation du contrat

Art. 21 [1]En cas de violation des obligations contractuelles par le ou la prestataire et après sommation infructueuse, le service compétent du canton ou de la commune peut, par voie de décision, diminuer la subvention, la supprimer, voire en exiger le remboursement avec intérêts dès la date du versement.

[2] Une violation grave des obligations contractuelles peut entraîner la résiliation immédiate du contrat.

6. Exécution

Art. 22 [1]Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

[2] Il analyse la situation des personnes étrangères sous l'angle de l'intégration, fait élaborer des plans de mesures pour l'application de la présente loi dans l'ensemble des domaines d'activité de l'administration cantonale et adopte lesdits plans.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations est soumise aux conditions préalables suivantes:
a l'offre répond à un besoin avéré;
b le personnel disposant d'une formation suffisante pour fournir les prestations spécialisées est disponible;
c le ou la prestataire soutient la politique cantonale d'intégration, notamment en poursuivant les objectifs et en proposant les mesures prévus par la loi sur l'intégration selon le principe d'encourager et d'exiger, et
d l'organisation du ou de la prestataire est adaptée à la mission.

[3] Les conditions figurant à l'alinéa 2 valent également pour les subventions accordées par voie de décision.

2. Contenu

Art. 20 [1]Le contrat de prestations règle en particulier
a les prestations à fournir pour le canton ou pour la commune,
b le versement des subventions,
c les objectifs d'effet et les objectifs de prestation,
d l'examen régulier de leur effet,
e la mise à disposition des données et informations requises.

[2] La conclusion d'un contrat de prestations présuppose le respect des conventions collectives ou des conditions de travail usuelles du lieu et de la branche.

3. Violation du contrat

Art. 21 [1]En cas de violation des obligations contractuelles par le ou la prestataire et après sommation infructueuse, le service compétent du canton ou de la commune peut, par voie de décision, diminuer la subvention, la supprimer, voire en exiger le remboursement avec intérêts dès la date du versement.

[2] Une violation grave des obligations contractuelles peut entraîner la résiliation immédiate du contrat.

6. Exécution

Art. 22 [1]Le Conseil-exécutif édicte les dispositions d'exécution de la présente loi.

[2] Il analyse la situation des personnes étrangères sous l'angle de l'intégration, fait élaborer des plans de mesures pour l'application de la présente loi dans l'ensemble des domaines d'activité de l'administration cantonale et adopte lesdits plans.

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale coordonne les mesures d'intégration du canton. Il fait office d'interlocuteur des autorités fédérales, cantonales, des communes et des organisations privées.

7. Dispositions finales

Modification d'un acte législatif

Art. 23 La loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 28 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale accomplit les tâches qui lui sont attribuées dans les domaines de la santé et de l'aide sociale, de l'aide aux victimes d'infractions, de l'intégration de la population étrangère, ainsi que celles relevant de la législation sur les médicaments, les stupéfiants, les denrées alimentaires et les toxiques, de même que celles relevant du domaine de la protection de l'environnement.

Entrée en vigueur

Art. 24 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 25 avril 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Pulver*
le chancelier: *Nuspliger*

[1)] RSB 152.01

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale coordonne les mesures d'intégration du canton et les contrôle en collaboration notamment avec la Direction de la police et des affaires militaires, en particulier. Il fait office d'interlocuteur des autorités fédérales, cantonales, des communes et des organisations privées.

7. Dispositions finales

Modification d'un acte législatif

Art. 23 La loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 28 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale accomplit les tâches qui lui sont attribuées dans les domaines de la santé et de l'aide sociale, de l'aide aux victimes d'infractions, de l'intégration de la population étrangère, ainsi que celles relevant de la législation sur les médicaments, les stupéfiants, les denrées alimentaires et les toxiques, de même que celles relevant du domaine de la protection de l'environnement.

Entrée en vigueur

Art. 24 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 19 septembre 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 24 août 2012

Au nom de la commission,

le président: *Kneubühler*

[1)] RSB 152.01

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale coordonne les mesures d'intégration du canton et les contrôle en collaboration notamment avec la Direction de la police et des affaires militaires, en particulier. Il fait office d'interlocuteur des autorités fédérales, cantonales, des communes et des organisations privées.

7. Dispositions finales

Modification d'un acte législatif

Art. 23 La loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 28 La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale accomplit les tâches qui lui sont attribuées dans les domaines de la santé et de l'aide sociale, de l'aide aux victimes d'infractions, de l'intégration de la population étrangère, ainsi que celles relevant de la législation sur les médicaments, les stupéfiants, les denrées alimentaires et les toxiques, de même que celles relevant du domaine de la protection de l'environnement.

Entrée en vigueur

Art. 24 Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Berne, le 29 janvier 2013

Au nom du Grand Conseil,

la présidente: *Rufer-Wüthrich*
la vice-chancelière: *Aeschmann*

Texte approuvé par la Commission de rédaction

La Chancellerie d'Etat est chargée d'apporter au texte de la présente loi les adaptations formelles nécessaires (numérotation des articles, renvois) après le vote final au Grand Conseil.

1) RSB 152.01

Proposition de la Commission de rédaction

[3] Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale coordonne les mesures d'intégration du canton. Il fait office d'interlocuteur des autorités fédérales, cantonales, des communes et des organisations privées. Il contrôle l'exécution des mesures d'intégration en collaboration, en particulier, avec la Direction de la police et des affaires militaires.

Berne, le 20 février 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 12 février 2013

Au nom de la commission,

le président: *Kneubühler*

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Loi sur les impôts (LI) (Modification)

Direction des finances

Annexe 11

Proposition du Conseil-exécutif

Loi 661.11
sur les impôts (LI)
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI) est modifiée comme suit:

Compétences **Art. 3** [1 et 2]Inchangés.

[3] «les paliers du barème exprimés en francs, les déductions sociales et les montants exonérés d'impôt» est remplacé par «les paliers du barème et les déductions sociales exprimés en francs».

[4] Le Conseil-exécutif adapte chaque année les paliers du barème des articles 42 et 44 à la nouvelle valeur de l'argent. Au surplus, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

[5] «Il se prononce» est remplacé par «Le Grand Conseil se prononce».

Art. 6 [1]Les personnes physiques qui, au regard du droit fiscal, ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse sont assujetties à l'impôt à raison de leur rattachement économique lorsque

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi 661.11
sur les impôts (LI)
(Modification)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI), y compris la modification du 23 septembre 2012 (votation populaire sur l'initiative «Des impôts équitables – pour les familles»), est modifiée comme suit:

Compétences **Art. 3** [1 et 2]Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

[3] «les paliers du barème exprimés en francs, les déductions sociales et les montants exonérés d'impôt» est remplacé par «les paliers du barème et les déductions sociales exprimés en francs».

Proposition de la commission

[3] Biffer.

[4] Le Conseil-exécutif adapte chaque année les paliers du barème des articles 42 et 44 à la nouvelle valeur de l'argent. Au surplus, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

[5] «Il se prononce» est remplacé par «Le Grand Conseil se prononce».

Proposition du Conseil-exécutif

[6] Biffer.

Proposition de la commission

[6] Le Conseil-exécutif définit les buts de la politique fiscale du canton dans la stratégie fiscale et montre comment et dans quels délais ils seront atteints. Il examine périodiquement la stratégie fiscale quant au fond, ainsi que sa mise en œuvre et l'adapte si nécessaire. Il la présente au Grand Conseil pour information.

Art. 6 [1]Les personnes physiques qui, au regard du droit fiscal, ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse sont assujetties à l'impôt à raison de leur rattachement économique lorsque

Résultat de la première lecture

Loi sur les impôts (LI) (Modification)

661.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI), y compris la modification du 23 septembre 2012 (votation populaire sur l'initiative «Des impôts équitables – pour les familles»), est modifiée comme suit:

Compétences

Art. 3 [1 à 3] Inchangés.

[4] Le Conseil-exécutif adapte chaque année les paliers du barème des articles 42 et 44 à la nouvelle valeur de l'argent. Au surplus, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

[5] «Il se prononce» est remplacé par «Le Grand Conseil se prononce».

[6] Le Conseil-exécutif définit les buts de la politique fiscale du canton dans la stratégie fiscale et montre comment et dans quels délais ils seront atteints. Il examine périodiquement la stratégie fiscale quant au fond, ainsi que sa mise en œuvre et l'adapte si nécessaire. Il la présente au Grand Conseil pour information.

Art. 6 [1] Les personnes physiques qui, au regard du droit fiscal, ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse sont assujetties à l'impôt à raison de leur rattachement économique lorsque

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission pour la seconde lecture

Art. 3 [1 et 2] Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

[3] «les paliers du barème exprimés en francs, les déductions sociales et les montants exonérés d'impôt» est remplacé par «les paliers du barème et les déductions sociales exprimés en francs».

Proposition de la commission

[3] Biffer.

a inchangée;
b elles reçoivent, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou un établissement stable dans le canton de Berne, des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations similaires;
c à *g* inchangées.

[2] Inchangé.

Art. 16 [1]Les personnes physiques ont le droit de payer un impôt calculé d'après la dépense au lieu de l'impôt ordinaire sur le revenu et sur la fortune
a si elles ne sont pas des ressortissants ou ressortissantes suisses;
b si elles sont assujetties à l'impôt de manière illimitée pour la première fois ou après une interruption d'au moins dix ans et
c si elles n'exercent aucune activité lucrative en Suisse.

[2] Les époux vivant en ménage commun doivent tous deux remplir les conditions énoncées à l'alinéa 1.

[3] L'impôt se substituant à l'impôt ordinaire sur le revenu est perçu sur les dépenses annuelles faites durant la période d'évaluation en Suisse et à l'étranger par la personne contribuable pour elle-même et les personnes dont elle a la charge pour assurer leur train de vie, mais au minimum sur le plus élevé des montants suivants:
a 400 000 francs;
b le septuple du loyer annuel ou de la valeur locative du logement selon l'article 25, alinéa 1, lettre *b* des personnes contribuables ayant un ménage indépendant;
c le triple du prix annuel payé par les autres personnes contribuables pour se loger et se nourrir à leur lieu de séjour selon l'article 4.

[4] L'impôt se calcule d'après le barème d'imposition ordinaire (art. 42, al. 1 et 2).

[5] L'impôt sur la fortune est perçu sur les biens imposables visés à l'article 5, la base d'imposition minimale s'élevant au décuple de l'assiette de l'impôt sur le revenu.

a inchangée;
b elles reçoivent, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou un établissement stable dans le canton de Berne, des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations similaires;
c à *g* inchangées.

[2] Inchangé.

Art. 16[1)] [1]Inchangé.

[2] Les époux vivant en ménage commun doivent tous deux remplir les conditions énoncées à l'alinéa 1.

[3] L'impôt sur le revenu est calculé en fonction du montant annuel des frais d'entretien courant que la personne contribuable a engagés sur la période d'évaluation en Suisse et à l'étranger, pour elle et les personnes vivant en Suisse dont elle a la charge, mais au moins sur le plus élevé des montants suivants:
a 400 000 francs;
b pour les personnes contribuables tenant ménage indépendant: le septuple de leur loyer annuel ou de la valeur locative visée à l'article 25, alinéa 1, lettre *b*;
c pour les autres personnes contribuables: le triple de la pension annuelle qu'elles versent pour leur logement et leur alimentation au lieu de séjour visé à l'alinéa 1, lettre *b*;
d abrogée.

[4] Si la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct prévoit des montants moins élevés pour les bases d'imposition minimales visées à l'alinéa 3, ceux-ci s'appliquent.

[5 à 7]Anciens alinéas 4 à 6.

[1)] Dans sa teneur du 23 septembre 2012 (entrée en vigueur simultanée à celle de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur l'imposition d'après la dépense; RO ...)

a inchangée;
b elles reçoivent, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou un établissement stable dans le canton de Berne, des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations similaires;
c à *g* inchangées.

2 Inchangé.

Art. 16[1)] 1Inchangé.

2 Les époux vivant en ménage commun doivent tous deux remplir les conditions énoncées à l'alinéa 1.

3 L'impôt sur le revenu est calculé en fonction du montant annuel des frais d'entretien courant que la personne contribuable a engagés sur la période d'évaluation en Suisse et à l'étranger, pour elle et les personnes vivant en Suisse dont elle a la charge, mais au moins sur le plus élevé des montants suivants:
a 400 000 francs;
b pour les personnes contribuables tenant ménage indépendant: le septuple de leur loyer annuel ou de la valeur locative visée à l'article 25, alinéa 1, lettre *b*;
c pour les autres personnes contribuables: le triple de la pension annuelle qu'elles versent pour leur logement et leur alimentation au lieu de séjour visé à l'alinéa 1, lettre *b*;
d abrogée.

4 Si la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct prévoit des montants moins élevés pour les bases d'imposition minimales visées à l'alinéa 3, ceux-ci s'appliquent.

5 à 7Anciens alinéas 4 à 6.

1) Dans sa teneur du 23 septembre 2012 (entrée en vigueur simultanée à celle de la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur l'imposition d'après la dépense; RO ...)

6 L'impôt se calcule d'après le barème d'imposition ordinaire (art. 65).

7 L'impôt calculé d'après la dépense doit être au moins égal à la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune, calculés d'après les barèmes d'imposition ordinaires sur le montant brut total
a de la fortune immobilière sise en Suisse et de son rendement;
b des objets mobiliers se trouvant en Suisse et de leur rendement;
c des capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et de leur rendement;
d des droits d'auteur, brevets et autres droits semblables exploités en Suisse et de leur rendement;
e des retraites, rentes et pensions de source suisse;
f des revenus pour lesquels la personne contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions.

8 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires à la perception de l'impôt calculé d'après la dépense. Il peut arrêter des bases d'imposition et un mode de calcul de l'impôt dérogeant aux alinéas 3 et 4 si cela est nécessaire pour permettre aux personnes contribuables mentionnées à l'alinéa 1 d'obtenir le dégrèvement des impôts d'un Etat étranger avec lequel la Suisse a conclu une convention en vue d'éviter les doubles impositions.

Art. 20 1«les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille et les autres avantages appréciables en argent» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

2 Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 20a (nouveau) 1Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites
a les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe distribue à ses collaborateurs et collaboratrices;
b les options donnant droit à l'acquisition de participations mentionnées à la lettre *a*.

2 Sont considérées comme des participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités pécuniaires.

8 L'impôt calculé d'après la dépense doit être au moins égal à la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune, calculés d'après les barèmes d'imposition ordinaires sur le montant brut total
a des biens immobiliers sis en Suisse et de leurs revenus;
b des biens mobiliers sis en Suisse et de leurs revenus;
c des capitaux placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et de leurs revenus;
d des droits d'auteurs, brevets et autres droits similaires exploités en Suisse et de leurs revenus;
e des retraites, rentes et pensions de source suisse;
f des revenus pour lesquels la personne contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions.

9 Ancien alinéa 7.

Art. 20 1«les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille et les autres avantages appréciables en argent» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

2 Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 20a (nouveau) 1Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites
a les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe distribue à ses collaborateurs et collaboratrices;
b les options donnant droit à l'acquisition de participations mentionnées à la lettre *a*.

2 Sont considérées comme des participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités pécuniaires.

[8] L'impôt calculé d'après la dépense doit être au moins égal à la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune, calculés d'après les barèmes d'imposition ordinaires sur le montant brut total
a des biens immobiliers sis en Suisse et de leurs revenus,
b des biens mobiliers sis en Suisse et de leurs revenus,
c des capitaux placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et de leurs revenus,
d des droits d'auteurs, brevets et autres droits similaires exploités en Suisse et de leurs revenus,
e des retraites, rentes et pensions de source suisse,
f des revenus pour lesquels la personne contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions.

[9] Ancien alinéa 7.

Art. 20 [1]«les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille et les autres avantages appréciables en argent» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

[2] Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 20a (nouveau) [1]Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites
a les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe distribue à ses collaborateurs et collaboratrices;
b les options donnant droit à l'acquisition de participations mentionnées à la lettre *a*.

[2] Sont considérées comme des participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités pécuniaires.

Proposition du Conseil-exécutif

Revenus dérivant de participations de collaborateur proprement dites

Art. 20b (nouveau) [1]Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation, diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

[2] Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de six pour cent sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

[3] Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix d'exercice.

Revenus dérivant de participations de collaborateur improprement dites

Art. 20c (nouveau) Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

Art. 20d (nouveau) Si la personne contribuable n'était ni domiciliée, ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal pendant tout l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 20b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la totalité de cet intervalle et la période passée en Suisse.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission 8

Revenus dérivant de participations de collaborateur proprement dites

Art. 20b (nouveau) [1]Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation, diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

[2] Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de six pour cent sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

[3] Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix d'exercice.

Revenus dérivant de participations de collaborateur improprement dites

Art. 20c (nouveau) Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

Art. 20d (nouveau) Si la personne contribuable n'était ni domiciliée, ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal pendant tout l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 20b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la totalité de cet intervalle et la période passée en Suisse.

Revenus dérivant de participations de collaborateur proprement dites

Art. 20b (nouveau) [1]Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation, diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

[2] Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de six pour cent sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

[3] Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix d'exercice.

Revenus dérivant de participations de collaborateur improprement dites

Art. 20c (nouveau) Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

Art. 20d (nouveau) Si la personne contribuable n'était ni domiciliée, ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal pendant tout l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 20b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la totalité de cet intervalle et la période passée en Suisse.

Art. 25 [1 et 2]Inchangés.

[3] La valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)[1)] est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'œuvre standard.

[4 et 5]Anciens alinéas 3 et 4.

[1)] RS 211.412.11

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 25

Biffer.

Proposition de la commission

Art. 25 [1 et 2]Inchangés.

[3] La valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)[1)] est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'œuvre standard.

[4 et 5]Anciens alinéas 3 et 4.

[1)] RS 211.412.11

Art. 29 Sont exonérés de l'impôt
a à *e* inchangées;
f la solde du service militaire et du service de protection civile;
g la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 5 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels), sachant que les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
h à *k* anciennes lettres *g* à *i*;
l «les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille»;
m ancienne lettre *l*.

Art. 32 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 38 [1]Sont déduits du revenu
a et *b* inchangées;
c la pension alimentaire versée au conjoint ou à la conjointe divorcée ou séparée judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants dont il a la garde, à l'exception toutefois des prestations versées en exécution d'une autre obligation d'entretien ou d'assistance fondée sur le droit de la famille;
d à *l* inchangées;
m les cotisations et les versements à concurrence d'un montant de 5 200 francs en faveur d'un parti politique, si ce parti répond à l'une des conditions suivantes:
1. inchangé,
2. être représenté dans un parlement cantonal,
3. avoir obtenu au moins trois pour cent de voix lors des dernières élections législatives d'un canton.

[2] Inchangé.

Art. 29 Sont exonérés de l'impôt
a à *e* inchangées;
f la solde du service militaire et du service de protection civile;
g la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 5 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels), sachant que les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
h à *k* anciennes lettres *g* à *i*;
l «les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille»;
m ancienne lettre *l*.

Art. 32 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 38 [1]Sont déduits du revenu
a et *b* inchangées;
c la pension alimentaire versée au conjoint ou à la conjointe divorcée ou séparée judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants dont il a la garde, à l'exception toutefois des prestations versées en exécution d'une autre obligation d'entretien ou d'assistance fondée sur le droit de la famille;
d à *l* inchangées;
m les cotisations et les versements à concurrence d'un montant de 5 200 francs en faveur d'un parti politique, si ce parti répond à l'une des conditions suivantes:
1. inchangé,
2. être représenté dans un parlement cantonal,
3. avoir obtenu au moins trois pour cent de voix lors des dernières élections législatives d'un canton.

[2] Inchangé.

Art. 29 Sont exonérés de l'impôt

a à *e* inchangées;

f la solde du service militaire et du service de protection civile;

g la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 5 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels), sachant que les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;

h à *k* anciennes lettres *g* à *i*;

l «les indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «les indemnités pour le travail consacré à la famille»;

m ancienne lettre *l*.

Art. 32 [1 et 2]Inchangés.

[3] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 38 [1]Sont déduits du revenu

a et *b* inchangées;

c la pension alimentaire versée au conjoint ou à la conjointe divorcée ou séparée judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants dont il a la garde, à l'exception toutefois des prestations versées en exécution d'une autre obligation d'entretien ou d'assistance fondée sur le droit de la famille;

d à *l* inchangées;

m les cotisations et les versements à concurrence d'un montant de 5 200 francs en faveur d'un parti politique, si ce parti répond à l'une des conditions suivantes:

1. inchangé,
2. être représenté dans un parlement cantonal,
3. avoir obtenu au moins trois pour cent de voix lors des dernières élections législatives d'un canton.

[2] Inchangé.

Art. 40 [1 et 2]Inchangés.

[3] Pour les enfants, la personne contribuable peut déduire
a et *b* inchangées;
c «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a*» est remplacé par «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a* ou à l'alinéa 5».

[4 à 7]Inchangés.

[8] Les parents qui ont chacun droit à la demi-déduction pour leur enfant mineur commun (al. 3, lit. *a*) ont également chacun droit à la moitié des déductions qui lui sont liées (déduction pour assurance de l'art. 38, al. 1, lit. *g*, ch. 4; frais de formation de l'al. 3, lit. *b*; déduction pour revenu modique des al. 6 et 7).

[9] Les parents d'un enfant majeur, dont l'un a droit à la déduction pour enfant et l'autre à la déduction pour aide (al. 5), ont chacun également droit à la moitié des déductions liées à la déduction pour enfant.

Art. 41 [1]Inchangé.

[2] Le revenu imposable peut être fixé à zéro par le biais d'une déduction uniquement si la personne contribuable n'est ni propriétaire, ni usufruitière de biens immobiliers et que ni son revenu, ni sa fortune ne dépassent les montants fixés par le Conseil-exécutif.

Art. 43 «indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «indemnités pour le travail consacré à la famille».

Art. 43a [1]«sont déductibles» est remplacé par «sont d'abord déductibles des autres revenus».

[2] L'impôt frappant la part des réserves latentes réalisées qui équivaut au montant dont la personne contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 38, alinéa 1, lettre *d* est calculé selon le barème applicable aux prestations en capital provenant de la prévoyance selon l'article 44. Le même barème s'applique à la part du bénéfice de liquidation excédant le montant des réserves latentes réalisées, jusqu'à concurrence de 260 000 francs en tout.

[3] «taux d'imposition» est remplacé par «taux d'imposition applicable selon le barème de l'article 42».

[4] Inchangé.

Art. 40 [1 et 2]Inchangés.

[3] Pour les enfants, la personne contribuable peut déduire
a et *b* inchangées;
c «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a*» est remplacé par «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a* ou à l'alinéa 5».

[4 à 7]Inchangés.

[8] Les parents qui ont chacun droit à la demi-déduction pour leur enfant mineur commun (al. 3, lit. *a*) ont également chacun droit à la moitié des déductions qui lui sont liées (déduction pour assurance de l'art. 38, al. 1, lit. *g*, ch. 4; frais de formation de l'al. 3, lit. *b*; déduction pour revenu modique des al. 6 et 7).

[9] Les parents d'un enfant majeur, dont l'un a droit à la déduction pour enfant et l'autre à la déduction pour aide (al. 5), ont chacun également droit à la moitié des déductions liées à la déduction pour enfant.

Art. 41 [1]Inchangé.

[2] Le revenu imposable peut être fixé à zéro par le biais d'une déduction uniquement si la personne contribuable n'est ni propriétaire, ni usufruitière de biens immobiliers et que ni son revenu, ni sa fortune ne dépassent les montants fixés par le Conseil-exécutif.

Art. 43 «indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «indemnités pour le travail consacré à la famille».

Art. 43a [1]«sont déductibles» est remplacé par «sont d'abord déductibles des autres revenus».

[2] L'impôt frappant la part des réserves latentes réalisées qui équivaut au montant dont la personne contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 38, alinéa 1, lettre *d* est calculé selon le barème applicable aux prestations en capital provenant de la prévoyance selon l'article 44. Le même barème s'applique à la part du bénéfice de liquidation excédant le montant des réserves latentes réalisées, jusqu'à concurrence de 260 000 francs en tout.

[3] «taux d'imposition» est remplacé par «taux d'imposition applicable selon le barème de l'article 42».

[4] Inchangé.

Art. 40 [1 et 2]Inchangés.

[3] Pour les enfants, la personne contribuable peut déduire
a et *b* inchangées;
c «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a*» est remplacé par «pour lesquels ils ont droit à la déduction prévue à la lettre *a* ou à l'alinéa 5».

[4 à 7]Inchangés.

[8] Les parents qui ont chacun droit à la demi-déduction pour leur enfant mineur commun (al. 3, lit. *a*) ont également chacun droit à la moitié des déductions qui lui sont liées (déduction pour assurance de l'art. 38, al. 1, lit. *g*, ch. 4; frais de formation de l'al. 3, lit. *b*; déduction pour revenu modique des al. 6 et 7).

[9] Les parents d'un enfant majeur, dont l'un a droit à la déduction pour enfant et l'autre à la déduction pour aide (al. 5), ont chacun également droit à la moitié des déductions liées à la déduction pour enfant.

Art. 41 [1]Inchangé.

[2] Le revenu imposable peut être fixé à zéro par le biais d'une déduction uniquement si la personne contribuable n'est ni propriétaire, ni usufruitière de biens immobiliers et que ni son revenu, ni sa fortune ne dépassent les montants fixés par le Conseil-exécutif.

Art. 43 «indemnités versées en raison de sacrifices faits pour la famille» est remplacé par «indemnités pour le travail consacré à la famille».

Art. 43a [1]«sont déductibles» est remplacé par «sont d'abord déductibles des autres revenus».

[2] L'impôt frappant la part des réserves latentes réalisées qui équivaut au montant dont la personne contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 38, alinéa 1, lettre *d* est calculé selon le barème applicable aux prestations en capital provenant de la prévoyance selon l'article 44. Le même barème s'applique à la part du bénéfice de liquidation excédant le montant des réserves latentes réalisées, jusqu'à concurrence de 260 000 francs en tout.

[3] «taux d'imposition» est remplacé par «taux d'imposition applicable selon le barème de l'article 42».

[4] Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 44 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 000 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année.

[5 et 6]Inchangés.

Art. 45 [1]Inchangé.

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

[3] Inchangé.

Art. 49 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les participations de collaborateur prévues à l'article 20b, alinéa 1 sont évaluées à leur valeur vénale, en tenant compte des délais de blocage au moyen de l'escompte prévu à l'article 20b, alinéa 2.

[5] A leur perception, les participations de collaborateur prévues aux articles 20b, alinéa 3 et 20c doivent être déclarées pour mémoire à une valeur nulle.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission 14

Art. 44 [1 à 3]Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 000 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année.

Proposition de la commission

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 200 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année.

[5 et 6]Inchangés.

Art. 45 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

[3] Inchangé.

Art. 49 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les participations de collaborateur prévues à l'article 20b, alinéa 1 sont évaluées à leur valeur vénale, en tenant compte des délais de blocage au moyen de l'escompte prévu à l'article 20b, alinéa 2.

[5] A leur perception, les participations de collaborateur prévues aux articles 20b, alinéa 3 et 20c doivent être déclarées pour mémoire à une valeur nulle.

Art. 44 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 200 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année.

[5 et 6]Inchangés.

Art. 49 [1 à 3]Inchangés.

[4] Les participations de collaborateur prévues à l'article 20b, alinéa 1 sont évaluées à leur valeur vénale, en tenant compte des délais de blocage au moyen de l'escompte prévu à l'article 20b, alinéa 2.

[5] A leur perception, les participations de collaborateur prévues aux articles 20b, alinéa 3 et 20c doivent être déclarées pour mémoire à une valeur nulle.

Art. 44 [1 à 3]Inchangés.

Proposition du Conseil-exécutif

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 000 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année.

Proposition de la commission

[4] Les prestations en capital inférieures à 5 200 francs sont exonérées d'impôt. Toutes les prestations en capital perçues la même année sont additionnées en vue de l'impôt annuel. L'Intendance cantonale des impôts complète d'office les taxations entrées en force lorsqu'elle apprend le versement d'autres prestations en capital la même année

[5 et 6]Inchangés.

Art. 45 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

[3] Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 56 Biffer.

Proposition de la commission

Art. 56 [1]Inchangé.

[2] La valeur de rendement et la valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)[1)] sont réduites de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main-d'œuvre standard.

[3 à 5]Anciens alinéas 2 à 4.

Art. 64 [1]Peuvent être déduits de la fortune nette
a 18 000 francs pour les époux vivant en ménage commun;
b 18 000 francs pour chaque enfant donnant droit à la déduction prévue à l'article 40, alinéa 3, lettre *a*.

[2] Lorsque la déduction spéciale selon l'article 41 est accordée, la fortune imposable est également fixée à zéro par le biais d'une déduction spéciale.

Art. 83 [1]Sont exonérés de l'impôt
a et *b* inchangées;
c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «les conférences régionales, ainsi que les syndicats de communes»;
d à *k* inchangées;
l les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération, qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, garantir toute l'année un service d'importance nationale;
m et *n* inchangées.

[2] L'exonération d'impôt selon l'alinéa 1, lettre *l* s'applique également aux bénéfices dégagés par l'activité soumise à concession, qui sont librement disponibles. Les exploitations annexes et les biens-fonds qui n'ont pas de relation nécessaire avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de cette exonération.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 64 [1]Peuvent être déduits de la fortune nette
a 18 000 francs pour les époux vivant en ménage commun;
b 18 000 francs pour chaque enfant donnant droit à la déduction prévue à l'article 40, alinéa 3, lettre *a*.

[2] Lorsque la déduction spéciale selon l'article 41 est accordée, la fortune imposable est également fixée à zéro par le biais d'une déduction spéciale.

Art. 83 [1]Sont exonérés de l'impôt
a et *b* inchangées;
c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «les conférences régionales, ainsi que les syndicats de communes»;
d à *k* inchangées;
l les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération, qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, garantir toute l'année un service d'importance nationale;
m et *n* inchangées.

[2] L'exonération d'impôt selon l'alinéa 1, lettre *l* s'applique également aux bénéfices dégagés par l'activité soumise à concession, qui sont librement disponibles. Les exploitations annexes et les biens-fonds qui n'ont pas de relation nécessaire avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de cette exonération.

[3] Ancien alinéa 2.

[1)] RS 211.412.11

Art. 56 [1]Inchangé.

[2] La valeur officielle des exploitation agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) est réduite de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main d'œuvre standard.

[3 à 5]Anciens alinéas 2 à 4.

Art. 64 [1]Peuvent être déduits de la fortune nette
a 18 000 francs pour les époux vivant en ménage commun;
b 18 000 francs pour chaque enfant donnant droit à la déduction prévue à l'article 40, alinéa 3, lettre *a*.

[2] Lorsque la déduction spéciale selon l'article 41 est accordée, la fortune imposable est également fixée à zéro par le biais d'une déduction spéciale.

Art. 83 [1]Sont exonérés de l'impôt
a et *b* inchangées;
c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «les conférences régionales, ainsi que les syndicats de communes»;
d à *k* inchangées;
l les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération, qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, garantir toute l'année un service d'importance nationale;
m et *n* inchangées.

[2] L'exonération d'impôt selon l'alinéa 1, lettre *l* s'applique également aux bénéfices dégagés par l'activité soumise à concession, qui sont librement disponibles. Les exploitations annexes et les biens-fonds qui n'ont pas de relation nécessaire avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de cette exonération.

[3] Ancien alinéa 2.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 56 Biffer.

Proposition de la commission

Art. 56 [1]Inchangé.

[2] La valeur de rendement et la valeur locative des exploitations agricoles qui ne sont pas considérées comme des entreprises agricoles au sens de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)[1)] sont réduites de manière appropriée pour autant que leur exploitation nécessite au moins une demi-unité de main-d'œuvre standard.

[3 à 5]Anciens alinéas 2 à 4.

[1)] RS 211.412.11

Art. 88 [1 à 4]Inchangés.

[5] Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (al. 3) sont fiscalement décomptées, à l'exception des réserves latentes sur des participations (art. 96) ou sur des immeubles, qui sont imposées comme suit:

a l'imposition des réserves latentes sur des participations est différée; elles sont imposées conformément à l'article 98, alinéa 3;

b les réserves latentes sur des immeubles sont imposées conformément à l'article 98, alinéas 2 et 4.

[6] Inchangé.

Art. 90 [1]Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent également

a les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;

b les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue;

c les dons en espèces ou sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales qui ont leur siège en Suisse et sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou de pure utilité publique, ainsi qu'en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements (art. 83, al. 1, lit. *a* à *d*), jusqu'à concurrence de 20 pour cent du bénéfice net;

d les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés.

[2] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 100 [1]Inchangé.

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Art. 88 [1 à 4]Inchangés.

[5] Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (al. 3) sont fiscalement décomptées, à l'exception des réserves latentes sur des participations (art. 96) ou sur des immeubles, qui sont imposées comme suit:

a l'imposition des réserves latentes sur des participations est différée; elles sont imposées conformément à l'article 98, alinéa 3;

b les réserves latentes sur des immeubles sont imposées conformément à l'article 98, alinéas 2 et 4.

[6] Inchangé.

Art. 90 [1]Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent également

a les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;

b les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue;

c les dons en espèces ou sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales qui ont leur siège en Suisse et sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou de pure utilité publique, ainsi qu'en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements (art. 83, al. 1, lit. *a* à *d*), jusqu'à concurrence de 20 pour cent du bénéfice net;

d les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés.

[2] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 100 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

Art. 88 [1 à 4]Inchangés.

[5] Les réserves latentes transférées à une société holding ou à une société de domicile dans le cadre d'une restructuration (al. 1) ou d'un transfert de patrimoine (al. 3) sont fiscalement décomptées, à l'exception des réserves latentes sur des participations (art. 96) ou sur des immeubles, qui sont imposées comme suit:

a l'imposition des réserves latentes sur des participations est différée; elles sont imposées conformément à l'article 98, alinéa 3;

b les réserves latentes sur des immeubles sont imposées conformément à l'article 98, alinéas 2 et 4.

[6] Inchangé.

Art. 90 [1]Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent également

a les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;

b les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue;

c les dons en espèces ou sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales qui ont leur siège en Suisse et sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou de pure utilité publique, ainsi qu'en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements (art. 83, al. 1, lit. *a* à *d*), jusqu'à concurrence de 20 pour cent du bénéfice net;

d les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés.

[2] Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents ou agentes publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles.

Art. 100 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

Art. 113 [1]Inchangé.

[2] «les tantièmes et tout autre avantage appréciable en argent» est remplacé par «les tantièmes, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

[3] Inchangé.

Art. 118 [1]«les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[2] «les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[3] Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 122a (nouveau) [1]Toute personne domiciliée à l'étranger à la date où elle perçoit l'avantage en argent dérivant d'options de collaborateur bloquées (art. 20b, al. 3) est imposée au prorata sur cet avantage appréciable en argent conformément à l'article 20d.

[2] L'impôt s'élève à 18 pour cent de l'avantage appréciable en argent.

Art. 123 «articles 117 à 122» est remplacé par «articles 117 à 122a».

Art. 127 Sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers
a et *b* inchangées,
c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «ainsi que les conférences régionales et les syndicats de communes»,
d les entreprises de transport et d'infrastructure concessionnaires, pour les plus-values immobilières créées depuis l'année fiscale 2010 pendant la période d'exonération de l'impôt selon l'article 83, alinéa 1, lettre *l*, sachant que la période d'exonération d'impôt des immeubles n'est pas comptée pour déterminer la déduction pour durée de possession selon l'article 144.

Art. 128 [1]Inchangé.

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Art. 113 [1]Inchangé.

[2] «les tantièmes et tout autre avantage appréciable en argent» est remplacé par «les tantièmes, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

[3] Inchangé.

Art. 118 [1]«les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[2] «les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[3] Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 122a (nouveau) [1]Toute personne domiciliée à l'étranger à la date où elle perçoit l'avantage en argent dérivant d'options de collaborateur bloquées (art. 20b, al. 3) est imposée au prorata sur cet avantage appréciable en argent conformément à l'article 20d.

[2] L'impôt s'élève à 18 pour cent de l'avantage appréciable en argent.

Art. 123 «articles 117 à 122» est remplacé par «articles 117 à 122a».

Art. 127 Sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers
a et *b* inchangées,
c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «ainsi que les conférences régionales et les syndicats de communes»,
d les entreprises de transport et d'infrastructure concessionnaires, pour les plus-values immobilières créées depuis l'année fiscale 2010 pendant la période d'exonération de l'impôt selon l'article 83, alinéa 1, lettre *l*, sachant que la période d'exonération d'impôt des immeubles n'est pas comptée pour déterminer la déduction pour durée de possession selon l'article 144.

Art. 128 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

Art. 113 [1]Inchangé.

[2] «les tantièmes et tout autre avantage appréciable en argent» est remplacé par «les tantièmes, les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tout autre avantage appréciable en argent».

[3] Inchangé.

Art. 118 [1]«les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[2] «les indemnités fixes et autres rémunérations» est remplacé par «les indemnités fixes, les participations de collaborateur et autres rémunérations similaires».

[3] Inchangé.

Participations de collaborateur

Art. 122a (nouveau) [1]Toute personne domiciliée à l'étranger à la date où elle perçoit l'avantage en argent dérivant d'options de collaborateur bloquées (art. 20b, al. 3) est imposée au prorata sur cet avantage appréciable en argent conformément à l'article 20d.

[2] L'impôt s'élève à 18 pour cent de l'avantage appréciable en argent.

Art. 123 «articles 117 à 122» est remplacé par «articles 117 à 122a».

Art. 127 Sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers

a et *b* inchangées,

c «ainsi que les syndicats de communes» est remplacé par «ainsi que les conférences régionales et les syndicats de communes»,

d les entreprises de transport et d'infrastructure concessionnaires, pour les plus-values immobilières créées depuis l'année fiscale 2010 pendant la période d'exonération de l'impôt selon l'article 83, alinéa 1, lettre *l*, sachant que la période d'exonération d'impôt des immeubles n'est pas comptée pour déterminer la déduction pour durée de possession selon l'article 144.

Art. 128 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

Art. 143 [1]«5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

[2 à 4]Inchangés.

Art. 145 [1]Inchangé.

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Art. 159 [1]Inchangé.

[2] La notification se fait en règle générale par courrier normal. Avec l'accord de la personne contribuable, elle peut aussi se faire par voie électronique. Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les conditions de la notification électronique des décisions, décisions sur réclamation et décisions sur recours.

[3 à 5]Inchangés.

Art. 172 [1]Sont tenus de fournir une attestation à l'Intendance cantonale des impôts pour chaque période fiscale
a à *c* inchangées;
d les employeurs, sur tous les salaires, les bonifications de frais et autres prestations.

[2] Les informations visées à l'alinéa 1, lettre *d* doivent être communiquées sur formulaire officiel ou sous toute autre forme agréée par l'Intendance cantonale des impôts. Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que l'attribution et l'exercice d'options de collaborateur doivent également faire l'objet d'une attestation.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 186 [1]Les débiteurs et les débitrices des prestations imposables sont en particulier tenus
a à *d* inchangées;
e de reverser l'impôt à la source dû au prorata sur les options de collaborateur exercées à l'étranger, même si l'avantage appréciable en argent est distribué par un groupe étranger;
f ancienne lettre *e*.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 143 [1]«5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

Art. 143 [1]Biffer.

[2 à 4]Inchangés.

Art. 145 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

Art. 159 [1]Inchangé.

[2] La notification se fait en règle générale par courrier normal. Avec l'accord de la personne contribuable, elle peut aussi se faire par voie électronique. Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les conditions de la notification électronique des décisions, décisions sur réclamation et décisions sur recours.

[3 à 5]Inchangés.

Art. 172 [1]Sont tenus de fournir une attestation à l'Intendance cantonale des impôts pour chaque période fiscale
a à *c* inchangées;
d les employeurs, sur tous les salaires, les bonifications de frais et autres prestations.

[2] Les informations visées à l'alinéa 1, lettre *d* doivent être communiquées sur formulaire officiel ou sous toute autre forme agréée par l'Intendance cantonale des impôts. Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que l'attribution et l'exercice d'options de collaborateur doivent également faire l'objet d'une attestation.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 186 [1]Les débiteurs et les débitrices des prestations imposables sont en particulier tenus
a à *d* inchangées;
e de reverser l'impôt à la source dû au prorata sur les options de collaborateur exercées à l'étranger, même si l'avantage appréciable en argent est distribué par un groupe étranger;
f ancienne lettre *e*.

Art. 159 [1]Inchangé.

[2] La notification se fait en règle générale par courrier normal. Avec l'accord de la personne contribuable, elle peut aussi se faire par voie électronique. Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les conditions de la notification électronique des décisions, décisions sur réclamation et décisions sur recours.

[3 à 5]Inchangés.

Art. 172 [1]Sont tenus de fournir une attestation à l'Intendance cantonale des impôts pour chaque période fiscale
a à *c* inchangées;
d les employeurs, sur tous les salaires, les bonifications de frais et autres prestations.

[2] Les informations visées à l'alinéa 1, lettre *d* doivent être communiquées sur formulaire officiel ou sous toute autre forme agréée par l'Intendance cantonale des impôts. Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que l'attribution et l'exercice d'options de collaborateur doivent également faire l'objet d'une attestation.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 186 [1]Les débiteurs et les débitrices des prestations imposables sont en particulier tenus
a à *d* inchangées;
e de reverser l'impôt à la source dû au prorata sur les options de collaborateur exercées à l'étranger, même si l'avantage appréciable en argent est distribué par un groupe étranger;
f ancienne lettre *e*.

Proposition du Conseil-exécutif

Art. 143 [1]«5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

Art. 143 [1]Biffer.

[2 à 4]Inchangés.

Art. 145 [1]Inchangé.

Proposition du Conseil-exécutif

[2] «5 200 francs» est remplacé par «5 000 francs».

Proposition de la commission

[2] Biffer.

[2 et 3]Inchangés.

Art. 229 [1]La poursuite pénale se prescrit
a en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la violation des obligations de procédure a été commise;
b en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la tentative de soustraction a été commise;
c en cas de soustraction d'impôt consommée,
1. par quinze ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle l'impôt à la source n'a pas été perçu conformément à la loi;
2. par quinze ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illicite ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue, ou des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire;
d en cas de délit fiscal, par quinze ans à compter du jour où le délinquant ou la délinquante a commis son dernier acte délictueux.

[2] La prescription de la poursuite pénale ne court plus dès que l'autorité cantonale compétente rend une décision ou un jugement en première instance.

[3] Abrogé.

[4] Inchangé.

Art. 259 [1 à 3]Inchangés.

[4] La taxe immobilière n'est pas perçue
a inchangée;
b «des syndicats de communes» est remplacé par «des conférences régionales et des syndicats de communes»;
c inchangée.

[5] Inchangé.

[2 et 3]Inchangés.

Art. 229 [1]La poursuite pénale se prescrit
a en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la violation des obligations de procédure a été commise;
b en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la tentative de soustraction a été commise;
c en cas de soustraction d'impôt consommée,
1. par quinze ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle l'impôt à la source n'a pas été perçu conformément à la loi;
2. par quinze ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illicite ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue, ou des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire;
d en cas de délit fiscal, par quinze ans à compter du jour où le délinquant ou la délinquante a commis son dernier acte délictueux.

[2] La prescription de la poursuite pénale ne court plus dès que l'autorité cantonale compétente rend une décision ou un jugement en première instance.

[3] Abrogé.

[4] Inchangé.

Art. 259 [1 à 3]Inchangés.

[4] La taxe immobilière n'est pas perçue
a inchangée;
b «des syndicats de communes» est remplacé par «des conférences régionales et des syndicats de communes»;
c inchangée.

[5] Inchangé.

[2 et 3] Inchangés.

Art. 229 [1] La poursuite pénale se prescrit

a en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la violation des obligations de procédure a été commise;

b en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle la tentative de soustraction a été commise;

c en cas de soustraction d'impôt consommée,

1. par quinze ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle l'impôt à la source n'a pas été perçu conformément à la loi;
2. par quinze ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illicite ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue, ou des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire;

d en cas de délit fiscal, par quinze ans à compter du jour où le délinquant ou la délinquante a commis son dernier acte délictueux.

[2] La prescription de la poursuite pénale ne court plus dès que l'autorité cantonale compétente rend une décision ou un jugement en première instance.

[3] Abrogé.

[4] Inchangé.

Art. 259 [1 à 3] Inchangés.

[4] La taxe immobilière n'est pas perçue

a inchangée;

b «des syndicats de communes» est remplacé par «des conférences régionales et des syndicats de communes»;

c inchangée.

[5] Inchangé.

II.

La loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 32 [1]Inchangé.

[2] Une part des impôts sur les successions et donations perçus au moment de la transmission de participations détenues dans une société de capitaux ou une société coopérative peut être demandée en remboursement dans le cadre d'une liquidation totale ou partielle achevée dans un délai de dix ans, afin d'empêcher la double imposition de mêmes éléments. La somme remboursée est limitée au montant de l'impôt sur le revenu qui a été prélevé sur les éléments en question. Le remboursement doit être demandé dans un délai d'un an à compter de l'entrée en force de la taxation du revenu.

III.

Dispositions transitoires

1. L'article 16 LI s'applique dans la teneur ci-dessous pendant encore cinq ans aux personnes qui n'ont pas la nationalité suisse et qui sont déjà imposées d'après la dépense à la date d'entrée en vigueur de la présente modification:

Art. 16 [1]Les personnes physiques qui, pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans, prennent domicile ou séjournent en Suisse au regard du droit fiscal, sans y exercer d'activité lucrative, ont le droit, jusqu'à la fin de la période fiscale en cours, de payer un impôt à forfait calculé sur la dépense au lieu des impôts sur le revenu et sur la fortune.

[2] Lorsque ces personnes ne sont pas des ressortissants suisses, le droit de payer l'impôt calculé sur la dépense est accordé au-delà de cette limite.

[3] L'impôt est calculé sur la base de la dépense de la personne contribuable et de sa famille, et il est perçu d'après les barèmes des impôts ordinaires sur le revenu et la fortune. Il ne doit toutefois pas être inférieur aux impôts calculés d'après les barèmes ordinaires sur l'ensemble des éléments de fortune et de rendement bruts suivants:
a la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
b les objets mobiliers se trouvant en Suisse et leur rendement;
c les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et leur rendement;

[1)] RSB 662.1

II.

La loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 32 [1]Inchangé.

[2] Une part des impôts sur les successions et donations perçus au moment de la transmission de participations détenues dans une société de capitaux ou une société coopérative peut être demandée en remboursement dans le cadre d'une liquidation totale ou partielle achevée dans un délai de dix ans, afin d'empêcher la double imposition de mêmes éléments. La somme remboursée est limitée au montant de l'impôt sur le revenu qui a été prélevé sur les éléments en question. Le remboursement doit être demandé dans un délai d'un an à compter de l'entrée en force de la taxation du revenu.

III.

Dispositions transitoire

[1)] RSB 662.1

II.

La loi du 23 novembre 1999 concernant l'impôt sur les successions et donations (LISD)[1)] est modifiée comme suit:

Art. 32 [1]Inchangé.

[2] Une part des impôts sur les successions et donations perçus au moment de la transmission de participations détenues dans une société de capitaux ou une société coopérative peut être demandée en remboursement dans le cadre d'une liquidation totale ou partielle achevée dans un délai de dix ans, afin d'empêcher la double imposition de mêmes éléments. La somme remboursée est limitée au montant de l'impôt sur le revenu qui a été prélevé sur les éléments en question. Le remboursement doit être demandé dans un délai d'un an à compter de l'entrée en force de la taxation du revenu.

III.

Dispositions transitoire

1) RSB 662.1

d les droits d'auteur, les brevets et autres droits semblables exploités en Suisse et leur rendement;
e les retraites, rentes et pensions de source suisse;
f les revenus pour lesquels la personne contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention conclue par la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions.

4 Le Conseil-exécutif édicte les dispositions nécessaires à la perception de l'impôt calculé sur la dépense. Il peut arrêter des bases d'imposition et un mode de calcul de l'impôt dérogeant à l'alinéa 3 si cela est nécessaire pour permettre aux personnes contribuables mentionnées aux alinéas 1 et 2 d'obtenir le dégrèvement des impôts d'un Etat étranger avec lequel la Suisse a conclu une convention en vue d'éviter les doubles impositions.

2. L'article 229 LI s'applique à toutes les procédures en cours à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'ancien droit s'applique lorsqu'il prévoit une prescription plus brève.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2014. Le Conseil-exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 229 LI.

Berne, le 4 juillet 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session et auprès des huissiers pendant la session.

L'article 229 LI s'applique à toutes les procédures en cours à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'ancien droit s'applique lorsqu'il prévoit une prescription plus brève.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2014. Le Conseil-exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 229 LI. La modification de l'article 16 LI entre en vigueur en même temps que la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur l'imposition d'après la dépense.

Berne, le 17 octobre 2012

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancelier: *Nuspliger*

Berne, le 9 octobre 2012

Au nom de la commission,

le président: *Brand*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session et auprès des huissiers pendant la session.

L'article 229 LI s'applique à toutes les procédures en cours à l'entrée en vigueur de la présente modification. L'ancien droit s'applique lorsqu'il prévoit une prescription plus brève.

Entrée en vigueur

La présente modification entre en vigueur le 1er janvier 2014. Le Conseil-exécutif fixe la date de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 229 LI. La modification de l'article 16 LI entre en vigueur en même temps que la loi fédérale du 28 septembre 2012 sur l'imposition d'après la dépense.

Berne, le 22 novembre 2012

Au nom du Grand Conseil,

la présidente: *Rufer-Wüthrich*
la vice-chancelière: *Aeschmann*

Texte approuvé par la Commission de rédaction

Berne, le 23 janvier 2013

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Rickenbacher*
le chancellier: *Nuspliger*

Berne, le 14 décembre 2012

Au nom de la commission,

le président: *Brand*